

**Université Paris Ovest Nanterre La Défense**

U.F.R. PHILLIA (Philosophie, Information-Communication, Langage, Littérature, Arts du spectacle)  
École Doctorale (E.D. 139) – « Connaissance, Langage, Modélisation »

**Thèse**

En vue de l'obtention du diplôme de  
Docteur en Philosophie de l'Université Paris Ovest Nanterre La Défense

Présentée et soutenue publiquement  
par

**Leonardo Jorge da Hora Pereira**  
le 17 octobre 2016

---

**LE CAPITALISME COMME FORME HISTORIQUE ET COMME PRATIQUE SOCIALE  
UNE CONTRIBUTION A LA PHILOSOPHIE SOCIALE A PARTIR DE MARX ET DE LA  
THEORIE DE LA REGULATION**

---

**JURY**

**Mme Catherine Colliot-Thélène**

*Professeure émérite de Philosophie, Université de Rennes I*

**Examinatrice**

**Mme Marie Cuillerai**

*Professeure de Philosophie, Université Paris-Diderot*

**Examinatrice**

**M. Ruy Fausto**

*Professeur émérite de Philosophie, USP/Paris 8*

**Rapporteur**

**M. Stéphane Haber**

*Professeur de Philosophie, Université Paris Ovest Nanterre La Défense*

**Directeur de thèse**

**M. André Orléan**

*Directeur d'études, EHESS*

**Rapporteur**

**M. Emmanuel Renault**

*Professeur de Philosophie, Université Paris Ovest Nanterre La Défense*

**Examineur**

*Laboratoire SOPHIAPOL - E.A. 3922  
(« Sociologie, philosophie et anthropologie politiques »)  
200, avenue de la République  
92001 Nanterre Cedex*

**Université Paris Ouest Nanterre La Défense**

U.F.R. PHILLIA (Philosophie, Information-Communication, Langage, Littérature, Arts du spectacle)  
École Doctorale (E.D. 139) – « Connaissance, Langage, Modélisation »

**Thèse**

En vue de l'obtention du diplôme de  
Docteur en Philosophie de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Présentée et soutenue publiquement

par

**Leonardo Jorge da Hora Pereira**

le 17 octobre 2016

---

**LE CAPITALISME COMME FORME HISTORIQUE ET COMME PRATIQUE SOCIALE  
UNE CONTRIBUTION À LA PHILOSOPHIE SOCIALE À PARTIR DE MARX ET DE LA  
THÉORIE DE LA RÉGULATION**

---

**Sous la direction de Stéphane Haber**

## REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à Stéphane Haber, qui a dirigé cette thèse et qui a su en accompagner et en soutenir les différents développements. Je le remercie pour ses nombreux conseils de lecture, les discussions stimulantes aux différentes étapes de la construction de mon projet, pour son encouragement et pour sa patience dans les moments de doute et enfin pour la force, l'intelligence philosophique et la rigueur de ses travaux qui ont été pour moi, depuis mon master, une source d'inspiration constante.

Je remercie ensuite les membres de mon jury d'avoir accepté de lire et de discuter mon travail.

Pour le soutien financier qu'elle m'a accordé, je remercie la CAPES.

Mes remerciements vont également à Ruy Fausto, avec qui j'ai eu la chance de pouvoir échanger régulièrement ces dernières années. Ses recherches, nos discussions à la BNF, ses remarques et suggestions, m'ont beaucoup appris et encouragé.

Mes remerciements vont particulièrement à Marcos Nobre, Alessandro Pinzani, Emmanuel Renault, Jacques Bidet, André Orléan, Fabrice Tricou, Daniel Peres, Olivier Favereau et Bernard Chavance, dont les discussions ont nourri à des moments décisifs, le développement de ma thèse.

Je remercie chaleureusement Yara Frateschi pour l'encouragement et l'attention toujours présentes, depuis l'époque de ma licence. Ses premières leçons ont constitué la base fondamentale de mon travail philosophique. Mes remerciements vont à Jean-Michel Salanskis, qui sait toujours témoigner d'une grande générosité dans le partage de son savoir, et dont la rencontre a été décisive pour l'élargissement de mon horizon philosophique.

Mes remerciements vont à toute l'équipe du laboratoire Sophiapol : y travailler et m'y former ont été pour moi une formidable chance, une source d'apprentissage constant, notamment en ce qui concerne la réflexion philosophique vivante et le travail interdisciplinaire. Je voudrais particulièrement remercier Marco Angella, Olivier Chassaing, Fabien Delmotte, Nikos Maroupas, Marc-Antoine Pencolé, Davide Gallo Lassere, Alexis Cukier, Eva Debray et Frédéric Monferrand pour les échanges, ainsi que Martin Jochum et Pinar Karaoglu pour les projets que nous avons pu y mener ensemble.

Je remercie également tout particulièrement Hélio Alexandre da Silva. Nos discussions constantes autour de ce travail ont été pour moi très importantes, et une source importante d'encouragement. Je remercie également David Zaperro Mayer, avec qui j'ai pu partager des idées et des expériences philosophiques autour d'un café. Parmi les nombreux amis dont les discussions ainsi que le soutien pratique ont beaucoup compté, je remercie particulièrement Natalia Frozel Barros, Igor Rollemberg, Paulo Bodziak, Tiago Almeida, Anita Silveira et, particulièrement dans les derniers mois de la rédaction de ce travail, Nélio Gilberto dos Santos et Eraldo Santos.

Je tiens en outre à remercier spécialement Leonardo Nascimento : son amitié, son intelligence des problèmes contemporains et son encouragement ont été fondamentaux pour l'aboutissement de cette recherche.

Je voudrais enfin remercier Ayméric Labadie pour son aide crucial et sa collaboration efficace dans la relecture et la finition de ce travail.

Pour leur confiance et leur soutien, dans les moments difficiles de l'écriture, et tous les autres moments, je remercie mes collègues et amis, mes proches et notamment ma mère, mon père et ma sœur.

Pour sa patience, sa présence, et son affection toujours joyeuse, je remercie Monique da Hora. À vrai dire, nul mot ne saurait exprimer à sa juste valeur tout ce qu'elle m'apporte depuis longtemps, c'est pourquoi je lui dédie cette thèse.

## RÉSUMÉ

*Le capitalisme comme forme historique et comme pratique sociale*

*Une contribution à la philosophie sociale à partir de Marx et de la Théorie de la Régulation*

Cette étude de philosophie sociale vise à comprendre la spécificité du capitalisme en tant que forme historique d'organisation sociale et de transformation du monde. Elle propose une réflexion descriptive et normative sur la pratique sociale capitaliste, afin de mieux cerner la complexité, la diversité et la plasticité de la dynamique capitaliste. Nous avons choisi de partir de la façon dont Marx conçoit la logique du capital sous l'angle de l'abstraction réelle, ce qui nous permet de saisir la pratique capitaliste selon les termes d'une normativité abstraite, d'un « devoir-être » qui pose comme *fin* « suprasensible » l'idéalisation d'une survaleur infinie. Marx fournit de précieuses ressources théoriques non seulement pour comprendre l'abstraction capitaliste, mais aussi pour déterminer les formes selon lesquelles celle-ci intervient et restructure la réalité concrète à travers l'action des capitalistes, en rendant explicites les tensions liées à une telle restructuration de l'existant selon des postulats abstraits. À travers la confrontation de la conceptualisation marxienne avec des courants plus contemporains d'interprétation de la dynamique capitaliste, comme les analyses macroéconomiques et institutionnalistes de la Théorie de la Régulation et les travaux psychosociologiques portant sur l'organisation néomanagériale du travail et de la consommation, nous montrons que la théorisation de la pratique capitaliste doit rendre compte de la diversité et de la plasticité de la trajectoire du capitalisme, ainsi que de la manière dont celui-ci réussit à se reproduire, même parmi tant de crises et d'obstacles, au moins jusqu'à présent. C'est pourquoi nous proposons une esquisse de modèle de pratique capitaliste qui, s'inspirant de

certain aspects de la philosophie pratique kantienne (notamment le concept d'imagination), tente de forger un concept d'imagination capitaliste, lequel permet de comprendre l'ouverture constante à de nouveaux modes de réalisation des idéalizations capitalistes. Cette conception de la pratique capitaliste nous conduit finalement à repenser sur de bases plus créatives et imaginatives la critique immanente du capitalisme.

Mots-clés : Capitalisme, philosophie sociale, pratique sociale, idéalisation, imagination.

## ABSTRACT

*Capitalism as Historical Form and Social Practice*

*A contribution to Social Philosophy based on Marx and Régulation Theory*

This work on social philosophy aims at understanding the specificity of capitalism as a historical form of social organization and transformation of the world. It presents a descriptive and normative reflection on the capitalist social practice in order to better understand the complexity, diversity and plasticity of capitalist dynamics. Our starting point is Marx's understanding of the logic of capital as a real abstraction. This enables us to grasp the capitalist practice by way of an abstract normativity, a "duty" which sets the idealisation of an infinite surplus value as a "suprasensible" end. Marx provides valuable theoretical resources not only to understand capitalist abstraction, but also to determine the form in which it operates and restructures concrete reality through the action of capitalists. It does so by making explicit the tensions related to such restructuring. Moreover, we contrast the Marxist conceptualization with more contemporary currents of interpretation of capitalist dynamics such as the macroeconomic and the institutionalist analyses of *Regulation* Theory and psycho-sociological studies on the neomanagement organization of labor and consumption. In this way, we show that the theory of capitalist practice must not only reflect the diversity and plasticity of the trajectory of capitalism but also reveal how it manages to reproduce itself (at least so far) even among so many crises and obstacles. That is why we propose an outline of a model of capitalist practice inspired by certain aspects of Kantian practical philosophy

(especially the concept of imagination). With this model we intend to create a concept of capitalist imagination, which helps to understand the constant openness to new embodiments of capitalist idealizations. This conception of capitalist practice finally leads us to rethink the immanent critique of capitalism on a more creative and imaginative basis.

Key-words: Capitalism, social philosophy, social practice, idealization, imagination

## **SOMMAIRE**

### **Introduction**

#### **Première partie: La théorie critique de Marx et la logique abstraite du capital**

##### *Chapitre 1 - L'abstraction capitaliste*

- 1.1 La double réalité de la marchandise et son ontologie particulière
- 1.2 Sohn-Rethel et la notion d'abstraction réelle
- 1.3 Action x représentation : le fétichisme de la marchandise
- 1.4 Marché x Capital
- 1.5 Abstraction marchande x Abstraction capitaliste
- 1.6 – L'abstraction capitaliste à l'aune du mauvais infini hégélien
- 1.7 – Au-delà de l'abstraction marchande et du travail abstrait : une brève note critique à l'égard de l'interprétation de Moishe Postone

##### *Chapitre 2 - La tension entre l'abstrait et le concret : la restructuration capitaliste de l'existant*

- 2.1 Le procès de production sous l'emprise de l'abstraction capitaliste
- 2.2 L'interaction entre l'abstrait et le concret et la dynamique complexe du capitalisme : le cas de la journée de travail
- 2.3 La logique du capital et l'innovation technique : la survaleur relative
- 2.4 Subsomption formelle et réelle du travail au capital
- 2.5 Subsomption de la nature (non humaine) au capital
- 2.6 L'accumulation de capital et l'obstacle démographique
- 2.7 L'intervention capitaliste dans la circulation des marchandises
- 2.8 La rationalisation dans l'utilisation du capital constant
- 2.9 Le développement de la commercialisation
- 2.10 La financiarisation et le développement du crédit
- 2.11 Essence et apparence : la double dynamique du capitalisme

*Chapitre 3 : Au-delà de l'abstraction réelle : le problème du dépassement du capitalisme chez Marx*

- 3.1 La borne immanente et les limites du capital
- 3.2 La loi de la baisse tendancielle du taux de profit
- 3.3 La négation de la négation et l'expropriation des expropriateurs
- 3.4 L'histoire et la question du communisme : une tension chez Marx ?

**Deuxième partie: Complexité et plasticité de la dynamique capitaliste**

*Chapitre 4 – La Théorie de la Régulation et la complexité de la dynamique capitaliste*

- 4.1- L'héritage, la critique et le dépassement de l'althussérisme
- 4.2- Le moment fondateur : *Régulation et Crises du Capitalisme* (1976) de Michel Aglietta
- 4.3- Les contributions de Robert Boyer et la consolidation de la TR comme une théorie *middle range*
- 4.4- La variabilité temporelle du capitalisme : le cas des capitalismes français et américain
- 4.5 – La diversité spatiale des capitalismes
- 4.6 – Capitalisme x capitalismes : une approche intermédiaire est-elle suffisante ?

*Chapitre 5 – La plasticité du capitalisme : le cas des conditions de travail et de consommation à l'époque actuelle*

- 5.1 – Le capitalisme et son esprit: auto-réforme et capacité de réponse aux critiques
- 5.2 – Le nouvel esprit du capitalisme : néomanagement et nouvelles conditions de travail et de consommation
- 5.3 – Néolibéralisme et façonnement des subjectivités
- 5.4 - Post-taylorisme et la bataille autour du travail réel
- 5.5 – Le management et l'organisation du travail : désincarnation, idéalisation et abstraction capitaliste
- 5.6 – Le travail du consommateur

**Troisième partie : Pratique sociale et imagination capitaliste : une proposition à partir de Kant**

*Chapitre 6 – L'abstraction capitaliste à l'aune de Kant : le rôle de l'imagination dans la philosophie pratique kantienne*

- 6.1 - Le suprasensible dans la philosophie pratique kantienne : le problème du passage et de la réalisation des principes purs
- 6.2 – Le schématisme et la faculté de juger pratique
- 6.3 - Imagination et jugement esthétique
- 6.4 – Imagination et jugement téléologique
- 6.5 - Histoire, politique et imagination pratique

*Chapitre 7 – Détranscendantalisation, idéalisations et imagination capitaliste : esquisse d'un modèle théorique de pratique sociale capitaliste*

- 7.1 – Kant avec Marx (et Hegel) ? Habermas et son projet de détranscendantalisation
- 7.2 – Le *practice turn* en théorie sociale
- 7.3 –L'économie comme pratique sociale
- 7.4 – La genèse du social marchand : une théorie monétaire « relationnaliste »



- 7.5 – L’argent comme médium « transcendantal » et le schème capitaliste
- 7.6 – Les idéalizations capitalistes : une tentative de systématisation
- 7.7 – Imaginaire et créativité de l’agir : une analyse à partir de Castoriadis et Hans Joas
- 7.8 – De l’imagination transcendantalo-pratique à l’imagination capitaliste
- 7.9 – Pratique capitaliste : du modèle à la réalité

### **Conclusion**

### **Bibliographie**

### **Table de matières**

Pendant plusieurs siècles, cependant, le principe de l'infini est resté un ferment. Il n'a pas ébranlé l'ordre social. Le bouleversement s'est produit quand, au début de l'époque contemporaine, les possédants ont soumis la société entière à la loi du calcul et du profit: ils l'ont soumise de ce fait à la loi de l'infini. La loi de l'infini, la voici: une activité qui se résume à faire fonctionner un système qui *n'a pas de fin*, dans les deux sens du terme: elle n'a ni terme, ni but. Elle condamne à *l'infini* celui qui s'y livre.

(BILLETER J.-F., *Esquisses*, Paris, Editions Allia, 2016., p. 82)

Mais une idée est affectée par les événements du XX<sup>e</sup>, c'est celle de la totalité historique comprise comme douée d'une nécessité économique calculable. C'est uniquement s'il avait pu en être autrement, si la totalité (illusion socialement nécessaire en tant qu'hypostase de l'universel extrait des hommes individuels) est brisée dans sa prétention à l'absoluité, que la conscience sociale critique se préserve la liberté de penser qu'un jour il pourrait en être autrement. La théorie ne peut soulever le poids démesuré de la nécessité historique que lorsque celle-ci est reconnue comme l'illusion devenue réalité et la détermination historique comme métaphysiquement fortuite

(ADORNO T., *Dialectique Négative*, Paris, Payot, 1992, p. 252).

## Introduction

En 1999 déjà Luc Boltanski et Ève Chiapello décrivaient un sentiment qui devient de plus en plus courant à notre époque. Ce « trouble, commun à de nombreux observateurs, suscité par la coexistence d'une dégradation de la situation économique et sociale d'un nombre croissant de personnes et d'un capitalisme en pleine expansion et profondément réaménagé »<sup>1</sup>, est très significatif par rapport à la situation actuelle. En effet si nous vivons une grande crise économique, politique et sociale, le capitalisme ne semble pas effectivement menacé, malgré les critiques et les résistances qui continuent à exister. Bien au contraire, il avance toujours sur de nouveaux champs, sa logique envahit des secteurs jusque-là presque intouchés et sa violence s'intensifie d'une façon inouïe, de sorte que certains auteurs affirment que les crises, loin d'être exclusivement un frein ou un signe de la faiblesse du système, deviennent un moyen de gouverner, dans la mesure où le néo-capitalisme ou le néolibéralisme

---

<sup>1</sup> BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, nouvelle édition Paris, Gallimard, 2011, p. 15.

s'autoalimente et s'autorenforce par les effets d'insécurité et de destruction engendrés<sup>2</sup>. Face à cette situation, il devient difficile de ne pas être d'accord avec l'idée selon laquelle « le système capitaliste s'est révélé infiniment plus robuste que ne l'avaient pensé ses détracteurs, Marx au premier chef »<sup>3</sup>.

Cette robustesse se montre de deux manières. D'un côté, le capitalisme semble toujours être capable de se réformer, de se renouveler, de créer de nouvelles façons de produire, de faire circuler et de vendre, ainsi que de combattre et de surmonter les obstacles, les crises et les adversaires. Sa dynamique se montre ainsi assez diversifiée et surprenante et nous avons l'impression de vivre dans une époque marquée non seulement par l'accélération du temps<sup>4</sup>, mais par l'intensification d'un changement devenu frénétique. D'un autre côté, l'expansion du capitalisme suscite en nous l'étrange sensation du déjà-vu, l'impression que tout change pour que rien ne change vraiment, de sorte que toutes ces transformations finissent par nous donner paradoxalement le sentiment que notre horizon devient de plus en plus étroit, que les opportunités dans nos vies se réduisent et se répètent et que notre imagination sociale, politique et économique manque de puissance et de créativité. Il y a donc une ambiguïté dans la dynamique capitaliste, très caractéristique, un mélange de statisme et de dynamisme, qui souvent nous laisse désarmés. En un certain sens, l'effort que constitue cette thèse ne sera qu'une tentative de comprendre en termes théoriques ce sentiment et ce constat.

Dans le même temps, la pression de la crise contemporaine du capitalisme est désormais telle que – même dans les universités – il devient de plus en plus difficile de ne pas considérer ses répercussions négatives en termes de « coûts » humains et socio-environnementaux. C'est ainsi que, dans le champ de la théorie sociale critique, on a vu se déployer plusieurs types de discours critiques et de dénonciations des effets de domination, d'exploitation et d'aliénation causés par ce néo-capitalisme. En France, c'est justement l'ouvrage publié au tournant des années 2000 par Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, qui a non seulement redonné de la légitimité à l'emploi du mot « capitalisme », mais a également rouvert le champ théorique d'analyse critique du capitalisme. Depuis, l'abondance de la littérature militante liée à l'altermondialisme, la fécondité des approches marxistes en philosophie comme en sciences sociales, le redéploiement des courants critiques en économie, ont transformé le paysage, dans un sens qui correspond d'ailleurs à l'évolution de la

---

<sup>2</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, Paris, La Découverte, 2016, p. 16.

<sup>3</sup> BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, op. cit., p. 71-2.

<sup>4</sup> Voir ROSA H., *Accélération. Une critique sociale du temps*, traduit par Didier RENAULT, Paris, La Découverte, 2013.

discussion internationale, marquée par le geste inaugural d'*Empire*, d'Antonio Negri et Michael Hardt, ouvrage qui a été publié en 2000 et a joué sur le plan international un rôle semblable à celui du travail de Boltanski et Chiapello.

Dans le champ philosophique, l'événement le plus important à ce propos a probablement été le renouveau de la *philosophie sociale*. En quoi consiste ce genre philosophique ? Tout d'abord, on peut distinguer cette philosophie d'autres types de philosophie pratique, et particulièrement de la philosophie politique, dans la mesure où elle est particulièrement attentive à l'analyse du « social », et donc aux travaux des sciences sociales, qui ne sont pas pour elle de simples occasions d'exemplification mais un véritable point de départ. Autrement dit, l'interdisciplinarité et le dialogue avec les sciences sociales lui sont constitutifs et certainement pas un simple accessoire. Elle se différencie également d'autres théories du social dans la mesure où elle défend un type d'approche spécifiquement philosophique du social lui-même : une approche selon laquelle le social est considéré de manière privilégiée sous l'angle de ce qu'il possède de proprement normatif. En s'inspirant notamment du concept hégélien d'éthicité (*Sittlichkeit*), la philosophie sociale contemporaine souligne le fait que les acteurs investissent le social d'attentes normatives dont ils escomptent la réalisation. En d'autres termes, avec le social on a toujours affaire à un mélange de normes et de structures, c'est-à-dire aussi bien à des structures qui incarnent et réalisent des normes, qu'à des normes et à des attentes normatives qui tendent à se réaliser dans des structures sociales<sup>5</sup>. C'est justement pour cela qu'il s'agit non pas d'une théorie *de la société*, mais bien d'une philosophie *du social*, c'est-à-dire d'une théorie qui est à même de rendre compte de la teneur et de la portée normatives des rapports sociaux. Cette philosophie « se donne les moyens de comprendre la dimension normative *immanente* au social ; une dimension normative qui n'exprime pas autre chose que l'horizon d'attente des acteurs eux-mêmes, c'est-à-dire leurs attentes relativement à des rapports sociaux dont ils escomptent la maximisation de leurs chances de mener une vie bonne ».<sup>6</sup>

Selon cette conception, le social et le moral ne peuvent pas être pensés séparément : c'est le social qui fonde le moral non seulement en son contenu (le social détermine ce que nous considérons comme moral), mais aussi en sa forme, c'est-à-dire comme quelque chose qu'à la fois nous désirons et qui s'impose à nous en tant qu'obligation ou devoir. C'est un mélange de réalité et d'idéalité, de fonctionnement social et d'aspiration morale, d'être et de

---

<sup>5</sup> Cf. FISCHBACH F., « Comment penser philosophiquement le social ? », *Cahiers philosophiques*, 1 février 2013, n° 132, p. 12.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 18.

volonté. La compréhension philosophique du social en éviterait ainsi une analyse exclusivement descriptive, positiviste ou tout simplement fondée sur une « ontologie de la présence » : « Par social ou par société, on n'entend pas seulement quelque chose qui est, non pas seulement quelque chose dont on constate l'existence, mais quelque chose de souhaitable, quelque chose de désirable, quelque chose à vouloir et à faire – non pas seulement quelque chose que l'on voit, mais quelque chose que l'on veut ; non pas seulement ce que l'on subit, mais aussi ce que l'on choisit »<sup>7</sup>.

À partir de cette perspective, il devient également clair qu'appartient à la philosophie sociale une fonction *critique* essentielle. À ce titre, on pourrait se poser la question suivante : à propos de quoi, au nom de quoi et en vue de quoi peut-on critiquer telle institution, telle forme de vie, telle forme d'organisation sociale ? La philosophie sociale contemporaine, qui s'établit à partir des travaux d'Axel Honneth<sup>8</sup>, répond que « c'est en fonction justement de ce qu'il y a de désirable et de souhaitable dans le social qu'une critique du social tel qu'il existe devient possible, à condition de préciser que le social désirable ne se fonde, et ne peut se fonder, sur rien d'autre que sur le social existant, d'où la nécessité de connaître ce dernier pour déterminer le précédent »<sup>9</sup>. Il s'agit ainsi d'extraire les traits désirables des formes de vie communautaires qui existent réellement, les utiliser pour critiquer les traits indésirables et suggérer des améliorations. Ces traits désirables ne peuvent évidemment être eux-mêmes choisis arbitrairement. Ils sont des traits caractéristiques du social tel qu'il est, tel qu'il existe déjà effectivement, dans le tissu social.

Quel est le meilleur moyen pour accéder à ou pour « lire » cette normativité immanente au social, qui fournit aussi les critères de la critique sociale ? Les réponses peuvent ici varier. Comme l'explique Emmanuel Renault, les normes de la critique peuvent être recherchées dans l'explicitation d'un ensemble d'attentes normatives fondamentales qui sont censées être immanentes à la vie sociale, soit à la manière d'une grammaire profonde des interactions (comme les présuppositions communicationnelles de l'interaction chez Jürgen Habermas, ou les attentes de reconnaissance chez Axel Honneth), soit à la manière d'un ensemble de promesses inscrites dans les structures fondamentales d'une époque historique (comme celles

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>8</sup> Voir entre autres HONNETH A., *Kampf um Anerkennung. Zur moralischen Grammatik sozialer Konflikte. Mit einem neuen Nachwort.*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag KG, 2003; HONNETH A., *La société du mépris*, Paris, La Découverte, 2008 ; HONNETH A., *Das Ich im Wir: Studien zur Anerkennungstheorie*, Berlin, Suhrkamp Verlag GmbH, 2012 ; HONNETH A., *Le droit de la liberté: Esquisse d'une éthicité démocratique*, traduit par Frédéric JOLY et traduit par Pierre RUSCH, Paris, Gallimard, 2015.

<sup>9</sup> FISCHBACH F., « Comment penser philosophiquement le social ? », *op. cit.*, p. 20.

de la modernité chez Habermas et Honneth<sup>10</sup>). On peut en outre parler d'immanence normative à une institution (l'État, le marché) ou à des pratiques sociales.

La philosophie sociale française contemporaine s'est cependant caractérisée par l'approfondissement d'une démarche particulière, déjà présente chez Honneth. Si l'on se réfère à la présentation de la philosophie sociale par Franck Fischbach, par exemple, on constate qu'il la définit dans *Manifeste pour une philosophie sociale* comme une réflexion critique sur la société qui « prend son point de départ dans les formes et les expériences de vie qui sont vécues par les agents eux-mêmes comme inaccomplies, aliénées, dégradées et mutilées, et elle cherche à identifier dans le contexte social et historique de ces formes de vie les conditions qui en font des formes non réussies, au point, souvent, de devenir intolérables et de susciter la protestation ou la révolte »<sup>11</sup>. On voit ainsi placé au centre de l'analyse le problème de l'*expérience négative* que les individus font des entités et des dynamiques sociales objectives. Comme le résume l'auteur, il s'agit de partir de la question « Qu'est-ce qu'une vie humaine aliénée ou mutilée ? » en tant qu'elle « engage un type particulier de questionnement philosophique et une forme singulière d'enquête relevant de ce qu'on appellera ici la philosophie sociale »<sup>12</sup>.

Stéphane Haber voit dans la centralité de l'expérience individuelle négative (à laquelle renvoient des concepts critiques comme ceux d'aliénation, d'exclusion, de souffrance ou d'exploitation) en tant que grille de lecture privilégiée du social la principale contribution de la philosophie sociale française :

Plus précisément, la contribution de la philosophie sociale récente de langue française semble avoir été de montrer comment l'expérience individuelle forme le centre de gravité de l'investigation. Car, bien compris, des concepts tels qu'aliénation, exclusion, domination, outre qu'ils renvoient sans tergiverser à une sorte de substrat anthropologique universel, *supposent aussi que le social est, au moins au premier abord, présent et correctement lisible dans la manière dont l'individu en fait l'épreuve, en particulier dans les expériences négatives où son environnement social lui apparaît comme un obstacle, comme une source de déception, de gêne, de frustration et de souffrance. On est très loin de l'hostilité objectiviste et structuraliste au conscient et au vécu. Cet éloignement nous ramènerait même dans les parages d'une sorte de vieux réflexe phénoménologique, celui qui conduit à insister sur le fait que si les « faits sociaux » ne sauraient être considérés que « comme des choses », ainsi que le voulait Durkheim, c'est parce qu'ils sont effectivement mis en œuvre par des gens dans des circonstances ou des contextes interactifs déterminés et, sous cette forme, affectent les sujets en retour*<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> Cf. RENAULT E., « Théorie critique et critique immanente », in: VASSORT, P., *Théorie critique de la crise. Illusio N 10/11*, Caen, Le bord de l'eau, 2013, p. 268.

<sup>11</sup> FISCHBACH F., *Manifeste pour une philosophie sociale*, Paris, La Découverte, 2009, p. 15.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>13</sup> HABER S., « Renouveau de la philosophie sociale ? », *Esprit*, 1 août 2012, Mars/avril, n° 3, p. 139. Nous soulignons.

La nouveauté apportée par la philosophie sociale française est alors que cette dimension (ce que la société fait aux individus) se trouve désormais mise en avant. Le point de vue critique est reconstruit dans la mesure où la critique est interprétée comme une pratique sociale qui surgit des expériences négatives dans lesquelles les situations sociales se présentent comme non-conformes à des attentes normatives fondamentales. La critique apparaît « comme une réaction cognitive à l'expérience négative et comme un processus réflexif lié à une tentative de résolution pratique d'une situation problématique »<sup>14</sup>. L'expérience singulière que les individus en font et leurs réactions pratiques, affectives et cognitives sont donc prises au sérieux, ce qui offre à la philosophie sociale une connaissance des tensions et des contradictions qui structurent l'expérience sociale. Le concept de *pathologie sociale*<sup>15</sup> devient alors central. Ainsi la philosophie sociale s'intéresse-t-elle moins aux critères de légitimité du pouvoir politique (comme le ferait la philosophie politique classique) qu'aux limites que les évolutions problématiques du temps présent imposent à l'être humain dans sa quête de réalisation de soi. La dimension proprement sociale de la vie (c'est-à-dire les conditions sociales effectives des acteurs sociaux) acquiert de cette manière une primauté remarquable.

C'est ainsi que la philosophie sociale, notamment celle d'origine française, a beaucoup contribué à l'analyse et à la critique des pathologies sociales du capitalisme contemporain, notamment dans la dimension du travail. Dans ce contexte, on a assisté au retour en force de l'usage de concepts critiques comme ceux d'aliénation<sup>16</sup>, de réification<sup>17</sup> et de souffrance<sup>18</sup>.

Par exemple, Emmanuel Renault montre que jusqu'à aujourd'hui le discours politique ayant des prétentions émancipatrices reste marqué par des critères d'exigence en faveur de la démocratie, de la justice et de la vie bonne. Cependant, la décomposition du dispositif institutionnel lié à la phase fordiste, qui assurait la validité sociale de ces revendications, a

---

<sup>14</sup> RENAULT E., « Théorie critique et critique immanente », *op. cit.*, p. 268.

<sup>15</sup> Honneth décrit comme des pathologies sociales les déficiences sociales au sein d'une société qui ne découlent pas d'une violation des principes de justice communément acceptés mais des atteintes aux conditions sociales d'autoréalisation individuelle (Cf. HONNETH A., *La société du mépris*, *op. cit.*, p. 35). C'est-à-dire que les pathologies sociales sont des relations ou des évolutions sociales qui portent atteinte aux conditions de réalisation de soi » (Cf. *Ibid.*, p.179).

<sup>16</sup> JAEGGI R., *Entfremdung*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2005; HABER S., *L'aliénation : Vie sociale et expérience de la dépossession*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2007 ; FISCHBACH F., *Sans objet. Capitalisme, subjectivité, aliénation*, Paris, Vrin, 2009.

<sup>17</sup> HONNETH A., *La réification: Petit traité de Théorie critique*, traduit par Stéphane HABER, Paris, Gallimard, 2007.

<sup>18</sup> DEJOURS C., *Souffrance en France : La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Points, 2014 ; RENAULT E., *Souffrances sociales*, Paris, La Découverte, 2008.

considérablement modifié les règles du jeu. Bien que les critères précédents demeurent valables, puisque des questions de démocratie, de justice ou de vie bonne restent à l'ordre du jour, la mise en place de l'ordre néolibéral a engendré un certain nombre de nouveaux problèmes qui ne peuvent pas être compris exclusivement à partir de ces règles ; d'où la nécessité d'introduire le concept de souffrance sociale. Ces problèmes comprennent l'émergence de la souffrance liée à la mobilisation de la subjectivité dans la nouvelle organisation du travail, la souffrance liée à la vulnérabilité à la domination qui caractérise la désaffiliation, la souffrance produite par la pauvreté extrême ainsi que l'inhibition de l'action vindicative qui en résulte<sup>19</sup>.

À partir de recherches en psychologie (en particulier C. Dejours) et en sociologie du travail (S. Paugam, L. Boltanski, H. Kocyba, D. Linhardt, entre autres), Renault élabore un diagnostic impressionnant sur les transformations qui sont en rapport avec le post-fordisme et avec la condition actuelle des travailleurs. En général, on peut dire que l'exploitation et les profits du post-fordisme ont tendance à se fonder moins sur le progrès technique que sur l'augmentation de la quantité de travail et sur la baisse des salaires réels – en termes marxistes, tout se passe comme s'il y avait une prédominance contemporaine de la forme originale d'extraction de survalueur (la survalueur absolue)<sup>20</sup>. Parmi différents phénomènes, l'auteur met en évidence la réduction et la relaxation des échelles d'organisation (par exemple, le modèle de l'entreprise maigre), l'exigence d'auto-organisation des salariés (le travail en équipe et l'engagement par projet), l'intensification quantitative (l'accélération du rythme travail) et qualitative (l'investissement subjectif et l'attribution de responsabilité) du travail et parfois l'augmentation de la journée de travail (principalement à travers la tendance à l'abolition de la limite symbolique de la journée de travail ou la migration vers des pays où le droit du travail est moins strict).

Lorsque la division de l'espace de vie entre la sphère de travail et la sphère de non-travail se dissout progressivement, c'est-à-dire quand le travailleur est appelé à s'engager de « corps et âme » dans son travail et à assumer les responsabilités qui accompagnent l'autonomie qui lui est accordée, les conditions qui ont réduit, en particulier dans les pays centraux, l'expérience du travail à une question secondaire ne sont plus remplies. Dans ces conditions, la question de la souffrance au travail devient un problème public dont les aspects politiques sont désormais fondamentaux<sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> Cf. RENAULT E., *Souffrances sociales*, op. cit., p. 396.

<sup>20</sup> Cf. *Ibid.*, p. 397.

<sup>21</sup> Cf. *Ibid.*, p. 398.



Dans ce contexte, la souffrance est expliquée par la combinaison d'une pression subjective croissante (désignée en particulier par la catégorie populaire du « stress ») et de nouvelles contraintes physiques (des tâches répétitives, des pathologies liées à la surcharge de travail). La souffrance est aussi le résultat de normes contradictoires auxquelles les travailleurs sont soumis. À titre d'exemple, on demande aux travailleurs d'assumer une responsabilité liée à l'autonomie dans des contextes où il n'y a pas de marge de manœuvre, de contribuer à l'augmentation de la productivité de l'entreprise quand les effectifs diminuent, ou de continuer à s'engager dans leur travail comme dans une activité de coopération dans un contexte d'atomisation de la négociation collective et d'une concurrence accrue entre les travailleurs<sup>22</sup>. En somme, il s'agit d'un changement dans la mobilisation de la subjectivité au travail. Si le fordisme cherchait à augmenter les revenus en mobilisant efficacement le corps, le post-fordisme vise à renforcer le travail en mobilisant l'autonomie et la responsabilité des travailleurs et en luttant contre les moments d'intervalle. D'un point de vue empirique, cela est vrai même en ce qui concerne la détérioration des indicateurs de santé au travail (l'octroi de licences, les accidents de travail, la consommation de psychotropes, etc.).

Ainsi, le concept de souffrance sociale introduit par Renault a pour fonction de caractériser une des expériences sociales négatives les plus importantes de notre temps, laquelle ne peut pas être réduite à des effets transitoires de transformations sociales en cours<sup>23</sup>.

Néanmoins, comme le note Haber, une objection possible que l'on pourrait élever contre ce recentrage sur les pathologies vécues, conçues comme particulièrement révélatrices du « social », est qu'il tend à percevoir la dimension collective comme une puissance extérieure menaçante plus que comme un milieu ou une réalité autonome<sup>24</sup>. À ce titre, Catherine Colliot-Thélène rappelle qu'« il appartient à une théorie critique de mettre en évidence ce que sont ces pouvoirs, *a fortiori* s'ils ne sont pas immédiatement apparents pour ceux qui en subissent les effets. À se focaliser sur le vécu de la domination, on risque d'oublier d'en analyser les causes »<sup>25</sup>. Certes, une philosophie sociale axée sur les faits pathologiques et leurs répercussions subjectives reste compatible avec une approche forte du social, ainsi qu'avec un diagnostic des causes immédiates de la souffrance et des pathologies, comme l'atteste le travail de Renault sur le post-fordisme. Néanmoins, la philosophie sociale

---

<sup>22</sup> Cf. *Ibid.*, p. 339.

<sup>23</sup> Cf. *Ibid.*, p. 57.

<sup>24</sup> Cf. HABER S., « Renouveau de la philosophie sociale ? », *op. cit.*, p. 143.

<sup>25</sup> COLLIOT-THÉLÈNE C. et F. FISCHBACH, « Pourquoi la philosophie sociale ? », *Actuel Marx*, 21 septembre 2015, n° 58, p. 177.

française tend tout de même à décrire un social que l'on pourrait qualifier de plus lointain, de plus ambigu, de plus inquiétant. Sous la forme d'institutions et de dispositifs, le phénomène social ne se présente pas d'abord comme un ensemble d'appuis positifs pour les sujets, mais peut-être surtout comme un ensemble de facteurs d'intériorisations et d'intégrations délétères, comme ce qui domine plutôt que comme ce qui habilite l'individu. Il manque peut-être une approche plus spécifique, plus approfondie et plus directe des mécanismes de domination et des causes des expériences négatives à partir d'une perspective plutôt « positive ». À partir de ce constat, Haber développe une thèse qui sera très importante pour notre propos :

Il est donc exact d'affirmer que prendre plus au sérieux l'individu, comme on l'a beaucoup fait récemment en philosophie sociale, c'est risquer de commencer par qualifier le social en extériorité, prendre au sérieux son altérité. Notre thèse sera que ce risque de perte du social peut être compensé, sans que soit oublié le passage revigorant par l'individu, au moyen d'une prise en compte de la problématique du capitalisme<sup>26</sup>.

Comment comprendre cette thèse, si l'on vient de voir que la philosophie sociale, surtout la française, a bel et bien contribué à la prise en compte des pathologies sociales liées au néolibéralisme ou au néocapitalisme ? Si l'on suit le raisonnement de Haber, le propos d'un réinvestissement de la thématique du capitalisme signifie ici se référer d'une façon à la fois plus globale et plus directe, voire plus « objective » à ce phénomène, de sorte que la philosophie sociale pourrait envisager de « dépasser » son moment « individualiste » pour retrouver franchement le sens de l'effectivité sociale et historique. La philosophie sociale laisserait dans l'ombre notamment la question de savoir en quoi consiste exactement le propre du capitalisme en tant que phénomène socio-historique et en tant que logique sociale, qui apparaît dans la modernité comme une des principales *causes* de pathologies sociales et d'expériences négatives. Il s'agirait alors de réinvestir non seulement la perspective des dominés, mais aussi la perspective des dominants, afin de mieux comprendre les mécanismes de domination et les pouvoirs impliqués dans la production de telles pathologies. Selon Haber, il existe plusieurs façons de s'engager dans cette voie, comme celle concernant l'interprétation de la phase historique actuelle du capitalisme, ou alors l'explicitation et la radicalisation de la signification politique du discours de la philosophie sociale, en rapport avec les problèmes engendrés par l'expansion capitaliste. Néanmoins, un chemin privilégié semble être la possibilité d'un recentrage autour de problématiques plus directement liées à *l'ontologie sociale*, qui regroupe des recherches gravitant autour des questions suivantes : quel degré d'autonomie faut-il accorder aux réalités collectives ? Dans quelle mesure

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 145.

peuvent-elles être réduites à un niveau distinct, par exemple l'action individuelle, et, si elles ne peuvent pas l'être, pourquoi ? C'est là, en effet, que se trouvent justifiés l'usage et le questionnement de ces grandes catégories qui nous servent normalement à concevoir le sens du collectif en général : est-il fondamentalement composé de structures, de conventions, de systèmes, d'interactions, d'institutions, de dominations, d'effets latéraux d'actions antérieures ou présentes ? Est-il d'abord le produit de l'activité humaine ou l'un de ses préalables, logiquement antérieurs ?<sup>27</sup>

Du point de vue de ce champ de questions, on peut souligner le fait que les visions déterministes et fonctionnalistes de la société, qui ont toujours constitué un défi majeur pour cette ontologie, se recomposent aujourd'hui autour d'une certaine interprétation « absolutiste » du capitalisme, qui est redevenue un pôle d'attraction majeur de la discussion. Selon cette perspective, le capitalisme devrait être compris essentiellement comme une sorte de grande machine ou de processus totalitaire qui emporterait complètement le monde contemporain, y compris le plus intime des subjectivités<sup>28</sup>. Dans ce cadre, des catégories telles que la valeur, le fétichisme et le capital en viennent à désigner les véritables agents sociaux, selon la forme de macrosujets; les hommes, aussi bien les dominants que les dominés, sont de simples porteurs de rapports sociaux capitalistes et les victimes de leurs formes de socialisation. Malgré l'intérêt philosophique qu'il y aurait à aborder le système capitaliste en tant que totalité, cette approche soulève un certain nombre de difficultés. D'abord, il y a le problème inhérent à une approche qui ignore la question de l'action et des subjectivités et de comment celles-ci intériorisent et, éventuellement, réagissent aux impératifs systémiques. Dès lors, l'analyse devient trop « systémique » au sens où le capital règne tout seul, la valeur se valorisant par elle-même, et il n'y a plus de conflits sociaux, de résistances ou d'alternatives envisageables. Certains de ces théoriciens travaillent d'ailleurs avec l'idée d'une crise systémique terminale du capitalisme, mais sans aborder la crise sociale et la lutte, comme si le système s'effondrait « automatiquement »<sup>29</sup>. Il manque justement le point fort de la philosophie sociale, à savoir la prise au sérieux des expériences sociales vécues<sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> Cf. *Ibid.*, p. 132. Voir pour plus de détails SEARLE J.R., *La Construction de la réalité sociale*, Paris, Gallimard, 1998 ; LIVET P. et F. NEF, *Les êtres sociaux : Processus et virtualité*, Paris, Editions Hermann, 2009.

<sup>28</sup> Voir par exemple VIOULAC J., *La logique totalitaire. Essai sur la crise de l'Occident*, Paris, PUF, 2013 ; VIOULAC J., *L'époque de la technique. Marx, Heidegger et l'accomplissement de la métaphysique*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2009 ; JAPPE A., *Les Aventures de la marchandise : Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, 2003 ; KURZ R., *Vies et mort du capitalisme : Chroniques de la crise*, Paris, Nouvelles Editions Lignes, 2011.

<sup>29</sup> Par exemple, Jappe écrit : « Pourquoi est-on si sûr que le capitalisme lui-même échappe au cycle de la naissance, de la croissance et de la mort ? Ne pourrait-il pas contenir des limites intrinsèques à son développement, des limites qui ne résident pas seulement dans l'existence d'un ennemi déclaré (le prolétariat, les

D'un autre côté, cette analyse « absolutiste » trop abstraite et totalisante manque d'une interprétation plus concrète, dynamique et historiquement située du capitalisme. Sur ce point, une plus grande ouverture à la sociologie et à l'économie politique pourrait être très fructueuse. Peut-être, d'une façon moins hâtive et plus concrète et historique, les théories du système-monde, depuis Wallerstein et Braudel, permettraient-elles au philosophe de constituer un terrain plus adéquat sur lequel pourraient se poser des questions ontologiques liées à l'interprétation du capitalisme (par exemple : dans quelle mesure constitue-t-il un système ; dans quelle mesure est-il mû par des lois ?). Pour ces auteurs, le capitalisme se présente historiquement toujours sous la forme d'un ensemble géographiquement polarisé et hiérarchique, et non seulement en tant que mode de production. Il peut alors être compris comme un système, non pas dans le sens d'un dispositif machinal et abstrait existant pour lui-même, mais comme quelque chose de construit sur la base de relations socio-spatiales relativement stables<sup>31</sup>. En discussion avec cette littérature, un philosophe comme Jacques Bidet avance par exemple la thèse selon laquelle le « système » et son dynamisme n'ont d'effectivité que moyennant une structure, c'est-à-dire des ensembles sociologiques médiateurs (les classes, les États nations)<sup>32</sup>. Haber conclut ainsi que :

Il suffit de conclure que, à moins de s'enfermer dans une démarche purement scolastique, l'« ontologie sociale » ne peut manquer de rencontrer les problèmes passionnants que nous obligent à réinvestir les conceptions du capitalisme les plus favorables aux motifs holistes (le capitalisme comme système et processus global), nous forçant, par là, à retrouver le sens du poids de réalité qui appartient à l'objectivité sociale. *Une objectivité sociale qui, si elle comporte bien cette dimension, constitue aussi toujours autre chose qu'une cause d'aliénation pour les individus, autre chose qu'une puissance transcendante et irrationnelle*<sup>33</sup>.

---

peuples opprimés), ni dans le seul épuisement des ressources naturelles ? Pendant la crise, il était de nouveau à la mode de citer Marx. Mais le penseur allemand n'a pas seulement parlé de luttes des classes. Il a également prévu la possibilité qu'un jour la machine capitaliste s'arrête seule, que sa dynamique s'épuise » (JAPPE A., « Crédit à mort », *Revue Lignes*, n° 30, Paris, 2009, p. 5. Disponible sur <http://inventin.lautre.net/livres/Anselm-Jappe-Credit-a-mort.pdf>).

<sup>30</sup> À ce titre, il faut noter que, depuis le début, Honneth mettait en avant la dimension interactive et pragmatique des acteurs sociaux en tant que point de vue de base de la théorie sociale. Contrairement à Habermas et aux approches systémiques en général, Honneth cherche alors à montrer que le développement du système capitaliste et de l'appareil bureaucratique de l'État est médiatisé par des normes sociales et dépend des conflits qui ont façonné les institutions et les pratiques sociales en général. Il n'y a pas de système autonome, indépendant des agents. Cf. HONNETH A., *Kritik der Macht.*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1986, p. 289. Pour une discussion détaillée de la fécondité d'une approche de l'économie compatible avec la perspective honnethienne, voir DERANTY J.-P.R., « Critique of political economy and contemporary critical theory : a defence of Honneth's theory of recognition », in ZURN C., *The Philosophy of recognition : historical and contemporary perspectives*, Lexington Books, 2010, pp. 285-317.

<sup>31</sup> Voir BRAUDEL F., *La Dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2014 ; BRAUDEL F., *Civilisation, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle, tome 3 : Le temps du monde*, Paris, Le Livre de Poche, 1993 ; WALLERSTEIN I.M., *World-systems Analysis: An Introduction*, Duke University Press, 2004 ; ARRIGHI G., *The Long Twentieth Century: Money, Power and the Origins of Our Times*, New edition., London; New York, Verso, 2010.

<sup>32</sup> BIDET J., *L'État-monde*, Paris, PUF, 2011.

<sup>33</sup> HABER S., « Renouveau de la philosophie sociale ? », *op. cit.*, p. 146-7. Nous soulignons.

Néanmoins, nous pouvons nous interroger : n'y aurait-il pas encore une autre voie pour rejoindre la problématique de l'objectivité sociale capitaliste sans abdiquer de certains acquis de la philosophie sociale contemporaine ? Dans ce qui suit, nous proposerons le chemin que nous croyons être le plus productif pour la philosophie sociale lors de son réinvestissement de la thématique du capitalisme.

### **1- Philosophie sociale x capitalisme : objet et méthode**

Comme Haber lui-même reconnaît, la philosophie sociale, en fonction du projet qui l'anime, doit essayer de se reconnaître dans certaines orientations des sciences sociales. Celles-ci s'avèrent en effet consommatrices et surtout productrices de modèles interprétatifs en théorie sociale qui ont toutes les qualités requises pour se voir qualifiés de philosophiques. Or on assiste aujourd'hui à une tendance à la « désubstantialisation » du social au sein de certaines orientations sociologiques qui semblent remettre en question la perspective ontologique qui privilégie exclusivement l'approche objectiviste de la réalité sociale. Comme Haber le souligne, « la prégnance de ces thèmes semble montrer que les gestes sociologiques primordiaux, ceux qui définissent les intérêts de connaissance capables d'ouvrir le champ de la connaissance de la réalité sociale dans sa totalité, ne peuvent plus rester dans l'ombre de l'objectivité sociale »<sup>34</sup>. On songe ici notamment aux approches sociologiques qui se réclament du pragmatisme et de la phénoménologie :

Enfin, isoler les processus réflexifs implique une troisième manière de mettre à distance l'objectivisme, c'est-à-dire l'ontologie sociale des grandes choses stables que tout le monde intègre et intériorise. La phénoménologie, la sociologie compréhensive, l'interactionnisme, les théories anti-économistes de l'échange ont, chaque fois dans leur style propre, contribué à contester le modèle passéiste du produit ou du dépôt qui était sous-jacent à l'objectivisme classique (l'objectivité sociale comme résultat figé d'actions passées) : il lui manque le moment par lequel le social est mis en œuvre effectivement, le moment où la société prend, où il y a participation et engagement chez des acteurs en présence. Lorsque la sociologie se réclame aujourd'hui du « pragmatisme », c'est pour faire valoir le point de vue de l'acteur et du collectif qui, confrontés aux problèmes et aux conflits, improvisent des solutions en s'appuyant certes sur des modèles de résolution disponibles, mais aussi en exploitant créativement les marges d'indétermination offertes par les situations<sup>35</sup>.

S'il en est ainsi, ne pourrait-on pas envisager une analyse « positive » du capitalisme – c'est-à-dire une analyse qui prenne en compte le capitalisme comme une objectivité sociale constituant toujours autre chose qu'une cause d'aliénation pour les individus – qui ne soit pas

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 137.

elle-même objectiviste ? Autrement dit : une philosophie sociale nourrie des discussions sociologiques moins objectivistes ne serait-elle pas capable d'apporter autre chose qu'une analyse du capitalisme aux motifs holistes (le capitalisme comme système et processus global) ? À l'égard de cette tendance à la désubstantialisation du social, la philosophie sociale ne devrait-elle pas justement essayer de comprendre la façon dont le social capitaliste « se fait » à travers les *actions* et les *pratiques sociales* des agents ou des acteurs capitalistes ? Le capitalisme peut-il se passer de la « complicité » de ses agents ? Pourquoi se limiter à une ontologie sociale qui ne discute que de la nature systémique du capitalisme, du poids de la réalité stable, en somme, d'un « déjà là » typique des approches objectivistes ?

À notre avis, la principale limitation de la philosophie sociale contemporaine n'est pas le manque d'une ontologie sociale (objectiviste), mais plutôt la place secondaire réservée à l'effort de compréhension de la spécificité de la logique qui préside la pratique capitaliste, c'est-à-dire les actions qui contribuent à la constitution et à la reproduction de la réalité capitaliste. La philosophie sociale se trouve ainsi dans une situation similaire à celle de la sociologie du travail, si l'on suit Marie-Anne Dujarier, pour qui il faut essayer d'aller au-delà de ce qu'elle appelle une « sociologie de la réception » des prescriptions et des dispositifs organisationnels et de gestion. Elle souligne le fait que la description et l'analyse sociologiques du travail de direction et de production de prescriptions restent rares dans ce champ<sup>36</sup>. Pourquoi se limiter aux expériences *négligées* et à la *réception* de ce que produisent les activités capitalistes ? Pourquoi ne pas s'intéresser au *point de vue* qui caractérise ceux qui s'engagent dans la reproduction sociale capitaliste ? Si l'on veut garder les acquis sociologiques de la philosophie sociale, on voit par là qu'il manque à cette dernière non pas tant une ontologie sociale, mais plutôt une « phénoménologie sociale » du capitalisme.

Si l'on accepte cette hypothèse, en quoi une approche philosophique du social pourrait-elle contribuer à cette problématique ? Quel sens peut ici avoir une phénoménologie sociale ? Nous croyons que la réponse à cette question peut impliquer au moins deux aspects. D'abord, le sens du terme « phénoménologie » ici signifie avant tout la tentative de problématiser quelque chose qui normalement est reçu de manière acritique et « naturelle ». On vise à montrer qu'une chose qui est prise comme simplement existante et relevant d'une ontologie correspond en fait à un point de vue particulier, fondé par une socialité spécifique. C'est-à-dire que le terme de « phénoménologie » ici a immédiatement une fonction critique, impliquant une analyse des conditions de possibilité d'une vision ou d'une perspective de

---

<sup>36</sup> Cf. DUJARIER M.-A., *L'idéal au travail*, Paris, PUF, 2012, p. viii.

monde spécifique, en montrant le caractère historique, contingent et socialement déterminé de ses présupposés. Autrement dit, ce qu'on croit voir comme existant absolu n'est rien d'autre qu'un phénomène, qu'un point de vue qui n'est valable que sous certaines conditions, pour certains individus et certains rôles sociaux.

Une phénoménologie sociale du capitalisme aurait ainsi la tâche de démystifier et de révéler les présupposés particuliers du point de vue des individus qui s'engagent dans des pratiques pouvant être caractérisées comme capitalistes. Par là, on voit qu'elle ne peut se contenter d'une approche d'ontologie sociale standard qui décrit la réalité fondamentale d'une objectivité sociale à partir d'une perspective extérieure, d'un observateur. Il ne suffit donc pas d'affirmer que la dynamique capitaliste constitue un système, ou présuppose une structure ; ou alors que le capitalisme est mieux compris à partir d'une ontologie processuelle ou d'une ontologie de la totalité. Tout cela peut être juste, mais tant que nous restons dans une position « surplombante », nous n'avancions pas en ce qui concerne la question de savoir ce qui « fait » ou produit une telle réalité et une telle dynamique. L'analyse en termes de phénoménologie sociale doit s'intéresser au social en train de se faire, et pour cela elle doit adopter un regard plus *interne* aux pratiques qui contribuent à la re-production de ce social. En effet si le capital ne peut vraiment fonctionner tout seul, si le capitalisme a besoin de capitalistes, alors ceux-ci doivent assumer, de façon explicite ou implicite, consciente ou inconsciente, un point de vue particulier qui rend leurs actions intelligibles.

Christian Lotz adopte une position semblable à celle-ci dans son investigation, à partir de Marx et de Kant, à propos de ce qu'il appelle le « schème capitaliste ». Voyons comment il l'explique :

In short, a thing under the capitalist schema and in a capitalist world is something that appears already in a certain social form before we can refer to it in some abstract cognitive or epistemological fashion (if such a thing is possible at all). For example, when Marx begins the *Capital* with the remark that the wealth in capitalist societies “appears as an immense collection of commodities” he points to the problem I have in mind. On the one hand, “things” are not simply bare “objects” under capitalism; rather, they are encountered as a particular kind of thing, in this case as commodities. By “commodities,” as we will later see, we do not simply mean soup cans and pizza boxes; rather, commodities are themselves the expression of social relations, and, thus, in principle, everything can become a commodity under capitalism. *Accordingly, commodities are not ontologically fixed objects, such as trees or art works (which themselves can become commodities); instead, what we mean when we refer to commodities is a form. However, the form under which these things appear as commodities remains hidden and needs exposure (either through a Critique of Political Economy or phenomenology) in order to show that the thing is not an object for perception, but is schematized as a social relation (in the form of money, value, capital, etc.).* So, again, encountering “objects” in capitalism means to encounter them in a schematized way, namely, as commodities (...) Consequently, what we really encounter through the schema is the social form through which entities become accessible to us<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> LOTZ C., *The Capitalist Schema: Time, Money, and the Culture of Abstraction*, New York, Lexington Books, 2014, p. 40. Nous soulignons.

Ce que Lotz est en train d'expliquer dans cet extrait, c'est justement le fait que les rapports sociaux capitalistes imposent un certain point de vue, un « schème » spécifique, à travers lequel la réalité « se révèle » à nous, et les entités existantes nous deviennent accessibles. C'est pourquoi on ne peut pas prendre une marchandise comme si elle était une entité ontologiquement existante de manière absolue. De même, derrière le point de vue de quelqu'un qui poursuit l'accumulation de capital se cache un grand nombre de présupposés socialement déterminés. On voit ainsi que, à ce propos, la *critique* de l'économie politique rejoint la perspective et la tâche d'une phénoménologie sociale « matérialiste », c'est-à-dire une phénoménologie qui renonce au sujet transcendantal et se concentre sur les conditions socio-historiques. Parmi les éléments d'un tel éclairage phénoménologique nous comptons les notions de spatialité, de temporalité, de substance et de relation. À chacune de ces notions correspond une particularité constituant un point de vue qui attribue une *forme* spécifique aux entités existantes.

Le deuxième aspect d'une éventuelle contribution philosophique à l'analyse « positive » du social capitaliste réside dans un acquis central de la philosophie sociale contemporaine. Il s'agit de la prise au sérieux de la dimension normative immanente au social. Nous avons vu que, selon Fischbach, la philosophie, dans sa conception du social, le considère de façon prépondérante sous l'angle de sa normativité. L'idéal exprimé dans les institutions et dans les pratiques sociales est ainsi intégré et fait partie, au même titre que le « réel », du social, de la réalité sociale en question. Pour reprendre le propos de Fischbach, « par social ou par société, on n'entend pas seulement quelque chose *qui est*, non pas seulement quelque chose *dont on constate l'existence*, mais quelque chose *de souhaitable*, quelque chose *de désirable*, quelque chose *à vouloir et à faire* – non pas seulement quelque chose *que l'on voit*, mais quelque chose *que l'on veut* »<sup>38</sup>. On dépasse alors une interprétation seulement « descriptive » et « objectiviste » du social, fondée sur une sorte d'« ontologie de la présence ». En assumant le point de vue interne du participant des pratiques et des rôles sociaux, on constate également le poids de la réalité de cette normativité, de cette « transcendance immanente » qui ne se limite pas à ce qui existe actuellement. Et en prenant au sérieux cette normativité, on comprend mieux ce qui se trouve hors du champ d'une perspective externe de l'observateur : la spécificité normative de la logique derrière les actions constituant ce social.

---

<sup>38</sup> FISCHBACH F., « Comment penser philosophiquement le social ? », *op. cit.*, p. 20. Nous soulignons.



Néanmoins, s'il s'agit de comprendre la logique du capital, il faut savoir discerner une « normativité amoralisée ». En effet si la philosophie sociale a jusqu'ici la tendance à comprendre la normativité immanente au social exclusivement du point de vue moral, de ce qui concerne la vie bonne et le juste, il faut désormais savoir analyser des normes neutres sur ce point. Comme le rappellent Boltanski et Chiapello, « le capitalisme est en effet sans doute la seule, ou au moins la principale, forme historique ordonnatrice de pratiques collectives à être parfaitement détachée de la sphère morale au sens où elle trouve sa finalité en elle-même (l'accumulation du capital comme but en soi) et non par référence, non seulement à un bien commun, mais même aux intérêts d'un être collectif tel que peuple, État, classe sociale »<sup>39</sup>. Cela ne signifie certes pas que la morale devient insignifiante, mais tout simplement que l'une des spécificités de la normativité capitaliste est son indifférence à l'égard des motifs concrets et moraux d'engagement. Il est évident que le capitalisme doit en trouver quelques-uns, mais cela est un autre problème. L'important ici est de souligner le besoin de comprendre la normativité capitaliste d'une façon pas immédiatement morale, car si ce qu'on *veut* avant tout dans le capitalisme, c'est l'accumulation infinie, il faut savoir cerner la spécificité de cette norme en tant que telle, sans égard immédiat pour des motifs moraux.

En résumé, la philosophie sociale peut et doit s'investir dans une analyse directe et positive de ce qui est derrière et de ce qui constitue en grande partie la cause des expériences sociales négatives dans les sociétés modernes, à savoir le phénomène capitaliste. Comme le rappelle Colliot-Thélène :

Pour en revenir à Marx, il est vrai qu'il considérait que le point de vue critique sur la réalité sociale devait être enraciné dans cette réalité elle-même, et qu'il liait pour cette raison la possibilité d'une critique de l'économie politique à l'existence, au sein même de la société capitaliste, d'une classe dont l'existence même appelait à la subversion de cette société. Mais la critique de l'économie politique supposait aussi un travail proprement théorique, celui auquel il a consacré des années de labeur et auxquelles nous devons *Le Capital*. Pour autant que Marx peut être cité en exemple de ce que doit être et faire un théoricien « critique », celui-ci ne peut se donner pour seule tâche d'être le porte-parole, ou le porte-voix des dominés et subalternes. *Il lui faut aussi mobiliser ses compétences théoriques pour mettre à jour les logiques structurelles globales qui déterminent les inégalités de la distribution des richesses, des pouvoirs et de la reconnaissance sociale*<sup>40</sup>.

---

<sup>39</sup> BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, op. cit., p. 59-60.

<sup>40</sup> COLLIOT-THÉLÈNE C. et F. FISCHBACH, « Pourquoi la philosophie sociale ? », *Actuel Marx*, 21 septembre 2015, n° 58, p. 176. Nous soulignons. Colliot-Thélène préfère classer cette démarche comme une « philosophie politique critique », ou comme « une théorie de la politique entendue comme théorie des pouvoirs ». Nous croyons toutefois que garder le nom de « philosophie sociale » est plus intéressant dans la mesure où la notion de philosophie *politique* renvoie tout de même plus immédiatement à une limitation de champ, au pouvoir politique (voire étatique) en premier lieu, alors que nous voulons plutôt nous concentrer sur le pouvoir et sur la logique économique capitaliste, et sur le capitalisme comme forme historique d'organisation *sociale*.

Naturellement, cette analyse est *complémentaire* par rapport à la première, les deux ne s'excluant aucunement. Bien au contraire, car, depuis Marx, la théorie critique est convaincue que la société n'est pas compréhensible hors de la perspective de sa transformation pratique. D'ailleurs, la philosophie sociale peut contribuer à l'intelligence de la logique du capital en livrant une analyse à la fois « phénoménologique » et « normative » du social capitaliste, en adoptant une perspective interne aux pratiques capitalistes.

C'est à partir de cette proposition d'une nouvelle orientation (complémentaire) pour la philosophie sociale que nous pouvons présenter dans une première approche le sens de notre projet visant à esquisser un modèle de pratique sociale capitaliste, afin de mieux comprendre non seulement ce qui se présente comme les contours primordiaux de la dynamique capitaliste, mais aussi ce qui produit une bonne partie des pathologies sociales et des crises de notre époque.

## **2- Programme de la thèse**

Dans cette étude, nous nous attèlerons à contribuer à une philosophie sociale qui s'intéresse à l'élaboration d'un modèle de pratique sociale capitaliste. Qu'est-ce au juste qu'une pratique sociale ? À titre introductif, on peut dire que cette notion désigne un type *routinier* de comportement qui se compose de plusieurs éléments, reliés les uns aux autres : des formes d'activités physiques, des formes d'activités mentales, des « choses » et leur utilisation, une connaissance de fond sous la forme d'une compréhension, des savoir-faire, des états d'émotion et de motivation. Une pratique – une façon de cuisiner, de consommer, de travailler, d'enquêter, de prendre soin de soi-même ou d'autrui, etc. – constitue pour ainsi dire un « bloc » dont l'existence dépend nécessairement de l'existence et de l'inter-connectivité spécifique de ces éléments, qui ne peut pas être réduite à un de ces éléments simples. De même, une pratique représente un modèle qui peut être réalisé par une multitude d'*actions* simples et souvent uniques reproduisant la pratique (une certaine façon de consommer des biens peut être reproduite par de nombreux actes réels de consommation, avec de petites variations). Une pratique comporte ainsi plusieurs actions individuelles.

L'individu – compris comme un agent corporel et mental – *agit* alors en tant que *porteur* d'une pratique – en fait, de nombreuses pratiques différentes qui n'ont pas besoin d'être coordonnées les unes aux autres. Ainsi, elle ou il est non seulement un support de modèles de comportement corporel, mais aussi de certaines manières routinières de regarder le monde, de comprendre, de savoir-faire et de désirer. Il faut ainsi noter que ces activités mentales qui désignent un point de vue particulier sur le monde, des façons de comprendre et

de désirer, sont des éléments et des qualités nécessaires d'une pratique à laquelle l'individu participe, et non pas des qualités de l'individu en tant que tel. En outre, la pratique comme un ensemble articulé de discours et de gestes est non seulement compréhensible pour l'agent ou les agents qui l'effectuent, mais elle est également compréhensible pour les observateurs potentiels (au moins ceux qui appartiennent à la même culture), qui s'efforcent d'assumer théoriquement une perspective interne. Une pratique est donc une manière routinière avec laquelle les corps sont déplacés, les objets sont manipulés, les sujets sont traités, les choses sont décrites et le monde est compris<sup>41</sup>.

On voit alors que les pratiques ne présupposent pas nécessairement des engagements complètement délibérés et réfléchis. Nous pouvons y participer sans planification, sans l'intention, ou même sans savoir exactement ce que nous faisons, c'est-à-dire d'une manière « semi-consciente ». Il faut également prendre en compte que les pratiques sociales sont « matérialisées » dans des institutions, des outils, des dispositifs et des structures matérielles qui (même s'ils sont le résultat de nos propres actions) nous font agir. Par conséquent ces repères fixent des limites à ce que nous pouvons faire aussi bien qu'ils nous permettent de faire les choses d'une certaine façon. En un mot, les pratiques sont autant données que créées<sup>42</sup>.

Sur la base de cette conception de pratique sociale, nous essayerons de cerner les particularités de la pratique capitaliste. En d'autres termes, le programme de cette thèse consiste à soutenir la perspective d'une philosophie sociale proposant l'esquisse d'un modèle de pratique sociale capitaliste. Les actions capitalistes seront alors comprises sous un angle a) psycho-sociologique plutôt que moral, et donc capable de rendre compte de l'ensemble de leur mécanismes ainsi que de leur fonction dans les dynamiques de justification morale, symbolique et idéologique mais aussi dans les relations stratégiques et conflictuelles, en essayant de prendre en compte ce que Boltanski et Chiapello appellent « la double ontologie du monde social »<sup>43</sup> ; b) socio-institutionnelle et non étroitement intersubjective, et donc capable d'intégrer les objets et les institutions qui jouent le rôle d'intermédiaires et déterminent les actions, ainsi que de souligner leur éventuelle unilatéralité ; c) pratique plutôt

---

<sup>41</sup> Cf. RECKWITZ A., « Toward a Theory of Social Practices A Development in Culturalist Theorizing », *European Journal of Social Theory*, 1 mai 2002, vol. 5, n° 2, p. 250.

<sup>42</sup> Cf. JAEGGI R., « A Wide Concept of Economy: Economy as a Social Practice and the Critique of Capitalism », 2015, p. 9. Texte disponible sur [https://www.academia.edu/20601920/Economy\\_as\\_a\\_Social\\_Practice](https://www.academia.edu/20601920/Economy_as_a_Social_Practice). Consulté le 25/05/2016.

<sup>43</sup> Cf. BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, op. cit., p. 936.

que cognitive, et donc capable de replacer l'accès aux « états mentaux » d'autrui au sein d'un mouvement pratique et de diverses formes (y compris aliénées) d'action.

Dans cette perspective, et pour fixer une définition générique de pratique capitaliste, nous chercherons à expliquer au moyen de ce concept non pas directement ou exclusivement une entité cognitive ou une relation affective mais surtout une capacité pratique – et donc incarnée, située, sociale – dont la fonction est la reproduction et le contrôle des processus capitalistes en rapport avec des objets, des situations et des rapports sociaux qui en définissent les enjeux et les modalités spécifiques de chaque contexte. Bien entendu, cette capacité pratique présuppose malgré tout un point de vue phénoménologiquement spécifique qui doit être explicité en termes théoriques et « idéaltypiques » par la philosophie sociale, en dialogue avec les sciences sociales. Néanmoins, cette approche en termes de « phénoménologie sociale » n'est pas le synonyme d'une conception « intellectualiste » de l'action sociale ; ce point de vue particulier est ancré dans les pratiques, d'une façon implicite, semi-réflexive, parfois même aliénée.

Nous défendrons, à partir d'arguments empirico-critiques, conceptuels et critiques, la thèse selon laquelle cette pratique véhicule une vision *abstraite* du monde – impliquant des notions abstraites de temporalité et de spatialité – et s'oriente en fonction de *normes idéales*, d'*idéalisations*, qui naturellement ne peuvent pas se réaliser dans la réalité concrète, justement en raison de leur caractère « suprasensible ». La norme ou l'idéalisation primaire est l'accumulation *infinie* de richesse abstraite. À partir de là, nous avons toute une déclinaison d'idéalisations secondaires, qui spécifient la norme en fonction du contexte, comme par exemple : l'exploitation maximale du travail et des ressources naturels ; l'expansion indéfinie des affaires ; l'accélération illimitée de la circulation des marchandises, etc.

Cependant, cette philosophie sociale orientée vers la compréhension de la pratique capitaliste requiert un *diagnostic* qui permette de rendre compte de la façon dont cette normativité abstraite est réalisée malgré tout dans le monde concret par le biais d'un processus de restructuration capitaliste de l'existant. C'est pourquoi la tâche d'analyser la dynamique effective du capitalisme dans ce contexte n'a rien de secondaire pour une telle démarche. Une telle compréhension de la pratique capitaliste doit au contraire en constituer le fondement, la base sans laquelle saisir l'état objectif des choses sous le capitalisme deviendrait très difficile. Inversement, l'approfondissement du diagnostic empirico-critique concernant ces processus objectifs doit toujours conduire à une réélaboration du modèle théorique de pratique capitaliste proposé. La relation théorique entre pratique et dynamique capitaliste doit alors être celle d'une dialectique d'ajustement réciproque.

Or, comme nous le verrons plus en détail, cette dynamique se caractérise par sa diversité, sa complexité et sa plasticité, comme le montrent non seulement les analyses de Marx à propos des processus concrets liés à l'expansion du capitalisme moderne, comme l'extension de la journée de travail, le développement de la grande industrie et plus généralement de la socialisation du travail, les mouvements de population, la commercialisation et la financiarisation, etc. ; mais aussi et de manière encore plus radicale, les recherches psycho-sociologiques portant sur l'organisation néomanagériale du travail, ainsi que les travaux institutionnalistes et régulationnistes sur la diversité spatio-temporelle du capitalisme.

Conformément à cette méthode que nous venons d'exposer, c'est donc à partir de l'examen de processus concrets de restructuration capitaliste de l'existant que nous ferons, après une première élaboration d'une conception de pratique capitaliste (à partir de Marx), inductivement émerger le problème de la redéfinition de ce modèle, à l'aune de résultats empiriques pointant vers une radicalisation des éléments de diversité et de plasticité de la dynamique. C'est vers l'élaboration d'une notion d'*imagination capitaliste* que nous conduira notre recherche d'un fondement théorique (autour d'un modèle de pratique capitaliste) des processus capitalistes effectifs.

Ce diagnostic nous amènera ainsi à envisager la notion d'imagination capitaliste afin d'expliquer théoriquement, au moins en partie, cet aspect de complexité et de plasticité de la reproduction sociale du capitalisme. Nous verrons que les présuppositions idéalisantes de la pratique capitaliste impliquent une recherche et une ouverture constante à des innovations et à des façons (toujours temporaires et précaires, que nous définirons comme « symboliques ») de réaliser ces idéalizations d'une manière plus satisfaisante. Il y a donc une sorte de « transcendance immanente », c'est-à-dire une ouverture au nouveau (selon des critères et des limites déterminés) qui est intrinsèque à la pratique capitaliste et que nous nommerons justement imagination capitaliste.

### **3 - Plan de la thèse**

Pour élaborer ce modèle de pratique capitaliste, nous devrions procéder par étapes. C'est ainsi que, *dans la première partie de la thèse*, nous proposerons une lecture de la théorie critique de Marx qui mettra en avant la façon dont il comprenait ce qui était propre à la logique du capital. Ainsi, au lieu de nous focaliser sur des concepts critiques comme l'exploitation, le fétichisme ou l'aliénation, sur la théorie des crises ou sur une ontologie sociale « surplombante », nous nous efforcerons de montrer qu'il est possible de trouver chez

Marx des éléments précieux pour penser ce que nous avons appelé une « phénoménologie sociale » du capitalisme, tout en réinterprétant ces autres aspects (comme l'exploitation ou l'analyse des crises) en fonction de cette perspective. Nous chercherons notamment à montrer que l'un des aspects caractéristiques du point de vue lié à la pratique capitaliste est sa nature *abstraite*. Cependant, comme cela concerne une *pratique* sociale (et non pas une vision contemplative et intellectuelle) qui intervient effectivement sur l'existant et produit des effets réels, nous comprendrons ce point de vue abstrait selon la notion d'abstraction réelle introduite par Sohn-Rethel. Une première figure de cette abstraction réelle est l'abstraction marchande, opérative dans les actes d'échange de marchandises. Néanmoins, l'abstraction proprement capitaliste ne devient effective qu'avec l'acte d'accumulation moyennant des pratiques d'investissement monétaire et commercial, d'abord, et productif, ensuite. À ce moment-là surgit une figure spécifique de l'infini, que nous proposerons de l'interpréter à l'aune de la catégorie hégélienne de mauvais infini, qui s'avèrera particulièrement éclairante au sujet de la nature normative, de « devoir-être », du capital. C'est ici que nous aurons une première image des présuppositions idéalisantes de la pratique capitaliste (premier chapitre).

Conformément à la dialectique entre pratique et dynamique capitaliste que nous venons d'exposer, ce sera justement à l'aune de la notion d'abstraction capitaliste (et de ses normes spécifiques) que nous réinterpréterons une bonne partie des analyses marxiennes concernant les processus concrets produits lors de l'expansion capitaliste, comme l'extension de la journée de travail, le développement de la grande industrie et plus généralement de la socialisation du travail, les mouvements de population, la commercialisation et la financiarisation, etc (deuxième chapitre). De même, les analyses des crises et la prévision marxienne d'auto-abolition du capitalisme seront abordées dans ce cadre (troisième chapitre).

Comme nous le verrons plus en détail, les différents processus de restructuration capitaliste de l'existant, impliqués dans cette tentative de réalisation des normes et postulats de l'abstraction capitaliste, produisent une tension constante avec les limites et les contours propres du monde concret. Il s'agit de ce que nous appellerons la consistance propre du réel, qui ne se plie pas automatiquement aux réquisits et aux idéalizations fondées sur des critères abstraits, suprasensible et, à la limite, irréalistes, voire « utopiques ». Le phénomène présente quelque chose de pénible, de contradictoire, de conflictuel, et n'est aucunement linéaire ou pacifique. Cette *tension* entre abstrait et concret fonde ainsi une dynamique que nous qualifierons de « trans-immanente », dans la mesure où elle implique à la fois des normes transcendantes et en un certain sens irréalisables, et des processus de matérialisation et d'adaptation de ces normes aux contextes particuliers.

Dans la mesure où la dynamique capitaliste doit être comprise à l'aune de la pratique sociale qui lui sert de base, inversement, la compréhension théorique de cette pratique doit être toujours en phase avec les diagnostics plus empiriques concernant les trajectoires du capitalisme. C'est pourquoi, *dans la deuxième partie de cette thèse*, nous mettrons à l'épreuve cette première conception de pratique capitaliste inspirée de Marx en nous appuyant sur des recherches plus récentes. Nous questionnerons notamment les prévisions marxiennes à propos de l'auto-abolition du capitalisme, aussi bien en ce qui concerne leurs fondements macroéconomiques (la nature des crises et la loi de la baisse tendancielle du taux de profit) que leurs fondements organisationnels (le rassemblement et la mobilisation collective de la classe ouvrière). Cette remise en question d'une partie du diagnostic marxien de la dynamique capitaliste nous placera face au défi consistant à pallier sa relative sous-estimation de la diversité et de la plasticité du capitalisme, c'est-à-dire de sa résilience, de sa capacité d'intégration, de renouvellement, de dépassement des obstacles et de repoussement des limites, sur laquelle nous insistions au début de cette introduction. Pour cela, nous devrions procéder à la réélaboration de la conception marxienne de pratique capitaliste.

Dans un premier temps, nous aurons alors affaire aux apports de la théorie de la régulation, qui depuis une perspective macroéconomique et institutionnaliste, nous permettront de concevoir une dynamique capitaliste marquée par un haut degré de complexité et de diversité, où la perspective de la consistance propre du réel se voit radicalisée (quatrième chapitre). Ensuite, nous nous efforcerons d'articuler les résultats d'une série de travaux de psychologie et surtout de sociologie du travail portant sur les transformations introduites par l'organisation néomanagériale de la production et de la consommation, afin d'élaborer un diagnostic approfondissant l'analyse de la plasticité du capitalisme, à partir tout de même d'un cas de figure situé dans le temps (l'époque contemporaine) et dans l'espace (les pays occidentaux, surtout la France). Par rapport à la perspective plutôt *macro* et *méso* des travaux régulationnistes, cette deuxième perspective permettra en outre de mieux approcher les actions des porteurs ou acteurs capitalistes lors de l'affrontement d'obstacles, de critiques ou de la résistance d'autres acteurs, ce qui est essentiel pour la mise en rapport entre dynamique et pratique capitaliste depuis une perspective plus « horizontale » ainsi que pour le développement d'un modèle contemporain de pratique capitaliste (cinquième chapitre).

C'est donc à partir d'un tel approfondissement et complexification du diagnostic sur la dynamique capitaliste que nous pourrons dans *la troisième et dernière partie de cette thèse* proposer des éléments de reconstruction d'un modèle théorique de pratique capitaliste, dans le cadre d'une philosophie sociale tournée vers la compréhension positive du capitalisme en tant que phénomène historique global et dominant dans nos sociétés modernes, tout en essayant de rendre compte de sa diversité et de sa plasticité. Pour cela, nous proposerons d'introduire et de systématiser les notions d'idéalisation capitaliste (primaire et secondaires) et d'imagination capitaliste en tant qu'éléments essentiels de la pratique capitaliste. Dans la perspective d'un tel programme, nous concentrerons notre examen sur le rapport entre normativité abstraite et « suprasensible » et ouverture à des configurations toujours révisables de réalisation. Nous proposerons ainsi d'abord une interprétation de l'approche du problème de l'action et du jugement pratique de Kant puis une appropriation détranscendantalisante de certains éléments de sa solution, notamment de la catégorie d'imagination pratique.

Nous envisagerons d'abord la manière dont Kant permet de dépasser une compréhension excessivement négative et critique (représentée par la catégorie hégélienne de mauvais infini) du devoir moral et d'une action tournée vers la réalisation sensible d'idées suprasensibles. Nous proposons notamment d'interroger les concepts de métaphysique pratique, de schème, de symbole et d'imagination, pour éclairer la manière dont Kant pense le problème du passage, c'est-à-dire de la réalisation des principes purs de la morale et du droit dans un monde sensible, dans la nature. Une telle lecture s'avérera importante pour remettre en question l'accusation selon laquelle la solution kantienne retomberait dans « formalisme vide » (sixième chapitre).

Grâce à cette interprétation de la philosophie pratique de Kant, nous pourrons reconstruire notre compréhension de la pratique capitaliste en remplaçant l'inspiration hégélienne de Marx par une appropriation détranscendantalisée des solutions kantiennes, ce qui nous fournira en particulier l'opportunité de concevoir la notion d'imagination capitaliste. Nous proposerons enfin une esquisse visant à réélaborer et à synthétiser le modèle de pratique sociale capitaliste, articulant certains apports du marxisme (la catégorie d'abstraction réelle capitaliste et une conception transcendantale de l'argent), de la théorie sociologique (la notion de pratique sociale elle-même), de la philosophie pratique kantienne (les concepts de suprasensible, de symbole et d'imagination), de Habermas (les notions de détranscendantalisation et d'idéalisation) et du pragmatisme (la problématique de la créativité de l'agir) (septième chapitre).



Au terme de ce parcours, nous proposerons de nouvelles pistes de recherche pour préciser et prolonger le programme d'une telle philosophie sociale, associant les apports récents de l'examen des expériences psycho-sociales négatives et le modèle de pratique capitaliste ici proposée, pour essayer de mieux concevoir une critique immanente du capitalisme. En effet, la mise en avant de la diversité et de la plasticité du capitalisme ne signifie nullement son caractère indépassable. Au contraire, il devient toujours envisageable une perspective de radicalisation immanente de sa dynamique de libéralisation de l'imagination socio-économique.

## **Première partie: La théorie critique de Marx et la logique abstraite du capital**

### **Introduction à la première partie**

Dans cette première partie de la thèse, nous allons essayer de reconstruire la théorie critique du capitalisme développée par Marx dans ses écrits économiques, notamment *Le Capital* et les *Grundrisse*. Notre but majeur est de comprendre la façon dont Marx conçoit la logique qui préside les mouvements du capital et structure l'action de ses porteurs, les capitalistes. Pour cela, au premier chapitre, nous nous attèlerons à montrer que la notion d'abstraction réelle, ainsi que la distinction entre abstraction marchande et abstraction capitaliste, est centrale pour comprendre la spécificité de cette logique. Cette dernière constitue ainsi une pratique sociale capitaliste et ses porteurs (les capitalistes) restructurent l'existant selon ses critères. Ensuite, au deuxième chapitre, il s'agira non seulement d'exposer, selon une dynamique que nous qualifierons comme « trans-immanente », les processus concrets que Marx rapporte à cette restructuration (comme la transformation du procès de travail, l'industrialisation, le développement du commerce et de la finance, etc.), mais aussi de montrer que cette restructuration ne va pas de soi, car ses critères sont par

nature abstraits et sont donc dans un rapport constant de tension avec les limites de la réalité concrète. C'est pourquoi la dynamique capitaliste est marquée par des conflits et des crises. C'est bien ce que nous soulignerons au troisième chapitre, où il sera question d'analyser la manière dont Marx conçoit le dépassement du capitalisme.

## Chapitre 1 - L'abstraction capitaliste

### 1.1 La double réalité de la marchandise et son ontologie particulière

Le début du *Capital* a déjà suscité beaucoup de débats et d'interprétations. En effet, le choix méthodologique de Marx ne laisse pas d'être *a priori* surprenante, dans la mesure où il ne commence pas par une définition du capital (malgré le titre de l'ouvrage), mais par une analyse de la marchandise. Pourtant, la première phrase du premier chapitre nous confirme bel et bien qu'il s'agit dès le début du mode de production capitaliste : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste apparaît (*erscheint*) comme une 'gigantesque collection de marchandises', dont la marchandise individuelle serait la forme élémentaire »<sup>44</sup>. Mais pourquoi la marchandise ?

Marx commence par l'analyse de la marchandise individuelle parce qu'elle constituerait la forme élémentaire de la richesse des sociétés capitalistes. Dans ce qu'on appelle le

---

<sup>44</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2009, p. 39 (MEW 23, p. 49). Nous citerons toujours les traductions françaises des œuvres de Marx accompagnées du volume correspondant de la version originale allemande, soit de l'édition *Marx Engels Werke* (MEW), soit de l'édition *Marx Engels Gesamtausgabe* (MEGA), Dietz, Berlin.

« chapitre VI inédit du *Capital* », Marx complète cette première réponse en soulignant la complexité du rapport qui s'établit entre la marchandise et le capital :

Si, d'autre part, nous considérons les sociétés *de production capitaliste développée* (*die Gesellschaften entwickelter kapitalistischer Production*), la marchandise y apparaît aussi bien comme la présupposition élémentaire constante du capital que, d'autre part, comme le résultat immédiat du procès de production capitaliste. Marchandise et monnaie sont tous deux des présuppositions élémentaires du capital, mais ne se développent en capital que sous certaines conditions. La formation du capital ne peut avoir lieu autrement que sur la base de la circulation des marchandises (qui implique la circulation monétaire), donc sur la base d'une phase du commerce déjà donnée et parvenue à une certaine extension, alors qu'à l'inverse la production marchande et la circulation des marchandises, pour exister, ne présupposent aucunement le mode de production capitaliste, bien plus, comme je l'ai déjà montré auparavant, elle ont même « appartenu à des formes de société pré-bourgeoises ». Elles sont la *présupposition historique* du mode de production capitaliste. Mais, d'autre part, ce n'est que sur la base de la production capitaliste que la marchandise devient la *forme universelle* du produit, que tout produit doit prendre la forme de la marchandise, que la vente et l'achat se saisissent non seulement du surplus de la production, mais de sa substance même, et que les différentes conditions de la production elles-mêmes en leur ensemble se présentent comme des *marchandises* qui entrent dans le procès de production une fois sorties de la circulation. Si *la marchandise* apparaît donc d'un côté comme présupposition pour la formation du capital, de l'autre côté, *la marchandise*, dans la mesure où elle est la forme universelle élémentaire du produit, apparaît essentiellement comme le produit et le résultat du procès de production capitaliste. Dans des phases antérieures de la production, les produits prennent *partiellement* la forme de la marchandise. Le capital au contraire produit nécessairement son produit en tant que marchandise. À mesure que se développe la production capitaliste, c'est-à-dire le capital, les lois universelles développées concernant la marchandise, par exemple celles qui concernent la valeur, se réalisent donc également dans les différentes formes de la circulation monétaire<sup>45</sup>.

Marx montre donc que le capital à la fois présuppose la forme marchandise et plus généralement le commerce et la circulation monétaire et développe et universalise cette forme. En revanche, la marchandise existe dans des sociétés pré-capitalistes, donc cette forme ne présuppose nullement le mode de production capitaliste. Néanmoins, la perspective adoptée depuis le début du premier chapitre, celle de la marchandise comme forme élémentaire (et par conséquent universelle) de la richesse sociale, est un trait qui ne devient typique que dans les sociétés capitalistes. Même si la marchandise et la circulation marchande existent avant le mode de production capitaliste, la première section concerne déjà celui-ci.

La question qui se pose alors est de savoir pourquoi le capital présuppose la marchandise, autrement dit, pourquoi celle-ci constitue son point de départ. De même, on peut toujours se demander pourquoi le mode de production capitaliste est celui qui universalise la forme marchandise.

Marx ne répond pas à ces questions tout de suite. Il développe toute la première section en analysant exclusivement la forme marchandise et ses dérivations, ce qui aboutit à la forme monnaie. En quoi consiste cette analyse ? Quels en sont les points saillants ? En fait, le début

---

<sup>45</sup> MARX K., *Le Chapitre VI : Manuscrits de 1863-1867, Le Capital Livre I*, Paris, Les Editions sociales, 2010, p. 62-3 (MEGA II/4.1, p. 27). Traduction modifiée.

du *Capital* est marqué par l'introduction d'une *ontologie* très particulière, une ontologie du *double* caractère ou mode d'être des marchandises, concret et abstrait. Si Marx choisit de commencer son chef-d'œuvre sur le capital par cette démarcation, c'est qu'elle doit être importante pour le reste de l'analyse.

De quoi s'agit-il au juste ? La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose, donc marquée par un mode d'être, une ontologie assez banale, empirique, matérielle. C'est une chose *utile* qui satisfait les besoins humains (variables historiquement) grâce à ses qualités matérielles propres. Cette matérialité est très diverse, riche, multiple, et peut donc être utile selon plusieurs aspects différents. Ce caractère utile de la marchandise en fait une *valeur d'usage*, mais, comme le remarque Marx, « cette utilité n'est pas suspendue dans les airs. Elle est conditionnée par les propriétés de la marchandise en tant que corps et n'existe pas sans ce corps. C'est donc le corps même de la marchandise, fer, blé, diamant, etc., qui est une valeur d'usage ou un bien »<sup>46</sup>. De plus, dans sa première ébauche publiée du *Capital*, la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx remarque que « cette existence de la marchandise en tant que valeur d'usage coïncide avec son existence naturelle et tangible »<sup>47</sup>. Chaque valeur d'usage correspond non seulement à des qualités particulières, mais aussi à une certaine façon de mesurer sa quantité : « Selon leurs particularités naturelles, des valeurs d'usage différents possèdent des mesures différentes, par exemple un boisseau de blé, une main de papier, une aune de toile, etc »<sup>48</sup>.

La compréhension de la valeur d'usage ne pose pas beaucoup de problèmes. Elle relève de l'utilité très concrète des produits, de leur usage ou consommation. Toutefois la valeur d'usage n'est pas vraiment en soi-même un trait qui singularise la forme sociale marchandise, car « les valeurs d'usage constituent le contenu matériel de la richesse, quelle que soit par ailleurs sa forme sociale »<sup>49</sup>. À ce titre, « on ne reconnaît pas au goût du blé celui qui l'a cultivé, serf russe, petit paysan français ou capitaliste anglais »<sup>50</sup>.

En revanche, la forme sociale examinée porte un autre type de valeur, la *valeur d'échange*. Celle-ci apparaît d'abord comme le rapport quantitatif ou proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'une espèce donnée s'échangent contre des valeurs d'usage d'une autre espèce. La valeur d'échange caractérise mieux la *differentia specifica* de la forme

---

<sup>46</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 40 (MEW 23, p. 50).

<sup>47</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique / Introduction à la critique de l'économie politique dite « de 1857 »*, Paris, Éditions Sociales, 2014, p. 71 (MEW 13, p. 15).

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 72 (MEW 13, p. 15).

<sup>49</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 40 (MEW 23, p. 50).

<sup>50</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 72 (MEW 13, p. 16).

marchandise dans la mesure où celle-ci correspond au commerce, au marché, à l'échange et à la circulation de produits. Ce qui n'exclut pas du tout la valeur d'usage, bien au contraire, car l'échange et le commerce portent sur des produits *utiles*.

Quel est le mode d'être de la valeur d'échange ? En fait, une marchandise donnée peut s'échanger contre plusieurs marchandises, selon des proportions différentes, donc elle a de multiples valeurs d'échange. Par ailleurs, ces multiples valeurs d'échange concernant une même marchandise donnée sont remplaçables l'une par l'autre. Il s'ensuit que les valeurs d'échange d'une même marchandise expriment quelque chose d'égal dont elles ne sont que le mode d'expression, la forme phénoménale d'un contenu dissociable d'elles<sup>51</sup>.

C'est ainsi que dans un rapport d'échange entre deux marchandises, un quantum donné de la première marchandise est posé comme égal à un quantum donné de la deuxième marchandise, comme dans l'exemple de Marx, 1 *quarter* de blé = un quintal de fer. Cette équation dit qu'il existe quelque chose de commun et de même dimension dans deux choses différentes : « Les deux choses sont donc égales à une troisième, qui n'est en soi ni l'une ni l'autre. Chacune des deux, dans la mesure où elle est valeur d'échange, doit donc être réductible à cette troisième »<sup>52</sup>.

C'est ici que la question ontologique, de ce deuxième mode d'être de la marchandise se complique. Car ce quelque chose de commun ne peut être une propriété naturelle de ces marchandises, géométrique, physique, chimique ou autre. Marx rappelle que leurs propriétés naturelles n'entrent en ligne de compte que dans la mesure où ce sont elles qui en font des valeurs d'usage. Mais alors qu'est-ce qui constitue ce quelque chose de commun exposé dans leurs rapports d'échange ? Selon Marx, « c'est précisément le fait qu'on fasse *abstraction* de leurs valeurs d'usage (*die Abstraktion von ihren Gebrauchswerten*) qui caractérise manifestement le rapport d'échange des marchandises : en lui toutes les valeurs d'usage se valent, quelles qu'elles soient, pourvu qu'elles soient présentes en proportion adéquate »<sup>53</sup>.

On voit donc l'introduction d'un mécanisme très particulier dans le rapport d'échange, celui de l'abstraction. C'est l'amorce dans *Le Capital* d'une analyse ontologique (qui se révélera plus tard comme relevant d'une espèce de pratique sociale) très importante de l'abstraction.

En effet, la réalité de la marchandise, sa *differentia specifica*, est très marquée par cette autre dimension. Si en tant que valeurs d'usage les marchandises sont de qualité différente, en

---

<sup>51</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 41 (MEW 23, p. 51).

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 41-2 (MEW 23, p. 51).

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 42 (MEW 23, p. 51-2). Nous soulignons.

tant que valeurs d'échange elles ne sont que de quantité différente. Néanmoins, si l'on fait abstraction de la valeur d'usage de la marchandise, de son corps, qu'est-ce qui reste ? Selon Marx, il ne reste qu'une seule propriété : celle d'être des produits du travail. En outre, si l'on fait abstraction de toutes les composantes corporelles, des caractères sensibles, on fait du même coup abstraction des caractères utiles et particuliers des travaux présents dans ces produits, et par là même des différentes formes *concrètes* de ces travaux. C'est le travail lui-même qui se réduit à du travail humain *abstrait* :

Tout ce qui est encore visible dans ces choses, c'est que pour les produire on a dépensé de la force de travail humaine, accumulé du travail humain. C'est en tant que cristallisations de cette substance sociale, qui leur est commune, qu'elles sont des valeurs : des valeurs marchandes<sup>54</sup>.

En établissant la catégorie de travail abstrait, Marx établit simultanément la distinction entre valeur et valeur d'échange. La valeur est ce qu'il y a de commun, ce qui s'expose dans le rapport d'échange ou dans les différentes valeurs d'échange de la marchandise. La valeur d'échange n'est que son mode d'expression ou sa forme phénoménale nécessaire.

Une valeur d'usage n'a donc de valeur que dans la mesure où elle est une objectivation du travail humain abstrait. Comment se mesure la grandeur de sa valeur ? Par le quantum de travail, c'est-à-dire par le temps de travail contenu dans la marchandise. Mais alors, est-ce que cela signifie que plus un individu mettra de temps pour fabriquer une marchandise, plus elle aura de valeur ? Nous avons vu au début que la marchandise dans le mode de production capitaliste devient la forme universelle de la richesse, tout produit du travail prenant sa forme. Que signifie cela ? Cela veut dire que l'universalisation de la marchandise correspond à l'universalisation de l'échange, du commerce, bref, du marché comme *mode de coordination et de distribution des richesses*. Par conséquent, le marché doit assurer la *reproduction matérielle* de la société par le biais de l'allocation du travail social dans les différentes branches de production, c'est-à-dire en établissant une division sociale du travail. Du contraire, les besoins sociaux ne pourraient être satisfaits et ce mode de production fondé sur le marché généralisé s'effondrerait. Par quel biais le marché généralisé assure cela ? Par le biais de la *concurrence* entre les différents producteurs de marchandise et des mouvements des valeurs marchands (Marx n'a pas encore défini les prix). Donc, la production de chaque marchandise doit s'adapter plus ou moins à la moyenne de son espèce, car sa valeur dépend de la concurrence dans chaque branche, donc du temps de travail dépensé en moyenne ou *socialement nécessaire*, et non pas du temps de travail individuel.

---

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 43 (MEW 23, p. 52).

Sans l'expliciter encore<sup>55</sup>, Marx présuppose tout cela lorsqu'il affirme que :

La force de travail globale de la société, qui s'expose dans les valeurs du monde des marchandises, est prise ici pour une seule et même force de travail humaine, bien qu'elle soit constituée d'innombrables forces de travail individuelles. Chacune de ces forces de travail individuelles est une force de travail identique aux autres, dans la mesure où elle a le caractère d'une force de travail sociale moyenne, opère en tant que telle, et ne requiert donc dans la production d'une marchandise que le temps de travail nécessaire en moyenne, ou temps de travail socialement nécessaire. Le temps de travail socialement nécessaire est le temps de travail qu'il faut pour faire apparaître une valeur d'usage quelconque dans les conditions de production normales d'une société donnée et avec le degré social moyen d'habileté et d'intensité du travail<sup>56</sup>.

La grandeur de la valeur d'une marchandise n'est donc pas quelque chose de fixe, elle change avec les transformations dans la force productive de travail, qui dépend de l'habileté moyenne des ouvriers, du développement des sciences, de l'application technologique, etc. En revanche, l'opération d'abstraction est toujours quelque chose d'essentiel, aussi impressionnante que quotidienne :

Pour mesurer les valeurs d'échange des marchandises au temps de travail contenu en elles, il faut que les différents travaux eux-mêmes soient réduits à du travail indifférencié, uniforme, simple, en bref à du travail qui est qualitativement le même et ne se différencie que quantitativement. *Cette réduction apparaît comme une abstraction, mais c'est une abstraction à laquelle on procède quotidiennement dans le processus social de production.* La dissolution de toutes les marchandises en temps de travail n'est pas une abstraction plus grande, et en même temps pas moins réelle, que celle de tous les corps organiques en air<sup>57</sup>.

La marchandise apparaît donc comme une chose *bifide (Zwieschlächtiges)*, valeur d'usage et valeur d'échange. De même, le travail contenu dans la marchandise a un *double caractère*, ou une nature bifide, représentée par le couple travail concret et travail abstrait :

Tout travail est pour une part dépense de force de travail humain au sens physiologique, et c'est en cette qualité de travail humain identique, ou encore de travail abstraitement humain, qu'il constitue la valeur marchande. D'un autre côté, tout travail est dépense de force de travail humaine sous une forme particulière déterminée par une finalité, et c'est en cette qualité de travail utile concret qu'il produit des valeurs d'usage<sup>58</sup>.

Dans le mode de production capitaliste, où la forme marchandise devient universelle, le travail abstrait correspond à la forme historique prise par le travail social dans cette société. Le double caractère du travail incorporé dans la marchandise reflète donc le rapport *entre le travail privé et le travail social* des producteurs. La propriété privée des moyens de production *sépare* les hommes, fait du travail de chaque producteur son affaire *privée*.

---

<sup>55</sup> Dans son commentaire au *Capital*, David Harvey fait ce travail d'explicitation. Voir HARVEY D., *A Companion to Marx's Capital*, London ; New York, Verso, 2010, p. 20. De plus, selon Bidet: « Comme on le voit, Marx ne peut s'expliquer à propos de la marchandise qu'en formulant les caractères du système marchand comme logique de production » (BIDET J., « Commentaires du Capital Livre I, Sections I et II. Analyse alinea par alinea. », disponible sur <http://jacques.bidet.pagesperso-orange.fr/indexd.htm>, p. 19).

<sup>56</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 44 (MEW 23, p. 53).

<sup>57</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 74 (MEW 13, p. 18). Nous soulignons.

<sup>58</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 53 (MEW 23, p. 61).

Chaque producteur de marchandises travaille isolément en produisant pour l'échange. Le travail des différents ouvriers n'est ni concerté ni coordonné à l'échelle de toute la société. D'autre part, la division sociale du travail traduit l'existence d'une *multitude de liens* entre les producteurs qui travaillent les uns pour les autres. Cette division est une condition d'existence de la production marchande. Par conséquent, le travail du producteur isolé est au fond un travail *social* ; il constitue une parcelle du travail de la société dans son ensemble. Les marchandises, qui sont les produits de diverses formes de travail privé concret, sont également en même temps les produits du travail humain en général, du travail abstrait, dans la mesure où cette différence qualitative entre les travaux utiles « se développe en un système aux articulations multiples, en une division sociale du travail »<sup>59</sup>.

Le trait propre à la production marchande consiste donc en ce que ne peuvent se présenter face à face comme marchandises que les produits de travaux privés autonomes et indépendants les uns des autres. La division est médiatisée par un échange des produits individuels. C'est ainsi que le travail des producteurs de marchandises, tout en étant directement leur affaire privée, revêt en même temps un caractère social.

Par ailleurs, il faut insister sur le fait que même si la marchandise doit être valeur d'usage et doit contenir du travail utile concret pour pouvoir être échangée, c'est son autre mode d'être, abstrait, qui fonde sa spécificité, d'autant plus que le travail concret « est pour l'homme une condition d'existence indépendante de toutes formes de société, une nécessité naturelle éternelle, médiation indispensable au métabolisme (*Stoffwechsel*) qui se produit entre l'homme et la nature... »<sup>60</sup>. Autrement dit, même si la valeur d'usage est la « forme naturelle banale » des marchandises, celles-ci ne sont cependant marchandises que « parce qu'elles sont quelque chose de *double (Doppelt)*, à la fois objets d'usage et porteurs de valeur. Elles n'apparaissent donc comme marchandises, ou ne possèdent la forme de marchandises que dans la mesure où elles possèdent une *double forme (Doppelform)* : forme naturelle et forme-valeur »<sup>61</sup>.

Marx insiste donc sur la duplicité ontologique, sur le mode d'être double des marchandises. Tout le début du *Capital* tourne autour de l'établissement de cette thèse. On peut donc supposer qu'elle est centrale pour la compréhension marxienne du mode de production capitaliste. Ce qui frappe à propos de l'ontologie des marchandises est que Marx réclame une objectivité de leur valeur à côté de l'objectivité sensible de leur corps, des

---

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 48 (MEW 23, p. 57).

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 48 (MEW 23, p. 57).

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 53-4 (MEW 23, p. 62).



denrées matérielles. Pourtant, dans cette objectivité de valeur « n'entre pas le moindre atome de matière naturelle. On aura donc beau tourner et retourner une marchandise singulière dans tous les sens qu'on voudra, elle demeurera insaisissable en tant que chose-valeur »<sup>62</sup>. Ce que Marx dit ne laisse pas d'être surprenant de la part d'un homme connu pour son matérialisme : la valeur est *immatérielle* mais *objective*<sup>63</sup>. Ainsi, Marx écarte l'ontologie simplement matérielle dans la détermination du mode d'être de la valeur marchande. Qu'est-ce qui fonde alors cette objectivité ?

La réponse de Marx est très instructive. En fait, il rappelle que les marchandises n'ont d'objectivité de valeur que pour autant qu'elles expriment une même unité sociale, représentée par le concept de travail humain abstrait. Leur objectivité de valeur est donc *purement sociale*, ne pouvant apparaître que dans le rapport social de marchandise à marchandise. L'origine de leur objectivité ou mode d'être spécifique ne se retrouve donc pas dans une ontologie naturelle ou matérielle, mais dans une *ontologie socialement produite*<sup>64</sup>. C'est en cette explication *sociale* du phénomène de la marchandise et du rapport d'échange que consiste le grand apport de Marx, comme le rappelle Jacques Rancière : « Autrement dit, l'équation :  $x$  marchandises A =  $y$  marchandises B est, nous l'avons vu, une équation impossible. Ce que Marx va faire et qui le distingue radicalement de l'économie classique, c'est la théorie de la possibilité de cette équation impossible. Faute de cette théorie, l'économie classique ne peut concevoir le système dans lequel est articulée la production capitaliste »<sup>65</sup>.

C'est donc un rapport social qui fonde l'objectivité de la *chose-valeur* ; c'est une socialité qui s'exprime dans les choses, dans les marchandises, et leur attribue un autre mode d'être à côté de leur forme naturelle, matérielle : « Les conditions du travail qui pose de la valeur d'échange, telles qu'elles résultent de l'analyse de la valeur d'échange, sont des *déterminations sociales* du travail, ou les déterminations d'un *travail social*, et non pas social tout court. C'est un type spécifique de socialité (*Gesellschaftlichkeit*) »<sup>66</sup>. Et, ajoutons, la marque de ce mode d'être est l'abstraction. Dans les *Grundrisse*, Marx explicite le caractère de métamorphose qualitative (et non seulement quantitative) que doit subir (d'abord dans la

---

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 54 (MEW 23, p. 62).

<sup>63</sup> Cf. HARVEY D., *A Companion to Marx's Capital*, op. cit., p. 33.

<sup>64</sup> « La valeur est un rapport social, et vous ne pouvez pas effectivement voir, toucher ou ressentir des rapports sociaux directement ; néanmoins ils ont une présence objective » (*Ibid.*, p. 33).

<sup>65</sup> RANCIÈRE J., « Le concept de critique et la critique de l'économie politique des Manuscrits de 1844 au Capital », in: ALTHUSSER L. (dir.), *Lire Le Capital*, 3e éd., Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2014, p.121.

<sup>66</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique*, op. cit., p. 75 (MEW 13, p. 19).

tête, dans la représentation) la marchandise pour être échangée, où devient clair le caractère purement social (en tant qu'expression des rapports de production) de ce mode d'être, qui en fait correspond à un mode d'apparaître socialement objectif :

Les produits (ou les activités) ne s'échangent qu'en tant que marchandises ; dans l'échange proprement dit, les marchandises n'existent qu'en tant que valeurs ; c'est seulement en tant que telles qu'elles se comparent. Pour déterminer le poids de pain que je peux échanger contre une aune de toile, je commence par poser l'aune de toile = à sa valeur d'échange, c'est-à-dire =  $1/x$  temps de travail. Je pose de même la livre de pain =  $1/x$  ou  $2/x$ , etc., temps de travail. Je pose chacune des marchandises = à un troisième terme, c'est-à-dire que je les pose comme inégales à elles-mêmes. Ce troisième terme, différent de l'une et de l'autre, puisqu'il exprime un rapport, existe tout d'abord dans la tête, dans la représentation, comme d'ailleurs les rapports en général ; quand il s'agit de fixer les rapports, ceux-ci, à la différence des sujets qui sont en rapport, ne peuvent être que *pensés*. En devenant valeur d'échange, un produit (ou une activité) n'est pas seulement métamorphosé en un rapport quantitatif déterminé, en un nombre proportionnel – à savoir en un nombre qui exprime son équivalent, la quantité d'autres marchandises qui lui est égale, ou dans quelle proportion il est l'équivalent d'autres marchandises – mais il faut qu'il soit en même temps métamorphosé qualitativement, transposé en un autre élément, afin que les deux marchandises deviennent des grandeurs qu'on dénomme possédant la même unité, qu'elles deviennent donc commensurables (...) *la marchandise doit d'abord être transposée en temps de travail, donc en quelque chose qui diffère d'elle qualitativement (...) : 1) parce qu'elle n'est pas du temps de travail en tant que temps de travail, mais du temps de travail matérialisé ; du temps de travail non pas sous forme de mouvement, mais de repos, pas sous la forme de procès, mais de résultat ; 2) parce qu'elle n'est pas l'objectivation du temps de travail en général qui n'existe que dans la représentation (qui n'est lui-même que le travail séparé de sa qualité, du travail dont la seule différence est quantitative), mais le résultat déterminé d'un travail déterminé, déterminé naturellement, différent qualitativement d'autres travaux (...) transformation où le produit existe simplement comme expression de rapports de production quantitatifs*<sup>67</sup>.

Marx a commencé avec la valeur d'échange des marchandises pour établir leur valeur fondée sur le travail abstrait. Maintenant, à partir de cette remarque sur l'origine sociale et relationnelle de l'objectivité de valeur, il revient à la valeur d'échange en tant que forme phénoménale de la valeur. La défi est de comprendre « l'expression de valeur » à partir du « rapport de valeur » qui s'établit entre les marchandises. C'est-à-dire que la valeur, étant objective (existant) mais immatérielle et relationnelle, a besoin d'un mode d'apparition, d'une forme phénoménale, d'un moyen d'expression tangible. Marx va montrer que la marchandise en tant que valeur d'échange et, de manière plus développée, en tant que monnaie ou argent est ce moyen : « Chacun sait (...) que les marchandises possèdent une forme valeur qui leur est commune et qui contraste de manière extrêmement frappante avec la très grande variété des formes naturelles de leurs valeurs d'usage : la forme argent »<sup>68</sup>.

Il s'agit donc de montrer la genèse de la forme-argent. Néanmoins, si la valeur n'est pas matérielle, si elle n'existe pas dans le corps de la marchandise, en quoi consiste au juste sa forme d'expression sensible ? Comment concevoir la forme tangible de quelque chose

---

<sup>67</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I*, Editions sociales, 1980, p. 78 (MEGA II/1.1, p. 77-8). Nous soulignons.

<sup>68</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit*, p. 54 (MEW 23, p. 62).

d'*abstraite* ? N'avons-nous pas en cela une contradiction ? Ce qui revient à se demander : quel est le secret de l'argent ?

Marx essaie de percer ce secret en commençant son analyse de la forme-valeur avec un rapport d'échange simple, du type :  $x$  marchandise A =  $y$  marchandise B, dans le sens de  $x$  marchandise A vaut  $y$  marchandise B, car le secret de toute forme-valeur y réside. L'essentiel de la thèse de Marx sur ce point revient à montrer que le rapport de valeur ou d'échange n'est pas réflexif, n'est pas réductible à une simple égalité<sup>69</sup>, car il n'y a aucun sens à échanger un habit contre un habit. Ce rapport suppose donc deux pôles distincts. Cette forme simple exprime ainsi la condition la plus générale de l'expression de valeur, à savoir la bipolarité fonctionnelle des deux pôles. Dans l'exemple « 20 mètres de toile valent 1 habit », le premier élément « 20 mètres de toile » exprime sa valeur en l'autre, « 1 habit ». Marx appelle le premier pôle forme-valeur relative et le deuxième forme-équivalent. Les deux pôles n'ont pas seulement la même valeur en termes quantitatifs. La marchandise A (forme-valeur relative) exprime sa valeur dans la valeur d'usage de la marchandise B (forme-équivalent).

Nous avons vu que l'objectivité de valeur d'une marchandise ne réside pas dans son corps, dans sa valeur-d'usage. De même, nous avons vu que cette objectivité n'apparaît que dans le rapport de marchandise à marchandise. Maintenant, Marx montre que l'être-valeur propre d'une marchandise s'exprime dans la valeur d'usage d'une autre marchandise. Cela ne nous ramène-t-il pas simplement à une ontologie matérielle tout court ?

Tel n'est pas exactement le cas, car cette expression de valeur d'une marchandise dans l'autre présuppose que ces deux marchandises soient mises à égalité qualitative : « On néglige le fait que les grandeurs de choses différentes ne deviennent quantitativement comparables qu'une fois réduites à une même unité »<sup>70</sup>. On sous-entend alors dans notre exemple que la toile et l'habit sont des choses de la même nature, une nature forcément *abstraite*. En revanche, seule est exprimée la valeur de la toile, l'habit étant pris pour forme d'existence de la valeur, chose-valeur, car c'est seulement en tant que tel qu'il est la même chose que la toile. D'un autre côté, l'être-valeur de la toile acquiert une expression *autonome*, puisque c'est seulement en tant que valeur qu'elle peut être référée à l'habit. C'est comme si la relation à autre marchandise susciterait l'expression de la valeur contenue dans la marchandise :

Quand nous disons que les marchandises en tant que valeurs sont de simples gélifications de travail humain, notre analyse les réduit à l'abstraction valeur, *mais ne leur donne pas une forme-valeur distincte*

---

<sup>69</sup> Cf. BIDET J., *Explication et reconstruction du Capital*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2004, p. 65.

<sup>70</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 56 (MEW 23, p. 64).

*de leurs formes naturelles*. Il en va tout autrement dans le rapport de valeur entre une marchandise et une autre. C'est sa relation à l'autre marchandise qui fait alors ressortir son caractère de valeur<sup>71</sup>.

Pourquoi le rapport de valeur ou d'échange produit-il cette expression de valeur, une forme-valeur distincte de la forme naturelle de la marchandise ? C'est que c'est l'échange qui produit le mécanisme d'*abstraction*, c'est l'échange qui nous pousse à égaliser les marchandises et par là à abstraire leurs valeurs-d'usage, en faisant ressortir leur caractère de valeur et le travail abstrait qui s'y trouve contenu : « En posant par exemple l'habit, en tant que chose-valeur, égal à la toile, on pose le travail qui est en lui égal au travail qui est en elle. Or le travail du tailleur qui confectionne l'habit est un travail concret d'une autre espèce que celui du tisserand qui fait la toile. Mais la mise en équation de la confection et du tissage réduit effectivement la première sorte de travail à ce qu'il y a de réellement égal dans les deux travaux, à leur caractère commun de travail humain »<sup>72</sup>.

Le rapport d'échange engendre donc un « regard » socialement produit qui nous permet de voir la chose, la valeur-d'usage, différemment, selon d'autres critères et mécanismes. Certes, dans la production de l'habit, il y a eu effectivement une dépense de force de travail humaine, sous la forme de la confection – en ce sens, une dépense physiologique de force de travail humaine. Il y a donc en l'habit du travail humain accumulé. Néanmoins, par exemple, rien n'assure que cela corresponde exactement au temps de travail socialement nécessaire. Comme le souligne Rancière, « la choséité des marchandises est une choséité sociale, leur objectivité, une objectivité de valeur (...) Ce qui prend la forme d'une chose, ce n'est pas le travail comme activité d'un sujet, c'est le *caractère social du travail*. Et le *travail humain* dont il est ici question n'est le travail d'aucune subjectivité constituante. Il porte la marque d'une structure sociale déterminée »<sup>73</sup>. C'est pourquoi Marx a affirmé dans le passage cité des *Grundrisse* que ce temps de travail matérialisé n'est ni du temps de travail à l'état de mouvement (ou fluide) ni du temps de travail en général (socialement nécessaire), mais du travail déterminé, concret et privé ; ce n'est donc pas du travail humain abstrait en soi: ce dernier est une réalité purement sociale, qui conditionne le regard des agents sociaux (dans ce sens, le social constitue ce qui est visible) et par là s'exprime dans des choses matérielles. Il doit passer par la représentation des agents, car c'est une réalité socio-historique qui n'appartient pas en tant que telle aux choses. En outre, « la force de travail humaine à l'état

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 57 (MEW 23, p. 65). Nous soulignons.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 57 (MEW 23, p. 65).

<sup>73</sup> RANCIÈRE J., « Le concept de critique et la critique de l'économie politique des Manuscrits de 1844 au Capital », *op. cit.*, p. 122.

fluide, ou le travail humain, forme bien de la valeur, mais elle n'est pas elle-même valeur. Elle devient valeur à l'état coagulé, dans une forme objective »<sup>74</sup>. Ainsi, la valeur en tant que forme objective, gélification du travail humain abstrait, qui s'exprime de manière apparemment autonome dans la marchandise, est quelque chose de purement social, alors que la dépense de travail dans sa production est certainement physiologique mais toujours déterminée, privée et concrète. Toute la difficulté réside dans la compréhension de l'unité entre travail concret et travail abstrait sur la base d'un procès social spécifique de production et de circulation, comme le rappelle Rancière : « L'économie classique prend le concept de travail sans effectuer la distinction. Elle ne pourra donc pas comprendre le caractère spécifique de l'unité travail abstrait/travail concret et tombera dans des difficultés inextricables. Ayant pensé la distinction, Marx pourra penser l'unité. Celle-ci est le résultat d'un procès *social*. La cause absente à laquelle nous sommes renvoyés, ce sont les *rappports sociaux de production* »<sup>75</sup>. Le point de vue social et conditionné par la production/circulation marchande consiste donc à voir dans des choses (marchandises) la figure ou la substance d'un travail humain en général ou abstrait, c'est-à-dire la valeur. Sous cet aspect, l'habit est « porteur de valeur », bien que cette qualité qui lui est propre, serait-il usé jusqu'à la trame, ne se laisse pas apercevoir. Dans le rapport de valeur de la toile, il ne vaut que sous cet aspect : comme valeur incorporée, comme corps de valeur<sup>76</sup>.

Ce que Marx est en train de dire dans ce passage est que la forme naturelle (indépendante de la forme sociale) d'une marchandise ne correspond pas à cette visée abstraite liée à la valeur, au travail humain indifférencié. Pourtant, cela ne signifie pas que le travail abstrait et sa mesure en temps de travail soit une invention arbitraire attribuée aux marchandises. Il s'agit plutôt d'un mécanisme socialement effectif d'allocation de ressources, de distribution de la richesse matérielle produite par la société (ici, l'ensemble des producteurs privés).

D'un point de vue *rétrospectif*, la valeur d'une marchandise existe dès sa production, avant l'échange proprement dite. Dans le même temps, ce point de vue, cette visée, n'est rendu possible qu'au moment de l'échange, et la forme naturelle de la marchandise est depuis toujours liée à la valeur d'usage. Par conséquent, son mode d'expression, sa forme objective doit être produite dans l'échange, à travers une autre marchandise. L'opposition entre la

---

<sup>74</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 58 (MEW 23, p. 65).

<sup>75</sup> RANCIÈRE J., « Le concept de critique et la critique de l'économie politique des Manuscrits de 1844 au Capital », in *Lire Le Capital*, ALTHUSSER L. (dir.), op. cit., p. 120.

<sup>76</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 59 (MEW 23, p. 66).

valeur et la valeur d'échange présente dans une marchandise s'extériorise dans la polarisation entre forme relative et forme équivalente.

Dans le mode de production capitaliste, nous avons affaire à une objectivité certes socialement produite – au sens que c'est seulement à l'intérieur du rapport social d'échange qui ce point de vue abstrait est rendu pratiquement (et non seulement théoriquement) possible et effectif – mais qui existe réellement en termes sociaux, qui exprime quelque chose qui n'est pas tout simplement une « invention » ou une « convention », mais une objectivité sociale, un mécanisme effectif de socialisation du travail et de la production de biens. La valeur n'est pas l'invention d'une autre réalité, mais l'expression d'une réalité sociale en des choses matérielles. La valeur, le travail abstrait et sa mesure en temps de travail socialement nécessaire, toutes ces abstractions reposent bien sur une production réelle, où il y a eu effectivement une dépense physiologique de travail, mais sous la forme de travaux privés, qui ne se socialisent que par le biais de l'échange marchand et dont la grandeur correspond (dans la valeur) à une certaine moyenne sociale (le temps de travail socialement nécessaire). Le mode d'être de valeur des produits de ces travaux privés, déterminés, est donc purement social, encore que ce social reflète plus ou moins (en moyenne) une réalité matérielle (fragmentée en des unités formellement indépendantes) de dépense de travail physiologique. Comme nous l'avons vu, l'abstraction, la métamorphose qualitative, consiste à considérer cet ensemble de travaux privés comme du travail humain *identique*, dépense de la *même* force de travail humaine : à une base productive fragmentée correspond donc une socialité par abstraction, qui ne considère les choses qu'à travers leur moyenne sociale :

On pourrait croire que, puisque la valeur d'une marchandise est déterminée par le quantum de travail dépensé au cours de sa production, plus un homme sera fainéant ou malhabile, plus sa marchandise aura de valeur, étant donné qu'il lui faudra d'autant plus de temps pour la fabriquer. Mais en réalité, le travail qui constitue la substance des valeurs est du travail humain identique, dépense de la même force de travail humaine. La force de travail globale de la société, qui s'expose dans les valeurs du monde des marchandises, est prise ici pour une seule et même force de travail humaine, bien qu'elle soit constituée d'innombrables forces de travail individuelles. Chacune de ces forces de travail individuelles est une force de travail identique aux autres, dans la mesure où elle a le caractère d'une force de travail sociale moyenne, opère en tant que telle, et ne requiert donc dans la production d'une marchandise que le temps de travail nécessaire en moyenne, ou temps de travail socialement nécessaire. Le temps de travail socialement nécessaire est le temps de travail qu'il faut pour faire apparaître une valeur d'usage quelconque dans les conditions de production normales d'une société donnée et avec le degré social moyen d'habileté et d'intensité du travail (...) *La marchandise singulière ne vaut ici tout bonnement que comme échantillon moyen de son espèce*<sup>77</sup>.

L'exemple du tisserand anglais nous aide à mieux comprendre ce point :

Après l'introduction du métier à tisser à vapeur, en Angleterre, il ne fallait plus peut-être que la moitié du travail qu'il fallait auparavant pour transformer une quantité de fil donnée en tissu. En fait, le

---

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 43-4 (MEW 23, p. 53). Nous soulignons.

tisserand anglais avait toujours besoin du même temps de travail qu'avant pour effectuer cette transformation, mais le produit de son heure de travail individuelle ne représentait plus désormais qu'une demi-heure de travail social et tombait du même coup à la moitié de sa valeur antérieure<sup>78</sup>.

Tout ce mécanisme social deviendra peut-être plus clair dans la section sur le fétichisme. Pour l'instant, il faut garder à l'esprit que, chez Marx, il n'y a ni création de valeur *ex nihilo* ni rapports de grandeur simplement aléatoires entre deux marchandises, comme une pure convention entre les deux échangistes, sinon il n'existerait aucune limite à cette production de valeur – il y a bien une dimension de reproduction matérielle, de survie de la société, dans tout ce mécanisme d'abstraction, qui fait ainsi référence à une moyenne sociale<sup>79</sup>. Dans ce passage, Marx critique justement ceux qui prennent la monnaie comme un pur signe arbitraire, en montrant que sa valeur repose sur une base sociale matérielle :

Ce que le procès d'échange confère à la marchandise qu'il transforme en monnaie n'est pas sa valeur, mais sa forme-valeur (*Wertform*) spécifique. C'est la confusion de ces deux déterminations qui a induit certains à tenir la valeur de l'or et de l'argent pour purement imaginaire. Le fait que la monnaie puisse être remplacée dans certaines de ses fonctions par de simples signes d'elle-même a fait naître cette autre idée fautive qu'elle n'était qu'un simple signe. D'un autre côté, il y avait là le pressentiment que la forme-monnaie de la chose est extérieure à cette chose elle-même et qu'elle n'est que la forme phénoménale de rapports humains cachés derrière elle. En ce sens, toute marchandise serait un signe, puisqu'en tant que valeur elle n'est que l'enveloppe matérielle du travail humain dépensé pour la fabriquer. Mais lorsqu'on tient pour de simples signes les caractères sociaux que prennent les choses ou le caractère de choses matérielles que prennent les déterminations sociales du travail sur la base d'un mode de production déterminé, on déclare en même temps qu'on les tient pour des productions arbitraires de la réflexion des hommes (...) Savoir que l'or est monnaie, donc immédiatement échangeable contre toutes les autres marchandises, ne nous apprend pas pour autant ce que valent par exemple dix livres d'or (...) Sa valeur propre est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production et s'exprime dans la quantité de toute autre marchandise dans laquelle autant de temps de travail s'est coagulé<sup>80</sup>.

Cette autre objectivité, fondée par une réalité socio-historique, a besoin d'une forme d'expression différente de la forme naturelle, de la valeur-d'usage, et cette nouvelle forme d'expression ne peut surgir qu'à l'intérieur du rapport d'échange entre les marchandises :

Dans le rapport de valeur de la toile, l'habit est pris pour l'égal qualitatif de celle-ci, comme chose de la même nature, puisqu'il est une valeur. Il est donc pris ici pour une chose dans laquelle de la valeur apparaît, ou qui, dans sa forme naturelle palpable, représente de la valeur. Or cet habit, le corps de la marchandise habit, est une simple valeur d'usage. Un habit exprime aussi peu de valeur que le premier morceau de toile venu. Cela montre simplement qu'il signifie beaucoup plus à l'intérieur de son rapport de valeur à la toile qu'à l'extérieur de ce rapport, de la même façon que bien des hommes ont plus d'importance à l'intérieur d'un habit galonné qu'en dehors de celui-ci (...) Ainsi donc, dans le rapport de valeur où l'habit constitue l'équivalent de la toile, la forme habit est prise comme forme valeur. La valeur de la marchandise toile est donc exprimée dans le corps de la valeur habit: la valeur d'une marchandise est exprimée dans la valeur d'usage de l'autre. En tant que valeur d'usage, la toile est une chose différente - du point de vue sensible - de l'habit, en tant que valeur elle est « pareille à l'habit » et ressemble donc à

---

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 44 (MEW 23, p. 53).

<sup>79</sup> A ce titre, Marx souligne qu'une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur, car il faut une dépense effective de travail : « Une chose peut être une valeur d'usage, sans être une valeur. C'est le cas quand l'homme n'a pas besoin de la médiation du travail pour en faire usage. Par exemple : l'air, les terres vierges, les prairies naturelles, le bois poussant de manière sauvage, etc. » (*Ibid.*, p. 46 ; MEW 23, p. 55).

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 103-4 (MEW 23, p. 105-6).

un habit. Elle acquiert ainsi *une forme valeur différente de sa forme naturelle*. Son être de valeur se manifeste dans son égalité avec l'habit, tout comme la nature bêtante du chrétien se manifeste dans son égalité avec l'Agneau divin<sup>81</sup>.

Avec la forme-équivalent nous avons donc un fait assez paradoxal : la valeur d'usage devient la *forme phénoménale* de son *contraire*, la valeur. C'est-à-dire que la forme naturelle de la marchandise devient forme-valeur. Mais cette forme naturelle ne devient alors que le support pour l'effectuation d'un point de vue abstrait qui ne s'établit que dans le rapport d'échange. Comme l'abstraction porte toujours sur le réel, sur des échanges effectifs, il faut donc un support naturel, le corps d'une autre marchandise, pour exprimer la valeur d'une marchandise : « Pour une simple comparaison – une évaluation des produits – pour une détermination idéale de leur valeur, il suffit de procéder mentalement à cette transformation (transformation où le produit existe simplement comme expression de rapports de production quantitatifs). Pour comparer les marchandises, cette abstraction est suffisante ; dans l'échange effectif, il faut que l'abstraction soit à son tour objectivée, symbolisée, réalisée par un signe »<sup>82</sup>.

Le choix du support n'est cependant pas aléatoire. N'importe quel morceau de matière ne peut exprimer la valeur. Cet autre corps, ce support, doit lui aussi contenir de la valeur, créée par une dépense physiologique *moyenne* de travail humain. Marx essaie d'expliquer cela à travers un exemple physique :

Pour rendre la chose perceptible, on prendra l'exemple d'une mesure ressortissant aux denrées matérielles en tant que corps de marchandises, c'est-à-dire, en tant que valeurs d'usage. Un pain de sucre, c'est un corps, c'est lourd, cela a donc un poids : or aucun pain de sucre ne nous livre son poids à la vue ou au toucher. Nous prenons alors pour le peser différents morceaux de fer dont le poids est déterminé à l'avance. La forme corporelle fer, prise pour elle-même, n'est guère plus la forme phénoménale de la pesanteur que la forme corporelle pain de sucre. Cependant, pour exprimer ce pain de sucre en tant que pesanteur, nous le situons dans une proportion pondérale par rapport au fer. Le fer ne vaut dans ce rapport que comme un corps qui ne représente rien d'autre que de la pesanteur. Des quantités de fer servent donc ici de mesure pour le poids du sucre, et représentent face au corps sucre une simple figure pondérale, une simple forme phénoménale de la pesanteur. Le fer ne joue ce rôle qu'au sein de ce rapport où le sucre ou un autre objet quelconque dont on veut trouver le poids - se présente face à lui. Si ni l'une ni l'autre de ces choses n'était pesante, elles ne pourraient pas entrer dans ce rapport, et donc, il serait impossible que l'une devienne l'expression du poids de l'autre. Si nous les mettons toutes les deux sur la balance, nous voyons effectivement qu'elles sont la même chose du point de vue de la pesanteur, et qu'elles sont donc aussi, dans une proportion déterminée, du même poids. Il en va de même dans notre expression de valeur : face à la toile, le corps habit ne représente que de la valeur, de même que face au pain de sucre, le corps fer, en tant que mesure de poids, ne représente que de la pesanteur<sup>83</sup>.

Il nous rappelle cependant ensuite que le phénomène de la valeur est purement social et l'analogie n'est donc pas parfaite :

---

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 58-9 (MEW 23, p. 66). Nous soulignons.

<sup>82</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 78 (MEGA II/1.1, p. 78).

<sup>83</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 64 (MEW 23, p. 71).



Ici s'arrête pourtant l'analogie. Dans l'expression du poids du pain de sucre, le fer représente une propriété naturelle commune aux deux corps, leur pesanteur, alors que dans l'expression de valeur de la toile, l'habit représente une propriété supra-naturelle de ces deux choses : leur valeur, quelque chose de purement social<sup>84</sup>.

D'ailleurs, d'un point de vue *théorique*, on peut très bien supposer que tous les produits du travail à toutes les époques historiques sont les produits d'une dépense physiologique de muscles, de matière cérébrale, de nerfs, de mains, en deux mots, de travail humain<sup>85</sup> : « Une chose peut être utile et être le produit du travail humain, sans être une marchandise. Celui qui satisfait son besoin par le produit de son travail créé certes de la valeur d'usage, mais pas de marchandise »<sup>86</sup>. Néanmoins, on ne peut pas dire, même d'un point de vue théorique, que tous ces produits ont de la valeur :

Dans tous les états de société, le produit du travail est un objet d'usage, mais il n'y a qu'une seule époque de développement historiquement déterminée, celle qui présente le travail dépensé à la production d'une chose usuelle comme sa qualité « objective », c'est-à-dire comme sa valeur, qui transforme le produit du travail en marchandise. Il s'ensuit que la forme-valeur simple de la marchandise est en même temps la forme marchande simple du produit du travail, et que donc le développement de la forme marchande coïncide avec celui de la forme-valeur<sup>87</sup>.

La considération *théorique* du travail humain en général ne suffit pas à la constitution de la forme valeur. Comme Marx l'a souligné, le travail humain crée de la valeur (sous certaines conditions) mais il n'est pas lui-même de la valeur. La valeur correspond à une objectivité, elle doit appartenir au produit, à la marchandise, en tant que sa « qualité objective », « naturelle ». Or, le produit du travail humain n'acquiert la forme de valeur qu'à l'intérieur du système marchand, un mode de coordination indirect et impersonnel des rapports de production qui est purement social. C'est à cause de cette nature impersonnelle et indirecte du lien social que la valeur se constitue en tant que propriété objective de la marchandise<sup>88</sup>. D'ailleurs, même si un produit est fabriqué dans un contexte marchand, s'il est le fruit d'une dépense physiologique de travail, il ne prend pas forcément la forme-valeur, car celle-ci dépend de la demande sociale pour le produit, de son caractère utile pour les autres, ce qui

---

<sup>84</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 65 (MEW 23, p. 71).

<sup>85</sup> Comme le montre Bidet, c'est ce que Marx lui-même fait dans certains contextes. Il faut donc comprendre la notion de travail abstrait selon différents niveaux d'abstraction et le premier (celui théorique, du travail humain en général) concerne tous les types de sociétés, et n'est pas d'emblée une catégorie propre au capitalisme ou au rapport marchand (Cf. BIDEJ J., *Explication et reconstruction du Capital, op. cit.*, p. 58).

<sup>86</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 46 (MEW 23, p. 55). Nous soulignons. Ou alors : « Que ce soit sous la forme de la confection ou sous celle du tissage, il y a une dépense de force de travail humaine. L'une et l'autre possèdent donc cette qualité générale de travail humain et peuvent en conséquence, dans certains cas, celui par exemple de la production de valeur, n'être pris en considération que sous cet aspect. Tout cela n'est guère mystérieux » (*Ibid.*, p. 66 ; MEW 23, p. 72).

<sup>87</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 70 (MEW 23, p. 76).

<sup>88</sup> Ce point sera approfondi par Marx dans la section sur le fétichisme de la marchandise. Nous y reviendrons.

renforce la thèse de son caractère purement social : « Aucune chose finalement ne peut être valeur sans être objet d'usage. Si elle n'a pas d'utilité, c'est que le travail qu'elle contient est sans utilité, ne compte pas comme travail et ne constitue donc pas de valeur »<sup>89</sup>. On voit dans cet extrait le passage d'un point de vue théorique à un point de vue pratico-social. En effet, d'un point de vue théorique (celui de Marx), le produit inutile a été le fruit d'un travail. Néanmoins, le marché est une médiation sociale qui ne concerne que des produits utiles pour les autres, donc, de ce point de vue pratico-social, il n'a pas de valeur, le travail contenu en celui-ci n'est pas pris en compte.

Ce qui rend peut-être difficile la compréhension de ce point est la manière dont Marx lui-même construit son analyse dans le premier chapitre du *Capital*. Comme le rappelle Jacques Bidet, « Marx a pu parler de la marchandise sans jamais sembler parler du *marché*, il fait maintenant comme si l'on pouvait traiter de ce rapport social sans mentionner les *agents*. De quoi, pourtant, parle-t-il en réalité ? Si la marchandise est, comme il le dira, 'chose *sociale*', elle se définit à partir d'une structure de *pratiques* intégrées, analysables comme activités pourvues de sens »<sup>90</sup>.

C'est donc la constitution de ce point de vue pratique des agents, qui ne s'établit que dans le rapport social d'échange, qui pose problème :

En revanche dans l'expression de valeur de la marchandise, l'affaire prend un tour contourné. Pour exprimer par exemple que ce n'est pas sous sa forme concrète de tissage, mais en sa qualité générale de travail humain, que le tissage forme la valeur de la toile, on lui oppose la confection - le travail concret qui produit l'équivalent-toile - et c'est elle qui est considérée comme la forme tangible de réalisation du travail humain abstrait<sup>91</sup>.

Ce que Marx est en train de dire dans ce passage est que ce point de vue abstrait pratique ne se constitue que de manière spéculaire. Ce n'est pas un point de vue « naturel », spontané, il faut le rapport social d'échange pour qu'il se constitue. Il faut projeter sur la marchandise B la valeur de la marchandise A. De même, il faut transformer le travail concret qui produit la valeur d'usage de la marchandise B dans la forme phénoménale du travail humain abstrait qui produit la valeur de la marchandise A. C'est ainsi que l'opposition (*Gegensatz*) interne entre valeur d'usage et valeur enveloppée dans la marchandise s'exprime par une opposition externe qui s'établit dans un rapport entre deux marchandises, dont la forme relative ne vaut que comme valeur d'usage et la forme équivalente dans laquelle la valeur est exprimée ne

---

<sup>89</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 46 (MEW 23, p. 55).

<sup>90</sup> BIDET J., *Explication et reconstruction du Capital, op. cit.*, p. 72-3. Pour une discussion sur ce choix stratégique de Marx, voir les paragraphes subséquents à ce passage.

<sup>91</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 66-7 (MEW 23, p. 72-3).

vaut que comme valeur d'échange<sup>92</sup>. Autrement dit, la valeur d'une marchandise est exprimée de façon *autonome* par sa présentation comme « valeur d'échange ». Certes, à la lettre, marchandise est valeur d'usage, ou objet d'usage, et valeur, mais elle ne se présente comme cette entité double que lorsque sa valeur possède une forme phénoménale propre, distincte de sa forme naturelle, qui est la forme de valeur d'échange, et elle ne possède jamais cette forme si on la considère isolément, mais uniquement dans son rapport de valeur ou d'échange par rapport à une deuxième marchandise, d'espèce différente<sup>93</sup>.

Il faut ajouter que pour Marx il semble bien y avoir un point de vue « naturel », sensible, ce qu'il laisse entrevoir lorsqu'il cite Aristote à ce moment de la discussion :

Il voit bien par ailleurs que le rapport de valeur dans lequel se situe cette expression de valeur, nécessite de son côté que la maison soit posée qualitativement égale au lit, et que ces choses différentes *du point de vue sensible* ne seraient pas référables les unes aux autres en tant que grandeurs commensurables sans cette identité d'essence. « Il ne peut y avoir d'échange » dit-il « sans l'égalité, mais il ne peut y avoir d'égalité sans la commensurabilité ». Mais, parvenu là, il se bloque et ne mène pas plus avant l'analyse de la forme valeur. « Or il n'est pas possible en vérité que des choses d'espèces aussi différentes soient commensurables », c'est-à-dire qualitativement identiques. Cette mise en équation ne peut être que quelque chose d'étranger à la véritable nature des choses, qu'« un expédient donc, pour les besoins pratiques »<sup>94</sup>.

Néanmoins, contrairement à Aristote, Marx, en tant que fils de l'époque moderne, reconnaît avoir un autre point de vue possible, fondé sur l'égalité des choses et des travaux humains, donc sur l'abstraction du monde sensible, concret. Ce point de vue *théorique*, insaisissable pour le philosophe grec, n'est rendu possible pour Marx que grâce à sa généralisation préalablement *pratique*, à l'intérieur de la société marchande-capitaliste moderne :

Aristote nous dit donc lui-même ce sur quoi le développement de son analyse échoue: il lui manque le concept de valeur. Quel est donc cet égal, c'est-à-dire la substance commune, que représente la maison pour le lit dans l'expression de valeur du lit? Une chose de ce genre, nous dit Aristote, « ne peut pas exister en vérité ». Pourquoi ? Face au lit, la maison représente un égal dans la mesure où elle représente et dans le lit et dans la maison, quelque chose d'effectivement égal. Et ce quelque chose c'est: du travail humain. Mais ce qu'Aristote ne pouvait pas lire dans la forme-valeur proprement dite, c'est que, sous la forme des valeurs marchandes, tous les travaux sont exprimés comme du travail humain égal, comme du travail valant donc la même chose, et cela parce que *la société grecque reposait sur le travail des esclaves, et qu'elle avait donc comme base naturelle l'inégalité des hommes et de leurs forces de travail. Le secret de l'expression de valeur, l'égalité et l'égale validité de tous les travaux parce que et pour autant que ceux-ci sont du travail humain en général, ne peut être déchiffré qu'à partir du moment où le concept d'égalité humaine a acquis la solidité d'un préjugé populaire. Or ceci n'est possible que dans une société où la forme-marchandise est la forme générale du produit du travail, et où donc également c'est le rapport entre les hommes en tant que possesseurs de marchandises qui est le rapport social dominant. Tout le génie d'Aristote éclate précisément dans le fait qu'il découvre un rapport d'égalité au sein de*

---

<sup>92</sup> Cf. *Ibid.*, p. 70 (MEW 23, p. 75).

<sup>93</sup> Cf. *Ibid.*, p. 69 (MEW 23, p. 75).

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 67-8 (MEW 23, p. 73-4).

l'expression de valeur des marchandises. C'est seulement l'obstacle historique de la société dans laquelle il vivait, qui l'empêche de déceler en quoi consiste « en vérité » ce rapport d'égalité<sup>95</sup>.

Nous avons vu pourtant que le but de Marx était de montrer la genèse de la forme-argent. Pour cela, dans un premier temps, il développe la forme-simple, en concevant la forme-valeur totale. Celle-ci consiste à exprimer la valeur d'une marchandise dans une quantité innombrable d'autres marchandises :  $z$  marchandise A =  $u$  marchandise B ou =  $v$  marchandise C ou  $x$  marchandise E, etc. Ainsi, le corps de toute autre marchandise devient le miroir de la valeur de la marchandise A. Le travail qui la constitue est en effet maintenant expressément présenté comme un travail auquel équivaut n'importe quel autre travail humain, quelle que soit sa forme naturelle, qu'il s'objective, donc, en habit ou en blé ou en fer ou en or, etc. Par sa forme-valeur, la marchandise A se trouve donc maintenant en rapport social non plus avec une autre espèce singulière de marchandise, mais avec le monde entier des marchandises. Le rapport contingent entre deux individus possesseurs de marchandises tombe. Il devient manifeste que ce n'est pas l'échange qui règle la grandeur de valeur de la marchandise, mais au contraire c'est celle-ci qui règle ses rapports d'échange<sup>96</sup>.

Le problème avec la forme-valeur totale est qu'elle inachevée, parce que la série où elle s'expose n'est jamais close. Si donc nous renversons la série, ce sont les nombreux autres possesseurs de marchandises échangeant leurs marchandises contre la marchandise A qui expriment les valeurs de leurs différentes marchandises dans la même tierce marchandise, dans la marchandise A. C'est la forme-valeur générale. Cette forme exprime les valeurs du monde des marchandises dans une seule et même espèce de marchandise dissociée de ce monde, par exemple, dans la toile, et expose ainsi les valeurs de toutes les marchandises par leur égalité avec la toile. En tant qu'elle est quelque chose d'assimilé à la toile; la valeur de toute marchandise n'est plus seulement distincte de la valeur d'usage propre à celle-ci, mais aussi de toute valeur d'usage, et par ce fait même précisément, elle est exprimée comme ce qu'il y a de commun à toutes les marchandises et à elle-même. Cette forme est donc la première à référer effectivement les marchandises les unes aux autres en tant que valeurs, ou encore, qui les fasse apparaître les unes aux autres comme des valeurs d'échange<sup>97</sup>.

C'est ainsi qu'on voit naître la catégorie d'équivalent universel. Celle-ci correspond à la marchandise équivalente qui est exclue de la forme-valeur relative universelle, par exemple la toile. Sa forme naturelle propre est la figure de la valeur commune à ce monde, la toile est

---

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 68 (MEW 23, p. 74). Nous soulignons.

<sup>96</sup> Cf. *Ibid.*, p. 72 (MEW 23, p. 78).

<sup>97</sup> Cf. *Ibid.*, p. 75 (MEW 23, p. 80).

donc immédiatement échangeable contre toutes les autres marchandises. Sa forme corporelle passe pour « l'incarnation *visible (sichtbare Inkarnation)*, pour le cocon social universel de tout travail humain »<sup>98</sup>.

C'est seulement à partir du moment où se constitue un équivalent universel que la forme-valeur relative unitaire du monde des marchandises acquiert une solidité objective et une validité sociale universelle. La valeur acquiert ainsi une expression, une forme adéquate. Marx conçoit la fonction d'équivalent universel comme la fonction spécifique de la monnaie ou argent (*Geld*). Par conséquent, l'espèce spécifique de marchandise dont la forme naturelle se fond socialement avec la forme-équivalent devient désormais marchandise-monnaie, ou encore, fonctionne comme monnaie. C'est la marchandise or qui a conquis historiquement cette place. C'est pourquoi la forme d'échangeabilité universelle immédiate ou la forme-équivalent universelle s'est définitivement fondue par habitude sociale avec la forme naturelle spécifique de la marchandise or, et la forme-monnaie a donné naissance à la forme-prix, qui est l'expression de valeur relative simple d'une marchandise dans la marchandise-monnaie, comme dans l'exemple : 20 aunes de toile = 2 onces d'or<sup>99</sup>.

D'après Marx, d'un point de vue historique, c'est dans la mesure même où l'échange marchand brise ses entraves purement locales, et où la valeur des marchandises prend l'extension d'une matérialisation de travail humain en général, que la forme-monnaie passe à des marchandises que leur nature dispose déjà à remplir la fonction sociale d'un équivalent universel, c'est-à-dire aux métaux précieux. La monnaie, dans sa fonction de *forme phénoménale* de la valeur des marchandises, c'est-à-dire de matériau dans lequel s'expriment socialement les grandeurs de valeur des marchandises, a besoin d'une matière dont tous les échantillons possèdent la même qualité uniforme, afin de bien matérialiser du travail humain abstrait et donc identique. D'un autre côté, une fois que la différence entre les grandeurs de valeur devient purement quantitative, la marchandise monnaie doit pouvoir se différencier de façon purement quantitative. Cela correspond bien aux propriétés naturelles de l'or et de l'argent<sup>100</sup>.

Notons ainsi que l'or ne se présente aux autres marchandises comme monnaie que parce qu'antérieurement il leur faisait face comme marchandise. L'argent chez Marx n'est pas un simple symbole, une convention. En effet, l'argent est proprement une marchandise avant

---

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 76 (MEW 23, p. 81).

<sup>99</sup> Cf. *Ibid.*, p. 80 (MEW 23, p. 84).

<sup>100</sup> Cf. *Ibid.*, p. 102 (MEW 23, p. 104).

d'être un signe<sup>101</sup>. Certes, son origine est sociale, mais la monnaie doit être elle aussi le produit d'un travail humain (pris abstraitement) effectivement réalisé. Par ailleurs, la valeur d'usage de la marchandise monnaie se dédouble, car à côté de sa valeur d'usage particulière comme marchandise (ainsi l'or est utilisé pour des articles de luxe, pour obturer les dents, etc.), il y a une *valeur d'usage formelle* qui provient de ses fonctions sociales spécifiques.

À partir d'une perspective fonctionnelle, la monnaie apparaît ainsi comme le cristal que produit le procès d'échange au cours duquel divers produits du travail sont posés comme effectivement identiques entre eux et donc effectivement transformés en marchandises. Selon Marx, à mesure que s'étend et que s'intensifie historiquement l'échange se développe l'opposition entre valeur d'usage et valeur qui était à l'état latent dans la nature de la marchandise, puisque pour le besoin du trafic il faut que cette opposition soit exposée *extérieurement*. C'est ce qui pousse à donner à la valeur des marchandises une *forme autonome*, ce qui n'aboutit qu'avec le redoublement de la marchandise en marchandise et en monnaie<sup>102</sup>.

Ainsi, si le temps de travail déterminé est objectivé dans une marchandise déterminée, particulière, dotée de propriétés particulières, en tant que valeur d'échange, il doit être objectivé dans une marchandise qui n'exprime que sa quantité, qui soit indifférente à ses propriétés naturelles, et, pour cette raison, puisse être métamorphosée en toute autre marchandise objectivant le même temps de travail – c'est-à-dire échangée. C'est en tant qu'objet qu'elle doit posséder ce caractère *universel* qui contredit sa particularité naturelle.

---

<sup>101</sup> Cf. BIDEZ J., *Explication et reconstruction du Capital*, op. cit., p. 67.

<sup>102</sup> Cf. MARX K., *Le Capital. Livre I*, op. cit., p. 99 (MEW 23, p. 102). Dans les *Grundrisse*, Marx explique la nécessité de la forme-argent de la manière suivante : « Sa propriété en tant que valeur non seulement peut, mais doit nécessairement adopter une existence différente de son existence naturelle. Pourquoi ? Comme les marchandises, en tant que valeurs, ne diffèrent les unes des autres que quantitativement, qualitativement, chaque marchandise doit nécessairement différer de sa propre valeur. Il faut donc que sa valeur possède aussi une existence différenciable d'elle qualitativement et, dans l'échange effectif, cette séparabilité doit devenir séparation effective, parce que la différence naturelle des marchandises doit nécessairement entrer en contradiction avec leur équivalence économique et que l'une et l'autre ne peuvent exister côte à côte que parce que la marchandise acquiert une existence double : à côté de son existence naturelle, une existence purement économique (...) La valeur d'échange de la marchandise, comme existence particulière à côté de la marchandise elle-même, c'est l'*argent* » (MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, Editions sociales, 1980, p. 76-7; MEGA II/1.1, p. 76). Et encore : « Cette nécessité intervient : 1) comme nous l'avons déjà dit, les marchandises à échanger sont l'une et l'autre transformées en pensée en rapports de grandeur communs, en valeur d'échange (...) Mais si à présent elles doivent être effectivement troquées, leurs propriétés naturelles entrent en contradiction avec leur détermination de valeurs d'échange et de nombres simplement dénommés. Elles ne sont pas divisibles à l'envi, etc (...) Pour réaliser d'un coup la marchandise en tant que valeur d'échange et lui conférer l'efficacité universelle de la valeur d'échange, son échange contre une marchandise particulière ne suffit pas. Il faut qu'elle soit échangée contre une troisième chose qui ne soit pas elle-même à son tour une marchandise particulière, mais le symbole de la marchandise en tant que marchandise, de la valeur d'échange même de la marchandise ; *qui donc représente disons le temps de travail en tant que tel* (Ibid., p. 79 ; MEGA II/1.1, p. 79).

Dans les *Grundrisse*, Marx déclare que « cette contradiction ne peut être résolue qu'en étant elle-même objectivée ; c'est-à-dire en posant la marchandise doublement, d'abord dans sa forme naturelle, immédiate, puis dans sa forme médiatisée, en tant qu'argent. Cette dernière opération n'est possible que parce qu'une marchandise particulière devient pour ainsi dire la substance universelle des valeurs d'échange (...) L'argent est le temps de travail en tant qu'objet universel, ou l'objectivation du temps de travail universel, du temps de travail en tant que *marchandise universelle* »<sup>103</sup>. L'argent devient ainsi l'opérateur pratique et visible des opérations d'abstraction liées à l'échange, au point de vue abstrait :

À chaque instant, dans nos calculs, dans la comptabilité, etc., nous transformons les marchandises en signes de valeur, nous les fixons en tant que simples valeurs d'échange, en faisant abstraction de leur matière et de toutes leurs propriétés naturelles. Sur le papier, dans notre tête, cette métamorphose s'effectue par une simple abstraction ; mais, dans les échanges effectifs, une *médiation* effective est nécessaire, un moyen qui mette en œuvre cette abstraction<sup>104</sup>.

Il faut cependant insister sur le fait que ce n'est pas la monnaie qui rend les marchandises commensurables, mais bien l'inverse. C'est parce que les marchandises en tant que valeurs sont du travail matérialisé, et par conséquent commensurables entre elles, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leurs valeurs dans une marchandise spéciale, et transformer cette dernière en monnaie, c'est-à-dire en faire leur mesure commune. La monnaie en tant que mesure de la valeur est la *forme phénoménale (Erscheinungsform)* nécessaire de la mesure immanente des marchandises, c'est-à-dire du temps de travail<sup>105</sup>. Toutes les propriétés de la marchandise en tant que valeur d'échange apparaissent dans l'argent comme objet différent d'elle, comme forme d'existence *sociale* détachée de sa forme d'existence *naturelle*<sup>106</sup>.

Notons d'ailleurs qu'en tant que mesure de valeurs,

Le prix ou la forme monnaie des marchandises est comme la forme valeur en général, une forme qui diffère de leurs formes corporelles tangibles, une forme qui n'est donc qu'*idéelle* ou *imaginée*. La valeur du fer, de la toile, du froment, etc., *réside dans ces choses mêmes, quoique invisiblement*. Elle est représentée par son égalité avec l'or, par un rapport avec ce métal, qui n'existe, pour ainsi dire, que *dans leurs têtes*. Le détenteur de marchandises doit donc leur prêter sa langue ou leur suspendre un bout de papier autour du cou pour annoncer leur prix au monde extérieur. L'expression de la valeur des marchandises en or étant tout simplement idéale, il n'est besoin pour cette opération que d'un or idéal ou qui n'existe que dans l'imagination<sup>107</sup>.

Dans sa fonction de mesure des valeurs, la monnaie n'est employée que comme monnaie idéale. Toutefois, quoique la monnaie en tant que mesure de valeur ne fonctionne

---

<sup>103</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 105 (MEGA II/1.1, p. 99).

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 77 (MEGA II/1.1, p. 77).

<sup>105</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 107 (MEW 23, p. 109).

<sup>106</sup> Cf. MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 80 (MEGA II/1.1, p. 79).

<sup>107</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 108 (MEW 23, p. 110-1). Nous soulignons.

qu'idéalement et que l'or employé dans ce but ne soit par conséquent que de l'or imaginé, le prix des marchandises n'en dépend pas moins complètement de la matière de la monnaie.

En revanche, en tant que moyen de circulation, la monnaie doit se matérialiser<sup>108</sup>. Dans ce cas, après la duplication de la marchandise en marchandise et monnaie, nous avons ce que Marx appelle la métamorphose des marchandises. L'échange fait passer les marchandises des mains dans lesquelles elles sont des non-valeurs d'usage aux mains dans lesquelles elles servent de valeurs d'usage. Le produit d'un travail utile remplace le produit d'un autre travail utile. C'est la circulation sociale des matières. Une fois arrivée au lieu où elle sert de valeur d'usage, la marchandise tombe de la sphère des échanges dans la sphère de consommation, mais cette circulation matérielle ne s'accomplit que par une série de changements de forme.

En fait, l'échange donne lieu à deux métamorphoses opposées et qui se complètent l'une l'autre : transformation de la marchandise en argent et retransformation d'argent en marchandise. Ces deux métamorphoses de la marchandise présentent à la fois, du point de vue de son possesseur, deux actes - vente, échange de la marchandise contre l'argent; - achat, échange de l'argent contre la marchandise - et l'ensemble de ces deux actes: vendre pour acheter.

Les deux métamorphoses qui constituent le circuit d'une marchandise ouvrent d'autres séries d'autres métamorphoses, de sorte que le procès global se présente comme circulation des marchandises : « D'autre part, il se développe tout un cercle de connexions sociales naturelles que les personnes qui négocient ne peuvent contrôler. Le tisserand ne peut vendre de la toile que parce que le paysan a déjà vendu du blé, notre tête folle ne peut vendre la bible que parce que le tisserand a déjà vendu de la toile, le bouilleur de cru ne peut vendre de l'eau-de-vie que parce que l'autre a déjà vendu l'eau de vie éternelle »<sup>109</sup>.

La circulation ne s'éteint pas, comme l'échange immédiat, dans le changement de place ou de main des produits. L'argent ne disparaît point, bien qu'il s'élimine à la fin de chaque série de métamorphoses d'une marchandise. Il se précipite toujours sur le point de la

---

<sup>108</sup> Roman Roldolsky explique ceci: « However, this can only occur in the relation of commodity to commodity, since the owners of commodities do not stand in some form of communal association as producers, but can only relate to one another through the medium of their products. Consequently the only thing which can become the expression of the value of a commodity is another commodity (similarly the weight of a sugar-loaf can only be expressed through the weight of another solid, for example, iron). Hence, it is not sufficient for the commodity to 'possess a double existence [merely] in the head'. This 'doubling in the idea proceeds (and must proceed) to the point where the commodity appears as double in real exchange; as a natural product on one side, as exchange-value on the other. That is, the commodity's exchange-value obtains a material existence separate from the commodity, i.e. it achieves independence in the shape of money » (ROSDOLSKY R., *Making of Marx's « Capital »*, traduit par P. BURGESS, 1<sup>st</sup> Edition edition., London, Pluto Press, 1977., p. p. 112-3).

<sup>109</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 127 (MEW 23, p. 126).



circulation qui a été évacuée par la marchandise. La circulation fait sauter les barrières par lesquelles le temps, l'espace et les relations d'individu à individu rétrécissent le troc des produits. Mais comment ? Dans le commerce en troc, personne ne peut aliéner son produit sans que simultanément une autre personne n'aliène le sien. L'identité immédiate de ces deux actes, la circulation la scinde en y introduisant l'antithèse de la vente et de l'achat. Après avoir vendu, je ne suis forcé d'acheter ni au même lieu, ni au même moment, ou à la même personne à laquelle j'ai vendu. C'est dans ce réseau complexe, dans cette non identité spatio-temporelle de l'achat et de la vente, que s'installe la *possibilité* des crises<sup>110</sup>.

## 1.2 Sohn-Rethel et la notion d'abstraction réelle

Nous avons parlé d'un point de vue abstrait *pratique*, qui s'établit parmi les agents engagés dans un rapport d'échange. En outre, nous avons vu comment la constitution de ce point de vue est centrale pour le début de la caractérisation par Marx du mode de production capitaliste, dans la mesure où l'universalisation de la forme-marchandise implique la généralisation de ce point de vue, en faisant apparaître la marchandise comme une entité double. Dans les *Grundrisse*, Marx explicite les différences impliquées par chaque mode d'existence de la marchandise, en se référant à la valeur d'usage comme l'existence naturelle ou réelle de la marchandise par opposition d'avec son mode d'être de valeur :

En tant que valeur, toute marchandise est également divisible ; dans son existence naturelle (*natürlichen Dasein*), elle ne l'est pas. En tant que valeur, elle reste la même, quelques métamorphoses qu'elle subisse et quelques formes d'existence qu'elle parcoure ; dans la réalité (*in der Wirklichkeit*), on n'échange des marchandises que parce qu'elles sont inégales et qu'elles correspondent à différents systèmes de besoins. En tant que valeur, la marchandise est universelle, en tant que marchandise réelle (*wirkliche Waare*), elle est une particularité. En tant que valeur, elle est toujours échangeable : dans l'échange effectif (*wirklichen Austausch*), elle ne l'est que si elle remplit des conditions particulières. En tant que valeur, c'est elle-même qui détermine la mesure de son échangeabilité ; la valeur d'échange exprime précisément le rapport dans lequel elle remplace d'autres marchandises ; dans l'échange effectif, elle n'est échangeable qu'en quantités qui dépendent de ses propriétés naturelles et correspondent aux besoins des échangistes<sup>111</sup>.

On voit donc que, selon chaque mode d'être ou chaque « ontologie », la marchandise possède des propriétés spécifiques. Pour mieux comprendre ce phénomène, cette duplicité « ontologique », il nous semble pertinent d'introduire la notion d'*abstraction réelle* (*Realabstraktion*), forgée par Alfred Sohn-Rethel. En effet, comme le note Anselm Jappe, « Sohn-Rethel avait bien compris – à une époque où presque personne n'y arrivait – que selon

---

<sup>110</sup> Cf. *Ibid.*, p. 129 (MEW 23, p. 128).

<sup>111</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, op. cit., p. 76 (MEGA II/1.1, p. 76).

Marx la caractéristique la plus essentielle du capitalisme est l'abstraction qu'il fait subir à la vie sociale »<sup>112</sup>.

En quoi consiste au juste l'apport de Sohn-Rethel ? Quelle est l'originalité du concept d'abstraction réelle ? Pour expliciter cela, il faut dire que l'analyse de Sohn-Rethel part d'une thèse fondamentale de la conception marxiste de l'histoire, selon laquelle les formes de pensée des hommes sont déterminées par leur être social<sup>113</sup>. Tant que ces formes ont pour objet les rapports sociaux cette idée ne pose pas de problème au sein du marxisme. Son effort consiste à étendre cette thèse au-delà des rapports sociaux et à l'appliquer à la compréhension des objets de la nature, aussi bien dans le quotidien qu'au sein de la science et de la philosophie. Sa thèse affirme que c'est toute la part conceptuelle de la représentation du monde objectif qui est le produit du développement historique, et son origine est sociale :

Nos concepts n'appartiennent pas aux choses, ils ne sont pas des propriétés des choses qui se transmettraient à nous ou que nous lirions en elles. Bien au contraire, l'appareil conceptuel que nous appliquons aux choses fait partie de nous, mais ce 'fait partie de nous' est à comprendre dans un sens à la fois social et historique, il n'est pas individuel, et il ne vient pas de la nature<sup>114</sup>.

Le problème est que cette détermination sociale et historique est aliénée, inconsciente ; elle n'est pas perçue par les gens, y compris par les philosophes, qui à chaque époque construisent leurs concepts fondés inconsciemment sur des schémas de compréhension du monde partagés socialement. Le propos de Sohn-Rethel est alors de libérer la théorie de la connaissance des obstacles et des pièges de la pensée idéaliste, et de la mettre sur le même niveau que les présupposés matérialistes et critiques qui fondent l'économie marxiste.

La question qu'il se pose est donc : d'où vient la pensée occidentale purement conceptuelle et théorique ? Comment comprendre l'origine de sa conception abstraite du monde ? Pour répondre à cette question, il reprend l'analyse que Marx fait de la marchandise. Sa thèse est que la naissance de ce sujet théorique anhistorique à partir de l'abstraction que la société fait d'elle-même est un effet du rapport marchand et de la séparation complète entre travail manuel et travail intellectuel. C'est-à-dire que Sohn-Rethel entend trouver dans l'analyse marxienne de la marchandise la clé de voute pour comprendre et pour situer historiquement la pensée philosophique et scientifique occidentale, sa conception du monde, qui se développe notamment à partir de l'époque grecque classique.

---

<sup>112</sup> SOHN-RETHEL A. et A. JAPPE, *La pensée-marchandise*, Bellecombres-en-Bauges (73340), Editions du Croquant, 2010, p. 8.

<sup>113</sup> Cf. *Ibid.*, p. 39.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 40.

Il vise en particulier à dépasser l'idéalisme transcendantal kantien selon une voie matérialiste. C'est pourquoi il affirme que les éléments formels produits par l'échange marchand sont en fait des principes de pensée essentiels à la philosophie grecque aussi bien qu'à la science moderne. Ces éléments pourraient ainsi être considérés comme des « catégories *a priori* » pour reprendre un terme kantien. Mais, contrairement à l'approche idéaliste, la base conceptuelle de la cognition serait logiquement et historiquement conditionnée par la formation sociale de l'époque, par la manière dont la société s'intègre. En outre, Sohn-Rethel reproche à Kant d'avoir élaboré une théorie de la connaissance qui finit par justifier la séparation entre travail manuel et travail intellectuel en tant que nécessité transcendantale<sup>115</sup>.

Selon lui, la clé pour comprendre l'achèvement de la séparation entre travail manuel et travail intellectuel et par là l'origine d'une pensée purement conceptuelle qui se prétend anhistorique et absolue réside dans le mécanisme marchand de socialisation des travaux. Pourquoi ? Parce que les produits qui deviennent des marchandises sont le fruit de travaux privés, indépendants. Il faut donc qu'il y ait médiation via échange des produits, c'est-à-dire des activités qui, en plus d'être qualitativement différentes de l'activité de production, en sont aussi séparées dans le temps et dans l'espace. Cette séparation entre le travail et la connexion ou *synthèse sociale* des travaux marque le pôle opposé au communisme primitif où les travaux eux-mêmes sont effectués sous des formes immédiatement sociales et où le lien social est maîtrisé par les travailleurs. Sur la base de la production marchande, en revanche, le lien social repose sur des fonctions qui sont séparées et indépendantes de l'activité de production et donc incontrôlables par les travailleurs. Voici pourquoi ici un travail intellectuel indépendant du travail manuel et fondé sur une base-forme séparée devient une nécessité sociale<sup>116</sup>. Or, historiquement, on rencontre le mode de conceptualisation de la pensée métaphysique comme étant spécifique au travail intellectuel indépendant. Par conséquent, la base-forme de ce travail est à chercher dans les activités de marché.

Pour prouver son hypothèse, Sohn-Rethel doit alors montrer qu'apparaissent en tant que telles dans l'échange marchand les racines des catégories pures de l'objet typiques de la pensée métaphysique et scientifique occidentale. Selon lui, ces catégories sont la substance, la stricte causalité, l'espace et le temps abstraits, etc. Ce sont en d'autres termes les formes catégorielles que la philosophie moderne associe à l'entendement pur, les mêmes qui, sous

---

<sup>115</sup> Cf. SOHN-RETHEL A., *Intellectual and Manual Labour: Critique of Epistemology*, London, Macmillan, 1978, p.7.

<sup>116</sup> SOHN-RETHEL A. et A. JAPPE, *La pensée-marchandise, op. cit.*, p. 46.

cette forme ou sous une forme semblable, ont été les formes catégorielles de la pensée métaphysique dans l'Antiquité, lorsque la forme-marchandise a commencé à se développer<sup>117</sup>. Pour cela, il entame une analyse de la forme-marchandise en mettant de côté la détermination de la grandeur de valeur et en ne se concentrant que sur le problème de la *forme*.

Comme le rappelle Sohn-Rethel, le trait dominant de la forme-marchandise est l'abstraité (*Abstraktheit*). Notons qu'il donne au qualificatif « abstrait » un sens proche de celui que l'on admet généralement, c'est-à-dire celui d'une abstraction de la *réalité sensible, empirique*. Ainsi, la valeur marchande ou valeur d'échange est d'abord elle-même une « valeur abstraite », contrairement à la valeur d'usage, qui relève de la réalité sensible des choses<sup>118</sup>. Sa différenciation n'est que quantitative, et sa quantification est elle-même abstraite. Le travail comme substance de la valeur est lui aussi abstrait. Finalement, la forme sous laquelle la valeur marchande apparaît de manière sensible, l'argent, est paradoxalement une « chose abstraite ». Dans l'argent, la richesse devient une richesse abstraite<sup>119</sup>.

Cette abstraction porte essentiellement sur les caractéristiques qualitatives, données empiriquement, qui constituent la valeur d'usage des marchandises. Pour Sohn-Rethel, c'est l'abstraction de la valeur-d'usage qui est primordiale, mais cette abstraction s'étend au caractère utile du travail dépensé dans la production. En outre, l'abstraction est une fonction objective, *spontanée* ou *pratique* de l'échange de marchandises. Elle n'est pas le fait de la pensée des hommes :

L'abstraction, bien loin de se fonder sur les intentions et les considérations des acteurs, s'accomplit sans que ceux qui la mettent en œuvre s'en aperçoivent. « Ils ne le savent pas, mais ils le font pratiquement » (...) Car, pendant qu'ils agissent, les possesseurs de marchandises sont absorbés par leurs intérêts économiques et ne peuvent pas en mêmes temps prêter attention aux implications formelles de leur action<sup>120</sup>.

Cette abstraction naît donc du rapport d'échange lui-même, elle ne résulte pas de la nature des marchandises comme choses, ni d'un rapport immédiat des hommes aux choses concrètes, ni même de la pensée des hommes. C'est un processus d'action, et non un processus de pensée. Son origine est de nature purement relationnelle, c'est-à-dire que son origine échappe complètement au langage conceptuel de la pensée métaphysique. Il s'agit d'un processus spatio-temporel, social et historique, mais dont le résultat est une abstraction, un effet de nature conceptuelle, qui semble appartenir à un monde idéal de concepts, et non

---

<sup>117</sup> Cf. *Ibid.*, p. 50.

<sup>118</sup> Cf. SOHN-RETHEL A., *Geistige und körperliche Arbeit: Zur Epistemologie der abendländischen Geschichte*, Oldenbourg Akademieverlag, 1989, p. 20.

<sup>119</sup> Cf. SOHN-RETHEL A. et A. JAPPE, *La pensée-marchandise, op. cit.*, p. 44.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 88-93.

pas au monde spatio-temporel des choses : « Or, selon Marx, l'abstraction-marchandise est justement construite de façon à appartenir aux deux sphères ; c'est précisément ce qui fait sa particularité »<sup>121</sup>.

C'est dans ce sens qu'on peut comprendre la célèbre notion d'*abstraction réelle* forgée par Sohn-Rethel : une abstraction produite par un processus socio-historique, spatio-temporel, doté d'une force abstractive propre<sup>122</sup>. Quel est le rapport entre l'échange marchand et l'abstraction-marchandise et l'abstraction-valeur ? C'est le moment, inhérent à l'échange, de mis en équivalence qualitative des deux marchandises. Tout le processus d'échange dépend de cette équivalence. Pour comprendre le mécanisme d'équivalence, Sohn-Rethel établit une distinction entre l'activité d'échange et l'activité d'usage. Ainsi, la problématique est déplacée des choses aux actions accomplies sur ces mêmes choses et donc à la pratique<sup>123</sup>. On évite ainsi d'adopter un langage parfois trompeur, qui attribuerait la force d'abstractivité de la pratique sociale aux choses, en justifiant leur caractère fétiche<sup>124</sup>. Bien au contraire, Sohn-Rethel veut insister sur le fait que l'abstraction est le produit d'une pratique, et pas une caractéristique des choses en soi.

Si une marchandise est formée par la valeur d'usage et la valeur d'échange, une activité qui a pour objet une marchandise considérée comme valeur d'échange (activité d'échange) ne peut pas être en même temps une activité qui a pour objet la même marchandise comme valeur d'usage (activité d'usage). Les deux activités s'excluent mutuellement et il y a une séparation précise dans le temps. La duplication de la marchandise en marchandise et en argent donne à cette séparation l'expression visible d'une division au niveau des choses. Toutes les marchandises auxquelles on donne un prix deviennent des objets des activités d'échange.

Tout changement dans la constitution physique des marchandises doit être exclu du domaine de l'activité d'échange. Pourtant, l'activité d'échange est elle-même un processus physique, une activité réelle dans l'espace et dans le temps. Elle est même sur le marché la seule activité réelle licite avec les choses. L'abstractivité qui naît de l'élimination de l'usage est donc la propriété d'un acte physiquement réel, quoique seulement pour des hommes qui en comprennent le sens comme acte d'échange<sup>125</sup>.

---

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 52.

<sup>122</sup> Cf. *Ibid.*, p. 119.

<sup>123</sup> Cf. *Ibid.*, p. 90.

<sup>124</sup> Nous y reviendrons dans la section suivante.

<sup>125</sup> Cf. SOHN-RETHEL A. et A. JAPPE, *La pensée-marchandise*, op. cit., p. 93.

C'est au sein de cette activité qu'a lieu ce que Sohn-Rethel appelle *abstraction-échange* (*Tauschabstraktion*), laquelle fournit le fondement de la mise en équivalence et établit un certain nombre de déterminités-formes similaires aux catégories majeures de la métaphysique occidentale. Au contraire de l'abstraction-valeur ou abstraction-marchandise, des concepts marxistes, l'abstraction-échange est une création de Sohn-Rethel et ne se rapporte pas au travail abstrait, mais à la forme-valeur, car Sohn-Rethel pensait trouver dans l'acte d'échange même, en faisant abstraction de la production, les éléments formels de la pensée abstraite.

Insistons sur le fait que cet abstraction-échange est l'effet de l'action des hommes, et non de la pensée des hommes, c'est-à-dire de leur intention ou imagination explicite. En réalité, elle a lieu derrière le dos des hommes, de manière inconsciente ou pré-réflexive, lorsque pensée et efforts humains sont absorbés par leurs actes d'échange. Elle est donc l'effet d'un processus factuel, spatio-temporel et historique, qui relève de l'être social et non pas de la conscience<sup>126</sup>. Ainsi, si nous avons bien parlé de point de vue ou de regard, il ne faut jamais oublier que celui-ci est conditionné socialement, par les rapports sociaux, *et n'est pas le fruit d'un dessein individuel explicite ou autonome*.

Tout d'abord, en prenant la marchandise en tant qu'objet de l'activité d'échange, l'exclusion contradictoire de quelque activité d'usage que ce soit la détermine comme matériellement inaltérable, tandis que la négation de toute qualité de valeur d'usage la détermine comme totalement abstraite. Selon Sohn-Rethel, le concept philosophique de substance décrit cette détermination de manière pertinente. Les qualités d'usage des marchandises, que les participants au marché ne peuvent envisager que mentalement, sont attachés à cette détermination abstraite de la même manière que, pour les concepts philosophiques, les accidents sont attachés à la substance<sup>127</sup>.

L'activité d'échange a, dans l'abstraction-échange, la détermination d'un mouvement abstrait, c'est-à-dire d'une activité matérielle par laquelle les substances ne subissent aucune modification matérielle, et qui pour cette raison, ne constitue qu'un changement de lieu dans le temps. L'espace et le temps impliqués dans l'activité d'échange deviennent ainsi à leur tour des médiums abstraits et homogènes, temps infini et espace illimité, détachés de toute modification matérielle réelle.

De plus, toute activité d'échange n'a lieu que comme le pendant d'une autre activité d'échange réciproque, dès lors cette identité abstraite de ces deux activités existe malgré la

---

<sup>126</sup> Cf. *Ibid.*, p. 65.

<sup>127</sup> Cf. *Ibid.*, p. 58.

différence empirique des marchandises et des personnes. C'est de cela qui naît le postulat de l'équivalence, d'après Sohn-Rethel<sup>128</sup>. Ainsi, des choses empiriquement différentes sont ici mises en équivalence selon des présupposés, des catégories formelles identiques par l'activité d'échange, dont l'origine et la validité sont purement sociales. L'abstraction, quant à elle, est tributaire de la *réciprocité* du changement de possession en tant qu'« échange », c'est-à-dire de sa nature sociale-relationnelle :

Une appropriation seulement unilatérale, qu'elle soit fondée sur le vol, le recouvrement de tributs ou l'appropriation de la nature, ne requiert aucune séparation de l'appropriation et de l'usage (la consommation pouvant constituer l'appropriation). Ici, les objets de l'appropriation unilatérale ne reçoivent aucune valeur abstraite différente de leur utilité physique. La valeur abstraite est un concept qui, de manière générale, n'est conçu que pour permettre une égalisation de différents objets d'usage dans le champ social de l'échange<sup>129</sup>.

L'échange est ainsi une relation humaine d'appropriation entièrement fondée sur la logique de la propriété privée, et c'est cela qui constitue sa *differentia specifica*, d'où sa régulation par le principe de réciprocité et la nécessité de la séparation entre l'usage et l'échange, qui fonde son abstractivité à l'égard de la réalité sensible. Le changement dont il est question ici ne concerne que le statut social des marchandises en tant que choses possédées.

Pour résumer : « On dira que l'activité d'échange est déterminée comme un changement de lieu, dans le temps, de substances qui, au cours de ce changement de lieu, ne subissent aucun changement matériel, et entre lesquelles il n'y a d'autre différence que quantitative. C'est cette détermination purement quantitative qui donne à l'espace et au temps abstraits-homogènes leur continuité caractéristique »<sup>130</sup>.

Sohn-Rethel note d'ailleurs qu'il n'est pas difficile de reconnaître dans ce modèle une similarité par rapport à la pensée mécaniste – que celle-ci prenne la forme d'une construction conceptuelle de l'univers dans son ensemble chez Descartes ou chez Démocrite, ou qu'elle serve à définir l'événement physique minimum comme dans le principe d'inertie de Galilée et de Newton<sup>131</sup>.

À partir de cette caractérisation de l'abstraction-échange ainsi que de ses éléments formels, que parfois il caractérise comme « phénoménologique »<sup>132</sup>, Sohn-Rethel se demande

---

<sup>128</sup> Cf. *Ibid.*, p. 59.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>131</sup> Cf. *Ibid.*, 133

<sup>132</sup> Dans l'édition allemande de son ouvrage principal, la section correspondante à cette description s'appelle « *Phänomenologische Beschreibung der Tauschabstraktion* ». Cf. SOHN-RETHEL A., *Geistige und körperliche Arbeit*, op. cit., p. 16.

pourquoi et quand celle-ci commence à se refléter explicitement dans la conscience des hommes, notamment des philosophes et scientifiques. Notons que cette hypothèse n'est pas facile à recevoir, dans la mesure où, d'après l'auteur lui-même, ce n'est pas la conscience des échangistes qui est abstraite, mais seulement leur action. Une conscience de l'abstraction-échange n'est donc possible que si l'abstraction revêt une représentation particulière, consciente<sup>133</sup>. Ce n'est pas encore le cas de la forme-valeur simple, où la forme naturelle recouvre la forme-valeur. Selon lui, cela n'arrive qu'à l'âge classique de la Grèce. Pourquoi ? L'événement marquant ici est la frappe de la monnaie, datée d'environ 680 avant J.-C en Ionie. En effet, c'est avec la monnaie frappée que la forme-valeur devient effectivement visible, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une forme abstraite rendue sensible. On imprime en effet de manière formelle dans une matière naturelle qu'elle n'est pas destinée à l'usage, mais uniquement à l'échange. La monnaie frappée constitue ainsi cet élément de liaison qui permet à l'abstraction-échange de passer de l'être social à la conscience et de devenir abstraction conceptuelle.

Dès lors, quiconque a dans sa poche de la monnaie, et sait s'en servir, *doit avoir en tête certaines abstractions conceptuelles, qu'il en soit conscient ou non*, puisqu'il est compétent pour user de cette monnaie dans la pratique, comme si elle était constituée d'une substance indestructible et incréée, d'une substance sur laquelle le temps n'a aucune prise. Certes, le possesseur d'argent peut n'avoir qu'une conscience insuffisante ou rudimentaire de ses nouvelles conceptions, et il peut lui échapper qu'elles sont éloignées de la nature physique de ses pièces d'argent et du *monde sensible* en général. C'est d'autant plus le cas que, selon Sohn-Rethel, « acquérir une conscience claire de ce qu'elles sont, les définir, déterminer leurs rapports et leurs contradictions internes, et saisir en quoi elles s'opposent et en même temps s'apparentent au monde sensible, tout cela n'est plus l'affaire de l'intelligence du marchand mais l'œuvre des philosophes que l'on voit apparaître dès les VI et V<sup>èmes</sup> siècles avant J.-C. en Grèce »<sup>134</sup>.

On voit donc que pour Sohn-Rethel l'introduction de la monnaie frappée stabilise et amène petit à petit et imparfaitement à la conscience une sorte de « métaphysique ou ontologie pratique », socialement produite par le rapport social d'échange. Une métaphysique qui présuppose un monde au-delà du monde sensible, empirique, dont les conceptions ont été ensuite développées en termes proprement ontologiques par les philosophes professionnels.

---

<sup>133</sup> Cf. SOHN-RETHEL A. et A. JAPPE, *La pensée-marchandise*, op. cit., p. 99

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 64.



Le principe consiste donc à chercher dans l'être social le processus d'abstraction dont découle le phénomène intellectuel de l'entendement abstrait. Sohn-Rethel croit obtenir ainsi les fondements d'une explication sociale de l'entendement pur.

Une *métaphysique pratique* – au sens de schéma catégoriel d'interprétation ou grille d'intelligibilité du monde – socialement produite, qui donc concerne également une phénoménologie, car bien entendu « l'abstraction ne vaut que pour les hommes, c'est-à-dire pour des êtres pour qui l'action sous-jacente a le sens d'activité d'échange, ou pour qui l'or utilisé a le sens d'argent, et donc pas pour le chien, par exemple, qui accompagne son maître au marché. L'abstraction n'existe donc que pour nous, c'est-à-dire nulle part ailleurs que dans notre pensée, comme une détermination historique et sociale de la pensée, commune à tous ceux qui font commerce de marchandises et d'argent »<sup>135</sup>. Ainsi, contre les matérialistes vulgaires, l'abstraction n'est pas une particularité formelle chosale des objets de l'échange, encore moins des objets de la nature. Mais, contre les idéalistes (la cible de Sohn-Rethel est ici surtout Kant), l'abstraction ne naît pas non plus de notre pensée, mais de notre action marchande socio-historiquement conditionnée, qui possède donc une force abstraactive que les philosophes ont toujours considéré comme relevant exclusivement de la pensée conceptuelle.

Les éléments-formes de l'abstraction-échange sont donc le fruit d'une certaine *pratique sociale*, ou pour utiliser les termes de Sohn-Rethel, elles sont le reflet des usages sur lesquels repose la *synthèse sociale* résultant du seul échange de marchandises. La synthèse est abstraite parce que la production et la consommation sont des actes privés. L'entendement abstrait, à son tour, c'est la *société abstraite* comme sujet théorique<sup>136</sup>.

### **1.3 Action x représentation : le fétichisme de la marchandise**

Nous avons appris à travers le concept d'abstraction réelle que l'abstraction ne naît pas simplement de la pensée spéculative ou réflexive des agents impliqués dans l'échange, mais de leur action sociale marchande, qui possède donc une force abstraactive que les philosophes ont toujours considérée comme relevant exclusivement de la pensée conceptuelle. Par conséquent, l'origine de l'abstraction réelle est à rechercher dans les rapports sociaux marchands et non directement dans l'imagination des agents ; bien au contraire, leurs représentations doivent être déduites de ces rapports ou de cette *pratique sociale*. L'explicitation de tous les aspects de l'abstraction marchande est l'affaire des économistes.

---

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 65.

<sup>136</sup> Cf. *Ibid.*, p. 66.

Toutefois, si l'abstraction marchande n'est pas forcément visée directement ou explicitement par la pensée des agents-échangistes, que se représentent-ils lorsqu'ils agissent ? Si l'abstraction se produit normalement (par des actions routinisées ou quotidiennes) à leur insu, de manière aliénée et pré-réflexive, que voient-ils effectivement au cours de ce processus ?

Pour répondre à cette question, il faut introduire la notion de fétichisme de la marchandise. Marx lui-même introduit cette notion pour expliquer en quoi consiste le caractère mystique de la marchandise. Tant qu'elle est valeur d'usage, elle ne comporte rien de mystérieux. Néanmoins, comme le montre Marx, dès qu'elle entre en scène comme marchandise, elle se transforme en une « chose sensible suprasensible ». Mais si son caractère mystique ne provient pas de la valeur d'usage, il doit provenir de la valeur. De quel aspect de la valeur au juste ? À ce titre, Marx fait une remarque intéressante :

*Il ne provient pas davantage du contenu des déterminations de valeur.* Car, premièrement, quelle que soit la variété des travaux utiles ou des activités productives, c'est une vérité physiologique qu'il s'agit là de fonctions de l'organisme humain, et que chacune de ces fonctions, quels que soient son contenu et sa forme, est essentiellement une dépense de cerveau, de nerf, de muscle, d'organe sensoriel, etc. de l'être humain. Et deuxièmement, en ce qui concerne ce qui fonde la détermination de la grandeur de la valeur, c'est-à-dire la durée de cette dépense ou la quantité de travail, la différence entre cette quantité et la qualité du travail est même perceptible aux sens. Dans tous les états de civilisation il a bien fallu que l'homme s'intéressât au temps de travail que coûtait la production des moyens de subsistance, même si ce ne fut pas de manière uniforme selon les différents stades de développement. Enfin, dès lors que les hommes travaillent les uns pour les autres d'une façon ou d'une autre, leur travail acquiert lui aussi une forme sociale<sup>137</sup>.

Marx montre alors que ce n'est ni dans l'abstraction du travail ni dans sa mesure (temps de travail), ni même dans la forme sociale de ce travail qu'on peut trouver la réponse à cette question. Ce caractère mystérieux ne peut donc provenir que de la forme-valeur elle-même, de cette forme sociale spécifique, qui fait que l'identité des travaux humains prend la *forme matérielle* de l'objectivité de valeur identique des produits du travail : « Ce qu'il y a de mystérieux dans la forme-marchandise consiste donc simplement en ceci qu'elle renvoie aux hommes l'image des caractères sociaux de leur propre travail comme des *caractères objectifs des produits du travail eux-mêmes, comme des qualités sociales que ces choses posséderaient par nature* »<sup>138</sup>.

On voit donc que selon Marx le caractère mystérieux de la marchandise provient de la matérialisation, de la chosification ou réification et de la naturalisation du processus de socialisation du travail qui se produit à travers le rapport social d'échange, donc de quelque

---

<sup>137</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 82 (MEW 23, p. 85). Nous soulignons.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 82 (MEW 23, p. 86). Nous soulignons.

chose d'humain et de social. Les produits ne deviennent des marchandises, n'ont de valeur, que dans le contexte socio-historique spécifique de socialisation du travail et d'allocation des ressources. Mais qu'est-ce que cela produit ? Une chose sensible suprasensible, une abstraction réelle, au sens de quelque chose d'abstrait qui apparaît sous une forme sensible, comme une propriété naturelle d'un produit. En outre, les rapports des producteurs prennent la forme d'un rapport social entre les produits du travail. Il s'agit donc aussi d'une personnalisation des choses.

Ainsi, la clé pour comprendre le fétichisme, ce caractère mystique de la marchandise, cette propriété apparemment naturelle permettant d'avoir une valeur, réside dans le mécanisme spécifique de socialisation des travaux qui opère au sein de la production marchande. Comme nous avons vu, la particularité de ce mécanisme est son caractère impersonnel et indirect, vu qu'il ne se produit que par l'échange des produits, et non pas directement, par le biais de rapports sociaux personnels. Le trait propre à la production marchande consiste donc en ce que ne peuvent se présenter face à face comme marchandises que les produits de travaux privés autonomes et indépendants les uns des autres. La socialisation est médiatisée par un échange des produits individuels :

Étant donné que les producteurs n'entrent en contact social que parce que et à partir du moment où ils échangent les produits de leur travail, les caractères spécifiquement sociaux de leurs travaux privés n'apparaissent eux-mêmes également que dans cet échange. Autrement dit : c'est seulement à travers les relations que l'échange instaure entre les produits du travail et, par leur entremise, entre les producteurs, que les travaux privés deviennent effectivement, en acte, des membres du travail social global. C'est pourquoi les relations sociales qu'entretiennent leurs travaux privés apparaissent aux producteurs pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire, non pas comme des rapports immédiatement sociaux entre les personnes dans leur travail même, *mais au contraire comme rapports impersonnels entre des personnes et rapports sociaux entre des choses impersonnelles*<sup>139</sup>.

Déjà dans les *Grundrisse*, il remarquait que cette atomisation et individualisation des producteurs, qui deviennent indifférents les uns par rapport aux autres et n'entrent en contact que par le biais de l'échange de produits, est un aspect central : « C'est cette dépendance réciproque et multilatérale des individus par ailleurs indifférents les uns à l'égard des autres, qui constitue leur *connexion sociale* (*gesellschaftlichen Zusammenhang*). Cette connexion sociale s'exprime dans la *valeur d'échange* (...) Son pouvoir social, tout comme sa connexion avec la société, il les porte sur lui, dans sa poche »<sup>140</sup>. De cette manière, leurs rapports sociaux sont aliénés et chosifiés : « le caractère social de l'activité, comme la forme sociale du produit, comme la part que l'individu prend à la production, apparaissent ici, face aux

---

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 83-4 (MEW 23, p. 87). Nous soulignons.

<sup>140</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, *op. cit.*, p. 92 (MEGA II/1.1, p. 90).

individus, comme quelque chose d'étranger, comme une chose ; non pas comme le comportement réciproque d'individus, mais comme leur soumission à des rapports existant indépendamment d'eux et nés de l'entrechoquement de ces individus indifférents. L'échange universel des activités et produits, devenu condition vitale pour tout individu singulier, leur connexion réciproque apparaît à ces individus eux-mêmes comme quelque chose d'étranger, d'indépendant, comme une chose »<sup>141</sup>.

Le système d'échange, médiatisé par la valeur d'échange et par l'argent, présuppose ainsi la dépendance multilatérale et réciproque entre les producteurs, mais en même temps l'isolement complet de leurs intérêts privés et une division du travail social dont l'unité et la complémentarité réciproque existent en quelque sorte comme un rapport naturel en dehors des individus, indépendamment d'eux<sup>142</sup>. Il s'agit donc d'une « formation sociale où c'est le procès de production qui maîtrise les hommes, et pas encore l'inverse »<sup>143</sup>. Leur production n'est pas immédiatement sociale, elle n'est pas le fruit d'une association qui répartit le travail en son sein. En outre, les liens de dépendance personnelle, les différences du sang, les différences de culture, etc., sont en fait rompus, déchirés et les individus semblent indépendants, encore que cette indépendance ne soit qu'une illusion. *Ce caractère impersonnel et indirect (par les choses) de la dépendance est en fait la source de l'abstraction réelle :*

Ces rapports objectifs (*sachlich*) de dépendance, par opposition aux rapports *personnels*, apparaissent encore sous un autre aspect (ce rapport objectif de dépendance, ce rapport de choses, n'est rien d'autre que l'ensemble des relations sociales qui font face de manière autonome aux individus apparemment indépendants, c'est-à-dire l'ensemble de leurs relations de production réciproques, promues à l'autonomie face à eux-mêmes) qui est le suivant : *désormais les individus sont dominés par des abstractions (Abstraktionen), alors qu'antérieurement ils dépendaient les uns des autres. Mais l'abstraction ou l'idée n'est rien d'autre que l'expression théorique de ces rapports matériels qui sont maîtres des individus*<sup>144</sup>.

Ou bien, comme il déclare dans la *Contribution* : « Ce n'est que dans la mesure où l'une des valeurs d'usage se réfère à une autre comme valeur d'échange que les travaux des différentes personnes sont référés les uns aux autres comme *identiques* et *universels*. S'il est donc exact de dire que la valeur d'échange est un rapport entre personnes, il faut cependant ajouter : un rapport caché sous une enveloppe chosale (*unter dinglicher Hülle*) »<sup>145</sup>.

---

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 92-3 (MEGA II/1.1, p. 91).

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 94 (MEGA II/1.1, p. 91).

<sup>143</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 93 (MEW 23, p. 95).

<sup>144</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 101 (MEGA II/1.1, p. 96). Nous soulignons.

<sup>145</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 77 (MEW 13, p. 21). Nous soulignons.

Comme l'explique Issak Roubine, cette enveloppe chosale est *inévitabile* en vertu du caractère spécifique de la médiation sociale marchande. Du fait de la *structure atomistique* de la société marchande, du fait de l'*absence de régulation sociale directe* de l'activité de travail des membres de la société, l'articulation entre les firmes individuelles, autonomes, privées, se réalise et se perpétue par l'intermédiaire des marchandises, des objets<sup>146</sup>. De cette façon, dans une telle société, les produits acquièrent des caractéristiques sociales spécifiques, fonctionnelles, qui font que ce produit ne se contente pas de cacher les rapports sociaux entre les hommes, mais les organise, servant ainsi de *lien médiateur* entre les hommes. C'est-à-dire que les choses, les marchandises, ne font pas qu'exprimer des rapports de production entre les hommes, elles les créent<sup>147</sup>.

À travers l'échange privé, un producteur se trouve mis en relation, par un dense réseau de rapports de production indirects, avec tous les membres de la société. Ainsi, s'il est formellement libre de produire, selon sa volonté, n'importe quel produit qui lui plaît, par n'importe quel moyen de son choix, il n'est pas du tout libre de déterminer les proportions de l'échange, lorsqu'il porte son produit sur le marché. Ainsi, dès le procès de production, il est contraint d'adapter (par avance) son activité de travail aux conditions qu'il s'attend à trouver sur le marché<sup>148</sup>. C'est pourquoi, dans l'économie marchande, les choses ont une double essence : matérielle (naturelle-technique) et fonctionnelle (sociale). Ainsi, puisque la possession de choses est une condition pour que s'établissent entre les hommes des rapports de production directs, il semble que ce soit la chose elle-même qui possède la capacité d'établir des rapports de production. Dans ce cas, si la chose considérée permet à son possesseur d'entrer en relation d'échange avec n'importe quel autre possesseur de marchandises, elle possède alors une qualité spéciale, l'échangeabilité, elle a donc une « valeur ». C'est pourquoi Roubine affirme que « le fétichisme n'est pas seulement un phénomène de la conscience sociale, c'est aussi un phénomène de l'être social »<sup>149</sup>. Ce que montre l'analyse de Roubine est donc que dans une économie marchande-capitaliste, personne n'a le contrôle de tout le processus. Il n'y pas d'instance centrale de régulation consciente ou directe, capable de contrôler l'ensemble des processus d'échange de marchandises. C'est ainsi que dans l'analyse de Roubine la théorie du fétichisme n'est pas seulement la description

---

<sup>146</sup> ROUBINE I.I., *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Paris, Editions Syllepse, 2009., p. 40.

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 98.

d'effets idéologiques au niveau de la conscience, mais constitue surtout une analyse de la structure interne de l'économie marchande-capitaliste.

Pour rendre la spécificité de cette connexion sociale marchande encore plus claire, Marx l'a comparé dans *Le Capital* avec d'autres formes de production qui assurent la reproduction matérielle. Il va donc se référer successivement à Robinson isolé sur son île, au féodalisme, à l'industrie patriarcale d'une famille paysanne et au communisme. Dans chaque cas, il montre le rôle du travail en général et du temps de travail, soit dans la planification de la production, soit dans la distribution, soit les deux en même temps. Par exemple, Robinson fait la planification de son temps, dans le communisme la société le fait (et comme cela est la première phase du communisme, le temps joue également un rôle dans la distribution). Toute cette variation a pour but de montrer, sur fond d'une certaine identité, la différence par rapport à la production marchande. Il s'agit de montrer que dans aucune de ces formes il n'y a effectivement de valeur et donc de fétichisme.

Même si dans le cas de la robinsonnade, « toutes les déterminations de la valeur y sont contenues », dans les formes prises en exemple, « les travaux et les produits n'ont pas besoin de prendre une figure fantastique distincte de leur réalité »<sup>150</sup>. Il manque précisément la position objective de ces déterminations, la forme-marchandise, la valeur, parce que dans tous ces cas, ces déterminations existent seulement en tant que représentation – dans la tête de Robinson, des planificateurs, mais pas en tant que des « choses sociales »<sup>151</sup>. C'est par conséquent la chosification et la naturalisation de l'abstraction réelle sociale du travail sous la forme-valeur qui marquent la spécificité marchande : « Il aurait donc découvert que la 'valeur' de la marchandise exprime seulement dans une forme historique évoluée ce qui existe aussi, mais sous un autre aspect, dans toutes les autres formes sociales historiques, à savoir le caractère social du travail, pour autant que le travail existe comme dépense de force de travail 'sociale' »<sup>152</sup>.

Marx voyait justement dans cette capacité à dévoiler la spécificité de la forme-valeur, sa genèse et son caractère socio-historique, la grande supériorité de son analyse par rapport à celle de l'économie politique classique : « L'économie politique a certes analysé, bien qu'imparfaitement, la valeur et la grandeur de la valeur, et découvert le contenu caché sous ces formes. Mais elle n'a jamais posé ne serait-ce que la simple question de savoir pourquoi ce

---

<sup>150</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 88 (MEW 23, p. 91).

<sup>151</sup> FAUSTO, RUY, *Marx: Lógica e Política, Tomo I*, 2<sup>e</sup> éd., Brasiliense, 1987, p. 105.

<sup>152</sup> MARX K., « Notes critiques sur le Traité d'Économie Politique d'Adolph Wagner », *Œuvres. Économie II*, Paris, Pléiade (Gallimard), 1968, p. 1550.

contenu ci prend cette forme-là, et donc pourquoi le travail se représente dans la valeur et pourquoi la mesure du travail par sa durée se représente dans la grandeur de valeur du produit du travail »<sup>153</sup>.

En revanche, Marx insiste sur le fait qu'un trait particulier du système d'échange marchand est son caractère *universel*, ce qui fait ressortir encore une fois sa nature particulièrement *abstraite*. Dans un premier temps, il y a des rapports personnels de dépendance. Dans ce cas, comme il le montre à propos du féodalisme dans *Le Capital*, c'est la particularité et la personnalité des produits et des travaux qui domine, même s'il y a mesure par le temps de travail :

La dépendance personnelle caractérise aussi bien les rapports sociaux de la production matérielle que les autres sphères de la vie qui s'édifient sur sa base. Mais précisément, comme ce sont ces rapports personnels de dépendance qui constituent la base sociale existante, *les travaux et les produits n'ont pas besoin de prendre une figure fantastique distincte de leur réalité*. Ils entrent comme autant de services en nature et de prestations en nature dans les rouages sociaux. C'est la forme de service « en nature » du travail, *c'est donc sa particularité et non son universalité, comme c'est le cas sur la base de la production marchande, qui en est ici la forme immédiatement sociale*. Certes, on mesure aussi bien par le temps le travail de la corvée que celui qui produit les marchandises, mais tout serf sait que ce qu'il dépense au service de son seigneur est une quantité déterminée de sa propre force de travail *personnelle*<sup>154</sup>.

Dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, la comparaison avec d'autres mécanismes fait ressortir de manière encore plus frappante la spécificité abstraite du mécanisme marchand de socialisation des travaux :

Dans l'industrie rurale patriarcale en revanche, où fileur et tisserand habitent sous le même toit, où la partie féminine filait et la partie masculine tissait, disons pour les propres besoins de la famille, le fil et la toile étaient des produits *sociaux* et le filage et le tissage des travaux *sociaux* à l'intérieur des limites de la famille. Leur caractère social ne consistait cependant pas en ce que le fil en tant qu'équivalent *universel* s'échangeait contre la toile en tant qu'équivalent universel, ou que les deux s'échangeaient l'un contre l'autre en tant qu'expressions *indifférentes et équivalentes* du même temps de travail *universel*. C'est bien plutôt l'ensemble des relations familiales, avec sa division naturelle-spontanée du travail, qui imprimait sa marque sociale propre au produit du travail. Ou bien encore prenons les corvées en nature et les redevances en nature du Moyen Âge. Ce sont les travaux déterminés des individus singuliers sous leur forme naturelle, c'est la *particularité* et non *l'universalité* du travail qui constitue ici le lien social. Prenons enfin le travail communautaire sous sa forme naturelle-spontanée, tel qu'on le trouve au seuil de l'histoire de tous les peuples civilisés. Ici, il apparaît que le caractère social du travail n'est pas médiatisé par le fait que le travail de l'individu singulier prend la *forme abstraite de l'universalité* ou que son produit prend la forme d'un *équivalent universel*. C'est la communauté (*Gemeinwesen*) présupposée par la production qui empêche le travail de l'individu singulier d'être travail privé et son produit d'être produit privé, et fait au contraire immédiatement apparaître le travail singulier comme une fonction d'un membre de l'organisme que constitue la société. Le travail qui se présente dans la valeur d'échange est présupposé en tant que travail de l'individu singularisé. Il ne devient social qu'en prenant la forme de son contraire immédiat, la forme de *l'universalité abstraite*<sup>155</sup>.

---

<sup>153</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 91-2 (MEW 23, p. 94-5).

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 88-89 (MEW 23, p. 91). Nous soulignons.

<sup>155</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 76-7 (MEW 13, p. 20-1). Nous soulignons.

Enfin, dans les *Grundrisse*, où Marx établit également une typologie des systèmes de métabolisme social, on constate que sa deuxième forme, celle de l'indépendance personnelle fondée sur une dépendance objective ou impersonnelle (*sachlicher*), laquelle correspond au capitalisme (où le marché se généralise), est bien le lieu où « se constitue pour la première fois un système de métabolisme social *universel*, de relations universelles, de besoins multiples et de capacités universelles »<sup>156</sup>. Cette universalité constitue d'ailleurs la base à partir de laquelle on pourra bâtir la dernière forme, celle d'une individualité fondée sur le développement universel des individus et la subordination de leur productivité collective<sup>157</sup>.

Toutefois, le caractère abstrait de la production/circulation marchande reste tout de même assez spécifique, dans la mesure où le temps de travail est objectivé dans l'argent. Voyons les différences entre le système marchand et ce système post-capitaliste hypothétique en ce qui concerne le temps de travail. Selon Marx, « dans les faits, le temps de travail n'existe jamais que dans des produits particuliers (en tant qu'objet) : en tant qu'objet universel, il ne peut avoir qu'une existence symbolique et, derechef, précisément dans une marchandise particulière, qu'on pose comme argent. Le temps de travail n'existe pas comme objet d'échange universel, indépendant et séparé (dissocié) des particularités naturelles des marchandises. C'est pourtant l'existence qu'il lui faudrait avoir pour remplir immédiatement les conditions d'argent (...) L'argent est le temps de travail en tant qu'objet universel, ou l'objectivation du temps de travail universel, du temps de travail en tant que *marchandise universelle* »<sup>158</sup>. Dans un autre passage, Marx souligne les différences par rapport à l'autre système, de production collectif :

Dans l'hypothèse de la production collective, la détermination par le temps reste naturellement essentielle (...) Économie du temps, voilà en quoi se résout en dernière instance toute économie (*Ökonomie*). De même, la société doit répartir adéquatement son temps afin d'obtenir une production conforme à l'ensemble de ses besoins (...) Économie de temps et distribution planifiée du temps de travail entre les différentes branches de production demeurent la première loi économique sur la base de la production collective. C'est même une loi qui s'impose à un bien plus haut degré. *Ceci, toutefois, est essentiellement différent de la mesure des valeurs d'échange (travaux ou produits du travail) par le temps de travail*. Les travaux des individus singuliers dans la même branche de travail et les différents genres de travaux ne sont pas seulement différents *quantitativement*, mais encore *qualitativement*. Que présuppose la différence uniquement *quantitative* des choses ? Que leur qualité est la même (*Die Dieselbigkeit ihrer Qualität*). Donc mesurer quantitativement les travaux suppose la parité, l'identité de leur *qualité*<sup>159</sup>.

Marx explicite par là le fait que l'abstraction marchande est quelque chose d'assez radicale, même par rapport à la mesure par le temps de travail d'une société post-capitaliste,

---

<sup>156</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, op. cit., p. 94 (MEGA II/1.1, p. 91).

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 93-4 (MEGA II/1.1, p. 91).

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 105 (MEGA II/1.1, p. 99).

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 110 (MEGA II/1.1, p. 104). Traduction modifiée. Nous soulignons.



dans la mesure où celle-ci présuppose l'identité totale et complète des travaux (qui ne peuvent donc être désignés qu'au singulier, « travail abstrait »)<sup>160</sup>. Dans ce contexte socio-historique spécifique, celui de la généralisation de la forme-marchandise, qui ne s'achève complètement que dans le mode de production capitaliste, les produits du travail acquièrent une objectivité abstraite de la valeur distincte de leur objectivité d'usage et de sa diversité sensible. À partir de ce moment-là, les travaux privés des producteurs acquièrent un double caractère social, celui d'être utile pour des autres et celui d'être échangeable à travers un processus pratique d'abstraction. Néanmoins, pour nous, ce qui est important ici, c'est de souligner que « le cerveau des producteurs privés ne reflète ce double caractère social de leurs travaux privés que sous les formes qui apparaissent pratiquement dans le trafic, dans l'échange des produits : il reflète donc le caractère socialement utile de leurs travaux sous la forme de la nécessité, pour le produit du travail, d'être utile, et utile pour d'autres; il reflète le caractère social d'égalité de ces travaux divers sous la forme du caractère de valeur qui est commun à ces choses matériellement différentes que sont les produits du travail »<sup>161</sup>.

Comme nous avons vu avec l'analyse du travail de Sohn-Rethel, les agents ne sont pas totalement conscients de ce qu'ils font. Ce passage du *Capital* semble confirmer cette thèse :

Ce n'est donc pas parce que les produits de leur travail ne vaudraient pour eux que comme enveloppes matérielles d'un travail humain indifférencié que les hommes établissent des relations mutuelles de valeur entre ces choses. C'est l'inverse. C'est en posant dans l'échange leurs divers produits comme égaux à titre de valeurs qu'ils posent leurs travaux différents comme égaux entre eux à titre de travail humain. *Ils ne le savent pas, mais ils le font pratiquement (Sie wissen das nicht, aber sie tun es)*. La valeur ne porte donc pas écrit sur le front ce qu'elle est. La valeur transforme au contraire tout produit du travail en hiéroglyphe social<sup>162</sup>.

La valeur signifie ainsi un rapport social caché sous l'apparence d'une chose : ce n'est donc pas l'abstraction du travail, le travail abstrait, qui apparaît aux agents directement ou explicitement, mais son expression matérielle. *Ils ne le savent pas, mais ils le font pratiquement*. C'est pourquoi Marx commence *Le Capital* par l'existence double de la marchandise. L'action sociale qui produit en pratique l'abstraction du travail n'est pas forcément explicite dans l'esprit des individus. L'abstraction réelle marchande est ainsi plus complexe que ne le supposent les représentations des agents-échangistes. Cette complexité

---

<sup>160</sup> En fait, Marx reste assez ambigu par rapport à la nature de la détermination du temps de travail dans une éventuelle société communiste. Voir à ce titre, par exemple MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 90 (MEW 23, p. 92-3). Nous allons revenir brièvement à cette question à la fin du troisième chapitre. En tout cas, ce qui est essentiel dans le post-capitalisme chez lui, c'est la maîtrise des rapports sociaux par les producteurs (donc, la fin du marché et du fétichisme) et la suppression de l'abstraction capitaliste.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 84 (MEW 23, p. 88).

<sup>162</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 85 (MEW 23, p. 88). Nous soulignons.

n'a été démêlée qu'après la découverte *scientifique tardive* du travail abstrait, qui pourtant n'a pas enlevé son apparence chosale :

Certes, la découverte *tardive par la science* que les produits du travail, dans la mesure où ils sont valeurs, ne font qu'exprimer sous forme de choses un travail humain dépensé à les produire, est une découverte qui a fait date dans l'histoire du développement de l'humanité, mais elle n'a dissipé en rien l'apparence d'objet (*gegenständlichen Schein*) qu'ont les caractères sociaux du travail<sup>163</sup>.

Comme le remarque Bidet, le concept de fétichisme est inscrit par Marx dans un contexte structurel-pratique très défini. Il exprime le fait que les producteurs-échangistes n'ont pas à connaître la catégorie de valeur-travail en tant qu'elle est constitutive de la loi du marché. Ils n'ont pas à connaître la vraie nature sociale de leurs rapports<sup>164</sup>. Dans le rapport d'échange il se passe plus de choses qu'ils ne s'en aperçoivent, d'autant plus que :

Ce qui intéresse d'abord pratiquement les gens qui échangent leurs produits, c'est de savoir combien de produits d'autrui ils obtiendront en échange de leur propre produit, donc dans quelles proportions s'échangeront les produits. Une fois que ces proportions sont parvenues à une certaine stabilité mûrie par l'habitude, elles semblent venir de la nature des produits : par exemple une tonne de fer et 2 onces d'or seront de même valeur, au même titre qu'une livre d'or et une livre de fer pèsent le même poids en dépit de leurs propriétés physiques et chimiques différentes<sup>165</sup>.

Comme ces grandeurs, centre de l'intérêt des producteurs, changent constamment, indépendamment de leur volonté ou prévision, on comprend dès lors que le mécanisme marchand dans son ensemble leur soit extérieur, hors du contrôle des agents-échangistes : « Leur mouvement social propre a pour les échangistes la forme d'un mouvement de choses qu'ils ne contrôlent pas, mais dont ils subissent au contraire le contrôle »<sup>166</sup>. Ce n'est que *post festum* que la *science*, les théoriciens et économistes, et non pas les agents, déchiffrent le secret de ce mouvement apparemment aléatoire – le temps de travail socialement nécessaire qui s'impose comme une loi naturelle –, même si cela ne supprime pas le fétichisme : « La détermination de la grandeur de valeur par le temps de travail est donc un secret caché sous la *phénoménalité* des mouvements (*erscheinenden Bewegungen*) des valeurs relatives des marchandises. En découvrant ce secret, on lève l'apparence d'une détermination purement aléatoire des grandeurs de valeur des produits du travail, mais on ne supprime nullement leur forme de choses »<sup>167</sup>.

À ce titre, Bidet fait remarquer que, chez Marx, les concepts « ontologiques » ou pratiques de la structure sociale se distinguent de ceux, « symboliques », de la *représentation*

---

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 85 (MEW 23, p. 88). Nous soulignons.

<sup>164</sup> BIDEJ J., *Explication et reconstruction du Capital*, op. cit., p. 76.

<sup>165</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I*, op. cit., p. 85 (MEW 23, p. 89).

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 86 (MEW 23, p. 89).

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 86 (MEW 23, p. 89). Nous soulignons.

des agents, même si le symbolique relève aussi de l'être ou du réel social, comme le soutient Roubine. Cette distinction entre deux séries conceptuelles fait d'ailleurs partie de la maturation du travail de Marx. En effet, Marx inaugure ici une démarche qu'il reprendra tout au long du *Capital*, selon laquelle chaque moment de l'exposé de la structure (ce qui se passe effectivement au niveau des *pratiques* sociales) donnera lieu à l'analyse des représentations qu'il implique de la part des agents considérés selon leur position dans ce dispositif. L'analyse en termes d'*apparaître* en vient ainsi en quelque sorte à s'autonomiser par rapport à l'être social. De cette manière, selon Bidet, la représentation explicite subjective propre aux agents se distingue (sous son double aspect de savoir ou d'opérateur pratique et idéologique) d'un *procès sans sujet* caractéristique de l'être social marchand-capitaliste<sup>168</sup>.

De même, Rancière déclare que « le développement des formes du procès est ainsi gouverné par la loi de l'inversion : les formes sous lesquelles se présente ou apparaît le procès de production capitaliste sont rigoureusement inversées par rapport à sa détermination interne. Elles présentent une *connexion des choses* (*Zusammenhang der Sache*), inverse de la connexion interne (*innere Zusammenhang*), un *mouvement apparent* inverse du *mouvement réel* de la production capitaliste. C'est cette forme du mouvement apparent ou de la connexion des choses qui est donnée à la perception des agents de la production »<sup>169</sup>.

Cette apparence ou cette illusion n'est pourtant pas un phénomène simplement subjectif, une perception faussée de la réalité, comme le serait, par exemple, une illusion d'optique ou une croyance superstitieuse. Isaak Roubine est peut-être celui qui a pour la première fois mis l'accent sur la dimension « objective » du fétichisme. Selon lui, « Marx ne montre pas seulement que les rapports humains sont voilés par des rapports entre les choses, mais en outre que, dans l'économie marchande, les rapports sociaux de production prennent *inévitablement* la forme de rapports entre les choses et ne peuvent être exprimés autrement qu'au travers de choses »<sup>170</sup>. Comme l'explique Etienne Balibar, le fétichisme « constitue plutôt la façon dont la réalité (une certaine forme ou structure sociale) ne peut pas ne pas apparaître. Et cet 'apparaître' actif (à la fois *Schein* et *Erscheinung*, c'est-à-dire un leurre et un phénomène) constitue une médiation ou fonction nécessaire sans laquelle, dans des conditions historiques données, la vie de la société serait tout simplement impossible.

---

<sup>168</sup> BIDET J., *Explication et reconstruction du Capital*, op. cit., p. 77.

<sup>169</sup> RANCIÈRE J., « Le concept de critique et la critique de l'économie politique des Manuscrits de 1844 au Capital », op. cit., p. 146-7.

<sup>170</sup> ROUBINE I.I., *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, op. cit., p. 37.

Supprimer l'apparence, c'est abolir le rapport social »<sup>171</sup>. Le fétichisme est ainsi une sorte d'apparence objective, d'illusion ou d'occultation (ou encore d'aveuglement) socialement nécessaire, qui rend d'ailleurs possibles et opératoires les rapports sociaux essentiels mais cachés<sup>172</sup>. Cela amène Balibar à remarquer que chez Marx :

(...) il n'y a pas de théorie de l'objectivité sans une théorie de la subjectivité (...) Le mécanisme du fétichisme est bien en un sens une constitution du monde : le monde social, structuré par les rapports d'échange, qui représente à l'évidence l'essentiel de la 'nature' dans laquelle vivent, pensent et agissent aujourd'hui les individus humains (...) L'originalité de cette théorie de la constitution du monde par rapport à celles qui la précèdent dans l'histoire de la philosophie (et que, naturellement, Marx connaissait intimement) : c'est qu'elle ne procède de l'activité d'aucun sujet, en tout cas d'aucun sujet pensable sur le modèle d'une conscience. En revanche, elle constitue des sujets, ou des formes de subjectivité et de conscience, *dans* le champ même de l'objectivité (...) sa constitution du monde n'est pas l'œuvre d'un sujet, elle est une genèse de la subjectivité (*une* forme de subjectivité historique déterminée) comme partie (et contrepartie) du monde social de l'objectivité<sup>173</sup>.

On peut ainsi se représenter une réalité à *trois niveaux*. À côté d'une réalité matérielle empirique, sensible, « ontologique » au sens strict, il existe une réalité sociale-productive (le système marchand) produite par l'*action* ou la *pratique* (semi)inconsciente des agents<sup>174</sup>, qui établit des liens sociaux sur la base d'un processus réel d'abstraction du travail (à l'état « fluide ») ; donc une ontologie sociale abstraite. Enfin, il y a la dimension de la conscience des agents, la représentation *fétichiste* de cette réalité sociale, celle que les agents perçoivent, la forme-valeur. C'est ici que les rapports sociaux et le processus pratique d'abstraction se cachent sous une forme matérielle, sensible, comme si ce processus social d'abstraction se transformait (se cristallisait) dans la propriété naturelle, physique, d'une chose ; donc, une phénoménologie de la conscience réifiée. Dans ce passage on peut voir l'articulation entre les deux dernières dimensions, sociale et matérielle-fétichiste : « Le fait que le caractère spécifiquement social de travaux privés indépendants les uns des autres consiste en leur égalité en tant que travail humain, et prenne la forme du caractère de valeur des produits du travail, ne vaut que relativement, pour cette forme de production particulière qu'est la production marchande »<sup>175</sup>.

---

<sup>171</sup> BALIBAR É., *La philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, 2014, p. 110.

<sup>172</sup> Dans le troisième chapitre (plus précisément dans le sous-chapitre « Essence et apparence : La double dynamique du capitalisme »), nous allons retourner à cette question du rapport entre l'essence et l'apparence dans le capitalisme. À ce moment-là, nous allons voir comment Marx emprunte certains traits de sa conception de ce rapport à Hegel.

<sup>173</sup> BALIBAR É., *La philosophie de Marx*, *op. cit.*, p. 115-8.

<sup>174</sup> « Dans leur perplexité, nos possesseurs de marchandises pensent alors, comme Faust: au commencement était l'action. Avant même d'avoir pensé, ils sont déjà passés à l'action. Les lois qui dérivent de la nature de la marchandise s'actionnent dans l'instinct naturel des possesseurs de marchandises » (MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 98 ; MEW 23, p. 101).

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 85 (MEW 23, p. 89).

C'est pourquoi « une autre objectivité », « un autre matérialisme », fantasmagorique, mystérieux, « sensible suprasensible », existe dans le contexte de la production marchande occultant la dimension proprement sociale. Dans la représentation commune des agents, tout se passe comme s'il n'y avait que « deux natures », la première nature, celle de la valeur d'usage<sup>176</sup>, et la seconde nature, celle de la valeur, les deux se réunissant dans la marchandise. La réalité sociale, historique, est proprement cachée, effacée, et la production marchande est naturalisée.

C'est ainsi qu'on peut affirmer que le travail abstrait en tant que catégorie objective (la valeur) ne peut se confondre avec ses analogues qui sont le fruit d'un effort de réflexion conscient d'un sujet ou d'une communauté, comme dans l'exemple de Robinson ou du post-capitalisme. Dans la production marchande, on reste à l'intérieur du matérialisme; et pourtant, ce matérialisme n'est pas le matérialisme vulgaire, exclusivement empirique, mais un matérialisme médiatisé par le social, par une phénoménologie sociale, car en lui se conserve en quelque sorte le moment de l'idéalisme. En effet, il est reconnu que, dans un sens, le réel « pense », c'est-à-dire, effectue l'acte d'abstraire<sup>177</sup>; ou, pour reprendre la formulation de Sohn-Rethel, le réel a une force abstractive propre.

En revanche, comme nous l'avons vu, la dernière dimension ne s'achève qu'avec l'argent :

Mais c'est précisément cette forme achevée du monde des marchandises - la forme-monnaie - qui occulte *sous une espèce matérielle*, au lieu de les révéler, le caractère social des travaux privés et donc les rapports sociaux des travailleurs privés. Quand je dis qu'un habit, des bottes, etc. se réfèrent à la toile comme incarnation générale de travail humain abstrait, le caractère délirant de cette expression saute aux yeux. Mais quand les producteurs de l'habit, des bottes, etc. réfèrent ces marchandises à la toile, - ou à de l'or et de l'argent, ce qui ne change rien à l'affaire - comme équivalent universel, la relation de leurs travaux privés au travail social global leur apparaît exactement sous cette forme délirante<sup>178</sup>.

L'argent représente ainsi un rapport social de production qui se présente sous la forme de choses naturelles étrangement pourvues de propriétés sociales. La monnaie est la forme phénoménale par excellence de la valeur, au sens où la forme-équivalent universelle se fonde dans la forme naturelle d'une espèce particulière de marchandise. L'argent ou l'or semble avoir leur forme d'équivalence indépendamment des relations sociales qui l'engendrent. L'or semble être monnaie par nature, une fois que la médiation sociale disparaît dans son propre résultat et ne laisse aucune trace, d'où selon Marx la magie de l'argent<sup>179</sup>. La chosification des

---

<sup>176</sup> Laquelle, selon l'exemple de Sohn-Rethel, serait partagée avec les chiens.

<sup>177</sup> Cf. FAUSTO, RUY, *Marx: Lógica e Política, Tomo I, op. cit.*, p. 107.

<sup>178</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 87 (MEW 23, p. 90).

<sup>179</sup> Cf. *Ibid.*, p. 106 (MEW 23, p. 107).

rappports sociaux marchands explique pourquoi l'énigme du fétichisme de l'argent n'est que celle du fétichisme de la marchandise devenu visible, dans la mesure où le suprasensible trouve sa propre forme phénoménale. La monnaie apparaît ainsi comme la richesse ou la valeur en soi, par nature, indépendamment du contexte socio-historique qu'elle cache.

À la fin de son analyse sur le fétichisme, Marx nous rappelle que la forme-marchandise est à la fois la forme la plus générale et la moins développée de la production capitaliste. Cela veut dire alors que non seulement le phénomène du fétichisme, mais le phénomène de l'abstraction réelle en général est essentiel et englobe le mode de production capitaliste. Il reste à savoir dans quel sens cela se produit, ce qui concerne aussi la question de l'identité et de la différence entre l'abstraction marchande et l'abstraction proprement capitaliste.

#### **1.4 Marché x Capital**

Jusqu'à présent, nous avons étudié le développement de Marx concernant les catégories de la production/circulation « simple », tels que la marchandise, la valeur et la monnaie. Mais quel est au juste le rapport que la production et la circulation marchande entretiennent avec le capital ? D'un côté, nous avons vu au début de ce chapitre que Marx montre que le capital à la fois présuppose la forme marchandise (et plus généralement le commerce) ainsi que la circulation monétaire et développe et universalise cette forme, ce qui aboutit au marché mondial.

D'un autre côté, Marx lui-même affirme que « production de marchandises et circulation de marchandises sont des phénomènes appartenant aux modes de production les plus divers, bien que d'étendue et de portée variables. On ne sait donc rien de la *differentia specifica* de ces modes de production, et ne peut donc porter aucun jugement sur eux, si l'on ne connaît que les catégories abstraites de la circulation des marchandises qui leur sont communes »<sup>180</sup>.

Il faut donc comprendre en quel sens le capital présuppose la production et la circulation des marchandises, et en quel sens il produit sa *differentia specifica*. Au troisième chapitre du *Capital*, toujours dans la première section sur la marchandise et la monnaie, Marx introduit une analyse sur la *thésaurisation* qui peut peut-être nous aider à répondre à ces questions. Il souligne que cette pratique, qui consiste à ne pas « lâcher » le produit de la première métamorphose (M-A), existe dès le début du développement de la circulation marchande. On vend alors de la marchandise non pas pour acheter de la marchandise, mais pour remplacer la forme-marchandise par la forme-monnaie. C'est-à-dire que « de simple médiation du

---

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 129 (MEW 23, p. 128).

métabolisme, cette métamorphose se mue en sa fin propre »<sup>181</sup>. La monnaie ainsi immobilisée devient trésor, et le vendeur de marchandises devient thésauriseur.

Qu'est-ce qui peut expliquer cette pratique, ce « désir passionné » ou cette « soif d'or » ? Il y a certes des raisons fonctionnelles. La thésaurisation remplit plusieurs fonctions dans une économie de circulation métallique. Par exemple, pour que la masse monétaire en cours corresponde en tout temps au degré de saturation de la sphère de circulation, il faut que le quantum d'or ou d'argent existant dans un pays soit supérieur à celui qui est en train de fonctionner comme numéraire. La forme thésaurisée de la monnaie permet de remplir cette fonction.

Cela n'explique cependant pas d'où vient précisément ce désir ou cette soif de monnaie, d'argent. Marx montre qu'avec l'extension de la circulation des marchandises s'accroît la puissance de la monnaie, qui devient de plus en plus la forme sociale absolue de la richesse :

Puisque, à voir l'argent, rien n'indique ce qui a été transformé en lui, tout, marchandise ou pas, se transforme en argent. Tout devient vénal, tout peut s'acheter. La circulation devient la grande cornue sociale dans laquelle tout vient atterrir afin d'en ressortir cristal monétaire. Rien ne résiste à cette alchimie, pas même les saints ossements et moins encore les moins ordinaires (...) la monnaie, niveleuse radicale, efface de son côté toutes les différences. Mais la monnaie est elle-même marchandise, est elle-même une chose extérieure susceptible de devenir propriété privée de tout un chacun. *La puissance sociale devient ainsi puissance privée de la personne privée*<sup>182</sup>.

On voit donc que l'argent permet un phénomène *sui generis* – la concentration et la singularisation de toute richesse humaine dans une seule et unique substance, dans un produit qui peut être approprié de manière privée. Cela nous aide à comprendre en partie l'origine du désir d'accumuler de la monnaie, de constituer un trésor, et ainsi d'effectuer cette *inversion* entre moyens et fins. Alors la base de ce désir réside justement dans le *fétichisme de l'argent*, c'est-à-dire dans la représentation selon laquelle la valeur est indissociable de la forme-valeur. La forme métallique naturelle de l'or et de l'argent serait en soi l'incarnation directe de toute richesse humaine, de la richesse universelle :

Par opposition aux marchandises qui ne font que représenter l'existence autonome de la valeur d'échange, du travail social universel, de la richesse abstraite, l'or est l'*existence matérielle de la richesse abstraite* (*das materielle Dasein des abstrakten Reichthums*). Du côté de la valeur d'usage, chaque marchandise n'exprime qu'un moment de la richesse matérielle et, par sa relation à un besoin particulier, un côté seulement singularisé de la richesse. L'argent, lui, satisfait tout besoin dans la mesure où il est immédiatement convertible en l'objet de tout besoin (...) Dans sa solide métallité, il contient enfermée toute la richesse matérielle déployée dans le monde des marchandises (...) L'or est *donc le représentant matériel de la richesse matérielle*. Il est le « précis de toutes les choses », le compendium de la richesse sociale (...) Il est la richesse universelle en tant qu'individu (...) De simple lardin, il devient le Dieu des marchandises<sup>183</sup>.

---

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 147 (MEW 23, p. 144).

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 149 (MEW 23, p. 145). Nous soulignons.

<sup>183</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 158-9 (MEW 13, p. 102-3).

Pou comprendre la thésaurisation, ce qui doit retenir notre attention dans ce passage, c'est l'idée de *richesse abstraite* qui se constitue avec l'argent. La richesse matérielle correspond aux valeurs d'usage, à la satisfaction de besoins particuliers. Depuis le début historique de la circulation marchande, la richesse abstraite correspond à la valeur d'échange et ne vise pas la satisfaction d'un besoin spécifique. Comme le montre Marx, « la première forme naturelle-spontanée de la richesse est le superflu ou l'excédent, qui est la partie du produit non requise immédiatement en tant que valeur d'usage (...) En examinant le passage de la marchandise à l'argent, nous avons vu que cette surabondance ou excédent des produits constitue à un stade de production non développé la sphère propre de l'échange marchand (...) La forme d'existence adéquate de ce superflu, c'est l'or ou l'argent, la première forme où la richesse est retenue comme richesse *abstraitement sociale* (...) L'or et l'argent sont de la richesse sous une forme préservée »<sup>184</sup>. C'est donc l'abstraction marchande qui permet la stabilisation d'une telle conception de richesse, qui devient synonyme de temps de travail universel : « Chaque valeur d'usage sert en tant que telle lorsqu'elle est consommée, anéantie. Mais la valeur d'usage de l'or en tant qu'argent est d'être porteur de la valeur d'échange, d'être, en tant que matière première *sans forme*, matérialisation du temps de travail *universel* »<sup>185</sup>. En outre, cette abstraction de la notion de richesse permet sa concentration dans un seul produit, dans une seule marchandise, la seule marchandise universelle, l'argent. Le fétichisme de l'argent engendre ainsi une fascination et une soif d'or, qui changent et inversent le but de la circulation monétaire.

Par là, on voit que l'abstraction réelle marchande qui permet la notion de richesse abstraite (en tant que temps de travail universel) et sa représentation fétichiste dans l'argent est la véritable source du phénomène de la thésaurisation, du désir d'accumuler de l'argent comme fin en soi : « Par le simple fait que le possesseur de marchandise peut retenir la marchandise sous sa figure de valeur d'échange, ou la valeur d'échange elle-même en tant que marchandise, l'échange des marchandises en vue de les récupérer sous une figure transformée, celle de l'or, devient le motif propre de la circulation »<sup>186</sup>. Ou encore : « La soif d'enrichissement, à la différence de la soif de richesse naturelle particulière ou de valeurs d'usage tels que les vêtements, les bijoux, les troupeaux, etc., n'est possible qu'à partir du moment où la richesse universelle en tant que telle est individualisée dans une chose

---

<sup>184</sup> *Ibid.*, p. 160-1. Nous soulignons.

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 161. Nous soulignons.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 161.



particulière et peut donc être retenue comme marchandise singulière. L'argent apparaît donc tout autant comme objet que comme source de la soif d'enrichissement »<sup>187</sup>. Comme Marx le souligne dans les *Grundrisse*, la possession de l'argent en tant que le représentant matériel de la richesse universelle, en tant qu'individualisation dans une chose particulière de la richesse en soi, ne trouve d'équivalent en termes de fascination que dans la légende de la pierre philosophale, dans la mesure où l'argent confère à son possesseur « (...) la domination universelle sur la société, sur le monde entier des jouissances, des travaux, etc. C'est comme si, par exemple, la découverte d'une pierre me procurait, indépendamment de mon individualité, la possession de toutes les sciences. La possession de l'argent me met, dans le rapport avec la richesse (la richesse sociale), dans le même rapport que celui où la pierre philosophale me mettrait vis-à-vis des sciences »<sup>188</sup>.

La fascination générée par la forme-équivalent universelle produit un instinct de thésaurisation qui est par nature *démesuré*. Formellement, la monnaie n'a pas de borne, dans la mesure où elle est représentante universelle de la richesse matérielle, immédiatement convertible en n'importe quelle marchandise. Dans le même temps, cependant, toute somme d'argent réelle reste limitée en quantité. Cette contradiction entre limite quantitative et illimitation qualitative de l'argent « plonge et replonge le thésauriseur dans son destin de Sisyphe de l'accumulation »<sup>189</sup>. Comment cette accumulation est-elle possible ? Pour l'instant, Marx ne souligne que la question du renoncement. Le thésauriseur doit épargner, vendre beaucoup et acheter peu. Autrement dit, il sacrifie les plaisirs de sa chair au « fétiche de l'or », car la richesse universelle ou abstraite ne vise pas la satisfaction de besoins particuliers, c'est de la richesse en soi, en état préservé : « L'appropriation de richesse sous sa forme universelle est donc conditionnée par le renoncement à la richesse dans sa réalité matérielle effective. La pulsion vivace de la thésaurisation est donc l'*avarice*, dont le besoin est besoin non de marchandise en tant que valeur d'usage mais de valeur d'échange en tant que marchandise. Pour saisir le superflu sous sa forme universelle, il faut considérer les besoins particuliers comme étant du luxe et du superflu »<sup>190</sup>.

En somme, même si l'avidité est possible sans l'argent, « la frénésie d'enrichissement est elle-même le produit d'un développement social déterminé, elle n'est pas *naturelle*, par opposition à ce qui est historique (...) La frénésie *abstraite* de jouissance présuppose un objet

---

<sup>187</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>188</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, *op. cit.*, p. 160 (MEGA II/1.1, p. 146).

<sup>189</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 150 (MEW 23, p. 147).

<sup>190</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 162 (MEW 13, p. 106-7).

qui contienne la possibilité de toutes les jouissances (...) L'avidité d'argent ou frénésie d'enrichissement signifie nécessairement le déclin d'anciennes communautés. D'où l'opposition que l'argent suscite. L'argent est lui-même la communauté (*Gemeinwesen*) et ne peut en tolérer aucune autre qui lui soit supérieure »<sup>191</sup>. On insiste ainsi sur le fait que la logique d'accumulation d'argent est fondée sur l'abstraction réelle marchande, elle n'est pas naturelle, mais le fruit de ce développement socio-historique particulier.

Est-ce cette pratique qui marquerait la spécificité de la société capitaliste ? Pas vraiment, dans la mesure où la société antique non seulement a connu la thésaurisation, mais l'a même dénoncée comme « le billon fatal à son ordre économique et moral ». Qu'est-ce qui a changé pour que la société moderne « salue dans le Graal d'or l'étincelante incarnation de son principe vital le plus profond »<sup>192</sup> ? Pour comprendre cela, il faut comprendre comment la recherche de l'argent pour l'argent, la logique de l'accumulation monétaire, devient quelque chose d'hégémonique dans la société moderne. Cela revient à dire que la thésaurisation est remplacée par une pratique d'accumulation plus « efficace ». Dans la deuxième section du *Capital*, qui porte sur la transformation de l'argent en capital, Marx nous explique que :

Cette pulsion absolue d'enrichissement, cette chasse passionnée à la valeur, le capitaliste la partage avec le thésauriseur, mais alors que le thésauriseur n'est que le capitaliste détraqué, le capitaliste est le thésauriseur rationnel. La multiplication incessante de la valeur que désire le thésauriseur en tentant de sauver l'argent des risques de la circulation, le capitaliste, plus intelligemment, l'obtient en le relivrant sans cesse à la circulation<sup>193</sup>.

On voit donc que la pratique capitaliste correspond à une *instrumentalisation* de la circulation de marchandises, afin non plus d'obtenir d'autres valeurs d'usage par le biais de l'échange, mais d'accumuler de la richesse abstraite, dont la forme phénoménale par excellence est l'argent. C'est pourquoi dans cette deuxième section Marx explicite les différences entre la forme de la circulation simple et la formule générale du capital.

La forme de circulation simple est M-A-M, transformation de marchandise en argent, puis retransformation d'argent en marchandise, c'est-à-dire vendre pour acheter. En revanche, la formule du capital est A-M-A, acheter pour vendre. L'argent en tant qu'argent et l'argent en tant que capital se distinguent par cette différence dans leur forme de circulation.

En ce qui concerne spécifiquement la circulation capitaliste, il faut noter que le résultat de l'ensemble du procès revient à un échange d'argent contre argent, A - A. Ainsi, d'un côté, dans le circuit M-A-M, on part d'une marchandise et on achève avec une autre marchandise,

---

<sup>191</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 161 (MEGA II/1.1, p. 147).

<sup>192</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 150 (MEW 23, p. 147).

<sup>193</sup> *Ibid.*, p. 173 (MEW 23, p. 168).

qui sort de la circulation et tombe dans la consommation, c'est pourquoi c'est la satisfaction des besoins, la valeur d'usage, qui constitue la finalité de la circulation simple. D'un autre côté, le circuit A-M-A part de l'extrême argent et retourne au même extrême. C'est donc la valeur d'échange elle-même qui est son moteur et sa finalité.

Bien évidemment, échanger la même valeur monétaire contre la même valeur monétaire n'a pas de sens, vu que le but est l'accumulation d'argent. Comme une somme d'argent ne peut se distinguer d'une autre somme que par sa grandeur, il faut une différence quantitative entre les extrêmes de la formule, qui devient A-M-A', où A' est A plus un incrément, l'excédent qui dépasse la valeur primitive, ce que Marx appelle plus-value ou survaleur (*Mehrwert*). Ce mouvement de *valorisation*, d'augmentation de la valeur primitivement avancée, est la marque du capital.

Si dans la production/circulation simple la vente en vue d'acheter trouve sa mesure et son but dans une finalité qui lui est extérieure, puisqu'elle sert de moyen pour une fin située hors de la circulation (la consommation), dans la formule du capital, dans l'achat en vue de la vente, le commencement et la fin sont une seule et même chose, à savoir l'argent, la valeur d'échange, et par conséquent le mouvement est *infini, sans fin*. La circulation monétaire en tant que capital est une fin en soi, puisque la valorisation n'existe qu'au sein de ce mouvement lui-même. C'est-à-dire que comme il n'y a qu'une différence quantitative entre les deux extrêmes, la valorisation d'une somme d'argent peut toujours se poursuivre, il n'y a pas de limite, car une somme quelconque est toujours limitée.

Le capitaliste apparaît comme *le porteur conscient (bewußter Träger)* de ce mouvement. Le processus objectif de valorisation de la valeur devient son but subjectif, et l'appropriation croissante de la richesse abstraite est l'unique motivation active de ses actions et opérations. Ce n'est ainsi ni la valeur d'usage ni le simple gain individuel qui constituent le but immédiat du capitaliste, mais plutôt le mouvement sans trêve du gain, comme acte de gagner<sup>194</sup>.

Un autre trait remarquable concerne les formes de la valeur, l'argent et la marchandise. Si dans la circulation simple les formes monétaires ne font que médiatiser l'échange des marchandises, en disparaissant dans le résultat final du mouvement, la formule du capital nous présente une autre situation. Dans la circulation A-M-A', la marchandise et l'argent ne fonctionnent que comme modes différents d'existence de la valeur elle-même – l'argent est son mode général et la marchandise son mode particulier. La valeur passe sans arrêt d'une forme à l'autre, sans se perdre dans ce mouvement. À ce titre, Marx affirme que la valeur qui

---

<sup>194</sup> Cf. *Ibid.*, p. 172 (MEW 23, p. 167).

se valorise se transforme en un « sujet automate » (*automatisches Subjekt*)<sup>195</sup>. La valeur, ou mieux cette logique de valorisation devient alors le sujet d'un procès où tantôt la valeur revêt la forme-monnaie tantôt la forme-marchandise. Le contraste avec la thésaurisation est net : l'argent ne devient pas capital sans prendre la forme de la marchandise, il ne s'oppose pas à celle-ci comme dans la thésaurisation.

Dans le passage de la circulation simple à la circulation capitaliste, Marx explicite ainsi un certain changement dans le caractère de cette abstraction réelle qui est la valeur :

Si dans la circulation simple, la valeur des marchandises reçoit, tout au plus, face à leur valeur d'usage, la forme autonome de la monnaie, ici elle se présente soudain comme une substance en procès, une substance qui se met en mouvement par elle-même, et pour laquelle marchandise et monnaie ne sont que de simples formes. Mais plus encore. Au lieu de représenter des rapports de marchandises, elle entre maintenant pour ainsi dire dans un rapport privé à elle-même (...) La valeur devient donc valeur en procès, argent en procès et comme tel, capital<sup>196</sup>.

Ce que Marx tente d'exprimer ici est que l'abstraction de la valeur, lorsqu'elle se trouve dans un processus de valorisation, semble se doter d'une activité et d'une dynamique tout à fait particulières. Ce n'est plus seulement un processus réel d'abstraction qui se constitue en tant que moyen afin de rendre possible la socialisation impersonnelle et indirecte du travail, mais c'est une abstraction réelle qui est devenue fin en soi, active, qui se met dans un rapport à soi-même, dans un rapport d'auto-accroissement. C'est pourquoi la métaphore vitaliste, d'une valeur qui acquiert une vie propre, marche bien ici. Le capitaliste, le capital personnifié, internalise ce but et prend ses décisions en fonction de sa réalisation.

Un autre aspect à souligner est que l'inversion opérée dans la formule du capital, où l'argent apparaît au début et à la fin, n'existe pas pour tout le monde, pour tous ceux qui sont impliqués dans le commerce, dans les procès de vente et achat de marchandises. Au contraire de la circulation simple, qui est un moyen de coordination sociale et d'allocation de ressources, la formule du capital n'implique pas la réciprocité en termes d'activité ou de but. Tout le monde ne doit pas être capitaliste pour que les transactions marchandes aient lieu. En un sens, la pratique capitaliste est *unilatérale*, alors que le simple échange de marchandises est multilatéral. Selon l'exemple de Marx, en tant que capitaliste, j'achète de la marchandise à A et je la revends à B. Les compères A et B entrent en scène uniquement en tant qu'acheteurs ou vendeurs de marchandises. Moi-même, chaque fois, je me retrouve face à eux comme simple possesseur d'argent ou de marchandise. À aucun des deux je ne me présente comme capital ou capitaliste, ou comme représentant d'une chose qui pourrait produire un autre effet

---

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 173 (MEW 23, p. 169).

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 174 (MEW 23, p. 169).

au-delà de l'argent ou de la marchandise. Pour moi, l'achat à A et la vente à B constituent une seule séquence, un ordre de succession, mais le point central est que le rapport entre les deux actes n'existe que pour moi<sup>197</sup>.

À partir de la présentation de la formule du capital, la question que Marx se pose est celle de savoir d'où vient la survaleur. En effet, la circulation de la marchandise ne cause qu'un changement de forme de sa valeur, donc à la rigueur elle ne peut être cause que d'échange d'équivalents. La forme de circulation de l'argent en tant que capital semble dès lors contredire toutes les lois marchandes explicitées antérieurement par Marx lui-même.

Marx s'attèle à démontrer que la survaleur ne peut pas provenir d'une simple hausse du prix nominal de la marchandise, c'est-à-dire au-dessus de sa valeur. Certes, le capital apparaît d'abord en tant que capital commercial et usuraire, mais avant l'époque moderne, ceux-ci sont le fruit de l'escroquerie et de la duperie bilatérale des producteurs de marchandises par le marchand qui s'installe entre eux comme un parasite. La circulation peut redistribuer de la valeur, mais ne la crée pas. C'est pourquoi il faut trouver une autre source d'accumulation pour le capital moderne, qui détermine l'ensemble de l'organisation économique de la société moderne.

En suivant l'analyse de Marx on trouve cette nouvelle source dans la marchandise qui est achetée dans le premier acte A-M (puisque le deuxième acte ne fait que reconvertir la marchandise en la forme-argent), mais pas sur sa valeur, puisque ce sont des équivalents qu'on échange et que la marchandise est payée à sa valeur. La transformation en capital (génération de survaleur) ne peut donc provenir que de sa valeur d'usage en tant que telle, c'est-à-dire de sa consommation. Il ne s'agit pas de n'importe quelle marchandise. Il fallait découvrir dans la sphère de la circulation, sur le marché, une marchandise dont la valeur d'usage proprement dite possédât cette particularité d'être source de valeur, dont la consommation effective serait donc elle-même objectivation de travail, et donc création de valeur. Cette marchandise spécifique, le possesseur d'argent la trouve sur le marché : c'est la puissance de travail, ou encore la force de travail. Marx définit cette dernière de la façon suivante : « Par force de travail ou puissance de travail nous entendons le résumé de toutes les capacités physiques et intellectuelles qui existent dans la corporéité, la personnalité vivante d'un être humain, et qu'il met en mouvement chaque fois qu'il produit des valeurs d'usage d'une espèce quelconque »<sup>198</sup>.

---

<sup>197</sup> Cf. *Ibid.*, p. 176 (MEW 23, p. 171).

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 188 (MEW 23, p. 181).

Pour que cette marchandise soit disponible sur le marché, il faut rassembler certaines conditions. En général, pour qu'il y ait transformation d'argent en capital, il faut que le possesseur d'argent trouve le travailleur libre sur le marché des marchandises, libre en ce double sens que, d'une part, il dispose en tant que personne libre de sa force de travail comme d'une marchandise lui appartenant et que, d'autre part, il n'ait pas d'autres marchandises à vendre, étant libre (dépourvu) de toutes les choses nécessaires à la réalisation de sa force de travail.

Il est évident que la nature ne produit pas d'un côté des possesseurs d'argent ou de marchandises, et de l'autre des gens qui ne possèdent que leurs propres forces de travail. Ce rapport ne relève pas de l'histoire naturelle, et il n'est pas davantage un rapport social qui serait commun à toutes les périodes historiques. Il est lui-même le résultat d'une évolution historique passée que Marx ne mettra au clair qu'à la fin du premier volume du *Capital*.

En tout cas, la production et la circulation de marchandises ne suffisent pas à expliquer la genèse de ce rapport social. Selon Marx, il peut y avoir production et circulation de marchandises, même si l'écrasante masse des produits immédiatement orientés vers les besoins personnels ne se transforme pas en marchandise et donc bien que le procès social de production ne soit pas encore, il s'en faut de beaucoup, dominé dans toute son étendue et dans son fondement par la valeur d'échange. Même la séparation entre valeur d'usage et valeur d'échange est commune aux formations sociales économiques les plus diverses du point de vue historique. L'argent lui-même, symbole majeur des sociétés modernes capitalistes, ne rend pas complètement compte de la spécificité de l'époque historique capitaliste :

Ou encore, prenons l'argent : il présuppose un certain degré d'échange des marchandises. Les formes monétaires particulières de l'argent, simple équivalent marchand ou moyen de circulation, ou moyen de paiement, trésor ou monnaie universelle, renvoient, selon l'extension différente et la prédominance relative de l'une ou de l'autre fonction, à des degrés très divers du procès social de production. Néanmoins, l'expérience enseigne qu'il suffit d'un développement faible de circulation marchande pour que toutes ces formes se constituent. Il en va autrement pour le capital. Ses conditions d'existence historiques ne sont absolument pas données avec la seule circulation des marchandises et de la monnaie. Il ne naît que là où le possesseur de moyens de production et de subsistance trouve sur le marché le travailleur libre, vendeur de sa force de travail, et cette unique condition historique renferme une histoire universelle. C'est pourquoi, d'entrée de jeu, le capital annonce une ère du procès social de production<sup>199</sup>.

Marx ajoute encore en note que c'est la marchandisation de la force de travail qui permet la généralisation moderne de la forme-marchandise : « Ce qui caractérise donc l'époque capitaliste c'est que la force de travail acquiert pour le travailleur lui-même la forme d'une marchandise qui lui appartient et son travail, par là-même, la forme de travail salarié. En

---

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 191 (MEW 23, p. 184).

autre, c'est seulement à partir de ce moment que se généralise la forme marchandise des produits du travail »<sup>200</sup>.

### 1.5 Abstraction marchande x Abstraction capitaliste

Maintenant que nous avons suivi la présentation de Marx jusqu'à l'analyse de la formule du capital, nous pouvons peut-être mieux comprendre pourquoi il commence par la production et la circulation de marchandises avant d'en venir vraiment au mode de production capitaliste.

En suivant ici l'interprétation de Jacques Bidet, on peut dire que « ce que Marx construit effectivement dans *Le Capital* se formule tout autrement : comme un passage (logique, non historique) de la *forme marchande de production*, objet de la Section 1, en tant qu'elle constitue l'enveloppe la plus générale des rapports de production capitaliste, *aux rapports spécifiquement constitutifs du capitalisme*, objet de la Section III »<sup>201</sup>. Ainsi, contre certaines lectures « dialecticiennes », Bidet affirme qu'il ne s'agit pas simplement d'un passage de la « surface » à l'intérieur, du plan de la circulation simple, d'une logique des échanges et de l'« apparence » d'égalité et liberté juridique, au plan « essentiel » de la production, où l'on découvre l'exploitation capitaliste. Certes, cette dimension est bien présente dans l'exposé marxien, comme l'explique Ruy Fausto, en opérant habilement la distinction hégélienne du présumé et du posé :

La première section porte-t-elle ou ne porte-t-elle pas sur le mode de production capitaliste ? (...) En affirmant qu'elle traite de l'*apparence* du capitalisme, nous avons affirmé au premier abord que son objet est le capitalisme (considéré à un certain niveau) (...) C'est dans la section I que Marx introduit et la valeur et le travail abstrait. Peut-on penser une théorie dont l'objet *n'est pas* le capitalisme et qui porterait cependant sur le travail abstrait et la valeur ? Pour Marx, en dehors du capitalisme, travail abstrait et valeur n'existent pas *en tant que tels* (c'est-à-dire ils ne pourraient exister que comme existent les choses à l'intérieur de leur préhistoire : elles existent et n'existent pas). Comment penser alors une théorie portant sur *autre chose* que le capitalisme et qui introduit des déterminations qui en tant que telles ne peuvent exister que dans le capitalisme ? (...) Il faudra dire donc, l'objet de la section I est et n'est pas le capitalisme, elle se réfère et ne se réfère pas au capitalisme (...) La circulation simple qui est un *moment* de la production capitaliste, est en fait *en contradiction* avec les lois essentielles du système (...) Les lois de l'essence « nient » en fait cette apparence. L'apparence n'existe dans l'ensemble du système qu'en tant qu'*apparence niée*. Or, la théorie qui présente la section I est justement la théorie de cette apparence qui est « niée ». Mais dans la section I, puisqu'on est au point de départ, *on met entre parenthèses cette « négation »* (...) Elle a pour objet le capitalisme en ce sens qu'elle traite de l'apparence du capitalisme, apparence qui est elle-même unité d'une essence et d'une apparence (...) L'objet de la section I est donc en quelque sorte le capitalisme avec des signes inversés<sup>202</sup>.

---

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 191 (MEW 23, p. 184).

<sup>201</sup> BIDEJ J., *Explication et reconstruction du Capital*, op. cit., p. 101.

<sup>202</sup> FAUSTO R., *Le Capital et la Logique de Hegel: Dialectique marxienne, dialectique hégélienne*, Paris, Editions L'Harmattan, 1997, p. 17-18. Fausto rappelle encore que le présumé et le posé n'ont pas en dialectique leur sens habituel : le premier, tout en étant antérieur, ne fonde pas le dernier, mais est nié voire contredit par celui-ci. Pierre Dardot et Christian Laval suivent à peu près le même chemin : « La conclusion à laquelle nous parvenons

N'existerait-il cependant pas d'autres dimensions que celle de l'apparence niée au cours de l'exposé et de l'inversion ? En quel sens justement la forme marchande de production et de circulation est-elle l'enveloppe la plus générale des rapports de production capitaliste ? Tout d'abord, on peut rappeler que si après une longue élaboration<sup>203</sup> Marx arrive à la conclusion qu'il fallait commencer l'exposé du *Capital* par les catégories de la production et de la circulation marchande en général, telles que la marchandise, la valeur et l'argent, sans lesquelles celles qui suivent et qui concernent spécifiquement le capitalisme ne peuvent être formulées, cela n'empêche pas que ces catégories aient par elles-mêmes leurs présupposés<sup>204</sup>.

Un de ces présupposés est celui selon lequel le travail n'existe que comme social, ce qui s'exprime dans la problématique de la catégorie de « mode de production ». Ce que Marx désigne spécifiquement comme « le capital » est en fait un certain mode de production. Même si Marx renonce dans *Le Capital* à introduire préalablement une définition du concept de mode de production en général (ce qu'il avait fait dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*<sup>205</sup>), on peut retenir tout de même l'idée très générale selon laquelle un mode de production doit surtout assurer la *reproduction matérielle* d'une société, ce qui n'est possible que par le biais du *travail social*, ou alors d'une certaine *division sociale du travail*. Certes, la problématique du mode de production est plus riche que celle de la division sociale du travail, car il y a la question du rapport de classe, du rapport entre la base et la superstructure, etc. Mais ces autres éléments ne seront introduits qu'au cours de l'exposition. Au début, ce qui préoccupe Marx est surtout la détermination plus générale du type de division sociale du travail qui prédomine dans le capitalisme, qui est justement la *division marchande* du travail (à laquelle viendra s'ajouter ensuite la division technique, au sein de la fabrique).

On peut donc dire, au premier abord, que la forme marchande de production et de circulation est l'enveloppe la plus générale des rapports de production capitalistes dans la mesure où cette forme nous éclaire sur le type de division sociale du travail qui marque le mode de production capitaliste – c'est-à-dire un système de production moderne fondé sur la

---

est donc double : tout d'abord, la justification du point de départ de l'analyse se fait par la considération du mode d'apparaître de la richesse bourgeoise, la marchandise singulière apparaissant comme sa forme élémentaire dans la mesure où elle apparaît elle-même comme collection de marchandises... » (DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012., p. 472).

<sup>203</sup> Cf. BIDEZ J., *Que Faire du Capital ? Philosophie, économie et politique dans Le Capital de Marx*, 2e éd., Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2000, p. 126.

<sup>204</sup> Cf. BIDEZ J., *Explication et reconstruction du Capital*, op. cit., p. 32

<sup>205</sup> Voir MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique*, op. cit.



*propriété privé* et *l'échange*. Sans cet éclaircissement, on ne pourrait pas comprendre comment le capital arrive à assurer la reproduction matérielle de la société, d'autant plus que, comme nous l'avons vu, la formule du capital correspond à une logique *unilatérale* d'accumulation de richesse abstraite, ce qui ne nous explique pas comment cette soif d'or et d'argent peut constituer une société. On a vu que, pour qu'il puisse réaliser sa survaleur, le capitaliste lui-même doit produire et vendre des marchandises *utiles*, des valeurs d'usage, c'est-à-dire, employer la capacité de travail disponible dans la production de produits dont la société a besoin (ce qui est validé par la demande/vente lors de la réalisation des valeurs des marchandises). La loi de la valeur montre comment dans un système de production atomistique, fondé sur la propriété privée et sur la liberté formelle de chaque producteur, il peut tout de même y avoir une allocation de travail adéquate pour que la reproduction matérielle soit assurée. Dans une fameuse lettre à Kugelmann, Marx explique très bien l'enjeu du mécanisme impliqué dans des notions telles que la valeur d'échange :

N'importe quel enfant sait que toute nation crèverait qui cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an, mais ne fût-ce que pour quelques semaines. De même un enfant sait que les masses de produits correspondant aux diverses masses de besoins exigent des masses différentes et quantitativement déterminées de la totalité du travail social. Il est *self-evident* [il va de soi] que la *forme déterminée* de la production sociale ne supprime nullement cette *nécessité* de la *répartition* du travail social en proportions déterminées : c'est la *façon dont elle se manifeste* qui peut seule être modifiée. Des lois naturelles ne peuvent pas être supprimées absolument. Ce qui peut être transformé, dans des situations historiques différentes, c'est uniquement la forme sous laquelle ces lois s'appliquent. Et la forme sous laquelle cette répartition proportionnelle du travail se réalise, dans un état social où la connexité du travail social se manifeste sous la forme d'un *échange privé* de produits individuels du travail, cette forme, c'est précisément la *valeur d'échange* de ces produits<sup>206</sup>.

Il faut ainsi insister sur le fait que sans l'explication préalable du mécanisme décrit par les catégories marchandes, on ne pourrait pas comprendre comment un mode de production dominé par une logique unilatérale d'accumulation abstraite serait néanmoins susceptible de rendre possible la répartition adéquate du travail social et par conséquent la survivance de la société. Autrement dit, la formule du capital ne nous dit pas comment le mode de production capitaliste peut réussir en tant que mode de production – c'est l'introduction préalable de la loi de la valeur, de la notion de production et de circulation marchande, qui nous éclaire sur les points suivants : a) les taux d'échange entre marchandises, b) les quantités à produire de chacune de ces marchandises, c) l'allocation de force de travail aux diverses branches de la production.

---

<sup>206</sup> MARX K., « Lettre à Kugelmann, 11 juillet 1868. » Disponible sur <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1868/07/km18680711.htm>

Mise à part cet aspect « fonctionnel-économique », il y a peut-être une autre raison pour l'introduction préalable des catégories impliquées dans le mécanisme marchand avant l'exposé proprement dit de la formule du capital. Il s'agirait d'un aspect plutôt « logique », au sens où la logique d'accumulation de richesse abstraite, c'est-à-dire une logique orientée en fonction de la plus-value ou survaleur, ne peut être comprise qu'à partir de la compréhension préalable de ce qu'est la valeur.

En effet, nous voudrions soutenir la thèse selon laquelle la logique du capital correspond à une abstraction *dérivée, de deuxième ordre*, par rapport à une abstraction primaire, l'abstraction marchande, distincte et présupposée (au sens de condition nécessaire) à la première. En suivant la suggestion de Bidet, il faut donc distinguer l'abstraction réelle marchande (analysée ci-dessus à partir du travail de Sohn-Rethel) de *l'abstraction proprement capitaliste* : « Ce genre de dérive dont il est l'indice renvoie à une confusion, très largement répandue dans le commentaire philosophique du *Capital*, entre l'abstraction du travail abstrait et l'abstraction de la plus-value. Dans l'analyse de Marx, la première est le corrélat du travail concret, la seconde désigne une 'richesse abstraite' recherchée comme telle, quel que soit son contenu en termes d'investissement concret particulier, c'est-à-dire aussi de conséquences sur le sort des humains et de la nature »<sup>207</sup>. Ou encore :

La confusion propre aux lectures « dialecticiennes » se noue autour d'une surimpression de deux sortes d'abstraction que Marx se propose expressément de distinguer. D'une part, *l'abstraction propre à la valeur N2*, celle du « travail abstrait » : elle concerne le travail *abstraction faite* de son contenu concret particulier, donc en ce qu'il est semblable à tout autre, à savoir dépense d'une force de travail (du « cerveau », des « muscles », des « nerfs »...). Et, d'autre part, *l'abstraction propre à la plus-value N3* : elle consiste en ce que la logique du capitaliste, en tant que propriétaire (disons aujourd'hui typiquement « actionnaire », « financier ») n'est pas la production de *marchandises* comprises comme des valeurs d'usage, mais, rigoureusement, de survaleur, ou plus-value, comme dit Marx en français c'est-à-dire la production et l'appropriation d'une richesse abstraite<sup>208</sup>.

L'abstraction capitaliste est ainsi distincte de l'abstraction marchande. Par ailleurs, « la forme-valeur du produit du travail est la forme la plus abstraite, mais aussi la plus générale du mode de production bourgeois »<sup>209</sup> au sens aussi où il n'y a survaleur que s'il y a valeur, mais la forme-valeur est encore trop abstraite car elle ne permet pas de saisir l'abstraction proprement capitaliste. En tout cas, la section I ne correspond pas seulement à une apparence du capitalisme, mais à un premier moment essentiel, un premier pas vers une abstraction de

---

<sup>207</sup> BIDET J., « Misère dans la philosophie marxiste : Moishe Postone lecteur du Capital | Période. » Disponible sur <http://revueperiode.net/misere-dans-la-philosophie-marxiste-moishe-postone-lecteur-du-capital/>. Accès le 05/02/2016.

<sup>208</sup> BIDET J., « Marx: Théorie et philosophie dans Le Capital », *Philopsis : Revue numérique*, 16 novembre 2014, p. 9. Disponible sur <http://www.philopsis.fr/IMG/pdf/marx-capital-bidet.pdf>

<sup>209</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 92.

deuxième ordre. Il fallait commencer par la valeur (abstraction marchande) pour ensuite comprendre la logique de la survaleur (abstraction capitaliste). Même si parfois Marx affirme que le passage de l'une à l'autre est inévitable, ou que le capitalisme permet le déploiement de toutes les potentialités cachées de la production/circulation marchande<sup>210</sup>, cela n'implique pas l'indistinction des abstractions – bien au contraire, ce développement de l'une à l'autre présuppose l'avènement d'une nouvelle logique. Il faut donc se garder de toute interprétation trop « continuiste » entre les premières catégories de la critique de l'économie politique (valeur, marchandise, argent) et les dernières (capital).

En quoi précisément celle-ci se distingue-t-elle de celle-là ? Tout d'abord, comme nous l'avons déjà vu, la logique du capital impliquée dans cette abstraction est unilatérale. Pour mieux comprendre ce point, une autre distinction, discrètement introduite par Marx lors de la deuxième section mais tout de même soulignée par Bidet, peut nous être utile, à savoir la distinction entre forme (*Form*) et formule (*Formel*) :

Dans *Le Capital*, en effet, Marx abandonne les thèmes « dialectiques » explorés dans ses textes antérieurs. D'une part, il écarte l'idée d'une *dialectique* conduisant d'une « forme-valeur » M-A-M, à une « forme-capital » A-M-A', soit l'idée de comprendre la première, figurant le rapport social marchand, à partir de son développement dans la seconde, figurant le rapport social capitaliste. *La figure A-M-A' est bien un renversement de M-A-M, mais elle n'est plus supposée exprimer une « forme » (sociale), Form : elle n'est plus qu'une « formule », Formel, renvoyant à une représentation de la conscience ordinaire*<sup>211</sup>.

On voit donc que si le circuit M-A-M présuppose une forme sociale, un certain rapport de réciprocité entre les vendeurs et les acheteurs, le circuit A-M-A' peut mieux être compris comme une formule ou logique sociale d'action, d'intervention, qui doit être internalisée par son porteur, en l'occurrence le capitaliste, renvoyant à une représentation de la conscience ordinaire. Néanmoins, les autres vendeurs et acheteurs qui négocient avec le capitaliste ne doivent pas forcément internaliser cette logique, avoir cette représentation en tête en tant que leur but subjectif, pour que la transaction marchande soit effectuée.

En outre, comme nous l'avons dit, l'abstraction marchande est une abstraction réelle « passive », au sens où elle apparaît de manière « spontanée », en tant que présupposée et résultat du rapport d'échange. Les vendeurs et acheteurs ne visent pas directement l'abstraction en soi, la valeur d'échange, l'argent, mais la valeur d'usage, alors que les figures

---

<sup>210</sup> « C'est seulement là où le travail salarié en est la base que la production marchande s'impose à la société tout entière ; mais c'est alors seulement aussi qu'elle déploie toutes ses potentialités cachées. Dire que l'intervention du travail salarié fausse la production marchande revient à dire que la production marchande, pour rester pure, n'a pas le droit de se développer. Dans la mesure même où la production marchande se développe progressivement en production capitaliste en obéissant à ses propres lois immanentes, ses lois de propriété se renversent en lois de l'appropriation capitaliste » (*Ibid.*, p. 658).

<sup>211</sup> BIDET J., « Marx: Théorie et philosophie dans *Le Capital* », *op. cit.*, p. 8. Nous soulignons.

et propriétés de l'abstraction (temporalité, spatialité, substance, telles que Sohn-Rethel le souligne) ne sont que des moyens pour l'obtention d'une finalité extérieure, le produit concret. En revanche, le capitaliste est « porteur conscient », « capital personnifié ». Il vise donc consciemment et directement l'abstraction représentée par l'argent, la valeur d'échange, la richesse abstraite.

Certes, ce que le thésauriseur et le capitaliste visent n'est pas précisément l'abstraction, le travail abstrait, mais sa représentation *fétichiste*, sa projection inconsciente sur les produits du travail, c'est-à-dire, la valeur qui est matérialisée dans les marchandises et surtout dans l'argent. Déjà dans la partie sur le fétichisme, nous avons vu que ce qui apparaît aux agents n'est pas l'abstraction en soi, ni même la valeur, mais sa forme *phénoménale* par excellence, l'argent, la valeur d'échange. Ce qui éveille la soif d'or est ainsi le fétichisme de l'argent, le fétiche-or.

Il est évident que cela ne peut arriver que si nous sommes déjà dans un contexte marchand, où l'argent et l'abstraction marchande existent – et c'est pourquoi Marx doit commencer son exposé par les catégories marchandes. Il s'agit d'une antériorité logique et historique. L'abstraction capitaliste est tout de même autre chose, une abstraction de second ordre, qui présuppose une abstraction primaire et s'annonce déjà dans la thésaurisation.

La première abstraction, on l'a vu, est générée dans le rapport d'échange, où l'acte d'échanger des produits du travail en vue de leurs valeurs d'usage réalise de manière inconsciente ou implicite l'abstraction des contenus concrets des travaux, dont la forme phénoménale est la valeur d'échange. Cette nouvelle abstraction s'engendre dans la mesure où la poursuite passionnée et fétichiste de l'argent ou de valeur d'échange réalise *l'abstraction des besoins concrets*, et il ne reste que la représentation d'une *richesse abstraite* pour être appropriée indéfiniment. Dans la production/circulation simple, l'argent est un moyen pour l'obtention d'une richesse concrète, de valeurs d'usage, qui vise donc la satisfaction de besoins. Déjà dans la thésaurisation, les besoins concrets sont mis en parenthèses :

Le thésauriseur sacrifie donc les plaisirs de sa chair au fétiche de l'or. Il prend très au sérieux l'évangile du renoncement. Mais d'un autre côté il ne peut soustraire en argent de la circulation que ce qu'il lui donne en marchandise. Plus il produit, plus il peut vendre. Labeur, épargne et avarice sont donc ses vertus cardinales : vendre beaucoup, acheter peu, voilà toute son économie politique<sup>212</sup>.

La même remarque est faite par rapport au capitaliste :

Le contenu objectif de cette circulation - la valorisation de la valeur - est son but subjectif et capitaliste ou capital personnifié, doué de volonté et de conscience, c'est seulement dans la mesure où l'appropriation croissante de la richesse abstraite est l'unique motivation active de ses opérations qu'il

---

<sup>212</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 151 (MEW 23, p. 147).

fonctionne. Donc il ne faut jamais traiter la valeur d'usage comme but immédiat du capitaliste. Ni non plus son gain individuel ; mais seulement le mouvement sans trêve du gain, comme acte de gagner<sup>213</sup>.

Cette abstraction des besoins concrets et par là l'abstraction de la notion même de richesse engendre une conséquence immédiate, comme Marx lui-même le souligne. Pour la thésaurisation d'abord, Marx montre que l'abstraction de la richesse la rend potentiellement *infinie*, en créant un processus d'accumulation *incessant*, sans arrêt, toujours relancé :

L'instinct de thésaurisation est par nature démesuré. Qualitativement, ou encore du fait de sa forme, la monnaie ne connaît pas de borne, c'est-à-dire qu'elle est représentant universel de la richesse matérielle, parce qu'immédiatement convertible en n'importe quelle marchandise. Mais en même temps, toute somme d'argent réelle est limitée en quantité, et n'est, pour cette raison, que moyen d'achat à effet limité. Cette contradiction entre limite quantitative et absence de limite qualitative de l'argent plonge et replonge le thésauriseur dans son destin de Sisyphe de l'accumulation. Il lui arrive ce qui arrive au conquérant du monde qui, à chaque nouveau pays, ne conquiert en fait qu'une nouvelle frontière<sup>214</sup>.

En parlant maintenant de la formule du capital, Marx confirme cette caractéristique :

Par contre, dans l'achat en vue de la vente, le commencement et la fin sont une seule et même chose, à savoir l'argent, la valeur d'échange, et, pour cette seule raison, le mouvement est sans fin (...) Par contre, la circulation de l'argent considéré comme capital est une fin en soi, puisque la valorisation de la valeur n'existe qu'au sein de ce mouvement sans cesse recommencé. Le mouvement du capital n'a donc ni fin ni mesure<sup>215</sup>.

Qu'est-ce qui différencie finalement le capital de la thésaurisation ? Nous avons vu que si le capitaliste partage avec le thésauriseur cette pulsion absolue d'enrichissement, cette chasse passionnée de la valeur, le capitaliste s'en démarque dans la mesure où la multiplication incessante de la valeur que désire le thésauriseur en tentant de sauver l'argent des risques de la circulation, lui, plus intelligemment, l'obtient en relivrant cet argent sans cesse à la circulation. La grande différence est alors que si le thésauriseur évite la circulation dans sa complétude, le capitaliste l'*instrumentalise*, et par là l'inverse. Ainsi, si l'abstraction marchande est antérieure à l'abstraction capitaliste, celle-ci, comme dans un effet de retour, se l'approprie, la modifie, et la généralise. C'est pourquoi dans la société capitaliste la forme-marchandise et l'abstraction qui va avec deviennent universelles.

Le thésauriseur vise directement et exclusivement l'argent, la forme générale de la valeur, l'incarnation sociale directe de tout travail humain, du travail social, alors que si l'argent est aussi le point de départ et le point final de tout procès de valorisation, le capitaliste sait que l'argent ne devient pas capital sans prendre la forme de la marchandise.

---

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 172 (MEW 23, p. 167-8).

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 150 (MEW 23, p. 147).

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 171 (MEW 23, p. 166).

L'argent ne s'oppose donc pas ici à la marchandise comme c'est le cas dans la thésaurisation. Le capitaliste sait bien que toutes les marchandises sont, « en toute foi et vérité », de l'argent.

Chez le thésauriseur, la valeur, la richesse abstraite, est indissociable de sa forme autonome, l'argent. En revanche, chez le capitaliste, la valeur assume successivement deux formes (la marchandise et l'argent), même si le but final est la multiplication de l'argent et si la marchandise ne vaut ici en fait que comme *forme phénoménale de l'argent*, dans la mesure où ce dernier est la forme autonome de la richesse abstraite : « Le capitaliste sait bien que toutes les marchandises, si miteuses ou si malodorantes qu'elles soient, sont en toute foi et vérité de l'argent, des juifs circoncis en dedans et de surcroît des moyens miraculeux pour faire plus d'argent avec de l'argent »<sup>216</sup>.

Tout se passe comme si, chez le thésauriseur, la soif d'or était littérale, c'est-à-dire que la richesse abstraite est ici encore indissociablement liée à la forme métallique naturelle de l'or, à la forme-trésor. Le capitaliste semble être en revanche un peu moins fétichiste, dans la mesure où il réussit à dissocier l'argent en tant que forme autonome et mesure de la valeur (et de la richesse abstraite) de sa forme naturelle. La marchandise à un certain moment du circuit peut valoir comme la forme de cette richesse abstraite (et l'argent reste sous la forme d'argent imaginé), pourvu qu'à la fin du procès de valorisation elle redevienne de l'argent réel. On voit donc qu'en fait le propre de la logique capitaliste par rapport à la thésaurisation est cette extension du point de vue abstrait à la marchandise.

Dans la circulation simple, la valeur d'usage de la marchandise produite n'est que le support de la valeur d'échange dont le producteur a besoin pour obtenir une autre marchandise. Le but final pourtant reste la valeur d'usage de la deuxième marchandise. Dans la thésaurisation, il y a déjà une abstraction des besoins concrets, et la valeur d'usage de la marchandise produite n'est qu'un moyen pour obtenir de l'argent, de la valeur d'échange dans sa forme autonome. Dans la circulation capitaliste, un pas de plus est accompli, dans la mesure où la marchandise n'est pas seulement un moyen pour l'obtention d'argent, mais elle est en vérité de l'argent, de la valeur et donc de la richesse abstraite. Il n'y a plus d'opposition radicale entre marchandise et monnaie ; il n'y a plus d'horreur à l'égard de la forme-marchandise au profit de la forme-monnaie. Le capitaliste radicalise la perspective de l'échangiste, une fois que pour lui toutes les valeurs d'usage sont devenues des moyens de multiplier la valeur d'échange, d'obtenir une survaleur. Il étend et absolutise le point de vue

---

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 174 (MEW 23, p. 169). Nous soulignons.

abstrait qui naît dans le rapport d'échange en tant que simple moyen pour l'obtention d'une autre valeur d'usage.

Le passage d'un circuit marchand où la richesse concrète, la valeur d'usage constitue le but final vers un circuit capitaliste où l'accroissement de la richesse abstraite, la survaleur, est le but final, change radicalement le rôle et la nature de la valeur :

Les formes autonomes, les formes monétaires que prend la valeur des marchandises dans la circulation simple ne font que médiatiser l'échange des marchandises, puis disparaissent dans le résultat final du mouvement. Par contre, dans la circulation A-M-A, l'un et l'autre, la marchandise et l'argent, ne fonctionnent que comme modes d'existence différents de la valeur elle-même, l'argent comme son mode d'existence général, la marchandise comme son mode d'existence particulier, *son simple déguisement*, pour ainsi dire. La valeur passe constamment d'une forme dans l'autre, sans se perdre elle-même dans ce mouvement, et elle se transforme ainsi en un sujet automate<sup>217</sup>.

L'abstraction capitaliste correspond donc aussi à cette activité, à cette dynamique autonome de la valeur, où les formes phénoménales qu'elle assume lui sont *indifférentes*, pourvu que celles-ci contribuent à son accroissement. Dans un rapport à elle-même, la valeur devient substance en procès et une logique unilatérale, alors qu'auparavant elle représentait des rapports de marchandises. Ainsi, on ne peut confondre l'abstraction marchande avec l'abstraction capitaliste, car dans ce passage les changements dans la nature de la valeur (qui désormais se valorise) ne sont pas du tout négligeables.

Pour résumer, on observe alors deux caractéristiques structurelles de l'abstraction capitaliste : son indifférence à l'égard de ses matérialisations concrètes et son caractère incessant, de quête infinie et indéterminée de valorisation, d'accumulation. Ces deux aspects la différencient de l'abstraction marchande. Dans le premier cas, celui de l'indifférence, on voit que la logique du capital n'implique pas simplement une suppression et une *homogénéisation* des caractères particuliers des choses, comme c'est le cas du travail abstrait par rapport aux travaux concrets, par exemple. La recherche de la survaleur implique justement une indifférence, mais pas la suppression des particularités des produits. Comme nous allons le voir dans le prochain chapitre, Marx montre par exemple que le capital essaie de façonner le procès de production afin de le rendre le plus adéquat possible à cette fin de la valorisation. Ainsi, la logique du capital se soucie bien des particularités du réel concret, encore qu'elle ne vise pas directement ce concret ou ces particularités en tant que telles, mais l'accumulation de richesse abstraite, ce qui supprime le caractère non questionnable ou *sacré* des particularités des choses (naturelles<sup>218</sup> ou sociales<sup>219</sup>). Le but de la valorisation implique

---

<sup>217</sup> *Ibid.*, p. 173 (MEW 23, p. 168).

<sup>218</sup> « D'où la grande influence civilisatrice du capital. Le fait qu'il produise un niveau de société par rapport auquel tous les autres niveaux antérieurs n'apparaissent que comme des développements locaux de l'humanité et

précisément une *attention spéciale* aux particularités dans un souci de recherche d'efficacité maximale, ce qui crée un processus que nous nommerons *trans-immanent*.

En outre, le fait que l'abstraction capitaliste pose un but *infini, indéterminé*, à savoir la recherche incessante de la valeur d'échange en soi, la forme universelle de la richesse, lui donne un caractère tout à fait particulier à l'égard de l'abstraction marchande. L'abstraction capitaliste établit forcément des *postulats*, des *idéalisations*, qui ne correspondent explicitement pas et ne correspondront jamais à la réalité effective. Certes, l'abstraction marchande présuppose un grand nombre de conditions lors de l'acte d'échange qui ne correspondent pas à la réalité naturelle des marchandises, mais ces abstractions n'acquièrent pas *explicitement* le caractère d'idéalisations, car elles n'impliquent pas des processus tendancielles d'*infinitisation*. À ce titre, nous avons vu que si le travail abstrait est une abstraction purement sociale, il y a bien une dimension de reproduction matérielle, de survie de la société, dans tout ce mécanisme d'abstraction, qui fait ainsi référence à une moyenne sociale. On a vu que Marx critique justement ceux qui prennent la monnaie comme un pur signe arbitraire, en montrant que sa valeur repose sur une base socio-matérielle. La grandeur de la valeur est ainsi le temps de travail *socialement nécessaire*. L'abstraction marchande n'est donc pas simplement un devoir-être, quelque chose qui engendre une dynamique effrénée vers le toujours plus ; elle se fonde plutôt sur un *être* social, sur une objectivité sociale qui s'exprime en tant que moyenne, « socialement nécessaire ». L'abstraction capitaliste à son tour signale justement un *devoir-être* vers l'infini ; elle ne se fonde pas simplement sur ce qui *existe déjà* dans le réel (naturel ou social), mais sur une dimension proprement *normative* ou *impérative* (non pas au sens strictement moral), sur un *devoir-être*, qui justement *n'est pas encore* et fonde ainsi une *tentative perpétuelle* de surmonter tous les

---

comme une idolâtrie naturelle. *C'est seulement avec lui que la nature devient un pur objet pour l'homme, une pure affaire d'utilité ; qu'elle cesse d'être reconnue comme une puissance pour soi ; et même la connaissance théorique de ses lois autonomes n'apparaît elle-même que comme une ruse visant à la soumettre aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production* » (MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 349 ; MEGA II/1.2, p. 322). Nous soulignons.

<sup>219</sup> « La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses "supérieurs naturels", elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du "paiement au comptant". Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce » (ENGELS F. et K. MARX, *Manifeste du parti communiste*, Traduction de Laura Lafargue (1893), Disponible sur <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>, 2016. Accès le 11/02/2016 ; MEW 4, p. 464-5).



obstacles et d'accumuler le plus possible. C'est donc l'entrée en scène de la catégorie d'infini qui fait toute la différence :

Mais le capital, en tant qu'il représente la forme universelle de la richesse – l'argent –, est la tendance sans bornes ni mesure à dépasser sa propre limite. Toute limite est et ne peut être que bornée pour lui (*jede Grenze ist und muß Schranke für es sein*). Sinon, il cesserait d'être capital (...) Dès qu'il ne ressentirait plus une limite déterminée comme un obstacle (*eine bestimmte Grenze nicht mehr als Schranke fühlte*), mais se sentirait bien en elle en tant que limite, c'est qu'il serait lui-même retombé de la valeur d'échange à la valeur d'usage, de la forme universelle de la richesse à une existence substantielle déterminée de celle-ci. *Le capital comme tel crée une survaleur déterminée, parce qu'il ne peut pas en poser une infinie d'un coup ; mais il est le mouvement perpétuel qui tend toujours à créer plus*. La frontière quantitative de la survaleur ne lui apparaît que comme un obstacle naturel, comme une nécessité qu'il essaie perpétuellement de surmonter, perpétuellement de dépasser<sup>220</sup>.

Dans ce passage, on voit que la logique du capital pose (même si de façon parfois implicite ou inconsciente par le capitaliste) comme *fin* l'idéalisation d'une survaleur infinie, mais comme cela est et sera toujours impossible, l'*effet* de son activité ne peut être que quelque chose de concret et de limité, de sorte qu'il est condamné à un mouvement perpétuel qui tend toujours à créer plus.

### 1.6 – L'abstraction capitaliste à l'aune du mauvais infini hégélien

Sur la manière dont Marx parle de l'infini posé comme but du capital, il faut noter comment il emploie souvent un vocabulaire qui rappelle les passages que Hegel consacre au *mauvais infini* dans sa *Logique*. Voyons d'abord l'un de ces passages, où, en fait, Marx se réfère à la thésaurisation, mais qui anticipe déjà, sur ce point, la logique du capital :

Le mouvement de la valeur d'échange en tant que valeur d'échange, en tant qu'automate, ne peut être en général qu'un mouvement de sortie hors de sa limite quantitative. Mais, lorsqu'une limite (*Grenze*) quantitative du trésor est franchie, une nouvelle borne (*Schranke*) est créée, qui doit nécessairement être de nouveau abolie. Ce n'est pas une limite déterminée du trésor qui apparaît comme borne, mais toute limite quelle qu'elle soit. La thésaurisation n'a donc aucune limite immanente, aucune mesure en soi, elle est un processus sans fin qui trouve à chaque fois dans son résultat un motif de recommencement. Si on n'accroît le trésor qu'en le conservant, on ne le conserve également qu'en l'accroissant<sup>221</sup>.

Pour comprendre ces tournures, il nous faut faire un détour par Hegel lui-même, ce qui veut dire que, même si nous sommes d'accord avec Bidet à propos de la confusion propre à certaines lectures « dialecticiennes » qui mélangent l'abstraction marchande avec l'abstraction capitaliste, nous croyons que la bonne compréhension du sens profond de l'abstraction capitaliste chez Marx doit passer par une analyse du mauvais infini chez Hegel.

---

<sup>220</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I*, op. cit., p. 273 (MEGA II/1.1, p. 249). Nous soulignons.

<sup>221</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique*, op. cit., p. 165-6 (MEW 13, p. 109-110).

Comme le montrent Dardot et Laval<sup>222</sup>, en allemand *Schranke* a le sens de barrière ou de borne qui fait obstacle à un mouvement, de sorte qu'il n'a pas d'autre issue que de surmonter cet obstacle afin de poursuivre son chemin. C'est pourquoi une barrière ne peut pas être confondue avec une limite. D'un point de vue philosophique, la distinction est introduite par Hegel dans la Doctrine de la Qualité de la *Science de la logique*.

L'une des premières catégories que Hegel présente dans sa *Science de la Logique* est le *Dasein* (être-là). Il s'agit de la première catégorie de l'être déterminé et qualitativement différencié. Par conséquent, elle nous met pour la première fois devant le problème consistant à comprendre la nature de la détermination capable de rendre compte d'une ontologie qui commence en déclarant, paradoxalement, l'impossibilité d'une ontologie de l'être (puisque « l'être et le néant sont la même chose »<sup>223</sup>) et la nécessité de comprendre le devenir (*Werden*) comme « la vérité de l'être, ainsi que du néant, est par suite l'unité des deux »<sup>224</sup>.

Ainsi, la détermination spécifique au *Dasein*, en venant directement du Devenir, ne sera jamais une détermination complète, entièrement limitée. Par conséquent, le *Dasein* sera le lieu privilégié d'une contradiction décisive. En tant qu'existence « concrète », le *Dasein* est le quelque chose (*Etwas*) limité et fini. C'est ainsi que la limite ne détermine que le rapport entre deux existants finis, puisque, du fait qu'ils sont finis, tout quelque chose est limité par un autre quelque chose (*ein Anderes*). Ainsi, la limite n'a pas forcément une connotation négative, une fois qu'elle permet la détermination d'un existant : il n'est que par son rapport à ce qu'il n'est pas. Par exemple, c'est en ce qu'il n'est pas bois ou étang que le terrain qui est une prairie est une prairie. Ainsi, « quelque chose n'est ce qu'il est que *dans* sa limite et *par* sa limite »<sup>225</sup>. De cette manière, la limite est constitutive du quelque chose, elle est intérieure à ce qu'elle limite. S'il en est ainsi, cependant, la limite n'appelle pas ce quelque chose à aller au-delà d'elle. Le propre de la borne ou de la barrière est à l'inverse d'apparaître au quelque chose comme un obstacle, c'est-à-dire d'imposer au quelque chose de la dépasser – en ce sens, le quelque chose devient le *fini* (*das Endliche*). La différence entre la borne et la limite « consiste donc en ce que la limite fait que quelque chose *est* ce qu'il est en le rapportant intérieurement à ce qu'il n'est pas, tandis que la borne ou la barrière fait que quelque chose *n'est pas* ce qu'il *doit* être en le rapportant à ce qui lui fait encore défaut pour être ce qu'il

---

<sup>222</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom*, Paris, Gallimard, 2012., p. 597.

<sup>223</sup> HEGEL G.-W.-F., *Encyclopédie des sciences philosophiques, Tome 1 : La science de la logique*, traduit par Bernard BOURGEOIS, 3e éd., Paris, Librairie Philosophique Vrin, 2000, § 41, p. 204 (G 6, p. 54-55). Les citations de la présente traduction française de l'*Encyclopédie* seront accompagnées de la référence au texte original allemand selon l'édition H. Glockner, *Sämtliche Werke*, t. 6, Stuttgart, Frommans Verlag, 1950 (G6).

<sup>224</sup> *Ibid.*, § 41, p. 204 (G 6, p. 54-55).

<sup>225</sup> *Ibid.*, add. § 92, p. 526 (G 8, p. 220).

est »<sup>226</sup>. La borne semble donc être quelque chose d'extérieure à ce qu'elle borne. Le fini *doit* la dépasser pour devenir ce qu'il doit être. C'est à ce moment que Hegel introduit, à côté de la borne, la catégorie de *devoir-être* (*Sollen*) : « Cet être-en-soi, du coup, comme le rapport négatif à sa limite différente aussi de lui, (rapport négatif) à soi comme borne, est *devoir-être* (...) Le fini s'est donc déterminé comme le rapport de sa détermination à sa limite (*Grenze*) ; celle-là est, dans ce rapport, *devoir-être* (*Sollen*), celle-ci est *borne* (*Schranke*) »<sup>227</sup>.

Chez Hegel ce procès assume un caractère dialectique, dans la mesure où l'acte d'outrepasser la borne est à ce point essentiel au devoir-être qu'il ne peut se réaliser qu'en présupposant et en maintenant sans cesse la borne qui lui fait obstacle, en la reproduisant sans cesse : « Ce qui doit être *est* et en même temps *n'est pas*. S'il *était*, alors il ne *devrait* pas simplement *être*. Donc le devoir-être a essentiellement une borne. Cette borne n'est pas quelque chose d'étranger (...) Comme *devoir-être*, du coup, quelque-chose est *élevé au-dessus de sa borne*, mais à l'inverse c'est seulement *comme devoir-être* qu'il a sa borne. Les deux sont inséparables »<sup>228</sup>. Ainsi, dans ce procès de dépassement constant, ce rapport entre la borne et le devoir-être dans l'être-dans-soi du fini détermine chaque terme de la relation comme le négatif l'un de l'autre. Le fini est ainsi la contradiction de soi dans soi, de sorte qu'il se sursume, disparaît. Mais ce résultat, le négatif en général, est sa détermination elle-même, car le fini se définit précisément par ce rapport négatif de sa détermination à sa propre limite ; le destin du fini est de disparaître. Hegel conçoit le passage du fini dans l'infini de la façon suivante : « Ainsi, le fini n'a-t-il pas disparu dans le disparaître ; est tout d'abord advenu seulement un *autre* fini, mais qui pareillement est le disparaître comme passer dans un fini autre, et ainsi de suite, pour ainsi dire à l'*infini* »<sup>229</sup>.

On voit ainsi que c'est la nature du fini lui-même de s'outrepasser, de nier sa négation et de devenir infini. Cette progression à l'infini toutefois, si elle est bien la négation d'un autre (le fini), se maintient comme le non-être d'un autre et retombe ainsi dans la catégorie du quelque-chose, limité par un autre. Le problème est que cette négation simple du fini le maintient comme être-là réel, c'est-à-dire lui assure une dimension autonome propre, face à l'infini. L'un demeure en dehors de l'autre. Le côté fini est la borne posée comme borne, c'est-à-dire posée avec la détermination de passer dans son être-autre, de devenir infini, et

---

<sup>226</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom, op. cit.*, p. 598.

<sup>227</sup> HEGEL G.W.F., *Science de la logique : Tome 1, La logique objective, premier livre, La doctrine de l'Être*, Paris, Éditions Kimé, 2007, p. 124-5 (GW 21, p.119-120). Les traductions françaises de la *Logique* de Hegel seront accompagnées de la référence au texte original allemand, avec indication du tome correspondant des *Gesammelte Werke* (GW), Felix Meiner Verlag Hamburg.

<sup>228</sup> *Ibid.*, p. 125 (GW 21, p. 120).

<sup>229</sup> *Ibid.*, p. 129 (GW 21, p. 123).

l'infini est le néant du fini, son devoir-être. Ainsi, en regard du fini, déterminé comme réel, l'infini est simplement le vide indéterminé, l'au-delà du fini. Cet infini correspond à ce que Hegel appelle *mauvais infini* (*Schlecht-Unendliche*), l'infini de l'entendement. Dans cette catégorie, l'infini est seulement limite du fini, de sorte qu'on a deux mondes, l'un infini et l'autre fini, et du coup l'infini est lui-même fini<sup>230</sup>.

De cette manière, dans cette conception de l'infini, le monde fini reste toujours comme un *en deçà*, de telle sorte que l'infini n'est posé qu'au-dessus du fini, se trouve donc séparé de celui-ci, ne l'englobe pas vraiment. Le fini et l'infini se trouvent placés dans des lieux différents : « Le fini comme l'être-là d'ici, alors que l'infini, certes l'*en-soi* du fini, comme un au-delà pourtant dans le lointain obscur, inatteignable, *en dehors* duquel celui-là se trouverait et resterait »<sup>231</sup>. En ce sens, on peut rapporter ce rapport fini/infini à la scission entre le sensible et le supra-sensible.

Par là Hegel montre qu'on ne peut confondre la vraie infinitude avec une simple abstraction vide, avec un devoir-être. L'expérience de la limitation et de la négation est la condition pour atteindre l'effectivité infinie. Or, si l'on insiste sur l'autonomie ontologique du fini, l'infini ne peut être qu'un mauvais infini, quelque chose d'abstrait, de vide et de simplement affirmatif. Le passage à l'infini reste incomplet, car la simple négation établit des oppositions qualitatives entre des « quelques choses », et non une contradiction, qui force le passage à son autre en tant qu'une négation de la négation, en tant qu'auto-dissolution du fini et sa reconnaissance en tant que totalité infinie. Une philosophie de la critique des identités fixes ne peut accepter cela :

Que du fini l'on passe à l'infini de façon nécessaire, c'est-à-dire pareillement détermination du fini, et qu'il se trouve élevé comme à l'être-en-soi, on l'accordera facilement, en tant que le fini est déterminé certes comme être-là subsistant mais en même temps *aussi* comme ce qui est *en soi* néant, donc [comme ce qui] se résout selon sa détermination, alors que l'infini est déterminé certes comme affecté de négation et limite, *mais en même temps aussi comme l'En-soi qui-est, en sorte que cette abstraction de l'affirmation se rapportant à soi constitue sa détermination, selon laquelle du coup l'être-là fini ne se trouve pas dans elle. Mais l'on a montré que l'infini lui-même n'a abouti à l'être affirmatif que par le moyen de la négation, comme négation de la négation, et que cette sienne affirmation, prise comme être seulement simple, qualitatif, fait déchoir la négation contenue dans lui jusqu'à la négation immédiate simple, et du coup jusqu'à la détermination et limite, ce qui alors se trouve posé tout aussi bien comme contredisant son être-en-soi, exclu de lui, comme non pas le sien, plutôt l'opposé à son être-en-soi, le fini.* En tant qu'ainsi chacun, en lui-même et à partir de sa détermination, est le poser d'un autre, ils sont *inséparables*. Mais cette unité qui est leur est cachée dans l'être-autre qualitatif de ces mêmes (finis et infinis), elle est l'unité *intérieure*, qui se trouve *seulement au fondement*<sup>232</sup>.

---

<sup>230</sup> Cf. *Ibid.*, p. 133 (GW 21, p. 127).

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 133 (GW 21, p. 127).

<sup>232</sup> *Ibid.*, p. 134 (GW 21, p. 128). Nous soulignons.

Avec cette configuration du rapport entre fini et (mauvais) infini, nous pouvons comprendre le mode du phénomène de cette unité (cachée) comme une bascule ou un passage du fini à l'infini et inversement, ce qui veut dire que chacun est un surgir *immédiat* en l'autre et leur rapport seulement un rapport extérieur :

L'on outre passe le fini dans l'infini. Cet outre passer apparaît comme un agir extérieur. Dans ce vide d'au-delà du fini, qu'est-ce qui surgit ? Quel est le positif en cela ? En raison de l'inséparabilité de l'infini et fini (ou parce que cet infini se tenant de son côté est lui-même borné), surgit la limite ; l'infini a disparu, son autre, le fini, fait son entrée. Mais cet entrer apparaît comme un survenir extérieur à l'infini, et la limite nouvelle comme quelque chose de tel qu'il ne surgit pas de l'infini lui-même, mais se trouve tout aussi bien trouvé-déjà-là. Est présent-là du coup la retombée dans la détermination précédente, sursumée en vain. Mais cette limite nouvelle n'est elle-même que quelque chose de tel qui est à sursumer ou à outre passer. Du coup a surgi à nouveau le vide, le néant, dans lequel justement cette détermination, une limite nouvelle, se trouve rencontrée – *et ainsi de suite à l'infini*<sup>233</sup>.

Le mauvais infini apparaît ainsi simplement comme un vide d'au-delà le fini, comme un *infini abstrait*, donc comme nécessairement rapporté au fini en tant que quelque chose d'auto-subsistant, que le mauvais infini doit reproduire ou poser constamment à nouveau pour se réaliser en tant que son au-delà, le vide, le néant, en rencontrant toujours une nouvelle limite. Le fini à son tour n'est fini que dans le rapport au devoir-être ou à l'infini. Ils sont donc inséparables et en même temps purement et simplement autres l'un en regard de l'autre. Selon Hegel, c'est justement cette détermination-réciproque se niant soi-même et sa négation qui entre en scène comme le progrès à l'infini : « Ce progrès entre en scène partout où des déterminations *relatives* sont poussées jusqu'à leur op-position, en sorte qu'elles sont dans [une] unité inséparable, et [que] pourtant à chacune en regard de l'autre se trouve attribué un être-là autostant. Ce progrès est par conséquent la *contradiction* qui n'est pas résolue, mais se trouve énoncée toujours seulement comme *présente-là* »<sup>234</sup>. Selon Hegel, « cet infini est une première élévation du représenter sensible au-dessus du fini dans la pensée, [*pensée*] qui pourtant a seulement le contenu du néant, de ce qui est posé expressément comme non-étant – une fuite par-delà le borné, [fuite] qui ne rassemble pas dans soi et ne sait pas ramener le négatif au positif »<sup>235</sup>.

Nous avons ainsi « un outre passer abstrait, qui demeure incomplet en tant que l'on n'outre passe pas cet outre passer lui-même »<sup>236</sup>. Hegel veut dire par là qu'on doit outre passer le *devoir-être* permanent, car celui-ci est certes la négation du fini, mais n'est pas à même de

---

<sup>233</sup> *Ibid.*, p. 134-5 (GW 21, p. 128-9).

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 135 (GW 21, p. 129).

<sup>235</sup> *Ibid.*, p. 144 (GW 21, p. 138). Nous soulignons.

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 135 (GW 21, p. 129).

s'en libérer en vérité, car continue à poser le fini comme son autre, comme quelque chose d'existant par soi, dans sa limitation. C'est pourquoi le mauvais infini est lui-même fini :

Le progrès à l'infini n'est par conséquent que l'uniformité qui se répète, une seule et même *alternance* ennuyeuse de ce fini et infini (...) L'infinitude du progrès infini demeure affectée par le fini comme tel, est par là limitée, et elle-même *finie* (...) cette répétition permanente d'un seul et même alterner, l'inquiétude vide d'aller plus avant au-delà de la limite en direction de l'infinité, [aller plus avant] qui dans cet infini *trouve* une limite nouvelle, mais ne peut s'en tenir davantage à cette même [limite] que dans l'infini. Cet infini a la détermination ferme d'un *au-delà*, qui ne peut se trouver atteint pour la raison qu'il ne *doit* pas se trouver atteint, parce qu'on ne démord pas de la détermination de l'au-delà, de la négation *qui-est*. Selon cette détermination, il a le fini en face de soi comme un *en deçà*, qui peut tout aussi peu s'élever à l'infini pour la raison qu'il a cette détermination d'un *autre*, du coup un *être-là* permanent s'engendrant à nouveau dans son au-delà, et cela comme divers par rapport à lui<sup>237</sup>.

Outre ce mauvais infini qualitatif, Hegel définit aussi, plus loin (plus précisément dans la section sur la quantité, la grandeur), une *mauvaise infinité quantitative*. Ici aussi nous avons une opposition qui est l'expression d'une contradiction non résolue. Dans le premier cas, cependant, l'opposition du fini et infini est qualitative – l'un est l'autre de l'autre. Elle n'est pas posée de manière à avoir sa négation, son autre, en elle-même. La grandeur, en revanche, est, comme telle, détermination sursummée (*aufgehoben*), c'est le pur quantitatif, la suspension de la qualité, de sorte que la limite est indifférente à elle-même et la détermination est la négation d'elle-même. Un quantum est donc, selon sa qualité, posé en continuité absolue avec son extériorité, avec son être-autre. Par conséquent, il ne peut pas seulement se trouver changé, mais ce qui est posé, c'est qu'il lui *faut* se changer : « La détermination-de-grandeur se continue donc de telle manière dans son être-autre qu'elle n'a son être que dans cette continuité avec un autre ; elle n'est pas une limite *qui-est*, mais une [limite] *qui-devient* »<sup>238</sup>.

Le quantum apparaît ainsi comme infini, posé comme la négativité se rapportant à soi ; il se repousse de lui-même. Il est en fait *déterminé*, donc il est la répulsion de lui-même de la détermination et de devenir un autre. Il consiste à s'augmenter ou à se diminuer. Cet autre auquel il parvient est d'abord lui-même un quantum déterminé. La limite qui surgit à nouveau dans ce sortir-au-dehors n'est donc qu'une limite qui se sursume à nouveau, et ainsi de suite à l'infini.

Ainsi, le fini quantitatif se rapporte *en lui-même* à son infini ; c'est-à-dire que la limite se poursuit et se prolonge, *en elle-même*, dans son au-delà. Inversement, le quantitativement infini est posé de manière à avoir *en lui-même* le quantum. La contradiction réside dans le fait que le quantum devient un autre, mais il se *continue* dans son être-autre. Pourtant celui-ci est l'autre non seulement d'un quantum, mais du quantum lui-même, dans la mesure où il est

---

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 135-6 (GW 21, p. 129-130).

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 237 (GW 21, p. 217).

limité ; c'est le négatif de lui-même comme d'un limité, par conséquent son illimitation, son infinité. Le quantum est ainsi un *devoir-être*, l'au-delà de soi, le moment abstrait du non-être du quantum. Néanmoins, l'au-delà ou l'infini est lui-même un quantum déterminé, donc une limite nouvelle qui s'est trouvée posée.

La continuité du quantum dans son autre, ce progrès quantitatif à l'infini est posé dans le double infini qui est op-posé à soi selon le plus ou le moins, l'infiniment-grand et l'infiniment-petit. En chacun le quantum est *maintenu* dans l'opposition permanente en regard de son au-delà. Par exemple, le grand, si amplifié qu'il soit, s'évanouit jusqu'à l'insignifiance, dans la mesure où il se rapporte à l'infini ; celui-ci, après comme avant, est le non-être de ce même quantum. Autrement dit, l'agrandissement du quantum n'est pas un rapprochement en direction de l'infini, car la différence du quantum et de son infinité est essentiellement aussi le moment d'une différence non simplement quantitative, même si l'on parle de grandeur.

Dans le progrès du quantitatif, ce vers quoi l'on progresse n'est certes pas un abstraitement autre en général, mais un quantum posé comme divers ; mais il demeure de la même manière dans l'opposition en regard de sa négation. Le progrès n'est par conséquent pas non plus un progresser et aller plus avant mais un réitérer d'une seule et même chose, poser, sursumer, et de nouveau poser et de nouveau sursumer ; une impuissance du négatif, auquel ce qu'il sursume, par son sursumer même, fait retour comme continu<sup>239</sup>.

On voit ainsi que la conception du mauvais infini chez Hegel signale fondamentalement un *devoir-être*, quelque chose qui n'est pas encore, et qui donc correspond *abstraitement* au *non-être* du quelque-chose fini, de l'existant déterminé ; il est le toujours plus (ou moins) du fini, qui par là est rétabli constamment. C'est proprement un *vide au-delà* du fini, un *infini abstrait*. Le fini est à son tour l'en deçà de l'infini, et ne s'élèvera jamais jusqu'à celui-ci. Cet infini abstrait fonde ainsi une opposition avec l'existant, dans la mesure où ce dernier ne se reconnaît pas comme infini, comme l'unité de soi et du (mauvais) infini.

\*\*\*

Pour revenir à Marx, nous voyons à quel point ces formulations à propos de l'infini abstrait lui ont aidé à comprendre la logique du capital. Nous avons déjà vu que l'abstraction capitaliste peut être justement définie comme un *devoir-être*, comme un infini qui vient à partir d'une abstraction, qui instaure un aspect normatif dans la logique du capital. En revanche, le réel, l'existant est toujours en deçà de cet infini. Marx se rapproche aussi du

---

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 241 (GW 21, p. 222).

raisonnement dialectique qui marque le progrès quantitatif à l'infini. C'est ce qu'il laisse comprendre lorsqu'il voit dans l'instinct de thésaurisation une contradiction, qui crée ainsi un progrès quantitatif à l'infini, comme dans un passage déjà cité : « Mais en même temps, toute somme d'argent réelle est limitée en quantité, et n'est, pour cette raison, que moyen d'achat à effet limité. Cette contradiction entre limite quantitative et absence de limite qualitative de l'argent plonge et replonge le thésauriseur dans son destin de Sisyphe de l'accumulation »<sup>240</sup>.

De même, on a l'idée que les bornes sont immanentes au capital dans la mesure où elles sont posées par lui. Mais pourquoi ? Ce que Marx essaie de montrer, c'est que la réponse réside dans sa logique elle-même. La tendance du capital est l'expansion illimitée, l'accumulation infinie, donc dépasser toute limite qui devient ainsi une borne. C'est cela le sens profond de la phrase de Marx déjà citée : « Le capital comme tel crée une survaleur déterminée, parce qu'il ne peut pas en poser une infinie d'un coup ; mais il est le mouvement perpétuel qui tend toujours à créer plus ». Autrement dit, comme l'acte d'outrepasser est inhérent à la nature du capital, ce dernier ne peut que reproduire constamment les barrières au fur et à mesure qu'il les supprime, comme le mauvais infini : « Mais, si le capital pose chaque limite de ce type comme obstacle (*das Capital jede solche Grenze als Schranke setzt*) qu'il surmonte ainsi de manière *idéelle*, il ne le surmonte pas *réellement* pour autant »<sup>241</sup>.

Comme nous allons le voir, toute la dynamique du capitalisme est marquée par ce type d'idéalisation, de *devoir-être* (pour reprendre le vocabulaire hégélien), comme par exemple celle d'une circulation sans temps de circulation ou d'une extension démesurée de la journée de travail, entre autres, ce qui crée une *tension* constante entre les limites concrètes de l'existant et les postulats abstraits de la logique capitaliste. Comme nous l'avons vu, ces idéalizations lui font faire face à toute limite comme une barrière, une borne, qui doit être surmontée, ce qui implique un mouvement perpétuel de constantes transformations et d'innovations, comme le soulignent Marx et Engels dans un fameux passage du *Manifeste du parti communiste* :

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés. Poussée par le besoin de débouchés toujours

---

<sup>240</sup>MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 150 (MEW 23, p. 147).

<sup>241</sup>MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 349 (MEGA II/1.2, p. 322-3).



nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations<sup>242</sup>.

Nous sommes ainsi bien d'accord avec Fausto, lorsqu'il affirme qu'en ce sens, ce qui caractérise le capitalisme n'est pas tant le fait de rétablir une nouvelle base matérielle qui lui est adéquate - la grande industrie, la machinerie, qui remplace la base matérielle inadéquate du capitalisme « formelle ». La restitution caractéristique du capitalisme consiste moins dans le rétablissement d'une nouvelle base, dans laquelle la forme s'introduit, qu'en la restitution d'un mouvement constant de la base ou, mieux encore, d'une base qui n'en est plus une, car elle est un bouleversement constant, au sens que la forme impose plusieurs époques technologiques - dont chacune correspond à une forme capitaliste particulière<sup>243</sup>.

C'est ainsi que l'abstraction réelle capitaliste correspond à une sorte d'*idérialisation effective*, au sens où si la logique du capital s'oriente selon des postulats et idéalizations qui ne pourront jamais se réaliser en tant que telles dans la réalité, les actions guidées par celles-ci produisent néanmoins des effets *bien réels ou effectifs* dans la réalité. Ces effets sont cependant toujours concrets et limités, même si l'impératif qui est à la base de l'action capitaliste est abstrait et infini, c'est-à-dire quelque chose de l'ordre du suprasensible. Pour essayer d'éclairer ce point, on peut ici raisonner en termes de forme et contenu. Du point de vue de la forme, l'abstraction capitaliste (tout comme l'abstraction marchande) est bien réelle, au sens où elle structure des *pratiques* sociales spécifiques qui se matérialisent par les actions des capitalistes. Du point de vue du contenu de cette logique, cependant, qui oriente (de manière explicite ou implicite) les actions, c'est l'infini abstrait qui est posé et recherché par les biais d'idéalizations ou postulats. La pratique sociale capitaliste concerne donc une espèce de *métaphysique pratique*, « une première élévation du représenter sensible au-dessus du fini dans la pensée, [*pensée*] qui pourtant a seulement le contenu du néant, de ce qui est posé expressément comme non-étant – une fuite par-delà le borné », pour reprendre les mots de Hegel. Le philosophe allemand dit encore ceci : « L'infini, qui dans le progrès à l'infini n'a que la signification *vide d'un non-être (die leere Bedeutung eines Nichtsseins)*, d'un au-delà non atteint mais recherché (*eines unerreichten, aber gesuchten Jenseits*) ... »<sup>244</sup>.

Ce dernier caractère fournit à l'abstraction capitaliste une dynamique tout à fait particulière et marque sa différence à l'égard de l'abstraction simplement marchande. En

---

<sup>242</sup> ENGELS F. et K. MARX, *Manifeste du parti communiste*, op. cit. (MEW 4, p. 465).

<sup>243</sup> FAUSTO R., *Marx : lógica e política - investigações para uma reconstrução do sentido da dialética*, tomo II, Sao Paulo, Ed. brasiliense, coll.« Coleção encanto radical », 1987, p. 54-5.

<sup>244</sup> HEGEL G.W.F., *Science de la logique*, premier tome, op. cit., p. 253 (GW 21, p. 235). Nous soulignons.

effet, il y a une sorte de contradiction à la base de cette logique, puisque le but qui est posé est un vide ou non-être, un toujours plus, mais les effets de son activité sont bien réels et concrets, et donc particuliers et limités – ce qui crée son caractère incessant. Le capital crée ainsi un monde, le monde capitaliste ; mais si ce monde contient certes des éléments capitalistes, comme le rapport antagoniste entre capital et travail, etc, qui sont tous bien réels, ce monde n'est pas en tant que tel le capital, car la logique du capital est une abstraction indifférente à tout concret et une idéalisation par rapport à laquelle le réel est toujours en deçà. Le capital a donc une dimension *utopique* constitutive. En ce sens, de manière assez paradoxale, on pourrait dire qu'à la rigueur, du point de vue de ses postulats, le capital n'est jamais le réel ou l'existant, même s'il essaie sans arrêt de le façonner, de s'implanter partout, d'exploiter partout, d'établir partout des relations. Dans ce cas, ses postulats débordent *positivement* le réel, ils demandent toujours beaucoup trop à ce dernier. À l'inverse, le capital n'arrive jamais à imposer tout ce qu'il souhaite à l'existant, ni ce dernier semble destiné par sa propre nature à l'infini, comme le fini de *La Logique*. Bien au contraire, comme on va le voir, l'analyse de Marx montre que le réel impose toujours au capital des résistances, du fait qu'il a des limites propres, qu'il comporte d'autres intérêts et d'autres logiques, en somme, qu'il a sa *consistance propre*, aussi bien naturelle que sociale ; il faut donc que le capital lui arrache des transformations en faveur de sa marche vers l'infini, ce qui rend tout ce processus assez pénible et parfois dramatique. Dans ce cas, le réel frustre ou limite *négativement* ces idéalizations, il leur offre toujours très peu. Ici, son matérialisme semble donc l'éloigner de Hegel.

Sur ce dernier point, il faut éviter tout malentendu ou dualisme substantiel. Certes, le capital façonne le réel, engendre des phénomènes spécifiques, il constitue aussi le réel, qui n'a pas une consistance immuable, fixe. Cela ne signifie pas pour autant que le réel s'adapte *parfaitement* ou se plie *complètement* aux impératifs du capital. Il y a toujours une *composition complexe*, où, à côté de la logique du capital, des limites naturelles et matérielles d'une époque/lieu donnés ainsi que de différentes institutions et groupes sociaux produisent eux aussi des effets déterminants sur l'évolution globale du capitalisme. Ainsi, lorsqu'on parle de consistance propre du réel, on veut dire par là qu'à un moment donné, le réel n'est pas exclusivement constitué par le capital. Il y a toujours des éléments, des aspects et des variables que ne sont pas complètement déterminés ou contrôlés, ou que ne sont pas directement les produits des actions des capitalistes. Il y a à chaque fois certaines limites qui sont données (comme des limites écologiques ou d'épuisement de la force de travail, des contraintes démographiques ou en termes de capacité de consommation, par exemple) mais

aussi des éléments de résistance active contre le capital<sup>245</sup>. Par exemple, en ce qui concerne ce dernier point, pour ne pas mentionner le cas plus explicite de la nature en général, on peut anticiper le fait que, dans *Le Capital*, il y a bien une conception anthropologique de l'activité productive que le capital ne peut pas simplement changer ou supprimer ; il s'agit d'une donnée de la consistance propre de la réalité humaine à laquelle la logique capitaliste doit faire face mais dont l'intervention doit également susciter des résistances. Comme le souligne Ludovic Hetzel :

Or le fait que la force de travail soit soumise au salariat ne change pas cette définition anthropologique. C'est pourquoi il est impossible de la marchandiser totalement. Il reste toujours un certain nombre de besoins qui ne sont pas solvables et d'activités corporelles et intellectuelles que l'on fait hors du joug capitaliste (...) Leur force de travail n'est donc pas une marchandise comme les autres, elle n'est pas produite comme une marchandise (...) Ainsi la définition anthropologique de la force de travail, parce qu'elle inclut les forces générales du corps et de l'esprit, fonde-t-elle à la fois son irréductibilité à la marchandisation et la capacité de résistance à l'exploitation du sujet prolétarisé<sup>246</sup>.

Dans tous les cas, ces limites deviennent des bornes que le capital essaie toujours de dépasser, de surmonter, en trouvant de nouvelles solutions ou de nouvelles configurations ; mais il crée également de nouvelles barrières et suscite de nouvelles résistances, car même lorsque le capital arrive à façonner le réel, il en veut toujours plus et atteint de nouvelles limites<sup>247</sup>. D'ailleurs, à l'égard de son processus toujours renouvelé de reproduction élargie, même un réel *déjà* façonné et constitué par l'intervention du capital peut devenir une limite dont le dépassement n'est pas automatique. Autrement dit, les actions des capitalistes ne réalisent jamais complètement les postulats du capital (qui en fait correspondent à un vide non-être), ne constituent jamais un réel capitaliste en tant que tel, car les effets de ces actions doivent être produits dans la réalité concrète et par conséquent sont forcément limités (comme Marx lui-même l'explique dans la citation sur la survaleur infinie qui ne peut pas être posée par le capital). De toutes façons, le processus de façonnement ou de reconstitution capitaliste de l'existant est quelque chose de complexe et de pénible. Il y aura donc toujours une *tension* entre les postulats ou idéalizations abstraites (« l'utopie du capital ») et la réalité concrète. Malgré certaines métaphores employées par Marx, il n'est pas l'œuvre d'une substance-sujet qui se constitue et se meut toute seule, comme un sujet automate.

---

<sup>245</sup> Pour une analyse rigoureuse de la manière dont Marx conçoit la résistance et les luttes ouvrières dans *Le Capital*, voir RENAULT E., « Le problème de la résistance ouvrière dans *Le Capital* », *Les études philosophiques*, octobre 2015, n° 4.

<sup>246</sup> HETZEL L., « Des sujets au coeur du Capital », *Les études philosophiques*, octobre 2015, vol. 4, p. 528-9. Nous reviendrons sur ce point..

<sup>247</sup> Ce vocabulaire hégélien a été aussi employé par Marx dans les *Grundrisse*. Voir par exemple MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome II*, Editions sociales, 1980., p. 273 (MEGA II/1.1, p. 249). On y reviendra.

On définit traditionnellement le capital comme un rapport social antagonique entre le capital et le travail, ou alors comme un auto-mouvement. Dans ces deux cas toutefois, le capital existe simplement, il est dans la réalité. On ne rend pas alors compte de la dimension « utopique » de la logique du capital, de ses idéalizations, qui est un aspect essentiel pour comprendre la dynamique du capitalisme, comme on va le voir. Ainsi, le sens profond de l'abstraction réelle capitaliste en tant que logique sociale hégémonique dans le monde moderne est que notre société est dominée et reconstituée en grande partie par une logique qui en fait correspond à un devoir-être ou à un non-être, à quelque chose qui n'est pas, qui est en dernière instance *inatteignable*, comme le mauvais infini hégélien. Pour revenir à notre définition de départ, ce devoir-être ou cette idéalisation est pourtant effective, elle fait tout de même monde, elle crée effectivement des rapports antagoniques et un mouvement spécifique. C'est un principe de constitution du monde qui du fait de son abstraction spécifique ne correspond jamais *complètement* à ce monde, ne s'*identifie* jamais *tout à fait* à la réalité qu'il a, en grande partie, contribué à créer. Les effets ou les matérialisations créées par l'action des capitalistes n'épuisent jamais l'idéalisation du capital. Autrement dit, le(s) capitalisme(s) historique(s) réellement existant(s) ne sont jamais à la hauteur de l'abstraction capitaliste ; ils en sont toujours *en deçà*, comme le fini hégélien. D'un autre côté, ces actions capitalistes *ne constituent pas totalement le réel* ; celui-ci présente toujours des éléments qui ne sont pas les fruits du capital (comme des aspects de la nature et certaines constantes anthropologiques) et qui lui imposent des limites, des tensions et des chocs ; dans ce cas, « la logique du capital n'épuise pas celle de la vie sociale »<sup>248</sup>. C'est en ce sens qu'on peut dire (même si Marx lui-même n'emploie pas ces mots) que l'abstraction capitaliste n'est pas simplement la réalité concrète, encore que cette dernière contienne des éléments créés par des actions orientées selon cette abstraction. Pour reprendre les thèses de Hegel, en tant que devoir-être, elle concerne un *non-être*, un au-delà non atteint mais recherché ; ainsi, cette abstraction est plutôt une sorte de virtuel qui hante la réalité et la restructure constamment, malgré les tensions et les limites.

Si l'abstraction capitaliste correspondait parfaitement à la réalité, si ses postulats existaient simplement, alors le capitalisme serait effectivement infini ; on ne pourrait envisager sa fin. En fait, malgré les postulats de l'abstraction capitaliste, « la crise est la mémoire de cette finitude qui se rétablit violemment »<sup>249</sup>. D'ailleurs, nous allons voir que

---

<sup>248</sup> HETZEL L., « Des sujets au coeur du Capital », *op. cit.*, p. 536.

<sup>249</sup> FAUSTO R., *Le Capital et la Logique de Hegel*, *op. cit.*, p. 77.

cette tension constamment réinstallée entre les idéalizations abstraites du capital et la consistance propre du réel est ce qui permet à Marx d'affirmer que le capital « crée ses propres fossoyeurs ». Cette consistance propre va se montrer effective à partir du moment où l'intervention des capitalistes engendre des conséquences *non prétendues* et irréversibles. Malgré la finalité de l'accumulation infinie, ce processus constant de façonnement de l'existant finira par créer contradictoirement une réalité qui ne sera plus contrôlable par le capital, c'est-à-dire une consistance propre qui ne se pliera plus à ses impératifs. Ce sera définitivement le retour du refoulé, dans la mesure où la logique du capital a créée une condition matérielle et sociale qui finira par la supprimer, par saper les bases du capitalisme.

Il est évident que les capitalistes n'ont pas besoin d'être à tout moment conscients de ce qu'ils font et de ce qu'ils présupposent lorsqu'ils agissent pour que cela se produise, vu que la question de l'action sociale chez Marx n'est pas mentale ou intentionnelle, mais socio-pratique (comme c'était déjà le cas avec l'abstraction marchande)<sup>250</sup>. Dans ce cas, néanmoins, quelle est la spécificité de la logique moderne du capital par rapport à la logique du capital commercial et usuraire, les formes « antédiluviennes » du capital ? Aristote en effet s'était déjà rendu compte de la spécificité de la logique d'accumulation par rapport à la circulation marchande simple. Marx montre dans une note qu'Aristote oppose l'économique à la chrématistique. Selon ce dernier, l'économique est l'art d'acquérir, elle se borne à procurer les biens nécessaires à la vie et utiles au foyer domestique ou à l'État. La vraie richesse consiste en valeurs d'usage de ce genre ; car la mesure de biens de ce genre suffisante pour bien vivre n'est pas illimitée. Néanmoins, il y a un autre art d'acquérir qui s'appelle par distinction et à juste titre la chrématistique, qui est ainsi fait qu'il semble n'y avoir pas de limites à la richesse et à la possession. La chrématistique est définie comme l'art de faire de l'argent. Or la chrématistique se distingue de l'économique en ce sens que pour elle c'est la circulation qui est la source de la richesse, et elle semble tourner autour de l'argent, car l'argent est le commencement et la fin de ce genre d'échange. C'est également la raison pour laquelle la

---

<sup>250</sup> Ainsi, la perspective de Marx pourrait être rapprochée et anticiperait même certains aspects de la perspective récente qui se constitue autour du concept de pratique sociale, d'autant plus qu'elle revendique le concept marxien de porteur (*Träger*) : « The single individual – as a bodily and mental agent – then acts as the 'carrier' (*Träger*) of a practice – and, in fact, of many different practices which need not be coordinated with one another. Thus, she or he is not only a carrier of patterns of bodily behaviour, but also of certain routinized ways of understanding, knowing how and desiring. These conventionalized 'mental' activities of understanding, knowing how and desiring are necessary elements and qualities of a practice in which the single individual participates, not qualities of the individual » (RECKWITZ A., « Toward a Theory of Social Practices A Development in Culturalist Theorizing », *European Journal of Social Theory*, 1 mai 2002, vol. 5, n° 2, p. 250). Nous allons revenir à cette notion de pratique au septième chapitre.

richesse que recherche la chrématistique est illimitée<sup>251</sup>. Il devient explicite par là que la formule du capital est, en un certain sens, antérieure au mode de production capitaliste, dans la mesure où Aristote avait déjà tout compris sur ce point.

En parlant de la formule du capital, Marx fait la remarque suivante :

Acheter pour vendre, ou pour être complet, acheter pour vendre plus cher, A-M-A', semble à vrai dire n'être la forme adéquate que d'une seule espèce de capital, le capital de commerce. Mais le capital industriel aussi est de l'argent qui se transforme en marchandise, puis, par la vente de la marchandise, se retransforme en plus d'argent. *Les actes, qui se déroulent en dehors de la sphère de la circulation, par exemple, entre rachat et la vente, ne changent rien à cette forme du mouvement*<sup>252</sup>.

On voit donc que le capital industriel, la base du mode de production capitaliste, produit des actes en dehors de la sphère de la circulation. Il touche à la sphère de la production de marchandises. Au livre 3 du *Capital* Marx explique plus clairement les différences entre le capital industriel et le capital commercial (ou, plus généralement, marchand). Le capital marchand est le mode d'existence indépendante le plus ancien du capital, donc c'est d'abord dans le procès de circulation qu'apparaît du capital proprement dit. Cela signifie que le développement historique du capital se donne sur la base d'une forme sociale de production indépendante de lui et qui lui serait étrangère. Marx illustre ce point de la manière suivante :

Les peuples commerçants dans le monde antique existaient, à la manière des dieux d'Épicure, dans les espaces interstellaires ou plutôt comme les Juifs dans les pores de la société polonaise. Le commerce des premières villes et des premiers peuples commerçants autonomes et superbement développés reposait, en tant que commerce intermédiaire pur, sur la barbarie des peuples producteurs entre lesquels il jouait le rôle d'intermédiaire<sup>253</sup>.

Néanmoins, quelle que soit l'organisation des sphères de production dont les marchandises sont échangées par l'entremise du commerçant, la fortune de celui-ci existe toujours sous la forme d'argent et son argent fait toujours fonction de capital. La formule est invariablement A-M-A' ; le point de départ est l'argent, forme indépendante de la valeur d'échange et le but autonome est l'accroissement de cette valeur d'échange. L'échange de marchandises n'est qu'un moyen d'accroître la richesse abstraite, la richesse sous sa forme sociale générale, la valeur d'échange.

Ainsi, en mettant en œuvre l'échange de produits de communautés non développées, le profit commercial est en grande partie du vol et de l'escroquerie, car il exploite la différence entre les prix de production des différents pays. Ce profit présuppose l'absence d'échange

---

<sup>251</sup> Cf. MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 172 (MEW 23, p. 167).

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 175 (MEW 23, p. 170).

<sup>253</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I*, Paris, Editions sociales, 1974, p. 338 (MEGA II/15, p. 323).

d'équivalents ; les produits ne sont donc pas vendus à leur valeur. Il s'agit d'un système de pillage.

Dans le même temps toutefois, Marx souligne que le capital commercial réagit plus ou moins sur les communautés entre lesquelles il est entrepris. Il soumet toujours davantage la production à la valeur d'échange en faisant dépendre la jouissance et la subsistance de la vente plutôt que de la consommation directe des produits. Il accroît aussi le volume de la production, la diversifie et l'internationalise. Par là il désagrège les conditions anciennes, encore que cette action dissolvante dépende beaucoup de la nature de la communauté productrice :

Dans le monde antique, l'action du commerce et le développement du capital marchand aboutit toujours à une économie esclavagiste (...) Par contre, dans le monde moderne, l'action du commerce conduit au mode capitaliste de production. Il s'ensuit que ces résultats eux-mêmes étaient encore conditionnés par des circonstances autres que le développement du capital marchand<sup>254</sup>.

À ce titre, Marx nous donne encore un autre exemple :

Un exemple frappant des obstacles que la solidité interne et la structure des modes de production nationaux précapitalistes opposent à l'action désagrégatrice du commerce, nous est donné par les relations de l'Angleterre avec les Indes et la Chine. Dans ces pays, l'unité de la petite agriculture et de l'industrie domestique constitue la grande base du mode de production (...) Aux Indes, les Anglais, souverains et rentiers fonciers, déployèrent simultanément leur puissance politique et économique pour faire éclater ces petites communautés économiques (...) Même ici leur œuvre de destruction ne réussit que très progressivement. Elle réussit encore moins en Chine, où le pouvoir politique direct ne leur vient pas en aide<sup>255</sup>.

On voit donc que la compréhension de Marx à propos des transitions du capital marchand vers le mode de production capitaliste est assez nuancée, car il y a toujours plusieurs logiques sociales sur le terrain, qui entrent souvent en conflit.

En tout cas, c'est seulement avec le mode de production capitaliste que la logique du capital s'empare effectivement de la production. Selon le récit d'histoire longue présentée par Marx, le mode capitaliste de production se présente ainsi comme l'*extension* finalement réussie de la *logique abstraite du capital* à la sphère de la production. À partir de ce moment-là, cette logique confère à la production elle-même « une forme spécifique tout à fait modifiée »<sup>256</sup> et devient hégémonique dans la société toute entière, en créant ainsi l'époque moderne<sup>257</sup>. Cependant, comme nous l'avons vu, ce n'est pas de la téléologie explicite (au

---

<sup>254</sup> *Ibid.*, p. 340 (MEGA II/15, p. 324).

<sup>255</sup> *Ibid.*, p. 341-2 (MEGA II/15, p. 326).

<sup>256</sup> *Ibid.*, p. 335 (MEGA II/15, p. 319).

<sup>257</sup> Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx montre que le capital industriel « trouve-déjà-là » les formes anciennes du capital commercial et du capital usuraire, mais il lui faut les soumettre pour les transformer en parties ou fonctions de soi-même, dans un processus de complexification de son mouvement de reproduction

moins dans cet écrit), car plusieurs circonstances jouent un rôle pour bloquer ou accélérer ce processus.

Selon Marx, la transition à partir du mode de production féodal s'effectue de deux façons : le producteur devient commerçant et capitaliste, ou le commerçant s'empare directement de la production<sup>258</sup>. Le résultat, surtout dans le premier cas, est le bouleversement du mode de production, dans la mesure où l'industrie et l'agriculture sont soumises à l'abstraction capitaliste. Nous verrons en quoi cela consiste dans ce qui suit. Toutefois, on peut avancer que selon l'analyse de Marx, le commerce devient serviteur de la production industrielle pour laquelle un élargissement constant du marché est dès lors une condition vitale.

De toute façon, dans le mode de production capitaliste, la logique du capital se montre encore plus complexe et flexible, car si dans le capital commercial (pré-moderne) cette logique concernait aussi bien l'argent que la marchandise (acheter pour vendre) et ainsi se différenciait de la thésaurisation, la logique du capital industriel va même au-delà du marché, de la sphère de la circulation. C'est ainsi que, dans le capital industriel, l'abstraction capitaliste se distingue encore plus nettement de l'abstraction marchande, dans la mesure où elle s'applique également à la sphère de la production. Si l'abstraction marchande configure un mode d'existence spécifique de la marchandise (la valeur d'échange, l'argent) qui reste à côté de son existence naturelle en tant que valeur d'usage, l'abstraction capitaliste essaie d'imposer ses idéalizations ou postulats à l'existence naturelle ou réelle des choses. Il ne s'agit plus simplement d'une existence double, mais d'une tentative de façonnement de l'existant concret au profit d'une finalité abstraite (la valorisation). Si l'on pourrait dire que l'abstraction marchande simple est un phénomène borné à la sphère de circulation ou d'échange (vu que la production marchande simple vise la valeur d'usage), l'abstraction capitaliste est une logique autonomisée, potentiellement globale, qui veut s'emparer de tout et qui entraîne beaucoup plus de choses que la marchandisation. Certes, cette hégémonie de la logique du capital dans l'époque moderne ne se produit que par le biais d'une extension du processus de marchandisation, qui s'étend au marché du travail, à la force de travail, qui devient travail salarié. Néanmoins, nous verrons que les actes liés au procès capitaliste ne se bornent pas à cette marchandisation de la force de travail. Il y a des processus spécifiques qui

---

élargie, comme nous verrons plus loin. Voir MARX K., *Théories Sur La Plus-Value Tome 03 - Chapitres XIX À XXIV Et Annexes*, Paris, Editions Sociales, 1978., p. 554.

<sup>258</sup> Cf. MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 342-3 (MEGA II/15, p. 327).



se déroulent au sein même de la production, au sein du procès de travail, qui devient ainsi en même temps procès de valorisation.

### **1.7 – Au-delà de l’abstraction marchande et du travail abstrait : une brève note critique à l’égard de l’interprétation de Moishe Postone**

Cette distinction qu’on vient d’expliciter entre l’abstraction marchande et l’abstraction capitaliste n’est pas du tout évidente au sein du marxisme, y compris dans le cas des interprétations qui se prétendent critiques du « marxisme traditionnel », comme notamment celle de Moishe Postone.

Au centre de son analyse demeure l’idée que les catégories de la critique marxienne de l’économie politique sont historiquement spécifiques à la société moderne capitaliste. Il faut toutefois souligner que l’appropriation de la notion de spécificité historique se borne au « capitalisme en tant que tel » et non à ses différentes phases ou même aux différents capitalismes présents à une même époque. C’est-à-dire que l’« analyse catégorielle » proposée par Postone se situe tout de même à un niveau très élevé d’abstraction.

En critiquant ce qu’il appelle le « marxisme traditionnel », marqué par une analyse trop centrée sur l’exploitation, sur les rapports de classe et sur l’inégale distribution de la survalueur, Postone affirme que cette tradition ne touche pas aux rapports sociaux plus profonds du capitalisme. Elle demeure ainsi acritique par rapport aux ressorts fondamentaux du capitalisme, notamment par rapport à la manière dont la médiation sociale y est structurée. Il nous invite donc à passer « d’une théorie des rapports sociaux fondamentalement compris en termes de rapports de classe à une théorie des formes de médiation sociale exprimées par des catégories telles que valeur et capital »<sup>259</sup>.

Postone essaie donc de comprendre et de critiquer « l’essence profonde » du capitalisme à partir notamment de l’analyse des catégories fondamentales de la médiation sociale marchande-capitaliste comme celles de marchandise, de valeur, de travail abstrait et de capital, tout en affirmant leur spécificité historique capitaliste. C’est pour cela que sa théorie critique du capitalisme peut être vue comme une analyse et une critique *catégorielle*.

En suivant l’ordre de l’exposition de Marx, Postone présente d’abord la catégorie marchandise. La marchandise est la forme la plus fondamentale des relations sociales qui caractérisent la société capitaliste. Marx a pris le terme « marchandise » et l’a utilisé pour

---

<sup>259</sup> POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale : Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, Paris, Mille et une Nuits, 2009, p. 120.

désigner une forme historiquement spécifique de relations sociales, constituée comme une forme structurée de pratique sociale qui est en même temps le principe structurant des actions, des vues du monde et des dispositions des gens. Comme catégorie de pratique, c'est une forme double : forme de subjectivité sociale et d'objectivité.

Ce qui caractérise la forme marchandise des relations sociales est qu'elle est constituée par le travail, qui existe sous une forme objectivée et qui a un caractère dualiste. Pour élucider cette description, la conception qu'a Marx de la spécificité historique du travail sous le capitalisme doit être clarifiée. Marx soutient que ce travail dans le capitalisme a ce qu'il appelle un « double caractère » : il est à la fois « travail concret » et « travail abstrait ». Le « travail concret » se réfère au fait qu'une certaine forme d'activité (conçue comme peine) fait partie du métabolisme des gens avec la nature, dans toutes les sociétés. Le « travail abstrait » ne se réfère pas simplement au travail concret en général, il s'agit en fait d'une sorte très différente de catégorie. Cela signifie que le travail sous le capitalisme a aussi une fonction sociale unique qui n'est pas intrinsèque à l'activité de peine comme telle. Par sa médiation, il entraîne une nouvelle forme d'interdépendance sociale.

Dans une société où la marchandise est la catégorie structurante, le travail et ses produits ne sont pas socialement distribués par des normes traditionnelles ou des relations manifestes de pouvoir et de domination - c'est-à-dire par des relations sociales non-déguisées comme c'est le cas dans d'autres sociétés. Au lieu de cela, le travail remplace lui-même ces relations sociales, en servant d'une sorte de moyen quasi-objectif par lequel les produits des autres sont acquis. Une nouvelle forme d'interdépendance surgit, où les gens ne consomment pas ce qu'ils produisent, mais où, néanmoins, leur propre travail ou les produits (objectivations) de leur travail sont les moyens nécessaires pour obtenir les produits fabriqués par d'autres. Cela signifie que le travail a une double fonction : d'un côté, c'est un type de travail spécifique qui produit des biens particuliers (travail concret) ; mais, d'un autre côté, le travail, indépendamment de son contenu spécifique, sert au producteur de moyen pour acquérir les produits des autres (travail abstrait)<sup>260</sup>.

Selon Postone, c'est cette forme spécifique de médiation sociale par le travail abstrait qui caractérise fondamentalement la société marchande-capitaliste. Le travail dans le capitalisme n'est donc pas seulement le travail comme nous l'entendons dans le sens transhistorique commun, mais il est aussi une activité de médiation sociale historiquement spécifique. De là ses objectivations (la marchandise, l'argent, le capital) sont autant des

---

<sup>260</sup> Cf. *Ibid.*, p. 223.

produits concrets du travail que des formes objectivées de médiation sociale. Selon cette analyse alors, les relations sociales qui caractérisent le plus essentiellement la société capitaliste sont très différentes des relations sociales qualitativement spécifiques, manifestes, comme la relation de parenté ou la relation de domination directe personnelle, qui caractérisent les sociétés non-capitalistes<sup>261</sup>.

Ainsi, dans la structure de cette interprétation, ce qui caractérise fondamentalement le capitalisme est une forme historiquement abstraite de médiation sociale constituée par le travail. Du point de vue sociologique, ce caractère abstrait veut dire que la forme de médiation est *impersonnelle* et *réifiée*. D'après Postone, bien que la forme historiquement spécifique de médiation soit constituée par des formes déterminées de pratiques, ce qui arrive est quasi-indépendant des gens qui sont engagés dans ces pratiques. Le résultat est une nouvelle forme historique de domination sociale, qui soumet les gens à des impératifs rationalisés de plus en plus impersonnels et à des contraintes qui ne peuvent pas adéquatement être saisies en termes de domination de classe ou, plus généralement, en termes de la domination concrète de groupements sociaux ou d'agences institutionnelles de l'État et/ou de l'économie :

Cette contrainte ne dépend pas d'une domination sociale directe, comme c'est le cas, par exemple, avec le travail de l'esclave ou du serf ; elle dépend au contraire de structures sociales « abstraites » et « objectives » et constitue une forme de *domination impersonnelle, abstraite*. Cette forme de domination ne se fonde finalement sur personne, ni homme, ni classe, ni institution ; son fondement ultime, ce sont les formes sociales structurantes de la société capitaliste (...) La société, en tant qu'Autre universel, abstrait, quasi indépendant, qui fait face aux individus et exerce sur eux une contrainte impersonnelle, est constituée par le double caractère du travail sous le capitalisme, en tant que structure aliénée<sup>262</sup>.

Le caractère abstrait de la médiation sociale étant à la base du capitalisme, il est aussi exprimé sous forme de richesse dominante dans cette société. Postone distingue explicitement la valeur de ce qu'il appelle la « richesse matérielle » et rapproche ces deux formes distinctes de richesse de la dualité du travail dans le capitalisme. La richesse matérielle est mesurée par la quantité de produits fabriqués et est fonction d'un certain nombre de facteurs, comme la connaissance, l'organisation sociale et les conditions naturelles, complétant le contenu du travail. La valeur est constituée par la seule dépense du temps de travail humain et est la forme dominante de la richesse dans le capitalisme<sup>263</sup>. Ainsi, selon Postone, la forme abstraite historiquement spécifique de domination sociale intrinsèque aux formes fondamentales de médiation sociale dans le capitalisme est la domination des gens par le temps. Cette forme de

---

<sup>261</sup> Cf. *Ibid.*, p. 223-4.

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>263</sup> Cf. *Ibid.*, p. 287.

domination est nécessairement dûe à une forme historiquement spécifique de temporalité abstraite, issue du temps newtonien, qui s'est constituée, historiquement là-encore, avec la forme marchandise<sup>264</sup>.

Après avoir d'abord défini le capitalisme comme un système de médiation et domination sociale abstraite, c'est-à-dire d'un point de vue *analytique*, Postone introduit sur cette base une dimension proprement *dynamique* à l'essence du capitalisme. Cette dynamique temporelle est au cœur du capital, qui est une catégorie de mouvement. Il entraîne un processus incessant d'auto-expansion de la valeur, un mouvement directionnel, sans « télos » externe, qui produit les cycles à grande échelle de production et de consommation, de création et de destruction.

Toutefois, comme auparavant il avait défini le capitalisme comme un système de relations sociales réifiées, dont le phénomène de domination est essentiellement impersonnel, cette dynamique doit être comprise du point de vue d'un grand Sujet, dont le mouvement spécifique correspond au mouvement d'une totalité close en elle-même : « Significativement, dans la présentation de la catégorie de capital dans *Le Capital*, Marx la décrit avec la même langue utilisée par Hegel dans la *Phénoménologie*, en ce qui concerne le *Geist* [Esprit] - la substance en automouvement est le sujet de son propre processus. Ainsi, Marx suggère en effet qu'il existe vraiment, dans le sens hégélien, un Sujet historique au sein du capitalisme. Mais encore - et c'est d'une importance cruciale - il n'identifie pas ce Sujet avec le prolétariat (comme le fait Lukács) ou même avec l'humanité. Au lieu de cela il l'identifie avec le capital. La critique que fait Marx de Hegel dans *Le Capital* suggère que les relations capitalistes ne sont pas extrinsèques au Sujet comme si elles entravaient sa pleine réalisation. Il analyse plutôt celles là comme constituantes du Sujet »<sup>265</sup>.

Ainsi, le Sujet historique est la structure aliénée de la médiation sociale qui est au cœur de la formation capitaliste. Par ailleurs, la dynamique historique du capitalisme produit sans cesse ce qui est nouveau, tout en régénérant ce qui est le même. Ce mouvement est pourtant en soi contradictoire, dans la mesure où ce nouveau qui est produit par la dynamique capitaliste laisse entrevoir la possibilité d'une société post-capitaliste. C'est ici que l'opposition entre la valeur et la richesse matérielle joue un rôle potentiellement explosif. Postone saisit la dynamique contradictoire du « Grand sujet capital » de la manière suivante :

---

<sup>264</sup> Cf. *Ibid.*, p. 298ss.

<sup>265</sup> POSTONE M., « Repenser la théorie critique du capitalisme », Conférence disponible sur [http://sd-1.archive-host.com/membres/up/4519779941507678/Repenser\\_la\\_theorie\\_critique\\_du\\_capitalisme\\_Moishe\\_Postone\\_def.pdf](http://sd-1.archive-host.com/membres/up/4519779941507678/Repenser_la_theorie_critique_du_capitalisme_Moishe_Postone_def.pdf). Accès le 09/02/2016. Voir aussi POSTONE, *Temps, travail et domination sociale*, op. cit., p. 119ss et p. 234.

Dans sa discussion sur la grandeur de la valeur en termes de temps de travail socialement nécessaire, Marx indique une spécificité de la valeur comme étant une forme sociale de richesse dont la mesure est temporelle : la productivité croissante augmente les quantités de valeurs d'usage produites par unité de temps, mais il résulte seulement de cela des augmentations à court terme de la grandeur de valeur créée par unité de temps. Une fois que cette augmentation productive devient générale, l'ampleur des chutes de valeur ramène celle-ci à son niveau de base. Le résultat est une sorte d'effet moulin de discipline [*treadmill effect*] sans fin. D'une part les niveaux accrus de productivité aboutissent à de grandes augmentations de production de valeur d'usage, cependant la productivité accrue n'aboutit pas aux augmentations proportionnelles à long terme de valeur (la forme sociale de la richesse dans le capitalisme)<sup>266</sup>.

Avec cet effet « moulin de discipline », ce qui apparaît est donc une dialectique de transformation et reconstitution, dans la mesure où les niveaux socialement généraux de productivité et les déterminations quantitatives du temps de travail socialement nécessaire changent, mais ces changements reconstituent le point de départ, c'est-à-dire l'heure de travail social et le niveau de base de la productivité.

Ce qui frappe dans cette interprétation, c'est que Postone attribue cette dynamique d'augmentation incessante de la productivité non pas à la logique spécifique du capital, mais à la valeur tout court : « Cet effet 'moulin de discipline' implique, même au niveau logique abstrait de la grandeur de valeur – *autrement dit, avant que la catégorie de survaleur et le rapport travail salarié/capital aient été présentés* -, une société directionnellement dynamique, telle qu'elle est exprimée par des niveaux de productivité toujours plus élevés »<sup>267</sup>.

Selon Postone, la contradiction fondamentale de notre société est celle qui s'établit entre « le savoir et les capacités socialement générales dont l'accumulation est induite par la forme de rapports sociaux médiatisée par le travail » et « cette forme même de médiation », qui sont deux effets contradictoires du capitalisme – ce qui renvoie aux deux dimensions (concrète et abstraite) du travail et du temps<sup>268</sup>. Postone voit ainsi dans la tendance d'augmentation de la productivité la possibilité d'abolition du travail, et non de réalisation du travail. Dans le récit de Marx, avec la subsumption réelle du travail, les pouvoirs productifs du capital deviennent de plus en plus des pouvoirs productifs socialement généraux qui ne peuvent plus être compris comme ceux des producteurs immédiats seuls. Cette constitution et cette accumulation de connaissance socialement générale rendent le travail du prolétaire de plus en plus anachronique.

---

<sup>266</sup> Idem, *ibidem*. Voir aussi POSTONE, *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 426.

<sup>267</sup> *Ibid.*, p. 426-7. Nous soulignons.

<sup>268</sup> Cf. *Ibid.*, p. 447.

Selon cette réinterprétation de Marx, sa théorie s'étend bien au-delà de la critique traditionnelle des relations bourgeoises de distribution (la propriété privée). Il s'agit non seulement d'une critique de l'exploitation et de la distribution inégale des richesses et du pouvoir, mais celle-ci saisit également la société industrielle moderne elle-même comme capitaliste, et analyse d'une façon critique le capitalisme, principalement en termes de structures abstraites de domination, de fragmentation croissante du travail individuel et d'existence individuelle, d'une logique folle liée à un développement aveugle. Cette approche traite la classe ouvrière comme l'élément de base du capital, plutôt que comme l'incarnation de sa négation, et conceptualise le socialisme non pas en termes de réalisation du travail et de la production industrielle, mais en termes d'abolition possible du prolétariat et de l'organisation du travail basé sur le travail des prolétaires, aussi bien que d'abolition du système dynamique de contrainte abstraite constituée par le travail comme activité socialement médiatisante. Cette approche re-conceptualise une société post-capitaliste en termes de dépassement du prolétariat, autrement dit, d'auto-abolition du prolétariat et du travail qu'il accomplit - c'est-à-dire sous la forme d'une transformation de la structure générale du travail et du temps.

Malgré sa cohérence et son caractère systématique, l'interprétation de Postone présente un certain nombre de problèmes. Comme le montrent Pierre Dardot et Christian Laval en critiquant Postone, « on ne peut souscrire à l'idée que 'le capitalisme est un système de domination impersonnelle, abstraite' qui serait comme tel indépendant de l'existence des capitalistes. On ne peut en effet décider d'ignorer le lien très fort que Marx établit entre le capital et le capitaliste »<sup>269</sup>. À l'appui de ce reproche, ils citent deux passages des *Grundrisse* qui illustrent bien le fait qu'on ne peut pas du tout comprendre le capitalisme simplement comme un système de domination impersonnel, auquel le capitaliste et le prolétariat seraient également soumis. Cela n'est pas faux chez Marx, mais c'est une vue *partielle*. Il faut absolument ajouter que la logique du capital a besoin de *porteurs*, c'est-à-dire d'agents sociaux qui *personnifient* et internalisent en quelque sorte cette logique afin de mener leurs actions en fonction de ses postulats et de mettre en œuvre les tendances du capital :

Or, comme être pour soi, le capital, c'est le capitaliste. Bien sûr, certains socialistes disent : nous avons besoin du capital, mais non du capitaliste. *Le capital apparaît alors comme pure chose, et non comme rapport de production, qui, réfléchi en soi, est précisément le capitaliste (in sich reflectirt eben der Capitalist ist)*. Certes, je peux séparer le capital de tel capitaliste singulier, le capital peut passer à un autre capitaliste. Mais, en perdant le capital, il perd sa qualité de capitaliste. Par conséquent, le capital est séparable d'un capitaliste singulier, non *du* capitaliste qui en tant que tel fait face *au* travailleur<sup>270</sup>.

---

<sup>269</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom : Karl*, op. cit., p. 593.

<sup>270</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, Editions sociales, 1980, p. 242. (MEGA II/1.1, p.

On note ainsi que le rapport capitaliste de production *réfléchi en soi* est le capitaliste, c'est-à-dire la logique du capital internalisée et personnifiée par un agent social. Ainsi, la domination impersonnelle du capital ne peut faire l'économie d'une domination à la fois structurelle et personnelle<sup>271</sup> ou directe du travailleur par le capitaliste (qui personnifient ainsi le rapport entre capital et travail vivant), c'est-à-dire d'une domination de *classe* :

Du moment que dans ce procès le travail fixé dans un objet est posé tout à la fois comme *non-objectivité* du travailleur, objectivité d'une subjectivité opposée au travailleur, et *propriété* d'une volonté qui lui est étrangère, le capital est nécessairement du même coup *un capitaliste* (...) Le concept de capital pose que les conditions objectives du travail (...) acquièrent une *personnalité* face au travail, ou encore, ce qui est la même chose, qu'elles soient posées comme propriété d'une personnalité étrangère au travailleur. *Dans le concept de capital, il y a le capitaliste (Im Begriff des Capitals ist der Capitalist enthalten). (...) le capital est essentiellement le capitaliste (das Capital ist wesentlich Capitalist)*<sup>272</sup>.

De même, dans les *Grundrisse*, il montre que s'il y a changement dans le caractère des rapports personnels dans la modernité, ceux-ci ne disparaissent pourtant pas : « Cette dépendance objective (...) se réinverse en rapports de dépendance personnels, dépouillés simplement de toute illusion (...) dans le monde moderne, les rapports personnels (*persönlichen Verhältnisse*) surgissent comme une simple émanation des rapports de production et d'échange »<sup>273</sup>. Nous sommes ainsi bien d'accord avec Emmanuel Renault, lorsqu'il affirme que si, dans le capitalisme, les contraintes indirectes (notamment

---

223). Nous soulignons.

<sup>271</sup> En fait, la domination n'est vraiment personnelle qu'au sens des sociétés traditionnelles, où il y a des rapports personnels de maître et d'esclave, par exemple. Dans ce cas, l'autorité du maître est fondée sur rapports de domination directe, elle est fondée sur sa propre personne. Dans le cas du capitalisme, l'autorité devient en ce sens impersonnelle, dans la mesure où le patron ne détient une autorité que grâce à un rapport purement monétaire et contractuel, ce qui n'a rien à voir avec sa personne en tant que telle. N'importe quel autre qui a de l'argent pourrait embaucher des employés et devenir patron. Mais cela ne veut pas du tout dire que disparaissent les rapports de domination « face-à-face » *au sein* du procès de production, vu que, en tant que *personnifications* du rapport structurel entre capital et travail, le capitaliste doit diriger le travailleur et surveiller son travail. Comme nous allons voir, dans l'analyse de Marx, ce rapport « face-à-face » est assez important, puisque l'intérieur de la sphère de production est un site privilégié pour la matérialisation de l'abstraction capitaliste dans le mode de production capitaliste. Marx expose clairement ceci dans le passage suivant : « Le paysan auparavant indépendant tombe en tant que facteur du procès de production sous la dépendance du capitaliste qui le dirige et son emploi dépend lui-même d'un contrat qu'en qualité de possesseur de marchandises (possesseur d'une force de travail) il a forcément conclu avec le capitaliste en sa qualité de possesseur d'argent. L'esclave cesse d'être un instrument de production appartenant à qui l'emploie. Le rapport de maître à du compagnon disparaît. Dans son rapport au compagnon, le maître était maître du métier. Désormais c'est uniquement en tant que possesseur de capital qu'il a affaire à lui, qui de son côté n'est plus vis-à-vis de lui que vendeur de travail. Avant le procès de production, tous ont affaire les uns aux autres comme possesseurs de marchandises n'ayant entre eux qu'un *rapport d'argent* ; *au sein* du procès de production, les voici porte-fonction personnalisés des facteurs de ce procès, le capitaliste en tant que 'capital', le producteur immédiat en tant que 'travail' (...) *En outre le capitaliste veille à ce que le travail ait le degré normal de qualité et d'intensité et prolonge autant qu'il est possible le procès de travail, puisqu'ainsi s'accroît la survaleur qu'il produit* » (MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 180-1; MEGA II/4.1, p. 92). Nous soulignons.

<sup>272</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 451-2 (MEGA II/1.2, p. 414-5).

<sup>273</sup> *Ibid.*, p. 101 (MEGA II/1.1, p. 97).

l'impossibilité pour les salariés de survivre autrement qu'en renouvelant sans cesse la relation salariale) jouent un rôle plus déterminant que dans les précédents modes de production, les analyses de Marx « n'excluent pas la permanence, voire le développement, de formes de domination personnelle »<sup>274</sup>.

On voit ainsi que le moment essentiel de l'action n'est pas supprimé par celui du système – il n'y a de logique du capital que de manière « incarnée » ou personnifiée. Certes, Postone reconnaît parfois que les rapports de classes jouent un rôle important chez Marx, mais il essaie toujours de subordonner cette problématique à celle des formes aliénées de médiation sociale<sup>275</sup>. De même, il veut rendre compte de la dialectique entre structure et action chez Marx, mais il ne semble pas prêt à accorder au moment de l'action, de la personnification et de l'internalisation de la logique du capital, un rôle prépondérant dans son exposé, car cela l'obligerait à accorder également plus de place aux conflits sociaux et à la lutte de classes, ainsi qu'aux appropriations privées du produit social ; Postone n'abandonne donc pas une seconde la dimension structurelle ou systémique. En effet, si le système (la domination impersonnelle) est responsable des contraintes qui imposent cette logique aux capitalistes individuels (par exemple, à travers le mécanisme de la concurrence), la dynamique du système (les « lois » systémiques du mouvement du capital) ne se réalise que par les actions (au moins partiellement « libres » et « conscientes ») de ces capitalistes eux-mêmes, aussi bien individuellement que collectivement. Comme le souligne Hetzel, même s'ils sont contraints par la concurrence, les capitalistes « sont ainsi les acteurs du développement économique, avec leur volonté, leur intelligence, leurs passions et leurs croyances. De même, c'est la conscience de leurs intérêts qui les conduit à se regrouper, à s'organiser à la fois en dirigeant l'État et en créant des associations (...) On comprend alors que la méthode sociologique de Marx n'est ni 'individualiste', ni 'collectiviste' (...) *Les structures sont elles-mêmes produites objectivement par l'activité des individus*, qui sont donc bien les *acteurs* des processus sociaux... »<sup>276</sup>.

C'est ainsi que les capitalistes doivent par exemple affronter directement les travailleurs et les contraindre à travailler de la manière la plus intense possible<sup>277</sup> – ce qui crée forcément

---

<sup>274</sup> RENAULT E., *Marx et la philosophie*, PUF, 2014., p. 174.

<sup>275</sup> POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 461ss.

<sup>276</sup> HETZEL L., « Des sujets au coeur du Capital », *op. cit.*, p. 534.

<sup>277</sup> Comme le rappelle Marx: « Or, en fait, dans mon analyse, le profit du capital n'est pas non plus 'un simple vol' ou un simple 'prélèvement' sur le travailleur. Mais, au contraire, je fais du capitaliste un agent indispensable de la production capitaliste, montrant en long et large qu'il ne se borne pas à 'prélever' ou à 'voler', mais qu'il extorque la production d'une plus-value, c'est-à-dire qu'il contribue d'abord à créer ce sur quoi on prélèvera » (MARX K., « Notes critiques sur le Traité d'Economie Politique d'Adolph Wagner », *op. cit.*, p. 1534-5).



des antagonismes et des luttes de classe. De cette manière, tout n'est pas un rapport réifié (« entre choses ») dans le capitalisme, alors que *la logique du capital est toujours à l'œuvre*. Postone reconnaît bien cela, mais il ramène toujours et de manière paradoxale les phénomènes qui ont lieu à l'intérieur de la sphère de production à la valeur, à une forme marchande de médiation sociale : « La valeur se révèle donc être le principe structurant des *deux* formes de la division du travail sous le capitalisme. Pour Marx, elle ne structure pas seulement la division sociale du travail dans la société, mais aussi la division du travail dans l'atelier »<sup>278</sup>. En fait, comme le souligne Bidet dans tous ses travaux, il y a dans le capitalisme analysé par Marx l'espace interne de la fabrique, celui de la division technique du travail, qui correspond à un autre type de médiation sociale, à côté du marché, lequel pourrait être qualifié d'organisationnel.

On constate ainsi un autre problème dans l'analyse de Postone, cette fois soulevé par Jacques Bidet : elle confond le processus capitaliste avec le processus marchand et, par là, l'abstraction marchande avec l'abstraction capitaliste. Comme nous l'avons déjà noté, Postone attribue la dynamique historique du capitalisme aux propriétés qui seraient celles mêmes de la valeur. De même, il croit que « l'exploitation et la domination sont des moments qui font partie intégrante du travail déterminé par la marchandise », ou que l'exploitation du travail caractéristique du capitalisme se fonde « finalement non pas sur l'appropriation du surplus par les classes non laborieuses, mais sur la forme que le travail revêt sous le capitalisme »<sup>279</sup>.

Ainsi, Postone ne traite pas vraiment de l'abstraction capitaliste en tant que logique d'action propre aux capitalistes, mais essaie de comprendre tous les aspects du capitalisme à partir de la perspective des formes aliénées de médiation sociale, c'est-à-dire finalement à partir des catégories marchandes telles que la valeur, la marchandise et le travail abstrait. Il ne sait pas vraiment opérer la transition d'une forme d'abstraction réelle (limitée à la sphère marchande) à l'autre (capable d'envahir la production et de restructurer le marché lui-même). Certes, la deuxième se fonde sur la première, mais elle recèle quand même certaines spécificités décisives à l'égard de la dynamique du capitalisme. De cette manière, malgré son intention d'aller au-delà du marché et de la problématique de la distribution, « Postone, s'épargnant de considérer ce que Marx traite comme 'transformation' du marché en capital, acquiesce à sa façon au motif libéral : nous vivons dans une société de marché. Et il en vient à

---

<sup>278</sup> POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale*, op. cit., p. 488.

<sup>279</sup> *Ibid.*, p. 239-240.

désigner l'ordre marchand – plutôt que l'ordre capitaliste – comme la forme moderne de la domination »<sup>280</sup>.

Or, nous avons déjà insisté sur ce point, la société capitaliste ne peut se définir comme une société de marché, fondée sur un « marché du travail ». Le processus de marchandisation croissante ne rend pas compte de tout ce qui se produit dans le capitalisme. Ce qui est dépensé et vendu par le travailleur en effet, ce n'est pas « du travail », c'est une « force de travail », qui doit être exploitée par le capital. Le procès d'exploitation n'est donc pas réductible à une relation d'échange marchand, il comporte notamment une extorsion de produit du travail, inséparable d'un rapport de domination inhérent au contrat salarial.

Comme le souligne Bidet, ce genre de dérive dont Postone est l'indice renvoie à une confusion, très largement répandue dans le commentaire philosophique du *Capital*, entre l'abstraction du travail abstrait et l'abstraction de la survaleur, ou alors entre abstraction marchande et abstraction capitaliste. Chez Marx, on le rappelle, la première est le corrélat du travail concret, la seconde désigne une « richesse abstraite » recherchée comme telle, quel que soit son contenu en termes d'investissement concret particulier, c'est-à-dire aussi de conséquences sur le sort des humains et de la nature. Or, Postone rassemble ces deux concepts dans sa notion de valeur définie par le travail abstrait. Ce qu'il appelle la « nature duelle » de la production capitaliste, c'est le fait qu'elle est indifféremment production de valeurs d'usage et de valeur, ou bien de valeur d'usage et de survaleur. En effet, à ses yeux, produire de la valeur, c'est déjà produire pour la valeur, pour son accroissement. Tout se ramène à l'idée de « création de valeur »<sup>281</sup>.

On retombe ainsi dans le premier problème : « Ce n'est pas que Postone ait tort de mettre en cause les finalités abstraites du capitalisme : ce doit être là le foyer de la critique. Mais, désignant la 'marchandise' comme l'essence même du capital, puisqu'elle en contient des déterminations 'essentielles', il se trompe d'adversaire. Il fait disparaître les capitalistes en faisant disparaître la plus-value dans la valeur, dont elle ne serait que l'expression »<sup>282</sup>. Contre cette conception, Stéphane Haber montre que ce qui pose problème dans le capitalisme n'est pas tant le marché ou le travail abstrait (Postone), mais « la généralisation économique et sociale de la contrainte à la croissance et à l'expansion : une forme plus qu'un contenu (...) Ce

---

<sup>280</sup> BIDET J., « Misère dans la philosophie marxiste : Moïse Postone lecteur du Capital », *op. cit.*

<sup>281</sup> Cf. POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 414.

<sup>282</sup> BIDET J., « Misère dans la philosophie marxiste », *op. cit.*

qui poserait problème, c'est tout ce qui relève d'une contrainte dynamique globale assez diffuse (une tendance à l'agitation spécifique du *toujours plus...* »<sup>283</sup>.

Il y a un dernier problème que nous voudrions souligner chez Postone. Il assume ainsi avec conviction la métaphore du « sujet automatique » que Marx emploie dans la deuxième section du *Capital*, en la renforçant et en la généralisant à partir d'une appropriation assez questionnable, voire abusive de Hegel : « Puisque la totalité est autofondatrice, automédiatrice et objectivée, elle existe de façon quasi indépendante. Comme je le montrerai, au niveau logique de l'analyse de la catégorie de capital, cette totalité devient concrète et se meut par elle-même. Le capitalisme, tel que Marx l'analyse, est une forme de société avec des attributs métaphysiques : ceux du Sujet absolu »<sup>284</sup>. Il y a en fait deux problèmes avec cette conception de la dynamique capitaliste comprise comme un grand Sujet. Tout d'abord, elle ne rend pas compte du caractère partiellement anarchique et très hétérogène des actions capitalistes, ainsi que de l'instabilité (plutôt que de l'équilibre) qui caractérise le mouvement d'accumulation ; elle présuppose trop vite une cohérence d'ensemble. Ensuite, elle ne permet pas non plus de vraiment concevoir les tensions, les résistances et les conflits, en somme, toutes les difficultés inhérentes à la trajectoire de transformation capitaliste de l'existant.

Sur le premier point, il faut d'abord remarquer que, après avoir parlé d'un sujet automate, Marx introduit ensuite une mise en garde à propos de cette idée du capital comme une substance-sujet qui se meut par elle-même, qui s'auto-valorise de manière autonome et automatique. Notons l'ironie de son propos : « Car le mouvement dans lequel elle s'ajoute de la survalueur est son propre mouvement, sa valorisation, donc une autovalorisation. Elle a reçu cette qualité occulte de poser de la valeur parce qu'elle est valeur. Elle fait des petits vivants - ou, pour le moins, elle pond des œufs d'or »<sup>285</sup>. En outre, dans l'introduction aux *Grundrisse*, il critique explicitement les hégéliens sur ce point : « Rien de plus simple alors pour un hégélien que de poser production et consommation comme identiques (...) Considérer la société comme un sujet unique, c'est au surplus la considérer d'un point de vue faux – spéculatif »<sup>286</sup>. En parlant de sa propre perspective, il souligne que « le point de départ, évidemment, ce sont des *individus* produisant en société – donc une production des individus qui est socialement déterminée »<sup>287</sup> et, s'il parle bien de totalité, il s'agit d'une totalité

---

<sup>283</sup> HABER S., *Penser le néo-capitalisme : vie, capital et aliénation*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013.p. 73-4.

<sup>284</sup> POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale*, op. cit., p. 234.

<sup>285</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I*, op. cit., p. 174 (MEW 23, p. 169).

<sup>286</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, op. cit., p. 28 (MEGA II/1.1, p. 30).

<sup>287</sup> *Ibid.*, p. 17 (MEGA II/1.1, p. 21). Nous soulignons.

organique, où « il y a une action réciproque (*Wechselwirkung*) entre les différents moments »<sup>288</sup>.

Ainsi, si nous avons vu qu'il n'y avait pas d'instance centrale de régulation consciente ou directe, capable de contrôler l'ensemble des processus d'échange de marchandises, il nous reste au moins deux possibilités d'interprétation du capitalisme : d'un côté, on peut voir le capitalisme comme un système au sens fort du terme ; d'un autre côté, on peut simplement dire que le capitalisme comporte une dimension d'anarchie et d'imprévisibilité irrémédiables, malgré certaines tendances globales.

En ce qui concerne la première possibilité, nous l'avons déjà vu que Postone affirme que la médiation sociale dans le capitalisme est impersonnelle et abstraite. La spécificité du capitalisme ne serait donc pas l'exploitation, car cela existe dans d'autres types de société ; ce serait plutôt une nouvelle forme de domination des catégories elles-mêmes, des choses, sur l'ensemble de la société humaine. Soit capitaliste, soit prolétaire, l'individu qui participe à une société capitaliste est en grande partie hétéronome, il accepte les règles de fonctionnement de la société au lieu de la déterminer conjointement avec les autres individus. Celui qui établit les règles serait *grosso modo* le « sujet automatique », le Capital, la réification des rapports sociaux. Dans ce cadre, la critique principale de Marx porte justement sur ce mécanisme dans lequel les hommes sont engagés, mais duquel ils ne possèdent pas le contrôle.

Il existe cependant une autre possibilité de lecture de cette question. Sans nier complètement cette dimension systémique de l'analyse marxienne, il ne s'agit pas tant de dire que les agents sont complètement hétéronomes, soumis à des impératifs impersonnels, mais de montrer comment ils ne peuvent réagir dans une ambiance « anarchique » qu'*a posteriori*. Bien évidemment, le manque de régulation directe produit une situation d'hétéronomie, d'incertitude, d'instabilité, de dysfonctionnements et de crises potentielles, mais cela ne veut pas dire que les agents sont complètement impuissants ou soumis à un grand système massif et assumant le caractère d'un « sujet automatique ». Ce qui est sûr, c'est que leur logique d'action est socialement produite ; mais leurs actions concrètes ne convergent pas nécessairement, il n'y a pas d'équilibre ou de cohérence assurée. Comme nous avons vu, il faut ici ne pas oublier la distinction entre la dimension de l'action et celle de la représentation. Si au niveau de la représentation, il y a bien un fétichisme qui s'impose de manière assez homogène à tous les agents, cela ne signifie pas forcément que leurs actions aillent toujours dans le même sens. Il est évident qu'il y a des tendances profondes ou, pour utiliser les mots

---

<sup>288</sup> *Ibid.*, p. 34 (MEGA II/1.1, p. 35).

de Marx, des « lois », qui surgissent structurellement de manière non intentionnelle et qui finissent par s'imposer aux acteurs ; mais celles-ci ne peuvent être aperçues que sur un fond de constante instabilité et multiplicité de dynamiques et par conséquent ne se dégagent qu'*a posteriori* ; ce n'est pas par hasard que les lois chez Marx assument le caractère de lois *tendancielle*s. En somme, le mouvement d'accumulation est beaucoup plus instable et en quelque sorte chaotique que ne le laisse penser la perspective du grand Sujet.

À propos du thème de la coordination, le manque de régulation directe des échanges, liée à la concurrence typique du capitalisme, amène des auteurs comme Gérard Duménil et Dominique Lévy à parler par exemple d'une microéconomie de déséquilibre. Selon cette idée<sup>289</sup>, les agents économiques doivent produire des ajustements *a posteriori* dans des situations de déséquilibre. Ainsi, les agents sont placés en déséquilibre (écarts entre l'offre et la demande, de rentabilité entre les branches, entre production et capacités de production, inflation, etc.), dans un environnement fort incertain. Ils perçoivent les déséquilibres et modifient leurs comportements en conséquence, selon une procédure séquentielle, d'ajustement *a posteriori* : manifestation du déséquilibre → modification du comportement.

Trois mécanismes principaux sont en jeu : 1) les capitalistes observent les écarts de taux de profit entre les différentes activités, et investissent là où les taux de profits sont plus élevés ; 2) l'observation des déséquilibres entre l'offre et la demande conduit à la modification des prix ; 3) face à une demande durablement excédentaire ou déficitaire, les entreprises décident de produire plus ou moins.

Selon Duménil et Lévy :

Seules ces réactions décentralisées aux déséquilibres perçus par les agents individuels (ou centralisées des institutions) permettent à nos économies de fonctionner. Cela n'exclut ni le calcul économique ni les anticipations, mais le jeu des actions, erreurs et corrections successives est finalement ce qui permet la coordination. Si les quantités produites correspondent à la demande (en moyenne), ce n'est pas parce qu'il existe un équilibre dans lequel offres et demandes sont égales, et qu'un agent mythique (le commissaire-priseur) calcule et annonce les prix d'équilibre ; ce n'est pas parce que la demande est connue avant que la production ne soit mise en œuvre ; ce n'est pas parce que la demande est exactement anticipée par les agents. C'est grâce aux corrections successives des producteurs (à leurs réactions aux déséquilibres constatés sous la forme de stocks involontaires de marchandises invendues)<sup>290</sup>.

La modification du comportement en réaction aux déséquilibres observés tend à corriger dans une certaine mesure ces déséquilibres, mais elle n'assure pas le retour immédiat à l'équilibre – ce retour ne peut être obtenu que progressivement. Au fil de ce processus

---

<sup>289</sup>DUMENIL G. et D. LEVY, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003., p. 48.

<sup>290</sup>DUMENIL G. et D. LEVY, « Déséquilibre et stabilité: proportions et dimension », *Economix*, PSE: Paris, 1999., p. 3.

surviennent des chocs qui éloignent l'économie de l'équilibre, transformant finalement la convergence vers l'équilibre en une gravitation dans son voisinage<sup>291</sup>.

Avec cet exemple de l'instabilité potentielle (malgré le mécanisme de coordination *a posteriori*), ce qu'il faut retenir est l'idée que la prise en compte de la théorie du fétichisme comme une description de la structure interne de l'économie marchande-capitaliste, et non seulement comme un effet idéologique, ne doit pas forcément nous amener à concevoir le capitalisme comme un système clos, tout à fait cohérent, bref, comme un sujet automatique. Le capitalisme peut très bien être vu comme une réalité ouverte et dynamique, dont les tendances sont le produit d'une quantité énorme d'actions particulières (bien que toujours partiellement intégrées), ce qui crée systématiquement d'effets *non intentionnels d'actions*. La totalité capitaliste est donc porteuse d'une cohérence « molle », *a posteriori*, toujours imprévisible, pas du tout pré-établie ou figée.

De tels effets non intentionnels d'actions sont d'ailleurs très communs dans une économie capitaliste. Duménil et Lévy attirent l'attention sur des processus *cumulatifs*, qui entraînent des tendances affectant l'ensemble de l'économie, soit à l'hausse, soit à la baisse : « Les mécanismes qui gouvernent ces processus cumulatifs sont assez intuitifs. La baisse de la production dans certaines entreprises a un impact sur les revenus des fournisseurs et des travailleurs, et donc sur leurs demandes respectives. La décroissance initiale de la production se transmet au reste de l'économie. Un processus cumulatif dont le résultat n'est pas évident, peut se mettre en marche et transformer une demande trop basse en une demande encore plus basse, et c'est ainsi que la stabilité en dimension peut être compromise, et que l'économie entre en récession (une contraction soudaine de la production jusqu'à des taux de croissance négatifs). La surchauffe s'explique par des mécanismes symétriques »<sup>292</sup>.

S'il en est ainsi, la dynamique du capitalisme n'est le produit d'aucun *macro-sujet*, d'aucune substance (Le Capital, etc.), mais plutôt d'une myriade d'actions (d'individus, d'institutions, de groupes, de fractions articulées de classe) et d'effets non intentionnels, encore qu'une bonne partie de ces actions répondent à une même logique. C'est pourquoi les actions individuelles et collectives, ainsi que le conflit entre classes et groupes (dont les résultats sont dans une large mesure imprévisibles), jouent un rôle non négligeable dans cette dynamique, ce qu'une analyse trop systémique tend à obnubiler.

---

<sup>291</sup> DUMENIL G. et D. LEVY, *Economie marxiste du capitalisme, op. cit.*, p. 50.

<sup>292</sup> *Ibid.*, p. 52-3.

Ensuite, pour reprendre le deuxième problème signalé avec cette conception excessivement systémique, il faut noter que, lorsque Marx parle des contradictions de la formule d'autovalorisation, il va montrer que le capital n'est absolument pas autonome, qu'il dépend d'une marchandise spéciale pour se valoriser, à savoir la force de travail, le travail vivant<sup>293</sup>. Il faut donc que le capital sorte de son cercle autocentré et passe par la contingence du monde concret afin de réaliser son but de valorisation. Outre la force de travail, on va voir comment le procès de valorisation dépend d'autres médiations concrètes comme les ressources naturelles, la population, le procès et la division du travail, l'État, la capacité de consommation des gens, la famille, pour ne pas mentionner les différentes cultures et mouvements sociaux de résistance anti-capitaliste. C'est pourquoi la dynamique du capitalisme ne peut pas être comprise comme celle de la trajectoire autonomisée d'un grand sujet qui se meut par lui-même. Il faut le comprendre plutôt comme celle d'une restructuration pénible de l'existant par l'abstraction capitaliste, ce qui donne naissance à plusieurs phénomènes spécifiques et difficilement réductibles à une trajectoire linéaire, marqués par une tension constante entre les postulats de cette abstraction et la consistance propre à la réalité concrète. Les capitalistes, porteurs de cette logique abstraite, doivent assimiler les situations et faire face aux circonstances et aux milieux les uns après les autres. Cette tension éclate parfois dans des conflits, des chocs et des crises. Tout ce mouvement de reproduction élargie du capital n'a rien d'automatique, malgré le mode d'exposition parfois employé par Marx.

Ainsi, même si Postone veut comprendre les tensions et les contradictions qui marquent la trajectoire du capitalisme au point d'envisager son possible dépassement, sa manière de comprendre le capital comme une totalité substantielle, où même « la dimension concrète du travail social se constitue en tant qu'attribut de la dimension de valeur », l'empêche de reconnaître la consistance propre de la réalité concrète que le capital doit à chaque fois

---

<sup>293</sup> Pour une analyse d'inspiration hégélienne du capital en tant que sujet et concept, mais qui est à notre avis plus sophistiquée que celle de Postone, dans la mesure où elle reconnaît les spécificités de l'analyse marxienne (notamment la critique de l'autonomie du capital) par rapport à celle de Hegel, voir le travail de Ruy Fausto. Par exemple : « Le capital qui était sujet et contenait en lui les moments de la marchandise et de l'argent devient maintenant *moment* d'un mouvement se présentant comme une alternance travail/capital (...) Le sujet autonome est ainsi posé, mais il est en même temps résolu dans une illumination abyssale de l'exploitation, qui correspond à la position dégradé maximal d'intensité. Sans cette illumination le sujet-mouvement aurait en effet quelque chose de mystifiant (...) Ainsi, le mouvement d'intervention des rapports d'appropriation ne constitue pas seulement une critique de l'économie politique *aufklärer*, mais il représente aussi, en acte, une critique de la logique de Hegel. Si la *Logique* de Hegel comprend comme moments l'être, l'essence et le concept, la logique de Marx – la dialectique marxienne – a comme moments l'essence, le concept, et un moment où le concept 'abîmé' retrouve *en tant que concept 'abîmé'* et l'essence et l'être » (FAUSTO R., *Le Capital et la Logique de Hegel*, op. cit., p. 85-8).

subsumer, y compris le poids déterminant d'autres logiques et intérêts, notamment la résistance ouvrière. Pour lui, « la dimension sociale concrète et la dimension sociale abstraite du travail sous le capitalisme sont l'une comme l'autre des dimensions du capital »<sup>294</sup>. Même si le capital façonne effectivement le réel, de sorte qu'au niveau de la représentation ce réel façonné apparaît comme des attributs du capital, le problème avec cette conception totalisante du capital est qu'elle ne laisse subsister aucune « hétérogénéité ontologique » entre un existant qui a des limites propres et les réquisits et les postulats de la logique du capital. Même façonnée par la logique du capital, la réalité concrète n'est jamais en tant que telle du capital, car le capital est indifférent au concret et cette matérialisation est toujours en deçà de ses postulats – d'où sa dynamique incessante. Par ailleurs, c'est dans cette hétérogénéité qui réside également la possibilité d'une autre utilisation des valeurs d'usage produites sous le capitalisme. C'est du moins ce que Marx laisse entendre dans ce passage :

Mais si le capital ne se donne sa figure adéquate que comme valeur d'usage à l'intérieur du procès de production, dans la machinerie et dans d'autres formes d'existence matérielles du capital fixe (...) cela ne signifie nullement pour autant que cette valeur d'usage – la machinerie en soi – soit du capital ou que son existence de machinerie soit identique à son existence de capital (...) La machinerie ne perdrait pas sa valeur d'usage à partir du moment où elle cesserait d'être du capital. Que la machinerie soit la forme la plus adéquate de la valeur d'usage du capital fixe n'implique nullement que la subsumption du capital sous le rapport social soit le meilleur rapport de production social, le plus adéquat pour l'utilisation de la machinerie<sup>295</sup>.

Chez Postone, tout se passe parfois comme si le procès de restructuration de l'existant se déroulait sans tensions et sans chocs, une fois que tout s'identifie d'emblée à la totalité substantielle du Grand sujet capital – sauf peut-être à la fin, où se présente la possibilité<sup>296</sup> de l'abolition de la valeur par la réappropriation du potentiel (et non de sa forme actuelle) de la dimension concrète de la valeur d'usage, notamment de l'accumulation des savoirs de l'espèce<sup>297</sup>. En fait, nous allons voir que depuis le début Marx souligne la résistance du concret à son instrumentalisation par l'abstraction capitaliste, ce qui crée non seulement des tensions, mais aussi oblige les capitalistes à trouver constamment de nouvelles solutions, en donnant un caractère de plasticité au procès d'accumulation. C'est pourquoi nous allons le nommer *trans-immanent*.

---

<sup>294</sup> POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale*, op. cit., p. 525.

<sup>295</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome II, Éditions sociales, 1980, p. 188 (MEGA II/1.2, p. 574).

<sup>296</sup> Et seulement la possibilité et pas du tout la nécessité, en ce qu'il se distingue de Marx lui-même, au moins jusqu'au *Capital*. Nous y retournerons à la fin du troisième chapitre.

<sup>297</sup> Cf. POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale*, op. cit., p. 527



En somme, à travers ce détour par l'œuvre de Postone, on peut mieux définir notre but : il faut penser la logique du capital chez Marx en tant que pratique sociale<sup>298</sup> spécifique, au-delà de la forme marchande aliénée de médiation sociale, c'est-à-dire de l'acte d'échange, même si elle présuppose ce dernier. Comprendre la nature et les ressorts de l'abstraction capitaliste, mais aussi la manière dont cette logique d'action est portée et rendue effective par les capitalistes, c'est-à-dire la façon dont l'abstraction capitaliste intervient et restructure la réalité concrète à travers la pratique des capitalistes, est quelque chose de fondamental. Dans le temps, il faudra comprendre les tensions liées à une telle restructuration de l'existant concret selon des postulats abstraits. C'est pourquoi une analyse qui ne met vraiment en avant que les rapports sociaux marchands réifiés et qui ne comprend que l'abstraction marchande (à l'exclusion d'une analyse de l'abstraction capitaliste), ou bien qui comprend la dynamique du capitalisme chez Marx tout simplement comme celle d'un grand Sujet automatique, n'est pas suffisante.

## **Chapitre 2 - La tension entre l'abstrait et le concret : la restructuration capitaliste de l'existant**

### **2.1 Le procès de production sous l'emprise de l'abstraction capitaliste**

Nous avons vu en quoi consistait l'abstraction capitaliste et comment celle-ci, à partir du capitalisme industriel, c'est-à-dire dès le mode de production capitaliste, s'étendait au-delà de la sphère de la circulation et devenait la logique dominante de la sphère de la production. D'un point de vue sociologique et juridique, au moins en Europe, cela n'a été possible qu'avec l'expansion du travail salarié, lorsque le capitaliste achète la force de travail par le biais d'un contrat de travail.

Pour que la force de travail puisse être source de valeur cependant, il faut la consommer en la faisant fabriquer des valeurs d'usage. C'est donc une valeur d'usage particulière, un

---

<sup>298</sup> Pour un aperçu très instructif sur l'idée de pratique sociale, sous ses diverses formes, voir RECKWITZ A., « Toward a Theory of Social Practices A Development in Culturalist Theorizing », *op. cit.*

article déterminé que le capitaliste fait fabriquer par le travailleur. La production de valeur d'usage, ou de denrées, ne change pas de nature générale du fait qu'elle a lieu pour le capitaliste et sous son contrôle – c'est-à-dire, sous l'emprise d'une logique fondée sur l'abstraction capitaliste. Dans la troisième section du *Capital*, Marx considère ainsi dans un premier temps le procès de travail indépendamment de toute forme sociale déterminée.

D'après lui, le travail est d'abord un procès qui se passe entre l'homme et la nature, un procès dans lequel l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature par la médiation de sa propre action. Dans le procès de travail, l'activité de l'homme provoque, au moyen du travail, une modification de l'objet de travail qui dès le départ était le résultat visé. Le procès s'éteint dans son produit. Ce produit est une valeur d'usage, une matière naturelle appropriée à des besoins humains par une modification de sa forme. Le travail s'est combiné avec son objet. Il a été objectivé, tandis que l'objet a été travaillé. Ce qui apparaissait du côté du travailleur sous la forme de la mobilité apparaît maintenant du côté du produit comme une propriété au repos, dans la forme de l'être. Par exemple, le travailleur a filé et le produit est un fil<sup>299</sup>.

Le procès de travail, au sens général, en tant que fabrication de valeurs d'usage, est la condition générale du métabolisme entre l'homme et la nature, la condition naturelle éternelle de la vie des hommes ; il est donc indépendant de telle ou telle forme qu'elle revêt, mais au contraire également commun à toutes ses formes sociales. Par exemple, on ne déduit pas d'après le goût du blé la personne qui l'a cultivé, on ne voit dans ce procès les conditions dans lesquelles il s'est déroulé, si « c'était sous le fouet brutal du surveillant d'esclaves ou sous l'œil inquiet du capitaliste »<sup>300</sup>.

Pour revenir à ce dernier, le capitalisme doit choisir les moyens de production et les forces de travail qui conviennent à son industrie particulière : filature, fabrication de chaussures, etc. Notre capitaliste se met donc à consommer la marchandise qu'il a achetée, la force de travail, c'est-à-dire qu'il fait consommer les moyens de production par le travail du porteur de celle-ci, le travailleur.

Le procès de travail, dans la mesure où il se déroule en tant que procès de consommation de la force de travail par le capitaliste, fait apparaître deux phénomènes caractéristiques :

Le travailleur travaille sous le contrôle du capitaliste à qui son travail appartient. Le capitaliste veille à ce que le travail avance comme il faut et à ce que les moyens de travail soient correctement utilisés, à ce que le matériau brut ne soit pas gaspillé, et à ce qu'on épargne l'instrument de travail, c'est-à-dire qu'il ne soit détruit que dans la mesure où son usage pour le travail l'impose. Mais deuxièmement : le

---

<sup>299</sup> Cf. MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 203 (MEW 23, p. 195).

<sup>300</sup> *Ibid.*, p. 207 (MEW 23, p. 199).

produit est la propriété du capitaliste, et non du producteur immédiat, le travailleur. Le capitaliste paye par exemple la valeur journalière de la force de travail. Son usage lui appartient donc pour la journée, comme celui de toute autre marchandise qu'il aurait louée pour un jour (un cheval, par exemple). L'usage de la marchandise appartient à son acheteur, et le possesseur de la force de travail, en fournissant son travail, ne fournit que la valeur d'usage qu'il a vendue. À partir du moment où il est entré dans les ateliers du capitaliste, la valeur d'usage de sa force de travail a appartenu au capitaliste, et donc aussi son usage, le travail. En achetant la force de travail, le capitaliste a incorporé le travail proprement dit comme un ferment vivant aux constituants morts du produit qui lui appartenaient également. *De son point de vue, le procès de travail n'est que la consommation de la marchandise force de travail qu'il a achetée, mais qu'il ne peut consommer qu'en lui ajoutant des moyens de production*<sup>301</sup>.

La dernière remarque de cet extrait est particulièrement importante. Du *point de vue* du capitaliste, le procès de travail n'apparaît que comme la consommation de la force de travail. L'achat des autres moyens de production, ainsi que la production de valeur d'usage en général, n'en est qu'un moyen. C'est pourquoi, du point de vue *abstrait* qui est celui du capitaliste, le procès de travail apparaît comme un *procès de valorisation* :

Mais le *procès de travail* lui-même apparaît comme un simple *moyen* du *procès de valorisation*, exactement comme la valeur d'usage du produit apparaît comme un simple porteur de sa valeur d'échange. L'autovalorisation du capital – la création de survaleur – est donc la finalité déterminante, dominante et générale du capitaliste, l'impulsion et le contenu absolu de son action, c'est en fait seulement l'impulsion et l'objectif rationalisés du thésaurisateur – un contenu totalement misérable et abstrait (*ein durchaus armseliger und abstrakter Inhalt*) qui, sous un certain angle, fait apparaître le capitaliste comme étant tout aussi asservi au rapport capitaliste, même si c'est de l'autre côté, sur le pôle opposé, que le travailleur<sup>302</sup>.

Nous avons vu que, dans l'abstraction capitaliste, on fait abstraction des besoins particuliers. Ainsi, les valeurs d'usage deviennent des moyens pour la multiplication de la valeur d'échange. Lorsque cette logique est imposée au procès de travail, la conséquence de cette *indifférence* par rapport au contenu concret du produit apparaît depuis sa fabrication, une fois que ce n'est plus seulement l'excédent qui devient marchandise (comme dans la plupart des sociétés précapitalistes), mais toute la production. On produit pour vendre et accumuler de l'argent :

Le produit - la propriété du capitaliste - est une valeur d'usage : du fil, des bottes, etc. Mais bien que des bottes, par exemple, soient à coup sûr la base même du progrès social, et que notre capitaliste soit un homme de progrès tout à fait résolu, il ne fabrique pas des bottes pour l'amour des bottes. Dans la production marchande, la valeur d'usage n'est absolument pas une chose qu'on aime pour elle-même. On ne produit ici de valeurs d'usage que parce que et dans la mesure où elles sont le substrat matériel, le support de la valeur d'échange. Et, pour notre capitaliste, deux points importent ici. Premièrement, il veut produire une valeur d'usage qui ait une valeur d'échange, un article destiné à la vente, une marchandise. Deuxièmement, il veut produire une marchandise dont la valeur soit supérieure à la somme des valeurs des marchandises, des moyens de production et de la force de travail nécessaires à sa production, pour lesquelles il a avancé son bon argent sur le marché. Ce qu'il veut produire, ce n'est pas seulement une valeur d'usage mais une marchandise, pas seulement de la valeur d'usage mais de la valeur, et même, pas seulement de la valeur, mais de la survaleur<sup>303</sup>.

---

<sup>301</sup> *Ibid.*, p. 208 (MEW 23, p. 199-200). Nous soulignons.

<sup>302</sup> MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 133 (MEGA II/4.1, p. 65).

<sup>303</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 209 (MEW 23, p. 200-1).

On voit donc que de même que la marchandise proprement dite est l'unité de la valeur d'usage et de la valeur, il faut que son procès de production soit l'unité du procès de travail et du procès de valorisation. Mais si la logique abstraite capitaliste n'est pas la suppression mais plutôt l'*instrumentalisation* de la logique abstraite marchande, il faut aussi comprendre comment le procès de travail est également procès de formation de valeur :

Comparons maintenant le procès de formation de valeur avec le procès de travail : ce dernier consiste dans le travail utile, qui produit des valeurs d'usage. Le mouvement est considéré ici du point de vue qualitatif, dans sa modalité particulière, en fonction de sa finalité et de son contenu particuliers. Dans le procès de formation de valeur, ce même procès de travail se présente exclusivement selon son côté quantitatif. Il ne s'agit plus alors que du temps dont le travail a besoin pour s'opérer, ou de la durée pendant laquelle la force de travail est dépensée utilement. De même, les marchandises qui entrent dans le procès de travail ne valent plus comme facteurs matériels, déterminés en fonction de la fin en vue de laquelle la force de travail agit. Elles ne comptent plus que comme quanta déterminés de travail objectivé. Qu'il soit contenu dans les moyens de production ou ajouté par la force de travail, le travail ne compte plus que par sa mesure en temps. Il s'élève à tant d'heures, tant de journées, etc<sup>304</sup>.

Marx se met donc à expliquer comment calculer le travail objectivé dans le produit issu du procès de production capitaliste. On sait que la valeur de chaque marchandise est déterminée par la quantité de travail matérialisé dans sa valeur d'usage par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Ceci vaut aussi pour le produit que notre capitaliste obtient comme résultat du procès de travail.

Prenons l'exemple des filés de coton. Pour leur fabrication, il faut disposer de matière première (coton) ainsi que de moyens de travail (broches). Le temps de travail nécessaire à la production du coton est une partie du temps de travail nécessaire à la production des filés dont il constitue la matière première : il est donc contenu dans les filés. Il en va de même pour le temps de travail nécessaire à la production de la masse de broches dont l'usure ou la consommation sont indispensables au filage de ce coton. Ainsi, les valeurs des moyens de production, coton et broches, exprimées dans leur prix (par exemple, 12 shillings), constituent donc des composantes de la valeur des filés, de la valeur du produit – pourvu que n'ait été dépensé que le temps de travail nécessaire, dans les conditions sociales de production existantes.

Il faut cependant ajouter le travail du fileur proprement dit. Bien sûr, du point de vue de l'abstraction marchande, il ne s'agit pas ici de la qualité du travail, de sa modalité et de son contenu, mais seulement de sa quantité, qu'il suffit de comptabiliser, en heures de travail. Il est important que pendant la durée du procès, pendant la transformation du coton en filés, ne

---

<sup>304</sup> *Ibid.*, p. 219 (MEW 23, p. 209).

soit consommé que du temps de travail socialement nécessaire, car seul le temps de travail socialement nécessaire compte comme formant de la valeur.

On voit donc que dans le procès de formation de valeur, c'est tout un *point de vue* que change par rapport aux éléments du procès de travail, c'est proprement un point de vue abstrait et *indifférent* au concret :

Comme le travail proprement dit, la matière première et le produit apparaissent ici sous un tout autre aspect que du point de vue du procès de travail proprement dit. La matière première ne vaut ici que comme substance qui aspire une quantité de travail déterminée. C'est par cette aspiration qu'elle s'est transformée effectivement en filés, parce que la force de travail était dépensée sous la forme de filage et lui était ajoutée. Mais le produit, les filés, n'est plus maintenant que l'échelle graduée permettant de mesurer le travail aspiré par le coton. Si en une heure 1 livre 2/3 de coton est filée, c'est-à-dire transformée en 1 livre 2/3 de filés, 10 livres de filés produites indiqueront une absorption de six heures de travail. Un quantum de produit déterminé, tel que l'expérience l'établit, ne fait plus que représenter un quantum de travail déterminé, une masse déterminée de temps de travail coagulé. Il n'est plus que la matérialisation d'une heure, de deux heures, ou d'une journée de travail social. Que le travail soit justement du filage, que son matériau soit du coton et son produit des filés, tout cela est indifférent, comme il est indifférent que l'objet de travail soit déjà lui-même produit, c'est-à-dire matériau brut<sup>305</sup>.

D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que tous les moyens de travail produits – outre qu'ils servent de valeurs d'usage dans le procès de production – opèrent maintenant aussi comme éléments du procès *de valorisation*. Si on ne les convertit pas en argent véritable, du moins les estime-t-on en monnaie de compte et les tient-on pour des valeurs d'échange; de fait, on calcule très exactement l'élément de valeur qu'ils ajoutent au produit, sous une forme ou sous une autre. L'argent apparaît donc comme l'*opérateur pratique* de ce changement vis-à-vis du procès de travail vers une perspective *abstraite, suprasensible*, en tant que procès de valorisation :

Par exemple, à mesure que l'agriculture devient une branche de l'industrie exploitée de manière capitaliste – que la production capitaliste s'établit à la campagne –, que l'agriculture produit pour le marché, qu'elle produit des *marchandises*, des articles destinés à la vente et non à sa propre consommation immédiate –, alors elle compte ses dépenses, en considère chaque item comme marchandise (peu importe qu'elle les achète à un tiers, ou bien à elle-même, c'est-à-dire *à la production*), et donc comme *argent*, dans la mesure où la marchandise est considérée en tant que valeur d'échange autonome (...) Dans la même proportion que les *produits*, les *conditions de production*, les *éléments des produits* – qui sont identiques à ces produits – deviennent évidemment aussi des *marchandises*, et dans la mesure où l'on considère le procès de valorisation, ils sont calculés dans la forme autonome de la valeur d'échange, en tant que *grandeurs monétaires*<sup>306</sup>.

Mais comment la survaleur est-elle produite ? D'où vient-elle ? Comme on l'a déjà indiqué, le secret réside dans la consommation de la force de travail en tant que valeur d'usage (qui consiste en l'occurrence en une source de valeur), qui n'est pas la même chose que sa valeur d'échange (qui correspond au temps de travail nécessaire à la reproduction du

---

<sup>305</sup> *Ibid.*, p. 213 (MEW 23, p. 204).

<sup>306</sup> MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 67 (MEGA II/4.1, p. 29).

travailleur et sa famille). Autrement dit, le coût journalier de son entretien (disons l'équivalent d'un panier de moyens de subsistance ou de biens de consommation) et sa dépense journalière sont deux grandeurs tout à fait différentes. Qu'il faille une demi journée de travail pour maintenir le travailleur en vie pendant 24 heures ne l'empêche aucunement de travailler pendant une journée entière. La valeur de la force de travail et sa valorisation dans le procès de travail sont donc deux choses différentes. C'est cette différence de valeur que le capitaliste avait en vue en achetant la force de travail. La particularité de la force de travail est donc de pouvoir être source de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même, et la survaleur n'est que cela, du surcroît quantitatif de travail. C'est pourquoi, à l'opposé de ce qui se passait dans le capital marchand pré-moderne, dans le mode de production capitaliste la survaleur peut surgir même quand la loi de l'échange d'équivalents est respectée :

La valeur d'usage de la force de travail, c'est-à-dire le travail proprement dit, n'appartient pas à son vendeur, pas plus que la valeur d'usage de l'huile n'appartient au marchand d'huile qui la vend. Le possesseur d'argent a payé la valeur journalière de la force de travail ; c'est donc à lui qu'appartient son usage pendant cette journée, à lui qu'appartient la journée de travail. L'entretien quotidien de la force de travail ne coûte qu'une demi-journée de travail alors que la force de travail peut agir, travailler une journée entière, et que, par conséquent, la valeur créée par son usage durant une journée est le double de sa propre valeur journalière: cette réalité est une chance toute particulière pour l'acheteur, mais ne constitue en aucune façon un tort causé au vendeur<sup>307</sup>.

Les différents rôles que jouent les différents facteurs du procès de travail dans la formation de la valeur du produit correspondent en fait aux fonctions des diverses parties constitutives du capital dans son propre procès de valorisation. L'excédent de la valeur globale du produit par rapport à la somme de valeur de ses éléments constituants est l'excédent du capital valorisé par rapport à la valeur en capital avancée à l'origine. Les moyens de production et la force de travail ne sont que les différentes formes d'existence qu'a prises la valeur initiale du capital en se dépouillant de sa forme argent et en se transformant en facteurs du procès de travail. Encore une fois, c'est le point de vue abstrait qui commande le procès productif. Néanmoins, il y a une différence centrale entre les deux. La partie du capital qui se convertit en moyens de production ne modifie pas sa grandeur de valeur dans le procès de production. Marx l'appelle par conséquent *capital constant*. En revanche, la partie du capital convertie en force de travail modifie sa valeur dans le procès de production. Elle reproduit son propre équivalent et un excédent par rapport à celui-ci, une survaleur, qui peut elle-même varier, être plus ou moins grande. À partir d'une grandeur constante, cette partie du capital se transforme sans cesse en une grandeur variable. C'est par conséquent la partie variable du capital, ou le *capital variable*. Les mêmes composantes du capital qui, *du point de*

---

<sup>307</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 218 (MEW 23, p. 208).

vue du procès de travail, se distinguent entre elles comme facteurs objectifs et subjectifs, comme moyens de production et force de travail se distinguent, *du point de vue* du procès de valorisation, en capital constant et capital variable.

Comme le capital constant ne contribue pas directement à la production de survaleur, on peut dire que les moyens de production ne fournissent que la matière dans laquelle doit se solidifier la force fluide formatrice de valeur ; du point de vue du capital, la nature de cette matière est donc indifférente, ainsi que sa valeur. Il faut seulement qu'elle soit disponible en masse suffisante pour pouvoir absorber le quantum de travail nécessaire à la réalisation du procès de production et de valorisation. La valorisation elle-même ne concerne que le capital variable, c'est pourquoi d'ailleurs Marx définit le taux de survaleur de la façon suivante :  $S/V$ , où  $S$  est la survaleur et  $V$  le capital variable<sup>308</sup>. Par exemple, si dans une journée le travailleur fournit l'équivalent de 180 unités de monnaie, normalement on doit soustraire la valeur du capital variable payé par le capitaliste au travail en tant que salaire (disons, 90) pour obtenir la survaleur = 90. Maintenant, pour obtenir le taux de survaleur, il suffit de faire  $90/90 = 100\%$ , ce qui équivaut au taux d'exploitation de la force de travail par le capital ou de l'ouvrier par le capitaliste<sup>309</sup>.

Marx explicite la différence entre le procès de formation de valeur et le procès de valorisation, spécifiquement capitaliste. En fait, le procès de valorisation n'est rien d'autre qu'un procès de formation de valeur prolongé au-delà d'un certain point. Si ce dernier ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par un nouvel équivalent, il demeure un procès de formation de valeur simple. S'il se prolonge au-delà de ce point, il devient procès de valorisation.

On voit donc que le capitaliste industriel introduit le point de vue de l'abstraction réelle marchande dans la production, un point de vue marqué par une temporalité et substance abstraites et homogènes ou quantitatives, tel que Sohn-Rethel le montre :

De même que le possesseur d'une marchandise ne s'intéresse à la valeur d'usage qu'en tant que support de la valeur d'échange, de même le capitaliste ne s'intéresse au procès de travail qu'en tant que support et moyen du procès de valorisation. Même au sein du procès de production – pour autant qu'il est procès de valorisation – , les moyens de production continuent à être de simples valeurs monétaires, pour lesquelles importe guère la forme matérielle particulière, la valeur d'usage particulière dans laquelle cette valeur d'échange est représentée, de même que le travail lui-même, au sein de ce même procès, ne compte pas comme activité productive ayant un caractère utile déterminé, mais comme substance créatrice de valeur, comme travail social en général qui s'objectalise et dont le seul élément intéressant est *sa quantité*. Pour le capitaliste, chaque sphère particulière de la production ne vaut donc que comme

---

<sup>308</sup> Cf. *Ibid.*, p. 241 (MEW 23, p. 230).

<sup>309</sup> Cf. *Ibid.*, p. 243 (MEW 23, p. 232).

une sphère particulière où de l'argent est investi pour en tirer plus d'argent, pour conserver la valeur déjà présente et l'accroître, ou encore pour s'approprier du *surtravail*<sup>310</sup>.

Dès lors, l'abstraction se reproduit et s'étend à partir de la production elle-même (c'est le procès de formation de valeur), en n'ayant plus besoin d'attendre le procès d'échange. Néanmoins, nous avons vu également que si l'abstraction capitaliste présuppose et part de l'abstraction marchande, elle ne s'y réduit pas, de la même façon que le procès de valorisation ne se réduit pas à un procès de formation de valeur : « Comme unité du procès de travail et du procès de formation de valeur, le procès de production est procès de production de marchandises ; comme unité du procès de travail et du procès de valorisation, il est un procès de la production capitaliste, *forme capitaliste de la production marchande* »<sup>311</sup>.

## **2.2 L'interaction entre l'abstrait et le concret et la dynamique complexe du capitalisme : le cas de la journée de travail**

Dès lors, la question qui se pose est celle de savoir en quoi cette abstraction capitaliste implique une configuration et une dynamique spécifiques. Quel est le résultat de cette introduction du point de vue abstrait du capital dans la production ? Marx nous donne des éléments très précieux pour comprendre cela dans le chapitre du *Capital* portant sur la survaleur absolue et la journée de travail.

Nous avons vu que dans le mode de production capitaliste, le but du capitaliste est l'extraction de survaleur et que celle-ci est possible à partir de l'exploitation du travailleur, c'est-à-dire par le fait que la source de valeur crée une valeur plus grande que ce qu'elle coûte elle-même.

En partant de la thèse selon laquelle la force de travail était achetée et vendue à sa valeur, on a vu que cette valeur, comme celle de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production. Si donc la production des moyens de subsistance quotidiens nécessaires en moyenne au travailleur requiert par exemple six heures, il doit, en moyenne, travailler six heures par jour pour produire journalièrement sa force de travail ou reproduire la valeur obtenue en la vendant. La partie nécessaire de sa journée de travail comprend alors six heures. Mais ceci ne donne pas pour autant la grandeur de la journée de travail elle-même<sup>312</sup>, car si la survaleur n'est que pure coagulation de temps de

---

<sup>310</sup> MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 170-1 (MEGA II/4.1, p. 87).

<sup>311</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 221 (MEW 23, p. 211). Nous soulignons.

<sup>312</sup> Cf. *Ibid.*, p. 257 (MEW 23, p. 245).



travail *en surplus*, pur *surtravail* objectivé dans les marchandises, il faut que le travailleur travaille pendant plus que six heures pour rapporter une survaleur au capitaliste.

De combien la journée de travail doit-elle être allongée ? C'est ici qu'intervient pour la première fois l'interaction entre la logique abstraite du capital et les conditions toujours concrètes de son application à la sphère de la production. C'est ici que la dynamique du mode de production capitaliste commence à montrer sa spécificité :

Le capitaliste a sa propre opinion sur cette *ultima Thule*, cette limite où doit s'arrêter la journée de travail. En tant que capitaliste, il n'est que capital personnifié. Son âme est l'âme du capital. Or le capital a une unique pulsion vitale : se valoriser, créer de la survaleur, pomper avec sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de surtravail. Le capital est du travail mort, qui ne s'anime qu'en suçant tel un vampire du travail vivant, et qui est d'autant plus vivant qu'il en suce davantage<sup>313</sup>.

Si Marx dit que le capitaliste est du capital personnifié, c'est que le capitaliste reproduit précisément l'abstraction typique du capital en tant que logique sociale, en tant que pratique. Nous avons vu qu'entre autres choses cette abstraction était marquée par le caractère *incessant, infini*, rendu possible par l'abstraction des besoins concrets au profit d'une soif de richesse abstraite. Ainsi, si « le capital n'a pas inventé le surtravail », il est évident que lorsque le but d'accumulation devient infini, le besoin de surtravail devient lui-même infini, et c'est cela qui est nouveau par rapport à d'autres modes de production :

*Il est clair cependant que lorsque dans une formation sociale, économiquement parlant, ce n'est pas la valeur d'échange du produit qui est prépondérante, mais sa valeur d'usage, le surtravail est limité par un cercle de besoins plus ou moins large, mais qu'aucun besoin de surtravail illimité ne découle du caractère même de la production. C'est pour cela que dans l'Antiquité, le surtravail prend des allures atroces là où il s'agit d'obtenir la valeur d'échange sous sa figure monétaire autonome, dans la production d'or et d'argent. La forme officielle du surtravail est ici le travail forcé jusqu'à ce que mort s'ensuive. Lisons simplement sur ce point Diodore de Sicile. Toutefois, ce sont là des exceptions dans l'Antiquité. Mais dès que des peuples dont la production se meut encore à l'intérieur de ces formes inférieures que sont le travail des esclaves, la corvée féodale, etc., sont attirés dans un marché mondial dominé par le mode de production capitaliste, qui fait de la vente de leurs produits à l'étranger l'intérêt prédominant, alors on voit, par-dessus les horreurs barbares de l'esclavage, du servage, etc. se greffer l'horreur civilisée du surtravail. C'est ce qui explique que le travail des nègres dans les États du Sud de l'Union américaine ait conservé un caractère patriarcal modéré aussi longtemps que la production demeura principalement orientée vers les besoins de l'autoconsommation immédiate. Mais à mesure que l'exportation du coton est devenue un intérêt vital pour ces États, l'écrasement du nègre à la tâche, la consommation de toute son existence consumée en l'espace de sept années de travail, comme c'est le cas en certains endroits, sont devenus le facteur et la norme d'un système à la fois calculateur et bien calculé. Il ne s'agissait plus de lui extorquer une certaine masse de produits utiles. Il s'agissait à présent de la production de la survaleur proprement dite. Même chose pour la corvée, par exemple dans les Principautés danubiennes<sup>314</sup>.*

Ce que Marx décrit ici, c'est la généralisation de l'emprise de l'abstraction capitaliste sur la sphère de la production à partir de l'époque moderne. C'est la spécificité de cette logique qui produit ces effets particuliers, notamment en ce qui concerne le degré

---

<sup>313</sup> *Ibid.*, p. 259 (MEW 23, p. 247). Nous soulignons.

<sup>314</sup> *Ibid.*, p. 262 (MEW 23, p. 250).

d'exploitation. On a donc l'imposition d'une certaine *idéauté* – la représentation abstraite selon laquelle le besoin de surtravail doit être illimité – à une réalité *concrète*, à des conditions de travail et à des travailleurs bien réels et concrets. Mais cette réalité concrète a une *consistance propre*, elle ne s'adapte pas forcément, ou en tout cas pas automatiquement, aux réquisits ou aux traits de cette idéauté, de cette représentation ou logique abstraite.

C'est ainsi que, en ce qui concerne plus spécifiquement le travail salarié, le capitaliste se réclame de la loi de l'échange marchand, en cherchant, comme n'importe quel autre acheteur, à tirer le plus grand parti possible de la valeur d'usage de sa marchandise. Mais ce besoin abstrait et illimité, ou comme Marx appelle cette « fringale bestiale de surtravail » se heurte à d'autres intérêts, à d'autres logiques, ainsi qu'à des limites naturelles à l'extension indéfinie de la journée de travail (encore que ces limites soient assez élastiques). Par exemple, Marx souligne que :

En revanche, la journée de travail a une limite maximale. Elle n'est pas prolongeable au-delà d'une certaine limite. Cette borne maximale est déterminée d'une double façon. D'abord par la limite physique de la force de travail. Un homme ne peut dépenser pendant une journée naturelle de 24 heures qu'un quantum déterminé de force vitale. Un cheval, par exemple, ne peut travailler, en gros, que 8 heures par jour. Il faut que pendant une partie de la journée la force se repose, dorme et pendant une autre partie l'homme doit satisfaire à d'autres besoins physiques, se nourrir, se nettoyer, se vêtir, etc. En outre, au-delà de cette limite purement physique, la prolongation de la journée de travail se heurte à des limites morales. Il faut du temps au travailleur pour satisfaire des besoins intellectuels et sociaux dont la portée et le nombre sont déterminés par l'état général de civilisation. Les variations de la journée de travail évoluent donc au sein de limites physiques et sociales. Mais ces deux limites sont de nature très élastique et autorisent la plus grande latitude. C'est ainsi que nous trouvons des journées de travail de 8, 10, 12, 14, 16, 18 heures, de longueurs on le voit extrêmement différentes<sup>315</sup>.

Dans ce chapitre, Marx donne beaucoup d'exemples à propos de cette imposition de critères ou paramètres abstraits (comme celui d'une accumulation infinie, incessante, d'une extraction de surtravail illimitée), à une réalité concrète et limitée. Cette sorte de « choc » entre une conception abstraite et infinie et une réalité concrète et limitée, avec sa consistance ontologique propre, conduit à des phénomènes tout à fait particuliers au sein de la dynamique capitaliste. Dans ces exemples, il devient clair que cette pulsion de prolongation de la journée de travail amène jusqu'à l'épuisement littéral de la force de travail. La situation devient encore plus grave lorsqu'on pense au travail des enfants au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle en Angleterre :

À 2, 3, 4 heures du matin, des enfants de 9 à 10 ans sont arrachés à leurs lits de misère et forcés, uniquement pour survivre, de travailler jusqu'à 10, 11 heures du soir ou minuit, cependant que leurs membres dépérissent, que leur silhouette se recroqueville, que leurs traits s'altèrent et que toute leur apparence humaine se fige en une torpeur de pierre dont la simple vue est terrifiante (...) Wilhelm Wood, 9 ans « avait 7 ans et 10 mois quand il a commencé à travailler ». Il portait la marchandise déjà moulée dans le séchoir et rapportait ensuite le moule vide, et ce depuis le début. Il vient tous les jours de la

---

<sup>315</sup> *Ibid.*, p. 258 (MEW 23, p. 246).

semaine à 6 heures du matin et s'arrête environ à 9 heures du soir. « Je travaille tous les jours de la semaine jusqu'à 9 heures du soir. Par exemple pendant les 7 ou 8 dernières semaines ». Soit un travail de 15 heures par jour pour un enfant de 7 ans !<sup>316</sup>

Parfois, ce rythme de travail provoquait même la mort du travailleur : « Dans les dernières semaines de juin 1863 tous les quotidiens de Londres publièrent un article sous ce titre à sensation : « Mort simplement par excès de travail »<sup>317</sup>.

Cette interaction entre la logique du capital et la réalité concrète, dans la mesure où la première pointe toujours au-delà des limitations intrinsèques aux existences matérielles, produit des solutions assez « créatives », qui essaient de trouver dans cette réalité des mécanismes aidant à surmonter les obstacles physiques. C'est-à-dire que l'*incommensurabilité* ou l'*hétérogénéité* entre les présupposés abstraits de la logique du capital et la concrétude de la sphère de la production n'entraîne pas simplement un choc, une inadéquation, une paralysie, mais des configurations assez diversifiées, complexes et innovantes, car l'imposition d'une représentation abstraite aux conditions concrètes de travail permet la *restructuration* ou le remodelage de ces conditions selon des critères qui lui sont *a priori* extérieurs ou « non naturels ».

Par exemple, on sait que du point de vue du procès de valorisation, le capital constant, les moyens de production ne sont là que pour aspirer du travail vivant et avec chaque « goutte » de travail un quantum proportionnel de surtravail. Tant qu'ils ne le font pas, leur simple existence constitue une perte négative pour le capitaliste. À ce titre, la prolongation de la journée de travail jusque dans la nuit, au-delà des limites de la journée naturelle, n'a qu'un effet limité. C'est pourquoi la pulsion immanente de la production capitaliste est de s'approprier du travail pendant chacune des vingt-quatre heures de la journée. Comme cela est physiquement impossible (les mêmes forces de travail seraient alors consommées continuellement jour et nuit), il est nécessaire, pour surmonter cet obstacle physique, de faire alterner les forces de travail consommées de jour et de nuit. Cette alternance autorise différentes méthodes et peut, par exemple, être ordonnée de telle manière qu'une partie du personnel ouvrier assure une semaine de service de jour, puis un service de nuit la semaine suivante, etc. À l'époque de Marx, « on sait que ce système de relais, cette gestion alternée, prédominait à l'époque de la prime jeunesse de l'industrie cotonnière anglaise etc., et fleurit entre autres actuellement dans les filatures de coton du gouvernement de Moscou. Le procès de production par tranches de vingt-quatre heures existe encore aujourd'hui, en tant que

---

<sup>316</sup> *Ibid.*, p. 272 (MEW 23, p. 258).

<sup>317</sup> *Ibid.*, p. 284 (MEW 23, p. 269).

système, dans beaucoup de branches industrielles de Grande Bretagne « libres » jusqu'à maintenant, entre autres dans les hauts-fourneaux, les forges, les laminoirs et autres manufactures métallurgiques d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Écosse »<sup>318</sup>.

On voit donc la fermeté implacable avec laquelle le capitaliste poursuit son but. Ce qui l'intéresse est uniquement et exclusivement le maximum de force de travail qui pouvant dégagée en une journée de travail, même s'il doit atteindre ce but en diminuant la longévité de la force de travail. L'abstraction capitaliste signifie ainsi une logique absolument *réductionniste*, complètement orientée vers une conception unilatérale du procès de production en tant que procès de valorisation. On fait abstraction des conditions concrètes de vie et il ne reste que le but réductionniste de l'extraction de survalueur, quelles qu'en soient les conséquences pour la nature et pour les travailleurs<sup>319</sup>.

Ces conséquences peuvent même devenir dramatiques. Comme le montre Marx :

Or dans sa pulsion aveugle et démesurée, sa bestiale fringale de surtravail, le loup-garou capital ne franchit pas seulement les bornes morales, mais aussi les bornes extrêmes purement physiques de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'il faut pour la croissance, le développement et le maintien du corps en bonne santé. Il vole le temps qu'il faut pour respirer l'air libre et jouir de la lumière du soleil. Il grignote sur le temps des repas et l'incorpore si possible dans le procès de production proprement dit, si bien que le travailleur, simple moyen de production, se voit fournir ses repas comme on alimente en charbon la machine à vapeur, ou en huile et suif les machines. Il réduit le temps du sain sommeil réparateur nécessaire pour reconstituer, renouveler et régénérer la force de travail, au minimum d'heures de torpeur indispensables à la remise en marche d'un organisme totalement épuisé. Au lieu que ce soit ici la conservation normale de la force de travail qui détermine la limite de la journée de travail, c'est à l'inverse le maximum de dépense de force de travail possible en une journée, si traumatisante et pénible soit-elle, qui fixe la limite du temps de répit de l'ouvrier. Le capital ne se pose pas de questions sur le temps que vivra la force de travail (...) La production capitaliste qui est essentiellement production de survalueur, absorption de surtravail, produit donc avec la prolongation de la journée de travail non seulement l'amointrissement de la force de travail humaine, privée de ses conditions normales de développement et d'activité physique et morale ; mais aussi l'épuisement et la mort prématurée de cette force. Elle allonge le temps de production du travailleur pendant une période donnée en abrégant son temps de vie<sup>320</sup>.

Le capital n'a donc aucun scrupule lorsqu'il s'agit de la santé et de l'espérance de vie de l'ouvrier. Il est cependant à bien noter que cela ne dépend pas non plus de la bonne ou de la mauvaise volonté de chaque capitaliste pris individuellement. Lorsque Marx affirme que le capitaliste est du capital personnifié, cela signifie qu'il est contraint d'orienter ses actions et ses pratiques selon les paramètres de l'abstraction capitaliste, si réductionniste et indifférente envers le sort des conditions productives concrètes soit-elle. En effet, « la libre concurrence

---

<sup>318</sup> *Ibid.*, p. 287 (MEW 23, p. 272).

<sup>319</sup> Cf. BIDEZ J., *Explication et reconstruction du Capital*, op. cit., p. 249.

<sup>320</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I*, op. cit., p. 296-7 (MEW 23, p. 280-1).

impose à chaque capitaliste pris individuellement les lois immanentes de la production capitaliste comme des lois qui le contraignent de l'extérieur »<sup>321</sup>.

Néanmoins, nous avons dit que la réalité concrète avait une consistance propre (ce qui ne veut pas dire une consistance simplement fixe, immuable en tous ses points), qui réagit aux interventions capitalistes, en engendrant parfois des effets non intentionnels au cours des transformations entreprises par l'action des capitalistes. Cela veut dire que si l'abstraction capitaliste postule une accumulation incessante, toujours accélérée, *idéalement* libre et sans bornes, il faut reconnaître que cette idéalité se heurte à plusieurs obstacles situés dans un espace et un temps concrets, spécifiques. Ces obstacles sont normalement produits par le capital lui-même. C'est bien le cas de la résistance et de la lutte ouvrière, suscitées par la domination capitaliste elle-même, qui dans un effet de retour influencent et complexifient la dynamique du capitalisme<sup>322</sup>. Même si le but du capitaliste est la production maximale de survalueur, l'extraction démesurée de survalueur, cela ne signifie pas que cela se produit effectivement, qu'il n'y ait pas d'autres intérêts et logiques qui s'y opposent. Ludovic Hetzel essaie de comprendre cette résistance à partir d'une donnée anthropologique introduite discrètement par Marx dans *Le Capital* et que le capital ne peut simplement supprimer. Il note ainsi que lorsque Marx introduit cette marchandise spécifique qu'est la puissance de travail, ou encore la force de travail, il la définit de la manière suivante : « Par force de travail ou puissance de travail nous entendons le résumé de toutes les capacités physiques et intellectuelles qui existent dans la corporéité, la personnalité vivante d'un être humain, et qu'il met en mouvement chaque fois qu'il produit des valeurs d'usage d'une espèce quelconque »<sup>323</sup>. Marx parle même de « nature humaine générale ou universelle (*allgemein*) »<sup>324</sup>. À ce titre, on peut parler comme Franck Fischbach d'un concept naturaliste de liberté<sup>325</sup> déterminé depuis les *Manuscrits de 1844*, selon lequel il est essentiel à l'homme comme à tout être vivant sa capacité à déployer par soi son (auto)activité d'être vivant. Or,

---

<sup>321</sup> *Ibid.*, p. 302 (MEW 23, p. 286).

<sup>322</sup> Comme le souligne Emmanuel Renault, « la résistance et les luttes ouvrières produisent des effets déterminants sur l'évolution du capitalisme. Par ailleurs, des concepts théoriques comme celui de 'loi tendancielle' permettent d'articuler théoriquement la causalité économique et la prise en compte des résistances ouvrières et de la lutte des classes. Articuler ces deux types de facteurs est une démarche qui n'est aucunement incompatible avec le projet du *Capital*, et qui est mise en œuvre chaque fois qu'il s'agit d'expliquer des évolutions historiques notables : passage de la survalueur relative à la survalueur absolue, passage de la manufacture à la grande industrie » (RENAULT E., « Le problème de la résistance ouvrière dans *Le Capital* », *op. cit.*, p. 525).

<sup>323</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 188 (MEW 23, p. 181).

<sup>324</sup> *Ibid.*, p. 193 (MEW 23, p. 186). Traduction modifiée.

<sup>325</sup> Voir FISCHBACH F., *Philosophies de Marx*, Paris, Vrin, 2015., p. 175.

le fait que la force de travail soit soumise au salariat ne change pas cette définition anthropologique. C'est pourquoi il est impossible de la marchandiser totalement (...) Les prolétaires ne consomment pas pour vendre, mais *pour vivre*. *Leur force de travail n'est donc pas une marchandise comme les autres, elle n'est pas produite comme une marchandise* (...) Ainsi la définition anthropologique de la force de travail, parce qu'elle inclut les forces générales du corps et de l'esprit, fonde-t-elle à la fois son irréductibilité à la marchandisation et la capacité de résistance à l'exploitation du sujet prolétarisé<sup>326</sup>.

Dès lors, la production capitaliste implique non seulement l'exploitation, mais aussi la résistance à l'exploitation : « Le capital est constamment en lutte contre l'insubordination des travailleurs »<sup>327</sup>. Si la subsumption réelle du travailleur au capital est définie comme une répression organisée de sa vitalité, de sa liberté et de son autonomie d'individu, c'est bien que la nécessité même d'une telle répression permanente présuppose l'affirmation primordiale de cette vitalité, de cette individualité et de cette liberté dans le sens d'une réalisation des capacités productives. Mais si Marx semble bien fonder la résistance prolétarienne sur la dimension anthropologique du travail, la dimension socio-historique s'y ajoute. En particulier, le statut juridique des travailleurs et leurs droits de citoyens dynamisent et politisent la lutte de classe, notamment par la formulation de revendications, l'usage des droits existants et le combat pour en imposer de nouveaux<sup>328</sup>. On a donc ici une imbrication de l'anthropologique et du socio-historique.

C'est bien ce que Marx illustre lorsqu'il montre que la voix du travailleur s'élève contre la logique capitaliste et son désir effréné d'allonger la journée de façon indéfinie, en soumettant ce travailleur aux pires conditions de travail possibles et en rendant impossible sa récupération physique. Ce travailleur se rend compte qu'en allongeant démesurément la journée de travail, le capitaliste peut dégager en une seule journée un quantum de force de travail plus grand que ce qu'il pourrait remplacer en trois jours. Marx essaie même de reproduire cette voix :

Ce que tu gagnes ainsi en travail, je le perds en substance de travail. Utiliser ma force et la piller sont deux choses complètement différentes (...) Tu me paies la force de travail d'un jour alors que tu en utilises une de trois jours. Ceci va à l'encontre de notre contrat et de la loi de l'échange marchand. Je réclame donc une journée de travail de durée normale (...) Je revendique la journée de travail normale, parce que je revendique la valeur de ma marchandise, comme n'importe quel autre vendeur<sup>329</sup>.

Il devient alors clair que malgré des limites tout à fait flexibles, l'échange marchand n'impose aucune limitation à la journée de travail, donc aucune limite au surtravail. Le

---

<sup>326</sup> HETZEL L., « Des sujets au coeur du Capital », *op. cit.*, p. 528-9.

<sup>327</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 414 (MEW 23, p. 389).

<sup>328</sup> HETZEL L., « Des sujets au coeur du Capital », *op. cit.*, p. 531.

<sup>329</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 261 (MEW 23, p. 248).

capitaliste se réclame de son droit d'acheteur quand il cherche à rendre la journée de travail aussi longue que possible et à faire deux journées de travail en une seule. D'un autre côté, le fait que le travailleur ne vende pas sa force de travail de manière définitive (sinon il deviendrait un esclave) impose une nature spécifique à cette marchandise, ce qui implique une limitation de sa consommation par l'acheteur. Ainsi, le travailleur se réclame de son droit de vendeur quand il veut limiter la journée de travail à une grandeur normale déterminée. Comme le souligne Marx, « il y a donc ici une antinomie, droit contre droit, l'un et l'autre portant le sceau de la loi de l'échange marchand. Entre des droits égaux, c'est la violence qui tranche. Et c'est ainsi que dans l'histoire de la production capitaliste, la réglementation de la journée de travail se présente comme la lutte pour les limites de la journée de travail. Lutte qui oppose le capitaliste global, c'est-à-dire la classe des capitalistes, et le travailleur global, ou la classe ouvrière »<sup>330</sup>.

La fixation d'une norme à la journée de travail est le résultat d'une lutte séculaire entre capitaliste et ouvrier. Le résultat de ce conflit entre des intérêts distincts devient encore plus complexe lorsque l'État entre en scène. En effet, c'est l'État qui apparaît comme le pivot de ce conflit, dans la mesure où c'est à lui de fixer et d'imposer ou non des réglementations ainsi que les mécanismes de surveillance. D'après Marx cependant, l'État n'est pas lui-même neutre. S'il subit la pression du mouvement ouvrier, il représente tout de même une espèce d'intérêt global du capital, en prenant parfois des décisions plus « rationnelles » vis-à-vis de la logique du capital que certains capitalistes individuels, comme par exemple à propos de l'épuisement de la force de travail, qui à moyen terme menaçait l'avenir du processus de valorisation lui-même :

Ces lois mettent un frein au désir effréné qu'a le capital d'aspirer des quantités démesurées de force de travail, en imposant par voie étatique la limitation de la journée de travail, et ceci venant d'un État que dominent capitalistes et *landlords*. Si l'on fait abstraction d'un mouvement ouvrier dont la montée se fait chaque jour plus menaçante, cette limitation du travail de fabrique était dictée par la même nécessité que celle qui répandait le guano sur les champs d'Angleterre. La même cupidité aveugle qui dans un cas avait épuisé la terre avait dans l'autre atteint à sa racine la force vitale de la nation. Les épidémies périodiques étaient tout aussi parlantes en Angleterre que la baisse de la taille des soldats en Allemagne et en France<sup>331</sup>.

Marx développe encore ce point dans l'extrait suivant :

Or dans la valeur de la force de travail est incluse la valeur des marchandises requises pour la reproduction du travailleur ou la perpétuation de la classe ouvrière. Si donc la prolongation contre nature de la journée de travail, à laquelle le capital tend nécessairement dans sa pulsion effrénée d'autovalorisation, raccourcit la vie de chaque travailleur en particulier, et par là-même réduit la durée de sa force de travail, il faut remplacer plus rapidement celles qui sont usées, donc faire entrer de plus grands frais d'usure dans la reproduction de la force de travail, tout comme la part de valeur d'une machine qui

---

<sup>330</sup> *Ibid.*, p. 261-2 (MEW 23, p. 249).

<sup>331</sup> *Ibid.*, p. 266-7 (MEW 23, p. 253).

doit être reproduite chaque jour, est d'autant plus grande qu'elle s'use plus vite. Il semble donc que dans son propre intérêt le capital soit astreint à établir une journée de travail normale<sup>332</sup>.

On voit donc qu'à côté de la pression exercée par les ouvriers, les capitalistes eux-mêmes, du moins certains d'entre eux, se rendent compte progressivement de cette nécessité de limiter la journée de travail. Il est toutefois évident que pendant plusieurs années ils ont dû se battre contre d'autres capitalistes, ce qui montre que même si les porteurs, les capitaux personnifiés incorporent une même logique, cela ne veut pas dire qu'il y ait une seule décision possible à prendre à un certain moment et à un certain endroit. Il n'y a pas toujours de consensus parmi les capitalistes, ce qui rend normalement la dynamique globale du système très complexe et diversifiée.

Marx illustre cela très bien lorsqu'il reproduit les mouvements de va-et-vient autour de l'établissement progressif de cette limitation de la journée de travail. Cette histoire n'est pas du tout linéaire ou prévisible. Au début de la résistance ouvrière, les concessions qu'elle a arrachées ont été purement nominales. C'est seulement à partir de la loi sur les fabriques de 1833 que la journée normale commence à s'établir. Pourtant, loin de l'accepter passivement, le capital déclenche alors une campagne d'agitation contraire qui s'étend sur plusieurs années :

Elle (la campagne) tournait principalement autour de l'âge des catégories qui, sous le nom d'enfants, avaient été limitées à 8 heures de travail et soumises à une certaine obligation scolaire. Pour l'anthropologie capitaliste, l'enfance s'arrêtait à 10 ans ou tout au plus à 11 ans. Plus 1836 approchait, année fatidique de l'application complète de la Loi sur les fabriques, plus la racaille des fabricants se déchaînait. Elle réussit effectivement à intimider le gouvernement au point que celui-ci proposa en 1835 d'abaisser la limite de l'enfance de 13 à 12 ans. Cependant, la pression de l'extérieur augmenta de façon inquiétante. La chambre des Communes sentit le courage lui faire défaut. Elle refusa de jeter des enfants de 13 ans plus de 8 heures par jour sous les roues du Djagannat capitaliste et la Loi de 1833 prit intégralement effet<sup>333</sup>.

La situation évolue ainsi progressivement. Après cet épisode, les ouvriers de fabrique, surtout à partir de 1838, avaient fait du Bill des dix heures leur mot d'ordre économique, une partie des fabricants eux-mêmes, ceux qui avaient réglé l'activité de leurs fabriques conformément à la Loi de 1833, submergea le Parlement de mémoires dénonçant la « concurrence » immorale des « faux-frères », qu'une plus grande insolence ou des circonstances locales plus heureuses autorisaient à transgresser la loi. L'élite politique liée aux capitalistes a même fait des compromis avec le mouvement ouvrier : « *Malgré* le désir qu'éprouvait chaque fabricant de lâcher la bride à sa cupidité de toujours, les porte-parole et les chefs politiques de la classe des fabricants imposèrent un changement d'attitude et de

---

<sup>332</sup> *Ibid.*, p. 297 (MEW 23, p. 281).

<sup>333</sup> *Ibid.*, p. 313 (MEW 23, p. 297).



langage vis-à-vis des ouvriers. Ils avaient entamé la campagne pour l'abolition de la Loi sur les céréales et avaient besoin de l'appui des ouvriers pour l'emporter ! Ils *promirent* donc non seulement de doubler la miches de pain, mais encore d'admettre et de mettre le *Bill* des 10 heures au crédit du règne millénaire du libre-échange »<sup>334</sup>.

Il devient clair ainsi que les lois qui déterminent la période, les limites et les pauses du travail n'ont été en aucun cas le produit chimérique de l'imagination des parlementaires. Elles se sont développées au fur et à mesure. Leur formulation, leur reconnaissance officielle et leur proclamation par l'État ont été le résultat de luttes de classes de longue haleine. Même après la promulgation des lois, l'imagination des capitalistes n'a pas manqué de trouver des solutions assez « créatives » pour essayer d'y échapper. Par exemple, certains ont créé des systèmes de relais qui rendaient difficile et compliqué le calcul exact du temps de travail de chaque ouvrier. Le personnel ouvrier était parfois divisé en 12 à 15 catégories dont les composantes variaient elles-mêmes à leur tour constamment. Pendant les 15 heures de la journée d'usine le capital attirait l'ouvrier tantôt pour 30 minutes, tantôt pour une heure, puis le repoussait, pour le réattirer dans la fabrique, puis le rejeter de la fabrique.

Les travailleurs ont eux aussi réagi et beaucoup ont protesté, de sorte que s'est développé un *compromis* entre ceux-ci et les fabricants, qui a reçu le sceau parlementaire dans la nouvelle Loi de fabrique additionnelle du 5 août 1850. On mettait ainsi fin une fois pour toutes à la pratique du système de relais. Dès lors, la situation s'est progressivement améliorée pour la classe ouvrière, ce qui n'a pas laissé de produire un effet de retour sur les consciences des capitalistes et des économistes de l'époque :

Même les fabricants, à qui il avait fallu arracher pied à pied, par une guerre civile d'un demi-siècle, la limitation légale et la réglementation de la journée de travail, se prévalaient avec fierté du contraste avec les domaines d'exploitation encore « libres ». Quant aux pharisiens de l'économie politique, ils proclamaient maintenant comme une nouvelle conquête propre à leur « science » le fait qu'on ait reconnu la nécessité d'une réglementation légale de la journée de travail. On comprend aisément qu'après que les magnats de fabrique se furent soumis à l'inévitable et s'en furent accommodés, la force de résistance du capital s'affaiblit graduellement tandis qu'en même temps la combativité de la classe ouvrière grandissait à mesure qu'augmentait le nombre de ses alliés dans les couches de la société qui n'étaient pas immédiatement intéressées. D'où, comparativement, les progrès rapides accomplis depuis 1860 !<sup>335</sup>

Après la généralisation des législations de contrôle des journées de travail, est devenue plus difficile l'extraction de ce que Marx appelle la *survaleur absolue*, c'est-à-dire la production de survaleur par le biais de l'allongement de la durée de la journée de travail. Sans exclure complètement ce dernier, les capitalistes ont ainsi dû trouver d'autres mécanismes

---

<sup>334</sup> *Ibid.*, p. 314-5 (MEW 23, p. 298). Nous soulignons.

<sup>335</sup> *Ibid.*, p. 331 (MEW 23, p. 312-3).

d'extraction de surtravail. Face à cela, il faut insister encore une fois sur le fait que la dynamique capitaliste n'est pas linéaire, elle est très complexe dans la mesure où les opportunités ainsi que les obstacles à l'application de la logique abstraite du capital à la réalité concrète changent dans le temps et dans l'espace. Les porteurs de cette logique doivent donc toujours trouver de nouvelles solutions. Il y a ainsi une dialectique entre action et réaction qui marque la trajectoire du mode de production moderne.

Comme le souligne Haber, tous les chapitres sur la survaleur insistent sur l'importance de la résistance ouvrière. Celle-ci apparaît comme un des facteurs qui ont favorisé l'approfondissement de la voie de la *survaleur relative*, celle de l'intensification du travail. Il n'y a autonomie de la technique que sous un certain angle, dans une certaine perspective. Les formes que prend l'exploitation sont aussi le résultat de rapports de force : « Insister sur cette donnée, comme le fait Marx, est une autre façon de dire que la 'maturité', loin d'arrêter le temps, loin de nous faire passer de l'ordre du devenir ponctué à celui de la répétition éternelle, ouvre des espaces à une véritable histoire, c'est-à-dire à des différences qui comptent objectivement, mais qui comptent aussi pour les gens, à côté des traits essentiels et des tendances fatales du mode de production capitaliste en général »<sup>336</sup>.

### **2.3 La logique du capital et l'innovation technique : la survaleur relative**

Pour comprendre la nature des nouveaux mécanismes de production de survaleur soulignés par Marx, il faut bien noter que le capital s'impose d'abord au travail et à la sphère de la production dans les conditions techniques où il les trouve historiquement. Par conséquent, il ne modifie pas immédiatement le mode de production. La production de survaleur absolue est indépendante de tout changement du mode de production lui-même.

Cependant, avec la difficulté croissante par rapport à la survaleur absolue, il faut comprendre comment d'autres mécanismes d'accumulation sont possibles, ce qui passe par la modification du mode de production. Comment une production de survaleur est-elle possible par cette voie ? C'est ce que Marx essaie d'en rendre compte avec le concept de *survaleur relative*.

Étant donnée une certaine journée du travail, la survaleur relative est la survaleur produite comme résultat d'une diminution du travail nécessaire pour la reproduction de la force de travail et par conséquent d'une augmentation du surtravail. Il n'y a donc pas besoin

---

<sup>336</sup> HABER S., « Diversité et historicité du capitalisme d'après le Livre I du Capital : origines, évolutions, transformations, différenciations », *Les Études philosophiques*, 11 décembre 2015, n° 154, p. 546-7.

d'un allongement absolu de la journée du travail, mais juste d'un allongement de la partie de la journée qui correspond au surtravail. Cela n'est possible que par le développement de la force productive du travail – c'est-à-dire, par une modification dans le procès de travail qui fait que le temps de travail requis socialement pour la production d'une marchandise est raccourci, et donc qu'un plus petit quantum de travail acquiert la force de produire un plus grand quantum de valeur d'usage. Le but ici est donc de faire baisser la valeur de la force de travail, ce qui présuppose que la hausse de la force productive affecte des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de la force de travail<sup>337</sup>. Certes, le capitaliste qui appartient à une de ces branches n'en est pas forcément conscient, mais son action concourt normalement à ce résultat.

Pourquoi ? Parce que tout capitaliste a intérêt à bouleverser les conditions techniques et sociales du procès de travail et à faire baisser le prix de ses marchandises, quel que soit la branche dont il fait partie, en vertu de ce que Marx appelle *survaleur supplémentaire*. Après une augmentation de la force productive, la production de marchandises augmentera, même si la journée de travail reste inchangée. Dans ce cas, la valeur individuelle de chaque marchandise devrait tomber, car la journée de travail continue à ne créer que la même quantité de valeur qu'auparavant, puisque celle-ci est mesurée en temps de travail et non en quantité absolue de produits. À chaque produit particulier n'échoit donc qu'une moindre partie du temps de travail total et par conséquent de valeur. Dès lors, la valeur individuelle de cette marchandise tombe au-dessous de sa valeur sociale, c'est-à-dire qu'elle coûte moins de temps de travail que le même article produit dans des conditions sociales moyennes. Or la valeur réelle d'une marchandise n'est pas sa valeur individuelle mais sa valeur sociale, ce qui veut dire qu'elle n'est pas mesurée par le temps de travail que la marchandise coûte effectivement au producteur dans un cas particulier, mais par le temps de travail requis socialement pour sa production. Si donc le capitaliste, qui emploie la nouvelle méthode, vend sa marchandise à sa valeur sociale, il la vend au-dessus de sa valeur individuelle et réalise ainsi une *survaleur supplémentaire*<sup>338</sup>.

Cependant, la *survaleur supplémentaire* en question disparaît dès que le nouveau mode de production se généralise et que disparaît dans le même temps la différence entre la valeur individuelle des marchandises produites à meilleur marché et leur valeur sociale. Cette même loi de la détermination de la valeur par le temps de travail, que la nouvelle méthode rend

---

<sup>337</sup> Cf. MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 354 (MEW 23, p. 333).

<sup>338</sup> Cf. *Ibid.*, p. 357 (MEW 23, p. 337).

perceptible au capitaliste, se manifeste pour ses concurrents comme loi impérative de la concurrence qui les pousse à introduire le nouveau mode de production<sup>339</sup>.

En revanche, cette pulsion visant à accroître la force productive du travail finit par normalement entraîner l'augmentation du taux général de survaleur, dans la mesure où les prix des marchandises baissent et que par là baisse le prix du travailleur lui-même.

Comment la logique abstraite du capital bouleverse-t-elle le mode de production ? Marx répond à cette question à travers une série d'analyses très détaillées. Il commence par le phénomène de la *coopération*. En effet, la coopération apparaît comme la forme fondamentale du mode de production capitaliste, dans la mesure où elle correspond à la première modification que subit le procès de travail réel du fait de sa subsumption sous le capital. Cette modification s'opère de façon naturelle. Son présupposé, à savoir l'emploi simultané d'un nombre important de travailleurs salariés dans le même procès de travail, constitue le point de départ de la production capitaliste. Ce point de départ se confond avec l'existence même du capital. La coopération se présente comme une méthode employée par le capital pour l'exploiter le procès de travail avec davantage de profits, par l'élévation de sa force productive<sup>340</sup>.

L'échelle élargie par laquelle le capital commence à effectivement opérer et à se distinguer d'autres modes de production est une première conséquence de l'emprise de l'abstraction capitaliste sur les conditions de travail, car si l'abstraction établit comme but la production de survaleur, d'objectivation de surtravail, il faut d'entrée de jeu une expansion des capacités de travail. Si la survaleur doit se produire de manière toujours croissante, il faut l'élargissement de l'échelle de production et par conséquent l'achat de beaucoup plus de force de travail. De plus, ce qui, sur la base du mode de production des corporations apparaît comme le nombre maximum de compagnons employés par *un* maître ne constitue pas même le strict minimum pour le rapport capitaliste. Un tel minimum donnerait à la rigueur un rapport capitaliste purement nominal, puisque le capitaliste n'emploierait pas assez d'ouvriers pour que la plus-value produite assure un revenu suffisant à sa consommation privée et à son fonds d'accumulation, de manière à le dispenser d'un travail immédiat et lui permettre d'apparaître comme simple *capitaliste*, surveillant et dirigeant le procès<sup>341</sup>.

Comment cette élévation de force productive par la coopération se produit-elle ? Même si par rapport à l'époque féodale, l'atelier du maître de corporation est simplement élargi,

---

<sup>339</sup> Cf. *Ibid.*, p. 359 (MEW 23, p. 338).

<sup>340</sup> Cf. *Ibid.*, p. 377 (MEW 23, p. 354).

<sup>341</sup> Cf. MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 184 (MEGA II/4.1, p. 94).

même si la différence est donc d'abord uniquement quantitative, il se produit tout de même une augmentation de force productive. En effet, si on la compare à une somme d'égale grandeur de journées de travail individuelles isolées, la journée de travail combinée produit de plus grandes masses de valeur d'échange et diminue ainsi le temps de travail nécessaire à la production d'un effet utile déterminé. Les raisons en sont multiples : la coopération accroît les potentialités mécaniques du travail, étend sa sphère d'action dans l'espace, ou rétrécit le champ spatial de production proportionnellement à l'échelle de la production, et au moment critique elle libère beaucoup de travail en peu de temps, encourage l'esprit de compétition des individus, elle marque les opérations analogues d'un grand nombre de travailleurs du sceau de la continuité et de la diversité, permet l'exécution de différentes opérations en même temps, rentabilise les moyens de production grâce à leur usage collectif, et enfin elle confère au travail individuel le caractère d'un travail social moyen<sup>342</sup>.

Par ailleurs, les conditions d'imposition de l'abstraction capitaliste sur la réalité concrète du travail évoluent aussi. La coopération de nombreux salariés fait que le commandement du capital devient une exigence de l'exécution du procès de travail proprement dit, une véritable condition de la production. Certes, tout le travail immédiatement social ou collectif à une assez grande échelle requiert une certaine direction, mais, en tant que fonction spécifique du capital, la fonction de direction acquiert des caractéristiques spécifiques. Comme on le sait, la motivation et la finalité déterminantes du procès de production capitaliste sont d'abord que le capital se valorise au maximum, son action étant ainsi conditionnée par une logique abstraite. Dès lors, la direction exercée par le capitaliste n'est pas seulement une fonction particulière issue de la nature du procès de travail social et relevant de celui-ci, c'est en même temps une fonction d'exploitation d'un procès de travail social, déterminée donc par l'antagonisme inévitable de l'exploiteur (porteur de l'abstraction capitaliste) et du matériau qu'il exploite (dotée d'une consistance propre), d'autant plus qu'à mesure que s'accroît la masse des travailleurs employés, leur résistance aussi s'accroît et donc, nécessairement, la pression du capital pour venir à bout de cette résistance s'accroît à son tour<sup>343</sup>. Pour toutes ces raisons, la direction capitaliste assume une forme despotique.

Il faut bien noter que la survaleur relative provient ici du fait que si le capitaliste paie la valeur de cent forces de travail autonomes, il ne paie pas la force de travail combinée des cent. En tant que personnes indépendantes, ces travailleurs sont des individus isolés qui tous

---

<sup>342</sup> Cf. MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 370 (MEW 23, p. 348).

<sup>343</sup> *Ibid.*, p. 372 (MEW 23, p. 350).

entrent en rapport avec le même capital, mais pas entre eux. La force productive sociale du travail se développe gratuitement, une fois que les travailleurs ont été placés dans des conditions déterminées, et c'est le capital qui les place dans ces conditions. D'ailleurs, comme la force productive sociale du travail ne coûte rien au capital, et comme, d'autre part, elle n'est pas développée par le travail avant que son travail n'appartienne lui-même au capital, elle apparaît comme une force productive que le capital possède par nature, comme sa force productive immanente<sup>344</sup>.

Un résultat subséquent de cette emprise de l'abstraction capitaliste sur les conditions concrètes de production apparaît dans la genèse de la *manufacture*. Il faut encore une fois insister sur le fait que ces bouleversements techniques ne sont pas « neutres ». C'est un nouveau résultat de cette intervention d'une logique orientée par des critères réductionnistes et quantitativistes sur une réalité beaucoup plus complexe, particulière, hétérogène. La conséquence n'est pas simplement une homogénéisation de cette réalité, mais plutôt sa *restructuration* en fonction de ces critères, même si cela signifie un appauvrissement des conditions de vie des travailleurs : « En tant que forme spécifiquement capitaliste du procès social de production – et, sur les bases préexistantes, elle ne pouvait pas se développer autrement que sous la forme capitaliste – elle (la manufacture) n'est qu'une méthode particulière pour produire de la survalueur ou pour élever aux dépens des travailleurs cette autovalorisation du capital qu'on appelle encore richesse sociale, *Wealth of Nations*, etc »<sup>345</sup>.

En quoi consiste cette restructuration ? La manufacture est la coopération fondée sur la division du travail. Sa modalité d'apparition est double. D'un côté, elle naît de la combinaison d'artisanats différents et autonomes qui peuvent perdre leur autonomie et sont unilatéralisés jusqu'à ce qu'ils ne constituent plus que des opérations partielles et complémentaires dans le procès de production d'une seule et même marchandise. De l'autre, elle part de la coopération d'artisans exécutant des travaux de même espèce, elle désintègre ce même artisanat individuel en ses diverses opérations, les isole et les rend indépendantes jusqu'à ce que chacune d'entre elles devienne la fonction exclusive d'un travail particulier.

L'accroissement de la productivité est dû ici ou bien à la plus grande dépense de force de travail dans un laps de temps donné, donc à une intensité accrue du travail, ou bien à la diminution de la consommation improductive de force de travail. Dans la mesure où ce type de manufacture combine des artisanats qui étaient disséminés à l'origine, elle diminue la

---

<sup>344</sup> Cf. *Ibid.*, p. 375 (MEW 23, p. 353).

<sup>345</sup> *Ibid.*, p. 410 (MEW 23, p. 386).

distance spatiale qui sépare les différentes phases de la production de l'ouvrage. Le temps de passage d'un stade à l'autre est diminué, ainsi que le travail qui opère ces passages. En outre, cette interdépendance immédiate des travaux, donc des travailleurs, contraint chacun en particulier à n'utiliser que le temps nécessaire à sa fonction, ce qui crée une tout autre continuité, uniformité et régularité, un tout autre ordre et notamment une tout autre intensité du travail par rapport à l'artisanat indépendant ou même à la coopération simple<sup>346</sup>.

Par ailleurs, la manufacture entraîne une relative dévalorisation de la force de travail qui naît de la disparition ou de la diminution des frais d'apprentissage, par suite de la spécialisation et de la simplification croissante, ce qui implique immédiatement une valorisation plus élevée du capital.

La manufacture établit un nouveau seuil de domination du capital sur le travail. En effet, rendu inapte, par sa conformation naturelle, à faire quelque chose d'autonome, l'ouvrier de manufacture ne développe plus d'activité productive que comme accessoire de l'atelier du capitaliste. Ce que les travailleurs partiels perdent se concentre face à eux, dans le capital. L'un des produits de la division manufacturière du travail est de leur opposer les potentialités spirituelles du procès matériel de production comme une propriété d'autrui et un pouvoir qui les domine. Dans la manufacture, c'est l'appauvrissement du travailleur en forces productives individuelles qui est la cause et la condition de l'enrichissement du travailleur global, donc du capital, en force productive sociale. Non seulement on développe la force productive sociale du travail en faveur du capitaliste, et non du travailleur, mais on le fait en mutilant le travailleur individuel.

Néanmoins, la manufacture a aussi ses limites en tant que système de production de survalueur et de domination sur les travailleurs. Comme l'habileté artisanale demeure le fondement de la manufacture, et que le mécanisme global qui la fait fonctionner reste dépendant des travailleurs eux-mêmes, le capital est constamment en lutte contre l'insubordination de ces derniers. Marx remarque que « l'étroitesse de sa propre base technique entra en contradiction, à un certain niveau de développement, avec les besoins de production qu'elle-même avait créés »<sup>347</sup>. L'un des produits de la manufacture, l'atelier de production d'instruments de travail, offre la voie de dépassement de cette contradiction à travers la création des machines. En effet celles-ci abolissent l'activité artisanale en tant que principe régulateur de la production sociale. Ainsi, d'une part, se trouve éliminée la base

---

<sup>346</sup> Cf. *Ibid.*, p. 388 (MEW 23, p. 365).

<sup>347</sup> *Ibid.*, p. 415 (MEW 23, p. 390).

technique de l'annexion à vie du travailleur à une fonction partielle. D'autre part, les bornes que ce même principe imposait encore à la domination du capital, sont renversées à leur tour.

C'est ainsi qu'une nouvelle forme, selon Marx la forme *par excellence* du mode de production capitaliste, se développe avec la machinerie. Le but d'accumulation, le besoin abstrait de production maximale de survaleur reste pourtant le principe qui commande cette révolution productive :

Semblablement à tout autre type de développement de la force productive du travail, elle est censée rendre les marchandises meilleur marché et raccourcir la partie de la journée de travail dont l'ouvrier a besoin pour lui-même, afin d'allonger l'autre partie de sa journée de travail, celle qu'il donne pour rien au capitaliste. Elle est un moyen pour produire de la survaleur<sup>348</sup>.

Dans la manufacture, le point de départ du bouleversement du mode de production c'est la force de travail, dans la grande industrie c'est le moyen de travail. La machine est un mécanisme qui exécute avec ses outils les mêmes opérations que celles qu'exécutait autrefois l'ouvrier avec des outils semblables. Que la force motrice parte de l'homme ou de nouveau d'une machine ne change rien à la nature de la chose. Ainsi, la machine, qui est à la base de la révolution industrielle, remplace l'ouvrier manipulant son outil singulier, par un mécanisme qui opère en une fois avec quantité de ces outils ou d'outils de la même espèce, et qui est mû par une seule force d'actionnement, quelle qu'en soit la forme<sup>349</sup>.

Même en tant que force d'actionnement, l'homme est remplacé progressivement. Car l'augmentation du volume de la machine de travail et du nombre de ses outils, qui opèrent en même temps, implique un mécanisme moteur plus volumineux, et ce mécanisme, pour vaincre sa propre résistance, implique une force motrice plus puissante que celle de l'homme, sans parler du fait que l'homme est très imparfait comme instrument de production de mouvement uniforme et continu. Dès lors c'est une machine-motrice qui accomplira ce travail.

Cette évolution technique permettra également l'avènement d'un système de machines, où la coopération par division du travail, caractéristique de la manufacture, reparaît, mais cette fois comme combinaison de machines de travail partiel. La différence entre la manufacture et la machinerie saute pourtant aux yeux :

Dans la manufacture, les ouvriers doivent, isolément ou en groupes, exécuter chaque procès partiel particulier avec leur outil artisanal. Mais, si le travailleur est approprié au processus, celui-ci est déjà d'avance adapté au travailleur. Ce principe subjectif de la division n'existe pas dans la production mécanisée. Le procès global est analysé ici objectivement, considéré en lui-même, dans ses phases constitutives, et le problème que posent l'exécution de chaque procès partiel et l'interliaison des différents procès partiels est résolu par l'application technique de la mécanique, de la chimie, etc.<sup>350</sup>

---

<sup>348</sup> *Ibid.*, p. 416 (MEW 23, p. 391).

<sup>349</sup> *Ibid.*, p. 421 (MEW 23, p. 396).

<sup>350</sup> *Ibid.*, p. 426 (MEW 23, p. 401).



L'homme ne devient donc qu'un accessoire de la machine, il n'est plus au centre du procès productif. Tout système de machinerie constitue en soi un grand automate dès qu'il est mis en mouvement par un premier moteur qui se meut de lui-même. Dès lors que la machine de travail exécute tous les mouvements nécessaires à la transformation du matériau brut sans le secours de l'homme et ne réclame plus que son assistance éventuelle, nous avons un système de machinerie automatique, même si de constants perfectionnements dans le détail peuvent avoir lieu.

C'est seulement à partir du moment où la machinerie et la grande industrie se sont emparées de leur moyen de production caractéristique, la machine, et sont en mesure avec des machines, de produire d'autres machines, qu'elles ont créé leur propre base technique adéquate, en se dressant sur leurs propres pieds.

Pour résumer les changements introduits par la machinerie et la grande industrie, on pourrait dire que :

Le moyen de travail acquiert en tant que machinerie un mode d'existence matériel qui implique le remplacement de la force humaine par des forces naturelles et celui de la routine empirique par l'utilisation consciente des sciences de la nature. Dans la manufacture, l'articulation du procès social du travail est purement subjective : c'est une combinaison d'ouvriers partiels ; dans le système des machines, la grande industrie possède un organisme de production tout à fait objectif que l'ouvrier trouve devant lui toute prête comme condition matérielle de production. Dans la coopération simple et même dans la coopération spécifiée par la division du travail, le refoulement de l'ouvrier isolé par l'ouvrier socialisé apparaît toujours de façon plus ou moins accidentelle. La machinerie au contraire, à quelques exceptions près que nous mentionnerons plus tard, ne fonctionne que grâce à un travail immédiatement socialisé ou commun. Le caractère coopératif du procès du travail devient donc maintenant une nécessité technique dictée par la nature du moyen de travail lui-même<sup>351</sup>.

L'introduction de la machinerie provoque certains effets sur l'ouvrier lui-même. Par exemple, puisque la machinerie rend superflue la force musculaire, elle devient un moyen d'employer des travailleurs sans grande force musculaire, ou dont le développement corporel n'est pas arrivé à maturité, mais qui ont les membres plus souples. Du coup, historiquement, ce puissant moyen de remplacement du travail et des travailleurs se transforma ainsi aussitôt en un moyen d'augmenter le nombre des salariés par l'embrigadement de tous les membres de la famille ouvrière sous la dépendance immédiate du capital sans distinction de sexe ni d'âge. Cela a une conséquence très importante pour le procès de valorisation. Comme le montre Marx, si la valeur de la force de travail était déterminée par le temps de travail nécessaire non seulement à la conservation de l'ouvrier adulte individuel, mais aussi à la conservation de la famille ouvrière, en jetant les membres de la famille ouvrière sur le marché du travail, la

---

<sup>351</sup> *Ibid.*, p. 433 (MEW 23, p. 407).

machinerie répartit la valeur de la force de travail de l'homme sur toute sa famille. Elle dévalue par conséquent sa force de travail. L'achat d'une famille parcellisée, par exemple, en quatre forces de travail coûte peut-être plus qu'autre fois l'achat de la force de travail du chef de famille, mais, en contrepartie, quatre jours de travail prennent la place d'un seul et son prix tombe dans la proportion de l'excédent du surtravail des quatre par rapport au surtravail d'un seul. Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail au capital, mais aussi du surtravail, pour qu'une famille vive. C'est ainsi que, d'emblée, la machinerie, en élargissant le matériau humain exploitable qui est le champ d'exploitation le plus caractéristique du capital élève en même temps le degré d'exploitation<sup>352</sup>.

La machinerie facilite aussi la prolongation de la journée de travail au-delà de toute limite naturelle. D'une part, elle rend plus effective dans le monde concret la tendance ou le postulat capitaliste abstrait à accumuler sans arrêt, tout en aiguisant sa fringale de travail d'autrui. Marx illustre très bien comment avec l'autonomisation du moyen de travail, s'intensifie cette tension entre les impératifs d'une logique abstraite, non sensible ou non « naturelle » et les limites « naturelles » d'un monde composé d'êtres humains concrets :

(...) Dans la machinerie, le mouvement et les opérations du moyen de travail deviennent autonomes par rapport à l'ouvrier. Le moyen de travail devient en lui-même un *perpetuum mobile* industriel qui produirait indéfiniment s'il ne se heurtait pas à certaines limites naturelles en l'espèce de ses auxiliaires humains : à la faiblesse de leur corps et à leur volonté propre. En tant que capital, et parce que capital, l'automate a en la personne du capitaliste une conscience et une volonté, il est par conséquent instinctivement animé du besoin de réduire par la force à son minimum la limite naturelle de la résistance humaine, qui est pourtant élastique. Cette limite minimale est de toute façon diminuée par l'apparente facilité du travail à la machine et l'élément plus docile et plus souple que constituent les femmes et les enfants<sup>353</sup>.

Le problème est que l'emploi des machines, quelle que soit l'extension du surtravail aux dépens du travail nécessaire qu'il entraîne en augmentant la force productive du travail, ne produit ce résultat qu'en diminuant le nombre des ouvriers employés par un capital donné. Il convertit une partie du capital, qui était autrefois variable, c'est-à-dire qui se transformait en force de travail vivante, en machinerie, donc en capital constant, qui ne produit aucune survaleur. Par exemple, on ne peut extraire autant de survaleur de deux ouvriers que de vingt-quatre. Si chacun des vingt-quatre ouvriers ne fournit, sur douze heures, qu'une heure de surtravail, ils fournissent ensemble vingt-quatre heures de surtravail, alors que le travail global des deux ouvriers n'est que de vingt-quatre heures. À partir de cette remarque, Marx identifie alors une contradiction immanente dans l'utilisation capitaliste de la machinerie, ce

---

<sup>352</sup> *Ibid.*, p. 444 (MEW 23, p. 417).

<sup>353</sup> *Ibid.*, p. 452 (MEW 23, p. 425).

qui explique la tendance à l'intensification de l'exploitation par le prolongement de la journée de travail :

Il y a donc dans l'utilisation de la machinerie pour la production de survaleur une contradiction immanente, dans la mesure où, des deux facteurs de la survaleur que fournit un capital d'une grandeur donnée, elle n'augmente le premier - le taux de survaleur - que parce qu'elle diminue l'autre - le nombre d'ouvriers'. Cette contradiction immanente se manifeste dès que, la machine se généralisant dans une branche industrielle, la valeur de la marchandise produite à l'aide de machines se transforme en valeur sociale régulatrice de toutes les marchandises de même espèce, et c'est cette contradiction qui, en retour, pousse le capital, sans qu'il en soit conscient, à prolonger la journée de travail avec la pire des violences, de façon à compenser la diminution du nombre proportionnel d'ouvriers exploités, en augmentant non seulement le surtravail relatif, mais aussi le surtravail absolu<sup>354</sup>.

Dans une analyse magistrale des paradoxes liés à l'appropriation de la machinerie par la logique capitaliste, Marx montre comment la domination du capital sur l'ensemble de la population ouvrière s'établit de plus en plus, dans la mesure où la grande industrie produit, en embauchant des couches de la classe ouvrière autrefois inaccessibles au capital et en dégageant des ouvriers supplantés par la machine, une population ouvrière superflue à qui le capital pourra dicter sa loi. De là ce phénomène remarquable dans l'histoire de l'industrie moderne : c'est la machine qui « fiche en l'air » toutes les limites morales et naturelles de la journée de travail. De là aussi ce paradoxe économique : le plus puissant moyen de réduction du temps de travail devient le moyen infaillible de transformer le temps de vie de l'ouvrier et de sa famille en temps de travail disponible pour la valorisation du capital<sup>355</sup>.

Nous avons cependant déjà remarqué qu'il y avait d'autres intérêts et logiques en jeu et qu'il existait dans la dynamique historique du capitalisme une sorte de dialectique entre action et réaction qui rend sa trajectoire assez complexe et diverse, une fois que les capitalistes mus par une logique abstraite se voient obligés de trouver de nouvelles solutions et stratégies pour son application. Il existe donc une *créativité* capitaliste typique, produite socialement. Par exemple, la prolongation démesurée de la journée de travail, que produit la machinerie entre les mains du capital, finit par entraîner, comme nous l'avons vu, une réaction de la société menacée dans ses fondements vitaux, réaction qui aboutit elle-même à une limitation de la journée de travail normale, fixée par la loi<sup>356</sup>. Se développant alors sur cette base non

---

<sup>354</sup> *Ibid.*, p. 457 (MEW 23, p. 429).

<sup>355</sup> Cf. *Ibid.*, p. 458 (MEW 23, p. 430).

<sup>356</sup> « Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière a forcé l'État à raccourcir autoritairement la durée du temps de travail, en imposant d'abord une journée de travail normalisée à la fabrique proprement dite ; à partir du moment donc où il fallut définitivement renoncer à accroître la production de survaleur par la prolongation de la journée de travail, le capital s'est jeté délibérément et de toutes ses forces sur la production de la survaleur relative, par le moyen d'un développement accéléré du système des machines. » (*Ibid.*, p. 459-60 ; MEW 23, p. 432).

seulement la survaleur relative, mais aussi le phénomène de l'intensification du travail, qui est une variante spécifique d'extraction de survaleur relative.

En général, la méthode de production de la survaleur relative consiste à rendre l'ouvrier capable de produire davantage dans le même temps avec la même dépense de travail, grâce à une force productive accrue du travail. Il en va autrement cependant dès lors que le raccourcissement forcé de la journée de travail et l'énorme impulsion qu'il donne au développement de la force productive et à l'économie des conditions de production imposent en même temps à l'ouvrier une augmentation de sa dépense de travail dans un temps qui reste le même, une tension accrue de la force de travail et une occupation plus intense des pauses dans le temps de travail, c'est-à-dire une condensation du travail, tout cela à un degré que l'on ne peut atteindre que dans le cadre d'une journée de travail raccourcie. Cette compression d'une plus grande masse de travail dans un temps donné correspond à un quantum de travail plus grand. À côté de la mesure du temps de travail comme « grandeur étendue », apparaît maintenant la mesure de son degré de condensation. Par exemple, indépendamment de l'augmentation de la survaleur relative par accroissement de la force productive du travail, trois heures de surtravail pour six heures de travail nécessaire, fournissent maintenant au capitaliste la même masse de valeur que quatre heures de surtravail, auparavant, pour huit heures de travail nécessaire.

Dès lors la machine devient, entre les mains du capitaliste, le moyen objectif qu'il utilise systématiquement pour extorquer davantage de travail dans le même temps. Cela s'effectue de deux façons : par une augmentation de la vitesse des machines et par une extension du volume de machinerie surveillé par un même ouvrier ou du champ de travail de celui-ci.

En résumé, on voit donc que la machinerie accroît le matériel d'exploitation humain du capital par l'appropriation du travail des femmes et des enfants, comment elle confisque tout le temps de vie de l'ouvrier par une extension démesurée de la journée de travail et comment enfin ses progrès, qui permettent de fournir dans un temps de plus en plus bref un produit considérablement accru, servent de moyen systématique pour mobiliser à chaque instant plus de travail, pour exploiter la force de travail de façon de plus en plus intensive.

La principale innovation apportée par la machinerie vis-à-vis des anciennes formes du procès de production et d'exploitation capitaliste consiste en ce que dans la manufacture et dans l'artisanat, l'ouvrier se sert de l'outil, alors que dans la fabrique il sert la machine. Dans le premier cas, c'est de lui que procède le mouvement du moyen de travail ; dans le second, il doit suivre le mouvement du moyen de travail. Dans la manufacture, les ouvriers sont les

membres d'un mécanisme vivant. Dans la fabrique, il existe, indépendamment d'eux, un mécanisme mort auquel on les incorpore comme des appendices vivants<sup>357</sup>.

Ainsi, avec l'autonomisation du moyen de travail, le capital a la liberté de rendre le procès de travail encore plus adapté à ses besoins *abstrait*s de valorisation et d'efficacité *maximale*, notamment par l'utilisation des sciences et de la technologie :

Son principe qui est de dissocier tout procès de production, pris pour lui-même, et sans aucun égard pour la main humaine en ses éléments constitutifs, a créé cette science toute moderne qu'est la technologie. Les figures bigarrées, éparses et sclérosées du procès social de production se sont décomposées en applications méthodiques et conscientes des sciences naturelles, systématiquement séparées les unes des autres selon le rendement recherché<sup>358</sup>.

Encore une fois, la clé de voûte pour expliquer la spécificité de cette évolution dans le procès de production (capitaliste) est de le comprendre en tant que procès de valorisation, dans la mesure où celui-ci est le point de vue par excellence de l'abstraction capitaliste, qui instrumentalise le procès de travail et transforme son but en moyen :

Toute production capitaliste, dans la mesure où elle n'est pas seulement procès de travail, mais en même temps procès de valorisation du capital, présente ce caractère commun : ce n'est pas le travailleur qui utilise la condition de travail, mais inversement la condition de travail qui utilise le travailleur ; *c'est seulement avec la machinerie que ce renversement acquiert une réalité techniquement tangible*. C'est pendant le procès même de travail que le moyen de travail, du fait de sa transformation en un automate, se pose face au travailleur comme capital, comme travail mort qui domine et aspire la force vivante du travail. La scission entre le travail manuel et le potentiel spirituel du procès de production, ainsi que la transformation de celui-ci en pouvoirs que détient le capital sur le travail s'accomplissent, comme nous l'avons déjà indiqué auparavant, dans la grande industrie construite sur la base de la machinerie<sup>359</sup>.

La machinerie apparaît donc aux yeux de Marx donc comme la matérialisation la plus adéquate de l'abstraction capitaliste, dans la mesure où celle-ci permet le contrôle et la subsumption des conditions concrètes du procès de production (y compris le travailleur lui-même) aux impératifs de l'accumulation capitaliste. Il y aurait donc avec l'avènement de la grande industrie une sorte de « synchronisation (presque) parfaite » entre la réalité concrète de la production et les postulats abstraits de la logique du capital.

En suivant encore la dialectique complexe entre les actions et réactions qui marquent la tension entre différentes logiques et intérêts, notamment celle entre capital et travail, il faut souligner que depuis l'introduction de la machinerie les ouvriers se mettent à combattre le moyen de travail lui-même en tant que mode d'existence matériel du capital, y compris à travers des actions de destruction de machines. Pourquoi ? Selon Marx, la raison en est que la configuration autonome et rendue étrangère à l'ouvrier que le mode de production capitaliste

---

<sup>357</sup> Cf. *Ibid.*, p. 474 (MEW 23, p. 445).

<sup>358</sup> *Ibid.*, p. 546 (MEW 23, p. 510).

<sup>359</sup> *Ibid.*, p. 474-5 (MEW 23, p. 446). Nous soulignons.

donne d'une façon générale aux conditions de travail et au produit du travail face au travailleur se développe avec la machinerie en une opposition parfaite. De là, pour la première fois, la révolte brutale de l'ouvrier contre le moyen de travail<sup>360</sup>.

Il a fallu du temps et de l'expérience avant que l'ouvrier apprenne à distinguer la machinerie de son utilisation capitaliste, et donc à transférer ses attaques du moyen matériel de production lui-même, à la forme sociale d'exploitation de celui-ci. En tant que machine en effet, le moyen de travail devient immédiatement le concurrent de l'ouvrier lui-même, ce qui fait baisser sa valeur d'échange. En effet, le capital se valorise grâce à la machine en proportion directe du nombre d'ouvriers dont elle anéantit les conditions d'existence. Or, dès que le guidage de l'outil échoit à la machine, la valeur d'échange de la force de travail s'éteint en même temps que sa valeur d'usage. Le travailleur devient invendable, comme un papier-monnaie qui n'a plus cours. La partie de la classe ouvrière que la machinerie transforme ainsi en population superflue, c'est-à-dire en population qui n'est plus désormais immédiatement nécessaire à la valorisation du capital, périt d'une part dans la lutte inégale de la vieille entreprise de type artisanal ou manufacturier contre celle qui utilise les machines, et inonde, d'autre part, toutes les branches d'industrie plus facilement accessibles, submerge le marché du travail et fait tomber, par conséquent, en dessous de sa valeur le prix de la force de travail. Là où la machine s'empare progressivement d'un champ de production, elle produit une misère chronique dans la couche de travailleurs qui sont en concurrence avec elle<sup>361</sup>.

La machinerie n'agit toutefois pas seulement comme un concurrent qui remplace le travailleur salarié. Le capital la manipule tendanciellement comme une puissance ennemie du salarié. Elle devient l'arme de guerre la plus puissante pour écraser les soulèvements ouvriers périodiques, les grèves, etc. déclenchées contre l'autocratie du capital. Par exemple, la machine à vapeur fut d'emblée un antagoniste de la « force humaine » qui permettait au capitaliste d'écraser les prétentions croissantes des ouvriers, lesquelles menaçaient de conduire à une crise le système naissant des fabriques. On pourrait écrire toute une histoire des inventions, depuis 1830, qui n'ont vu le jour que comme armes de guerre du capital contre les émeutes ouvrières<sup>362</sup>. L'usage de la science devient alors une nouvelle ressource capitaliste contre la résistance ouvrière et pour l'instrumentalisation du procès de production et par conséquent pour une valorisation plus poussée du capital.

---

<sup>360</sup> Cf. *Ibid.*, p. 484 (MEW 23, p. 455).

<sup>361</sup> Cf. *Ibid.*, p. 483 (MEW 23, p. 454).

<sup>362</sup> Cf. *Ibid.*, p. 489 (MEW 23, p. 459).

C'est donc la logique abstraite commandant l'usage de la machinerie qui est responsable de l'exploitation croissante du travailleur, par des antagonismes et des contradictions, et non pas la machine en elle-même. Bien au contraire, Marx voit dans celle-ci des potentiels émancipateurs qui sont bloqués par son usage capitaliste, par l'hégémonie du point de vue de l'abstraction. Marx essaie de rendre explicite le fait que la machinerie en elle-même raccourcit le temps de travail alors qu'elle prolonge la journée de travail dans son utilisation capitaliste, soulage le travail alors qu'elle accroît son intensité dans son utilisation capitaliste ; elle est en soi une victoire de l'homme sur les forces naturelles, alors que dans son utilisation capitaliste elle asservit l'homme par l'intermédiaire des forces naturelles, elle augmente la richesse du producteur alors qu'elle l'appauvrit dans son utilisation capitaliste.

Marx remarque aussi que l'avènement de la machinerie engendre une nouvelle division internationale du travail qui convertit une partie du globe en champ de production à vocation agricole pour l'autre partie, qui elle devient un champ de production à vocation industrielle, dans la mesure où le bas prix du produit industriel et les bouleversements dans les moyens de transport et de communication sont des armes qui permettent la conquête des marchés étrangers. En ruinant leur production artisanale, l'exploitation mécanisée les transforme de force en champs de production du matériau brut dont elles ont besoin. C'est ainsi que les Indes orientales ont été contraintes de produire du coton, de la laine, du chanvre, du jute, de l'indigo, etc. pour la Grande-Bretagne<sup>363</sup>. La perspective adoptée par Marx vis-à-vis de la dynamique d'expansion des relations capitalistes n'est donc pas simplement « diffusionniste », car elle admet cette diversification des trajectoires nationales.

La vie de l'industrie se transforme en une suite de périodes de moyenne activité, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. L'insécurité et l'instabilité auxquelles l'utilisation des machines soumet l'emploi et par suite les conditions de vie de l'ouvrier, deviennent la norme avec cette alternance des périodes du cycle industriel. À l'exception des temps de prospérité, la lutte la plus violente fait rage entre les capitalistes qui veulent chacun leur part du marché. Nous avons vu que parmi les traits essentiels de l'abstraction capitaliste on comptait son caractère unilatéral, réductionniste, mais aussi incessant et indifférent aux formes concrètes qu'elle assume. Par conséquent, de ce point de vue abstrait il y a toujours une sorte d'ouverture au nouveau, au révolutionnaire, pourvu qu'il contribue au procès d'accumulation infinie. L'industrie moderne est pour Marx la forme du procès de production qui incarne le mieux ces aspects, au détriment de la stabilité de la situation du travailleur :

---

<sup>363</sup> Cf. *Ibid.*, p. 506 (MEW 23, p. 475).

*L'industrie moderne ne considère et ne traite jamais la forme actuelle d'un procès de production comme si elle était définitive. C'est pourquoi sa base technique est révolutionnaire tandis que celle de tous les modes de production passés était essentiellement conservatrice.* Par la machinerie, les processus chimiques et d'autres méthodes, elle bouleverse constamment, en même temps que la base technique de la production, les fonctions des ouvriers et les combinaisons sociales du procès de travail. Elle révolutionne ainsi, de façon tout aussi constante, la division du travail à l'intérieur de la société et précipite sans arrêt d'une branche de production dans l'autre des masses de capital et d'ouvriers. C'est pourquoi la nature de la grande industrie entraîne des changements dans le travail de l'ouvrier, rend sa fonction fluide, en fait un travailleur mobile polyvalent. D'un autre côté, elle reproduit sous sa forme capitaliste l'ancienne division du travail et ses particularités ossifiées. On a vu que cette contradiction absolue abolit tout repos, toute stabilité et toute sécurité dans la situation de l'ouvrier et menace constamment de lui arracher son moyen d'existence en même temps que son moyen de travail, et de le rendre superflu, lui et sa fonction parcellaire<sup>364</sup>

En ce qui concerne plus généralement cette tension entre abstraction et réalité concrète, ce qu'on a pu constater au cours de ces analyses sur l'évolution concrète du mode de production capitaliste, c'est le caractère complexe, diversifié et en bonne partie indéterminé ou imprévisible de la dynamique historique du capitalisme. Autrement dit, le capital ne subsume pas le monde selon une logique totalitaire, prévisible, homogène.

Dans ce sens, nous pouvons parler de la logique du capital comme d'une sorte d'*invariant dynamique formel*. Formel au sens où cette logique apparaît plutôt comme une forme qui doit s'adapter à différents contenus, mais qui tout de même y impose certaines contraintes structurelles. Ainsi, si l'on prend l'ensemble du premier volume du *Capital*, on peut voir que ce qui intéresse Marx n'est pas la reproduction inconditionnée d'une substance, mais une pluralité de processus (tous mus par la dynamique expansive du capital) qui ont leurs contenus, leurs enjeux et leurs contradictions propres<sup>365</sup>.

S'il en est ainsi, rien n'assure au préalable que cette accumulation soit toujours réussie. Le capitalisme doit assimiler les circonstances une à une, il doit surmonter chaque obstacle. Plutôt qu'une auto-valorisation, où la valeur entretiendrait un rapport privé à elle-même, il y a toujours un processus risqué de soumission et de restructuration de l'existant, de l'autre. À ce titre, on peut parler ici d'une interprétation du capitalisme sur la base d'une ontologie sociale *trans-immanente*, c'est-à-dire d'une conception du mode d'être du capitalisme qui évite à la fois une visée trop essentialiste et transcendante au contexte et une conception trop anti-essentialiste et empirique. La logique est immanente au sens où elle cherche toujours à s'adapter aux contextes actuels ; mais, dans le même temps, elle cherche à restructurer ses contenus et les rendre fonctionnels vis-à-vis du processus d'accumulation, d'où l'aspect « trans », extérieur, s'imposant à la matière.

---

<sup>364</sup> *Ibid.*, p. 547 (MEW 23, p. 510-1).

<sup>365</sup> Cf. HABER S. et F. MONFERRAND, « Un capitalisme infini ? À propos de Marx, prénom : Karl, de Pierre Dardot et Christian Laval », *Actuel Marx*, 1 mai 2013, n° 53, n° 1, p. 174-5.



## 2.4 Subsumption formelle et réelle du travail au capital

Au cours de cette analyse sur les développements du mode de production capitaliste tels que Marx le souligne, notamment à propos des formes de la coopération, de la manufacture et de la machinerie, nous avons cherché à insister sur le fait que cette évolution ne peut être comprise qu'à partir du modèle d'une emprise de l'abstraction réelle capitaliste sur la sphère concrète de la production. Les aspects abstraits de cette logique sont rendus effectifs et produisent des effets sur la reconstitution de la réalité concrète à travers la *pratique* de ses porteurs, les capitalistes. Une fois que les traits de cette logique d'action sont spécifiques (puisque abstraits), ses effets sont également spécifiques du mode de production capitaliste. Autrement dit, ces derniers ne peuvent être compris qu'à l'aune de la spécificité de la logique abstraite du capital. Une analyse simplement historique et empirique du mode de production capitaliste, qui se limite à constater ses évolutions, ne suffit donc pas. Il faut une conception proprement théorique, conceptuelle, voire « transcendantale » du capital en tant que logique spécifique d'action.

Cette dynamique particulière du capitalisme peut devenir éventuellement plus claire si nous rappelons les analyses de Marx sur la subsumption formelle et réelle du travail au capital, telle qu'il l'expose dans un manuscrit devenu connu sous le nom de *Le chapitre VI « inédit » du Capital*. La subsumption formelle correspond au processus selon lequel le capital s'approprie le procès de travail. À partir de ce moment, on peut déjà percevoir certaines spécificités produites par l'abstraction capitaliste dans la sphère de production. La principale différence est que le procès de travail devient un simple moyen, il n'est plus une fin en soi. L'accumulation de richesse abstraite et non la richesse concrète est désormais le but final : « Le procès de travail devient moyen (*wird zum Mittel*) du procès de valorisation, du procès d'auto-valorisation du capital – de la fabrication de survaleur : le procès de travail est subsumé (*subsumiert*) sous le capital (dont c'est son procès *en propre*) et le capitaliste s'y trouve engagé en tant que dirigeant, que directeur ; il constitue du même coup pour lui ce qui est de façon immédiate un procès d'exploitation du travail d'autrui »<sup>366</sup>.

D'un point de vue plus structurel ou sociologique, ce changement se manifeste notamment dans la forme de hiérarchisation et de domination socio-économique qui résulte de la marchandisation de la force de travail, car cette mutation est une condition nécessaire pour que l'abstraction capitaliste puisse dominer le procès productif et imposer ses impératifs.

---

<sup>366</sup> MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 179 (MEGA II/4.1, p. 91). Traduction modifiée.

C'est bien le fait que les *conditions objectives du travail* (moyens de production) et les *conditions subjectives de travail* (moyens de subsistance) soient opposées à l'ouvrier comme capital et soient monopolisées par l'acheteur de la force de travail, qui rend possible la subsomption du travail au capital. Ce point implique d'ailleurs le premier rapport, car sinon l'ouvrier n'aurait pas besoin de vendre sa force de travail.

Ainsi, lorsque le paysan, jusque-là indépendant et travaillant pour lui-même, devient journalier et produit pour un fermier; lorsque l'ordre hiérarchique, propre au mode de production féodal des corporations, fait place au simple antagonisme du capitaliste faisant travailler pour lui l'artisan devenu salarié; il apparaît que ces procès de production, si diversement structurés du point de vue économique et social, sont transformés en procès de production du capital. Ce même processus se manifeste également dans la dépersonnalisation (qui n'est pas forcément anonymisation) des relations sociales de production et de domination :

L'esclave cesse d'être un instrument de production appartenant à qui l'emploie. Le rapport de maître au compagnon disparaît. Dans son rapport au compagnon, le maître était maître du métier. Désormais c'est uniquement en tant que possesseur de capital qu'il a affaire à lui, qui de son côté n'est plus vis-à-vis de lui que vendeur de travail. Avant le procès de production, tous ont affaire les uns aux autres comme possesseurs de marchandises n'ayant entre eux qu'un *rapport d'argent*...<sup>367</sup>.

Cette considération plutôt sociologique ne suffit cependant pas, car elle nous explique seulement quelles sont les conditions historiques et structurelles de domination de la logique du capital, alors qu'elle ne nous éclaire nullement en quoi consiste cette logique et encore moins quels en sont les effets spécifiques. En effet, ce sur quoi il faut insister selon l'interprétation privilégiée ici, c'est que désormais le capitaliste, porteur conscient de la logique du capital, peut agir et imposer sa volonté aux travailleurs et au procès productif en général *selon les critères de l'abstraction capitaliste*, comme par exemple une temporalité *homogénéisante*, une accélération *incessante* de la vitesse d'accumulation et l'augmentation *maximale* d'efficacité productive qui doit aller avec, ainsi que l'*indifférence absolue* non seulement envers les procès réels de travail mais aussi envers les conditions vitales des travailleurs. Par exemple, le capitaliste veille à ce que le travail ait le degré normal de qualité et d'intensité; il prolonge autant que possible la durée du procès de travail, la plus-value produite augmentant en proportion. En effet, le travail s'ordonne et se déroule de manière plus suivie sous l'œil intéressé du capitaliste. Les premiers effets spécifiques de la subsomption au

---

<sup>367</sup>*Ibid.*, p. 180 (MEGA II/4.1, p. 92).

commandement de l'abstraction-capital sont donc l'extension démesurée de la journée de travail et l'augmentation de l'intensité du travail.

Un autre aspect qui distingue d'emblée un procès productif sous le commandement d'un paramètre abstrait tel que celui d'une orientation vers la valeur d'échange (et non pas vers la valeur d'usage), même s'il s'exerce sur la base de l'ancien mode de travail traditionnel, c'est *l'échelle* à laquelle il opère, c'est-à-dire, d'une part, le volume des moyens de production avancés, d'autre part, le nombre des ouvriers commandés par un même employeur :

Ce qui par exemple apparaît comme un maximum sur la base du mode de production de la corporation (pour ce qui concerne par exemple le nombre des compagnons ne peut guère représenter qu'un minimum pour le rapport capitaliste. Car en réalité celui-ci ne peut se manifester que de façon encore toute nominale si le capitaliste n'emploie pas au moins assez de travailleurs pour que la survaleur produite suffise comme revenu affecté à sa consommation privée et comme fonds d'accumulation, de telle sorte qu'il soit dispensé lui-même de travail direct (*unmittelbarer Arbeit*) et ne travaille plus que comme *capitaliste*, comme surveillant et directeur du procès, remplissant en quelque sorte la fonction douée de volonté et de conscience du capital considéré dans son procès de valorisation. Cet élargissement de *l'échelle* constitue donc aussi la base réelle sur laquelle s'édifie le mode de production spécifiquement capitaliste, au travers de circonstances historiques d'ordinaire favorables, par exemple celles du 16<sup>e</sup> siècle, quoiqu'il puisse bien sûr apparaître de façon *sporadique*, sans emprise d'ensemble sur la société, en des points isolés au sein de formations sociales plus anciennes<sup>368</sup>.

Par ailleurs, il se produit aussi une mystification inhérente au *rapport capitaliste* : la force de travail qui conserve la valeur, apparaît comme la force d'auto-conservation du capital, et la force de travail créatrice de valeur comme la force d'auto-valorisation du capital; il apparaît ainsi que le travail *objectivé* utilise le travail vivant.

Toutefois, tous ces changements n'affectent pas d'emblée le contenu et les procédés techniques réels du procès de travail et de production. Au contraire, il est normal que le capital se soumette le procès de travail tel qu'il existe, c'est-à-dire sur la base des *procès de travail* développés par les différents modes de production pré-capitalistes. C'est pourquoi Marx parle encore ici de subsomption simplement *formelle*.

Ainsi, tout ce qui change avec la subsomption formelle du travail à la logique du capital, c'est la forme de la *contrainte* exercée ou de la méthode employée pour extorquer le surtravail, qui s'oriente maintenant en fonction de critères abstraits, qui ne font sens que dans un contexte « *suprasensible* » ou « *métaphysique* », car dans la réalité concrète ou matérielle il n'existe pas de richesse (abstraite) infiniment cumulable, d'échelle de production infiniment extensible, de temps de production indéfiniment accéléré, etc.

En somme, ce qu'on peut constater en termes d'effets concrets produits par cette nouvelle contrainte, résultat de l'interaction (ou plutôt, de la tension) qui s'établit entre la

---

<sup>368</sup> *Ibid.*, p. 184 (MEGA II/4.1, p. 94).

logique abstraite et la réalité matérielle, c'est une grande continuité et une intensité accrue du travail, ainsi qu'une plus forte économie dans l'emploi des conditions de travail, car tout est mis en œuvre pour que le produit ne renferme que du *temps de travail socialement nécessaire* (et, si possible, moins de temps), en ce qui concerne non seulement le travail vivant employé à sa production, mais encore le travail objectivé (moyens de production) utilisé, dont la valeur entre dans le produit, et donc dans la création de valeur.

Un autre aspect également essentiel est la liberté de mouvement du capital, dont la contrepartie est la perte d'autonomie des producteurs directs, l'instauration du mode de production capitaliste ayant pour résultat un régime de domination et de subordination au *sein du procès de production*. Ce régime de domination est important pour que la logique du capital puisse contrôler tous les aspects du procès productif, ce qui est fondamental pour l'effectivité (toujours imparfaite, incomplète) des critères abstraits, suprasensibles, comme ceux de productivité maximale, d'accumulation incessante, d'expansion infinie, d'accélération totale, mais aussi l'indifférence par rapport à des formes concrètes de production. Du point de vue abstrait qui est celui du capital, il n'y a rien de concrètement sacré, aucune tradition ou forme productive incontestable – il n'y a que des formes plus ou moins efficaces dans la poursuite de l'objectif d'accumulation. Or, si le capital n'a pas cette liberté, s'il existe encore des traditions ossifiées, cela empêche que les paramètres abstraits de sa logique puissent interagir et conditionner, tout en reconstituant et en transformant adéquatement, la réalité productive concrète. C'est justement le caractère purement objectif et monétaire du rapport de domination au sein du procès productif qui permet cette condition essentielle pour le capital.

Pour mieux comprendre ce dernier point, il vaut la peine de faire la comparaison avec d'autres modes de production. Marx nous donne l'exemple des corporations médiévales, de l'atelier artisanal :

Dans le procès de production même, il [le maître-artisan] figure comme artisan aussi bien que ses compagnons et son rôle est seulement de mettre ses apprentis dans le secret du métier. Avec ses apprentis, il a tout à fait le même rapport qu'un professeur avec ses élèves. Son rapport aux compagnons et apprentis n'est donc pas celui du capitaliste en tant que tel mais du *maître* dans le métier, occupant à ce titre dans la corporation et par suite envers eux une position hiérarchique, laquelle est censée reposer sur sa propre *maîtrise* dans le métier. Son capital est donc également, tant par ce dont il est *concrètement* formé que par le *montant de sa valeur*, du capital entravé, qui n'a nullement acquis encore la forme libre du capital. Ce n'est pas un *certain quantum de travail objectivé*, de valeur pure et simple susceptible de prendre telle ou telle forme de conditions de travail, et qui la prend indifféremment dès lors que, pour s'approprier du surtravail, elle s'échange indifféremment contre telle ou telle sorte de travail vivant. Ce n'est qu'après avoir gravi les échelons prescrits d'apprenti, compagnon et ainsi de suite, après avoir exécuté son chef d'œuvre que le maître peut mettre de l'argent dans *cette branche déterminée* de travail, son artisanat propre, pour partie en investissant dans les conditions objectives de cet artisanat, pour partie en payant des compagnons et en entretenant des apprentis. Ce n'est que dans son propre artisanat qu'il

peut transformer son argent en capital, autrement dit l'utiliser non seulement comme moyen de son propre travail mais encore comme moyen d'exploitation de travail d'autrui. Son capital est attaché à une forme déterminée de *valeur d'usage* et il fait d'autant moins face à des travailleurs comme du *capital*. Les méthodes de travail qu'il met en œuvre ne sont pas seulement conformes à l'expérience mais prescrites par la corporation – elles passent pour les méthodes nécessaires, et ainsi, sous cet aspect également, *ce n'est pas la valeur d'échange mais la valeur d'usage qui apparaît comme la fin ultime du travail*. Fournir un travail de telle ou telle qualité ne relève pas de son bon plaisir, mais c'est toute la corporation qui est organisée pour produire une *qualité déterminée*. Pas plus que la méthode de travail le prix du travail ne relève de son bon plaisir. La forme *limitée* qui empêche ses biens de fonctionner comme capital se manifeste en outre en ceci que dans les faits un *maximum* est assigné au montant de valeur de ce capital. Il ne lui est pas permis d'aller au-delà d'un *nombre déterminé de compagnons*, car la corporation doit assurer à l'ensemble des maîtres une quote-part des gains du métier (...) Exception faite de ses travaux pour des marchands, il travaillait sur commande pour la valeur d'usage immédiate, en fonction de quoi était aussi déterminé le nombre de maîtres (...) *Une existence conforme à son état – ce n'est pas la valeur d'échange comme telle, ce n'est pas l'enrichissement comme tel qui apparaît ici comme fin et résultat de l'exploitation de travail d'autrui*<sup>369</sup>.

On constate donc dans ce mode de production un grand nombre de réglementations et de limitations qui ne se règlent pas selon les critères abstraits de la logique du capital et qui empêchent donc son épanouissement en tant que principe ou impératif suprasensible de reconstitution du concret sensible. La réalité sensible, concrète, celle qui s'oriente vers la valeur d'usage, est un monde particulier et limité, avec des besoins et normes bien définis, comme celle de vivre selon son rang ou d'exister conformément à son état. La logique du capital, qui s'oriente vers la valeur d'échange en soi, présuppose un monde abstrait, homogène, infini, où la richesse et la productivité (en tant que moyen) peuvent être *a priori* augmentées de manière incessante et indéfinie, selon un besoin également abstrait et insatiable, quelles qu'en soient les conséquences. On voudrait bien insister donc que rechercher la valeur d'échange en soi n'est pas simplement une règle ou un intérêt parmi d'autres, comme celui de vivre selon son rang. En effet, comme nous l'avons montré, la logique d'accumulation de richesse abstraite ne va pas sans présupposer un monde abstrait, suprasensible, qui ne correspond pas à notre expérience « spontanée » ou « naturelle » du monde sensible qui nous entoure. Le but de l'enrichissement infini ne peut donc pas être naturalisé ou rendu trivial. C'est une perspective proprement métaphysique, au sens où elle va au-delà du monde physique, naturel ou concret. C'est bien ce qui fait la spécificité radicale de la logique du capital et de la société capitaliste en tant que mode de production et forme d'organisation sociale dominée par cette logique. Une fois que les limites qui entravaient l'opération de cette logique sont supprimées, la particularité de la dynamique engendrée par celle-ci commence à s'explicitier :

---

<sup>369</sup> MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 195-7 (MEGA II/4.1, p. 100-1). Nous soulignons.

Ce qui est décisif ici, c'est l'*instrument*. Dans nombre de branches d'activité (par exemple chez les tailleurs), la matière première est fournie au maître par ses clients eux-mêmes. La loi, ici, est la consommation globale telle qu'elle est donnée assigne ses limites à la production. Celle-ci n'est aucunement réglée par les limites du capital lui-même. Dans le rapport capitaliste, ces limites disparaissent avec les liens politico-sociaux dans lequel le capital se meut encore ici, ce qui fait qu'il n'apparaît pas encore comme *capital*. La transformation purement formelle de l'entreprise artisanale en entreprise capitaliste, dans laquelle donc le procès technologique demeure au début le même, consiste dans l'*élimination de toutes ces entraves* – ce qui modifie aussi le rapport de domination-subordination. Maintenant le maître n'est plus capitaliste en tant que maître, il est maître en tant que capitaliste. Les limites de la production ne sont plus conditionnées par celles de son capital. Le capital (*argent*) peut se échanger à volonté contre *toute espèce* de travail et donc de conditions de travail (...) Par rapport à l'artisan autonome, qui travaille pour des clients au hasard, il y a bien entendu augmentation de continuité chez celui qui travaille pour le capitaliste, et dont le travail ne rencontre pas de limite dans le besoin contingent de clients isolés, mais seulement dans le besoin qu'a le capitaliste de l'exploiter en l'employant<sup>370</sup>.

Il est important de souligner que ces limites ne sont pas seulement les limites d'une telle ou telle tradition ou telle culture, remplacée par une autre tradition particulière, mais sont des limites issues d'une logique du sensible, d'une perspective ou d'un point de vue de la valeur d'usage en général, liés à des besoins concrets et limités.

Avec l'élimination de ces limites et avec l'assujettissement direct du procès de travail au capital, la logique de ce dernier se met à travailler le matériau du procès de production, afin de le transformer progressivement selon ses critères. Ainsi, la subsomption formelle *révolutionne* progressivement la technique du travail et le mode d'existence *réel* de l'ensemble du procès de travail en même temps que les rapports entre les divers agents de la production. Selon l'analyse de Marx, ce développement aboutit à la machinerie et à la grande industrie, le mode de production spécifiquement capitaliste (y compris du point de vue technologique). Dès lors, on peut parler d'une *subsumption réelle du travail au capital*. En outre, si la production de la plus-value *absolue* correspond à la subsomption *formelle* du travail au capital, celle de plus-value *relative* correspond à la subsomption *réelle* du travail au capital.

Cette subsomption réelle du travail au capital signifie une correspondance plus *adéquante* ou alors une synchronisation plus aboutie entre la réalité productive concrète et l'abstraction capitaliste. C'est pourquoi celle-ci s'accompagne d'une révolution complète (qui se poursuit et se renouvelle *constamment*) du mode de production, de la productivité du travail et des rapports entre capitalistes et ouvriers :

La « *production pour la production* » – production comme fin en soi – intervient déjà à vrai dire dans la *subsumption formelle du travail sous le capital*, sitôt que de façon générale la fin immédiate de la production devient de produire *le plus possible de survaleur et la plus élevée possible*, sitôt que de façon générale la valeur d'échange du produit devient la fin déterminante. Cependant cette tendance *immanente* au rapport capitaliste ne se *réalise* de manière *adéquante* – et ne devient elle-même une *condition nécessaire*, y compris du point de vue technologique – que lorsque le *mode de production spécifiquement*

---

<sup>370</sup> *Ibid.*, p. 198 (MEGA II/4.1, p. 101).

*capitaliste* s'est développé, et avec lui la subsumption réelle du travail sous le capital (...) C'est de la production qui ne se lie pas à une limite prédéterminante et prédéterminée des besoins. (Le caractère antinomique de la *production* inclut qu'elle ait des *limites* qu'elle veut sans cesse dépasser. D'où les crises, de la surproduction, etc.). Là est son premier côté, qui fait la différence avec les modes de production précédents ; le côté positif, si l'on veut. D'autre part le côté négatif, autrement son caractère antinomique : *production* en opposition aux producteurs, et sans égard pour eux. Le producteur effectif comme pur moyen de production, la richesse matérielle comme fin en soi. Et par suite le développement de cette richesse matérielle en opposition à l'individu humain et à ses dépens. De façon générale, *productivité du travail = maximum de produit avec le minimum de travail*, donc des marchandises au meilleur marché possible. Ceci, indépendamment de la volonté du capitaliste individuel, devient une *loi* dans le mode de production capitaliste. Et cette loi ne devient effective qu'en impliquant cette autre selon laquelle l'échelle de la production n'est pas déterminée par l'état des besoins mais à l'inverse c'est l'échelle sans cesse croissante de la production prescrite par le mode de production lui-même qui détermine la masse des produits. Sa fin, que chaque produit, etc., contienne la plus grande quantité possible de *travail payé*, ce qui ne peut être atteint que par la *production pour la production*<sup>371</sup>.

Dans ce passage, il devient évident que le caractère antagonique du mode de production capitaliste se révèle dans la tension qui s'établit entre les réquisits d'une logique abstraite, du suprasensible, et les limites et la consistance propre d'une réalité concrète, d'où les chocs, les crises, l'épuisement de la nature, mais aussi les pathologies sociales, une fois que l'abstraction est réductionniste, indifférente, sans égard pour les conditions des travailleurs.

Pour résumer, reprenons le schéma différencié de subsumption du travail au capital que développe Renault :

Chez Marx, l'analyse différenciée du travail permet donc de distinguer différents types de rapports entre domination et travail : dominations des salariés par différents types de rapports de pouvoir sur le lieu de travail (domination du travailleur), domination de l'activité de travail par des mécanismes impersonnels (domination dans l'activité même de travail) et domination des individus par la position qu'ils occupent dans le cadre du rapport social capital/travail (domination par la dépendance à l'égard de l'emploi) (...) L'un des traits les plus originaux de l'approche marxienne de la domination *au* travail tient d'ailleurs à la description de la dynamique qui conduit le capitalisme à passer d'une logique de simple domination *du* travail (dans des relations de contrainte hiérarchisée) à une logique de domination *dans* le travail (se déployant dans l'activité de travail elle-même)<sup>372</sup>.

En outre, un autre aspect de l'abstraction capitaliste se révèle concrètement dans sa dynamique expansive, sa tendance à étendre au maximum les opportunités d'affaires et d'accumulation, d'autant plus que la productivité du travail, la masse de production, de population et de surpopulation que détermine ce mode de production, créent sans cesse - grâce au capital et au travail devenus disponibles - de nouvelles branches d'industrie, où le capital peut se remettre à travailler sur une échelle plus modeste et à reparcourir les divers stades de développement jusqu'à ce qu'elles fonctionnent, elles aussi, à une échelle sociale : ce procès est constant. C'est ainsi que la *production capitaliste* tend à conquérir toutes les

---

<sup>371</sup> *Ibid.*, p. 208-9 (MEGA II/4.1, p. 107).

<sup>372</sup> RENAULT E., *Marx et la philosophie, op. cit.*, p. 180-1.

*branches d'industrie* où elle ne domine pas encore et où ne règne qu'une *subsumption formelle*<sup>373</sup>.

## 2.5 Subsumption de la nature (non humaine) au capital

Les conséquences de cette emprise d'une logique abstraite et réductionniste, indifférente au concret et incessante, sur le procès de production ne se bornent pas aux conditions ouvrières. Même la terre (et la nature dans son sens général) en souffre. Ce n'est pas par hasard que Marx finit le chapitre sur la machinerie par une analyse de son introduction au sein de l'agriculture. Dans celle-ci, il apparaît encore une fois que la dynamique du capitalisme est très profondément marquée par une tension entre les réquisits abstraits de la logique du capital et la consistance propre de la réalité concrète, en l'occurrence les limites naturelles de la terre :

Comme dans l'industrie urbaine, l'augmentation de la force productive et le plus grand degré de fluidité du travail sont payés dans l'agriculture moderne au prix du délabrement et des maladies qui minent la force de travail proprement dite. Et tout progrès de l'agriculture capitaliste est non seulement un progrès dans l'art de piller le travailleur, mais aussi dans l'art de piller le sol ; tout progrès dans l'accroissement de sa fertilité pour un laps de temps donné est en même temps un progrès de la ruine des sources durables de cette fertilité. Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur<sup>374</sup>.

La face critique ou pathologique de cette domination de la logique abstraite se montre ainsi et dans le travail et dans la nature. D'ailleurs, pour quelqu'un comme Jacques Bidet, on peut trouver dans ce dernier passage une esquisse de critique écologique. Le sens de cette critique est manifestement irréductible à celui d'une théorie de l'exploitation. À ce titre, Bidet parle justement d'abstraction, au sens où le but ultime de la logique du capital n'est pas la production de marchandises ou de richesses concrètes, mais celle de la richesse abstraite, *quelles qu'en soient les conséquences sur les humains et sur la nature en général*<sup>375</sup>.

D'autres analyses insistent encore davantage sur cet aspect écologiste de l'analyse de Marx. Pour Paul Burkett, la subsumption du travail au capital est et doit être un processus dans lequel la nature est également considérée comme une condition d'accumulation monétaire, à la fois socialement et matériellement, car si les conditions naturelles ne font pas partie de la représentation de la richesse abstraite, de la valeur, celle-ci dépend néanmoins de

---

<sup>373</sup> Cf. MARX K., *Le Chapitre VI, op. cit.*, p. 209 (MEGA II/4.1, p. 107).

<sup>374</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 566-7 (MEW 23, p. 529-30).

<sup>375</sup> Cf. BIDET J., « Marx productiviste ou écologiste ? », *EcoRev, Revue Critique d'Ecologie Politique*, 2006, n° N°25.



la production de valeurs d'usage, de richesse concrète, laquelle inclut la contribution de la nature. En ce sens, la subsumption du travail sous le capital implique une subsumption parallèle de la nature sous le capital<sup>376</sup>. Selon Burkett, en ligne avec la présupposition matérialiste que les gens et la société se reproduisent grâce à un métabolisme (*Stoffwechsel*) productif avec la nature, l'analyse de Marx montre que le capital ne peut socialement se reproduire et se développer en tant que capital qu'en exploitant la force naturelle de travail humaine selon des conditions naturelles définies.

Le problème est que cela engendre un autre niveau de tension entre la logique abstraite du capital et la réalité concrète et finie de la nature. Ayant subordonné la production à lui-même par la séparation entre les travailleurs et les conditions nécessaires de production, l'argent en tant que capital cherche à surmonter tous les obstacles particuliers à son expansion posés par la valeur d'usage et par sa base naturelle :

Mais le capital, en tant qu'il représente la forme universelle de la richesse – l'argent –, est la tendance sans bornes ni mesure à dépasser sa propre limite. Toute limite (*Grenze*) est et ne peut être que bornée (*Schranke*) pour lui. Sinon, il cesserait d'être capital : l'argent en tant qu'il se produit lui-même. Dès qu'il ne ressentirait plus une limite déterminée comme un obstacle, mais se sentirait bien en elle en tant que limite, c'est qu'il serait lui-même retombée de la valeur d'échange à la valeur d'usage, de la forme universelle de la richesse à une existence substantielle déterminée de celle-ci<sup>377</sup>.

Comme le souligne Burkett, la tendance expansionniste sans limites contenue dans la logique du capital contredit tous les facteurs de limitation imposés sur la production humaine par son environnement. Cela se reflète dans la tendance du capitalisme à surmonter des frontières naturelles particulières et locales en élargissant les limites naturelles de la production au niveau de la biosphère mondiale. Cela ne suffit pas, dans la mesure où le but d'accumulation de la valeur veut surmonter les limites globales eux-aussi – ce qui ne change rien à la réalité matérielle de ces limites, comme Ray Dasmann remarque de manière convaincante:

The concept of limiting factors, combined with a knowledge that the earth is limited in size and in its supplies of energy and materials, leads to the obvious, but sometimes overlooked, conclusion that growth and expansion must have an end. No species, including man, can expand its population indefinitely. Any species, including man, will be better off individually if its growth is limited through its own behavior before the time when environmental limiting factors (shortages in necessities, for example) begin to take effect<sup>378</sup>.

Ainsi, si une co-évolution viable de la société et de la nature exige des limites

---

<sup>376</sup> Cf. BURKETT P., *Marx and Nature: A Red and Green Perspective*, St. Martin's Press, 1999, p. 67.

<sup>377</sup> MARX K., *Manuscripts de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I*, Editions sociales, 1980, p. 273 (MEGA II/1.1, p. 249)

<sup>378</sup> DASMANN, R. *Environmental Conservation*, p. 23 *apud* BURKETT P., *Marx and Nature*, p. 88.

quantitatives à la production humaine, la forme abstraite de la richesse imprègne par définition la production d'un caractère expansif illimité. En conséquence, les sociétés capitalistes conduisent à un rythme de production potentiellement insoutenable qui demande des quantités toujours plus grandes de matière et d'énergie.

L'accumulation du capital signifie l'accumulation de valeur représentée par l'équivalent général, l'argent. Puisque la valeur doit également être représentée dans la valeur d'usage, l'accumulation prend aussi la forme d'une « immense accumulation » de valeurs d'usage ou de marchandises vendables. L'accumulation du capital se traduit ainsi dans la consommation de plus en plus importante de matériaux servant de porteurs de valeur. Cette consommation de matière s'accélère avec la hausse de la productivité du travail, c'est-à-dire, avec la quantité croissante de valeurs d'usage produites par heure de travail. Comme Marx l'indique, « l'accroissement de force productive s'exprime précisément par la proportion dans laquelle une plus grande quantité de matière première absorbe une quantité déterminée de travail ; il s'exprime donc dans l'accroissement de la quantité de matière première transformée en produit-marchandise, en une heure de travail par exemple »<sup>379</sup>.

La demande du capital en matières premières est également soutenue par la nécessité de stocks croissants de matières afin de maintenir la continuité de la production et de l'accumulation. Marx développe ce point dans le cadre de son analyse de la formation des provisions dans le chapitre VI du *Capital*, Volume II:

Mais les formes matérielles d'existence du capital constant, les moyens de production, ne comprennent pas seulement les moyens de travail de ce genre ; elles comprennent aussi les matériaux aux stades les plus divers de la fabrication et les matières auxiliaires. Avec l'échelle de la production et l'augmentation de la productivité du travail grâce à la coopération, à la division, au machinisme, etc., on voit s'accroître la masse des matières premières, des matières auxiliaires, etc. qui entrent dans le procès de reproduction quotidien. Il faut que ces éléments soient tout prêts sur le lieu de la production. Le volume de cette provision existant sous forme de capital productif augmente donc de façon absolue. Pour éviter l'interruption du procès (...), il est indispensable qu'il y ait toujours sur le lieu de la production un stock de matières premières, etc. supérieur, par exemple, à la consommation journalière ou hebdomadaire<sup>380</sup>.

Un autre aspect notable du passage ci-dessus est la distinction entre « matériaux aux stades les plus divers de la fabrication », et « matières auxiliaires ». Les matières auxiliaires sont celles qui, tout en ne faisant pas partie de la substance principale du produit, sont néanmoins nécessaires comme un accessoire de sa production. Elles aident à fournir des conditions de production nécessaires (chaleur, lumière, conditions chimiques et autres procédés physiques) distincts de la transformation directe des matières principales par le

---

<sup>379</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 126 (MEGA II/15, p. 110).

<sup>380</sup> MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I*, Paris, Éditions Sociales, 1978., p. 130 (MEGA II/13, p. 130-1).

travail de production de biens et de ses instruments. Comme le note Paul Burkett, ici, le point crucial est que l'analyse de Marx intègre formellement la demande croissante en matières auxiliaires utilisées comme sources d'énergie du capital, soulignant ainsi la demande capitaliste toujours croissante d'énergie<sup>381</sup>.

Une autre source de la hausse de consommation de matières sous le capitalisme est l'usure morale du capital fixe (des machines et des bâtiments) par le développement de machines et de structures neuves et plus productives, ou par la hausse de la productivité du travail dans les industries qui les produisent : « La concurrence, surtout quand il s'agit de bouleversement décisifs, impose le remplacement des vieux moyens de production par de nouveaux avant le terme naturel de leur existence »<sup>382</sup>.

En somme, avec la hausse de la productivité et l'avance technologique, il y a une augmentation de la quantité de forces naturelles et d'objets que le capital doit s'approprier en tant que matériaux et instruments de production afin de poursuivre son processus de reproduction élargie.

La consommation accélérée du capitalisme implique un conflit entre le temps dont la nature a besoin pour produire et absorber les matériaux et l'énergie *versus* la dynamique d'accumulation monétaire maximale renforcée par la compétition dans une période de temps donnée :

Il est dans la nature des choses que des matières végétales et animales, dont la croissance et la production sont soumises à des *lois organiques déterminées* dépendant de certaines périodes naturelles, ne puissent être soudainement multipliées, dans la même mesure que des machines, par exemple (...) Il est donc possible et même inévitable dans une production capitaliste développée que la production et la multiplication de la portion de capital constante consistant en capital fixe, outillage, etc., prenne une avance considérable sur la portion constituée par des matières premières organiques, de sorte que la demande de ces matières premières augmente plus vite que l'offre et que partant leur prix monte<sup>383</sup>.

Cette contradiction entre le temps de la nature et le temps du capital non seulement diminue la qualité des conditions naturelles de développement humain, mais aussi perturbe le processus d'accumulation du capital lui-même<sup>384</sup> :

Si le prix de la matière première s'accroît, il peut arriver qu'il soit impossible de la remplacer complètement, après avoir prélevé le salaire sur la valeur de la marchandise. En conséquence de brutales fluctuations de prix provoquent des interruptions, de graves perturbations et même des catastrophes dans le procès de reproduction (...) Par suite de conditions naturelles tout à fait incontrôlables, de saisons favorables ou non, etc., la même quantité de travail peut, en ce domaine, se traduire par des quantités fort différentes de valeurs d'usage et une mesure déterminée de ces valeurs d'usage aura de ce fait un prix qui

---

<sup>381</sup> Cf. BURKETT P., *Marx and Nature*, op. cit., p. 109.

<sup>382</sup> MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I*, op. cit., p. 157 (MEGA II/13, p. 157).

<sup>383</sup> MARX K., *Le Capital, livre troisième, tome I*, op. cit., p. 135 (MEGA II/15, p. 121). Nous soulignons.

<sup>384</sup> Cf. BURKETT P., *Marx and Nature*, op. cit., p. 112.

variera beaucoup<sup>385</sup>.

Des pénuries de matières premières ne perturbent pas seulement l'accumulation par l'élévation de la valeur du capital constant; elles peuvent aussi perturber physiquement la production dans la mesure où « cette hausse ne permet pas de poursuivre le procès à un niveau correspondant à sa base technique, de sorte que, ou bien on ne fait travailler qu'une partie des machines seulement, ou bien l'ensemble des machines ne peut fonctionner pendant tout le temps habituel »<sup>386</sup>.

Il y a donc à la base de tous ces problèmes d'offre de matières premières la tension et le conflit déjà soulignés entre les postulats d'une logique abstraite qui prône une accumulation infinie et une réalité concrète, limitée, dotée d'une consistance propre. Pour Marx, ce déséquilibre tend à se renforcer avec le développement du procès capitaliste de production :

Plus la production capitaliste est développée et plus considérables sont en conséquence les moyens de multiplier, brusquement et d'une façon durable, la fraction du capital constant constitué par des machines, etc., et plus rapide est l'accumulation (...) plus sera grande la surproduction relative de machines et autre capital fixe et plus sera fréquente la sous-production relative des matières premières animales et végétales, plus sera notable enfin leur hausse de prix que nous venons de décrire, et le choc en retour correspondant<sup>387</sup>.

Par ailleurs, la transformation spatiale et technologique de la production engendrée par le capital intervient dans la qualité des richesses naturelles comme condition de développement humain. L'agglomération de l'industrie et de la population dans les zones urbaines, et l'industrialisation de l'agriculture basée sur l'auto-suffisance réduite et le dépeuplement de l'économie rurale, produisent une circulation sociale de la matière qui est écologiquement non viable et directement dangereuse pour la santé humaine, ce qui se traduit par une sorte d'antithèse entre ville et campagne.

Cette connexion entre la concentration urbano-industrielle et le déclin de la fertilité du sol est établie par exemple dans le livre 3 de *Le Capital* :

(...) La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle, concentrée dans les grandes villes, et qui s'accroît sans cesse ; elle crée ainsi des conditions qui *provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie* ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré (...) La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débilitier les ouvriers et l'industrie et le commerce de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'épuiser la

---

<sup>385</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 135 (MEGA II/15, p. 121).

<sup>386</sup> *Ibid.*, p. 127 (MEGA II/15, p. 113).

<sup>387</sup> *Ibid.*, p. 136 (MEGA II/15, p. 122).

terre<sup>388</sup>.

Dans un commentaire à ce passage, John Bellamy Foster montre comment le concept d'hiatus ou de fissure (*rift*) dans l'équilibre du métabolisme composé par les lois naturelles de la vie est central<sup>389</sup>. Dans le livre I, Marx insistait déjà sur cette thèse, inspirée des travaux du chimiste allemand Justus Liebig :

Avec la prépondérance toujours croissante de la population urbaine qu'elle entasse dans de grands centres, la production capitaliste amasse d'un côté la force motrice historique de la société et perturbe d'un autre côté le métabolisme entre l'homme et la terre, c'est-à-dire le retour au sol des composantes de celui-ci usées par l'homme sous forme de nourriture et de vêtements, donc l'éternelle condition naturelle d'une fertilité durable du sol<sup>390</sup>.

À travers l'antithèse qui s'établit entre les villes superpeuplées et une campagne sous-peuplée, ce qui aboutit à ce hiatus dans le métabolisme entre l'homme et la terre, on voit donc se dessiner dans ce passage une tension et un conflit entre les besoins d'accumulation et d'organisation de production du capitalisme industriel et la nature, dotée de lois et de consistance propres. Il y a ici un autre exemple de tension entre les postulats de l'abstraction capitaliste et la réalité concrète.

Néanmoins, il réside un certain paradoxe dans l'exploitation capitaliste de la nature. D'un côté, comme on l'a vu, le besoin illimité de surtravail encourage une subsomption « anti-écologique » de la nature, qui ne prend pas suffisamment en compte ses lois et limites propres. D'un autre côté en revanche, c'est dans le capitalisme qu'il y a application systématique des sciences au procès de production, de sorte qu'on peut mieux connaître ces mêmes lois naturelles : « Le mode d'exploitation le plus routinier et le plus irrationnel est remplacé par l'application technologique consciente de la science »<sup>391</sup>. À ce titre, il y a un passage très éclairant dans les *Grundrisse* :

D'autre part, la production de survalueur relative, c'est-à-dire la production de survalueur fondée sur l'accroissement et sur le développement des forces productives exige la production de nouvelle consommation. Elle exige qu'à l'intérieur de la circulation, le cercle de la consommation s'élargisse autant que précédemment celui de la production. Premièrement, élargissement quantitatif de la consommation existante ; deuxièmement, création de nouveaux besoins par l'extension des besoins existants à un cercle plus large ; troisièmement, production de nouveaux besoins, découverte et création de nouvelles valeurs d'usage [...]. D'où l'exploitation de la nature entière et la recherche de nouvelles qualités utiles dans les choses ; d'où l'échange à l'échelle universelle de produits fabriqués sous tous les climats et dans tous les pays ; les nouveaux traitements (artificiels) appliqués aux objets naturels pour leur donner de nouvelles valeurs d'usage. D'où *l'exploitation de la Terre en tous sens*, aussi bien pour

---

<sup>388</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome III*, Ed sociales, 1974, p. 191-2 (MEGA II/15, p. 788). Nous soulignons.

<sup>389</sup> Cf. FOSTER J.B., *Marx's Ecology: Materialism and Nature*, Monthly Review Press, U.S., 2000, p. 156. Pour une analyse du concept de métabolisme, voir *Ibid.*, p. 157-9.

<sup>390</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 566 (MEW 23, p. 529).

<sup>391</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 565 (MEW 23, p. 528).

découvrir de nouveaux objets utilisables que pour donner de nouvelles propriétés d'utilisation aux anciens ; et utiliser comme matières premières leurs nouvelles qualités ; et donc le développement maximum des sciences de la nature ; la découverte, la création, la satisfaction de nouveaux besoins issus de la société elle-même ; la culture de toutes les qualités de l'homme social, pour la production d'un homme social ayant le maximum de besoins, parce que riche de qualités et ouvert à tous, tout cela est aussi bien une condition de la production fondée sur le capital<sup>392</sup>.

Étant donné que la croissance illimitée de la production ne peut être absorbée par la seule extension quantitative de la consommation, on voit donc que sous l'impulsion de l'abstraction capitaliste, sous l'impératif d'accumulation infinie, se développe un processus de diversification et d'enrichissement des besoins et des valeurs d'usage (porteurs ou vecteurs de valeurs d'échange), dont la conséquence importante ici est « une exploitation de la Terre en tous sens », et donc « le développement maximum des sciences de la nature ». Comme nous le rappelle Daniel Bensaïd, le terme n'a pas ici une portée nécessairement péjorative par analogie avec l'exploitation du travail humain. Il indique au contraire un dynamisme fécond, poussant à la recherche de nouvelles qualités utiles dans les choses et à l'universalisation des besoins (donc de l'humanité elle-même) par-delà les barrières naturelles et les particularités climatiques. Il en résulte une curiosité insatiable, une recherche fébrile de « nouvelles qualités » dans la matière, par conséquent un essor sans précédent de la science et des besoins sociaux eux-mêmes<sup>393</sup>.

Grâce aux caractéristiques structurelles de l'abstraction capitaliste (telles que l'indifférence au concret et le « toujours plus »), le procès productif capitaliste permet une connaissance scientifique de la nature ainsi que l'extension des besoins tout en dépassant la tradition et les préjugés nationaux – Marx y voit même sa grande contribution civilisatrice. Son jugement est ici très subtil cependant, dans la mesure où il reconnaît en même temps que cet aspect libérateur et positif du développement capitaliste n'est pour ce dernier qu'un moyen de s'approprier la nature et les conditions matérielles en général, et d'assurer la poursuite du processus d'accumulation :

D'où la grande influence civilisatrice du capital. Le fait qu'il produise un niveau de société par rapport auquel tous les autres niveaux antérieurs n'apparaissent que comme des développements locaux de l'humanité et comme une idolâtrie naturelle. *C'est seulement avec lui que la nature devient un pur objet pour l'homme, une pure affaire d'utilité ; qu'elle cesse d'être reconnue comme une puissance pour soi ; et même la connaissance théorique de ses lois autonomes n'apparaît elle-même que comme une ruse visant à la soumettre aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production.* Le capital, selon cette tendance, entraîne aussi bien au-delà des barrières et des préjugés nationaux que de la divinisation de la nature et de la satisfaction traditionnelle des besoins, modestement circonscrite à l'intérieur de limites déterminées et de la reproduction de l'ancien mode de vie. Il détruit et révolutionne constamment tout cela, renversant tous les obstacles qui freinent le développement des

---

<sup>392</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 347-8 (MEGA II/1.2, p. 321).

<sup>393</sup> BENSAÏD D., « Le tourment de la matière Marx, productivisme et écologie. », 1993. Document disponible sur [http://danielbensaid.org/IMG/pdf/1993\\_10\\_01\\_db\\_338.pdf](http://danielbensaid.org/IMG/pdf/1993_10_01_db_338.pdf). Accès: 18/12/2015.

forces productives, l'extension des besoins, la diversité de la production et l'exploitation et l'échange des forces naturelles et intellectuelles<sup>394</sup>.

Comme le note Burkett : « This instrumental processing of nature, driven by the quantitatively unlimited and qualitatively homogenous goal of monetary accumulation, proceeds without any fundamental concern for the diversities, interconnections, and limited adjustment capacities governing the reproduction of human and extra-human nature »<sup>395</sup>. De même, à partir de ce conflit déjà signalé entre le temps du capital et le temps propre de la nature, ainsi qu'en raison du caractère privé et en quelque sorte anarchique et instable du système productif capitaliste, Marx affirme qu'une agriculture rationnelle est en dernier ressort incompatible avec le capitalisme, même si celui-ci favorise son développement technique et scientifique : « La morale de l'histoire que l'on peut tirer aussi d'une étude de l'agriculture, c'est que le système capitaliste s'oppose à une agriculture rationnelle ou que l'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste (bien qu'il favorise son développement technique) et qu'elle nécessite l'intervention du petit paysan qui travaille lui-même sa terre ou le contrôle des producteurs associés »<sup>396</sup>.

Ainsi, même si le capitalisme encourage l'usage des sciences, il ne permet pas vraiment un rapport productif soutenable avec la nature, car même s'il favorise la connaissance scientifique de ses lois, son but ultime n'est pas de les respecter à tout prix, dans une co-évolution soutenable du métabolisme entre la nature et la société humaine (ce qui pour Marx ne serait possible qu'avec le « contrôle des producteurs associés »), mais plutôt d'accumuler de richesse abstraite de manière infinie. C'est pourquoi, sans être nostalgique vis-à-vis du rapport pré-capitaliste à la nature, Marx croyait à un dépassement de l'appropriation capitaliste de la nature :

Le mode de production capitaliste consomme la rupture du lien de parenté qui unissait initialement l'agriculture et la manufacture au stade infantile et non développé de l'une et de l'autre. Mais cette rupture crée en même temps les présupposés matériels d'une nouvelle synthèse à un niveau supérieur, de l'association de l'agriculture et de l'industrie sur la base des configurations propres qu'elles se sont élaborées en opposition l'une à l'autre<sup>397</sup>.

En tout cas, il reste un élément central et assez paradoxal à première vue du procès de domination et de soumission de la réalité concrète (en l'occurrence, naturelle) à la logique du capital : la domination du capital est « scientifique », au sens où elle cherche à plonger

---

<sup>394</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 348 (MEGA II/1.2, p. 322). Nous soulignons.

<sup>395</sup> BURKETT P., *Marx and Nature, op. cit.*, p. 161.

<sup>396</sup> MARX K., *Le Capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 138 (MEGA II/15, p. 124).

<sup>397</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 565 (MEW 23, p. 528).

(jusqu'à un certain point) dans l'immanence ou dans la consistance propre de cette réalité mieux pour la conditionner, la dresser, l'instrumentaliser, selon des critères ou impératifs qui lui sont complètement extérieurs, transcendants. C'est donc ce qu'on peut appeler un processus de *trans-immanence* qui marque l'intervention de l'abstraction capitaliste sur la réalité concrète et déterminée.

Ce sont les mêmes caractéristiques structurelles de la logique abstraite du capital (comme l'indifférence au concret et la recherche infinie de multiplication des opportunités de profit) qui expliquent à la fois le développement et l'application des sciences dans la connaissance des « lois autonomes » de la nature et le conflit avec ces lois elles-mêmes.

En somme, l'analyse de Marx suggère que le capitalisme a un double effet sur les limites naturelles de la production humaine. D'une part, grâce à l'application productive de la science et à l'expansion de la variété et de l'étendue spatiale de la production matérielle, le capitalisme arrive à déplacer les contraintes imposées sur la production par les conditions naturelles. D'autre part, avec sa tendance à « se reproduire à une échelle toujours croissante », qui entre toujours en conflit avec l'existence de limites naturelles propres à la production/consommation au niveau de la biosphère mondiale, le capitalisme est la première forme de société capable d'une catastrophe écologique planétaire, celle qui pourrait finir par menacer les conditions matérielles de l'existence humaine elle-mêmes.

## **2.6 L'accumulation de capital et l'obstacle démographique**

Tout procès de production doit être continu ou réparer courir périodiquement les mêmes phases. Une société ne peut pas plus cesser de produire qu'elle ne peut cesser de consommer. C'est pourquoi tout procès de production social est donc en même temps procès de reproduction. Or, si la production est une production capitaliste, la reproduction l'est aussi. De même que dans le mode de production capitaliste le procès de travail n'apparaît que comme un moyen du procès de valorisation, la reproduction n'apparaît que comme un moyen de reproduire et de perpétuer comme capital la somme d'argent avancée, c'est-à-dire comme valeur qui se valorise.

À ce titre, Marx montre brillamment comment le procès de production capitaliste reproduit par son propre mouvement répété la séparation entre force de travail et conditions de travail. Il reproduit et perpétue ainsi les conditions d'exploitation du travailleur : « Le procès de production capitaliste, considéré dans son contexte, ou comme procès de reproduction, ne produit donc pas seulement de la marchandise, pas seulement de la survalueur,



il produit et reproduit le rapport capitaliste proprement dit, d'un côté le capitaliste, de l'autre l'ouvrier salarié »<sup>398</sup>.

La logique du capital n'est toutefois pas seulement celle d'une reproduction des conditions existantes, mais commande surtout une dynamique expansive, ce qui fait que la majeure partie de la survaleur produite n'est pas consommée en tant que revenu du capitaliste, mais réinvestie comme nouveau capital dans le prochain cycle de production. L'utilisation de survaleur comme capital ou la retransformation de survaleur en capital s'appelle accumulation du capital. Marx emprunte à Sismondi la figure de la spirale pour illustrer le trajet spécifique de l'accumulation du capital, qui vient ainsi remplacer le trajet circulaire de la reproduction simple<sup>399</sup>.

Lorsque le capitaliste utilise la survaleur pour augmenter l'échelle de la production et par là accumuler encore plus de surtravail, dans un mouvement de reproduction élargie, il devient clair et net que, dans le cas de la transaction d'achat et de vente de la force de travail, la loi d'équivalence qui règle l'échange est « renversée » en loi d'appropriation (sans équivalence) capitaliste. Du point de vue du mode de présentation du *Capital*, ce passage constitue un moment dialectiquement important :

L'échange d'équivalents, qui apparaissait comme l'opération initiale, a pris une tournure telle qu'il n'y a plus d'échange qu'apparent : premièrement, la partie de capital échangée contre de la force de travail n'est elle-même qu'une partie du produit du travail d'autrui approprié sans équivalent ; deuxièmement, son producteur, l'ouvrier, doit non seulement la remplacer, mais la remplacer en y ajoutant un nouveau surplus. Le rapport d'échange entre le capitaliste et l'ouvrier n'est donc plus qu'une apparence inhérente au procès de circulation, une simple forme étrangère au contenu proprement dit, dont elle n'est que la mystification. La forme, c'est l'achat et la vente constante de la force de travail. Le contenu, c'est le fait que le capitaliste reconvertit toujours une partie du travail d'autrui déjà objectivé qu'il ne cesse de s'approprier sans équivalent en un quantum plus grand de travail vivant d'autrui<sup>400</sup>.

Marx insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une violation, mais d'une application des lois marchandes de propriété et d'équivalence à la marchandise spéciale de la force de travail qui, à travers le renouvellement de la transaction selon un flux ininterrompu, aboutit à son renversement. Ce résultat, qui se présentait déjà dans le cas de la reproduction simple (vu que la valeur de la force de travail n'est remise au travailleur qu'après l'usage de cette force, de sorte qu'il ne reçoit comme salaire qu'une fraction de la valeur obtenue par cet usage), devient encore plus explicite avec la reproduction élargie<sup>401</sup>.

---

<sup>398</sup> *Ibid.*, p. 648 (MEW 23, p. 604).

<sup>399</sup> Cf. *Ibid.*, p. 651 (MEW 23, p. 607).

<sup>400</sup> *Ibid.*, p. 654 (MEW 23, p. 609).

<sup>401</sup> Même si ce n'est pas l'objet principal de notre recherche, il est intéressant de mentionner l'importance de cette partie pour les interprétations qui se focalisent sur la méthode d'exposition du *Capital*. Par exemple, Ruy Fausto voit dans ce passage un moment particulièrement privilégié pour cerner ce que la présentation du *Capital*

Dans tous les cas, pour accumuler, il faut transformer en capital une partie du surproduit, c'est-à-dire en des choses utilisables dans le procès de travail (des moyens de production), et en des choses grâce auxquelles l'ouvrier peut se conserver (des moyens de subsistance). En conséquence, il faut qu'une partie du surtravail annuel ait été utilisée à la fabrication de moyens de production et de subsistance supplémentaires, en excédent sur le quantum indispensable au remplacement du capital avancé.

Or, pour cela, la classe capitaliste a besoin d'un supplément de travail. Si l'on ne veut pas augmenter l'exploitation – extensivement ou intensivement – des ouvriers déjà employés, il faut engager des forces de travail supplémentaires, en donnant ainsi lieu à un agrandissement *extensif* de l'échelle de production. Ces forces de travail supplémentaires que la classe ouvrière lui fournit annuellement à différents âges, le capital n'a plus qu'à les incorporer dans les moyens de production supplémentaires déjà contenus dans la production annuelle, et la transformation de la survaleur en capital est faite. *A priori*, la demande en travail et le fonds de subsistance des travailleurs s'accroîtront donc proportionnellement à la croissance du capital.

Cela peut toutefois engendrer un problème pour le processus d'accumulation en tant que tel, dans la mesure où cette croissance de la demande en travail peut conduire à une augmentation des salaires :

Comme le capital produit chaque année une survaleur dont chaque année une partie est annexée au capital original, comme cet incrément s'accroît lui-même chaque année avec le volume en augmentation du capital déjà en fonction, et comme enfin, sous l'effet d'une excitation particulière de la pulsion d'enrichissement, l'ouverture, par exemple, de nouveaux marchés, de nouvelles zones de placement pour le capital dues au développement de nouveaux besoins sociaux, etc. l'échelle de l'accumulation est rendue soudain extensible par une simple modification du partage de la survaleur ou du surproduit, en capital et revenu, il se peut alors que les besoins d'accumulation du capital dépassent la croissance de la force de travail ou du nombre de travailleurs, que l'offre en travailleurs dépasse la demande, et que, par conséquent, les salaires montent (...) Comme il y a chaque année plus de travailleurs rendus actifs que l'année précédente, il faut bien qu'un jour ou l'autre on en vienne au point où les besoins de l'accumulation commencent à déborder l'offre habituelle en travail, et où intervient, donc, la hausse des salaires<sup>402</sup>.

---

doit à la dialectique de Hegel : « La proximité est déjà immédiatement visible du fait de l'introduction de la figure dialectique du renversement avec les déterminations dialectiques qui l'enveloppent. Plus précisément, le renversement nous ramène à la dialectique hégélienne, parce qu'il signale non seulement une seconde négation, mais une seconde négation qui est en même temps, et *rigoureusement*, la *négation de la négation* » (FAUSTO R., *Le Capital et la Logique de Hegel*, *op. cit.*, p. 27). Il comprend cette négation de la négation de la manière suivante : « La circulation simple, on l'a vu, posait le mode de production capitaliste avec des signes inversés : l'apparence et les 'fondements' premiers du mode de production capitaliste lui-même 'nie' (...) Dans un deuxième moment 'structurel', celui qui correspond aux sections II à VI du livre I, cette loi est *une première fois* 'niée' (...) On passe ainsi de l'appropriation par le travail propre à l'appropriation sans travail (propre), puisque fondée sur le travail d'autrui » (Ibid., p. 21). Mais seulement la deuxième négation « est valable quelle que soit l'origine de l'accumulation qui a rendu possible l'acquisition des moyens de productions objectifs et subjectifs » (Ibid., p. 21).

<sup>402</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 687 (MEW 23, p. 641).

Nous avons donc ici encore une fois une tension entre les demandes d'une logique abstraite qui promeut une dynamique expansive illimitée et les possibilités offertes par une réalité concrète, limitée, composée d'une population finie, donc d'une quantité finie de travailleurs potentiels. Cette tension est révélée dans la hausse des salaires, qui ne peut pas se poursuivre au point de menacer le système, c'est-à-dire l'extraction en quantité adéquate de survaleur. À ce titre, Marx nous rappelle encore une fois le propre de la logique à l'œuvre derrière la production capitaliste :

Dans toutes les controverses sur ce sujet on a le plus souvent négligé le principal, la *differentia specifica* de la production capitaliste. On n'y achète pas la force de travail pour que son service ou son produit satisfasse les besoins personnels de l'acheteur. Le but de celui-ci est la valorisation de son capital, la production de marchandises qui contiennent plus de travail qu'il n'en paie, qui contiennent donc une portion de valeur qui ne lui coûte rien et qui sera néanmoins réalisée par la vente des marchandises. Produire de la survaleur, faire du plus et du plus, telle est la loi absolue de ce mode de production<sup>403</sup>.

C'est pourquoi la force de travail n'est vendable que dans la mesure où elle conserve les moyens de production comme capital, reproduit sa propre valeur comme capital et fournit dans un travail non payé une source de capital supplémentaire. Or, si les autres conditions ne changent pas, la hausse des salaires signifie une diminution quantitative du travail non payé que l'ouvrier doit fournir. On a donc l'alternative suivante : ou bien la hausse des salaires peut se poursuivre, puisque son élévation ne perturbe pas le progrès de l'accumulation, ou bien l'accumulation elle-même diminue. Mais à mesure qu'elle diminue, disparaît aussi la cause de sa diminution, à savoir, la disproportion entre capital et force de travail exploitable. Marx reconnaît ainsi que le mécanisme du procès de production capitaliste élimine de lui-même les obstacles qu'il se crée temporairement. Les salaires retombent à un niveau correspondant aux besoins de valorisation du capital.

Marx veut montrer que « la loi de population », son mouvement, assume une forme spécifique dans le mode de production capitaliste, qui dépend du processus d'accumulation lui-même. Dans la phase d'expansion du capital, ce n'est pas la diminution de la croissance absolue ou proportionnelle de la population ouvrière qui rend le capital excédentaire, mais à l'inverse l'augmentation du capital qui rend insuffisante la force de travail exploitable. Dans le deuxième cas, ce n'est pas l'augmentation de la croissance absolue ou proportionnelle de la population ouvrière qui rend le capital insuffisant, mais inversement la diminution du capital qui rend excédentaire la force de travail exploitable. On voit que la nature de l'accumulation exclut toute diminution du taux d'exploitation du travail ou toute augmentation du salaire qui

---

<sup>403</sup> *Ibid.*, p. 693 (MEW 23, p. 646-7).

pourrait mettre sérieusement en péril la reproduction permanente du rapport capitaliste et sa reproduction à une échelle toujours élargie.

Toutefois, à côté de cet agrandissement *extensif*, le capital a aussi d'autres mécanismes pour essayer de faire face à cette limitation « naturelle » ou absolue de la population ouvrière et d'éviter ainsi la paralysie de la reproduction élargie. Il s'agit d'un agrandissement *intensif* par augmentation de la productivité et intensification de l'exploitation, et non plus par la simple construction de nouvelles fabriques<sup>404</sup>. De fait, nous avons déjà vu que l'augmentation de la productivité du travail social devient le facteur le plus important du développement de la production et de l'accumulation capitaliste. Marx ajoute que ce processus engendre une modification dans la composition du capital.

En effet, il conçoit trois types de composition du capital. Du côté de la valeur, elle se détermine par la proportion selon laquelle il se divise en capital constant, ou valeur des moyens de production, et capital variable, ou valeur de la force de travail, somme globale des salaires. Du côté de la matière, telle qu'elle fonctionne dans le procès de production, tout capital se divise en moyens de production et force de travail vivante. Cette composition se détermine par le rapport entre la masse des moyens de production employés, d'un côté, et la quantité de travail requise pour employer ceux-ci, de l'autre. La première composition, constitue la *composition-valeur du capital*, la seconde, la *composition technique du capital*. Il existe entre les deux une étroite corrélation, et pour exprimer cette corrélation, Marx donne à la composition-valeur du capital, dans la mesure où elle est déterminée par sa composition technique et reflète les modifications de cette dernière, le nom de : *composition organique du capital*<sup>405</sup>.

Or, le développement de la productivité, notamment avec la machinerie, se traduit fondamentalement dans l'accroissement de la masse des moyens de production. L'augmentation de la productivité apparaît ainsi dans la diminution de la masse de travail proportionnellement à la masse de moyens de production qu'elle met en mouvement, ou encore dans la diminution de la grandeur du facteur subjectif du procès de travail comparé à ses facteurs objectifs. Cette modification dans la composition technique du capital, la croissance dans la masse des moyens de production comparée à la masse de la force de travail qui l'anime, se reflète dans la composition de sa valeur, dans l'augmentation de la composante constante de la valeur-capital aux dépens de sa composante variable. Néanmoins, la

---

<sup>404</sup> Cf. MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 298 (MEGA II/13, p. 296-7).

<sup>405</sup> Cf. MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.* 686 (MEW 23, p. 640).

proportion de changement de la composition-valeur est plus faible que celle de la composition technique, car avec la productivité croissante du travail, ce n'est pas seulement le volume des moyens de production qu'elle utilise qui s'élève, mais aussi leur valeur qui baisse, comparée à leur volume. Leur valeur s'élève donc de façon absolue, mais non proportionnellement à leur volume.

En tout cas, la conséquence du processus d'accumulation et de modification de la composition du capital est sa *concentration*, dans la mesure où augmente le volume de moyens de production et même de commandement du travail. À côté de ce premier phénomène, il y a aussi la *centralisation* du capital, dès que la bataille de la concurrence se mène par l'abaissement du prix des marchandises. Le bas prix des marchandises dépend de la productivité du travail, mais celle-ci dépend de l'échelle de la production. Il s'ensuit que les capitaux plus grands battent les plus petits. En outre, le système de crédit est un autre mécanisme qui produit la centralisation. La concentration et la centralisation du capital permettent ainsi la poursuite du processus d'accumulation et de changement de composition du capital, dans la mesure où ils rendent possible, pour les capitalistes industriels, une extension inouïe de l'échelle de production.

La conséquence de ce changement de composition du capital qui nous intéresse ici est la diminution relative de la demande de travail, puisque la part dépensée en capital constant est de plus en plus grande et celle dépensée en capital variable de plus en plus petite. C'est-à-dire qu'une moindre quantité de travail suffit pour mettre en mouvement une plus grande masse de machinerie et de matières premières : « D'un côté donc, le supplément de capital constitué tout au long de l'accumulation, attire, proportionnellement à sa grandeur, de moins en moins de travailleurs. De l'autre, l'ancien capital, qui est périodiquement reproduit avec une nouvelle composition, repousse un nombre de plus en plus élevé de travailleurs occupés par lui auparavant »<sup>406</sup>.

L'effet décisif ici est la production d'une population toujours excédentaire qui ne menace plus le processus d'accumulation. Le point intéressant c'est que la diminution relative de la composante variable, accélérée par la croissance du capital global, et accélérée plus rapidement que sa propre croissance, se présente inversement sous l'apparence d'une croissance absolue de la population ouvrière toujours plus rapide que celle du capital variable, ou des moyens de mettre cette population au travail. Dans tous les cas, cette population

---

<sup>406</sup> *Ibid.*, p. 704 (MEW 23, p. 657).

excédentaire a permis un mode d'existence de l'industrie qui n'était pas possible auparavant, vu les limites naturelles de la population exploitable :

Il faut dire que ce schéma d'existence spécifique de l'industrie moderne, que nous n'avons connu à aucune époque antérieure de l'humanité, était impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste. La composition du capital ne s'est transformée que de façon très progressive. À son accumulation a donc correspondu en gros une croissance proportionnelle de la demande de travail. Aussi lent que les progrès de son accumulation, en comparaison de l'époque moderne, il s'est heurté aux limites naturelles de la population ouvrière exploitable, limites qui ne pouvaient être écartées que par les procédés violents dont nous parlerons ultérieurement. L'expansion par à-coups soudains de l'échelle de production est la condition préalable de sa contraction soudaine ; celle-ci provoque à son tour celle-là, mais la première est impossible sans un matériau humain disponible, sans une multiplication du nombre des travailleurs indépendants de la croissance absolue de la population<sup>407</sup>.

Ainsi, la loi de population capitaliste n'exprime pas seulement un autre aspect de la tension constante qui s'établit entre l'abstraction capitaliste et la réalité, mais aussi la manière dont le capital (à travers les actions contextuelles des capitalistes) y fait face, la solution qu'il développe pour ne pas gêner sa reproduction élargie :

Mais si ce surplus de population ouvrière est le produit nécessaire de l'accumulation, du développement de la richesse sur des bases capitalistes, cette surpopulation devient inversement un levier de l'accumulation capitaliste, et, même, une condition d'existence du mode de production capitaliste. Elle constitue une armée industrielle de réserve disponible qui appartient de façon si entière et absolue au capital, qu'on pourrait croire qu'il l'a élevée au biberon, à ses propres frais. Elle crée le matériau humain constamment prêt et exploitable pour les besoins changeants de sa valorisation, *indépendamment des barrières que dresse l'augmentation effective de la population*. Avec l'accumulation et le développement de la force productive du travail qui l'accompagne, la capacité et la force d'expansion soudaine du capital croissent (...) La masse de la richesse sociale qui enfle jusqu'à déborder avec le progrès de l'accumulation et qui est convertible en capital supplémentaire s'engouffre avec frénésie dans d'anciennes branches de production, dont le marché s'élargit tout à coup, ou dans des branches nouvellement ouvertes, comme les chemins de fer, etc. dont le besoin prend sa source dans le développement des anciennes. Dans tous les cas de ce type, de grandes masses humaines doivent pouvoir être jetées tout à coup sur les points les plus décisifs et sans toucher à l'échelle de production dans d'autres sphères. La surpopulation les fournit<sup>408</sup>.

Et encore :

La quantité de force de travail disponible que fournit l'accroissement naturel de la population ne suffit en aucun cas à la production capitaliste. Il lui faut, pour jouer librement et à plein, une armée industrielle de réserve indépendante de cette limitation naturelle<sup>409</sup>.

Marx illustre ce point en citant le cas du secteur agricole anglais entre 1849 et 1859. Pendant cette période, il y a eu une hausse nominale des salaires, en même temps qu'une chute des prix céréaliers. La hausse des salaires était la conséquence d'une diminution extraordinaire de population agricole, causée par la demande des guerres, construction des chemins de fer, etc. Qu'ont fait les fermiers ? Ils ont introduit davantage de machines, et tout

---

<sup>407</sup> *Ibid.*, p. 709-10 (MEW 23, p. 661-2).

<sup>408</sup> *Ibid.*, p. 708-9 (MEW 23, p. 661).

<sup>409</sup> *Ibid.*, p. 712 (MEW 23, p. 664).

à coup les travailleurs se sont retrouvés en surnombre. Par conséquent, la demande de travail s'est effondré<sup>410</sup>.

De plus, cette armée de réserve exerce une pression accrue sur la population active par la concurrence qu'elle lui fait, la contraint au surcroît de travail et à la soumission aux diktats du capital. La condamnation d'une partie de la classe ouvrière à une oisiveté forcée par le surcroît de travail de l'autre, et inversement, devient un moyen d'enrichissement du capitaliste individuel.

Les mouvements généraux du salaire sont déterminés par l'expansion et la contraction de cette armée, qui correspondent bien aux cycles industriels, et nullement par le nombre absolu de la population.

Nous avons vu que l'abstraction capitaliste signifie aussi la recherche infinie d'une richesse abstraite, *quelles qu'en soient les conséquences sur les humains et sur la nature en général*. Or, si la poursuite de l'accumulation a pour conséquence la production d'une armée industrielle de réserve, son « effet collatéral » est le paupérisme :

On comprend dès lors la folie douce latente dans les sages conseils des économistes, qui enjoignent les ouvriers d'adapter leur nombre aux besoins de valorisation du capital. Le mécanisme de la production et de l'accumulation capitaliste se charge d'adapter lui-même constamment ce nombre à ses besoins de valorisation. L'alpha de cette adaptation est la création d'une surpopulation relative, d'une armée industrielle de réserve. Et son oméga est la misère dans des couches toujours plus nombreuses de l'armée ouvrière active, et le poids mort du paupérisme. Sur les bases capitalistes, où ce n'est pas le travailleur qui emploie les moyens de travail, mais l'inverse, la loi selon laquelle une masse toujours croissante de moyens de production peut, grâce au progrès de la productivité du travail social, être mise en mouvement avec une dépense décroissante de force humaine, se traduit par cette autre corrélation que plus la force productive du travail est élevée, plus la pression exercée par les travailleurs sur leurs moyens d'occupation est grande, et donc devient précaire la condition même de leur existence : la vente de leur propre force de travail pour l'accroissement de la richesse d'autrui, ou la valorisation du capital (...) L'accumulation de richesse à un pôle signifie donc en même temps à l'autre pôle une accumulation de misère, de torture à la tâche, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité et de dégradation morale pour la classe dont le produit propre est, d'emblée, capital<sup>411</sup>.

Dans cette question de la population on voit ainsi tous les éléments qui marquent la dynamique typique du capitalisme d'après Marx, telle que nous avons essayé de le souligner. D'abord, il y a la tension entre les postulats d'une logique abstraite et la consistance propre de la réalité concrète. Ensuite, nous avons vu comment la logique du capital, en face de ce conflit ou de cette « contradiction », cherche à trouver d'autres solutions pour réaliser ses impératifs. Finalement, il a été remarqué comment ces solutions sont des solutions unilatérales, des solutions pour le capital, quelles qu'en soient les conséquences sur d'autres éléments de l'environnement social et naturel.

---

<sup>410</sup> Cf. *Ibid.*, p. 716 (MEW 23, p. 667).

<sup>411</sup> *Ibid.*, p. 724-5 (MEW 23, p. 674-5).

## 2.7 L'intervention capitaliste dans la circulation des marchandises

Dans le livre I du *Capital*, Marx a surtout analysé la dimension de la production, la manière dont le capital se l'approprié et engendre des phénomènes spécifiques, tels que la généralisation du travail salarié, l'extension de la journée de travail, l'innovation technique et l'avènement de la grande industrie, une loi de population de spécifique, etc. Tout cela ne couvre cependant qu'une phase à peu près du cycle de valorisation du capital. Tout au début du livre II du *Capital*, Marx nous rappelle que :

Le procès cyclique du capital s'effectue en trois stades, qui forment, d'après l'exposé du premier livre, la série suivante : *Premier stade* : Le capitaliste apparaît sur le marché des marchandises et sur le marché du travail comme acheteur ; son argent se convertit en marchandise, autrement dit accomplit l'acte de circulation A-M. *Deuxième stade* : Consommation productive, par le capitaliste, des marchandises achetées. Il agit comme producteur de marchandises capitaliste ; son capital accomplit le procès de production. Résultat : une marchandise d'une valeur supérieure à celle de ses éléments producteurs. *Troisième stade* : Le capitaliste retourne sur le marché comme vendeur ; sa marchandise se convertit en argent, autrement dit accomplit l'acte de circulation M-A<sup>412</sup>.

Et encore, dans les *Grundrisse* :

Le capital en tant que production basée sur le travail salarié présuppose la circulation comme une condition nécessaire et comme un moment de l'ensemble du mouvement. Cette forme déterminée de la production présuppose cette forme déterminée de l'échange qui s'exprime dans la circulation monétaire. Il faut que le produit tout entier soit transformé en argent pour se renouveler, contrairement à ce qui se passa dans des phases antérieures de la production, où l'échange ne touche que la production et les produits excédentaires sans toucher la production dans sa totalité<sup>413</sup>.

En fait, « sans l'échange, il n'y aurait pas de production du capital en tant que tel ; car la *valorisation* en tant que telle n'existe pas sans échange. Sans échange, il ne s'agirait que de mesurer, etc., la *valeur d'usage* produite, il ne s'agirait, simplement que de la valeur d'usage »<sup>414</sup>. Marx déploie ainsi la formule du capital A-M-A' en une formule plus développée applicable au cycle du capital-argent : A-M...P...M'-A'. Les points indiquent que le procès de circulation est interrompu, alors que M' et A' désignent un M et un A augmentés par de la plus-value. En fait, le premier et le troisième stade, qui n'ont été discutés que brièvement au premier livre, vont constituer l'objet d'un examen détaillé dans le deuxième livre dans la mesure où ils forment le procès de circulation du capital.

Comme nous avons déjà étudié la manière dont la logique abstraite du capital intervient et conditionne le procès de travail, ainsi que les conditions naturelles et la population, il nous reste maintenant à comprendre quels sont les effets de cette intervention de l'abstraction

---

<sup>412</sup> MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 27 (MEGA II/13, p. 27).

<sup>413</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 345 (MEGA II/1.2, p. 318-9).

<sup>414</sup> *Ibid.*, p. 386 (MEGA II/1.2, p. 357).



capitaliste sur la dimension de la circulation. Pour cela, il faut néanmoins comprendre brièvement en quoi consiste la circulation du capital telle que Marx l'expose dans le livre II de *Le Capital*. Nous nous appuierons aussi sur les *Grundrisse*.

Après l'extraction de survaleur, laquelle apparaît de manière objectivée dans les produits du capital, dans des marchandises qui appartiennent au capitaliste, il faut vendre ces produits, afin de *réaliser* la valeur-capital accrue d'une survaleur, c'est-à-dire convertir les marchandises en argent, la forme universelle de la richesse abstraite. Aussi longtemps que le capital mis en valeur persévère sous forme de capital-marchandise, stationné au sein du marché, le procès de production s'arrête. Il ne forme ni produit ni valeur. Selon qu'il faut plus ou moins de temps au capital pour rejeter sa forme marchandise et adopter sa forme argent, autrement dit selon la rapidité de la vente, la même valeur-capital servira à former produit et valeur à des degrés très différents, et l'échelle de la reproduction élargie du capital va s'étendre ou se raccourcir. Outre les aspects inhérents au procès de production, on constate alors que le procès de circulation fait agir de nouveaux coefficients de l'efficacité du capital, de son expansion et sa contraction, qui sont indépendants de sa grandeur de valeur<sup>415</sup>.

Si dans le procès de production lui-même la valorisation du capital apparaissait donc comme entièrement dépendante du seul rapport entre lui-même en tant que travail mort ou objectivé et le travail vivant, il apparaît maintenant comme étant dépendant de la circulation, laquelle est extérieure à ce procès. À ce titre, il faut rappeler qu'en tant que marchandise, le capital n'est valeur d'échange que si elle est aussi valeur d'usage, c'est-à-dire objet d'une consommation. Dans la circulation, le premier obstacle qui l'arrête, c'est donc la consommation elle-même, le besoin éprouvé pour elle<sup>416</sup>. Ici il apparaît alors une nouvelle tension entre l'abstraction capitaliste (marqués par des traits tels que l'indifférence à ce qui est déterminé et la quête du « toujours plus ») et les *limites* propres d'une réalité concrète, ce qui est exprimé par Marx comme une différence très nette entre les traits de la valeur et ceux de la valeur d'usage :

Étant donné donc que le capital quitte le procès de production pour entrer de nouveau dans la circulation, il semble a) être limité (*beschränkt*) en tant que *production* par la grandeur donnée de la *consommation* – ou encore la *capacité de consommation*. En tant que valeur d'usage déterminée, sa quantité est jusqu'à un certain point indifférente ; mais c'est seulement à un degré déterminé – puisqu'il ne satisfait qu'un besoin déterminé – qu'il cesse d'être recherché pour la consommation. En tant que valeur d'usage *déterminée, unilatérale et qualitative*, comme c'est le cas du blé, par exemple, sa quantité n'est indifférente que jusqu'à un certain point ; car on ne le recherche qu'en quantité déterminée ; c'est-à-dire dans une certaine mesure. Or, cette mesure est définie, pour une partie, par sa qualité de valeur d'usage – son utilité *spécifique*, la façon dont il peut être employé – et, pour l'autre, par le nombre d'échangistes qui ont besoin de consommer cet objet déterminé. Le nombre des consommateurs multiplié

---

<sup>415</sup> Cf. MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 41-2 (MEGA II/13, p. 41-2).

<sup>416</sup> Cf. MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 343 (MEGA II/1.2, p. 317).

par la grandeur du besoin auquel répond ce produit *spécifique*. En soi, la valeur d'usage n'est pas sans mesure comme la valeur proprement dite (...) En tant que *valeur d'usage*, le produit a donc en lui-même une limite (*Schranke*) – fixée par le besoin qu'on en a – qui se mesure non d'après le besoin des producteurs, mais d'après les besoins de l'ensemble des échangistes<sup>417</sup>.

On voit donc qu'en tant que valeur d'usage, la marchandise ne se mesure absolument pas au temps de travail objectivé en elle, mais le critère qu'on lui applique se situe en dehors de sa nature de valeur d'échange<sup>418</sup>. C'est-à-dire qu'il y a une sorte d'hétérogénéité entre les aspects liés à l'abstraction réelle d'un côté, et la valeur d'usage de l'autre. Les critères qui guident le processus de valorisation du capital ne sont pas forcément ceux qui structurent le système de consommation.

En outre, Marx souligne encore une autre contradiction comprise comme obstacle lié à la circulation du capital. Par exemple, on sait qu'en tant que marchandise, le capital doit être échangé contre un équivalent en argent ; donc, en tant que valeur nouvelle, il semble être limité par la grandeur des équivalents existants, notamment celle de l'argent. La survaleur réclame un suréquivalent<sup>419</sup>.

Face à ces obstacles liés à ce conflit entre les impératifs de la logique du capital et les limites de la consommation et de la circulation (le fait que la circulation doive, en tous points, présenter des contre-valeurs correspondantes), le processus de reproduction élargie, d'accumulation du capital tend à façonner d'une manière spécifique cette dimension. D'abord, il existe la tendance à l'élargissement du cercle de la circulation, jusqu'à la création du marché mondial :

La création de *survaleur absolue* par le capital – c.-à-d. de plus de travail objectivé – implique que le cercle de la circulation s'élargisse, et qu'il s'élargisse constamment. La *survaleur* créée en un point exige la création en un *autre* point d'une survaleur contre laquelle elle puisse s'échanger ; même si, dans un premier temps, il ne s'agit que de produire davantage d'or et d'argent, davantage de monnaie, en sorte que, si la survaleur ne peut redevenir immédiatement capital, elle existe sous forme monétaire comme possibilité de capital nouveau. La production basée sur le capital implique donc, entre autres, *la production d'un cercle sans cesse élargi de la circulation*, soit que ce cercle soit agrandi directement, *soit qu'on transforme un plus grand nombre de ses points en points de production*. Si la circulation était apparue d'abord comme une grandeur donnée, elle apparaît ici comme une grandeur en mouvement et s'élargissant grâce à la production elle-même. Ainsi, elle apparaît déjà elle-même comme un moment de la production. Et le capital, qui a donc tendance à toujours créer plus de surtravail, a aussi de façon complémentaire, tendance à créer plus de points d'échange (...) La tendance à créer le marché mondial est immédiatement donnée dans le concept de capital. Chaque limite y apparaît comme un obstacle à surmonter. Le capital a donc d'abord tendance à soumettre chaque moment de la production elle-même à l'échange et à abolir la production de valeurs d'usage immédiates n'entrant pas dans l'échange, c'est-à-dire à substituer la production basée sur le capital à d'autres modes de production antérieurs qu'il juge trop enracinés dans la nature. Le commerce n'apparaît plus ici comme une fonction permettant

---

<sup>417</sup> *Ibid.*, p. 344 (MEGA II/1.2, p. 318).

<sup>418</sup> *Ibid.*, p. 351 (MEGA II/1.2, p. 324).

<sup>419</sup> *Ibid.*, p. 344 (MEGA II/1.2, p. 318).

d'échanger l'excédent de deux productions autonomes, mais comme un moment et un présupposé de la production qui embrassent essentiellement la totalité de la production elle-même<sup>420</sup>.

Il y a ensuite la croissance de la consommation, la création de nouveaux besoins :

D'autre part, la production de survaleur relative, c'est-à-dire la production de survaleur fondée sur l'accroissement et sur le développement des forces productives exige la production d'une nouvelle consommation. Elle exige qu'à l'intérieur de la circulation, le cercle de la consommation s'élargisse autant que précédemment celui de la production. Premièrement, élargissement quantitatif de la consommation existante ; deuxièmement, création de nouveaux besoins par l'extension des besoins existants à un cercle plus large ; troisièmement, production de nouveaux besoins, découverte et création de nouvelles valeurs d'usage. En d'autres termes, cela signifie que le surtravail gagné ne reste pas un excédent seulement quantitatif, mais qu'en même temps, au contraire, l'ensemble des différences qualitatives du travail (et donc du surtravail) est constamment accru ainsi que davantage diversifié et différencié en lui-même<sup>421</sup>.

Ces tendances cherchent à façonner la réalité afin de rendre la réalisation de la valeur accrue d'une survaleur plus facile pour le capitaliste. À la fin du cycle la valeur-capital se retrouve donc sous la forme qu'elle avait lorsqu'elle y est entrée ; elle peut ainsi le recommencer, le parcourir à nouveau. La grandeur de la valeur avancée est cependant changée désormais, elle est plus grande. Les deux formes que la valeur-capital prend dans le cadre de ses stades de circulation, sont celles de *capital-argent* et de *capital-marchandise* ; sa forme pendant le stade de la production est celle de *capital productif*. Le capital qui, au cours de son cycle total, prend puis rejette ces formes, et accomplit chaque fois la fonction correspondante, est du *capital industriel*. Le cycle du capital ne s'opère normalement que pour autant que ses différentes phases passent sans arrêt de l'une à l'autre. Si un arrêt se produit dans la première phase, le capital-argent se fige en trésor ; si c'est dans la phase de production, les moyens de production restent sans fonction d'un côté, et la force de travail inoccupée de l'autre ; si c'est dans la dernière phase, les marchandises amoncelées obstruent le courant de la circulation<sup>422</sup>. C'est pourquoi Marx met en avant l'aspect spécifiquement dynamique et fluide du capital :

Le capital, étant de la valeur qui se met en valeur, n'implique pas seulement des rapports de classe, ou un caractère social déterminé reposant sur l'existence du travail comme travail salarié : c'est un mouvement, un procès cyclique traversant différents stades et qui lui-même implique à son tour trois formes différents du procès cyclique. C'est pourquoi on ne peut le comprendre que comme mouvement, et non pas comme une chose au repos. Ceux qui considèrent l'avènement à une existence indépendante de la valeur comme une pure abstraction oublient que le mouvement du capital industriel est cette

---

<sup>420</sup> *Ibid.*, p. 346-7 (MEGA II/1.2, p. 320). Marx confirme cette thèse dans le livre deuxième de *La Capital*: « Le caractéristique du procès de circulation du capital industriel est donc la provenance universelle des marchandises, l'existence du marché comme marché mondial (...) Mais il tend à convertir autant que possible toute production en production marchande... » MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 102 (MEGA II/13, p. 102-3).

<sup>421</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 347-8 (MEGA II/1.2, p. 321).

<sup>422</sup> Cf. MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 50 (MEGA II/13, p. 50).

abstraction *in actu*. La valeur traverse ici différentes formes, différents mouvements, dans lesquels elle se convertit et en même temps se met en valeur, s'agrandit<sup>423</sup>.

Le procès cyclique du capital est donc l'unité de circulation et de production, il implique l'une et l'autre. Dans la mesure où les deux phases A-M, M'-A' sont des démarches de la circulation, on pourrait dire que la circulation du capital fait partie de la circulation générale des marchandises. En fait, le capital accomplit son propre cycle à l'intérieur de la circulation générale des marchandises. Le procès de production capitaliste a donc pour condition la circulation, le commerce<sup>424</sup>. De même, la circulation des marchandises capitalistes a pour condition le procès de production capitaliste.

Le mouvement du capital à travers la sphère de la production et la sphère de la circulation s'accomplit dans une succession temporelle. La durée de son séjour dans la production constitue sa période de production ; celle de son séjour dans la circulation, sa période de circulation. Le temps total de son cycle est donc égal à la somme de ces deux périodes. Si la période de production correspond au temps pendant lequel le capital produit des valeurs d'usage et se valorise, la période de circulation correspond à la conversion du capital-marchandise en capital-argent et vice-versa, c'est-à-dire soit à la réalisation de la survaleur soit à la reconversion de la valeur-capital en la forme de ses éléments de production.

Bien entendu, les deux périodes s'excluent l'une l'autre. Par conséquent, pendant la période de circulation, le procès de production se trouve interrompu, et donc la mise en valeur du capital. La longueur de celle-ci commande le renouvellement plus ou moins rapide du procès de production. Le fait décisif ici est ainsi que :

L'expansion et la contraction de la période de circulation agissent par conséquent comme limites négatives pour déterminer la contraction ou l'expansion de la période de production, du volume sous lequel un capital de grandeur donnée fonctionne comme capital productif. Plus les métamorphoses de la circulation du capital se font théoriques, autrement dit plus la période de circulation équivaut à zéro ou se rapproche de zéro, plus aussi le capital fonctionne, plus on voit grandir sa productivité, sa mise en valeur par lui-même<sup>425</sup>.

Ainsi la période de circulation du capital restreint proportionnellement à sa propre durée la période de production et par conséquent le procès de mise en valeur ou de valorisation. Par ailleurs, Marx souligne que la vente est la partie la plus difficile de la période de circulation, vu qu'il s'agit de la conversion d'une forme particulière de richesse à la forme universelle de

---

<sup>423</sup> *Ibid.*, p. 97 (MEGA II/13, p. 98).

<sup>424</sup> Cf. *Ibid.*, p. 57 (MEGA II/13, p. 56).

<sup>425</sup> *Ibid.*, p. 115 (MEGA II/13, p. 115-6).

l'argent, et c'est pourquoi elle constitue la majeure partie de la période de circulation<sup>426</sup>. En outre, la vente a plus d'importance que l'achat dans la mesure où celle-ci est la réalisation de la survaleur contenue en M'.

La circulation du capital-marchandise M'-A' est soumise à des limites déterminées par la forme des marchandises elles-mêmes, par leur existence comme valeurs d'usage, une fois qu'elles sont normalement périssables par nature. C'est la limite imposée à la période de circulation du capital-marchandise par l'avarie du corps même de la marchandise – qui fonctionne comme support à la valeur d'échange et à la survaleur – qui sert de limite absolue à cette partie de la période de circulation : « En conséquence, plus une marchandise est périssable, plus étroite est la limite absolue que sa nature physique met à sa période de circulation comme marchandise, moins aussi elle est propre à faire l'objet de la production capitaliste »<sup>427</sup>. Ou encore :

Le blé doit forcément être reproduit en un an. Des denrées périssables comme le lait, etc., doivent être reproduites plus souvent. La viande, étant donnée que l'animal est vivant, donc résiste au temps, n'a pas besoin d'être reproduite aussi fréquemment ; mais la viande morte qui se trouve sur le marché doit être reproduite à très bref délai sous forme d'argent ou alors elle pourrit. La reproduction de la valeur et celle de la valeur d'usage coïncident pour une part, et pour une autre, non<sup>428</sup>.

Sauf dans certains cas spécifiques (comme celui des transports et de l'approvisionnement) qui peuvent être vus comme faisant encore partie du procès de production<sup>429</sup>, les frais normalement liés à la circulation sont considérés par Marx comme de faux frais, au sens où même s'ils impliquent un travail et des avances de capitaux, ils ne créent ni produit ni valeur, et sont donc improductifs.

Ainsi, le temps pendant lequel le capitaliste achète et vend est bien un moment nécessaire de son fonctionnement comme capitaliste, mais il ne crée pas de valeur. Il n'y a que métamorphose, changement d'état, de marchandise en argent et vice-versa. Si cette fonction est exercée par un marchand spécialisé qui remplace les capitalistes productifs ou industriels, cela ne change rien à l'affaire. De même, si cet agent est un simple salarié, son salaire est un coût pour le capitaliste, mais son travail ne crée pas de survaleur<sup>430</sup>. En outre, on compte aussi le temps consacré à la comptabilité ainsi qu'à la production de monnaie. Ces

---

<sup>426</sup> Cf. *Ibid.*, p. 116 (MEGA II/13, p. 117).

<sup>427</sup> *Ibid.*, p. 118 (MEGA II/13, p. 118).

<sup>428</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome II, op. cit.*, p. 232 (MEGA II/1.2, p. 616).

<sup>429</sup> Cf. MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 140 (MEGA II/13, p. 140).

<sup>430</sup> Cf. *Ibid.*, p. 122 (MEGA II/13, p. 123).

frais sont compensés à partir du surproduit, c'est-à-dire viennent en déduction de la survaleur<sup>431</sup>.

Donc, du point de vue du processus d'accumulation, « ce temps-là représente une perte pure et simple »<sup>432</sup>. Il est ainsi évident que, du point de vue de la logique du capital, la tendance est à accélérer au maximum la circulation, afin de raccourcir autant que possible le temps de circulation :

Si le temps de travail apparaît comme l'activité qui pose la valeur, ce temps de circulation du capital apparaît comme *le temps de la dévalorisation*. La différence se montre facilement ainsi : si on posait pour la totalité du temps de travail commandé par le capital un maximum, disons l'infini  $\infty$ , de façon que le temps de travail nécessaire constitue une partie infiniment petite et le temps de surtravail une partie infiniment grande de cet  $\infty$ , on aurait ainsi le maximum de valorisation pour le capital, et c'est bien là vers quoi il tend. D'autre part, si *le temps de circulation du capital* était posé égal à 0, si les différents stades de sa transformation étaient parcourus aussi vite dans la réalité que dans la pensée, on aurait aussi le maximum du facteur de reproduction du procès de production, donc le nombre maximum de procès de valorisation du capital en un temps donné. La répétition du procès de production ne serait limitée que par le temps de sa propre durée, par le temps qui s'écoule pour transformer la matière première en produit. De ce fait, le *temps de circulation* n'est pas un élément positif créateur de valeur ; s'il était égal à 0, la création de valeur serait maximale<sup>433</sup>.

Le capital viserait ainsi *idéalement* « une circulation sans temps de circulation »<sup>434</sup>. Il y a ainsi dans le capitalisme une tendance double à élargir spatialement le marché (la constitution du marché mondial) et à anéantir l'espace par le temps (l'accélération de la circulation) :

Tandis donc que le capital tend, d'une part, nécessairement à abattre toutes les barrières spatiales qui s'opposent au trafic, c'est-à-dire à l'échange, et à conquérir la terre entière comme son marché, il tend, d'autre part, à anéantir l'espace par le temps, c'est-à-dire à réduire à un minimum le temps que coûte le mouvement d'un lieu à un autre<sup>435</sup>.

Nous assistons ainsi dans le capitalisme à un développement inouï des moyens de transports et de communication comme une des conséquences de cette tendance :

Plus la production repose sur la valeur d'échange, et donc sur l'échange, plus les conditions physiques de l'échange – moyens de communication et de transport – deviennent importants pour elle. Il est dans la nature du capital de se propulser au-delà de toutes les barrières spatiales. La création des conditions physiques de l'échange – des moyens de communication et de transport – devient donc dans une tout autre mesure une nécessité pour lui – l'anéantissement de l'espace par le temps (...) La production de moyens de transport et de communication bon marché est une condition de la production fondée sur le capital, et *de ce fait*, est réalisée par lui. Tout le travail nécessaire pour lancer le produit fini dans la circulation – il ne se trouve en circulation économique qu'à partir du moment où on le trouve sur le marché –, tout ce travail, est, du point de vue du capital, un obstacle à surmonter<sup>436</sup>.

---

<sup>431</sup> Cf. *Ibid.*, p. 137 (MEGA II/13, p. 137-8).

<sup>432</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome II*, Editions sociales, 1980, p. 27 (MEGA II/1.2, p. 434).

<sup>433</sup> *Ibid.*, p. 31 (MEGA II/1.2, p. 437).

<sup>434</sup> Cf. *Ibid.*, p. 151 (MEGA II/1.2, p. 543).

<sup>435</sup> *Ibid.*, p. 32. (MEGA II/1.2, p. 438)

<sup>436</sup> *Ibid.*, p. 16-7 (MEGA II/1.2, p. 424).

En fait, dans le deuxième livre du *Capital*, Marx établit même un rapport entre le développement des moyens de transport et l'expansion des marchés :

Si, d'une part, le progrès de la production capitaliste et le développement des moyens de transport et de communication diminuent, pour une quantité donnée de marchandises, le temps de circulation, ce même progrès et la possibilité créée par un tel développement entraînent la nécessité de travailler pour des marchés de plus en plus éloignés, en un mot pour le marché mondial. La masse des marchandises en route vers des pays éloignés s'accroît énormément...<sup>437</sup>

Outre le développement des moyens de communication et de transport nécessaires pour mettre le produit sur le marché, nous avons aussi d'autres mécanismes de raccourcissement du temps de circulation, tels que la création d'un marché continu, toujours plus étendu, comme nous avons déjà mentionné ci-dessus, mais aussi le développement de rapports économiques, de formes de capital au moyen desquelles celui-ci raccourcit artificiellement le temps de circulation. On songe ici notamment à toutes les formes de crédit<sup>438</sup>. Nous approfondirons ce point plus tard.

Nous avons vu que la durée totale du cycle du capital est égale à la somme de ses périodes de circulation et de production. Marx appelle la *rotation* du capital son cycle, défini non pas comme quelque chose d'isolé, mais comme un procès périodique. La durée du cycle correspond au temps de rotation du capital. À partir de cette notion de rotation, on peut comprendre la différence qui s'établit entre *capital fixe* et *capital circulant*, vu que leurs caractères définis ne résultent que de la rotation différente de la valeur-capital fonctionnant dans le procès de production. Cette différence de rotation résulte à son tour du mode différent suivant lequel les divers éléments du capital productif transfèrent leur valeur au produit. La valeur du capital circulant est consommée entièrement pendant la formation de chaque produit (comme la force de travail, les matières premières et les matières auxiliaires), alors que la valeur du capital fixe n'est transmise aux produits que progressivement (comme par exemple dans le cas de machines ou de bâtiments)<sup>439</sup>.

Mais quelle est l'influence du temps de rotation sur la mise en valeur du capital ? Nous avons déjà vu que la tendance du capital est de supprimer autant que possible les faux frais, c'est-à-dire d'essayer de raccourcir au maximum le temps de circulation, ce qui revient à raccourcir le temps de rotation en général. Ainsi, Marx montre que plus la période de rotation du capital est courte, plus grande est la masse de survaleur qu'avec un taux donné de

---

<sup>437</sup> MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 233 (MEGA II/13, p. 233).

<sup>438</sup> Cf. MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome II, op. cit.*, p. 35 (MEGA II/1.2, p. 440).

<sup>439</sup> Cf. MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I, op. cit.*, p. 154 (MEGA II/13, p. 154).

survaleur il retire chaque année<sup>440</sup>. Si la valeur globale créée par le capital et réalisée en tant que telle dans la circulation est exclusivement déterminée par le procès de production, il n'est pas moins vrai que la somme des valeurs qui peuvent être créées en un temps déterminé dépend du nombre de répétitions du procès de production au cours de cette période. Or, la répétition du procès de production est déterminée par le temps de circulation, par sa vitesse. Dans un cycle déterminé de rotations du capital, la somme des valeurs qu'il crée est directement proportionnelle au temps de travail et inversement proportionnelle au temps de circulation. Autrement dit, si la valeur globale est égale au temps de production multiplié par le nombre de rotations, la survaleur posée par le capital n'apparaît désormais plus seulement déterminée par le surtravail mais aussi par la vitesse de rotation du capital<sup>441</sup>.

Marx nous donne un exemple simple mais instructif à ce propos. Soit un capital de 100 th. qui tourne quatre fois par an ; si la survaleur était chaque fois égale à 5%, la survaleur créée à la fin de l'année serait égale à 20 th. D'autre part, soit un capital de 400 th. qui tourne une fois par an au même taux ; dans ce cas, la survaleur serait aussi égale à 20th. On voit que le capital de 100 th. donnerait un gain de 20%, alors qu'un capital quatre fois plus grand ne donnerait qu'un profit de 5%. Dans ce cas spécifique, la grandeur du capital pourrait être remplacée par la vitesse à laquelle il effectue son parcours. C'est ce qui donne d'ailleurs l'impression que le temps de circulation est en lui-même productif<sup>442</sup>.

En revanche, dans la pratique, le temps de production n'apparaît pas interrompu effectivement par le temps de circulation, mais ceci uniquement parce que chaque capital se divise en portions, une partie dans la phase de production, l'autre dans la phase de circulation<sup>443</sup>.

Nous avons donc vu que tout comme dans le cas du procès de production exposé ci-dessus, le capital intervient et façonne également le procès de circulation. Si, lors de l'analyse du procès de production, le capital apparaît comme se valorisant uniquement en relation avec le travail salarié, tandis que la circulation reste en marge de ce procès, dans son procès de reproduction, au contraire, la circulation des marchandises avec sa fonction d'assurer la reproduction matérielle de la société par la distribution des produits du travail social lui est intégrée :

À l'intérieur de la reproduction du capital s'accomplit en même temps la reproduction des valeurs d'usage dans lesquelles il est réalisé – ou encore le constant renouvellement et la constante reproduction

---

<sup>440</sup> Cf. *Ibid.*, p. 291-2 (MEGA II/13, p. 290-1).

<sup>441</sup> Cf. MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome II, op. cit.*, p. 118 (MEGA II/1.2, p. 513).

<sup>442</sup> Cf. *Ibid.*, p. 121 (MEGA II/1.2, p. 516).

<sup>443</sup> Cf. *Ibid.*, p. 152 (MEGA II/1.2, p. 544).



par le travail humain des valeurs d'usage qui sont tout autant consommées par les hommes qu'elles sont périssables par nature ; le changement matériel et la modification formelle subordonnés au besoin humain par le travail humain apparaissent, du point de vue du capital, comme reproduction de lui-même<sup>444</sup>.

Nous sommes parti de la circulation et de la production simple de marchandises pour comprendre d'abord l'abstraction marchande et seulement ensuite l'abstraction capitaliste, qui ne devient effective qu'à partir du moment où elle s'empare de la sphère de la production. Nous avons ainsi étudié la manière dont la logique du capital façonne la réalité de la production, ainsi que celle de la nature et de la population. Maintenant, nous voyons comment l'abstraction capitaliste doit également s'appropriier et façonner la sphère de la circulation comme sa propre condition, afin de la rendre adéquate au procès de valorisation. Le capital « pose aussi bien le procès de production dans son immédiateté comme moment du procès de circulation que le procès de circulation comme phase du procès de production pris dans sa totalité »<sup>445</sup>. Selon Marx, la circulation appartient donc de plein droit au concept même du capital :

La circulation fait donc *partie* du concept du capital (...) c'est seulement maintenant que le capital apparaît présupposé à sa circulation (le capital en tant qu'argent était présupposé à son devenir de capital ; mais le capital, comme résultat de la valeur qui a absorbé et s'est assimilé le travail vivant, est apparu comme point de départ *non pas de la circulation en général, mais de la circulation du capital*)...<sup>446</sup>

On voit donc que le capital façonne la circulation simple elle-même au point de la transformer en circulation du capital. Dans un effet de retour, l'abstraction capitaliste commande ainsi une transformation dans le système d'échange, et par conséquent dans l'abstraction marchande qui l'a rendue possible :

La circulation simple se composait d'une foule d'échanges simultanés ou successifs. L'unité de celle-ci considérée en tant que circulation ne pouvait en fait être perçue que du point de vue de l'observateur (L'échange peut être fortuit et il a plus ou moins ce caractère contingent lorsqu'il se limite à l'échange de l'excédent et n'a pas affecté la totalité du procès de production). Dans la circulation du capital, nous avons une série d'opérations d'échange, d'actes d'échange, dont chacun représente pour l'autre un moment qualitatif, un moment dans la reproduction et la croissance du capital<sup>447</sup>.

Étant donné que la monnaie appartient aux frais de circulation, Marx montre, à ce titre, que le capital doit rendre même celle-ci adéquate au procès de valorisation, ce qui passe par son abolition en tant que moyen de circulation précieux en soi, dès lors par sa symbolisation (billets, etc), afin d'accélérer le procès de circulation et de diminuer les coûts (faux frais) :

---

<sup>444</sup> *Ibid.*, p. 231 (MEGA II/1.2, p. 615).

<sup>445</sup> *Ibid.*, p. 35 (MEGA II/1.2, p. 440).

<sup>446</sup> *Ibid.*, p. 129-30 (MEGA II/1.2, p. 523). Nous soulignons.

<sup>447</sup> *Ibid.*, p. 128 (MEGA II/1.2, p. 522).

Sous sa forme immédiate, telle qu'elle appartient à un stade historique de la production antérieur au capital, la monnaie comptant donc à ses yeux comme coût de circulation et tous les efforts du capital tendent alors à la transformer de telle sorte qu'elle lui soit adéquate ; à en faire donc un représentant d'un moment de la circulation qui ne coûterait pas de temps de travail et qui ne serait pas précieux en lui-même. C'est pourquoi le capital est disposé à l'abolir dans sa réalité immédiate et traditionnelle et à la convertir en un élément *posé* uniquement par le capital et tout aussi aboli par lui, purement *idéel* (...) Abolir la monnaie dans sa forme immédiate apparaît comme une exigence de la circulation de la monnaie dès lors qu'elle est devenue moment de la circulation du capital ; parce qu'elle est, dans sa forme immédiatement présupposé, un *obstacle* à la circulation du capital. Ce capital tend à une *circulation sans temps de circulation*...<sup>448</sup>

Ainsi, on ne peut pas confondre les deux types d'abstraction réelle, car l'abstraction capitaliste produit des phénomènes tout à fait particuliers par rapport à l'abstraction marchande, dans la mesure même où elle recèle des aspects spécifiques, comme l'*accélération* incessante du procès de circulation<sup>449</sup>.

## 2.8 La rationalisation dans l'utilisation du capital constant

Dans le livre III du *Capital*, Marx conçoit des phénomènes plus concrets et complexes liés au « procès d'ensemble de la production capitaliste », où le cycle du capital, l'unité entre production et circulation est analysé non plus du point de vue du « capital en général », mais plutôt à partir de sa pluralisation, c'est-à-dire de la pluralité des capitaux individuels. La question centrale devient alors comment ces différents capitaux interagissent de manière à constituer un taux moyen de profit et comment la survaleur globale se partage entre eux.

Sans prétendre traiter exhaustivement de tous les thèmes qui y sont discutés, nous voudrions souligner certains phénomènes cruciaux qui témoignent encore une fois de la manière dont l'abstraction capitaliste et sa recherche infinie de valorisation produit des manifestations spécifiques dans son interaction avec la réalité. Autrement dit, la manière dont le capital façonne la réalité constitue également dans le troisième livre un des intérêts majeurs de Marx, un des aspects fondamentaux de son analyse de la dynamique capitaliste. Comme le remarque Stéphane Haber, « le Capital n'est, en tout cas, pas que le déploiement du motif unique du capital comme 'sujet automatique' que le capitalisme aurait élevé au rang d'auteur anonyme de l'Histoire. C'est ainsi que, par exemple, dans le livre III, Marx parle bien de la densification organisationnelle de l'entreprise issue de la concentration (complexification, division des tâches), puis de la financiarisation de l'économie, et enfin de la

---

<sup>448</sup> *Ibid.*, p. 163 (MEGA II/1.2, p. 553).

<sup>449</sup> Marx y voit même une contradiction dans la nature du capital, qui d'un côté recherche une continuité de la production et du coup l'abolition du temps de circulation, mais de l'autre ne peut pas vraiment le faire, car il doit parcourir effectivement les différentes phases de la circulation, qui sont des situations réelles ayant leur disposition chronologique. Cf. *Ibid.*, p. 41 (MEGA II/1.2, p. 446).

commercialisation de la consommation, comme de trois processus autonomes mais interconnectés qui manifestent la puissance expansionniste du capital »<sup>450</sup>.

Ces manifestations ne sont pas de simples dérivations d'une logique générale. Chacun des phénomènes que nous avons déjà abordé (ou que nous allons encore aborder) doit faire face à des obstacles et suit un développement spécifique. Nous allons ainsi étudier brièvement ces trois phénomènes de manière successive, en commençant par la densification organisationnelle de l'entreprise, laquelle aboutit notamment à un processus de rationalisation dans l'utilisation du capital constant. Tout d'abord, il faut remarquer que le processus même d'accumulation, l'augmentation de survaleur s'accompagne d'un accroissement du capital constant, l'exploitation accrue du travail d'un renchérissement des conditions de production qui permettent l'exploitation du travail, c'est-à-dire qu'elle s'accompagne d'une plus grande dépense de capital. En effet, une fois la journée de travail normalisée, si l'on veut augmenter la productivité et produire davantage, la masse de la partie circulante du capital constant s'accroît dans les branches qui emploient des matières premières ; ou bien, si on veut accroître le nombre des ouvriers, il faut augmenter aussi, dans une certaine mesure, la masse de capital fixe (des bâtiments, des machines, etc.)<sup>451</sup>.

Il existe aussi des possibilités d'économie dans l'emploi du capital constant dans cette concentration et densification du procès de production. Cette économie provient en général des conditions du travail social, du travail combiné socialement. Dans le procès de production, ces conditions sont utilisées par le travailleur collectif, au lieu d'être utilisées de façon morcelée par plusieurs ouvriers isolés. Ainsi, par exemple :

Dans une grande usine possédant un ou deux moteurs centraux, les frais de ces moteurs n'augmentent pas dans la même proportion que leur force en chevaux-vapeur et donc que leur sphère d'action possible ; les frais de l'outillage de transmission n'augmentent pas dans la même proportion que la masse des machines de travail qu'il permet d'actionner ; le corps même de la machine-outil ne voit pas son prix augmenter à proportion de l'accroissement du nombre d'outils qu'elle fait fonctionner comme ses propres organes, etc. La concentration des moyens de production économise en outre des bâtiments de toute sorte (...) Il en est de même des dépenses de chauffage, d'éclairage, etc.<sup>452</sup>.

Si la survaleur est donnée, le taux de profit (survaleur/capital total) ne peut être augmenté que par une réduction de la valeur du capital constant requis pour la production de marchandises. Comme le capitaliste n'est pas guidé par le taux de survaleur mais plutôt par le taux de profit, ce qui d'ailleurs lui fait penser que le capital constant et le capital variable

---

<sup>450</sup> HABER S., *Le capitalisme : entre philosophie et sciences historico-sociales* In: *La Revue du projet*, n°38, juin 2014. Disponible sur <http://projet.pcf.fr/55892>, consulté le 20 janvier 2016.

<sup>451</sup> Cf. MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 96-7 (MEGA II/15, p. 78).

<sup>452</sup> *Ibid.*, p. 98 (MEGA II/15, p. 79).

jouent en tant que coûts de production à peu près le même rôle dans l'origine du profit<sup>453</sup>, il est évident qu'il aura tout intérêt à poursuivre cette économie.

On peut de cette manière souligner l'économie qui provient du perfectionnement continu de l'outillage, comme par le biais de l'amélioration des matériaux employés, mais aussi de la baisse du prix de l'outillage (perfectionnement de la fabrication des machines, etc), de la réduction des déchets par l'emploi de meilleures machines, etc. Une autre économie tire son origine de l'emploi du capital constant lui-même en raison de la concentration des ouvriers, de leur coopération et de la division des tâches à grande échelle.

Marx parle aussi des économies dans les conditions de travail, aux dépens des ouvriers. C'est-à-dire que la rationalisation et l'économie sont au service de la valorisation, et non des ouvriers eux-mêmes. C'est pourquoi, bien plus que tout autre système de production, le capitalisme est « un gaspilleur d'hommes, de travail vivant, un dilapidateur de chair et de sang, mais aussi de nerfs et de cerveaux »<sup>454</sup>. On compte parmi ces économies la suppression de toutes les mesures de sécurité, de commodité et même d'hygiène pour les ouvriers dans les fabriques ; l'entassement des ouvriers dans des locaux étroits par souci d'économiser de la place ; à quoi vient s'ajouter l'économie dans les moyens d'aération.

Il y a aussi l'économie dans la production et la transmission de l'énergie et dans les bâtiments, ainsi que l'utilisation des résidus de la production. Enfin, on peut constater l'économie résultant d'inventions.

## **2.9 Le développement de la commercialisation**

Nous avons déjà vu que le capitaliste industriel ou productif peut transmettre à quelqu'un d'autre (un employé ou un capitaliste) leurs tâches liés à la sphère de circulation, notamment l'achat et la vente de marchandises. Dans la quatrième section du livre troisième du *Capital*, Marx approfondit l'analyse du capital commercial. Dans le mode capitaliste de production, celui-ci a pour origine l'autonomisation d'une fonction ou phase spécifique du cycle du capital social, le capital-marchandise, qui doit se convertir en capital-argent. Cette conversion ou métamorphose devient la fonction particulière d'un capital particulier, d'une

---

<sup>453</sup> Cf. *Ibid.*, p. 61-2 (MEGA II/15, p. 46). Plus loin, Marx fait tout de même la remarque suivante: « A dire vrai, pendant le procès de la production immédiat, la nature de la survaleur se fait jour sans cesse dans la conscience du capitaliste, comme nous l'a déjà montré dans l'étude de la survaleur son avidité à s'emparer du temps de travail d'autrui, etc. (...) chez le capitaliste, l'intuition de l'origine du bénéfice réalisé dans le procès de production (...) affleure plus ou moins confusément à la surface de son esprit ; de sorte que cette conception lui apparaît tout au plus aussi fondée que celle qui situe l'origine de l'excédent réalisé dans le mouvement de circulation, indépendamment du procès de production... » (*Ibid.*, p. 63 ; MEGA II/15, p. 47).

<sup>454</sup> *Ibid.*, p. 107 (MEGA II/15, p. 89).

catégorie spécifique de capitalistes, à la suite de la division du travail. Ainsi, « le capital commercial n'est rien d'autre que la forme modifiée d'une partie du capital de circulation, lequel est en permanence sur le marché en cours de transformation et renfermé dans la sphère de circulation »<sup>455</sup>.

On voit ainsi qu'au lieu d'être une opération accessoire du producteur, le procès de conversion du capital-marchandise en capital-argent apparaît maintenant comme une opération qui incombe exclusivement à une catégorie particulière de capitalistes – les commerçants - et qui constitue une affaire autonome d'investissements particuliers. En ce qui concerne la forme spécifique de la circulation du capital commercial, le commerçant achète de la marchandise pour la revendre ensuite. La marchandise n'est pas définitivement vendue lorsqu'elle passe de la main du producteur dans celle du commerçant. Celui-ci ne fait que poursuivre l'opération de vente. C'est au consommateur que le commerçant vend en définitive sa marchandise. Ainsi, l'opération qui, pour le capital industriel, correspond à M-A ou simple vente, se traduit pour le commerçant par A-M-A', c'est-à-dire achat et vente de la même marchandise.

L'avènement du capital commercial répond à la nécessité de raccourcir le temps de circulation du capital. Une fois que le commerçant s'occupe exclusivement de cette entreprise, non seulement le producteur voit sa marchandise se convertir plus vite en argent (car il vend ses produits au commerçant et n'a pas besoin d'attendre les consommateurs), mais le capital-marchandise accomplit en général plus rapidement sa métamorphose qu'il ne le ferait entre les mains du producteur<sup>456</sup>. On assiste ainsi à un processus de complexification du circuit du capital social afin de rendre le processus d'accumulation plus efficace.

Marx avait déjà montré dans le livre deuxième du *Capital* que le capital marchand n'était que le capital en fonction à l'intérieur de la sphère de la circulation. Vu que le procès de circulation *strict sensu* (à l'exclusion de l'industrie des transports, des frais de garde, etc) ne produit donc pas de valeur, le capital commercial ne peut produire ni valeur ni survaleur. Il ne s'occupe que de la métamorphose formelle des marchandises. Le profit moyen qui revient au commerçant constitue en fait une fraction de la survaleur produite par la totalité du capital productif, qu'il s'approprie en achetant les marchandises aux producteurs au-dessous de leur valeur (ou de leur prix de production)<sup>457</sup>. Le commerçant ne perçoit cependant pas les choses de cette façon. Les frais de circulation lui apparaissent comme la source de son profit, comme

---

<sup>455</sup> *Ibid.*, p. 280-1 (MEGA II/15, p. 264).

<sup>456</sup> Cf. *Ibid.*, p. 287 (MEGA II/15, p. 268).

<sup>457</sup> Cf. *Ibid.*, p. 296 (MEGA II/15, p. 280).

un investissement productif, comme si son profit provenait d'une majoration nominale du prix des marchandises ou de leur revente au-dessus de leur valeur.

En revanche, si la survaleur créée dans la production est inversement proportionnelle à la durée de la circulation, le capital commercial, « dans la mesure où il contribue à abrégé la période de circulation, il peut aider indirectement à augmenter la survaleur produite par le capitaliste industriel »<sup>458</sup>. Parmi les contributions du capital commercial, Marx mentionne notamment l'extension du marché et la promotion de la division du travail entre capitalistes, qui donne la possibilité de travailler à plus grande échelle. En outre, il permet l'inclusion d'une moindre fraction de capital dans la sphère de circulation, une économie donc, ce qui libère plus de capital pouvant être utilisé directement dans la production.

### **2.10 La financiarisation et le développement du crédit**

La constitution d'un capital financier est un autre phénomène d'autonomisation d'une fonction spécifique liée à la sphère de circulation du capital productif, car l'argent effectue des mouvements techniques dans le procès de production et une fraction du capital industriel et du capital commercial existe de façon permanente sous la forme-argent.

Parmi ces opérations techniques, on peut mentionner le paiement et l'encaissement d'argent, vu que le capitaliste verse constamment de l'argent, alors qu'il en reçoit à son tour en paiement d'un grand nombre de personnes. Dans le cas où l'argent fonctionne comme moyen de paiement, il faut faire des calculs de différences des opérations de compensation. Ce travail fait partie des frais de circulation et ne crée donc pas de valeur. Afin de le raccourcir, une catégorie spéciale de capitalistes l'exécute pour tout le reste de la classe capitaliste<sup>459</sup>.

En outre, une certaine fraction du capital doit toujours exister sous forme de trésor ou de capital-argent potentiel : réserve de moyens d'achat et de moyens de paiement. Outre le paiement, l'encaissement et la compatibilité, il faut veiller à la garde du trésor. Cette opération consiste en la conversion continue du trésor en moyens de paiement et de circulation. Dans un nouveau pas de complexification et de division du travail, ces opérations sont assurées par des capitalistes qui les concentrent et les réalisent à une grande échelle. Ensuite, une nouvelle division du travail intervient à l'intérieur de cette branche particulière d'affaires, par le biais d'une division en divers départements indépendants et du

---

<sup>458</sup> *Ibid.*, p. 291 (MEGA II/15, p. 275-6).

<sup>459</sup> Cf. *Ibid.*, p. 325 (MEGA II/15, p. 309).

perfectionnement du lieu de travail (grands bureaux, comptables et caissiers nombreux). C'est tout un commerce d'argent qui se développe et constitue la classe des banquiers.

De ce qui a déjà été dit, il reste évident que le profit des banquiers n'est qu'une retenue sur la survaleur du capital productif, puisqu'ils ne traitent que de valeurs réalisées. En revanche, pour l'instant, nous n'avons considéré le commerce de l'argent que sous sa forme simple, c'est-à-dire séparée du système de crédit et de ses fonctions de prêt et d'emprunt. Ce n'est qu'à la cinquième section du livre troisième du *Capital* que Marx aborde en détail le crédit et le capital porteur d'intérêt.

Nous n'allons pas analyser toutes les nuances de ce processus, car ce qui nous intéresse ici est tout simplement de souligner son existence en tant que manifestation singulière de la complexification du processus d'accumulation, de la dynamique du capitalisme. Autrement dit, il nous importe surtout de constater comment la logique abstraite du capital produit de phénomènes particuliers dans la réalité économique.

Le trait le plus remarquable de la fonction crédit est que le capital en tant que tel devient une marchandise. Pourquoi ? Parce que, si dans la production capitaliste il est possible de convertir de l'argent en capital, qui devient alors, de valeur donnée qu'il était, une valeur qui s'accroît et fructifie par elle-même, l'argent prend dans le capitalisme une valeur d'usage particulière, celle de fonctionner comme capital, de faire du profit. C'est en cette qualité de capital potentiel, d'instrument à produire du profit, que l'argent se fait marchandise dans le système de crédit<sup>460</sup>. Certes, nous avons déjà vu que le capital fait fonction de capital-argent et de capital-marchandise, mais sous aucune de ces deux formes le capital, en tant que tel, ou l'argent sous forme de capital, ne devient marchandise.

Si une personne qui détient un capital virtuel de 100 l. st. ne veut pas en faire un usage productif et le cède à quelqu'un d'autre qui l'utilise réellement comme capital, cette personne donne à l'autre individu le pouvoir de produire un certain profit (disons 20 l. st.). Si, en fin d'année, la deuxième personne verse au possesseur des 100 l. st. une somme de 5 l. st., ce qui représente une partie du profit produit, elle paie ainsi la valeur d'usage de fonction de capital des 100 l. st., fonction qui a consisté à produire 20 l. st. Cette part du profit qu'elle lui paie s'appelle intérêt (*Zins*) et correspond à une partie du profit que le capitaliste actif doit payer au propriétaire du capital, au lieu de la mettre dans sa poche<sup>461</sup>.

---

<sup>460</sup> Cf. MARX K., *Le capital, livre troisième, tome II*, Paris, Editions sociales, 1974., p. 7-8 (MEGA II/15, p. 330-1).

<sup>461</sup> Cf. *Ibid.*, p. 8 (MEGA II/15, p. 331).

Il est intéressant de noter qu'ici le capital apparaît très nettement comme un rapport privé à soi-même, sans intermédiaire : « Le rapport du capital à soi-même, tel qu'il apparaît quand on considère le procès capitaliste de production dans son ensemble et comme unité, et dans lequel le capital est de l'argent qui engendre de l'argent, lui est conféré ici, sans mouvement intermédiaire, comme un caractère propre, comme sa détermination spécifique. C'est dans cette spécificité qu'il est cédé lorsqu'il est prêté comme capital-argent »<sup>462</sup>.

Ainsi, le profit rapporté sous la forme d'intérêt ne paraît plus résulter du procès de production, tout se passe comme si le capital prêté n'avait jamais perdu sa forme d'argent. De A-M-A', sa formule apparaît directement comme A-A', comme production automatique de profit. Mais comment se détermine la valeur de la marchandise-capital ? Selon Marx, le partage du profit en intérêt et profit d'entreprise est réglé par l'offre et la demande, c'est-à-dire par la concurrence, tout comme le prix de marché des marchandises, mais à la différence des autres marchandises, pour lesquelles le prix de production apparaît comme le véritable régulateur caché du prix de marché, notamment lorsque l'offre et la demande s'équilibrent, il en va tout autrement avec l'intérêt du capital-argent : « La concurrence ne détermine pas les écarts par rapport à la loi ; bien plus, il n'existe point de loi sur le partage, hormis celle dictée par la concurrence, parce qu'il n'existe aucun taux « naturel » de l'intérêt (...) l'objet à déterminer est en soi quelque chose d'arbitraire et sans loi... »<sup>463</sup>.

Marx souligne que la figure de l'intérêt se consolide à tel point qu'il ne se présente pas comme un partage brut indifférent à la production et n'existant qu'occasionnellement. Même lorsque l'industriel fait fructifier son propre capital, son profit se partage en intérêt et profit d'entreprise. Le premier lui revient en tant que propriétaire du capital et parce qu'il se prête son propre capital ; le second lui revient de par ses fonctions de capitaliste actif. Ainsi le partage simplement quantitatif se change en partage qualitatif<sup>464</sup>.

Il y a ici un double processus de fétichisation du capital. D'un côté, tout se passe comme si l'intérêt apparaissait comme une survaleur que le capital rapportait en tant que tel, et qu'il rapporterait même sans utilisation productive, comme si l'intérêt était le fruit du capital en soi, de la propriété capitaliste. De l'autre, du point de vue du capitaliste actif, le profit d'entreprise se présente comme indépendant de la possession de capital, comme l'aboutissement de ses fonctions de non-possesseur, de « travailleur » : « Dans sa tête se formera nécessairement l'idée que son profit d'entreprise – loin de s'opposer de façon

---

<sup>462</sup> *Ibid.*, p. 13 (MEGA II/15, p. 337).

<sup>463</sup> *Ibid.*, p. 24 (MEGA II/15, p. 348).

<sup>464</sup> *Ibid.*, p. 41 (MEGA II/15, p. 365).



quelconque au travail salarié et d'être seulement du travail d'autrui non payé – s'identifie plutôt à une *rémunération de travail* ou de surveillance, *wages of superintendence of labour* ; il considère que son salaire est supérieur à celui d'un simple salarié, 1<sup>o</sup> parce que son travail est plus complexe ; 2<sup>o</sup> parce qu'il se rétribue lui-même »<sup>465</sup>.

La thèse de Marx est donc celle selon laquelle « avec le capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée (*fetischartigste*) »<sup>466</sup>. Dans la mesure où le capital semble être la source mystérieuse de survaleur, créant d'elle-même l'intérêt, le capital apparaît comme simple objet, et pas du tout comme un rapport, ou au moins comme un processus, comme c'était encore le cas pour la formule A-M-A' :

C'est donc dans le capital porteur d'intérêt que ce fétiche automate (*automatische Fetisch*) est clairement dégagé : valeur qui se met en valeur elle-même, argent engendrant de l'argent ; sous cette forme, il ne porte plus les marques de son origine. Le rapport social est achevé sous la forme du rapport d'un objet, l'argent, à lui-même (...) l'intérêt se présente maintenant, à l'inverse, comme le fruit proprement dit du capital, comme la chose première ; le profit, par contre, qui prend alors la forme de profit d'entreprise, apparaît comme un simple accessoire et additif qui s'ajoute au cours du procès de reproduction. Ici la forme fétichisée du capital et la représentation du fétiche capitaliste atteignent leur achèvement (...) c'est la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale<sup>467</sup>.

Néanmoins, on peut encore se demander : quel est le rôle effectif du crédit dans la production capitaliste ? Quelle est sa raison d'être ? Selon notre perspective d'interprétation de la dynamique du capitaliste chez Marx, cela doit correspondre à une des manifestations produites par la logique abstraite du capital lorsqu'elle essaie de reconstituer l'existant en fonction de ses postulats. Or, selon Marx, le crédit contribue justement à la diminution des frais de circulation, ce qui répond à un besoin du capital qui a déjà été souligné. Comme le souligne Ruy Fausto, « le capital porteur d'intérêt permet de réduire le temps de circulation en éliminant la nécessité d'attendre la vente de la marchandise, pour que l'achat des éléments du capital puisse s'effectuer de nouveau. Le capital porteur d'intérêt permet au capital d'outrepasser ses limites, en une certaine mesure de vaincre le temps. En ce sens, la forme du capital porteur d'intérêt est au service de la *hybris* du capital. Il est le pur mouvement du capital en tant que marchandise, que sa forme soit la marchandise ou l'argent ; il est le pur mouvement, comme quelque chose qui peut être acquis sur le marché »<sup>468</sup>.

Nous avons vu que l'argent lui-même constitue l'un des frais de la circulation, car il a lui-même une valeur et coûte du travail. L'économie permise par le crédit est triple. Il permet l'absence totale de l'argent dans une grande partie des transactions. Il engendre aussi une

---

<sup>465</sup> *Ibid.*, p. 45 (MEGA II/15, p. 370).

<sup>466</sup> *Ibid.* p. 55 (MEGA II/15, p. 380).

<sup>467</sup> *Ibid.*, p. 56 (MEGA II/15, p. 381).

<sup>468</sup> FAUSTO R., *Le Capital et la Logique de Hegel, op. cit.*, p. 78.

accélération du mouvement du moyen de circulation. D'abord, l'accélération est d'ordre technique, vu que pour une grandeur et une quantité invariables des transactions réelles de marchandises nécessaires à la consommation, une masse moindre d'argent ou de signes monétaires accomplit le même service, ce qui a à voir avec la technique du système bancaire. Ensuite, le crédit accélère la vitesse de la métamorphose des marchandises et, par conséquent, la vitesse de la circulation monétaire. Enfin, par la substitution du papier à la monnaie d'or, on assiste à une accélération des différentes phases de la circulation, de la métamorphose des marchandises, outre la métamorphose du capital, ce qui accélère le procès de reproduction en général.

Par ailleurs, le crédit permet de garder plus longtemps séparés les actes de l'achat et de la vente et sert donc de base à la spéculation. De même, on constate une contraction des fonds de réserve, ce qui correspond à une diminution du moyen de circulation, mais aussi à une réduction de la partie du capital qui doit toujours exister sous forme d'argent. En outre, le crédit aide à produire l'égalisation du taux de profit.

Le crédit est également responsable de la constitution de sociétés par action. Les conséquences en sont l'extension énorme de l'échelle de la production et la constitution d'entreprises qui auraient été impossibles pour des capitaux isolés ; la formation d'un capital effectivement social (capitaux d'individus associés) par opposition au capital privé<sup>469</sup> ; la transformation du capitaliste réellement actif en un simple dirigeant et administrateur de capital d'autrui et des propriétaires de capital en simples propriétaires, en simples capitalistes financiers, puisque dans la société par actions la fonction est séparée de la propriété du capital<sup>470</sup>. Dans ce dernier cas, même si les dividendes que les actionnaires touchent incluent l'intérêt et le profit d'entreprise, ce profit total sera perçu directement sous la forme d'intérêt, c'est-à-dire comme simple rémunération pour la propriété du capital.

Marx remarque aussi (et Engels plus encore dans une note qu'il a lui-même ajoutée) que dans certaines sphères la société par actions établit le monopole, provoquant ainsi l'immixtion de l'État. Elle fait ainsi renaître une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle espèce de parasites, ainsi que tout un système de « filouterie » et de fraude au sujet de la fondation, de

---

<sup>469</sup> Marx y voyait même la suppression du capital en tant que propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste lui-même Cf. MARX K., *Le capital, livre troisième, tome II, op. cit.* p.102 (MEGA II/15, p. 427-8).

<sup>470</sup> Pour Marx, ce processus constituait l'apogée de l'aliénation des moyens de production vis-à-vis des producteurs actifs, de leur opposition, en tant que propriété étrangère à tous les individus réellement actifs dans la production, depuis le directeur jusqu'au dernier journalier. Cf. *Ibid.* p.102 (MEGA II/15, p. 428).

l'émission et du trafic d'actions. D'après Marx, il s'agit là d'une production privée sans le contrôle de la production privée<sup>471</sup>.

### **2.11 Essence et apparence : la double dynamique du capitalisme**

Nous venons de voir que le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée, avec le processus de financiarisation de l'économie. Dans la dernière section du livre III du *Capital*, consacrée aux revenus et à leurs sources, Marx systématise sa conception du *fétichisme du capital*. La notion centrale ici est celle de *formule trinitaire* : capital (profit, intérêt), terre (rente foncière) et travail (salaire). Selon Marx, cette formule, traditionnellement utilisée dans l'économie politique vulgaire pour indiquer les sources des revenus annuels, englobe et synthétise les mystères du procès social de production, dans la mesure où ces prétendues sources de la richesse apparaissent comme autonomes les unes envers les autres. Le capital y apparaît notamment comme un objet capable de générer des revenus à partir de lui-même ; son caractère de rapport social d'exploitation y est effacé. À côté du capital, qui correspond à un élément de production qui fait partie d'un mode de production historiquement déterminé, nous avons deux éléments du procès de travail communs à tous les modes de production, qui donc n'ont rien à voir avec la forme sociale du procès de travail. En outre, chaque source est rapportée à son produit propre et celui-ci est considéré comme un élément tiré d'elle-même, produit par elle. Par exemple, selon cette formule, la terre en tant que telle créerait de la valeur. Finalement, le revenu du salaire apparaît comme la seule production de valeur du travail en tant que tel. On voit que la notion de survaleur disparaît complétement dans cette formule.

Marx montre ainsi que l'économie politique vulgaire ne dépasse pas le niveau de la représentation ordinaire des agents de production :

L'économie politique vulgaire (*Vulgärökonomie*) se borne, en fait, à transposer sur le plan doctrinal, à systématiser les représentations des agents de la production, prisonniers des rapports de production bourgeois, et à faire l'apologie de ces idées. Il ne faut donc pas s'étonner qu'elle se sente tout à fait à l'aise précisément dans cette forme phénoménale aliénée (*entfremdeten Erscheinungsform*) des rapports économiques, phénomène évidemment absurde et parfaitement contradictoire — d'ailleurs toute science serait superflue si la forme phénoménale (*Erscheinungsform*) et l'essence des choses se confondaient — ; il n'y a pas à s'étonner que l'économie politique vulgaire se sente ici particulièrement dans son élément et que ces rapports lui paraissent d'autant plus évidents, que leurs liens internes restent plus dissimulés, tandis que ces rapports sont courants dans la représentation qu'on s'en fait ordinairement<sup>472</sup>.

---

<sup>471</sup> Cf. *Ibid.*, p. 104 (MEGA II/15, p. 429).

<sup>472</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome III, op. cit.*, p. 196 (MEGA II/15, p. 792). Traduction modifiée

Marx essaie ainsi de montrer l'irrationalité d'une telle compréhension, une fois qu'on met chaque fois en relation deux grandeurs incommensurables. Ainsi, nous avons une valeur d'usage, la terre, qui ne possède aucune valeur, et la valeur d'échange, la rente, de sorte qu'un rapport social conçu comme un objet est mis en relation avec la nature. De même, dans le rapport capital-intérêt, où toute médiation disparaît, on a l'absurdité d'une valeur qui a plus de valeur qu'elle ne vaut. Ou encore, l'économiste vulgaire peut même abandonner complètement le capital en tant que valeur et mettre en relation le capital compris comme une valeur d'usage (machines, matières premières, etc.) et la survaleur, qui est un rapport social. En fait, selon Marx, le profit du capital (y compris l'intérêt) et la rente foncière sont simplement des éléments particuliers de la survaleur dont la source est le surtravail. Finalement, il y a derrière le rapport travail-salaire l'idée d'un « prix du travail », qui est également irrationnelle, puisque le travail étant la substance de la valeur (et le prix une forme déterminée de la valeur) il ne peut avoir lui-même de valeur ou de prix – seule la force de travail peut en avoir un.

Marx rappelle alors qu'il avait déjà démontré que cette mystification des rapports sociaux renvoie aux catégories les plus simples du mode de production capitaliste (la marchandise et l'argent) et même de la production marchande, comme nous l'avons vu avec les notions de fétichisme de la marchandise et de fétichisme de l'argent. Dans ce fétichisme, les rapports sociaux apparaissent comme des propriétés des choses, des éléments matériels qui leur servent de substrats (marchandise), ou alors directement comme une chose (argent). Selon Marx, toutes les formes de société connaissant la production marchande et la circulation d'argent participent à cette mystification, qui témoignent d'une socialisation indirecte et non maîtrisée par les hommes, qui se réalise à travers des objets.

Dans le mode de production capitaliste, cet univers magique et renversé connaît encore d'autres développements<sup>473</sup>. C'est un fétichisme propre au capital, où le rapport fondamental d'exploitation du travail est de plus en plus caché et les rapports sociaux apparaissent de plus en plus comme des choses qui rapportent de la valeur de manière autonome.

Marx reprend alors tous les points qu'il a développés au cours de son exposé et qui dévoilent progressivement l'aspect mystique du capital. Déjà au niveau de la production, avec le développement de la survaleur relative et des formes de coopération du travail, les forces et les liens sociaux complexes qui en dérivent apparaissent comme étant transférés du travail au capital, de sorte que les forces productives sociales du travail semblent être dues au capital et

---

<sup>473</sup> Cf. *Ibid.*, p. 204 (MEGA II/15, p. 801).

non au travail. Ensuite, nous avons le procès de circulation, où les valeurs et la survaleur que contiennent les marchandises ne semblent pas se réaliser, mais plutôt découler de la circulation elle-même. Le temps de circulation semble être lui aussi producteur de valeur. Dans le passage à la notion de taux de profit, nous avons une nouvelle mystification, car la survaleur n'est plus rapportée à la partie du capital dépensée en travail, dont elle est issue, mais au capital total, lequel semble alors contribuer dans son intégralité à la production de survaleur. En apparence, le profit n'est plus déterminé que de façon secondaire par l'exploitation directe du travail. Cela est encore plus vrai lors de la conversion du profit en profit moyen et des valeurs en prix de production, qui sépare les profits moyens dans les différentes sphères de production de l'exploitation effective du travail. La division du profit en profit d'entrepreneur et en intérêt (sans même parler du profit commercial et bancaire, qui semblent résulter entièrement de la circulation) complète le processus qui donne à la forme de la survaleur une existence autonome et la sclérose par rapport à sa substance, son essence. Enfin, à côté du capital, se place comme source autonome de survaleur la propriété foncière.

Cet ensemble de faits dissimule de plus en plus la véritable nature de la survaleur. En fait, nous avons vu que la séparation et l'atomisation créent dans le rapport marchand une socialisation indirecte, où les rapports sociaux semblent s'imposer aux hommes de manière aliénée. Dans le capitalisme, on a une nouvelle couche de séparation, cette fois entre le travailleur et les moyens de production, qui crée ainsi de nouvelles mystifications et illusions socialement nécessaires, une fois que celles-ci reflètent une séparation, une structure qui est bien réelle. Ainsi, « l'indépendance formelle que les conditions de travail ont acquise vis-à-vis du travail, la forme particulière de cette indépendance par rapport au travail salarié devient alors une qualité inhérente à ces moyens de travail en tant que choses, conditions de production matérielles ; c'est un caractère inné, immanent, qu'ils sont nécessairement en tant qu'éléments de productions »<sup>474</sup>. La participation au procès de production de la terre, d'une part, des moyens de production (outils, matières premières, etc), d'autre part, doit alors se traduire apparemment dans les parts respectives qui leur reviennent comme capital et propriété foncière, ou plutôt échoient à leurs représentants sous forme de profit et de rente.

On assiste ainsi à un processus de naturalisation des rapports sociaux. Si le travail et le travail salarié se confondent, la forme sociale déterminée dans laquelle les moyens de travail font face au travail (qui pour le travail est une forme aliénée, devenue autonome en face de lui) coïncide elle aussi avec l'existence matérielle de ces moyens. Comme il a été dit au début

---

<sup>474</sup> *Ibid.*, p. 203 (MEGA II/15, p. 800).

de ce sous-chapitre, la formule trinitaire accomplit et synthétise bien ce processus complexe de réification et d'autonomisation des rapports sociaux vis-à-vis des agents, qui domine les représentations ordinaires :

Dans la formule capital – profit, ou mieux, capital – intérêt, terre – rente foncière, travail – salaire, dans cette trinité économique qui veut établir la connexion interne entre les éléments de valeur et de richesse et leurs sources, la mystification (*Mystifikation*) du mode capitaliste de production, la réification (*Verdinglichung*) des rapports sociaux, l'imbrication immédiate des rapports de production matériels avec leur détermination historico-sociale se trouvent accomplies ; et c'est le monde enchanté et inversé, le monde à l'envers (*die verzauberte, verkehrte und auf den Kopf gestellte Welt*) où Monsieur le Capital et Madame la Terre, à la fois caractères sociaux, mais en même temps simples choses, dansent leur ronde fantomatique. C'est le grand mérite de l'économie politique classique d'avoir dissipé ces fausses apparences et ces illusions : l'autonomisation (*Verselbständigung*) et la sclérose des divers éléments sociaux de la richesse, la personnification des choses et la chosification (*Versachlichung*) des rapports de production, cette religion de la vie quotidienne<sup>475</sup>.

Pour illusoire et irrationnelles qu'elles soient, les représentations fétichistes n'en participent pas moins à la reproduction des rapports sociaux de production qu'elles mystifient. Elles dictent et inspirent aux différents agents les attitudes et le comportement requis par leurs fonctions respectives dans le procès social de production et reproduction<sup>476</sup>. Donc, les agents réels de production se sentent parfaitement à l'aise avec ces formes aliénées, puisque ces illusions constituent le milieu où ils se meuvent tous les jours et auxquels ils ont affaire. Par contre, les conjonctures, les interférences du marché mondial, le mouvement des prix de marché, les périodes de crédit, les cycles de l'industrie et du commerce, les alternances de prospérité et de crise sont des phénomènes, des effets de leur action qui échappent à leur contrôle et leur apparaissent « comme des lois naturelles toutes-puissantes, expression d'une domination fatale et qui se manifestent à eux sous l'aspect d'une nécessité aveugle »<sup>477</sup>.

On voit ainsi se dessiner une dynamique du capitalisme assez cohérente qui correspond à une progressive autonomisation des rapports sociaux capitalistes à l'égard de leurs propres conditions matérielles et sociales ainsi que des acteurs sociaux. Certains y voient même la dynamique et le trait le plus important de la critique de l'économie politique entreprise par Marx :

Si l'on avait à résumer en une seule formule la critique marxienne de l'économie politique comme monde, autrement dit sa critique de l'univers capitaliste, on pourrait dire qu'il dénonce en lui *un monde à l'envers*, c'est-à-dire un monde dans lequel les producteurs sont dominés par leurs propres produits autonomisés (sous forme de marchandises, d'argent et de capital), un monde dans lequel les hommes sont gouvernés par les choses qui résultent pourtant de leurs propres activités, bien plus : un monde dans lequel les hommes sont sacrifiés à la survie de ces choses fétichisées, érigées en idoles barbares et sanguinaires qui n'hésitent pas à les vouer à la misère et à la mort pour perpétuer leur propre règne<sup>478</sup>.

---

<sup>475</sup> *Ibid.*, p. 207-8 (MEGA II/15, p. 804-5). Traduction modifiée.

<sup>476</sup> Cf. BIHR A., *La logique méconnue du « Capital »*, Lausanne, Page Deux, 2010., p. 112.

<sup>477</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome III, op. cit.*, p. 208 (MEGA II/15, p. 805).

<sup>478</sup> BIHR A., *La logique méconnue du « Capital »*, op. cit., p. 13.

Le seul problème avec cette interprétation est qu'elle tend parfois à négliger la plupart des développements du *Capital* comme des éléments secondaires. En fait, cette dynamique d'autonomisation et de fétichisation du capital correspond à une dimension spécifique, celle des « représentations des agents de la production, prisonniers des rapports de production bourgeois ». Certes, l'apparence des rapports sociaux capitalistes, leur forme phénoménale, constitue une illusion socialement nécessaire. Comme le montre Franck Fischbach, ce que Marx retient de la logique de l'essence de Hegel, ce n'est pas tant la thèse selon laquelle ce qui apparaît manifeste réellement l'essentiel<sup>479</sup>, que la conséquence de cette thèse, à savoir que le plan de l'apparaître possède une consistance tout aussi réelle et effective que la consistance du plan essentiel. Dans l'exemple qu'il privilégie, la forme-salaire est la forme phénoménale sous laquelle apparaît le plan essentiel de la valeur et du prix de la force de travail. Cette forme phénoménale (le salaire en tant que prix du travail) cache aux agents sociaux le ressort fondamental du mode de production auxquels ils appartiennent, qui est l'exploitation et la production de surtravail sous la forme de survaleur par le biais de la vente et de l'achat de la marchandise particulière « force de travail ». Il y a même plus : contre Hegel, la nature du rapport essentiel est rendu invisible à cause d'une manière d'apparaître correspondant au contraire de ce qu'il est réellement. Le rapport apparaît en effet comme un rapport de parité entre deux individus libres et juridiquement égaux, entre deux possesseurs de marchandises, entre un acheteur et un vendeur. Mais en fait le vendeur de la force de travail est obligé de le faire, car il ne peut survivre autrement – en réalité, il n'est pas libre du tout. À travers cet exemple, Fischbach montre ainsi que la représentation de l'acheteur et du vendeur de force de travail comme des personnes également libres est une reproduction *nécessairement* engendrée et produite dans les esprits de manière inconsciente par les rapports essentiels et réels eux-mêmes, par leur mode nécessaire d'apparaître<sup>480</sup>.

Néanmoins, nous avons cherché à insister sur le fait que, pour la théorie *critique* de Marx, la dynamique propre de la dimension essentielle du capitalisme est aussi « essentielle » que sa dimension phénoménale réifiée. Cela parce que Marx insiste sur le fait que le capital a besoin du capitaliste. Or, l'interprétation qui se focalise beaucoup trop sur le phénomène du fétichisme peut avoir une conception très passive des acteurs sociaux, y compris du

---

<sup>479</sup> « L'apparence est l'essence elle-même dans la détermination de l'être » (HEGEL G.W.F., *Science de la logique : Tome 1, La logique objective, deuxième livre, La doctrine de l'essence*, 2e édition revue et corrigée., Paris, Editions Kimé, 2010, p. 15; GW 11, p. 248).

<sup>480</sup> Cf. FISCHBACH F., *Philosophies de Marx, op. cit.*, p.164-180.

capitaliste, et perdre de vue que les capitalistes agissent et produisent une dynamique spécifique du capitalisme, même s'ils sont dominés par des représentations illusoires. En fait, ces représentations rendent possible la mise en place des tendances inhérentes au capital, comme nous l'avons vu à propos du fétichisme de l'argent, qui éveille la soif d'or, la passion d'enrichissement du capitaliste et permet ainsi la mise en place de l'abstraction capitaliste. De même, plus généralement, ces représentations spontanées assurent la *légitimation immanente* au mode de production et d'exploitation capitaliste, c'est-à-dire sans dépendre d'éléments culturels, religieux ou politiques. Comme le remarque Jürgen Habermas :

La forme traditionnelle de légitimation de la domination fait faillite. Le capitalisme se définit par un mode de production qui non seulement pose ce problème mais aussi le résout. Il offre une légitimation de la domination qui ne descend plus du Ciel de la tradition culturelle mais peut être établie sur la base du travail social. L'institution du marché, où des propriétaires privés échangent des marchandises, jusques et y compris le marché où des personnes privées dépourvues de propriété échangent pour toute marchandise leur force de travail, promet la justice de l'équivalence dans les relations d'échange<sup>481</sup>.

Ni la nature de l'abstraction capitaliste cependant, ni ses effets dans la réalité ne se confondent avec la représentation fétichiste de l'argent, par exemple. Il faut donc aussi s'interroger sur la nature spécifique de ce mode d'*action* des capitalistes ainsi que sur ses conséquences, ses limites et tensions en termes de dynamique du capitalisme. Ainsi, si l'on revient à l'exemple de la forme-salaire, il est également important de voir comment celle-ci dépend historiquement de l'expropriation des producteurs, de la séparation entre moyens de production et travailleur, comme Marx nous raconte dans le chapitre sur l'accumulation originaire. De même, il est essentiel de vérifier comment ce rapport évolue aux cours du procès de reproduction élargie du capital, tel que Marx nous le montre, par exemple, dans les parties sur la grande industrie et sur la surpopulation relative. Il y a en effet des phénomènes de domination et d'exploitation, de pathologies sociales et de situations de souffrance et misère, qui sont tout à fait irréductibles au schéma du fétichisme et à la dimension de la représentation. Ce sont des phénomènes qui ne peuvent être analysés qu'à travers la prise en compte de la nature de la pratique des capitalistes, de la logique abstraite qui l'anime.

De cette façon, comme le montre Fischbach, lorsque Marx critique le rapport *essentiel* ou *réel* de travail sous le capitalisme, le travail salarié, il le fait en critiquant la dimension même de la réalité, où on constate, malgré les apparences, une inégale liberté, puisque le prolétaire serait empêché de vivre s'il ne trouvait pas preneur pour sa force de travail, alors que le capitaliste pourrait vivre sans acheter de force de travail. Il s'agit d'une inégalité *réelle* entre des capacités d'agir (l'une est empêchée, l'autre pas) et des formes de vie (l'une est

---

<sup>481</sup> HABERMAS J., *La Technique et la science comme « idéologie »*, Gallimard., Paris, Gallimard, 1990, p. 30.



hétéronome, l'autre est au moins partiellement autonome)<sup>482</sup>. Rien n'empêche pourtant qu'un même concept naturaliste de liberté<sup>483</sup> déterminé depuis les *Manuscrits de 1844*, selon lequel est essentielle à l'homme comme à tout être vivant sa capacité à déployer par lui-même son (auto)activité d'être vivant, puisse fournir le cadre à partir duquel Marx critique à la fois le fétichisme et le rapport d'exploitation<sup>484</sup>. Cela ne peut cependant nous amener à confondre les deux niveaux de la réalité et de la représentation, d'autant plus que c'est dans la première qu'on retrouve des phénomènes qui renvoient plus directement aux différences de classe et potentiellement à la lutte de classes (ce qui est fondamental pour l'analyse marxienne), alors que dans le cas du fétichisme, aussi bien le capitaliste que l'ouvrier sont soumis à des telles illusions socialement nécessaires.

Bihr lui-même reconnaît que les motifs de la critique marxienne de l'économie politique et du capitalisme en général sont multiples : l'exploitation et la domination du travail salarié par le capital, le processus historique d'expropriation des producteurs, les contradictions et crises, etc. Mais il pense que la critique du fétichisme peut résumer tout cela en la formule de la dénonciation du monde à l'envers, ce qui l'amène à tout réduire au seul plan de la représentation, de l'apparence. Toutefois, pour comprendre la domination capitaliste, il faut

---

<sup>482</sup> Cf. FISCHBACH F., *Philosophies de Marx, op. cit.*, p. 173-4.

<sup>483</sup> L'expression est de Fischbach (*Ibid.*, p. 175).

<sup>484</sup> Dans les *Manuscrits de 44* nous pouvons trouver la manière dont Marx associe la critique de la religion avec la critique du travail aliéné dans le capitalisme à partir de l'autoactivité, comme le souligne Fishbach : « Finalement, l'extériorité du travail pour le travailleur apparaît en ceci qu'il n'est pas son travail propre, mais le travail d'un autre, en ceci qu'il ne lui appartient pas, en ceci qu'en lui il ne s'appartient pas à lui-même mais appartient à un autre. De même que, dans la religion, l'autoactivité de l'imagination humaine, du cerveau humain et du cœur humain agit indépendamment de l'individu, c'est-à-dire agit sur lui comme une activité étrangère, en tant qu'activité divine ou diabolique, de même l'activité du travailleur n'est-elle pas son autoactivité. Elle appartient à un autre, elle est la perte de soi-même » (MARX K., *Les manuscrits économique-philosophiques de 1844*, Paris, Vrin, 2007, p. 120-1.) Or, nous avons vu qu'au livre III du *Capital* Marx identifie le fétichisme à « une religion de la vie quotidienne », ce qui nous permet de supposer non seulement qu'il semble maintenir en la maturité sa perspective de jeunesse selon laquelle la critique de la religion est le modèle originaire de critique, mais que le paradigme de l'autoactivité lui fournit toujours le critère général de critique sociale, comme il établissait depuis 1843 : « Pour l'Allemagne, la critique de la religion est finie en substance. Or, la critique de la religion est la condition première de toute critique (...) Le fondement de la critique irréligieuse est celui-ci : *l'homme fait la religion*, ce n'est pas la religion qui fait l'homme » (MARX K., *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, Edition Allia, 1998, p. 7). La seule différence est que la critique du travail aliéné concerne plus directement un rapport de classe, alors que la critique du fétichisme peut concerner indistinctement tous les agents sociaux. Une autre façon d'exprimer cette thèse est celle que souligne Dardot et Laval : « Cette émancipation humaine, posée comme horizon de la révolution, est pensée sur le mode de la réappropriation par l'individu de ses forces aliénées (...) En d'autres termes, la logique du propre, et plus exactement de la *propriété de soi* est le principe constant de la philosophie de Marx... » (DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012, p. 685). Dans ce cas, l'ouvrage de référence est *La Question Juive* : « Toute émancipation consiste à rapporter le monde humain, le monde des rapports à *l'homme lui-même* » (MARX K., D. BENSÂÏD, *Sur la Question juive*, Paris, La Fabrique éditions, 2006.p. 63). Ainsi, la critique de l'aliénation rejoint la perspective normative illuministe de l'autonomie et de la liberté, aussi bien individuelle que collective. En ce qui concerne le travail, par exemple, cela revient à affirmer que l'horizon normatif de la critique de l'aliénation est l'auto-organisation collective du procès de travail par les travailleurs eux-mêmes.

aussi comprendre l'action effective de ses porteurs, la dynamique effective du capitaliste, et c'est bien ce que Marx essaie de faire dans la plupart du *Capital*, tel que nous avons cherché à le montrer au cours de cette première partie.

À côté donc d'une dynamique propre à la dimension de la représentation marquée par un processus d'autonomisation et de réification des rapports sociaux, il faut constater une dynamique effective du capitalisme, propre à la dimension des rapports essentiels. C'est justement la scène où la logique abstraite du capital restructure l'existant, la réalité concrète. Nous avons donc une double dynamique qui s'imbrique mais qui ne se confond pas au cours de l'exposé du *Capital*. Comme nous avons vu dans le sous-chapitre consacré au fétichisme de la marchandise, Marx inaugure une démarche qu'il reprendra tout au long du *Capital*, selon laquelle chaque moment de l'exposé de la structure (ce qui se passe effectivement au niveau des pratiques sociales) donnera lieu à l'analyse des représentations qu'il implique de la part des agents considérés selon leur position dans ce dispositif<sup>485</sup>.

À côté de la dynamique d'autonomisation et de fétichisation des rapports sociaux dans la dimension de la représentation, nous avons alors une dynamique dans la dimension essentielle ou réelle du capitalisme marquée par les tendances à l'augmentation de la productivité, à l'expansion des marchés, à la concentration des moyens de production, à la socialisation du travail, à l'accélération de la circulation et au développement des moyens de transports et de communication, de densification organisationnelle, de commercialisation et de financiarisation, en somme, à l'élargissement et à la complexification du procès d'accumulation et de reproduction du capital, qui répondent aux tentatives toujours renouvelées de matérialisation des *idéalisations* posées par l'abstraction capitaliste. Parmi les nombreux passages où Marx essaie de toucher à quelques-unes de ces tendances, on peut citer le suivant :

Trois faits principaux de la production capitaliste: 1. Concentration des moyens de production en peu de mains; ainsi ils cessent d'apparaître comme la propriété des ouvriers qui les utilisent directement et se transforment, au contraire, en puissances sociales de la production. Mais, d'abord, ils apparaissent comme propriété privée des capitalistes. Ceux-ci sont les *trustees* [syndics] de la société bourgeoise, mais ils empochent tous les fruits qui résultent de cette fonction. 2. Organisation du travail lui-même comme travail social: par la coopération, la division du travail et la liaison du travail et des sciences de la nature. Dans les deux sens, le système de production capitaliste abolit la propriété privée et le travail privé, quoique sous des formes contradictoires. 3. Constitution du marché mondial. Par rapport à la population, l'énorme force productive, qui se développe dans le cadre du mode de production capitaliste, et l'accroissement des valeurs-capital (pas seulement de leur substrat matériel), même s'il n'a pas lieu dans la même proportion, qui augmentent bien plus vite que la population, entrent en contradiction avec la base du profit de laquelle s'exerce cette énorme force productive et qui, relativement à l'accroissement de

---

<sup>485</sup> Cf. BIDET J., *Explication et reconstruction du Capital*, op. cit., p. 77.

richesse, s'amenuise de plus en plus, et avec les conditions de mise en valeur de ce capital qui s'enfle sans cesse. D'où les crises<sup>486</sup>.

Comme la fin de ce passage le laisse voir, nous allons constater que le « monde enchanté » que produit le fétichisme du capital sur le plan de la représentation ordinaire des agents ne peut être supprimé, selon Marx, qu'à partir du mouvement contradictoire de la dimension effective, essentielle, du capitalisme. C'est sa dynamique elle-même qui crée les conditions de l'abolition du capitalisme, aussi bien en termes matériels que sociaux. C'est la dynamique du capital, pensait Marx, qui produit non seulement la base productive pour une société supérieure, mais aussi l'organisation et la concentration de la classe sociale (le prolétariat) qui va l'instituer. Sa *critique immanente* du capitalisme intervient donc à partir du niveau de l'effectivité, de l'essence. C'est cette critique qui va nous occuper dans le prochain chapitre.

---

<sup>486</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 278 (MEGA II/15, p. 262-3).

## **Chapitre 3 : Au-delà de l'abstraction réelle : le problème du dépassement du capitalisme chez Marx**

### **3.1 La borne immanente et les limites du capital**

Étant donné que Marx élabore une critique de l'économie politique afin de montrer que le rapport capitaliste n'est pas naturel, c'est-à-dire qu'il est un rapport historique et transitoire, comment concevoir le dépassement de ce mode de production dans ce cadre théorique ?

Dans les *Grundrisse* Marx commence à affronter cette question cruciale de manière systématique, après plusieurs années d'études économiques. Selon lui, il faut une analyse immanente et rigoureuse du concept de capital lui-même, c'est-à-dire de la logique qui commande la dynamique capitaliste :

Le développement exact du concept de capital est indispensable, puisque c'est le concept fondamental de l'économie moderne, tout comme le capital lui-même, dont le concept est le contretype abstrait, est le fondement de la société bourgeoise. Si l'on a une conception rigoureuse de la présupposition fondamentale (*Grundvoraussetzung*) du rapport, toutes les contradictions de la production bourgeoise en découleront nécessairement, de même que la frontière où ce rapport pousse au-delà de lui-même (*die Grenze, an der es über sich selbst hinaus treibt*)<sup>487</sup>.

D'un autre côté, Marx remarque à plusieurs reprises qu'il est dans la nature de la logique du capital de dépasser tous les obstacles qui s'opposent à sa dynamique expansive :

Mais le capital, en tant qu'il représente la forme universelle de la richesse – l'argent –, est la tendance sans bornes ni mesure à dépasser sa propre limite. Toute limite est et ne peut être que bornée pour lui (*jede Grenze ist und muß Schranke für es sein*). Sinon, il cesserait d'être capital (...) Dès qu'il ne ressentirait plus une limite déterminée comme un obstacle (*eine bestimmte Grenze nicht mehr als Schranke fühlte*), mais se sentirait bien en elle en tant que limite, c'est qu'il serait lui-même retombé de la valeur d'échange à la valeur d'usage, de la forme universelle de la richesse à une existence substantielle

---

<sup>487</sup> MARX K., *Manuscripts de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 270 (MEGA II/1.1, p. 246). Traduction modifiée.

déterminée de celle-ci. Le capital comme tel crée une survalueur déterminée, parce qu'il ne peut pas en poser une infinie d'un coup ; mais il est le mouvement perpétuel qui tend toujours à créer plus. La frontière quantitative de la survalueur ne lui apparaît que comme un obstacle naturel, comme une nécessité qu'il essaie perpétuellement de surmonter, perpétuellement de dépasser<sup>488</sup>.

Il y a aussi un passage portant sur la valeur autonomisée qu'est l'argent devenu capital :

(...) n'étant jamais qu'une quantité déterminée d'argent (ici capital), sa borne quantitative (*seine quantitative Schranke*) est en contradiction avec sa qualité. Il est par conséquent dans sa nature de tendre constamment à pousser au-delà de sa borne propre (...) Ce qui fait que, pour cette valeur qui tient à soi en tant que valeur, l'accroissement coïncide avec la conservation ; elle ne se conserve précisément que par sa tendance constante à dépasser sa borne quantitative, laquelle est en contradiction avec sa détermination formelle, son universalité intérieure (...) Fixé en tant que richesse, que forme universelle de la richesse, que valeur qui vaut en tant que telle, il est, par conséquent, cette tendance constante à déborder sa borne quantitative : procès sans fin. C'est en cela que consiste exclusivement sa vitalité ; il ne se *conserve* en tant que valeur d'échange différente de la valeur d'usage et valant pour soi que dans la mesure où il se *multiplie constamment*<sup>489</sup>.

On voit ainsi que Marx nous rappelle la spécificité de la logique du capital, précisément son caractère abstrait, qui s'exprime notamment dans une tendance infinie à l'expansion et à l'enrichissement, ainsi que dans une prétention à l'universalité, ce qui se démarque d'une conception substantielle et limitée, particulière, de la richesse. Or, une somme déterminée d'argent peut certes suffire pour une consommation déterminée, mais en tant que représentant de la richesse générale, l'argent ne peut se satisfaire de cette somme déterminée et limitée, car il n'est alors qu'un représentant limité de la richesse générale, ce qui est en contradiction avec sa logique abstraite.

La question qui se pose alors est de savoir comment « ce mouvement d'expansion indéfini doit finir par se heurter à une « frontière où ce rapport pousse au-delà de lui-même », pour reprendre les mots de Marx. En effet, au cours de notre analyse nous avons pu suivre la manière dont Marx décrit la dynamique du capitalisme, la façon dont l'abstraction capitaliste non seulement rencontre des obstacles et des limites dans la réalité concrète, mais aussi essaie de façonner cette réalité elle-même afin de la rendre compatible avec les réquisits posés par sa logique. C'est ainsi que nous avons vu comment la logique du capital produisait constamment des manifestations et des phénomènes particuliers qui comptent comme autant de solutions à ces obstacles, comme par exemple l'introduction des machines et l'application productive des sciences, la formation d'une surpopulation relative, l'accélération de la circulation et la création de nouveaux besoins, la rationalisation, la commercialisation, l'avènement du

---

<sup>488</sup> *Ibid.*, p. 273 (MEGA II/1.1, p. 249).

<sup>489</sup> *Ibid.*, p. 211 (MEGA II/1.1, p. 194). J'ai en partie adopté la traduction que proposent DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012, p. 596.

système de crédit, etc. Rien ne semble capable d'interrompre définitivement l'expansion irrésistible du capital, malgré la tension constante.

Marx lui-même reconnaît la capacité du capital à générer une réalité qui lui est adéquate. Si lors de sa genèse il devait présupposer une série de conditions, maintenant il crée ou pose ces conditions à partir de sa propre action. Par exemple, si le capitalisme utilise d'abord des paysans expropriés, rencontrés par hasard et convertis de force en prolétaires, il fige ensuite le statut de prolétaire, de manière à constituer une population de travailleurs capable de se reproduire de générations en générations, assurant par là sa propre pérennité. Ou encore: si l'échange monétaire et la production de marchandises sont historiquement antérieurs au capitalisme, ils constituent ensuite des conditions de sa reproduction, perpétuellement entretenues par le procès de valorisation du capital<sup>490</sup>.

Le capital apparaît donc comme capable de bien contrôler les variables de sa réalisation en tant que procès social effectif, c'est-à-dire qui met vraiment en place les postulats et les impératifs de l'abstraction capitaliste par la *production* de phénomènes spécifiques qui lui sont fonctionnels. Tout se passe comme si le capital devenait auto-subsistant ou auto-poïétique, comme s'il ne laissait plus de place à l'indéterminé, à l'extérieur, tout devient « endogénéisé » et contrôlable, donc prévisible :

(...) Le capital qui, partant de sa propre réalité, pose lui-même les conditions de sa réalisation (...) Ces présuppositions, qui apparaissaient à l'origine comme des conditions de son devenir et qui, par conséquent, ne pouvaient pas provenir de son action *en tant que capital*, apparaissent à présent comme des résultats de sa propre effectuation, de sa réalité effective, comme étant *posées* par lui-même ; elles apparaissent, *non pas comme des conditions de sa naissance, mais comme des résultats de son existence*. Le capital ne part plus de présuppositions pour devenir, mais il est lui-même présupposé, et, partant de lui-même, il crée lui-même les présuppositions de sa conservation et de sa croissance.<sup>491</sup>

D'un autre côté, nous avons cherché à montrer que l'analyse de Marx n'a jamais laissé d'insister sur la consistance propre de l'existant, sur la manière dont il résiste partiellement

---

<sup>490</sup> Cf. HABER S. et F. MONFERRAND, « Un capitalisme infini ? », *op. cit.*, p. 173-4.

<sup>491</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 399. Traduction modifiée. (MEGA II/1.2, p. 368). Dans la *Logique* de Hegel, ce schéma des présuppositions posées désigne la manière dont quelque chose se pose comme actif en *utilisant* d'abord les conditions de son déploiement avant de les *produire*, attestant ainsi de son effectivité. Dardot et Laval montrent que, chez Hegel, ce schéma est conçu à partir d'une extension ontologique du phénomène de la « réflexion », c'est-à-dire que celle-ci ne correspond plus à un processus psychologique, mais désigne maintenant le fait que certains phénomènes dans le monde sont capables d'intérioriser leurs conditions de possibilité, de les « réfléchir », c'est-à-dire de les « refléter ». Cf. HABER S. et F. MONFERRAND, « Un capitalisme infini ? », *op. cit.*, p. 173 Voir aussi HEGEL, *Science de la logique : Tome I, La logique objective, deuxième livre, La doctrine de l'essence*, 2e édition revue et corrigée., Paris, Editions Kimé, 2010, p. 16ss (GW 11, p. 249ss). Pour une analyse plus complète du schéma des présuppositions posées que Marx emprunte à Hegel, voir DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom, op. cit.*, p. 103ss et 371ss. Voir également les travaux pionniers de Ruy Fausto, notamment *Marx : lógica e política investigações para uma reconstrução do sentido da dialética, tomo II*, Sao Paulo, Ed. brasiliense, coll.« Coleção encanto radical », 1987, p. 149ss.

aux tentatives de subsomption et de façonnement par l'abstraction capitaliste, en résumé, sur la tension qui s'établit entre les idéalizations ou postulats de l'abstraction capitaliste et la concrétude du réel. L'exemple du chapitre VIII du *Capital* consacré à la législation sur les fabriques, mais aussi les passages « écologiques » des *Grundrisse* et du livre troisième du *Capital* sont à ce titre très frappants. La résistance ouvrière et les conflits de classe, mais aussi les limites organiques de la nature montrent à quel point le procès de reproduction élargie du capital est beaucoup plus risqué et complexe, voire contingent, que ne le laissent penser la perspective des présuppositions posées. C'est pourquoi il faut sans doute résister à une conception trop « systémique » ou « automatique » de la dynamique capitaliste. À cet égard, on ne peut qu'être d'accord avec l'interprétation suivante :

Ainsi, Marx semble rester un penseur de la dynamique expansive du capitalisme comme aventure, un penseur de la créativité surprenante et heurtée des processus d'auto-affirmation du capital, pourrait-on dire, plutôt qu'un sombre théoricien de la subsomption de la vie comme *fait accompli* ou encore du « bouclage systémique » de la grande machinerie globale sur elle-même. La forme doit encore s'adapter aux différents aspects de la matière qu'elle rencontre. Sa maturité reste caractérisée (même si cet aspect est sans doute moins prégnant dans le livre II et dans le livre III) par une série de tendances qui conservent leur efficacité et leurs singularités propres. Il est même conforme à l'esprit des textes marxistes d'affirmer que si le capitalisme s'avère si mobile et si inventif, c'est la preuve de sa puissance renversante, mais aussi de sa dépendance persistante à l'égard de milieux où il se trouve et de circonstances qu'il doit assimiler une à une. Typiquement, il y a un processus pénible de restructuration de l'existant plus qu'une création inconditionnée des conditions de l'autodéploiement sans freins du capital<sup>492</sup>.

De cette façon, s'il n'y a pas de bouclage systémique, on peut envisager l'abolition du mode de production capitaliste en tant qu'une forme historique parmi d'autres, c'est-à-dire transitoire. C'est ainsi qu'après le passage sur les présuppositions posées cité ci-dessus, Marx enchaîne avec la considération suivante :

Par ailleurs, cet examen selon une perspective juste mène aussi à des points où s'esquisse l'abolition de la configuration actuelle des rapports de production et donc la naissance d'un mouvement, préfiguration de l'avenir. Si, d'une part, les phases pré-bourgeoises apparaissent comme des présuppositions *purement historiques*, c'est-à-dire abolies et dépassées (*Aufgehoben*), les conditions actuelles de la production apparaîtront comme des conditions *en train de s'abolir elles-mêmes* et qui se posent, par conséquent, comme les *présuppositions historiques* d'un nouvel état de société<sup>493</sup>.

Mais comment justifier théoriquement une telle affirmation ? La difficulté reste toujours de concevoir le dépassement des rapports de production actuels. Or, si le processus de restructuration de l'existant est pénible, il n'en reste pas moins vrai que la tendance du capital est de dépasser tous les obstacles et toutes les bornes. Ainsi, Marx évite de concevoir le dépassement du capitalisme à travers une sorte de limite ou de borne extérieure. L'abstraction capitaliste introduit une nouveauté en termes de dynamique historique. En effet, si les autres

---

<sup>492</sup> HABER S. et F. MONFERRAND, « Un capitalisme infini ? », *op. cit.*, 175-6.

<sup>493</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, *op. cit.*, p. 400 (MEGA II/1.2, p. 369).

formes de société (le monde antique) avaient pour but la conservation et semblaient se confiner dans certaines limites au-delà desquelles un processus de transformation sociale avait lieu, la logique du capital produisant le monde moderne internalise la poussée vers le changement, la conservation correspondant à l'accroissement, à l'expansion et à l'insatisfaction :

Dans toutes ces formes, ce qui constitue la base du développement, c'est la reproduction de rapports présumés entre l'individu singulier et sa commune – rapports plus ou moins naturels ou formés historiquement – mais devenus traditionnels – ainsi qu'une existence *objective, déterminée et prédéterminée* pour lui, tant en ce qui concerne ses rapports à ses conditions de travail, qu'à ses compagnons de travail, aux membres de sa tribu, etc. ; par conséquent, ce développement est *a priori limité (beschränkt)*, mais, une fois cette borne (*Schranke*) abolie, il aboutit au déclin et à la ruine (...) Et d'autre part, il (le monde antique) l'est effectivement dans tous les domaines où l'on cherche une figure, une forme close et une délimitation accomplie. Le monde antique est satisfaisant si l'on s'en tient à un point de vue borné (*borniert*) ; tandis que tout ce qui est moderne laisse insatisfait, ou bien, s'il apparaît satisfait de soi, est *vulgaire (gemein)*<sup>494</sup>.

Par conséquent, pour Marx, il ne pourrait exister de barrières extérieures au mode de production capitaliste et donc, ces barrières ou bornes doivent lui être *immanentes*. En effet, si Marx affirme la tendance du capital à surmonter tous les obstacles, il souligne également les chocs, les limites et les obstacles qui constamment ressurgissent au cours du procès de reproduction élargie du capital. Il n'est pas vraiment capable de supprimer tous les obstacles ou bornes :

Mais, si le capital pose chaque limite de ce type comme obstacle (*das Capital jede solche Grenze als Schranke setzt*) qu'il surmonte ainsi de manière *idéelle*, il ne le surmonte pas *réellement* pour autant ; et comme chacun de ces obstacles est en contradiction avec sa détermination et sa destination, sa production se meut dans des contradictions qui sont constamment surmontées, mais tout aussi constamment posées<sup>495</sup>.

Ainsi, même si la tendance du capital est de surmonter tous les obstacles, donc même s'il pose ceci comme son idéal, en réalité il n'est pas capable d'accomplir cette tâche, car il pose en fait lui-même ces obstacles. À tout moment, il est en train d'engendrer de nouveaux obstacles et des contradictions. En revanche, dans le texte allemand on peut constater que Marx emploie souvent de manière distincte les mots « limite » (*Grenze*) et « borne » (ou « obstacle », « barrière ») (*Schranke*). Nous avons déjà discuté de leur signification particulière au premier chapitre, lors de la définition de l'abstraction capitaliste en tant que (mauvais) infini au sens hégélien.

---

<sup>494</sup> *Ibid.*, p. 423-5 (MEGA II/1.2, p. 391-2). Traduction modifiée. Et encore: « Le but poursuivi par toutes ces communautés est la conservation... » (*Ibid.*, p. 431).

<sup>495</sup> *Ibid.*, p. 349 (MEGA II/1.2, p. 322-3).



Maintenant il faut avancer dans l'analyse de ces bornes, car celles-ci introduisent peu à peu un changement majeur, et préparent le terrain pour une véritable transformation, car elles montrent progressivement au capital quelle est sa plus grande borne. Selon Marx, « l'universalité à laquelle le capital aspire se heurte à des obstacles qu'il rencontre dans sa nature propre et qui le font reconnaître lui-même à une certaine phase de son développement comme le plus grand obstacle (*die größte Schranke*) à cette même tendance à l'universalité, le poussant donc à sa propre abolition (*Aufhebung*) »<sup>496</sup>. C'est donc la logique du capital elle-même qui constitue le plus grand obstacle ou la plus grande barrière, c'est elle qui doit être abolie ou supprimée.

Pourquoi l'abstraction capitaliste constitue-t-elle le plus grand obstacle ? Ici il y a quelques présupposés dans l'argument de Marx qui doivent être explicités. Tout d'abord, il y a sa conception matérialiste de l'histoire, préalablement exposée (mais jamais publiée de son vivant) avec Engels dans *L'Idéologie Allemande* et postérieurement résumée dans son fameux avant-propos à la *Contribution à la critique de l'économie politique* :

Dans la production sociale de leur vie, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires et indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un stade de développement de leurs forces productives matérielles (...) À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production présents, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, les rapports de propriété, à l'intérieur desquels elles s'étaient mues jusque-là. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports se changent en chaînes pour ces dernières. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale (...) Une formation sociale ne disparaît jamais avant que ne soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, et jamais de nouveaux rapports de production et supérieurs ne la remplacent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports n'aient éclos au sein même de l'ancienne société (...) À grands traits, on peut désigner comme époques progressives de la formation économique de la société les modes de production asiatique, antique, féodal et le mode de production bourgeois moderne. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagoniste du processus social de production, antagoniste non pas dans au sens d'un antagonisme individuel, mais au sens d'un antagonisme issu des conditions de vie sociale des individus; cependant, les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles de la résolution de cet antagonisme. Avec cette formation sociale, c'est la préhistoire de la société humaine qui s'achève<sup>497</sup>.

De ce point de vue, le mode de production capitaliste et ses rapports de production ne correspondent qu'à un certain stade de développement des forces productives : « Le capital n'est pas, comme le pensent les économistes, la forme *absolue* de développement des forces productives »<sup>498</sup>. Ainsi, selon cette conception de l'évolution historique, les rapports de

---

<sup>496</sup> *Ibid.*, p. 349 (MEGA II/1.2, p. 323). Traduction modifiée.

<sup>497</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique : Introduction à la critique de l'économie politique dite « de 1857 »*, Paris, Les Éditions Sociales, 2014, p. 63-4 (MEW 13, p. 8-9). Voir aussi MARX K. et F. ENGELS, *L'idéologie allemande : Tomes 1 et 2, Edition bilingue allemand-français*, Paris, Les Éditions Sociales, 2014.

<sup>498</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I, op. cit.*, p. 355. (MEGA II/1.2, p. 327)

production capitalistes ont pour « tâche » de développer les forces productives jusqu'à un certain point, au-delà duquel ils deviennent des entraves à ce développement et doivent être dépassés. Mais la spécificité du capitalisme, comme nous l'avons vu, consiste en ce que sa tendance au développement et à l'expansion est infinie, et, comme moyen pour le procès d'accumulation, le capital développe le procès de production et de circulation. C'est pourquoi la seule borne indépassable pour le capital ne peut être que lui-même, sa logique spécifique, qui à un certain moment devient elle-même une entrave au développement des forces productives :

Les stades de production antérieurs du capital apparaissent, si on les envisage du point de vue du capital, comme autant d'entraves aux forces productives. Mais le capital lui-même, si on le comprend bien, apparaît comme une condition du développement des forces productives, aussi longtemps qu'elles ont besoin d'un stimulant extérieur, lequel apparaît en même temps comme une bride qui les freine. Une discipline qui leur est imposée, et qui devient superflue et gênante lorsqu'elles ont atteint un certain niveau de développement<sup>499</sup>.

On voit ainsi que si l'abstraction capitaliste, avec sa tendance à l'accumulation infinie de richesse abstraite apparaît dans un premier temps comme un vecteur adéquat et nécessaire au développement des forces productives, elle devient dans un deuxième temps un point de vue borné et limité par rapport à la poursuite de ce développement. Mais pourquoi limité ? À ce titre, Marx souligne les limites de la logique du capital :

Ces limites immanentes doivent coïncider avec la nature du capital, avec ses déterminations essentielles et fondamentales. Ces *limites* nécessaires sont :

- 1) le *travail nécessaire* comme limite de la valeur d'échange de la puissance de travail vivante ou du salaire de la population industrielle ;
- 2) la *survaleur* comme limite du surtemps de travail et, par rapport au surtemps de travail relatif, comme obstacle au développement des forces productives ;
- 3) ce qui est la même chose, la *transformation en argent*, la valeur d'usage tout simplement comme limite de la production ; ou encore l'échange fondé sur la valeur ou la valeur fondée sur l'échange comme limite de la production. C'est :
- 4) la même chose encore, en tant que *limitation de la production de valeurs d'usage* par la valeur d'échange ; ou encore que la richesse réelle doit, pour devenir un objet de la production, prendre une forme *déterminée*, différente de la valeur d'échange elle-même et donc pas absolument identique à elle<sup>500</sup>.

Marx illustre ces limitations avec le phénomène de la surproduction, lequel sera exposé plus en détail plus tard. De même, Marx rappelle que le capital oblige les ouvriers à fournir du surtravail au-delà du travail nécessaire. Non seulement le travail nécessaire y apparaît comme la limite du salaire, mais la survaleur et le surtravail apparaissent également comme conditions du travail nécessaire, car le capitaliste ne pose le travail nécessaire que dans la mesure où il est surtravail et lui rapporte une survaleur. C'est pourquoi il restreint le travail et

---

<sup>499</sup> *Ibid.*, p. 355. (MEGA II/1.2, p. 327)

<sup>500</sup> *Ibid.*, p. 355 (MEGA II/1.2, p. 327).

la création de valeur. Donc, « le capital, en posant un obstacle qui lui est *spécifique*, tout en cherchant par ailleurs à s'étendre au-delà de *tout* obstacle, est la contradiction vivante (*der lebendige Widerspruch*) »<sup>501</sup>.

Cette limitation du capital ne devient plus claire dans les *Grundrisse* que lorsqu'on analyse une partie connue sous le nom de « Fragments sur les machines », qui correspond à la sous-section « Capital fixe et développement des forces productives ». Dans cette partie, Marx aborde les transformations cruciales que l'abstraction capitaliste fait subir au procès de travail lorsqu'elle l'intègre au procès de valorisation en tant que simple moment. Il s'agit donc d'un moment crucial de façonnement et de restructuration de l'existant, de la réalité concrète, en l'occurrence le procès de travail, par la logique abstraite du capital. Ici, le phénomène clé est le développement de la machinerie afin de développer la productivité du travail et extraire de la survalueur relative, comme nous l'avons déjà analysé dans le livre I du *Capital* :

Dans la machinerie, le travail objectivé se présente face au travail vivant dans le procès de travail lui-même comme ce pouvoir qui le domine, que le capital est par sa forme, en tant qu'appropriation du travail vivant. L'intégration du procès de travail comme simple moment du procès de valorisation du capital est également posée du point de vue matériel par la transformation du moyen de travail en machinerie et du travail vivant en simple accessoire vivant de cette machinerie. Comme nous l'avons vu, la tendance nécessaire du capital est l'accroissement de la force productive et la négation maximale du travail nécessaire. Et la réalisation de cette tendance, c'est la transformation du moyen de travail en machinerie (...) *Le développement du moyen de travail en machinerie n'est pas fortuit pour le capital, mais il est la réorganisation (Umgestaltung) historique du moyen de travail traditionnel légué par le passé, qui se voit remodelé de manière adéquate au capital. L'accumulation du savoir et de l'habileté, des forces productives générales du cerveau social, est ainsi absorbée dans le capital face au travail et apparaît donc comme propriété caractéristique du capital, et plus précisément du capital fixe...*<sup>502</sup>.

Dans son activité de réorganisation de la production, du procès de travail, en tant que moyen du procès de valorisation, la logique du capital lui donne par conséquent un caractère scientifique et technologique. Cela ne signifie nullement pour autant que cette nouvelle valeur d'usage – la machinerie en soi – soit du capital, d'autant plus que le capital en tant que valeur est indifférent à toute forme déterminée de valeur d'usage. C'est ce qui permet à Marx d'affirmer que « la machinerie ne perdrait pas sa valeur d'usage à partir du moment où elle cesserait d'être du capital. Que la machinerie soit la forme la plus adéquate de la valeur d'usage du capital fixe n'implique nullement que la subsomption du capital sous le rapport

---

<sup>501</sup> *Ibid.*, p. 361. (MEGA II/1.2, p. 334).

<sup>502</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome II, op. cit.*, p. 185-6 (MEGA II/1.2, p. 572-3). Nous soulignons.

social soit le meilleur rapport de production social, le plus adéquat pour l'utilisation de la machinerie »<sup>503</sup>.

Marx fait cette remarque parce qu'il observe que la principale conséquence de cette transformation du procès de production sous l'emprise de la logique abstraite du capital est la constitution d'un procès de production scientifique qui subordonne les puissances naturelles à son service et les fait agir au service des besoins humains, alors que le travail individuel cesse d'apparaître comme productif et est remplacé par les travaux en commun. Mais surtout, ce procès réduit à un minimum le travail humain nécessaire, la dépense de force, de nerfs et de muscles. L'homme se comporte désormais plutôt en surveillant et en régulateur du procès de production, le travail n'apparaît plus autant comme inclus dans la production. D'un autre côté, c'est le savoir social général, la connaissance ou ce que Marx appelle *general intellect* qui est devenu la force productive immédiate.

Or, le problème est que dans la même mesure où le temps de travail est posé par le capital comme seul élément déterminant dans la constitution de la valeur et du coup de la survaleur, le travail immédiat et sa quantité disparaissent en tant que principe déterminant de la production en tant que création de valeurs d'usage en face du travail scientifique général, de l'application technologique des sciences naturelles. C'est pourquoi Marx croit que « le capital travaille ainsi à sa propre dissolution (*Auflösung*) en tant que force dominante de la production »<sup>504</sup> :

Le capital est lui-même la contradiction en procès (*der processirende Widerspruch*), en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie ou de mort – pour le travail nécessaire. D'un côté donc, il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est affecté. De l'autre, il veut mesurer au temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, et les emprisonner dans les limites qui sont requises pour conserver comme valeur la valeur déjà créée. Les forces productives et les relations sociales – les unes et les autres constituant deux faces différentes du développement de l'individu social – n'apparaissent au capital que comme des moyens, et ne sont pour lui que des moyens de produire à partir de la base bornée qui est la sienne. Mais ce sont en fait les conditions matérielles qui vont permettre de faire sauter cette base<sup>505</sup>.

On voit ainsi que la tendance du capital à augmenter par tous les moyens le temps de surtravail de la masse – vu que sa richesse consiste directement en l'appropriation de temps de surtravail et que son but est la valeur, non la valeur d'usage – finit par contribuer, malgré

---

<sup>503</sup> *Ibid.*, p. 188 (MEGA II/1.2, p. 574).

<sup>504</sup> *Ibid.*, p. 188 (MEGA II/1.2, p. 577).

<sup>505</sup> *Ibid.*, p. 194 (MEGA II/1.2, p. 582).

le capital lui-même, à la création des moyens du temps social disponible, tendant à réduire le temps de travail pour toute la société. Dès lors, s'annonce de plus en plus l'impossibilité d'enchaîner la croissance des forces productives à l'appropriation de surtravail d'autrui. Il faut que la masse ouvrière elle-même s'approprie son surtravail.

En fait, on peut désormais mieux comprendre la limitation du capital, qui réside aussi dans sa compréhension de la richesse en tant que richesse abstraite, en tant que valeur, toujours mesurée par le temps de travail immédiat. Or, ce type de richesse ne correspond plus aux potentialités libérées par le stade actuel des forces productives, et c'est pour cela qu'elle devient une entrave à la poursuite de son développement :

La richesse réelle se manifeste plutôt – et c'est ce que dévoile la grande industrie – dans l'extraordinaire disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit, tout comme dans la discordance qualitative entre un travail réduit à une pure abstraction et la force du procès de production qu'il contrôle (...) Le *vol du temps de travail d'autrui, sur quoi repose la richesse actuelle*, apparaît comme une base *misérable* comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. Le *surtravail de la masse* a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le *non-travail de quelques-uns* a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange (*Damit bricht die auf dem Tauschwerth ruhnde Production zusammen*), et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction<sup>506</sup>.

Marx envisage donc une autre forme sociale sur la base du nouveau stade de productivité, où aurait lieu le libre développement des individualités, où l'on ne réduirait pas le temps de travail pour poser du surtravail comme dans le capitalisme, mais où l'on réduirait le travail nécessaire à un minimum pour permettre la formation artistique, scientifique, etc. de tous les individus grâce au temps libéré. Ce n'est plus alors le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse. Le temps de travail comme mesure de la richesse pose la richesse comme fondée sur la pauvreté et le temps disponible en opposition au temps de surtravail, ce qui le mène à dégrader l'individu au rang de simple travailleur.

Au début de cette partie, nous avons vu comment selon Marx l'époque du mode de production capitaliste est très profondément marquée par l'appropriation de la sphère de la production et du procès de travail par l'abstraction capitaliste, qui le change en un simple moyen pour le procès de valorisation. Ainsi, une bonne partie du livre I du *Capital* est consacrée aux phénomènes particuliers qui apparaissent comme les résultats d'une telle entreprise de façonnement et de reconstitution de la production, ce qui culmine avec le machinisme, la forme la plus adéquate à la production capitaliste. En même temps, nous

---

<sup>506</sup> *Ibid.*, p. 193 (MEGA II/1.2, p. 582).

avons cherché à souligner que ce processus n'a rien d'automatique, dans la mesure où l'existant ou la réalité concrète (outre le procès social de production, cela inclut le procès de circulation, la nature inorganique, la population ainsi que la capacité humaine de travail et de consommation) a une *consistance propre*, ainsi que d'autres intérêts et logiques en jeu, ce qui rend la restructuration des différents milieux et des circonstances une tâche pénible et pleine de tensions, de chocs et de conflits.

Maintenant nous voyons comment Marx conçoit un moment où cette tension entre les réquisits de l'abstraction capitaliste et les aspects concrets et déterminés de la réalité effective éclate dans une contradiction, dans un antagonisme insurmontable. On sait très bien que la fin de l'abstraction capitaliste est la valorisation, l'accumulation infinie de valeur. En revanche, Marx montre que son moyen devient de plus en plus le développement de la productivité afin d'extraire de la survaleur relative. Maintenant, nous voyons qu'il arrive un moment où l'on se rend compte que la poursuite du développement de la productivité devient incompatible avec la finalité du capital. La seule façon d'accroître les forces productives est l'abolition de la logique du capital qui jusqu'ici a été la responsable de son accroissement inouï. D'où la paralysie, la contradiction, puisqu'il n'y a pas d'autre moyen de poursuivre le procès d'accumulation, lequel est basé sur l'appropriation du surtravail sous la forme objectivée de survaleur. La borne est donc complètement immanente à la dynamique expansive du capital. C'est pourquoi Marx emploie le vocabulaire hégélien de la contradiction. Dans le livre III du *Capital* Marx exprime de la manière la plus claire cette contradiction entre le moyen et la fin :

Le moyen – le développement inconditionné (*unbedingte*) des forces productives sociales - entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée (*beschränkten*) : mise en valeur du capital existant. Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction (*Widerspruch*) permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent<sup>507</sup>.

Ainsi, ce n'est pas que le capital freine de l'extérieur le développement absolu de la production, mais c'est le capital qui constitue la contradiction entre lui-même comme moyen et comme tâche (le développement inconditionné de la productivité) et lui-même comme fin limitée ou bornée (le fait de soumettre le développement de la production à la condition de la valorisation).

Par ailleurs, il s'agit aussi d'une espèce de « retour du refoulé », dans la mesure où l'existant devient impossible à façonner davantage, à restructurer en faveur du capital. Il semble qu'il arrive un moment où sa consistance interne se montre beaucoup plus complexe

---

<sup>507</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 263 (MEGA II/15, p. 247). Traduction modifiée.

que le prétendait la logique du capital. Celle-ci se découvre impuissante devant la complexité du réel, car la poursuite de son action formelle sur cette « matérialité » finit par engendrer des effets non-prévus et contradictoires. L'existant, notamment la sphère de la production, devient ainsi incontrôlable et non-appropriable à l'égard des impératifs du capital. Tout se passe comme si la consistance propre de la production faisait signe vers une autre dynamique, appelait une autre logique et une autre conception de richesse, incompatibles avec la logique du capital, même si cette situation a été surtout produite par cette dernière afin de réaliser ses propres fins. Ce n'est plus l'existant qui se montre toujours limité, toujours en-deçà des prétentions ou des *idéalisations* de l'abstraction capitaliste (par exemple, une circulation sans temps de circulation, poser une survaleur infinie d'un coup, une expansion illimitée, etc.), mais c'est l'abstraction capitaliste elle-même qui se révèle être un point de vue borné par rapport à la complexité et les potentialités libérées par l'accroissement des forces productives.

À ce titre, il faut remarquer que, pour Marx, « les moyens tendent d'eux-mêmes vers une fin non-bornée qui contredit la fin bornée pour laquelle ils sont eux-mêmes conçus »<sup>508</sup>. On sait très bien que même si le capital vise le développement des forces productives, il ne vise pas cela comme une fin en soi, car ce qui l'intéresse n'est pas la production de valeurs d'usage, mais l'accumulation de valeur. Or, nous avons vu que cette fin repose sur une « base misérable » vis-à-vis d'un procès de production devenu scientifique, qui diminue le travail nécessaire direct à un minimum. C'est donc vers la production comme fin en soi (et non plus comme simple moyen), vers la production inconditionnée de valeurs d'usage (et non plus conditionnée par la valeur d'échange), en résumé, vers l'abondance avec un minimum d'effort (et non plus vers la pénurie) que pointent les moyens actuels de production :

Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin, et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi<sup>509</sup>.

C'est pourquoi, dans un passage déjà cité, Marx affirme, selon un regard historiquement rétrospectif, que la logique du capital apparaît comme une condition du développement des forces productives, aussi longtemps qu'elles ont besoin d'un stimulant extérieur, lequel apparaît en même temps comme une bride qui les freine, une discipline qui leur est imposée, et qui devient superflue et gênante lorsqu'elles ont atteint un certain niveau de

---

<sup>508</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom, op. cit.*, p. 602.

<sup>509</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 263 (MEGA II/15, p. 247).

développement. Dès lors, la consistance interne des moyens employés devient irrémédiablement incompatible avec cet stimulant extérieur, cette logique abstraite qui s'est approprié le procès de travail en fonction d'un procès de valorisation. C'est le point de vue abstrait en tant que tel, la marque fondamentale du mode de production capitaliste depuis le début du *Capital*, qui devient superflu et gênant.

De cette manière, pour reprendre le vocabulaire d'inspiration hégélienne adopté par Marx, des barrières ou des bornes immanentes, on passe à la véritable borne, c'est-à-dire au capital lui-même comme borne. C'est ce qu'exprime Marx, en rappelant les formules des *Grundrisse*, dans le livre troisième du *Capital* : « La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces bornes (*Schranken*) qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens, qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable borne (*die wahre Schranke*) de la production capitaliste, c'est le *capital lui-même* »<sup>510</sup>.

Les bornes immanentes sont précisément les limites de l'existant qui sont posées comme bornes par le capital et, comme telles, doivent être outrepassées par lui. C'est que toute limite est en contradiction avec l'idéalisation du capital, sa détermination formelle, qui est de tendre toujours plus à l'élargissement de la sphère de la production ainsi que de la sphère de la circulation. En raison du caractère toujours limité de la production et de la circulation, cet acte d'outrepasser devient inhérent à la nature du capital. De même, l'acte de poser des limites comme bornes devient nécessairement l'acte de repousser ces bornes toujours plus loin et ainsi de les reproduire comme bornes au-delà du point où est déjà parvenue l'expansion du capital<sup>511</sup>.

Néanmoins, comme nous l'avons vu, à un certain point, il devient évident que l'aspect limité, que la « véritable borne » réside dans le capital lui-même. Cette borne ne peut être surmontée par le capital car cela signifie son auto-dissolution. Dardot et Laval y voient même une innovation de Marx par rapport à Hegel. Si ce dernier distingue la limite et la borne ou barrière, Marx distingue les bornes immanentes et la véritable borne. Selon eux, « Marx innova en cherchant à penser quelque chose comme une borne 'qualitative' ou encore une 'nature bornée' qui définirait de l'intérieur un seuil au-delà duquel la position et le dépassement des 'bornes immanentes' deviendraient impossible »<sup>512</sup>. Aux yeux de Marx, les crises périodiques sont précisément la manifestation violente de cette tendance du capital à

---

<sup>510</sup> *Ibid.* p. 263 (Traduction modifiée) (MEGA II/15, p. 246).

<sup>511</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom, op. cit.*, p. 600.

<sup>512</sup> *Ibid.*, p. 603.



renvoyer au-delà de lui-même, à s'auto-dissoudre en tant que « véritable borne » au développement absolu de la production.

Par ailleurs, Ruy Fausto y voit une dialectique du fini et de l'infini, sur la base de la conception de l'infini chez Hegel. Nous avons déjà vu, au premier chapitre, en quoi consistait le mauvais infini hégélien. Maintenant, afin de bien suivre l'argument de Fausto, il nous faut comprendre rapidement en quoi consiste le *vraiment infini* (*wahrhaft Unendliche*). Il est l'unité médiatisée de l'infini et du fini, c'est-à-dire que dans son rapport réciproque, le fini et l'infini contiennent leur autre dans sa détermination propre. Comme le montre Hegel, l'infini n'est pas l'au-delà du fini, ni le fini est l'en deçà de l'infini : « La finité est seulement comme outrepasser de soi, est donc contenue dans elle l'infinité, l'autre d'elle-même. Tout aussi bien, l'infinité est seulement comme acte d'outrepasser le fini ; elle contient donc essentiellement son autre, et est ainsi en elle l'autre d'elle-même. Le fini ne se trouve pas sursumé (*aufgehoben*) par l'infini comme [par] une puissance présente-là en dehors de lui, mais c'est son infinité que de se sursumer soi-même (*sich selbst aufzuheben*) »<sup>513</sup>. Si l'infini est la négation de la finité, et si le fini lui-même est seulement l'être-là déterminé comme un non-être, il s'agit ainsi d'une négation qui se sursume dans la négation. De même, si le mauvais infini est déterminé comme le négatif de la finité, au sens d'un au-delà vide, son sursumer est la négation de l'au-delà, une négation du négatif lui-même. Ce qui se montre ainsi dans les deux, c'est la même *négation de la négation*. Mais celle-ci est en soi rapport à soi-même, c'est-à-dire retour à soi-même par la *médiation*. Ainsi, les deux, le fini et l'infini, sont ce mouvement de retour à soi par sa négation. L'infini n'est donc pas une simple affirmation abstraite, mais le *résultat* d'une expérience de limitation et de négation de soi ; c'est pourquoi il est une unité médiatisée, un mouvement, et non une unité simple ou immédiate : « Cette détermination du vraiment infini ne peut pas se trouver saisie dans la *formule* déjà mentionnée d'une *unité* du fini et infini ; l'*unité* est égalité-à-soi-même dépourvue-de-mouvement abstraite, et les moments sont aussi bien comme des étants immobiles. Mais l'infini, tout comme ses deux moments, n'est plutôt essentiellement que comme *devenir*, mais le devenir maintenant *déterminé plus outre* dans ses moments »<sup>514</sup>.

Ainsi, cette unité est elle-même l'infini, lequel comprend en soi soi-même (en tant qu'infini fini) et la finité, comme des *moments* : « En tant que tous deux, le fini et l'infini, sont eux-mêmes moments du procès, ils sont en commun le fini, et, en tant qu'ils sont tout

---

<sup>513</sup> HEGEL G.W.F., *Science de la logique*, premier livre, *op. cit.*, p. 139 (GW 21, p. 133).

<sup>514</sup> *Ibid.*, p. 142 (GW 21, p. 136).

aussi bien en commun dans lui et niés dans le résultat, ce résultat, comme négation de cette finité des deux, signifie en vérité l'infini (...) La négation est ainsi déterminée comme idéalité ; l'idéal (*das Ideelle*) est le fini tel qu'il est dans l'infini véritable – comme une détermination, contenu qui est différent, pourtant non pas *étant de façon autostante* (*nicht selbständig seiend*), mais comme *moment* »<sup>515</sup>.

L'infini véritable correspond donc à la négation de la négation, c'est-à-dire à la réalité retournée à elle-même et se reconnaissant comme infinie, alors que le mauvais infini ne signifiait qu'une négation simple, ce qui veut dire qu'il nie le fini comme réel et ne doit par conséquent pas exister, mais plutôt rester comme un au-delà, l'innatignable. La distinction entre les images qui représentent chaque infini est instructive à cet égard. Voyons un passage crucial :

Seul le mauvais-infini est l'*au-delà*, parce qu'il est *seulement* la négation du fini posé comme *réel* – ainsi est-il la négation abstraite, première ; déterminé *seulement* comme négatif, il n'a pas dans lui l'affirmation de l'*être-là* ; tenu fermement comme seulement [un] négatif, il *doit* même *ne pas [être]* là, doit être inatignable. Pourtant cette inatignabilité n'est pas sa supériorité mais son manque, lequel a son fondement ultime en ce que le fini comme tel se trouve tenu fermement *comme étant*. Le non-vrai est l'innatignable ; et il faut reconnaître qu'un tel infini est le non-vrai. L'image du progrès à l'infini est la *ligne droite*, aux deux limites de laquelle c'est seulement l'infini [qui est] et toujours seulement, là où elle – et elle est être-là – n'est pas, et qui *sort* vers ce sien non-être-là, c.-à-d. dans l'indéterminé ; comme infinité véritable, recourbée dans soi, son image devient le *cercle*, la ligne s'étant atteinte qui est refermée et totalement présente, sans *point de départ* ni *terme*. L'infinité véritable ainsi [entendue] en général comme *être-là* (*Dasein*) qui est posé comme *affirmatif* en regard de la négation abstraite est la *réalité* (*Realität*) dans un sens plus élevé – que la [réalité] déterminée antérieurement [comme] *simple* ; elle a reçu ici un contenu concret. Le fini n'est pas le réel (*das Reale*), mais l'infini. Ainsi la réalité se trouve-t-elle déterminée plus outre comme l'essence, le concept, l'Idée, etc.<sup>516</sup>.

Pour reprendre la thématique proprement marxienne, Fausto établit son argument à partir de la distinction entre les sociétés pré-capitalistes et le capitalisme. En s'appuyant sur les *Grundrisse*, il souligne que, dans l'Antiquité, le système est défini comme fini : il y a un point au-delà duquel il ne peut pas aller. La limite est le point au-delà duquel l'auto-conservation du système devient impossible, mais on peut aussi dire que l'auto-préservation du système est sa limite. En allant au-delà de cette limite – lorsque la limite devient une barrière – le système se dissout. Le passage du fini à l'infini est sa mort. Le capitalisme, en revanche, *se définit comme infini*. En ce sens, on peut dire que, au début, il n'a pas de barrières, mais des limites. Par ailleurs, le système rencontre certaines barrières qui sont des barrières externes. En partie, ce sont déjà des limites fixées comme des barrières, mais le capital les surmonte. Cependant, les barrières sont rétablies et son mouvement apparaît comme un *mauvais infini*. À un moment donné le système entre en crise. Qu'est-ce que cela

---

<sup>515</sup> *Ibid.*, p. 141-3 (GW 21, p. 135-137).

<sup>516</sup> *Ibid.*, p. 142-3 (GW 21, p. 136).

signifie? Cela signifie qu'à un certain point (qui peut être appelée limite) les limites internes du capital deviennent des barrières qu'il ne peut pas surmonter. Les différences par rapport à l'Antiquité sont importantes. Les barrières du capital, du moins celles qui mèneraient à la crise finale du système, n'existent pas dès le début comme limitation, elles sont issues de son développement interne. Par conséquent, n'étant pas immédiatement inhérentes au capital comme les limites sont inhérentes à l'économie ancienne, étant en quelque sorte « externes », elles lui sont donc internes, c'est-à-dire internes à son développement immanent. C'est l'inverse de ce qui se passe dans l'Antiquité. En second lieu, la mort du système ne vient pas du fait qu'il dépasse certaines barrières, mais du fait qu'il ne peut les surmonter. Troisièmement, la limite devenue barrière a par conséquent un caractère particulier. La limite est le point où l'extension du système n'est plus possible, mais on peut aussi dire que la limite est l'auto-expansion. Or, l'auto-expansion (dans les conditions strictes du capitalisme) est le développement des forces productives, un développement qui est potentiellement infini. La limite est donc ici un infini. Cet infini *potentiel* se manifeste comme limite et comme finitude au sein du mouvement du capital. Il est évident que cette conception d'un infini potentiel présuppose la conception matérialiste de l'histoire qui voit dans le développement des forces productives une sorte de sentier.

En tout cas, on peut concevoir avec Fausto une dialectique du fini et de l'infini. Le développement des forces productives apparaît comme une finitude pour le capital, mais en même temps c'est le capital et toutes ses limites, posées comme des barrières, qui apparaissent comme finitude à l'égard du « bon infini » de la deuxième négation (négation de la négation), qui représente la croissance des forces productives au-delà du capital. Cet infini – qui est finitude pour le capital dans ses propres conditions – dépasse le capital. Il y a ainsi un *renversement* (*Umschlag*) dans le contraire de chacun des termes: ce qui apparaissait comme fini s'actualise comme infini (deuxième négation), et l'infini (de la première négation) se révèle fini. Ou bien, l'abolition des formations anciennes est l'émergence de la non-identité à l'intérieur d'une forme caractérisée par l'identité, alors que la crise du capitalisme est l'émergence de l'identité à l'intérieur d'une forme dont l'identité ne peut être que la non-identité<sup>517</sup>.

---

<sup>517</sup> FAUSTO R., *Marx : lógica e política investigações para uma reconstrução do sentido da dialética, tomo II, op. cit.*, p. 77-80.

C'est vraisemblablement dans le livre III du *Capital*, dans la section sur la chute tendancielle du taux de profit, que Marx nous fournit l'explication la plus complète de cette tendance d'auto-dissolution du capital, au moins d'un point de vue économique-systémique.

### 3.2 La loi de la baisse tendancielle du taux de profit

Dans le premier chapitre de la troisième section du livre III du *Capital*, Marx essaie d'expliquer la nature de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. En partant du concept de taux de profit (la survaleur divisée par le capital total), il montre que si le degré d'exploitation reste le même et si le volume du capital constant et partant de l'ensemble du capital croît progressivement, alors un même taux de survaleur se traduirait par un taux de profit en baisse, même si l'augmentation en valeur du capital constante ne se donne pas dans les mêmes proportions que son augmentation en volume. Autrement dit, l'augmentation de la composition organique du capital entraînerait la chute progressive du taux de profit.

Par ailleurs, si l'on accepte la « loi » déjà établie par Marx selon laquelle cette modification graduelle dans la composition organique du capital se produit plus ou moins dans toutes les branches de la production, alors cet accroissement progressif du capital constant par rapport au capital variable a nécessairement (*nothwendig*) pour résultat une chute (*Fall*) graduelle du taux de profit général (le taux de survaleur et le degré d'exploitation du travail restant les mêmes)<sup>518</sup>.

C'est ainsi que la baisse du taux de profit est tout simplement une autre façon – propre au mode capitaliste de production – d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail. Selon Marx, « le progrès de la production capitaliste implique que le taux général moyen de la survaleur doit s'exprimer absolument (*sich ... ausdrücken muß*) par une baisse du taux de profit général : c'est une nécessité (*Nothwendigkeit*) évidente découlant de l'essence du mode de production capitaliste »<sup>519</sup>. Une autre manière de comprendre est celle qui souligne que la masse de travail vivant employé diminue sans cesse par rapport aux moyens de production consommés productivement ; il faut donc que la partie non payée de ce travail vivant qui forme la survaleur diminue également par rapport au volume de valeur du capital total.

---

<sup>518</sup> Cf. MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I, op. cit.*, p. 226 (MEGA II/15, p. 210).

<sup>519</sup> *Ibid.*, p. 227 (MEGA II/15, p. 211). Traduction modifiée.

En revanche, cette loi n'exclut nullement que la masse de travail exploité ou que la masse de survaleur appropriée par le capital puisse augmenter en grandeur absolue, d'autant plus que le procès de production capitaliste est un procès d'accumulation et d'expansion. Ce qui importe en effet dans le taux de profit est sa grandeur relative. Ainsi, dans la même mesure que se développe le procès d'accumulation et s'accroît la masse de surtravail approprié (et par conséquent la masse de profit), augmente selon une progression croissante encore plus rapide la valeur du capital constant. D'après Marx donc, « ce sont les mêmes lois qui entraînent pour le capital social une hausse absolue de la masse du profit, et une baisse du taux de celui-ci »<sup>520</sup>.

En effet, le vrai mystère de la baisse tendancielle est à trouver dans les procédés destinés à produire de la survaleur relative, car ils tendent d'une part, sur une quantité de travail donnée, à transformer le plus possible en survaleur, mais, d'autre part, à utiliser somme toute le moins de travail possible par rapport au capital avancé<sup>521</sup>.

Il en résulte qu'à mesure que se développe le capitalisme, une quantité de capital de plus en plus grande est nécessaire pour occuper la même force de travail. Par exemple, si le taux de profit baisse de 50%, il faut que le capital double pour que la masse de profit reste la même.

Néanmoins, déjà à l'époque de Marx, la constatation de l'énorme développement de la productivité a soulevé la question suivante : comment expliquer que cette baisse n'ait pas été plus importante ou plus rapide ? C'est ce qui l'amène à concevoir des influences contraires qui contrecarrent la loi, qui en réalité suppriment son caractère de loi et lui confèrent le caractère d'une *tendance* (*Tendenz*)<sup>522</sup>.

Parmi ces influences ou causes, on peut d'abord souligner l'augmentation du degré d'exploitation du travail et du taux de survaleur, notamment par le biais de la prolongation de la journée de travail et de l'intensification du travail, surtout si celles-ci n'entraînent pas l'augmentation du capital constant. Ensuite, il peut avoir une réduction du salaire au-dessous de sa valeur. En outre, nous avons la baisse de prix des éléments du capital constante, une fois que la valeur du capital constant n'augmente pas dans la même proportion que son volume matériel. Il y a aussi la formation d'une surpopulation relative, que nous avons déjà abordée et qui fonctionne comme une contrainte qui peut mener les salaires au-dessous de la moyenne. De plus, le commerce extérieur aide à baisser le prix aussi bien des éléments du capital

---

<sup>520</sup> *Ibid.*, p. 232 (MEGA II/15, p. 217) .

<sup>521</sup> Cf. *Ibid.*, p. 246 (MEGA II/15, p. 230).

<sup>522</sup> Cf. *Ibid.*, p. 245 (MEGA II/15, p. 229).

constant que des subsistances nécessaires en lesquelles se convertit le capital variable, en élevant le taux de survaleur et en abaissant la valeur du capital constant. Finalement, Marx mentionne encore l'augmentation du capital par actions.

On voit ainsi que les mêmes causes (le procès d'accumulation en général et ses développements particuliers) qui engendrent la tendance à la baisse du taux de profit modèrent également la réalisation de cette tendance. La loi n'est pas supprimée, mais son effet est affaibli. Son caractère de tendance signifie que « l'effet n'apparaît d'une façon frappante que dans des circonstances déterminées et sur de longues périodes de temps »<sup>523</sup>. Par conséquent, la dynamique du capitalisme apparaît chez Marx comme un phénomène très complexe et ambivalent, dans la mesure où le développement de la productivité apparaît à la fois comme une accélération de l'accumulation et comme une baisse du taux de profit, sans oublier qu'il y a aussi les contre-tendances qui sont également des effets de cette dynamique.

En tout cas, si le taux de profit est bien l'aiguillon de la production capitaliste, sa baisse rendra plus difficile la formation de nouveaux capitaux autonomes et menacera le développement de la production capitaliste, en favorisant la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent, au chômage<sup>524</sup>. Même si ce n'est donc qu'une tendance, l'effet de la loi n'étant pas supprimé, la baisse du taux de profit signale la limite (au sens de barrière, *Schranke*, d'un obstacle qui ne peut pas être surmonté) du mode de production capitaliste :

(...) Dans le développement des forces productives le mode de production capitaliste trouve une limite (*Schranke*) qui n'a rien à voir avec la production de la richesse en soi ; et cette limitation bien particulière témoigne du caractère limité et purement historique, transitoire, du système de production capitaliste. Elle témoigne qu'il n'est pas un mode absolu de production de la richesse, qu'au contraire il entre en conflit avec le développement de celle-ci à une certaine étape de l'évolution<sup>525</sup>.

Marx rejoint ici sa conception matérialiste de l'histoire mentionné ci-dessus. Ainsi, pour lui, le fait essentiel à propos du procès d'accumulation du capital est qu'il renferme un antagonisme (*Antagonismus*) ou, comme il l'affirme au livre III, une contradiction (*Widerspruch*) qui se manifeste en tendances et en phénomènes contradictoires, où les facteurs antagoniques agissent simultanément les uns contre les autres, d'où les *crises* : « Ces diverses influences ont tendance à s'exercer tantôt simultanément dans l'espace, tantôt successivement dans le temps ; périodiquement, le conflit des facteurs antagoniques se fait jour dans ces crises. Les crises ne sont jamais que des solutions violentes et momentanées des

---

<sup>523</sup> *Ibid.*, p. 251 (MEGA II/15, p. 236).

<sup>524</sup> Cf. *Ibid.*, p. 255 (MEGA II/15, p. 238).

<sup>525</sup> *Ibid.*, p. 255 (MEGA II/15, p. 238).

contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un instant l'équilibre rompu »<sup>526</sup>.

Mais en quoi consiste cette contradiction ? Marx la résume de la manière suivante, en reprenant et en appliquant les termes généraux de la théorie citée ci-dessus au mode de production capitaliste :

Pour lui donner une expression tout à fait générale, voici en quoi consiste la contradiction : le système de production capitaliste implique une tendance à un développement absolu des forces productives, sans tenir compte de la valeur et de la survaleur que cette dernière recèle, ni non plus des rapports sociaux dans le cadre desquels a lieu la production capitaliste, tandis que, par ailleurs, le système a pour but la conservation de la valeur-capital existante et sa mise en valeur au degré maximum (c'est-à-dire un accroissement sans cesse accéléré de cette valeur) (...) Les méthodes par lesquelles la production capitaliste atteint ce but impliquent : diminution du taux de profit, dépréciation du capital existant et développement des forces productives du travail aux dépens de celles qui ont déjà été produites (...) <sup>527</sup>

En outre, afin de bien adapter la perspective du matérialisme historique à la réalité du mode de production capitaliste, Marx reprend également certaines idées déjà exposées dans les *Grundrisse* selon lesquelles la logique abstraite du capital qui commande et structure un mode de production spécifique est en soi contradictoire, et donc elle ne peut surmonter les obstacles et barrières qui se dressent devant elle qu'en les déplaçant et en les rencontrant, de nouveau, ultérieurement. C'est l'impératif d'accumulation infinie de valeur lui-même qui produit les contradictions :

La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces barrières (*Schranken*) qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens, qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable barrière (*die wahre Schranke*) de la production capitaliste, c'est le *capital lui-même* : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production ; la production n'est qu'une production pour le *capital* et non l'inverse: les moyens de production ne sont pas de simples moyens de donner forme, en l'élargissant sans cesse, au processus de la vie au bénéfice de la *société* des producteurs. Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin, et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi. Le moyen – développement inconditionné de la productivité sociale – entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant. Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent <sup>528</sup>.

Cette citation exprime de manière frappante la façon dont Marx concevait la limite du capitalisme. Il est particulièrement évident qu'il considère l'abstraction capitaliste, le but d'une accumulation infinie de richesse abstraite, comme la véritable cause potentielle de la fin

---

<sup>526</sup> *Ibid.*, p. 262 (MEGA II/15, p. 245).

<sup>527</sup> *Ibid.*, p. 262 (MEGA II/15, p. 245-6). Traduction modifiée.

<sup>528</sup> *Ibid.*, p. 263 (MEGA II.15, p. 246). Traduction modifiée.

du capitalisme lui-même. C'est la manière elle-même dont la logique abstraite du capital essaie de façonner la réalité concrète de la production, le procès de travail, par le biais du développement inconditionné des forces productives, qui entre en contradiction avec la fin visée, l'accumulation de capital. L'intervention de l'abstraction capitaliste sur la réalité concrète engendre donc des effets non intentionnels ou non anticipés, ce qui montre qu'il subsiste toujours une incompatibilité, une hétérogénéité et donc une tension et un conflit entre les postulats abstraits de la logique du capital et les traits concrets de l'existant. La subsomption n'est jamais complète, ce qui devient évident avec les crises et les contradictions.

Ainsi, le mode de production capitaliste a bien une tâche historique, mais à partir d'un moment donné, il doit céder la place à un mode de production supérieur : « Le développement des forces productives du travail social est la tâche historique et la justification du capital. Ce faisant, il crée précisément, sans le savoir (*unbewußt*), les conditions matérielles d'un mode de production supérieur »<sup>529</sup>. Tout à fait dans l'esprit de la doctrine du matérialisme historique, c'est précisément lorsque le capitalisme cesse d'accomplir sa tâche historique et devient une entrave au développement des forces productives qu'il entre dans sa dernière période : « Sa mission historique est de faire s'épanouir, de faire avancer radicalement, en progression géométrique, la productivité du travail humain. Il est infidèle à sa vocation dès qu'il met, comme ici, obstacle au développement de la productivité. Par là il prouve simplement, une fois de plus, qu'il entre dans sa période sénile et qu'il se survit de plus en plus »<sup>530</sup>.

C'est ainsi que Marx essaie de souligner plusieurs phénomènes contradictoires qui expriment ce conflit ou contradiction immanent au capital. Par exemple, la dépréciation périodique du capital existant, trait typique de la dynamique capitaliste, qui arrête la baisse du taux de profit mais, en même temps, accélère l'accumulation par la formation de capital neuf, finit par perturber le procès de circulation et de reproduction du capital, ce qui engendre des interruptions et des crises dans le procès de production.

Un autre phénomène important est la sous-consommation. Selon Marx, les conditions de l'exploitation du travail ne sont pas les mêmes que celles de sa réalisation. Les premières n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société. Or, celle-ci

---

<sup>529</sup> *Ibid.*, p. 271 (MEGA II/15, p. 255-6).

<sup>530</sup> *Ibid.*, p. 274 (MEGA II/15, p. 258-9).



n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum, ainsi que par la tendance à l'accumulation elle-même, la tendance à produire sur une échelle toujours élargie, ce qui multiplie les marchandises devant être vendues. Il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse. En revanche, « plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation »<sup>531</sup>.

Il y a aussi un conflit entre l'extension de la production et la valorisation, dans la mesure où le développement des forces productives entraîne une diminution du travail nécessaire par rapport au surtravail (survaleur relative), de sorte que le taux de survaleur augmente. Mais il diminue aussi le facteur nombre, c'est-à-dire la masse totale de travail employé pour un capital donné. De cette manière, par exemple, deux ouvriers travaillant douze heures par jour ne peuvent fournir la même quantité de survaleur que vingt-quatre qui ne travaillent que deux heures. La compensation de la réduction du nombre d'ouvriers par l'accroissement du degré d'exploitation se heurte à certaines limites qu'elle ne peut dépasser.

Nous avons également le phénomène de la surproduction ou suraccumulation de capital. Avec la baisse du taux de profit, on assiste à une augmentation du minimum de capital que le capitaliste doit avoir en main pour employer le travail productivement. Cette concentration entraîne de son côté une nouvelle chute du taux de profit avec le développement de la productivité. De cette manière, il se produit une situation dans laquelle le capital a acquis une telle proportion devant la population ouvrière que ni temps de travail absolu ne pourrait être prolongé ni le temps de surtravail étendu. Le capital accru serait donc incapable de produire une masse de survaleur (et un profit) plus grande ou même égale à celle d'avant son augmentation. La hausse correspondante du salaire contribuerait de son côté à une nouvelle baisse du taux de profit.

Dans une telle situation, une certaine quantité du capital resterait en jachère et l'autre portion, sous la pression du capital inoccupé, serait mise en valeur à un taux peu élevé. À cause de la surproduction, on assisterait ainsi à une véritable lutte concurrentielle entre les capitaux.

Le même phénomène se manifeste dans la surproduction de marchandises, dans un marché saturé. En fait, selon Marx, la discordance se révèle nécessaire entre les dimensions

---

<sup>531</sup> *Ibid.*, p. 258 (MEGA II/15, p. 241).

restreintes de la consommation sur la base capitaliste et une production qui sans cesse tend à s'affranchir de cette barrière qui lui est immanente. Bien sûr, comme il essaie de le montrer, ce n'est pas que l'on produise trop de richesses ou trop de valeurs d'usage, mais on produit parfois trop de richesse sous ses formes capitalistes, c'est-à-dire trop de produits pouvant réaliser un certain taux de profit<sup>532</sup>.

De même, on ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire, le capitalisme présuppose et produit toujours une surpopulation ouvrière. La limite du mode de production capitaliste apparaît notamment dans le fait que pour résoudre ces conflits, il faut des crises, des moments de destruction de capital et d'arrêts de production, donc des freins et des entraves au développement des forces productives.

C'est ce qui prouve d'ailleurs que les limites de la production capitaliste ne sont pas les limites de la production en soi, mais, justement, que la contradiction de ce mode de production réside dans sa logique elle-même, dans sa tendance à développer absolument les forces productives en tant que moyen d'enrichissement, d'accumulation de richesse abstraite. Le problème est que ces moyens entrent sans cesse en conflit avec les conditions spécifiques de la production capitaliste, avec les conditions de mise en valeur du capital<sup>533</sup>. Pour la production capitaliste, le développement de la force productive n'est important que dans la mesure où il augmente le temps de surtravail de la classe ouvrière et non pas dans la mesure où il diminue le temps de travail nécessaire à la reproduction matérielle de la société<sup>534</sup>.

En somme, le procès de travail (de production de valeurs d'usage) entre en contradiction avec le procès de valorisation et de reproduction du capital, ce qui revient à dire que la manière dont l'abstraction capitaliste façonne la réalité, l'existant concret, finit par devenir dysfonctionnel par rapport à l'impératif d'accumulation, ce qui montre que la tension entre les postulats d'une logique abstraite et la consistance propre d'une réalité concrète finit par éclater dans ces contradictions qui signalent la fin, le caractère transitoire du capitalisme et son abstraction réelle.

Dans le livre III du *Capital*, Marx voit dans les sociétés par actions un des vecteurs qui pourraient guider la transition vers un mode de production supérieur, où le capital en tant que propriété privée des moyens de production devrait être reconverti en propriété des producteurs associés, propriété directement sociale, ceci parce que, en bon langage dialectique hégélien, il

---

<sup>532</sup> Cf. *Ibid.*, p. 269-270 (MEGA II/15, p. 254).

<sup>533</sup> Cf. *Ibid.*, p. 270 (MEGA II/15, p. 254); p. 278 (MEGA II/15, p. 262).

<sup>534</sup> Cf. *Ibid.*, p. 276 (MEGA II/15, p. 260).

voyait ce développement comme « la suppression (*Aufhebung*) du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction (*Widerspruch*) qui se détruit elle-même et qui, de tout évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production »<sup>535</sup>. Le système de crédit, qui a permis la formation de sociétés par action, agit ainsi comme un facteur qui prépare et accélère la dissolution du mode de production capitaliste :

Il en ressort simplement que la mise en valeur du capital basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement véritablement libre que jusqu'à un certain point et constitue en réalité une entrave immanente et une barrière à la production, constamment rompue par le système de crédit. Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution d'un marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production. Le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production<sup>536</sup>.

On voit encore une fois que Marx confirme sa conception matérialiste de l'histoire telle qu'elle a été exposée auparavant. Mais, à côté de cette conception plutôt économique-systémique du dépassement du capital, centrée sur le schéma des crises, vient s'ajouter une conception complémentaire, disons économique-sociale, plutôt fondée sur la lutte de classes. Cette perspective est mieux exprimée dans le livre I du *Capital*, ainsi que dans le *Manifeste du parti communiste*. Dans les deux cas, l'idée qu'il s'agit d'un processus *immanent* au mouvement historique du capital, c'est-à-dire que le capital renvoie au-delà de lui-même, est bien présente.

### **3.3 La négation de la négation et l'expropriation des expropriateurs**

Dans le chapitre 24 du livre I du *Capital*, plus précisément dans la partie « Tendances historiques de l'accumulation capitaliste », Marx montre que l'avènement du mode de production capitaliste est très profondément marquée par une accumulation primitive ou initiale (*ursprüngliche*) qui « n'est rien d'autre que l'expropriation des producteurs immédiats, la dissolution de la propriété privée fondée sur le travail personnel »<sup>537</sup>. Adoptant sa perspective matérialiste de l'histoire, Marx voyait dans ce processus un pas nécessaire vers la poursuite du développement des forces productives, car si la propriété privée du travailleur direct sur ses moyens de production, la petite entreprise, a été une condition nécessaire du développement de la production sociale et du développement de la libre individualité du

---

<sup>535</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome II, op. cit.*, p. 104 (MEGA II/15, p. 429).

<sup>536</sup> *Ibid.*, p. 106 (MEGA II/15, p. 432).

<sup>537</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 854 (MEW 23, p. 789).

travailleur lui-même, elle présupposait le morcellement du sol et des autres moyens de production et excluait de la sorte la concentration des moyens de production, ainsi que la coopération, la division du travail à l'intérieur des mêmes procès de production, la domination et la domestication de la nature par la société, en somme, le libre développement des forces productives sociales à un niveau supérieur : « Il n'est compatible qu'avec les étroites limites naturelles de la production et de la société. Vouloir les perpétuer signifierait, comme le dit justement Pecqueur, 'décréter la médiocrité générale' »<sup>538</sup>.

Néanmoins, en suivant l'esprit de la conception matérialiste de l'histoire, mais sans exclure l'usage de la violence et un certain niveau de contingence, Marx note que ce mode de production engendre lui-même les moyens matériels de sa propre destruction. C'est l'avènement du capitalisme, la préhistoire du capital : « C'est sa destruction, la transformation des moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, donc la transformation de la propriété minuscule d'un grand nombre en propriété massive de quelques-uns, donc l'expropriation de la grande masse du peuple, dépossédée de sa terre, de ses moyens de subsistance et de ses instruments de travail, cette terrible et difficile expropriation de la masse du peuple, qui constitue la préhistoire du capital »<sup>539</sup>.

De cette façon, la propriété privée acquise par le travail, fondée sur l'unité du travail et de ses conditions de travail, est supplantée par la propriété privée capitaliste, laquelle est fondée sur l'exploitation du travail d'autrui mais formellement libre. Après ce processus de décomposition de l'ancienne structure sociale, après la prolétarianisation de la masse de la population, « ce qu'il faut exproprier désormais, ce n'est plus le travailleur indépendant travaillant en économie propre pour son compte, mais le capitaliste qui exploite un grand nombre de travailleurs »<sup>540</sup>.

Il ne s'agit pas de simple rhétorique ou volontarisme. Marx croyait trouver dans la réalité elle-même les signes de cette expropriation progressive :

Cette expropriation s'accomplit ainsi par le jeu des lois immanentes (*immanenten Gesetze*) de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux. Un capitaliste envoie, à lui seul, un grand nombre d'autres *ad patres*. Parallèlement à cette centralisation ou à cette expropriation d'un grand nombre de capitalistes par quelques-uns, se développent, à une échelle toujours croissante, la forme coopérative du procès de travail, l'application consciente de la science à la technique, l'exploitation méthodique de la terre, la transformation des moyens de travail en moyens de travail qui ne peuvent être employés qu'en commun, l'économie de tous les moyens de production, utilisés comme moyens de production d'un travail social combiné, l'intrication de tous les peuples dans le réseau du marché mondial et, partant, le caractère international du régime capitaliste. *À mesure que diminue régulièrement le nombre de magnats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce procès de mutation*

---

<sup>538</sup> *Ibid.* p. 855 (MEW 23, p. 789).

<sup>539</sup> *Ibid.*, p. 855 (MEW 23, p. 789-790).

<sup>540</sup> *Ibid.*, p. 856 (MEW 23, p. 790).

continue s'accroît le poids de la misère, de l'oppression, de la servitude, de la dégénérescence, de l'exploitation, mais aussi la colère d'une classe ouvrière en constante augmentation, formée, unifiée, et organisée par le mécanisme même du procès de production capitaliste (*durch den Mechanismus des kapitalistischen Produktionsprozesses selbst geschulden, vereinten und organisierten Arbeiterklasse*). Le monopole du capital devient une entrave au mode de production qui a mûri en même temps que lui et sous sa domination. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. *On la fait sauter. L'heure de la propriété privée capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont expropriés (Die Expropriateurs werden expropriert)*<sup>541</sup>.

Marx conclut son analyse de manière frappante, dans la mesure où, au moins dans ce passage, il voit ce procès de dépassement du capital non seulement comme en train de se faire, mais aussi comme inéluctable, tout en utilisant la formule hégélienne de la « négation de la négation » :

Le mode d'appropriation capitaliste issu du mode de production capitaliste, la propriété privée capitaliste donc, est la négation première de la propriété privée individuelle, fondée sur le travail fait par l'individu. Mais la production capitaliste engendre à son tour, avec la nécessité d'un processus naturel (*mit der Notwendigkeit eines Naturprozesses*), sa propre négation. C'est la négation de la négation. Celle-ci ne rétablit pas la propriété privée, mais, en tout état de cause, la propriété individuelle fondée sur les conquêtes mêmes de l'ère capitaliste : sur la coopération et la propriété commune de la terre et des moyens de production produits par le travail proprement dit<sup>542</sup>.

Ainsi, selon le raisonnement logique de Marx, si l'affirmation première consiste en la propriété privée individuelle et l'unité du travail et des moyens de production, la première négation correspond à la propriété privée capitaliste et à la séparation du travail et des moyens de production. La négation de la négation à son tour correspond à la propriété sociale. Cette dernière ne rétablit pas la propriété privée, mais tout simplement la propriété individuelle ainsi que l'unité du travail et des moyens de production, sur la base des acquis de la période capitaliste, notamment la socialisation du travail.

Marx essaie de justifier cette perspective assez « optimiste » sur la fin du capitalisme en soulignant que la dissolution de la propriété privée morcelée a été un processus incomparablement plus long et difficile que la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale, qui repose déjà sur un système de production social. Dans le premier cas, « il s'agissait de l'expropriation de la masse du peuple par un petit nombre d'usurpateurs; ici, il s'agit de l'expropriation d'un petit nombre d'usurpateurs par la masse du peuple »<sup>543</sup>.

Tout à la fin du chapitre, il cite lui-même un passage du *Manifeste du parti communiste* qu'il a écrit avec Engels. Ce passage résume bien sa position selon laquelle la dissolution du capitalisme était inévitable : « Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est le porteur (*Träger*) sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant

---

<sup>541</sup> *Ibid.*, p. 856 (MEW 23, p. 790-1). Traduction modifiée. Nous soulignons.

<sup>542</sup> *Ibid.*, p. 856-7 (MEW 23, p. 791). Traduction modifiée.

<sup>543</sup> *Ibid.*, p. 857 (MEW 23, p. 791).

de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs (*Totengräber*). Sa chute (*Untergang*) et la victoire du prolétariat sont également inévitables (*unvermeidlich*) »<sup>544</sup>.

On voit ainsi, par d'autres moyens et en se focalisant sur l'organisation de la classe ouvrière, Marx répéter le même argument qu'il a introduit dans les *Grundrisse* et dans la section sur la chute tendancielle du taux de profit du livre III du *Capital*, selon lequel la consistance propre de la réalité est complexe et à un moment donné se tourne contre la finalité de reproduction élargie de la logique abstraite du capital. Le développement de la grande industrie fait signe vers autre chose que l'organisation capitaliste, dans la mesure où elle socialise le travail ainsi qu'elle rassemble et organise la classe ouvrière. Encore une fois, Marx assume ici un point de vue extérieur et supérieur au point de vue du capital lui-même, à sa logique d'intervention sur l'existant, pour montrer comment elle finit par engendrer des effets non prévus ou intentionnels qui préparent la transition vers un mode de production supérieur, la « négation de la négation ».

Ainsi, comme le dit Renault, l'objectif de Marx consiste « à montrer scientifiquement non seulement que la disparition du capitalisme est inéluctable et que le capitalisme prépare les conditions d'un mode de production communiste, mais aussi que les lois du capitalisme sont à l'origine d'un accroissement de la résistance ouvrière et d'une organisation croissante des luttes ouvrières »<sup>545</sup>. Le capitalisme prépare donc non seulement les conditions matérielles et productives, mais aussi les conditions politiques, les sujets qui mèneront jusqu'au bout son dépassement, en l'occurrence une classe ouvrière réunie, augmentée, organisée et mobilisée, « en colère » contre le système actuel :

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort: elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes – les ouvriers modernes, les prolétaires (...) Or, avec le développement de l'industrie, le prolétariat ne fait pas que s'accroître en nombre; il est concentré en masses plus importantes; sa force augmente et il en prend mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. La concurrence croissante des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent rendent les salaires des ouvriers de plus en plus instables; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend leur condition de plus en plus précaire: les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent à former des coalitions contre les bourgeois; ils s'unissent pour défendre leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des

---

<sup>544</sup> ENGELS F. et K. MARX, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.* Accès le 02/02/2016 (MEW 4, p. 473-4). Traduction modifiée.

<sup>545</sup> RENAULT E., « Le problème de la résistance ouvrière dans Le Capital », *op. cit.*, p. 526.

associations permanentes, pour être prêts en vue de soulèvements éventuels. Ça et là, la lutte éclate en émeutes<sup>546</sup>.

Ainsi, tout se passe comme si le capital succombait devant une incapacité à contrôler complètement toutes les circonstances de son processus de restructuration de la réalité. Il y a des tendances déclenchées par son intervention qui néanmoins lui échappent et se tournent contre lui. Comme le dit Marx et Engels dans le *Manifeste* : « Les rapports bourgeois de production et d'échange, de propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au sorcier (*Hexenmeister*) qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées »<sup>547</sup>.

### 3.4 L'histoire et la question du communisme : une tension chez Marx ?

Il faut noter que la fin du mode de production capitaliste signifierait non seulement la suppression de l'abstraction réductionniste capitaliste en tant que logique sociale d'action et d'intervention *unilatérale* sur l'existant (c'est-à-dire, sur la nature et sur la vie sociale et économique des hommes), mais aussi la fin de sa source primaire, l'abstraction marchande, c'est-à-dire du marché comme mécanisme général de socialisation et de distribution de la production et de la consommation, ce qui veut dire aussi la fin du travail salarié. La base de la vision communiste de Marx est clairement « associativiste ». Dans le *Manifeste*, lui et Engels parlent d'une concentration de la production « dans les mains des individus associés », où « à la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association (*Assoziation*) où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous »<sup>548</sup>. Dans le livre I du *Capital*, au premier chapitre, on sait que Marx essaie d'imaginer l'organisation d'une société post-capitaliste, « une association (*Verein*) d'hommes libres, travaillant avec des moyens de production collectifs et dépensant consciemment leurs nombreuses forces de travail individuelles comme une seule force de travail sociale »<sup>549</sup>. Par contraste avec la société marchande-capitaliste, cette société est marquée par des rapports directs et transparents de production et de distribution, ce qui élimine le fétichisme lié au rapport marchand. L'abstraction réelle, pratique et inconsciente, peut même éventuellement être remplacée par un usage maîtrisé et conscient de l'abstraction

---

<sup>546</sup> ENGELS F. et K. MARX, *Manifeste du parti communiste*, op. cit. (MEW 4, p. 468-470).

<sup>547</sup> *Ibid.* (MEW 4, p. 467).

<sup>548</sup> *Ibid.* (MEW 4, p. 482).

<sup>549</sup> MARX K., *Le Capital. Livre I*, op. cit., p. 90 (MEW 23, p. 92-3).

« temps de travail », cette fois au service (c'est-à-dire, un moyen) du bien être et de la justice sociale, comme le montre la supposition de Marx :

Supposons, simplement pour établir le parallèle avec la production marchande, que la part de moyens de subsistance qui revient à chaque producteur soit déterminée par son temps de travail. Le temps de travail jouerait alors un rôle double. D'un côté, sa répartition socialement planifiée règle la juste proportion des diverses fonctions de travail sur les différents besoins. D'autre part, le temps de travail sert en même temps à mesurer la participation individuelle du producteur au travail commun, et aussi, par voie de conséquence, à la part individuellement consommable du produit commun. Les relations sociales existant entre les hommes et leurs travaux, entre les hommes et les produits de leurs travaux, demeurent ici d'une simplicité transparente tant dans la production que dans la distribution<sup>550</sup>.

Dans le livre III du *Capital* Marx va encore plus loin et parle du maintien de la détermination de la valeur afin de régler la durée du travail et de distribuer le travail social : « *Secundo*, après la suppression (*Aufhebung*) du mode capitaliste de production, mais dans le cas de maintien de la production sociale, la détermination de la valeur restera dominante, parce qu'il sera plus nécessaire que jamais de régler la durée de travail, de distribuer le travail social entre les différents groupes productifs, enfin d'en tenir la comptabilité »<sup>551</sup>.

Par là on voit que le problème n'est peut-être pas la détermination quantitative de la valeur en soi (au moins, dans un premier moment du post-capitalisme)<sup>552</sup>, pourvu qu'elle soit subordonnée au bien-être social et à la valeur d'usage, mais le marché, la forme marchande de la valeur et le fétichisme/opacité des rapports sociaux qui l'accompagne, qui empêche la prise en compte de leur caractère historique (et modifiable) ainsi que le contrôle conscient et rationnel de la production. Renault y voit « une critique des pathologies sociales de second ordre dans la mesure où ils sont l'origine d'obstacles cognitifs et pratiques à la résolution de leur dimension socialement pathologique de premier ordre »<sup>553</sup>. Néanmoins, ce qu'il faut surtout supprimer, c'est la cause majeure des « pathologies de premier ordre » (notamment les effets ruineux sur la condition ouvrière et environnementale en général), à savoir l'abstraction capitaliste et sa recherche effrénée de survaleur (quelles qu'en soient les conséquences pour la société et pour la nature en général), basée sur l'argent en tant que « précis de toutes les choses », c'est-à-dire en tant que richesse abstraite qui remplace l'orientation vers la valeur d'usage.

---

<sup>550</sup> *Ibid.*, p. 90 (MEW 23, p. 93).

<sup>551</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome III, op. cit.*, p. 228 (MEGA II/15, p. 825).

<sup>552</sup> Pour une analyse plus détaillée du problème de la transition vers la société communiste, notamment la problématique des deux phases, voir MARX K., *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les Editions sociales, 2008.

<sup>553</sup> RENAULT E., *Marx et la philosophie, op. cit.*, p. 190.



La libre association d'individus rend superflus et supprime non seulement le capital, le marché et les classes, mais aussi l'État et le pouvoir politique<sup>554</sup>. Par ailleurs, si l'on voit que ce nouveau mode de production ne signifie pas exactement la fin du travail, il signale tout de même la transformation associative et rationnelle et la réduction au minimum nécessaire de ce dernier. En effet, pour Marx, au moins dans un passage du livre III, la véritable liberté ne réside pas vraiment dans la production ni dans le travail<sup>555</sup>, même si ces derniers restent toujours la base, la condition nécessaire pour celle-là :

En fait, le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite. De même que l'homme primitif doit lutter contre la nature pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire, l'homme civilisé est forcé, lui aussi, de le faire et de le faire quels que soient la structure de société et le mode de production. Avec son développement s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés (*die associierten Producenten*), règlent rationnellement (*rationell*) leur métabolisme (*Stoffwechsel*) avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail<sup>556</sup>.

Comme l'explique Renault en ce qui concerne la forme de la critique marxienne du capitalisme, « on pourrait dire que la critique des marchés capitalistes ne relève ni d'une critique externe (la critique de l'idéologie interdit de fonder la critique sur des normes universelles), ni d'une critique immanente (il n'est jamais suffisant de se référer à la signification que la société capitaliste confère aux normes fondamentales de la modernité) »<sup>557</sup>. Chez Marx, la critique relèverait plutôt : « D'un modèle dans lequel la critique sociale est pensée comme un moment d'autoréflexion des luttes sociales. Ce qui est en jeu est de penser les marchés et le travail du point de vue de la résistance des salariés contre la dégradation de leurs conditions de vie et du point de vue de leur espoir d'une transformation du travail aliéné en travail émancipé ; d'un modèle de critique démystifiante qui vise à placer tout ce qui est dissimulé par les fonctionnements marchands (le travail comme origine de la valeur et les rapports sociaux de production) et d'en faire l'objet d'une

---

<sup>554</sup> CF. ENGELS F. et K. MARX, *Manifeste du parti communiste*, op. cit. (MEW 4, p. 482).

<sup>555</sup> En fait, dans une société communiste, le travail doit aussi faire l'objet de changements structurels afin de détruire les formes de la domination pour faire la place au « travail émancipé », à un travail plus « attractif ». En ce sens, selon Renault, le domaine de la nécessité doit aussi être celui de la liberté. Voir RENAULT E., *Marx et la philosophie*, op. cit., p. 184-5.

<sup>556</sup> MARX K., *Le capital, livre troisième, tome III*, op. cit., p. 198 (MEGA II/15, p. 794-5). Traduction modifiée.

<sup>557</sup> RENAULT E., *Marx et la philosophie*, op. cit., p. 198.

connaissance utile pour la pratique ; d'un modèle dans lequel la critique doit prendre en considération le fait que le monde social est différencié en sphères gouvernées par des principes d'interaction spécifiques... »<sup>558</sup>.

Néanmoins, en face de passages comme celui qui vient d'être cité sur le royaume de la liberté et encore plus celui sur la « négation de la négation », on voit que la critique marxienne du capitalisme semble s'appuyer fondamentalement sur une certaine conception du mouvement historique. En reprenant l'argument de Fausto sur la dialectique du fini et de l'infini et en faisant un exercice d'interprétation « dialecticienne » de Marx, on pourrait même croire que si le capital est le mauvais infini, le communiste serait pensé par Marx comme le vraiment infini, d'autant plus que Hegel le définit comme « la négation de la négation », le même terme que Marx utilise dans *Le Capital* pour caractériser le mouvement de suppression et de dépassement du capitalisme. On a vu que les sociétés pré-capitalistes pourraient être comprises comme le fini, dans la mesure où le niveau des forces productives n'était pas constamment augmenté et où l'être humain était soumis à des puissances naturelles et métaphysico-religieuses. Avec le capital, qui correspond à la première négation, celle qui instaure la propriété privée capitaliste et la séparation du travail et des moyens de production, nous avons le mauvais infini, au sens d'un devoir-être, dont la « tâche historique » est celle d'imposer de l'extérieur (c'est-à-dire, en fonction d'une richesse abstraite, de la valeur d'échange) le développement matériel des forces productives. Pour reprendre un passage déjà cité : « Mais le capital lui-même, si on le comprend bien, apparaît comme une condition du développement des forces productives, aussi longtemps qu'elles ont besoin d'un stimulant extérieur, lequel apparaît en même temps comme une bride qui les freine. Une discipline qui leur est imposée, et qui devient superflue et gênante lorsqu'elles ont atteint un certain niveau de développement »<sup>559</sup>. L'abstraction capitaliste dont le contenu est l'infini abstrait apparaît ainsi comme un devoir-être, comme une discipline qui a été nécessaire pour que le fini puisse se reconnaître comme infini (en traduisant en langage matérialiste, développer la production jusqu'à l'abondance). Comme Hegel le soulignait dans sa *Logique*, « cet infini est une première élévation du représenter sensible au-dessus du fini dans la pensée (...) une fuite par-delà le borné »<sup>560</sup>. On voit par là que Hegel sait qu'il y a un contenu de vérité dans le devoir-être, même s'il apparaît comme une imposition extérieure : il est l'annulation de tout lien immédiat du Dasein avec sa configuration actuelle, finie et bornée (typique du pré-

---

<sup>558</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>559</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, op. cit., p. 355. (MEGA II/1.2, p. 327)

<sup>560</sup> HEGEL G.W.F., *Science de la logique, La doctrine de l'être*, op. cit., p. 144 (GW 21, p. 138).

capitalisme) ; il est la forme d'outrepasser ou de nier soi-même et par conséquent est un moment fondamental de la force négative de la liberté, de rupture avec l'immédiateté de l'existant, ce qui constitue alors une étape décisive afin de comprendre que la nature du fini est d'aller au-delà de lui-même, de nier sa négation et de devenir infini. Néanmoins, au bout d'un moment, ce stimulant extérieur devient superflu, dans la mesure où l'au-delà vide vers lequel il pointe (l'accumulation infinie de richesse abstraite) devient une entrave, une base misérable dans la poursuite du développement des forces productives et, plus généralement, des conditions de vie pour l'humanité.

Nous avons vu que le véritable infini chez Hegel n'était pas l'au-delà, l'inatteignable, mais la réalité concrète, qui internalise ainsi le moment abstrait du mauvais infini. En revanche, chez Marx, la deuxième négation correspond justement à la propriété sociale, qui ne rétablit pas simplement la propriété privée, mais tout simplement la propriété individuelle ainsi que l'unité du travail et des moyens de production, sur la base des acquis de la période capitaliste, notamment la socialisation du travail. Cette nouvelle configuration permettrait non seulement la poursuite du développement productif, mais aussi la restructuration des conditions de travail et de vie (le royaume de la liberté), qui n'auraient plus pour but quelque chose d'extérieur et de vide, le mauvais infini de la valorisation de la valeur quelles qu'en soient les conséquences, mais plutôt un développement *immanent*, à partir des conditions réelles elles-mêmes, orienté vers le bien-être social, vers la valeur d'usage, vers la nature, etc. Cet infini n'a donc pas un autre devant lui, ni une limite, mais seulement lui-même retourné à lui-même et pouvant s'auto-déterminer dans un mouvement de liberté – ce qui correspondrait au dépassement du fétichisme et la prise de contrôle de la production par les individus.

Le communisme comme véritable infini permet ainsi le dépassement aussi bien du fini (la pénurie) que du mauvais infini (le capitalisme, l'abstraction). L'orientation vers la valeur d'usage du pré-capitalisme et le développement inouï des forces productives du capitalisme restent en quelque sorte des moments (niés en tant qu'auto-subsistants) de ce mouvement.

En ce sens, on pourrait comprendre la tension persistante entre l'abstraction capitaliste et le réel comme l'opposition entre le fini et l'infini abstrait, qui établit toujours de nouvelles limites comme bornes. La résistance du réel à se plier complètement aux impératifs du capital ne serait finalement que l'indice d'une contradiction cachée, dont le communisme apparaît comme la seule résolution possible, dans la mesure où il instaure l'« infini concret » en tant que cercle (et non plus une ligne droite indéterminée), où l'individualité humaine peut se développer intégralement, en harmonie avec la nature.

Néanmoins, comme le soulignent Dardot et Laval<sup>561</sup>, toute la question est de savoir si, comme le pense Marx, les moyens mis en œuvre par le capital (notamment dans la phase de la grande industrie) tendent d'eux-mêmes vers une fin non bornée, vers un « mode de production supérieur », vers l'auto-suppression du capitalisme. La dynamique interne de la concrétude, de l'effectivité de la production devient-elle vraiment incontrôlable et dysfonctionnelle par rapport aux idéalizations ou aux postulats de l'abstraction capitaliste ?

De plus, il s'agit de se demander si cette lecture assez déterministe et téléologique est compatible avec une bonne partie des analyses de Marx, assez complexes et différenciées, comme nous avons cherché à le montrer. Comment alors est-il possible de comprendre que la multitude de phénomènes concrets et assez spécifiques qui marquent l'évolution du capitalisme historique analysé par Marx<sup>562</sup> dans ses écrits économiques pourrait être réduite à un même narration historico-téléologique du communisme en tant que négation de la négation ? En fait, cette « solution » ne laisse pas de surprendre, après une analyse complexe de la tension entre l'abstraction capitaliste et la réalité concrète, marquée par une dialectique entre action et réaction, par une dynamique *trans-immanente*, telle que nous nous sommes efforcés de la conceptualiser.

Ce n'est pas par hasard que Balibar y voit une certaine diversité de conceptions historiques, voire une tension. En effet, il conçoit l'analyse de Marx à propos du développement historique des rapports sociaux selon trois niveaux de généralité décroissante : il y a d'abord la ligne de progrès des modes de production successifs (asiatique, esclavagiste, féodal, capitaliste, communiste) qui fournit un principe d'intelligibilité pour la succession des formations sociales concrètes. Ce niveau serait « le plus manifestement *finaliste* : il provient, sans autre changement qu'un 'renversement matérialiste', de la façon dont Hegel et d'autres philosophes de l'histoire avaient ordonné les époques de l'histoire universelle (...) Mais il est aussi le plus *déterministe* : non seulement par sa linéarité, mais par la façon dont il fonde le temps irréversible de l'histoire sur une loi du développement ininterrompu de la productivité du travail humain »<sup>563</sup>. Mais dans *Le Capital* Marx a voulu se concentrer sur un objet beaucoup plus spécifique, le capitalisme. Ici il s'agit d'abord de la « contradiction » entre les rapports de production et le développement des forces productives spécifique au capitalisme,

---

<sup>561</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom, op. cit.*, p. 602. Pour une discussion critique à l'égard de la « solution communiste » introduite par Marx, voir notamment le dernier chapitre de l'ouvrage, « Le communisme comme projection idéaliste ».

<sup>562</sup> Pour une belle synthèse en ce qui concerne le livre I du *Capital*, voir HABER S., « Diversité et historicité du capitalisme d'après le Livre I du Capital », *op. cit.*

<sup>563</sup> BALIBAR E., *La philosophie de Marx, op. cit.*, p. 153.

où la lutte de classes intervient déjà de manière décisive comme l'opérateur du processus de résolution, car c'est la classe ouvrière qui a la tâche d'« exproprier les expropriateurs ». Si Marx parle ici de nécessité inéluctable, on voit d'après Balibar que celle-ci n'est pas la nécessité qui s'imposerait de l'extérieur à cette classe, mais celle qui se constitue dans sa propre activité ou pratique de libération. Finalement nous avons un troisième niveau, auquel Marx consacre des analyses sur la transformation du mode de production lui-même (le mouvement d'accumulation). La lutte de classes intervient ici de manière encore plus spécifique, des deux côtés à la fois. Du côté des capitalistes, dont toutes les méthodes de production de survalueur sont des méthodes de pression sur le travail nécessaire et le degré d'autonomie des ouvriers. Et du côté des prolétaires, qui réagissent à l'exploitation et forcent ainsi le capital à rechercher sans cesse de nouvelles méthodes – c'est à ce mouvement que nous nous référons comme *trans-immanent* ; lequel n'a rien à voir avec celui d'un « sujet automate » ou d'une substance-sujet qui se meut toute seule, ou encore au schéma des présuppositions simplement posées, comme le soutiennent des auteurs déjà mentionnés comme Postone ou Dardot et Laval.

Balibar essaie d'expliquer cette dernière perspective en décrivant du point de vue particulier de la force de travail ce que nous avons nommé la tension entre la consistance propre du réel et les idéalizations du capital (qu'il identifie ici à la subsomption réelle), jusqu'à ce que cela débouche « tendanciellement » sur une éventuelle révolution ouvrière, même si la limite de cette tension est historiquement inaccessible :

C'est donc la façon dont, individuellement et surtout collectivement, la « force de travail » résiste et tendanciellement *échappe* au statut de pure marchandise qui lui impose la logique du capital. Le terme *idéal* d'une telle logique serait ce que Marx appelle la soumission ou « subsomption » *réelle* de la force de travail (...) une existence pour les travailleurs intégralement déterminée par les besoins du capital (qualification professionnelle ou déqualification, chômage ou surtravail, austérité ou consommation forcée, selon le cas). Mais cette limite est historiquement inaccessible. En d'autres termes, l'analyse de Marx tend à dégager l'élément d'impossibilité matérielle contenu dans le mode de production capitaliste : le *minimum incompressible* auquel se heurte son « totalitarisme » propre, et dont procède en retour la pratique révolutionnaire du travailleur collectif<sup>564</sup>.

Il soutient également que « c'est précisément la combinaison des trois niveaux d'analyse, depuis la ligne de évolution de toute la société jusqu'à l'antagonisme quotidien dans le procès de travail, qui constitue ce que Marx entend par rationalité de l'explication historique. Pour le dire alors en termes plus philosophiques, il en résulte que Marx a eu de moins en moins recours à des *modèles* d'explication préexistants, et que de plus en plus il a *construit une rationalité* sans véritable précédent (...) La lutte de classes, dans le changement

---

<sup>564</sup> *Ibid.*, p. 164.

incessant de ses conditions et de ses formes, est à elle-même son propre modèle »<sup>565</sup>. Selon cette interprétation, les situations de conflit et de tension entre l'abstraction capitaliste (à travers l'action des capitalistes) et la consistance propre du réel (qui contient des éléments hétérogènes et non nécessairement fonctionnels au capital) n'illustrent pas simplement des moments dialectiques préexistants (comme le passage du mauvais infini à la bonne infinitude, ou la négation de la négation, par exemple). Elles constitueraient plutôt elles-mêmes des types de processus ou de développements dialectiques (au sens de conflictuel), dont « il n'est pas interdit de concevoir la série comme *ouverte*. Du moins est-ce le *sens* dans lequel s'engage le travail de Marx »<sup>566</sup>.

S'il en est ainsi, il faut reconnaître que nous aurions au moins une tension installée au sein de la conception historique de Marx lui-même, car on ne saurait tout simplement oublier certains passages ou certains niveaux d'analyse où la perspective historique déterministe est assez explicite. La conception de la lutte n'aurait d'ailleurs pas dû attendre les écrits politiques pour émerger. Dans les écrits économiques eux-mêmes, « le rejet d'une histoire progressiste universelle au profit d'une histoire procès qui s'universalise dans l'aléatoire politique de la lutte coexiste avec la tentation évolutionniste de l'époque »<sup>567</sup>, comme le reconnaissent parfois Dardot et Laval : « Que l'on ne s'y trompe pas. Il n'est pas ici question de dire que l'on pourrait répartir les œuvres de Marx dans des compartiments, l'un où prévaudrait la logique 'stratégique' et l'autre où dominerait au contraire la 'nécessité' du système et de son autodépassement. Tout texte de Marx est au contraire une tentative d'articulation de ces deux lignes de pensée »<sup>568</sup>.

À ce titre, Balibar voit dans l'année 1871 – celle de la guerre franco-allemande, suivie de la Commune de Paris et de son massacre par les forces l'ordre – un moment décisif. En fait, il s'agit de la deuxième fois (la première étant les défaites révolutionnaires de 1848) que Marx rencontre « le mauvais côté de l'histoire », c'est-à-dire le côté du déroulement imprévisible de l'histoire, de ses effets régressifs et du coût humain effroyable. Selon lui, la tension qui caractérise ces deux conceptions d'historicité devient encore plus explicite : « Cependant, la question de savoir comment une conception de l'historicité comme 'contradiction réelle', qui se développe entre des tendances contemporaines, pouvait coexister

---

<sup>565</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>566</sup> *Ibid.*, p. 159. Nous soulignons.

<sup>567</sup> Bensaïd D., « Notes sur Étienne Balibar, La Philosophie de Marx. » Disponible sur <http://danielbensaid.org/Etienne-Balibar-La-Philosophie-de>. Accès 22/02/2016. Daniel Bensaïd est l'un de ceux qui ont insisté sur la dimension de la possibilité et de la contingence dans la conception marxienne de l'histoire. Voir Bensaïd D., *Marx l'intempestif: Grandeurs et misères d'une aventure critique*, Paris, Fayard, 1996.

<sup>568</sup> Dardot P. et C. Laval, *Marx, prénom, op. cit.*, p. 14.

avec une représentation de la ‘totalité de l’histoire’, faite de stades d’évolution et de successives révolutions, n’était nullement supprimée par là. Elle était même rendue plus conflictuelle. Or, en 1871, Marx a rencontré de nouveau ‘le mauvais côté de l’histoire’ et, comme je l’ai dit, ce qui en est résulté pratiquement fut l’interruption de son entreprise. À partir de ce moment, il ne s’arrête pas de travailler, mais il est certain de ne plus ‘achever’, de ne plus aboutir à une ‘conclusion’. *Il n’y aura pas de conclusion* »<sup>569</sup>.

S’il ne semble pas avoir de conclusion, il y a quand même de nouvelles inflexions, voire des rectifications. À ce titre, on peut mentionner ici au moins un moment : celui de la commune rurale russe. Il s’agit notamment de la correspondance entretenue par Marx avec les représentants du populisme et du socialisme russe. Toute la question est de savoir si, dans un pays périphérique comme la Russie de l’époque, le développement du capitalisme était une condition préalable du socialisme (comme le croyaient certains lecteurs russes du *Capital*)<sup>570</sup>, ou si la commune rurale coopérative, traditionnelle mais encore répandue en Russie à cette époque-là, pouvait servir de base pour un développement non capitaliste, préfigurant directement le communisme.

Dans une fameuse lettre (en comprenant ici les brouillons) à Vera Zassoulitch, Marx semble proposer, selon Balibar, « l’idée d’une multiplicité concrète de voies de développement historique. Mais cette idée est indissociable de l’hypothèse plus abstraite selon laquelle il y a dans l’histoire de différentes formations sociales une multiplicité de ‘temps’ contemporains les uns des autres, dont certains se présentent comme une progression continue, tandis que d’autres opèrent le court-circuit du plus ancien et du plus récent (...) Elle ne suit pas un plan préexistant, mais résulte de la façon dont des unités historico-politiques distinctes, plongées dans un même ‘milieu’ (ou coexistant dans un même ‘présent’) réagissent aux tendances du mode de production »<sup>571</sup>.

En effet, Marx affirme par exemple que « ‘la fatalité historique’ de ce mouvement est donc *expressément* restreinte aux *pays de l’Europe occidentale* (...) Dans ce mouvement occidental il s’agit donc de la *transformation d’une forme de propriété privée en une autre*

---

<sup>569</sup> BALIBAR E., *La philosophie de Marx, op. cit.*, p. 167.

<sup>570</sup> À ce titre, il y a par exemple le fameux passage de la préface de la première édition, qui vient très clairement à l’appui des lectures déterministes : « En fait, il n’est pas question dans ce livre des degrés de développement plus ou moins élevés atteints par les antagonismes sociaux qu’engendrent les lois naturelles de la production capitaliste. Il s’agit de ces lois elles-mêmes, de ces tendances profondes qui agissent et s’imposent avec une nécessité de fer (*mit eherner Notwendigkeit*). Le pays plus développé industriellement ne fait que montrer ici aux pays moins développés l’image de leur propre avenir » (MARX K., *Le Capital. Livre I, op. cit.*, p. 5 ; MEW 23, p. 12).

<sup>571</sup> BALIBAR E., *La philosophie de Marx, op. cit.*, p. 174.

*forme de propriété privée*. Chez les paysans russes on aurait au contraire à *transformer leur propriété commune en propriété privée*. L'analyse donnée dans *Le Capital* n'offre donc de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale... »<sup>572</sup>. Marx va même jusqu'à dire que « cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie ». Dans les brouillons, Marx détaille un peu plus cette hypothèse : « En Russie, grâce à une combinaison de circonstances uniques, la commune rurale, encore établie à l'échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale. C'est justement grâce à la contemporanéité de la production capitaliste qu'elle s'en peut approprier tous les acquêts positifs et sans passer par ses péripéties (terribles) affreuses. La Russie ne vit pas isolée du monde moderne... »<sup>573</sup>. Dans le temps, face à ses difficultés internes ainsi qu'à la menace externe du capitalisme, « pour sauver la commune russe, il faut une Révolution russe »<sup>574</sup>.

Dardot et Laval, de leur côté, vont même plus loin et pensent que Marx ébauche ici un véritable point de vue « anthropologique » nourri par les nouveaux savoirs de la préhistoire, de l'ethnologie, de la paléontologie, etc, où le communisme apparaît comme la « réactivation de formes issues du communisme archaïque dans un milieu historique nouveau, lequel est lui-même le résultat du développement capitaliste »<sup>575</sup>, ce qui semble alors réintroduire une figure *cyclique* de l'histoire. Dans ce cas, l'avenir ne serait pas le résultat de la négation de la négation, mais la réaffirmation d'une réalité première qui n'a jamais entièrement disparu des structures sociales et des cerveaux. En ce sens, « il serait donc insuffisant de réduire cette ultime réflexion marxienne sur la commune rurale à une simple 'pluralisation' de l'histoire des sociétés (...) L'effort de Marx, dans ses dernières années, a consisté à donner un fondement historique nouveau à la perspective du communisme, au risque de menacer sérieusement un édifice théorique construit sur le socle de l'épistémè évolutionniste et progressiste du XIX<sup>e</sup> siècle »<sup>576</sup>.

Effectivement, dans un passage du premier brouillon, où il fait une allusion à l'anthropologue Lewis Morgan, il dit ceci : « Elle le trouve en un mot dans une crise qui ne finira que par son élimination, par un retour des sociétés modernes au type 'archaïque' de la

---

<sup>572</sup> MARX K., « Lettre à Vera Zassoulitch (1881) », in: M. GODELIER (dir.), *Sur les sociétés précapitalistes. Textes choisis de Marx, Engels, Lénine*, Paris, Editions Sociales, 1978, p. 341. Pour une analyse systématique des visions de Marx à propos des sociétés non capitalistes, voir ANDERSON K.B., *Marx at the Margins: On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies*, University Of Chicago Press, 2010.

<sup>573</sup> MARX K., « Lettre à Vera Zassoulitch (1881) », *op. cit.*, p. 319.

<sup>574</sup> *Ibid.*, p. 329.

<sup>575</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom : Karl*, *op. cit.*, p. 665.

<sup>576</sup> *Ibid.*, p. 667.



propriété commune, forme où – comme le dit un auteur américain, point du tout suspect de tendances révolutionnaires, soutenu dans ses travaux par le gouvernement de Washington – ('le plan supérieur') 'le système nouveau' auquel la société moderne tend sera une renaissance (*revival*) dans une forme supérieure, d'un type social archaïque »<sup>577</sup>.

Dardot et Laval notent cependant que la tension entre différentes conceptions d'histoire a tout de même demeurée chez Marx, car au moment même où il s'efforce laborieusement de rédiger sa réponse à Vera Zassoulitch, il écrit la lettre du 22 février 1881 au dirigeant socialiste néerlandais Nieuwenhuis dans laquelle il soulignait plus fortement que jamais l'idée qu'une révolution a pour présupposition absolue la maturité des forces productives : « Au moment où une révolution vraiment prolétarienne éclatera, les conditions de son *modus operandi* le plus immédiat (quoique bien sûr, peu idyllique) s'offriront du même coup »<sup>578</sup>.

On voit ainsi qu'il n'y a probablement pas de conception univoque de l'histoire chez Marx. Ce que nous avons en fait, c'est une tension entre une conception plus déterministe et une conception plus ouverte et pluraliste. Mais justement, ce côté déterministe est sans doute l'une des causes du discrédit philosophique qui, aujourd'hui, atteint « la conception matérialiste de l'histoire ». Néanmoins, si le XX<sup>e</sup> et le début du XXI<sup>e</sup> siècle ont témoigné d'une complexification et d'une diversification encore plus poussées de la dynamique du capitalisme (voir la deuxième partie de cette thèse), la tâche d'une théorie critique ne consisterait pas seulement à enterrer une fois pour toutes la perspective téléologique de l'histoire, mais peut-être aussi à repenser, sur la base d'autres outils philosophiques, la logique du capital elle-même, car c'est cette logique qui commande en bonne partie ce mouvement historique moderne (voir la troisième partie de cette thèse). À ce moment-là, toute la question est de savoir si nous avons vraiment compris jusqu'au bout la spécificité et les ressorts de cette pratique sociale conçue comme une abstraction réelle.

---

<sup>577</sup> MARX K., « Lettre à Vera Zassoulitch (1881) », *op. cit.*, p. 320.

<sup>578</sup> « Lettre de Marx à Nieuwenhuis » *apud* DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom, op. cit.*, p. 670.

## **Deuxième partie: Complexité et plasticité de la dynamique capitaliste**

### **Introduction à la deuxième partie**

Dans la première partie, nous avons vu qu'il demeure chez Marx une sorte de tension entre une conception plus déterministe et une conception plus ouverte et pluraliste de l'histoire et, plus spécifiquement, de la dynamique capitaliste. Face aux événements du XX<sup>e</sup> siècle, comme la grande crise de 1929, les deux guerres mondiales, l'ascension des totalitarismes, les Trente Glorieuses et la chute du mur de Berlin, même des courants internes au marxisme et à la pensée critique en général n'ont pas manqué de critiquer les interprétations les plus figées et téléologiques de Marx. Ainsi aujourd'hui, prôner la remise en question de la doctrine de l'effondrement « automatique » du capitalisme n'a en soi rien d'original. Différents auteurs et courants au sein du marxisme critique, comme l'althussérisme, la théorie critique de Francfort ou Lukács ont tous plus ou moins pris leurs distances à l'égard du marxisme dit orthodoxe. Néanmoins, dans cette deuxième partie, nous voudrions montrer qu'il ne s'agit plus seulement de reconnaître la capacité de reproduction du capitalisme, mais aussi la complexité, la diversité et la plasticité de sa dynamique, sans exclure les crises et les résistances de l'analyse.

En ce qui concerne Marx lui-même, nous avons vu que, dans ses moments les plus critiques et en quelque sorte déterministes, son objectif consiste « à montrer scientifiquement non seulement que la disparition du capitalisme est inéluctable et que le capitalisme prépare les conditions d'un mode de production communiste, mais aussi que les lois du capitalisme

sont à l'origine d'un accroissement de la résistance ouvrière et d'une organisation croissante des luttes ouvrières »<sup>579</sup>. Par conséquent, le capitalisme prépare non seulement les conditions matérielles et productives (exprimées par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit), mais aussi les conditions politiques, les sujets qui mèneront jusqu'au bout son dépassement, en l'occurrence une classe ouvrière réunie, augmentée, organisée et mobilisée, « en colère » contre le système actuel (perspective résumée par la thèse selon laquelle le capital crée ses propres fossoyeurs). Ainsi, tout se passe comme si le capital succombait devant une incapacité à contrôler complètement toutes les circonstances de son processus de restructuration de la réalité, car celle-ci est dotée de consistance propre. Il y a des tendances déclenchées par son intervention qui néanmoins lui échappent et se retournent contre lui.

Le problème est qu'au XX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme a évolué d'une manière quelque peu différente de ce que Marx avait prédit. On pourrait dire que les contradictions du système qui mèneraient à son dépassement inéluctable se sont retrouvées bloquées. Si nous prenons la période de l'après-guerre, nous voyons que des figures internes au mouvement marxiste ont réagi à cette situation en reconnaissant et en essayant de comprendre la *résilience* de cette forme d'organisation sociale. Beaucoup ont noté que, après la grande crise de 1929, le capitalisme a été reconfiguré pour permettre une intervention de l'État visant à contrôler les fluctuations du marché et à éviter de nouvelles crises. On a forgé l'expression « capitalisme organisé » ou « administré », voire « capitalisme d'État »<sup>580</sup>, pour essayer de rendre compte de ce processus. Pendant longtemps, a été créé une sorte de consensus dans le domaine de la critique sociale, qui a pour ainsi dire abandonné la perspective de la crise et de l'instabilité du capitalisme pour se concentrer sur d'autres domaines, principalement sur la question de la reproduction sociale et des mécanismes de domination<sup>581</sup>. D'une certaine manière, la perspective de la stabilité du système est devenue dominante.

Cependant, le scénario en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle est plus ambigu et complexe. D'une part, la crise est revenue avec force, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans les champs de l'écologie et de la politique, ce qui rend le paradigme de la stabilité et de

---

<sup>579</sup> RENAULT E., « Le problème de la résistance ouvrière dans Le Capital », *Les études philosophiques*, octobre 2015, n° 4., p. 526.

<sup>580</sup> Cf. POLLOCK F., « State Capitalism: Its Possibilities and Limitations ». In: ARATO A. et GEBHARDT E., *The Essential Frankfurt School reader*, Continuum., New York, 1982.

<sup>581</sup> Pour différents abordages de cette période au sein de la critique sociale, voir par exemple ADORNO T.W. et M. HORKHEIMER, *Dialektik der Aufklärung: philosophische Fragmente*, Suhrkamp, 1997.; ALTHUSSER L., *Sur la reproduction*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011. ; FOUCAULT M., *Surveiller et punir: Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.; BOURDIEU P., *La Distinction : Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979.

la reproduction au moins douteux et revigore l'actualité de la critique du capitalisme de Marx. D'autre part, en revanche, il est difficile de ne pas se rendre compte que ces crises n'entraînent pas pour l'instant un horizon clair de dépassement du capitalisme. Il semble que ce dernier réussisse à se reproduire, même parmi tant de crises et d'obstacles, au moins jusqu'à présent. Dans ce but de survie, sa dynamique a été en mesure de montrer certaines caractéristiques, notamment un certain degré de *diversité*, de *complexité* et de *plasticité*.

C'est bien ce que montrent certains courants d'interprétation du capitalisme qui se tournent vers une analyse plus large et comparative des différentes phases et différents types de capitalisme. Tel est le cas d'une école d'économie hétérodoxe, la Théorie française de la Régulation. De même, nous avons certains travaux en sociologie économique et du travail, dont l'un des auteurs les plus connus en France est Luc Boltanski. Il est intéressant de noter qu'aussi bien la Théorie de la Régulation que la sociologie pragmatique de Boltanski se sont constituées à partir d'une critique de ce qu'ils considéraient comme des excès de ce paradigme de la reproduction et de la stabilité, représenté en l'occurrence par les figures d'Althusser (dans le cas de la Théorie de la Régulation) et Bourdieu (dans le cas de Boltanski et de ses collaborateurs).

L'analyse régulationniste renforce, pour ainsi dire, la thèse de la consistance propre de la réalité que le capital tente de s'approprier, de restructurer et d'instrumentaliser pour atteindre ses buts. En effet les régulationnistes affirment qu'il n'y a pas de dynamique économique pure. Dans le sillage de la tradition institutionnaliste, ils montrent que la politique, la culture et d'autres secteurs institutionnels de la société jouent également un rôle, et surtout que les rapports de pouvoir entre les groupes sociaux, dans chaque contexte, modulent fortement cette dynamique. Nous allons analyser plus en détail ce diagnostic de la complexité de la dynamique capitaliste tout au long du *quatrième chapitre*.

Si, dans un sens, la théorie régulationniste permet de complexifier et en quelque sorte de critiquer les analyses macro-économiques de Marx illustrées par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, nous pourrions dire que certains travaux concernant les conditions de travail (et de consommation) permettent de faire de même au sujet de la thèse de Marx selon laquelle le capital crée et organise ses fossoyeurs, la classe ouvrière. La recherche de Boltanski et de Chiapello sur le « nouvel esprit du capitalisme » est l'une des grandes références sur le sujet et un bon point de départ pour notre enquête du *cinquième chapitre* consacrée aux nouvelles conditions de travail et de consommation, car ils permettent justement d'illustrer la plasticité du capitalisme. Ils affirment que le capitalisme est capable de se rétablir périodiquement, en temps de crise et de rupture historique, tout en absorbant

partiellement les éléments des critiques qui lui sont adressées. D'autres travaux de sociologie du travail montrent encore que le capitalisme a su trouver des moyens pour combattre l'organisation collective des travailleurs prévue par Marx, en recourant par exemple à des stratégies comme l'individualisation, l'instrumentalisation ou la dissolution des collectifs informels de travail, la stimulation de l'implication « de corps et âme » des salariés, etc., ce qui a provoquée, au moins en France, un processus d'affaiblissement des syndicats.

De plus, outre la différence en termes d'objet de recherche, il faut noter que ces travaux sociologiques apportent un regard complémentaire en termes méthodologiques par rapport aux travaux régulationnistes se situant dans le champ de l'économie institutionnelle. En effet, même lorsqu'ils s'intéressent au rapport salarial, ces derniers se concentrent plus sur le niveau *méso* des institutions ainsi que sur le niveau *macro* des régularités macroéconomiques et des régimes d'accumulation modulés par la configuration institutionnelle. La régulation nous permet alors d'avoir une vision d'ensemble de la diversité et de la complexité de la dynamique capitaliste, mais selon une perspective plus structurelle et « verticale », malgré sa focalisation sur les conflits sociaux et les rapports de force qui se produisent parmi les différents groupes sociaux. En revanche, les travaux sociologiques auxquels nous nous intéresserons au cinquième chapitre sont en général plutôt centrés sur les acteurs sociaux – ce qui est important pour éviter tout « fatalisme systémique » de l'analyse. Par exemple, des études portant sur les dispositifs de pouvoir inhérents à l'univers de l'entreprise moderne, comme ceux de Pierre Dardot et Christian Laval, de Frédéric Lordon, de Danièle Linhart ou de Jean-Pierre Durand, nous permettent d'accompagner, d'une perspective plus proche des individus et de leurs vécus, la manière dont le management essaie de contrôler le travail réel des exécutants tout en cherchant à « façonner » leurs subjectivités, ce qui nous livre aussi la clé pour comprendre les pathologies qui peuvent en résulter, comme le montrent Christophe Déjours ou Alain Ehrenberg. Par ailleurs, Boltanski et Chiapello cherchent à mettre en évidence les problèmes *qu'ont dû affronter les acteurs capitalistes, les hommes d'entreprises*, notamment du fait d'une élévation sans précédent depuis l'après-guerre du niveau de critique, leurs tâtonnements pour faire face ou échapper à ces difficultés, le rôle des propositions et des analyses issues de la critique dans les solutions qu'ils ont choisies ou pu mettre en œuvre. De même, le travail de Marie-Anne Dujarier essaie d'aller au-delà de ce qu'elle appelle la « sociologie de la réception » des prescriptions et des dispositifs organisationnels et de gestion assez dominante dans le champ de la sociologie du travail. Elle souligne le fait que la description et l'analyse sociologiques du travail de direction et de prescription restent rares dans ce champ. Ainsi, aussi bien Boltanski/Chiapello que Dujarier nous permettent d'avoir

une vision un peu plus claire de l'*action* des agents (dirigeants, cadres) chargés de poursuivre la reproduction élargie du capitalisme, ce qui nous fournit une perspective plus « horizontale » des changements introduits dans le capitalisme. Cela est, selon nous, essentiel pour bien comprendre la plasticité de la dynamique capitaliste, ainsi que son rapport étroit avec la pratique capitaliste.

Dans tous les cas, malgré les différences qualitatives qu'elles présentent entre elles, toutes ces lignes de recherche étudient toujours la question de la reproduction économique et sociale du capitalisme, mais peut-être d'une manière plus dynamique, plus diversifiée, plus plastique et plus complexe que la plupart de leurs prédécesseurs. Il ne s'agit pas seulement de la perpétuation d'une même structure ou de l'administration d'un monde totalement planifié, mais de la capacité capitaliste de restructuration au milieu d'obstacles et de difficultés et de la façon dont cela implique un chemin plus diversifié et ouvert aux innovations. Autrement dit, ces auteurs, même s'ils ont des orientations et des sensibilités hétérogènes, examinent tous la possibilité d'une reproduction non exempte de tensions, de crises, de critiques, de conflits et de résistance.

On peut objecter que chez Marx il est déjà possible de trouver les éléments d'une telle analyse<sup>582</sup>, ce qui est tout à fait juste, comme nous avons cherché à le montrer dans la première partie ; mais nous croyons que les nouveaux résultats de la recherche sociale, qui radicalisent et complexifient non seulement les tendances à la crise, mais aussi les tendances à l'expansion et au changement dans le capitalisme, exigent tout de même que nous repensions certains éléments fondamentaux de la logique ou de la pratique sociale capitaliste, en recourant éventuellement à d'autres outils philosophiques, sans aucunement récuser en bloc l'analyse marxienne. Dans tous les cas, voilà ce que nous proposerons dans la troisième partie de cette thèse, en partant de la philosophie pratique de Kant.

---

<sup>582</sup> Pour un effort dans cette direction, voir HABER S., « Diversité et historicité du capitalisme d'après le Livre I du Capital : origines, évolutions, transformations, différenciations », *Les Études philosophiques*, 11 décembre 2015, n° 154, p. 539-554.

## Chapitre 4 – La Théorie de la Régulation et la complexité de la dynamique capitaliste

### 4.1- L'héritage, la critique et le dépassement de l'althussérisme

Pour comprendre le contexte d'apparition du courant régulationniste, il nous semble important de revenir au moins à ses sources althussériennes, pour essayer ensuite de comprendre en quoi ils s'en différencient. Alain Lipietz a déjà affirmé à plusieurs reprises que les régulationnistes étaient des « fils rebelles » d'Althusser<sup>583</sup>. Si l'on veut comprendre le premier terme de l'expression, « fils », il s'agit bien de cerner en quoi consiste exactement l'héritage et les acquis de l'École d'Althusser. De même, pour bien saisir le sens du terme « rebelles », on doit analyser quelles ont été les limites de l'approche structuralo-marxiste identifiée par les régulationnistes. Dans un entretien, Lipietz essaie de résumer ces deux points, tout en soulignant le fait que l'apport de l'althussérisme a bien à voir avec l'expérience du capitalisme administré au XX<sup>e</sup> siècle :

Deuxièmement, on est, étant donné la conjoncture historique, les fils rebelles d'Althusser. Alors là on est vraiment les fils, c'est-à-dire qu'on reprend d'Althusser, de Bettelheim, de Balibar, la critique de la version « pauvre » de la critique du capitalisme, celle du P.C.F. pour qui ce qu'il y a de « pas bien » dans le capitalisme c'est que ce n'est pas bien redistribué et c'est anarchique. Alors là-dessus on répond, comme les althussériens et comme la révolution culturelle chinoise et comme les opéraïstes italiens : 1° ce n'est pas seulement que c'est mal distribué. Il s'agit surtout qu'on n'y produit pas bien, c'est-à-dire que l'organisation du travail repose sur une dépossession des producteurs ; 2° ce n'est pas si anarchique que cela, du tout. *Au contraire le capitalisme de l'après-guerre a résolu le problème de l'anarchie sur le marché, grâce à une forme de régulation très puissante. Mais on est les fils rebelles d'Althusser justement car on est en train de se rendre compte que l'althussérisme, en poussant à l'extrême l'éloge de cette capacité d'autorégulation du capitalisme, en niant qu'il y a des contradictions finalement dans la reproduction capitaliste, est en train de « louper » l'existence de la crise*<sup>584</sup>.

On essaiera d'approfondir ces deux points. D'abord, on peut commencer par les acquis. Il ne s'agit certainement pas de faire une analyse exhaustive de l'althussérisme, mais tout simplement de souligner les points qui ont été essentiels pour l'appropriation critique

---

<sup>583</sup> Voir par exemple LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », intervention au Colloque The Althusserian Legacy S.U.N.Y. Stony Brooks (NY), 23-24 septembre 1988, disponible sur [http://lipietz.net/IMG/article\\_PDF/article\\_561.pdf](http://lipietz.net/IMG/article_PDF/article_561.pdf), p. 2.

<sup>584</sup> LIPIETZ A., « De l'approche de la régulation à l'écologie: une mise en perspective historique | multitudes. », 1994. Disponible sur <http://www.multitudes.net/De-l-approche-de-la-regulation-a-l/>. Nous soulignons.

régulationniste. Si l'on suit le témoignage et l'interprétation du seul régulationniste de la première génération qui fasse une référence explicite à l'héritage althussérien, Alain Lipietz, alors il faut d'emblée opérer une distinction – certainement ironique – entre le premier ou le « jeune » Althusser de *Pour Marx*, et le deuxième Althusser (avec les contributions de ses élèves, notamment celle d'Etienne Balibar) de *Lire le Capital*. Selon Lipietz, les riches intuitions de base de *Pour Marx* « devaient malheureusement se geler en une sorte de scolastique formelle dès lors que les rapports sociaux n'étaient plus saisis comme des contradictions, comme des tensions instables, mais comme des structures »<sup>585</sup>.

En revanche, les riches intuitions de base de *Pour Marx* peuvent être vues comme une rupture bienvenue avec le déterminisme du marxisme simpliste, de matrice stalinienne. C'est ainsi que la thèse selon laquelle le réel historique doit être appréhendé comme un *tout complexe surdéterminé* acquiert de l'importance :

Tout d'abord, Althusser nous a appris à concevoir le réel historique comme un tissu de rapports contradictoires, *autonomes* les uns par rapport aux autres, quoique se surdéterminant les uns les autres, et non pas se « reflétant » les uns les autres. La politique ni les idéologies ne sont pas les « reflets » des forces économiques, mais il existe des « configurations » idéologico-politico-économiques, configurations stables ou configurations de crise. Dès les années 60, le marxisme français s'éloignait ainsi de tout réductionnisme du genre « kapital-logik »<sup>586</sup>.

Que signifie ce concept exactement ? Si l'on se reporte au texte d'Althusser, on voit qu'il faut d'abord comprendre en quoi consiste la conception marxiste de société. Ici la notion de *mode de production* joue évidemment un rôle central<sup>587</sup>. Mais la difficulté est justement de cerner quel type de rapport on met en place pour comprendre la dialectique entre les termes du mode de production, c'est-à-dire entre la *structure* (base économique : forces de production et rapports de production) et la *superstructure* (l'État et toutes les formes juridiques, politiques et idéologiques)<sup>588</sup>. Le marxisme traditionnel avait interprété ce rapport à partir de l'idée de *renversement* de la dialectique hégélienne. Dans ce cas, on maintenait le rapport que Hegel impose aux relations entre la société civile et l'État, c'est-à-dire un rapport d'essence à phénomène sublimé dans le concept de « vérité de... », où par exemple l'État serait la vérité de la société civile. Or, chez Marx, la société civile pourrait bien n'être aussi que « la vérité de » l'État. Au principe « pur » de la conscience de soi, principe interne simple qui, chez

---

<sup>585</sup> LIPIETZ A., « De l'althussérisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.* p. 4.

<sup>586</sup> Ibid, p. 3

<sup>587</sup> Cf. ALTHUSSER L., *Pour Marx*, Paris, La Découverte, 2005., p. 109.

<sup>588</sup> Cf. *ibid.*, p. 110.



Hegel, est principe d'intelligibilité de toutes les déterminations d'un peuple historique, on aurait ainsi substitué un autre principe *simple*, son contraire : la vie matérielle, l'économie<sup>589</sup>. C'est ici qu'intervient la critique d'Althusser à l'égard de cette interprétation hégélienne de Marx. Selon lui, « chez Marx l'identité tacite (phénomène-essence-vérité-de...) de l'économique et du politique disparaît au profit d'une *conception nouvelle* du rapport des *instances déterminantes* dans le complexe structure-superstructure »<sup>590</sup>. Comme indices de cette nouveauté de Marx, Althusser indique les deux thèses : d'une part la détermination en dernière instance par le mode de production (économique) ; d'autre part l'autonomie relative des superstructures et leur efficace spécifique.

Avec cette critique, Althusser envisage de faire ressortir la différence entre la totalité hégélienne et la totalité marxiste. Dans le premier cas, il s'agit d'une unité *simple* d'une totalité « expressive », où une *unique* essence ou substance originaire se développe de manière aliénée et *pure*. Cette substance simple est cependant elle-même moment du développement de l'Idée. C'est pourquoi toutes les différences concrètes et les sphères qui figurent dans la totalité hégélienne (la société civile, l'État, la religion, la philosophie, etc.) n'ont pas vraiment d'autonomie relative. En effet, elles ne sont posées que pour être niées, « puisqu'elles ne sont rien d'autre que les moments de l'aliénation du principe interne simple de la totalité »<sup>591</sup>.

Or, si l'on applique la dialectique hégélienne pour comprendre la totalité marxiste, comment comprendre la détermination *en dernière instance* par l'économique et l'efficacité spécifique des superstructures ? Pour Althusser, le propre de la totalité marxiste consiste en ce qu'elle apparaît comme *un tout complexe déjà donné*<sup>592</sup>. La complexité est le concept clé ici, c'est-à-dire que dans la totalité marxiste aucun processus complexe ne nous est donnée comme le développement d'un processus simple, mais qu'il est au contraire donné comme le résultat d'un processus lui-même complexe. Autrement dit, chez Marx, le complexe est l'originaire, ce qui n'est compréhensible qu'à travers l'idée d'un tout social *structuré*.

Dans *Pour Marx*, ce tout social structuré en sphères (l'économique, le politique, l'idéologique) ou *structures de rapports sociaux* (les forces de production, les rapports de production, les rapports politiques, les rapports juridiques, les rapports idéologiques) est encore compris en termes de *contradictions*, qui disposent d'un rôle moteur dans un processus de développement. Ainsi, ces structures articulent des rapports qui se présentent comme des

---

<sup>589</sup> Cf. *ibid.*, p. 107.

<sup>590</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>591</sup> ALTHUSSER L., *Pour Marx, op. cit.*, p. 208.

<sup>592</sup> Cf. *ibid.*, p. 200 ;202.

contradictions entre deux aspects dont l'un domine l'autre<sup>593</sup>. En effet, Althusser distingue dans tout processus complexe une contradiction principale, et dans toute contradiction un aspect principal<sup>594</sup>. Cela veut dire qu'Althusser, en affirmant l'autonomie relative de chaque structure dans le tout, ne « tombe » pas dans le pluralisme. Il conçoit que le tout complexe possède l'unité d'une structure articulée à dominante<sup>595</sup>, et cette inégalité est essentielle à la structure du tout.

En revanche, cela n'implique pas que les contradictions secondaires soient le pur phénomène de la contradiction principale, ou que la contradiction principale soit l'essence dont les secondaires seraient autant de phénomènes, tel que chez Hegel. Encore une fois, la totalité ne peut pas être envisagée hors de sa complexité et de ses contradictions. Les contradictions secondaires sont effectivement essentielles à l'existence même de la contradiction principale, tandis que la contradiction principale constitue leur condition d'existence. Ainsi, « les rapports de production n'y sont pas le pur phénomène des forces de production : ils en sont aussi la condition d'existence ; la superstructure n'est pas le pur phénomène de la structure, elle est aussi la condition d'existence »<sup>596</sup>.

C'est ainsi qu'Althusser essaie de rendre compte à la fois de la détermination en dernière instance par l'économie et de l'autonomie relative de la superstructure, chaque fois précisée par la structure dominante. Pour saisir cette solution de manière plus concrète, il faut aborder le concept de *surdétermination*. Ce concept veut dire qu'il n'y a pas de contradiction pure, ou de développement univoque et simple (voire téléologique) d'un processus contradictoire. Comme le tout toujours-déjà-donné est complexe et structuré *originellement*, alors chaque contradiction réfléchit « chacune en elle le rapport organique qu'elle entretient avec les autres dans la structure à dominante du tout complexe »<sup>597</sup>. C'est pourquoi, à un moment donné, « la surdétermination désigne dans la contradiction la qualité essentielle suivante : la réflexion, dans la contradiction même, de ses *conditions d'existence*, c'est-à-dire de sa situation dans la structure à dominante du tout complexe »<sup>598</sup>. Comme on l'a vu, les conditions secondaires sont la condition d'existence de la contradiction principale et vice-versa. Alors, l'analyse d'une situation concrète requiert toujours une analyse rendant compte de ces rapports organiques et complexes. Lipietz en donne un exemple intéressant :

---

<sup>593</sup> Cf. LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.*, p. 8.

<sup>594</sup> Cf. ALTHUSSER L., *Pour Marx, op. cit.*, p. 206.

<sup>595</sup> *Ibid.*, p. 208.

<sup>596</sup> *Ibid.*, p. 211.

<sup>597</sup> *Ibid.*, p. 213.

<sup>598</sup> *Ibid.*, p. 215.

Par exemple, la contradiction principale (bourgeoise/prolétariat) peut être surdéterminé en « blocage » ou en « explosion » par les multiples contradictions secondaires qu'elle domine mais qui n'en sont pas le simple développement (homme/femme, français/immigré etc...). Il importe de bien saisir la réalité, l'efficacité de cette surdétermination, impensable dans le cadre d'une dialectique de forme hégélienne où (...) les contradictions secondaires ne sont en fait qu'une « intériorisation » de la seule et unique contradiction principale...<sup>599</sup>

Cette réflexion des conditions dans la contradiction, la surdétermination, est en effet ce qui marque la spécificité de l'analyse marxiste de la contradiction. Il n'y a pas de contradiction simple, dont la logique est donnée de manière nécessaire, indépendamment des circonstances du moment actuel :

Il s'en dégage l'idée fondamentale que la contradiction Capital-Travail n'est jamais simple, mais qu'elle est toujours spécifiée par les formes et les circonstances historiques concrètes dans lesquelles elle s'exerce. Spécifiée par les formes de la superstructure (l'Etat, l'idéologie dominante, la religion, les mouvements politiques organisés, etc.) (...) spécifiée par la situation historique interne et externe, qui la détermine en fonction du passé national lui-même d'une part (...) et du contexte mondial existant d'autre part...<sup>600</sup>

Ainsi, la contradiction en général (forces de production x rapports de production, incarnée dans capital x travail) ne peut pas provoquer à elle seule une situation révolutionnaire ; il faut une accumulation de conditions et de circonstances. Ces dernières circonstances, des facteurs « superstructuraux », ont leur efficacité et leur consistance propres, ce qui montre encore une fois que :

La contradiction est inséparable de la structure du corps social tout entier, dans lequel elle s'exerce, inséparable de ses conditions formelles d'existence, et des instances même qu'elle gouverne, qu'elle est donc elle-même, en son cœur, *affectée par elles*, déterminante mais aussi déterminée dans un seul et même mouvement, et déterminée par les divers *niveaux* et les diverses *instances* de la formation sociale qu'elle anime : nous pourrions la dire *surdéterminée dans son principe*<sup>601</sup>.

Dans cette vision du développement historique, la notion de « phase » ou de « stade » est aussi importante. Une fois qu'on a affaire à la dialectique d'un processus complexe, où des déplacements et des condensations ont lieu, alors on a affaire à des moments surdéterminés et spécifiques que sont les « périodes » ou « phases », caractérisés par une configuration de domination spécifique. La nodalité du développement (stades spécifiques), et la nodalité spécifique de la structure de chaque stade, sont ce qui fonde la réalité même du processus complexe<sup>602</sup>. Ainsi comprise, la contradiction (les luttes) et ses déplacements/condensations est le moteur de l'histoire.

---

<sup>599</sup> LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.*, p. 8.

<sup>600</sup> ALTHUSSER L., *Pour Marx, op. cit.*, p. 104.

<sup>601</sup> *Ibid.*, p. 100.

<sup>602</sup> Cf. ALTHUSSER L., *Pour Marx, op. cit.*, p. 217.

On arrive ainsi à un trait très caractéristique et important de l'althussérisme. Le concept de surdétermination permet à Althusser de faire la critique de toute téléologie simpliste dans la compréhension marxiste de l'histoire. En contrepartie, on gagne une analyse beaucoup plus nuancée des situations concrètes, sans faire appel à des « lois immuables » de l'histoire ou du capitalisme :

Or ce concept (surdétermination) est bien essentiel au marxisme justement parce qu'il n'est pas un concept empirique : le constat de ce qui existe... C'est au contraire au concept *théorique*, fondé dans l'essence même de l'objet : le tout complexe toujours-déjà-donné. Ces conditions ne sont rien d'autre en effet que l'existence même du tout à un « moment » déterminé, au « moment actuel » (...) C'est pourquoi il est théoriquement possible et légitime de parler des « conditions », comme de ce qui permet de comprendre que la Révolution, « à l'ordre du jour », n'éclate et ne triomphe qu'ici, en Russie, en Chine, à Cuba ; en 17, en 49, en 58, et pas ailleurs ; et pas à un autre « moment » ; que la révolution, commandée par la contradiction fondamentale du capitalisme, n'ait pas triomphé avant l'Impérialisme et ait triomphé dans ces conditions favorables que furent justement les points de la rupture historique, « ces maillons les plus faibles » : non l'Angleterre, la France, l'Allemagne, mais la Russie « arrière » (Lénine), la Chine, et Cuba)...<sup>603</sup>

Lipietz lui-même admet la dette des régulationnistes envers cette thèse : « Mais nous devons d'abord saluer le premier coup porté par l'école althusserienne au marxisme figé, notre premier dette envers elle : la fin du mythe de la contradiction unique, de l'attente messianique d'un révolution par l'implacable vertu de la contradiction entre forces productives et rapports de production, intériorisée en contradiction prolétariat/bourgeoise »<sup>604</sup>. On verra d'ailleurs que la principale critique adressée par les régulationnistes à l'économie politique marxiste concerne l'idée de « lois de l'économie capitaliste », trans-historiques et en dernier ressort indépendantes des « circonstances » (Althusser) ou du « régime d'accumulation » (régulationnistes), comme par exemple la loi de baisse tendancielle du taux de profit.

Malgré ce point positif, il y a eu aussi des thèses problématiques dans l'althussérisme, notamment l'évacuation progressive des catégories de sujet et de contradiction – ce qui méritera les critiques des régulationnistes. Cette évolution devient explicite dans *Lire le Capital*.

\*\*\*

Nous allons désormais nous concentrer sur les contributions contenues dans *Lire le Capital*, en particulier sur celle d'Etienne Balibar : « Concepts fondamentaux du matérialisme historique ». Dans ce texte, en partant de la critique d'Althusser de la conception hégélienne du tout et de la contradiction, Balibar remet en cause la conception traditionnelle du concept

---

<sup>603</sup> *Ibid.*, p. 213.

<sup>604</sup> LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.*, p. 8.

marxiste central de *mode de production*, qui correspond d'abord à l'instance économique du tout social.

Si chez Marx l'histoire de la société peut être comprise comme une succession discontinue de modes de production, il s'agit alors de savoir quelle est la détermination des différences pertinentes qui permettent la définition du concept de *chaque* mode de production, d'autant plus que ce concept apparaît chez Marx comme l'unité de périodisation propre au matérialisme historique. Balibar envisage de répondre à cette question en passant d'abord par une autre tâche, celle de caractériser les *ensembles* au sein desquels jouent ces différences<sup>605</sup>.

Il comprend d'abord le mode de production comme une certaine forme (manière ou façon de faire) du procès de travail, c'est-à-dire du rapport que certains instruments (moyens du travail) entretiennent avec des formes d'organisation du travail. L'accent mis sur le caractère formel indique déjà le type d'analyse auquel on a affaire: une analyse descriptive, qui isole des formes ou des qualités. Dans le sillage du structuralisme, il définit cette analyse de la façon suivante :

Nous pouvons définir cette analyse comme *la détermination différentielle de formes*, et définir un « mode » comme un système de formes qui représente un *état de la variation* de l'ensemble des éléments qui entrent nécessairement dans le procès considéré. Cette définition, que je vais mettre à l'épreuve, vaut pour tous les modes, et requiert chaque fois deux choses : l'énumération des *places* (ou fonctions) présentées par le procès considéré, et la détermination des *critères pertinents* qui permettent de distinguer les formes occupant ces places<sup>606</sup>.

Balibar s'attache à définir ces éléments qui entrent nécessairement dans le procès. Il sont au nombre de trois : le travailleur ou producteur direct (la force de travail) ; les moyens de production (objets et instruments de travail) ; le non travailleur, s'appropriant le surtravail.

Ensuite, il faut établir le type de relations que ces éléments peuvent entretenir entre eux. En effet, en suivant un passage du *Capital*, Balibar présuppose que « c'est la manière spéciale d'opérer cette combinaison qui distingue les différentes époques économiques par lesquelles la structure sociale est passée »<sup>607</sup>. Par ailleurs, Balibar est soucieux ici d'éviter tout « technologisme », qui prenait les machines ou les instruments pour des rapports sociaux ; en effet, toute production matérielle est nécessairement sociale, de sorte que le type d'analyse proposé ne peut pas être celui de la mesure de l'efficacité ou la description technologique des moyens de travail. Ainsi, cette combinaison ou relation peut prendre deux sens exclusifs : séparation ou propriété. Le rapport de propriété se spécifie lui-même selon plusieurs formes

---

<sup>605</sup> Cf. BALIBAR, E., « Concepts fondamentaux du matérialisme historique » in ALTHUSSER L. (org.), *Lire le Capital*, Paris, PUF, 2014., p. 432.

<sup>606</sup> Ibid., p. 435.

<sup>607</sup> MARX, K., *Le Capital*, IV *apud* BALIBAR, E., op. Cit., p. 436.

possibles, notamment la dualité d'une « possession » (usage, jouissance) et d'une « propriété ».

Cependant, à côté de cette relation de propriété, l'apport le plus original de Balibar est d'avoir identifié un autre type de relation qui intervient dans la structure de l'économie, à savoir la relation *d'appropriation réelle ou matérielle*. Quelle est en fait la différence entre les deux relations ? On peut comprendre cette dernière en prenant pour exemple le mode de production capitaliste. Dans celui-ci, la relation de propriété désigne précisément le fait que le capitaliste (non travailleur) est propriétaire de tous les moyens de production *et* du travail, donc il est propriétaire du produit tout entier. En revanche, la relation d'appropriation réelle concerne plutôt le procès de travail. Elle ne fait nullement intervenir le capitalisme en tant que propriétaire, mais comme celui qui *contrôle* le procès de travail et possède une vision de *l'ensemble* de la production. Ainsi, la première relation correspond au fait que le produit est propriété du capitaliste et non du producteur immédiat, alors que la deuxième correspond au fait que l'ouvrier travaille sous le contrôle du capitaliste.

Cette relation d'appropriation réelle peut être définie alors comme « la capacité pour le producteur direct de mettre en œuvre les moyens de production sociaux »<sup>608</sup>. Elle concerne donc le degré d'autonomie du producteur direct, et les formes de dépendance mutuelle entre des producteurs (coopération, etc.).

Dans le capitalisme, le capitaliste assume donc un double rôle : il est à la fois *exploiteur* de la force de travail (propriété) et organisateur de la production (appropriation réelle), ce qui rend parfois difficile de saisir cette différence dans le capitalisme, c'est que l'une et l'autre relation peuvent être caractérisées par une *séparation*. Le travailleur est séparé de tous les moyens de production, il est dénué de toute propriété (sauf sa force de travail). En même temps, le travailleur comme individu humain est séparé de toute capacité à mettre en œuvre les instruments du travail social à lui seul ; en particulier avec le développement de la grande industrie, du machinisme, il a perdu son habileté de métier ; le travail n'est plus sa propriété. La distinction marxiste entre procès de travail et procès de valorisation, c'est-à-dire la double nature du procès de production, permet toutefois de rendre compte de cette différence<sup>609</sup>.

Balibar définit donc tout mode de production comme une *combinaison* d'éléments (toujours les mêmes) qui ne sont que virtuels en dehors de leur mise en rapport selon un mode déterminé. Sur cette base, on pourrait opérer une périodisation des modes de production selon

---

<sup>608</sup> Ibid., p. 439.

<sup>609</sup> Ibid., p. 441.

un principe de variation des combinaisons. Autrement dit, par combinaison variée de ces éléments (moyens de production, travailleurs, non travailleurs) entre eux selon les deux relations (propriété et appropriation réelle) qui appartiennent à la structure de tout mode de production, nous pouvons reconstituer les divers modes de production. Néanmoins, Balibar insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas du tout d'une *combinatoire* au sens strict, c'est-à-dire d'une forme de combinaison dans laquelle seuls changent la place des facteurs et leur rapport, mais non leur nature<sup>610</sup>. Bien au contraire, la transformation du rapport entre les éléments de la combinaison a pour conséquence une transformation de la nature de ces éléments eux-mêmes. Dans tous cas, le caractère *anti-évolutionniste* de l'interprétation de la théorie marxiste de l'histoire est évident.

En quoi consiste alors le statut de ces rapports sociaux en général ? C'est ici qu'intervient en fait l'évacuation des catégories de sujet et de contradiction chez Balibar, puisque les agents-sujets des structures agissent conformément aux exigences de celle-ci, c'est-à-dire qu'il y a une dépendance des formes de l'individualité par rapport à la structure du procès ou du « mode » de production. La forme, la manière ou la façon de faire, déterminée par la *combinaison*, détermine à son tour les *fonctions* devant être remplies par les « hommes ». Ceux-ci n'apparaissent que comme des *porteurs (Träger)* de ces fonctions, définies au sein des rapports sociaux : « Les hommes n'apparaissent dans la théorie que sous la forme de supports des relations impliquées dans la structure, et les formes de leur individualité comme des effets déterminés de la structure »<sup>611</sup>. C'est pourquoi Balibar affirme que « le véritable sujet de toute histoire partielle est la *combinaison* sous la dépendance de laquelle sont les éléments et leur rapport, c'est-à-dire *quelque chose qui n'est pas un sujet* »<sup>612</sup>.

Dans ce cadre, l'histoire apparaît alors comme un « (...) théâtre dont les spectateurs ne peuvent en être, d'occasion, spectateurs, que parce qu'ils en sont d'abord les acteurs forcés, pris dans les contraintes d'un texte et de rôles dont ils ne peuvent en être les auteurs, puisque c'est, par essence, *un théâtre sans auteur* »<sup>613</sup>.

Selon Lipietz, dès lors que les rapports sociaux n'étaient plus saisis comme des contradictions, des tensions instables, mais comme des structures, on finit par refuser l'autonomie des individus et des groupes pris dans ces rapports, leur capacité à se constituer en sujets sociaux capables de transformer les structures. Cette « ossification » ignore ce qu'il y

---

<sup>610</sup> Cf. *ibid.*, p. 454.

<sup>611</sup> *Ibid.*, p. 492.

<sup>612</sup> *Ibid.*, p. 488.

<sup>613</sup> ALTHUSSER, L., « L'objet du Capital » in *Lire le Capital*, p. 411.

a de « conscient » et donc de potentiellement générateur de transformation dans les pratiques les plus routinisées. Ce matérialisme figé devient donc coupé de la pratique transformatrice des masses<sup>614</sup>.

Ce n'est pas par hasard que ce type d'approche met quasi-exclusivement l'accent sur le concept de *reproduction* pour saisir la dynamique du mode de production capitaliste. En effet il s'agit plutôt du concept même de la *continuité historique*. Chez Balibar, la théorie de la reproduction assure la liaison et la *cohérence* du tout social. Plus spécifiquement, elle semble assurer une triple liaison : la liaison des capitaux individuels, qui constituent en réalité un unique entrelacement ou mouvement ; la liaison des différents niveaux de la structure sociale, puisque la reproduction implique la permanence des conditions non économiques du procès de production, notamment les conditions juridiques qui donnent de la solidité aux rapports de production ; finalement la reproduction assure la continuité successive de la production, qui fonde tout le reste<sup>615</sup>.

L'image que Balibar donne du mode de production correspond bien à l'expérience fondamentale du capitalisme au XX<sup>ème</sup> siècle (notamment dans l'après-guerre), celle d'un *capitalisme administré*, où l'anarchie du marché cède la place à la planification étatique et aux compromis institutionnalisés. C'est pourquoi Balibar considère la sphère de la circulation comme une simple illusion. C'est *unilatéralement* du moment « rationnel » ou « structurel » du capitalisme avancé qu'il s'occupe. Ici, ce qui importe est la cohérence du tout, et non les crises, la dynamique expansive et les déséquilibres qui lui sont inhérents, d'où son insistance sur la reproduction simple, au lieu de la reproduction élargie, en tant qu'essence ou forme de la dynamique capitaliste de production. L'irrationalité de l'accumulation du capital et le caractère souvent instable et fragile des compromis sociaux et des conflits entre les classes/groupes sont oubliés. Le résultat est que l'image classique que le marxisme donnait du capitalisme, un système *anarchique*, instable, soumis à des crises incessantes et proche du *collapse* est remplacée par l'image d'une structure stable et cohérente.

Comme on l'a vu, ce qui frappe dans l'analyse de Balibar, c'est qu'il a mis au jour un grand nombre de concepts décrivant au fond une *réalité statique*. Dans ce cas, qu'en est-il alors de la théorie marxiste du changement ou de l'historicisation absolue ? En faisant la critique de « l'évolutionnisme », Balibar reconnaît que « le matérialisme historique, s'il était réduit à ce seul concept (mode de production conçu comme combinaison), se trouverait dans

---

<sup>614</sup> Cf. LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.*, p. 4.

<sup>615</sup> Cf. BALIBAR E., « Les concepts fondamentaux », p. 500.



l'impossibilité de penser *au même niveau théorique* le passage d'une combinaison à l'autre »<sup>616</sup>. De là vient la nécessité du concept de « passage », analyse de la transition entre deux modes, de la formation et de la dissolution des modes.

L'analyse de la reproduction impose certaines contraintes à la théorie du passage de Balibar. D'un côté, si toute production sociale est une re-production, alors la production ne peut en aucun moment s'arrêter. Dès lors, l'intelligence du passage ou de la transition d'un mode de production à un autre ne peut jamais apparaître comme un hiatus irrationnel entre deux périodes, c'est-à-dire que la transition ne peut pas être un moment, si bref soit-il, de déstructuration. Elle est elle-même un mouvement soumis à une structure qu'il faut découvrir<sup>617</sup>.

D'un autre côté, le passage d'un mode de production à un autre ne peut consister dans la *transformation* de la structure *par son fonctionnement même*. Cette conclusion résulte de l'idée même de reproduction en tant que production de choses et reproduction « éternelle » de rapports sociaux. Ainsi, il ne peut pas y avoir de « dépassement dialectique interne » à la structure.

Pour bien saisir le passage, Balibar se concentre sur les analyses de Marx consacrées à la formation, d'une part, et à la dissolution, d'autre part, du capitalisme. Balibar introduit aussi une thèse très forte, selon laquelle les présupposés du capitalisme pourraient aussi être le résultat d'un processus mis en place au sein d'un autre mode de production que le mode de production féodal : « Le capitalisme, contrairement à ce que pensait le marxisme stalinien, ne descend pas de la féodalité comme l'homme descend du singe dans le darwinisme vulgaire. Ses présupposés peuvent aussi bien être satisfaits par la dissolution du mode de production asiatique ou par le dévoiement d'une dictature du prolétariat »<sup>618</sup>. Les analyses du *Capital* sont celles de *certaines* formes, de certaines méthodes parmi d'autres de l'accumulation primitive, rencontrées dans l'histoire de l'Europe occidentale et principalement de l'Angleterre. Il y a donc une pluralité de processus de constitution de la structure qui aboutissent tous au même résultat<sup>619</sup>.

Balibar parle de « trouvaille » pour résumer cette indépendance relative et cette variété historique des processus de constitution du capital : « Le mode de production capitaliste se constitue en 'trouvant' tout formés les éléments que combine sa structure. Cette trouvaille

---

<sup>616</sup> Ibid., p. 499 . Nous soulignons.

<sup>617</sup> Cf. *ibid.*, p. 520.

<sup>618</sup> LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.*, p. 17.

<sup>619</sup> Cf. BALIBAR E., *op. Cit.*, p. 532.

n'implique évidemment nul hasard : elle signifie que la formation du mode de production capitaliste est totalement indifférente à l'origine et à la genèse des éléments dont elle a besoin, qu'elle 'trouve' et qu'elle 'combine' »<sup>620</sup>. La généalogie sépare le résultat de sa préhistoire. Balibar insiste sur le fait que ce n'est pas la structure ancienne qui s'est d'elle-même transformée, elle s'est au contraire « évanouie »<sup>621</sup>. La structure « oubliera » l'origine de ses éléments.

Dans ce cas cependant, comment penser la dissolution d'un mode de production ? Celle-ci ne peut être le résultat que de « causes externes », notamment des forces politiques et parfois violentes. En effet, les effets intérieurs de la structure (les limites) peuvent être l'une des conditions (la « base matérielle ») d'un autre résultat, extérieur à la structure de la production. Cette base peut même contribuer à la détermination de la forme particulière que revêt la *lutte de classes* dans la société capitaliste, mais l'analyse de cette lutte n'appartient pas à l'étude de la structure de production.

\*\*\*

Après cette brève présentation des traits essentiels de l'althussérisme, il s'agit de dresser un bilan et d'indiquer les points de l'approche althussérienne qui ont inspiré les régulationnistes, et ensuite comprendre le « dépassement » régulationniste à partir des limites de ce courant.

On a déjà parlé de l'importance de la conception du tout social en tant que tissu complexe, une articulation de rapports relativement autonomes et spécifiques (structures), se surdéterminant les uns les autres. L'emphase régulationniste concernant le rôle des institutions (souvent extra-économiques) sur la dynamique macro-économique est un indice de cette influence :

On ne saurait concevoir une économie pure, c'est-à-dire dénuée de toute institution, de forme de droit ou encore d'ordre politique. Les institutions de base d'une économie marchande supposent des acteurs et des stratégies autres qu'économiques. Ces interventions n'ont a priori pas pour objectif premier de stabiliser l'économie, mais c'est pourtant de l'interaction entre la sphère économique et la sphère juridique/politique que résultent les modes de régulation (...) L'illusion d'une économie pure, c'est-à-dire totalement indépendante du juridique et du politique, doit donc être abandonnée<sup>622</sup>.

---

<sup>620</sup> Ibid., p. 534.

<sup>621</sup> Cf. *ibid.*, p. 534.

<sup>622</sup> BOYER R., *Théorie de la régulation, 1 : Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, 2000., p. 26-7. Voir aussi, par exemple, BOYER R., « La crise de la macroéconomie, une conséquence de la méconnaissance des institutions? », *L'Actualité économique*, 1992, vol. 68, n° 1-2, p. 43.

En outre, on va voir aussi qu'un présupposé épistémologique central de la Théorie de la Régulation (désormais TR), à savoir son scepticisme envers l'existence de « lois » trans-historiques du développement du capitalisme<sup>623</sup>, a été en partie le résultat de la critique althussérienne de la « contradiction simple » attribuée à Hegel. De même, la fécondité de la thèse qui affirme que les forces productives elles-mêmes sont la matérialisation de rapports sociaux de production a déjà été évoquée. Celle-ci est sous-jacente à tous les travaux régulationnistes sur l'organisation taylorienne du travail, sa crise et son dépassement<sup>624</sup>.

De plus, on peut se référer à quelques vertus de la théorie du passage. Les régulationnistes resteront fidèles à l'idée selon laquelle les modes de production (dans le cas de la TR, il s'agit plutôt de régimes d'accumulation) ne s'enchaînent pas les uns aux autres selon un quelconque déterminisme transhistorique. Tout en marquant un scepticisme de plus en plus prononcé envers l'idée de l'émergence d'un nouveau régime d'accumulation à l'horizon de leur propre temps, ils insisteront sur l'ampleur des ruptures (grandes crises, compromis institutionnalisés) séparant des modèles de développement consécutifs<sup>625</sup>. La constitution d'un nouveau régime d'accumulation piloté par un mode de régulation restera comme une « trouvaille ». De fait, l'incertitude par rapport à la *viabilité* d'un mode de régulation est un trait caractéristique de la TR :

Face à la multiplicité des formes institutionnelles qui sont au cœur d'une économie capitaliste, quels sont les mécanismes susceptibles d'en assurer la cohérence et la viabilité pendant un temps ? Telle est la question majeure de la théorie de la régulation, pour laquelle il n'est jamais assuré qu'émerge l'équivalent de ce qu'est, pour la théorie néoclassique, l'équilibre (...) Étant donné la diversité et la complexité des institutions du capitalisme, rien ne garantit que leur conjonction définisse une modalité viable des ajustements économiques<sup>626</sup>.

L'influence (et aussi la limite) la plus notable est peut-être à localiser dans les notions de *structure* et de *reproduction*. Par exemple, il faut se demander pourquoi les régulationnistes comprennent leur concept central de « forme institutionnelle » comme une forme *structurelle*. Lors de l'entretien mentionné au début du texte, Lipietz explique bien le contexte de surgissement de l'approche de la régulation à l'égard de l'althusserisme et de la crise des années 70 :

---

<sup>623</sup> « Une autre différence avec la tradition marxiste tient aux doutes qu'entretient la théorie quant à l'existence de lois générales dérivant de la seule appartenance d'une économie au mode de production capitaliste. Pour Marx, il s'agissait de la chute tendancielle du taux de profit. Ses successeurs ont invoqué la montée du capital financier [Hilferding], celle de l'impérialisme [Luxembourg], puis l'émergence d'un capitalisme monopoliste [Baran et Sweezy] » BOYER R., *Théorie de la régulation*, 1, *op. cit.*, p. 35. Voir aussi, par exemple, BOYER R., *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986., p. 45.

<sup>624</sup> Cf. LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.*, p. 27.

<sup>625</sup> Cf. *ibid.*, p. 18.

<sup>626</sup> BOYER R., *Théorie de la régulation*, 1, *op. cit.*, p. 26.

Mais, ce qui te donne peut-être l'impression qu'on retrouve de toute façon cette centralité de l'État et cette rigidité des structures, bien que l'on soit des fils "rebelle", c'est que justement notre problème était de comprendre ce paradigme, le fait qu'il y ait ces structures et cette rigidité. Les althussériens les voyaient en "fonctionnement" en quelque sorte, puisqu'ils ont travaillé pendant la grande période de croissance de l'après-guerre. Donc ils avaient tendance à dire "il est naturel que le capitalisme fonctionne de façon à la fois centralisée par l'État et rigide, et non contradictoire." Et voilà la crise. On aurait pu dire, "bestialement", comme les trotskistes, "bon, eh bien la crise revient toujours, les pauvres réformistes qui pensaient s'en être débarrassés, etc." Au contraire on s'est demandé : "Mais quand même comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu de crise entre 1950 et 1970 ?"<sup>627</sup>

Malgré l'historisation des catégories et la reprise du sujet et de la contradiction, les régulationnistes acceptent tout de même la thèse de Balibar selon laquelle le mode de production est une structure, composée de rapports sociaux stabilisés, dont les porteurs sont voués à la reproduction fonctionnelle de leurs places. La différence fondamentale est qu'ils font attention au fait que la contradiction, étant originaire à la structure, conduit tôt ou tard à des crises structurelles. S'il en est ainsi, pourquoi existe-t-il une phase de stabilisation pendant un certain temps ? Telle est la grande question régulationniste :

On est régulationniste à partir du moment où on se demande pourquoi il y a des structures relativement stables alors que logiquement elles devraient éclater dès le début, puisqu'elles sont contradictoires. On est régulationniste dès que l'on se pose cette question. C'est-à-dire que l'on s'émerveille sur le fait qu'il y a des choses qui se stabilisent, alors qu'un structuraliste trouvera anormal qu'elles entrent en crise (...) On pense qu'il y a des structures qui se stabilisent entre les individus, entre les pratiques. On ne pense même pas que tout part des individus, mais on ne pense pas qu'il va de soi qu'une structure ait pour vocation de persévérer dans son être, s'il n'y a pas des modes de régulation qui lui permettent de le faire et de dépasser ses contradictions. (...) Je pense qu'au contraire l'école de la régulation a été une révolte du sujet contre les structures (...) La faiblesse du structuralisme, c'est qu'il ne voit pas que les agents porteurs de structures sont des sujets toujours en conflit, et donc si les structures peuvent exister c'est que, d'une certaine façon, on a réussi à stabiliser un accord entre ces sujets sous forme d'un grand compromis<sup>628</sup>.

Cependant, une fois que les compromis institutionnalisés réussissent à dépasser temporairement les conflits entre les sujets, la contradiction, et à établir des formes structurelles formant un mode de régulation viable, c'est-à-dire « quand tout va bien », quand le régime « marche », alors l'althussérisme, l'approche structurale, devient valable, bien que temporairement :

De toute façon, « quand tout va bien », ce n'est même pas la peine qu'il y ait de sujet ! C'est qu'il y a une parfaite dualité entre la reproduction des structures et le comportement des agents. On en arrive même à ce que n'importe quel but soit fonctionnel à la reproduction de la structure, donc ce n'est même plus la peine qu'il y ait de sujet ! Non, parce qu'il en faut... Mais ce sujet est complètement mystifié. Et là, on est dans un point d'indifférence parfaite entre une problématique entièrement individualiste, une problématique entièrement structuraliste, un régulationnisme, un conventionnisme, et même un althussérisme. En parfait régime, la formule de J. Rancière, qui était un peu le pinacle de l'aliénation althussérienne : "l'être mystifié est le contenu essentiel de la notion de sujet...", cette formule devient valable. C'est-à-dire que même le type qui croit lutter pour obtenir quelque chose ne fait en réalité que réaliser les réquisits de la structure. En régime, quand tout va bien, il y a une identité

---

<sup>627</sup> LIPIETZ A., « De l'approche de la régulation à l'écologie », *op. cit.*

<sup>628</sup> *Ibid.*

totale entre les différentes approches, c'est-à-dire qu'on ne peut plus dire quoi que ce soit !<sup>629</sup>

Qu'est-ce que cela veut dire ? En effet, la TR peut être vue comme une opération d'historicisation, comme une tentative de rendre l'althussérisme plus *dynamique*, mais jamais comme une négation totale de la catégorie de structure et même de celle de reproduction. La notion de structure en tant que « forme institutionnelle » qui stabilise des rapports sociaux contradictoires, comme le conflit capital/travail, constitue donc une partie essentielle de l'héritage althussérien au sein de la TR. Comme on l'a vu, la grande différence est que cette stabilité, même au sein du capitalisme, est bien provisoire (limitée aux époques des « cercles vertueux ») et vouée à la crise.

En faisant le « bilan » de la catégorie de reproduction chez Balibar, Lipietz en reconnaît les vertus et les limites. D'après Lipietz, en lisant dans le procès de production capitaliste la reproduction des rapports sociaux, Balibar met en lumière une idée très féconde de Marx. Dans le processus capitaliste de production des choses, vu du point de vue d'ensemble ou du résultat, ce qui se passe fondamentalement, c'est la reproduction des *places* dans la structure synchronique du mode, places dont la structure détermine des *fonctions* dans la reproduction du mode. Ainsi, à la fin de chaque cycle, la classe capitaliste est reproduite avec la propriété des moyens de production, et le prolétariat est reproduit toujours aussi dépossédé<sup>630</sup>.

Le problème est simplement l'hypostase de la reproduction en tant qu'entité *non contradictoire*. Pour Lipietz, chacune des structures élémentaires du capitalisme est elle-même une contradiction. Au fond, il en est ainsi parce qu'elle unit et oppose des humains porteurs de projets qui ne sont compatibles que dans des limites étroites. La contradiction est originaire parce qu'à l'origine une structure sociale n'unit pas des places mais oppose des sujets capables aussi bien d'action routinière que de déviance<sup>631</sup>. À partir de cette « révolte du sujet », il affirme que la catégorie de *reproduction* doit être dépassée au profit de celle de *régulation*.

Comment comprendre ce dépassement ? Comment concilier les catégories de sujet et de contradiction avec une approche structurale ? Selon Lipietz, un des pas essentiels est de réhabiliter la sphère de la circulation et du rapport marchand. L'individualisme, le subjectivisme du « capitaine d'industrie » trouve sa première illustration précisément dans l'existence de rapports marchands, dans l'autonomie des travaux privés, qui cherchent *a*

---

<sup>629</sup> *Ibid.*

<sup>630</sup> Cf. LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. », *op. cit.*, p. 22.

<sup>631</sup> *Ibid.*, p. 23.

*posteriori* leur validation sociale<sup>632</sup>. Surtout, le rapport marchand institue la possibilité formelle des *crises*, et la problématique de la régulation n'a de sens qu'à partir de la possibilité de la crise.

En effet, la simple réalité du rapport marchand, l'incertitude du producteur capitaliste quant à la validité sociale de la marchandise offerte, introduit une dissymétrie radicale entre marchandise et argent. La réalisation de la marchandise en argent est un « saut périlleux », production et demande doivent être correctement proportionnés. L'incertitude à ce sujet constitue exactement la possibilité formelle des crises. Sa nécessité est introduite par l'impératif de l'accumulation lui-même, qui tend à gonfler la production, tout en contenant la demande. Cette contradiction est au cœur du rapport salarial : trop de plus-value extorquée, et il n'y a plus assez de clients. Alors, ou bien le taux d'exploitation est trop fort et la crise de surproduction menace, ou bien il est trop faible et la crise de sous-investissement menace<sup>633</sup>. On appelle *régime d'accumulation* un mode de développement conjoint et compatible des normes de production et de consommation.

Une fois la possibilité, ou mieux la probabilité de la crise reconnue, la question régulationniste fondamentale est la suivante : qu'est-ce qui évite les crises temporairement et rend possible l'instauration d'un régime d'accumulation ? Qu'est-ce qui assure la proportionnalité du comportement de millions de flux individuels (capitalistes et travailleurs) ? Le grand effort de départ des régulationnistes consiste à montrer que la reproduction capitaliste *ne va pas de soi*. Le présupposé des althussériens doit en effet être problématisé. La structure stable n'est pas une donnée de fait ou quelque chose de « naturel » dans le capitalisme, mais plutôt un résultat qui doit être produit. Le prochain pas est alors de déterminer quels sont les moyens qui permettent d'atteindre ce résultat. C'est ici qu'interviennent des notions comme les « formes institutionnelles », le « mode de régulation » et les « compromis institutionnalisés », qui restent encore à exposer.

#### **4.2- Le moment fondateur : *Régulation et Crises du Capitalisme* (1976) de Michel Aglietta**

En quoi consiste au juste l'originalité de la Théorie de la Régulation (TR) depuis son origine ? Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord revenir sur l'ouvrage fondateur

---

<sup>632</sup> Ibid., p. 27.

<sup>633</sup> Ibid., p. 30.

de cette école, à savoir *Régulation et Crises du Capitalisme*, de Michel Aglietta. Avant cependant de nous engager dans l'analyse de ce livre, nous voudrions poser autrement la question de départ, en termes d'ontologie sociale du capitalisme : d'après la TR, quels *concepts fondamentaux* permettent d'éclairer les investigations portant sur le capitalisme ? Quels éléments, dans la très longue liste des types d'entités que l'on peut qualifier, sans difficultés apparentes, de *sociales* (par exemple : les groupes, les institutions, les artefacts, les interactions, les habitudes, les règles, les tendances, les structures, les systèmes, etc.), faut-il privilégier pour analyser les phénomènes et les processus historiques qui semblent réclamer la mobilisation de la notion de capitalisme ? Quels sont les éléments les plus opératoires de cette liste ?<sup>634</sup>

En essayant de répondre à cette question, nous voudrions poser l'hypothèse selon laquelle l'originalité de la TR concernant cette décision ontologique ne devient explicite que petit à petit. Si l'on regarde des écrits postérieurs à la première édition de l'ouvrage (1976), comme l'avant-propos de la deuxième édition (1982) et la postface de la nouvelle édition (1997), on voit explicitement soulignés les points les plus fondamentaux concernant la spécificité ontologique de la théorie de la régulation. Dans la postface, on peut lire que :

L'idée essentielle de ce livre, c'est que la dynamique du capital est une force productive gigantesque, mais que c'est aussi une puissance aveugle. Elle ne contient pas en elle-même de principe d'auto-limitation, ni d'orientation dans un sens qui permet de garantir la réalisation de l'imaginaire des capitalistes : l'accumulation perpétuelle. Autrement dit, le capitalisme a en lui-même la capacité de mobiliser les énergies humaines pour les transformer en croissance. Il n'a pas celle de faire une cohérence globale du choc des intérêts individuels (...) Pour diriger une force productive ordonnée, c'est-à-dire qui soit capable de préserver la force de travail qu'il utilise, le capitalisme doit lui-même être enserré dans des *structures* qui le contraignent. Celles-ci ne sont pas le fruit de la raison des capitalistes, ni le résultat spontané de la concurrence. Ces structures proviennent de la *création d'institutions sociales*, légitimées par des valeurs collectives qui donnent leur cohésion aux sociétés. C'est le produit d'*interactions sociales* qui prennent des formes diverses : des conflits quelquefois violents, des débats qui ont lieu sur le terrain politique, des associations qui permettent à des groupements de salariés de constituer une force collective, des dispositifs législatifs qui instituent et mettent en forme des droits sociaux<sup>635</sup>.

En rejetant le paradigme de l'économie pure et en présupposant que les rapports sociaux capitalistes sont contradictoires et conflictuels (capital x travail, concurrence), la théorie de la régulation rencontre le problème général du lien individuel-social. Elle essaie de régler ce problème en faisant appel à des concepts comme les « structures », les « institutions ». Ontologiquement, quel est néanmoins le sens de cette stratégie théorique ? En effet, on a affaire ici à des catégories de *médiation sociale*. Ainsi, les mécanismes de marché doivent être complétés ou supplantés par l'action collective qui s'inscrit dans des médiations sociales.

---

<sup>634</sup> Toutes les formulations de cette question ont été empruntées à HABER S., *Penser le néocapitalisme : vie, capital et aliénation*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013., p. 10.

<sup>635</sup> Cf. AGLIETTA M., *Regulation et crises du capitalisme*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997., p. 420.

Toutefois, si l'approche de la régulation présente des liens de parenté avec de nombreuses conceptions critiques de l'orthodoxie qui présente le capitalisme comme une évolution spontanée, elle se distingue de deux conceptions opposées. Pour l'une, les règles et les institutions sont le produit de la convergence des décisions privées. Pour l'autre, tout ce qui est non marchand et qui a un effet global sur le cours des économies capitalistes procède de l'État. Or, les médiations dans la TR sont véritablement des structures *intermédiaires* qui modifient les relations à travers lesquelles se joue la tension individuel-social. C'est justement la prise en compte de cette dimension intermédiaire, de ce niveau *méso* de la réalité sociale, qui marque, selon notre hypothèse interprétative, l'originalité ontologique de la TR dans l'interprétation du capitalisme.

En effet, la question des médiations est celle du passage de la microéconomie à la macroéconomie lorsqu'il n'y a pas d'équilibre général et que les agents sont hétérogènes. Il faut en outre expliquer l'existence, la cohérence ou le manque de cohérence des régularités macroéconomiques. Par rapport au niveau *micro*, les institutions coordonnent les micro-agents, en sélectionnant des comportements, en nouant des accords, en associant des objectifs individuels en finalités collectives. D'un autre côté, ces institutions créent des processus globaux, des types d'enchaînements macroéconomiques. L'ensemble cohérent des médiations contribue à façonner un *mode de régulation*. Celui-ci maintient les distorsions produites par les contradictions de l'accumulation du capital dans des limites compatibles avec la cohésion sociale.

Par ailleurs, l'action créatrice d'institutions est essentiellement politique, donc collective<sup>636</sup>. Celles-ci sont le produit des luttes sociales, conduites par des organisations représentatives, de l'intervention des gouvernements et de la formalisation de compromis par le législateur.

En revanche, dans l'avant-propos, Aglietta relève d'autres éléments distinctifs importants de la démarche de la TR. On songe ici surtout à sa critique du marxisme traditionnel, selon lequel « Marx aurait découvert et énoncé une fois pour toutes les 'lois' de fonctionnement du capitalisme et les tendances qui le mènent vers son issue inéluctable »<sup>637</sup>. Aglietta se fait donc porteur d'un discours sur l'histoire qui rompt avec toute démarche téléologique : « C'est pourquoi nous nous inscrivons en opposition tranchée avec les discours prétendument totalisants qui font de l'histoire humaine le prolongement de l'évolution des

---

<sup>636</sup> Cf. *ibid.*, p. 425.

<sup>637</sup> *Ibid.*, p. 12.



espèces. Les sciences sociales de notre temps doivent assumer le vide terrible sur lequel et par lequel s'écrit l'histoire humaine. Car l'histoire n'est fondée sur aucun ordre naturel »<sup>638</sup>. La TR part de l'idée selon laquelle les rapports sociaux capitalistes sont un principe de transformation, puisqu'ils sont conflictuels :

Les rapports sociaux engendrent une histoire parce que les antagonismes qu'ils désignent se meuvent dans des formes toujours en devenir (...) Comment une cohésion sociale peut-elle exister dans le déchirement des conflits ? C'est ce problème que la notion de régulation tente d'assumer. Contrairement à l'interprétation courante du marxisme, elle le fait sans recourir à aucune hypothèse téléologique. La théorie de la régulation du capitalisme est celle de la genèse, du développement et du dépérissement des formes sociales, bref des séparations qui le constituent. Elle ne se préoccupe pas d'assigner une finalité à ce mouvement<sup>639</sup>.

La violence inhérente aux deux relations sociales fondamentales du capitalisme (rapport marchand et rapport salarial) engendre des formes sociales – *formes structurelles ou institutionnelles* – dont l'entrecroisement peut produire transitoirement un ensemble de régularités que l'on appelle un *régime d'accumulation*. Ainsi, les institutions sociales sont à la fois les produits du conflit social et ses mécanismes de normalisation. Le capitalisme doit donc être saisi comme « une nébuleuse de formes structurelles, globalement métastable »<sup>640</sup>.

Aglietta insiste que « les formes structurelles ne proviennent d'aucune loi transcendante, elles n'obéissent à aucun principe universel de coordination : elles sont le produit de la rivalité sociale. Or, ce que la violence a fait, elle peut le défaire. Le fonctionnement des institutions sociales exprime une médiation et non pas une suppression des conflits. Elles sont toujours menacées d'être détruites par les processus mêmes qui les ont engendrées, par les séparations sociales dont elles sont les témoignages transitoires »<sup>641</sup>.

On voit donc qu'après une définition sommaire et statique (ou éminemment analytique) du « capitalisme en tant que tel », résumé par la formule marchandise (parfois monnaie) + salariat, le propre de l'analyse régulationniste devrait se concentrer ontologiquement sur un niveau d'abstraction moins abstrait : c'est le niveau *méso* des institutions, des médiations entre le *macro* et le *micro*. Tous les invariants, les lois et les dynamiques transhistoriques du « capitalisme en tant que tel » sont donc plus ou moins écartés ou mis au second plan au profit d'une analyse beaucoup plus située dans l'espace-temps. On a désormais une analyse limitée à un pays (dans ce cas, les États-Unis d'Amérique) et à une phase déterminée (fordisme). Avec

---

<sup>638</sup> Ibid., p. 13.

<sup>639</sup> Ibid., p. 13-4.

<sup>640</sup> Ibid., p. 16.

<sup>641</sup> Ibid., p. 17.

la prise en compte du niveau méso, l'approche régulationniste se veut plus capable que le marxisme traditionnel de cerner les spécificités concrètes des capitalismes.

\*\*\*

Néanmoins, au premier regard, l'ouvrage fondateur d'Aglietta<sup>642</sup> apparaît avant tout comme un livre d'économie marxiste. En effet, il commence bel et bien par une révision de la théorie de la valeur et de la création de la plus-value<sup>643</sup>. C'est d'ailleurs cette impression qui se trouve soutenue par l'interprétation de Michel Husson :

Une relecture confirme aujourd'hui le sentiment que l'on pouvait avoir à l'époque de ne rien y trouver d'autre que la reformulation d'un marxisme dont la principale novation est d'être débarrassé de ses oripeaux staliniens. Le livre d'Aglietta n'est pour l'essentiel qu'un exposé assez classique des lois de l'accumulation capitaliste, avec application au cas des États Unis. La nouveauté, relative à nos yeux, consiste à parler d'accumulation intensive, définie comme reposant sur la production de plus-value relative. Certains concepts de Marx sont confrontés aux données macro-économiques de la compatibilité nationale, et Aglietta avance à l'occasion des pseudo-concepts aujourd'hui oubliés, comme ce « coût salarial social réel » qui n'est autre chose que la part des salaires dans la valeur ajoutée. L'analyse empirique conduit Aglietta à énoncer que le meilleur indicateur statistique « pour représenter l'évolution du taux de plus-value est l'évolution du coût salarial réel ». Il n'y a pas là de découverte renversante<sup>644</sup>.

De fait, Aglietta lui-même reconnaît dans l'introduction que « l'objectif est de développer les potentialités des concepts de Marx en les soumettant à l'analyse critique des grandes transformations sociales qui se sont déroulées depuis plus d'un siècle »<sup>645</sup>. Si l'héritage de Marx est clairement revendiqué néanmoins, il y a déjà tout de même le souci particulier d'adapter les concepts marxistes fondamentaux à une réalité changeante. C'est pourquoi Aglietta introduit la problématique des *niveaux d'abstraction* dans l'interprétation conceptuelle du capitalisme, c'est-à-dire la tension exprimée par le couple *abstrait-concret* intérieur au développement de la théorie. Il y a clairement un refus *de principe* de postuler une essence immuable sous la variabilité des phénomènes. Il en résulte que les concepts ne sont pas introduits une fois pour toutes à un niveau donné d'abstraction. Ils sont transformés par le va-et-vient entre l'abstrait et le concret qui permet l'absorption du concret au sein de la théorie<sup>646</sup>. Contre la théorie économique standard ou néoclassique (mais peut-être aussi contre le marxisme des lois invariantes et transhistoriques du capitalisme) Aglietta affirme

---

<sup>642</sup> À part l'avant-propos et la postface mentionnés ci-dessus, qui ont été d'ailleurs écrits après la première édition (1976).

<sup>643</sup> Cf. AGLIETTA M., *Regulation et crises du capitalisme*, op. cit., chapitre premier.

<sup>644</sup> HUSSON M., « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? », J. BIDEZ et E. KOUVELAKIS (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Puf., Paris, 2001, p. 172.

<sup>645</sup> AGLIETTA M., *Regulation et crises du capitalisme*, op. cit., p. 42.

<sup>646</sup> Cf. *ibid.*, p. 40.

que « l'étude de la régulation du capitalisme ne peut donc pas être la recherche de lois économiques abstraites. C'est l'étude de la transformation des rapports sociaux créant des formes nouvelles à la fois économiques et non économiques, formes organisées en structures et reproduisant une structure déterminante, le mode de production »<sup>647</sup>. On voit alors que l'accent a été depuis le début mis sur l'aspect proprement *dynamique* et *concret* de l'évolution économique, sur les *transformations* subies par le capitalisme, au détriment d'aspects transhistoriques et abstraits. La régulation devrait rendre compte de cet élément fondamental, et cela constitue une marque et une décision ontologique essentielle.

Par ailleurs, l'aspect « holiste » de la théorie, les concepts de rapport, de structure et de procès, au détriment de ceux de sujet, de choix individuelle et de rationalité, nous rappellent de l'héritage marxiste structuraliste. Comment Aglietta opère-t-il cette adaptation des concepts marxistes à la réalité du capitalisme américain ? Comment arrive-t-il à rendre compte des transformations du capitalisme ? Comment finalement résout-il cette tension entre abstrait et concret dans un approche qui à la fois revendique les concepts fondamentaux de l'économie politique marxiste et se tourne vers la compréhension des changements qualitatifs dans les rapports de production (et par conséquent le statut même de la notion de « stades » du développement du capitalisme) ? Selon nous, cette tension autour des niveaux d'abstraction dans l'interprétation du capitalisme marque profondément l'analyse mis en place par Aglietta.

En quoi consiste effectivement la thèse d'Aglietta concernant les principaux changements qualitatifs subis de manière exemplaire par le capitalisme américain ? Ici il nous faut introduire l'articulation pensée par Aglietta entre la production de plus-value relative et l'accumulation intensive. En effet, pour lui, la production de plus-value ou survaleur relative apparaît en quelque sorte comme le « télos » de la structure du capital, la stratégie par excellence du processus d'accumulation de capital. Depuis ses analyses les plus théoriques et abstraites, il rend clair le lien qui existe entre la « plus-value relative » (tendance immanente de la structure du capital) et le bouleversement des conditions de vie du salariat. Aglietta, en reprenant la thèse de Marx, souligne que la plus-value relative s'identifie globalement à la productivité du travail, c'est-à-dire aux processus de transformation des systèmes de forces productives dans le temps qui élèvent le taux de plus-value en modifiant la structure du procès social de production. La transformation des forces productives qui en est le contenu doit donc être une modification de la composition technique du travail qui économise les forces de

---

<sup>647</sup> Ibid., p. 41.

travail<sup>648</sup>, mais cette transformation, qui se reflète dans la composition organique du capital, engendre un ébranlement des relations d'équivalence dans le sens d'un abaissement de la valeur unitaire des marchandises. La signification profonde de la plus-value relative apparaît clairement. Il y a, à l'échelle de la société, économie du temps de travail directement et indirectement nécessaire à la production de la totalité des moyens de subsistance consommés par l'ensemble des travailleurs productifs. Autrement dit, si le prix des marchandises consommés par les travailleurs baisse, c'est le prix de la force de travail qui doit baisser. Si le travailleur doit travailler moins pour se reproduire, le temps libre dégagé dans la journée de travail est transformé en temps de surtravail. Le rendement de la force de travail augmente donc considérablement et avec lui la masse de la plus-value.

D'un autre côté, ces transformations dans le système des forces productives sont des processus de collectivisation du travail par la mise en œuvre de grands moyens de production indivisibles, notamment les machines (capital constant fixe). Aglietta adopte alors la division marxienne entre section 1 (section productrice des moyens de production) et section 2 (section productrice des moyens de consommation). Cette distinction a une grande importance, car selon lui la transformation des forces productives viennent de la section produisant les machines. Il existe donc une tendance au développement inégal des deux sections par une auto-accumulation de la section 1<sup>649</sup>. Toutefois, si la plus value relative est la hausse du taux de plus-value par abaissement du temps de travail nécessaire à la reconstitution de la force de travail sociale, elle ne peut se produire que par transformation des conditions de production des marchandises qui rentrent dans le panier des biens consommés par le travailleur, c'est-à-dire celles produites dans la section 2. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que la section 2 puisse absorber les marchandises produites par la section 1 et les incorporer comme capital constant dans des procès de production abaissant la valeur des moyens de production. Il faut donc qu'il y ait une harmonisation du développement des deux sections<sup>650</sup>.

Or, une telle harmonisation ne se produit pas de manière automatique. Si cela arrive, deux effets se font sentir. D'une part, les débouchés des marchandises de la section 1 s'élargissent massivement. D'autre part, le bouleversement général des rapports d'équivalence provoque une baisse de la valeur de la force de travail. On voit ainsi, bien qu'encore de manière abstraite, que la tendance historique d'accumulation de capital, qui prend son impulsion dans le développement autonome de la section 1, ne peut surmonter la barrière de l'auto-

---

<sup>648</sup> Cf. Ibid., p. 74-5.

<sup>649</sup> Cf. Ibid., p. 76.

<sup>650</sup> Cf. ibid., p. 76.

accumulation heurtée que si la production capitaliste bouleverse les conditions d'existence du salariat<sup>651</sup>. C'est seulement par cette transformation *sociale* que la production de marchandises peut avoir le rythme d'expansion qui permet de réaliser le développement harmonisé des deux sections, condition nécessaire d'un rythme régulier d'accumulation. On donne un contenu social, et non seulement technique, au développement des forces productives.

La base théorique proposée à partir de Marx nous apprend alors que la formulation de la loi d'accumulation de capital prend déjà en compte la transformation des forces productives comme composante nécessaire de la reproduction élargie du capital. Telle est la signification de la survaleur relative. En revanche, leur transformation comporte un double aspect : transformation des conditions du procès de travail d'une part, transformation des conditions d'existence du salariat d'autre part. Un point central est que « aucune rationalité sociale n'harmonise ces deux aspects : c'est l'enjeu de la lutte des classes qui est en ce sens le fondement du mouvement historique »<sup>652</sup>.

Selon Aglietta, cette analyse théorique fournit un point de vue global sur le mouvement historique du capitalisme, qui doit guider la recherche des « faits stylisés » du capitalisme américain. C'est le moment délicat du passage de l'abstrait au concret. Mais il insiste que ce passage n'est pas « une voie royale où les concepts les plus abstraits ordonnent magiquement le mouvement de la société. C'est un va-et-vient plein d'embûches, aux résultats souvent incertains, dont l'objectif est le développement des concepts et non pas la vérification d'une théorie achevée »<sup>653</sup>.

C'est véritablement cette tension entre l'abstrait et le concret qui va marquer l'analyse d'Aglietta. Par exemple, si la lutte de classes (dont les résultats sont incertains) est le fondement du mouvement historique et si la méthode ne consiste pas en une « vérification d'une théorie achevée », il dit aussi que « notre grille de lecture des caractères généraux du capitalisme américain est donc la recherche des rapports qui ont fait des États-Unis *le champ d'action par excellence* de la loi d'accumulation du capital »<sup>654</sup>.

C'est ainsi que la spécificité du capitalisme américain peut apparaître tout simplement comme un vecteur pour la réalisation de « l'universel » de la loi d'accumulation : « L'évocation du principe de la frontière nous a montré que ces caractères spécifiques

---

<sup>651</sup> Cf. *ibid.*, p. 80.

<sup>652</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>653</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>654</sup> *Ibid.*, p. 87. Nous soulignons.

faisaient des États-Unis la nation *exemplaire* de l'essor du capitalisme, justifiant son examen pour une théorie de la régulation »<sup>655</sup>. La théorie de la régulation apparaît donc comme une approche théorique destinée à rendre la loi de l'accumulation capitaliste plus concrète : « Mener à bien toutes ces recherches est indispensable pour développer la théorie de l'accumulation du capital en théorie générale de la régulation du capitalisme (...) Dans la suite de ce livre, nous nous proposons seulement de commencer à les mobiliser sur la base de la loi d'accumulation du capital exposée antérieurement, en vue de construire les concepts les plus concrets nécessaires à une interprétation de la régulation du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle »<sup>656</sup>.

Que nous dit la loi d'accumulation du capital ? On a vu que, selon l'interprétation d'Aglietta, la production de survaleur relative est un phénomène très important dans le capitalisme, d'autant plus qu'elle inaugure une nouvelle phase du capitalisme. On peut par conséquent diviser l'histoire mondiale du capitalisme en deux phases distinctes. Le capitalisme peut d'abord s'implanter pendant une longue période historique sans détruire le mode de vie traditionnel, en bénéficiant d'une reconstitution des forces de travail dans un environnement social non capitaliste. Cela permet de payer des salaires très bas et d'imposer des durées de travail très élevées. Dans ce cas, le processus d'accumulation se base sur la survaleur absolue ; il s'agit d'un régime d'accumulation principalement *extensif*. Le rapport salarial n'est pas encore pleinement constitué.

C'est avec le développement de l'industrie lourde (section 1), mû par la recherche de la plus-value relative, que se produit la destruction de l'environnement social traditionnel aboutissant à un déracinement total caractéristique du rapport salarial : la séparation du travail et de l'ensemble de ses conditions d'existence. Aglietta affirme que « l'objet de cette transformation est la production d'un mode de consommation nouveau *réalisant complètement* le rapport salarial »<sup>657</sup>. Ce mode de consommation est caractérisé par la domination des rapports marchands sur les rapports non marchands. Il s'agit d'une extension universelle du mode de production capitaliste dans les formations sociales où il s'implante. Selon Aglietta, toutes les nations capitalistes ont subie cette dégradation des conditions du salariat à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Et les États-Unis apparaissent justement comme « la nation exemplaire » concernant la formation de la classe ouvrière et la dissolution très rapide des

---

<sup>655</sup> Ibid., p. 99. Nous soulignons.

<sup>656</sup> Ibid., p. 98.

<sup>657</sup> Ibid., p. 97.

modes de vie traditionnels. Néanmoins, l'analyse d'Aglietta fait quand même ressortir le rôle des luttes de classes dans ce processus historique.

Selon Aglietta, l'histoire des États-Unis montre que la grande masse de la main-d'œuvre non qualifiée employée dans l'industrie lourde entre la guerre civile et la Première Guerre mondiale a été constituée par l'assimilation de couches successives d'immigrants dont les langues et les cultures étaient disparates. Cette force de travail arrivait donc dans le salariat complètement déracinée<sup>658</sup>. Ces travailleurs avaient à lutter contre des conditions de vie entièrement imposées par le capitalisme dans des lieux où n'existait jusqu'alors aucune communauté urbaine. Pendant les trois dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, l'accumulation accélérée dans la section 1 avait concentré la production près des ressources minières, des voies d'eau et des nœuds ferroviaires. Ces conditions particulières d'exploitation ont provoqué des grèves et des émeutes. Vers la fin de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, les luttes ouvrières pour des logements décentes rencontrèrent un courant politique animé par de nouvelles couches bourgeoises issues de la révolution industrielle qui faisaient campagne pour des infrastructures dont les grandes cités au développement trop rapide étaient dépourvues. En dépit de la résistance des financiers et des propriétaires fonciers, la pression politique parvint à déclencher un début d'intervention publique dans la construction de l'habitat et des infrastructures urbaines. Fruit de compromis politiques, la construction de logements sociaux a avancé par vagues au cours du XX<sup>e</sup> siècle<sup>659</sup>.

Comme nous l'avons vu cependant, pour que puisse avoir lieu la production de survalue relative, il faudrait une harmonisation du développement des deux sections productives, tandis que l'élargissement de la production capitaliste des moyens de la consommation privée (section 2) pose d'autres problèmes. Pour qu'il y ait de production de plus-value relative, la valeur de la force de travail doit baisser à l'issue de la diminution des biens achetés par le salariat lors de la reproduction des conditions de subsistance. Pour cela, il faut quelques conditions : a) d'abord, les biens produits par la section 2 doivent faire partie de la *norme sociale de consommation* des travailleurs ; b) ces marchandises ne peuvent faire partie de la norme de consommation que si la valeur d'échange unitaire est décroissante et déjà suffisamment basse ; c) il faut pour cela que les conditions de production de ces marchandises soient celles du procès de travail banalisé de la production en grande série ; d) mais pour qu'il

---

<sup>658</sup> Ibid., p. 99.

<sup>659</sup> Voir le détail du processus historique cf. Ibid., p. 101.

en soit ainsi, il faut que la demande sociale s'adressant à ces branches soit suffisamment large et rapidement croissante<sup>660</sup>.

Selon Aglietta, la résolution de cette question se fait selon un processus non linéaire, fait de contradictions avec des avances et des blocages, mais la forme de son argument est formalisée. La division sociale du travail dans la section 2 découle d'une différenciation de cette section en une sous-section productrice de marchandises achetées par la part de la plus-value consommé comme revenu et une sous-section productrice de marchandises achetées par l'équivalent en argent de la valeur de la force de travail ouvrière. Au fur et à mesure que le capital s'accumule dans la section 1 en y faisant progresser la division du travail, se produit une centralisation du travail. La gestion capitaliste se complique et des nouvelles fonctions sociales sont créées dans les entreprises, dans le commerce, finance et services. Ces fonctions sociales assurent la croissance de couches sociales salariées payées en partie par prélèvement sur la plus-value centralisée. Il est donc essentiel de remarquer que la centralisation de la plus-value accumulée a pour corollaire la dispersion de la plus-value dépensée comme revenu, sur un plus grand nombre d'individus. C'est ainsi que s'est créée une demande sociale croissante pour des biens de consommation préalablement considérés comme biens de luxe, de sorte qu'une production capitaliste de ces marchandises a pu démarrer<sup>661</sup>.

Le passage de ces branches de la sous-section destinée à la consommation de la plus-value à l'ensemble de la section 2 ne va cependant pas de soi. Lorsqu'elle se réalise, c'est-à-dire lorsque la norme de consommation ouvrière incorpore successivement des marchandises déjà existantes, on assiste à la grande phase d'essor des rapports de production capitalistes : « Les progrès de productivité dans la section 1 trouvent leurs débouchés dans l'élargissement de la section 2. La baisse des valeurs d'échange unitaires dans cette section accroît suffisamment la production la production de plus-value relative pour permettre une progression des salaires réels. Ainsi, l'accumulation progresse à un rythme rapide dans les deux sections. La production de marchandises envahit la totalité de la vie sociale »<sup>662</sup>.

On a alors un régime d'accumulation principalement *intensif*, fondé non seulement sur la transformation des conditions de production, mais aussi sur la transformation des conditions d'existence et du mode de consommation du salariat<sup>663</sup>. La transformation du procès de

---

<sup>660</sup> Cf. *ibid.*, p. 102.

<sup>661</sup> Cf. *ibid.*, p. 102.

<sup>662</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>663</sup> *Ibid.*, p. 96.



reproduction de la force de travail apparaît donc comme le critère d'un stade nouveau dans l'évolution du capitalisme.

Encore une fois, les États-Unis apparaissent justement comme le pays qui a subi avec plus de clarté les transformations liées à l'entrée en scène de cette nouvelle phase. C'est pour cela qu'étudier le capitalisme américain est important pour la théorie de la régulation d'Aglietta, notamment la généralisation des rapports de production capitalistes à toute la division sociale fut facilitée aux États-Unis en raison des rapports sociaux spécifiques à cet espace : « Intégration rapide de l'agriculture, absence de traditions culturelles tournées vers le sédentarisme et l'auto-subsistance, rapide formation des villes industrielles hors des modes de vie urbaine précapitaliste, homogénéisation des strates d'immigration sur la base des conditions de vie du salariat de la grande industrie, forte centralisation du capital induisant très tôt des méthodes nouvelles de gestion et de commercialisation qui donnèrent naissance à des couches intermédiaires salariées »<sup>664</sup>.

Ces conditions structurelles ont été renforcées par les circonstances qui firent jouer un rôle particulier aux États-Unis les deux guerres mondiales :

Celles-ci (les deux guerres) élargirent considérablement les capacités de production dans la section 1, firent mûrir de nouvelles méthodes de production, distribuèrent des revenus rapidement croissants que l'économie de guerre força à épargner et constituèrent des dépenses potentielles qui allaient amorcer la reconversion. Les années 1920 furent celles de l'élargissement de la sous-section productrice des marchandises absorbées par les revenus issus de la plus-value. Cet élargissement fut l'œuvre de l'automobile, des biens d'équipement ménagers à contenu électro-mécanique, des premiers biens durables issus des industries électroniques naissantes. Le potentiel de développement de ces branches était énorme, mais dès 1926 des signes menaçants montraient que ce développement butait sur la limite du marché alimenté par la demande sociale de cette sous-section. La production des biens durables de consommation se mit à stagner. Les marchés de la classe ouvrière étaient encore hors d'atteinte dans les conditions sociales de production de l'époque. Mais la transformation de ces conditions, issue du *New Deal* et de l'instauration du *collective bargaining*, permit immédiatement après la Seconde Guerre mondiale l'essor de l'accumulation capitaliste sur tout le front de la section 2. Cette accumulation accélérée s'enraya au milieu des années 1960<sup>665</sup>.

Jusqu'ici nous avons montré l'interprétation d'Aglietta concernant la loi d'accumulation du capital (qui apparaît comme « universelle », dont le niveau d'abstraction est le plus élevé), ainsi que son rapport avec la théorie de la régulation (niveau *méso*), notamment à travers le cas *exemplaire* de l'histoire sur la longue durée du capitalisme nord-américain. Maintenant, il s'agit d'approfondir quelques aspects de l'étude de la régulation du capitalisme nord-américain, surtout en se concentrant sur la manière dont certaines formes institutionnelles (ou structures intermédiaires de médiation) apparues au cours du développement capitaliste dans ce pays ont contribué à la mise en place d'un régime d'accumulation intensif.

---

<sup>664</sup> Ibid., p. 103.

<sup>665</sup> Ibid., p. 104.

\*\*\*

Au sujet du rôle joué par les formes institutionnelles dans la réalisation de la loi d'accumulation, c'est-à-dire dans l'harmonisation entre les deux sections, le noyau de l'argument d'Aglietta se tourne vers la transformation des conditions d'existence de la classe ouvrière dans l'après-guerre. Selon lui, cette transformation constituait d'ailleurs l'enjeu fondamental de la Grande Dépression. Elle exigeait de profondes modifications dans la formation des salaires et l'organisation du travail. Ces modifications suivirent deux processus fondamentaux : d'un côté, le *développement des rapports contractuels* entre directions capitalistes et organisations ouvrières ; de l'autre côté, la *socialisation d'une partie des dépenses de reproduction de la force de travail*<sup>666</sup>.

Le nouveau stade du capitalisme est marqué par une articulation cohérente entre la production de masse et la consommation de masse. Le mouvement caractéristique du régime de l'accumulation intensive qui s'est généralisé après la Seconde Guerre mondiale peut donc se comprendre par la transformation qualitative des forces productives, qui fut *permanente* au lieu d'être condensée dans une phase spécifique du cycle d'accumulation. Il en est ainsi grâce à l'interaction des deux sections de production, chacune offrant à l'autre ses débouchés et concourant à la baisse de valeur et à la diversification des marchandises de la consommation de masse. C'est pour cela qu'avant d'étudier les transformations sociales du salariat (liées à la consommation de masse), il faut regarder brièvement le substrat matériel et technique du régime d'accumulation intensif, c'est-à-dire les transformations du procès de travail (liées à la production de masse), et notamment la mise en œuvre de la mécanisation du travail à travers le taylorisme et le fordisme.

On peut définir le taylorisme, selon Aglietta, comme l'ensemble des rapports de production internes au procès de travail qui tendent à accélérer la cadence des cycles des gestes sur les postes de travail et à diminuer la porosité de la journée de travail<sup>667</sup>. En s'adaptant à la limitation de la durée de travail obtenue par la lutte du mouvement ouvrier, ces rapports s'expriment par des principes généraux qui réduisent le degré d'autonomie des travailleurs et les soumettent à une surveillance et à un contrôle permanent de l'exécution d'une norme de rendement. On accroît ainsi fortement l'intensité du travail et on comprime systématiquement les temps morts. Le fondement en est le principe mécanique qui incorpore dans son mode opératoire les caractéristiques qualitatives des travaux concrets préalablement

---

<sup>666</sup> Cf. *ibid.*, p. 113-5.

<sup>667</sup> Cf. *ibid.*, p. 135.

assumées par la dextérité des ouvriers. Le taylorisme est entré en vigueur aux États-Unis dans les industries de transformation des métaux dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le fordisme est un dépassement du taylorisme, car il marque effectivement l'articulation du procès de production et du mode de consommation du salariat. Pour l'instant, il s'agit d'étudier un des aspects du fordisme, celui qui concerne l'organisation du travail. Le processus de travail caractéristique du fordisme est la chaîne de production semi-automatique. Ce type de procès de travail s'établit aux États-Unis surtout dans la production en grande série des biens de consommation de masse à partir des années 1920 et s'est étendu en amont dans la fabrication des composants intermédiaires standardisés entrant dans la production de ces biens de consommation. La chaîne semi-automatique est le procès de travail adéquat à la survaleur relative. La liaison organique qu'elle établit entre les deux sections de production – une fois qu'elle s'impose comme le seul type de procès de travail – permet le bouleversement des rapports de valeur dans le sens d'un abaissement de la valeur unitaire des marchandises de consommation de masse<sup>668</sup>.

En ce qui concerne les conditions de vie du salariat, l'avènement du fordisme est marqué par la séparation des travailleurs vis-à-vis des moyens de production et donc par la généralisation du rapport salarial, ce qui entraîne une destruction des modes de consommation traditionnels et aboutit à la création d'un mode de consommation propre au capitalisme. Ici, le concept clé forgé par Aglietta est celui de *norme sociale de consommation*. Cette norme est un déterminant essentiel de l'extension du rapport salarial parce que c'est une modalité fondamentale de la plus-value relative. Par sa norme sociale, le mode de consommation est intégré dans les conditions de production<sup>669</sup>. C'est ainsi que les mutations des forces productives engendrées dans la section 1 trouvent leur destination capitaliste dans la section 2 avec l'abaissement de la valeur de la force de travail et l'augmentation corrélative du taux de plus-value.

Comment cette intégration entre production de masse et consommation de masse, qui passe par la formation de la norme sociale de consommation, est-elle mise en place ? Dans le fordisme, nous avons vu que le procès de travail capitaliste était gouverné par la mécanisation du travail. Le travail ouvrier perd du coup tout caractère qualitatif différencié capable d'avoir une influence sur le mode de vie. La transformation des rapports crée la production de masse, qui tend à détruire les formes non capitalistes de production. Si donc les travailleurs sont

---

<sup>668</sup> Cf. *ibid.*, p. 138.

<sup>669</sup> Cf. *ibid.*, p. 179.

d'abord homogénéisées par le procès de travail, ce phénomène se renforce lorsqu'ils sont coupés des liens individuels de nature familiale ou de voisinage. À la fois homogénéisés mais isolés par le contrat salarial, les travailleurs sont nécessairement liés au capitalisme par la consommation individuelle de marchandises issues de la production de masse. Ce mode de consommation uniforme de produits banalisés est une *consommation de masse*. C'est une condition essentielle de l'accumulation capitaliste, car elle contrecarre la tendance au développement autonome de la section 1<sup>670</sup>.

L'immense intensification du travail apportée par le taylorisme et par le fordisme supprime les temps de récupération sur les lieux de travail. La consommation individuelle de marchandises est celle qui permet la meilleure récupération d'une fatigue physique et nerveuse dans un laps de temps contraint au sein de la journée et un lieu unique, le logement. Nous voyons apparaître la structure de la norme de consommation en même temps que son conditionnement par les rapports de production capitalistes. Elle est structurée par deux marchandises : *le logement social moyen*, qui est le lieu privilégié de la consommation individuelle ; *l'automobile*, qui est le moyen de transport individuel compatible avec la séparation de l'habitat et du lieu de travail. Tout en étant des marchandises à usage privé, ces moyens n'en sont pas moins des biens d'équipement durables dont l'acquisition dépasse largement le pouvoir d'achat du salaire courant. La formation de la norme sociale de consommation salariale suppose donc la mise en place d'une vaste socialisation du financement et corrélativement un contrôle très strict sur les ressources et les dépenses des travailleurs. D'autres mesures, comme la constitution de fonds sociaux d'assurances contre les incapacités temporaires, le salaire indirect, etc., jouent aussi leur rôle dans le combat contre les insécurités capitalistes planant sur l'emploi, pour ne pas rompre la continuité du procès de consommation<sup>671</sup>.

Pour que cette logique de la consommation soit compatible avec un procès de travail orienté vers la survaleur relative cependant, il faut que l'ensemble des valeurs d'usage soit conçu selon la production capitaliste de masse. Cela signifie la création d'une esthétique fonctionnelle (le *design*) et de techniques publicitaires<sup>672</sup>.

Comme l'accumulation parvient à conserver un rythme relativement régulier grâce à une certaine harmonisation entre les deux sections, il ne se pose pas de problème trop grave de demande effective. La « société de consommation » semble avoir résolu définitivement les

---

<sup>670</sup> Cf. *ibid.*, p. 180.

<sup>671</sup> Cf. *ibid.*, p. 186.

<sup>672</sup> Cf. *ibid.*, p. 187-8.

contradictions du capitalisme et aboli les crises. Telle a été l'évolution constatée durant les vingt années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, marquée par une hausse relativement régulière du salaire réel permise par une baisse continue du coût salarial social réel, reflétant la hausse du taux de plus-value<sup>673</sup>.

Ce développement de la consommation de masse n'est cependant pas automatique. Dès le milieu des années 1920 le procès de production semi-automatique déjà implanté mettait lui-même une barrière à son développement parce qu'il aggravait l'affaiblissement du mouvement ouvrier, éprouvé après la Première Guerre mondiale. Si, dans un premier temps, cet affaiblissement a favorisé la croissance rapide des revenus non salariaux permettant le démarrage des nouveaux marchés de consommation, la base sociale très étroite de ces marchés n'a pas pu neutraliser bien longtemps le développement autonome de la section I<sup>674</sup>. Le fordisme, c'est-à-dire l'ensemble des conditions sociales du régime d'accumulation intensive, devait passer par des changements considérables dans les modalités de la lutte de classes pour pouvoir s'implanter.

Selon Aglietta, la principale forme institutionnelle ou structurelle responsable de ces changements a été la *négociation collective*. Il est intéressant de noter qu'Aglietta ne met explicitement en œuvre le concept de forme institutionnelle qu'à partir de la troisième section du troisième chapitre<sup>675</sup>. Comme nous l'avons vu, cette forme fonctionne comme une structure intermédiaire, permettant la médiation entre les aspects les plus abstraits (par exemple, les rapports sociaux fondamentaux, tels que le rapport salarial) et les plus concrets de l'analyse (par exemple, la détermination quantitative du salaire de référence).

La formation et le fonctionnement des formes structurelles sont le lieu théorique de l'articulation des rapports sociaux de nature économique, politico-juridique et idéologique. Dans le même temps cependant, il dit que « les formes structurelles évoluent avec les transformations matérielles du mode de production. Cette capacité d'évolution est précisément ce qui assure la cohésion sociale sous la domination d'un rapport d'appropriation antagoniste »<sup>676</sup>. La question est que cette « adaptation » ne peut être ni automatique ni fonctionnelle, sinon on aurait une version de l'adaptation des rapports de production aux forces productives, ce qui supprimerait l'indétermination typique des résultats des conflits sociaux et réintroduirait une approche quelque peu téléologique ou fonctionnaliste. Encore

---

<sup>673</sup> Cf. *ibid.*, p. 189.

<sup>674</sup> Cf. *ibid.*, p. 181.

<sup>675</sup> Cf. *ibid.*, p. 215.

<sup>676</sup> *Ibid.*, p. 218.

une fois, la tension entre les différents niveaux d'abstraction, ce qui se traduit par une tension entre téléologie et indétermination, demeure dans l'interprétation de la dynamique capitaliste chez Aglietta.

Dans tous les cas, la thèse d'Aglietta affirme que le développement considérable de la négociation collective aux États-Unis est indissociablement lié à l'essor du fordisme. En l'étudiant, on peut comprendre les modalités selon lesquelles a évolué la lutte des classes, fondement de l'origine de toutes les formes institutionnelles. Il s'agit de montrer, grâce au concept de forme structurelle, que cette procédure globale est attachée au régime d'accumulation intensive parce qu'elle régularise l'interaction entre l'organisation du travail et la norme sociale de consommation qui est le fondement des conditions générales de l'accumulation propre au fordisme.

De fait, quand Aglietta se concentre sur le niveau *méso* et analyse le processus historique de codification de la négociation collective, il rend explicites les variations, les déformations et l'indétermination typique d'un processus de dispute entre des intérêts antagoniques. Rien n'est joué d'avance. Pendant la guerre, l'intervention directe des syndicats ouvriers aux côtés des directions d'établissements dans l'organisation du travail avait été fortement encouragée. Il en avait résulté, dans les industries où le syndicalisme s'était fortement implanté, un ensemble de règles qui façonnait la négociation collective sur les conditions de travail. Ces règles pouvaient comprendre des restrictions imposées aux employeurs en matière de licenciements. Les syndicats avaient également cherché à acquérir un droit de regard sur l'affectation des travailleurs aux postes de travail par le biais de l'introduction des procédures de promotion dans la négociation collective. Ils ont également essayé également d'obtenir une description précise des postes de travail dans le contrat collectif avec une clause interdisant aux directions de les changer unilatéralement pendant la période d'application du contrat<sup>677</sup>.

La négociation collective peut donc avoir un contenu très riche et nourrir une vie syndicale active lorsqu'elle s'applique à la négociation du procès de travail. C'est alors une arme des travailleurs pour la sécurité et l'amélioration des conditions de travail. Toute la trame de la lutte de classes d'après-guerre a été pourtant de transformer la négociation collective en une machine de guerre du patronat, notamment en appauvrissant son contenu.

L'immédiat après-guerre a été une période décisive pour l'évolution ultérieure du mouvement ouvrier. Le *New Deal* avait été l'époque d'un affaiblissement sensible du bloc conservateur, balayé du pouvoir dans le désarroi provoqué par l'effondrement économique de

---

<sup>677</sup> Cf. *ibid.*, p. 223.

la Grande Dépression, mais cette situation n'a pas duré longtemps. À cette époque a débuté la grande campagne idéologique anti-ouvrière qui a mobilisé l'ensemble des moyens d'information. L'aboutissement légal à la campagne idéologique a été la promulgation par le Congrès du *Taft-Hartley* en 1947 qui s'alignait presque complètement sur les exigences patronales. Cette loi a effacé les dispositions progressistes des lois antérieures (notamment le *Wagner Act*) et est devenue la nouvelle charte du règlement des conflits sociaux. Les principales dispositions de cette loi fondamentale ont pour but de restreindre l'action des syndicats. Par exemple, la loi cherchait à préciser les problèmes qui devaient ou non faire partie du contenu de la négociation collective et des formes sous lesquelles devait se dérouler cette négociation. Les syndicats peuvent être poursuivis en justice pour rupture de contrat, refus d'application ou grève portant sur les termes d'une convention établie avant l'expiration de celle-ci. Les grèves destinées à lutter contre la transformation unilatérale des conditions de travail par les employeurs ont été interdites. Cette disposition laissait les travailleurs désarmés face au remodelage perpétuel des postes de travail, au durcissement des normes de rendement, à la déqualification sous couvert de progrès technique<sup>678</sup>.

Par ailleurs, la campagne anticommuniste à l'époque de Truman provoque l'expulsion massive des militants communistes dans les principaux syndicats. Cette attitude allait engendrer un appauvrissement progressif du contenu de la négociation collective. Le *Tarif-Hartley Act* a codifié un syndicalisme corporatif, en créant des rapports politico-juridiques qui ont permis de l'adapter à un syndicalisme de masse induit par les transformations sociales du fordisme.

La récession de 1953-1954 a révélé au patronat l'ampleur de la transformation nécessaire des conditions de production pour relancer l'accumulation du capital. Il s'agissait d'abaisser les coûts salariaux directs de production. Ce but exigeait la généralisation rapide des transformations de la division technique du travail qui avaient mûri dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, à savoir la généralisation du travail à la chaîne, l'introduction des machines-outils multi-opérations, l'utilisation de nouvelles énergies, etc. Il est clair que cette mutation dans la division technique du travail dont l'objectif était la hausse du taux de plus-value exigeait aussi la suppression des réglementations de l'organisation du travail qui avaient été insérées dans la négociation collective. Pour atteindre cet objectif, il fallait changer profondément les pratiques de gestion et l'organisation administrative des entreprises, ce qui impliquait nécessairement d'accepter une confrontation avec les syndicats

---

<sup>678</sup> Cf. *ibid.*, p. 221.

dont l'enjeu serait le contenu des négociations collectives. Parmi les transformations recherchées par le patronat, les principales incluaient : la formulation des politiques salariales globales ; le développement des procédures de contrôle de gestion ; l'exclusion des problèmes concernant les conditions de travail de la négociation collective ; l'évitement du droit de regard des syndicats ; et finalement le développement en compensation, dans le cadre de la négociation collective, des programmes d'incitation au rendement, des fonds d'assurance, des fonds de pension pour retraites<sup>679</sup>.

Ces transformations ont été imposées par le patronat après des conflits très durs, mais en profitant de l'évolution politico-idéologique dans les instances dirigeantes du mouvement syndical. La thèse d'Aglietta ici est que :

La négociation collective a donc évolué, quant au contenu, des conditions de travail à la programmation des gains monétaires de la production capitaliste, et quant à la forme, d'un niveau de décision décentralisé à un niveau de plus en plus centralisé. Cette évolution, sans laquelle le régime d'accumulation intensive propre au fordisme serait incompréhensible, s'est imposée à travers des conflits majeurs qui culminèrent dans la période 1958-1961. Elle s'implanta à partir de conflits tests qui se terminèrent par la signature de contrats pilotes de programmation concertée des salaires. Ces contrats se généralisèrent ensuite rapidement<sup>680</sup>.

Bien évidemment, le rôle de l'arbitrage étatique a été décisif dans l'issue de ces conflits tests, mais, sur le fond, l'intervention de l'État a été un appui au patronat. Par ailleurs, la négociation collective subissait un autre changement qui a contribué à la *rigidité du salaire nominal*, ce qui a été d'ailleurs un trait très caractéristique du fordisme. Les contrats salariaux devenant de plus en plus globaux et s'uniformisant, ils ont également été conclus pour des périodes assez longues, en accord avec l'horizon de planification des grandes entreprises.

Ce qui est fondamental, c'est que l'ensemble des caractères organiques de la procédure de négociation collective a évolué en outil pour programmer l'évolution de la norme de consommation salariale. Ce phénomène a été très important pour la production de survalueur relative :

En désamorçant l'ajustement des salaires aux conditions conjoncturelles, les contrats collectifs pluri-annuels ont désensibilisé le cycle de reproduction élargie du capital à l'égard de l'instabilité des relations d'équivalence de l'échange provoquée par la transformation des conditions de production. Pouvant incorporer au capital avancé une évolution future du salaire connue avec une grande probabilité, les entreprises ont systématiquement introduit et approfondi à travers leurs plans d'investissement le procès de travail semi-automatique appliqué à la production banalisée en grande série. D'où la baisse accélérée du coût salarial social réel dans la première partie des années 1960 et la vague d'investissements la plus puissante de l'histoire du capitalisme<sup>681</sup>.

---

<sup>679</sup> Cf. *ibid.*, p. 225.

<sup>680</sup> *Ibid.*, p. 225-6.

<sup>681</sup> *Ibid.*, p. 227.



Du point de vue du prolétariat, les contrats pluri-annuels ont été des véhicules très efficaces de l'exploitation. Car ils laissaient le champ libre dans la production à une accentuation féroce de la discipline capitaliste du travail. Dans la détermination du salaire nominal de référence, ils impliquaient, une clause retardée et lissée d'indexation sur le coût de la vie qui introduit un facteur de détérioration du pouvoir d'achat des salaires d'autant plus important que l'inflation s'accélérait. C'est pourquoi la négociation collective, en tant que forme intentionnelle de médiation, a enfermé la lutte de classes dans des modalités qui ont permis de tirer parti de toutes les potentialités d'exploitation inhérentes à l'organisation du procès de travail centré sur la production de masse des marchandises banalisées.

Maintenant nous pouvons mieux comprendre le rôle joué par la structure intermédiaire de la négociation collective dans la soutenance de certaines régularités macroéconomiques du fordisme. Toutefois, dans la « formalisation » de ce régime d'accumulation, l'impression d'un certain fonctionnalisme et d'une téléologie dans l'origine des formes structurelles revient, d'une certaine manière. Selon quelques formulations, le « sujet de l'histoire » semble être le capital, dans sa forme plus concrète de production de survalueur relative :

Dans le régime d'accumulation intensive, le bouleversement des conditions de production, qui prend racine dans la transformation des moyens de production et par conséquent dans les relations internes à la section 1, se porte sur la production des moyens de production. L'interaction profonde entre les deux sections était réalisée par l'universalisation d'un procès de travail qui, d'une part, fragmentait les tâches individuelles et créait un travailleur collectif, d'autre part, *et corrélativement, engendrait la formation et l'évolution d'une norme sociale de consommation* structurée par la production en grande série de marchandises banalisées. *Cette interaction est donc dirigée par la plus-value relative.* Le bouleversement permanent des forces productives dans la section 1 est la condition de l'abaissement de la valeur de la force de travail. Cette dernière doit être suffisamment rapide, et par conséquent le mode de consommation doit se transformer suffisamment vite pour que l'accumulation dans la section 1 puisse soutenir la transformation des forces productives<sup>682</sup>.

Comme on l'a vu, l'harmonisation entre les deux sections est ordonnée par le cycle d'entretien de la force de travail sociale, qui doit consommer les produits de la section 2 pour que celle-ci consomme les produits de la section 1. Elle est donc faite de rapports d'autant plus denses entre les deux sections que le salariat est plus étendu et plus unifié, et que la norme sociale de consommation est plus irréversible. Cette dernière doit à la fois être une masse de valeur d'échange en monnaie qui évolue le plus régulièrement possible<sup>683</sup> et avoir un contenu en valeurs d'usage évoluant rapidement, de sorte que la production des marchandises individuelles de la section 2 incorpore les nouvelles forces productives créées dans la section 1 et que se produise ainsi un abaissement du coût salarial.

---

<sup>682</sup> Ibid., p. 236. Nous soulignons.

<sup>683</sup> D'où l'importance de la rigidité du salaire nominal de référence.

\*\*\*

Dans la postface, Aglietta souligne que du point de vue du capitalisme, le XX<sup>e</sup> siècle a été le siècle de l'organisation. Son ordre et sa hiérarchie ont été le moteur du régime de croissance après la Seconde Guerre mondiale. En effet, le cœur de la régulation a été la mise en cohérence des progrès rapides dans la productivité, de l'expansion des revenus réels et de la stabilité de leur répartition. Le salaire réel a augmenté régulièrement parce qu'il était indexé sur la croissance de la productivité du travail. La répartition fonctionnelle du revenu entre salaires et profits est restée stable moyennant l'augmentation du salaire nominal indexée sur la hausse des prix.

Cette fois-ci, Aglietta reconnaît en outre les aspects positifs de ce mode de régulation, ce qu'il identifie comme un « progrès social ». Par exemple, l'amélioration du niveau de vie des salariés a-t-elle été compatible avec la constance du taux de profit, donc avec l'accumulation régulière du capital. À côté de la répartition des richesses, s'ajoutent le haut niveau d'investissement, l'augmentation de l'emploi global, la stabilité des structures d'emploi global, la stabilité des structures d'emploi et le bas niveau de chômage. L'interaction positive entre la répartition des revenus, d'un côté, l'investissement et la productivité de l'autre, est venue du dynamisme de la demande. Grâce à l'intégration du salariat dans le capitalisme, ce qui se traduit par une très large redistribution du fruit des progrès de productivité parmi les salariés, une demande sociale, fondée sur la consommation de masse, a donné une impulsion au progrès technique. Il en résulte une véritable croissance endogène.

Avec l'auto-entretien de la croissance, ce qui devient clair, c'est la robustesse du régime de croissance, ce qui témoigne de la cohérence du mode de régulation. Nous n'allons cependant pas aborder ici les autres formes institutionnelles liées au fordisme d'après Aglietta, car ce qui nous intéresse c'est son argument fondamental (plutôt centré sur l'institution de la négociation collective et la codification du rapport salarial) et surtout le rapport entre les différents niveaux d'abstraction dans l'interprétation de la dynamique à long terme du capitalisme.

Par rapport à ce dernier point, on a vu que demeure une vraie tension dans l'analyse d'Aglietta, surtout parce qu'il adopte en même temps la théorie marxienne de la valeur et de la loi de l'accumulation, et une perspective centrée sur le niveau *méso* des institutions, en principe ouverte à la variabilité spatio-temporelle et à l'indétermination de la conflictualité sociale. Ou, selon les mots d'Aglietta :

Les sciences sociales de notre temps doivent assumer « le vide terrible sur lequel et par lequel s'écrit l'histoire humaine (...) Il faut donc se méfier du terme de reproduction aussi bien dans le sens d'un invariant qui se perpétuerait que dans celui d'une issue assignable *a priori* au mouvement des contradictions sociales. Il n'y a reproduction que du problème de la socialisation : comment une cohésion sociale peut-elle exister dans le déchirement des conflits ? C'est ce problème que la notion de régulation tente d'assumer. Contrairement à l'interprétation courante du marxisme, elle le fait sans recourir à aucune hypothèse téléologique. La théorie de la régulation du capitalisme est celle de la genèse, du développement et du dépérissement des formes sociales, bref des séparations qui le constituent. Elle ne se préoccupe pas d'assigner une finalité à ce mouvement<sup>684</sup>.

Néanmoins, comme nous l'avons vu, dans cette première tentative de se débarrasser de la « téléologie » marxiste, idemeurent des aspects très remarquables dans l'analyse de *Régulation et Crises du Capitalisme*. Il reste à savoir comment cette approche va évoluer et faire face à cette difficulté, notamment à partir des travaux de Robert Boyer.

#### **4.3- Les contributions de Robert Boyer et la consolidation de la TR comme une théorie *middle range***

Nous avons vu que chez Aglietta subsistait une sorte de tension entre son adoption d'un schéma d'analyse typiquement marxiste, marqué par la théorie de la valeur-travail et la *loi* d'accumulation, et l'introduction d'un nouveau niveau d'analyse, marqué par les institutions et l'indéterminisme des résultats des conflits sociaux. En effet, cette tension se révèle aussi dans la conception du développement historique, qui peut assumer soit une face plutôt téléologique (caractérisée par l'adoption d'un modèle canonique ou *exemplaire* de capitalisme – le fordisme) soit une face conjoncturelle, assumant effectivement « le vide terrible sur lequel et par lequel s'écrit l'histoire humaine »<sup>685</sup>.

Cette tension devient encore plus explicite et problématique lors du débordement de l'ancien cadre d'analyse régulationniste (centré sur les économies développées, notamment les États-Unis et la France) et de l'approfondissement des comparaisons internationales. De fait, à l'origine la découverte du fordisme comme principe explicatif de la croissance américaine et française a suscité une première génération de comparaisons internationales qui s'étaient attachées à mesurer la distance ou les modalités d'adaptations mineures par rapport à une configuration canonique : « Fordisme entravé en Grande-Bretagne, *flex*-fordisme en

---

<sup>684</sup> Ibid., p. 13-14.

<sup>685</sup> AGLIETTA M., *Regulation et crises du capitalisme*, op. cit., p. 13.

Allemagne, fordisme perméable au Canada, fordisme forcé et contrarié au Brésil, pour ne pas évoquer cet oxymoron dévastateur que fut le pseudoconcept de fordisme périphérique »<sup>686</sup>.

Par exemple, Lipietz parle dans un article de 1984 du concept de « fordisme périphérique » afin de caractériser les nouveaux pays industrialisés de l'époque, comme le Brésil, la Corée et le Mexique. En jugeant ces pays à partir du prisme du fordisme, il note que :

Il s'agit d'un authentique fordisme, fondé sur le couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés. Mais il reste périphérique en ce sens, tout d'abord, que dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipement des ménages, et des exportations vers le centre de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale *mondiale*), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes *locales*<sup>687</sup>.

On voit que même en face des profondes différences entre ces pays et les pays centraux, notamment en ce qui concerne le type de la régulation de la demande sociale dans l'un ou l'autre cas, Lipietz insiste sur l'aspect canonique du concept de fordisme.

Tout se passe comme si tous les capitalismes nationaux devraient être jugés d'après un modèle réputé parfait ou exemplaire de réalisation de la loi d'accumulation tournée vers la production de survalueur relative. Ce niveau d'analyse typiquement marxiste, celui des « lois de mouvement » du capitalisme, lequel nous nommons ici « *macro* », tendait donc à obnubiler toute la potentialité d'une analyse centrée sur le niveau *méso* des institutions dans son rapport avec le niveau *micro* des agents et des conflits sociaux.

L'approfondissement de ces comparaisons devrait cependant montrer que « c'était là une caricature des régimes de croissance et modes de régulation de ces pays qui en fait dérivait d'architectures institutionnelles propres méritant d'être caractérisées en tant que telles, sans référence à un modèle extérieur, réputé parfait »<sup>688</sup>. C'est ainsi que l'approfondissement des recherches a conduit la TR à rejeter l'hypothèse selon laquelle les économies devaient être analysées en référence à un modèle canonique et à approfondir les potentialités de l'analyse de niveau *méso*<sup>689</sup>. La TR se consolide ainsi de plus en plus comme une théorie *middle range*.

---

<sup>686</sup> BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris, Odile Jacob, 2004., p. 83.

<sup>687</sup> LIPIETZ A., « Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central », *L'Actualité économique*, 1984, vol. 60, n° 1, p. 76.

<sup>688</sup> BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, op. cit. p. 83.

<sup>689</sup> « Whereas conventional economic theories have progressed via intensive elaboration of concepts and the search for axioms, *régulation* approaches have pointed out that any theory has initially a quite limited domain of validity in time and space. Consequently, the international comparisons have been quite helpful in

À ce titre, Thomas Lamarche nous offre une discussion éclairante à partir d'une mise en perspective historique du développement de la TR:

Plutôt qu'une théorie générale, la théorie de la régulation est une théorie fondée sur la variabilité historique raisonnée du réel. Cela forme une différence majeure avec la production d'une théorie générale qui vise à fonder une explication de portée universelle. Bien sûr à relire certains engagements des années 1970 à faire une théorie générale unifiée, on perçoit l'origine de ce dépit. Pourtant, il y a en vérité peu de signaux attestant d'une volonté de produire une théorie alternative globale à la théorie néo-classique ou à l'analyse marxiste. On trouve de façon plus implicite qu'explicite l'ambition d'une théorie générale chez Aglietta (1976). Mais si l'ouvrage est au fondement de la théorie de la régulation, les travaux régulationnistes suivants n'ont plus cette ambition. L'ouvrage fondateur d'Aglietta se situe dans une des approches les plus directement marxistes de l'ensemble de la construction régulationniste, en cela il est marqué par l'idée de construction d'une théorie générale. On peut toutefois lire l'ouvrage d'Aglietta comme n'étant pas essentiellement séminal quant à sa dimension totalisante, mais au contraire sur sa capacité à produire des concepts qui vont nourrir une approche « intermédiaire », elle-même en lien étroit avec le réel, les faits stylisés. Un autre auteur porteur de cette ambition est Alain Lipietz, notamment dans *Crise et inflation pourquoi ?* (Lipietz, 1979). On se trouve là encore au tout début de la théorie de la régulation. L'influence marxiste est essentielle, induisant un propos totalisant, bien que l'auteur s'en défende. D'un certain point de vue, le propos de Lipietz s'inscrit dans une perspective de loi universelle. Il y a bien eu naguère au sein de la théorie de la régulation des discussions plus principielles, maniant un haut niveau d'abstraction, cependant l'ensemble de la construction postérieure à 1980 va vers une construction associée à la production de faits stylisés et de ce fait s'éloigne d'une théorie générale visant à produire des lois universelles. La théorie de la régulation est certes née du croisement de deux théories générales (Marx, Keynes), mais elle reste profondément affiliée à l'école des Annales. Ainsi l'historicisation (qui peut en effet être la base d'une théorie générale, comme chez Marx) est à l'origine d'une pensée tournée vers les faits et l'histoire<sup>690</sup>.

Lamarche souligne encore que « l'absence de la théorie de la régulation sur le champ de la théorie de la valeur, mais plus fondamentalement le refus de définir des lois générales est un trait saillant de celle-ci. Est-ce à dire que la théorie de la régulation est pour autant une méthodologie ? Formuler cela ne permet pas de comprendre la capacité à engendrer des concepts de portée générale dont l'objet est aussi de revenir vers le réel. En effet, la théorie de la régulation produit essentiellement des concepts intermédiaires liés entre eux, formant un corps doctrinal dont le caractère bouclé et cohérent a été largement expliqué »<sup>691</sup>.

Avec l'abandon de la théorie de la valeur-travail et des lois d'accumulation, la vision qui s'est donc imposée finalement a été celle selon laquelle la théorie de la régulation n'offre aucune explication universelle ; elle s'intéresse au capitalisme sans en produire une vision systématique, préférant comprendre les agencements historiques et spatiaux (*i.e.* les modes de régulation, voire les capitalismes). Dans la suite de l'institutionnalisme historique, la théorie

---

enriching the basic concepts and overcoming the temptation to diagnose a single capitalist configuration for each historical epoch » (BOYER R., « Capitalism Strikes Back: Why and What Consequences for Social Sciences? », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* [En ligne], 1 | Juin / June 2007, mis en ligne le 24 décembre 2007, consulté le 20 juillet 2016. URL : <http://regulation.revues.org/2142>.)

<sup>690</sup> LAMARCHE T., « Des limites de la régulation... qui peuvent en cacher d'autres », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* [En ligne], 12 | 2e semestre / Autumn 2012, mis en ligne le 20 décembre 2012, consulté le 19 juillet 2016. URL : <http://regulation.revues.org/10006>.

<sup>691</sup> *Ibid.*

de la régulation refuse une vision téléologique de l'évolution des sociétés. Les concepts s'adosent à une causalité cumulative et séquentielle. Le temps est donc essentiel, marqué par la présence de l'irréversibilité et par l'effet du politique et des représentations sociales.

Selon Lamarche, la théorie marxiste standard est une théorie qui se veut à la fois historique et générale. Elle adopte une vision téléologique de l'histoire qui rend difficile le rapport à l'évolution du ou des capitalismes. La tension est ici à propos de la définition même d'une théorie générale : faut-il rechercher des lois universelles ? La théorie de la régulation est cependant générale à un autre titre, en ce qu'elle propose une théorie exploratoire reposant sur des concepts généraux, dont certains correspondent à un héritage marxiste. Ces concepts ne prennent sens et contenu que dans l'observation historique des sociétés. Pour la théorie de la régulation, le cadre conceptuel exploratoire a une dimension de généralité, il en est de même de la notion de régularité située. Comme les régularités sont situées, il convient en permanence de les réinterroger en s'attelant à styliser les faits<sup>692</sup>.

Comment comprendre cette généralité qui ne se confond pas avec l'universalité de « lois » du mouvement capitaliste ? Pour cela, il faut se pencher sur les contributions de l'économiste Robert Boyer, le responsable majeur de la systématisation et des décisions théoriques fondamentales de la TR après l'ouvrage fondateur d'Aglietta. Dans ce qui suit, nous allons profiter des contributions de Boyer pour présenter les concepts de base de la TR d'une manière un peu plus systématique, ainsi que son apport majeur pour la consolidation de la TR comme une théorie *middle range*.

\*\*\*

En effet, Boyer a très tôt pris ses distances avec la théorie de la valeur-travail, en abandonnant la démarche quasiment universalisante d'Aglietta et de Lipietz. Sa critique du marxisme a toujours été très claire. Par exemple, dans son article classique de 1979, il affirmait au début que la réponse marxiste à la crise des années 70 était très insatisfaisante, dans la mesure où « la théorie marxiste traditionnelle s'attache à montrer comment les crises représentent la résultante nécessaire de contradictions propres au mode de production capitaliste : l'ouverture de la crise actuelle constitue pour ce courant une confirmation de cette problématique générale... sans que pour autant il puisse livrer une analyse concrète explicitant l'originalité de cette crise et de son enjeu »<sup>693</sup>.

---

<sup>692</sup> *Ibid.*

<sup>693</sup> BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique*, 7 septembre 1979, p. 3. URL : [http://www.cepremap.fr/depot/couv\\_orange/co7909.pdf](http://www.cepremap.fr/depot/couv_orange/co7909.pdf)

Cette critique ne cesse de se répéter tout au long ses ouvrages plus théoriques. Par exemple, dans un livre relativement récent, il affirme qu'il n'y a pas de *dynamique grandiose* du mode de production capitaliste :

Une autre différence avec la tradition marxiste tient aux doutes qu'entretient la théorie quant à l'existence de lois générales dérivant de la seule appartenance d'une économie au mode de production capitaliste. Pour Marx, il s'agissait de la chute tendancielle du taux de profit. Ses successeurs ont invoqué la montée du capital financier [Hilferding], celle de l'impérialisme [Luxembourg], puis l'émergence d'un capitalisme monopoliste [Baran et Sweezy]. Sans oublier, face à la montée des interventions de l'État dans l'économie, la théorie du capitalisme monopoliste d'État. Pour la plupart de ces auteurs, ces caractéristiques étaient autant de stratégies pour contrecarrer la loi de la chute tendancielle du taux de profit. Selon une autre interprétation, il s'agissait d'autant de stades s'inscrivant dans la marche vers un régime économique dans lequel l'activité serait collectivisée. L'objectif de la théorie de la régulation est de caractériser avec précision, grâce aux statistiques tirées des comptabilités nationales, les paramètres des divers régimes d'accumulation que l'on observe dans le temps comme dans l'espace. Ainsi, la notion de régime d'accumulation se substitue à celle de schéma de reproduction<sup>694</sup>.

À la base de son analyse se trouve la constatation déjà faite par Aglietta selon laquelle la dynamique du capitalisme n'est pas simplement celle de l'expansion « de cette valeur se mettant en valeur qu'est le capital ». En effet, loin de se dérouler dans un espace social homogène que le capitalisme ne ferait que conquérir, l'histoire des économies dominantes fait apparaître l'ampleur des transformations sociales qui caractérisent l'extension des rapports capitalistes. Certes, il ne nie pas le caractère permanent des contradictions - soulignées par Marx - qui marquent la reproduction des formations sociales dominées par le capitalisme. Mais, pour mener une analyse concrète, il faut rendre compte de la forme précise que revêtent ces contradictions dans un contexte historique donné<sup>695</sup>.

C'est seulement en 1986 que Boyer publie la première systématisation de la TR : *La Théorie de la Régulation : Une analyse critique*. Selon lui, la Théorie de la Régulation s'est constituée en tant que courant hétérodoxe d'économie à partir de son souci de saisir la *variabilité* dans le temps et l'espace des dynamiques économiques et sociales<sup>696</sup>. Dans cette systématisation, la théorie de la valeur-travail et la loi d'accumulation sont complètement mises en parenthèses. En suivant R. Boyer, on peut dire que trois paradoxes majeurs résument en quelque sorte cette problématique de base :

- Pourquoi et comment, dans une formation économique donnée, passe-t-on d'une croissance forte et régulière à une quasi-stagnation et une instabilité des enchaînements conjoncturels ?;
- Lors d'une même époque historique, comment expliquer que croissance et crise

---

<sup>694</sup> BOYER R., *Théorie de la régulation, 1, op. cit.*, p. 35-6.

<sup>695</sup> Cf. BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *op. cit.*, p. 6.

<sup>696</sup> BOYER R., *La Théorie de la Régulation: Une analyse critique*, p. 37.

prennent des formes nationales significativement différentes, voire que s'approfondissent les déséquilibres dans certains pays alors que s'affirme une relative prospérité dans d'autres ?

- Pourquoi au-delà de certains invariants généraux, les crises revêtent-elles des aspects contrastés au cours du temps ?<sup>697</sup>

Ces trois interrogations nous obligent à approfondir notre vision du capitalisme et à éviter des conceptions trop simplistes de son évolution historique et spatiale. En effet, la critique de la TR par rapport au marxisme porte sur la croyance selon laquelle Marx a réussi à établir les lois régissant la dynamique longue du capitalisme (par exemple, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit). Néanmoins, les représentants de la TR se réclament du marxisme en ce qu'ils considèrent que le point de départ de l'analyse économique n'est pas l'individu (comme dans le courant néoclassique) mais les *rapports sociaux*<sup>698</sup>. Ils empruntent à Marx le concept de capitalisme en tant que *mode de production*. Puisque les entités de base sont les entreprises<sup>699</sup>, à côté du rapport marchand (sujets marchands se faisant concurrence) il y a un autre rapport social fondamental à la base de ce système social : c'est le rapport capital/travail s'inscrivant au niveau de la production. L'intérêt de cette notion de capitalisme est de souligner comment l'interaction du rapport marchand de concurrence et du rapport de production salarié met en mouvement un renversement de perspectives par rapport à une économie uniquement marchande.

Certes, dans le capitalisme, c'est le processus d'accumulation du capital qui s'impose à l'ensemble du système et le capital apparaît comme « valeur se mettant en valeur »<sup>700</sup>. Peut-on pour autant tirer de ce principe une série de lois tendancielle décrivant la dynamique inéluctable, ou à défaut probable, du système ? La réponse des régulationnistes est clairement un non. Ce serait supposer une correspondance simple entre une forme générale des rapports sociaux et une dynamique à moyen ou long terme se manifestant dans les catégories usuelles de l'analyse économique<sup>701</sup>. Ils préfèrent affirmer que plusieurs régimes d'accumulation peuvent exister au cours de l'histoire et dans l'espace.

Une autre présupposé marxiste approprié par la TR offre la clé pour comprendre le concept de *régulation* : le processus d'accumulation est vu comme essentiellement

---

<sup>697</sup> Ibid., p. 37-8

<sup>698</sup> Cf. AGLIETTA M., *Régulation et crises du capitalisme*, op. cit., p. 12.

<sup>699</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 3.

<sup>700</sup> Cf. BOYER R., *La Théorie de la Régulation : Une analyse critique*, p. 45. Voir aussi BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 4.

<sup>701</sup> Cf. BOYER R., *La Théorie de la Régulation : Une analyse critique*, p. 45



*contradictoire*. La question qui se pose est la suivante : comment un processus aussi contradictoire peut-il réussir sur une longue période ?<sup>702</sup> Depuis Marx on sait que les conflits nés autour du rapport d'exploitation et de la concurrence entre capitalistes rendent les crises plus que probables. Pourtant, ce qui s'observe dans l'histoire c'est que ces contradictions peuvent être surmontées, partiellement et *transitoirement* au moins, de sorte qu'au cours de certaines périodes relativement longues des crises modérées, voire de simples récessions, suffisent à relancer une dynamique cumulative de l'accumulation. Or, selon Alain Lipietz, « On est régulationniste à partir du moment où on se demande pourquoi il y a des structures relativement stables alors que logiquement elles devraient éclater dès le début, puisqu'elles sont contradictoires. On est régulationniste dès que l'on se pose cette question. C'est-à-dire que l'on s'émerveille sur le fait qu'il y a des choses qui se stabilisent, alors qu'un structuraliste trouvera anormal qu'elles entrent en crise »<sup>703</sup>. Ou bien, en suivant Aglietta : « comment une cohésion sociale peut-elle exister dans le déchirement des conflits ? C'est ce problème que la notion de régulation tente d'assumer. Contrairement à l'interprétation courante du marxisme, elle le fait sans recourir à aucune hypothèse téléologique »<sup>704</sup>.

Comme la TR ne travaille pas avec l'établissement de lois tendanciennes ou de modèles transhistoriques de la dynamique capitaliste, elle se forge des notions *intermédiaires* afin de rendre compte de cette variabilité spatio-temporelle – ce qu'avait déjà été établi par Aglietta. Une première notion intermédiaire est celle de *régime d'accumulation*. Un régime d'accumulation désigne la forme *spécifique* que prend l'impératif général de l'accumulation dans un espace et à une époque donnés. Ce régime d'accumulation marque la *viabilité temporaire* d'un processus d'accumulation en soi contradictoire et voué à l'éclatement. Cette notion peut être alors défini comme « l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital, c'est-à-dire permettant de résorber ou d'étaler dans le temps les distorsions et déséquilibres qui naissent en permanence du processus lui-même »<sup>705</sup>. Parmi les variables permettant d'identifier ces régularités on compte : a) un type d'évolution d'organisation de la production et du rapport des salariés aux moyens de production ; b) un horizon temporel de valorisation du capital sur la base duquel peuvent se dégager les principes de gestion ; c) un partage de la valeur permettant la reproduction dynamique des différentes classes ou groupes sociaux ; d) une composition de la

---

<sup>702</sup> Cf. *ibid.*, p. 45.

<sup>703</sup> LIPIETZ A., « De l'approche de la régulation à l'écologie : une mise en perspective historique ».

<sup>704</sup> Cf. AGLIETTA M., *Régulation et crises du capitalisme*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>705</sup> BOYER R., *La Théorie de la Régulation : Une analyse critique*, p. 46. Voir aussi BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible?*, p. 20.

demande sociale validant l'évolution tendancielle des capacités de production ; et e) une modalité d'articulation avec les formes non capitalistes.

Il reste pourtant une question : comment un régime d'accumulation, même que seulement temporaire, est-il viable ? Vu que le processus d'accumulation apparaît comme une interaction entre deux rapports sociaux capitalistes fondamentaux (rapport marchand et rapport de production), alors pour cerner les conditionnements d'un tel régime d'accumulation viable il faut « un second niveau d'analyse qui entend passer des rapports sociaux fondamentaux en général à leur configuration spécifique pour un pays et une phase historique donnés »<sup>706</sup>. La notion de *forme institutionnelle* a précisément pour but d'éclairer l'origine des régularités qui canalisent la dynamique d'accumulation au cours d'une période historique. On définira ainsi comme forme institutionnelle toute codification d'un ou plusieurs rapports sociaux fondamentaux. Les formes institutionnelles indiquent donc la liste des institutions nécessaires et suffisantes à la viabilité d'une économie capitaliste. Au contraire des approches néoclassiques les plus connues, les régulationnistes affirment que le marché ne se suffit pas en tant que moyen de coordination des actions. En effet, « le marché est une institution qui suppose accord sur la qualité, l'organisation des échanges, les conditions d'accès au marché, le mode de règlement des transactions. C'est donc une construction sociale et non le résultat d'un état de nature, spontanément engendré par l'*habitus* que les théoriciens prêtent à l'*homo oeconomicus* »<sup>707</sup>.

Quelles sont donc les institutions de base d'une économie capitaliste ? La TR distingue au moins cinq formes institutionnelles :

Forme et régime monétaire : La forme monétaire (est) la modalité que revêt, pour un pays et une époque donnés, le rapport social fondamental qui institue les sujets marchands... la monnaie n'est pas une marchandise particulière mais une forme de mise en rapport des centres d'accumulation, des salariés et autres sujets marchands. On désigne par régime monétaire la configuration correspondante qui permet d'ajuster déficit et excédents.

Forme du rapport salarial : Configuration du rapport capital/travail, composée des relations entre différents types d'organisation du travail, le mode de vie et les modalités de reproduction des salariés. En termes analytiques, cinq composantes interviennent pour caractériser les configurations historiques du rapport capital-travail : type de moyens de production; forme de la division sociale et technique du travail; modalité de mobilisation et

---

<sup>706</sup> BOYER R., *La Théorie de la Régulation : Une analyse critique*, p. 47.

<sup>707</sup> BOYER R., *Théorie de la régulation. I. Les fondamentaux*, p. 18.

d'attachement des salariés à l'entreprise; déterminants du revenu salarial, direct ou indirect; enfin mode de vie salarié, plus ou moins lié à l'acquisition de marchandises ou à l'utilisation de services collectifs hors marché.

Forme de la concurrence : Elle indique comment s'organisent les relations entre un ensemble de centres d'accumulation fractionnés dont les décisions sont a priori indépendantes les unes des autres. Plusieurs cas polaires sont distingués : Mécanismes concurrentiels dès lors que c'est la confrontation ex post sur le marché qui définit la validation ou non des travaux privés. Monopolisme, si prévalent certaines règles de socialisation ex ante de la production par une demande sociale d'un montant et d'une composition sensiblement équivalents.

Forme d'adhésion au régime international : La conjonction des règles qui organisent les relations entre l'État-nation et le reste du monde, aussi bien en matière d'échanges de marchandises que de localisation des productions, via l'investissement direct ou de financement des flux et soldes extérieurs.

Formes de l'État : Ensemble de compromis institutionnalisés... [qui]... une fois noués, créent des règles et des régularités dans l'évolution des dépenses et recettes publiques<sup>708</sup>.

Chaque forme institutionnelle établit une régularité partielle. Les agents prennent en compte la contrainte exercée par une régularité pour construire ses stratégies. Comment surgit chaque forme institutionnelle, dans un premier temps, et, ensuite, le mode de régulation ? Une des plus grandes originalités de la TR tient au fait que les institutions économiques les plus essentielles n'ont pas toujours pour origine ou principe une logique exclusivement économique. Pour la TR, les formes institutionnelles émergent des *conflits sociaux* et doivent, le plus souvent, passer par la sphère politique et la reconnaissance par le droit pour avoir un impact sur la dynamique économique<sup>709</sup>. Ainsi, les *compromis institutionnalisés* sont les fondateurs des formes institutionnelles<sup>710</sup>. Dans ce cadre, les institutions portent les traces du conflit social et reflètent la dispute portant sur la distribution ; les interactions individuelles (*niveau micro*) conduisent à des équilibres institutionnels (*niveau méso*) reflétant les asymétries de pouvoir et les conflits d'intérêt. Cela signifie que les institutions ne sont pas principalement conçues pour résoudre des problèmes de coordination entre des agents égaux possédant des intérêts similaires, mais qu'elles sont plutôt des solutions transitoires à des conflits entre des acteurs inégaux possédant des intérêts divergents. Les institutions sont des règles du jeu déterminées de manière endogène aux agents d'un certain milieu. C'est ainsi que la

---

<sup>708</sup> Schéma tiré de BOYER *Une théorie du capitalisme est-elle possible?*, p. 19.

<sup>709</sup> Cf. BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible?*, p. 21.

<sup>710</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 41.

variabilité des capitalismes dans l'espace géopolitique peut être expliquée, même dans une époque où la globalisation favoriserait une homogénéisation des institutions capitalistes. Une fois établi le compromis sur les règles, elles sont prises en compte par les agents comme faisant partie de leur environnement ; ils mettent alors au point leurs stratégies en intégrant les contraintes définies par ces règles<sup>711</sup>. Amable parle alors des institutions en tant qu'*équilibres d'économie politique*, normalement soutenus par un bloc sociopolitique dominant reflétant des intérêts communs.

La viabilité d'un régime d'accumulation suppose en fait une régulation d'ensemble, de sorte que des institutions a priori indépendantes puissent impliquer une évolution cohérente avec leur existence. On a vu que les compromis institutionnalisés sont fondateurs des formes institutionnelles. Or ils sont, en général, indépendants les uns des autres, ne serait-ce que du fait de la spécialisation des différentes sphères de l'activité économique. Par exemple, la Banque centrale reçoit du gouvernement les caractéristiques du régime monétaire, les relations professionnelles façonnent le rapport salarial, la réglementation et la stratégie des firmes conditionnent la forme de concurrence. Aucun ingénieur système n'a la charge de veiller *ex ante* à la compatibilité de ces diverses formes institutionnelles. En effet, chaque acteur économique arrête sa stratégie en fonction des contraintes et incitations propres au cadre institutionnel dans lequel il opère et tient compte du système des prix. Dans une économie monétaire, donc décentralisée, rien ne garantit que la conjonction de ces comportements individuels définisse une configuration viable sur le plan macroéconomique.

Au niveau le plus fondamental, pour la théorie de la régulation, c'est *a priori* l'incohérence qui devrait être la règle, la régularité et l'évolution ordonnée l'exception. On retrouve ainsi l'origine de l'usage de ce terme dans les sciences physiques et biologiques (Canguilhem) : comment des entités *a priori* indépendantes (par extension, les formes institutionnelles) peuvent-elles impliquer une évolution d'ensemble compatible avec leur coexistence et persistance, en d'autres termes former système (en l'occurrence économique) ? Le *mode de régulation*, qui est l'ensemble des mécanismes économiques impliqués, permet de répondre à cette question. S'introduisent ainsi deux des caractéristiques essentielles d'un mode de régulation :

a) Il doit permettre de reproduire de période en période la configuration institutionnelle en vigueur sans altération majeure.

---

<sup>711</sup> Cf. AMABLE B., *Les cinq capitalismes : Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Seuil, 2005., p. 20.

b) Il ne doit pas supposer l'intériorisation par les acteurs économiques des règles d'ensemble gouvernant le système tout entier.

On peut le définir de la manière suivante :

Tout ensemble de procédures et de comportements, individuels et collectifs, qui a la propriété de : - reproduire les rapports sociaux fondamentaux à travers la conjonction de formes institutionnelles historiquement déterminées; - soutenir et « piloter » le régime d'accumulation en vigueur; - assurer la compatibilité dynamique d'un ensemble de décisions décentralisées, sans que soit nécessaire l'intériorisation par les acteurs économiques des principes de l'ajustement de l'ensemble du système<sup>712</sup>.

Par ailleurs, divers mécanismes ont été mis en évidence par les régulationnistes afin d'expliquer l'émergence des modes de régulation. D'abord, la trouvaille et le tâtonnement soulignent le fait que la cohérence du système n'est pas assurée *ex ante*. Les formes institutionnelles ne sont pas sélectionnées en fonction de leur efficacité économique. En effet, apparaît l'équivalent d'une dépendance par rapport au chemin : il existe des coûts irrécouvrables associés à la construction institutionnelle. De plus, tout comme certaines technologies de réseau, les formes institutionnelles peuvent susciter des rendements croissants, de sorte que des formes supérieures mais émergentes sont handicapées par rapport aux formes institutionnelles bien établies. Un troisième mécanisme fait appel à la coévolution des formes institutionnelles entre elles et avec le changement technique. À chaque période, peuvent s'affronter, ou coexister, diverses stratégies de recomposition des formes institutionnelles, mais c'est de leur adéquation mutuelle que va résulter l'architecture conduisant à un mode de régulation qui au demeurant ne s'interprétera comme tel qu'après coup. L'émergence d'un mode de régulation viable peut aussi tenir à l'existence de complémentarités entre deux ou plusieurs formes institutionnelles – on parle ainsi de *complémentarité institutionnelle*. Un mode de régulation peut aussi résulter du rôle déterminant d'une forme institutionnelle par rapport aux autres. En effet, l'histoire montre l'existence d'une *hiérarchie* entre les formes institutionnelles, l'asymétrie correspondante dérivant très souvent de compromis politiques particuliers. On peut détecter une telle configuration à partir de l'observation qu'un changement structurel dans la forme institutionnelle dominante a pour propriété d'entraîner une évolution au sein d'une ou plusieurs autres formes institutionnelles, autant de mécanismes susceptibles d'expliquer la

---

<sup>712</sup> BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible?*, p. 20.

viabilité d'un mode de régulation. Cela explique aussi leur variabilité dans le temps et dans l'espace<sup>713</sup>.

Quel est alors le moment le plus probable pour un *changement institutionnel* ? C'est ici qu'il faut introduire la théorie des *crises* des régulationnistes. À ce titre, il y a une distinction essentielle à faire entre deux types de crise : la crise cyclique et la crise structurelle (ou grande crise). Comme le processus d'accumulation est en soi contradictoire, les crises sont vues comme essentiellement *endogènes* à la dynamique capitaliste. La crise cyclique sera définie comme la « phase de résorption des tensions et déséquilibres accumulés lors de l'expansion, au sein même des mécanismes économiques et des régularités sociales, donc du mode de régulation qui prévaut dans un pays et à une époque donnés. En ce sens, la récurrence de phases favorables puis défavorables à l'accumulation constitue la conséquence directe des formes institutionnelles en vigueur, qui ne sont que très lentement et partiellement affectées par ces crises cycliques »<sup>714</sup>.

Néanmoins, le *succès* même d'un mode de régulation conduit à une crise beaucoup plus profonde, qui ne peut pas être résorbé au sein du mode de régulation en vigueur et entraîne le besoin d'une *recomposition* des formes structurelles pour la relance de la dynamique d'accumulation. En réalité, on peut observer au moins deux sortes de grandes crises, avec des degrés croissants de profondeur. La crise du mode de régulation correspond à l'épisode au cours duquel les mécanismes associés au mode de régulation en vigueur se révèlent incapables de renverser les enchaînements conjoncturels défavorables, alors même que, initialement tout au moins, le régime d'accumulation est viable. Enfin, la crise du régime d'accumulation se définit par l'arrivée aux limites et à la montée des contradictions au sein des formes institutionnelles les plus essentielles, celles qui conditionnent le régime d'accumulation. Elle implique à terme la crise de la régulation et donc du mode de développement dans son ensemble<sup>715</sup>.

Il faut encore remarquer que la TR tire toutes les conséquences de l'absence d'un régime d'accumulation canonique. Les crises se suivent mais ne se ressemblent pas. À chaque régime d'accumulation sa forme de crise. Autrement dit, chaque économie a les crises qui correspondent à son régime d'accumulation et/ou son mode de régulation.

\*\*\*

---

<sup>713</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. I. Les fondamentaux*, p. 44-5.

<sup>714</sup> Cf. *ibid.*, p. 77.

<sup>715</sup> Cf. *ibid.*, p. 77.

On voit que la TR rejoint ainsi une conception *holindividualiste*. On désigne ainsi une stratégie de recherche qui vise à articuler les niveaux micro et macro, en s'affranchissant tant de l'holisme standard, qui consiste à traiter le macro comme résultat de l'équivalent d'une action individuelle, que de l'individualisme méthodologique pur qui récuse toute référence au collectif et au social. Dans le cas de la TR, il y a en fait trois niveaux (*micro, méso, macro*), de sorte que cette formule se complexifie. Du côté du niveau micro, on a les agents sociaux (les individus, les groupes sociaux, les classes, les entreprises et les organisations). Comme nous l'avons vu, dans les moments de crise structurelle, les compromis institutionnalisés sont à l'origine de nouvelles formes institutionnelles. Ces compromis sont des cristallisations temporaires de la conflictualité sociale inhérente aux sociétés capitalistes. Le niveau méso des institutions est donc fondamentalement le produit de ce qui se passe au niveau micro<sup>716</sup>, en passant par la médiation politique de l'État, le véritable vecteur de ces compromis<sup>717</sup>. Il faut pourtant insister ici que si l'on parle d'un niveau micro comme à l'origine des institutions du niveau méso, cela ne veut pas du tout dire que les institutions sont le résultat de l'action d'un agent représentatif (comme dans l'individualisme méthodologique), comme si un principe d'efficacité gouvernait la sélection des institutions. Contre ce principe, Boyer nous fournit l'argument suivant :

On pourrait ainsi considérer que le fordisme, entendu comme synchronisation de la production et de la consommation de masse, est un régime d'accumulation Pareto supérieur à celui d'une accumulation intensive sans compromis salarial fordiste. Et pourtant, les exemples historiques abondent (la Grande-Bretagne tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, l'Argentine depuis les années 1930, le Brésil contemporain) de l'incapacité des acteurs à dégager les compromis sociaux et politiques correspondants, pourtant considérés comme souhaitables et préférables à la configuration existante. Sur ce point, la TR converge avec la nouvelle économie institutionnaliste (NEI), tout au moins la variante que met en avant Douglass North lorsqu'il affirme que les institutions, en définissant la place des agents et leur processus de coordination, n'ont pas à être sélectionnées par un principe d'efficacité économique. Mais la TR se distingue de la NEI en ce qu'elle insiste moins sur les fondements constitutionnels d'une économie de marché que sur les *conflits sociaux* fondateurs qui débouchent sur *la sphère politique* et construisent ainsi une série de droits qui, à long terme, peuvent avoir un impact déterminant sur la dynamique économique<sup>718</sup>.

On entend ici par niveau *micro* la dimension du conflit social, où ce qui ressort c'est plutôt l'hétérogénéité entre les agents, au détriment de leur homogénéité : « De même, les régularités macroéconomiques partielles de la TR associées à chaque forme institutionnelle ne

---

<sup>716</sup> En revanche, il y a aussi des facteurs liés directement au niveau méso lors d'un changement institutionnel, comme la complémentarité ou l'hierarchie institutionnelle, mais le mécanisme de base demeure le compromis entre les groupes sociaux en dispute (Cf. BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, p.21-2 ; 149). En un sens, il faut même dire que « les travaux récents de la TR portant sur la hiérarchie institutionnelle ou encore sur la complémentarité institutionnelle supposent un passage en deux étapes du micro au macro, grâce à la recherche de compatibilité entre les formes institutionnelles à un niveau méso » (Ibid., p. 149).

<sup>717</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 36.

<sup>718</sup> BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, p.21-2.

sont pas la simple extrapolation de ce qu'on observe pour chacun des acteurs. Faut-il le rappeler une fois encore, l'équation de salaire fordienne par exemple ne correspond pas au comportement d'une firme *représentative* mais au résultat d'un ensemble d'interactions auxquelles participe un grand nombre de firmes hétérogènes dont les stratégies s'insèrent dans les mêmes règles du jeu »<sup>719</sup>.

En effet, le rôle déterminant du politique dans l'émergence des formes institutionnelles n'est pas le résultat de simples accidents historiques et d'interférences abusives du politique dans l'économie. Les agents pris au piège de leur individualisation sont incapables de résoudre le moindre problème de coordination, au-delà même de toute opposition d'intérêt. Boyer nous donne l'exemple de l'étape première de constitution d'un marché. Le choix d'une monnaie lui-même ne peut résulter que d'une délibération qui transcende le champ des relations et des transactions économiques au jour le jour. Il faut donc toujours un espace légitime de délibération pour qu'émergent les plus simples institutions économiques<sup>720</sup>. C'est pourquoi la TR tend à ne prendre en compte la lutte de classes que dans sa modalité encadrée par les mécanismes institutionnels déjà mis à disposition par la démocratie libérale et l'État de droit.

Cela ne signifie pas pour autant que l'État ait une logique autonome par rapport aux agents ou qu'il puisse être vu simplement comme l'agent du capital. À cet égard, ce n'est qu'*ex post* que l'on peut constater si se dégage une modalité viable d'interaction entre le politique et l'économique. La raison de cette non-automaticité de la viabilité de ces régimes est simple : la plupart, si ce n'est la totalité, des dépenses publiques et des systèmes fiscaux résultent d'une série de *compromis institutionnalisés a priori* indépendants les uns des autres, et qui ne visent en rien à stabiliser l'accumulation. C'est, le plus souvent, un résultat non intentionnel qui ne s'observe qu'*ex post*. Pour donner un seul exemple, la conquête des droits sociaux étendus par les salariés a été perçue, tout particulièrement par les entrepreneurs, comme conduisant à l'impossibilité de l'accumulation, du fait de la chute des taux de profit consécutive à ces avancées. Or, l'exceptionnelle croissance de l'après-Seconde Guerre mondiale, particulièrement en Europe, va montrer que le changement du rapport salarial est en fait le vecteur d'un régime d'accumulation sans précédent et tout à fait viable, au moins pour un temps<sup>721</sup>. Du coup, même les politiques étatiques sont conditionnées par la conflictualité sociale et par le rapport de force entre les groupes en conflit. On peut donc

---

<sup>719</sup> Ibid., p. 148.

<sup>720</sup> Cf. Ibid., p.23.

<sup>721</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 37.



soutenir que cette dimension *micro* des agents et conflits sociaux joue un rôle prépondérant dans l'origine des institutions.

L'explication régulationniste va même au-delà puisqu'elle met en avant l'idée d'un basculement de la hiérarchie des formes institutionnelles en réponse à la succession de *blocs hégémoniques*, lors d'une certaine réhabilitation de l'expression de Gramsci. Selon Boyer, au XIX<sup>e</sup> siècle, le régime financier et monétaire international s'impose aux régulations nationales à travers une formation concurrentielle des prix et même des salaires. Entre les deux guerres, on enregistre une alliance entre le capital financier et industriel à l'échelle nationale sans que pour autant soit transformé le mode de régulation qui demeure concurrentiel. Rétrospectivement, on peut interpréter la période 1945-1973 marquée par le régime de croissance fordiste comme le résultat d'une alliance entre une fraction du capital industriel et le salariat. C'est dans ce contexte que le rapport salarial devient la forme hiérarchique dominante. Pour leur part, les années 1990 ont montré la toute-puissance de la logique financière qui tend à remodeler la plupart des formes institutionnelles<sup>722</sup>.

En revanche, une fois le nouveau mode de régulation établi, les institutions imposent des contraintes qui sont prises en compte par les stratégies des agents sociaux. C'est pourquoi Boyer renverse ici le propos néoclassique qui consiste à trouver des fondements microéconomiques pour la macroéconomie et parle de « bases institutionnelles d'une microéconomie »<sup>723</sup>. En effet, les institutions ont en particulier pour propriété de résumer les informations pertinentes pour les acteurs, mais aussi de canaliser les anticipations sur le comportement des autres intervenants, éventuellement de prévoir des sanctions pour ceux des agents qui dévieraient par rapport aux règles implicites ou explicites. Plus précisément, les formes institutionnelles condensent et focalisent une information réputée pertinente, et, en cela, elles réduisent l'incertitude intrinsèque qui résulte de la conjonction d'un ensemble de comportements stratégiques<sup>724</sup>.

Dans ces conditions, il est possible de revoir l'hypothèse d'une rationalité universelle et substantielle et de lui substituer *une rationalité institutionnellement située*<sup>725</sup>. En comparant la TR avec la théorie de Bourdieu, Boyer établit une relation entre le concept d'une rationalité institutionnellement située et celui d'*habitus*. Cela visait à répondre au besoin de préciser quelle était la théorie de l'action qu'il conviendrait adopter, une fois qu'on a rejeté l'*homo*

---

<sup>722</sup> Cf. BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, p.29.

<sup>723</sup> Cf. *Ibid.*, p. 33.

<sup>724</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux.*, p. 43.

<sup>725</sup> Cf. BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, p. 34.

*oeconomicus* doté d'une rationalité substantielle étendue, d'une capacité de calcul exceptionnelle et d'un pouvoir d'anticipation presque parfaite. En premier lieu, la notion d'habitus suppose une restriction de la sphère où se définit l'action. Alors que la théorie néoclassique se doit de supposer que chaque agent connaît l'ensemble du système de prix, en fait, comme il est coûteux de rassembler l'information correspondante, les agents forment des routines leur permettant de se repérer dans la sphère économique où ils opèrent habituellement. Ainsi, selon l'exemple de Boyer, les salariés et plus encore les organisations collectives que sont les syndicats prennent-ils en compte un nombre restreint de variables – les prix à la consommation, le chômage, la productivité – sans être capables en général d'internaliser les conséquences macroéconomiques de la conjonction d'une série de négociations décentralisées. En quelque sorte, les comportements sont spécifiés par rapport aux cinq formes institutionnelles que retient la TR<sup>726</sup>.

En second lieu, les prix ne sont pas les seuls indicateurs retenus puisque *l'intériorisation des règles du jeu* définis par chaque institution et des effets induits sur les autres acteurs est essentielle. À nouveau, on peut faire appel à l'exemple des négociations salariales. On peut montrer que, pour une même structuration des préférences et des objectifs des salariés d'un côté et des entrepreneurs de l'autre, le niveau du salaire et par extension de l'emploi dépend des modalités d'interaction entre les acteurs. Selon que seuls les entrepreneurs sont organisés ou qu'*a contrario* ce sont les salariés, ou encore qu'une branche professionnelle négocie avec un syndicat unique, les résultats macroéconomiques seront radicalement différents. Par rapport à Bourdieu, la TR tend à attribuer une certaine primauté aux règles du jeu (donc, aux formes institutionnelles) par rapport à l'habitus, sans pour autant nier l'importance de celui-ci pour expliquer la différenciation sociale et l'hétérogénéité. En effet, si du fait de bouleversements politiques, le contexte institutionnel change significativement, il est possible d'expliquer une altération des régularités macroéconomiques sans pour autant postuler un changement équivalent dans les objectifs que poursuivent les acteurs<sup>727</sup>.

On voit donc que si l'action collective des agents par l'intermédiaire du politique engendre les formes institutionnelles dans des situations de crise structurelle, celles-ci conditionnent le comportement de ceux-ci dans ces situations de stabilité. C'est pourquoi

---

<sup>726</sup> Cf. *Ibid.*, p. 146.

<sup>727</sup> Cf. *Ibid.*, p. 146.

Boyer affirme que la forme institutionnelle assure un *double mouvement du niveau méso au plan micro et vice versa*<sup>728</sup>.

Quel type d'articulation les niveaux *micro* et *méso* entretiennent-ils avec le niveau macro chez Boyer ? À la suite d'Aglietta, celui-ci affirme qu'il faut reconnaître aux formes institutionnelles un rôle de *médiation* entre, d'un côté, les contraintes globales qui s'expriment au niveau du régime d'accumulation, de l'autre les décisions des agents, dont aucun n'a pleinement conscience de ces contraintes dans la mesure où ils font face à un environnement local dans lequel n'intervient qu'un nombre limité de variables économiques. Ainsi les institutions se situant à un niveau méso-économique *assurent le passage du micro au macro et vice-versa*<sup>729</sup>.

On a déjà vu comment les institutions conditionnent les comportements et les stratégies des acteurs. Mais il faut encore expliciter le rôle que ces formes intermédiaires jouent dans la constitution du niveau macro. Pour cela, il faut mettre en évidence le statut du niveau macro chez Boyer.

Tout d'abord, il nous semble qu'il y a deux types de *macro* dans la TR. Il ne faut pas confondre le niveau macro (au sens de niveau d'abstraction plus élevé) des « lois » marxistes du développement capitaliste avec le niveau de la macroéconomie, c'est-à-dire des régularités macroéconomiques qui caractérisent une économie capitaliste dans le temps et dans l'espace - cela correspond au concept typiquement régulationniste de régime d'accumulation. Cela n'empêche non plus que ces deux types soient en quelque sorte imbriqués.

Nous allons voir que le niveau *méso* des institutions conditionne de manière prépondérante les deux genres de niveau *macro*. Selon notre proposition de lecture, c'est cela qui marque l'originalité des contributions de Boyer par rapport à l'ouvrage fondateur d'Aglietta et fait de la TR une théorie *middle range*.

Avec le concept de mode de régulation, il devient claire comment les institutions rendent un régime d'accumulation viable. La thèse de Boyer est qu'il n'y a pas de noyau dur de régularités économiques indépendantes du contexte institutionnel : « Ainsi pour la TR il est en général impossible de procéder à une analyse du régime de croissance ou du mode d'ajustement des variables économiques indépendamment des institutions. En cela elle s'oppose tant à la théorie néoclassique qu'aux conceptions néokeynésiennes qui semblent

---

<sup>728</sup> Cf. *Ibid.*, p. 148.

<sup>729</sup> Cf. *Ibid.*, p. 34.

considérer qu'il existe un noyau dur de régularités économiques indépendantes du contexte institutionnel de l'économie considérée »<sup>730</sup>.

Cela veut dire que pour la TR la configuration des formes institutionnelles est à l'origine des caractéristiques du mode de croissance, qu'il s'agisse de son intensité, de sa stabilité, ou encore de la forme de crise structurelle sur laquelle elle finit par buter. Ainsi les institutions ont une influence centrale sur le régime de croissance à long terme, originalité certaine par rapport à nombre de théories qui considèrent qu'à long terme les économies de marché gravitent autour d'un équilibre soit walrasien, soit marshallien, *a priori* totalement indépendant de l'organisation institutionnelle de l'économie<sup>731</sup>.

Pour la TR, donc, « les formes institutionnelles apparaissent prépondérantes dans la genèse des régularités macroéconomiques »<sup>732</sup>, mais, si l'essentiel des régularités du régime d'accumulation doit être expliqué par le niveau *méso* du *contexte* institutionnel, c'est-à-dire, par une causalité située dans le temps et dans l'espace, c'est le niveau d'abstraction *macro* de l'interprétation du capitalisme *en tant que tel* qui se trouve minoré. Ce n'est pas par hasard que Boyer nie à la théorie du capitalisme la possibilité de dégager n'importe quelle « dynamique grandiose » de son objet<sup>733</sup>.

S'il en est ainsi, n'est-ce pas toutefois la démarche initiale d'Aglietta qui se trouve aussi critiquée ? Cela serait d'autant plus le cas puisque nous avons montré que le niveau *macro* d'abstraction, le capitalisme en tant que tel, jouait encore un certain rôle dans l'explication de la *dynamique* longue du capitalisme américain (pris comme modèle exemplaire) présenté dans *Régulation et crises du capitalisme*.

Or, c'est exactement cette trace de *dynamisme* dans la définition du capitalisme en tant que tel que Boyer se charge de supprimer. Désormais, la compréhension régulationniste de ce niveau d'analyse se borne aux *rappports sociaux fondamentaux*, le rapport marchand et le rapport salarial, ce qui veut dire que cette compréhension *macro* devient strictement *analytique*, et non *dynamique*, sauf pour le présupposé selon lequel les crises périodiques sont inévitables en raison de la conflictualité inhérente aux deux séparations essentielles. C'est ce qu'il reste, fondamentalement, de Marx dans la TR. En revanche, elle part de l'idée qu'identifier de tels rapports fondamentaux ne suffit absolument pas pour caractériser le capitalisme situé dans l'espace et dans le temps, car « il n'est pas exclu pour autant que ces

---

<sup>730</sup> Ibid., p. 28.

<sup>731</sup> Cf. *ibid.*, p. 26.

<sup>732</sup> Ibid., p. 147.

<sup>733</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 35.

rapports sociaux puissent évoluer *au sein d'un même mode de production* »<sup>734</sup>. Boyer nous en donne quelques exemples :

Par exemple, les salariés peuvent lutter pour limiter les baisses de salaire lors des crises industrielles, puis revendiquer et obtenir une indexation de leur salaire nominal sur les prix, et enfin obtenir un principe de partage des gains de productivité qu'ils contribuent à réaliser. Dans le système conceptuel de Marx, cela veut dire que la valeur de la force de travail n'est plus déterminée par des besoins sociaux invariants ou tout au moins fixés par les impératifs de la reproduction du salariat. L'issue des conflits capital/travail influe sur la forme du rapport d'exploitation. De même, le régime monétaire est loin d'être invariant lorsque l'on passe par exemple de systèmes gouvernés par un étalon-or à une économie de crédit dans le contexte d'une monnaie à cours forcé. Les changements dans les relations État/économie sont tout aussi importants. À très grands traits, les transformations économiques et plus encore les luttes politiques font passer d'un État centré sur les fonctions régaliennes traditionnelles (droit, justice, défense, diplomatie) à un État impliqué dans la plupart des formes institutionnelles, à savoir la concurrence, le rapport salarial et le régime monétaire. Le propos de la théorie de la régulation est précisément de détecter l'ampleur des changements dans la forme exacte des rapports sociaux qui sont intervenus à l'échelle séculaire, tant aux États-Unis qu'en France<sup>735</sup>.

Le but de la TR est donc de spécifier la forme précise de ces rapports sociaux fondamentaux selon une époque et un espace donnés. Ce sont justement les formes intermédiaires, les institutions, qui *codifient* ces rapports sociaux<sup>736</sup> et donnent leur effectivité historique. C'est ainsi que, dans l'analyse du fordisme, le rapport salarial est codifié par la négociation collective et l'indexation aux gains de productivité et le rapport de concurrence est spécifié par l'avènement des grandes entreprises et des monopoles, mais le résultat est que l'analyse de la *dynamique* du capitalisme est presque complètement dominée par le niveau *méso* des institutions et du mode de régulation.

Or, si dans des moments de stabilité (absence de crise structurelle) les actions des acteurs sont interprétées à partir de fondements institutionnels et si, de même, le régime d'accumulation et le niveau *macro* d'abstraction ont besoin de celles-ci en termes d'explication des régularités macroéconomiques et de la dynamique capitaliste, alors ce qu'on voit dans la démarche de la TR est une sorte de dominance du niveau *méso* des institutions.

Par ailleurs, si des catégories intermédiaires comme celles de mode de régulation ou des formes institutionnelles ne permettent pas de mettre en place une démarche universaliste, elles peuvent s'appliquer à n'importe quelle formation économique ; ce sont donc des concepts généraux, mais ils ne constituent pas une théorie à portée universelle. Ainsi, comme le niveau *macro* de définition du capitalisme en tant que tel est rendu plutôt analytique et peu explicatif

---

<sup>734</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 35.

<sup>735</sup> Cf. *ibid.*, p. 35.

<sup>736</sup> Cf. *ibid.*, p. 39.

dans la TR, le but marxien d'une théorie qui se veut à la fois historique et générale peut mieux être atteint, sans tomber dans les dangers de la téléologie.

Comment ces concepts intermédiaires opèrent-ils alors dans l'analyse plus concrète d'une phase ou d'un type particulier de capitalisme? Dans les prochains sous-chapitres, nous allons aborder de manière plus précise la manière dont les régulationnistes rendent compte de la question de la *diversité* du capitalisme, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Nous allons également étudier l'évolution sur une longue période du capitalisme français et américain ainsi que la typologie des capitalismes. Ce serait aussi le moment d'approfondir quelques concepts, comme ceux de hiérarchie ou de complémentarité institutionnelle.

#### **4.4- La variabilité temporelle du capitalisme : le cas des capitalismes français et américain**

On a vu que, selon les régulationnistes, la dynamique du capitalisme n'est pas simplement celle de l'expansion d'une valeur se mettant en valeur. En effet, loin de se dérouler dans un espace social homogène que le capitalisme ne ferait que conquérir, l'histoire des économies dominantes fait apparaître l'ampleur des transformations sociales qui caractérisent l'extension des rapports capitalistes. La logique propre du mode de production capitaliste, conjuguée au type des luttes sociales et politiques qu'il suscite, a pour effet de dégager une codification particulière des rapports sociaux les plus fondamentaux – le rapport marchand et le rapport salarial. On a vu que cette codification porte notamment sur cinq types de formes structurelles : l'organisation du rapport salarial, la nature de la concurrence, la nature de l'intervention de l'État, la monnaie et le mode d'insertion de l'économie considérée par rapport au panorama international.

Selon Boyer, la dynamique capitaliste sur une très longue période ne résulte pas simplement de la succession des fluctuations et des cycles économiques « anonymes », mais fait aussi intervenir de façon cruciale les luttes politiques et sociales qui, tout en étant partiellement déterminées par la dynamique de l'accumulation, ne s'y réduisent pas. Ces luttes, principalement celles des travailleurs face au capital dont l'issue voit parfois les stratégies des diverses fractions de la bourgeoisie jouer un rôle déterminant, conduisent à une évolution historique *ouverte* et non strictement déterministe<sup>737</sup>.

---

<sup>737</sup> Cf. BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », op. cit., p. 9

Dans ce qui suit, il s'agit d'illustrer comment les concepts forgés par la TR permettent de cerner la *variabilité temporelle* du capitalisme, c'est-à-dire de saisir sa dynamique historique dans sa spécificité, sans la subsumer sous une « loi » de son mouvement quelque peu abstraite. Nous avons vu que les concepts régulationnistes étaient généraux, sans prétendre pour autant conduire à des lois universelles. Ces concepts ne prennent sens et contenu que dans l'observation historique des sociétés. C'est le cas de concepts tels que ceux de *régime* d'accumulation, de *mode* de régulation, de formes institutionnelles situées dans le temps et dans l'espace, ainsi que de l'approche historique et spécifique des crises, lesquelles « se suivent mais ne ressemblent pas »<sup>738</sup>. La TR tire toutes les conséquences de l'absence d'un régime d'accumulation canonique. Chaque économie a les crises qui correspondent à son propre régime d'accumulation et/ou son mode de régulation.

Il ne s'agit pas de présenter une analyse exhaustive de l'histoire du capitalisme jusqu'ici ; le propos est beaucoup plus modeste. Nous allons utiliser l'histoire longue du capitalisme français et/ou américain comme chantier de mise en place des concepts régulationnistes.

Par ailleurs, un autre enjeu est de montrer historiquement comment la lutte et les rapports de force entre les classes exercent une influence décisive sur l'émergence de nouvelles institutions et sur la dynamique macroéconomique en général. La TR part donc du présupposé selon lequel le capital n'agit pas en tant que tel ; il n'y a pas de macro-sujet « le Capital », mais plutôt certaines fractions de classe (constituant éventuellement un bloc dominant) agissent et façonnent de manière hégémonique certaines institutions. C'est donc la dialectique entre rapport de force et institutions qui constitue le noyau de l'interprétation régulationniste de la dynamique longue du capitalisme.

En ce qui concerne la périodisation des régulations, il s'agit de repérer les périodes caractérisées par une relative stabilité de la régulation d'ensemble, du mode de régulation, stabilité qui elle-même suppose une certaine permanence des formes institutionnelles qui lui servent de base.

L'étude sur une longue période du capitalisme français (du XVIII<sup>e</sup> siècle à la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle) a fait ressortir la succession d'au moins quatre époques. D'abord, une période de transition (première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) d'une régulation à l'ancienne à une régulation concurrentielle. Ensuite, la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle voit l'affirmation et l'extension d'une régulation concurrentielle. L'entre-deux-guerres apparaît aussi comme

---

<sup>738</sup> Cf. BOYER R., *Théorie de la Régulation. I. Les fondamentaux*, p. 38.

une période de transition, enregistrant le divorce entre la production et la consommation sociale. Finalement, arrive la régulation fordiste pendant l'après-guerre, marquée par les Trente Glorieuses. Il s'agit maintenant de détailler un peu plus cette périodisation.

#### a ) Une régulation à l'ancienne

Cette régulation prévaut dans la plupart des économies d'Ancien Régime dans lesquelles un capitalisme marchand se développe à partir de structures essentiellement rurales. La dynamique économique est impulsée par les aléas qui frappent l'agriculture. Face à de mauvaises récoltes, le prix des denrées entrant dans le coût de la vie flambe, de sorte que la crise agricole se transmet au secteur de l'industrie, ce qui à son tour implique une baisse du salaire nominal à la suite de la contraction de la demande émanant du secteur rural et agricole. Dès lors, le salaire réel s'effondre et comme les conditions de survie sont rendues précaires, le taux de mortalité s'accroît<sup>739</sup>.

Au cours de cette période, le capitalisme s'introduit déjà dans l'industrie et exproprie les producteurs indépendants qu'étaient les artisans, grâce à l'introduction d'un nouveau mode d'organisation sociale et technique de la production. La paupérisation des producteurs indépendants renforce la concurrence dont bénéficient les capitalistes dans l'achat de la force de travail. Le mécanisme de la plus-value absolue constitue le moteur de l'augmentation des profits, que ce soit à travers l'allongement de la durée du travail, la mise au travail des femmes et des enfants, la réduction des « trous » de la journée du travail. En revanche, seule une fraction infime des dépenses ouvrières est satisfaite par la production capitaliste elle-même, ce qui bloque toute tentative d'utiliser le mécanisme de la plus-value relative, puisque les conditions de reproduction de la force de travail dépendent pour l'essentiel des conditions de production de secteurs tels que l'agriculture, où le capitalisme n'est pas encore dominant.

À ce moment-là, le capitalisme ne bouleverse ni fondamentalement ni en permanence l'ancien procès de travail, qu'il se borne à réorganiser. C'est en ce sens que l'on peut parler d'un régime d'accumulation extensive, dans la mesure où une fois constituées, les nouvelles techniques de production se diffusent progressivement à l'ensemble de l'industrie<sup>740</sup>.

Un régime d'accumulation extensive implique aussi une forme bien particulière de crise structurelle. Boyer considère que 1848 fut la première crise fondamentale du capitalisme, survenue parce que la classe dominante ne pouvait plus utiliser les méthodes d'exploitation

---

<sup>739</sup> Cf. Ibid., p. 45.

<sup>740</sup> Cf. BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », p. 15-16.



qu'elle avait employées au cours du demi-siècle précédent et parce que les travailleurs ne voulaient plus endurer un système dont ils avaient tellement souffert. En effet, « la crise de 1848 peut s'interpréter comme celle d'un blocage de l'extraction de la plus-value absolue car elle survient après qu'aient été épuisées toutes les sources de la croissance antérieure : réduction permanente du salaire réel, allongement de la durée du travail, mise au travail massive des femmes et des enfants... si bien que cette crise est une crise de la technique d'exploitation utilisée par le capitalisme naissant<sup>741</sup>.

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est alors marquée par les tentatives de dépassement de ces limites sous le double aiguillon de la recherche par les capitalistes de nouvelles conditions d'exploitation de force de travail et du type de luttes que développent les travailleurs en vue de limiter l'emploi des femmes et des enfants, de réduire la durée maximale de la journée de travail ou d'obtenir des augmentations de salaire.

#### b) Une régulation concurrentielle à partir du XIX<sup>e</sup> siècle

À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le centre d'impulsion de l'économie devient l'industrie manufacturière, rythmée par la succession de phases de prospérité puis de retournement. Le degré de concentration du capital est faible, de sorte que les prix sont concurrentiels. Par ailleurs, les salariés sont eux-mêmes soumis aux fluctuations de l'accumulation, sans pouvoir d'influence sur le salaire nominal. En conséquence, salaire nominal, prix industriels, conjoncture industrielle varient de concert<sup>742</sup>.

C'est seulement au cours de cette nouvelle phase que le capitalisme commence à effectivement imposer à l'ensemble de la société sa logique, ses contradictions et donc une forme originale de crise : au lieu de crises de sous-production, il y a des crises de surproduction.

La régulation concurrentielle est marquée aussi par une périodicité propre au capitalisme, liée à la rotation du capital circulant et fixe. D'ailleurs, les crises de surproduction sont très liées à ces pulsations du capital. Le cycle des affaires est à son tour lié à l'engagement et déengagement du capital circulant principalement. Au début du boom, l'engagement de capital se trouve validé par la croissance des débouchés ; ceci est à l'origine de perspectives favorables à la poursuite du mouvement, ce qui alimente une extension du crédit et suscite diverses spéculations fondées sur la poursuite du boom. Or la croissance des

---

<sup>741</sup> Cf. *ibid.*, p. 19.

<sup>742</sup> Cf. Cf. BOYER R., *Théorie de la Régulation. 1. Les fondamentaux*, p. 46.

débouchés obéit à une logique qui pour l'essentiel, du moins à cette époque, n'est pas encore celle du capitalisme (ventes à la petite bourgeoisie urbaine, à la paysannerie ou encore à l'étranger). Aussi la valorisation du capital bute bientôt sur les difficultés de vente des marchandises ainsi lancées sur le marché ; par conséquent l'éclatement de la crise implique une baisse des prix, des faillites, et donc la réduction du volume de l'engagement de capital et la dévalorisation. Ainsi se trouve rétablie une certaine correspondance entre la production et la demande sociale, du fait que la crise a partiellement restauré les conditions de valorisation des capitaux restants. En outre, le gonflement de l'armée de réserve industrielle favorise la chute des salaires et une augmentation du taux d'exploitation. Dès lors, la reprise de l'élargissement de la production est rendue possible. Ces facteurs expliquent donc sommairement l'alternance de phases de prospérité puis de retournement, ainsi que la récurrence de crises cycliques<sup>743</sup>.

En revanche, les limitations introduites à l'issue des luttes de la classe ouvrière viennent *codifier* certaines restrictions légales à l'usage de la force de travail, en rendant nécessaire une autre forme du procès de travail centré sur l'obtention de gains de productivité suffisants pour éliminer tout blocage du type de celui enregistré en 1848. Selon Boyer, ceci se traduit par une rupture de l'ensemble du régime d'accumulation, puisqu'à partir du milieu du XIXe siècle le salaire nominal et réel tend à croître, ce qui autorise une lente évolution des dépenses ouvrières qui ne sont plus en totalité alimentaires. À l'allongement de la durée du travail sont substitués des efforts en vue de développer la productivité industrielle<sup>744</sup>. Tout cela donne une idée de l'importance des formes de pouvoir politique quant aux possibilités de changement d'un régime d'accumulation.

Ce processus conduit à l'apparition de vagues d'accumulation intensive qui ont pour effet de changer la forme exacte des crises. Fondamentalement, les tentatives d'élimination de la barrière que constitue le blocage de l'extraction de la survaleur absolue visent à augmenter le taux de productivité du travail, la partie du capital variable se réduisant au profit du capital constant. Telle est la base d'une altération permanente des procès de travail, conduisant à un mouvement ininterrompu des normes de production et d'échange. Pour ce qui est des crises cycliques, Boyer affirme que « dès lors, l'expansion du capital n'est plus limitée de façon externe (cas de suraccumulation absolue) mais de façon purement endogène du fait du développement des contradictions internes au régime d'accumulation au régime

---

<sup>743</sup> Cf. BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », p. 17.

<sup>744</sup> Cf. *ibid.*, p. 22.

d'accumulation intensive (cas de suraccumulation relative). C'est alors l'extension du capital qui crée ses propres barrières à la poursuite de son développement »<sup>745</sup>.

Boyer décrit ainsi le mouvement des crises cycliques :

En effet, toutes les tentatives pour accroître le taux de profit grâce à l'accumulation intensive, tendent à contracter les possibilités de réalisation : l'économie de travail vivant réduit la consommation des travailleurs et partant des débouchés de la section II (moyens de consommation) ; face à la concurrence, les capitalistes sont contraints d'accumuler une fraction accrue de la plus-value, ce qui réduit les possibilités d'écoulement des biens de consommation ; la dévalorisation du capital constant implique une dépréciation du capital accumulé, limitant ainsi les débouchés de la section I. En conséquence, les conditions de valorisation du capital entrent en contradiction avec les possibilités de réalisation : ainsi s'explique qu'en accumulation intensive les crises périodiques prennent la forme de crise de surproduction. L'extension de la sphère soumise aux rapports capitalistes et le passage à l'accumulation intensive renforcent donc les caractéristiques des crises cycliques qui étaient déjà en germe dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>746</sup>.

Ces mêmes transformations impliquent certains changements quant à la nature de la crise structurelle de ce régime. Selon Boyer, la Grande Dépression qui s'étend de 1873 à 1895 résulterait du divorce entre les nouvelles conditions d'exploitation de la force de travail (accumulation intensive) et la dynamique de la demande sociale, déterminée par des facteurs sociaux. La raison en est que face à la rigidité des dépenses ouvrières (puisque seule une partie limitée de ces dépenses se trouve soumise à la logique de la production capitaliste et donc sensible au mécanisme de la plus-value relative), toute vague d'accumulation intensive trouve à terme ses propres limites dans l'étroitesse du marché.

Il est alors possible de parler de crise structurelle ou grande crise dans la mesure où la sortie de la dépression de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ne s'opère pas de façon purement endogène, mais suppose d'une part la constitution de nouvelles formes institutionnelles, d'autre part la rupture du régime d'accumulation antérieur. De cette façon, Boyer suppose que les années 1896-1913 marquent le retour à une accumulation à dominante extensive. Parmi les facteurs qui soutiennent cette thèse, on peut mentionner la quasi annulation des gains de productivité, et de moindres réductions de la durée du travail. En outre, on enregistre une montée du capital financier, une exportation massive de capitaux et de travailleurs hors de métropoles capitalistes à destination de zones nouvelles. La montée de l'impérialisme que l'on observe dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle est interprétée par Boyer comme une tentative de dépassement des obstacles et déséquilibres liés au schéma d'accumulation antérieur, grâce à un redécoupage de l'espace mondial<sup>747</sup>.

---

<sup>745</sup> Ibid., p. 23.

<sup>746</sup> Ibid., p. 25.

<sup>747</sup> Cf. ibid., p. 27.

Les bouleversements consécutifs à la Première Guerre mondiale vont fournir l'occasion d'une reprise d'une accumulation de type intensif et d'un approfondissement des contradictions déjà apparues à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### c) L'entre-deux-guerres : la transition et la Grande Crise de 1929

La Première Guerre mondiale introduit de très nombreux bouleversements dans l'ensemble de la formation sociale française, notamment dans l'organisation de la production. L'entrée en guerre a pour conséquence d'accélérer les transformations du procès de travail qui n'avaient pas pleinement abouti au cours de la phase 1895-1913. Le départ au front d'un grand nombre de travailleurs permet à la fois un appel massif au travail féminin et une extension considérable du taylorisme, tout spécialement dans les industries de guerre. De plus, les commandes militaires permettent à l'État de réaliser pour la première fois une coordination poussée entre ses propres décisions et celles des grandes entreprises capitalistes. Selon Boyer, tel est l'origine du *boom* sans précédent de l'accumulation intensive une fois la paix revenue<sup>748</sup>.

Parallèlement la sortie de la guerre se traduit pour les travailleurs par une transformation dans l'organisation du rapport salarial. La législation reconnaît peu à peu l'existence d'un salaire minimum, ainsi que le droit à la retraite. Pourtant aucune clause ne vient garantir une croissance de ce salaire minimum par rapport aux progrès de productivité. S'introduit ainsi un décalage sans précédent entre les tendances de la productivité et celles des salaires.

Selon une thèse régulationniste déjà classique, c'est justement le bouleversement des normes de production *sans changement correspondant* de la norme de consommation ouvrière qui serait à l'origine de la Grande Crise de 1929<sup>749</sup>.

Une fois celle-ci déclenchée, les destructions du capital et la mise au chômage d'une fraction importante des travailleurs constituent habituellement le moyen d'un rétablissement des conditions de production. L'originalité de cette crise par rapport aux grandes crises antérieures tient au fait que, loin de favoriser une sortie « endogène » de la crise, ces mouvements ont encore amplifié la dépression par une chute cumulative de l'emploi.

Dans de telles circonstances la stratégie mise en œuvre par les capitalistes individuels (chacun cherchant à réduire au maximum ses coûts salariaux pour soutenir une concurrence que l'approfondissement de la crise a exacerbée) va à l'encontre des intérêts du capital

---

<sup>748</sup> Cf. *ibid.*, p. 28.

<sup>749</sup> Cf. *ibid.*, p. 29.

appréciés dans leur ensemble. C'est en ce sens que la crise de 1929-1930 désigne une crise structurelle et non une simple aggravation des crises cycliques traditionnelles. La sortie de la crise ne peut pas être « automatique ». La reprise d'une reproduction équilibrée nécessiterait en effet soit un accroissement du revenu salarial réel, soit une extension des dépenses publiques.

Cela ne veut cependant pas dire que la seule extension purement quantitative du secteur étatique aurait suffi à assurer une sortie durable de la crise de 1929. Sous cet aspect la TR ne se contente pas de la position keynésienne, selon laquelle une « bonne » politique économique aurait permis d'éviter la crise ou tout au moins d'en atténuer les conséquences. Certes, c'est grâce à des réformes sociales et économiques liées à un changement du pouvoir politique qu'a pu être assurée une sortie (partielle) de la crise (dans le cas de la France, le Front Populaire), mais « les interventions de l'État dépassent très largement le strict cadre budgétaire et fiscal, pour concerner notamment l'organisation et la *codification* des rapports sociaux les plus fondamentaux, tout spécialement le rapport salarial »<sup>750</sup>.

Selon l'hypothèse classique des régulationnistes, il est assez vraisemblable que le prolongement d'une organisation du rapport salarial de type concurrentiel n'aurait pas permis la remarquable stabilisation du taux de profit enregistrée après 1945. Dans ces conditions le succès prêté aux politiques keynésiennes de régulation résulterait en fait de changements beaucoup plus fondamentaux tenant aux structures mêmes du capitalisme<sup>751</sup>. Il est assez improbable qu'une simple politique conjoncturelle soit capable de compenser les déséquilibres cumulatifs liées au schéma d'accumulation marqué par le divorce entre les normes de production et les normes de consommation de masse.

Ces résultats invitent à rechercher maintenant quelles ont été les transformations du régime d'accumulation qui, après la Seconde Guerre mondiale, ont dépassé le blocage des années trente.

#### d) La régulation monopoliste : le fordisme et les Trente Glorieuses

Le régime d'accumulation qui correspond à cette période est marqué par l'« harmonie » entre les normes de production et les normes de consommation, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse.

---

<sup>750</sup> Ibid., p. 37. Nous soulignons.

<sup>751</sup> Cf. *ibid.*, p. 38.

Ici Boyer rejoint les thèses centrales d'Aglietta. Du côté de la production, le phénomène fondamental est l'extension par le fordisme des principes du taylorisme. Du côté de la consommation, il s'agissait de la révolutionnarisation des conditions de reproduction de la force de travail, le capitalisme, grâce à l'extension de la consommation de masse, prenant en charge une fraction croissante des dépenses ouvrières.

Au cours de cette période, les dépenses ouvrières évoluent très rapidement, ce qui amène à un changement non négligeable dans la structure de ces dernières : réduction massive des dépenses alimentaires au sein desquelles croît massivement la part assurée par les industries agricoles et alimentaires ; extension rapide des équipements ménagers et des biens durables liés au logement ou à l'automobile. Tout cela a surtout lieu à l'alignement de la croissance du salaire réel sur celle de la productivité industrielle<sup>752</sup>.

Comment un tel alignement a-t-il été possible ? À quel mode de régulation correspond-t-il ? En tenant compte des avantages évidents que procure un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse, on pourrait penser que son adoption dépend d'un « choix » délibéré par le capital. Toutefois – et ici intervient une décision théorique fondamentale de la TR – « ce serait cependant une conception erronée, car ce serait prêter au capital une rationalité globale qu'il n'a pas et négliger les contradictions multiples que suscite, dans une formation sociale, toute transformation du schéma d'accumulation »<sup>753</sup>. Selon Boyer :

Pour l'essentiel l'expansion observée depuis 1945 dépend de deux facteurs étroitement interdépendants : la configuration des rapports et structures de production (c'est-à-dire des formes d'organisation du rapport salarial et du type de concurrence entre capitaux) d'une part, la façon dont les luttes des travailleurs interagissent avec les tendances inhérentes au mode de production capitaliste d'autre part<sup>754</sup>.

C'est ainsi que la TR soutient la prise en compte des luttes sociales qui pèsent effectivement sur la dynamique de l'accumulation. Pourtant, la TR ne se confond pas avec la position selon laquelle la dynamique des économies capitalistes n'est que le simple reflet de la lutte que se livrent en permanence capital et travail. Certes, dans des moments de crise structurelle, certains épisodes cruciaux (dont on a vu des exemples marquants en 1848, à la fin du XIXe siècle, ou encore dans les années trente) voient leur issue dépendre de façon

---

<sup>752</sup> Cf. *ibid.*, p. 42.

<sup>753</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>754</sup> *Ibid.*, p. 45.

essentielle de ces luttes. En revanche, à des périodes dites « normales » les luttes de classes se trouvent en quelque sorte « canalisées » au sein de formes institutionnelles données<sup>755</sup>.

Quels changements institutionnels intervenus après la Seconde Guerre mondiale ont alors permis le passage à une *régulation monopoliste* capable de soutenir un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse ?

Le constat le plus immédiat et intuitif est effectivement la montée des structures monopolistes, que Boyer identifie comme une condition nécessaire mais non suffisante à l'instauration d'une régulation monopoliste. Après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement déjà relativement ancien de concentration et de centralisation du capital connaît une nouvelle extension. Ce mouvement se traduit non seulement par une concentration des foyers d'accumulation mais par la constitution de nouvelles formes de mise en valeur du capital, telles que l'apparition des sociétés par actions, le développement de la grande entreprise, les procédures de cartellisation, la constitution de groupes financiers, etc. En ce qui concerne la France, un changement important tient notamment à la mise en place après 1945 de procédures de planification nationale, et ensuite au renforcement des grands groupes financiers<sup>756</sup>.

La monopolisation ne peut cependant pas éviter à elle seule les crises liées à un schéma d'accumulation intensive<sup>757</sup>. Le déséquilibre macroéconomique entre la production de masse et la consommation modérée resterait inchangé. Seul un changement dans le rapport salarial lui-même serait en mesure de régler ce problème.

Un rapport salarial « monopoliste » apparaît donc comme une condition essentielle au dépassement de la régulation concurrentielle. En effet, si la monopolisation du capital implique une altération des procédures de validation de chacun des travaux privés, en signifiant un contrôle plus global et partiellement reporté dans le temps, le passage à une régulation monopoliste suppose qu'un tel processus soit étendu à la force de travail elle-même. En conséquence, c'est une contractualisation du rapport salarial et la généralisation de procédures de négociations collectives qui permettent ce dépassement.

Il faut cependant toujours insister sur le fait que pour la TR rien ne garantit *a priori* qu'un tel changement apparaisse de façon spontanée du fait de la simple dynamique du capital. On ne saurait prêter au capital monopoliste (à la manière du « macro-sujet conscient de soi ») une rationalité telle que la prise en compte de la contradiction fondamentale entre le

---

<sup>755</sup> Cf. *ibid.*, p. 46.

<sup>756</sup> Cf. *ibid.*, p. 47.

<sup>757</sup> Le détail du raisonnement économique est développé par BOYER (cf. *ibid.*, p. 48).

caractère social de la production et la nature privée de son appropriation conduisent automatiquement à dégager un rapport salarial adéquat à la poursuite de son expansion<sup>758</sup>. En effet, ce qui prévaut c'est la non convergence a priori des intérêts économiques des diverses fractions de la bourgeoisie et par conséquent la nécessité du passage par une instance politique, base possible d'une unification de la stratégie de la bourgeoisie quant aux transformations de l'organisation du rapport salarial. Selon Boyer, c'est la conjonction de l'hétérogénéité des stratégies des diverses fractions de la bourgeoisie avec le type des luttes sociales et politiques menées par les travailleurs qui explique la constitution, non sans heurt, d'un rapport salarial de type monopoliste. À ce titre, il cite l'exemple du salaire indirect et de la Sécurité Sociale, dont la mise en place a été marquée par la permanence de deux stratégies contradictoires, leur issue dépendant de façon cruciale des luttes directement politiques menées au niveau de l'État<sup>759</sup>.

Les deux guerres mondiales constituent en France des épisodes importants d'institutionnalisation du rapport salarial monopoliste. Pour synthétiser, la Première Guerre mondiale marque une rupture considérable dans l'histoire du mouvement ouvrier. En effet, la prépondérance des revendications économiques au détriment des stratégies révolutionnaires visant à l'abolition du salariat fait sentir ses effets. À l'issue de la guerre, les bourgeoisies nationales sont tenues de réaménager le rapport salarial antérieur, entre autres choses par l'introduction du principe des retraites ouvrières, de la reconnaissance du caractère collectif du contrat de travail et à travers les premières discussions concernant la notion de salaire minimum. Ce mouvement signifie donc une certaine intégration des revendications ouvrières dans la logique du capital.

Après 1945, cette tendance s'accroît par la reconnaissance d'un salaire minimum historiquement constitué, par la globalisation des négociations salariales, par la rigidification de la hiérarchie des salaires, par la codification et par l'extension des diverses composantes du salaire indirect. C'était l'approfondissement du caractère éminemment collectif des facteurs concourant à la reproduction de la force de travail.

Par ailleurs, ces évolutions institutionnelles ont toutes pour effet d'introduire une certaine déconnexion entre l'usage précis de la force de travail et la rémunération effective des travailleurs. Parmi les changements introduits dans la formation du revenu salarial, on peut mentionner notamment l'ajustement quasi-automatique sur l'évolution du coût de la vie

---

<sup>758</sup> Cf. *ibid.*, p. 51.

<sup>759</sup> Cf. *Ibid.*, p. 51.



et la prise en compte des gains de productivité attendus par les firmes ; l'atténuation de l'ampleur des ajustements de l'emploi (et surtout la réduction d'effectifs) ; et l'influence déterminante du salaire indirect dans la stabilisation du revenu salarial global<sup>760</sup>.

La constitution progressive de cette forme du rapport salarial vient en effet contrecarrer les tendances à l'accentuation des crises et à la stagnation de la phase antérieure :

Dès lors que le maintien des prix nominaux dans le secteur monopoliste va de pair avec une croissance des salaires directement ou indirectement liée à celle de la productivité, les capacités de production ainsi formées trouvent leur correspondant dans un revenu salarial et donc une consommation en croissance (...) C'est en définitive l'interaction entre la structure monopoliste du capital et le nouveau mode d'organisation du rapport salarial qui est à l'origine de la permanence sur près de vingt ans du régime original d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse<sup>761</sup>.

Ainsi, dans la mesure où les luttes des travailleurs sont *canalisées* au sein des procédures de négociations collectives vers la *seule* augmentation des salaires, ces revendications peuvent même exercer un rôle stabilisateur sur l'ensemble du système. Par exemple, dès lors que les capacités de production dans le secteur des biens de consommation sont sous-utilisées, toute augmentation de salaires obtenue par les syndicats permet une restauration dynamique des profits à travers l'expansion des ventes de ce secteur.

Cela ne veut pas dire cependant que ces transformations aient éliminé de façon durable les contradictions et les crises associées au stade antérieur du capitalisme ; en effet, elles ne font que déplacer ces dernières. Du point de vue économique, les récessions n'ont plus nécessairement pour effet de réduire la croissance des salaires nominaux. De même, la quasi indexation de ces derniers sur le coût de la vie tend à accentuer les rythmes d'inflation nécessaires pour restaurer un partage salaire/profit. Ainsi s'explique la « stagflation » typique de cette phase du capitalisme, quand l'accélération continue de l'inflation ne correspond pas à une croissance des profits réels<sup>762</sup>.

Par ailleurs, les revendications des travailleurs concernant la garantie de l'emploi sont favorisées par la structure même du rapport salarial, marqué par l'atténuation des ajustements en baisse de l'emploi. Or, à la mobilité nécessaire du capital s'oppose cette tendance au ralentissement des mouvements de main-d'œuvre. Plus généralement, les luttes des travailleurs concernant l'organisation du procès de travail peuvent mettre en péril les sources mêmes de profit via les gains de productivité.

---

<sup>760</sup> Cf. *ibid.*, p. 53-4.

<sup>761</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>762</sup> Cf. *ibid.*, p. 55.

Enfin, l'importance croissante du salaire indirect rend les travailleurs plus libres par rapport à la contrainte de soumission à l'exploitation et à la discipline, ainsi qu'à la peur du chômage. En outre, les difficultés d'exploitation de la force de travail peuvent se traduire par un gonflement des budgets sociaux, ce qui peut faire apparaître une tension des finances publiques.

Ainsi, « les facteurs mêmes qui ont permis l'instauration d'un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse rendent-ils possible de nouvelles sources de crise propres à ce régime. Pour l'essentiel, la réduction des tensions liées à la non réalisation butent à terme sur les difficultés de valorisation du capital »<sup>763</sup>. Il ne s'agit toutefois pas ici d'approfondir l'analyse des sources de crise de la régulation fordiste ou monopoliste.

D'autres éléments de changement institutionnel ont été importants pour l'épanouissement du fordisme. En ce qui concerne l'État, il y a une extension et une mutation de son rôle, qui dépasse largement ses seules interventions au titre des politiques économiques, des dépenses publiques ou de la fiscalité. Outre son rôle essentiel en tant que lieu où les luttes politiques contribuent à dégager les formes institutionnelles nécessaires à chaque régime d'accumulation (par exemple, la codification du rapport salarial de type monopoliste), Boyer souligne le fait qu'après la Seconde Guerre l'État prend en charge, puis transforme les conditions de la création monétaire. On fait référence ici à l'institutionnalisation du cours forcé et de son usage aux fins de soutien de l'accumulation et plus généralement de l'activité économique.

#### e) – Le capitalisme contemporain : l'hégémonie de la finance

Plus récemment, Boyer revient sur la discussion des mécanismes qui expliquent la viabilité d'un régime d'accumulation afin de bien caractériser le régime d'accumulation du capitalisme contemporain, notamment aux États-Unis. On sait que la viabilité d'un régime d'accumulation est en grande partie liée à la compatibilité entre une forme de concurrence et une configuration du rapport salarial ; mais compte aussi la forme spécifique des régimes monétaires et financiers, et enfin la nature de l'intégration de l'économie nationale dans le système mondial. Ce sont les formes institutionnelles fondamentales qui façonnent une économie contemporaine. Comment ces régimes se dégagent-ils ? Plusieurs processus peuvent jouer un rôle. Par hasard, les différentes formes institutionnelles pourraient se révéler compatibles, ou bien un processus à long terme d'essais et d'erreurs peut se produire et

---

<sup>763</sup> Ibid., p. 56.

expliquer leur co-évolution. Dans son article, Boyer semble cependant accorder une importance plus grande à la notion gramscienne de *bloc hégémonique* pour interpréter la succession des régimes d'accumulation, ce qui finit par donner plus de poids aux rapports de force entre les classes et notamment à l'action en quelque sorte « consciente » des groupes dominants mus par leur intérêts, au détriment d'une vision plus fonctionnaliste (selon laquelle un nouveau « cercle vertueux » finira par apparaître à travers un processus hasardeux) :

Yet another hypothesis has been fruitful for understanding the post-war American accumulation regime. It builds upon the interpretation by Antonio Gramsci of the structuring of the working class in the era of mass production and on a related theory of the state. The concept of a hegemonic block helps understand how and why seemingly disconnected institutional forms can turn out to be compatible or even complementary. This does not mean that any hegemonic block is able to shape economic processes and sustain its power, *but this is the visible hand by which some accumulation regimes and the related regulation modes may emerge*. Some earlier research using regulation theory mobilized this Gramscian inspiration to analyze the post-war period (Lipietz). More recently, international comparisons pointed out the fruitfulness of this concept to understand the diversity of capitalism (Amable & Palombarini). The dominant social block might differ from one nation-state to another; for instance, between the US and Germany or between France and Italy<sup>764</sup>.

C'est ainsi qu'il explique la période fordiste par un compromis entre les salariés et les cadres : « The dramatic episodes of the interwar period led, after the Second World War, to a rather surprisingly efficient institutional configuration : wage-earners in the manufacturing sector and managers made an implicit but powerful social block that oriented economic activity as well as society-wide values »<sup>765</sup>. En effet, cela a été une nouveauté, car les salariés ont accepté l'organisation tayloriste du travail en échange d'augmentations des salaires basées sur la croissance du coût de la vie et de la productivité. De plus, des systèmes bancaires hautement réglementés et segmentés ont destiné des crédits à l'investissement et à la consommation. Le système de Bretton Woods a aussi stabilisé les relations internationales. Enfin, l'intervention de l'État a tenu compte de la nécessité des politiques monétaires et budgétaires anticycliques en conformité avec la révolution keynésienne.

Toutefois, lorsque les marchés nationaux ont semblé trop limités pour capturer les rendements d'échelle croissants au cœur des systèmes de production modernes, les entreprises se sont intégrées au marché mondial. Cela a été le premier coup porté au compromis fordiste. Les salaires étaient désormais établis selon les marchés mondiaux et l'emploi a dû réagir aux exportations volatiles (plutôt qu'à la consommation intérieure stable). L'organisation du travail s'est adaptée à ce nouvel environnement. Le système *just in time*, la qualité totale, la

---

<sup>764</sup> BOYER R., « The Present Crisis. A Trump for a Renewed Political Economy », *Review of Political Economy*, 1 janvier 2013, vol. 25, n° 1, p. 4. Nous soulignons.

<sup>765</sup> *Ibid.*, p. 4.

rémunération par rapport à la performance, témoignent tous de cette évolution structurelle. Ainsi, la compétition étrangère a discipliné le travail.

Avec l'ouverture de l'économie mondiale, les travailleurs manufacturiers ont connu une stagnation, voire une baisse des salaires réels. Ils ont récupéré une partie de leur pouvoir d'achat en raison de la modération des prix. Comme la Chine est devenue « l'usine du monde » et a déclenché la désindustrialisation dans les pays développés, ce processus a (partiellement) soutenu le niveau de vie des travailleurs en abaissant les prix des biens durables. Les gens pourraient perdre à cause de la concurrence étrangère en tant que travailleurs, mais ils gagneraient en tant que consommateurs. Cette nouvelle configuration politique et institutionnelle est en contradiction avec le fordisme et conduit à un nouveau régime d'accumulation, illustré par Walmart. Opérant dans le secteur de la distribution, il est construit sur la complémentarité entre une forte intégration dans les réseaux mondiaux de production, la segmentation et l'individualisation du rapport salarial, et une concurrence accrue aux niveaux national et international.

Dans ce nouveau régime, la majorité des salariés ont été expulsés du *bloc hégémonique* et réintroduits seulement en tant que consommateurs. La stagnation des salaires à long terme signifie que les niveaux de vie des Américains ne peuvent être soutenus que par une plus grande participation au marché du travail par les membres de la famille, en travaillant plus d'heures et par le recours accru au crédit.

Néanmoins, la mondialisation n'a pas seulement signifié un nouveau facteur contre le pouvoir de négociation des travailleurs. Comme les réglementations sur les opérations financières ont été relâchées, la puissance des financiers a beaucoup augmenté. Les innovations financières aux États-Unis (comme les fonds de pension, les produits dérivés, les *swaps* et la titrisation), et leur diffusion dans de nombreux pays, ont donné aux financiers une grande puissance dans l'allocation du capital tout en cherchant des taux plus élevés de rendement, qui est passé de 5% en 1960 à près de 16% dans les années 2000. Ainsi, les flux financiers croissent beaucoup plus rapidement que ceux des biens et des services, et ce pouvoir acquis grâce à la dérégulation et à la globalisation financière fait basculer le gouvernement des entreprises cotées en Bourse. La finance prend le pouvoir dans le gouvernement des entreprises. Les actionnaires entendent alors faire valoir leurs droits et réhabiliter une conception patrimoniale de l'entreprise<sup>766</sup>.

---

<sup>766</sup> Cf. BOYER R., « Capitalism Strikes Back: Why and What Consequences for Social Sciences? », *op. cit.*, p. 212.

Quelle est la source du pouvoir de la finance ? Il faut noter que le capital productif souffre d'irréversibilité car ce n'est qu'à travers la succession des cycles de production qu'il est possible de récupérer l'avance en capital. Or le capital financier est lui flexible puisqu'il existe des marchés sur lesquels il peut en permanence arbitrer entre projets, entreprises, localisations. Il peut même devenir opportuniste en se désintéressant complètement des conditions structurelles à long terme de la genèse des profits<sup>767</sup>.

Cela donne lieu à un paradoxe. La valeur actionnariale (*shareholder value*) était censée discipliner les cadres. De fait, elle suscite un divorce avec le travail, comme en témoignent la multiplication des *stock-options* et l'explosion de la rémunération des dirigeants et des gestionnaires de haut niveau. Les conséquences de cette situation sont drastiques: si les profits sont en deçà des attentes du marché, les gestionnaires estiment qu'ils ont besoin d'apporter du travail, de restructurer les usines et d'obtenir des concessions salariales. Le système financier devient dominant, imposant sa logique sur le travail, sur les systèmes de protection sociale et sur l'État, car il bénéficie d'une mobilité incontestée.

Cette nouvelle configuration se trouve loin du fordisme, où des profits élevés étaient la conséquence de la synchronisation de la production de masse et de la consommation de masse, et où la finance jouait un rôle subalterne. Depuis les années 1990, les attentes financières et l'espoir d'une richesse illimitée ont régi l'allocation du capital au sein de l'économie réelle et peuvent expliquer la dynamique macroéconomique. Ces changements structurels portent préjudice au travail. De cette façon, le travail est exclu du bloc social dominant.

Une nouvelle alliance semble s'épanouir, celle entre les cadres et les financiers<sup>768</sup>. En effet, quelques données en témoignent. Par exemple, depuis 1975, les salaires moyens ont stagné mais la rémunération moyenne des PDG du « top 100 » a continuellement augmenté, atteignant 40 millions de dollars en 1999. Ces données semblent confirmer le changement au sein du bloc hégémonique aux États-Unis : « Benefiting from the competitive threat exerted by foreign competition, and still more from the consequences of financialization on corporate governance, US CEOs no longer considered themselves the elite of permanent wage-earners. In Germany and Japan, CEOs continue to see themselves as the upper strata of wage-earners.

---

<sup>767</sup> Cf. BOYER R., *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Paris, Economica, 2011., p. 207.

<sup>768</sup> Cette mise en accent de concepts tels que bloc hégémonique et alliances, ainsi que la thèse selon laquelle l'époque contemporaine est marquée par une alliance entre les cadres et les financiers rapproche en quelque sorte la perspective régulationniste de Boyer de certains courants du marxisme. Voir par exemple DUMENIL G. et D. LEVY, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.

This is not the case in the US, where they are part of a de facto alliance with financiers, who were supposed to control them in the name of shareholder value »<sup>769</sup>.

De cette façon, l'engouement (promu par les financiers) de bénéficier les cadres d'entreprise avec des options d'achat d'actions, a réaligné les intérêts des actionnaires et des gestionnaires. Astucieusement, et sans l'avouer ouvertement, les cadres ont utilisé la demande des investisseurs institutionnels pour la refonte de leur propre rémunération. En plus de leur salaire, de nombreuses formes de rémunération liées aux profits et à la valeur boursière ont augmenté le revenu total des PDG.

Si les rapports de pouvoir façonnent non seulement la politique mais aussi l'économie, d'où vient alors le pouvoir des financiers ? Dans le régime d'accumulation de l'après-guerre, le financement de l'économie s'est fortement appuyé sur le crédit bancaire, qui était contrôlé par les pouvoirs publics, mais le développement des marchés financiers a fait pencher la surveillance du crédit du secteur public à des acteurs privés. Ainsi, un changement majeur dans la puissance s'est produit.

Selon Boyer, le financement par les marchés financiers accroît le pouvoir de la finance sur d'autres agents économiques de trois façons. Tout d'abord, à tout moment, le propriétaire d'un titre peut le vendre sur le marché. C'est la flexibilité intrinsèque de la finance contemporaine. Cette polyvalence permet un comportement opportuniste, qui peut surmonter n'importe quel engagement à long terme. Si le marché d'un actif est liquide et profond, les investisseurs peuvent menacer de vendre leurs actions si les gestionnaires refusent de réviser la stratégie de l'entreprise afin de répondre à des objectifs de rendement financiers. Ainsi, les fonds d'investissement pèsent sur les choix organisationnels et les stratégies des grandes entreprises. Dans le capitalisme contemporain, liquidité et contrôle vont de pair.

Le financement direct introduit un troisième changement: l'extrême sensibilité aux nouvelles informations et une plus grande incertitude. Sur les marchés financiers, l'offre et la demande doivent toujours être équilibrées; toute nouvelle innovation (ou information) est immédiatement incorporée à l'évaluation des actifs. Ce n'est pas le cas pour les autres marchés, comme le marché de produits ou le marché du travail.

À ces racines structurelles du pouvoir de la finance s'ajoute la mondialisation elle-même. La possibilité de délocaliser donne un avantage au secteur privé en comparaison avec les autorités publiques limitées à un territoire donné, mais favorise aussi la finance au détriment du capital productif. La mondialisation diminue le pouvoir de négociation des États

---

<sup>769</sup> BOYER R., « The Present Crisis. A Trump for a Renewed Political Economy », *op. cit.*, p. 8.

nations en ce qui concerne la taxation du capital et du profit en raison de la menace de déplacement des investissements financiers.

Le résultat de cette hégémonie financière est un régime d'accumulation très instable, ce dont témoigne la récente récurrence des crises et des bulles. Pour Boyer, la finance dérégulée est intrinsèquement instable, et il décrit les traits essentiels de ce régime de la manière suivante :

Financial innovation has generated a pyramid of derivatives, swaps, options, insurance contracts, derivatives of derivatives that have been very profitable for the financial system. When the underlying financial instruments run into problems, the US financial system becomes paralyzed. Mark to market exacerbates the capital losses, whereas mark to model becomes obsolete when the model disregards possible crises. As a result, the sub-prime derivative market freezes and affects inter-bank credit and credit to the real economy. This shows the limits to the dominant strategy of the 2000s—de-connecting financial flows from risk taking. Irresponsible credit contracts end up with financiers unable to value their highly sophisticated derivatives. They can no longer respond to the basic question of a market economy: ‘who owes what to whom?’ (...) The delegation of decisions to markets was supposed to strengthen anonymous constraints on the allocation of scarce capital; however, this move ultimately led to an unprecedented change, since domestic financial innovations (such as the mixing of securitization and subprime low-quality loans) and globalization induced an explosion of credit that reconciled the previously incompatible demands of homeowners, consumers, industrial firms and financiers. This new regime lasted for two decades, but was unsustainable in the long run. This is a suggestive political economy interpretation of the underlying structural factors leading to the financial turmoil that began in September 2008<sup>770</sup>.

En outre, la pression exercée par les financiers sur le capital productif s'avère dysfonctionnelle en ce qui concerne la reprise de l'accumulation, de la croissance et de l'emploi. Les transactions financières instantanées négligent l'inertie des initiatives entrepreneuriales productives. Les entreprises non financières ne peuvent pas se réorganiser trop rapidement, comme cela est exigé par les financiers. Ces divergences entre la finance et le capital productif se manifestent dans le fait que le taux de rendement des actifs financiers relativement sûrs reste plus élevé que le taux de profit dans la plupart des industries.

#### **4.5 – La diversité spatiale des capitalismes**

Plus récemment, les concepts régulationnistes se sont également montrés utiles pour la l'analyse de la *diversité spatiale* des capitalismes. La prise en compte d'autres institutions que le marché permet à la TR d'identifier d'autres types de capitalismes cohabitant avec le « capitalisme libéral de marché » des États-Unis et de l'Angleterre. L'approche institutionnelle

---

<sup>770</sup> Ibid., p. 11-14.

complexe permet donc de saisir les différences entre les trajectoires et les configurations des capitalismes à l'époque dite néolibérale<sup>771</sup>.

Cette perspective vient contredire nombre de recherches qui conservent le critère d'efficacité économique comme déterminant la sélection et l'évolution des institutions, des organisations et des routines. S'il en était ainsi, les économies devraient converger à long terme vers un petit nombre de configurations, à la limite vers une seule. On appelle cette position *one best way*. Contre celles-ci, la TR insiste sur les concepts de complémentarité et de hiérarchie institutionnelle. Dès lors, il n'est plus possible d'ajouter les unes aux autres les meilleures pratiques de façon à établir la *one best way*. Par exemple, même à l'époque du fordisme, ce régime de croissance a pris des formes différentes en France et aux États Unis, non seulement du fait de spécialisations économiques et de stratégies des firmes variées, mais aussi en réponse à des conflits sociaux et à des processus politiques aboutissant à d'autres compromis institutionnalisés. Cette différenciation notable est également valable pour le Japon et les pays du Sud-Est asiatique, ainsi que pour les pays latino-américains.

La TR remet donc en cause la possibilité d'une imitation pure et simple d'un modèle productif, car l'adaptation de certains principes aux contraintes et aux opportunités locales met en jeu un processus d'essais et d'erreurs qui a pour conséquence, *a priori* surprenante, de déboucher sur des formes originales d'organisation, même à l'époque du capital globalisé.

En outre, on peut questionner aussi un présupposé des arguments simplistes sur la mondialisation : celui qui affirme que l'efficacité est associée à une architecture institutionnelle et à une seule<sup>772</sup>. Contre cette thèse, les régulationnistes se demandent si l'efficacité ne pourrait-elle pas prendre plusieurs formes, y compris à l'époque de la mondialisation. L'hypothèse d'un modèle *canonique* autour duquel graviterait une série de variantes mineures est en effet questionnée par les recherches régulationnistes au profit d'une vision qui insiste sur une forte dépendance par rapport aux compromis politiques passés. L'internationalisation, la financiarisation et le changement du paradigme technologique ont certes bouleversé la diversité des configurations institutionnelles, mais, au moment de leur recombinaison, la dimension locale joue un rôle non négligeable. Les stratégies visant à implanter des organisations et des institutions compatibles avec le nouveau contexte global font face à des obstacles et à des opportunités spécifiques par rapport à un pays ou une région.

---

<sup>771</sup> Cf. BOYER, R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, p. 80

<sup>772</sup> Cf. AMABLE B., *Les cinq capitalismes*, *op. cit.*, p. 18.



Selon Boyer, « s’amorce un *processus d’hybridation* créateur de nouvelles régulations de sorte que se trouve renouvelée la diversité »<sup>773</sup>.

Boyer reconnaît lui-même la prise de conscience progressive de cette diversité persistante au niveau spatial (et non seulement temporel) au sein de la TR :

Ainsi, la progression des recherches régulationnistes a conduit au cours des années récentes à un infléchissement significatif de la problématique. Alors que, à l’origine, l’analyse se concentrait sur la forme canonique représentative de chaque grande période historique – le fordisme pour la période des Trente Glorieuses -, la multiplication des études d’histoire longue et des comparaisons internationales a révélé une diversité significative des régimes de croissance et modes de régulation qui coexistent durablement<sup>774</sup>.

Cette position s’affirme donc contre la rhétorique de la mondialisation et de l’homogénéisation des régimes d’accumulation :

Cette conclusion s’applique aussi à la période contemporaine : alors que le capitalisme patrimonial avait été perçu comme la figure emblématique d’un nouveau régime, une formalisation simple et sa confrontation aux caractéristiques des diverses économies de l’OCDE ont fait ressortir que seuls les États-Unis et la Grande-Bretagne étaient susceptibles de s’insérer dans une croissance tirée par la finance. Par contraste, la quasi-totalité des autres économies nationales n’obéit pas à cette logique d’ensemble, alors même que se développent les efforts de développement du marché financier, des fonds de pension, etc. Il se pourrait que la rhétorique de la globalisation dissimule plus qu’elle ne révèle la réalité de la transformation des modes de régulation sous l’impact de l’internationalisation<sup>775</sup>.

Dans ce qui suit, nous essayerons d’approfondir un peu plus l’approche régulationniste de la diversité spatiale du capitalisme. Nous commencerons par une exposition plus détaillée de concepts tels que ceux de complémentarité et de hiérarchie institutionnelle, pour ensuite attaquer la question du classement des types de capitalisme. Pour conclure, nous insisterons sur la thèse selon laquelle la TR opère selon une ontologie anti-essentialiste du capitalisme.

#### a) Pourquoi les capitalismes diffèrent-ils ?

Dans cette section, nous mettrons en avant quelques préalables théoriques pour comprendre la variété spatiale des capitalismes. Nous avons déjà parlé de concepts tels que ceux d’endométabolisme, de complémentarité et de hiérarchie institutionnelle, ainsi que du rôle joué par les conflits sociaux et politiques. Il faut en outre rappeler que les régulationnistes prennent en compte d’autres formes de coordination que le marché. Les stratégies des firmes, les routines, les normes, l’État et les institutions constituent autant de mécanismes de coordination d’économie capitaliste. On échappe ainsi à une analyse purement économiciste

---

<sup>773</sup> BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, op. cit., p. 31.

<sup>774</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>775</sup> *Ibid.*, p. 33.

du capitalisme, entendu comme un ensemble de marchés. Les institutions hors marché jouent un rôle déterminant dans l'efficacité même du marché<sup>776</sup>.

Cette reconnaissance de la diversité des procédures de coordination contredit l'idée néoclassique selon laquelle tous les capitalismes réels devraient converger vers un modèle de capitalisme parfait, où les marchés assument le rôle exclusif de coordination. De ce fait, la TR remet en cause la figure emblématique du capitalisme américain, le cas de figure le plus proche du modèle néoclassique. En effet, il ressort que chacun des arrangements institutionnels assurant une coordination hors marché est caractérisé à la fois par ses forces et ses faiblesses selon le contexte. Dans une société caractérisée par la multiplicité des ordres et des domaines, on ne peut concevoir que l'un d'entre eux impose sa logique à l'ensemble des autres. Selon Boyer, « ni le marché pur ni l'État, pas plus d'ailleurs que des associations ou des communautés, ne peuvent constituer seuls l'armature d'un système efficace, leur conjonction en revanche peut assurer une dynamique beaucoup plus satisfaisante que celle que livrerait un système pur »<sup>777</sup>.

Nous avons aussi à considérer le processus d'hybridation. Ce terme concerne le processus largement inintentionnel à travers lesquels les tentatives d'imitation et d'implantation d'une institution ayant fait les preuves de son efficacité dans un autre espace débouchent sur une configuration originale, c'est-à-dire que le plus souvent il y a un échec de l'imitation pure, car la configuration locale ou domestique impose des contraintes spécifiques. D'ailleurs, il arrive que les institutions « importées » prennent une forme plus ou moins originale, qui est parfois et *ex post* perçue comme supérieure (du point de vue de la croissance économique) à celle qui avait été imitée. C'est ainsi que le capitalisme américain n'est pas une copie parfaite du capitalisme anglais, pas plus que le capitalisme japonais, en dépit de son américanisation, n'est identique à l'américain<sup>778</sup>. La tentative d'importation du fordisme américain au Japon a donné naissance au toyotisme. La perspective régulationniste n'est donc pas incompatible avec la prise en compte de tendances internationales à un moment donné, mais elle refuse la possibilité d'une homogénéisation institutionnelle complète. Ces tendances sont plutôt une source de nouvelles vagues d'innovation institutionnelle. Le rapport entre global et local est dialectique, et non pas de soumission passive de l'un à l'autre. Boyer croit d'ailleurs que l'endométabolisme associé avec l'hybridation répondent pour l'essentiel de la dynamique des capitalismes. Il résume l'argument de la façon suivante :

---

<sup>776</sup> Cf. *Ibid.*, p. 78.

<sup>777</sup> Cf. *Ibid.*, p. 95.

<sup>778</sup> Cf. *Ibid.*, p. 197.

En effet, le capitalisme est la mise en mouvement de l'histoire des sociétés. L'effet même de l'accumulation est de transformer l'organisation des entreprises, la nature de la concurrence, les techniques de production, les modes de vie et parfois même les valeurs qui fondent une société. De ce fait, endométabolisme et hybridation sont les deux mécanismes par rapport auxquels s'analyse la dynamique comparée des différents capitalismes. Le premier processus décrit comment la lente transformation des paramètres caractéristiques d'un régime d'accumulation peut faire franchir le seuil de stabilité structurelle pour déboucher sur un brutal ajustement des variables macroéconomiques. Pour sa part, l'hybridation émerge de l'interaction entre les organisations et les institutions véhiculées par un capitalisme dominant et les résistances des sociétés locales à leur adoption. De cette confrontation résultent tantôt des échecs – par exemple, l'incapacité de la Grande-Bretagne à adopter le modèle américain de production de masse –, tantôt la constitution d'une nouvelle forme de capitalisme, comme ce fut le cas au Japon dans les années 1970<sup>779</sup>.

Par ailleurs, la TR refuse l'idée selon laquelle les États seraient l'équivalent d'entreprises en concurrence pure et parfaite, de sorte que les modèles dits inefficaces seraient éliminés et les autorités publiques condamnées à tenter d'imiter les institutions des économies qui rencontrent le succès. D'abord, les États ne sont pas directement soumis à la concurrence économique, ils restent gouvernés par des processus politiques, mais surtout chaque forme de capitalisme bénéficie d'un avantage comparatif lié à la nature de ses institutions et de l'efficacité qu'elles confèrent aux firmes de certains secteurs. Par exemple, les économies dont le marché est de grande taille peuvent se spécialiser dans la production de biens à fort rendement d'échelle, alors que les pays de taille moyenne disposant d'un système de formation professionnelle efficace et diversifié peuvent se spécialiser dans l'exportation de biens se différenciant par la qualité et le service.

Enfin, restent à étudier le poids du pouvoir symbolique et de l'héritage culturel. Les institutions sociales de base, les fondements culturels des comportements, les représentations et les croyances collectives peuvent jouir d'une grande longévité, même si la cohérence d'un mode de régulation dure généralement moins longtemps. Chaque étape atteinte de l'évolution économique et sociale dépend du chemin qui y a conduit. Selon Aglietta et Bai, ce sont ces institutions *informelles*, c'est-à-dire les croyances collectives, qui sont les plus importantes, dans la mesure où elles sont plus durables<sup>780</sup>. Normalement, celles-ci concernent la légitimité politique, une fois que seul le soutien de la population, à travers ses croyances communes, quel que soit le mode d'expression, donne une légitimité au pouvoir d'État. Comme cet héritage culturel et politique diffère d'une société à l'autre et imprègne les institutions des États souverains, elles constituent un autre mécanisme de diversification des trajectoires régionales ou nationales des capitalismes. En revanche, cela ne veut pas dire qu'il y ait une sorte de déterminisme culturel qui marque définitivement les choix et la trajectoire d'un

---

<sup>779</sup> BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, op. cit., p. 319.

<sup>780</sup> Cf. AGLIETTA M. et G. BAI, *La Voie chinoise: capitalisme et empire*, Paris, ODILE JACOB, 2012.

certain type de société capitaliste. Il s'agit tout simplement de supposer que le contexte culturel hérité du passé détermine *pour partie* les choix stratégiques actuels sans que prévale une trajectoire déterministe, puisque les acteurs ont la possibilité de développer plusieurs stratégies à partir du même héritage historique. En conséquence, divers sentiers d'évolution sont *a priori* ouverts, mais leur éventail est beaucoup plus restreint<sup>781</sup>. Il n'y a donc pas de continuum pur et simple, mais il faut tout de même reconnaître le poids et l'influence d'un héritage symbolique parfois millénaire.

#### b) Combien de capitalismes au juste ?

Nous nous tournons maintenant vers des cas plus concrets d'économies modernes et cherchons à évaluer les complémentarités qui forment la base des différents types de capitalisme. À ce titre, les travaux de Bruno Amable retiendront notre attention.

La littérature sur la diversité des capitalismes et des institutions et organisations constitutives des économies contemporaines rencontre une difficulté majeure : par rapport à quels critères classer et éventuellement hiérarchiser les configurations observées ?<sup>782</sup>

Généralement le débat est organisé autour d'une opposition entre le style de capitalisme des États-Unis et une forme alternative, qui pourrait délivrer la même performance macroéconomique mais à un coût social inférieur. Le livre de Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*<sup>783</sup> a inauguré les termes de ce débat en exposant les différences entre les deux formes principales d'économies capitalistes de l'époque, le modèle américain (États-Unis) et le modèle rhénan (Allemagne). Le premier modèle correspond à une économie plus libérale, marquée par l'accent mis sur la performance individuelle, la pression pour des bénéfices financiers à court terme, la réversibilité et la flexibilité des engagements. Le deuxième est à peu près l'inverse, reposant sur des engagements à plus long terme, sur des performances collectives et sur le consensus.

La dichotomie entre les États-Unis et l'Allemagne a été consolidée par les études de David Soskice et Peter Hall<sup>784</sup>. Leur point de départ est la firme en relation avec son environnement institutionnel afin de développer des stratégies de profit. Ils comparent deux régimes de production différentes, les économies libérales de marché et les économies coordonnées de marché. Dans le premier cas, la coordination est fondée sur des mécanismes

---

<sup>781</sup> Cf. BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, op. cit., p. 184.

<sup>782</sup> Cf. *Ibid.*, p. 51.

<sup>783</sup> ALBERT M., *Capitalisme contre Capitalisme*, Édition : Paris, Seuil., Paris, Seuil, 1991.

<sup>784</sup> HALL P.A. et D. SOSKICE, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford England ; New York, Oxford University Press, 2001.

de marché, dont les principaux traits sont une finance court-termiste, des marchés du travail dérégulés, une éducation générale et une forte concurrence sur les marchés de produits. En revanche, dans l'autre cas, la coordination est principalement assurée par des mécanismes hors marché, notamment la négociation stratégique, en favorisant une finance long-termiste, des relations de travail coopératives, de hauts niveaux de formation professionnelle spécifique, une concurrence modérée sur les marchés de produits et des normes industrielles communes. Au sujet de la performance, les auteurs soulignent les avantages comparatifs de chaque type de capitalisme : les économies libérales ont un avantage comparatif dans les secteurs où l'innovation radicale domine et où la compétitivité provient d'une adaptation rapide aux conditions changeantes du marché. Les économies coordonnées sont à leur tour plus compétitives dans les secteurs où la compétitivité est fondée sur l'accumulation des connaissances et des compétences spécifiques à la firme et où l'innovation incrémentale domine<sup>785</sup>.

Comme dans la classification de Michel Albert, les analyses de Hall et Soskice opposant une économie libérale et une économie coordonnée ne rendent pas vraiment compte d'un bon nombre de cas nationaux, qui ne se basent pas sur des mécanismes de marché ni sur la négociation, par exemple, la France et l'Italie. C'est le problème d'une classification binaire. Ce problème empirique reflète en réalité un problème théorique, dans la mesure où cette classification reste néanmoins fondamentalement une analyse unidimensionnelle. La seule dimension véritablement prise en compte est la mesure de coordination de marché ; cela reflète la hiérarchie implicite des institutions adoptée par Hall et Soskice, centrée sur la firme<sup>786</sup>.

Le défi d'une analyse comparative du capitalisme n'est donc pas facile à relever. On fait face à un double problème. Des catégories trop larges disent très peu de ce qui rassemble les pays au sein d'un groupe spécifique. D'autre part, avoir autant de capitalismes que de pays est à peine plus que réaliser une série d'études de cas nationaux et ne peut pas prétendre représenter une analyse comparative du capitalisme. La construction d'une théorie de la diversité du capitalisme sur une telle base est probablement trop facile puisque celle-ci est présupposée<sup>787</sup>. Amable veut éviter ainsi que la diversité du capitalisme soit comprise en un sens trop banal, selon lequel tout pays présente un folklore national, des caractéristiques typiques, qui viennent compléter une structure essentielle. Il veut montrer que différents types

---

<sup>785</sup> Cf. AMABLE B., *Les cinq capitalismes*, op. cit., p. 107.

<sup>786</sup> Cf. *Ibid.*, p. 24.

<sup>787</sup> Cf. *Ibid.*, p. 108.

de capitalisme présentent des caractéristiques institutionnelles suffisamment spécifiques, mais qu'ils ne se confondent pas avec une simple « couleur » nationale du capitalisme, comme s'il s'agissait de versions marginalement différentes d'une économie de marché générique. Ainsi, malgré leur spécificité, cet ensemble de caractéristiques peuvent avec quelques approximations être trouvées dans plusieurs pays.

Sortir d'une classification binaire implique la prise en compte d'autres dimensions de différenciation des économies ; il faut aller au-delà de la dimension de coordination de marché. En même temps, la seule considération d'études de cas nationaux ne définit pas en général de structure commune pour l'analyse. Pour éviter la dispersion « empiriciste » sans tomber dans une analyse binaire, Amable fonde son étude sur une structure théorique commune pour l'analyse comparative qui contemple cinq secteurs institutionnels fondamentaux : la concurrence sur le marché des produits, le rapport salarial et les institutions du marché du travail, le secteur d'intermédiation financière et la *corporate governance*, la protection sociale et le secteur éducatif. Différentes complémentarités institutionnelles, notamment de nature dynamique, définissent différents types de capitalisme.

On peut en donner quelques exemples, notamment sur les interactions entre les formes institutionnelles par le biais de complémentarités dynamiques, qui reflètent la structure d'intérêts des groupes sociaux en conflit (managers, salariés, financiers, politiciens, etc). Par exemple, les différences au niveau des caractéristiques du marché du travail peuvent entraîner des effets importants sur l'ensemble du modèle économique. La centralisation de la négociation salariale s'appuyant sur des syndicats forts et la fixation solidaire du salaire selon le modèle « salaire égal pour travail égal » créent une situation dont les firmes à forte productivité profiteront puisqu'elle augmentera leurs marges, dans la mesure où les salaires ne doivent pas refléter la situation économique d'une firme. Cela agit comme une incitation à innover et à adopter des technologies modernes pour être capable de payer des salaires élevés<sup>788</sup>.

À partir de cette structure théorique, mais aussi sur la base des caractérisations du capitalisme proposées dans la littérature au cours des dernières années, Amable envisage certaines complémentarités institutionnelles possibles et propose l'existence de cinq types de capitalisme : le modèle fondé sur le marché, le modèle social-démocrate, le modèle européen continental, le modèle méditerranéen, et le modèle asiatique.

---

<sup>788</sup> Pour une présentation plus complète des complémentarités, voir les tableaux dans *Ibid.*, p. 108.

Amable souligne néanmoins que des qualifications telles que « fondées sur le marché » ou « européen continental » ne peuvent pas exprimer l'ensemble des complémentarités qui caractérisent les différents modèles et sont choisies pour leur simplicité. En effet les différents modèles ne sont pas réductibles à une logique « simple » qui serait présente dans toutes les institutions. En outre, aucune économie développée prise individuellement n'est exactement décrite par aucun des cinq modèles de capitalisme, qui correspondent à peu près à des idéal-types.

Plus spécifiquement, Amable caractérise chaque type de capitalisme de la manière suivante<sup>789</sup> :

- a) Le capitalisme fondé sur le marché : la concurrence sur le marché des biens est un élément important de ce modèle. Son intensité rend les firmes plus sensibles aux chocs défavorables sur l'offre ou sur la demande, qui ne peuvent pas être entièrement absorbés par des ajustements de prix. C'est alors l'ajustement en quantité, notamment concernant la main-d'œuvre, qui joue ce rôle. Ainsi, la concurrence sur le marché de biens mène à une flexibilité de l'emploi, si l'on pense ici en termes de complémentarité institutionnelle dynamique. La pression concurrentielle du marché exige aussi une rapidité de réaction de la part des firmes aux conditions changeantes, ce qui est rendu possible grâce aux marchés financiers, qui avec des marchés du travail flexibles favorisent une restructuration rapide. En revanche, la protection sociale est sous-développée. À cause de la situation instable, les salariés ont peu d'incitations pour investir dans des compétences spécifiques. La concurrence est présente aussi dans le secteur d'éducatif.
- b) Le capitalisme social-démocrate : une pression concurrentielle extérieure forte exige une certaine flexibilité de la main-d'œuvre, mais, au lieu d'ajustements de marché et de licenciements, c'est la formation permanente d'une main-d'œuvre fortement qualifiée qui joue un rôle central dans l'adaptabilité des salariés. La protection des investissements spécifiques des employés est assurée par une association de protection de l'emploi modérée, par un haut niveau de protection sociale et d'un accès facile à la formation. Un système de négociation salariale coordonnée permet un mode de fixation

---

<sup>789</sup> Cf. *Ibid.*, p. 149-151.

solidaire des salaires qui favorise l'innovation et la recherche de la productivité. Un système financier centralisé permet aux firmes de développer des stratégies à long terme.

- c) Le capitalisme européen continental : ce modèle partage certaines particularités avec le modèle social-démocrate, mais le modèle européen s'appuie sur une protection de l'emploi plus élevée et une protection sociale moins forte. Ici aussi on a un système financier centralisé. La négociation salariale et la politique salariale solidaire existent, mais dans une moindre mesure. La formation de la main-d'œuvre n'est pas aussi développée que dans le modèle social-démocrate, ce qui limite les possibilités de flexibilité offensive et de restructuration des entreprises.
- d) Le capitalisme méditerranéen : ce modèle est fondé sur plus de protection de l'emploi et moins de protection sociale que le modèle européen. Cette protection de l'emploi est possible grâce à un niveau relativement faible de concurrence sur le marché des produits et à un système financier centralisé. Néanmoins, la formation de la main-d'œuvre n'est pas développée, ce qui empêche des stratégies industrielles à hauts salaires et compétences élevées. Une éventuelle hausse de la concurrence sur le marché des produits peut faire pression pour une augmentation de la flexibilité du marché de travail. Dans ce cas, la sécurité de l'emploi peut être maintenue dans les grandes sociétés, alors que les jeunes salariés ou les employés de petites firmes auraient des contrats de travail plus flexibles.
- e) Le capitalisme asiatique : ce modèle dépend des stratégies des grands groupes en collaboration avec l'État et un système financier centralisé, ce qui permet le développement de stratégies à long terme. La protection de l'emploi est *de facto* plutôt que *de jure* et il y a des possibilités de formation et de réorientation au sein du groupe. Le manque de protection sociale et de marchés financiers sophistiqués fait de la stabilité fournie par la grande firme un élément crucial de la cohérence du modèle.

Après l'identification de cinq modèles possibles de capitalisme contemporain sur la base des complémentarités institutionnelles caractéristiques, Amable entreprend un travail empirique afin de valider sa proposition théorique. Il mène alors une analyse empirique de vingt-et-un pays appartenant à l'OCDE pour souligner leur ressemblances et dissemblances



dans chacun des cinq domaines institutionnels pris en compte par la théorie. Les indicateurs concernent les années 1990<sup>790</sup>.

En ce qui concerne la concurrence sur les marchés de produits, Amable reconnaît qu'a eu lieu un mouvement général de libéralisation des marchés au cours des années 1990, mais les données de cette époque montrent qu'il subsiste tout de même des écarts substantiels au sein des pays développés. Des pays comme le Royaume-Uni ou les États-Unis sont caractérisés par un niveau très faible de réglementation des marchés de produits. En revanche, des pays comme la Grèce, l'Italie, la Corée ou l'Espagne se situent à l'opposé des pays libéraux, alors que l'Allemagne occupe une position centrale.

L'analyse de la réglementation du marché du travail nous conduit à des résultats similaires. Certains pays sont caractérisés par un niveau faible de réglementation et sont clairement distingués de plusieurs autres groupes de pays qui suivent des modèles différenciés de réglementation. Les pays anglo-saxons sont caractérisés par les niveaux faibles de réglementation et sont nettement à l'écart de la Grèce, de l'Espagne ou de la France de ce point de vue. Le continent européen n'est toutefois pas homogène. Des pays comme la Suisse ou le Danemark présentent un degré non négligeable de déréglementation.

L'analyse des systèmes financiers montre que quatre groupes de pays en ressortent. Le premier représente le système financier décentralisé. Les États-Unis, le Canada, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Australie possèdent des systèmes financiers où les investisseurs institutionnels et en particulier les fonds de pension sont particulièrement importants, où les marchés boursiers sont dynamiques. L'activité de fusions et d'acquisitions est forte et la propriété des firmes est largement dispersée. Le système financier de la Belgique, du Danemark et de la Suède est fondé sur les banques, mais leur rôle est en quelque sorte passif et la propriété des firmes est relativement concentrée. Dans les petits pays comme la Finlande, la Norvège et l'Irlande, les banques étrangères ont un rôle significatif. Un groupe de pays où figurent l'Allemagne et la Japon, mais aussi l'Autriche, la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne est plus représentatif du modèle bancaire typique : un marché moins développé pour le contrôles des entreprises, la propriété des firmes est concentrée et l'État joue un rôle important dans le contrôle de quelques grandes sociétés.

Pour ce qui est des systèmes de protection sociales, on peut distinguer au moins trois types. Le modèle libéral est caractérisé par une protection faible, conditionnée aux revenus et la sécurité sociale est bien limitée. Dans le modèle social-démocrate, le système de protection

---

<sup>790</sup> Cf. *Ibid.*, p. 27ss.

sociale est de type universel, fondé sur la citoyenneté, et promeut l'égalité sociale ; il est caractérisé par la démarchandisation et par la défamiliarisation. Enfin, le modèle conservateur est consacré à la préservation du statut et assure une solidarité au sein des groupes sociaux plutôt qu'entre les groupes. Ce système n'est pas aussi redistributif que le modèle social-démocrate ; les avantages sociaux sont liés à la participation au marché de travail et au type d'activité exercée. La Suède, le Danemark, la Norvège et la Finlande représentent le modèle social-démocrate typique. Le Japon, le Canada et les États-Unis sont des exemples du système privé. Le Royaume-Uni fait exception pour les Anglo-saxons. Un système public européen de protection apparaît spécifiquement avec la France, l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique.

Finalement, l'analyse des systèmes éducatifs montre que l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et l'Irlande peuvent être caractérisés par un haut degré d'homogénéité des programmes d'études primaires et secondaires. Un groupe composé de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce est caractérisé par des initiatives limitées de la part de l'employeur ou de l'employé dans la formation continue. Les États-Unis, le Canada, le Japon et le Royaume-Uni forment un groupe où la différenciation des trajectoires individuelles est relativement modérée, à l'opposé par exemple de l'Allemagne. Les pays scandinaves ne sont pas homogènes, mais tous présentent un haut niveau de dépenses publiques et une haute qualité moyenne de l'éducation basique.

L'analyse d'ensemble montre que les typologies habituelles du capitalisme ne sont pas observables dans tous les domaines institutionnels. C'est le rejet de l'isomorphisme structurel « naïf », qui stipulerait que le même type de regroupement de pays doit s'effectuer à chaque analyse puisque les institutions d'un même pays ou groupe de pays obéissent aux mêmes principes. C'est pourquoi il faut tenir compte de toutes les complémentarités possibles entre les cinq domaines institutionnels pour parvenir à une typologie adéquate des capitalismes. L'analyse empirique donne cinq ou six groupes de pays qui peuvent être reliés aux cinq modèles de capitalismes présentés théoriquement, selon la façon dont on tient compte de la Suisse et des Pays-Bas : les considérer comme un groupe spécifique ou les rattacher au groupe européen continental, dont fait partie la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Irlande et la Norvège. Les économies libérales de marché, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie constituent un groupe bien homogène, qui s'oppose au groupe méditerranéen (l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce) sur un axe séparant les marchés flexibles des marchés rigides. Une deuxième dimension peut être prise en compte qui exprime l'étendue de la protection sociale. Le capitalisme social-démocrate (la Suède, la Finlande et le Danemark) est situé à une extrémité, alors que le modèle asiatique (le Japon et la Corée) est à

l'autre. Le capitalisme européen continental (sans la Suisse et les Pays-Bas) se situe entre le modèle social-démocrate et le modèle méditerranéen, alors que ces deux pays sont entre le modèle libéral et le social-démocrate<sup>791</sup>.

L'approche en termes de variété des capitalismes prévoit aussi qu'il existe une sorte de liaison entre la structure institutionnelle des pays et le type d'activités économiques dans lesquelles ils se spécialisent. La première définit des incitations à investir dans certains actifs, qui sont à l'origine d'avantages compétitifs dans des activités particulières. La compétitivité dans des activités spécifiques nécessite l'investissement dans certains actifs particuliers, qui peuvent être facilités ou gênés par les institutions. Ainsi, une structure institutionnelle contribue à la constitution de certains avantages compétitifs. En retour, la situation des agents (c'est-à-dire, les fractions de la classe capitaliste) dépendra d'une façon cruciale de la compétitivité dans ces activités ; ils sont donc amenés à exprimer des demandes politiques en faveur de la stabilité des institutions concernées. Par exemple, les agents spécialisés dans des activités à haut niveau de risque doivent souhaiter des institutions qui favorisent la diversification du risque. Les agents dont la situation dépend du bien-être de secteurs où la coordination étatique joue un rôle central seront plus disposés à apporter un appui aux stratégies politiques soutenant l'intervention étatique.

Par exemple, les institutions éducatives et industrielles de l'Allemagne, telles que le système d'apprentissage dual, la coopération scientifique entre syndicats et patronat dans la définition commune des compétences nécessaires ainsi qu'un système de *corporate governance* basé sur des liens proches avec les banques ont permis de construire la compétitivité dans des secteurs où la diffusion de la technologie et les compétences de la main-d'œuvre importent le plus : voitures haut de gamme, produits chimiques, etc. Le système français de l'après-guerre – grandes écoles et relations étroites entre l'industrie et l'administration – a facilité l'implantation de projets technologiques à grande échelle comme l'énergie nucléaire, les trains à grande vitesse, etc. Le système financier américain permet le financement de petites entreprises intensives en technologie, qui ont un grand besoin de diplômés et de scientifiques, dont l'offre repose sur un système universitaire fortement concurrentiel<sup>792</sup>.

L'analyse comparative de la spécialisation des pays dans les domaines scientifique (publications), technologique (brevets) et du commerce international confirme ces attentes.

---

<sup>791</sup> Cf. *Ibid.*, p. 32.

<sup>792</sup> Cf. *Ibid.*, p. 253-4.

Les économies libérales de marché sont spécialisées dans des activités où l'adaptation rapide et la qualité des liens entre l'université et l'industrie ont de l'importance : biotechnologies, informatique ou électronique. Les pays du modèle social-démocrate ont un avantage comparatif dans les activités concernant la santé et les industries liées à leurs ressources naturelles. Les pays du modèle méditerranéen sont spécialisés dans les industries légères et les activités à faible contenu technologique. Les pays du capitalisme asiatique ont un avantage dans l'informatique, l'électronique et les machines. Le seul modèle qui ne semble pas présenter une spécialisation très marquée est le modèle européen<sup>793</sup>.

### c) Le modèle de capitalisme européen face à la mondialisation et au néolibéralisme

La prise en compte de ces cinq modèles de capitalisme ne doit pas laisser penser que les économies réelles sont immuables ni que les types identifiés ont existé de tout temps ou existeront pour toujours. Dans les années 1970 par exemple, les économies actuellement proches du modèle fondé sur le marché (États-Unis, Royaume-Uni) possédaient des caractéristiques institutionnelles héritées de la Grande Dépression (*New Deal*) ou des compromis sociopolitiques de l'après-guerre, qui les rapprochaient de certaines économies d'Europe continentale<sup>794</sup>.

Par rapport à cette problématique de la variété du capitalisme, il peut être intéressant d'analyser un cas de figure qui illustre bien le recoupement des deux dimensions de la diversité, la dimension spatiale et la dimension temporelle. C'est le cas du capitalisme européen à partir de la crise du fordisme. Si, d'un côté, l'endométabolisme du régime d'accumulation et la mondialisation ont contribué à la crise et au changement institutionnel du capitalisme européen continental au cours des dernières décennies, de l'autre, il faut se demander jusqu'à quel point le type de capitalisme européen répond d'une manière spécifique aux tendances structurelles du régime économique mondial actuel.

Sur ce point, il faut écarter la vision selon laquelle la TR serait condamnée à rester dans une perspective essentiellement nationale, dûe au contexte de son apparition. Le cadre national était bien l'espace du fordisme, vu qu'un système international permissif et stable avait permis la reconstitutions des structures productives sur une base nationale. À partir des années 1970 toutefois, cette hiérarchie spatiale est remise en cause du fait de l'internationalisation du commerce, de l'investissement, de la concurrence et des flux

---

<sup>793</sup> Cf. *Ibid.*, p. 35.

<sup>794</sup> Cf. AMABLE B., « Les capitalismes au début du XXIe siècle », *Problèmes économiques. Hors-série*, mars 2014, n° 5, p. 74.

financiers, sous l'impulsion des multinationales, ainsi que du fait d'une diversification et de l'autonomisation des régions, à la recherche de bases locales à la compétitivité. Dès lors, la mondialisation a pris encore d'autres formes, de sorte qu'on peut parler de la coexistence d'un ensemble de cinq niveaux de régulations enchevêtrées. On a ainsi les régions (Silicon Valey, la Catalogne, la Flandre, etc.), les arrangements sectoriels transnationaux (le pétrole, l'agriculture, l'environnement, les normes de qualité, la politique monétaire) et les multinationales. En outre, sous la pression de ces trois séries d'acteurs (les pouvoirs politiques locaux, les intérêts sectoriels se projetant au niveau mondial et les multinationales), la plupart des États-nations – mais pas tous, comme dans le cas de la Chine – ont vu se restreindre leur zone de souveraineté. Une stratégie a donc consisté à déléguer une partie de leurs prérogatives souveraines à un niveau multinational, par exemple l'Union Européenne. La négociation de traités de libre-échange est la cinquième modalité de l'internationalisation<sup>795</sup>.

Un phénomène important est sans doute le basculement des relations de pouvoir entre État et financiers : au-delà d'un seuil de détention des titres publics par des non-résidents, les responsables gouvernementaux doivent convaincre les financiers de la crédibilité de leur politique. Dans ces conditions, la couverture sociale et les services publics subissent leur influence, à travers laquelle une logique d'efficacité économique tend à s'imposer et remplacer la solidarité sociale<sup>796</sup>.

Ce processus traverse la plupart des sociétés contemporaines, mais il se cristallise en des configurations différentes selon la capacité ou non à contrôler les mouvements financiers et le degré de développement. Une vision un peu plus simpliste considérerait que le capitalisme européen devrait s'ajuster d'une manière plus ou moins automatique aux nouvelles tendances mondiales, aujourd'hui marquées par la libéralisation et la flexibilisation des marchés à cause de l'intensification de la concurrence mondialisée et de la plus grande mobilité des firmes multinationales et des capitaux financiers. Le résultat serait une *homogénéisation* des capitalismes au profit de la version libérale de marché. Sans nier la force et le poids de telles tendances, les analyses régulationnistes tendent à montrer que les changements et les ajustements ne sont pas si automatiques que cela et que le « mouvement du capital » connaît des barrières, des résistances, voire des limites, spécifiques selon le contexte local. D'autres logiques sociales que la logique et les intérêts des capitaux

---

<sup>795</sup> Cf. BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, op. ci., p. 260.

<sup>796</sup> Cf. *Ibid.*, p. 245.

internationaux sont présentes dans une société capitaliste. La compétitivité des firmes et plus généralement la situation macroéconomique ne déterminent pas strictement la viabilité d'un modèle social, bien qu'elles représentent une force puissante et puissent la conditionner<sup>797</sup>. Ces analyses sont d'ailleurs attentives à de nouvelles possibilités de création institutionnelle, comme dans les cas de l'hybridation, car si les tendances structurelles à un moment donné peuvent être les mêmes pour plusieurs contextes, les réponses et les résultats peuvent être assez différents, c'est-à-dire que si à peu près tous les capitalismes ont été marqués par ce mouvement de néo-libéralisation, ces tendances communes n'ont pas conduit à l'émergence d'un modèle de capitalisme unique, mais ont transformé les capitalismes nationaux, les éloignant de leurs modèles originaux<sup>798</sup>. Cela est d'autant plus le cas que les analyses régulationnistes identifient aussi, comme un résultat du processus actuel de mondialisation, une interdépendance et une complémentarité accrues entre différents régimes politico-économiques, comme celle entre les États-Unis et la Chine, de sorte qu'on peut même y voir un maintien et un approfondissement de la diversité des modes de développement<sup>799</sup>. On met donc l'accent sur une vision plus complexe et ouverte de la dynamique du capitalisme.

Amable reconnaît la pression exercée sur le capitalisme européen et ses institutions au cours des années 1990 en raison de leur infériorité présumée par rapport au modèle fondé sur le marché<sup>800</sup>. C'est ainsi que deux domaines institutionnels qui sont au cœur de la viabilité du modèle européen ont subi des transformations significatives au cours de années 1990 : d'une part, le rapport salarial, incluant la protection de l'emploi et la protection sociale ; d'autre part, le système financier. Il faut cependant voir aussi que, d'un point de vue politique, le projet néolibéral inauguré par Margaret Thatcher en Angleterre n'a pas été aussi efficace sur le Continent, « où les tentatives timides de le mettre en pratique se sont heurtées à une opposition politique considérable »<sup>801</sup>. Un changement institutionnel allant dans la direction d'un capitalisme libéral de marché a donc bien eu lieu en Europe, mais comme le résultat de modifications au coup par coup, parfois conduites au niveau supranational, celui de l'Union européenne.

À propos du rapport salarial, il faut d'abord noter que le processus d'unification monétaire européenne a exigé une convergence des taux d'inflation et des déficits budgétaires

---

<sup>797</sup> Cf. AMABLE B. et S. PALOMBARINI, « A neorealist approach to institutional change and the diversity of capitalism », *Socio-Economic Review*, 2009, vol. 7, n° 1, p. 123.

<sup>798</sup> Cf. AMABLE B., « Les capitalismes au début du XXIe siècle », *op. cit.*

<sup>799</sup> Cf. BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, *op. cit.*, p. 275-7.

<sup>800</sup> AMABLE B., *Les cinq capitalismes*, *op. cit.*, p. 292.

<sup>801</sup> *Ibid.*, p. 293.

des pays, ce qui a impliqué une réduction radicale des dépenses publiques. Il est intéressant de noter qu'il y a eu des « pactes sociaux » en vue de changements, c'est-à-dire une concertation tripartite entre les syndicats, les employeurs et l'État. Cette reprise de la concertation a contredit d'ailleurs l'idée répandue d'une « américanisation » croissante des relations sociales et du caractère démodé de la concertation sociale.

L'objet des pactes était de combattre l'inflation par la modération salariale, mais concernait aussi la réforme de l'État-providence, avec notamment une nouvelle politique du marché du travail, des transferts sociaux et des droits du travail. Ce processus contrastait avec l'approche anglo-saxonne de la réforme de l'État social, où l'action unilatérale a prévalu. En Europe continentale, la structure de gouvernance de la protection sociale explique pourquoi la concertation est un facteur important dans le succès des réformes. Les syndicats et les employeurs ont généralement des compétences autorégulatrices dans les systèmes de protection sociale ; donc les gouvernements ont besoin de leur consentement pour réformer.

Les résultats de ces pactes ont été variables, mais on peut tout de même en tirer des points généraux. La réforme de l'État-providence a été limitée, mais réelle. Par exemple, un renforcement de la liaison entre les montants des contributions et des prestations ; une baisse ou une suppression des prestations sans contribution, un relèvement de l'âge de la retraite, une flexibilité limitée du marché du travail. Par ailleurs, la tendance générale est à la décentralisation des négociations salariales, même si cette décentralisation est « organisée ». Les négociations centralisées ont de plus tendance à devenir les vecteurs de la « modération salariale » voire de la flexibilisation du travail, plutôt que de la distribution des gains de productivité comme au cours de la période fordiste.

La stratégie visant à préserver le modèle de rapport salarial traditionnel pour le cœur de la main-d'œuvre, qualifié, employé dans l'industrie exportatrice, pour flexibiliser la relation d'emploi dans les activités de service, a été adoptée en Allemagne afin de diminuer le taux de chômage et la pression consécutive sur le financement de la protection sociale, ainsi que pour diminuer le « coût du travail » dans ces activités<sup>802</sup>.

S'est également produit un recul limité de la protection sociale, dont la tendance est de devenir moins généreuse, particulièrement en ce qui concerne l'indemnisation du chômage. Bien que les années 1990 aient été caractérisées par des inquiétudes et des tensions, il ne s'est toutefois produit aucun démantèlement majeur de la protection sociale<sup>803</sup>. Les changements

---

<sup>802</sup> Cf. AMABLE B., « Les capitalismes au début du XXIe siècle », *op. cit.*

<sup>803</sup> Cf. AMABLE B., *Les cinq capitalismes*, *op. cit.*, p. 317.

limités ont concerné des tentatives d'associer plus de « responsabilités » aux « droits », une introduction limitée d'arrangements privés complémentaires (compléments de retraite) et certains contrôles des dépenses (déremboursements, etc). Dans tous les cas, selon Amable, il n'y a eu aucune convergence vers la protection sociale du modèle de capitalisme fondé sur le marché. Il s'agit plutôt d'un recul limité dans un contexte d'« austérité » permanente. Fondamentalement, il y a des raisons systémiques fondées sur la complémentarité institutionnelle (reflétée dans la structure des intérêts des groupes sociaux) en faveur de l'existence d'une protection sociale forte en Europe, une fois que la compétitivité des pays européens est fondé sur leurs particularités institutionnelles spécifiques, ce qui rend le changement radical plus difficile.

À l'image de ce qui se passe avec le rapport salarial, l'évolution des systèmes financiers européens est aussi le résultat (au moins en partie) de choix politiques. En effet, des forces politiques sont très actives au niveau de l'Union Européenne, poussant à l'émergence de systèmes financiers fondés sur les marchés ou s'y opposant fortement. Il y a eu effectivement une libéralisation importante des marchés financiers. Le recul de l'implication des banques dans le financement direct des firmes industrielles a particulièrement affecté le modèle européen. La France a libéralisé de façon substantielle son système financier dans les années 1980 et 1990<sup>804</sup>. L'Allemagne a suivi dans les années 1990 et le modèle traditionnel allemand de financement de l'industrie par les banques et de prises de participation directe de ces derniers dans le capital des firmes industrielles a pour une large part disparu. Les banques allemandes ont, à l'instar de leurs concurrentes étrangères, préféré concentrer leurs efforts sur les activités de marché. Ainsi, comme dans certains pays européens tels que la France, la libéralisation financière a renforcé la présence des investisseurs étrangers, qui détenaient 25,5% des actifs cotés en bourse en 2007 contre 4,2% en 1990<sup>805</sup>.

Plus généralement, les changements dans des domaines particuliers ont eu des conséquences dans d'autres domaines par le biais des complémentarités entre les institutions. Les privatisations ont remis en cause le statut des salariés employés dans les firmes publiques, ce qui a contribué à affaiblir le macro-corporatisme, c'est-à-dire la gestion des relations capital-travail à un niveau centralisé. De même, la financiarisation des économies, en renforçant la pression pour obtenir une forte rentabilité à court-terme, a rendu plus difficile la garantie de fait d'une certaine sécurité de l'emploi aux salariés.

---

<sup>804</sup> Voir AMABLE B. et S. PALOMBARINI, *L'économie politique du néolibéralisme : Le cas de la France et de l'Italie*, Paris, Rue d'Ulm, 2012.

<sup>805</sup> AMABLE B., « Les capitalismes au début du XXIe siècle », *op. cit.*



Néanmoins, une généralisation *complète* du modèle fondé sur le marché – qui signifierait la fin du modèle européen continental - n'est pas envisageable à court terme, non seulement en raison de la compétitivité à l'europpéenne, mais aussi pour des raisons politiques, parce qu'aucun bloc sociopolitique ne pourrait probablement être trouvé pour soutenir un tel changement radical, au moins à court terme. Les stratégies de diffusion du projet néolibéral les plus réussies ont été portées par les partis conservateurs au cours de années 1980 et par les partis de gauche au cours de années 1990. Dans les deux cas, elles ont échoué à moyen terme<sup>806</sup>. Les différences entre les deux modèles de capitalisme, le néolibéral et l'europpéen continental, se sont donc atténuées, parfois de manière très significative dans des domaines particuliers, comme les systèmes financiers, mais elles n'ont pas disparu. C'est pourquoi les transformations qu'ont subies la plupart des modèles de capitalisme ne peuvent pas se réduire à une simple alternative entre convergence vers un modèle unique ou maintien de spécificités immuables. Les pays proches des modèles continental et social-démocrate en particulier (mais c'est aussi le cas pour le modèle asiatique) n'ont ni convergé vers le modèle libéral ni ne sont restés inchangés face aux « réformes » d'inspiration néolibérale. En fait, la plupart des pays concernés ne sont pas actuellement dans une situation stable, ni du point de vue institutionnel, ni du point de vue politique<sup>807</sup>. Le modèle néolibéral lui-même est apparu comme moins solide ou « efficace » que l'on croyait avant la crise de 2008. Dans tous les cas, la question de l'évolution des modèles de capitalisme devra être résolue politiquement.

En effet, ce type de discours qui préconise un modèle canonique et une homogénéisation des capitalismes connaît des évolutions cycliques, dominant les débats pendant quelques années pour subir ensuite une période d'oubli. Selon Amable, la mise en avant d'un nouveau modèle à imiter est proclamée avec une périodicité moyenne d'une décennie : la planification centrale du *New Deal* dans les années 30, la planification indicative à la française dans les années 60, la codétermination à l'allemande dans les années 1970, le modèle japonais à base de *kanban* et d'implication dans le travail pendant les années 1980 et le modèle anglo-saxon dans les années 1990-2000. Peut-être l'issue de la crise actuelle fournira-t-elle l'occasion de la mise en avant d'un nouveau modèle « canonique ». En revanche, cette évolution nous invite à repenser la nature et le sens de la dynamique du capitalisme :

---

<sup>806</sup> Cf. AMABLE B., *Les cinq capitalismes, op. cit.*, p. 337.

<sup>807</sup> Cf. AMABLE B., « Capitalisme et mondialisation : une convergence des modèles ? », *Cahiers français*, 2009, n° 349, p. 57-62.

S'il y a une leçon à tirer de ces revirements, c'est qu'il est préférable de se méfier des discours sur la convergence inéluctable vers un modèle économique prétendument supérieur aux autres. De fait, un tel discours repose sur deux erreurs : - croire qu'il existe une et une seule façon de bien faire les choses en économie, ce qui, appliqué aux modèles de capitalisme signifie que tous les pays devraient adopter les mêmes institutions pour être efficaces ; - croire que le changement institutionnel, et donc l'évolution des modèles de capitalisme, répond à une pression concurrentielle qui pousserait les pays à adopter les meilleures pratiques. En fait, les relations entre institutions et performances économiques sont loin d'être aussi simples que le mythe des « meilleures pratiques » le laisse supposer et le changement institutionnel ne peut en général pas se déduire simplement des différences de performance économique<sup>808</sup>.

Ainsi, « il n'est pas souhaitable que le terme « néolibéralisme » soit utilisé pour exprimer l'intuition vague d'un capitalisme déchaîné, rendu à son *essence* irrationnelle et totalitaire. Car aucune marque du destin n'est repérable dans cette affaire »<sup>809</sup>. Le néolibéralisme est aussi le résultat d'un choix politique, d'une construction sociopolitique, portée progressivement par des coalitions et des forces sociales. Il constitue donc une possibilité, une tendance et une force hégémonique actuellement, mais ce n'est pas la seule et, le néolibéralisme n'a pas le pouvoir de métamorphoser le capitalisme européen d'un seul coup.

#### c) La spécificité de la voie chinoise face au néolibéralisme : renouvellement du capitalisme d'État ?

Les analyses d'Amable portent normalement sur des pays développés, dont la plupart sont des pays capitalistes centraux. Qu'en est-il des pays émergents, dont la trajectoire est actuellement aussi importante que spécifique ? On songe notamment au cas de la Chine, la grande puissance émergente des temps présents.

On a vu plus haut que la mondialisation financière plus récente ne doit pas être considérée simplement comme un processus d'homogénéisation du capitalisme. Cette thèse devient encore plus explicite quand on analyse le capitalisme chinois. Celui-ci a hérité du principe fondamental de la souveraineté impériale centralisatrice, qui date de plus de deux millénaires – c'est un cas typique du mécanisme d'héritage culturel et symbolique mentionné ci-dessus, c'est-à-dire que la Chine est un État unitaire central dans la continuité de l'empire. Le Parti communiste a donc restauré la légitimité personnifiée auparavant par l'empereur. Le Parti veut préserver son contrôle absolu sur le système politique. Pour atteindre ce but général, il doit fournir à la population un revenu réel croissant et de meilleures conditions de vie. Du point de vue du pouvoir politique, l'économie capitaliste de marché est un instrument,

---

<sup>808</sup> *Ibid.*, p. 58

<sup>809</sup> HABER S., *Le capitalisme : entre philosophie et sciences historico-sociales*, , <http://projet.pcf.fr/55892>, consulté le 28 août 2014.

pas une finalité<sup>810</sup>. Ainsi, les intérêts capitalistes ne doivent jamais être assez puissants pour menacer la suprématie incontestée de l'État, c'est pourquoi celui-ci conserve un large secteur de propriété souveraine et régule étroitement la finance.

Le succès capitaliste chinois d'aujourd'hui est le résultat d'une innovation institutionnelle majeure qui intervient à la suite de la réforme post-1978. La réforme a signifié un processus de *coévolution* des structures économiques et des institutions sociales et politiques. Elle ne se réfère à aucun modèle idéal, tel que « le capitalisme néolibéral », « anglo-saxon » ou « occidental », d'où son spécificité et originalité :

Un examen attentif des performances chinoises montre que la trajectoire de développement de la Chine ne s'apparente en rien à un processus de convergence vers de valeurs supposées universelles ou des formes idéales occidentales, mais procède au contraire d'une transformation de ses institutions et de ses structures économiques. L'une des principales caractéristiques de la réforme chinoise, c'est qu'elle a été mise en œuvre par un régime bureaucratique hiérarchique et au nom du socialisme (...) l'économie de marché chinoise n'a jamais présenté toutes les caractéristiques institutionnelles de l'économie occidentale de marché, et le système politique a joué un rôle actif dans le processus de réforme<sup>811</sup>.

Comme l'on a vu, sa base est un compromis social sur la base de l'acceptation du monopole du Parti communiste dans le domaine politique en échange de l'augmentation des conditions de vie. Dans la pratique, cela a signifié une compatibilité (jusqu'à présent réussie) entre capitalisme et empire, ainsi qu'un renouvellement du capitalisme d'État et de l'économie mixte. À une époque de néolibéralisme, cette configuration n'est certainement pas évidente.

Nous n'allons pas reconstruire toutes les étapes de la réforme<sup>812</sup>. Ce qui nous intéresse, c'est de souligner la spécificité du capitalisme chinois, tout en montrant comment le capitalisme peut être compatible avec plusieurs types de société et d'héritages culturels et politiques. Ainsi, on espère renforcer la thèse selon laquelle la dynamique capitaliste d'une époque ne fait pas converger toutes les sociétés capitalistes vers un modèle supposé idéal ou canonique. Contrairement à la pensée économique traditionnelle, qui élève le marché ou la dynamique « pure » du capital au rang de mécanisme tout-puissant de coordination, voire de macro-sujet dans l'histoire, la théorie de la régulation reconnaît que les institutions de la société civile, ainsi que l'État, interagissent constamment avec les dynamiques économiques, ce qui fonde la diversité spatio-temporelle. Ces éléments « extra-économiques » contribuent aussi à forger un régime d'accumulation qui évolue dans le temps. Ces institutions sont enracinées dans le passé et ancrées dans la culture que se transmettent les générations.

---

<sup>810</sup> Cf. AGLIETTA M. et G. BAI, *La Voie chinoise: capitalisme et empire*, op. cit., p. 18.

<sup>811</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>812</sup> Pour une description détaillée, voir *Ibid.*, chapitres 3 à 5.

Façonnant les croyances et les schémas de comportement, elles ont une importance non négligeable dans l'absorption des chocs et dans la définition des stratégies. Il est donc nécessaire, pour comprendre le chemin de la Chine aujourd'hui, de reconnaître les particularités de l'histoire du pays ainsi que son tissu social et sa mémoire collective, qui, datant d'une culture très ancienne, exercent encore une forte influence sur le comportement de la population et la configuration de la société<sup>813</sup>.

Comme on l'a vu, la représentation politique de l'unité en Chine trouve sa légitimité dans une tradition bimillénaire – forgée par des philosophes politiques tels que Confucius – qui a institué l'autorité centrale de l'empereur. La République populaire repose encore sur cette tension entre l'autorité centrale du Parti communiste et la diversité de la société. En revanche, en Occident, la volonté commune et la souveraineté populaire sont fondées sur l'égalité et la liberté des individus. La tension entre le principe holiste de souveraineté et l'autonomie des individus n'a été surmontée que de façon procédurale par un principe électif qui institue le gouvernement de la majorité<sup>814</sup>.

Comment rendre ce principe politique millénaire compatible avec la dynamique capitaliste ? Au cours de la réforme, à travers un processus non téléologique de coévolution, certains mécanismes et innovations institutionnelles ont été mis en œuvre. Selon Boyer, la principale innovation a été le « corporatisme étatique local », une manière d'aligner les intérêts des bureaucrates avec les intérêts des capitalistes. Le point de départ est la réforme fiscale qui donne une plus grande responsabilité à chaque entité publique locale. Il existe de fortes incitations pour les autorités locales à encourager l'émergence d'entrepreneurs qui créeront plus de valeur, et par conséquent une assiette fiscale plus large, et enfin plus de ressources pour les dépenses publiques. Néanmoins, la lutte de toutes les localités, l'une contre l'autre, ne tourne pas au chaos et en un conflit permanent: c'est la contribution des réseaux intenses entre les entreprises et le gouvernement aux niveaux *micro* et *macro* (autorité centrale) qui maintient l'ordre. Ainsi, au niveau national, la complexité du fonctionnement parti-État permet un échange permanent entre les sphères économiques et politiques. La mobilité de l'élite de la sphère politique à la sphère économique, et vice-versa, est observée à tous les niveaux de la société chinoise.

Si l'on accepte ces prémisses, l'économie chinoise n'est pas un capitalisme typique mû par la recherche exclusive du profit par des entrepreneurs privés; les élites ont à la fois le

---

<sup>813</sup> Cf. *Ibid.*, p. 21-2.

<sup>814</sup> Cf. *Ibid.*, p. 55-6.

pouvoir politique et le contrôle des ressources économiques afin de contrôler la société. Par conséquent, le critère d'efficacité n'est pas seulement la maximisation du bien-être des consommateurs selon une variante du capitalisme consumériste; ce n'est pas non plus seulement la maximisation de la valeur pour les actionnaires; c'est le mélange d'objectifs politiques et économiques<sup>815</sup>.

La synergie entre ces domaines et les niveaux peut maintenant être plus explicite. En l'absence d'un système juridique à part entière et d'une forme unique de l'incorporation des entreprises, les pouvoirs publics ont la possibilité de définir, au moins localement et pour une période de temps donnée, les droits autour de l'utilisation des ressources (terres, matières premières, main-d'œuvre, talents, etc) et de légitimer ces quelques règles dans l'appropriation des flux de revenus. Sur cette base, les entrepreneurs peuvent prendre des décisions sur la production, l'investissement et la technologie. Quand ils réussissent, ils créent de la valeur qui peut être allouée au réinvestissement, aux dépenses sociales et aux infrastructures, et à la contribution à l'assiette fiscale de l'entité associée. Conceptuellement, cet échange peut propulser un cercle vertueux entre les bureaucrates et les entrepreneurs<sup>816</sup>.

D'un point de vue macroéconomique cependant, comment l'analyse régulationniste saisit-elle le capitalisme chinois ? À cet égard, une analyse structurale suggère que le régime d'accumulation en Chine est très concurrentiel. En fait, de nombreuses entités ayant un statut juridique et une localisation différente (village, district, province, et ainsi de suite) sont en concurrence permanente pour capter les ressources naturelles, les équipements, et, enfin, les marchés de produits. Cette logique s'applique à des multinationales étrangères; toutes veulent un accès au marché chinois en plein essor et à de faibles coûts de main-d'œuvre. Ainsi, elles sont prêtes à faire des concessions en termes de transferts de technologie. D'autre part, les localités proposent l'exemption de l'impôt foncier et des infrastructures gratuites pour attirer les IDE.

En fait, les coûts fixes et les rendements d'échelle croissants sont si forts qu'ils génèrent un état permanent de surinvestissement. Ce modèle de croissance déséquilibrée est soutenue par de très fortes augmentations de la productivité: les travailleurs ruraux sont transférés d'emplois à très faible productivité à des emplois marqués par des technologies de

---

<sup>815</sup> Cf. BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, *op. cit.*, p. 219. Voir aussi BOYER R., *How the specificity of Chinese capitalism explains its position in the world economy*, <http://robertboyer.org/download/How%20the%20specificity%20of%20Chinese%20capitalism%20explains%20its%20position.pdf>, consulté le 23 septembre 2014, p. 4.

<sup>816</sup> Cf. BOYER R., « How the specificity of Chinese capitalism explains its position in the world economy », *op. cit.*, p. 5.

pointe incorporées dans les équipements les plus modernes. Ainsi, ce modèle de croissance est le mélange d'une accumulation extensive (plus de travailleurs inscrits dans la production capitaliste) et d'une accumulation intensive (augmentation continue de la productivité).

L'État chinois n'est ni typiquement keynésien, ni beveridgien ni bismarckien, une fois que la fourniture par l'État de l'éducation, de la santé et du logement a presque disparu. En revanche, l'État a été essentiellement l'architecte d'un réseau sophistiqué de contrats incitatifs reliant l'économie à la politique, et vice versa, des localités à des provinces, et des provinces à des économies locales. Par ailleurs, le système financier a été modernisé, et des entités centralisées ont été créées dans le but de rationaliser le crédit et de réduire la mauvaise répartition du capital. Dans tous les cas, le poids des banques est encore très fort par rapport au marché des capitaux.

Le rapport capital-travail a également une configuration tout à fait atypique. Premièrement, d'un point de vue juridique, il n'y a pas de statut unique pour le travailleur; il diffère considérablement pour les travailleurs urbains et ruraux, et cette différenciation est contrôlée par le *hukou*. Ainsi, les travailleurs migrants allant des zones rurales vers les zones urbaines n'avaient pas, jusqu'à récemment, de droits formels. Deuxièmement, une fois que l'organisation des travailleurs est intégrée dans le Parti communiste lui-même, le travail n'a pas d'autonomie pour défendre ses propres intérêts et coordonner la lutte entre les entreprises. Par conséquent, le rapport salarial est balkanisé et sérialisé, et ceci n'est pas strictement équivalent à un rapport salarial concurrentiel, dans lequel les forces anonymes du marché régiraient l'ensemble de la population active<sup>817</sup>.

En ce qui concerne l'insertion internationale, il s'agit d'une caractéristique originale puissante du régime de croissance chinois. L'entrée dans les relations internationales ne vient pas de l'extérieur mais constitue essentiellement une décision interne. Quantitativement, l'ouverture de l'économie chinoise est impressionnante, mais qualitativement, les pouvoirs publics ont un degré remarquable de contrôle sur les entrées de capitaux, la gestion des normes, les interventions sur le marché des changes, et la constitution d'importantes réserves afin d'éviter l'équivalent de la crise asiatique de 1997. Compte tenu de la nature dépendante du rapport salarial, segmenté, sérialisé, et pour de nombreux travailleurs concurrentiel, les surcapacités productives ne peuvent pas être réduites par le dynamisme de la consommation des ménages.

---

<sup>817</sup> Cf. *Ibid.*, p. 7.

En outre, la difficulté d'accès au crédit pour les entreprises privées induit l'investissement de type *cash-flow*, alors que le mauvais système de sécurité sociale (allocations de chômage, soins de santé, et le logement) est une incitation pour la construction de l'épargne des ménages, une réponse aux incertitudes des familles et des particuliers tout au long de la vie. La permanence et la hausse de l'excédent commercial de la Chine depuis plus d'une décennie sont les expressions de ce régime déséquilibré d'accumulation intérieure, ce qui fonctionne comme un frein à une crise de suraccumulation potentielle. En d'autres termes, la Chine contemporaine est un excellent exemple de la domination hiérarchique de la concurrence, en interne et par conséquent au niveau mondial<sup>818</sup>.

Néanmoins, cette prégnance de la concurrence ne va pas de soi. De fait, le fonctionnement de ce régime d'accumulation concurrentiel génère des déséquilibres importants. Tout d'abord, la quasi-destruction du système de protection sociale a déclenché un élargissement des inégalités sociales, mais la pauvreté a diminué avec le dynamisme de la croissance. Cependant, presque tous les groupes de la société chinoise souffrent de la difficulté d'accès et du coût de ces biens collectifs de base que sont l'éducation, la santé, et la protection contre le chômage. Par conséquent, le gouvernement central tente de remédier à cette source potentielle de conflits sociaux et peut-être politiques.

À ce titre, il est important de souligner une autre particularité culturelle chinoise. Les liens de famille et le réseau social sont encore aujourd'hui très présents en Chine, et des aides personnelles de toutes sortes permettent de combler les insuffisances des systèmes sociaux encore incomplets<sup>819</sup>. En Chine, la famille est au centre de la vie de chacun, et l'essence du confucianisme est de comprendre l'être humain en termes relationnels, ce qui fait de l'intérêt pour autrui l'élément de notre humanité. Les institutions sociales qui ont eu le plus d'importance dans la tradition européenne, comme l'individu, la guilde, la cité, n'ont pas pris racine en Chine après l'unification de l'empire. Même si la Chine moderne s'est considérablement transformée, ces deux mille ans de prévalence du système familial et ce réseau interpersonnel influencent encore la façon dont les Chinois se perçoivent et conçoivent les valeurs, droits, gouvernement, etc. Les normes et les obligations morales sont des institutions informelles de responsabilité. Elles peuvent renforcer ou remplacer les obligations publiques liées à un système de protection sociale déficient.

---

<sup>818</sup> Cf. *Ibid.*, p. 9.

<sup>819</sup> Cf. AGLIETTA M. et G. BAI, *La Voie chinoise: capitalisme et empire*, p. 155.

Ensuite, au niveau décentralisé, l'alliance entre les entreprises et les autorités politiques continue à générer des prêts non performants. Leur objectif n'est pas l'efficacité dans l'allocation des ressources, mais le soutien au compromis sociopolitique en cours. Finalement, le gouvernement central doit faire face à des surcapacités permanentes et à la nécessité de maintenir un taux de croissance élevé, afin d'absorber le flux des travailleurs migrants des zones rurales vers les zones urbaines.

#### e) La diversité des capitalismes périphériques : le cas de l'Amérique Latine

Les travaux régulationnistes ne se bornent pas à l'analyse de capitalismes centraux. Dans ce qui suit, il s'agit de montrer comment les outils régulationnistes peuvent être utiles pour comprendre les différents niveaux de spécificité des pays latino-américains.

En effet, les études de cas portant sur des pays périphériques, notamment sur l'Amérique Latine, ont permis à la TR de raffiner sa vision de la diversité des capitalismes. En général, les analystes tendent à caractériser les formes de capitalisme à partir de leur appartenance à une même zone géographique : certes les pays latino-américains partagent des traits communs mais le plus frappant est le caractère contrasté de leurs trajectoires nationales. Constitue donc une idée fautive celle qui préconise un modèle économique « latino-américain » unique. Il est vrai que l'Amérique latine, considérée sous l'angle du niveau des inégalités qui y règnent, se distingue en bloc du reste du monde et constitue donc bien un ensemble territorial particulier, mais sous l'angle institutionnel et de la réorientation au cours des trente ou quarante dernières années de la trajectoire économique de chaque pays de cet ensemble, ce sont les différences qui constituent les points saillants<sup>820</sup>.

En effet, au sein du mouvement de la mondialisation commerciale et de la globalisation financière, c'est moins à une convergence qu'à une différenciation accentuée des économies latino-américaines qu'on a assisté. Certes, la plupart des pays ont connu les pressions de la globalisation financière, mais les réponses apportées par les gouvernements et les acteurs ont été bien différentes. Ainsi, par rapport aux trois principales puissances régionales, le Brésil apparaît désormais comme une puissance semi-autonome, membre du club officiel des quatre ou cinq grands pays dits « émergents », alors que le Mexique s'enfoncé dans une dépendance de plus en plus étroite vis-à-vis de l'économie états-unienne. Quant à l'Argentine, elle n'a guère jamais cessé d'osciller entre grands bonds en avant et

---

<sup>820</sup> Voir le tableau explicatif chez BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, op. cit., p. 231.



violents retours en arrière, de telle sorte que la volatilité de sa trajectoire passée rend difficile de prévoir son évolution future<sup>821</sup>.

Dès lors, la diversité des capitalismes doit être envisagée selon une hiérarchie à trois niveaux ou échelles géographiques. Une première distinction s'impose d'abord entre capitalisme développé et capitalisme périphérique, ce dernier ayant pour spécificité radicale un niveau faible d'intégration sociale de l'ensemble de la population dans l'économie via un accès généralisé et juridicisé au travail salarié (formel), à la monnaie et à la consommation<sup>822</sup>. La permanence sur le long terme de l'espèce périphérique de capitalisme conduit à le considérer comme un modèle cohérent dont la généralité se donne à voir tant dans la faiblesse des monnaies nationales des pays périphériques que dans les degrés très élevés d'inégalités structurelles qui y règnent. L'enfermement de ces pays dans le sous-développement résulte de ces inégalités et de la pauvreté structurelles qui limitent l'extension des rapports capitalistes marchands, et vont de pair avec une faible puissance de l'État et de sa monnaie.

Cela dit, la périphérie doit elle-même être envisagée dans sa diversité, tout comme cela est fait pour les capitalismes développés. Cette diversité peut être saisie en distinguant deux échelles, celle des grands ensembles régionaux qui partagent des traits géographique, historique et géopolitique communs, celle ensuite de la diversité interne à ces ensembles. Ainsi les capitalismes latino-américains se distinguent en bloc des autres formes de capitalismes périphériques qu'on peut observer notamment en Asie, notamment par rapport aux niveaux d'inégalité sociale. En outre, une autre différence tient à la spécialisation et à la nature des liens entre la dynamique internationale et l'évolution nationale. D'un côté, nombre de pays latino-américains continuent à dépendre de l'exportation de matières premières, en dépit même de leurs efforts pour s'industrialiser. Tel n'est pas le cas pour des pays asiatiques qui, très généralement, se sont insérés dans l'économie mondiale à travers des opérations de sous-traitance industrielle puis de remontée de filières correspondantes, un cas emblématique étant constitué par l'économie taïwanaise. En un sens, leurs spécialisations sont complémentaires, comme en témoigne la forte croissance des exportations de matières premières latino-américaines en direction de l'Asie et tout particulièrement de la Chine<sup>823</sup>. Une troisième différenciation a trait aux modalités de l'insertion internationale. En faisant

---

<sup>821</sup> Cf. BIZBERG I. et B. THÉRET, « La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 25 avril 2012, n° 11, p. 2..

<sup>822</sup> Cf. BIZBERG I. et B. THÉRET, « La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », p. 3.

<sup>823</sup> Cf. BOYER R., « Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 25 avril 2012, n° 11, p. 4.

appel au concept d'hierarchie institutionnelle, on peut même dire que tout au long de la période qui s'étend de la fin des stratégies de croissance par substitution d'importation à la diffusion à l'Amérique latine de la crise des *subprimes*, la plupart des pays latino-américains ont été caractérisés par la domination de l'insertion internationale dépendante sur la configuration institutionnelle d'ensemble, qui conditionne la dynamique de la spécialisation et la genèse des technologies, la forme d'organisation de l'État et du système fiscal et même le régime monétaire et financier<sup>824</sup>.

Ce type d'analyse pourrait laisser penser que les approches de la régulation ne sont finalement qu'une variante contemporaine de la théorie de la dépendance. Il n'en est rien. En effet, l'une des particularités des recherches régulationnistes est d'insister sur la rupture que marquent les grandes crises structurelles : les déterminismes économiques se rompent pour partie car ils engendrent une dynamique macroéconomique qui approfondit la crise, de sorte que c'est l'action collective qui seule peut éventuellement permettre de retrouver une nouvelle configuration institutionnelle, viable tant dans l'espace économique que politique. La TR met donc en évidence le possible basculement des hiérarchies institutionnelles en réponse à une crise systémique. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans les années 2000 aussi bien en Argentine qu'au Brésil, et cela se traduit par de nouvelles priorités dans la politique monétaire, de change et fiscale mais aussi une recomposition/ré-institutionnalisation du rapport salarial. D'ailleurs, le renouvellement de l'idée d'émergence avec la constitution des BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine) invite à examiner si certaines configurations institutionnelles typiques de certains capitalismes périphériques ne pourraient pas être considérées, sous certaines conditions à déterminer, comme propres à évoluer vers un type de capitalisme central, c'est-à-dire à conduire ces pays à sortir de leur enfermement dans une trajectoire typique de la périphérie. L'idée d'émergence, pour le dire autrement, conduit à rejeter toute conception étroite de la *path-dependency* et à se poser la question des conditions de bifurcation – éventuellement « révolutionnaires » – d'un type à un autre de capitalisme. On doit alors s'interroger sur les potentialités et les degrés de rupture de trajectoire contenus de manière latente dans les configurations institutionnelles propres aux divers types de capitalisme périphérique. Cette interrogation vaut aussi, mais à rebours, pour les capitalismes développés, car un retour en arrière est toujours possible comme le montre le cas argentin, membre du « Premier monde » au début du XX<sup>e</sup> siècle, et comme le suggère aussi l'idée que

---

<sup>824</sup> *Ibid.*, p. 5.

des degrés élevés d'inégalités et de pauvreté, tels qu'on commence à en connaître dans le monde occidental, sont des facteurs majeurs de sous-développement<sup>825</sup>.

Pour autant les capitalismes latino-américains ne sauraient être considérés eux-mêmes comme d'un type unique. C'est ainsi qu'on peut parler d'une diversité des capitalismes latino-américains. De fait, on doit aux régulationnistes latino-américains d'avoir analysé comment les rapports sociaux propres à leurs pays définissaient des régimes d'accumulation et modes de régulation spécifiques. Dès lors, au-delà du rôle déterminant de l'insertion internationale, existe une certaine autonomie nationale dans la configuration institutionnelle, tout particulièrement en matière de régime monétaire et de change, mais aussi de fiscalité et de couverture sociale.

Pour mieux comprendre cette diversité au sein de l'Amérique Latine, nous allons présenter brièvement les principaux résultats d'une étude comparative entre le Brésil, l'Argentine et le Mexique. C'est aussi l'opportunité de mettre en place une analyse centrée sur différents types de clivages et conflits sociaux. On doit aller au-delà de la relation capital/travail. Les recherches sur l'Amérique latine montrent que d'autres clivages sont essentiels pour la compréhension de leur dynamique, comme par exemple celui existant entre agro-exportateurs et industriels nationalistes, ou bien entre industriels et rentiers, voire entre capitalistes privés et membres de la bureaucratie étatique.

Finalement, l'analyse récente de l'Amérique Latine (mais aussi d'autres régions) fournit l'occasion de franchir une nouvelle étape dans les études comparatives sur la variété des capitalismes. Étant donné que les capitalismes sont des entités soumises à un changement continu, plus ou moins rapide selon les périodes et les pays, la question centrale devient celle de la recherche des déterminants des trajectoires de ces divers capitalismes. Dès lors la comparaison n'est plus simplement *statique*, comme le fait l'approche dominante lorsqu'elle oppose la permanence des caractéristiques du capitalisme américain d'un côté allemand de l'autre, car elle doit aussi porter sur les *transformations* de ces diverses configurations et tenter d'explicitier les facteurs qui les façonnent et les différencient. Il importe en outre de comprendre pourquoi, en matière de réforme institutionnelle, les réactions à une même crise mondialisée ont été si différentes selon les pays<sup>826</sup>.

Face à ce défi, les analyses régulationnistes font une large place au rôle du politique qui continue à différencier fortement les stratégies économiques face à des évolutions

---

<sup>825</sup> Cf. BIZBERG I. et B. THÉRET, « La diversité des capitalismes latino-américains », *op. cit.*, p. 18.

<sup>826</sup> Cf. BOYER R., « Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique », *op. cit.*, p. 23.

pourtant communes : basculement des paradigmes productifs, débordement du capital hors des frontières nationales, et nouvelles interdépendances opérant au niveau régional et mondial, ainsi que la pression de la financiarisation. Selon Boyer :

L'intérêt des régulationnistes s'est ainsi déplacé de la taxonomie des capitalismes et modes de développement à la tentative de compréhension des processus qui conduisent à l'émergence de nouvelles configurations institutionnelles. La question est d'actualité puisque, après la crise ouverte en 2008, dans leur quasi-totalité les pays font face à la même difficulté : comment surmonter l'inertie du mode de régulation antérieur et promouvoir le cheminement vers un autre mode de développement ? Or ceci n'est pas une question de théorie économique ou d'optimisation de la politique économique comme le laissent entendre les approches standard, mais bien de politique au sens fort du terme. À cet égard, la forte différenciation des trajectoires latino-américaines tient beaucoup à la nature du processus d'intermédiation politique...<sup>827</sup>

Pour développer un peu l'exemple choisi, il s'agit de comprendre dans quelle mesure et comment, dans les trois pays ici considérés (Mexique, Argentine et Brésil), les configurations socio-politico-économiques qui existaient durant la période de la substitution d'importations se sont transformées en de nouvelles configurations cohérentes face à la globalisation et aux processus d'intégration régionale. Les caractéristiques et l'extension des coalitions politiques dominantes sont différentes selon les pays et concernent la composition des élites économiques, le degré de concentration des activités économiques, le degré d'appui reçu de l'État, leur autonomie par rapport à lui, leur rapport avec les secteurs populaires ainsi que le degré de reconnaissance de leur représentativité par le système politique. Dans ce qui suit, nous nous appuyerons sur l'analyse de Bruno Thérét et Bizberg déjà cité.

En ce qui concerne les transformations récentes, nous devons d'abord nous concentrer sur la manière dont chacun des pays a répondu à des crises récurrentes de la balance des paiements dans les années 1970, époque où les trajectoires des trois pays ont commencé à diverger. Jusqu'alors le Mexique et le Brésil avaient suivi un chemin de développement économique similaire quoique fondé sur des institutions très différentes : face à la crise des années 1970, ces institutions ont commencé à fonctionner d'une manière moins complémentaire au Mexique qu'au Brésil. En effet, le Brésil gouverné par les militaires, qui dans la tradition de Getulio Vargas fondaient leur légitimité sur une croissance économique continue, choisit d'une part de poursuivre la substitution des importations concernant les biens intermédiaires et les biens d'équipements industriels, d'autre part d'ouvrir progressivement le régime politique pour légitimer ce choix. Le Mexique, quant à lui, eut la « chance » de trouver des réserves de pétrole et d'en devenir un exportateur important. Les capitaux étrangers, qui ont afflué pour prendre leur part de cette manne, ont permis aux

---

<sup>827</sup> *Ibid.*, p. 27.

gouvernements du PRI de maintenir le régime politique autoritaire, moyennant une accentuation de la redistribution à ses classes appuis, et d'abandonner toute velléité d'approfondissement de l'ISI. De son côté, l'Argentine, après quelques hésitations liées à un bref retour de Péron au pouvoir, a vu l'armée le reprendre en 1975 et abandonner complètement en 1978 le modèle de substitution d'importations.

La divergence des trajectoires entre les trois pays s'est approfondie durant les années 1980 et 1990 pendant lesquelles les coalitions développementistes ont été totalement démantelées en Argentine et au Mexique. Au Brésil, la coalition structuraliste (regroupant entrepreneurs nationaux publics et privés, militaires et fonctionnaires des ministères économiques et sociaux, syndicalistes) a mieux résisté à l'offensive néolibérale qui n'a pu se déployer qu'à partir des années 1990 et sans prendre un caractère extrême. En fait, par contraste avec l'Argentine et le Mexique où le modèle néolibéral a été appliqué de manière orthodoxe et a affecté profondément les intérêts industriels nationaux (sauf quelques grands groupes) et le syndicalisme, le Brésil a suivi un chemin plus hétérodoxe marqué par la présence rémanente au sein des élites dirigeantes d'un courant « libéral-développementiste ». Au Mexique, le nouveau modèle économique a été imposé par des gouvernements autoritaires du PRI, le changement de modèle économique se faisant avant la démocratisation. En Argentine, c'est un gouvernement issu de la nouvelle démocratie, avec l'appui d'une bonne partie des syndicats péronistes, qui, en proie à une hyperinflation, a repris à son compte la libéralisation de l'économie esquissée par la dictature militaire précédente (1976-1983) en mettant en œuvre une ouverture totale de l'économie, un ajustement monétaire et fiscal drastique, et des privatisations d'une ampleur radicale. Au Brésil, même si les gouvernements Collor et Cardoso, en proie également à une hyperinflation, ont pris des mesures d'ouverture économique et de dérégulation, et bien que la coalition structuraliste se soit affaiblie, la résistance au niveau social d'une part, ainsi que l'opposition politique, au Congrès, de la part du Parti des travailleurs, ont empêché que les mesures néolibérales soient appliquées de manière aussi radicale.

Plus récemment, alors qu'au Mexique, les deux gouvernements successifs du PAN, parti de centre droit, ont continué à appliquer des politiques néolibérales strictes, ceux de Lula au Brésil et des Kirchner en Argentine ont pris leur distance vis-à-vis du FMI et mis en œuvre des politiques d'obédience plus nationaliste. Au Brésil, la conjoncture électorale de 2002, lors de laquelle a été élu Lula, a vu se construire un puissant courant d'opinion dans le monde entrepreneurial prônant une correction du processus d'ouverture indiscriminée de l'économie des années 1990 et l'adoption d'une politique industrielle appuyant tant la substitution des

importations que les exportations. Bien que ces évolutions n'aient pas encore donné lieu à la formation claire d'une nouvelle coalition développementiste et à une politique radicalement différente qui ne serait plus soumise aux injonctions de la finance, elles ont néanmoins stoppé l'approfondissement du modèle libéral-monétariste imposé pendant les années 1990 et conduit à mettre en œuvre des mesures qui divergent de ce modèle. En Argentine, la situation est plus complexe car les politiques des gouvernements Nestor puis Christina Kirchner, menées suite à la profonde crise économique et politique de 2001-2003, ont rencontré de fortes résistances notamment de la part des secteurs agro-exportateurs.

En résumé, les coalitions qui se sont constituées en Argentine pendant le péronisme et au Mexique entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1980 ont avancé dans la production de biens de consommation non durables et durables, mais ont échoué à développer une industrie de biens d'équipement. Ces échecs peuvent être mis en rapport avec le caractère restreint de ces coalitions qui ont été confrontées, dans le cas argentin, à une opposition des intérêts agro-exportateurs et, dans le cas mexicain, à la marginalisation des secteurs agricoles bénéficiaires de la réforme agraire (et représentant la moitié des terres arables). Au Brésil, en revanche, la coalition développementiste a incorporé tant les intérêts agricoles que les secteurs industriels de production des biens de consommation et des biens d'équipement, ce qui a permis un développement plus complet de la matrice économique du pays. Par ailleurs, le retrait de l'État en Argentine et au Mexique à partir des années 1980 a été le fait d'une coalition entre le secteur financier, quelques grands groupes industriels et agraires et les entreprises transnationales, alors qu'au Brésil, ce retrait a été plus tardif et moins prononcé parce que la coalition libérale, quand elle a accédé au pouvoir, a inclus des industriels régionaux « libéral-développementistes » dont les intérêts n'ont pas cessé d'être pris en compte par l'État. À l'entrée dans le troisième millénaire, le Brésil a ainsi pu se repositionner comme puissance émergente autonome, alors que le Mexique, en dépit de sa taille géographique et démographique, continue de subir passivement, du fait de l'orientation de sa trajectoire économique *hacia afuera* et de sa stratégie de flexibilité défensive, les à-coups destructeurs de la conjoncture économique mondiale. Le cas de l'Argentine est plus complexe en dépit de sa reprimarisation dans les années 1990. Avec la crise de 2001-2002 et l'arrivée à la présidence de Kirchner en 2003, elle a rompu avec l'ultra-libéralisme des années Menem et, grâce à la forte croissance de ses exportations de *commodities* qui lui ont permis d'avoir des ressources en devises, elle a pu renouer avec une certaine industrialisation et des politiques sociales et salariales visant à fortifier le marché

interne. Néanmoins, à la différence du Brésil, la structure productive du pays a peu varié par rapport aux années 1990.

Pour expliquer à la fois cette capacité de résistance au néolibéralisme et cette capacité d'innovation qu'on ne retrouve ailleurs qu'en Asie, on peut avancer, sans pouvoir ici le développer plus avant, que le Brésil la doit à trois types d'acteurs collectifs : une bureaucratie et une intelligentsia dotées d'un projet économique centré sur le marché intérieur et qui est bien ancré dans l'imaginaire social et fondé sur un savoir technique solide ; une classe importante d'entrepreneurs nationaux dépendant du marché intérieur, classe qui s'est renforcée politiquement avec le processus de démocratisation dans lequel elle a joué un rôle important ; une société civile développée et active qui est à l'origine du processus d'ouverture démocratique et de l'articulation entre politiques sociales et politiques d'emploi et du travail. Les gouvernements qui ont voulu implanter au Brésil le modèle néolibéral ont été confrontés à cet ensemble d'acteurs dans le cadre d'un jeu démocratique et d'un système politique fragmenté (au niveau des institutions du fédéralisme et du système des partis) qui ne leur ont permis que de construire des coalitions fragiles, tout en faisant face par ailleurs à un parti d'opposition solide et discipliné : le Parti des travailleurs. Maintenant, avec la déposition du gouvernement Dilma, nous assistons peut-être à un nouveau chapitre de cette pression néolibérale sur le capitalisme brésilien, ainsi qu'à un réalignement majeur des rapports de force.

#### **4.6 – Capitalisme x capitalismes : une approche intermédiaire est-elle suffisante ?**

Nous avons vu que la TR naissait à partir d'une critique des théories néoclassiques de l'équilibre mais aussi des théories marxistes et structuralistes de la reproduction. Il fallait accorder suffisamment d'importance aux transformations du capitalisme : « La notion de régulation permet précisément d'étudier la dynamique contradictoire de transformation et de permanence d'un mode de production »<sup>828</sup>. Par ailleurs, le primat de la divergence et de la diversité est le résultat d'une conception *complexe* de la réalité sociale :

Pour sa part, la théorie de la régulation insiste sur une hypothèse centrale et en dérive deux conclusions majeures. Ces traits se retrouvent au-delà de la multiplicité des sous-programmes et groupes de recherche rassemblés sous la bannière de la régulation. En premier lieu, les acteurs économiques interagissent à partir d'une série d'institutions, de règles de jeu et de conventions qui impliquent autant de rationalités situées. Il serait donc illusoire de vouloir expliquer la spécificité des évolutions contemporaines à partir de principes valables en tout temps et en tout lieu (...) De fait, la moisson des recherches historiques et comparatives a largement confirmé cette variabilité dans le temps et dans

---

<sup>828</sup> BOYER R. et Y. SAILLARD, *Théorie de la régulation : L'État des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002, p. 21.

l'espace, des modes d'ajustement des variables économiques, en d'autres termes du mode de régulation<sup>829</sup>.

On voit donc qu'à partir d'une ontologie sociale qui conçoit la réalité sociale dans sa complexité institutionnelle et selon une conception contextuelle de la rationalité, la TR est conduite à comprendre la dynamique du capitalisme selon la perspective de la diversité. Il y a donc une critique forte de *l'homo oeconomicus*, une fois que l'économie n'est pas la juxtaposition de sujets marchands homogènes, dotés d'un principe identique de rationalité. Les individus occupent une série de places et de positions qui se définissent en référence à des rapports qui peuvent varier considérablement dans le temps et dans l'espace : l'entrepreneur ne poursuit évidemment pas le même objectif que ses salariés, de même que l'industriel peut avoir des intérêts distincts de ceux du financier, ou alors la firme fordiste ne poursuit pas exactement les mêmes stratégies que la firme japonaise du toyotisme. La société capitaliste est donc composée de plusieurs types de rationalités ou de logiques situées. S'il on entend produire des résultats riches et pertinents, il importe de caractériser avec précision le réseau de contraintes à travers lesquelles les agents interagissent et les logiques de leurs actions qui en dérivent<sup>830</sup>.

La TR retient aussi l'idée selon laquelle l'économie est enchâssée dans une série de rapports sociaux, politiques, juridiques et de systèmes de valeurs. Il serait donc vain de manier le scalpel pour retrouver les contours d'une « économie pure »<sup>831</sup>. L'économie reste donc une dimension de la vie sociale avant de s'affranchir d'elle à la façon d'un « système ». Les rapports entre économie et politique, mais aussi entre économie et société, économie et droit ou encore économie et culture sont ainsi constitutifs du phénomène capitaliste. La TR en tant que macroéconomie institutionnelle montre que les institutions influencent fortement la dynamique économique, et ces institutions sont aussi bien économiques que juridiques, culturelles et politiques. Cette « non pureté » capitaliste explique la diversité des trajectoires régionales ou nationales, même à l'époque de la mondialisation. Les conflits sociaux, le système politique, l'héritage culturel ou le passé historique sont autant d'éléments fondamentaux pour la compréhension d'un type particulier de capitalisme.

L'anti-essentialisme, la critique d'une compréhension simpliste et homogénéisant de l'économie capitaliste, telle est la spécificité régulationniste : « Pour leur part, dans leur majorité les économistes sont à la recherche du 'bon modèle', valable en tout temps et tout

---

<sup>829</sup> *Ibid.*, p. 22-3.

<sup>830</sup> Cf. *Ibid.*, p. 58.

<sup>831</sup> Cf. *Ibid.*, p. 25-6.



lieu, qu'il suffirait que les politiciens adoptent pour que soient résolus tous les problèmes (...) A parcourir les divers chapitres du présent ouvrage, ressort la spécificité du message régulationniste : chaque société a la conjoncture et les crises de sa structure »<sup>832</sup>.

Les régulationnistes soutiennent que le changement est au moins aussi important que l'invariance dans le capitalisme. C'est parce que de nouvelles *formes* leur ont été trouvées que les rapports capitalistes ont manifesté leur permanence et leur diffusion à des nouveaux espaces. Ce qui est central, c'est que « ce changement n'est sans doute pas dû par des grandes lois tels l'essor des forces productives ou la chute du taux de profit, qui seraient permanentes et transversales à l'ensemble des sociétés capitalistes »<sup>833</sup>. Il y a donc une position *radicalement anti-téléologique* chez les régulationnistes.

Tout l'appareil conceptuel en termes de formes institutionnelles, régime d'accumulation et mode de production vise précisément à surmonter le danger de la téléologie et d'une conception trop homogénéisant du capitalisme. L'un des points intéressants dans l'approche régulationniste est justement sa conception *complexe*, à plusieurs niveaux, de la réalité sociale. À partir d'une approche institutionnaliste, les régulationnistes peuvent concevoir les formes institutionnelles comme des structures intermédiaires se situant à un niveau *méso* de la réalité sociale capitaliste. Celles-ci effectuent la médiation entre les régularités macroéconomiques et les stratégies microéconomiques des acteurs sociaux (entreprises, syndicats, groupes sociaux en conflit).

Les catégories régulationnistes sont donc générales, mais pas universelles. Par exemple, les cinq formes institutionnelles sont toujours présentes dans des économies modernes capitalistes, mais leur contenu n'est déterminé que selon le contexte spatio-temporel. Il n'y a pas de relation simple et invariante entre le mode de production capitaliste et les formes d'accumulation, car les rapports capitalistes sont compatibles avec des régimes d'accumulation qui se transforment dans le temps et dans l'espace. Dès lors, il n'y a pas de lois universelles du mouvement capitaliste. Boyer résume ainsi le propos régulationniste : « Historiciser l'analyse économique et élaborer une macroéconomie institutionnelle, tel pourrait être l'objectif, qui caractérisaient le mieux les régulationnistes »<sup>834</sup>.

On pourrait de la sorte dire que le fait du monde social que la théorie de la régulation *élit* comme le plus saillant, non pas bien sûr qu'il exclue les autres, mais parce qu'à ses yeux il s'impose avant eux et devant eux, c'est que ce monde social n'est pas *plat*, n'est

---

<sup>832</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>833</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>834</sup> *Ibid.*, p. 73.

certainement pas un *vide institutionnel*, mais qu'il s'agit plutôt d'une réalité à *plusieurs niveaux*, composée de logiques sociales divergentes et potentiellement contradictoires. Un certain contexte social, situé dans un espace et dans un temps précis, est donc le résultat de l'accommodation *provisoire* de ces différents mécanismes de coordination social ainsi que de ces différentes logiques sociales de l'agir. Considérer la complexité institutionnelle et la diversité comme des faits sociaux premiers est donc bien donner un caractère multidimensionnel et anti-essentialiste à cette ontologie sociale.

Qu'apprend-t-on du capitalisme à l'aune de cette ontologie sociale ? Si la perspective régulationniste s'oppose radicalement à une ontologie plate ainsi qu'à une ontologie essentialiste, il faut voir quelles en sont les conséquences pour l'interprétation de la dynamique capitaliste. Effectivement, nous avons vu, dans un premier temps, comment les régulationnistes s'opposaient aussi bien à une vision statique du capitalisme qu'à une vision téléologique (pas de dynamique grandiose en termes macroéconomiques). C'est la *diversité temporelle* du capitalisme. S'attendre à une quelconque *maturation* du capitalisme n'a donc aucun sens, puisqu'il n'y a pas de capitalisme *mûr, canonique*, vers lequel tous les capitalismes réels convergeraient à long terme. Il n'y a donc pas de *configuration concrète* finale du capitalisme, et par conséquent, pas de « dernier stage du capitalisme », pas de capitalisme tardif ou avancé, pas de tendances fatales qui, une fois accomplies, conduiraient à un modèle définitif du capitalisme. On peut toujours concevoir la renaissance et le renouvellement des configurations capitalistes, il ne faut jamais sous-estimer sa capacité de résilience et d'innovation.

Ensuite, les régulationnistes ont aussi montré la *diversité spatiale* du capitalisme. Cela veut dire que, même dans la dimension proprement dynamique du capitalisme, même dans le changement, il y a de la diversité. Il y a plusieurs possibilités d'évolution et de changement, plusieurs configurations de capitalisme possibles, qui peuvent vivre durablement ensemble, dans un même environnement mondialisé, même à l'époque de la mondialisation. Dès lors, il n'y a jamais une seule tendance d'époque, même s'il y a souvent une tendance hégémonique (fordisme, néolibéralisme, etc.). Même parmi les porteurs de la logique du capital, il peut y avoir des divergences, par exemple entre des rentiers internationaux et des industriels nationaux<sup>835</sup>. En outre, il y a toujours d'autres logiques en jeu, comme celle des ouvriers ou des bureaucrates étatiques. Chaque société dominée par le capital a aussi ses spécificités, non

---

<sup>835</sup> À ce titre, voir par exemple le cas de l'Amérique Latine, où il subsiste le choc entre le néolibéralisme et le néodéveloppementisme, deux voies capitalistes.

seulement en termes de rapports de pouvoir ou de composition sociale et institutionnelle, mais aussi en termes de passé historique ou d'héritage culturel. La convergence et l'homogénéisation ne sont donc jamais complètes, même en présence de tendances internationales assez fortes. D'ailleurs, ces dernières ne reflètent aucunement une « essence » du capitalisme supposée (néolibéralisme ou concurrentiel, par exemple), mais l'état actuel des rapports de force à l'échelle internationale, comme c'est le cas aujourd'hui du capital financier mondialisé.

Cela conduit à une perspective qui dépasse une vision statique de la variété des capitalismes. La logique du capital ne laisse pas les choses telles qu'il les trouve. Le changement continu est plutôt la règle, mais ce changement n'est pas univoque, plusieurs voies sont possibles. Ainsi, la question centrale devient celle de la recherche des déterminants des trajectoires des ces divers capitalismes. Par exemple, les réactions à une crise mondiale sont normalement différentes selon les pays. À la dynamique typique du capitalisme s'ajoute donc la problématique des changements divergents, même si l'on fait face à des pressions communes.

La perspective régulationniste invite ainsi à prendre quelque distance avec l'image du capitalisme en tant que force impersonnelle ou totalité sociale se déroulant de façon linéaire et prévisible dans un espace homogène, vidé d'institutions, et s'imposant de façon monolithique à des individus isolés. Ceci serait renouer avec la perspective néoclassique. Le capital ne peut pas être vu comme un *macrosujet*, d'autant plus qu'on a vu qu'il peut avoir des tendances capitalistes divergentes ; ni comme la reproduction inconditionnée d'une substance, mais plutôt comme une pluralité de processus qui ont leurs contenus, leurs enjeux et leurs contradictions propres.

Du point de vue que nous avons élaboré dans la première partie à partir d'une lecture de Marx, on peut dire que la TR radicalise en quelque sorte la réalité que nous avons parfois décrite comme une « consistance propre du réel ». En effet, les travaux régulationnistes montrent que la dynamique capitaliste n'est en rien linéaire, homogène et prévisible et qu'il n'y a pas à proprement parler de capitalisme exemplaire, canonique ou mûr, au sens où son « essence » s'y révélerait pleinement. Il y a toujours des éléments particuliers, dans l'espace et dans le temps, qui qualifient et rendent ce capitalisme spécifique. Ainsi, cette consistance propre « empêche » une réalisation univoque et convergente de n'importe quelle « loi » du mouvement d'accumulation. Chaque place/époque a un certain rapport de force et de classe, des conflits sociaux, une configuration institutionnelle et un héritage culturel spécifique. La TR renforce donc les moments du travail de Marx où il devient clair que le processus

capitaliste de transformation de l'existant n'est pas un mouvement « totalitaire », vu qu'il y a toujours d'autres logiques et intérêts en jeu.

Si la TR semble d'un côté confirmer, voire radicaliser certaines idées déjà présentes chez Marx, cette radicalisation paraît d'un autre côté nous conduire à une remise en question d'autres thèses d'origine marxienne. D'un point de vue macroéconomique, la TR nous invite à écarter la tentative marxienne de cerner une certaine loi de la baisse tendancielle du taux du profit, laquelle nous permettrait d'envisager le dépassement du capitalisme. Au contraire, les régulationnistes mettent en avant la résilience et la capacité d'innovation (non seulement technique, mais aussi institutionnelle) du capitalisme. Certes, les crises se suivent, mais n'ont pas nécessairement les mêmes causes ; plus généralement, on peut dire que le capitalisme évolue selon une spirale : répétition d'un côté, innovation de l'autre<sup>836</sup>. Comme le résume Boyer :

Ainsi, *le capitalisme est le maître du temps et de l'espace*. Les événements qui font date sont ceux qu'il provoque (les grandes crises) et il transforme la géographie physique, culturelle et politique en une géographie économique façonnée à sa mesure. C'est là son originalité et l'explication de sa résilience. D'une part, au bord de l'effondrement, il déclenche des stratégies d'innovation qui ouvrent de nouvelles perspectives à l'accumulation. D'autre part, il se joue de l'espace grâce à son aptitude à pénétrer et transformer de nouvelles sociétés. Marx avait raison lorsqu'il pointait la capacité du capitalisme à changer le monde, mais il s'est trompé lorsqu'il anticipait sa fin comme proche et inéluctable. La théorie de la régulation s'inscrit donc comme une tentative de comprendre à la fois la fragilité et la force du régime socioéconomique<sup>837</sup>.

S'il en est ainsi, quelques questions se posent. La TR reconnaît qu'il y a à chaque fois une hiérarchie institutionnelle façonnant en bonne partie la configuration institutionnelle d'un capitalisme et que celle-ci se détermine par un bloc hégémonique qui concerne l'*action* de certains acteurs dominants, avec leurs intérêts propres. Normalement, dans le capitalisme, ce bloc hégémonique contient au moins une fraction d'*acteurs capitalistes*, comme les rentiers, les dirigeants d'entreprise, etc. La première question qui se pose est celle de savoir si, par-delà les intérêts plus concrets et immédiats de ces acteurs capitalistes, quelque logique ou pratique commune ne se laisse saisir. N'y a-t-il pas un point de vue spécifique à ces acteurs, qui nous permet justement de les classer comme des acteurs capitalistes ? En quoi consisteraient les traits communs de leurs actions concrètes ? Bien que la TR parle souvent de séparation et de conflit, elle ne semble pas accorder beaucoup d'importance à cette question. Néanmoins, les conflits sociaux en général ne déterminent pas la *spécificité* du capitalisme comme forme d'organisation sociale. Il faut tout de même essayer de cerner en quoi consiste la spécificité

---

<sup>836</sup> Cf. BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, op. cit., p. 321.

<sup>837</sup> *Ibid.*, p. 237.

des actions des acteurs capitalistes, qui sont les acteurs dominants dans cette forme sociale. Nous avons proposé par exemple, à partir de Marx, la notion d'abstraction capitaliste dans la première partie de cette thèse. Est-elle compatible avec l'analyse régulationniste de la complexité et de la diversité de la dynamique capitaliste ? En outre, vu la diversité et la complexité de la trajectoire capitaliste, sa résilience et sa capacité d'innovation (technique, institutionnelle, etc.) mises en avant par les régulationnistes, n'existerait-il pas une certaine capacité d'ouverture, d'adaptation et d'innovation inhérente à cette pratique ? Certes, les conflits sociaux, la configuration institutionnelle, le passé, l'héritage culturel, en un mot, la consistance propre du réel selon un lieu/temps spécifique aident à expliquer cette variabilité ; mais la résilience du capitalisme, sa capacité de se reconfigurer, de répondre aux crises et aux conflits, ne relève-t-elle aussi en partie d'une explication plus interne ? Si Marx a sous-estimé cette capacité, comme la TR le soutient, cela signifie que faut-il repenser certains points de la conception marxienne que nous avons essayé de reconstruire dans la première partie ? Nous allons y revenir dans la troisième partie.

Toutefois, une autre question mérite d'être posée ici : s'il y a en quelque sorte une action capitaliste « typique », avec des présupposés communs, et si ce genre de pratique sociale est dominante dans le capitalisme, ne serait-il pas possible de décrire (encore que de manière relativement abstraite) certaines tendances *qualitatives* de fond qui caractériseraient la dynamique capitaliste moderne en général ? Sur ce point, Stéphane Haber considère par exemple que, « la très fameuse résilience du capitalisme, c'est-à-dire sa capacité d'intégration et de renouvellement, n'exclut pas l'existence de caractères récurrents et de types d'évolution probables *sur le long terme* »<sup>838</sup>. Ainsi, sur le long terme de la dynamique du capitalisme, on peut noter l'existence de problèmes fréquents, de tensions présentant un air de famille, dont les symptômes ont de grandes chances d'être plutôt masqués, déplacés ou différés que supprimés. Sur la base de ce constat, il s'agit alors de tenter de rendre plus complexe l'idée de tendances générales du capitalisme, et non simplement de l'abandonner. On peut certainement trouver chez Marx lui-même les traces d'une telle entreprise de description de tendances qualitatives typiques du capitalisme<sup>839</sup>.

Bien entendu, telle description devrait être suffisamment large et abstraite pour laisser la place à plusieurs réalisations concrètes possibles, compatibles avec la complexité et la diversité de cette dynamique. Il ne s'agit plus du tout d'essayer de formuler des « lois »

---

<sup>838</sup> HABER S., *Penser le néo-capitalisme*, op. cit., p. 332.

<sup>839</sup> Au septième chapitre, lors de notre tentative de systématisation non exhaustive des idéalizations capitalistes, nous montrerons comment les analyses marxiennes sur ce point peuvent être réinterprétées.

concrètes et empiriques, comme celles de la baisse tendancielle du taux de profit, de la diffusion de la production de survalueur relative, de la montée progressive mais prévisible du capital financier, de l'impérialisme, de l'émergence irrésistible du capital monopoliste ou de l'organisation et de la planification croissante grâce à l'interventionnisme étatique ; il s'agit encore moins de prévoir la fin du capitalisme à travers la description d'un processus spécifique. Outre le repérage déjà fait par la TR de quelques invariants analytiques structurels, comme la concurrence entre capitaux, la dépossession des travailleurs directs, les marchés et la monnaie, il s'agit plutôt et plus modestement d'explicitier les présupposés de la pratique capitaliste elle-même, de son « imaginaire commun », sous la forme d'*idéalisations*, selon la formule que nous avons souligné dans la première partie. Ces idéalisations ne doivent pas laisser penser qu'on présuppose une forme canonique ou quelconque « essence » du capitalisme, vers laquelle convergeraient *empiriquement* à la longue tous les capitalismes. En effet, la notion d'idéalisation veut précisément dire qu'il s'agit d'une norme qui pointe vers quelque chose d'empiriquement irréalisable, de « suprasensible ». Selon notre proposition, c'est justement ce caractère normatif « utopique » qui permet la description de ces tendances sans présupposer une interprétation « essentialiste » de l'évolution du capitalisme, car si leur réalisation est empiriquement impossible, cela signifie que plusieurs réalisations (bien entendu, toujours précaires et provisoires) sont possibles. Il s'agit alors de penser la dynamique du capitalisme selon une perspective normative suprasensible, et non plus selon une « ontologie de la présence », qui préconise en quelque sorte la réalisation empirique, exemplaire et définitive de quelque « loi » ou tendance qui à un moment donné serait simplement et pleinement « présente » dans la réalité. Boyer lui-même semble aller dans le sens d'une compréhension « normative » ou encore *trans-immanente* de la logique du capital, lorsqu'il essaie de saisir le propre du capitalisme, sa fragilité et sa force :

En effet, le propre du capitalisme est de *projeter une idée de l'avenir en mobilisant les moyens correspondants*, y compris par le crédit. Cependant, les contradictions et les déséquilibres qu'il suscite débouchent sur des crises dont les plus graves mettent en question son existence même. Jusqu'à présent le capitalisme a trouvé les moyens de les surmonter par une extension de sa base géographique et un approfondissement de sa domination sur les sociétés<sup>840</sup>.

On voit qu'il ne s'agit ni d'une conception linéaire et planifiée d'un capitalisme définitivement « organisé » et immunisé contre les crises ni d'une conception catastrophiste d'un capitalisme d'entrée de jeu condamné à être détruit par ses contradictions fatales. Il s'agit plutôt d'une logique qui projette un certain avenir en tant que sa norme (transcendante,

---

<sup>840</sup> *Ibid.*, p. 237-8. Nous soulignons.

ajouterions-nous) mais qui d'une manière ou d'une autre trouve des moyens ici et maintenant pour *plus ou moins* matérialiser cette projection ; pourtant, le caractère transcendant et démesuré de cette norme ne laisse pas de provoquer des crises récurrentes, qui jusqu'à présent ont été néanmoins surmontées par de nouveaux moyens mis en œuvre par le capitalisme. Encore une fois, nous y reviendrons dans la troisième partie.

Dans tous les cas, il importe de noter que cette description permettrait peut-être d'éviter la critique parfois adressée à la TR actuelle selon laquelle « alors que les textes fondateurs inséraient les formes institutionnelles dans le cadre fixé par les invariants capitalistes, la plasticité des modes de régulation en vient à être considérée comme pratiquement illimitée (...) La porte est désormais ouverte à une combinatoire sans fin », où « il n'existe que des capitalismes concrets qui sont construits à partir d'une combinatoire dans laquelle on peut puiser à volonté »<sup>841</sup>. Effectivement, la plupart des critiques d'orientation marxiste à la TR s'attellent à souligner la perte du référentiel « universel », concernant le capitalisme en général, qui était encore présent dans les textes fondateurs, notamment celui d'Aglietta que nous avons analysé plus en détail. C'est ainsi que par exemple Mavroudeas met en avant le fait que « Regulation belongs to the category of 'middle-range' theories that are opposed to 'grand theory' tradition (theories covering the whole spectrum, from abstract laws and concepts to empirical analysis) and that are based on a rejection of abstract general laws and general theory in favor of intermediate concepts with almost immediate identification with the most concrete phenomena or with empirical observations believed to be so ('stylized facts') »<sup>842</sup>. De manière encore plus approfondie, Brenner et Glick affirment :

The general weakness of Regulation Theory, paradoxical though this may seem, is its failure to take adequately into account the broader system of capitalist social-property relations that forms the backdrop to their succession of institutionally defined phases (...) But since each mode of development must represent a phase within the evolution of, and thus a variation upon, the capitalist mode of production per se, it would appear necessary to understand the emergence, the reproduction, and the effects of the modes of regulation that guide each regime of accumulation at least partly in terms of the general constraints constituted by capitalist social-property relations. This is, first of all, because capitalist social-property relations, once established, impose on the individual economic units or actors certain necessary forms of economic behaviour—maximization of the price/cost ratio for the sale of their goods by appropriately specializing, by accumulating surpluses, and by bringing in the latest technique, on pain of going out of business under the pressure of competition. The aggregate developmental tendencies that result—tendencies for medium-run prices to reflect costs of production, for rates of profit in different lines of production to equalize, for obsessive capital accumulation, and for the unprecedented development of the productive forces—distinguish capitalism from all other types of economy. Secondly, capitalist social-property relations, once established, form a sort of field of natural selection for the emergence and reproduction of historically specific economic institutions themselves. The failure of the Regulationists, in practice, to take adequate account of these general and distinctive features of the

---

<sup>841</sup> HUSSON M., « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? », *op. cit.*, p. 178.

<sup>842</sup> MAVROUDEAS S., *The Limits of Regulation: A Critical Analysis of Capitalist Development*, Northampton, Mass., Edward Elgar Publishing Ltd, 2012., p. 44.

capitalist mode of production, lies behind very many of the central conceptual and empirical weaknesses...<sup>843</sup>

Même si les régulationnistes affirment ne pas avoir voulu produire de théorie générale, en se contentant d'une approche « intermédiaire » en lien étroit avec le réel ou avec les faits stylisés, cette critique récurrente nous invite à se demander s'il est pertinent d'écarter toute considération de nature plus générale en ce qui concerne la dynamique capitaliste, de plus en plus mondialisée et soulevant de problèmes (comme l'inégalité ou l'écologie) de plus en plus partagés parmi les différentes nations. Il s'agit alors de prêter plus d'attention à ce que Brenner et Glick nomment *necessary forms of economic behavior*, au sein du capitalisme *en tant que tel*, afin d'essayer de cerner certaines tendances générales. C'est ce que semble reconnaître Boyer lui-même, lorsqu'il s'intéresse à réfléchir à des « lois » ou mieux à des modèles ou régularités dynamiques *qualitatives* communes aux différentes configurations institutionnelles qui ont marqué la trajectoire du capitalisme<sup>844</sup>.

Néanmoins, tout en reconnaissant le risque pour les travaux régulationniste de se borner à un paradigme du conflit et à une approche exclusivement intermédiaire, le problème de cette critique d'orientation marxiste est qu'elle ne reconnait pas toujours le point fort de la TR, qui est sa mise en avant de la complexité de la dynamique capitaliste et par conséquent la remise en question de certaines lois tendancielle énoncées par Marx ou par d'autres marxistes. Or, pour faire face au défi régulationniste, il faut présenter une alternative en termes théoriques qui essaye d'intégrer la richesse empirique de la TR, et non simplement faire comme si on pouvait continuer à répéter de façon non critique les formulations marxistes classiques. À ce titre, Boyer écrit : « The failure of orthodox Marxism in identifying general laws of motion of capitalism should be acknowledged. *Régulation theory* has emerged as a critical appraisal of this Marxist legacy (...) Thus, it seems far too ambitious to look for generic quantitative laws governing all types of capitalism. But it might be interesting to check whether capitalisms may share some common qualitative dynamic patterns that would

---

<sup>843</sup> BRENNER R. et M. GLICK, « The Regulation Approach: Theory and History », *New Left Review*, 1991, n° 188, coll.« I », p. 61-2.

<sup>844</sup> « On the one side, it would be erroneous to look for static properties of capitalism, since it is by nature a constantly evolving regime. The possible laws of motion should be at most 'dynamic patterns'. On the other side, the possible regularities are quite unlikely to imply quantitative variables because until now the search for them has been quite unsuccessful. Thus the properties of dynamic patterns should be essentially qualitative » (BOYER R., « Are there laws of motion of capitalism? », *Socio-Economic Review*, 1 janvier 2011, vol. 9, n° 1, p. 70).



not be invalidated by the stylized facts gathered by economic historians and contemporary comparative analyses about the diversity/variety of capitalisms »<sup>845</sup>.

Pour mieux préparer le terrain et avancer sur ces questions, nous voudrions aborder dans le prochain chapitre un autre champ privilégié de recherche sur le capitalisme, celui des sciences sociales qui analysent les transformations contemporaines des conditions de travail (et aussi de consommation). Car, par rapport à la perspective parfois trop globale de la macroéconomie, il nous semble qu'un niveau plus *micro*, limité à un secteur plus spécifique de l'économie capitaliste, permet de mieux voir l'*action* des porteurs de l'abstraction capitaliste lors de la transformation des structures productives, ainsi que leurs *innovations*, au-delà d'une analyse centrée sur les seuls rapports de force et conflits d'intérêts. Il nous semble surtout intéressant de cerner la logique générale qui oriente la pratique des acteurs capitalistes, y compris lorsqu'ils entrent en conflit entre eux-mêmes ou avec d'autres acteurs. Sur ce point, Lamarche reconnaît qu'originellement il manque une théorie de l'action à la TR, car ses références de base sont des démarches plutôt « structuralistes », comme Althusser et Bourdieu, d'où l'intérêt à échanger avec l'approche plus *micro* ou centré sur les actions de l'économie des conventions :

La théorie de la régulation dans sa version originelle est marquée par le structuralisme (althussérien), puis porte son attention sur les conflits d'intérêts et les rapports de domination en lien avec la théorie de l'action de Pierre Bourdieu. La discussion avec l'économie des conventions et les emprunts que la théorie de la régulation y fait ont pour vocation de mieux comprendre la dynamique des changements institutionnels en ce qu'elle provient (aussi) des comportements individuels. Nombre de travaux de l'économie des conventions visent ainsi à une approche élargie, et participent d'une part à la dilution des « écoles » au sens étroit et, d'autre part, à la constitution d'espaces de mise en commun, avec un enjeu majeur pour les sciences humaines et sociales. Les échanges entre l'économie des conventions et la théorie de la régulation ont ainsi à voir avec la construction d'une théorie de l'action articulant les fondements microéconomiques et la démarche structuraliste<sup>846</sup>.

Nous espérons alors que des analyses de nature moins structuraliste nous aident à mieux voir les processus de changement et de transformation lors de la restructuration capitaliste de l'existant, selon une perspective plus « horizontale ». Car cela peut nous aider à répondre justement au défi de contribuer à une analyse de la pratique spécifiquement capitaliste, qui semble être une lacune des travaux régulationnistes, malgré l'échange avec l'économie des conventions<sup>847</sup>. En ce qui concerne ce dernier point, disons que, d'un diagnostic

---

<sup>845</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>846</sup> LAMARCHE T., « Des limites de la régulation... qui peuvent en cacher d'autres », *op. cit.*

<sup>847</sup> L'effort de Franck Bessis visant à fonder une théorie de l'acteur commune à l'économie des conventions et la théorie de la régulation, ce qu'il désigne par « théorie de la réflexivité limitée » et qui a pour objet d'associer les relations justifiées et les rapports de force, est à ce titre très instructif. Car il s'intéresse toujours au problème des accords et de la coordination des actions et ses analyses répètent le geste régulationniste de ne s'intéresser qu'à une théorie sociale en général. Au contraire, nous pensons que ce qu'il manque à la TR en tant que théorie du

régulationniste sur la *complexité* de la dynamique capitalisme, on peut passer à un diagnostic portant sur la *plasticité* de cette dernière. Encore une fois, nous allons voir une interaction entre les forces capitalistes de façonnement de l'existant et des forces de résistance, avec une attention particulière portée sur la capacité de réponse des premières aux critiques des deuxièmes ainsi que sur la manière dont ces forces de résistance semblent forger paradoxalement une partie des conditions de viabilité du régime socioéconomique. En nous concentrant sur l'époque contemporaine et souvent sur un lieu spécifique (la réalité française), nous ne voulons aucunement faire preuve d'exhaustivité. Néanmoins, nous allons voir que les analyses récentes sur les conditions de travail et de consommation nous permettent d'arriver à une conclusion semblable à celle vers laquelle nous ont conduit les travaux régulationnistes : d'un côté, l'analyse de Marx se montre, encore aujourd'hui, extrêmement utile et précise ; de l'autre, il a probablement sous-estimé la capacité capitaliste d'innovation et de contournement des obstacles. Cela renforce la remarque qu'on a faite plus haut, selon laquelle il faut revenir à une analyse théorique de la pratique capitaliste pour essayer de mieux comprendre cette capacité.

---

capitalisme n'est pas exactement une théorie de l'acteur *en général* ou de l'agir social *en général*, mais une théorie de l'action ou de la pratique *proprement capitaliste*. En outre, le problème central n'est plus celui de la coordination, mais celui de l'intervention active et de la restructuration capitaliste du monde (naturel, social, culturel et politique). Voir BESSIS F., « Quelques convergences remarquables entre l'Économie des Conventions et la Théorie de la Régulation », *Revue Française de Socio-Économie*, 15 avril 2008, n° 1, p. 9-25 ; BESSIS F., « La théorie de la réflexivité limitée. Une contribution au débat sur l'action entre l'Économie des conventions et la Théorie de la Régulation », *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy*, 1 décembre 2008, n° 54, p. 27-56.

## Chapitre 5 – La plasticité du capitalisme : le cas des conditions de travail et de consommation à l'époque actuelle

### 5.1 – Le capitalisme et son esprit: auto-réforme et capacité de réponse aux critiques

Dans leur *Le Nouvel esprit du capitalisme*, écrit entre 1995 et 1999 (c'est-à-dire à l'époque de l'expansion du post-fordisme), Luc Boltanski et Ève Chiapello partent d'un constat assez troublant pour la tradition de critique du capitalisme : « Ce livre – dont le projet a été conçu au début de 1995 – est né du trouble, commun à de nombreux observateurs, suscité par la coexistence d'une dégradation de la situation économique et sociale d'un nombre croissant de personnes et d'un capitalisme en pleine expansion et profondément réaménagé »<sup>848</sup>. Ils ont ainsi voulu comprendre plus en détail pourquoi la critique n'avait pas « accroché » sur la situation, comment elle fut impuissante à comprendre l'évolution qui se produisait, pourquoi elle s'éteignit brutalement vers la fin des années 70 laissant le champ libre à la réorganisation du capitalisme pendant presque deux décennies, se cantonnant au mieux au rôle peu glorieux, quoique nécessaire, de chambre d'enregistrement des difficultés grandissantes du corps social.

Avec une analyse centrée sur les acteurs sociaux – ce qui est important pour éviter tout « fatalisme systémique » de l'analyse – ils ont cherché, d'une part, à décrire une conjoncture unique dans laquelle le capitalisme a pu se libérer d'un certain nombre d'entraves liées à son mode d'accumulation antérieur et aux demandes de justice qu'il avait suscitées et, d'autre part, à établir, en prenant appui sur cette période historique, un modèle du changement des valeurs dont dépendent à la fois la réussite et le caractère tolérable du capitalisme, prétendant à une validité plus générale. Ils ont ainsi revisité l'évolution prétendûment inéluctable des années 60-90 en mettant en évidence les problèmes *qu'ont dû affronter les acteurs capitalistes, les hommes d'entreprises*, notamment du fait d'une élévation sans précédent depuis l'après-guerre du niveau de critique, leurs tâtonnements pour faire face ou échapper à ces difficultés, le rôle

---

<sup>848</sup> BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, nouvelle édition, Paris, Gallimard, 2011, p. 15.

des propositions et des analyses issues de la critique dans les solutions qu'ils ont choisies ou pu mettre en œuvre<sup>849</sup>.

En dépit des apparences, cet ouvrage ne se cantonne pas à analyser les changements introduits dans les trois dernières décennies (1960-1990). Pour comprendre ces changements, ils s'appuient sur un cadre plus large, concernant l'histoire du capitalisme depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. À ce titre, leur thèse centrale est que le capitalisme a su et pu se réorganiser au cours de sa trajectoire en bonne partie grâce aux critiques qui lui ont été adressées, et cela notamment malgré certaines prévisions de Marx lui-même :

*Le système capitaliste s'est révélé infiniment plus robuste que ne l'avaient pensé ses détracteurs, Marx au premier chef, mais c'est aussi parce qu'il a trouvé chez ses critiques mêmes les voies de sa survie. Le nouvel ordre capitaliste issu de la Seconde Guerre mondiale n'a-t-il pas, par exemple, en commun avec le fascisme et le communisme le fait d'accorder une grande importance à l'État et un certain dirigisme économique ? C'est probablement cette capacité surprenante de survie par endogénéisation d'une partie de la critique qui a contribué à désarmer les forces anticapitalistes, avec pour conséquence paradoxale, dans les périodes où le capitalisme semble triomphant - comme c'est actuellement le cas - la manifestation d'une fragilité qui apparaît précisément quand les concurrents réels ont disparu<sup>850</sup>.*

On voit donc que le cas de figure privilégié par l'ouvrage peut être en quelque sorte généralisé, car cette capacité de réponse aux critiques et de réforme du capitalisme ne date pas d'hier. Par ailleurs, pour mieux comprendre cette thèse, il faut cerner la distinction introduite par les auteurs entre capitalisme ainsi que esprit du capitalisme et la place centrale que la notion d'idéologie y occupe. En effet, selon eux, la notion d'esprit du capitalisme s'est rapidement imposée car elle permet d'articuler les deux concepts centraux sur lesquels reposent leurs analyses - celui de capitalisme et celui de critique – dans une relation dynamique<sup>851</sup>. D'abord, ils donnent une définition du capitalisme assez compatible avec notre analyse de l'abstraction capitaliste chez Marx :

Des différentes caractérisations du capitalisme (ou souvent aujourd'hui des capitalismes) depuis un siècle et demi nous retiendrons une formule minimale mettant l'accent sur une exigence d'accumulation illimitée du capital par des moyens formellement pacifiques. C'est la remise en jeu perpétuelle du capital dans le circuit économique dans le but d'en tirer un profit, c'est-à-dire d'accroître le capital qui sera à son tour réinvesti, qui est la marque première du capitalisme et qui lui confère cette dynamique et cette force de transformation qui ont fasciné ses observateurs, même les plus hostiles (...) Ce détachement du capital par rapport aux formes matérielles de la richesse lui confère *un caractère réellement abstrait* qui va

---

<sup>849</sup> Cf. *Ibid.*, pp. 29-30. D'ailleurs, par rapport au chapitre précédent portant sur la théorie de la régulation, il est intéressant de noter qu'ils comptaient effectuer une synthèse entre celle-ci et l'économie des conventions, moins structuraliste : « Une première critique, assez typique des débats très actifs dans le champ intellectuel français au sein des économistes hétérodoxes a souligné notre position en porte à faux entre deux courants récents de l'analyse économique, soit, d'une part, l'économie des conventions, dont le développement a été très lié aux efforts que nous avons nous-mêmes menés pour développer une sociologie pragmatique de la critique, et, d'autre part, les travaux de l'école de la régulation. Or l'une des dimensions importantes de notre travail a été précisément la recherche, tout à fait délibérée, d'une synthèse (que certains jugeront impossible) entre ces deux approches » (*Ibid.*, p. 930).

<sup>850</sup> *Ibid.*, p. 71-2. Nous soulignons.

<sup>851</sup> Cf. *Ibid.*, p. 35.

contribuer à rendre perpétuelle l'accumulation. Dans la mesure où l'enrichissement est évalué en termes comptables, le profit accumulé sur une période étant calculé comme la différence entre deux bilans de deux époques différentes, il n'existe aucune limite, aucune satiété possible comme c'est au contraire le cas lorsque la richesse est orientée vers des besoins de consommation y compris de luxe<sup>852</sup>.

Les acteurs ou porteurs de cette logique sont les capitalistes, catégorie ici comprise au-delà de la question restrictive de la propriété privée des moyens de production. Les « capitalistes » correspondent donc aux principaux acteurs qui ont en charge l'accumulation et l'accroissement du capital et qui font pression directement sur les entreprises pour qu'elles dégagent les profits maximum. Cela regroupe non seulement les gros actionnaires, personnes privées susceptibles d'infléchir la marche des affaires par leur poids seul, mais aussi les personnes morales (représentées par quelques individus influents – les directeurs d'entreprises au premier chef) qui détiennent ou contrôlent par leur action les parts les plus importantes du capital mondial (sociétés holdings et multinationales – y compris bancaires – par le jeu des filiales et des participations, ou des fonds d'investissement, des fonds de pension). Grands patrons, directeurs salariés de grandes entreprises, gestionnaires de fonds ou gros porteurs d'action, leur influence sur le processus capitaliste, sur les pratiques des entreprises et les taux de profits dégagés est certaine, à la différence des petits porteurs évoqués plus haut. Quoique formant une population connaissant elle-même de fortes inégalités patrimoniales à partir d'une situation moyenne néanmoins très favorable, *ils méritent ici le nom de capitalistes dans la mesure où ils reprennent à leur compte l'exigence de maximisation des profits et en répercutent la contrainte sur les personnes*, physiques ou morales, sur lesquelles ils exercent un pouvoir de contrôle. Laissant de côté pour le moment la question des contraintes systémiques qui pèsent sur le capitaliste, et en particulier la question de savoir si les directeurs d'entreprise peuvent faire autrement que de se conformer aux règles du capitalisme, Boltanski et Chiapello retiennent seulement *qu'ils s'y conforment et que leur action est largement guidée par la recherche de profits substantiels pour leur propre capital et/ou celui qui leur est confié*<sup>853</sup>.

Or, une des remarques les plus importantes pour comprendre le travail de Boltanski et Chiapello, est qu'ils considèrent que le capitalisme est, à bien des égards, *un système absurde, voire inhumain* : les salariés y ont perdu la propriété du résultat de leur travail et la possibilité de mener une vie active hors de la subordination. Quant aux capitalistes, ils se trouvent enchaînés à un processus sans fin et insatiable, totalement abstrait et dissocié de la satisfaction

---

<sup>852</sup> *Ibid.*, p. 35-6.

<sup>853</sup> Cf. *Ibid.*, p. 38-9.

de besoins de consommation, seraient-ils de luxe. Pour ces deux types de protagonistes, l'insertion dans le processus capitaliste *manque singulièrement de justifications*<sup>854</sup>. Autrement dit, alors que la logique du capital constitue, par essence, un processus *insatiable*, les personnes sont, quant à elles, « satiabiles », de sorte qu'elles ont besoin de justifications pour s'impliquer dans un processus insatiable. Il s'ensuit que le capitalisme ne peut se contenter de ne rien leur offrir de plus spécifique que son insatiabilité inhérente. Ainsi, les auteurs pensent que l'une des difficultés rencontrées par le capitalisme pour se faire admettre est qu'il s'adresse à des personnes qui sont loin d'être prêtes à tout sacrifier au processus d'accumulation, précisément parce qu'elles ne s'identifient pas complètement à ce régime, qu'elles continuent d'en connaître d'autres – ceux, par exemple, de l'attachement familial, de la solidarité civique, de la vie intellectuelle ou religieuse, etc., et que même celles qui semblent les plus complètement identifiées au capitalisme (unidimensionnalité qui leur confère d'ailleurs, aux yeux du monde extérieur, quelque chose d'anormal voire de monstrueux) ne peuvent complètement oublier avoir connu, au moins enfant, d'autres régimes et d'avoir été socialisées selon d'autres valeurs. L'existence d'une pluralité d'ordres de valeurs et l'appartenance simultanée ou successive de chacun à plusieurs mondes vécus, en faisant en quelque sorte jouer les désirs les uns contre les autres, tend donc à conférer un caractère « satiable » à la nature humaine ou, dit autrement, à freiner les tendances à l'insatiabilité dont parle Durkheim. Celles-ci seraient peut-être sans limite si les hommes ne connaissaient qu'une seule sorte de biens et qu'une seule façon de les atteindre, mais de tels individus unidimensionnels – proches de la fiction de l'*homo œconomicus* – ne s'indigneraient devant rien, n'auraient de compassion pour personne, ni aucun esprit critique. Ils n'auraient plus rien d'humain<sup>855</sup>.

Ainsi, l'aspect proprement *abstrait* de la logique qui préside à la pratique capitaliste, que nous avons souligné dans la première partie de cette thèse, implique un déficit en termes de motivation. Comme le soulignent Boltanski et Chiapello, le capitalisme ne peut trouver en lui-même aucune ressource pour fonder des motifs d'engagement et, en particulier, pour formuler des arguments orientés vers une exigence de justice. Le capitalisme est en effet sans doute la seule, ou au moins la principale, forme historique ordonnatrice de pratiques collectives à être parfaitement détachée de la sphère morale au sens où elle trouve sa finalité en elle-même (l'accumulation du capital comme but en soi) et non par référence, non seulement à un bien commun, mais même aux intérêts d'un être collectif tel que le peuple,

---

<sup>854</sup> Cf. *Ibid.*, p. 40.

<sup>855</sup> Cf. *Ibid.*, p. 646.

l'État, la classe sociale. La justification du capitalisme suppose donc la référence à des constructions d'un autre ordre, d'où dérivent des exigences tout à fait différentes de celles imposées par la recherche du profit<sup>856</sup>.

D'ailleurs, c'est précisément parce que le capitalisme a partie liée avec la liberté, parce qu'il n'a pas une emprise totale sur les personnes, et suppose l'accomplissement de très nombreux travaux non réalisables sans l'implication positive des travailleurs, qu'il doit donner des raisons acceptables de s'engager<sup>857</sup>.

Boltanski et Chiapello appellent justement « esprit du capitalisme l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme »<sup>858</sup>, c'est-à-dire que le capitalisme, pour engager les gens, les faire participer, ne saurait s'appuyer sur la seule contrainte économique ou systémique ou sur la force; celle-ci doit être intériorisée et justifiée; le capitalisme a besoin d'une dynamique idéologique, pour se rendre à la fois séduisant (ce qui prendra la forme d'une exigence d'autonomie), rassurant (exigence de sécurité), et enfin légitime au regard du bien commun qu'il est censé favoriser.

Les auteurs retiennent de la démarche wébérienne l'idée selon laquelle les personnes ont besoin de puissantes raisons morales pour se rallier au capitalisme, sans croire, contrairement à celui-ci, que le capitalisme pourrait un jour s'autonomiser complètement<sup>859</sup>. En effet, si le capitalisme non seulement a survécu – contre les pronostics qui ont régulièrement annoncé son effondrement – mais n'a cessé d'étendre son empire, c'est bien aussi qu'il a pu prendre appui sur un certain nombre de représentations – susceptibles de guider l'action –, et de justifications partagées, qui le donnent pour un ordre acceptable et même souhaitable, le seul possible, ou le meilleur des ordres possibles. Ces justifications doivent reposer sur des arguments suffisamment robustes pour être acceptées comme allant de soi par un assez grand nombre de gens de façon à contenir ou à surmonter le désespoir ou le nihilisme que l'ordre capitaliste ne cesse également d'inspirer, non seulement à ceux qu'il opprime mais aussi, parfois, à ceux qui ont la charge de le maintenir et, par l'éducation, d'en transmettre les valeurs. L'esprit du capitalisme est justement cet ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les dispositions qui sont cohérents avec lui. Ces justifications, qu'elles soient générales ou pratiques, locales ou globales, exprimées en termes de vertu ou en termes de

---

<sup>856</sup> Cf. *Ibid.*, p. 59-60

<sup>857</sup> Cf. *Ibid.*, p. 645.

<sup>858</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>859</sup> Voir WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi d'autres essais*, traduit par Jean-Pierre GROSSEIN, Gallimard., Paris, Gallimard, 2004.

justice, soutiennent l'accomplissement de tâches plus ou moins pénibles et, plus généralement, l'adhésion à un style de vie, favorables à l'ordre capitaliste. On peut bien parler, dans ce cas, d'*idéologie dominante*, à condition de renoncer à n'y voir qu'un subterfuge des dominants pour s'assurer le consentement des dominés, et de reconnaître qu'une majorité des parties prenantes, les forts comme les faibles, prennent appui sur les mêmes schèmes pour se figurer le fonctionnement, les avantages et les servitudes de l'ordre dans lequel ils se trouvent plongés<sup>860</sup>.

Comme Boltanski et Chiapello le remarquent, le problème du capitalisme est qu'il a besoin, pour se perpétuer, à la fois de stimuler et de freiner l'insatiabilité. Le capitalisme, en tant que processus d'accumulation illimitée, doit sans arrêt stimuler les tendances à l'insatiabilité et activer différentes formes de désir d'accumulation : amassement de propriété ; concentration de pouvoir, particulièrement importante dans les formes associées, à partir des années 30, au développement de firmes bureaucratisées ; ou encore, comme on le voit aujourd'hui, capitalisation de ressources favorisant la mobilité et la créativité. Le capitalisme ne peut en effet se développer qu'en pariant sur les penchants des hommes à accumuler les gains, le pouvoir, les inventions, les expériences différentes. Cette seule force est cependant tout à fait insuffisante, parce que, sans fondement extérieur, le désir d'accumulation lui-même devient problématique et tend, au cours de la vie, ou au moins, à la génération suivante, à s'épuiser. Cela ne serait pas le cas si les hommes étaient par nature insatiables ; mais alors la tendance serait à l'autodestruction, parce que la recherche de profits illimités accroît la concurrence qui, si elle n'est ni freinée ni régulée, confine à la violence. L'esprit du capitalisme peut donc être conçu comme une solution à ce problème puisqu'il active l'insatiabilité sous la forme de l'excitation et de la libération tout en la nouant à des exigences morales qui vont la limiter en faisant peser sur elle des contraintes de bien commun. Il est le lieu d'une tension permanente entre la stimulation du désir d'accumulation et sa limitation par des normes correspondant aux formes que prend le désir quand il est enchâssé dans d'autres valeurs. Étant, par construction, un compromis instable, son pouvoir de mobilisation peut se renforcer ou s'affaiblir<sup>861</sup>.

Ainsi, la persistance du capitalisme, comme mode de coordination des actions et comme monde vécu, ne peut être comprise sans tenir compte des idéologies qui, en le justifiant et en lui conférant un sens, contribuent à entraîner la bonne volonté de ceux sur qui il repose, à

---

<sup>860</sup> Cf. BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, op. cit., p. 44-5.

<sup>861</sup> Cf. *Ibid.*, p. 648.



assurer leur engagement. Boltanski et Chiapello reconnaissent que cet esprit comporte des éléments très stables et durables dans le temps. Par exemple, la science économique dominante elle-même offre un certain nombre de justifications. La conception selon laquelle la poursuite de l'intérêt individuel sert l'intérêt général, en particulier, a fait l'objet d'un énorme travail sans arrêt repris et approfondi tout au long de l'histoire de l'économie classique. Cette dissociation de la morale et de l'économie, et l'incorporation à l'économie, dans le même mouvement, d'une morale conséquentialiste fondée sur le calcul des utilités, ont permis d'offrir une caution morale aux activités économiques du seul fait qu'elles sont lucratives. Dans ses usages quotidiens et dans les discours publics des principaux acteurs ayant à charge de faire l'exégèse des actes économiques – chefs d'entreprises, hommes politiques, journalistes, etc. – cette vulgate permet d'associer, à la fois assez étroitement et de façon suffisamment vague, profit individuel (ou local) et bénéfice global, pour contourner l'exigence de justification des actions qui concourent à l'accumulation. Elle considère comme allant de soi que le coût moral spécifique (s'adonner à la passion du gain), mais difficilement quantifiable, de la mise en place d'une société acquisitive, est amplement contrebalancé par les avantages quantifiables (biens matériels, santé...) de l'accumulation. Elle permet également de soutenir que l'accroissement global de richesses, quel qu'en soit le bénéficiaire, est un critère de bien commun, comme en témoigne quotidiennement le fait de présenter la santé des entreprises d'un pays mesurée par leur taux de profit, leur niveau d'activité et de croissance comme un critère de mesure du bien-être social<sup>862</sup>.

En outre, les travaux de la science économique permettent de soutenir qu'entre deux organisations économiques différentes orientées vers le bien-être matériel, l'organisation capitaliste est la plus efficace. La liberté d'entreprendre et la propriété privée des moyens de production introduisent d'emblée dans le système la concurrence ou un risque de concurrence. Or, celle-ci, dès lors qu'elle existe, sans même devoir être pure et parfaite, est le moyen le plus sûr pour que les clients bénéficient du meilleur service au moindre coût. Les auteurs ajoutent encore la référence aux « pouvoirs libérateurs » du capitalisme et à la liberté politique comme collatérale de la liberté économique. Les types d'arguments avancés ici évoquent la libération que constitue le salariat par comparaison avec le servage, l'espace de liberté que permet la propriété privée ou encore le fait que les libertés politiques à l'époque moderne n'ont jamais

---

<sup>862</sup> Cf. *Ibid.*, p. 48-9.

existé sauf de façon épisodique dans aucun pays ouvertement et fondamentalement anticapitaliste, même si tous les pays capitalistes ne les connaissent pas<sup>863</sup>.

Néanmoins, même s'il est probable que cet appareillage justificatif suffise pour engager les capitalistes, les auteurs affirment que, précisément du fait de leur caractère très général et très stable dans le temps, ces raisons ne semblent pas suffisantes pour engager les personnes ordinaires dans les circonstances concrètes de la vie, et particulièrement de la vie au travail :

Il n'est pas sûr que tel ou tel salarié se réjouisse vraiment de ce que son travail serve à accroître le PIB de la nation, permette d'améliorer le bien-être des consommateurs, ou encore de ce qu'il s'inscrive dans un système qui fait une place certaine à la liberté d'entreprendre, de vendre et d'acheter, cela, à tout le moins, parce qu'il peine à faire le rapport entre ces bienfaits généraux, et les conditions de vie et de travail qui sont les siennes et celles de ses proches. À moins de s'être directement enrichi en tirant parti des possibilités de la libre entreprise - ce qui n'est réservé qu'à un petit nombre -, ou d'obtenir grâce à un travail choisi librement une aisance financière suffisante pour profiter pleinement des possibilités de consommation qu'offre le capitalisme, trop de médiations font défaut pour que la proposition d'engagement qui lui est faite puisse nourrir son imagination et s'incarner dans les faits et gestes de la vie quotidienne<sup>864</sup>.

En se concentrant notamment sur le problème de la motivation de l'engagement des salariés (surtout les cadres) aux processus capitalistes, Boltanski et Chiapello veulent notamment montrer comment le discours du management, qui se veut à la fois formel et historique, global et situé, et qui mêle préceptes généraux et exemples paradigmatiques, constitue aujourd'hui la forme par excellence dans laquelle l'esprit du capitalisme se trouve incorporé et donné en partage. Ce discours s'adresse en priorité aux cadres, dont l'adhésion au capitalisme est particulièrement indispensable à la marche des entreprises et à la formation du profit, mais dont le haut niveau d'engagement requis ne peut être obtenu par la pure contrainte et qui, moins soumis à la nécessité que ne le sont les ouvriers, peuvent opposer une résistance passive, ne s'engager qu'avec réticence, voire miner l'ordre capitaliste en le critiquant de l'intérieur. Le risque existe également que les enfants de la bourgeoisie, qui constituent le vivier quasi naturel de recrutement des cadres, fassent défection, en se dirigeant vers des professions moins intégrées au jeu capitaliste (professions libérales, art et science, service public), ou même se retirent partiellement du marché du travail, et cela d'autant plus qu'ils disposent de ressources diversifiées (scolaires, patrimoniales et sociales).

Pourquoi les cadres sont-ils la cible principale (mais non exclusive) de l'investigation ? Selon les auteurs, étant à la fois des salariés et des porte-parole du capitalisme, notamment par rapport aux autres membres des entreprises, les cadres sont, par leur position, des cibles privilégiées de la critique – en particulier de la part de leurs subordonnés – et sont souvent

---

<sup>863</sup> Cf. *Ibid.*, p. 49-50.

<sup>864</sup> *Ibid.*, p. 50.

aussi eux-mêmes disposés à lui prêter une oreille attentive. Ils ne peuvent se satisfaire uniquement des avantages matériels qu'on leur accorde et doivent également disposer d'arguments pour justifier leur position et, plus généralement, les procédures de sélection dont ils sont le produit ou qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre. Une de leurs contraintes de justification est le maintien d'un écart culturellement tolérable entre leur propre condition et celle des travailleurs qu'ils doivent encadrer (comme le montrent par exemple, au tournant des années 70, les réticences de nombre de jeunes ingénieurs de grandes écoles, formés de façon plus permissive que ce n'était le cas pour les générations antérieures, à encadrer des OS assignés à des tâches très répétitives et soumis à une sévère discipline d'usine)<sup>865</sup>.

Or, à la différence des dogmes libéraux, ces justifications situées sont sujettes à changement parce qu'elles doivent associer à des préoccupations exprimées en termes de justice les pratiques liées à des états historiques du capitalisme et aux manières spécifiques de faire du profit propres à une époque ; tout à la fois susciter des dispositions à agir et donner l'assurance que les actions accomplies sont moralement acceptables. L'esprit du capitalisme se manifeste ainsi indissociablement, à chaque moment du temps, dans les évidences dont les cadres sont dotés quant aux « bonnes actions » à entreprendre pour faire du profit et quant à la légitimité de ces actions.

Outre les justifications en termes de bien commun, nécessaires pour répondre à la critique et s'expliquer face aux autres, les cadres, et particulièrement les jeunes cadres, ont aussi besoin, comme les entrepreneurs wébériens, de motifs personnels d'engagement. Pour valoir qu'on s'y engage, pour être attrayant, le capitalisme doit pouvoir être présenté à leurs yeux dans des activités qui, par rapport aux opportunités alternatives, peuvent être qualifiées d'« excitantes », c'est-à-dire très généralement, bien que de façon différente à différentes époques, porteuses de possibilités d'autoréalisation et d'espaces de liberté pour l'action. En même temps, cette attente d'autonomie rencontre une autre demande, avec laquelle elle entre souvent en tension, correspondant cette fois à une attente de sécurité. Le capitalisme doit en effet aussi pouvoir inspirer aux cadres la confiance dans la possibilité de bénéficier du bien-être qu'il leur promet de façon durable pour eux-mêmes.

À partir de cette caractérisation analytique de l'esprit du capitalisme, Boltanski et Chiapello rappellent une brève histoire des différents esprits du capitalisme qu'on a pu identifier depuis au moins le XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, outre cette sorte de reconstitution archéologique de l'ethos ayant inspiré le capitalisme originel que l'on trouve dans l'œuvre de

---

<sup>865</sup> Cf. *Ibid.*, p. 52.

Weber, on a au moins deux descriptions stylisées ou typifiées de l'esprit du capitalisme. Chacune d'elles spécifie les différentes composantes dégagées plus haut et indique, pour son temps, quelle grande aventure dynamisante a pu représenter le capitalisme, de quelles fondations solides pour bâtir l'avenir et de quelles réponses à l'attente d'une société juste il a pu apparaître le porteur. Ce sont ces différentes combinaisons entre autonomie, sécurité et bien commun qu'ils exposent de façon schématique.

La première description, entreprise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle - aussi bien dans le roman que dans les sciences sociales proprement dites (avec Werner Sombart, par exemple), est centrée sur la personne du bourgeois entrepreneur et sur la description des valeurs bourgeoises. La figure de l'entrepreneur, du chevalier d'industrie, du conquérant, concentre les éléments héroïques du tableau, avec l'accent mis sur le jeu, la spéculation, le risque, l'innovation. Sur une échelle plus large, pour des catégories plus nombreuses comme celle des travailleurs, l'aventure capitaliste s'incarne dans la libération, avant tout spatiale ou géographique, rendue possible par le développement des moyens de communication et par le développement du travail salarié, qui permettent aux jeunes de s'émanciper des communautés locales, de l'asservissement à la terre et de l'enracinement familial, de fuir le village, le ghetto, et les formes traditionnelles de dépendance personnelle. En contrepartie, la figure du bourgeois et la morale bourgeoise apportent les éléments de sécurité dans une combinaison originale associant à des dispositions économiques novatrices (avarice ou parcimonie, esprit d'épargne, tendance à rationaliser la vie quotidienne dans tous ses aspects, développement des capacités à la comptabilité, au calcul, à la prévision) des dispositions domestiques traditionnelles : l'importance attachée à la famille, à la lignée, au patrimoine, à la chasteté des filles pour éviter les mésalliances et la dilapidation du capital ; le caractère familial ou patriarcal des relations entretenues avec les employés ; le rôle accordé à la charité pour soulager les souffrances des pauvres. Quant aux justifications visant à une généralité plus large et renvoyant à des constructions du bien commun elles doivent moins à la référence au libéralisme économique, au marché ou à l'économie savante, dont la diffusion demeure assez limitée, qu'à la croyance dans le progrès, dans le futur, dans la science, dans la technique, dans les bienfaits de l'industrie. Un utilitarisme vulgaire est mis à contribution pour justifier les sacrifices qu'exige la marche en avant du progrès.

Une deuxième caractérisation de l'esprit du capitalisme trouve son plein développement entre les années 1930 et les années 1960. L'accent y est mis moins sur l'entrepreneur individuel que sur l'organisation. Axée sur le développement, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de la grande entreprise industrielle centralisée et bureaucratisée, fascinée par le gigantisme, elle a

pour figure héroïque le directeur qui, à la différence de l'actionnaire cherchant à augmenter sa richesse personnelle, est habité par la volonté de faire croître sans limite la taille de la firme dont il a la charge, de façon à développer une production de masse, reposant sur des économies d'échelle, sur la standardisation des produits, sur l'organisation rationnelle du travail et sur des techniques nouvelles d'extension des marchés (marketing). Sont particulièrement « excitantes », pour les jeunes diplômés les opportunités qu'offrent les organisations d'accéder à des positions de pouvoir d'où l'on puisse changer le monde et, pour le plus grand nombre, la libération du besoin, la réalisation des désirs grâce à la production de masse et son corollaire la consommation de masse. Dans cette version, la dimension sécuritaire est apportée par la foi placée dans la rationalité et dans la planification à long terme – tâche prioritaire des dirigeants – et surtout par le gigantisme même des organisations.

Quant à la référence à un bien commun, elle est assurée non seulement en composant avec un idéal d'ordre industriel incarné par les ingénieurs – croyance dans le progrès, espoir mis dans la science et dans la technique, dans la productivité et l'efficacité, mais aussi avec un idéal que l'on peut qualifier de civique au sens où il met l'accent sur la solidarité institutionnelle, sur la socialisation de la production, de la distribution et de la consommation, et sur la collaboration des grandes firmes et de l'État dans une visée de justice sociale. L'existence de directeurs salariés et le développement de catégories de techniciens, la constitution de la catégorie des cadres, la multiplication de propriétaires constitués par des personnes morales plutôt que par des personnes physiques ou les limites apportées à la propriété de l'entreprise avec, notamment, le développement de droits pour les salariés et l'existence de règles bureaucratiques qui restreignent les prérogatives patronales en matière de gestion du personnel, sont interprétés comme autant d'indices d'un changement profond du capitalisme marqué par une atténuation de la lutte des classes, une dissociation de la propriété du capital et du contrôle sur l'entreprise, lequel est transféré à la « technostructure » et comme les signes de l'apparition d'un capitalisme nouveau, animé d'un esprit de justice sociale<sup>866</sup>.

Les changements de l'esprit du capitalisme accompagnent ainsi des modifications profondes des conditions de vie et de travail, et des attentes – pour eux-mêmes ou pour leurs enfants – des travailleurs qui, dans les entreprises, jouent un rôle dans le processus d'accumulation capitaliste, sans en être forcément les bénéficiaires privilégiés. Le « premier » esprit du capitalisme, associé comme on l'a vu à la figure du bourgeois, était en phase avec les formes du capitalisme, essentiellement familial, d'une époque où le gigantisme n'était pas

---

<sup>866</sup> Cf. *Ibid.*, p. 55-7.

encore recherché, sauf dans de très rares cas. Les propriétaires et patrons étaient connus en personne de leurs employés ; le destin et la vie de l'entreprise étaient fortement associés à ceux d'une famille. Le « deuxième » esprit, qui s'organise autour de la figure centrale du directeur (ou dirigeant salarié) et des cadres, est, quant à lui, lié à un capitalisme de grandes entreprises, déjà assez importantes pour que la bureaucratisation et l'utilisation d'un encadrement fourni et de plus en plus diplômé soit un élément central. L'actionnariat est devenu plus anonyme, de nombreuses entreprises se trouvant détachées du nom et du destin d'une famille particulière.

Nous avons déjà souligné le fait que, pour maintenir son pouvoir de mobilisation, le capitalisme doit aller puiser des ressources en dehors de lui-même, dans les croyances qui possèdent, à un moment donné, un pouvoir important de persuasion, dans les idéologies marquantes, y compris lorsqu'elles lui sont hostiles, et qui sont inscrites dans le contexte culturel au sein duquel il évolue. L'esprit qui soutient le processus d'accumulation, à un moment donné de l'histoire, est ainsi imprégné des productions culturelles qui lui sont contemporaines et qui ont été développées à de tout autres fins, la plupart du temps, que de justifier le capitalisme. Confronté à une exigence de justification, le capitalisme mobilise un « déjà-là », dont la légitimité est assurée, et auquel il va donner un tour nouveau en l'associant à l'exigence d'accumulation du capital<sup>867</sup>. L'abstraction et l'indifférence normative de la logique du capital lui imposent d'aller chercher ailleurs précisément ce qu'elles ne peuvent offrir : des raisons pour participer au processus d'accumulation ancrées dans la réalité quotidienne et en prise avec les valeurs et les préoccupations de ceux qu'il convient d'engager.

On peut de la sorte mieux comprendre la dynamique des changements dans l'esprit du capitalisme. Ce dernier se transforme pour répondre au besoin de justification des personnes engagées à un moment donné dans le processus d'accumulation capitaliste mais dont les valeurs et les représentations, reçues en héritage culturel, sont encore associées à des formes d'accumulation antérieures, à la société traditionnelle dans le cas de la naissance du « premier esprit » ou à un esprit précédent, dans celui du passage aux esprits du capitalisme suivants. L'enjeu est de rendre les nouvelles formes d'accumulation séduisantes à un moment où l'ancien esprit du capitalisme perd déjà sa force de mobilisation.

De là vient alors le rôle fondamental de l'absorption de certains aspects des critiques adressées à un moment donné au capitalisme. Ainsi, par exemple, à bien des titres, le « deuxième esprit » du capitalisme, édifié en même temps que s'établit la suprématie de la

---

<sup>867</sup> Cf. *Ibid.*, p. 60.

grande entreprise industrielle, porte en lui des caractéristiques que n'auraient reniées ni le communisme ni le fascisme qui étaient pourtant les mouvements critiques du capitalisme les plus puissants à l'époque où ce « deuxième esprit commence à se mettre en place. Le dirigisme économique, aspiration commune, va se trouver mis en œuvre par l'État providence et ses organes de planification. Des dispositifs de contrôle régulier de la répartition de la valeur ajoutée entre le capital et le travail sont mis en place avec la comptabilité nationale, ce qui est cohérent avec les analyses marxistes. Quant au fonctionnement hiérarchique en vigueur dans les grandes entreprises planifiées, il conservera longtemps la marque d'un compromis avec les valeurs domestiques traditionnelles, ce qui ne pouvait que rassurer la réaction traditionaliste : respect et déférence contre protection et aide font partie du contrat hiérarchique dans ses formes traditionnelles, bien plus que l'échange d'un salaire contre un travail qui exprime la façon libérale anglo-saxonne de penser la relation d'emploi. Ainsi le principe de l'accumulation illimitée a-t-il trouvé des points de convergence avec ses ennemis, et le compromis qui en a résulté a assuré au capitalisme sa survie en offrant à des populations réticentes l'opportunité de s'y engager avec plus d'enthousiasme<sup>868</sup>.

De même, en ce qui concerne « le nouvel esprit du capitalisme » dont les auteurs entendent établir la pertinence, il faudra montrer à la fois comment il s'oriente vers des principes d'équivalence jusqu'alors inusités, mais aussi par quel processus d'acculturation de thèmes et de constructions déjà présents dans l'environnement idéologique, provenant notamment des discours critiques qui lui sont adressés, il se structure et se durcit progressivement, par essais et erreurs, jusqu'à former une configuration idéologique nouvelle.

Pour éviter des malentendus, Boltanski et Chiapello précisent que l'esprit du capitalisme, loin d'occuper seulement la place d'un « supplément d'âme », d'un « point d'honneur spiritualiste » ou d'une « superstructure », joue un rôle central dans le processus capitaliste qu'il sert en le contraignant. Autrement dit, l'esprit du capitalisme ne peut être ramené à une idéologie au sens d'une illusion sans effet sur les événements du monde ; il a une prise réelle sur la façon dont s'organisent le travail et la production, ainsi que la consommation. En effet, les justifications qui permettent de mobiliser les parties prenantes entravent l'accumulation. Si l'on prend au sérieux les justifications avancées, tout profit n'est pas légitime, tout enrichissement n'est pas juste, toute accumulation, même importante et rapide, n'est pas licite. L'intériorisation par les acteurs d'un certain esprit du capitalisme fait donc peser sur les processus d'accumulation des contraintes qui ne sont pas de pure forme et

---

<sup>868</sup> Cf. *Ibid.*, p. 62.

leur donne par là un cadre spécifique. L'esprit du capitalisme fournit ainsi à la fois une justification du capitalisme (par opposition aux remises en question qui se veulent radicales) et un point d'appui critique permettant de dénoncer l'écart entre les formes concrètes d'accumulation et les conceptions normatives de l'ordre social<sup>869</sup>.

Pour bien comprendre leur propos, il faut noter que Boltanski et Chiapello partent d'un présupposé pragmatiste selon lequel les personnes ont de vraies capacités critiques, c'est-à-dire qu'elles ne sont jamais suffisamment aliénées pour ne plus avoir accès à l'établissement d'une distance critique<sup>870</sup>. La critique exerce des effets réels car pour résister dans l'épreuve la justification du capitalisme doit pouvoir prendre appui sur des dispositifs, c'est-à-dire sur des assemblages d'objets, de règles, de conventions, dont le droit est l'une des expressions. Ces dispositifs, élaborés en réponse aux critiques exprimées, sont ce qui contraint le processus d'accumulation<sup>871</sup>. Selon eux, « c'est par un travail de réflexivité opéré à la fois par les responsables d'entreprises et par ceux qui les assistent, qui entendent reproduire les succès et comprendre les échecs, et par la critique, qui cherche à comprendre les origines de ce qui l'indigne et qui interpelle les premiers en les obligeant à produire des interprétations et des justifications, que s'établit une sorte de cartographie du monde en un certain état du capitalisme, selon des catégories partagées par les deux types d'acteurs »<sup>872</sup>.

Selon la perspective qu'ils adoptent, le concept même de critique échappe d'ailleurs à la polarisation théorique entre les interprétations en termes de rapports de forces ou de relations légitimes. L'idée de critique ne prend sens en effet que dans un différentiel entre un état de choses désirable et un état de choses réel. Pour donner à la critique la place qui lui revient dans le monde social, il faut renoncer à rabattre la justice sur la force ou à se laisser aveugler par l'exigence de justice au point d'ignorer les rapports de forces. Pour être valide, la critique doit être en mesure de se justifier, c'est-à-dire de clarifier les points d'appui normatifs qui la fondent, et cela, particulièrement, lorsqu'elle est confrontée aux justifications que ceux qui sont l'objet de la critique donnent de leur action. Elle ne cesse donc de faire référence à la justice, mais, d'autre part, la critique met en scène un monde dans lequel l'exigence de justice

---

<sup>869</sup> Cf. *Ibid.*, p. 68.

<sup>870</sup> Les auteurs ont en effet adapté à l'analyse de la dynamique du capitalisme le cadre d'analyse présenté par Boltanski lui-même et par Laurent Thévenot dans *De la justification* qui met l'accent sur les opérations de critique et de justification opérées par les personnes dans les situations de la vie quotidienne et qui présente un modèle des conventions générales et des formes d'équivalence permettant de conférer à la justification et à la critique un caractère légitime. Voir BOLTANSKI L. et L. THÉVENOT, *De la justification: les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

<sup>871</sup> Cf. BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, op. cit., p. 649.

<sup>872</sup> *Ibid.*, p. 650. Nous soulignons.



est sans arrêt transgressée. Elle dévoile l'hypocrisie des prétentions morales qui dissimulent la réalité des rapports de forces, de l'exploitation et de la domination<sup>873</sup>.

L'impact de la critique sur l'esprit du capitalisme semble être potentiellement au moins de trois ordres. Tout d'abord, elle est à même de délégitimer les esprits antérieurs et de leur enlever de leur efficacité. Ensuite, la critique a pour effet qu'en s'opposant au processus capitaliste, elle contraint ceux qui en sont les porte-parole à le justifier en termes de bien commun. Plus la critique se révélera virulente et convaincante pour un grand nombre de personnes, plus les justifications données en retour devront être associées à des dispositifs fiables garantissant une amélioration effective en termes de justice. Quand le capitalisme est obligé de répondre effectivement aux points soulevés par la critique pour chercher à l'apaiser et pour conserver l'adhésion de ses troupes qui risquent de prêter l'oreille aux dénonciations, il s'incorpore, par cette opération, une partie des valeurs au nom desquelles il était critiqué. L'effet dynamique de la critique sur l'esprit du capitalisme passe ici par le renforcement des justifications et des dispositifs associés qui, sans remettre en cause le principe même de l'accumulation ni l'exigence de profit, donne partiellement satisfaction à la critique, et intègre au capitalisme des contraintes correspondant aux points qui préoccupent le plus ses détracteurs. Le coût à payer par la critique pour se trouver écoutée, tout au moins partiellement, est alors de voir une partie des valeurs qu'elle avait mobilisées pour s'opposer à la forme prise par le processus d'accumulation être mises au service de cette même accumulation selon un processus d'acculturation.

Un dernier type d'impact possible de la critique concerne la capacité de *déplacement* du capitalisme. On peut en effet supposer qu'il puisse, sous certaines conditions, échapper à l'exigence de renforcement des dispositifs de justice sociale en se rendant plus difficilement déchiffrable. Selon cette possibilité, la réponse apportée à la critique ne conduit pas à la mise en place de dispositifs plus justes, mais à une transformation des modes de réalisation du profit telle que le monde se trouve momentanément désorganisé par rapport aux référents antérieurs et dans un état de forte illisibilité. La critique agit ici comme aiguillon pour accélérer la transformation des modes de production. Ces déplacements peuvent être géographiques (délocalisation dans des régions où la main-d'œuvre est bon marché et le droit du travail peu développé ou peu respecté) si par exemple les entreprises ne veulent pas améliorer le partage salaires-profit dans le sens demandé par la critique. Il peut s'agir aussi d'une modification des critères de réussite dans l'entreprise pour échapper aux procédures

---

<sup>873</sup> Cf. *Ibid.*, p. 72.

associées à la gestion des carrières ou de la suppression d'épreuves formelles dans les recrutements (résolutions de cas par écrit, tests psycho-techniques) jugées trop coûteuses.

Par ailleurs, à partir de ce dernier exemple, on voit que sous certaines conditions la critique peut être elle-même un des facteurs de changement du capitalisme (et pas seulement de son esprit). Dans ce cas, la critique s'exerce de façon si virulente sur les épreuves instituées que le capitalisme cherche à leur échapper en opérant des déplacements. On peut aussi imaginer des cas où la critique en obligeant le capitalisme à se limiter le contraint à modifier ses formes d'accumulation. Par exemple, dans le cas du deuxième esprit du capitalisme, la critique de l'exploitation a permis d'imposer un cadre comptable faisant apparaître la valeur ajoutée et sa répartition.

Un autre aspect fort intéressant de la démarche de Boltanski et Chiapello est qu'ils se gardent de voir dans les déplacements le résultat d'une stratégie d'ensemble élaborée dans des instances secrètes et appliquées d'en haut. Ils ne sont interprétables ni en termes de plan préconçu, planifié, organisé par un acteur omniscient et tout puissant – patronat, ou capitalisme – ni en termes de processus inconscient, sans sujet et sans réflexivité. Ils évitent ainsi une approche du capital comme « grand méchant système » ou « sujet automate ». De cette manière, par exemple, les déplacements organisationnels des années 1970 ont été préparés par un grand nombre de réflexions et d'études de la part d'experts – économistes, sociologues, spécialistes en gestion – et de consultants ou de journalistes spécialisés, soucieux de faire face à la critique. La recherche de dispositifs plus robustes a été aussi encouragée par les organisations patronales. Les mêmes acteurs ont joué un grand rôle dans la mise en commun des expériences, leur stabilisation et leur transformation en techniques ou en dispositifs transposables et répétables. Toutefois la façon de faire a consisté plutôt à rechercher de nouveaux chemins de profits en favorisant des changements locaux, multiples et de faible amplitude. L'exercice de cette « réflexivité limitée » a pris appui sur les préoccupations et les actions d'un nombre considérable d'acteurs – patrons, dirigeants, directeurs des ressources humaines, cadres - dont chacun cherchait à reprendre la main, là où il était, à remettre ses subordonnés au travail, à accroître sa marge de manœuvre et à restaurer ses profits. Ces acteurs étaient à la fois en concurrence les uns avec les autres et désireux de coopérer pour comprendre ce qui, chez leurs concurrents, semblait marcher et, dans la mesure du possible, pour emprunter le procédé en question. Par ailleurs, la pression concurrentielle va dans le sens d'une diffusion assez rapide des déplacements<sup>874</sup>.

---

<sup>874</sup> Cf. *Ibid.*, p. 668.

Le changement des dispositifs d'accumulation capitaliste a pour effet de désarmer temporairement la critique, mais il a de grandes chances aussi de conduire, à moyen terme, vers la reformulation d'un nouvel esprit du capitalisme afin de restaurer l'implication des salariés qui ont perdu, dans le mouvement, les repères auxquels ils s'accrochaient pour avoir prise sur leur travail. En effet, les risques que court le capitalisme si sa marche n'est pas à nouveau encadrée par des contraintes établies en référence à des exigences externes de bien commun sont de plusieurs ordres. Ils sont liés tout d'abord à la possibilité d'un désengagement des personnes. Même stimulé un temps par l'envolée des profits spéculatifs, le processus d'accumulation ne peut se poursuivre sans la participation active du plus grand nombre possible d'acteurs, mobilisés soit en tant que travailleurs ou créateurs de produits nouveaux, soit en tant que consommateurs, soit enfin en tant qu'investisseurs dont la confiance ne peut se maintenir que s'ils se jugent suffisamment protégés des risques systémiques. En effet, même s'il est à lui-même sa propre norme, le processus d'accumulation doit pour se poursuivre – c'est là son paradoxe – être profondément encastré dans un tissu social qu'il ne cesse de déchirer quand la logique à laquelle il obéit s'exerce hors de tout contrôle extérieur. Ce désengagement a cependant des chances inégales d'affecter les différentes catégories de salariés en fonction des avantages qu'ils peuvent tirer du redéploiement du capitalisme<sup>875</sup>.

On voit ainsi, avec cette analyse, une autre version de ce que nous avons analysé avec Marx comme la tension indépassable entre l'abstraction de la logique du capital et la concrétude du monde (social, en l'occurrence). L'élément original de l'analyse développée dans *Le nouvel esprit du capitalisme* est qu'elle permet de comprendre que la critique sert indirectement le capitalisme, et constitue un des instruments de sa capacité à durer, car les dangers que court le capitalisme quand il peut se déployer sans contrainte en détruisant le substrat social sur lequel il prospère trouvent un palliatif dans la capacité du capitalisme à entendre la critique qui constitue sans doute le principal facteur de la robustesse qui a été la sienne depuis au moins le XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sont les mouvements critiques qui informent paradoxalement le capitalisme sur les dangers qui le menacent<sup>876</sup>. Mais cela présuppose une réflexivité du capitalisme lui permettant de prendre en compte les signaux de danger qui lui sont envoyés. Il serait en effet doté de dispositifs de veille autres que les automatismes marchands. Les syndicats patronaux, les clubs de réflexion, les ouvrages de management ainsi que les consultants qui font circuler les innovations organisationnelles agissent comme autant

---

<sup>875</sup> Cf. *Ibid.*, p. 682.

<sup>876</sup> Cf. *Ibid.*, p. 686.

d'instances de coordination. Quant aux centres de calcul, ce sont parfois ceux de la critique qui font fonction de signaux d'alerte. Par exemple, Boltanski et Chiapello rappellent que, dans les années 1970, la sociologie du travail, du syndicalisme et des classes sociales a été dénoncée, depuis des positions gauchistes, car elle aurait eu pour rôle principal d'informer les instances liées au patronat de l'état de la critique et, en apportant une information fine sur les salariés, de favoriser l'établissement de dispositifs d'encadrement et de mise au travail. Dans tous les cas, la qualité de la prise en charge de la critique par le capitalisme dépend bien de la qualité de ces différentes instances qui permettent de réduire la tension entre les intérêts des entrepreneurs en tant qu'ils se font concurrence (ce qui les porte à ignorer la critique) et leurs intérêts en tant qu'ils sont solidaires du fonctionnement du système dans son ensemble (ce qui les incite au contraire à tenir compte des protestations dans leurs formulations politiques)<sup>877</sup>.

D'autre part, la mise en place de dispositifs garantissant plus de justice apaise la critique pour ce qui est des objets de revendications jusque-là mis en avant, mais peut aussi du même coup l'amener à se déplacer sur d'autres problèmes, mouvement qui s'accompagne le plus souvent d'une baisse de la vigilance quant aux anciens points de contestation, ouvrant par là de nouvelles possibilités pour le capitalisme de changer les règles du jeu et entraînant une dégradation des avantages obtenus avec comme résultat, à moyen terme, une relance de la critique.

Plus généralement, l'état de désarmement de la critique ne paraît pas destiné à durer, car le redéploiement du capitalisme crée de nouveaux problèmes, de nouvelles inégalités, de nouvelles injustices, non parce qu'il serait intrinsèquement dans sa nature d'être injuste, mais parce que la question de la justice n'est pas pertinente dans le cadre où il se déploie, vu que la norme abstraite d'accumulation du capital est en soi amoral.

Par rapport aux types de critique normalement adressées au capitalisme, Boltanski et Chiapello remarquent que, depuis sa formation, si le capitalisme a changé, sa « nature » (et, ajoutons-le, le caractère abstrait et indifférent de l'abstraction capitaliste) ne s'est pas

---

<sup>877</sup> Aujourd'hui, on pourrait dire que le problème écologique constitue peut-être un des leviers les plus puissants de cette critique qui déjà à l'époque d'écriture du livre commençait à se faire entendre, sans compter le problème de la dégradation des conditions de vie dans les pays centraux : « Le changement dans le temps des préoccupations majeures de groupes ou d'organismes comme les syndicats et cercles d'études patronaux, l'OCDE, la Commission trilatérale, le G7, etc. constitue un excellent indicateur de l'effort accompli par les instances de réflexivité du monde capitaliste pour répondre à la critique, soit en l'intégrant, soit en l'écartant, ce qui oblige quand même à construire des justifications. Ces dernières années ont ainsi vu, au niveau international, se multiplier des études destinées à infirmer les effets de la mondialisation sur la baisse des salaires dans les pays les plus industrialisés et se développer une préoccupation concernant les risques environnementaux ou la protection des investissements. Ce sont autant de « risques » qui ont été pris en compte par les instances de coordination du capitalisme et sur lesquels elles travaillent, ce qui ne signifie pas qu'elles soient, à elles seules, en mesure de les identifier et moins encore de les résoudre » (*Ibid.*, p. 688-9).

radicalement transformée si bien que les sources d'indignation qui ont continûment alimenté sa critique sont restées à peu près les mêmes au cours des deux derniers siècles. Elles sont essentiellement de quatre ordres :

- a) le capitalisme source de désenchantement et d'inauthenticité des objets, des personnes, des sentiments et, plus généralement, du genre de vie qui lui est associé ;
- b) le capitalisme source d'oppression, en tant qu'il s'oppose à la liberté, à l'autonomie et à la créativité des êtres humains soumis, sous son empire, d'une part à la domination du marché comme force impersonnelle qui fixe les prix, désigne les hommes et les produits-services désirables et rejette les autres, d'autre part aux formes de subordination de la condition salariale (discipline d'entreprise, surveillance rapprochée des chefs et encadrement par des règlements et des procédures) ;
- c) le capitalisme source de misère chez les travailleurs et d'inégalités d'une ampleur inconnue dans le passé ;
- d) le capitalisme, source d'opportunisme et d'égoïsme qui, en favorisant les seuls intérêts particuliers, se révèle destructeur des liens sociaux et des solidarités communautaires, particulièrement des solidarités minimales entre riches et pauvres<sup>878</sup>.

Les deux premiers aspects correspondent à peu près à ce que les auteurs appellent *critique artiste*, les deux derniers correspondant à la *critique sociale* du capitalisme. Les même auteurs croient trouver dans cette dialectique entre le capitalisme et ses critiques une intrigue privilégiée pour comprendre la complexité et la plasticité de la dynamique capitaliste :

La dialectique du capitalisme et de ses critiques se révèle par là nécessairement sans fin, pour autant que l'on demeure dans le régime du capital, ce qui semble être l'éventualité la plus probable à moyen terme. La critique, partiellement entendue et intégrée sur certains points, partiellement contournée ou contrée sur d'autres, doit sans arrêt se déplacer et forger de nouvelles armes, sans cesse reprendre ses analyses de façon à rester au plus près des propriétés qui caractérisent le capitalisme de son temps. Il s'agit là, à bien des égards, d'une forme sophistiquée du supplice de Sisyphe à destination de tous ceux qui ne se contentent pas d'un état social donné et qui pensent que les hommes doivent chercher à améliorer la société dans laquelle ils vivent - ce qui est en soi une conception récente. Mais les effets de la critique sont réels<sup>879</sup>.

Néanmoins, cela ne doit pas nous amener à penser que la critique est le seul aiguillon de changement du capitalisme ainsi que de son esprit. Les auteurs reconnaissent que la concurrence y joue un rôle tout à fait central. En effet, la rivalité qu'entretient la concurrence entre les capitalistes les oblige à chercher sans arrêt un avantage sur leurs compétiteurs, par l'innovation technologique, la quête de nouveaux produits ou services, l'amélioration de ceux qui existent, et la modification des modes d'organisation du travail, si bien que nous trouvons là une cause de changement perpétuel du capitalisme. L'impact de la critique sur les profits est réel mais les déplacements du capitalisme sont liés à toutes les opportunités qui se font jour d'accroître les gains. La pression constante de la concurrence, l'observation angoissée des

---

<sup>878</sup> *Ibid.*, p. 86-7.

<sup>879</sup> *Ibid.*, p. 92.

mouvements stratégiques qui s'opèrent sur leurs marchés sont un aiguillon puissant à la recherche incessante par les responsables d'entreprises de nouvelles façons de faire<sup>880</sup>.

Par ailleurs, les auteurs précisent que l'écoute de la critique et l'autolimitation périodique du capitalisme n'est que « l'une des issues envisageables à la crise idéologique du capitalisme, une autre éventualité, qui n'est pas non plus à écarter, consistant en une dégradation croissante des conditions de vie du plus grand nombre, une augmentation des inégalités sociales et la généralisation d'une sorte de nihilisme politique »<sup>881</sup>.

## **5.2 – Le nouvel esprit du capitalisme : néomanagement et nouvelles conditions de travail et de consommation**

Pour revenir au thème central de l'ouvrage, à savoir la constitution d'un nouvel esprit du capitalisme, nous avons vu que les auteurs s'appuyaient notamment sur les changements intervenus dans le discours du management dans les années 1990. À ce titre, ils notent d'abord que tout comme l'esprit du capitalisme présente deux faces, l'une tournée vers l'accumulation du capital, l'autre vers des principes de légitimation, la littérature de management peut se lire sur deux plans différents. On y verra certes le réceptacle des nouvelles méthodes pour faire du profit, de nouvelles recommandations données aux managers pour créer des entreprises plus efficaces et plus compétitives, mais la littérature de management n'est pas purement technique. Elle comporte en même temps une forte tonalité morale, ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'une littérature normative qui dit ce qui doit être et non ce qui est à travers des exemples. La littérature de management doit donc montrer en quoi la façon prescrite de faire du profit peut être désirable, intéressante, « excitante », novatrice ou méritoire. Elle ne peut s'arrêter aux motifs et aux stimulations économiques. Elle doit également prendre appui sur des visées normatives prenant en compte non seulement les aspirations personnelles à la sécurité et à l'autonomie mais aussi la façon dont ces aspirations peuvent être rattachées à une orientation plus générale vers le bien commun<sup>882</sup>.

En ce qui concerne la nouveauté des années 1990, la comparaison avec les années 1960 permet de préciser cette esquisse. Le projet des années 1960 est orienté vers la libération des cadres et l'assouplissement de la bureaucratie issue de la centralisation et de l'intégration croissante d'entreprises de plus en plus grandes. Le projet des années 1990 se présentera d'ailleurs comme un prolongement de ce mouvement en reprenant les thèmes de la lutte

---

<sup>880</sup> Cf. *Ibid.*, p. 95.

<sup>881</sup> *Ibid.*, p. 700.

<sup>882</sup> Cf. *Ibid.*, p. 102.

antibureaucratique et de l'autonomie. Désormais, la hiérarchie est une forme de coordination à bannir en tant qu'elle repose sur une domination ; cette fois il ne s'agit plus seulement de libérer les cadres mais tous les salariés. Les motifs invoqués pour justifier cette charge antihiérarchique sont souvent d'ordre moral et participent d'un refus plus général des rapports dominants-dominés.

Autre trait marquant des années 1990, le thème de la concurrence et celui du changement permanent et toujours plus rapide des technologies – déjà présents dans les années 1960 – prennent une ampleur sans précédent, et on trouve pratiquement dans tous les textes des conseils pour mettre en place cette organisation flexible et inventive. Cette attention obsessionnelle à l'adaptation, au changement, à la « flexibilité » repose sur une série de phénomènes qui ont marqué profondément les esprits à partir de la fin des années 1970. Les dispositifs proposés par les auteurs des années 1990, pour faire face aux enjeux qu'ils identifient, forment une nébuleuse impressionnante d'innovations managériales que Boltanski et Chiapello essaient néanmoins d'articuler autour de quelques idées clés: des entreprises « maigres » travaillant en réseau avec une multitude d'intervenants, une organisation du travail en équipe, ou par projets, orientée vers la satisfaction du client, et une mobilisation générale des travailleurs grâce aux visions de leurs leaders<sup>883</sup>.

Il importe toutefois de mettre en évidence en quoi le néomanagement des années 1990 est bien encore du management, c'est-à-dire en quoi il continue à renfermer des dispositifs de contrôle, bien que d'une nature différente de ceux associés au deuxième esprit du capitalisme. On peut en effet envisager l'histoire du management comme celle d'une sophistication permanente des moyens de maîtriser ce qui se passe dans l'entreprise et son environnement. Si chez Taylor et Fayol, considérés comme les fondateurs du management en tant que discipline, les hommes sont le point principal d'application des contrôles (le couplage homme-machine chez Taylor, l'organisation générale chez Fayol), la volonté de maîtrise s'étendra plus tard, avec certaines sous-disciplines du management, au-delà du seul contrôle des machines et du personnel. Avec la stratégie d'entreprise, on a développé la maîtrise des marchés et de la concurrence, avec le marketing celle du circuit de distribution, des clients et de leurs comportements d'achat, avec le management des achats le contrôle des fournisseurs, avec les relations publiques, celui de la presse et des pouvoirs politiques. De même, au sein du personnel, chaque catégorie a fait l'objet de dispositifs spécifiques : le taylorisme a été inventé pour contrôler les ouvriers et la direction par objectifs pour encadrer les cadres ; de nos jours

---

<sup>883</sup> Cf. *Ibid.*, p. 124.

les dispositifs du *corporate governance* sont destinés au contrôle des plus hauts dirigeants des grandes entreprises.

Quelles sont alors les modalités de contrôle contenues dans le néomanagement ? Cette question est centrale parce que les cadres sont d'abord, dans l'entreprise, les agents qui exercent les tâches de contrôle sur les dispositifs techniques, sur la vente et sur les autres salariés, cette fonction étant primordiale pour la réalisation du profit. Or, à ce titre Boltanski et Chiapello remarquent que les auteurs des années 1990 mettent bien, comme leurs prédécesseurs, la question du contrôle au centre de leurs préoccupations. Un de leurs problèmes principaux est en effet de contrôler une « entreprise libérée » faite d'équipes auto-organisées et travaillant en réseau sans unité de temps ni de lieu. La solution apportée est, en fait, que les personnes s'autocontrôlent - ce qui consiste à déplacer la contrainte de l'extériorité des dispositifs organisationnels vers l'intériorité des personnes – , et que les forces de contrôle qu'elles exercent soient cohérentes avec un projet général de l'entreprise. Cela explique l'importance accordée à des notions comme celles « d'implication du personnel » ou de « motivations intrinsèques » qui sont des motivations liées à l'envie de réaliser le travail et au plaisir de le faire et non à un quelconque système de sanctions/récompenses plaqué de façon externe et uniquement capable de générer des « motivations extrinsèques ». La culture et les valeurs de l'entreprise, le projet d'entreprise, la vision du leader, la capacité du chef d'entreprise à « faire partager son rêve », sont autant d'adjuvants qui doivent favoriser la convergence des autocontrôles individuels, les contrôles auto-exercés par chacun sur soi-même et de façon volontaire, ceux-ci ayant d'autant plus de chances de rester cohérents entre eux, qu'ils s'inspirent d'une même source originelle. L'insistance mise par ailleurs par les auteurs de management des années 1990 sur le client est une façon de faire admettre à leurs lecteurs que la satisfaction des clients doit être une valeur suprême à laquelle l'adhésion s'impose<sup>884</sup>.

Selon les auteurs, on peut ainsi, en schématisant, voir dans le passage du contrôle à l'autocontrôle, et dans l'externalisation des coûts de contrôle, autrefois assumés par l'organisation, sur les salariés et les clients, les traits les plus marquants de l'évolution du management au cours des trente dernières années. C'est ainsi qu'associés à la réduction du nombre de niveaux hiérarchiques, les nouveaux dispositifs visent à accroître l'autonomie des personnes et des équipes de façon à les amener à prendre en charge une partie des tâches de contrôle autrefois assumées par les échelons supérieurs ou les services fonctionnels.

---

<sup>884</sup> Cf. *Ibid.*, p. 135.



Par ailleurs, les solutions proposées par la littérature de management des années 1990 aux deux questions qui, par-dessus tout, la travaillent, d'une part l'anti-autoritarisme, d'autre part l'obsession de la souplesse et de la réactivité, se trouvent commodément rassemblées par les auteurs sous la métaphore du *réseau*, mobilisée dans toutes sortes de contextes, qu'il s'agisse de la généralisation du travail en équipes autonomes sans unité de lieu ni de temps travaillant elles-mêmes « en réseau » (i.e. en partie à distance, avec des partenaires internes ou externes à l'entreprise, des membres stables à temps plein et d'autres à temps partiel et/ou ponctuels), du développement de relations de partenariat où la confiance joue un grand rôle (alliances stratégiques), de l'analyse des possibilités de travail à distance qu'offrent les « réseaux informatiques » ou encore de l'instauration de « réseaux d'entreprises », comme dans le cas des « districts industriels »<sup>885</sup>.

Comme c'était déjà le cas dans les années 1960, l'un des attraits principaux des propositions formulées dans les années 1990 est l'offre d'une certaine libération. Il ne s'agit cependant plus seulement d'obtenir la liberté surveillée de la direction par objectifs, qui n'est d'ailleurs accessible qu'aux cadres. Dans le nouvel univers, tout est possible puisque créativité, réactivité et flexibilité sont les nouveaux mots d'ordre. Une autre dimension séduisante du néomanagement est la proposition faite à chacun de se développer personnellement. Les nouvelles organisations sont censées solliciter toutes les capacités de l'homme qui pourra ainsi s'épanouir pleinement. Des *coaches* accompagneront les personnes dans cette entreprise et tout sera mis en œuvre pour qu'elles se connaissent mieux et découvrent ce dont elles sont capables. Le nouveau modèle propose une « vraie autonomie », nous dit-on, fondée sur une connaissance de soi-même et un épanouissement personnel. Ce qui est aussi en théorie également attirant dans le néomanagement est la perspective de travailler pour un *projet* d'entreprise intéressant, qui en « vaut la peine », porté par un leader « exceptionnel » dont on va « partager le rêve ». D'ailleurs, la littérature de management exhorte tout le monde et, au premier chef, les cadres, à être ces « leaders charismatiques » et « visionnaires »<sup>886</sup>.

Pour autant les auteurs de management savent aussi que sans de nouvelles formes de sécurité leurs propositions ne tenteront pas beaucoup de personnes. La première difficulté qu'ils ont à résoudre est de proposer quelque chose à la place des carrières hiérarchiques. La suggestion est de les remplacer par la succession des projets. Les personnes ne feront plus

---

<sup>885</sup> Cf. *Ibid.*, p. 141.

<sup>886</sup> Cf. *Ibid.*, p. 150-2.

carrière mais passeront d'un projet à un autre, leur réussite sur un projet donné leur permettant d'accéder à d'autres projets plus intéressants. Chaque projet, étant par définition différent, nouveau, innovant, se présente comme une opportunité d'apprendre et d'enrichir ses compétences qui sont autant d'atouts pour trouver d'autres engagements. La notion clé dans cette conception de la vie au travail est celle d'employabilité qui désigne la capacité dont les personnes doivent être dotées pour que l'on fasse appel à elles sur des projets. Le passage d'un projet à un autre est l'occasion de faire grandir son employabilité. Celle-ci est le capital personnel que chacun doit gérer et qui est constitué de la somme de ses compétences mobilisables. On considérera qu'une entreprise offre une certaine forme de sécurité quand elle ne détruit pas l'employabilité de ses salariés mais au contraire la développe.

Si le caractère rudimentaire des méthodes mises en œuvre dans le deuxième esprit du capitalisme, précisément parce qu'elles sont de l'ordre de la robotisation des hommes, ne permet pas de mettre directement au service de la recherche du profit les propriétés les plus humaines des êtres humains, leurs affects, leur sens moral, leur honneur, leur capacité d'invention, les nouveaux dispositifs, qui réclament un engagement plus complet et qui prennent appui sur une ergonomie plus sophistiquée, intégrant les apports de la psychologie post-béhavioriste et des sciences cognitives, précisément, d'une certaine façon, parce qu'ils sont plus humains, pénètrent aussi plus profondément dans l'intériorité des personnes, dont on attend qu'elles se « donnent » à leur travail et rendent possible une instrumentalisation des hommes dans ce qu'ils ont de proprement humain.

La thèse centrale des auteurs est que le néomanagement entend répondre aux deux demandes d'authenticité et de liberté, portées historiquement de façon conjointe par la « critique artiste », et laisse de côté les questions de l'égoïsme et des inégalités traditionnellement associées à la « critique sociale ». La remise en question des formes jusque-là dominantes de contrôle hiérarchique et l'octroi d'une marge de liberté plus grande sont ainsi présentés, dans la littérature de management, comme une réponse aux demandes d'autonomie émanant de salariés plus qualifiés, et, particulièrement des jeunes cadres, ingénieurs et techniciens qui, formés dans un environnement familial et scolaire plus permissif, supportent mal la discipline d'entreprise et le contrôle rapproché par les chefs, se rebellent contre l'autoritarisme quand ils y sont soumis, mais répugnent aussi à l'exercer sur leurs subordonnés. Il ne serait pas difficile de reconnaître là un écho des dénonciations

antihierarchiques et des aspirations à l'autonomie qui se sont exprimées avec force à la fin des années 1960 et dans les années 1970<sup>887</sup>.

Les auteurs s'attellent ainsi à décrire comment les contestations auxquelles le capitalisme a dû faire face en France, notamment à partir des événements de Mai 68, ont entraîné une transformation de son fonctionnement et de ses dispositifs. Curieusement, dans un premier temps, les patrons (membres actifs du CNPF, dirigeants des grandes entreprises), en liaison avec le gouvernement Chaban-Delmas, interpréteront la crise dans les termes de la critique sociale et chercheront un apaisement en négociant avec les centrales syndicales au niveau national des avantages en termes de salaire ou de sécurité, sans rien céder sur les points qui, comme les demandes d'autonomie ou de créativité, se rattachent plutôt à la critique artiste. La première réponse a donc pour caractéristique de ne pas sortir des solutions proposées par le deuxième esprit du capitalisme.

Ce n'est que dans un second temps, devant ce qui, aux yeux des patrons, marque l'échec de cette stratégie, qui s'est révélée coûteuse et qui n'a pas eu pour résultat l'arrêt de la contestation et la remise sous contrôle des comportements au travail ni par le management ni d'ailleurs par les syndicats - la désorganisation de la production ne baissant pas sensiblement -, *les fractions novatrices du patronat* (majoritairement regroupées autour du groupe « Entreprise et Progrès ») adopteront une nouvelle interprétation de la crise d'où découlera une seconde stratégie. Ils comprendront la crise dans les termes de la critique artiste, comme une révolte contre des conditions de travail asservissantes et contre les formes d'autorité traditionnelles. Ils n'attendront plus le retour à la paix sociale de l'action des centrales syndicales, cesseront de négocier avec elles des avantages sociaux et entreprendront au contraire de les contourner au niveau local et sur le lieu de travail.

Néanmoins, l'ordre de réponse aux deux critiques, la critique sociale d'abord, la critique artiste ensuite, ne provient pas seulement d'une évolution des réflexions et des opportunités patronales ; il découle aussi d'une transformation de la critique elle-même. Compte tenu de l'association particulièrement forte en France entre la critique sociale et le mouvement communiste, le discrédit jeté sur ce dernier s'est accompagné d'une désertion temporaire mais bien réelle par la critique du terrain économique. Sous les feux de la critique artiste, l'entreprise s'est trouvée réduite à la fonction d'institution oppressive au même titre que l'État, l'armée, l'école ou la famille et le combat antibureaucratique pour l'autonomie au travail a pris le pas sur les préoccupations d'égalité économique et de sécurité des plus démunis.

---

<sup>887</sup> Cf. *Ibid.*, p. 161-2.

Dans tous les cas, ces fractions avancées du patronat ont pris au sérieux les avis des « experts », des consultants, des spécialistes des relations humaines et des sociologues, et ont compris que tout n'était pas à rejeter dans les « idées de 68 ». Boltanski et Chiapello montrent ainsi que la nouvelle façon d'interpréter la crise n'émanait pas directement des acteurs de terrain, des patrons locaux, des directeurs d'usines ou des salariés et des représentants syndicaux. L'accent mis sur les conditions de travail est en fait d'abord le résultat d'une réflexion menée par les spécialistes du travail – inspecteurs du travail ou sociologues du travail. C'est ensuite seulement que les centrales syndicales, dans leur tâche de construction de nouvelles revendications ont repris ce thème, de même que les organisations novatrices du patronat. Ils se sont rendus compte que les tâches répétitives, sans responsabilité ni autonomie, le chronométrage et l'Organisation Scientifique du Travail (OST) ne convenaient plus à une main-d'œuvre jeune et fortement scolarisée. En outre, il est devenu évident qu'une part toujours croissante des profits provenait de l'exploitation des ressources d'inventivité, d'imagination, d'innovation, développées dans les nouvelles technologies et surtout dans les secteurs en pleine expansion des services et de la production culturelle. Cela sera transformé par le CNPF en slogan largement diffusé par une importante campagne de presse, et repris par les porte-parole politiques de la majorité dans les années 1973-1976. L'amélioration des conditions de travail et l'enrichissement des tâches, mots d'ordre lancés à la fin de 1973, constitueront des thèmes majeurs sous la présidence de V. Giscard d'Estaing<sup>888</sup>.

Ce changement de politique sociale consistait à reprendre le contrôle de la force de travail aux syndicats pour la donner au management, mais l'innovation va consister principalement à reconnaître la validité de l'exigence d'autonomie, et même à en faire une valeur absolument centrale du nouvel ordre industriel, et cela non seulement en faveur de ceux qui la réclamaient – les ingénieurs et les cadres diplômés des grandes entreprises –, mais aussi en faveur de ceux qui ne la réclamaient pas, du moins pas explicitement, c'est-à-dire les ouvriers qui avaient mené l'essentiel des luttes sociales des dix dernières années. Aux mesures visant à donner une plus grande sécurité aux salariés, sont substituées des mesures visant à rendre plus léger le contrôle hiérarchique et à prendre en considération les « potentiels » individuels. Par un retournement de politique, l'autonomie fut, en quelque sorte, échangée contre la sécurité.

Il importe de mentionner que, malgré le rôle joué par les organisations patronales, cette « stratégie » a été conduite sans plan d'ensemble et sans remettre en cause frontalement et en

---

<sup>888</sup> Cf. *Ibid.*, p. 289.

bloc les principaux « acquis sociaux » de la période antérieure - ce qui aurait pu entraîner des réactions violentes. La dérégulation des années 1980, et la dégradation de la sécurité des salariés, de plus en plus nombreux à être menacés de précarité, n'ont pas été le résultat d'une déréglementation brutale, ce qui aurait été le cas si la plupart des mesures adoptées au début des années 1970 avaient été simplement abrogées. La remise sous contrôle des entreprises fut obtenue par l'intermédiaire d'une multiplicité de mesures partielles ou locales, d'« innovations », selon le langage des consultants, se coordonnant les unes aux autres par essais et erreurs et, d'une manière générale, en jouant sur une série de déplacements d'ordre morphologique (délocalisations, développement de la sous-traitance, par exemple), organisationnel (juste-à-temps, polyvalence ou encore diminution de la longueur des lignes hiérarchiques) ou juridiques (utilisation par exemple de cadres contractuels plus souples en matière salariale, importance accrue accordée au droit commercial par rapport au droit du travail)<sup>889</sup>. De cette manière, ces nouvelles façons de faire qui se présentent comme une accumulation de microévolutions, de microdéplacements, ont eu pour effet de rendre un grand nombre de dispositions du droit du travail caduques en pratique sans pour autant avoir été abrogées. Dans une note, les auteurs insistent sur la critique du « macro sujet » :

*Le patronat n'est évidemment pas un acteur unique et les dirigeants d'entreprise n'obéissent pas comme un seul homme à des mots d'ordre lancés par les organisations patronales. Parler d'une stratégie - au sens d'un projet planifié - du CNPF durant la période est excessif sans que l'on puisse pour autant faire des transformations des années 70 le résultat automatique d'un processus sans sujet. Comme le remarque Chris Howell, le CNPF et les autres instances du patronat (comme, par exemple, le Centre des Jeunes Dirigeants), s'ils n'ont pas orchestré la réponse patronale à la crise, ont au moins joué un rôle très important, d'une part, en faisant pression sur l'État et, d'autre part, en jouant le rôle de laboratoire de réflexion et d'innovation dans l'invention et surtout la diffusion - au moyen de conférences, séminaires, colloques... - de nouvelles formes et de nouvelles pratiques de management. On pourrait faire les mêmes remarques pour un organisme comme l'OCDE. Les associations patronales peuvent, en ce sens, être assimilées à des « clubs »<sup>890</sup>.*

Les multiples transformations initiées au cours des années 70 se trouveront au cours de la décennie suivante coordonnées, rapprochées et labellisées dans un vocable unique: celui de *flexibilité*. La flexibilité, qui est d'abord la possibilité pour les entreprises d'adapter sans tarder leur appareil productif, et notamment le niveau d'emploi, aux évolutions de la demande, sera en effet également associée au mouvement vers une plus grande autonomie au travail, synonyme d'adaptation plus rapide du terrain aux circonstances locales sans attendre les ordres d'une bureaucratie inefficace. Paradoxalement, le consensus sur la flexibilité a été favorisé par l'arrivée au pouvoir des socialistes et l'intégration dans l'État de nouveaux experts

---

<sup>889</sup> Cf. *Ibid.*, p. 301-2.

<sup>890</sup> *Ibid.*, p. 790-1. Nous soulignons.

économiques qui, d'une part, mirent en place un compromis entre la demande de flexibilité et des thèmes venus de la gauche ou de l'extrême gauche et, d'autre part, augmentèrent la légitimité des revendications patronales en leur apportant la caution des secteurs les plus en pointe de la science économique<sup>891</sup>.

En somme, les déplacements opérés par le capitalisme lui ont permis d'échapper aux contraintes qui avaient été érigées peu à peu en réponse à la critique sociale et ont été possibles sans rencontrer de résistances de grande ampleur parce qu'ils semblaient donner satisfaction à des revendications issues d'un autre courant critique. L'analyse déployées dans *Le nouvel esprit du capitalisme* est importante car la transformation du capitalisme et l'émergence d'un nouvel ensemble de valeurs destiné à le justifier peuvent donc être éclairées autrement que par un discours sur une adaptation inexorable aux nouvelles conditions de la concurrence. Une analyse des critiques auxquelles il est confronté, associée à une recherche des solutions qui ont été apportées pour les faire taire, est également de nature à nous renseigner sur les ressorts du changement. Les transformations du capitalisme ne sont en rien un processus automatique, mais elles impliquent une certaine *imagination* ou *créativité* propre à la pratique capitaliste<sup>892</sup>.

Néanmoins, comme le soulignent les auteurs, les tenants du « mouvement inexorable » n'ont pas tout à fait tort dans la mesure où la recherche d'*innovations sociales*, destinées à résoudre les problèmes auquel le capitalisme est confronté – du fait de la critique notamment mais pas uniquement –, débouche effectivement sur l'invention de nouveaux dispositifs plus rentables. Une fois découverts, surtout s'ils ne heurtent pas la morale ordinaire, il est presque impossible sans légiférer d'éviter qu'ils ne se répandent, car les responsables d'entreprise savent qu'ils doivent les adopter si leurs concurrents les adoptent<sup>893</sup>.

Quels ont été les effets des déplacements opérés durant la période concernée ? On peut dire qu'ils ont permis de réorienter le partage salaires/profit de la valeur ajoutée en faveur des détenteurs de capitaux et de ramener l'ordre dans la production. La remise sous contrôle des entreprises a été favorisée par la coopération de salariés traités comme autant d'individus séparés, capables de performances différentes et inégales, et qui, grâce à un mélange d'avantages différentiels et de peur du chômage, ont été conduits à s'engager librement et pleinement dans les tâches qui leur étaient prescrites. La plupart des déplacements ont ainsi contribué à redonner l'initiative au capital et au management. Cependant cette évolution s'est

---

<sup>891</sup> Cf. *Ibid.*, p. 303.

<sup>892</sup> Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement à ce thème dans la troisième partie de la thèse.

<sup>893</sup> Cf. BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, *op. cit.*, p. 794.

accompagnée, pour de nombreuses personnes et en particulier pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, d'une dégradation forte de leur situation économique, de leur stabilité professionnelle et de leur position sociale<sup>894</sup> ; en outre, on a assisté à l'affaiblissement des syndicats avec le phénomène de la désyndicalisation.

L'un des axes principaux de la nouvelle stratégie des entreprises a été, comme nous l'avons vu, un accroissement important de ce que l'on a appelé, à partir des années 80, la flexibilité, qui permet notamment de reporter sur les salariés, mais aussi sur les sous-traitants et autres prestataires de services, le poids de l'incertitude marchande. Elle se décompose en une flexibilité interne reposant sur une transformation profonde de l'organisation du travail et des techniques utilisées (polyvalence, autocontrôle, développement de l'autonomie, etc.) et une flexibilité externe, qui suppose une organisation du travail dite en réseau, dans laquelle des entreprises « maigres » trouvent les ressources qui leur font défaut auprès d'une sous-traitance abondante, ainsi qu'une main-d'œuvre malléable en termes d'emploi (emplois précaires, intérim, travailleurs indépendants), d'horaires ou de durée du travail (temps partiels et horaires variables).

Si du point de vue de la critique sociale, la misère et l'inégalité, ainsi que de nouvelles formes d'exploitation, sont devenues évidentes avec l'avènement de ce néo-capitalisme, que dire de la question de la libération et de l'autonomie liées à la critique artiste ? Les auteurs discernent à ce propos une intéressante dialectique autour de la question de la libération et de ses « boucles de récupération » dans le capitalisme. Celui-ci attire à lui des acteurs, qui réalisent avoir été jusque-là opprimés, en leur offrant une certaine forme de libération, laquelle dissimule de nouveaux types d'oppression ; on peut dire alors que le capitalisme « récupère », par la mise en œuvre de nouvelles modalités de contrôle, l'autonomie consentie ; mais ces nouvelles formes d'oppression se dévoilent progressivement et deviennent la cible de la critique, si bien que le capitalisme est amené à transformer ses modes de fonctionnement pour offrir une libération redéfinie sous les coups du travail critique. La « libération » ainsi obtenue recèle cependant à son tour de nouveaux dispositifs oppressifs qui permettent, dans le cadre du capitalisme, une remise sous contrôle du processus d'accumulation. Les boucles de récupération font donc se succéder des périodes de libération par le capitalisme puis de libération du capitalisme<sup>895</sup>.

---

<sup>894</sup> Cf. *Ibid.*, p. 317-8.

<sup>895</sup> Cf. *Ibid.*, p. 565.

En ce qui concerne ce « capitalisme en réseau », quelles nouvelles formes d'oppression sont apparues ? Les auteurs constatent en effet que l'autonomie qui a été accordée en échange d'une plus grande responsabilisation ou dans le contexte d'une refonte générale des modes de travail aboutit à ce paradoxe, que les salariés sont en même temps plus autonomes et plus contraints. Cela a lieu parce qu'on assiste à l'intensification du travail du fait de la disparition des temps morts, de la progression des contraintes (liées à la cadence automatique d'une machine, à des normes et des délais courts, à des demandes de clients, etc.) pesant sur les travailleurs, ou de la surveillance permise par les nouvelles technologies de l'information. De même, les salariés déclarent en même temps être plus souvent soumis à des délais serrés et pouvoir moins fréquemment jouer avec ces délais. Les activités qui s'y déploient sont en de plus en plus souvent surveillées par des systèmes informatiques qui ne définissent que les catégories pertinentes reconnues par le système. C'est d'ailleurs très certainement cette révolution informatique du contrôle qui a contribué à rendre possible la conversion du patronat au thème de l'autonomie.

En outre, l'accroissement de l'autonomie s'étant accompagné d'un développement de l'autocontrôle et du travail en équipe, avec donc un renforcement du contrôle par les pairs, on peut même penser que les travailleurs sont plus contrôlés qu'auparavant. De nombreuses tâches autrefois exécutées par les chefs ont été transférées à l'équipe, qui exerce de ce fait un contrôle permanent sur ses membres, notamment en termes de ponctualité et de taux de présence au travail. Lorsque des primes de groupes sont en jeu, une police interne s'instaure pour réprimer ceux qui, par leur comportement, risqueraient de faire perdre la prime de tous. Le diagnostic est alors sans appel :

Le moins qu'on puisse dire (...) est que la contrainte n'a pas disparu dans le monde du travail. Elle s'y révèle au contraire extrêmement importante, même si elle s'exerce aujourd'hui de façon nouvelle. Les nouvelles formes de management sont associées à de nouvelles formes de contrôle qui, faisant moins intervenir une surveillance directe, exercée dans le face à face par des personnes investies d'un pouvoir sur d'autres personnes qui en sont démunies, sont moins visibles sans être pour autant absentes : autocontrôle, contrôle par le marché et contrôle informatique en temps réel mais à distance, se combinent pour exercer une pression quasi permanente sur les salariés<sup>896</sup>.

Tout semble ainsi se passer comme s'il était extrêmement difficile sous le régime du capital de supprimer les aliénations révélées par les demandes de libération, d'une part parce que la production de biens et de services suppose une certaine discipline, d'autre part parce que, sous sa forme capitaliste, le procès de travail est soumis au procès de valorisation, dont la logique abstraite doit s'imposer quelles qu'en soient les conséquences concrètes en termes de

---

<sup>896</sup> *Ibid.*, p. 576.



conditions de travail et de vie. Or il est toujours possible de juger les contraintes et la discipline excessives et de dénoncer dans la répartition des profits à un moment donné à la fois une forme d'oppression et le résultat d'une domination, d'un rapport de forces. Sous le régime capitaliste, il ne semble cependant pas possible d'assurer à long terme l'amélioration progressive de ces conditions. Autrement dit, « le capitalisme, quoique incorporant depuis son origine à son autodescription l'exigence de libération, doit donc aussi, pour survivre, toujours l'arrêter en un certain point »<sup>897</sup>. Malgré cela, Boltanski et Chiapello ne laissent pas de reconnaître « l'incroyable malléabilité du processus capitaliste » :

Notre constat du rôle de la critique dans l'amélioration mais aussi les déplacements et transformations du capitalisme, pas toujours dans le sens d'une progression du bien-être social, nous conduit à souligner les insuffisances de l'activité critique tout autant que l'incroyable malléabilité du processus capitaliste capable de se couler dans des sociétés aux aspirations très différentes à travers le temps (mais aussi dans l'espace bien que cela ne soit pas notre objet) et de récupérer les idées de ceux qui étaient ses ennemis à la phase antérieure<sup>898</sup>.

Et encore, dans une note :

Comme le souligne M. Berman, commentant Marx, dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'expérience critique de la modernité, de Goethe à la nouvelle gauche des années 70, l'une des contradictions fondamentales de la bourgeoisie en tant que son destin se trouve associé à celui du capitalisme est de se vouloir au service du parti de l'ordre tout en bouleversant sans arrêt et sans scrupules les conditions concrètes d'existence de façon à assurer la survie du processus d'accumulation, en allant jusqu'à se réapproprier les critiques les plus radicales, dans certains cas en les transformant en produits marchands<sup>899</sup>.

Outre les relations de travail et production, on peut aussi constater cette malléabilité dans le champ de la consommation. On pourrait même dire que la libération offerte par la consommation constitue une modalité de libération que le capitalisme n'a pas besoin de freiner car elle permet au contraire son développement. L'aspiration des personnes à la mobilité, à la pluralisation des activités, à l'accroissement des possibilités d'être et de faire, se présente en effet comme un réservoir d'idées presque sans fond pour concevoir de nouveaux produits et services à mettre sur le marché. Le capitalisme a une véritable vocation à marchandiser le désir. Dans ce cas, il s'agit notamment du désir d'authenticité, qui à l'époque du deuxième esprit du capitalisme a fourni l'occasion à une montée en puissance de la critique de la standardisation et de la massification. Pour cette critique, la perte d'authenticité désigne alors essentiellement une uniformisation ou, si l'on veut, une déperdition de

---

<sup>897</sup> *Ibid.*, p. 584.

<sup>898</sup> *Ibid.*, p. 312.

<sup>899</sup> *Ibid.*, p. 794.

différence entre les êtres - objets ou êtres humains. Elle dérive d'abord de la condamnation du machinisme et de son corollaire, la production de masse.

Or, la réponse du capitalisme à l'intense demande de différenciation et de démassification qui marque la fin des années 60 et le début des années 70, fut de l'endogénéiser. Cette récupération prit la forme d'une marchandisation, c'est-à-dire de la transformation en « produits », affectés d'un prix et susceptibles par là d'être échangés sur un marché, de biens et de pratiques qui – en un autre état – demeuraient auparavant en dehors de la sphère marchande. Ainsi, les hommes d'entreprise, entendant la demande exprimée par la critique, cherchent à créer des produits et des services qui la satisferont et qu'ils pourront vendre. Il s'agissait désormais d'offrir aux consommateurs des produits « authentiques » et si « différenciés » que l'impression de massification se réduirait.

C'est ainsi que des modifications ont été apportées à la production de masse de façon à être en mesure de proposer des biens plus divers promis à une durée plus courte et à un changement plus rapide (production en séries courtes, multiplication des options offertes au consommateur) s'opposant aux produits standardisés du fordisme. Les hommes d'entreprise ont vu dans cette nouvelle offre une possibilité de lutter contre la saturation des marchés en aiguisant l'appétence des consommateurs par la fourniture de produits de « qualité » offrant à la fois une meilleure sécurité et une plus grande « authenticité ». Ces nouvelles productions étaient stimulées par un intérêt croissant pour la beauté et la santé du corps et encouragées par la dénonciation, à laquelle l'écologie naissante fournissait des arguments, du caractère artificiel, industriel – particulièrement dans le cas des produits alimentaires -, non seulement insipide, mais également nocif pour la santé, des produits de grande consommation, ainsi que par un accroissement de la compétence consumériste dans les pays développés. Ce phénomène est allé de pair avec une marchandisation de biens demeurés jusque-là hors de la sphère marchande (raison pour laquelle, précisément, ils étaient jugés authentiques) : le capitalisme pénétra des domaines (tourisme, activités culturelles, services à la personne, loisirs, etc.) jusque-là restés relativement à l'écart de la grande circulation marchande. Une évolution dans le sens d'une marchandisation accrue de certaines qualités des êtres humains s'amorça également avec la volonté d'« humaniser » les services et, particulièrement, les services aux personnes, ainsi que les relations de travail<sup>900</sup>.

Un cas de figure emblématique est celui des éco-produits. Boltanski et Chiapello montrent que, pour répondre à la menace que représentait le consumérisme vert, se sont

---

<sup>900</sup> Cf. *Ibid.*, p. 592-3.

développées, à la fin des années 80 et au début des années 90, surtout dans les pays anglo-saxons, d'une part des études destinées à mieux connaître les attitudes des consommateurs sous ce rapport, d'autre part des réflexions visant à intégrer le souci de protection de l'environnement au management (l'éco-management). La fabrication de nouveaux produits écologiquement moins attaquables, les fameux éco-produits, et le développement d'un marketing mettant l'accent sur la protection de l'environnement ont été stimulés, à partir de 1989, par les études qui montraient que les consommateurs verts disposaient d'un pouvoir d'achat et d'un niveau d'instruction au-dessus de la moyenne et qu'ils étaient prêts à dépenser 25 % de plus pour des produits moins polluants ou, dans le cas des aliments, pour des produits « biologiques ». Après les inquiétudes de la fin des années 80, nombre d'entreprises découvraient avec espoir la virtualité d'un nouveau marché pour le haut de gamme<sup>901</sup>.

Cependant, cette marchandise de la différence et de l'authentique ne va pas sans difficultés. D'abord, dans cette nouvelle acception, la référence à l'authenticité ne supposait plus le rejet ascétique des biens, du confort matériel, du « matérialisme » qui imprégnait encore la critique de la société de consommation dans les années qui avaient suivi Mai 68. De plus, pour que la mise en circulation des biens puisés dans la réserve d'authenticité des biens non marchands puisse apporter un profit, ces biens doivent s'inscrire dans la sphère du contrôle et du calcul, faire l'objet de transactions et, dans le cas des personnes, de contrats d'objectifs, de sanctions, etc. Le problème est que la marchandisation de l'authentique suppose la référence à un original qui ne soit pas un bien marchand mais une pure valeur d'usage définie dans un rapport singulier à un utilisateur, ce qui est contredit par la marchandisation elle-même. La conséquence de cette « contradiction » est la production de cycles rapides d'engouement et de déception, comme notamment dans le cas des éco-produits.

Comme le soulignent les auteurs, la possibilité de marchandiser des différences ouvre une nouvelle ère du soupçon. En effet comment savoir si telle chose, tel événement, tel sentiment est la manifestation de la spontanéité de la vie ou le résultat d'un processus prémédité visant à transformer un bien « authentique » en marchandise? De même, comment savoir si tel auteur est un « authentique » révolté ou un produit « éditorial », si tel sourire, tel geste d'amitié, telle invitation à dîner est l'expression d'une sympathie spontanée et sincère ou bien le produit d'un entraînement, d'un stage de formation par exemple, destiné à rendre tel

---

<sup>901</sup> Cf. *Ibid.*, p. 602.

service plus attractif ou pire encore, d'une stratégie visant à susciter la confiance ou provoquer la séduction de façon à atteindre avec plus de certitude un objectif purement marchand ?<sup>902</sup>

Boltanski et Chiapello se gardent néanmoins de trancher sur la question de savoir si le capitalisme sera amené à s'autolimiter (voire à se dépasser) ou si son expansion sans contraintes se poursuivra avec les effets destructeurs qui l'accompagnent. La question dépend de l'action des concernés, et tout particulièrement de l'énergie qu'ils mettront à libérer la force de la critique, même s'ils espèrent avoir contribué à la relance de celle-là<sup>903</sup>. Dans la postface à la nouvelle édition de 2010, les auteurs reconnaissent par exemple que, malgré une certaine reprise de la critique sociale, « le capitalisme, loin de se réformer, a vu sa violence s'intensifier et ses contradictions se développer au cours des dix années qui ont suivi, jusqu'à la crise actuelle »<sup>904</sup>. Cela contredit en quelque sorte leur prévision selon laquelle le capitalisme de notre temps aurait une capacité réformiste qui aurait pu se manifester sans passer par les drames qui, des années 1930 aux années 1950, avaient accompagné la mise en place du régime politico-économique connu sous le nom d'« État-providence ».

En ce qui nous concerne, il faut noter que l'analyse du capitalisme déployée dans *Le nouvel esprit du capitalisme* permet d'identifier de nouveaux aspects du rapport de tension qui s'établit entre l'abstraction capitaliste et le monde (social) concret lors du processus capitaliste de reconstitution de l'existant. On a vu que l'infrastructure du monde vécu ne pouvait pas être simplement mise entre parenthèses au profit des besoins d'accumulation illimitée. Même dans la modernité, les valeurs morales, la question du sens (du travail, de l'existence), des soucis comme ceux de l'autonomie, du bien commun ou de la sécurité ne peuvent pas être effacés par le caractère amoral de la logique du capital. Or, le problème est que, en plus des machines, le capitalisme a aussi besoin d'acteurs, de capitalistes, mais aussi de cadres, d'ouvriers, de « créatifs », etc. Cela étant, pour que le processus d'accumulation puisse s'institutionnaliser et se dérouler, il doit y avoir une sorte de négociation et de comptabilisation entre l'abstraction capitaliste et cette infrastructure du monde vécu, de sorte que le capitalisme puisse permettre l'engendrement de formes de vie concrètes, de processus de socialisation et finalement d'acteurs engagés. Ce que Boltanski et Chiapello décrivent correspond justement à ce processus tendu et rempli de moments de critique et de justification qu'est le façonnement capitaliste du monde vécu des acteurs sociaux. Son résultat (toujours provisoire et précaire) est ce qu'ils nomment l'esprit du capitalisme.

---

<sup>902</sup> Cf. *Ibid.*, p. 599.

<sup>903</sup> Cf. *Ibid.*, p. 705.

<sup>904</sup> *Ibid.*, p. 944.

Malgré les conflits et les contradictions, ce qui attire l'attention est précisément la malléabilité capitaliste, sa capacité soit à récupérer soit à déplacer les critiques, en reformulant périodiquement l'esprit du capitalisme. Néanmoins, curieusement, même si les auteurs reconnaissent la spécificité de cette malléabilité, ils ne cherchent pas à comprendre la spécificité des actions ou de la pratique capitaliste. Comme nous avons vu, leur cadre d'analyse est largement inspiré des apports de la sociologie pragmatique, notamment du livre *De la justification*. De cette manière, ils comprennent normalement les capacités des acteurs (comme la critique, la justification, la catégorisation ainsi que le déplacement ou l'inventivité dans le contournement des épreuves) comme des « capacités anthropologiques » et donc, en un certain sens, anhistoriques. Ils affirment par exemple que « par rapport aux épreuves, nous avons doté nos acteurs de capacités à la fois de déplacement et de catégorisation (...) il aurait été logique de distribuer de façon égale à tous nos acteurs ces capacités (...) les capacités de catégorisation et de déplacement, comme *capacités anthropologiques*, sont bien sûr uniformément distribuées »<sup>905</sup>.

Dans le même temps, parfois, ils reconnaissent une certaine modulation de ces constantes anthropologiques selon le contexte historique. Par exemple, en ce qui concerne la critique, ils voient dans la forme moderne de la vie des éléments qui l'encouragent et intensifient sa propagation :

Bien que l'on puisse considérer que ces indignations ont un caractère relativement intemporel, la critique, dans les formes que nous lui connaissons aujourd'hui, a partie liée avec la modernité et avec la démocratie. S'il n'est sans doute pas de société sans critique, la critique comme exigence politique est un produit des Lumières. Le droit de dénoncer fait désormais partie pour nous des droits de l'homme, si bien qu'il nous est impossible de concevoir une vie acceptable dans laquelle aucune place ne serait faite à la possibilité de former des critiques et de les faire entendre sur la place publique<sup>906</sup>.

Or, s'il en est ainsi, pourquoi ne pas s'intéresser également à une modulation historico-capitaliste de l'inventivité et des capacités de réponse/détournement aux/des critiques, étant donné qu'on reconnaît volontiers à un niveau plutôt *empirique* « l'incroyable malléabilité du processus capitaliste » ? Ainsi, même si l'enquête menée par Boltanski et Chiapello est, plus que les travaux régulationnistes, empiriquement illustrative des *actions* ou des *acteurs* capitalistes, ces auteurs ne s'intéressent pas à une théorisation plus poussée de la spécificité de cette action. Or il nous semble qu'il faille justement essayer de saisir avec un peu plus de précision *théorique* la pratique capitaliste en tant que telle. C'est ce que nous allons essayer de faire, au moins en tant que simple esquisse, dans la troisième partie de cette thèse.

---

<sup>905</sup> *Ibid.*, p. 939. Nous soulignons.

<sup>906</sup> *Ibid.*, p. 653.

### 5.3 – Néolibéralisme et façonnement des subjectivités

Depuis la publication du livre en 1999, les auteurs reconnaissent (dans la postface de 2010) que le poids du programme néolibéral de gouvernement est devenu de plus en plus évident, pour parler en termes foucauldien. Celui-ci a beaucoup progressé en France et s'est notamment immiscé par le biais d'une importance toujours croissante de l'Union européenne dans l'organisation de la vie économique à l'intérieur des pays de l'Union. Selon eux, « on pourrait dire que se sont succédé en France une récupération d'abord des préoccupations de la critique artiste à partir du milieu des années 70 puis une importation tendancielle toujours croissante des idées néolibérales, largement en contre-feux, pour éviter que l'incorporation des idées critiques des années 70 n'aille trop loin. Car la critique néolibérale du capitalisme de l'époque fordiste, si elle partage certes avec la critique artiste un intérêt pour la libération, promeut un projet de société qui s'oppose à l'utopie de la critique artiste »<sup>907</sup>.

Or, il y a un autre ouvrage qui approfondit justement cette analyse foucauldienne du néolibéralisme<sup>908</sup>, à savoir *La nouvelle raison du monde*, de Pierre Dardot et Christian Laval. En suivant la suggestion de Boltanski et Chiapello donnée dans la postface, nous croyons que cette analyse peut présenter des éléments qui viennent compléter leur interprétation des transformations qu'a subies le capitalisme au cours des 40 dernières années, malgré la diversité régionale persistante pointée par les analyses régulationnistes. En laissant de côté maintenant la question macroéconomique, l'accent est porté sur les conditions de travail et de consommation. En quelques mots, l'ouvrage essaie de comprendre la spécificité et la nouveauté de la « rationalité » néolibérale par rapport au libéralisme. Une de ses thèses centrales affirme que le néolibéralisme n'est pas seulement une politique économique qui donne au marché et à la finance une place prépondérante ; il s'agit de bien plus : de la manière dont nous vivons, dont nous sentons, dont nous pensons, en somme, de la forme de notre existence, c'est-à-dire de la façon dont nous sommes *pressés* de nous comporter, de nous rapporter aux autres et à nous-mêmes. Le néolibéralisme définit en effet une norme de vie, qui enjoint à chacun de vivre dans un univers de *compétition généralisée*, en ordonnant les rapports sociaux au modèle du marché et en appelant l'individu à se concevoir désormais comme une *entreprise*<sup>909</sup>. Ainsi, le néolibéralisme, avant d'être une idéologie ou une politique économique, est d'abord et fondamentalement une *rationalité*, qui tend à structurer et

---

<sup>907</sup> *Ibid.*, p. 941.

<sup>908</sup> Voir FOUCAULT M., *Naissance de la biopolitique : Cours au collège de France*, Paris, Seuil, 2004.

<sup>909</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, Que sais-je ?, Paris, La Découverte, 2010, p. 5.

organiser, non seulement l'action des gouvernants, mais aussi la conduite des gouvernés eux-mêmes, par le biais d'un processus de *subjectivation* et d'*assujettissement*.

Quelle est la nouveauté par rapport au libéralisme classique ? Contrairement à ce que pensaient les économistes classiques, le marché se présente, non comme une donnée naturelle, mais comme une réalité *construite* qui requiert en tant que telle *l'intervention active de l'État*, ainsi que la mise en place d'un système de droit spécifique. Loin de chercher sa légitimité dans un quelconque « cours naturel des choses », le discours néolibéral assume ouvertement son caractère de projet constructiviste. En outre, l'essence de l'ordre de marché réside non pas dans l'échange, mais dans la *concurrence*. Construire le marché implique donc de faire valoir la concurrence comme norme générale des pratiques économiques<sup>910</sup>. Ces nouvelles formes gouvernementales engagent donc « un *changement* autrement plus important qu'une simple restauration du 'pur' capitalisme d'antan et du libéralisme traditionnel. Elles ont pour caractéristique principale de modifier radicalement le mode d'exercice du pouvoir gouvernemental ainsi que les références doctrinales dans le contexte d'un *changement des règles de fonctionnement du capitalisme* »<sup>911</sup>.

Un autre aspect est que l'État n'est pas simplement le gardien vigilant de ce cadre, mais il est lui-même soumis dans sa propre action à la norme de la concurrence. Il doit se regarder lui-même comme une entreprise, tant dans son fonctionnement interne que dans sa relation aux autres États. De plus, comme nous l'avons déjà souligné, la « gouvernementalité entrepreneuriale » qui doit prévaloir sur le plan de l'État se prolonge dans le gouvernement de soi de l'« individu-entreprise ». L'État et les entreprises privés doivent ainsi conduire indirectement les individus à se conduire eux-mêmes comme des entrepreneurs. On voit que « l'entreprise est promue au rang de modèle de subjectivation : chacun est une entreprise à gérer et un capital à faire fructifier »<sup>912</sup>.

La rationalité néolibérale apparaît de la sorte comme une rationalité *globale*, ou comme une « raison-monde ». Contrairement au souci de précision régionale (française, en l'occurrence) de Boltanski et Chiapello, Dardot et Laval n'hésitent pas à faire des affirmations fortes et généralisantes, afin d'attirer l'attention sur l'ampleur du phénomène dont ils se proposent de cerner la spécificité :

Ce sont là les dimensions complémentaires de la *nouvelle raison du monde*. Par où il faut entendre que cette raison est *globale*, aux deux sens que ce terme peut revêtir : elle est « mondiale » en ce qu'elle vaut d'emblée à l'échelle du monde, et, de plus, loin de se limiter à la sphère économique, elle tend à

---

<sup>910</sup> Cf. *Ibid.*, p. 457.

<sup>911</sup> *Ibid.*, p. 274. Nous soulignons.

<sup>912</sup> *Ibid.*, p. 458.

totaliser, c'est-à-dire à « faire monde » par son pouvoir d'intégration de *toutes* les dimensions de l'existence humaine. Raison du monde, elle est en même temps une « raison-monde » (...) Le néolibéralisme est *la raison du capitalisme contemporain* (...) Le néolibéralisme peut se définir comme l'ensemble des discours, des pratiques, des dispositifs qui déterminent un nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence<sup>913</sup>.

Maintenant qu'on a compris la thèse centrale de l'ouvrage ainsi que les grands traits qui caractérisent la raison néolibérale, on peut se demander comment celle-ci s'est instituée. En effet, selon les auteurs, les origines du néolibéralisme renvoient à une sorte de refondation intellectuelle du libéralisme qui ne conduit pas à une doctrine entièrement unifiée, mais qui voit se dessiner au moins deux grands courants dès le colloque Walter Lippman de 1938 : le courant de l'ordolibéralisme allemand, de Walter Eucken et Wilhelm Röpke, et le courant austro-américain représenté par Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, à qui viennent s'ajouter d'autres noms anglo-saxons comme Milton Friedman, Gary Becker, etc. La rationalité néolibérale qui se déploie effectivement dans les années 1980-1990 n'est cependant pas la simple mise en œuvre de la doctrine élaborée depuis les années 1930. Une sorte de filtre, qui ne relève pas d'une sélection consciente et délibérée, retient certains éléments aux dépens du reste, en fonction de leur valeur opératoire ou stratégique dans une situation historique donnée. Il ne s'agit donc pas d'une action monocausale (de l'idéologie vers l'économie), mais d'une multiplicité de processus hétérogènes qui ont abouti, en raison de phénomènes de « coagulation », à cet effet global qu'est la mise en place de la rationalité néolibérale<sup>914</sup>.

Pour mieux cerner ce point, les auteurs font appel à la notion de *stratégie* de Foucault. Cette notion ne renvoie pas à l'usage traditionnel du terme de « stratégie », c'est-à-dire au choix des moyens employés pour parvenir à une fin, car cet usage pourrait donner à penser que le tournant néolibéral a été un « complot », un projet mûri de longue date. En effet, le projet d'une nouvelle « régulation par la concurrence » n'a pas préexisté à la *lutte* contre l'État-providence dans laquelle se sont engagés, tour à tour ou simultanément, des cercles intellectuels, des groupes professionnels, des forces sociales et politiques, souvent pour des motifs assez hétérogènes. Le tournant s'est amorcé sous la pression de certaines conditions, sans que personne ne songe encore à un nouveau « mode de régulation » : « Notre thèse est que cet objectif s'est constitué au cours de l'affrontement lui-même, qu'il s'est imposé à des forces très différentes en raison même de la logique de l'affrontement, et qu'à partir de ce moment il a joué le rôle de catalyseur en offrant un point de ralliement à des forces jusque-là

---

<sup>913</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>914</sup> Cf. *Ibid.*, p. 21.



relativement dispersées »<sup>915</sup>. Il faut alors recourir à un autre sens du terme de stratégie, un sens qui ne la fait pas procéder directement de la volonté d'un stratège ou de la simple intentionnalité d'un (macro)sujet ; il s'agit de penser une certaine « logique des pratiques ». Cela nous rappelle la critique du macrosujet lors de la compréhension de la dynamique des transformations historiques, telle que celle-ci apparaît chez Boltanski et Chiappelo. La concurrence n'a pas été choisie de façon préméditée par un quelconque « état-major » afin d'être constituée comme nouvelle norme globale.

Le grand tournant décrit par Dardot et Laval doit être compris comme un processus à la fois économique, politique et idéologique ; ou alors, comme le branchement d'un projet politique à une dynamique économique endogène de régulation. Tout cela constitue un ensemble de *réponses* à une situation de crise, la crise du fordisme. Les entreprises connaissent alors une baisse de leurs taux de profit, qui s'explique entre autres par le ralentissement des gains de productivité, par le rapport des forces sociales et la combativité des salariés (dont l'apogée a été peut-être Mai 68), par la forte inflation amplifiée par les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Une nouvelle orientation a ainsi progressivement pris corps dans des dispositifs et mécanismes économiques qui ont profondément modifié les règles du jeu entre les différents capitalismes nationaux comme entre les différentes classes sociales. Les plus fameux de ces dispositifs sont la grande vague de privatisation et le mouvement général de dérégulation de l'économie. Le programme politique de M. Thatcher et de R. Reagan, dupliqué ensuite par un grand nombre de gouvernements et relayé par les grandes organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, ont joué un rôle très actif dans la propagation de cette norme. La diffusion de la norme néolibérale trouve d'ailleurs un véhicule privilégié dans la libéralisation *politique* de la finance.

D'un autre côté, l'essor du capitalisme financier est sensiblement marqué par la modification des règles de contrôle des entreprises. De fait, le pouvoir financier des propriétaires de l'entreprise est parvenu à obtenir des managers qu'ils exercent une pression continue sur les salariés afin d'accroître les dividendes et d'augmenter les cours de la Bourse. La gouvernance d'entreprise (*corporate governance*) est directement liée à la volonté de prise de contrôle par les actionnaires (ou ses gestionnaires) de la gestion des entreprises. Selon les auteurs, le marché financier a été constitué en *agent disciplinant* pour tous les acteurs de l'entreprise, depuis le dirigeant jusqu'au salarié de base : tous doivent être soumis

---

<sup>915</sup> *Ibid.*, p. 276.

au principe d'*accountability*, c'est-à-dire à la nécessité de rendre des comptes et d'être évalués en fonction des résultats obtenus<sup>916</sup>.

Parallèlement, et malgré le rôle actif des États dans la construction du néolibéralisme, on a assisté à une véritable lutte idéologique contre l'État et les politiques publiques au profit du capitalisme le plus débridé. Ces idées néolibérales se sont imposées à partir de l'affaiblissement des doctrines de gauche et de l'effondrement de toute alternative au capitalisme. Ces idées ont aussi attaqué les politiques d'assistance sociale et d'institutionnalisation de droits sociaux, comme les indemnités chômage, le revenu minimum, la prise en charge de dépenses de santé, la gratuité des études, les politiques de redistribution.

Néanmoins, plus important que le triomphe de la vulgate néolibérale est, selon les auteurs, la manière dont le néolibéralisme s'est traduit en politiques concrètes. En effet, sa rationalité fonctionne comme une évidence largement partagée, relevant non de la logique de parti mais de la technique, supposée idéologiquement neutre, du gouvernement des hommes<sup>917</sup>.

Sur le plan étatique, on voit alors concrètement la dilution du droit public au profit du droit privé, la conformation de l'action publique aux critères de la rentabilité et de la productivité, la dévaluation symbolique de la loi comme acte propre du législatif, le renforcement de l'exécutif, la tendance des pouvoirs de police à s'affranchir de tout contrôle judiciaire, la promotion du « citoyen-consommateur » chargé d'arbitrer entre des « offres politiques » concurrentes, entre autres tendances de gouvernement entrepreneurial.

La conception des biens publics tout comme les principes de leur distribution en sont profondément affectés. L'égalité de traitement et l'universalité des bénéficiaires sont mises en question tant par l'individualisation de la prestation et la sélection des bénéficiaires en qualité d'échantillons que par la conception consumériste du service public. Les catégories du management semblent occuper la place des principes symboliques communs au fondement de la citoyenneté. L'accès à un certain nombre de biens et services n'est plus considéré comme lié à un statut ouvrant des droits, mais comme le résultat d'une transaction entre une prestation et un comportement attendu. Ainsi, les chômeurs sont obligés à prendre un emploi dégradé ; les allocations familiales sont conditionnés à des formes souhaitables d'éducation parentale, etc<sup>918</sup>.

---

<sup>916</sup> *Ibid.*, p. 284-5.

<sup>917</sup> Cf. *Ibid.*, p. 325.

<sup>918</sup> Cf. *Ibid.*, p. 460.

D'un autre côté, au niveau de l'entreprise et des conditions de travail des individus, on voit également la mise en place d'un ensemble de dispositifs et mécanismes spécifiques, nouveaux. Les auteurs parlent même d'une « fabrique du sujet néolibéral ». Ici il s'agit de comprendre la constitution de la figure de l'homme-entreprise ou du sujet entrepreneurial ; l'homme néolibéral est l'homme compétitif.

L'effet recherché par les nouvelles pratiques de fabrication et de gestion du nouveau sujet est, selon les auteurs, de faire que l'individu travaille pour l'entreprise comme si c'était pour lui-même, de supprimer ainsi tout sentiment d'aliénation et même de toute distance entre l'individu et l'entreprise qui l'emploie – ce qui rejoint au moins en partie les analyses de Boltanski et Chiapello à propos de la problématique de l'« autonomie ». Selon Dardot et Laval, nous n'avons plus affaire aux anciennes disciplines vouées, par la contrainte, à dresser le corps et à plier les esprits pour les rendre plus dociles, méthodologie institutionnelle depuis longtemps en crise. Il s'agit de gouverner un être dont toute la subjectivité doit être impliquée dans l'activité qu'il doit accomplir. Ainsi, les grandes proclamations sur l'importance du « facteur humain » qui pullulent dans la littérature du néomanagement doivent être lues à la lumière d'un type de pouvoir nouveau : il s'agit de voir l'homme au travail comme un sujet actif qui doit participer totalement, s'engager pleinement<sup>919</sup>. Ce dernier doit travailler à sa propre efficacité, à l'intensification de son effort, comme si la conduite d'efficacité et rentabilité l'entreprise lui était commandée de l'intérieur par l'ordre impérieux de son propre désir auquel il ne saurait être question de résister. À travers de fins mécanismes d'incitation, de motivation et de stimulation, les nouvelles techniques de l'« entreprise de soi » essaient ainsi d'arriver au comble de l'aliénation en prétendant supprimer tout sentiment d'aliénation : il s'agit simplement d'obéir à son désir ; « le management moderne est en ce sens un gouvernement 'lacanien' : le désir du sujet est le désir de l'Autre »<sup>920</sup>.

Une telle perspective est aussi mise en avant par un autre ouvrage, *Capitalisme, désir et servitude*, de Frédéric Lordon. L'auteur de référence y est Spinoza et son anthropologie des affects, et non pas Foucault. Mais la thèse est semblable à celle de Dardot et Laval sur ce point : le néolibéralisme apporte un nouveau type de domination, celui de la tentative de produire un engagement ou une implication totale des salariés, celui des « dominés heureux ». Selon Lordon, « le capitalisme contemporain nous donne à voir un paysage passionnel très enrichi et bien plus contrasté que celui du temps de Marx. Pour mieux en rester au choc

---

<sup>919</sup> Cf. *Ibid.*, p. 408.

<sup>920</sup> *Ibid.*, p. 409.

frontal des monolithes 'capital' et 'travail', le marxisme a longtemps tardé à en prendre acte - et y a laissé quelques plumes. Le schéma binaire des classes n'a-t-il pas considérablement souffert de l'émergence historique des cadres, ces salariés bizarres à la fois matériellement du côté du travail et symboliquement du côté du capital ? Or les cadres sont le prototype même du salariat content que le capitalisme voudrait faire advenir - sans égard pour la contradiction manifeste qui le conduit par ailleurs, dans sa configuration néolibérale, à aussi régresser vers les formes les plus brutales de la coercition »<sup>921</sup>.

Certes, comme bon nombre de salariés ne cessent de l'expérimenter, tous les « plans » successifs que le rapport salarial capitaliste a su monter pour enrichir son décor, plans des intérêts plus raffinés au travail – avancement, socialisation, « épanouissement », etc. – peuvent à tout instant s'effondrer pour ne laisser seul debout que l'arrière-plan indestructible de la dépendance matérielle mis en avant par Marx, fond brut de menace jetée sur la vie à nouveau nue. Cependant « il entre dans les causes de la longévité du capitalisme d'avoir su enrichir le complexe passionnel du rapport salarial, et notamment d'y avoir fait entrer d'autres occasions de joie, plus franches. La plus évidemment connue tient au développement de la consommation »<sup>922</sup>. L'habileté suprême du capitalisme, dont l'époque fordienne sous ce rapport aura été décisive, aura donc consisté à susciter, par l'offre élargie de marchandise, ce réagencement de désir par lequel désormais l'image de l'argent occupe entièrement l'esprit du vulgaire. Lordon essaie donc de comprendre de tracer une petite histoire des transformations de la configuration passionnelle du enrôlement salarial dans le capitalisme :

La configuration passionnelle de la mobilisation salariale, structurellement déterminée, est donc sujette à transformation historique (précisément du fait de cette détermination par les structures et parce que les structures sont plongées dans l'histoire). Ainsi le premier régime de mobilisation par « l'aiguillon de la faim », celui que Marx étudie et qui fait jouer « à l'os » le désir basal de la reproduction matérielle-biologique, a cédé la place au régime fordien de la mobilisation par l'aliénation marchande joyeuse et l'accès élargi à la consommation. Tout porte à croire que ce régime à son tour connaît une mutation profonde du fait du renouvellement des méthodes managériales de l'enrôlement et des susceptibilités affectives qu'elles sont capables d'exploiter. La situation passionnelle du salariat s'en trouve sensiblement enrichie, avec pour effet de déjouer les schèmes anciens de la critique anticapitaliste ou bien de donner une occasion de s'égarer plus encore dans les apories de la « servitude volontaire »<sup>923</sup>.

La thèse de Lordon affirme que la mobilisation est affaire de *colinéarité*, concept clé de son entreprise : il s'agit d'aligner le désir des enrôlés sur le désir-maître. Pour le dire autrement, si le *conatus* à enrôler est une force allante d'une certaine intensité, il s'agit de lui donner sa « bonne » orientation, c'est-à-dire une direction conforme à la direction du *conatus*

---

<sup>921</sup> LORDON F., *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique Editions, 2010, p. 11.

<sup>922</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>923</sup> *Ibid.*, p. 53.

patronal (que celui-ci soit un individu ou une organisation). C'est pourquoi, si le capitalisme doit être saisi dans ses structures, il doit aussi l'être comme un certain régime de désir. En quoi consiste exactement cette extension de la complexion passionnelle du salariat requise par le projet néolibéral d'alignement intégral ? Nécessairement, en un enrichissement en affects joyeux, mais plus précisément ? En la production d'affects joyeux intrinsèques. Tel est son ajout stratégique : l'aiguillon de la faim était un affect salarial intrinsèque, mais c'était un affect triste; la joie consumériste est bien un affect joyeux, mais il est extrinsèque; le néolibéralisme entreprend alors de produire des affects joyeux intrinsèques, c'est-à-dire intransitifs et non pas rendus à des objets extérieurs à l'activité du travail salarié (comme les biens de consommation). C'est donc l'activité elle-même qu'il faut reconstruire objectivement et imaginativement comme source de joie immédiate, désirs du travail heureux ou, pour emprunter directement à son propre lexique, désirs de « l'épanouissement » et de la « réalisation de soi » dans et par le travail<sup>924</sup>. On y reconnaît également une certaine parenté avec le diagnostic de Boltanski et Chiapello.

Lordon semble être d'accord avec Dardot et Laval concernant les causes du changement néolibéral en termes de mécanismes de mobilisation, car il souligne également les transformations de la finance qui ont fait émerger le pouvoir actionnarial et la dérégulation concurrentielle des marchés de biens et services, l'une et l'autre en synergie basculant le rapport de force capital-travail en défaveur du second et à un point tel que le premier se sent autorisé à tout demander sans que se dresse devant lui une quelconque force significative qui pourrait l'en dissuader. En outre, il y a la transformation des tâches productives, où entrent aussi bien les exigences de l'économie de services, notamment relationnelles et dispositionnelles, que les formes de « créativité » requises par des rythmes d'innovation soutenus dont les stratégies de compétitivité font leur arme principale. Or toutes ces tâches à contour flou rompent avec les tâches déterminées et délimitées de l'entreprise fordienne. La conjonction des pressions productives sans fin, particulièrement du fait d'objectifs de rentabilité financière en constant relèvement et de l'indétermination relative des tâches, ouvre la perspective de l'engagement illimité de soi pour des salariés appelés à entrer dans le régime de la vocation totale. Faute de spécifier une liste d'actions bien définies à accomplir, comme le faisait la production fordienne, l'entreprise néolibérale entend désormais conformer les désirs et les dispositions qui font faire les actions<sup>925</sup>.

---

<sup>924</sup> Cf. *Ibid.*, p. 76.

<sup>925</sup> Cf. *Ibid.*, p. 58-9.

Selon *La nouvelle raison du monde*, la rationalité néolibérale produit le sujet dont elle a besoin en disposant les moyens de le gouverner afin qu'il se conduise réellement comme une entité en compétition qui doit maximiser ses résultats en s'exposant à des *risques* qu'elle doit affronter et en assumant la *responsabilité* entière d'éventuels échecs. « Entreprise » est justement le nom que l'on doit donner au gouvernement de soi dans le néolibéralisme. Contrairement à la notion d'esprit du capitalisme et sa capacité séductrice, Dardot et Laval mettent beaucoup plus l'accent sur le contexte de *peur sociale* (l'érosion progressive des droits, l'insécurité des emplois précaires, le chômage, l'appauvrissement et l'affaiblissement du pouvoir d'achat) pour expliquer la mise en place du néomanagement dans les entreprises. En reportant les risques sur les salariés, les entreprises ont pu exiger d'eux une disponibilité et un engagement beaucoup plus importants. Dans une référence directe au travail de Boltanski et Chiapello, ils affirment :

Certes, il n'est pas négligeable de souligner combien cette littérature a récupéré un certain type de critique de la bureaucratie, de l'organisation et de la hiérarchie, pour mieux discréditer le modèle ancien de pouvoir fondé sur la gestion des diplômes, des statuts et des carrières. Il n'est pas sans importance, non plus, de mettre en évidence à quel point l'apologie de l'incertitude, de la réactivité, de la souplesse, de la créativité et du réseau constitue une représentation cohérente, grosse de promesses, qui favorise l'adhésion des salariés au modèle « connexionniste » du capitalisme. Mais c'est souligner la seule face séductrice et strictement rhétorique des nouveaux modes de pouvoir. C'est oublier que ces derniers ont pour effet de constituer par des techniques spécifiques une subjectivité particulière. En un mot, c'est sous-estimer l'aspect proprement disciplinaire du discours managérial en prenant trop à la lettre son argumentaire<sup>926</sup>.

Il faut néanmoins noter que si « le néomanagement n'est pas anti-bureaucratique », s'il en correspond à une phase nouvelle, plus sophistiquée, cette remarque n'est pas très loin de ce que concluent Boltanski et Chiapello, comme nous l'avons essayé de montrer plus haut. En tout cas, le discours managérial ne va pas sans de multiples techniques qui proposent un travail sur soi visant à favoriser l'éclosion de l'« homme entreprise ». Le coaching, la programmation neurolinguistique, l'analyse transactionnelle, et de multiples procédés attachés à une école ou à un « gourou » visent à une meilleure maîtrise de soi, de ses émotions, de son stress, de ses relations avec les clients ou collaborateurs. Toutes ces techniques de transformation de soi tendent à reporter tout le poids de la complexité et de la compétition sur l'individu seul. C'est une nouvelle forme de gouvernement qui consiste à guider les sujets en leur faisant pleinement assumer l'attente d'un certain comportement. Chacun doit développer ses qualités personnelles pour réagir vite, innover, créer, gérer la complexité ; en outre, il faut être « positif », « empathique », « coopératif », « ouvert ». Il s'agit en fin de compte de faire

---

<sup>926</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, op. cit., p. 411.

en sorte que la norme générale d'efficacité qui s'applique à l'entreprise soit relayée sur le plan de l'individu. La source de l'efficacité est à l'intérieur de soi et le chef ne doit plus simplement imposer, mais éveiller, renforcer, soutenir la motivation. La contrainte économique se transforme en autocontrainte et du même coup en une autoculpabilisation. Par le recours à la psychologie et à l'éthique, il s'agit bien de construire des techniques de gouvernement de soi qui sont elles-mêmes partie prenante du gouvernement de l'entreprise<sup>927</sup>. Certes, la nouvelle norme de soi est celle de l'épanouissement : il convient de se connaître et de s'aimer pour réussir. D'où l'expression magique : l'estime de soi. Ces propos sont inscrits dans un discours qui met en ordre le désir légitime, celui tourné vers l'entreprise et l'efficacité.

À partir de Gary Becker, Dardot e Laval mettent en avant que le nouveau sujet est regardé comme un propriétaire de « capital humain », capital qu'il lui faut accumuler par des choix éclairés mûris par un calcul responsable des coûts et des avantages. Les résultats obtenus dans la vie sont le fruit d'une série de décisions et d'efforts qui ne relèvent que de l'individu et n'appellent aucune compensation particulière en cas d'échec. Le sujet entrepreneurial est par conséquent exposé dans toutes les sphères de son existence à des risques vitaux auxquels il ne peut se soustraire. Une autre nouveauté du néolibéralisme tient alors à la diffusion aux travailleurs et à la généralisation d'un style d'existence économique réservée jusqu'alors aux seuls entrepreneurs possédant un capital qui va bien au-delà du seul « capital humain ».

En se rapprochant des analyses de Boltanski et Chiapello sur ce point, Dardot et Laval affirment ainsi que la nouveauté du gouvernement entrepreneurial réside dans le caractère général, transversal et systématique du mode de direction fondé sur la responsabilité individuelle et l'autocontrôle<sup>928</sup>. Compter sur la seule technologie du « training » et du « coaching » serait insuffisant. Le problème est que ces « entrepreneurs de soi-même » doivent devenir comptable de leurs actes. Ainsi l'évaluation est devenue le premier moyen d'orienter les conduites par incitation à la performance individuelle. Celle-ci est menée par des supérieurs hiérarchiques placés en position d'expertise de résultats. Alors que les nouvelles technologies axées sur la production de l'« entreprise de soi » semblaient répondre à une aspiration des salariés à plus d'autonomie dans le travail, la technologie évaluative accroît la dépendance à l'égard de la « chaîne managériale ».

---

<sup>927</sup> Cf. *Ibid.*, p. 424-5.

<sup>928</sup> Cf. *Ibid.*, p. 427.

Selon la perspective des auteurs, la puissance de la rationalité néolibérale tient donc à la mise en place de *situations* qui *forcent* les sujets à fonctionner selon les termes du jeu qui leur est imposé – en l’occurrence, fonctionner comme une entreprise dans le cadre d’une situation de concurrence. Plus spécifiquement, on a la diffusion d’un dispositif de performance/jouissance qui a changé la norme sociale du sujet. Ce n’est plus l’équilibre, la moyenne, mais c’est la performance maximale qui devient le point de visée de la « restructuration » que chacun doit opérer sur soi-même. Il n’est plus demandé au sujet d’être simplement « conforme ». L’abstraction capitaliste, cette exigence propre au régime d’accumulation de capital, la survaleur, l’au-delà ou le « toujours plus » doit maintenant être intériorisés par les travailleurs eux-mêmes. D’où l’intérêt de l’identification du sujet comme entreprise de soi et comme capital humain : il s’agit maintenant d’une (ultra)subjectivation par l’excès de soi sur soi, ou encore par le dépassement infini de soi<sup>929</sup>. C’est autour de la norme de compétition entre entreprises de soi que s’opère la fusion du discours « psy » et du discours économique, qui s’identifient les aspirations individuelles et les objectifs des entreprises. Le management n’est évidemment pas le seul à assurer cette subjectivation. Le marketing est un « pousse-à-jour » incessant et omniprésent. Littérature de magazines, émissions, discours publicitaire et propagandiste confondus ne cessent de mettre en spectacle la « réussite » comme valeur suprême quels qu’en soient les moyens.

Lordon lui-aussi souligne cet aspect de radicalisation du néolibéralisme, qui se présente comme une sorte d’un « ultra-capitalisme », en ce qu’il approfondit les tendances et idéalizations de base du capitalisme :

À part l’indication d’une certaine situation stratégique, le *délire de l’illimité* est donc surtout le germe d’une nouvelle forme politique à laquelle on peut bien donner le nom de *totalitarisme*, évidemment non plus au sens classique du terme, mais en tant qu’il est une visée de subordination totale, plus précisément d’investissement total des salariés, et ceci au double sens où il est non seulement demandé aux subordonnés, selon la formule commune, de « s’investir totalement », mais aussi où les subordonnés sont totalement investis - envahis - par l’entreprise. Plus encore que les dérives de l’appropriation quantitative, ce sont les extrémités de l’empire revendiqué sur les individus qui signent le mieux ce projet de l’enrôlement total. Se subordonner la vie et l’être entiers du salarié comme y prétend l’entreprise néolibérale, c’est-à-dire refaire au service de ses fins propres les dispositions, les désirs, les manières de l’enrôlé, bref refaçonner sa singularité pour que désormais jouent « spontanément » en son sens à elle toutes ses inclinations à lui, est le *projet délirant* d’une possession intégrale des individus, au sens quasi chamanique du terme. Totalitarisme est donc un nom possible pour une visée de prise de contrôle si profonde, si complète qu’elle ne veut plus se satisfaire d’asservir en extériorité - obtenir les actions voulues - mais revendique la soumission entière de l’« intériorité ». L’entreprise néolibérale veut la *parfaite colinéarité*, c’est-à-dire au sens le plus fort du terme...<sup>930</sup>

---

<sup>929</sup> Cf. *Ibid.*, p. 437.

<sup>930</sup> LORDON F., *Capitalisme, désir et servitude*, op. cit., p. 107. Nous soulignons.



Bien évidemment, ce dispositif qui met la réussite et la performance maximale, c'est-à-dire un principe de dépassement continu des limites en son centre ne va pas sans produire des effets pathologiques auxquels très difficilement un travailleur n'échappe que très difficilement. Comme le montrent Dardot et Laval, la souffrance au travail, la dépression généralisée<sup>931</sup>, la démoralisation, la désymbolisation n'en sont que quelques-uns<sup>932</sup>. Lordon souligne bien que le capital « ne se cache plus de voir dans les salariés une matière indéfiniment malléable offerte à tous les modelages adéquats à ses réquisits, et par là de dire la vérité ultime du rapport salarial comme rapport d'instrumentation, *reductio ad utensilium*. Et il faut en effet aller très loin dans le déni de toute consistance interne – on n'ose plus même, à ce stade, convoquer les grands mots comme la 'dignité' – des individus pour en arriver à des projets de refabrication d'identité d'aussi grande ampleur »<sup>933</sup>. D'un autre côté, il rappelle que l'achat d'une force de travail n'emportant aucune garantie de sa mobilisation effective future, l'enrôleur doit faire avec l'irréductible doute dont cette actualisation demeure entachée. Bien sûr, les enrôlés passeront dans la machine à colinéariser, mais personne n'oublie que le refaçonnage des désirs est un travail incertain, exposé même à des risques de rétivité. Parfois, cela retombe dans l'irrationalisme :

La généralité croissante des définitions de poste appelle donc des sélections de registre équivalent, c'est-à-dire par compétences comportementales génériques, bien plus que par compétences techniques spécifiques. Or, si l'appréciation des compétences techniques est a minima rationalisable, celle des compétences comportementales l'est infiniment moins. La pression pour porter au jour *ex ante* ce qui ne peut l'être qu'*ex post* et dans l'expérience même est cependant si forte que tout sera essayé, jusqu'au plus insane - jeux de rôles (supposés dotés d'effets de révélation), questionnements inquisitoriaux normalement hors de propos (mais la vie personnelle doit recéler des informations précieuses puisque c'est « tout l'individu » qu'on veut cerner), protocoles d'expérimentation quasi-behaviouristes (pour tester les réactions du sujet), graphologie (puisque les secrets du caractère sont enfermés dans les pleins et les déliés), voire physiognomonie (les rondouillards sont souvent indolents), numérologie (les chiffres ne mentent pas), ou astrologie (les planètes non plus)... Sans doute corrigées après une première phase d'excès délirants (les années 80 et 90), les pratiques du recrutement demeurent cependant au bord de l'irrationalisme auquel les vouent leurs visées impossibles. Et comme la vérification du degré de précolinéarisation rencontrera toujours cette insurmontable limite, il reste à l'entreprise de parfaire autant qu'elle le peut l'alignement et de produire elle-même les individus qui conforment leurs désirs au sien<sup>934</sup>.

Ainsi, marcher pour l'entreprise et au service de l'entreprise ne va pas de soi dans ces cas où le désir des sujets n'est pas d'emblée aligné, et le processus de l'alignement est toujours exposé au risque d'être vécu soit comme forçage soit sur le mode brouillé d'une proposition en

---

<sup>931</sup> Sur ce point, voir notamment EHRENBURG A., *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 2000 ; EHRENBURG A., *Le Culte de la performance*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

<sup>932</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, *op. cit.*, p. 442ss.

<sup>933</sup> LORDON F., *Capitalisme, désir et servitude*, *op. cit.*, p. 109-110.

<sup>934</sup> *Ibid.*, p. 115-6.

soi digne d'être considérée mais altérée par son arrière-plan de menace<sup>935</sup>. Le travail de colinéarisation ne doit pas seulement faire oublier qu'il est foncièrement transitif et pris dans l'orbite du « désir-maître capitaliste », mais également que sa promesse d'affects joyeux est toujours brouillée par un arrière-plan de sanctions et de menaces qui est pour toujours celui du rapport salarial. Pour tous les sujets de la colinéarisation dont l'alignement est encore significativement imparfait, la normalisation s'opère sous un surplomb de sanction - car l'échec de la normalisation n'est pas une option<sup>936</sup>.

L'un des problèmes de l'analyse de Dardot et Laval est peut-être justement leur tendance à prendre pour argent comptant cette *tentative* néolibérale ou néocapitaliste de « subjectivation » ou de « colinéarisation ». S'ils parlent même de « fabrication » des sujets néolibéraux, il devient difficile non seulement de comprendre les échecs et les contradictions d'une telle entreprise, mais aussi leur appel à la fin de l'ouvrage à la résistance et au refus de la subjectivation néolibérale par le biais de « contre-conduites »<sup>937</sup>. Certes, le sujet alternatif ne doit pas être simplement trouvé, mais il est à construire. S'ils ne reconnaissent d'entrée de jeu aucune distance critique possible, comme le font Boltanski et Chiapello à partir d'une base pragmatiste, il devient difficile de fonder cet appel et d'éviter le « volontarisme ». Une critique adressée à Boltanski et Chiapello eux-mêmes permet de comprendre l'enjeu de cette question. En effet, Dardot et Laval essaient de se différencier de l'approche de *Le Nouvel esprit du capitalisme* en disant que « la méthode consistant à voir dans l'idéologie' un ensemble de justifications abandonne ce qui faisait toute la force de la thèse de Weber : pour ce dernier l'esprit du capitalisme' constitue une certaine *mise en ordre* de la conduite effective des sujets sociaux »<sup>938</sup> ; et à ce moment-là ils citent en note un passage de Weber qui affirme que le capitalisme produit pour lui-même les sujets « dont il a besoin ». Par contraste, on rappelle que Boltanski et Chiapello ne laissent jamais d'accorder aux sujets (dominés ou non) des véritables capacités critiques, d'autant plus que « les personnes ne cessent, même là où le capitalisme est le mieux implanté, de continuer à exister en dehors du travail et sous d'autres rapports qu'en tant que travailleurs, en sorte qu'elles sont toujours en mesure de prendre appui sur cette vie extérieure (familiale, amicale, culturelle, politique ou associative) pour maintenir une distance critique »<sup>939</sup>. Chez Boltanski et Chiapello il ne peut jamais y avoir de « fabrication » pure et simple de sujet ; même s'il y a un conditionnement, il reste toujours

---

<sup>935</sup> Cf. *Ibid.*, p. 134.

<sup>936</sup> Cf. *Ibid.*, p. 131.

<sup>937</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, op. cit., p. 479-80.

<sup>938</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>939</sup> BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, op. cit., p. 645.

potentiellement des éléments pas tout à fait assimilables, qui empêchent une emprise capitaliste *totale* et *totalitaire* sur les personnes. La preuve en est la persistance des conflits sociaux, des critiques, des mobilisations anti-néolibérales ; un autre sujet est celui de juger de leur force et de leur efficacité selon le contexte.

#### **5.4 - Post-taylorisme et la bataille autour du travail réel**

Les sciences du travail nous permettent peut-être d'approfondir cette question ainsi que la manière dont le néo-management fonctionne dans la pratique. En effet, une question refait constamment surface dans cette littérature lorsqu'elle porte sur les conditions contemporaines de travail : le taylorisme a-t-il réellement été dépassé ? D'un côté, on peut montrer qu'il y a des vrais changements par rapport à l'époque fordiste précédente ; de l'autre, certaines analyses mettent en avant que des éléments tayloristes demeurent bel et bien très importants pour l'organisation du travail, notamment la séparation entre conception et exécution.

En quoi consiste le taylorisme ? En quelques mots, ce que plaide Taylor, avec l'organisation « scientifique » du travail, consiste à retirer de l'atelier les tâches de conception et d'organisation pour les confier à des ingénieurs, situés dans des bureaux séparés. En France, Fayol préconise des idées semblables. Cette organisation instaure une nouveauté fondamentale : elle ambitionne de penser le travail sans le faire et de faire le travail sans le penser. Il s'agit d'une forme particulière de division du travail consistant à modifier la répartition sociale de l'intelligence de la production. Une partie est incorporée aux machines et l'autre est distribuée entre un nouveau groupe de travailleurs, celui qui ordonne et planifie, sans produire directement<sup>940</sup>. L'exigence de calculabilité et de performance maximale, mais aussi la lutte contre la résistance ouvrière à travers la maîtrise du procès productif, ont ainsi donné naissance à cette transformation profonde du procès de travail. Dans ce sens, on pourrait dire que le taylorisme signifie historiquement un approfondissement (ce qui inclut toujours de nouveaux éléments) de ce que Marx décrivait déjà comme subsomption réelle du travail au capital, que nous avons interprété comme la restructuration du réel du procès de travail selon une logique que nous avons nommé abstraction capitaliste.

Il se trouve que nombre de travaux sociologiques ont montré que cette séparation entre conception et exécution n'est jamais complètement aboutie. Il y a toujours un écart entre *travail prescrit* et *travail réel*. Aucune organisation du travail (la conception, la prescription)

---

<sup>940</sup> Cf. DUJARIER M.-A., *Le management désincarné*, Paris, La Découverte, 2015, p. 104.

« n'échappe pas aux obstacles que lui oppose le réel »<sup>941</sup>. Qu'entend-on par le « réel du travail » ? Selon Dejours, le réel est défini comme ce qui *résiste* aux connaissances, aux savoirs, aux savoir-faire et d'une façon plus générale à la maîtrise. Or, « il est impossible, en situation réelle, de tout prévoir à l'avance. Le supposé travail d'*exécution* n'est ni plus ni moins qu'une chimère »<sup>942</sup>. En effet, en effet, si tous les travailleurs d'une entreprise s'efforçaient d'exécuter strictement les consignes qui leur sont données par l'encadrement, aucune production ne sortirait – on se trouverait alors dans une « grève du zèle ». Le zèle, c'est précisément tout ce que les opérateurs, en confrontation avec le réel, ajoutent à l'organisation prescrite pour la rendre efficace ; tout ce qu'ils mettent en œuvre individuellement et collectivement et qui ne relève pas de la simple « exécution ». La gestion concrète du décalage entre le prescrit et le réel relève ainsi de la mobilisation des ressorts affectifs et cognitifs de l'intelligence<sup>943</sup> et suppose un certain degré d'autonomie et de liberté de volonté.

Laissant de côté ici la question de savoir pourquoi les travailleurs acceptent de travailler avec « zèle », il importe de remarquer encore une fois que la consistance propre du réel oppose toujours une résistance à une maîtrise complète par la logique abstraite du capital ; celui-ci doit compter avec l'intelligence et l'inventivité des travailleurs directs pour mener à bien la production (c'est-à-dire le procès de travail en tant que procès de valorisation). Néanmoins, nous avons vu que l'abstraction capitaliste comporte toujours une idéalisation de performance maximale, et essaie constamment de dépasser les limites que lui oppose le réel, ce qui établit une tension irrévocable entre abstrait et concret. C'est de cette façon que nous pouvons essayer de comprendre les transformations récentes dans la manière dont les entreprises organisent le travail.

En réponse à la fois à la crise économique du fordisme et à la combativité des travailleurs normalement organisés en syndicats, les dirigeants essaient d'introduire des changements au sein des entreprises françaises. Danièle Linhart se rapproche sur ce point de Boltanski et Chiapello lorsqu'elle souligne que prédomine aujourd'hui un discours managérial selon lequel il faut rompre avec le passé, celui d'entreprises cloisonnées, bureaucratisées, lourdement hiérarchisées, où s'affrontent des classes et groupes professionnels. Il faut alors produire une nouvelle entreprise, qui se caractérise par l'interaction, la communicabilité, la solidarité, la coopération, l'intégration, la flexibilité. La représentation (parfois idéalisée) du

---

<sup>941</sup> Cf. DEJOURS C., *Souffrance en France : La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Points, 2014, p. 217.

<sup>942</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>943</sup> *Ibid.*, p. 34.

modèle japonais, connu aussi comme toyotisme, a ici servi comme une référence importante<sup>944</sup>.

En passant du discours à la pratique, elle avance, à la lumière des enquêtes de terrain, que de nombreux efforts sont déployés. Signalons, par exemple, la pratique répandue dans les grandes entreprises qui consiste, pour briser la rigidité de structures trop importantes et trop bureaucratisées, à créer des divisions internes, regroupant autour d'une même famille de produits des miniservices fonctionnels. Il y a aussi la réduction des lignes hiérarchiques, l'élimination de certains échelons intermédiaires pour faciliter la communication et donc la coopération. On repère encore des politiques de décloisonnement entre les services de fabrication, entretien-maintenance et contrôle-qualité ainsi que la mise en place d'équipes par projet, comme l'avaient montré Boltanski et Chiapello. La transformation la plus profonde a été peut-être la très forte diffusion de la pratique du « juste-à-temps », ou flux tendu, importée du Japon et qui, outre l'objectif de diminution des stocks et raccourcissement des délais de production, vise à mettre en évidence, pour les éliminer, toutes les lourdeurs et dysfonctionnements de l'organisation de l'entreprise. Il s'accompagne de l'importante diffusion de nouvelles technologies reposant sur la microélectronique et l'informatique<sup>945</sup>.

Jean-Pierre Durand est encore plus sensible aux changements et insiste beaucoup sur la centralité du flux tendu. Selon lui :

Les chefs d'entreprise, et au-delà les gestionnaires de la puissance publique, ont été conduits à *inventer* un autre modèle productif pour répondre à la crise mondiale de l'accumulation du capital intervenue à la fin des années 1970. En raison à la fois de l'épuisement des gains de productivité dans l'espace productif et de l'essoufflement de la norme de consommation de masse, le capital ne trouvait plus une rémunération semblable à celle des Trente Glorieuses. Le modèle qui émerge depuis le début des années 1990 propose une autre *combinatoire productive*, différente du fordisme qui a dominé l'après-guerre, sans que toutes les caractéristiques de celui-ci et surtout du taylorisme soient jetées aux orties. Les situations de travail présentes, dans l'industrie comme dans les services, empruntent au passé et innovent sur des points essentiels (...) Pour nous, au-delà de cette recomposition du capital et des systèmes productifs, l'innovation essentielle repose sur la généralisation du juste-à-temps, selon lequel chaque marchandise dans la firme ou entre firmes doit être livrée en quantité et qualité requises à un instant précis exigé par le client. Ce principe de la livraison en juste-à-temps conduit à la disparation des stocks ou des « encours », puisque la demande peut varier en permanence ; d'où le concept de *flux tendu* qui agrège livraison en juste-à-temps et absence de stocks<sup>946</sup>.

Le flux tendu, pour être concrétisé sans rupture, exige à son tour une réorganisation du travail qui privilégie le caractère collectif du travail, placé sous de nouvelles formes de contrôle social, à savoir le travail en groupe. En même temps, l'engagement des salariés doit

---

<sup>944</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, 3e édition., Paris, La Découverte, 2010, p. 23-4.

<sup>945</sup> Cf. *Ibid.*, p. 25-6.

<sup>946</sup> DURAND J.-P., *La Chaîne invisible : Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Seuil, 2012, p. 14.

être garanti à travers un nouveau régime de mobilisation des hommes et des femmes qui se systématisent à travers le modèle de la compétence<sup>947</sup>. Comme le notaient Dardot et Laval, Boltanski et Chiapello mais aussi Lordon, les conditions idéologiques et culturelles de mobilisation des « ressources humaines » représentent donc un autre champ dans l'entreprise où les « choses bougent » beaucoup. En ce qui concerne la France, les dispositifs participatifs prennent beaucoup d'importance. Des cercles de qualité, des groupes d'expression, d'échanges et de progrès, ainsi que campagnes de mobilisation, autour du projet d'entreprise, de la culture, de la qualité, etc., font désormais partie de la normalité des entreprises. Ces différentes instances du dispositif participatif ont des objectifs précis qui relèvent d'une part de la rationalisation, de l'uniformisation du fonctionnement interne de l'entreprise, devenue encore plus nécessaire à l'époque du flux tendu. D'autre part, elles ont aussi une visée sociale, de pacification des esprits et décontraction des relations interhiérarchiques, de diffusion d'un modèle plus convivial, plus consensuel des relations sociales. Il s'agit souvent, même si cela reste implicite, de créer des lieux de sociabilité où les salariés découvrent qu'on sollicite leur parole, leurs avis, leurs suggestions<sup>948</sup>.

Néanmoins, on assiste souvent à un essoufflement de ces mécanismes. En effet les travailleurs se rendent compte que les multiples groupes participatifs sont normalement déconnectés des enjeux fondamentaux de l'organisation du travail, de la définition des contenus des tâches ; ils se résument à des lieux de sociabilité, de convivialité. Sans impact réel sur les ressorts fondamentaux du fonctionnement de l'entreprise, ni sur ceux de la division du travail, cantonnés au registre social, culturel et symbolique, le participatif génère, notamment chez les jeunes, avec le temps, de moins en moins d'enthousiasme. Un des effets de ces déceptions et frustrations est un renforcement de la tendance à l'individualisation, une sorte de repli individualiste. Mais cette individualisation est elle aussi un objectif managérial, et cela, selon Linhart, depuis la grande secousse de mai 68 qui remettait en cause l'ordre industriel de l'époque. Sur ce point, elle rejoint la thèse de Boltanski et Chiapello selon laquelle les changements introduits en France sont dus au moins en partie à une tentative de réponse à la « critique artiste »<sup>949</sup>. L'individualisation de la gestion des salariés est une véritable révolution silencieuse :

Elle fut le cheval de Troie lancé par le patronat pour inverser le rapport de forces qui était devenu défavorable. Elle se veut en effet une réponse à un certain type d'aspirations qui tournaient autour de la

---

<sup>947</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>948</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 37.

<sup>949</sup> Cf. LINHART D., *La comédie humaine du travail : De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Toulouse, Erès, 2015., p. 110.

prise en compte de la personne, de son mérite, de ses besoins. Elle vise d'autre part à éviter que l'insatisfaction ne s'exprime d'une manière massive et ne mette en péril l'entreprise. Les années 1970 voient se diffuser les horaires variables ou à la carte qui désorientent les syndicats, lesquels ne peuvent aller à l'encontre d'un desserrement des contraintes. Pourtant les pratiques syndicales en souffrent. Des mesures d'individualisation des salaires se diffusent en même temps qu'apparaissent les critères classants dans les conventions collectives<sup>950</sup>.

On voit, encore une fois, mise avant la capacité du capitalisme à faire face à des critiques et à des conflits, et d'apporter des réponses sous la forme de changements. Certes, ces changements ne sont pas toujours très radicaux, mais ils ne sont pas négligeables, car ils se montrent parfois assez efficaces. Il faut insister par ailleurs sur le fait que l'ensemble de ces transformations se déroule ayant pour toile de fond la généralisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication.

En ce qui concerne l'organisation du travail *stricto sensu*, c'est-à-dire des principes de division du travail (l'articulation entre les tâches de conception, d'organisation et d'exécution) et de la définition des qualifications, celle-ci connaît moins de transformations que le champ des relations sociales et des mobilisations. La séparation taylorienne demeure assez présente, malgré des innovations au niveau du travail en continu, en flux marquées par une transversalité et une polyfonctionnalité des tâches. La force du flux tendu réside justement dans sa capacité à systématiser le travail sous contrainte de temps. Il approfondit ainsi une tendance déjà à l'œuvre dans le taylorisme et dans la chaîne fordiste<sup>951</sup>. En supprimant les stocks, le flux tendu fait de la pression du temps et de l'urgence un principe de gestion. Il conduit naturellement à réduire la porosité du temps de travail, puisque maintenir en tension le flux pousse tous les personnels à se mobiliser en permanence et à intervenir selon les besoins<sup>952</sup>. D'après Durand, le flux tendu est justement la solution – toujours provisoire – aux exigences financières du capital portées par les fonds de pension, *hedge funds*, etc, typiques du capitalisme de plus en plus financiarisé :

En effet, le flux tendu met en mouvement permanent la matière, en tant que forme de capital, et la force de travail qui le valorise : plus fort que le taylorisme qui luttait contre la flânerie des hommes, le flux tendu met en mouvement continu la matière (donc augmente le taux de rotation du capital) et invente un principe de gestion de la force de travail qui, tout en évitant un encadrement trop strict (donc en réduisant les coûts), auto-engage et auto-mobilise les hommes sur des objectifs qu'ils font leurs (l'hétéro-suggestion) et qui interdisent concrètement les temps d'inactivité<sup>953</sup>.

---

<sup>950</sup> LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 43-4.

<sup>951</sup> Cf. DURAND J.-P., *La Chaîne invisible*, op. cit., p. 81.

<sup>952</sup> Cf. *Ibid.*, p. 259.

<sup>953</sup> *Ibid.*, p. 364-5.

D'un autre côté, pour Linhart, malgré des tendances aux innovations plus radicales comme le flux tendu (mais aussi des tendances au renforcement du taylorisme dans certains secteurs), la tendance dominante met en œuvre une forme hybride où se mêlent logique taylorienne et mobilisation de la subjectivité des salariés, c'est-à-dire que l'organisation du travail se fait toujours à partir d'une rationalité quantitative qui décompose et saisit chaque activité séparément. Partout cependant on exige des salariés, outre la disponibilité et la flexibilité, du dévouement et une adhésion totale<sup>954</sup> – sur ce pont, Linhart confirme les analyses de Lordon et Dardot/Laval. Le savoir être, la capacité à faire des diagnostics, à interpréter et à échanger des informations, l'esprit d'initiative sont requis. Les relations de travail sont personnalisées. Autrement dit, le travail contemporain (en France, au moins) est celui où les salariés se mobilisent eux-mêmes de la façon la plus rentable dans un univers organisationnel normé par des principes tayloriens. Comme le soulignaient aussi Boltanski et Chiapello, Linhart montre qu'il s'agit paradoxalement d'une autonomie contenue par des objectifs, par des critères d'évaluation individualisées et par des contrôles très pointus grâce aux systèmes informatiques. Durand préfère à son tour parler d'« implication contrainte » pour rendre compte de ce paradoxe :

Les salariés s'engagent souvent à fond dans leur travail parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement s'ils veulent conserver leur emploi : le maintien de la tension du flux (pas de panne, pas de rupture de flux, etc.), renforcé par l'individualisations des salaires fondée sur les comportements des travailleurs, les contraint à s'impliquer. En même temps, cette implication est payée de quelques satisfactions obtenues dans l'activité du travail : relatif élargissement de l'autonomie de chacun, créativité encouragée quoique encadrée, développement de jeux sociaux où les individus s'investissent pour modifier les règles du jeu, etc. Autant de raisons qui rendent acceptables la contrainte ou l'obligations d'implication<sup>955</sup>.

Ce paradoxe peut peut-être s'expliquer par la nature du travail qui se complexifie de plus en plus, notamment dans le secteur des services. Les concepteurs et les organisateurs peuvent ainsi de moins en moins programmer des procédures strictes à suivre, elles se révéleraient contre-productives étant donné la variabilité du travail et son interactivité avec d'autres dimensions. Il s'agit alors de trouver le relais chez les salariés eux-mêmes et de les mettre en situation de définir en permanence ce qui pourrait être la *one best way*, compte tenu des impératifs, c'est-à-dire de définir l'usage de soi le plus efficace possible de manière à répondre aux attentes de la hiérarchie et de la direction. À chacun de raisonner selon les principes tayloriens d'économie de temps, ds façons de faire, à chacun d'inventer une sorte de chaîne de montage dans sa tête et de s'imposer une pression constante. Pour cela, l'entreprise

---

<sup>954</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 56.

<sup>955</sup> DURAND J.-P., *La Chaîne invisible*, op. cit., p. 17.



entend de la sorte canaliser à son profit exclusif ce qu'elle prétend être les aspirations fondamentales des hommes et des femmes qui pourraient trouver une place en son sein<sup>956</sup>.

Linhart nous explique ainsi que, lorsque l'évolution de la nature du travail entre en contradiction avec la possibilité d'imposer une prescription détaillée, la solution consiste à transférer la charge de découvrir l'usage le plus efficace du temps sur chaque salarié lui-même, à lui confier le travail d'organisation de son travail et à l'inciter à se transformer en petit bureau des temps et des méthodes à son propre usage<sup>957</sup>.

Ici, les dispositifs participatifs auraient aussi pour mission d'instaurer un processus de rectification d'une organisation qui n'est pas toujours efficace, par le recours aux connaissances informelles des exécutants. Le participatif a toutefois encore une dernière tâche devant lui. En effet, tout se passe comme si les responsables se fixaient comme objectif de changer les salariés avant de changer réellement le travail, encore taylorisé. Changer les salariés car, les directions n'ont pas l'assurance qu'ils correspondent à ce qu'impliquerait une organisation post-taylorienne dégageant plus d'autonomie et de responsabilité. L'un des objectifs de ces multiples formules de dialogues et de sociabilité est alors d'opérer comme une métamorphose identitaire des salariés français, où il s'agit d'entreprendre un véritable travail sur les mentalités des salariés pour extirper toute tendance à la contestation<sup>958</sup>. Est en jeu ici ce que Lordon appelle colinéarisation, ou une tentative d'homogénéisation des points de vue, des sensibilités et des cultures des salariés autour de la rationalité, des stratégies et des intérêts des entreprises.

Or on voit ici une tentative managériale d'instrumentaliser ce que nous avons décrit avec Dejours comme le zèle, l'intelligence et l'inventivité du travailleur direct, celui qui fait le travail réel. En effet ce dont ont besoin les directions d'entreprise dans une conjoncture de plus en plus incertaine et exigeante c'est d'accéder à ce « précieux trésor » détenu par les salariés, dans des conditions de coopération ouverte et de confiance. Il importe que les savoir-faire ne soient plus mobilisés dans la clandestinité. Il faut désormais qu'à chaque instant les opérateurs soient disposés à répondre à la demande : demande d'informations, de diagnostics, ayant rapport aux dysfonctions ; d'idées pour améliorer la qualité, fluidifier la production ; qu'ils soient disposés également à prendre toute une série de paramètres importants qu'ils

---

<sup>956</sup> Cf. LINHART D., *La comédie humaine du travail*, op. cit., p. 49.

<sup>957</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 57. Voir aussi LINHART D., *La comédie humaine du travail*, op. cit., p. 126.

<sup>958</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 72.

n'avaient pas à connaître auparavant dans l'élaboration même de ces savoirs pratiques<sup>959</sup>. En d'autres termes, l'implication productive ambivalente tout à fait fonctionnelle, dans une situation taylorienne-fordienne, stabilisée par un environnement prévisible, ne correspond plus aux nouvelles exigences d'interactivité, de flexibilité, de rapidité d'adaptation. Autrement dit, il faut que l'intelligence et l'inventivité des travailleurs soient plus directement au service des intérêts des entreprises, pour trouver en permanence les solutions les plus productives et les plus rentables dans des configurations imprévisibles et incertaines.

En formulant un diagnostic semblable, Durand pose la question relative aux capacités managériales à récupérer ou à recycler, au profit des objectifs des directions des entreprises, les effets bénéfiques de cette « autonomie conquise » par les salariés lors du travail réel. Selon lui, la créativité qui accompagne le recouvrement de l'autonomie des exécutants est recyclée pour les mobiliser et les motiver au travail, mais toujours dans cette « autonomie bornée » propre aux entreprises. Ainsi, d'un côté, l'élargissement de la marge d'autonomie des exécutants déplace les règles à leur bénéfice ; de l'autre côté, la subjectivité engagée dans l'activité de travail est recyclée pour accroître la productivité, améliorer la qualité, améliorer globalement le processus, etc<sup>960</sup>. Il s'agit donc *d'une tentative de diffusion de la pratique capitaliste auprès des salariés eux-mêmes, avec une injonction à l'inventivité que nous allons essayer de décrire dans la troisième partie comme une imagination capitaliste.*

Il s'agit ainsi d'obtenir des individus « débarrassés » des influences « négatives » que pourraient exercer les collectifs traditionnels « archaïques », d'un côté ; des collectifs modernes, directement articulés à la logique dominante, de l'autre. Néanmoins, cette stratégie managériale ne va pas de soi, car l'idée que les responsables puissent mettre leur nez et intervenir dans le monde secret de la professionnalité des exécutants, qui s'est développée à la marge et dans certains cas contre eux, n'est pas forcément bien vue. Il y a de la réticence à y collaborer ouvertement, ce qui montre la complexité d'un vécu de consentement objectif mais de contestation subjective. Cette implication paradoxale des exécutants n'est donc pas facilement compatible avec cette nouvelle réalité, en étant difficilement maîtrisable et canalisable ; d'où le recours aux démarches individualisantes et participatives et l'option pour une bataille identitaire. Sans cette compatibilité, l'approfondissement des nouvelles formes plus décentralisées et plus autonomes d'organisation du travail devient difficile.

---

<sup>959</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>960</sup> CF. DURAND J.-P., *La Chaîne invisible*, op. cit., p. 300-1.

En outre, l'attaque contre les collectifs de travail (où se déploient ces savoirs informels liés à la réalisation du travail réel), qu'elle prenne la forme d'une déstabilisation ou d'une tentative de transformation, peut se révéler finalement contre-productive. Elle peut constituer une attaque aux sources de la production des savoirs, du savoir-faire, du savoir-être productif ensemble, aux sources des connaissances informelles que ces mêmes directions souhaitent aujourd'hui mobiliser dans des conditions nouvelles de transparence d'échange et de réciprocité. Risquent de s'aggraver les dysfonctionnements, les pannes, les aléas, car ces collectifs se sont développés dans des conditions stables et relativement autonomes, autonomie au sens d'un espace qui échappe au contrôle de la hiérarchie<sup>961</sup>.

Du point de vue des salariés, cela représente une évidente fragilisation, une fois qu'ils n'ont plus de rempart protecteur entre eux et l'ordre établi de l'entreprise, ni non plus de possibilités d'échapper aux règles du jeu dominant, ni de zones retranchées. Ils ont à travailler au grand jour, sans discontinuer dans la seule logique de l'entreprise. Dejours insiste sur le danger que représente des méthodes comme l'évaluation individualisée et les normes de qualité totale et sur les effets déclenchés en termes de pathologies psychologiques<sup>962</sup>. Ainsi, comme l'affirme Linhart :

La modernisation du management peut se comprendre, aussi, comme une psychologisation des relations du salarié à sa direction, son entreprise, ses collègues (...) Le salarié est, au sein de l'entreprise, pris en charge dans le cadre d'une démarche qui vise à l'isoler, de telle sorte que seules les dimensions les plus individuelles de sa subjectivité soient sollicitées, mises au défi et d'ailleurs en permanence frustrées en raison d'une absence systématique de reconnaissance à travers les exigences du toujours-plus. Le management moderne a érigé un rempart entre le travail et la société, en cherchant à s'appropriier le sens et la portée de la contribution professionnelle<sup>963</sup>.

Dans un autre ouvrage, Linhart développe une thèse intéressante concernant ce phénomène, selon laquelle « le drame du travail contemporain ne vient pas, paradoxalement, de ce qu'il est déshumanisant mais au contraire du fait qu'il joue sur les aspects les plus profondément humains des individus, au lieu de s'adresser aux registres professionnels qui permettent d'établir une délimitation entre ce que ces individus engagent au travail et ce qu'ils sont. Le management moderne joue sur le registre personnel des salariés, en véritable anthropologue, c'est l'entière de la personne qu'il cherche à mobiliser en activant les dimensions les plus complexes, les plus vulnérables de l'individu »<sup>964</sup>.

---

<sup>961</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 85. Voir aussi DURAND J.-P., *La Chaîne invisible*, op. cit., p. 302.

<sup>962</sup> DEJOURS C., *Souffrance en France*, op. cit., p. 211-2.

<sup>963</sup> LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 109-10.

<sup>964</sup> LINHART D., *La comédie humaine du travail*, op. cit., p. 11.

Il faut rappeler que parmi les défis que doit affronter les employeurs quand ils mettent des individus au travail, outre celui de trouver l'organisation technique la plus efficace de leur point de vue, on doit compter celui de trouver les modalités par lesquelles ils pourront obliger les individus à se conformer aux impératifs de cette organisation technique ainsi que légitimer idéologiquement leurs choix. On peut alors trouver finalement un point commun entre ce néomanagement « surhumanisant » et le taylorisme associé à une déshumanisation :

Lorsque l'on analyse les principes qui sont au fondement des modèles d'organisation technique du travail, qu'ils soient taylorien ou contemporain, une même réalité s'impose : celle d'une attaque des métiers, de l'expérience des professionnels, afin de limiter le plus possible leur capacité de peser sur le travail, d'influencer sur le choix des pratiques. Les effets ne sont pas tout à fait les mêmes selon les modèles. Dans les ateliers et sur les chaînes du montage taylorien, c'était la déshumanisation qui prévalait (même si les ouvriers parvenaient toujours à reconstruire les bribes d'une professionnalité collective à travers un travail réel toujours sensiblement différent du travail prescrit. Nous avons tous en mémoire le film de Charlie Chaplin qui reflète cette image douloureuse de l'homme robotisé. À notre époque au contraire, l'attaque des métiers et de la professionnalité conduit à une sur-humanisation du travail qui laisse les individus seuls et sans ressources face aux contraintes toujours aussi fortes et exigeantes de l'organisation du travail<sup>965</sup>.

Les directions modernistes voulaient aller plus vite, au rythme des défis lancés par une mondialisation en accélération et une financiarisation qui exacerbe les enjeux, raccourcit les délais et introduit des logiques de court-termisme. Confrontées à la nécessité d'assurer la réactivité et la performance de leur entreprise, elles se sont lancées dans une politique de changement systématique. Celle-ci vise aussi à désarmer des salariés soupçonnés de mauvaise volonté. Le changement systématique défait les réseaux professionnels, brise les complicités et le rend plus vulnérable. Le salarié ne peut plus en effet se retrancher derrière la maîtrise de son travail pour opposer une quelconque inertie ou résistance, d'où des restructurations et des réorganisations qui se succèdent. Les réformes se multiplient : restructuration des services sous forme de décentralisation puis recentralisation, redéfinition des métiers, externalisation de certaines activités, fusion de différentes natures, déménagements. C'est là une condition perçue comme nécessaire pour contraindre les salariés à travailler en permanence au maximum de leurs possibilités et à chercher sans cesse à se dépasser, car ils doivent s'en remettre aux indicateurs, aux procédures, aux bonnes pratiques sans cesse renouvelées<sup>966</sup>. Les dispositifs gestionnaires basés sur l'informatique ont à ce titre une double fonctionnalité, celle d'écraser les métiers et l'expérience mais aussi la fonctionnalité pédagogique, de faire passer de nouvelles valeurs. D'un côté, on affaiblit, on précarise subjectivement, en rendant l'exercice du travail moins aisé et moins sûr, de l'autre on tend la perche à ces outils censés

---

<sup>965</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>966</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, op. cit., p. 105-6. Voir aussi LINHART D., *La comédie humaine du travail*, op. cit., p. 19-20.

apporter des solutions et des ressources. Ces outils mettent ainsi les salariés dans un moule, mais impliquent aussi la plupart du temps une relative autonomie des salariés et exigent donc que ceux-ci consentent à l'esprit qui porte ces dispositifs<sup>967</sup>. Ce processus rend la critique sociale particulièrement difficile, car les travailleurs se voient isolés, plus dépendants et sollicités dans leur entièreté par l'entreprise<sup>968</sup>.

On voit ainsi se déployer une nouvelle étape de la guerre du capital contre le réel du travail, qui est composé d'autres logiques qui ne s'alignent pas nécessairement ou pleinement aux réquisits de l'abstraction capitaliste. Contre certaines analyses « totalitaires » du capitalisme, le procès de travail ne semble jamais être complètement colonisé par la logique du capital, d'autant plus que le travail prescrit tout seul ne pourrait jamais faire sortir la production, car celle-ci doit faire face à des imprévus, des particularités, etc. C'est pourquoi dans le capitalisme le procès de travail est sans cesse « attaqué », repris et façonné afin de le rendre toujours plus adéquat au procès de valorisation. Ces pratiques contemporaines de déstabilisation et de précarisation subjective sont de cette manière « destinées à faire renoncer les salariés à leurs propres valeurs professionnelles pour qu'ils s'ajustent à celles préconisées par l'organisation officielle »<sup>969</sup>. La privation de l'expérience, la mise en cause du métier, induites par le changement systématique, s'accompagnent aussi d'une intensification du travail, elle aussi systématique (raccourcissement des délais, diminutions des effectifs, des budgets). La capacité à bien faire son travail en est d'autant plus comprise dans un univers qui est de plus en plus complexe et exigeant, qui essaie d'imposer de critères différents de ceux reconnus par l'expérience professionnelle du travailleur. C'est bien la consistance propre du travail réel qui est constamment remise en cause en fonction des critères abstraits de la normativité capitaliste : « Imposer aux salariés un autre rapport à la qualité du travail, c'est là l'enjeu majeur dans le cadre de la modernisation. *Il s'agit de les obliger à ne s'en tenir qu'à la qualité recherchée par l'entreprise, indépendamment des règles du métier portées par les professionnels* »<sup>970</sup>.

Il y a d'autres moyens de mettre en œuvre une pression accrue sur les salariés. Les clients sont souvent instrumentalisés pour relayer cette pression, mais de façon plus générale la pression s'exerce surtout à travers la fixation des objectifs et les évaluations régulières. Pour affronter la concurrence et la financiarisation, les directions estiment que les salariés ne

---

<sup>967</sup> LINHART D., *La comédie humaine du travail*, op. cit., p. 138.

<sup>968</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>969</sup> *Ibid.*, p. 129.

<sup>970</sup> *Ibid.*, p. 132. Nous soulignons.

peuvent s'accorder le droit de souffler. Il faut alors demander beaucoup, fixer des objectifs ambitieux, voire irréalistes. Le nouveau *deal* se montre ainsi peu favorable aux salariés car il implique une tension, une insécurité, un isolement assortis d'une course éperdue dans une quête de soi et de reconnaissance rarement satisfaite. En effet, le management moderne cherche à s'appuyer sur le désir des salariés de se réaliser dans leur travail.

### **5.5 – Le management et l'organisation du travail : désincarnation, idéalisation et abstraction capitaliste**

Le problème est qu'on doit désormais travailler (y compris dans le secteur public) selon des méthodes établies par des personnes qui ne connaissent pas vraiment le travail qu'on fait et qui en ont une vision *abstraite*. C'est ce que décrit bien les travaux de Marie-Anne Dujarier. Leur particularité est d'essayer d'aller au-delà de ce que Dujarier appelle une « sociologie de la réception » des prescriptions et des dispositifs organisationnels et de gestion assez dominante dans le champ de la sociologie du travail. Elle souligne que la description et l'analyse sociologiques du travail de direction et de prescription restent rares dans ce champ, en s'attelant à montrer qu'un tel travail peut nous aider à comprendre le phénomène de *normalisation de l'idéal*<sup>971</sup>. En quoi consiste ce phénomène ? Au premier abord, cela signifie que la prescription du travail est idéale, et donc hors de portée de l'action possible. Certes, on peut dire que ce constat est vieux comme l'invention du taylorisme. En revanche, ce qui est nouveau, c'est que les dispositifs de contrôle tels que la traçabilité, les méthodes d'évaluation, la juridiciarisation des relations de service, etc., la rendent « vraiment » exigible, sous peine de sanction :

La norme est devenue idéale, et, en plus, l'idéal est devenu la norme. Les organisations devraient être si puissantes qu'elles pourraient satisfaire toutes les exigences, fussent-elles illimitées et contradictoire entre elles. Or, la prescription d'autonomie et de responsabilité, en participant à l'individualisation du travail et de sa reconnaissance, transforme la toute-puissance organisationnelle en une injonction à la toute-puissance individuelle<sup>972</sup>.

Ainsi, on peut dire aussi que la normalisation récente de l'idéal peut être vue comme une solution managériale pratique face au sentiment d'impuissance à prescrire et contrôler le travail réel. L'écart entre travail prescrit et travail possible peut mobiliser certains sujets dans un fonctionnement tout-puissant<sup>973</sup>. Selon notre perspective, ce qu'elle décrit n'est rien d'autre qu'un déploiement de l'abstraction capitaliste et de son caractère de devoir-être

---

<sup>971</sup> DUJARIER M.-A., *L'idéal au travail*, Paris, PUF, 2012, p. viii.

<sup>972</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>973</sup> Cf. *Ibid.*, p. 249.

irréaliste dans le niveau un peu plus concret de la prescription et de l'encadrement du travail, c'est-à-dire dans ce qu'elle appelle le travail d'organisation, et cela dans un contexte de pression accrue pour performance dû à la concurrence mondialisée, à la financiarisation et son court-termisme ; mais aussi dans un scénario de difficulté croissance pour prescrire le travail, en raison de la complexification de certaines tâches, etc. Or, au cours de ce chapitre nous avons identifié à partir de certains travaux une tendance à l'externalisation de la pratique capitaliste vers les travailleurs exécutants en tant qu'une réponse managériale à cette situation. Les idéalizations capitalistes sont maintenant de plus en plus diffusées et exigées à tous les niveaux de l'hierarchie organisationnelle.

Pour mieux comprendre la normalisation de l'idéal, il faut comprendre les conditions de réalisation du travail qui produit ces prescriptions idéales. Comme Dujarier le reconnaît, la pratique capitaliste implique une « vision abstraite du travail », vu que l'employeur recherche le coût le plus bas pour une contribution la mieux ajustée à ses besoins en quantité et qualité ; c'est-à-dire qu'il doit avant tout assumer une vision du travail comme ratio entre une dépense et ce qu'elle permet de produire. Cette vision est propre à sa place sociale et indépendante de sa morale personnelle, même si celle-ci peut éventuellement tenter d'adoucir ou de nuancer le rapport salarial. De l'autre côté, celui qui fait le travail l'éprouve différemment. Pour lui, le travail est *concret* puisqu'il n'y met pas en jeu ce qu'il a mais ce qu'il est. Ainsi, l'employeur peut être indifférent à l'activité alors que, pour celui qui est employé, elle est source (ou non) d'intérêt, de socialisation, de santé, de sens et de reconnaissance sociale. Aussi, « une même activité, si elle est salariée, a deux faces : un recto abstrait et un verso concret, qui sont structurellement en tension »<sup>974</sup>.

Cette saisie quantitative et abstraite du travail et de l'activité, intensifiée avec la financiarisation néolibérale, caractérise plus que jamais le management dans les grandes entreprises, y compris dans le secteur public, où la recherche d'efficience maximale remplace la quête infinie de profit en tant que normativité idéalissante primaire. Néanmoins, dans les deux cas la conception abstraite de l'activité demeure au centre :

Le capitalisme salarial néolibéral contemporain est donc porteur d'une certaine conception de l'activité dans le secteur privé comme, maintenant, dans les services publics : il s'agit d'une « ressource » abstraite, soumise à une compétition généralisée, visant à fabriquer des optimums économiques. L'optimisation économique recherchée, dans le secteur privé comme dans les services publics, passe logiquement par deux quêtes constantes : réduire les coûts de production d'une part, et accroître les revenus d'autre part. Productivité et extension du marché sont alors les deux leviers principaux de la quête *illimitée* de performance<sup>975</sup>.

---

<sup>974</sup> Cf. DUJARIER M.-A., *Le management désincarné*, op. cit., p. 96.

<sup>975</sup> *Ibid.*, p. 99. Nous soulignons.

Il est évident que ces deux objectifs ne sont pas nouveaux dans l'histoire du capitalisme ; bien au contraire, ils ont été spectaculairement réalisés depuis au moins deux siècles. En réalité, les grandes vagues managériales qui se sont succédées au cours du siècle dernier et du début de ce siècle, en dépit de leur diversité formelle, ont visé à cette double optimisation – ce qui montre la remarquable centralité de l'abstraction capitaliste en tant que logique sociale hégémonique.

Avec Boltanski et Chiapello, Dujarier reconnaît volontiers qu'un « esprit » est nécessaire au capitalisme pour perdurer et s'étendre. Mais, pour elle, il ne suffit pas : il faut aussi produire, diffuser, maintenir et justifier des dispositifs capables de guider l'activité de milliers, voire de millions de travailleurs, au jour le jour, vers plus de productivité et de marchandisation. La « production quotidienne du capitalisme relève alors avant tout d'un *travail*. Il faut des individus compétents et consciencieux qui construisent continûment et laborieusement ce mode d'encadrement de l'activité du travail »<sup>976</sup>, c'est-à-dire un *travail de direction*. Le problème est que la fonction d'encadrement a connu un éclatement notoire. Ainsi, la situation contemporaine est caractérisée par une « division sociale du travail de direction » dans les grandes organisations, où le « patron » n'est que rarement incarné par un homme propriétaire et dirigeant.

Avec l'invention des sociétés par action, les propriétaires sont plus dispersés et anonymes. Ceux-ci sont représentés dans des conseils d'administration. Les membres de ce dernier définissent les finalités et les moyens de l'organisation, nomment les dirigeants et les révoquent ; mais son travail réel n'exprime pas toujours directement les intérêts des propriétaires. Ensuite, nous avons le dirigeant salarié, qui dirige effectivement l'organisation et exerce le management. À un niveau inférieur, nous avons la une nouvelle classe de cadres salariés qui forme la technocratie. Cette couche de techniciens de la direction doit concevoir et prescrire le travail aux exécutants à *distance*. Ces « planneurs » se partagent en plusieurs spécialités : informatique, stratégie, méthodes, qualité, gestion de risques, ressources humaines, contrôle de gestion, finances, marketing, communication, etc. Pour finir, il y a les cadres de proximité, qui surveillent directement l'activité des exécutants ou opérationnels. Le « patron » s'avère donc être une figure sociale composite et problématique, comportant encore deux autres acteurs : les consultants externes et les intermédiaires sur les marchés de capitaux :

---

<sup>976</sup> *Ibid.*, p. 100.



En somme, le « patron » est donc aujourd'hui composé des sept figures suivantes : propriétaires privés ou publics, membres du conseil d'administration, dirigeants salariés, multiples planneurs spécialisés, encadrement de proximité, intermédiaires financiers et, enfin, prestataires de produits managériaux. Chaque groupe possède des enjeux qui lui sont propres, à la fois du point de vue de ses revenus matériels (modes de rémunération, de reconnaissance, de construction de carrières) et de celui de l'intérêt pour l'activité elle-même<sup>977</sup>.

Malgré la complexité du circuit social de diffusion et de partage du travail de direction, qui dans le capitalisme se caractérise essentiellement par un travail d'imposition opérationnelle de buts et de normes liées à la pratique et à l'abstraction capitaliste, Dujarier voit dans le travail des planneurs un élément crucial méritant une étude plus approfondie, car ils occupent une place stratégique dans les rapports de production : « Ils doivent optimiser des résultats quantitatifs en agissant sur l'activité concrète des salariés et consommateurs, dans le sens d'une productivité toujours plus grande et d'une extension du marché. Comme tous les cadres, *ils doivent traduire en solutions techniques les intentions économiques et financières des patrons ou dirigeants d'entreprise* »<sup>978</sup>. Les planneurs doivent alors faire un travail important de *médiation technique de la normativité capitaliste idéale* : le toujours plus financier doit se transformer en toujours plus productif en prescrivant et en encadrant l'activité concrète des exécutants. Les enquêtes auprès des planneurs eux-mêmes faites par Dujarier confirment cette perspective : « Les planneurs, dans les organisations publiques et privées, déclarent donc que leur mandat est d'atteindre des objectifs de performance, en adoptant une attitude d'obéissance intelligente et en implantant des dispositifs. La 'course infinie à la performance' leur est imposée et ils se disent impuissants à modifier ce mandat »<sup>979</sup>.

Ce plus de productivité peut s'obtenir par plusieurs moyens que les planneurs ont la charge de mettre en œuvre. On peut par exemple accroître la productivité de chaque travailleur individuellement par le biais de dispositifs utilisant la contrainte, la menace (perte d'emploi), l'incitation financière (primes, stock-options), la rétribution symbolique ou la séduction, qui sont mis en place notamment par des planneurs spécialisés en RH. On peut aussi l'obtenir par la division sociale des tâches, réalisée par des planneurs spécialisés dans l'organisation et les méthodes. Ils se chargent également de l'automatisation ainsi que de la recherche d'effets d'échelle. On a déjà parlé du flux tendu, que les planneurs doivent organiser en suivant notamment la méthode du *lean management*. Outre la réduction des

---

<sup>977</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>978</sup> *Ibid.*, p. 152. Nous soulignons.

<sup>979</sup> *Ibid.*, p. 142.

coûts, les planneurs du marketing ont pour mission de fabriquer continûment le marché par l'innovation continue et l'obsolescence programmée des objets, par la stratégie des marques, etc.

Le problème est que les planneurs, de leur bureau, ne peuvent partager l'expérience des innombrables opérationnels qui doivent « exécuter » leurs prescriptions. Leurs « mondes » sont disjoints et n'ont pas le même référentiel opératif commun. À ce titre, il est curieux de noter un conflit qui oppose les tenants du « réalisme économique » (les dirigeants et les planneurs) et ceux qui évoquent le « réel » (les opérationnels, les cadres de proximité). Ces derniers disent massivement que le problème vient de ce que les concepteurs des prescriptions sont trop éloignés du « réel », ils « plannent » ; ils méconnaissent le « terrain », la « vraie vie », le « travail concret ». Les dirigeants et les planneurs se réclament, eux, du « réalisme », de la « réalité économique ». La « réalité », d'après les planneurs, désigne des chiffres, des ratios et des classements, tels que l'endettement, la productivité relative ou la profitabilité. En somme, ceux qui invoquent la « réalité économique » « se réfèrent essentiellement à une connaissance *quantitative et abstraite* du monde. Inversement, ceux qui se réclament du 'réel' inscrivent leur activité *concrète*, leur rapport aux choses et aux êtres *dans le registre sensoriel* : ils s'agit de ce qu'ils voient, de ce qu'ils entendent, de ce qu'ils sentent et ressent »<sup>980</sup>. Cela signale l'absence d'un monde commun entre ceux qui planifient l'activité et ceux qui la réalisent : « La représentation sociale du réel, entendu comme 'sens attribué à une situation', diffère »<sup>981</sup> ; on assiste alors à une « bataille du réel » dans ces organisations. Si le réel n'existe pas comme une évidence partagée, on constate un conflit entre des points de vue qui déterminent les actions et les critères de jugement, entre une représentation *sociale* abstraite et une représentation *sociale* concrète du monde. La première est typique de la pratique capitaliste.

Les planneurs doivent donc « prévoir, planifier, outiller et contrôler l'activité des salariés sans la connaître, sans la sentir et à partir d'une représentation imaginaire de la réalité. Ils savent qu'elle est faite d'imprévu, d'aléas, d'indéterminations et de créativité, mais ils ne peuvent les intégrer dans leur plan »<sup>982</sup> ; en ce sens on peut parler d'un « management désincarné » qui fait des prescriptions idéales. Il faut noter cependant que les planneurs font de cette distance une raison d'être de leur fonction, vu que les opérationnels

---

<sup>980</sup> *Ibid.*, p. 68. Nous soulignons.

<sup>981</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>982</sup> *Ibid.*, p. 151.

n'ayant pas l'image globale ne peuvent pas innover et optimiser l'ensemble. Leur travail serait alors d'impulser des nouveautés.

À certains égards, on pourrait donc dire que les planneurs sont mandatés pour faire le « sale boulot » managérial : « Celui qui transforme le travail concret dans un sens qui satisfait les critères du travail abstrait, au profit d'un tiers »<sup>983</sup>. Certes, dans cette phrase Dujarier ne semble pas utiliser ces notions marxiennes d'une manière suffisamment rigoureuse, mais ce qui importe ici, c'est l'idée de fond : les planneurs doivent transformer le réel du travail, le procès de travail, en fonction des critères abstraits de la logique du capital, du procès de valorisation. Les planneurs se voient ainsi attribuer une tâche typique de la pratique capitaliste, même s'ils sont salariés et ne sont pas normalement les bénéficiaires directs des dispositifs qu'ils promeuvent.

On voit ainsi que les planneurs ont une mission précise : accroître la performance telle qu'elle est définie *quantitativement* par leur employeur, en agissant à distance sur l'activité d'autrui par la mise en place de dispositifs. Les dispositifs sont tout ce qui a la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, de modeler et de contrôler l'action, les gestes, les conduites des individus<sup>984</sup>. Le dispositif correspond à l'organisation détaillée de l'action avant qu'elle ait lieu. Il y a fondamentalement trois types de dispositifs : de finalités, de procédés et d'enrôlement. Les premiers, mis en place par le management par les nombres et par objectifs, définissent les finalités des activités d'une façon quantitative, désignent ce qu'il faut faire et selon quels critères quantifiés. Le deuxième indique comment il faut faire : quel chemin emprunter et selon quelles étapes. Les exécutants doivent adopter le rythme qu'ils prévoient. Il s'agit de protocoles, de méthodes, de procédures, de règlement et de normes techniques. Ils agissent dans la planification et dans la standardisation des manières de faire, de dire, voire de penser. Mais ces deux premiers dispositifs, pour être fonctionnels, doivent être acceptés et utilisées conformément aux intentions de leurs concepteurs. Des dispositifs d'enrôlement visent alors à obtenir cette participation « intelligente » des producteurs. Outre la communication interne et les messages passés lors des réunions par les cadres de proximité, des formateurs et des *coachs* sont chargés de « développer des compétences managériales ». Il s'agit d'obtenir que les travailleurs non seulement acceptent ces dispositifs mais, plus encore, qu'ils les utilisent avec zèle et discernent<sup>985</sup>.

---

<sup>983</sup> *Ibid.*, p. 153.

<sup>984</sup> Cf. *Ibid.*, p. 17.

<sup>985</sup> Cf. *Ibid.*, p. 22.

On peut très bien comparer ces dispositifs à des machines, qui à la différence des outils, s'impose à l'utilisateur ; c'est à ce dernier de s'adapter au dispositif, à ses critères, à son calendrier, à ses rythmes et à son langage bureaucratique. Néanmoins, une différence importante est à noter par rapport au projet taylorien : comme le montrent les dispositifs d'enrôlement, « les concepteurs de dispositifs ne souhaitent pas que les travailleurs arrêtent de sentir, penser et signifier. À l'inverse de Taylor, ils n'attendent pas qu'ils cessent d'être en activité. Au contraire, ils en appellent à l'« autonomie », à la « personnalité », à la « créativité » de chacun et même parfois à son courage et à son éthique »<sup>986</sup>. Dujarier rejoint sur ce point le diagnostic de Boltanski et Chiapello, mais aussi de Linhart ou de Durand : le capitalisme contemporain, au moins en France, établit une concomitance d'hyper-prescription et d'appel à l'autonomie, c'est-à-dire une « implication contrainte ». Ce qui peut être perçu comme une contradiction correspond en effet à un sens très spécifique d'autonomie comme devant s'exercer au-delà de la machine ou du dispositif, pour le corriger, le dépanner, l'adapter en fonction des situations locales. L'activité serait moins orientée sur la production que sur l'entretien du dispositif lui-même.

Comment les planneurs font-ils leur travail ? Dujarier nous explique que, vu qu'ils ne sont presque jamais en contact direct avec l'activité des travailleurs qu'ils doivent encadrer, ils mandatent régulièrement d'autres planneurs, tels que des consultants, auditeurs ou chercheurs, pour réaliser des études qualitatives et quantitatives sur ce réel qui leur échappe. Ils disent aussi connaître l'activité opérationnelle à l'aide des rapports produits par les opérationnels, à qui l'on demande de « remonter l'information ». La connaissance de la situation prend donc la forme d'un écrit, de chiffres, souvent rédigé par d'autres, dont on sait les limites pour rendre compte fidèlement d'une situation locale. La représentation que les planneurs s'en font prend ainsi la forme de mots, de chiffrages, bien plus qu'elle n'est ancrée dans une expérience sensible. Finalement, face à l'insuffisance de ces informations abstraites, les planneurs recourent aussi à leur imagination ainsi qu'à leur expérience en tant que consommateurs, en inventant ou en reconstruisant l'activité sous forme d'une situation « type » ou « moyenne ». Ainsi, entre la planification générale et l'expérience sensible, la première tend à l'emporter. Les planneurs « sont poussés à appréhender l'activité principalement dans sa dimension abstraite, par la quantification. Elle opère une 'abstraction' »

---

<sup>986</sup> *Ibid.*, p. 74.

des situations, dans les deux sens du terme : elle les transforme en idées et, simultanément, elle les rend absentes »<sup>987</sup>.

Le planneurs sont également en charge de la mise en œuvre et de l'entretien des dispositifs, mais là encore leur activité n'est pas tournée vers ce et ceux que leurs dispositifs encadrent concrètement. Elle est polarisée sur leur déploiement, sur la quantification de leurs effets via quelques critères dits « de performance » : « Le processus est tel que nombre de planneurs travaillent avec rigueur et engagement en oubliant que la matière même de leurs calculs et de leurs discours est l'activité humaine »<sup>988</sup>.

Néanmoins, l'activité des planneurs n'est pas exactement de concevoir des dispositifs, mais plutôt d'acheter des standards sur un marché (plutôt ceux qui sont « à la mode ») et de les adapter à leur organisation en s'appuyant sur la « participation » des travailleurs et des consommateurs, qu'ils doivent solliciter. En outre, on assiste aussi à une division de tâches entre planneurs. À ce titre, Dujarier parle d'une « rationalisation du travail des rationalisateurs ». En effet, le passage de l'inventeur solitaire et supposément génial à l'ingénieur *domestiquant l'innovation* date de la première révolution industrielle. Ensuite, nous avons une « taylorisation de la conception », alors structurée et organisée selon une division des tâches partiellement automatisées<sup>989</sup>. De plus, ces tâches sont ordonnées hiérarchiquement, avec des degrés variables en termes de réflexivité, comme l'illustre la description d'une femme qui a fait toute sa carrière en tant que DSI (Directeur des Systèmes d'Information) :

Le directeur des systèmes d'information fait la stratégie à moyen et à long terme. Ensuite, on trouve ceux qui font le schéma directeur. C'est très *high level*. Ce sont des cabinets de conseil comme le BCG, Ernst, Accenture, etc. A ce niveau, on trouve des grandes écoles de commerce ou des ingénieurs généralistes, comme des centraliens qui ont fait un master, avec la tête bien faite. En dessous, il y a des gens qui font l'assistance à maîtrise d'ouvrage : des analystes qui font les spécifications fonctionnelles ou détaillées toute la journée. Ils collectent les besoins auprès d'utilisateurs, à la chaîne. Ils écoutent les besoins des clients et ils les notent sans réfléchir. Ce sont des métiers de sortie d'école. Après, les développeurs programment le système, adaptent les progiciels (...) Ceux de niveau 1 sont des techniciens qui lisent des scripts. Les niveaux 2 et 3 sont des ingénieurs qui réfléchissent<sup>990</sup>.

Avec cette « rationalisation du travail intellectuel », les spécialistes du management n'ont pas forcément besoin d'être compétents sur ce qu'ils sont en train de manipuler abstraitement, au contraire. Leur vraie spécialité, c'est la « méthode », qui consiste basiquement à manier avec dextérité des abstractions et des dispositifs standardisés. Le

---

<sup>987</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>988</sup> *Ibid.*, p. 164.

<sup>989</sup> Pour plus de détails, voir *Ibid.*, p. 172-3.

<sup>990</sup> *Ibid.*, p. 174.

maniement d'abstractions est d'autant plus facile à réaliser qu'il ne fait référence à aucune situation concrète, sensible et connue par l'expérience, ce qui explique le recrutement de jeune diplômés pour faire ce type de travail et donner des conseils à de dirigeants expérimentés. Comme le souligne Dujarier :

Il est plus facile de manier des prix, des coûts de revient, des effectifs, des coûts de dépollution ou des équivalents temps plein sans savoir eu l'expérience significative de leur face concrète (...) Aussi la méconnaissance des enjeux psychiques, sociaux, anthropologiques de l'emploi et de l'activité des autres facilite-t-elle la leur. Les planneurs peuvent d'autant plus aisément tenir leur mandat d'optimisation du travail abstrait qu'ils peuvent compter sur leur inexpérience pour ne pas sentir les éventuelles contradictions qui surgiraient à l'articulation de ce raisonnement planificateur et de l'activité concrète. Loin d'être un problème, l'inexpérience s'avère donc être, au contraire, une compétence utile<sup>991</sup>.

En ce qui concerne les normes sociales de la reconnaissance des planneurs, les maîtres mots sont d'abord l'obéissance et la performance, ainsi que la mobilité et la flexibilité. En outre, il faut « innover », déployer des « nouveaux projets », implanter « de nouveaux services ». La dynamique de la reconnaissance joue donc en faveur d'une prolifération de dispositifs nouveaux, de leur empilement et de leur succession précipitée, ce dont se plaignent régulièrement les cadres opérationnels<sup>992</sup>.

Par ailleurs, s'ils disent que la rémunération est importante pour eux, ils affirment qu'ils ne travaillent pas uniquement pour l'argent. Ils expliquent que ce qui les motive, c'est l'intérêt pour l'activité, les échanges humains qu'elle tisse et le fait de réaliser quelque chose qui soit reconnu. En outre, ils se sentent responsables de la qualité, de la performance et de la survie de l'entreprise, ils « se battent » pour elle. En même temps, ils ne peuvent pas en général être caractérisés comme des ardents défenseurs du capitalisme ou du néolibéralisme ; sur ce point, ils sont des « pratiquants non croyants »<sup>993</sup>. Dujarier identifie dans leur type de rapport à l'activité un caractère ludique, de jeu. En effet, ils trouvent des satisfactions dans leur activité en maintenant, par une socialisation restreinte, un cadrage ludique. Ils se mettent ainsi à jouer, à « faire du chiffre pour faire du chiffre », à exercer leur intelligence sur la sophistication des procédés sans prêter attention à ce qu'ils produisent. Ils doivent agencer de manière agile des abstractions, sous le regard connaisseur et compétitif de leurs pairs et sous pression temporelle<sup>994</sup>.

L'implantation de tels dispositifs ne se déroule pourtant pas sans critiques ou tensions. Par exemple, les travailleurs opérationnels jugent souvent les dispositifs comme rigides, car

---

<sup>991</sup> *Ibid.*, p. 177-8.

<sup>992</sup> Cf. *Ibid.*, p. 187.

<sup>993</sup> *Ibid.*, p. 154.

<sup>994</sup> Cf. *Ibid.*, p. 219-220.

ils imposeraient une finalité et un procédé immuable, alors que la dialectique entre les finalités et les moyens se trouve empêchée. En outre, les dispositifs sont conçus pour des situations types, alors que la situation concrète peut diverger de celle-ci. Les dispositifs de finalité peuvent aussi demander aux travailleurs d'atteindre des scores que les dispositifs de procédés ne permettent pas de réaliser. Parfois la temporalité (uniforme et universelle) imposée par le dispositif ne coïncide pas avec celle de l'activité ni avec celle des hommes et des femmes à un moment donné de leurs vies. Ce type de tension oblige les travailleurs à réaliser un travail d'organisation improvisé, pour compenser le travail d'organisation maladroit imposé dans les dispositifs. Il vient en plus du travail productif lui-même :

En résumé, une première série de critiques formulées par les travailleurs à propos du management par les dispositifs portent sur les conditions de *la vie* dans l'activité. Lorsqu'elle est amputée de sa dimension politique, rigidifiée dans des scripts préconstruits et éloignés de la situation actuelle et de ses péripéties, rendue pénible par le rythme imposé et pathogène par la mise en compétition, l'activité est littéralement en souffrance...<sup>995</sup>

Les dispositifs font de plus l'objet d'un second type de critiques, qui concernent cette fois la qualité de ce qui est produit. Malgré la banalisation actuelle des « démarches qualité », il y a une différence de conception entre la « qualité vue d'en haut » (celle du plan) et celle vue « d'en bas » (de l'activité). La qualité, vue par celui qui fait le travail, c'est d'abord la pertinence de la réponse produite, dans son contexte. Les dispositifs peuvent à son tour inciter à prêter davantage l'attention à la conformité aux scores et aux procédés qu'ils imposent, afin de satisfaire des indicateurs ; ce qui peut amener paradoxalement à une dégradation du service rendu. De même, les travailleurs signalent que la performance « vue d'en bas » s'écarte régulièrement de la performance quantitative, gestionnaire, « vue d'avion ». La difficulté de s'accorder sur la performance provient de ce que les dispositifs tentent de mesurer et d'orienter une activité complexe, multiforme et changeante, au moyen de quelques indicateurs simples, univoques et stables, comme l'illustre l'exemple suivant :

Julie a reçu un monsieur qui devait faire face à des difficultés d'emploi, de logement et de santé. Pour lui comme pour elle, il ne s'agit pas de problèmes simplement additionnés, comme dans les statistiques. Ces problématiques entretiennent, « dans la vraie vie », un rapport dynamique, explique-t-elle. Pour appréhender globalement la situation, il lui a fallu une heure trente. C'est l'intervention non prévue, non mesurée et non quantifiée d'une collègue qui a permis de dénouer le cas avec agilité. Les indicateurs officiels indiquent alors une mauvaise performance. Pour Julie, pourtant, c'était du beau travail, sur un cas compliqué<sup>996</sup>.

Selon la perspective que nous adoptons à partir de la lecture de Marx, ce que Dujarier identifie et critique comme une vision abstraite du travail, où un management « désincarné »

---

<sup>995</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>996</sup> *Ibid.*, p. 46-7.

finit par produire des prescriptions idéales et des dispositifs rigides renvoie, malgré les particularités historiques et géographiques du phénomène analysé par leurs travaux, à un aspect fondamental de la pratique capitaliste, à savoir cette conception ou représentation abstraite et « imaginaire » de la réalité. Il est évident qu'il y a toujours des tentatives de médiation de la part des dirigeants et des managers, qui visent à rapprocher cette normativité abstraite des contours concrets du procès de travail, mais il ne peut jamais avoir de suppression de cette perspective abstraite, qui produit une norme idéale et en quelque sorte transcendante. Il ne peut jamais avoir de pure immanence dans la considération des processus concrets, comme demande les critiques, car le capitalisme se définit justement par cette représentation du monde ou par ce point de vue abstrait et « suprasensible », « métaphysique », qui doit s'imposer et restructurer constamment le monde concret, en l'occurrence « le réel du travail ». Cette tension entre abstrait et concret concernant la qualité ou la performance, qu'elle décrit de manière assez détaillée, correspond en fait à une tension constitutive du capitalisme, qui se révèle dans plusieurs contextes.

#### **5.6 – Le travail du consommateur**

Pour finir ce chapitre, nous voudrions encore noter que le néomanagement a aussi produit des innovations au niveau du rapport entre production et consommation, au point qu'on peut peut-être parler d'un « travail du consommateur ». Le consommateur, comme les salariés qu'on vient d'analyser, y font l'expérience d'une « autonomie contrainte », véritable marque des conditions de travail actuelles, au moins en France et dans les pays plus développés. Malgré sa relative nouveauté, ce phénomène a déjà fait l'objet d'un certain nombre de théorisations et d'enquêtes<sup>997</sup>. Le travail de Dujarier nous intéresse encore une fois, car il propose une saisie globale du phénomène, éventuellement capable de rendre compte de l'évolution du capitalisme sur ce point. Dans *Le travail du consommateur*, elle souligne que, même si la coproduction est connue depuis longtemps, celle-ci est maintenant au cœur des stratégies dans les entreprises. Elles mettent au travail le consommateur sur diverses étapes de la production et de la création de valeur. Il contribue à fabriquer le marché, produire la prestation, gérer les pannes et aléas, trier les déchets, optimiser les

---

<sup>997</sup> Ces recherches sont particulièrement stimulantes en ce qui concerne le *digital labor*, qui interroge le concept d'exploitation à l'âge du numérique. Voir par exemple CARDON D. et A. CASILLI, *Qu'est-ce que le Digital Labor ?*, Bry-sur-Marne, Institut National de l'Audiovisuel, 2015 ; SCHOLZ T., *Digital Labor: The Internet as Playground and Factory*, New York, Routledge, 2012. Il y a aussi le courant qui se regroupe autour du concept de capitalisme cognitif, essayant d'analyser l'actuelle marchandisation de l'immatériel (les relations sociales, la confiance, les connaissances et savoirs dispersés, etc.). Voir BOUTANG Y.M., *Le capitalisme cognitif: La Nouvelle Grande Transformation*, Paris, Editions Amsterdam, 2007.



immobilisations du fournisseur, et même à faire du management. La coproduction concerne toutes les prestations de masse et notamment les services : distribution, banque, transports, loisirs, restauration, médias, formation, santé, etc. Elle instaure donc une nouvelle division du travail. Les néologismes se multiplient pour en rendre compte : « servuction » (pour désigner la coproduction), « prosumer » (désignant l'individu simultanément producteur et consommateur), « consom'acteur », etc<sup>998</sup>.

La logique gestionnaire préconise que, lorsque le consommateur réalise une partie du travail, le juste travail soit fait au bon moment. Dans un contexte de forte concurrence et de « client roi », il devient ainsi judicieux de lui confier la « personnalisation » de la prestation, lui qui sait mieux que personne ce qu'il est et ce qu'il veut. En effet, ajuster un produit à son goût, à sa taille, à son besoin ou à son désir est un travail d'adaptation du standard, la *customisation*. En outre, le consommateur a intérêt à ce que le moment de production et de consommation du service se passe vite et bien ; il est donc « motivé » par la productivité et la qualité du service. Surtout, il ne demande pas à être rémunéré pour réaliser ces tâches. Or, ce travail, pour être gratuit, est encore plus intéressant économiquement que n'importe quelle main-d'œuvre salariée, fût-elle très bon marché. Les entreprises visent ainsi un réservoir de « main-d'œuvre » gratuite, disponible et motivée.

Néanmoins, cela relève tout de même d'un projet managérial délicat, étant donné que les consommateurs ne sont ni des professionnels ni des employés, ayant des niveaux de compétence hétérogènes. Les gestionnaires proposent alors que leur travail soit contrôlé et évalué de la même manière que l'activité des employés, à travers des descriptions de postes, des plans de formations, des méthodes de ressources humaines, etc.

La question qui se pose alors est celle de savoir si l'on peut parler effectivement de « travail » lorsque le consommateur coproduit. Selon Dujarier, oui, car lors de la coproduction le consommateur s'engage dans des tâches productives prescrites, socialement organisées, dans le but de créer de la valeur économique. Autrement dit, à l'instar d'un salarié, l'activité du consommateur est fortement prescrite et encadrée, est souvent réalisée sous contrainte de temps, de productivité, de résultat, avec des outils spécifiques. Il s'agit bien d'un travail au sens sociologique, économique, mais aussi ergonomique, au sens d'une confrontation au réel qui suppose un engagement de soi dans une relation avec autrui<sup>999</sup>.

---

<sup>998</sup> Cf. DUJARIER M.-A., *Le travail du consommateur. De McDo à eBay: comment nous coproduisons ce que nous achetons*, Paris, La Découverte, 2014., p. 7.

<sup>999</sup> Cf. *Ibid.*, p. 14; 228-9; 237.

L'auteur introduit une typologie visant à organiser les formes principales de mise au travail du consommateur. Selon cette typologie, il y en a trois : la première *externalise* des tâches simplifiées sur le consommateur (et un automate) et peut être regardée comme une stratégie de réduction de coûts. Il s'agit de *l'autoproduction dirigée* et se déploie essentiellement dans la distribution et le commerce. Guichets électroniques d'impression et d'enregistrement de billets de train et d'avion, caisses libre-service, assistances téléphoniques mais aussi modes d'emplois permettant de construire son armoire soi-même illustrent ce développement. Malgré la contrainte, on y constate aussi des dispositifs motivationnels axés sur des logiques de flexibilité, de rapidité, de qualité et de personnalisation du libre-service. Curieusement, non seulement cette externalisation n'est-elle pas toujours synonyme de réduction des tarifs, mais elle peut même être facturée au client lorsqu'elle passe pour être un service supplémentaire offert. Il s'agit d'une production faite par soi et pour soi, tout en étant prescrite, encadrée, outillée et contrôlée par le fournisseur.

La deuxième *capte* « dans la foule » des informations, comportements et productions, des idées, de réseaux sociaux ou des opinions à forte valeur ajoutée dans un but lucratif et concerne plus précisément la génération de profit (et non plus seulement réduction de coût). Il s'agit de la *coproduction collaborative* ; dans ce cas, l'entreprise marchandise ce qu'elle capte notamment par la vente d'audience aux annonceurs. Ce procédé concerne les secteurs d'activité où dominent le maniement de l'information et la conception (publicité, médias, commerce, arts, numérique et internet en général). De fait, il est plus communément rencontré sur Internet à travers le *crowdsourcing* (externalisation auprès du grand public ou utilisation de la créativité, de l'intelligence et du savoir-faire des internautes) captant les productions bénévoles à des fins productives. Par exemple, tester des versions *beta* de logiciels, réaliser des publicités, commenter un site marchand, contribuer à des sites de journalisme, de vidéos ou autres. De *eBay* à *Wikipedia*, la coproduction collaborative apparaît sous de multiples formes mais en conservant sa spécificité : une activité productive dont le moteur est le consentement à participer à la construction d'un produit et d'un marché, le plus souvent de façon périphérique à l'acte de consommer. En effet, la particularité majeure de cette coproduction collaborative est de faire du consommateur un travailleur productif sans qu'il ne le sache : de l'évaluation d'un ouvrage, d'un disque, d'une boutique en ligne à la « publication » d'une vidéo populaire vendue par *Youtube* comme page publicitaire à un annonceur. Le travail réside ici dans la fourniture plus ou moins enthousiaste d'informations et de productions captées par les entreprises à des fins productives. Plus encore que l'autoproduction dirigée, la coproduction collaborative contribue à fabriquer le marché à

travers les informations laissées en ligne sous différentes formes (évaluations, concours), la publicité réalisée, la prestation (matériel informatique, travail de recherche, d'achat, de fabrication, de livraison) et le service après vente (entraide sur les forums).

Dans le premier type, l'individu travaille pour consommer, car il y est fortement contraint. S'il y parvient, il trouve un moyen individualisé, pratique et rapide de se débarrasser de cet acte de consommation peu intéressant. À l'usage, il trouvera normal, voire « naturel », de faire lui-même ce travail de finition du produit. En revanche, s'il n'est pas capable ou compétent pour réaliser ces tâches, il se trouvera dans une nouvelle situation de handicap. Dans le deuxième, au contraire, l'individu coproduit pour travailler, car sa participation à la production est volontaire dans la mesure où elle offre des occasions de développements sociaux et subjectifs par l'activité.

Dans la troisième forme, le consommateur devenu « client roi » fait un *travail d'organisation* lorsqu'il doit trouver des solutions pratiques et acceptables à des contradictions politiques, morales, sociales dans sa consommation, quel que soit le secteur de l'entreprise. C'est à lui que revient la tâche de résoudre les contradictions entre l'offre réelle et les discours issus du marketing marchand. Le consommateur devient ainsi prescripteur et contrôleur du travail des salariés, agissant dans un rapport hiérarchique nouveau, poussé en cela à devenir « souverain » par les politiques managériales du *customer empowerment*. Encadré par le marketing dans ses choix de consommation, formant éventuellement un autre consommateur qui n'arrive pas à réaliser la tâche qui lui échoit, ou même, parfois, encadrant les salariés en contact en leur « mettant la pression » et en contrôlant leur travail comme le ferait un contremaître, le consommateur se voit déléguer la gestion des défis opérationnels, pris entre le discours d'une entreprise à son service et des dispositifs le mettant au service de cette dernière.

À ces trois formes de travail du consommateur correspond une configuration organisationnelle précise que les technologies et le marketing contribuent à dessiner<sup>1000</sup>. Ce travail du consommateur alimente un processus poussé de marchandisation. L'autoproduction dirigée amène à vendre la relation de service, la coproduction collaborative est économiquement construite sur la monétisation de l'attention, de l'activité et des liens sociaux. Enfin, la récupération de la critique dans le troisième cas contribue à l'extension des marchés. Dujarier met en avant le fait qu'étonnamment, la mise au travail du consommateur a un air de famille avec le management participatif de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Les entreprises ont

---

<sup>1000</sup> Cf. *Ibid.*, p. 18; 227-8.

pareillement recours à des prescriptions et des contrôles foisonnants, doublés d'une injonction à l'autonomie. L'individualisation des tâches et des procédures de contrôle est également frappante. De même que les salariés, les consommateurs comprennent que cette « autonomie contrainte » permet de leur déléguer la médiation des contradictions dans « le terrain », lors du travail réel. Ils font le travail d'organisation que les concepteurs (les planneurs désincarnés) ne savent pas ou ne veulent pas prendre à leur charge<sup>1001</sup>. En outre, l'inclusion du consommateur dans le processus de production entérine les rapports sociaux de production tout en les opacifiant, affaiblissant les possibilités de contestation.

On peut voir dans ce phénomène, notamment dans la coproduction collaborative, une certaine contestation du système, car elle formerait une utopie de démocratie productive, dans laquelle les citoyens seraient affranchis de la domination des marchés du travail et des produits. Des pratiques collaboratives créeraient ainsi des espaces sociaux permettant de déployer une activité vivante, coopérative, productrice de biens et services utiles<sup>1002</sup>. Néanmoins, on peut y voir aussi, dû à la limitation actuelle de ces pratiques de résistance, l'avènement d'un nouveau capitalisme, un « capitalisme cognitif »<sup>1003</sup>, succédant au capitalisme fordiste. Dujarier souligne un déplacement de marché, puisque quand le produit est gratuit, c'est que nous sommes le produit. Autrement dit, l'affranchissement apparent des marchés de l'emploi et des produits se fait par un appui sur un autre marché : celui du *datamining*. Il rémunère l'intermédiaire entre le travailleur bénévole et le consommateur, dont l'attention soumise à la publicité constitue la rareté pour laquelle les firmes se battent. En outre, l'extension du travail du consommateur peut être regardée comme une intensification de la logique capitaliste, voire de l'exploitation, car il s'agit de mettre au travail, sans les rémunérer, des foules de citoyens et consommateurs, en usant de la rhétorique de la participation, du jeu et de l'*empowerment*. C'est le zèle des consommateurs qui intéresse les entreprises : leur participation intelligente, active, alerte, créative. Le management fait appel à l'activité des consommateurs au-delà de la tâche prescrite<sup>1004</sup>.

---

<sup>1001</sup> Cf. *Ibid.*, p. 229.

<sup>1002</sup> Voir par exemple MASON P., *PostCapitalism: A Guide to Our Future*, Penguin UK, 2015.

<sup>1003</sup> BOUTANG Y.M., *Le capitalisme cognitif*, *op. cit.*

<sup>1004</sup> Cf. DUJARIER M.-A., *Le travail du consommateur*, *op. cit.*, p. 241.

## Troisième partie : Pratique sociale et imagination capitaliste : une proposition à partir de Kant

### Introduction à la troisième partie

La deuxième partie de cette thèse a explicité la nécessité de repenser la pratique sociale capitaliste sur deux points précis. Nous avons vu que les courants de recherche abordés dans ces chapitres s'intéressent encore à la question de la reproduction économique et sociale du capitalisme, mais en général d'une manière assez dynamique, diversifiée et complexe. Dans ce cas, nous constatons une épistémologie plus ouvertement anti-téléologique et anti-essentialiste, qui laisse plus de place à l'incertitude et à la possibilité de changements dans le cadre de la dynamique historique.

Certes, Marx reconnaissait déjà la capacité d'innovation du capitalisme, mais, si nous adoptons un regard rétrospectif, le problème est de savoir pourquoi telle capacité a été, pour ainsi dire, « sous-estimée » par certaines de ses prévisions qui prônaient la crise finale et le dépassement du capitalisme. Si nous prenons au sérieux l'histoire du capitalisme depuis la publication du *Capital*, est-il possible de laisser intacte la théorie critique du capitalisme conçue dans cet ouvrage ? En outre, il faut se demander si Marx s'est effectivement consacré à non seulement constater et reconnaître « empiriquement » tel aspect de la pratique capitaliste, mais aussi à l'expliquer *théoriquement*. Nous croyons qu'il manque encore une réponse plus satisfaisante à ce dernier point.

C'est pourquoi notre objectif dans cette dernière partie de la thèse est de penser un schéma capable de maintenir à la fois la *tension* et la *plasticité* du processus de réalisation, dans le monde concret, d'un certain « devoir-être » représenté par les idéalizations de l'abstraction capitaliste. Pour cela, nous devons nous intéresser à deux ordres de problèmes: a) en dépit (au moins jusqu'à présent) des prévisions marxistes et par-delà la reproduction de certains éléments de base, comment sont possibles la diversité, la plasticité et la « créativité » diagnostiquées au cours de la trajectoire capitaliste ? ; b) malgré cette capacité d'innovation capitaliste, pourquoi subsiste une tension constitutive, qui impose à la restructuration et à l'instrumentalisation capitaliste de l'existant un caractère pénible et complexe et qui empêche, en dépit d'une grande partie de la critique sociale de l'après-guerre, une quelconque perspective de stabilité à long terme?

Nous avons vu au premier chapitre que certaines expressions que Marx utilise pour caractériser l'abstraction capitaliste renvoient à la discussion de Hegel sur le mauvais infini.

Hegel à son tour ne manque pas de mentionner Kant comme l'un des paradigmes fondamentaux pour caractériser cet infini, justement parce qu'il est le grand penseur du devoir-être et de la scission entre l'idéal et le réel. En effet, Hegel affirme dans la *Science de la logique* que l'idée de progrès à l'infini inhérente à la notion de mauvais infini, est notamment présente dans la conception kantienne de moralité. Il s'agit là d'une forme caractéristique d'opposition entre fini et infini, à savoir celle entre le monde sensible et le Je élevé dans sa liberté. Mais si cette opposition apparaît comme qualitative, celle-ci se montre ensuite comme un rapport purement quantitatif : « (...) le pouvoir du Je sur le non-Je, sur la sensibilité et la nature extérieure, se trouve par conséquent représenté de telle façon que la moralité puisse et doive devenir toujours *plus grande*, tandis que le pouvoir de la sensibilité toujours *plus petit*. Mais la pleine conformité du vouloir à la loi morale se trouve transférée dans le progrès allant à l'infini (*Unendlich gehenden Progreß*), ce qui veut dire représenté comme un au-delà *inatteignable absolu (ein absolutes unerreichbares Jenseits)*... »<sup>1005</sup>. Le problème, selon Hegel, est que « dans cette opposition, Je et non-Je, ou la volonté pure et la loi morale et la nature et sensibilité du vouloir, se trouvent présumés comme parfaitement autostants et indifférents les uns en regard des autres »<sup>1006</sup>. Or, dans ce cas, selon la lecture de Hegel, la contradiction qui réside dans ce rapport ne se trouve pas résolue dans le progrès à l'infini, mais elle est au contraire constamment présentée et affirmée comme non-résolue et ne pouvant être résolue, de sorte que le combat entre moralité et sensibilité est représenté comme une relation en et pour soi, absolue et indépassable. En ce sens, le progrès infini signifierait en fait que la pensée succombe devant la répétition ennuyeuse qui fait disparaître une limite et la fait entrer en scène à nouveau et de nouveau disparaître<sup>1007</sup>, ce qui révèle l'impuissance de ce mauvais infini ou devoir-être à sursumer (*aufheben*) ces limites et le fini lui-même. Le fait de recourir à la grandeur, au infiniment plus grand ou plus petit, ne résout pas le problème :

L'impuissance à devenir maître de l'opposition qualitative du fini et infini, et à saisir l'idée de la volonté véritable, la liberté substantielle, recourt à la *grandeur* pour l'utiliser comme médiatrice, parce qu'elle est la qualitatif sursumé, la différence devenue indifférente. Seulement, en tant que les deux membres de l'opposition demeurent au fondement comme qualitativement divers, alors, du fait que dans leur rapport réciproque ils sont-en-relation comme quanta, chacun plutôt est aussitôt posé comme indifférent en regard de ce changement. La nature se trouve déterminée par le Je, la sensibilité par la volonté du bien, le changement produit en elle [= en la sensibilité] par cette même [volonté] est seulement une différence quantitative, une [différence] telle qu'elle [= la volonté] la [= la sensibilité] laisse subsister [comme] ce qu'elle est<sup>1008</sup>.

---

<sup>1005</sup> HEGEL G.W.F., *Science de la logique : Tome 1, La logique objective, premier livre, La doctrine de l'Être*, traduit par Gwendoline JARCZYK et traduit par Pierre-Jean LABARRIÈRE, Paris, Editions Kimé, 2007, p. 244 (GW 21, p. 225).

<sup>1006</sup> *Ibid.*, p. 244 (GW 21, p. 225).

<sup>1007</sup> *Ibid.*, p. 242 (GW 21, p. 223).

<sup>1008</sup> *Ibid.*, p. 245 (GW 21, p. 226-7).

Nous avons déjà abordé au premier chapitre la solution hégélienne à ce problème, qui se trouve dans la notion de vraiment infini. Mais, face au défi consistant à repenser la logique du capital, ne s'agirait-il pas ici de se demander si cette analyse de la notion de mauvais infini et de devoir-être ne mérite pas d'être approfondie? Cette présentation critique de Hegel qui a inspiré Marx, précisément parce qu'elle est critique, ne laisse-t-elle pas échapper quelques éléments précieux? Ne faudrait-il pas ici faire un pas en arrière vers Kant, afin de voir comment ce problème se présente chez lui ? Nous insistons sur le fait que ce qui est en jeu ici c'est, en fin de compte, une sorte d'analogie ou d'« affinité élective » entre les notions de devoir-être (ou mauvais infini chez Hegel) et d'abstraction capitaliste, qui a été implicitement établie par Marx dans ses écrits économiques. Pourquoi ? Parce que justement dans les deux cas nous sommes en face de quelque chose qui ne peut pas être appréhendée par une simple « ontologie de la présence » ou sous la perspective de l'être. Comme nous avons essayé de le souligner dans le premier chapitre, dans les deux cas nous avons une logique du « pas encore », de quelque chose qui doit encore se réaliser ou s'actualiser, d'un impératif en face duquel le réel ou l'existant est toujours en deçà. Le capitalisme ne peut par conséquent être compris comme quelque chose de simplement existante, car sa logique pointe toujours vers un au-delà, ce qui lui donne une certaine ouverture vers le non-être, vers un nouveau qui n'existe pas encore. C'est pourquoi il contient une dimension « normative » et contrefactuelle fondamentale. Ainsi, une compréhension plus riche et plus sophistiquée de la notion de devoir et plus généralement de la problématique morale et politique chez Kant pourrait fournir des éléments – ceci est notre hypothèse de travail dans cette dernière partie – pour développer une compréhension également plus riche et sophistiquée de la pratique sociale capitaliste.

Rien de plus juste alors que de revenir à Kant, plus spécifiquement à sa philosophie pratique, dans une sorte d'analyse et d'appropriation « matérialiste » semblable à celle que Sohn-Rethel a faite par rapport à sa philosophie théorique. C'est ce que nous allons tenter de faire dans les deux chapitres suivants. Dans le *sixième chapitre*, il s'agit de revenir directement à la philosophie pratique de Kant, pour essayer de comprendre le rôle que joue le concept d'imagination dans la problématique de la réalisation des principes pratiques purs et suprasensibles. Ensuite, dans le *septième chapitre*, nous essayerons de nous approprier de cette conceptualisation philosophique des concepts de suprasensible, d'idéal et d'imagination afin d'esquisser un modèle de pratique sociale capitaliste qui intègre la notion d'*imagination capitaliste*. Pour cela, il nous faudra interpréter ces concepts d'une façon détranscendentalisée.

## Chapitre 6 – L’abstraction capitaliste à l’aune de Kant : le rôle de l’imagination dans la philosophie pratique kantienne

### 6.1 - Le suprasensible dans la philosophie pratique kantienne : le problème du passage et de la réalisation des principes purs

Quel est le problème central qui marque la philosophie pratique kantienne ? Sur ce point, nous aimerions suivre ici la suggestion de Ricardo Terra, lorsqu’il affirme que l’architecture de la philosophie pratique de Kant peut être éclairée à travers la notion de *passage* (*Übergang*) entre les différents niveaux de « pureté », allant du plus intelligible ou suprasensible au plus sensible et empirique<sup>1009</sup>. À ce titre, un bon point de départ est la distinction que fait Lewis Beck entre les cinq niveaux de pureté impliqués dans l’articulation architectonique de la philosophie pratique kantienne :

1. Moral philosophy independent of the peculiar nature of human reason (e.g., that we do not have an intuitive understanding) and dependent only upon the fact of pure reason, which is not an empirical fact – metaphysics of morals as envisaged in the *Foundations*.
2. Moral philosophy dependent upon level 1 and upon the three definitions drawn from psychology, which give the ground for the concepts of imperative, respect, and duty – *Critique of Practical Reason*.
3. Moral philosophy as the systematic development of principles in 2, independent of, but applicable to human nature in the variety of its forms as empirically known – metaphysics of morals in the book with that title.
4. System of practical philosophy (“system of science”) as systematic exposition of 3, along with the empirical facts – repeatedly mentioned, but never written.
5. Moral and pragmatic anthropology – episodic elaboration of practical rules – *Lectures on Ethics and Anthropology*<sup>1010</sup>

Terra remarque cependant que ce schéma n’est qu’un point de départ, encore « trop pauvre » pour rendre compte du « système pratique », dans la mesure où il faut encore ajouter la religion, la politique, la philosophie de l’histoire et même la dimension éthique présentée dans la *Critique de la Faculté de Juger*. Ainsi, Terra s’oppose à quelqu’un comme Bernard Rousset lorsque celui-ci affirme qu’ « il n’y a pas, dans le kantisme, d’*Übergang* vraiment pratique ; les *Métaphysiques du droit et de la vertu* ne semblent pas pouvoir se prolonger en politique et éthique concrètes : comme on le lui reproche constamment depuis Hegel, la raison

---

<sup>1009</sup> TERRA R., « A arquitetura da filosofia prática kantiana », *Studia Kantiana*, 1998, vol. 1, n° 1., p. 300.

<sup>1010</sup> BECK L.W., *A Commentary on Kant’s Critique of Practical Reason*, University of Chicago Press, 1960., p. 54.



kantienne paraît devoir renoncer à être « législatrice » à ce niveau – qui n’est pourtant pas le moins important »<sup>1011</sup>.

La notion de passage traite en fait du problème de la *réalisation* des principes purs de la morale et du droit dans un monde sensible, dans la nature, et donc un tel passage est doté d'une *tension constitutive*. Or, cette problématique garde une proximité – du moins en termes « formels » – avec la question de l'expansion et de la restructuration capitaliste du monde existant, laquelle est guidée par des principes abstraits et suprasensibles. Il se trouve que, chez Kant, la résolution de ce problème est loin d'être réduite à un « formalisme vide », à un devoir-être impuissant, ou encore à la répétition fastidieuse du même, comme semble le croire Hegel. Comme le souligne Terra, « à notre avis, la présentation du schéma de l'architecture de la philosophie pratique kantienne doit contempler les différents plans et niveaux de la complexe conception d'action de Kant. Cela afin de, peut-être, imposer les restrictions appropriées au fameux ‘formalisme vide kantien’ »<sup>1012</sup>.

Pour éviter la vision d'un formalisme vide, il faut notamment se pencher sur la question de la *faculté pratique de juger*. Avant cela néanmoins, nous allons aborder brièvement la question du suprasensible dans la dimension pratique. On sait que dans la dialectique transcendantale de la *Critique de la Raison Pure* Kant établit que, dans le plan spéculatif, les *idées* (âme, monde, Dieu) ont une fonction seulement régulatrice (comme un *canon* à l'entendement en vue d'élargir son usage et de le rendre cohérent), et non pas constitutive, comme le croyait la métaphysique dogmatique, car aucun objet leur correspondant ne peut être donné dans le sens (elles sont transcendantes et dépassent les limites de toute expérience). Ainsi, concernant sa réalité sous une condition empirique, « comme concept d'un maximum, l'Idée ne peut *in concreto* jamais être donnée d'une manière qui lui soit adéquate »<sup>1013</sup>. Que se passe-t-il dans le plan pratique ? Sans contredire cette position, Kant souligne que l'usage théorique de ces idées préparent un usage proprement pratique, sous la forme d'idées morales ou pratiques : « Ces Idées sont peut-être en mesure de rendre possible un passage (*Übergang*) des concepts de la nature aux concepts pratiques, et de procurer ainsi aux Idées morales elles-

---

<sup>1011</sup> ROUSSET B., *La Doctrine kantienne de l'objectivité: l'autonomie comme devoir et devenir*, Paris, J. Vrin, 1967, p. 512.

<sup>1012</sup> TERRA R., « A arquitetura da filosofia prática kantiana », *op. cit.*, p. 305

<sup>1013</sup> KANT E., *Critique de la raison pure*, traduit par Alain RENAUT, 3e édition revue et corrigée., Paris, Flammarion, 2006, p. 350 (B 384). Nous citerons toujours les traductions françaises des œuvres kantienne accompagnées de la pagination de texte original allemand. Ainsi les références aux textes de Kant sont données dans la pagination de l'édition de l'Académie de Berlin (*Gesammelte Schriften*, herausgegeben von der Königlich Preußischen Akademie der Wissenschaften, Berlin, De Gruyter, 1968, 29 vol.), avec indication du volume et de la page. En ce qui concerne la *Critique de la raison pure*, selon l'usage on donne les références dans la pagination des éditions originales de 1781 (A) et 1787 (B).

mêmes une consistance et une articulation avec les connaissances spéculatives de la raison »<sup>1014</sup>. Réciproquement, leur usage pratique leur donne un sens et une réalité, qu'elles n'avaient pas dans leur usage théorique – ce qui n'était qu'un « objet en idée » – le moi, la liberté, Dieu – devient un objet qui jouit d'une *effectivité* et d'une détermination pratiques<sup>1015</sup>.

Ce passage de l'ordre théorique à l'ordre pratique n'est pourtant pas évident chez Kant, justement parce que le statut du suprasensible dans sa philosophie pratique n'est pas évident. Comme l'explique Gérard Lebrun, il y a apparemment une sorte de structure aporétique dans l'usage pratique de la raison chez Kant. En effet, afin d'assurer l'universalité et la réalité objective des catégories (comme celle de causalité), leur usage a été strictement limitée à la constitution de ces objets eux-mêmes (*Gegenstände*), aux phénomènes, c'est-à-dire à des choses données sous le rapport de la sensibilité, et non aux choses en soi ou noumènes<sup>1016</sup>. Maintenant, si nous consultons la deuxième *Critique*, on voit que Kant semble concéder à ces catégories un autre usage, sans se limiter à son usage empirique. L'accent s'est déplacé. Dans ce nouveau contexte, l'important est d'affirmer l'indépendance de ces catégories à l'égard de l'intuition sensible, de sorte qu'un concept *a priori* comme celui de cause possède *en tant que tel* une réalité objective – ce qui selon Lebrun mettrait en risque l'objectivité de la connaissance théorique. En effet, Kant dit :

Car je n'ai pu déduire la réalité objective de ces concepts que relativement aux *ob-jets* (*Gegenstände*) de l'expérience possible. Mais, justement ceci : que je les ai sauvés, fût-ce seulement dans ce cas, que j'ai établi qu'avec eux des objets (*Objekte*) se laissent tout de même *penser*, même si on ne peut ainsi les déterminer *a priori*, voilà qui leur donne une place dans l'entendement pur, par lequel ils sont rapportés à des objets en général (sensible ou non sensibles) (...) la réalité objective du concept subsiste quand même toujours, qu'on peut même l'utiliser à propos de noumènes, mais sans qu'on puisse le moins du monde le déterminer théoriquement et produire par là une connaissance<sup>1017</sup>.

Néanmoins, il faut noter que la différenciation de l'usage pratique de la raison, par rapport à son usage théorique, permet à Kant de trouver une possibilité de *détermination*, moyennant le concept de causalité, laquelle ne consiste pas en la détermination d'un objet. Dans son usage pratique, la raison pure n'a pas trait à des objets afin de les *connaître*, mais elle a trait à la volonté afin de produire un effet à travers la représentation d'une loi. Il n'y a donc pas de tentative d'application de la catégorie de causalité à un objet suprasensible. En fait, la volonté est déterminée par la représentation d'une loi pratique inconditionnée, ou alors par la représentation d'un monde intelligible produisant des effets dans le monde sensible.

---

<sup>1014</sup> *Ibid.*, p. 351 (B 385).

<sup>1015</sup> Cf. ROUSSET B., *La Doctrine kantienne de l'objectivité*, op. cit., p. 491.

<sup>1016</sup> LEBRUN G., « L'aporétique de la chose en soi » in *Kant sans kantisme*, Paris, Fayard, 2009, p. 96.

<sup>1017</sup> KANT E., *Critique de la raison pratique*, traduit par Jean-Pierre FUSSELER, Paris, Flammarion, 2003, p. 157 (Ak. V, p. 54).

Comme nous l'explique Rousset : « Incapable de déterminer absolument le réel qui lui est donné, et de trouver la réalité qui corresponde à son besoin de détermination absolue, la raison n'a qu'une issue : non plus chercher, mais *produire le réel selon la détermination absolue* ; pour être elle-même et parvenir à ses fins, *la raison doit se faire pratique* »<sup>1018</sup>.

Il s'agit donc d'un autre sens d'objectivité, d'une réalité objective pratique, qui ne concerne plus la correspondance entre notre connaissance et le « réel » donné par l'intuition sensible, mais plutôt la production du réel selon la détermination inconditionnée de la volonté. Dans le passage mentionné ci-dessus, Kant lui-même dit que, si dans cet usage pratique la catégorie de causalité peut se rapporter à des objets non sensibles, il ne s'agit pas du tout de déterminer ces objets, car il manquera toujours la condition de son application, l'intuition sensible :

(...) En effet, que ce concept ne contienne rien d'impossible aussi relativement à un objet, c'est ce qui a été prouvé par le fait qu'un siège lui a été garanti dans l'entendement pur pour toute application à des objets des sens, et même si ensuite, sans doute rapporté à des choses en elles-mêmes (qui ne peuvent être des objets de l'expérience), il n'est susceptible d'aucune détermination pour la représentation d'*un objet déterminé* en vue d'une connaissance théorique, il pouvait cependant encore, pour quelque autre usage (peut-être l'usage pratique), être susceptible d'une détermination en vue de l'application à cet usage...<sup>1019</sup>

Ainsi, dans l'usage pratique, il s'agit bien d'un autre type de détermination, d'une détermination pratique de la volonté, et non pas d'une détermination d'objets pour la connaissance. Dans ces termes, se constitue une nouvelle signification pratique de la catégorie de causalité. Mais pourquoi la volonté est-elle déterminée par la représentation d'une loi pratique inconditionnée ? On voit que le suprasensible acquiert dans la philosophie pratique un rôle très important et spécifique, de production d'un réel, d'un effet sur la réalité. Kant écrit :

Mais en plus de la relation dans laquelle il se rapporte à des objets (dans la connaissance théorique), l'entendement a aussi une relation à la faculté de désirer qui, pour cela, s'appelle la volonté, et la volonté pure, en tant que l'entendement pur (qui est alors appelé raison) est pratique par la seule représentation d'une loi. La réalité objective d'une volonté pure ou, ce qui est la même chose, d'une raison pratique pure, est donnée *a priori* dans la loi morale en quelque sorte par un fait (*Faktum*) ; car on peut nommer ainsi, même si elle ne repose pas sur des principes empiriques, une détermination de la volonté qui est inévitable. Mais, dans le concept d'une volonté est déjà contenu le concept de causalité, partant, dans celui d'une volonté pure, le concept d'une causalité avec liberté, c'est-à-dire d'une causalité qui ne peut être déterminée suivant des lois de la nature, qui, par conséquent, n'est susceptible d'aucune présentation intuitive empirique comme preuve de sa réalité, mais qui cependant justifie parfaitement *a priori* sa réalité objective dans la loi pratique pure, non pas (comme on peut le reconnaître aisément) en vue de l'usage théorique, mais seulement en vue de l'usage pratique de la raison (...) Mais, de fait, je ne demande pas non plus à *connaître* par là *théoriquement* la constitution d'un être *en tant qu'il a une volonté pure* ; il est suffisant, pour moi, de pouvoir simplement, par là, le caractériser comme tel, partant,

---

<sup>1018</sup> ROUSSET B., *La Doctrine kantienne de l'objectivité*, op. cit., p. 491.

<sup>1019</sup> KANT E., *Critique de la raison pratique*, op. cit., p. 157 (Ak V, p. 54).

d'unir le concept de la causalité avec celui de la liberté (et, ce qui en est inséparable, avec la loi morale comme fondement de la détermination de celle-ci)...<sup>1020</sup>.

Comme on le voit, il faut tout d'abord écarter la lecture selon laquelle la réalité objective pratique se définit par une quelconque détermination théorique que nous faisons de nous-mêmes en tant que noumènes ; cette réalité ne présuppose nullement une connaissance de notre existence suprasensible. Elle est plutôt assurée par la conscience que nous avons, moyennant la loi morale, de l'effectivité de la raison pure pratique, c'est-à-dire que notre volonté se détermine à l'action de manière *libre* (non déterminée par les lois de la nature), en tant qu'appartenant à un monde intelligible.

Kant présente donc une nouvelle façon d'attribuer une signification aux catégories. Certes, sa signification théorique ne peut être autre que la référence aux objets donnés par l'intuition sensible. Cela n'empêche pas, cependant, qu'elles aient un rôle dans la pensée et la compréhension de nos actions en tant que morales ou non. La première *Critique* a ouvert le chemin à cette signification pratique en mettant en avant l'indépendance de l'entendement et de la raison à l'égard de la sensibilité, en tant qu'*auto-activités* productrices de concepts et d'idées. La deuxième *Critique*, présentant la raison pure dans sa relation avec la volonté, comme une *activité* productrice d'une législation complètement indépendante de la législation naturelle, fournit la signification pratique de ce concept. Celle-ci ne vise pas à déterminer notre existence nouménale, mais seulement la représentation de nous-mêmes en tant qu'êtres autonomes (et en ce sens, intelligibles), à partir de laquelle nous avons un archétype pour juger nos actions.

Comment cette liaison entre raison, liberté et moralité se produit-elle dans la représentation d'une loi ? De quelle loi s'agit-il ? Kant formule ce problème de la manière suivante :

Supposé qu'une volonté soit libre, trouver la loi qui est seule apte à la déterminer nécessairement. Comme la matière de la loi pratique, c'est-à-dire un objet de la maxime, ne peut jamais être donnée autrement que de façon empirique, mais comme il faut que la volonté libre, en tant qu'indépendante de conditions empiriques (c'est-à-dire appartenant au monde des sens), puisse cependant être déterminable, il faut donc qu'une volonté libre, indépendamment de la matière de la loi, trouve néanmoins un fondement de la détermination dans la loi. Or la loi ne renferme rien de plus, outre la matière, que la forme législatrice. Donc la forme législatrice, en tant qu'elle est renfermée dans la maxime, est ce qui seul peut constituer un fondement de la détermination de la volonté<sup>1021</sup>.

La loi pratique ne peut donc qu'être *formelle*, ne renfermant que la formule de son universalité législatrice inconditionnée, c'est-à-dire l'impératif catégorique : « Agis de telle

---

<sup>1020</sup> *Ibid.*, p. 158-9 (Ak V, p. 55-6).

<sup>1021</sup> *Ibid.*, p. 124 (Ak V, p. 29).

sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle »<sup>1022</sup>.

La volonté déterminée par la raison pratique pure suppose alors une liberté et une autonomie par rapport à la nature, c'est-à-dire par rapport aux désirs et aux inclinations causés par les lois naturelles, ce qui présuppose notre existence dans un monde intelligible ou nouménal, où cette liberté est possible. Mais le fait que nous soyons susceptibles aux « tentations » des inclinations naturelles signifie que nous existons aussi dans un monde phénoménal. Nous sommes des êtres rationnels et des êtres sensibles, ou des êtres rationnels imparfaits. Il faut cependant éviter tout dualisme ontologique, selon lequel deux mondes existeraient effectivement.

Pour mieux comprendre ce point, nous devons rendre plus clair le rôle de l'idée suprasensible dans l'usage pratique de la raison. Kant affirme que « tout être qui ne peut agir autrement que *sous l'idée de la liberté* est par cela même, au point de vue pratique, réellement libre »<sup>1023</sup>. Il ne s'agit pas d'affirmer que vous devez croire que vous êtes libre, mais que vous devez choisir comme si vous étiez libre. La thèse de Kant n'est donc pas une supposition théorique nécessaire à la décision, mais une supposition concernant une caractéristique fondamentale du point de vue selon lequel les décisions sont prises. Il résulte de cette caractéristique que nous devons considérer nos décisions comme jaillissant en fin de compte de principes que nous avons choisis. Nous devons nous considérer nous-mêmes comme ayant le libre arbitre.

La thèse des « deux mondes » est introduite pour montrer que, si le choix de maximes est normalement basé sur l'amour propre, sur des inclinations et des désirs personnels, lesquels sont déterminés dans le monde phénoménal par des forces ou lois naturelles, la volonté libre n'est possible que si le monde des sens (tel qu'il nous apparaît et nous tente) n'est pas le monde des choses en elles-mêmes, y compris nous-mêmes :

À présent nous voyons bien que lorsque nous nous pensons comme libres, nous nous transportons dans le monde intelligible comme membres de ce monde et nous reconnaissons l'autonomie de la volonté avec sa conséquence, la moralité ; mais si nous nous concevons comme soumis au devoir, nous nous considérons comme faisant partie du monde sensible et en même temps du monde intelligible (...) *le monde intelligible contient le fondement du monde sensible, et par suite de ses lois...*<sup>1024</sup>

---

<sup>1022</sup> *Ibid.*, p. 126 (Ak V, p. 30).

<sup>1023</sup> KANT I., *Fondements de la métaphysique des mœurs*, traduit par Victor DELBOS et traduit par Alexis PHILONENKO, Paris, Vrin, 1992, p. 129 (Ak IV, p. 448).

<sup>1024</sup> *Ibid.*, p. 136-7 (Ak IV, p. 453).

Ainsi, même si on ne *connaît* pas théoriquement ce monde intelligible, le *Faktum* de la raison pratique – notion qui n’a été introduite que dans la deuxième *Critique*, étant absente des *Fondements* – nous permet tout de même de le concevoir comme étant derrière le monde que nous connaissons, le monde sensible, lui donnant son caractère actuel. Or, comme l’explique Christine Korsgaard, se concevoir comme faisant partie du monde nouménal signifie se concevoir comme faisant partie des *fondements* du monde tel que nous le connaissons. Si nous sommes membres du monde intelligible et avons une volonté, alors cela signifie que les actions de notre volonté font une réelle différence dans la façon dont le monde phénoménal est<sup>1025</sup>. Il n’y donc pas de dualisme ontologique, car il n’y a pas deux mondes distincts, mais un seul monde, qui nous apparaît comme phénomène et existe comme noumène. Kant écrit:

L’être raisonnable se compte comme intelligence en tant que relevant du monde intelligible, et ce n’est que comme cause efficiente appartenant à ce monde qu’il nomme sa causalité une *volonté*. D’un autre côté, il a pourtant aussi conscience de lui-même comme d’une partie du monde sensible, où ses actions se trouvent comme des simples manifestations phénoménales de cette causalité ; cependant la possibilité de ces actions ne peut être saisie au moyens de cette causalité que nous ne connaissons pas ; mais, au lieu d’être ainsi expliquées, elles doivent être comprises, en tant que faisant partie du monde sensible, comme déterminées par d’autres phénomènes, à savoir, des désirs et des inclinations<sup>1026</sup>.

Dans ce passage apparaît très clairement le double compromis de l’entreprise critique de Kant : à la fois assurer l’objectivité de la connaissance scientifique (celle des lois de la nature) du monde (phénoménal), et la possibilité de l’action morale, qui doit être fondée sur d’autres critères et lois que ceux de la *connaissance* scientifique, d’où la thèse des deux mondes. En suivant Korsgaard, nous pouvons penser le monde nouménal comme contenant notre propre volonté ainsi que tout le reste qui fait partie du fondement du monde sensible et de ses lois. En particulier le monde nouménal contient les fondements, quels qu’il soient, des lois de la nature (vu que celles-ci ne sont pas objet de notre volonté). Nous pouvons influencer le monde phénoménal, et ces autres forces le font tout autant. Bien sûr, rien ne peut être connu au sujet de la nature de cette influence ou de ses mécanismes, ou de la façon dont ces diverses actions génèrent ensemble le monde des apparences. Nous pouvons cependant encore dire ceci: si, en choisissant la maxime de l’amour-propre ou de l’inclination, nous permettons que les lois de la nature déterminent nos actions, alors nous cédon notre place parmi « les fondements du monde sensible et de ses lois ». L’existence de notre volonté dans le monde nouménal ne fait aucune différence dans la détermination du caractère du monde phénoménal,

---

<sup>1025</sup> KORSGAARD C.M., « Morality as freedom » in *Creating the Kingdom of Ends*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 168.

<sup>1026</sup> KANT I., *Fondements de la métaphysique des moeurs*, op. cit., p. 137 (Ak IV, p. 453).

car notre volonté est déterminée par les lois de la nature, et celles-ci à son tour peuvent être attribuées à d'autres forces dans le monde nouménal. Notre liberté ne fait alors aucune différence. En revanche, si notre volonté est en conformité avec la loi morale, alors nous faisons une différence. Nous contribuons en fait – pourrions-nous dire – à l'organisation rationnelle, par opposition à la simple organisation naturelle du monde sensible. Le choix de la maxime morale au détriment de la maxime de l'amour de soi peut alors être considéré comme un choix d'activité véritable par rapport à la passivité ; un choix d'utiliser nos pouvoirs actifs pour faire une différence dans le monde<sup>1027</sup>.

Néanmoins, ce n'est pas tout. En fait, comme dans son usage spéculatif, la raison pure pratique exige la totalité absolue des conditions pour un conditionné donné. Selon Kant, la conscience morale et notre reconnaissance, en tant que membres d'un monde intelligible, nous font découvrir une destination suprême, qui correspond à la réalisation du souverain Bien :

Elle cherche, en tant que raison pratique pure, pour le pratique conditionné (pour ce qui repose sur des inclinations et le besoin naturel), également l'inconditionné et, à la vérité, non pas comme fondement de la détermination de la volonté, mais, alors même que ce fondement a été donné (dans la loi morale), comme la totalité inconditionné de l'*ob-jet* de la raison pratique pure, sous le nom de souverain Bien<sup>1028</sup>.

Cet objet suprême de la raison pratique pure, le bien complet et achevé, en tant qu'objet de la faculté de désirer d'êtres raisonnables et finis, correspond à la vertu accompagnée du bonheur. Il s'agit d'un bonheur qui n'est pas fondement de la volonté (vu que ce fondement est la loi morale), c'est-à-dire d'un bonheur qui est la conséquence ou le résultat de l'agir moral autonome. Nous avons vu que cet agir avec liberté implique aussi de faire une différence dans le monde, dans le sens de transformer le monde sensible dans un monde rationnel et moral<sup>1029</sup>. Le bonheur proviendrait du succès dans la réalisation de cette tâche ou destination, qui se confond avec la promotion du souverain Bien.

Le problème est que vertu et bonheur personnel sont hétérogènes, la promotion du premier n'implique pas le deuxième et vice-versa. Cependant, « parce que cette liaison est reconnue comme étant *a priori*, partant, pratiquement nécessaire, par conséquent comme n'étant pas dérivée de l'expérience, et que la possibilité du souverain Bien ne repose ainsi sur

---

<sup>1027</sup> Cf. KORSGAARD C.M., *op. cit.*, p. 168-9.

<sup>1028</sup> KANT E., *Critique de la raison pratique*, *op. cit.*, p. 228 (Ak V, p. 108).

<sup>1029</sup> Voir KLEINGELD P., « Moral und Verwirklichung. Zu einigen Themen in Kants Kritik der praktischen Vernunft und deren Zusammenhang mit seiner Geschichtsphilosophie », *Zeitschrift für philosophische Forschung*, 1990, vol. 44, n° 3, p. 425-441.

aucun principe empirique, il faudra donc que la déduction de ce concept soit *transcendantale* »<sup>1030</sup>.

De ce point de vue transcendantal pratique, où la vertu et le bonheur sont pensés comme nécessairement liés, et où la vertu est la cause efficiente du bonheur, nous constatons la formation d'une antinomie, car « toute connexion pratique des causes et des effets dans le monde, comme résultat de la détermination de la volonté, ne se règle pas sur les résolutions morales de la volonté, mais sur la connaissance des lois de la nature et sur le pouvoir physique de les utiliser... »<sup>1031</sup>. Comme l'explique Korsgaard, nos intentions et nos actions morales peuvent produire une certaine différence dans le monde, mais nous n'aurons aucun contrôle sur la nature exacte de cette différence, parce que les conséquences de nos actions peuvent ne pas être ce que nous visons. Cela peut être le cas parce que nous ne sommes pas les seuls éléments du monde nouménal (le fondement du monde sensible) et parce que les différentes forces qui y participent se combinent d'une manière que nous ne pouvons pas comprendre, pour générer le monde des apparences. Les forces de la nature et les actions d'autres personnes font la médiation entre nos intentions et les résultats réels de nos actions, opérant souvent des distorsions sur ces résultats<sup>1032</sup>.

Si le souverain Bien est impossible néanmoins, « il faut que la loi morale qui commande de promouvoir celui-ci soit, elle aussi, fantastique, et qu'elle vise des fins imaginaires vides, partant, qu'elle soit fautive en soi »<sup>1033</sup>. La solution donnée par Kant consiste dans les postulats de la raison pratique. Outre la liberté, nous avons le postulat de l'immortalité de l'âme ainsi que celui de l'existence de Dieu. Le premier vise à nous assurer que, si la conformité complète de la volonté à la loi morale (la sainteté) est une perfection dont aucun être raisonnable du monde sensible n'est capable à aucun moment de son existence, ne pouvant être rencontrée que dans un progrès à l'infini vers cette conformité complète, ce progrès est possible moyennant la supposition d'une existence infinie, d'une âme immortelle. En outre, postuler Dieu comme l'auteur du monde et des lois naturelles est une manière de garantir que les autres forces nouménales coopéreront et mettront la nature en accord avec la moralité, en rendant possible l'accord exact de cette dernière avec le bonheur.

Kant insiste toutefois sur le fait que ces postulats ne constituent pas une connaissance théorique du monde nouménal ou suprasensible :

---

<sup>1030</sup> KANT E., *Critique de la raison pratique*, op. cit., p. 234 (Ak V, p. 113).

<sup>1031</sup> *Ibid.*, p. 235 (Ak V, p. 113).

<sup>1032</sup> KORSGAARD C.M., op. cit., p. 169.

<sup>1033</sup> KANT E., *Critique de la raison pratique*, op. cit., p. 236 (Ak V, p. 114).



Ils partent tous de la proposition-fondamentale de la moralité, qui n'est pas un postulat, mais une loi par laquelle la raison détermine la volonté, laquelle, par cela même qu'elle est ainsi déterminée, exige, comme volonté pure, ces conditions nécessaires à l'observation de son précepte. Ces postulats ne sont pas des dogmes théoriques, mais des *présupposés* sous un rapport pratique nécessaire ; ils n'élargissent donc assurément pas la connaissance spéculative, mais ils donnent aux idées de la raison spéculative en *général* (...) de la réalité objective et lui donnent le droit d'élaborer des concepts dont autrement elle ne pourrait pas même prétendre affirmer seulement la possibilité. Ces postulats sont ceux de l'*immortalité*, de la *liberté* considérée positivement (comme causalité d'un être, en tant qu'il appartient au monde intelligible) et de l'existence de Dieu<sup>1034</sup>.

Nous avons ainsi un nouveau statut et une nouvelle fonction donnés aux idées suprasensibles dans l'usage pratique de la raison. Après l'entreprise critique de Kant, *la métaphysique devient pratique*. Une métaphysique pratique veut dire que le suprasensible n'est plus fonction d'une connaissance spéculative, mais qu'il constitue les présupposés d'une *action* ou *pratique* possible. Autrement dit, l'action morale implique un certain point de vue sur le monde, lequel est différent du point de vue de la science. Korsgaard écrit :

A central feature of Kant's philosophy as a whole is brought out here. The deliberating agent, employing reason practically, views the world as it were from a noumenal standpoint, as an expression of the wills of God and other rational agents. This is the philosophical consequence of the fact that we act under the idea of freedom, and of the way in which freedom leads to the other practical postulates: the ethical world replaces the world of speculative metaphysics. Kant tells us that "a moral principle is nothing but a dimly conceived metaphysics, which is inherent in every man's rational constitution." The theorizing spectator, on the other hand, views the world as phenomena, mechanistic and fully determined. The interests of morality demand a different conceptual organization of the world than those of theoretical explanation. Both interests are rational and legitimate<sup>1035</sup>.

Ainsi, Kant ne suggère pas que nous devrions *expliquer* les actions théoriquement en les renvoyant au libre choix de maximes dans un monde intelligible. Le rôle de l'idée de la liberté et du monde intelligible est plutôt pratique. Il fournit une conception de nous-mêmes qui nous incite à obéir à la loi morale. Certes, cette possibilité est bien assurée par le fait de la raison, par la conscience morale, mais ce fait est justement un fait inexplicable ; on ne peut pas prétendre connaître le suprasensible, comme dans la métaphysique dogmatique. La réalité objective de ces idées est par conséquent uniquement pratique. L'important est qu'elles guident nos actions, et non le fait qu'elles soient théoriquement vraies. Le fait que, dans la *Critique de la raison pure*, Kant a limité l'objectivité de la connaissance scientifique aux phénomènes a ouvert la voie à cette solution, car cette connaissance théorique des phénomènes ne peut pas réfuter ou rendre impossibles ces postulats suprasensibles. En tant qu'objets de notre foi ou croyance rationnelle, ceux-ci constituent un autre type de

---

<sup>1034</sup> *Ibid.*, p. 258-9 (Ak V, p. 132).

<sup>1035</sup> KORSGAARD C.M., *op. cit.*, p. 173.

connaissance, une « connaissance pratique ». Cette perspective nous permet d'ailleurs de comprendre la célèbre déclaration de la seconde préface de la *Critique de la raison pure* selon laquelle Kant a dû « mettre de côté le *savoir* afin d'obtenir de la place pour la *croissance* »<sup>1036</sup>. En d'autres termes, le savoir, la connaissance théorique, a sa place bien fixée dans le système de la connaissance humaine, mais il ne va que jusqu'à un certain point ; au-delà de ce point, ce n'est plus à lui de dicter les règles, mais plutôt à la croyance, c'est-à-dire la croyance rationnellement justifiée selon des idées (suprasensibles) sans lesquelles le monde n'aurait aucun sens et la morale deviendrait une chimère vide.

## 6.2 – Le schématisme et la faculté de juger pratique

À partir de ce qui a été établi, nous pouvons maintenant mieux comprendre le rôle éminemment pratique du suprasensible dans la morale kantienne, mais par là nous touchons à un autre problème. En effet, dans la mesure où il ne s'agit plus de chercher un objet donné sensiblement qui corresponde au concept, mais plutôt de produire une causalité à partir d'une idée de nature suprasensible, l'attribution de réalité objective ou de signification pratique à la catégorie de causalité conduit Kant à exposer une nouvelle condition pour son *application*. Dans le domaine pratique, le problème de l'application de cette catégorie devient le problème de la réalisation du « modèle » ou de l'« archétype » suprasensible dans le sensible<sup>1037</sup>. Kant formule ainsi le problème :

Au contraire, la loi morale, bien qu'elle ne nous en donne aucune *vue*, nous fournit cependant un fait absolument inexplicable à partir de toutes les données du monde sensible et par l'usage le plus ample de notre raison théorique, fait qui annonce un monde pur de l'entendement, en plus *détermine* même celui-ci *d'une façon positive*, et nous en fait connaître quelque chose, à savoir une loi. Cette loi doit donner au monde sensible, en tant que *nature sensible* (en ce qui concerne les êtres raisonnables) la forme d'un monde pur de l'entendement, c'est-à-dire d'une *nature suprasensible*, sans toutefois porter préjudice à son mécanisme. Or la nature, dans le sens le plus général, est l'existence des choses sous des lois. La nature sensible d'êtres raisonnables en général est l'existence de ces êtres sous des lois empiriquement conditionnées, et elle est donc, pour la raison, *hétéronomie*. La nature suprasensible de ces mêmes êtres est au contraire leur existence d'après des lois indépendantes de toute condition empirique, partant, qui relèvent de l'*autonomie* de la raison pure (...) Mais la loi de cette autonomie est la loi morale ; cette loi est donc la loi fondamentale d'une nature suprasensible et d'un monde pur de l'entendement, *dont la copie doit exister dans le monde sensible, mais en même temps sans porter préjudice pourtant aux lois de ce dernier*. On pourrait appeler celui-là le monde *archétype* (*natura archetypa*), que nous ne connaissons que par la raison seule, celui-ci en revanche, *parce qu'il contient l'effet possible de l'idée du premier en tant que fondement de la détermination de la volonté*, le monde *ectype* (*natura ectypa*). Car c'est un fait que la loi morale nous transporte, en suivant l'idée, dans une nature dans laquelle la raison pure, si elle était accompagnée d'un pouvoir physique qui lui soit adéquat, produirait le souverain Bien, et *elle détermine notre volonté à donner au monde sensible la forme d'un tout composé d'être raisonnables*<sup>1038</sup>.

<sup>1036</sup> KANT E., *Critique de la raison pure*, op. cit., p. 85 (B XXX).

<sup>1037</sup> Cf. HULSHOF M., « O conceito de liberdade e a unidade sistemática entre razão teórica e razão prática em Kant », *Cadernos de Filosofia Alemã: Crítica e Modernidade*, 11 décembre 2014, vol. 19, n° 2, p. 36.

<sup>1038</sup> KANT E., *Critique de la raison pratique*, op. cit., p. 143 (Ak V, p. 43). Nous soulignons.

La question est alors de savoir comment envisager la réalisation empirique de l'idée suprasensible. Ou bien, selon les mots de John Silber, le problème peut être formulé de la façon suivante: « L'idée morale de la raison (*die moralische Vernunftidee*) exige une réalisation (*Verwirklichung*) empirique de l'idée elle-même; mais il n'y a pas d'intuition sensible, empirique, qui soit adéquate à cette réalisation »<sup>1039</sup>. C'est à travers la possibilité de représentation de la loi morale par des analogies que Kant présentera la solution à ce problème. La faculté de juger est une nouvelle fois appelée à jouer un rôle de médiation entre le sensible et l'intelligible, mais le mode de fonctionnement de la faculté de juger dans l'application de la loi morale à des cas particuliers est distinct de la façon dont se donnait l'application des catégories aux phénomènes dans l'usage théorique de la raison.

En quoi consiste cette différence ? Dans la *Critique de la Raison Pratique*, Kant parle d'une *typique* de la faculté de juger pratique pure. La typique accomplit une fonction équivalente à celle des schèmes purs de l'entendement dans la *Critique de la Raison Pure*, qui est d'apporter une solution à l'*hétérogénéité* entre les concepts purs de l'entendement et les intuitions empiriques. Cette médiation se résout ainsi avec un troisième terme, qui doit entretenir une relation d'homogénéité avec la catégorie, d'un côté, et avec le phénomène, de l'autre, en rendant possible l'application de celle-là à celui-ci<sup>1040</sup>. Sans entrer dans les détails du schématisme dans la première *Critique*, il faut noter tout simplement que le schème, qui permet cette application en tant que condition formelle et pure de la sensibilité donnée *a priori*, est un produit de l'*imagination*. Afin de comprendre pourquoi l'imagination est la faculté qui produit les schèmes, voyons comment Kant définit celle-ci :

*L'imagination (Einbildungskraft)* est le pouvoir (*Vermögen*) de se représenter un objet (*Gegenstand*) dans l'intuition même *sans sa présence*. Or, étant donné que toute notre intuition est sensible, l'imagination, du fait de la condition subjective sous laquelle seulement elle peut donner aux concepts de l'entendement une intuition correspondante, appartient à la *sensibilité (Sinnlichkeit)* ; mais en tant que sa synthèse est un exercice de spontanéité, laquelle est déterminante et non pas simplement, comme le sens, déterminable, et qu'elle peut par conséquent déterminer *a priori* le sens, quant à sa forme, conformément à l'unité de l'aperception, l'imagination est, comme telle, un pouvoir de déterminer la sensibilité *a priori*, et la synthèse qu'elle produit des intuitions, *en conformité avec les catégories*, doit être la synthèse transcendante de l'imagination – synthèse qui est un effet de l'entendement sur la sensibilité et la première application de celui-ci (en même temps que le fondement de toutes les autres) à des objets de l'intuition qui est possible pour nous<sup>1041</sup>.

D'un autre côté, dans la deuxième *Critique*, la typique remplace les schèmes dans la mesure où il n'est pas vraiment possible de schématiser dans le domaine pratique, vu que l'idée pratique suprasensible ne peut pas être présentée dans l'intuition sensible ou la

<sup>1039</sup> SILBER J.R., « Der Schematismus der Praktischen Vernunft », *Kant-Studien*, 1965, vol. 56, n° 3-4, p. 264.

<sup>1040</sup> Voir KANT E., *Critique de la raison pure*, op. cit., p. 224-5 (B 177-9).

<sup>1041</sup> *Ibid.*, p. 210 (B 151-2).

sensibilité. La production imaginaire d'une sensibilité *a priori* ne fait donc aucun sens. Le problème est alors de savoir comment une loi pratique de la liberté et de l'autonomie formulée *in abstracto*, dont l'objet (le bien moral) est intelligible, peut être appliquée *in concreto* à des actions arrivant dans le monde sensible, soumis à des lois naturelles, empiriques et hétéronomes. L'enjeu ici est de décider si une action, possible pour nous dans la réalité sensible, est ou non le cas soumis à la règle. Nous avons encore une fois une *hétérogénéité* radicale entre les deux pôles, de sorte qu'il peut sembler absurde de vouloir rencontrer dans le monde sensible un cas qui autorise cependant qu'on lui applique une loi de la liberté, et auquel puisse être appliquée l'idée suprasensible du bien moral, qui doit y être présentée *in concreto*.

Toutefois, Kant souligne qu'il ne s'agit pas du schème d'un événement ou d'un cas qui arriverait suivant des lois dans le monde sensible, mais du « schème » d'une loi même. C'est la légalité elle-même qui est « schématisée », et non son application aux cas, cela parce que nous avons en réalité affaire à la détermination de la volonté, et non nécessairement de l'action, par la loi seule. La typique est alors le résultat de l'activité de l'entendement, et non pas de l'imagination, comme dans le cas des schèmes. Par conséquent, il n'y a, pour la loi morale, aucune autre faculté de connaître qui puisse servir de médiation pour l'appliquer à des objets de la nature que l'entendement. Ainsi, ce n'est pas un schème de la sensibilité qui est subsumé sous une idée de la raison, mais plutôt une loi de l'entendement, plus précisément le concept d'une loi naturelle, selon sa simple forme, une loi en tant que loi. Une loi qui soit telle toutefois qu'elle puisse être présentée *in concreto* dans des objets des sens, partant, une lois de la nature, envisagée seulement quant à sa forme, et cette loi est ce que Kant appelle le *type* de la loi morale :

La règle de la faculté de juger sous des lois de la raison pratique pure est celle-ci : demande-toi toi-même si l'action que tu projettes, si elle devait se produire selon une loi de la nature dont tu ferais toi-même partie, tu pourrais vraiment la reconnaître comme possible pour ta volonté. C'est d'après cette règle que chacun juge, de fait, si des actions sont bonnes ou mauvaises<sup>1042</sup>.

Comme l'explique Rousset, la comparaison entre le réel et l'objectif sera plus facile, si nous substituons à l'idée abstraite de la loi la représentation relativement concrète de son « type », c'est-à-dire d'une nature sensible qui serait entièrement produite par cette loi : alors, en effet, il suffira de confronter le monde que tend à réaliser l'institution ou l'action effective,

---

<sup>1042</sup> KANT E., *Critique de la raison pratique*, op. cit., p. 177 (Ak V, p. 69).

ce qu'il serait en fonction de la maxime qui inspire le donné examiné, avec le monde que réaliserait l'autonomie<sup>1043</sup>.

### 6.3 - Imagination et jugement esthétique

Ainsi, au moins dans la *Critique de la Raison Pratique*, l'imagination semble avoir perdu tout espace dans la fonction de « schématisation » pratique. Néanmoins, dans la *Critique de la faculté de juger*, le rôle de l'imagination se voit étendu dans le jugement réfléchissant. D'ailleurs, dans cet ouvrage, Kant considère les aspects où le jugement esthétique et le jugement téléologique se rapportent à la moralité.

Dans le passage des conditions de l'expérience ordinaire et scientifique à celles de la conscience esthétique, les tâches de l'imagination n'y sont plus seulement définies en termes d'usage pour le jugement déterminant objectif, comme dans la première *Critique*. Dans le cas du jugement esthétique, on constate que le rapport entre les facultés, c'est-à-dire entre l'imagination et l'entendement dans le beau, ainsi qu'entre l'imagination et la raison dans le sublime, est conçu comme un accord, lequel ne présuppose ni une sensation (comme l'agréable) ni un concept déterminé, comme celui de bien. C'est pourquoi on passe d'un jugement déterminant (comme dans les deux premières *Critiques*) à un jugement réfléchissant. Dans l'introduction de cet ouvrage, Kant établit cette différence à partir d'une définition de la faculté de juger en général :

La faculté de juger est en général le pouvoir de penser le particulier comme contenu sous l'universel. Si l'universel (la règle, le principe, la loi) est donné, alors la faculté de juger, qui subsume le particulier sous l'universel, *est déterminante* (...) Mais si seul le particulier est donné, pour lequel la faculté de juger doit trouver l'universel, alors la faculté de juger est simplement *réfléchissante*<sup>1044</sup>.

Ainsi, dans les jugements esthétiques, nous n'aurons pas un concept déterminé, qui fonderait un jugement objectif. Dans l'introduction à la troisième *Critique*, Kant explique la nécessité d'un tel jugement à partir de la compréhension d'un certain besoin (*Bedürfnis*) de l'entendement et d'une certaine « insuffisance » de la faculté de juger déterminante. Certes, nous trouvons dans les fondements de la possibilité d'une expérience quelque chose de nécessaire, à savoir les lois universelles, sans lesquelles la nature en général (comme objet des sens) ne peut être pensée ; et ces lois reposent sur des catégories, appliquées aux conditions formelles de toute intuition possible pour nous. Or, sous ces lois, la faculté de juger est déterminante, car elle n'a rien à faire d'autre que de subsumer sous des lois données. Le

---

<sup>1043</sup> Cf. ROUSSET B., *La Doctrine kantienne de l'objectivité*, op. cit., p. 513.

<sup>1044</sup> KANT E., *Critique de la faculté de juger*, *Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791*, Paris, Gallimard, 1985, p. 933 (Ak V, p. 179).

problème est que les objets de la connaissance empirique sont déterminables de plusieurs façons, de sorte que des natures spécifiquement différentes peuvent surgir à partir d'un ensemble relativement restreint de catégories et de lois universelles. Kant donne l'exemple de la catégorie de causalité :

Par exemple, l'entendement dit : toute modification a sa cause (loi universelle de la nature) ; la faculté de juger transcendantale n'a rien à faire de plus que d'indiquer la condition de subsumption sous le concept de l'entendement *a priori* présenté, et c'est la succession des déterminations d'une seule et même chose. Pour la *nature en général* (comme objet de l'expérience possible), cette loi est reconnue comme absolument nécessaire. Or, les objets de la connaissance empirique, outre cette condition formelle de temps, sont encore déterminés ou, autant que l'on puisse en juger *a priori*, déterminables de maintes façons, de sorte que des natures spécifiquement différentes, en dehors de ce qu'elles ont en commun, en tant qu'appartenant à la nature en général, peuvent être des causes de façons infiniment variées ; et chacune de ces espèces de cause doit (selon le concept d'une cause en général) avoir sa règle, qui est une loi, entraînant donc la nécessité<sup>1045</sup>.

La conséquence en est que nous devons penser dans la nature une possibilité de lois empiriques infiniment variées, qui sont pourtant contingentes pour notre compréhension, ne pouvant être reconnues *a priori*. On voit ainsi que l'entendement possède certes *a priori* des lois universelles de la nature, sans lesquelles elle ne pourrait même pas être l'objet d'une expérience ; mais *l'entendement a besoin* aussi d'un certain ordre de la nature dans ses règles particulières, qui ne peuvent lui être connues qu'empiriquement et qui sont contingentes par rapport à lui. Autrement dit, les lois universelles que l'entendement pur donne *a priori* ne portent que sur la possibilité d'une nature en général. Il doit aussi exister des lois qui, puisqu'elles sont empiriques, peuvent certes être contingentes à l'examen de notre entendement, mais qui toutefois, si elles doivent s'appeler des lois et constituer un ordre de la nature, doivent être considérées comme nécessaires à partir d'un principe d'unité du divers, quand bien même celui-ci nous serait inconnu. La faculté de juger réfléchissante, qui est obligée de remonter du particulier dans la nature à l'universel, a donc besoin d'un principe qu'elle ne peut pas emprunter à l'expérience, parce que ce principe doit justement fonder l'unité de tous les principes empiriques.

De là vient la nécessité d'admettre l'*unité* de la nature selon des lois empiriques et la possibilité de l'unité de l'expérience. Une telle unité doit être admise et présupposée, car sinon aucun enchaînement complet de connaissances empiriques en vue d'un *tout* de l'expérience n'aurait lieu. En effet, les lois universelles de la nature mettent bien à notre disposition un tel enchaînement de choses de la nature en général, mais non en tant que conçues spécifiquement comme êtres particuliers. C'est pourquoi la faculté de juger doit

---

<sup>1045</sup> *Ibid.*, p. 938 (Ak V, p. 183).

admettre pour son propre usage, comme principe *a priori*, que, ce qui est contingent pour la compréhension humaine par rapport aux lois particulières, contient cependant une unité légale (insondable mais pensable) dans la liaison de leur diversité. Autrement dit, elle doit placer au fondement de toute réflexion sur la nature un principe *a priori* selon lequel un ordre connaissable de la nature est possible selon ces lois empiriques. Un tel principe transcendantal, la faculté de juger réfléchissante ne peut ainsi que se le donner à elle-même comme loi, sans l'emprunter ailleurs, puisque dans le cas contraire elle serait déterminante. Celui-ci s'exprime notamment par des propositions comme celles qui affirment qu'il y a dans la nature une subordination concevable pour nous des genres et des espèces. En outre, cette unité légale est représentée comme *finalité* des objets :

Or, parce que le concept d'un objet, dans la mesure où il comprend en même temps le fondement de l'effectivité de cet objet, s'appelle la *fin (der Zweck)*, et que l'accord d'une chose avec cette constitution des choses, seulement possible selon des fins, s'appelle la *finalité (die Zweckmäßigkeit)* de leur forme, le principe de la faculté de juger, eu égard à la forme des choses de la nature sous des lois empiriques en général, est la *finalité de la nature* dans sa diversité. C'est-à-dire que la nature est représentée par ce concept, comme si un entendement contenait le fondement de l'unité du divers de ses lois empiriques<sup>1046</sup>.

Il en résulte que la faculté de juger doit penser la nature selon un *principe de finalité* pour notre faculté de connaître. Bien entendu, ce principe est subjectif :

Or, ce concept transcendantal d'une finalité n'est ni un concept de la nature ni un concept de la liberté, parce qu'il n'attribue absolument rien à l'objet (de la nature), mais représente seulement l'unique façon dont nous devons procéder dans la réflexion sur les objets de la nature en vue d'une expérience entièrement cohérente, et, en conséquence, c'est un principe subjectif (maxime) de la faculté de juger<sup>1047</sup>.

Le jugement réfléchissant exprime ce principe lorsque, dans la réflexion sur un objet, il rencontre telle unité systématique (universel) sous des lois empiriques (particulier). Si l'accord de la nature avec notre faculté de connaissance est ainsi présumé *a priori* par la faculté de juger, l'entendement reconnaît en même temps cet accord comme objectivement contingent. Cependant cet accord est indispensable pour le besoin de l'entendement, qui est guidé par l'intention d'atteindre une fin nécessaire qui lui est propre, à savoir introduire dans la nature l'unité des principes. Par ailleurs, la réalisation de toute intention est liée au sentiment de plaisir. De fait, la compatibilité découverte de deux ou plusieurs lois empiriques de la nature hétérogènes, sous un principe qui les comprend, est selon Kant le fondement d'un plaisir très remarquable, souvent d'une admiration<sup>1048</sup>.

---

<sup>1046</sup> *Ibid.*, p. 935 (Ak V, p. 180).

<sup>1047</sup> *Ibid.*, p. 939 (Ak V, p. 184).

<sup>1048</sup> Cf. *Ibid.*, p. 943 (Ak V, p. 187).

De la sorte, si le plaisir est lié à la simple appréhension de la forme d'un objet de l'intuition, sans relation de celle-ci à un concept en vue d'une connaissance déterminée, ce plaisir ne peut exprimer rien d'autre que la conformité de cet objet aux facultés de connaître qui sont en jeu dans la faculté de juger réfléchissante. En effet cette appréhension des formes dans l'imagination ne peut jamais avoir lieu, sans que la faculté de juger, même de façon intentionnelle, ne les compare, au moins, avec son pouvoir de rapporter des intuitions à des concepts. Or si, dans cette comparaison, l'imagination (comme faculté des intuitions *a priori*) s'accorde de façon non intentionnelle par une représentation donnée avec l'entendement, et si par là un sentiment de plaisir est suscité, alors l'objet doit être par suite considéré comme *final* pour la faculté de juger réfléchissante. Un tel jugement est un jugement esthétique sur la finalité de l'objet, qui ne se fonde sur aucun concept de l'objet et ne fournit aucun concept de l'objet. Si l'on estime que la raison du plaisir est la forme de l'objet (et non la part matérielle de sa représentation en tant que sensation), dans la simple réflexion sur cette forme, ce plaisir est jugé comme nécessairement lié à la représentation de cet objet, pour tout sujet jugeant. Ainsi, l'objet est appelé beau et le pouvoir de juger s'appelle le goût<sup>1049</sup>.

Dans l'Analytique du beau, Kant approfondit la compréhension du jugement de goût. Celui-ci, à la différence de ce qui est simplement agréable à chacun (jugement des sens particulier), comporte bien une prétention à la validité universelle. Lorsqu'on dit que quelque chose est beau, on exige un assentiment universel, mais cette universalité ne doit pas reposer sur un concept de l'objet, comme dans le jugement déterminant. Il s'agit donc d'une validité commune ou d'une validité universelle *subjective*, qui désigne la validité d'un rapport de représentation, non pas à la faculté de connaître objectivement, mais au sentiment de plaisir ou de déplaisir pour tout sujet<sup>1050</sup>. En fait, Kant affirme que « dans le jugement du goût, il n'est rien postulé d'autre qu'une telle *voix universelle* concernant la satisfaction, sans la médiation des concepts, et donc aussi par là même la possibilité d'un jugement esthétique qui puisse être considéré en même temps comme valant pour tous »<sup>1051</sup>. Mais sur quoi repose précisément cette possibilité de validité universelle subjective ?

Dans le paragraphe 9, Kant explicite la solution de ce problème. Il s'agit notamment de savoir si, dans le jugement de goût, le sentiment de plaisir précède l'appréciation qui juge de l'objet ou si c'est l'inverse qui se produit. En effet, si c'était le plaisir relatif à l'objet donné qui précédait, et si c'était seulement sa communicabilité universelle dans le jugement de goût

---

<sup>1049</sup> Cf. *Ibid.*, p. 946-7 (Ak V, p. 190).

<sup>1050</sup> Cf. *Ibid.*, p. 972 (Ak V, p. 215).

<sup>1051</sup> *Ibid.*, p. 973-4 (Ak V, p. 216).



qui se trouvait reconnue face à la représentation de l'objet, la validité universelle serait impossible. En effet un tel plaisir ne serait pas autre chose que le pur et simple agrément dans la sensation et il ne pourrait donc avoir qu'une validité individuelle et privée, car il dépendrait immédiatement de la représentation par laquelle l'objet est donné.

C'est donc la capacité de communication universelle de l'état d'âme dans la représentation donnée qui, en tant que condition subjective du jugement de goût, doit nécessairement être au fondement de ce dernier et avoir le plaisir relatif à l'objet pour conséquence. Or on ne peut rien communiquer universellement si ce n'est une connaissance ou une représentation qui appartienne à la connaissance, car c'est dans cette mesure que la représentation est objective et fournit par là un point de référence universel grâce auquel la faculté représentative de tous est contrainte à l'assentiment. Si l'on veut penser le principe de cette communicabilité universelle de la représentation de façon subjective, sans un concept de l'objet, alors ce principe ne peut être autre que l'état d'âme qui accompagne le rapport des facultés représentatives les unes avec les autres pour autant qu'elles rapportent une représentation donnée à la *connaissance en général*.

C'est ici que Kant introduit la notion selon laquelle « les facultés de connaissance qui sont mises en jeu par cette représentation sont dès lors engagées dans un *libre jeu*, car aucun concept déterminé ne les limite à une règle de connaissance particulière »<sup>1052</sup>. De cette manière, l'état d'âme doit être celui d'un sentiment du libre jeu des facultés représentatives au sein d'une représentation donnée dans la perspective d'une connaissance en général. Mais de quelles facultés s'agit-il ? Kant écrit :

Or, pour avoir une représentation par laquelle un objet est donné, et de sorte qu'il puisse en résulter effectivement une connaissance, il faut à la fois l'*imagination*, qui procède à la composition du divers de l'intuition, et l'*entendement*, pour l'unité du concept qui unifie les représentations<sup>1053</sup>.

Ces deux facultés doivent ainsi s'accorder entre elles, comme cela est requis pour toute connaissance en général. Ainsi, à chaque fois « un objet donné, par l'intermédiaire du sens, met en activité l'imagination pour en composer le divers et qu'à son tour cette dernière met en activité l'entendement pour assurer l'unité de ce divers dans des concepts »<sup>1054</sup>. Par ailleurs, cette façon purement subjective de juger et d'apprécier l'objet, ou sa représentation, précède bien le plaisir relatif à cet objet. En revanche, cette unité subjective du rapport entre entendement et imagination ne peut se faire connaître que par la sensation, étant donné qu'un

---

<sup>1052</sup> *Ibid.*, p. 975 (Ak V, p. 217).

<sup>1053</sup> *Ibid.*, p. 975 (Ak V, p. 217).

<sup>1054</sup> *Ibid.*, p. 1002 (Ak V, p. 238).

rapport objectif peut certes être seulement pensé, mais qu'un rapport subjectif peut être ressenti, ce qui configure un jugement de goût qui porte sur le plaisir ou déplaisir. Kant établit que c'est la pure et simple forme de la finalité dans la représentation par laquelle un objet nous est donné qui peut nous apporter la satisfaction que, sans concept, nous jugeons universellement communicable<sup>1055</sup>.

C'est ainsi que Kant souligne qu'il faut un principe subjectif qui détermine par le sentiment seulement et non pas par concepts, mais tout de même avec une validité universelle, ce qui plaît ou déplaît. Il nomme ce principe le sens commun (*sensus communis*) :

Ce n'est donc qu'à la condition qu'il y ait un sens commun (par quoi nous n'entendons pas un sens externe, mais l'effet résultant du libre jeu de nos facultés de connaître), ce n'est donc qu'à la condition qu'il y ait, dis-je, un tel sens commun qu'il est possible qu'on porte un jugement de goût<sup>1056</sup>.

Pourtant, Kant nous explique que ce sens commun n'est qu'une norme idéale :

Dans tous les jugements par lesquels nous déclarons que quelque chose est beau, nous ne permettons à personne d'être d'un autre avis, sans toutefois fonder notre jugement sur des concepts, mais en n'y mettant pour fondement que notre sentiment, non pas donc en tant que sentiment personnel et privé, mais en tant que sentiment commun. Or ledit sens commun ne peut, à cet effet, être fondé sur l'expérience ; car il prétend autoriser des jugements contenant une obligation ; il ne nous dit pas que chacun *sera* d'accord avec notre jugement, mais *doit* en être d'accord. Aussi le sens commun, dont je donne ici comme exemple mon jugement de goût, et qui me fait accorder à ce dernier une validité exemplaire, n'est-il qu'une pure et simple norme idéale, et c'est en présupposant une telle norme idéale qu'on pourrait à bon droit faire une règle pour tous du jugement qui s'accorderait avec elle et de la satisfaction qu'il exprime relativement à un objet...<sup>1057</sup>

Par ailleurs, le jugement de goût est purement contemplatif, c'est-à-dire qu'il implique une satisfaction désintéressée. En effet, si toute fin considérée comme principe de satisfaction comporte toujours un intérêt comme principe déterminant du jugement porté sur l'objet du plaisir, il ne peut y avoir au fondement du jugement de goût aucune fin d'ordre subjectif. Mais ce n'est pas non plus la représentation d'une fin objective qui peut déterminer le jugement de goût, car c'est un jugement esthétique et non pas un jugement de connaissance. Or, si la satisfaction est liée à la réalisation d'une intention ou d'une fin, comment cette satisfaction est-elle possible ? Selon la solution apportée par Kant, la beauté est la forme de la finalité d'un objet, mais seulement en tant qu'elle est perçue dans cet objet sans représentation d'une fin :

Aussi n'est-ce rien d'autre que la finalité subjective dans la représentation d'un objet, sans aucune fin (ni objective ni subjective), c'est-à-dire par conséquent la pure et simple forme de la finalité dans la représentation par laquelle un objet nous est *donné*, dans la mesure où nous en sommes conscients, qui

---

<sup>1055</sup> Cf. *Ibid.*, p. 980 (Ak V, p. 221).

<sup>1056</sup> *Ibid.*, p. 1001-2 (Ak V, p. 238).

<sup>1057</sup> *Ibid.* p. 1003 (Ak V, p. 239).

peut nous apporter la satisfaction que, sans concept, nous jugeons universellement communicable, et donc constituer par là même le principe déterminant du jugement de goût<sup>1058</sup>.

Ce qui pourtant nous intéresse ici, c'est que l'imagination et l'entendement sont incités à une activité indéterminée, donc plus libre que dans le jugement déterminant, même si elles doivent être en accord l'une avec l'autre. L'imagination reçoit dans la troisième *Critique* un rôle nettement plus large et complexe :

Si l'on tire les conséquences des précédentes analyses, on trouve que tout y aboutit au concept de goût : ce dernier étant une faculté de juger et apprécier un objet en relation avec la *légalité libre* (*freie Gesetzmäßigkeit*) de l'imagination. Or si, dans le jugement de goût, l'imagination doit être considérée dans sa liberté, d'abord elle ne sera pas regardée comme reproductive, telle qu'elle est soumise aux lois de l'association, mais comme productive et spontanée (*selbsttätig*) (en tant que créatrice de formes volontaires (*willkürlicher*) d'intuitions possibles) ; bien que, dans l'appréhension d'un objet des sens donné, elle soit liée à une forme déterminée de cet objet et que, dans cette mesure, elle n'ait donc pas toute liberté de jeu (comme c'est le cas dans les fictions de la fantaisie), on comprend fort bien toutefois que l'objet puisse justement lui fournir une forme qui contienne une composition du divers telle que l'aurait esquissée l'imagination, si elle avait été laissée à elle-même, en accord avec la *légalité de l'entendement* en général (...) l'occupation libre et conforme à une fin indéterminée des facultés de l'esprit avec ce que nous appelons beau, où l'entendement est au service de l'imagination, et non l'imagination au service de l'entendement (...) Tout ce qui est d'une régularité rigide (...) est contraire au goût (...) En revanche, ce avec quoi l'imagination peut jouer de façon spontanée et conformément à une fin, est pour nous toujours nouveau et on ne se lasse pas de le regarder<sup>1059</sup>.

Cette liberté et cette portée plus grandes données à l'imagination dans l'Analytique du beau sont encore davantage augmentées dans l'Analytique du sublime. Jusqu'ici l'imagination a été liée à l'entendement, soit pour l'aider à synthétiser la séquence progressive des représentations dans le jugement déterminant dans la première *Critique*, soit dans un « libre jeu » d'harmonisation dans le jugement de goût. Désormais, dans le sublime, l'imagination est rapportée aux idées de la raison.

Kant résume ainsi ce qu'il y a de commun entre le beau et le sentiment du sublime, les deux types de satisfactions suscités par les jugements esthétiques de réflexion :

Le beau et le sublime ont ceci en commun qu'ils plaisent par eux-mêmes. De plus, ils ne présupposent l'un et l'autre ni jugement des sens, ni jugement logique déterminant, mais un jugement de la réflexion ; par conséquent, la satisfaction ne dépend pas d'une sensation, comme celle provoquée par ce qui est agréable, ni d'un concept déterminé, comme c'est le cas pour la satisfaction que procure le bien, mais elle renvoie néanmoins à des concepts, bien qu'indéterminés, de sorte que la satisfaction est liée à la simple présentation ou à la faculté de présenter ; ainsi, dans une intuition donnée, la faculté de présenter ou l'imagination est considérée comme étant en accord avec la *faculté des concepts* de l'entendement ou de la raison, en tant que soutien de cette dernière. C'est aussi la raison pour laquelle le jugement portant sur le beau et le jugement portant sur le sublime sont *particuliers*, mais revendiquent d'être universels lorsqu'ils visent chaque sujet, bien qu'ils ne prétendent à aucune connaissance de l'objet et considèrent comme leur ressort le simple sentiment de plaisir<sup>1060</sup>.

---

<sup>1058</sup> *Ibid.*, p. 980 (Ak V, p. 221).

<sup>1059</sup> *Ibid.*, p. 1005-7 (Ak V, p. 240-2). Traduction modifiée.

<sup>1060</sup> *Ibid.*, p. 1009 (Ak V, p. 244).

Mais en quoi consiste leur différence ? Si le beau naturel touche à la forme de l'objet, le sentiment du sublime est introduit comme quelque chose qui peut aussi se rencontrer dans un objet informe. La beauté naturelle ne va pas sans une finalité dans sa forme, de sorte que l'objet semble être prédéterminé pour notre faculté de juger. En revanche, ce qui suscite en nous le sentiment du sublime apparaît, dans sa forme, comme contraire à toute finalité vis-à-vis de notre faculté de juger, inadéquat à notre faculté de présentation et en quelque sorte semble faire violence à notre imagination. C'est pourquoi, si le beau semble requis pour présenter un concept indéterminé de l'entendement, le sublime semble requis pour présenter une idée indéterminée de la raison. C'est donc le caractère suprasensible des idées, l'impossibilité de les schématiser car elles ne peuvent pas être présentées dans l'intuition sensible, qui explique la différence du sublime par rapport au beau :

La seule chose que nous puissions dire est qu'un objet est susceptible d'être représenté comme sublime si ce sublime peut être situé au niveau de l'esprit ; car aucune forme sensible ne peut receler ce qui est véritablement sublime puisqu'il ne s'adresse qu'aux idées de la raison qui, *bien qu'aucune présentation adéquate n'en soit possible, sont rappelées dans l'esprit et provoquées précisément par cette inadéquation dont il est possible de donner une présentation sensible*. C'est ainsi qu'on ne peut qualifier de sublime le vaste océan soulevé par des tempêtes. Sa vue est odieuse, et, si elle doit conduire l'esprit à un sentiment lui-même sublime, il faut qu'on ait déjà dans l'esprit bien des idées puisque celui-ci doit être incité à quitter la sensibilité pour s'occuper d'idées dont la finalité est supérieure<sup>1061</sup>.

L'entendement est la faculté de la connaissance finie alors que la raison cherche toujours à comprendre l'infini comme entièrement donné dans sa totalité. Or, si dans le sublime l'imagination est considérée en relation avec la raison, le rôle de l'imagination doit y être étendu. Il s'agit alors de comprendre comment ce rapport à la raison change l'activité de l'imagination.

Kant initie sa présentation du sublime avec ce qu'il appelle le « sublime mathématique ». Celui-ci est défini comme ce qui est purement et simplement grand (au sens d'absolument ou d'infiniment grand). Dans ce cas, quand nous disons tout simplement d'un objet qu'il est grand, il ne s'agit pas là d'un jugement déterminant d'un point de vue mathématique, mais d'un simple jugement sur la représentation de l'objet, subjectivement orientée par rapport à une fin pour un certain usage de nos facultés de connaître appliquées à l'évaluation d'une grandeur. Il faut ici remarquer que, même lorsque l'objet ne suscite aucun intérêt en nous, sa seule grandeur peut néanmoins procurer une satisfaction *universellement communicable* et implique par conséquent la conscience d'une finalité subjective. Ainsi, il ne s'agit pas d'une satisfaction suscitée par l'objet, comme c'est le cas à propos du beau (parce

---

<sup>1061</sup> *Ibid.*, p. 1011 (Ak V, p. 245-6). Nous soulignons.

qu'ici l'objet peut être dépourvu de forme), mais « il s'agit d'une satisfaction procurée par l'extension de l'imagination elle-même »<sup>1062</sup>.

Cependant, lorsque nous ne nous bornons pas à dire que quelque chose est grand, mais que nous disons qu'il est purement et absolument grand sous tous les rapports (au-delà de toute comparaison), c'est-à-dire proprement sublime, il s'agit d'une grandeur qui n'est comparable qu'à elle-même. Il s'ensuit que « le sublime n'est pas à chercher dans les choses de la nature, mais seulement dans nos idées »<sup>1063</sup>.

Le sublime est alors ce en comparaison de quoi tout le reste est petit. Le problème est qu'il faut reconnaître qu'il n'y aurait ainsi rien dans la nature, quelque grand que nous le jugions, qui ne pourrait être rabaissé à l'infiniment petit dès lors qu'il serait considéré sous un autre rapport, de même qu'à l'inverse rien n'y serait si petit qui ne se laisserait étendre aux dimensions d'un monde, pourvu que notre imagination le mesure à des critères encore plus petits. Depuis l'époque de Kant, on connaissait l'importance des télescopes et des microscopes à ce propos. C'est pourquoi le philosophe allemand fait l'observation suivante :

De ce point de vue, rien de ce qui peut être objet des sens n'est donc à qualifier de sublime. Mais c'est précisément parce qu'il y a dans notre imagination un effort pour progresser vers l'infini, dans notre raison une exigence de totalité absolue considérée comme une idée réelle, que l'inadéquation, par rapport à cette idée, de notre faculté d'évaluer la grandeur des choses dans le monde sensible suscite le sentiment de la présence en nous d'une faculté suprasensible ; et ce n'est pas l'objet des sens, mais l'usage que fait de certains objets la faculté de juger pour éveiller ce sentiment (d'une faculté suprasensible) qui est purement et simplement grand ; comparé à cet usage, tout autre paraît petit. Par conséquent, ce n'est pas l'objet qui doit être appelé sublime, mais la disposition de l'esprit produite par une certaine représentation qui mobilise la faculté de juger réfléchissante<sup>1064</sup>.

Après avoir nommé le sublime comme ce qui est purement et simplement grand, Kant redéfinit ainsi le sublime : « *Est sublime ce qui du seul fait qu'on ne puisse que le penser révèle une faculté de l'esprit qui dépasse tout critère des sens* »<sup>1065</sup>. L'imagination est ainsi excitée et poussée par la raison à aller toujours au-delà, vers l'infini :

L'effort extrême de l'imagination pour présenter une unité à l'évaluation de la grandeur se réfère à quelque chose d'*absolument grand* ; par conséquent, considérer l'absolument grand comme seule mesure suprême des grandeurs, c'est se référer également à la loi de la raison (...) Ce qui est excessif pour l'imagination (c'est-à-dire ce à quoi elle est conduite dans l'appréhension ou l'intuition) est en quelque sorte un abîme où elle craint elle-même de se perdre ; en revanche, pour l'idée rationnelle du suprasensible, produire pareil effort de l'imagination n'est pas excessif, mais conforme à la loi<sup>1066</sup>.

---

<sup>1062</sup> *Ibid.*, p. 1016 (Ak V, p. 249).

<sup>1063</sup> *Ibid.*, p. 1017 (Ak V, p. 250).

<sup>1064</sup> *Ibid.*, p. 1017-8 (Ak V, p. 250).

<sup>1065</sup> *Ibid.*, p. 1018 (Ak V, p. 250).

<sup>1066</sup> *Ibid.*, p. 1027 (Ak V, p. 258).

Il faut noter pourtant la distinction selon laquelle l'évaluation de la grandeur par des concepts numériques est d'ordre mathématique, alors que celle qui a lieu dans la simple intuition (selon les critères de la vue) est d'ordre esthétique. Or, selon Kant, l'évaluation de la grandeur de la mesure fondamentale ou absolue doit nécessairement consister en cela seulement qu'on peut la saisir immédiatement dans une intuition. Cependant, s'il n'y a pas, pour l'évaluation mathématique de la grandeur, de maximum (puisque l'empire des nombres s'étend à l'infini), il en existe bel et bien un pour l'évaluation esthétique de la grandeur. S'il est considéré comme un critère absolu au-delà duquel il est impossible subjectivement (pour le sujet qui en juge) d'en concevoir un plus grand, il comporte bien l'idée du sublime et provoque cette émotion qu'aucune évaluation mathématique ne peut susciter. En effet cette dernière ne présente jamais qu'une grandeur relative, tandis que la première présente la grandeur purement et simplement dans l'intuition.

Lorsque, dans son activité de compréhension, l'imagination appréhende beaucoup trop de représentations partielles de l'intuition sensible à saisir, elle arrive à son maximum. Kant en donne un exemple éclairant :

Ce qui suffit à expliquer le désarroi ou cette sorte d'embarras qui, à ce que l'on raconte, saisit le spectateur lorsqu'il pénètre pour la première fois dans la basilique Saint-Pierre de Rome. Il éprouve alors en effet le sentiment que son imagination est impuissante à présenter l'idée d'un tout ; cette inadéquation de l'imagination est l'indice qu'elle atteint alors son maximum ; dans l'effort pour en repousser les limites, elle retombe en elle-même, mais est ainsi transposée en une satisfaction émouvante<sup>1067</sup>.

La nature à l'état brut est encore plus propice à ce genre de contemplation, car la finalité de l'objet ne peut être au principe de la destination d'un jugement pur sur le sublime. En fait, peu importe l'étendue de la grandeur appréhendée pourvu qu'elle puisse être comprise comme un tout par l'imagination, où celle-ci devient impuissante à présenter le concept d'une grandeur. La nature est donc sublime dans ceux de ses phénomènes dont l'intuition implique l'idée de son infinité, ce qui ne peut se produire que si l'effort extrême que fait notre imagination pour évaluer la grandeur d'un objet se révèle lui-même insuffisant.

En effet, Kant affirme que l'idée de la compréhension dans l'intuition d'un tout de chaque phénomène susceptible de nous être donné, y compris l'infiniment grand, est de celles qui nous sont imposées par une loi de la raison, et elle ne reconnaît aucune mesure déterminée, invariable et valable pour tous, autre que le tout absolu :

(...) La raison rend inévitable qu'on pense l'infini (dans le jugement de la raison commune) comme *entièrement donné* (dans sa totalité). Or, l'infini est purement et simplement grand (et non par simple comparaison). Par rapport à l'infini, tout le reste (des grandeurs de même genre) est petit. Mais ce qui est le plus important c'est que le simple fait de pouvoir penser l'infini comme un *tout* indique qu'il

---

<sup>1067</sup> *Ibid.*, p. 1020 ((Ak V, p. 252).

existe une faculté de l'esprit dépassant toute mesure des sens. En effet, pour penser l'infini comme un tout, il faudrait une compréhension qui donnerait pour unité une mesure qui aurait avec l'infini un rapport déterminé qu'on pourrait exprimer par des nombres – ce qui est impossible. *Le simple fait de pouvoir penser* l'infini donné, mais sans tomber sous le coup de cette contradiction, exige dans l'esprit humain une faculté qui soit elle-même suprasensible. Seule cette faculté et son idée d'un noumène, qui lui-même n'autorise aucune intuition mais est à titre de substrat au fondement de l'intuition du monde considéré comme simple phénomène, permet de comprendre *entièrement et sous* un concept l'infini du monde sensible dans une évaluation pure et intellectuelle de la grandeur, bien que l'infini ne puisse jamais être totalement pensé *par des concepts numériques* dans l'évaluation mathématique de la grandeur<sup>1068</sup>.

Comme Kant le souligne, « même dans son effort extrême pour parvenir – ce qu'elle ambitionne – à la compréhension, dans le tout de l'intuition, d'un objet donné (et par conséquent *pour parvenir à la présentation de l'idée de la raison*), notre imagination révèle ses limites et son impuissance, bien qu'en même temps elle montre qu'elle est destinée à réaliser l'adéquation avec cette idée considérée comme une loi »<sup>1069</sup>. Néanmoins, étant donné qu'il s'agit d'un jugement esthétique réfléchissant, il faut bien noter que l'imagination se réfère à la raison pour réaliser un accord avec les idées de celle-ci sans déterminer lesquelles. Autrement dit, ce rapport est dépourvu de toute finalité déterminée. En tout cas, on constate que la puissance de l'imagination est inadéquate aux idées de la raison.

Ainsi, si c'est l'union de l'imagination et de l'entendement qui produit le beau, c'est plutôt de l'opposition entre l'imagination et la raison que résulte le sublime. C'est pourquoi le sentiment du sublime est douloureux par nature. Il implique le déplaisir suscité par l'incapacité de l'imagination à comprendre la grandeur absolue et le plaisir suscité par le fait que cette reconnaissance nous dévoile le pouvoir de la raison dans le même sujet<sup>1070</sup>. Kant écrit : « Il s'agit du sentiment que nous possédons une raison pure autonome, ou une faculté d'évaluer la grandeur dont l'excellence n'est révélée par rien d'autre que l'insuffisance de cette faculté, elle-même pourtant sans limite lorsqu'elle présente des grandeurs (d'objets sensibles) »<sup>1071</sup>.

Ce qui se révèle alors dans le sublime est au fond un conflit plus fondamental entre sensibilité et raison. Selon Kant, la perception interne de l'inadéquation de tout critère sensible par rapport à l'évaluation de la grandeur par la raison s'accorde aux lois de celle-ci et suscite un déplaisir qui provoque en nous « le sentiment de notre destination suprasensible (*übersinnlichen Bestimmung*) »<sup>1072</sup>. Kant conçoit en termes de respect pour notre propre destination le sentiment du sublime, ce qui signifie aussi un respect (caché par un respect à

---

<sup>1068</sup> *Ibid.*, p. 1022-3 (Ak V, p. 254).

<sup>1069</sup> *Ibid.*, p. 1026 (Ak V, p. 257).

<sup>1070</sup> Cf. MAKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant: The Hermeneutical Import of the Critique of Judgment*, University of Chicago Press, 1994., p. 78.

<sup>1071</sup> KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791, op. cit.*, p. 1028 (Ak V, p. 258).

<sup>1072</sup> *Ibid.*, p. 1027 (Ak V, p. 258).

l'égard de l'objet de la nature qui nous est donné) qui « nous rend en quelque sorte manifeste la supériorité de la destination rationnelle de notre faculté de connaître par rapport à la faculté la plus haute de la sensibilité »<sup>1073</sup>, c'est-à-dire une inadéquation et une supériorité de la raison à l'égard de l'imagination.

L'imagination esthétique dans le sublime vise donc à présenter (ou à « schématiser ») dans la sensibilité ce qui lui est toujours impossible, une idée suprasensible de la raison, l'infini. Mais cette inadéquation et cette impossibilité ne rendent pas l'imagination inerte, bien au contraire elle est poussée à aller au-delà d'elle-même, et voit ainsi sa capacité s'étendre.

Par ailleurs, cette idée de destination suprasensible ainsi que la tendance à penser l'infini ont évidemment des conséquences pour la moralité. En effet la seule réalité nouménale sur laquelle nous pouvons établir une certaine « connaissance » (pratique), c'est celle de notre propre nature morale. D'ailleurs, nous avons vu que chez Kant la métaphysique devient pratique et donc le sens du dépassement des limites de la sensibilité ne peut être que pratique :

Mais même une faculté qui permet de penser l'infini de l'intuition suprasensible, en tant que donné (dans son substrat intelligible), dépasse tout critère de la sensibilité, et elle est grande au-delà de toute comparaison, fût-ce avec la faculté d'évaluation mathématique ; il est vrai que ce n'est pas dans une perspective théorique qui vise à renforcer la faculté de connaître, mais qu'il s'agit d'une extension de l'esprit qui se sent capable de dépasser les limites de la sensibilité dans une autre perspective (pratique) (...) de même réfère-t-elle cette même faculté [de juger], lorsqu'elle juge sublime une chose, à la *raison* pour réaliser un accord avec les *idées* de celle-ci (sans déterminer lesquelles), *c'est-à-dire afin de produire une disposition de l'esprit conforme – et compatible avec elle – à celle que produirait l'influence d'idées déterminées (pratiques) sur le sentiment*<sup>1074</sup>.

Dans ce que Kant appelle le « sublime dynamique », qui se rapporte à la faculté de désirer, on peut même dire que l'imagination fonctionne au service de la raison pratique. En effet, dans le sublime dynamique, à l'inverse de ce que Kant appelle le sublime mathématique, l'infini et l'absolu ne sont pas jugés en termes de grandeur (l'infiniment ou l'absolument grand), mais en termes de force ou de pouvoir (*Macht*). La nature, considérée comme une force qui réduit à néant notre résistance, n'est pourtant sublime dynamiquement que lorsqu'elle ne nous menace pas vraiment. Certes, elle doit être représentée comme suscitant de la peur, mais celui qui a vraiment peur et se trouve dans une situation dangereuse ne peut porter aucun jugement sur le sublime de la nature, car il a plutôt tendance à fuir le spectacle d'un objet qui lui inspire de l'effroi. Kant écrit :

Le surplomb audacieux de rochers menaçants, des nuées orageuses s'amoncelant dans le ciel et s'avancant parcourues d'éclairs et de fracas, des volcans dans toute leur violence destructrice, des

---

<sup>1073</sup> *Ibid.*, p. 1026 (Ak V, p. 257).

<sup>1074</sup> *Ibid.*, p. 1023-4 (Ak V, p. 255-6). Nous soulignons.



ouragans semant la désolation, l’océan sans limites soulevé en tempête, la chute vertigineuse d’un fleuve puissant, etc., réduisent notre faculté de résistance à une petitesse insignifiante comparée à leur force<sup>1075</sup>.

Le caractère sublime ne réside toutefois pas vraiment dans cette force naturelle incommensurable, mais plutôt dans ce qu’elle nous fait découvrir *en nous-mêmes*. Kant poursuit :

(...) et c’est volontiers que nous appelons sublimes ces phénomènes, car ils élèvent les forces de l’âme au-delà de leur niveau habituel et nous font découvrir en nous une faculté de résistance d’une tout autre sorte qui nous donne le courage de nous mesurer à l’apparente tout-puissance de la nature. En effet, de même que nous avons rencontré notre propre limite dans le caractère incommensurable de la nature et dans l’incapacité de notre faculté à atteindre un critère de mesure adapté à l’évaluation esthétique de la grandeur du *domaine* naturel, bien que nous ayons du même coup découvert dans notre faculté de raison un autre critère non sensible qui subsume dans une unité cette infinité même et par rapport auquel tout dans la nature est petit (...) il nous révèle en même temps une faculté de nous juger indépendants par rapport à cette force irrésistible, ainsi qu’une supériorité sur la nature<sup>1076</sup>.

Notre jugement esthétique ne considère donc pas que la nature est sublime parce qu’elle provoque la crainte, mais parce qu’elle mobilise en nous notre force, laquelle n’est pas de l’ordre de la nature ou du sensible, d’où le rôle crucial de l’imagination dans sa faculté de *présentation* :

Ainsi nous appelons ici sublime la nature simplement parce qu’elle élève l’imagination à la capacité de présenter ces situations où l’esprit peut prendre conscience du caractère véritablement sublime de sa destination, supérieure même à la nature<sup>1077</sup>.

Ainsi, le sublime n’est présent en aucune chose de la nature, mais seulement dans notre esprit. La force de la nature a simplement la capacité de susciter en nous ce sentiment. C’est seulement en présupposant cette *idée* suprasensible de liberté en nous, d’autonomie à l’égard des influences externes naturelles (inclinations, passions, etc) et par rapport à elle que nous sommes en mesure de parvenir à l’idée du caractère sublime de la nature. Le sublime révèle donc notre liberté transcendante, notre autonomie morale à l’égard de la nature, ce qui constitue une supériorité de caractère suprasensible, d’agir selon nos propres lois (même si l’impuissance sur le plan physique doit être reconnue). C’est pourquoi, pour Kant, le sublime ne peut apparaître qu’à l’homme cultivé (moralement), c’est-à-dire plus ouvert aux idées pratiques. Dans un important passage, il formule cette thèse tout en explicitant le rôle précis de l’imagination dans le jugement du sublime, qui est justement celui de *s’efforcer* pour fournir des schèmes (sensibles) à l’idée suprasensible pratique :

---

<sup>1075</sup> *Ibid.*, p. 1031 (Ak V, p. 261).

<sup>1076</sup> *Ibid.*, p. 1031-2 (Ak V, p. 261).

<sup>1077</sup> *Ibid.*, p. 1032 (Ak V, p. 262).

La disposition où l'esprit doit être pour ressentir ce caractère sublime exige qu'il soit ouvert aux idées ; car c'est précisément dans l'inadéquation de la nature aux idées, donc uniquement dans le fait de les présupposer, et dans l'effort fourni par l'imagination afin de traiter la nature comme un schème (*Schema*) pour elles que réside ce qui effraye la sensibilité mais du même coup l'attire néanmoins : car c'est bien une violence qu'exerce la raison sur la sensibilité dans le seul but d'étendre la sensibilité à la mesure de son propre domaine (pratique), et de lui permettre de regarder vers l'infini qui, pour elle, est un abîme. En fait, si les idées éthiques ne sont pas développées, ce que nous, qui y sommes préparés par la culture, nommons sublime apparaîtra purement et simplement effrayant à l'homme fruste<sup>1078</sup>.

C'est donc la disposition à ressentir des idées pratiques, c'est-à-dire la disposition au sentiment moral, plus développée avec la culture (mais non produite conventionnellement), qui rend plus probable le jugement du sublime, encore qu'il soit fondé dans la nature humaine. C'est d'ailleurs sur cela que se fonde la nécessité de l'accord du jugement d'autrui sur le sublime avec le nôtre, que nous incluons en même temps dans le jugement. Selon Kant, nous exigeons de chacun qu'il ait du sentiment (et du goût), et même nous le supposons chez tous ceux qui ont quelque culture. Mais le présupposé caché en est la présence en l'homme du sentiment moral. C'est ainsi que nous attribuons une nécessité même à ce type de jugement esthétique<sup>1079</sup>. On voit ainsi que, de même que la finalité du beau est liée à la forme qui délimite l'objet, la finalité du sublime implique ce que Rudolf Makkreel appelle la forme du sujet<sup>1080</sup>.

Dans tous les cas, nous voudrions insister sur ce qui nous semble être le point central dans le sublime, tel que Kant le redéfinit dans l'extrait suivant : « Le sublime réside simplement dans la *relation* où ce qui est de l'ordre du sensible dans la représentation de la nature est jugé susceptible d'être utilisé au niveau suprasensible »<sup>1081</sup>. Ce qui nous intéresse est donc la façon dont Kant conçoit l'activité de l'imagination lorsque celle-ci essaye de présenter (dans le sensible) les idées pratiques suprasensibles ; c'est-à-dire, lorsque l'imagination tente de faire une médiation entre le suprasensible et le sensible à travers des « schèmes ». On sait bien que le schématisme pratique a été interdit par Kant, mais ici il semble concéder néanmoins que l'imagination ne manque pas de faire des tentatives à ce propos. En fait, tout se passe comme si l'imagination essayait de trouver le schème de ce qui n'est pas passible de schématisation – cette inadéquation entre sensibilité et raison est, comme nous l'avons vu, ce qui implique précisément le sentiment du sublime. Le sublime détermine ainsi l'esprit à concevoir le fait que la nature est inaccessible en tant que présentation des idées, ce qui n'est possible que par la *tentative* de l'imagination de le faire :

---

<sup>1078</sup> *Ibid.*, p. 1036 (Ak V, p. 265).

<sup>1079</sup> *Ibid.*, p. 1037 (Ak V, p. 266).

<sup>1080</sup> Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant*, op. cit., p. 85.

<sup>1081</sup> KANT E., *Critique de la faculté de juger*, op. cit., p. 1038 (Ak V, p. 266).

À strictement parler et d'un point de vue logique, on ne peut présenter des idées. Mais si, pour l'intuition de la nature, nous allons jusqu'à étendre notre faculté empirique de représentation (mathématiquement ou dynamiquement), la raison s'y adjoint aussitôt en tant qu'elle est la faculté, pour la totalité absolue, d'être indépendante, et elle déclenche bien qu'il soit vain l'effort de l'esprit qui tend à rendre la représentation des sens adéquate aux idées. Cet effort et le sentiment que les idées sont inaccessibles par le truchement de l'imagination sont eux-mêmes une présentation de la finalité subjective de notre esprit dans l'usage qui est fait de l'imagination en vue de la destination suprasensible de l'esprit ; ils nous contraignent à *penser* subjectivement la nature elle-même, dans sa totalité, en tant que présentation de quelque chose qui est suprasensible, sans qu'on puisse accomplir *objectivement* une telle présentation<sup>1082</sup>.

Kant poursuit, en nous rappelant l'importance transversale attribuée par sa philosophie critique à la distinction entre phénomène et chose en soi :

Nous remarquons en effet assez rapidement que *font totalement défaut à la nature, dans l'espace et le temps, l'inconditionné et, par conséquent, la grandeur absolue* qu'exige néanmoins la raison la plus commune. C'est précisément ce qui nous permet de rappeler que nous n'avons affaire à la nature qu'en tant que phénomène, et que le phénomène lui-même ne peut être considéré autrement que comme la simple présentation d'une nature en soi (qui ressortit à une idée de la raison). Or cette idée du suprasensible que nous ne pouvons en fait pas déterminer davantage, puisque nous ne pouvons *connaître* la nature comme présentation de cette idée mais seulement la *concevoir*, est provoquée en nous par un objet qui lorsqu'on veut en juger esthétiquement *conduit l'imagination à sa limite*, que ce soit la limite de son extension (mathématique) ou celle de sa puissance sur l'esprit (dynamique), *puisque ce jugement se fonde sur le sentiment d'une destination de l'esprit qui dépasse complètement le domaine de l'imagination (se fonde sur le sentiment moral)*<sup>1083</sup>.

Néanmoins, il faut noter que, dans le sublime, l'imagination ne produit aucune image positive de nos idées morales, car ce serait retomber dans l'extravagance et dans le fanatisme :

En revanche, présenter ainsi la moralité, de manière pure, propre à élever l'âme, et de façon simplement négative n'entraîne aucun danger d'*extravagance*, laquelle *est une illusion qui consiste à voir quelque chose au-delà de toutes les limites de la sensibilité, c'est-à-dire à vouloir rêver* d'après des principes (...) précisément parce que, pour la sensibilité, la présentation y est seulement négative. En effet, le *caractère insondable de l'idée de liberté* interdit complètement toute présentation positive<sup>1084</sup>.

D'un autre côté, par le biais de ce que Kant appelle les « idées esthétiques », l'imagination peut créer des présentations positives, encore qu'indirectes, d'idées rationnelles<sup>1085</sup>. Cette notion est introduite lors de la discussion kantienne portant sur le génie (artistique). En effet, selon Kant, le génie peut être expliqué par la faculté de présenter des idées esthétiques<sup>1086</sup>. Par idée esthétique Kant entend « cette représentation de l'imagination qui donne beaucoup à penser, sans pourtant qu'aucune pensée déterminée, c'est-à-dire sans qu'aucun *concept*, ne puisse lui être approprié »<sup>1087</sup>. On voit ainsi que cette idée est le pendant

---

<sup>1082</sup> *Ibid.*, p. 1039-40 (Ak V, p. 268).

<sup>1083</sup> *Ibid.*, p. 1040 (Ak V, p. 268). Nous soulignons.

<sup>1084</sup> *Ibid.*, p. 1048-9 (Ak V, p. 275).

<sup>1085</sup> Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant, op. cit.*, p. 113.

<sup>1086</sup> Cf. KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791, op. cit.*, p. 1133 (Ak V, p. 344).

<sup>1087</sup> *Ibid.*, p. 1097 (Ak V, p. 314).

d'une idée de la raison, dans la mesure où cette dernière est un concept auquel aucune intuition (représentation de l'imagination) ne peut être adéquate.

Comment l'imagination opère-t-elle dans la production d'idées esthétiques ? Encore une fois, il s'agit d'un certain rapport qu'elle entretient avec l'entendement, mais aussi avec la raison. Kant écrit :

L'imagination (en tant que faculté de connaître productive) dispose d'une grande puissance pour *créer en quelque sorte une autre nature à partir de la matière que la nature réelle lui fournit*. L'imagination nous divertit lorsque l'expérience nous apparaît trop banale ; *nous transformons même cette expérience*, toujours, bien entendu, en obéissant aux lois de l'analogie, mais aussi *à des principes dont le siège supérieur est la raison* (et qui sont pour nous tout aussi naturels que ceux d'après lesquels l'entendement saisit la nature empirique) ; c'est alors que nous sentons la *liberté* que nous avons par rapport à la loi de l'association (qui dépend de l'usage empirique de cette faculté) de sorte que, conformément à cette loi, *nous empruntons certes à la nature un matériau, mais nous pouvons le travailler pour faire quelque chose qui dépasse (übertrifft) la nature*<sup>1088</sup>.

Et encore :

Lorsqu'on place sous un concept une représentation de l'imagination qui fait partie de la présentation de ce concept, mais qui, à elle seule, permet de penser plus que ce que pourra jamais comprendre un concept déterminé, donc qui élargit de manière esthétique et sans limite le concept lui-même, *l'imagination est alors créatrice, et met en mouvement la faculté des idées intellectuelles (la raison)* afin qu'à l'occasion d'une représentation on pense plus (ce qui est bien entendu le propre du concept de l'objet) que ce qui peut y être appréhendé et expliqué<sup>1089</sup>.

On voit donc que l'imagination est pour ainsi dire capable de créer une autre nature, de travailler la nature et de faire quelque chose d'autre. Penser, qui est une fonction de la raison, est ici occasionné par un excès de contenu intuitif qui déborde les concepts de l'entendement. Il est évident que ce pouvoir créatif de l'imagination ne crée pas *ex nihilo*, mais à partir des sens, il consiste plutôt dans un pouvoir de transformation du donné. En outre, le sens selon lequel l'idée esthétique dépasse la nature est différent de celui qui marque l'idée rationnelle. Cette dernière cherche l'inconditionné et la complétude de la nature dans un royaume suprasensible, alors que l'idée esthétique se borne à transformer et à enrichir la nature.

En tout cas, Kant souligne que les idées esthétiques « tendent vers quelque chose qui se situe au-delà des limites de l'expérience, et cherchent ainsi à *s'approcher d'une présentation des concepts de la raison (des idées intellectuelles) – ce qui leur donne l'apparence d'une réalité objective* »<sup>1090</sup>. Comme le souligne Makkreel, cela veut dire que les idées esthétiques ont la capacité d'aider à animer ce qui serait autrement de simples idées abstraites de la raison ; c'est-à-dire qu'elle les rend significatives et vivides pour l'expérience. Même si ces

---

<sup>1088</sup> *Ibid.*, p. 1097-8 (Ak V, p. 314). Nous soulignons.

<sup>1089</sup> *Ibid.*, p. 1098 (Ak V, p. 315). Nous soulignons.

<sup>1090</sup> *Ibid.*, p. 1098 (Ak V, p. 314). Nous soulignons.

idées n'augmentent pas notre connaissance théorique, elles élargissent notre interprétation de l'expérience en « présentant » des idées rationnelles aux sens<sup>1091</sup>.

Comment cela se produit-il ? Kant nous donne quelques exemples, notamment à travers l'imagination poétique :

Le poète ose donner corps à des idées de la raison qui sont des êtres invisibles : le séjour des bienheureux, l'enfer, l'éternité, la création, etc., ou encore à ce dont l'expérience nous donne des exemples : la mort, l'envie et tous les vices, de même l'amour, la gloire, etc., *mais en dépassant alors les limites de l'expérience, grâce à une imagination qui rivalise avec le prélude de la raison dans la recherche d'un idéal suprême, le poète cherche à leur donner forme sensible à un niveau de perfection sans exemple dans la nature*<sup>1092</sup>.

Kant décrit alors le mécanisme des attributs pour expliquer comment ces idées esthétiques peuvent « présenter » une idée de la raison, dans la mesure où ce mécanisme permet de produire des « représentations apparentées », tout en donnant l'exemple de l'aigle de Jupiter qui représente indirectement le pouvoir et la majesté d'un dieu :

Ces formes qui ne constituent pas la présentation même d'un concept donné, mais qui expriment seulement, en tant que représentations secondaires de l'imagination, les conséquences coextensives et les relations de ce concept avec d'autres, on les appelle des *attributs* (esthétiques) d'un objet *dont le concept en tant qu'idée de la raison ne peut être présenté de manière adéquate*. C'est ainsi que l'aigle de Jupiter tenant la foudre dans ses serres est un attribut du puissant roi des cieux, de même le paon est un attribut de la prestigieuse reine du ciel. Ces attributs ne représentent pas, comme les *attributs logiques*, ce que recèlent nos concepts du caractère sublime et majestueux de la création, mais quelque chose d'autre, qui donne à l'imagination l'occasion de s'appliquer à une foule de représentations apparentées, qui permettent de penser plus qu'on ne peut exprimer dans un concept défini par des mots ; ces attributs esthétiques produisent une *idée esthétique* qui, *pour cette idée de la raison, tient lieu de présentation logique*, mais sert véritablement à animer l'esprit en lui ouvrant une perspective à perte de vue dans le domaine des représentations apparentées<sup>1093</sup>.

Dans le paragraphe 59 de la troisième *Critique* Kant approfondit le mécanisme de présentation des idées suprasensibles de la raison en traitant de la notion de *symbole* et de l'activité de *symbolisation*. Pour cela, Kant rappelle alors qu'exposer la réalité d'un concept exige toujours des intuitions. Si ce sont des concepts empiriques, les intuitions s'appellent exemples, alors que si ce sont des concepts purs de l'entendement, on les appelle des schèmes. Toutefois, si l'on exige d'exposer la réalité objective des concepts de la raison, c'est-à-dire des idées, on sait très bien que c'est impossible, car aucune intuition adéquate ne peut leur être donnée. Kant nomme *hypotypose* le mécanisme de présentation (*subjectio sub adspectum*) comme acte de « rendre » un concept sensible. Ou bien cette hypotypose est

---

<sup>1091</sup> Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant*, op. cit., p. 122.

<sup>1092</sup> KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791*, op. cit., p. 1098 (Ak V, p. 314). Nous soulignons.

<sup>1093</sup> *Ibid.*, p. 1099 (Ak V, p. 315).

*schématique*, une fois que l'intuition correspondant à un concept de l'entendement est donnée *a priori*, ou bien elle est *symbolique* :

(...) Puisqu'à un concept que seule la raison peut penser, et auquel aucune intuition sensible ne peut être adéquate, une telle intuition est soumise, avec laquelle le procédé de la faculté de juger est simplement *analogue* à celui qu'elle observe dans le schématisme, c'est-à-dire s'accordant seulement avec celui-ci par la règle du procédé et non par l'intuition même, donc seulement avec la forme de la réflexion et non avec le contenu<sup>1094</sup>.

Kant ouvre ainsi la voie à une représentation *intuitive* symbolique ou indirecte des idées de la raison, où le procédé de la faculté de juger est analogue à celui du schématisme. Tous deux sont donc des hypotyposes, c'est-à-dire des présentations, mais les schèmes procèdent démonstrativement, tandis que les symboles procèdent au moyen d'une *analogie*. Kant décrit ce mécanisme de la manière suivante : « (...) La faculté de juger mène une double entreprise qui est d'abord d'appliquer le concept à une intuition sensible, et ensuite d'appliquer la simple règle de la réflexion sur cette intuition à un objet tout à fait autre, dont le premier n'est que le symbole »<sup>1095</sup>.

Le jugement réfléchissant, qui est comparatif, permet alors l'analogie à travers des processus de classification et de spécification, afin d'intégrer ou d'unifier les objets dans un système, selon un principe de finalité<sup>1096</sup>. C'est donc cette capacité d'établir des analogies, de trouver des points communs entre des objets et des lois différents, mise en avant dans le jugement réfléchissant, qui rend possible la symbolisation. Kant illustre cela de la façon suivante :

Ainsi, un état monarchique est représenté par un corps animé, s'il est gouverné selon les lois internes du peuple, mais par une simple machine (comme un moulin à bras) s'il est gouverné par une volonté singulière absolue, et, dans les deux cas, il n'est représenté que *symboliquement*. Car, entre un état despotique et un moulin à bras, il n'y a certes aucune ressemblance, mais, entre les règles de la réflexion sur eux et sur leur causalité, il y en a bien une<sup>1097</sup>.

---

<sup>1094</sup> *Ibid.*, p. 1142 (Ak V, p. 351).

<sup>1095</sup> *Ibid.*, p. 1143 (Ak V, p. 352).

<sup>1096</sup> Dans la première introduction à la troisième *Critique*, Kant décrit ces deux fonctions de la réflexion, la classification et la spécification : « La forme logique d'un système consiste simplement dans la division de concepts universels donnés (tel qu'est ici celui de nature en général), division grâce à laquelle on pense, suivant un certain principe, le particulier (ici l'empirique) avec sa diversité, comme contenu sous l'universel. Or cela requiert, si l'on procède empiriquement, et si l'on s'élève du particulier à l'universel, une *classification* du divers, c'est-à-dire une comparaison de plusieurs choses, dont chacune se tient sous un concept déterminé, et, lorsqu'elles sont complètes selon le caractère commun, leur subsomption sous des classes plus élevées (les genres) (...) Si, au contraire, l'on commence par le concept universel, pour descendre jusqu'au particulier au moyen d'une division intégrale, cette manière d'agir s'appelle alors la *spécification* du divers sous un concept donné... » (*Ibid.*, p. 867, Ak XX, p. 214).

<sup>1097</sup> *Ibid.*, p. 1143 (Ak V, p. 352).

C'est dans ce sens que Kant affirme ensuite que *le beau est le symbole du bien moral*. En effet la réflexion peut spécifier dans les deux des relations formelles similaires. Lesquelles ? Kant écrit :

(...) Et c'est aussi seulement à ce point de vue (d'une relation qui est naturelle à tout un chacun et que chacun exige des autres comme un devoir) qu'il plaît avec la prétention à l'approbation de tous les autres, et là l'esprit est en même temps conscient de son ennoblissement et de son élévation au-dessus de la simple réceptivité à un plaisir par des impressions sensibles (...) Dans ce pouvoir, la faculté de juger ne se voit pas, comme dans l'appréciation empirique, subordonnée à une hétéronomie des lois de l'expérience : eu égard aux objets d'une satisfaction si pure, elle donne elle-même la loi, comme la raison le fait eu égard à la faculté de désirer<sup>1098</sup>.

Ainsi, le beau est le symbole du bien moral dans la mesure où il nous élève au-dessus de la simple sensibilité et exprime une autonomie dans la donation des lois. Par ailleurs, même si Kant ne parle pas d'idée esthétique dans ce paragraphe, on peut tout de même la rapprocher du symbole. Il suffit de rappeler ici que Kant affirme qu'« on peut en général dire de la beauté (qu'elle soit naturelle ou artistique) qu'elle est l'expression d'*idées esthétiques* »<sup>1099</sup>. Nous pouvons ainsi affirmer que ces idées jouent un rôle important de médiation entre la beauté et la moralité. En tant qu'expression d'idées esthétiques, les formes belles constituent la présentation symbolique ou indirecte des idées de la raison. À ce titre, on peut citer l'extrait suivant :

L'entendement commun est aussi habitué à prendre en considération cette analogie, et nous désignons souvent les beaux objets de la nature ou de l'art par des noms qui paraissent placer à leur fondement une appréciation morale. Nous nommons des édifices ou des arbres majestueux et magnifiques, ou des campagnes riantes et gaies ; même les couleurs sont appelées innocentes, modestes, tendres, parce qu'elles suscitent des sensations qui contiennent quelque chose d'analogue à l'état d'âme produit par des jugements moraux. Le goût rend en quelque sorte possible le passage du charme sensible à l'intérêt moral habituel, sans un saut trop violent...<sup>1100</sup>

En suivant ici l'interprétation de Makkreel, il faut noter alors que la réflexion n'est pas seulement capable d'ordonner la nature selon un ensemble de sous-systèmes, elle peut aussi spécifier des idées morales par le biais d'analogues de schèmes. Les idées rationnelles inspirent la pensée impliquée dans les idées esthétiques et, en contrepartie, la présentation symbolique de ces dernières aide à spécifier les premières. Certes, l'expression d'idées esthétiques n'augmente pas notre connaissance, mais elle peut fournir un analogue symbolique à travers lequel les concepts traditionnels de la raison peuvent être adaptés à des domaines particuliers de l'expérience<sup>1101</sup>.

---

<sup>1098</sup> *Ibid.*, p. 1144 (Ak V, p. 353).

<sup>1099</sup> *Ibid.*, p. 1105 (Ak V, p. 320).

<sup>1100</sup> *Ibid.*, p. 1145 (Ak V, p. 354).

<sup>1101</sup> Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant, op. cit.*, p. 128.

De cette façon, dans la mesure où l'imagination a un rôle à jouer dans le mode symbolique de présentation des idées rationnelles à travers des idées esthétiques, cette présentation se montre doublement indirecte. L'imagination doit non seulement compléter avec des images mentales ce qu'elle ne peut apercevoir directement, mais elle doit aussi utiliser des stratégies d'interprétation indirectes pour compenser ce qu'elle ne peut comprendre directement à travers la lecture conventionnelle de l'expérience. Si les schèmes rendent possible une lecture déterminante de la nature, les présentations symboliques nous permettent d'arriver à une interprétation réfléchissante des choses qui dépassent la nature<sup>1102</sup>.

#### 6.4 – Imagination et jugement téléologique

La troisième *Critique* ne traite pas que du jugement esthétique. Il y a aussi le jugement téléologique. En quoi celui-ci consiste-t-il ? Entretient-il aussi un rapport avec l'imagination et avec la moralité ?

Nous avons vu que le jugement de goût implique un principe de finalité de l'objet. Cette finalité est toutefois représentée à partir d'un simple fondement subjectif, comme accord de sa forme dans l'appréhension de cet objet avant tout concept, avec les facultés de connaître, afin d'unir l'intuition avec des concepts dans une connaissance en général. Dans ce cas, il s'agit d'une finalité sans représentation d'une fin. Mais cette finalité peut aussi être représentée à partir d'un fondement objectif, comme accord de sa forme avec la possibilité de la chose même, selon un concept de cet objet qui précède et contient le fondement de cette forme<sup>1103</sup>. Ce dernier cas signifie « le concept des choses comme fins naturelles, c'est-à-dire comme choses telles que leur possibilité interne présuppose une fin, et par conséquent un concept qui soit, à titre de condition, au fondement de la causalité de leur production »<sup>1104</sup>. Autrement dit, nous aurions une finalité avec la représentation d'une fin. S'il doit y avoir des fins naturelles, alors il faut que certaines choses de la nature puissent être considérées comme si elles étaient les produits d'une cause dont la causalité a pu être déterminée grâce à une représentation de l'objet, auquel cas des lois d'expérience sont nécessaires, car nous ne pouvons déterminer *a priori* comment et de combien de façons diverses des choses sont possibles par leurs causes.

---

<sup>1102</sup> Cf. *Ibid.*, p. 129.

<sup>1103</sup> Cf. KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791, op. cit.*, p. 949 (Ak V, p. 192).

<sup>1104</sup> *Ibid.*, p. 888 (Ak XX, p. 232).



Le jugement sur la finalité dans les choses de la nature, finalité qui est regardée comme un fondement de la possibilité de celles-ci (à titre de fins naturelles) s'appelle justement un *jugement téléologique*. Celui-ci présuppose un concept de l'objet et juge de la possibilité de cet objet d'après une loi de la liaison des causes et des effets. À la place d'une finalité ou d'une technique simplement formelle de la nature, nous en avons une technique réelle, c'est-à-dire sa finalité d'après des concepts. Si dans le jugement esthétique la nature s'accorde avec l'entendement et avec la faculté de juger, dans le jugement téléologique elle doit être pensée comme s'accordant également selon la causalité avec la raison, car la faculté de juger ne peut contenir des principes propres aux concepts de la production des choses. Le concept d'une *fin réelle de la nature* se trouve donc hors du champ de la faculté de juger prise en elle-même. Néanmoins, en termes d'usage, le concept de *causes finales* dans la nature, qui sépare le jugement téléologique de cette nature du jugement déterminant que l'on porte d'après les lois universelles mécaniques, est un concept qui n'appartient qu'à la faculté de juger. Cela veut dire que ce concept n'est pas employé dans un sens objectif, en signifiant par là une intention de la nature (usage d'une raison sophistiquée) qui n'est absolument pas fondée dans l'expérience. Ainsi, « ce qu'on peut rencontrer dans la nature qui ressortit à la téléologie enveloppe uniquement le rapport de ses objets à la faculté de juger et même à un principe de cette faculté, grâce auquel elle est législatrice pour elle-même (et non pour la nature), c'est-à-dire en tant que faculté de juger *réfléchissante* »<sup>1105</sup>.

Kant montre alors que certains processus naturels ne peuvent être complètement compris que si l'on ajoute, outre l'explication mécaniste des causes efficientes, une explication téléologique :

Or, nous trouvons, parmi les produits de la nature, des genres particuliers et très étendus qui comprennent en eux-mêmes une liaison des causes efficientes telles que nous devons mettre à son fondement le concept d'une fin, même si nous voulons seulement organiser l'expérience, c'est-à-dire l'observation d'après un principe conforme à sa possibilité interne (...) Or il est entièrement contraire à la nature des causes physico-mécaniques que le tout soit la cause de la possibilité de la causalité des parties : il faut bien plutôt que ces parties soient données d'abord, pour que l'on puisse concevoir à partir de la possibilité d'un tout<sup>1106</sup>.

Il insiste pourtant sur le caractère réfléchissant de ces jugements :

Or, il est clair qu'en pareil cas le concept d'une finalité objective ne fait que venir *en aide à la réflexion* sur l'objet, qu'il ne sert pas à *déterminer* l'objet par le concept d'une fin, et que le jugement téléologique sur la possibilité interne d'un produit de la nature est un jugement simplement réfléchissant et non pas déterminant (...) Le concept des fins naturelles est donc simplement un concept de la faculté de juger réfléchissante, et qui lui sert pour son usage propre, afin de suivre la liaison causale dans les objets de l'expérience. Un principe téléologique de l'explication de la possibilité interne de certaines

---

<sup>1105</sup> *Ibid.*, p. 891 (Ak XX, p. 234).

<sup>1106</sup> *Ibid.*, p. 892 (Ak XX, p. 235-6).

formes de la nature laisse indéterminée la question de savoir si la finalité de ces formes est *intentionnelle* ou bien *inintentionnelle*<sup>1107</sup>.

Le jugement téléologique est fondé sur un principe *a priori*, bien que ce soit uniquement par expérience que nous découvrons la fin de la nature en de pareils jugements, car sans elle nous ne pourrions pas reconnaître que des choses de ce genre sont possibles. Ainsi, il prétend qu'à travers l'*analogie* d'une intention de la nature, nous pouvons reconnaître la possibilité de pareils objets, afin d'acquérir un concept de ceux-ci qui puisse leur permettre de s'enchaîner dans une *expérience organisée systématiquement*. Un jugement téléologique compare de la sorte le concept d'un produit de la nature, d'après ce qu'il est, avec ce qu'il *doit être*. Ici, le jugement d'appréciation voit mettre au fondement de sa possibilité un concept de la fin qui précède *a priori*. Dans le cas des produits de l'art telle représentation ne pose pas beaucoup de problème, mais lorsqu'il s'agit d'un produit de la nature (un être organisé), penser qu'il a *dû être par destination* quelque chose, et apprécier d'après cela s'il est effectivement tel, voilà qui implique la présupposition d'un principe qui n'a pas pu être tiré de l'expérience, car celle-ci enseigne seulement ce que les choses sont.

Kant donne l'exemple de l'œil. Si je ne peux pas dire d'une pierre qu'elle a dû par destination servir à la construction (car je peux l'employer pour y briser quelque chose), je peux juger que l'œil a dû par destination être apte à la vision :

(...) bien que la figure, la constitution de toutes ses parties et leur composition évaluées d'après des lois simplement mécaniques de la nature soient entièrement contingentes pour une faculté de juger, je pense cependant dans sa forme et son organisation une nécessité, nécessité qu'il ait été formé d'une certaine manière, à savoir d'après un concept qui précède les causes formatrices de cet organe ; sans ce concept, la possibilité de ce produit naturel n'est compréhensible pour moi d'après aucune loi mécanique de la nature (...) Or, ce *devoir* enveloppe une nécessité qui se distingue nettement de la nécessité physico-mécanique, selon laquelle une chose est possible d'après les simples lois des causes efficientes (sans que précède l'idée de cette chose), et se laisse tout aussi peu déterminer par des lois simplement physiques (empirique) que la nécessité du jugement esthétique par des lois psychologiques ; il exige au contraire un principe *a priori* qui lui est propre dans la faculté de juger...<sup>1108</sup>

Néanmoins, c'est seulement lorsque Kant parle de l'homme en tant que fin dernière (*als den letzten Zweck*) de la nature, et par conséquent de la culture, que nous pouvons constater un rapport avec la moralité. En effet, d'un point de vue théorique, l'homme peut être considéré comme « un maillon dans la chaîne de fins naturelles »<sup>1109</sup>. Lorsqu'il parle de finalité externe, où une chose de la nature sert à une autre de moyen en vue d'une fin, Kant admet même que l'homme peut être vu comme un moyen servant à préserver un certain

---

<sup>1107</sup> *Ibid.*, p. 893 (Ak XX, p. 236).

<sup>1108</sup> *Ibid.*, p. 898-9 (Ak XX, p. 240-1).

<sup>1109</sup> *Ibid.*, p. 1233 (Ak V, p. 430).

équilibre dans la nature : « (...) L'homme est là pour qu'en poursuivant les carnassiers, et en réduisant leur nombre, un certain équilibre soit réalisé entre les forces productives et les forces destructives de la nature »<sup>1110</sup>. Même si l'homme apparaît comme supérieur aux autres êtres vivants, car il a le pouvoir de se proposer arbitrairement des fins et d'utiliser les autres êtres comme des moyens, Kant souligne qu'il ne se distingue pas pour autant des autres créatures dans sa recherche du bonheur. En outre, « c'est se tromper que de penser que la nature lui accorde des faveurs particulières (...) au contraire, elle ne l'a pas plus ménagé qu'un autre animal dans ses effets pernicious... »<sup>1111</sup>.

C'est seulement à travers l'introduction de la perspective pratique que la finalité humaine peut être complètement définie par rapport à la finalité de la nature. Nous avons vu que dans ses écrits moraux, Kant affirme que l'homme est une fin en soi, indépendante de la nature. Cette idée morale d'une fin en soi doit être mise en relation avec l'idée téléologique d'un homme comme une fin naturelle afin d'établir le cadre pour l'interprétation de l'histoire.

Même si Kant ne thématise pas directement le problème de l'histoire dans la troisième *Critique*, sa discussion portant sur la téléologie et la culture fournit une base pour une interprétation réfléchissante de l'histoire. Si les idées esthétiques doivent être en harmonie avec la moralité, les idées téléologiques dans l'interprétation réfléchissante donnent un moyen de conceptualiser la façon dont la nature et la moralité peuvent être réconciliées dans l'histoire humaine.

On a vu que les jugements téléologiques réfléchissants suspendent tout réalisme dans la considération de la finalité de la nature. Ainsi, au lieu d'être expliquée comme un produit des intentions et des « plans secrets » de la Nature, l'histoire humaine doit être considérée comme finale vis-à-vis de nos intérêts théoriques réflexifs. Cette finalité n'est ni prescrite à la nature ni fondée sur des généralisations inductives tirées de l'expérience. C'est seulement dans la mesure où nous attribuons un principe de finalité à nous-mêmes que nous pouvons réfléchir au *télos* de la nature et de l'histoire. Certes, les jugements téléologiques ne donnent aucune explication déterminante, mais ils fournissent des descriptions de processus naturels et historiques en rapport avec les fins humaines.

L'idée selon laquelle l'homme est un *but final* (*Endzweck*) – c'est-à-dire une fin qui n'a aucune autre fin comme condition de sa possibilité – indique que la destination de l'homme est de devenir libre à l'égard de la nature et d'atteindre l'autonomie morale en tant que fin

---

<sup>1110</sup> *Ibid.*, p. 1229 (Ak V, p. 427).

<sup>1111</sup> *Ibid.*, p. 1233 (Ak V, p. 430).

finale. La fin dernière de la nature concernant l'homme est ainsi de « le préparer à ce qu'il peut faire lui-même pour être but final et le séparer de toutes les fins, dont la possibilité repose sur des choses que l'on ne peut attendre que de la nature. De cette dernière sorte est le bonheur sur terre... »<sup>1112</sup>. Avec cette formulation, on peut concilier la perspective d'une nature qui guide le développement des capacités humaines avec la demande de la raison pratique selon laquelle seule des actions librement choisies définissent l'homme comme une fin morale en lui-même.

Ce qu'il est important ici à remarquer est que cette affirmation selon laquelle l'homme est la fin dernière de la nature suggère une articulation entre des jugements réfléchissants et des jugements déterminants dans l'interprétation historique. Cela implique l'intersection d'un jugement téléologique sur l'homme comme fin naturelle avec un jugement déterminant de la raison pratique portant sur l'homme comme une fin en soi. De cette manière, si les idées esthétiques opèrent comme des présentations « ressenties » d'idées rationnelles, *l'idée téléologique d'une fin dernière peut être vue comme contenant une présentation historique de l'idée rationnelle d'une fin en soi*<sup>1113</sup>.

Kant explique que tous les aspects de la vie humaine ne lui permettent pas d'être considérée comme la fin dernière de la nature. Selon Kant, cela signifie que nous devons faire abstraction du bonheur ou de la matière de toutes les fins humaines. Par conséquent, le but final de la nature chez l'homme réside uniquement dans « la condition subjective formelle », c'est-à-dire, « l'aptitude à se proposer soi-même en général des fins et (indépendamment de la nature dans sa détermination finale) à utiliser la nature comme moyen, conformément aux maximes de ses libres fins en général ; du reste, la nature peut s'orienter en direction de ce but final qui lui est extérieur, et cela peut être considéré comme sa fin dernière »<sup>1114</sup>. La production d'une telle aptitude est appelée culture. Considérée comme la fin dernière de la nature, la culture rend l'homme capable de devenir indépendant de la nature.

Kant opère la distinction entre deux modes de culture : la culture de l'habileté et la culture de la discipline. La culture de l'habileté développe les capacités humaines naturelles sous des conditions formelles qui promeuvent son aptitude à des fins en général. La finalité de la nature sur ce point serait accomplie par l'organisation des relations humaines dans une

---

<sup>1112</sup> *Ibid.*, p. 1234 (Ak V, p. 431).

<sup>1113</sup> Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant*, op. cit., p. 137-8.

<sup>1114</sup> KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791*, op. cit., p. 1234 (Ak V, p. 431).

« société *civile* » et dans un « tout *cosmopolite* »<sup>1115</sup>. Par conséquent, la paix perpétuelle de la société cosmopolite est ici identifiée avec un type spécifique de culture. Celui-ci n'est cependant pas suffisant pour définir l'homme comme un but final, car « elle n'est pourtant pas suffisante pour faire avancer la *volonté* dans la détermination et le choix de ses fins »<sup>1116</sup>. La société cosmopolitique fournit une condition historique optimale pour la culture humaine, mais elle n'assure pas que la volonté humaine soit en conformité avec les maximes des fins libres.

Il faut ainsi une culture de la discipline, qui consiste dans « la libération de la volonté du despotisme des désirs, par lesquels, en nous attachant à certains objets naturels, nous sommes rendus incapables de choisir par nous-mêmes... »<sup>1117</sup>. Bien entendu, nous n'éliminons pas nos désirs naturels par cette discipline, mais nous gagnons un certain contrôle rationnel sur eux, de sorte que nous ne sommes plus attachés exclusivement à des objets du sens. Les beaux-arts et les sciences contribuent à cette culture de la discipline parce qu'ils rendent l'homme « sinon meilleur moralement du moins plus civilisé, gagnant beaucoup de terrain sur la tyrannie du penchant sensuel... »<sup>1118</sup>.

La disciplinarisation de nos inclinations est dite négative, mais elle pointe vers un résultat positif, en nous ouvrant vers des propos plus élevés que les fins naturelles. Kant définit la culture de la discipline comme « une aspiration finale de la nature à une formation (*Ausbildung*) qui nous rend réceptifs à des fins plus élevées que celles que peut proposer la nature même »<sup>1119</sup>. Même si toutes les cultures impliquent un processus où la nature prépare l'homme pour transcender la nature, c'est la culture de la discipline qui amène l'homme à ce point crucial où il reconnaît son aptitude à des fins plus élevées et confirme son indépendance vis-à-vis des fins purement naturelles. L'homme en tant qu'être moral est ainsi le but final de la création :

Mais si des choses du monde, en tant qu'êtres dépendants selon leur existence, ont besoin d'une cause suprême agissant selon des fins, alors l'homme est le but final de la création ; car, sans lui, la chaîne des fins subordonnées les unes aux autres ne serait pas pleinement fondée, et ce n'est qu'en l'homme, mais seulement en lui comme sujet de la moralité, que la législation inconditionnée concernant les fins peut se rencontrer, qui le rend seul capable d'être un but final, auquel est subordonnée téléologiquement la nature toute entière<sup>1120</sup>.

---

<sup>1115</sup> *Ibid.*, p. 1235-6 (Ak V, p. 432).

<sup>1116</sup> *Ibid.*, p. 1234 (Ak V, p. 432).

<sup>1117</sup> *Ibid.*, p. 1235 (Ak V, p. 432).

<sup>1118</sup> *Ibid.*, p. 1237 (Ak V, p. 433).

<sup>1119</sup> *Ibid.*, p. 1236 (Ak V, p. 433).

<sup>1120</sup> *Ibid.*, p. 1239 (Ak V, p. 435).

La culture dans la troisième *Critique* est une fin de la nature, mais la « nature » de la téléologie réfléchissante n'est pas vue comme englobante, de sorte qu'il y a une place pour concevoir la culture comme appartenant à l'histoire de la liberté. L'idée de la culture peut être utilisée pour réfléchir à la façon dont les fins morales sont accomplies dans l'histoire à travers le développement de nos capacités naturelles et de notre liberté morale.

En outre, on voit qu'aussi bien les jugements esthétiques que les jugements téléologiques, donc les jugements réfléchissants en général, aboutissent à la considération du suprasensible. Dans le cas des jugements téléologiques, nous avons l'homme comme but final, mais seulement s'il est considéré comme noumène, doté d'un « pouvoir suprasensible » :

Or nous n'avons qu'une seule espèce d'être dans le monde, dont la causalité est téléologique, c'est-à-dire orientée vers des fins et en même temps cependant constituée de façon que la loi selon laquelle ils doivent se déterminer des fins, est représentée par eux-mêmes comme inconditionnée et indépendante des conditions naturelles, mais comme nécessaire en soi. L'être de cette espèce est l'homme, mais considéré comme noumène ; c'est le seul être de la nature dans lequel nous pouvons reconnaître, de par sa constitution propre, un pouvoir suprasensible (la liberté) et même la loi de la causalité, ainsi que l'objet de celle-ci, qu'il peut se proposer comme fin suprême (le bien suprême dans le monde)<sup>1121</sup>.

Kant ajoute encore une dimension religieuse à la réflexion téléologique lorsqu'il parle de théologie physique. Celle-ci est l'essai de la raison pour conclure à partir des fins de la nature, reconnues de façon empirique, à la cause suprême de la nature et à ses propriétés. En allant au-delà d'une représentation simplement mécanique de la nature, le principe téléologique, même si c'est « un principe d'appréciation par lequel nous ne sommes nullement avancés dans l'explication de la nature et de son origine », « ouvre cependant quelques perspectives, pour pouvoir déterminer peut-être plus précisément le concept autrement si stérile d'un être originaire »<sup>1122</sup>. De fait, la perspective téléologique nous pousse à poser des questions qui finissent par nous amener à l'idée d'un créateur intelligent :

À quoi les choses dans le monde servent-elles les unes aux autres ? À quoi la diversité dans une chose est-elle bonne pour cette chose même ? Sur quel fondement peut-on admettre que rien n'est vain dans le monde, mais que partout *dans la nature* tout est bon à quelque chose, sous la condition que certaines choses (comme fins) doivent exister, puisque notre raison n'a pour faculté de juger aucun autre principe de la possibilité de l'objet de son inévitable appréciation téléologique que le principe consistant à soumettre le mécanisme de la nature à l'architectonique d'un créateur intelligent : voilà tout ce que la considération téléologique du monde réalise magnifiquement et à notre plus grande admiration<sup>1123</sup>.

---

<sup>1121</sup> *Ibid.*, p. 1239 (Ak V, p. 435).

<sup>1122</sup> *Ibid.*, p. 1241 (Ak V, p. 437).

<sup>1123</sup> *Ibid.*, p. 1242 (Ak V, p. 438).

Le problème est que, aussi loin qu'elle puisse être poussée, la théologie physique ne peut cependant rien nous révéler au sujet d'un but final de la création, car elle ne parvient pas à la question posée par un tel but, puisque la relation finale y est et doit toujours y être seulement considérée comme conditionnée dans la nature, alors que la fin pour laquelle la nature elle-même existe (dont le fondement doit être recherché hors de la nature) ne peut pas même être mise en question par elle.

C'est pourquoi il faut une théologie morale ou éthique pour conclure à partir de la fin morale de l'être raisonnable dans la nature (l'homme), qui peut être déterminée *a priori* de manière inconditionnée, à cette cause suprême. Kant introduit alors l'idée d'une fin (bien) suprême dans le monde. L'idée d'un bien suprême est l'équivalent téléologique du souverain Bien et réintroduit l'espoir humain du bonheur, lequel a été exclu lors de la considération des fins plus élevées de la culture. Ici, Kant reprend la thèse de la deuxième *Critique* selon laquelle la loi morale, en tant que seule action effectivement libre pour l'homme, nous détermine *a priori* un but final, auquel elle nous oblige à aspirer, et celui-ci est le souverain Bien possible dans le monde par la liberté.

Nous avons vu que le souverain Bien a été décrit dans la deuxième *Critique* comme une synthèse entre vertu et bonheur, l'obtention de la vertu étant la condition pour être digne du bonheur. En outre, on a souligné dans ce contexte l'introduction des postulats de la raison pratique, comme l'existence de Dieu. Dans la *Critique de la faculté de juger*, l'idée d'un souverain Bien pointe encore vers Dieu afin de rendre possible la réconciliation entre vertu et bonheur. Kant rend cela clair dans le paragraphe 87, lorsqu'il affirme :

Ainsi le concept de la *nécessité pratique* d'une telle fin par l'utilisation de nos forces ne s'accorde pas avec le concept théorique de la *possibilité physique* de son effectuation, si nous ne rattachons pas (comme moyen) à notre liberté une autre causalité que celle de la nature. Par conséquent, nous devons admettre une cause morale du monde (un auteur du monde) pour nous proposer conformément à la loi morale un but final (...) à savoir qu'il y a un Dieu<sup>1124</sup>.

Il faut noter néanmoins que Kant utilise l'idée de Dieu comme une cause morale dans un sens simplement réfléchissant. L'idée de Dieu comme un postulat de la raison pratique est « *constitutif* et pratiquement déterminant », tandis que le même principe en tant que principe objectif des choses n'est aucunement déterminant théoriquement, « mais est un principe simplement *régulateur* pour la faculté de juger réfléchissante »<sup>1125</sup>.

S'il en est ainsi, quel est le sens d'une théologie physique et d'une perspective téléologique réfléchissante sur Dieu ? Kant écrit :

---

<sup>1124</sup> *Ibid.*, p. 1257 (Ak V, p. 450).

<sup>1125</sup> *Ibid.*, p. 1265-6 (Ak V, p. 457).

La réalité objective de l'Idée de Dieu, comme auteur moral du monde, ne peut certes pas être démontrée *seulement* par des fins physiques ; mais, cependant, si sa connaissance est liée à celle de la fin morale, ces fins, en vertu de la maxime de la raison pure de rechercher l'unité des principes autant que faire se peut, sont d'une grande importance pour venir en aide à la réalité pratique de cette Idée, grâce à celle que la raison présente déjà pour la faculté de juger au point de vue théorique<sup>1126</sup>.

On voit alors que la perspective téléologique, comme dans le cas de l'autre perspective réfléchissante (à savoir l'esthétique), peut « venir en aide à la réalité pratique » des idées suprasensibles, afin en quelque sorte de renforcer, subjectivement, son efficacité déterminante. C'est le cas de l'idée de Dieu à travers la théologie physique, mais aussi de celle de la liberté à travers la réflexion sur l'évolution de la culture au cours de l'histoire. En effet, comme nous avons vu également dans le cas du sublime, des idées esthétiques et du symbole, les jugements réfléchissants en général offrent au suprasensible un analogue d'un schème ou une présentation sensible, encore que précaire, qui présuppose l'activité d'une *imagination productive* et rend de telles idées moins abstraites et ineffables. Nous avons ainsi un *substrat intelligible* en nous-mêmes<sup>1127</sup>, qui correspond à l'autonomie de la raison (la clé de voûte de tout le système kantien) et qui reçoit une présentation par le biais des jugements réfléchissants, « qui n'est ni nature ni liberté, mais qui est cependant liée avec le fondement de cette dernière ». C'est pourquoi ces jugements entretiennent un rapport étroit avec la

---

<sup>1126</sup> *Ibid.*, p. 1264 (Ak V, p. 456).

<sup>1127</sup> En parlant du sublime, Kant écrit : « (...) cette grandeur d'un objet de la nature, pour l'évaluation de laquelle l'imagination mobilise en vain toute sa faculté de compréhension, doit nécessairement référer le concept de nature à un substrat intelligible (qui est au principe à la fois de celle-ci et de notre faculté de penser) ; ce substrat est grand au-delà de toute mesure des sens, et par conséquent, permet de juger *sublime*, non point tant l'objet que la disposition de l'esprit qui évalue cet objet » (*Ibid.*, p. 1024 ; Ak V, p. 255-6). De même, lors de la résolution de l'antinomie du goût, Kant fait référence à ce substrat intelligible en nous : « Il est tout à fait impossible de donner un principe déterminé et objectif du goût, selon lequel les jugements de celui-ci pourraient être conduits, examinés et démontrés ; car ce ne serait plus alors un jugement de goût. Le principe subjectif, à savoir l'Idée indéterminée du suprasensible en nous, ne peut nous être indiquée que comme l'unique clef du déchiffrement du secret de cette faculté qui nous est cachée à nous-mêmes en ses sources, et qui ne peut aucunement devenir plus intelligible » (*Ibid.*, p. 1129 ; Ak V, p. 341). En outre, il affirme le suivant à propos de la beauté comme symbole de la moralité : « Dans ce pouvoir, la faculté de juger ne se voit pas, comme dans l'appréciation empirique, subordonnée à une hétéronomie des lois de l'expérience : eu égard aux objets d'une satisfaction si pure, elle donne elle-même la loi, comme la raison le fait eu égard à la faculté de désirer ; aussi bien à cause de cette possibilité interne dans le sujet qu'à cause de la possibilité externe d'une nature s'accordant avec celle-ci, elle se veut rattachée à quelque chose dans le sujet même et hors de lui, qui n'est ni nature ni liberté, mais qui est cependant lié avec le fondement de cette dernière, à savoir le suprasensible, dans lequel la faculté théorique est liée en vue d'une unité avec la faculté pratique d'une manière commune à tous, mais inconnue » (*Ibid.*, p. 1144 ; Ak V, p. 353). À partir de ces indices, Makkreel affirme que ce fondement suprasensible peut être regardé comme le substrat suprasensible de l'humanité qui pointe vers l'unité du sujet transcendantal. En fait, ce qui en fin de compte permet à la beauté de servir comme liaison symbolique entre nature et moralité est l'idée d'humanité. Plus généralement, selon Makkreel, le fondement essentiel qui permet tout jugement esthétique se localise dans ce substrat suprasensible de l'humanité. D'ailleurs, celui-ci fonde aussi le *sensus communis*. Ainsi ce substrat suprasensible apparaît comme l'idée transcendantale qui nous permet d'assumer la finalité mutuelle de la nature et du sujet dans des jugements esthétiques et téléologiques (Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant, op. cit.*, p. 83 ; 86 ; 127).



moralité, c'est-à-dire avec la métaphysique pratique, et plus précisément avec les conditions *subjectives* de réalisation de cette dernière :

Il est toujours possible que ce concept soit excessif pour la raison spéculative ; il se peut aussi que les propriétés que nous attribuons à l'être ainsi pensé, utilisées objectivement, cachent un anthropomorphisme ; en utilisant ce concept, on ne veut point cependant déterminer sa nature, qui est pour nous inaccessible, mais nous voulons nous déterminer nous-mêmes ainsi que notre volonté<sup>1128</sup>.

Il est important de remarquer ici comment, à travers l'usage d'idées morales de Dieu et de liberté, ainsi que de principes régulateurs pour interpréter le but final et la cause suprême, Kant établit *une intersection entre l'usage déterminant de la raison pratique et l'usage réfléchissant du jugement téléologique* pour interpréter le développement des capacités morales de l'humanité.

## 6.5 - Histoire, politique et imagination pratique

Cet entrecroisement entre des jugements déterminants et des jugements réfléchissants devient peut-être plus explicite dans les écrits historiques et politiques de Kant. Cette idée n'est pas évidente chez Kant. En effet, quelqu'un comme Castoriadis reconnaît dans la troisième *Critique* un moment important de l'entreprise kantienne, lorsque « le caractère irréductible de la création et de la communauté acquièrent-ils, quoique à contrecœur, quelque statut philosophique » ; mais le problème est que « la création soit restreinte au domaine – ontologiquement privé de poids – de l'art »<sup>1129</sup>. Peut-être pouvons-nous toutefois trouver de la place pour une conception d'*imagination pratique*, qui ne soit pas restreinte au domaine esthétique.

Dans la deuxième section du *Conflit des facultés*, Kant distingue trois types d'histoire prospective (*vorhersagende*). Le premier type essaie de prévoir l'avenir sur la base des lois bien connues de la nature. Le second type, oraculaire ou prophétique (*weissagende*), devrait être obtenu par un élargissement surnaturel de la vision de l'avenir. Finalement, il y a l'histoire divinatoire (*wahrsagende*). Cette dernière va certes au-delà des lois de la nature, car il s'agit de l'histoire *morale* de l'homme (et non de son histoire naturelle) ; mais elle le fait en utilisant des signes naturels, et non des signes surnaturels comme l'histoire oraculaire. En effet, ses affirmations concernant le progrès moral de l'humanité doivent se fonder sur une certaine expérience de l'espèce humaine. Un événement doit donc être recherché, non comme

---

<sup>1128</sup> KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolegomènes aux Écrits de 1791*, op. cit., p. 1264 (Ak V, p. 457).

<sup>1129</sup> CASTORIADIS C., *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe II.*, Paris, Éd. du Seuil, 1986, p. 279.

cause de ce progrès, « mais seulement comme indication, comme *signe historique* (...) et qu'ainsi puisse être prouvée la *tendance* de l'espèce humaine considérée *en totalité*... »<sup>1130</sup>.

Il est évident que ce genre d'histoire morale ne peut pas atteindre le degré de certitude d'une prévision fondée sur des lois de la nature, comme celle des éclipses, car elle a trait à des êtres libres, auxquels on peut dire ce qu'ils doivent faire, mais dont on ne peut pas prédire ce qu'ils feront. Cela ne peut pas cependant signifier un abandon pur et simple de l'expérience : « Il faut que dans l'espèce humaine survienne quelque expérience qui, comme événement, indique une propriété et une capacité de cette espèce à être *cause* de son avancée vers le mieux et (puisque cela doit être l'acte d'un être doté de liberté) à en être l'*auteur* »<sup>1131</sup>.

Si l'expérience ne nous permet pas, de façon immédiate, de trancher la question du progrès, un événement extrait de l'expérience peut quand même opérer comme une *médiation*, ou mieux, comme une *présentation indirecte* de notre disposition morale. Kant regarde la Révolution Française comme un signe de ce genre, c'est-à-dire comme un événement (de son temps, c'est-à-dire actuel) qui peut être interprété comme un signe de progrès historique possible vers l'*idée* d'un état parfait, lequel a été défini comme ayant une constitution républicaine dans le *Projet de paix perpétuelle (Zum ewigen Frieden)* :

La seule constitution qui résulte de l'idée du pacte social, sur lequel doit se fonder toute bonne législation d'un peuple, est la constitution républicaine. Elle seule est établie, sur des principes compatibles, 1<sup>o</sup>, avec la liberté qui convient à tous les membres d'une société, en qualité d'hommes ; 2<sup>o</sup>, avec la soumission de tous à une législation commun, comme sujets ; et enfin 3<sup>o</sup>, avec le droit d'égalité, qu'ils ont tous, comme membres de l'État<sup>1132</sup>.

Pourquoi la Révolution ? En fait, Kant ne se focalise ni sur les conséquences de la Révolution ni sur les actions particulières ou les intérêts de ses participants directs. D'autant plus que quelques résultats effectifs de cet événement ont été violents, ce qui ne peut pas être vu comme un progrès moral. Néanmoins, Kant trouve un signe de progrès historique dans l'expérience des spectateurs qui ont accompagné la Révolution à distance et ont sympathisé avec ses idéaux républicains. Ce qui est important, c'est la façon de penser des spectateurs qui :

(...) manifeste pourtant une participation (*Theilnehmung*) si universelle et, en tout cas, non intéressée (*uneigennützig*) pour les participants d'un camp contre ceux de l'autre, et ainsi prouve (à cause de l'universalité) un caractère de l'espèce humaine en totalité et en même temps (à cause du désintéressement) un caractère moral de celle-ci, du moins dans ses dispositions, qui non seulement laisse espérer le progrès vers le mieux, mais même déjà *est* un tel progrès, dans la mesure où elle en est pour

---

<sup>1130</sup> KANT I., *Le Conflit des facultés*. In: *Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986., p. 894 (Ak VII, p. 84).

<sup>1131</sup> *Ibid.*, p. 893 (Ak VII, p. 84).

<sup>1132</sup> KANT I., *Projet de paix perpétuelle*. In: *Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986., p. 341-2 (Ak VIII, p. 349-350).

aujourd'hui suffisamment capable (...) cette révolution, dis-je, trouve cependant dans les esprits de tous les spectateurs (qui n'ont pas eux-mêmes été impliqués dans ce jeu) une *participation*, au niveau de ses souhaits, qui confine à l'enthousiasme, et dont l'extériorisation même comportait un danger, participation donc qui ne peut avoir d'autre cause qu'une disposition morale dans l'espèce humaine<sup>1133</sup>.

Ce passage a fait l'objet de plusieurs interprétations. Dans la mesure où Kant parle de spectateurs non intéressés, cette réaction vis-à-vis de la Révolution semble être de nature esthétique. Quelqu'un comme Hannah Arendt suit cette piste dans son interprétation esthétique de la politique, où « le domaine public est constitué par les critiques et les spectateurs, non par les acteurs ou les décideurs (*makers*) »<sup>1134</sup>. Arendt affirme d'ailleurs que « le spectateur est impartial par définition »<sup>1135</sup>. Certes, cela peut être le cas dans le jugement esthétique, comme nous l'avons vu, mais il n'est rien moins que certain que cette perspective puisse être transférée à la contemplation d'un événement politique. En fait, les spectateurs de la Révolution ne sont pas considérés par Kant comme impartiaux, car il parle de « participation *passionnée* au Bien, l'*enthousiasme* »<sup>1136</sup>. Certes, il ne s'agit non plus d'un simple intérêt particulier, mais de moralité, étant donné que « le véritable enthousiasme ne porte toujours que sur l'*idéal*, à savoir sur l'élément purement moral, par exemple le concept du droit, et ne peut être greffé sur l'intérêt ». Ainsi, dans ce cas, il faut penser le jugement réfléchissant avec le jugement déterminant pratique.

Ce rapprochement entre jugement esthétique et jugement politique n'est pourtant pas dénué de sens. En effet, la réponse du spectateur à la Révolution est à la fois esthétique, téléologique et morale. C'est pourquoi Makkreel la compare à l'analyse kantienne du sublime. Le spectacle de cette révolution est marqué par une certaine grandeur et, comme dans le sublime, cela implique la transgression de limites. Les deux demandent un changement de perspective pour transformer ce qui au premier abord peut être affreux en quelque chose d'admirable. Nos représentations de l'océan sont sublimes pourvu que nous fassions abstraction de son contenu effectif ; de même, la Révolution Française n'est sublime que si nous faisons abstraction de ses participants directs et de la violence qu'ils peuvent avoir commis. C'est cela qui permet le remplacement d'une condamnation morale de la révolution par une réflexion portant sur des aspects téléologiques et moraux qui inspirent le sentiment d'enthousiasme<sup>1137</sup>. Alain Renaut, à son tour, parle lui aussi d'une « solution esthétique » au

---

<sup>1133</sup> KANT I., *Le Conflit des facultés*, op. cit., p. 894-5 (Ak VII, p. 85). Traduction modifiée.

<sup>1134</sup> ARENDT H., *Lectures on Kant's Political Philosophy*, University of Chicago Press, 1989, p. 63.

<sup>1135</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>1136</sup> KANT I., *Le Conflit des facultés*, op. cit., p. 896 (Ak VII, p. 86).

<sup>1137</sup> Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant*, op. cit., p. 150-1.

problème du droit, c'est-à-dire au problème du *passage* de la nature à la liberté. En soulignant notamment la nature esthétique de la considération des progrès historiques du droit, il privilégie la comparaison avec le beau et la symbolisation de la moralité :

C'est en effet une « cause morale » qui, sans qu'ils s'en rendent compte, incite les spectateurs à l'enthousiasme, car la constitution républicaine vers laquelle la révolution achemine les hommes est non seulement « conforme au droit », mais aussi « moralement bonne » (elle prépare à la moralité) ; en conséquence, comme dans tout jugement esthétique, le Beau (ici le droit) est symbole du Bien : la légalité présente de façon incomplète (ce par quoi il s'agit d'une symbolisation) la moralité (de façon incomplète, puisqu'elle ne fait que la préparer), et c'est donc la disposition morale des spectateurs qui trouve une satisfaction indirecte dans un tel progrès du droit et qui suscite leur sympathie<sup>1138</sup>.

On voit donc cette imbrication entre réflexion et détermination pratique, de sorte que l'interprétation peut rapporter la contingence d'un fait historique d'actualité à la recherche du sens essentiel et de la finalité de l'humanité. L'histoire divinatoire utilise un événement historique particulier comme un signe qui non seulement indique un meilleur avenir pour l'humanité (téléologie), mais aussi confirme une prédisposition morale (détermination) qui peut aider à réaliser un tel avenir. Nous pouvons voir ici le mouvement du jugement réfléchissant du particulier à l'universel, dans la mesure où la Révolution Française apparaît comme une intimation historique de la confédération universelle des états républicains projetée par l'idée téléologique d'une société cosmopolitique. Telle interprétation réfléchissante est *authentifiée* par la tendance morale universelle révélée dans l'expérience historique du spectateur-participant.

En outre, la réponse du spectateur-participant n'implique aucun jugement à propos de son intention morale ou de sa conscience, mais indique « une façon de penser » (*Denkungsart*) qui expose le caractère moral et la destination de l'humanité. Comme dans le cas du jugement de goût, nous avons ici un mode réflexif de jugement qui vise un consensus social et fait appel à un *sensus communis*. Pour Kant, la raison pratique doit authentifier l'interprétation de l'histoire, mais aucun jugement déterminant fondé sur la raison toute seule ne peut saisir la signification historique des événements particuliers.

Cela implique un processus de médiation culturelle et sociale auquel l'imagination contribue fortement. En effet, en ce qui concerne sa fonction fondamentale de médiation entre sensibilité et raison, le rôle de l'imagination a été bien explicité lors de la production d'idées esthétiques, mais cela n'est pas aussi clair dans le jugement téléologique. Néanmoins, l'imagination joue bien un rôle dans la présentation d'idées téléologiques qui représentent symboliquement la réalisation des idées de la raison pratique dans l'histoire, dans le temps.

---

<sup>1138</sup> RENAUT A., *Kant aujourd'hui*, Paris, Aubier, 1997, p. 409.

C'est-à-dire que l'imagination est impliquée dans l'usage d'une expérience historique comme un signe du progrès en histoire. Le signe historique est plus concret et empirique que n'importe quel symbole religieux ou esthétique, mais il requiert encore de l'imagination. Dans l'*Anthropologie*, l'imagination est définie comme la faculté de se rendre délibérément présent le passé (mémoire) et de se représenter quelque chose dans le futur (prévision). En effet, ces deux facultés, dans la mesure où elles relèvent de la sensibilité, se fondent sur l'association des états passé et futur du sujet avec son état présent, et bien qu'elles ne soient pas elles-mêmes perceptions, elles servent à l'enchaînement de perceptions *dans le temps*, à nouer en une expérience cohérente ce qui n'est plus et ce qui n'est pas encore au moyen de ce qui est présent<sup>1139</sup>. D'ailleurs, le pouvoir d'utilisation de signes est regardé comme une extension de l'imagination et défini comme la faculté de *désignation*, laquelle consiste justement en relier le passé et le présent moyennant la désignation de signes dans le présent :

La faculté de connaissance du présent, en tant que moyen de relier la représentation du prévu à celle du passé, est la *faculté de désignation*. L'action par laquelle l'esprit opère cette liaison est la *désignation (signatio)*, dite aussi signalisation, et dont le degré reçoit le nom de *distinction*. Les formes des choses (intuitions), pour autant qu'elles ne servent que de moyens de représentation par concepts, sont des *symboles* ; la connaissance que procurent ces derniers est appelée symbolique ou *figurée (speciosa)*<sup>1140</sup>.

Dans l'interprétation kantienne de la Révolution Française comme un exemple d'histoire divinatoire, nous pouvons voir justement cette faculté de désignation en opération, dans la mesure où une réponse présente à un événement passé (récent) devient la base de prévision d'un avenir menant à un état républicain et à une société cosmopolitique. L'imagination est évidemment importante dans une telle interprétation, puisque n'importe quel événement passé (ou but futur) est par nature non directement « intuitionnable ». Or, l'imagination permet justement cette sensibilité ou intuition de ce qui n'est plus ou de ce qui n'est pas encore. Une histoire divinatoire qui anticipe le progrès vers un télos conçu de façon réfléchissante doit donc se fonder sur l'imagination pour pouvoir reconnaître le signe d'une tendance morale universelle dans un événement particulier. L'imagination est ici au service de la raison dans la présentation *symbolique* (et non directement, c'est-à-dire schématique) de ses idées dans l'histoire (dans le temps)<sup>1141</sup>.

En fait, ce problème du passage (toujours précaire) de l'intelligible au sensible, de la réalisation des idées suprasensibles dans le monde empirique, traverse toute la philosophie

---

<sup>1139</sup> Cf. KANT I., *Anthropologie du point de vue pragmatique*. In: *Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986, p. 1000 (Ak VII, p. 182).

<sup>1140</sup> *Ibid.*, p. 1008 (Ak VII, p. 191).

<sup>1141</sup> Cf. MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant*, op. cit., p. 153.

pratique de Kant, aussi bien dans l'éthique que dans le droit, ce qui revient à dire que l'*imagination pratique* y joue un rôle très important, même si parfois négligé par certaines lectures<sup>1142</sup>. *La religion dans les limites de la simple raison* nous permet d'illustrer ce point en ce qui concerne la question éthique. Kant explicite quelques éléments sur la difficulté de la tâche :

L'Idée sublime, jamais pleinement réalisable d'un corps éthique, se rétrécit dans des mains humaines ; elle devient alors une institution, qui pouvant sans doute n'en représenter purement que la forme, se trouve en ce qui concerne les moyens une telle totalité très limitée par les conditions de la nature humaine sensible. Mais comment s'attendre à pouvoir charpenter à partir d'un bois aussi courbe quelque chose de parfaitement droit ?<sup>1143</sup>

C'est pourquoi une multiplicité d'hommes unis dans cette intention ne peut pas encore s'appeler le corps éthique lui-même, mais seulement une société particulière qui tend à l'unanimité de tous les hommes pour édifier un tout éthique absolu, « dont chaque société partielle n'est qu'une représentation ou un schème »<sup>1144</sup>. C'est ainsi que Kant établit une distinction entre Église invisible et Église visible :

Un corps éthique sous une législation divine morale est une *Église*, qui, pour autant qu'elle n'est pas l'objet d'une expérience possible, se nomme L'*Église invisible* (simple Idée de l'union de tous les hommes droits de cœur sous le gouvernement du monde divin, immédiat, mais moral qui sert d'archétype à toutes celles que les hommes veulent établir). L'*Église visible* est l'union effective des hommes en un tout qui s'accorde avec cet Idéal<sup>1145</sup>.

Dans la projection de cet idéal, l'imagination peut utiliser des images et des configurations religieuses culturellement et historiquement situées, auxquelles Kant se réfère comme schématiques ou symboliques. Ainsi, une religion historique peut servir comme représentation visible (un « schème ») du royaume invisible de Dieu. Néanmoins, la révélation (*Offenbarung*), interprétée comme foi historique, tout en prétendant avoir le témoignage des faits, doit reconnaître sa précarité sensible : « La *pure croyance religieuse* est celle qui, seule, peut à la vérité fonder une Église universelle (...) tandis qu'une croyance historique, simplement fondée sur des faits, ne peut étendre plus loin son influence que les informations autorisant à juger de sa crédibilité ne peuvent parvenir sous les conditions de temps et de lieu »<sup>1146</sup>. De là vient l'importance accordée par Kant dans le paragraphe consacré

---

<sup>1142</sup> Pour une analyse de ce thème, voir PERES D., « Imaginação e razão prática », *Analytica*, 2008, vol. 12, n° 1, p. 99-130.

<sup>1143</sup> KANT I., *La Religion dans les limites de la simple raison*. In: *Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986, p. 122 (Ak VI, p. 100).

<sup>1144</sup> *Ibid.*, p. 116-7 (Ak VI, p. 96).

<sup>1145</sup> *Ibid.*, p. 122 (Ak VI, p. 101).

<sup>1146</sup> *Ibid.*, p. 124 (Ak VII, p. 103).

à la faculté de la désignation (l'imagination) de l'*Anthropologie* à la distinction du symbolique (imagination) et de l'intellectuel (raison) :

C'est *exaltation* que de donner les phénomènes réels du monde, offerts aux sens, pour pur symbole d'un monde intelligible dissimulé dans la réserve. Mais c'est participer aux *lumières* que de distinguer dans les présentations des concepts (appelés idées) appartenant à la moralité, qui constitue l'essence de toute religion, et, par là, à la raison pure, le symbolique de l'intellectuel (le culte de la religion), l'*enveloppe* pour un temps utile et nécessaire de la chose elle-même ; sinon, on échange un *idéal* (de la raison pratique) contre une *idole* et l'on manque le but final<sup>1147</sup>.

Même si, en termes objectifs, la loi morale peut ne pas avoir besoin directement de sa médiation lors de son application<sup>1148</sup>, en termes subjectifs (en tenant compte de la limitation humaine), l'imagination peut tout de même aider à rendre plus concret l'idéal de la raison pratique en lui donnant un contenu intuitif, précaire mais temporellement utile. L'importance d'une telle représentation symbolique se montre avec toute force dans le texte de la *Religion*.

En ce qui concerne l'autre versant de la philosophie pratique, le droit, Kant affirme dans la *Doctrine du droit* que la constitution juridique parfaite est la chose en soi elle-même :

Tout factum (fait) est objet *dans le phénomène* (des sens), en revanche, ce qui ne peut être présenté que par raison pure, ce qui doit être compté au nombre des *Idées* auxquelles on ne peut faire correspondre dans l'expérience aucun objet adéquat, ainsi une *constitution juridique parfaite* (*vollkommene rechtliche Verfassung*) parmi les hommes, voilà la chose en soi elle-même (*das Ding an sich selbst*)<sup>1149</sup>.

Dans *Le Conflit des facultés*, Kant établit une distinction entre *respublica noumenon* et *respublica phaenomenon* qui ne va pas sans rappeler celle entre Église invisible et Église visible :

L'*Idée* d'une constitution s'accordant avec le droit naturel des hommes, c'est-à-dire celle où ceux qui obéissent aux lois doivent aussi, en même temps, par leur réunion, être législateurs, est à la base de toutes les formes d'État, et la société qui, conçue, en conformité avec elle, selon des purs concepts de la raison, s'appelle un *Idéal* platonicien (*respublica noumenon*), est non pas une chimère vide, mais la norme éternelle pour toute constitution politique en général, et écarte toute guerre. Une société civile organisée conformément à cette Idée es est la *présentation* (*Darstellung*) dans l'expérience, suivant des lois de la liberté, à travers un exemple (*respublica phaenomenon*), et elle ne peut être acquise que péniblement, après de multiples combats et de multiples guerres<sup>1150</sup>.

On voit ainsi que la réalisation de l'idée du droit implique un processus pénible, marqué par des multiples combats et guerres. Kant reconnaît d'ailleurs qu'à l'origine c'est la force, et non le droit, qui a fait l'union civile : « (...) il ne restera d'autre moyen de réaliser dans la pratique l'idée d'un état constitutionnel que la force, sur laquelle on fonde ensuite le droit

---

<sup>1147</sup> KANT I., *Anthropologie du point de vue pragmatique*, op. cit., p. 1009 (Ak VII, p. 191-2).

<sup>1148</sup> Comme nous avons vu lors de l'analyse de la typique de la raison pratique.

<sup>1149</sup> KANT I., *Premiers principes métaphysiques de la doctrine du droit*. In: *Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986, p. 64ç (Ak VI, p. 371).

<sup>1150</sup> KANT I., *Le Conflit des facultés*, op. cit., p. 902 (Ak VII, 90-1).

public. Quoique sans doute on ne puisse s'attendre, dans l'exécution de cette idée, qu'à des contrastes frappants avec la théorie »<sup>1151</sup>. La politique est justement l'exécution de cette idée, c'est-à-dire que c'est à la politique d'établir ce passage des principes purs du droit au droit positif : « La politique en tant qu'elle est doctrine du droit en exécution (*als ausübender Rechtslehre*), ne saurait donc être en contradiction avec la morale considérée comme la théorie du droit »<sup>1152</sup>.

Kant conçoit l'action politique, à l'aune de sa conformité avec les principes du droit rationnel, en tant qu'une action de réformes des institutions existantes et des législations positives. La politique est alors la réalisation (toujours précaire) de l'idée du droit, une réalisation qui doit être toujours réexaminée, reformée, aussitôt que tel nécessité devienne explicite pour la faculté de juger et dès que les conditions soient favorables à un tel changement. Mais qui doit effectuer les réformes ? Kant écrit dans la *Doctrine du droit* : « Il doit pourtant bien être possible au souverain de modifier la constitution politique existante lorsqu'elle est difficilement conciliable avec l'Idée du contrat originaire, et d'y introduire malgré tout cette forme indispensable pour permettre au peuple de se constituer en État »<sup>1153</sup>.

C'est ainsi au souverain d'effectuer les réformes. Dans ce passage, souverain est pensé en opposition au peuple, de sorte que Kant se réfère bien au gouvernant. À ce titre, dans le *Projet de paix perpétuelle*, Kant introduit la figure du politique moral (*der moralische Politiker*), l'agent de telles réformes. En effet il représente justement la combinaison entre morale et politique (au sens de prudence et stratégie fondées sur l'empirie pour gouverner les hommes). Le politique moral est alors « un homme d'État qui n'agit que d'après des principes avoués par la morale »<sup>1154</sup>. Il est introduit en opposition au moraliste politique, qui accommode la morale aux intérêts de l'homme d'État. Le politique moral doit en revanche sacrifier, si nécessaire, ses propres intérêts au profit de changements conformes au droit naturel établi sur la raison. Néanmoins, Kant ne préconise pas non plus une action révolutionnaire, qui romprait violemment les liens de la société civile existante avant même d'avoir une meilleure forme à substituer à l'ancienne ; mais « ce qu'on peut exiger des gouvernants, c'est qu'ils aient toujours devant les yeux le devoir d'opérer ces réformes et de tendre par des progrès continuels vers la meilleure constitution possible »<sup>1155</sup>.

---

<sup>1151</sup> KANT I., *Projet de paix perpétuelle*, op. cit., p. 366 (Ak VIII, p. 371).

<sup>1152</sup> *Ibid.*, p. 364-5 (Ak VIII, p. 370). Traduction modifiée.

<sup>1153</sup> KANT I., *Premiers principes métaphysiques de la doctrine du droit*, op. cit., p. 612 (Ak VI, p. 340).

<sup>1154</sup> KANT I., *Projet de paix perpétuelle*, op. cit., p. 367 (Ak VIII, p. 372).

<sup>1155</sup> *Ibid.*, p. 367 (Ak VIII, p. 372).



On voit donc qu'à la différence du philosophe moral, le politique moral est soumis aux impératifs de la prudence politique, car c'est à lui d'effectuer la médiation entre théorie et pratique. Son action est pourtant guidé par des principes purs de la raison pratique. La sagesse politique (*Staatsweisheit*) apparaît de la sorte comme l'union de la prudence politique constituée empiriquement avec la morale en tant que théorie pure du droit. C'est ainsi que « le problème d'un droit civil, public et cosmopolitique, n'est pour le moraliste politique qu'un problème technique, au lieu qu'il devient problème moral pour le politique moral »<sup>1156</sup>. Cependant, comme nous l'avons vu, ce problème moral, même s'il est un devoir inconditionnel de réformer la constitution et de la rendre conforme à l'idée du droit, requiert pour sa solution des circonstances favorables, de sorte que la sagesse politique doit déterminer empiriquement le bon moment de la réforme. À ce titre, c'est justement la Révolution Française (ainsi que l'indépendance américaine) qui sert de *signe* de l'*actualité* des réformes :

La sagesse politique, *dans l'état actuel des choses (in dem Zustande, worin die Dinge jetzt sind)*, se fera donc un devoir [la réalisation] de réformes adéquates à l'idéal du droit public ; mais elle ne se servira point des révolutions que la nature des choses amène pour s'autoriser à une oppression plus tyrannique encore ; elle en profitera au contraire, pour établir, par des réformes solides, sur des principes de liberté, une constitution légale, la seule qui soit durable<sup>1157</sup>.

La conjoncture conduit la sagesse politique à convertir en devoir ce qui était déjà *a priori* reconnu comme devoir. Bien entendu, la raison pratique ne se mesure pas selon l'empirique. La validité de ses principes ne connaît aucune détermination temporelle ou spatiale. Il s'agit plutôt d'affirmer l'histoire comme condition pour la reconnaissance des concepts pratiques *a priori*. Autrement dit, l'histoire donne matière à la réflexion, qui cherche alors la forme qui l'organise, et cette forme a son origine dans la raison pure pratique. On ne peut pas attribuer à Kant un historicisme qui menacerait sa philosophie transcendantale, mais on ne peut pas non plus oublier l'attention qu'il accorde aux conditions *subjectives* d'application des principes de la raison<sup>1158</sup>. Un certain état de choses (comme la Révolution) se montre ainsi nécessaire en tant qu'occasion privilégiée pour que la réalisation de l'idée pratique puisse avancer. Cette occasion apparaît alors comme un signe qui pointe vers cette idée, ce qui ne peut se produire que par l'imagination dans sa fonction de faculté de désignation. La réforme en soi demande aussi de l'imagination car il s'agit de produire, selon le contexte, une nouvelle constitution en tant que symbole ou représentation (toujours

---

<sup>1156</sup> *Ibid.*, p. 372 (Ak VIII, p. 377).

<sup>1157</sup> *Ibid.*, p. 368 (Ak VIII, p. 373). Traduction modifiée.

<sup>1158</sup> Cf. PERES D., « Direito, história e esquematismo prático », *Discurso*, 2004, n° 34, p. 117.

précaire) de la *respublica noumenon*. Dans l'intéressante formulation d'Alain Renaut, la bonne réforme apparaît comme une belle œuvre (d'un génie ?) :

Lorsque Kant pense la fin de l'histoire comme réalisation du droit, il pense donc aussi cet horizon en termes de *système*. Cette précision a d'importantes conséquences, car si l'histoire réalise progressivement le droit comme système (...), chaque progrès accompli dans l'ordre du droit va apparaître *comme une présentation sensible de l'Idée de système : il sera donc l'occasion d'une expérience esthétique (...)* et la bonne réforme aura dès lors le statut d'une belle œuvre<sup>1159</sup>.

La sagesse politique concerne alors le jugement réfléchissant et l'imagination. De plus, elle concerne aussi ce que Kant appelle *sensus communis* dans la troisième *Critique*. Dans le paragraphe 40 de cet ouvrage, Kant écrit le suivant :

Or, sous l'expression de *sensus communis*, il faut entendre l'idée d'un sens *commun à tous*, c'est-à-dire d'une faculté de juger qui dans sa réflexion tient compte, lorsqu'elle pense (*a priori*), du mode de représentation de tous les autres êtres humains afin d'étayer son jugement *pour ainsi dire* de la raison humaine dans son entier, et ainsi échapper à l'illusion qui, produite par des conditions subjectives de l'ordre du particulier, exercerait sur le jugement une influence néfaste<sup>1160</sup>.

Le politique moral doit être celui qui a le *sensus communis* le plus développé, parce qu'il est informé de la théorie (*in abstracto*) mais aussi attentif aux circonstances (*in concreto*). Ainsi, il sera capable de réfléchir et de juger si les conditions sont favorables ou non à ce que la raison détermine comme devoir<sup>1161</sup>. Pour reprendre encore une fois l'exemple de la Révolution Française, celle-ci aurait rendu plus claire ou concrète l'idée d'une constitution républicaine (*respublica noumenon*) car elle serait prise comme objet de réflexion par la faculté de juger et produirait un effet (par exemple, un certain sentiment d'enthousiasme) sur le *sensus communis* du politique moral, ce qui lui permettrait de désigner cet événement comme signe du progrès et comme un moment adéquat pour l'effectuation de réformes. Or, rendre concevable un concept ou une idée par le biais de sa présentation (dans un certain contexte ou dans certaines circonstances) est l'acte même de schématiser ou de symboliser.

---

<sup>1159</sup> RENAUT A., *Kant aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 407. Dans un autre passage, il écrit: « En ce sens, c'est donc avant tout comme objet d'une expérience esthétique que le droit (à travers ses progrès historiques) permet de penser un passage de la nature à la liberté. En premier lieu, chaque progrès de la légalité, qui se laisse penser à partir du dessein de la *nature*, fait signe, comme s'il était l'œuvre d'un mystérieux génie, vers l'Idée d'un système du droit (constitution républicaine, système de tous les Etats). En second lieu, l'ordre social le plus beau qu'il évoque (et qu'il contribue à engendrer) est lui-même, en tant que systématique, symbole de l'autonomie de la volonté qui définit le Bien moral, autrement dit la liberté » (*Ibid.*, p. 409). Néanmoins, Renaut ne semble pas accorder beaucoup d'importance à la figure du politique moral, en privilégiant celle du philosophe. C'est au moins ce que ce passage laisse penser : « L'accord entre nature et liberté n'a, en ce sens, nulle valeur constitutive : nature et liberté ne se lient que dans l'expérience subjective du philosophe réfléchissant son sentiment de plaisir face aux progrès historiques du droit » (*Ibid.*, p. 410-11).

<sup>1160</sup> KANT E., *Critique de la faculté de juger*, *Oeuvres philosophiques*, tome 2 : *Des Prolégomènes aux Écrits de 1791*, *op. cit.*, p. 1072 (Ak V, p. 293).

<sup>1161</sup> Cf. PERES D., « Direito, história e esquematismo prático », *op. cit.*, p. 119.

La politique est alors l'activité par excellence qui réunit le jugement déterminant et le jugement réfléchissant. Notamment dans l'action du politique moral, le lien entre raison pratique et imagination apparaît plus clairement, lors de la réalisation des idées suprasensibles dans le monde sensible. En effet toute institution juridico-politique historiquement construite constitue un moment de réalisation de l'idée du droit, la *respublica noumenon*. Ainsi, la politique en tant que doctrine du droit en exécution (*als ausübender Rechtslehre*) est l'activité à la fois réfléchissante et déterminante dont le sens est la réforme et la correction des configurations juridiques concrètes ; c'est-à-dire qu'elle est une activité de positivation de la raison, même si elle est toujours précaire.

## **Chapitre 7 – Détranscendantalisation, idéalizations et imagination capitaliste : esquisse d'un modèle théorique de pratique sociale capitaliste**

### **7.1 – Kant avec Marx (et Hegel)? Habermas et son projet de détranscendantalisation**

Après cette analyse de la philosophie pratique kantienne, nous pouvons reprendre notre problème de départ : comment repenser la pratique sociale capitaliste en essayant de rendre compte de sa créativité, de son inventivité, en un mot de sa capacité à engendrer des processus historiques diversifiés et plastiques ? Nous venons de voir que la description que Hegel fournit de la philosophie pratique kantienne dans les passages de la *Science de la logique* déjà mentionnés mérite d'être approfondie à partir d'une lecture plus générale des textes kantien eux-mêmes. On y constate que, sans renoncer à sa perspective transcendantale, Kant se montre sensible à la question du contexte, de l'histoire et des circonstances d'application des principes purs de la raison, de sorte que l'accusation de « formalisme vide » doit sans nul doute être remise en question. Lors de la résolution du problème du passage du suprasensible au sensible, nous avons vu que Kant articule de façon assez originale les dimensions de la transcendance et de l'immanence, ce qui nous renvoie au concept de *trans-immanence* que nous cherchons à développer à partir d'une lecture de Marx. En effet, sans nier que les idées pratiques soient suprasensibles et ne puissent jamais recevoir une présentation complète ou pleinement adéquate dans une intuition sensible, ou alors, ce qui revient au même, se réaliser complètement dans le monde empirique, Kant souligne le rôle de l'imagination, qui intègre le jugement réfléchissant et aide à former la médiation entre le transcendantal et l'empirique, tout en contribuant à un usage immanent (à partir d'une activité de symbolisation) et attentif aux circonstances des principes pratiques purs.

Il est bien évident que ce rapprochement entre Kant et Marx ne peut pas aller sans quelques réserves. Comme nous le rappelle Etienne Balibar, il y a dans le passage de l'idéalisme allemand au matérialisme historique de Marx un processus philosophiquement important de *détranscendantalisation* du sujet, notamment à partir de la problématique du fétichisme. À ce titre, il vaut la peine de citer un long extrait où il interprète la théorie du fétichisme de Marx comme une sorte de réagencement et de réunion de trois domaines qui apparaissent scindés chez Kant (d'où la problématique du passage), mais dont le résultat majeur est de montrer la « genèse de la subjectivité » :

Mais dans cette perception se combinent immédiatement le réel et l'imaginaire (ce que Marx appelle le « suprasensible », la « phantasmagorie » des marchandises autonomes, qui dominent leurs producteurs), ou encore la *donnée* des objets d'expérience avec la *norme* de comportement qu'ils appellent (...) Du point de vue de l'idéalisme classique, il pourrait donc sembler que Marx a simplement procédé à une réunion (qui pourrait être une *confusion*) des trois points de vue correspondant respectivement à la science (intelligibilité des phénomènes), à la métaphysique (illusions nécessaires de la pensée pure) et à la morale ou « raison pratique » (impératif de la conduite). Mais la comparaison fait aussitôt ressortir l'originalité de cette théorie de la constitution du monde par rapport à celles qui la précèdent dans l'histoire de la philosophie (et que, naturellement, Marx connaissait intimement) : c'est qu'elle ne procède de l'activité d'aucun sujet, en tout cas d'aucun sujet qui soit pensable sur le modèle d'une conscience. En revanche, elle constitue des sujets, ou des formes de subjectivité et de conscience, dans le champ même de l'objectivité. De sa position « transcendante » ou « transcendantale », la subjectivité est passée en position d'effet, de résultat du procès social. Le seul « sujet » dont parle Marx, c'est un sujet pratique, multiple, anonyme, et par définition non conscient de lui-même. En fait un *non-sujet* : à savoir « la société », c'est-à-dire l'ensemble des activités de production, d'échange, de consommation, dont l'effet combiné est perceptible pour chacun en dehors de lui, comme propriété « naturelle » des choses<sup>1162</sup>.

Si cette critique de l'idéalisme et du sujet constituant en quelque sorte le monde, mise en avant par Balibar, est fondamental pour comprendre l'héritage philosophique de Marx, il existe tout de même le danger de retomber dans un autre problème, à savoir celui d'une conception excessivement structurale ou systémique qui finit par regarder l'agent social comme un support passif des rapports sociaux, en supprimant de l'analyse la dimension de l'action (*agency*), c'est-à-dire de l'agent-sujet, même s'il s'agit d'un sujet constitué socio-historiquement. C'est dans ce sens que nous pouvons penser un certain retour à Kant, voire une sorte de méta-critique kantienne de Marx (et peut-être aussi de Hegel) dans la mesure où Kant n'est pas seulement celui qui exprime de façon irréfléchie les « scissions de la modernité » (comme le veut Habermas<sup>1163</sup>), mais également celui qui pense de manière rigoureuse et complexe les *passages* entre elles ainsi que les *tensions* constitutives d'un tel mouvement, sans néanmoins dissoudre de telles différenciations – et c'est précisément ce geste théorique qui nous intéresse. Or, notre but est justement celui d'interpréter le capitalisme comme un modèle de formation sociale essentiellement tendu, qui est toujours aux prises avec le problème du passage du plan « normatif » et « suprasensible » des postulats de l'abstraction capitaliste au plan des configurations concrètes qui marquent sa dynamique effective et tissent en grande partie le monde moderne – un processus non exempt de crises et de conflits, mais également caractérisé par des tendances diversifiées et plastiques. Ce qui

---

<sup>1162</sup> BALIBAR E., *La philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, 2014., p. 117-8.

<sup>1163</sup> « Kant exprime le monde moderne dans un édifice intellectuel. Ce qui signifie seulement que les traits essentiels de l'époque se reflètent comme dans un miroir dans la philosophie kantienne, sans que Kant ait compris la modernité comme telle. (...) C'est que Kant n'éprouve nullement comme des scissions les différenciations qui ont scindé la raison, les articulations formelles intervenues dans la culture et, d'une façon générale, la division des sphères [du savoir, de la foi et des rapports sociaux] » (HABERMAS J., *Le discours philosophique de la modernité: douze conférences*, Paris, Gallimard, 1988, p. 23).

marque du début à la fin la philosophie kantienne est fondamentalement l'*hétérogénéité* profonde entre phénomène et chose en soi, entre concept et objet, entre métaphysique et réalité, sans pour autant laisser de réfléchir aux modes d'interaction entre de telles dimensions distinctes, dans un mouvement articulant transcendance et immanence. C'est justement cet aspect d'*incommensurabilité* entre les impératifs de l'abstraction capitaliste et la réalité effective que nous avons voulu, depuis le début de cette thèse, préserver et prendre au sérieux. C'est donc le fait que Kant ait construit son système philosophique et les liaisons et passages internes à celui-ci, tout en maintenant en son sein les « scissions » et les abîmes qui caractérisent par exemple le rapport du monde moral au monde naturel, qui nous intéresse ici.

Le sens d'une éventuelle « métacritique » kantienne se montre alors en ce que Kant a essayé de penser les passages d'après une *conception complexe d'action*, et c'est sur quoi l'insiste Terra : « La présentation du schéma de l'architecture de la philosophie pratique kantienne doit contempler les différents plans et niveaux de la complexe conception d'action de Kant. Cela afin de, peut-être, imposer les restrictions appropriées au fameux 'formalisme vide kantien' »<sup>1164</sup>. Or, une telle conception complexe comporte, à côté de l'aspect déterminant de l'impératif catégorique, un espace pour l'imagination. Cela signifie que, loin d'un formalisme vide, la philosophie pratique kantienne inclut un moment important d'attention aux circonstances, aux moments historiques et à une immanence dans l'application des principes. Dans le même temps, l'imagination signifie une certaine liberté par rapport au donné sensible, une capacité de le regarder autrement, lors de son activité de « schématisation » ou de symbolisation qui vise à présenter sensiblement l'intelligible – présentation toujours précaire et révisable, ce qui exige une perspective de progrès à l'infini. Nous croyons que ce mouvement peut nous aider à illustrer et à approfondir la perspective de la trans-immanence que nous avons cherché à développer dans la première partie de la thèse. En effet il montre que le problème du passage, la quête de réalisation d'un principe suprasensible dans un monde sensible, doté de sujets soumis à des inclinations naturelles, signifie à la fois un mouvement *incessant* de réforme et d'amélioration (qui pointe vers une transcendance) et une attention constante aux circonstances (immanence), une attention qui inclut une liberté imaginaire par rapport au donné.

Dans la première partie de cette thèse, nous avons compris le capitalisme comme étant marqué par cette hétérogénéité radicale entre les idéalizations « suprasensibles » de l'abstraction capitaliste et le monde existant, concret. En quoi Kant peut-il nous aider à

---

<sup>1164</sup> TERRA R., « A arquitetura da filosofia prática kantiana », *op. cit.*, p. 305

approfondir ce tableau ? En fait, Kant montre qu'un passage franchissant cet abîme entre les deux dimensions ne peut être trouvé que si nous concevons une activité de désignation et de symbolisation, qui à son tour exige un rôle productif de l'imagination. S'il en est ainsi, les configurations concrètes du capitalisme doivent être comprises comme autant de symboles, de présentations sensibles de quelque chose d'inatteignable et de « métaphysique », à savoir une survaleur ou une accumulation infinie. Il y aurait donc, à la base de la pratique sociale capitaliste, un appel à l'imagination, à une imagination proprement capitaliste, puisqu'elle serait suscitée par le principe « pur » ou « suprasensible » de l'abstraction capitaliste.

Néanmoins, pour effectuer cette transition d'une compréhension transcendantale de l'imagination pratique vers une conception détranscendantalisée de l'*imagination capitaliste*, nous devons esquisser une reformulation de la pratique sociale capitaliste. Or, pour qu'il soit possible de s'approprier la conception kantienne d'imagination pratique, il faut une reconstruction du transcendantal pratique kantien, c'est-à-dire de sa métaphysique pratique et de ses idées rationnelles suprasensibles selon les termes d'une *théorie sociale de l'action ou de l'agir*.

Dans la philosophie contemporaine, Jürgen Habermas est celui qui a essayé de la manière la plus conséquente de refonder, en quelque sorte dans le sillage de Hegel et Marx, les conceptions kantiennes de la raison, du sujet rationnel et du transcendantal, dans un moule sociohistorique. Dans sa théorie de l'agir communicationnel, l'usage détranscendantalisé de la raison retrouve dans le langage ce dont Kant investissait son usage transcendantal, c'est-à-dire que la production d'*idéalisations* se trouve rapportée aux fonctions mêmes du langage. Ce dernier apparaît alors comme le *médium* à travers lequel on peut unir raison et expérience. Parmi les nombreux ouvrages dans lesquels Habermas développe sa pensée complexe et systématique, il nous semble y avoir un texte qui mérite notre attention, car il explicite d'une manière assez claire la base philosophique sur laquelle repose la théorie de l'agir communicationnel. Le débat avec Kant et le thème de la détranscendantalisation y apparaît d'ailleurs de manière centrale. Il s'agit de *Kommunikatives Handeln und detranszendentalisiert Vernunft* (publié dans *Zwischen Naturalismus und Religion*), qui a été traduit en français avec le titre *Idéalisations et communication : Agir communicationnel et usage de la raison*. En parlant de son propre projet à travers une mention de Thomas McCarthy, Habermas écrit :

La revendication d'une « raison située », que ce soit dans la tradition de la pensée historique qui va de Dilthey à Heidegger, ou dans celle de la pensée pragmatiste qui va de Peirce à Dewey (et, dans une certaine mesure, à Wittgenstein), a toujours été comprise comme un devoir de détranscendantalisation du sujet connaissant. Le sujet fini doit toujours déjà se trouver « dans le monde » – dans un monde qui le précède – sans pour autant tout à fait perdre sa spontanéité à « créer le monde ». On comprendra donc dès

lors que ce qui oppose McCarthy aux disciples de Heidegger, de Dewey et de Wittgenstein tourne à la querelle de famille autour de la question de savoir quel est le camp qui accomplit la détranscendantalisation de la bonne manière ; de deux choses l'une, en effet : ou bien les traces d'une raison transcendante se perdent dans les sables de l'historicisation et de la contextualisation, ou bien, *au contraire, une raison inscrite dans des contextes historiques conserve une force qui lui permet d'accéder à une transcendance de l'intérieur*. Dès lors que, dans le cadre de leur monde vécu, qui s'articule pour chacun à travers le langage, on postule une coopération entre des sujets capables d'apprendre, cette coopération conserve-t-elle *une force qui permette, par la révision, de transformer de manière rationnellement motivée l'agencement du monde ? La raison est-elle livrée à l'advenir d'un langage « ouvrant au monde » ou reste-t-elle en même temps une force qui « meut le monde » ?*<sup>1165</sup>

La transformation des idées qui, chez Kant, relèvent de la raison pure, en présuppositions « idéalisantes » nécessaires à l'activité communicationnelle – relevant donc d'une raison située – permettrait ainsi de concevoir une « transcendance de l'intérieur », qui constituerait une force capable de transformer de manière rationnellement motivée l'agencement du monde. Or, comme le note Habermas en utilisant un langage typiquement kantien, « par là s'instaure donc, dans la réalité sociale des contextes d'action et des institutions, *une tension transcendantale entre l'idéal et le réel, entre le règne de l'intelligible et celui des phénomènes* »<sup>1166</sup>. S'il s'agit cependant d'une raison située ou détranscendantalisée, cela veut dire qu'elle est déjà en quelque sorte effective. Comment comprendre alors le rôle *factuel* que doivent jouer les hypothèses *contrefactuelles* présupposées performativement lors d'un acte de parole ? Sur ce point, c'est un passage de Hoy et McCarthy cité par Habermas qui répond à cette question clairement :

Ce déplacement a pour effet de resituer l'opposition kantienne entre le réel et l'idéal *au sein* du domaine de la pratique sociale. L'interaction coopérative apparaît ainsi être structurée autour d'idées de la raison qui ne sont ni pleinement constitutives au sens platonicien, ni purement normatives au sens kantien. En tant que *présuppositions idéalisantes* que nous ne pouvons éviter dès lors que nous sommes engagés dans des processus d'entente mutuelle, elles sont *effectivement factuelles* dans l'organisation de la communication et en même temps *contrefactuelles* en ce sens *qu'elles vont au-delà des limites posées par la situation effective. Il en résulte que ces idées socio-pratiques de la raison sont à la fois « immanentes » et « transcendantes » aux pratiques constitutives des formes de vie*<sup>1167</sup>.

Comment justifier ces présuppositions idéalisantes ou « idées socio-pratiques » ? À ce titre, il faut d'abord noter que le genre d'explication que Habermas va réaliser sera nommé *reconstruction*, puisqu'il vise à saisir les structures générales et les conditions formelles du processus d'intercompréhension de la perspective du *participant*. L'ambition de Habermas est de partir du savoir *pré-réflexif* (*know how*) ancré dans la pratique quotidienne des sujets

<sup>1165</sup> HABERMAS J., *Idéalisations et communication : Agir communicationnel et usage de la raison*, traduit par Christian BOUCHINDHOMME, Paris, Fayard, 2006, p. 15-6. Nous soulignons.

<sup>1166</sup> *Ibid.*, p. 15. Nous soulignons.

<sup>1167</sup> HOY, J. et MCCARTHY, T., *Critical Theory*, Oxford, Blackweel, 1994, p. 38 *apud* HABERMAS J., *Idéalisations et communication*, p. 19. Nous soulignons.



agissants et parlants eux-mêmes et de le rendre explicite (*know that*). Toutefois, à la différence de Kant, il reconnaît d'entrée de jeu que sa reconstruction est faillible, qu'elle n'est pas un savoir *a priori*, mais demeure une hypothèse qui peut ne pas être vérifiée. Par là il essaie de s'inscrire dans ce qu'il appelle la « pensée post-métaphysique ». Dans sa *Théorie de l'agir communicationnel*, Habermas cherche ainsi à asseoir sa reconstruction pragmatique des idéalizations par le biais d'une exposition d'un processus empirique d'évolution sociale, de modernisation et de rationalisation de la société, en s'appuyant non seulement sur les travaux de Max Weber, mais aussi de Piaget, Durkheim et Mead<sup>1168</sup>.

Cela dit, selon la conception de pragmatique formelle défendue par Habermas, la structure interne de la rationalité propre à l'*agir* orienté vers l'entente se reflète dans les *suppositions* auxquelles les acteurs qui s'engagent dans cette *pratique* doivent *nécessairement souscrire*. On note alors un lien nécessaire qui s'établit entre l'agir ou la pratique (communicationnelle, en l'occurrence) et des suppositions ou des idéalizations. Toutefois, Habermas souligne que la nécessité qui s'attache à un tel « devoir » doit plutôt être comprise en un sens wittgensteinien qu'en un sens kantien. C'est-à-dire qu'« il ne faut pas les comprendre au sens transcendantal de conditions universelles, nécessaires et intelligibles, dénuées d'origine, mais au sens grammatical de ce que l'on ne peut pas éviter et qui résulte de la cohérence conceptuelle interne d'un système de comportement régi par des règles, système que nous avons acquis et appris à maîtriser mais qui n'en est pas moins 'incontournable pour nous' »<sup>1169</sup>.

À travers cette opération de détranscendantalisation et de déflation à laquelle le pragmatisme habermasien soumet l'approche kantienne, le sens d'une « analyse transcendantale » signifie dès lors la recherche des conditions qui doivent être remplies pour que certaines pratiques fondamentales puissent avoir lieu. Ces conditions sont présumées universelles, mais elles ne sont incontournables que *de facto*. Par ailleurs, les pratiques fondamentales sont celles qui ne trouvent aucun équivalent dans le cadre de nos formes de vie socioculturelles. Ainsi, si une langue naturelle peut être remplacée par une autre, le langage propositionnellement différencié en tant que tel (qui pour Habermas correspond à la faculté propre à l'espèce humaine) n'a pas de substitut.

Selon Habermas, la pratique langagière implique les présuppositions idéalissantes suivantes : la supposition commune d'un monde d'objets existant de manière indépendante ;

---

<sup>1168</sup> Voir le cinquième chapitre de HABERMAS J., *Theorie des kommunikativen Handelns. Band 2. Zur Kritik der funktionalistischen Vernunft*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1981.

<sup>1169</sup> HABERMAS J., *Idéalizations et communication*, op. cit., p. 19.

la supposition réciproque de la rationalité ou de l'« imputabilité » (*Zurechnungsfähigkeit*) ; l'inconditionnalité de prétentions à la validité qui excèdent le contexte, telles que la vérité ou la justesse morale ; et les présuppositions argumentatives exigeantes qui requièrent des participants qu'ils décentrent leurs perspectives d'interprétations. Pourquoi l'absence de telles présuppositions rendrait-elle impossible l'agir communicationnel ? Parce que les actes par lesquels on réfère à quelque chose ne peuvent ni réussir ni échouer sans un système préalable de référence ; si la rationalité n'est pas présupposée entre les participants, il ne peut y avoir entre eux ni compréhension, ni incompréhension ; si des énoncés qui possèdent la propriété d'être « vrais » dans un contexte donné pouvaient la perdre dans un autre, il serait impossible que la prétention à la vérité qui les accompagne puisse être mise en question dans quelque contexte que ce soit ; et, sans une situation communicationnelle qui promette d'imposer la force non contraignante du meilleur argument, aucun argument ne pourrait être pris en compte au titre d'argument « pour » ou d'argument « contre ».

Habermas ne laisse pas de souligner les affinités entre ces présuppositions et les idées kantiennes :

- Entre l'« idée cosmologique » de l'unité du monde (ou de la totalité des conditions dans le monde sensible) et la supposition pragmatique d'un monde objectif commun ;
- entre l'« idée de liberté » comme postulat de la raison pratique et la supposition pragmatique de la rationalité d'acteurs tenus comme pleinement responsables ;
- entre le mouvement totalisant de la raison en tant que « faculté d'idées » qui transcende tout conditionné en se fondant sur un inconditionné, et l'inconditionnalité des prétentions à la validité émises dans l'agir communicationnel ;
- enfin, entre la raison comme « faculté des principes », à laquelle est conféré le rôle d'un « tribunal suprême de tous les droits et de toutes les prétentions », et la discussion rationnelle comme forum incontournable de toute justification possible<sup>1170</sup>

Néanmoins, si le sujet transcendantal cesse de se situer, comme chez Kant, au-delà de l'espace et du temps pour se transformer en une multiplicité de sujets capables de parler et d'agir, dans quelle optique ces présuppositions ont-elles un contenu « idéal » ? Autrement dit, dans le cadre d'une raison située, comment maintenir le caractère suprasensible des idéalizations ? En effet, la détranscendantalisation conduit, d'une part, à inscrire les sujets socialisés dans des contextes vécus, et, d'autre part, à mêler la cognition au langage et à l'action. Dans ce cadre, Habermas affirme que « les hypothèses faisant fond sur un arrière-plan logico-transcendantal étant abandonnées, c'est désormais dans les idéalizations que les sujets capables de parler et d'agir assument que passent les idées de la raison. L'« idéal » érigé de manière figée en un « règne » se situant dans un au-delà se fluidifie dans des

---

<sup>1170</sup> *Ibid.*, p. 22.

opérations qui se déroulent ici-bas ; il change d'état et passe d'une transcendance stricte à la mise en œuvre d'une 'transcendance de l'intérieur' »<sup>1171</sup>. Par là Habermas veut dire qu'il n'existe pas de référence au monde qui serait purement et simplement indépendante du contexte. En essayant d'intégrer les leçons apportées par Heidegger et Wittgenstein, il accepte la thèse selon laquelle les sujets socialisés se trouvent toujours déjà dans des contextes propres aux mondes vécus et des pratiques langagières qui ouvrent sur le monde à partir de perspectives engendrées par les traditions et les usages. En même temps, il maintient que communiquer suppose que ceux qui participent à la communication puissent se comprendre par-delà les limites de mondes vécus divergents, et ce parce que, visant un monde objectif commun, ils sont guidés en l'occurrence par la prétention à la vérité, c'est-à-dire par la validité inconditionnée de leurs énoncés.

Introduisant une tension transcendantale entre l'idéal et le réel, les présuppositions pragmatiques idéalisantes, notamment celles qui concernent le domaine pratique, appellent à une « transformation » du monde (social). En ce qui concerne plus précisément la référence à l'idée kantienne de liberté, on note que, selon Kant, les êtres raisonnables se comprennent comme des acteurs agissant avec de bonnes raisons. Dans l'agir communicationnel aussi nous partons implicitement de l'idée que tous ceux qui s'y engagent sont des acteurs comptables de leurs actes, c'est-à-dire qu'ils agissent effectivement avec des motifs qu'ils peuvent justifier en raison. Néanmoins, il suffit de nous inscrire dans la pratique quotidienne pour remarquer que bien des assertions sont motivées par tout autre chose que de bonnes raisons. Sous cet angle empirique, l'imputabilité de l'agent communicationnel n'en est pas moins une supputation contrefactuelle que l'idée kantienne de la liberté. Il importe toutefois de remarquer que, pour les sujets agissants *eux-mêmes*, ce conflit entre idéal et réel perd, dans l'accomplissement de l'action, son caractère contradictoire. Du point de vue des personnes concernées ou des participants, on ne peut plus agir en adoptant en même temps le point de vue de l'observateur ; et le point de vue du participant exige l'adoption de cette présupposition. En outre, ce type de pratique langagière qui peut devenir argumentative, obéit à une idée : celle d'un élargissement permanent des frontières qui circonscrivent les formes actuelles de l'entente, dans un processus le plus inclusif possible.

À ce titre, en parlant de la prétention à la justesse des énoncés normatifs lors d'actes de parole régulatifs (et non plus simplement assertoriques), Habermas fait une référence importante à la conception kantienne de « règne des fins » :

---

<sup>1171</sup> *Ibid.*, p. 32.

L'image d'un « règne des fins » autodéterminé suggère, certes, l'existence d'une république des êtres raisonnables ; il ne s'agit toutefois que d'une construction qui, comme Kant le fait remarquer, « n'existe pas (*da ist*), mais peut devenir effective par nos faits et gestes ». Elle doit et peut être mise en œuvre grâce à l'idée pratique de la liberté. Le règne des fins « existe » (*besteht*) bien d'une certaine manière, et, plutôt que donné (*gegeben*), il faudrait dire qu'il nous est « laissé » (*aufgegeben*). Cette ambiguïté n'est, au demeurant, pas le moindre motif pour lequel Kant a décomposé aussi la pratique en monde intelligible et monde phénoménal. Dès lors que l'on dit ne plus pouvoir s'en remettre désormais à cette bipartition transcendantale, il faut faire valoir le *sens constructif* de la morale d'une autre façon<sup>1172</sup>.

Lorsqu'il parle des présuppositions pragmatiques de l'argumentation en soi, telles que la publicité et l'inclusion, l'égalité de droits, l'exclusion de toute mystification et l'absence de contrainte, Habermas confirme cette perspective en soulignant leur *efficacité opératoire* dans le comportement même des participants à l'argumentation. En fait, ces présuppositions contrefactuelles mais inévitables rendent manifeste leur efficacité opératoire dans les conséquences que les participants tirent, le cas échéant, des inconsistances perçues. Le processus argumentatif est un processus autocorrectif en ce sens que c'est du déroulement d'une discussion insatisfaisante que vont surgir d'elles-mêmes les raisons plaidant en faveur, par exemple, de l'élargissement d'un cercle des participants insuffisamment représentatifs. C'est pourquoi Habermas parle d'une « fonction critique » liée aux idéalizations :

C'est à sa fonction critique que se repère l'efficacité opératoire de l'anticipation idéalisante liée aux présuppositions argumentatives que formulent implicitement les personnes s'engageant dans une discussion : une prétention absolue à la validité doit pouvoir être justifiée dans des contextes sans cesse différents, face à un public sans cesse plus large et plus compétent, et contre des objections toujours nouvelles<sup>1173</sup>.

Les idéalizations se montrent alors dans ce cas, notamment celles liées aux prétentions de justesse normative, comme une orientation vers l'élargissement du monde social, et donc vers l'inclusion permanente d'exigences et de personnes nouvelles. Autrement dit, l'écart entre idéalisation et réalité sert de principe ou de critère (critique) de transformation du monde. L'idéalisation acquiert ainsi une potentielle efficacité pratique, une influence effective dans la détermination des actions transformatrices, malgré son caractère contrefactuel.

La théorie de l'agir communicationnel développée par Habermas montre donc comment comprendre le rôle des idéalizations selon les termes d'une théorie sociale détranscendantalisée. Autrement dit, la proposition de Habermas nous aide ainsi à comprendre le lien qu'on peut établir entre certaines pratiques sociales, rendues possibles à partir d'un processus empirique de modernisation, et des présuppositions idéalisantes, sans faire appel à un sujet transcendantal anhistorique. Il établit de la sorte une voie possible pour

---

<sup>1172</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>1173</sup> *Ibid.*, p. 59.

retrouver une traduction de la philosophie pratique kantienne, notamment l'idée d'une tension transcendante entre l'idéal et le réel, entre le règne de l'intelligible et celui des phénomènes, dans un contexte post-hégélien et post-marxien. Par là, Habermas arrive à bâtir la notion d'une « transcendance de l'intérieur » et à redonner ses lettres de noblesse à une perspective normative, à un devoir-être, sans retomber dans un formalisme vide.

## 7.2 – Le *practice turn* en théorie sociale

Notre objectif ici n'est pas de discuter du succès ou de l'échec de ce projet. Il s'agit tout simplement de constater comment la philosophie contemporaine a fait la réception de la pensée pratique kantienne dans une époque où la détranscendantalisation semble s'imposer. Néanmoins, il faut tout de même souligner deux points. Le premier est que Habermas maintient la prétention universaliste de Kant et son lien avec une conception spécifique de rationalité, c'est-à-dire que, malgré la détranscendantalisation, Habermas maintient la thèse selon laquelle le « suprasensible » postulé par les idéalizations correspond en fait à une activité de la raison (communicationnelle) et est par conséquent universel – même si cette universalité présuppose un processus d'évolution sociale qui culmine avec la modernité (européenne ?). Certes, la détermination du statut de cette universalité est en soi une affaire complexe, que nous ne comptons nullement résoudre ici.

Il importe tout simplement de constater que nous ne pouvons en aucun cas procéder ainsi pour mieux déterminer la pratique sociale capitaliste. En effet, comme nous l'avons vu à la première partie de cette thèse, l'effort de Marx consiste justement à prouver que cette pratique, étant historique, n'est pas « rationnelle » ou « universelle », même si elle est peut-être nécessaire à un stade/contexte historique déterminé et temporaire de l'histoire de l'humanité. Marx s'attelle ainsi à expliciter de façon *critique*, tout au long de ses écrits économiques, le noyau profondément irrationnel et aliéné qui sous-tend cette pratique.

Cela revient à dire que, si nous voulons comprendre le noyau de la pratique capitaliste en nous inspirant de certains aspects de la philosophie pratique kantienne, il faut faire un pas de plus dans le processus de détranscendantalisation, c'est-à-dire que nous devons d'entrée de jeu partir du constat post-marxien selon lequel cette pratique doit son origine à un processus socio-historique de caractère particulier et en quelque sorte contingent, qui ne relève aucunement d'une rationalité prétendument universelle.

Pour avancer dans cette direction, il nous semble qu'il faut approfondir un peu plus ce que nous entendons par *pratique* sociale. En effet, le champ de la théorie sociale a vu naître un *practice turn* dans les dernières décennies. Comme le note Andreas Reckwitz, depuis les

années 1970 plusieurs auteurs se sont consacrés à la construction d'une approche « praxéologique » : Pierre Bourdieu est peut-être le plus connu en France, mais il y a aussi Anthony Giddens, Garfinkel, Butler, Latour, Charles Taylor, etc. Qu'y a-t-il de commun parmi ces théoriciens ? En essayant une synthèse, Reckwitz définit les pratiques de la manière suivante :

A 'practice' (Praktik) is a routinized type of behaviour which consists of several elements, interconnected to one other: forms of bodily activities, forms of mental activities, 'things' and their use, a background knowledge in the form of understanding, know-how, states of emotion and motivational knowledge. A practice – a way of cooking, of consuming, of working, of investigating, of taking care of oneself or of others, etc. – forms so to speak a 'block' whose existence necessarily depends on the existence and specific inter-connectedness of these elements, and which cannot be reduced to any one of these single elements. Likewise, a practice represents a pattern which can be filled out by a multitude of single and often unique actions reproducing the practice (a certain way of consuming goods can be filled out by plenty of actual acts of consumption). The single individual – as a bodily and mental agent – then acts as the 'carrier' (Träger) of a practice – and, in fact, of many different practices which need not be coordinated with one another. Thus, she or he is not only a carrier of patterns of bodily behaviour, but also of certain routinized ways of understanding, knowing how and desiring. These conventionalized 'mental' activities of understanding, knowing how and desiring are necessary elements and qualities of a practice in which the single individual participates, not qualities of the individual. Moreover, the practice as a 'nexus of doings and sayings' (Schatzki) is not only understandable to the agent or the agents who carry it out, it is likewise understandable to potential observers (at least within the same culture). A practice is thus a routinized way in which bodies are moved, objects are handled, subjects are treated, things are described and the world is understood<sup>1174</sup>.

C'est toute la compréhension de l'ordre social qui change avec l'approche praxéologique. Par exemple, le modèle de l'*homo economicus* explique l'action en ayant recours à des fins individuelles, des intentions et des intérêts; l'ordre social est alors un produit de la combinaison d'intérêts individuels. Le modèle de l'*homo sociologicus* explique l'action en pointant vers les normes et les valeurs collectives, à savoir les règles qui expriment une normativité sociale ; l'ordre social est alors garanti par un consensus normatif. En revanche, la nouveauté des théories des pratiques sociales consiste à expliquer et à comprendre les actions à partir de la reconstruction des structures symboliques de connaissances qui à la fois « habilitent » et contraignent les agents à interpréter le monde selon certaines formes, et à se comporter de façon correspondante. L'ordre social alors n'apparaît pas en tant que produit de la conformité d'attentes normatives réciproques, mais en tant qu'ancré dans des structures cognitives et symboliques collectives, dans une « connaissance partagée » qui permet une manière socialement partagée d'attribuer un sens au monde. En outre, à la différence de la perspective intersubjective du social, les pratiques ne présupposent pas forcément des interactions.

---

<sup>1174</sup> RECKWITZ A., « Toward a Theory of Social Practices A Development in Culturalist Theorizing », *European Journal of Social Theory*, 1 mai 2002, vol. 5, n° 2, p. 250.

Une pratique sociale spécifique contient des formes spécifiques de connaissance. Pour la théorie de la pratique, cette connaissance est plus complexe que le « *knowing that* ». Elle englobe des façons de comprendre, des savoir-faire, des manières de vouloir et de sentir qui sont liées les unes aux autres dans une pratique. Dans un sens très élémentaire, dans une pratique la connaissance est une façon particulière de « comprendre le monde ». Cette façon de comprendre est largement *implicite* et en grande partie *historiquement spécifique*. Par ailleurs, le monde social est d'abord et avant tout peuplé par des pratiques sociales diverses qui sont effectuées par des *agents*. Les agents, pour ainsi dire, correspondent à la performance de pratiques (ce qui comprend des routines non seulement corporelles, mais aussi mentales). En tant que *porteurs* d'une pratique, ils ne sont ni des dupes ni complètement autonomes: ils comprennent le monde et eux-mêmes, ainsi que l'utilisation d'un savoir-faire et des motivations, conformément à la pratique particulière.

Les théories des pratiques sont nettement moins « intellectualistes » que les théories de l'action rationnelle, notamment l'agir communicationnel, fortement ancré sur le modèle de l'argumentation rationnelle. Sous l'influence du premier Heidegger et du dernier Wittgenstein, la pratique est le plus souvent interprétée selon le modèle d'un comportement pré-réflexif, routinier.

Cela ne signifie pourtant pas nécessairement une absence de possibilité de réflexivité et de changement social. La primauté d'un corps humain non-réflexif, ou alors de la reproduction sociale à l'identique n'y est pas inéluctable. Bien au contraire, des auteurs qui s'inscrivent dans le sillage du *practice turn* soulignent de plus en plus que, dans des situations de crise, de conflit ou de critique, le social se refait d'une manière potentiellement inédite, ce qui signifie aussi une tendance à la *désubstantialisation du social*. À ce titre, on peut rapprocher au *practice turn* ce que Philippe Corcuff appelle « les nouvelles sociologies », relationnalistes et constructivistes :

Par des chemins parfois inédits, parfois empruntés antérieurement, relationnalistes et souvent constructivistes, les nouvelles sociologies ont alors notamment tenté d'échapper aux pièges du substantialisme, pointés par Wittgenstein. Le philosophe repérait dans notre rapport au langage la tentation de « la recherche d'une substance qui réponde à un substantif », c'est-à-dire le fait de considérer *a priori* que, derrière les mots que nous utilisons (« la société », « l'État », « le travail », « la famille », « le marché », « le genre », « la classe », « l'intérêt », « le pouvoir », « l'individu », « l'identité », « la subjectivité », etc.), il existe des réalités homogènes, bien délimitées et fixes. Contre le substantialisme, les interrogations d'inspiration relationnaliste et constructiviste orientent le regard vers des relations sociales, des processus historiques et une pluralité d'usages sociaux<sup>1175</sup>.

---

<sup>1175</sup> CORCUFF P., *Les nouvelles sociologies: Sociologies contemporaines*, 3e édition., Paris, Armand Colin, 2011, p. 14.

Ainsi, on peut lire la sociologie contemporaine à travers son effort progressif de désubstantialisation du social depuis au moins les années 1960-1970. Ervin Goffman, Harold Garfinkel, Norbert Elias, Pierre Bourdieu et Anthony Giddens sont seulement quelques-uns des noms les plus célèbres de cette tendance. La principale stratégie, commune à tous, pour réaliser cette tâche ardue, c'était ce que Corcuff appelle le « relationnisme », à savoir l'idée que la possible « substance » du social est en fait un ensemble ou un réseau de relations. En ce sens, le « relationnisme » défend l'idée que les relations sont antérieures aux termes et donc ce que Durkheim dit à propos du fait social traité comme « chose » est, en réalité, rien de plus qu'un terme inventé et se compose d'un univers des relations qui lui sont aussi bien antérieures que constitutives. Soit par l'accent mis sur les actions interactives *in situ* ou dans les interactions face-à-face, comme chez Garfinkel<sup>1176</sup> et chez Goffman<sup>1177</sup>, soit par l'accent mis sur les réseaux d'interdépendance ou de configurations de nombreux types comme chez Elias<sup>1178</sup>, ou même dans la relation dialectique entre l'agence et la structure, comme chez Bourdieu<sup>1179</sup> et chez Giddens<sup>1180</sup>, le social comme chose semble avoir été l'un des principaux obstacles à surmonter dans la théorie sociale contemporaine.

Cette tendance s'est accentuée encore plus récemment, avec l'influence grandissante du pragmatisme. On peut peut-être dire que le social cesse d'être l'élément explicatif des phénomènes pour devenir ce qui doit être expliqué à partir de relations, de pratiques et de processus. En outre, les sites privilégiés de compréhension du social « en train de se constituer » sont des situations particulièrement problématiques, c'est-à-dire des moments de crise, de conflit ou de disputes. Or, s'il en est ainsi, la reproduction sociale est perçue comme incertaine et indéterminée, là où il existe des régimes multiples d'action. En tant que telle, la reproduction pose à tout moment des problèmes aux gens. De cette manière, une théorie de l'action doit expliquer comment les acteurs résolvent ces problèmes. La résolution de problèmes a lieu dans l'espace-temps de la situation problématique, et, pour résoudre les problèmes, les acteurs utilisent les ressources culturelles et pratiques disponibles.

Autrement dit, on part de l'hypothèse d'origine pragmatiste<sup>1181</sup> que le social est ce qui devient visible et ce qui se fait, se défait et se refait à travers des situations problématiques,

---

<sup>1176</sup> Voir GARFINKEL H., *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1967.

<sup>1177</sup> Voir GOFFMAN E., *Interaction Ritual: Essays in Face to Face Behavior*, New York, Doubleday-Anchor, 1967.

<sup>1178</sup> Voir ELIAS N., *What is Sociology?*, New York, Columbia University Press, 1984.

<sup>1179</sup> Voir BOURDIEU P., *La Distinction: Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

<sup>1180</sup> Voir GIDDENS A., *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity, 1984.

<sup>1181</sup> Voir par exemple DEWEY J., *Logique, la théorie de l'enquête*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.



des moments critiques, des controverses, des affaires, des crises collectives, etc. Le social n'est pas, par conséquent, ce qui explique la résolution du problème, mais au contraire il est ce qui émerge de ses formes de résolution. Il est le résultat provisoire et contingent, et non la cause. Voilà pourquoi, au lieu d'une entité figée qui aide à expliquer d'autres éléments potentiellement dynamiques et fluides, le social est plutôt le résultat toujours ouvert et en constante évolution qui émerge de la résolution de problèmes.

C'est bien ce que nous avons pu illustrer à travers le travail de Boltanski et Chiapello à propos du nouvel esprit du capitalisme, mais aussi avec les travaux régulationnistes sur les crises et le passage à de nouveaux modes de régulation/régimes d'accumulation. Dans le premier cas, les auteurs s'appuient sur une sociologie pragmatique de la critique développée plus tôt par Boltanski lui-même et par Laurent Thévenot. Dans *De la Justification*, ces deux auteurs mettent l'accent sur la dimension morale des liens entre les hommes, ayant pour objectif de capturer les formes d'accord que les gens établissent entre eux à partir de moments critiques. En outre, dans ce livre, Boltanski et Thévenot établissent comme hypothèse de fond l'idée selon laquelle le social n'est ni un univers réductible à des relations arbitraires et de domination (Bourdieu), ni fondé sur un principe de justice universellement valable (Rawls).

Encore une fois, nous avons l'idée que le social est ce qui est, à la fois, refait et rendu saisissable par les moments critiques. Il ne s'agit pas ici de mobiliser un concept externe à ce que font les acteurs pour expliquer comment ils agissent et établissent des accords lorsqu'ils sont soumis à des situations critiques dans lesquelles ils se trouvent obligés de se justifier. Au contraire, c'est l'activité elle-même des acteurs, c'est-à-dire la façon dont ils vivent et analysent les indéterminations, qui permet au sociologue de capturer la logique interne qui les mène à leur consensus provisoire. Ainsi, soumis à l'impératif de justification, les acteurs s'efforcent de mettre en place un nouvel accord lors d'*épreuves* en se référant aux principes de justice communément acceptés et partagés. Par conséquent, pour Boltanski et Thévenot, il importe de regarder les moments critiques ou les situations indéterminées précisément parce que, dans ces moments, les individus dévoilent non seulement leurs capacités critiques à travers le développement d'enquêtes axiologiques, mais aussi leurs attentes concernant le juste, implicites et non articulées dans des situations routinières et habituelles, qui deviennent manifestes.

En ce sens, observer comment les acteurs font, défont et refont les accords implique également faire attention à ce qui jusque-là les maintenait en accord de manière implicite. Le social devient donc doublement saisissable dans les moments critiques, étant donné que le travail entrepris par les acteurs montre comment il se fait et se refait tout en explicitant ce

qu'il était auparavant. Comme les auteurs le notent : « Les grandeurs deviennent particulièrement saillantes dans les situations de disputes, telles qu'on peut les observer dans de nombreuses occasions de la vie quotidienne. Caractérisés par une inquiétude sur l'évaluation des personnes, ces moments sont propices au repérage des modes de qualification »<sup>1182</sup>.

Ces auteurs choisissent ainsi, pour saisir la vie sociale dans les sociétés contemporaines, de mettre l'accent sur les situations où une crise se produit – soit interobjectif (une défaillance d'un ordinateur, la lumière qui s'éteint tout à coup, une machine cassée dans la ligne de production, etc.) ou inter-subjective (des offenses personnelles, des désaccords d'interprétation, des querelles intellectuelles, etc.). Les individus sont tenus d'avoir un travail (selon les termes de Dewey, une enquête) afin de redonner au monde un nouvel équilibre axiologique. Voilà pourquoi on peut dire que Boltanski et Thévenot, au lieu de demander, comme Pierre Bourdieu le faisait, quel type de formation ou de structure sociale produit des accords, se demandent comment les accords établis par les acteurs eux-mêmes à des moments critiques produisent et transforment le social – dans ce sens, ils se rapprochent de quelqu'un comme Bruno Latour<sup>1183</sup>. Néanmoins, cette perspective présuppose un certain diagnostic historique des sociétés contemporaines européennes, à savoir celui d'une société devenue plus critique, où même le discours savant des sociologues a été en quelque sorte absorbé et approprié par le sens commun, où l'éventuelle asymétrie entre le sociologue et l'acteur par rapport à cette capacité critique perd de plus en plus son sens :

Cette orientation théorique qui suppose de saisir l'action dans son rapport à l'incertitude a pour conséquence, au niveau de la méthode d'observation, de centrer la recherche sur les moments de remise en cause et de critique qui constituent les scènes principales traitées dans cet ouvrage. *Par ailleurs, le choix d'étudier en priorité ce moment-là nous paraît particulièrement adapté à l'étude d'une société où la critique occupe une place centrale et constitue un instrument principal dont disposent les acteurs pour éprouver la relation du particulier et du général, du local et du global*<sup>1184</sup>.

En outre, il ne faut pas non plus exagérer les compétences critiques des acteurs. Comme Boltanski lui-même le reconnaît, les acteurs sociaux dont la sociologie de la critique observe les disputes sont *réalistes*, ils ne demandent pas l'« impossible », c'est-à-dire que leur sens de la réalité est soutenu par la façon dont ils se saisissent de leur environnement. Ils évaluent le

---

<sup>1182</sup> BOLTANSKI L. et L. THÉVENOT, *De la justification: les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, p. 26.

<sup>1183</sup> Voir par exemple LATOUR B., *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006, p. 46. Pour un diagnostic plus historique de la centralité des situations problématiques dans les sociétés contemporaines, voir également BECK U., *Risk Society: Towards a New Modernity*, London, SAGE Publications, 1992.

<sup>1184</sup> BOLTANSKI L. et L. THÉVENOT, *De la justification, op. cit.*, p. 31.

caractère juste ou injuste de leur condition en rapprochant leur vie de celle de personnes qui leur sont familières. Ce faisant, les personnes ordinaires mettent rarement en question, au moins dans le cours habituel de la vie sociale, le cadre général dans lequel s'inscrivent les situations qui suscitent de leur part indignations et protestations, c'est-à-dire l'ensemble des formats d'épreuves et de qualifications instituées. Les acteurs, dans leurs activités quotidiennes, prennent au sérieux la réalité et le caractère réel de l'épreuve de réalité<sup>1185</sup>. Or, le problème pour une sociologie fondée exclusivement sur les capacités critiques des acteurs est qu'elle se voit incapable de remettre en question ce « réel » par cette voie ; la potentialité critique de cette sociologie peut donc se trouver en quelque sorte amoindrie. C'est pour cette raison que Boltanski tente de développer dans *De la critique* une certaine articulation entre la sociologie critique et la sociologie de la critique. Il décrit d'abord les traits majeurs de chacune des options méthodologiques et souligne leurs déficits :

Nous nous trouvons donc confrontés, du côté de la sociologie critique, à une construction ouvrant la voie à des possibilités carrément critiques, mais qui se donne des *agents* assujettis à des structures qui leur échappent et fait l'impasse sur les capacités critiques des acteurs. Et, du côté de la sociologie pragmatique de la critique, à une sociologie vraiment attentive aux actions critiques développées par les *acteurs*, mais dont les potentialités critiques propres paraissent assez limitées<sup>1186</sup>.

Ensuite, il annonce les points forts qu'on doit garder de chacune :

Pour être aujourd'hui crédibles, les sociologies orientées vers une métacritique de la domination devraient tirer les leçons des échecs passés et (...) se donner un cadre d'analyse permettant d'intégrer les apports de ce que nous avons appelé, d'un côté, le programme surplombant et, de l'autre, le programme pragmatique. Du programme surplombant, ce cadre retiendrait la possibilité, que procure le parti pris d'extériorité, de mettre en cause la réalité et de fournir aux dominés des outils pour résister à la fragmentation, cela en leur offrant un tableau de l'ordre social, et aussi des principes d'équivalence dont ils puissent se saisir pour faire entre eux des rapprochements et accroître leur force en se liant dans des collectifs. Mais du programme pragmatique, un tel cadre devrait retenir, d'une part, l'attention aux activités et aux compétences critiques des acteurs et, d'autre part, la reconnaissance des attentes pluralistes qui, dans les sociétés capitalistes-démocratiques contemporaines, semblent occuper une position centrale dans le sens critique des acteurs, y compris les plus dominés d'entre eux.<sup>1187</sup>

Nous pouvons encore identifier, dans cette mouvance sociologique relativement récente, une tendance anti-fonctionnaliste, notamment dans ce que le sociologue allemand pragmatiste Hans Joas appelle les « théories de la constitution ». Selon lui, « cette expression recouvre toutes les théories sociologiques qui cherchent à comprendre les processus sociaux à partir de l'*action* des membres de la société, en écartant aussi bien la référence à des courants évolutionnaires transhistoriques que l'emploi – autre que purement pragmatique – de modèles

---

<sup>1185</sup> Cf. BOLTANSKI L., *De la critique: précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, 2009, p. 58-9.

<sup>1186</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>1187</sup> *Ibid.*, p. 81-2.

étrangers aux sciences sociales »<sup>1188</sup>. Il s'apprête toutefois à dissoudre tout malentendu que pourrait susciter la formule « comprendre les processus sociaux à partir de l'action des membres de la société ». Il ne s'agit pas du tout d'affirmer que tous les processus sociaux peuvent être rapportés à des intentions, une fois qu'il est d'évidence quotidienne que les résultats de nos actes diffèrent généralement des intentions qui y présidaient initialement. Bien entendu, qu'une action n'ait pas les effets voulus, ce n'est pas là un dysfonctionnement ponctuel, c'est la règle générale et inévitable de l'action. Même lorsque l'effet visé se produit, celui-ci peut entraîner à son tour des effets qui n'étaient pas eux-mêmes visés. Néanmoins, à ceux qui justifient les modèles fonctionnalistes par le fait qu'ils prennent systématiquement en compte l'utilité et l'apparition inévitable de tels effets, Joas répond que par là le phénomène visé perd toute sa force de rupture, car « on peut aussitôt se demander si tous les effets imprévus ont en ce sens une valeur fonctionnelle. Il ne faudrait pas en faire davantage que ce qu'ils sont : de simples effets de l'action. L'imbrication des effets intentionnels et inintentionnels donne naissance à des schémas structurels, ainsi qu'aux conditions – perçues ou non – dans lesquelles s'effectuera le prochain tour d'action »<sup>1189</sup>.

Expliquer les processus sociaux à partir de l'action des membres de la société, cela ne signifie donc rien d'autre qu'essayer de rapporter d'une manière intelligible toute systématisme imprévue aux actions de certains acteurs. Il cite à ce propos Charles Taylor : « Il n'est certainement pas vrai que toutes les structures *naissent* de l'action consciente, mais toutes les structures doivent être rendues *intelligibles* relativement à l'action consciente »<sup>1190</sup>. Par ailleurs, l'influence de Dewey sur cette conception des processus sociaux n'est pas moins claire : « We take then our point of departure from the objective fact that human acts have consequences upon others, that some of these consequences are perceived, and that their perception lead to subsequent effort to control action so as to secure some consequences and avoid others »<sup>1191</sup>.

Quel est donc le point commun des théories de la constitution ? Joas souligne entre autres un point négatif, à savoir la rupture avec le déterminisme structurel : « Elles se distinguent toutes à la fois du fonctionnalisme et du marxisme, c'est-à-dire des deux grandes tendances rivales de l'après-guerre, dans la mesure où *elles rompent avec l'idée de totalité et*

---

<sup>1188</sup> JOAS H., *La créativité de l'agir*, Paris, Ed. du Cerf, 1999, p 243.

<sup>1189</sup> *Ibid.*, p. 244.

<sup>1190</sup> TAYLOR, C., « Foucault on Freedom and Truth » *apud Ibid.*, p. 244-5.

<sup>1191</sup> DEWEY J., *The public and its problems*, New York, Henry Holt and company, 1927, p. 12.

*envisagent l'ordre et le changement social comme des faits contingents, résultant d'une volonté constructive* »<sup>1192</sup>.

Parmi les courants théoriques, de provenances très diverses, qui partagent actuellement cette orientation générale, Joas mentionne certaines tentatives de développer « une macrosociologie fondée sur l'idée d'ordre négocié, c'est-à-dire sur un ordre social conçu comme le résultat provisoirement stabilisé de processus de négociation dynamiques et conflictuels ». De plus, un autre groupe serait formé par ceux qui, parmi les disciples actuels de Max Weber ou de Norbert Elias, comme par exemple Pierre Bourdieu et Randall Collins, ne tirent pas de l'œuvre de ces classiques une théorie de la rationalisation ou du processus de civilisation, mais « des théories du conflit et du pouvoir, dans lesquelles les ordres sociaux envisagés comme des équilibres de pouvoir instables et généralement asymétriques »<sup>1193</sup>. Nous pouvons ajouter : comment ne pas reconnaître également dans ces descriptions le propos régulationniste d'une macroéconomie institutionnelle (Boyer) ou d'une économie politique néoréaliste (Amable et Palombarini) ? Comme nous avons vu au quatrième chapitre, les régimes d'accumulation pilotés par les modes de régulations sont justement le fruit d'effets en partie non prévus d'une constellation institutionnelle issue de conflits et de compromis refaits périodiquement dans des moments de *crise*, qui se caractérisent précisément par une accumulation d'effets inintentionnels dysfonctionnels à l'ordre socio-économique établi (configurant à son tour une phase/type de capitalisme déterminé). D'un autre côté, ce sont justement les lois transhistoriques du capitalisme, proposées par le marxisme, qui se trouvent écartées.

Nous sortons de cette analyse des différentes tendances exprimées par le *practice turn* en théorie sociale et en sociologie avec une image du monde social marquée par la désubstantialisation, l'anti-fonctionnalisme et composée d'un ensemble plus ou moins articulé de pratiques, d'actions et de régimes. Nous saute aux yeux notamment une conception de la reproduction sociale toujours risquée, incluant des effets non prévus, complexe et soumise à de situations problématiques, de crise, de disputes et de conflits. Lors de tels moments, les acteurs se montrent particulièrement capables de prendre en compte les effets non prévus, les critiques et les conflits, ainsi que de puiser dans les ressources disponibles, pour reformuler en quelque sorte leurs justifications, leurs pratiques, les institutions, en un mot, le social lui-même.

---

<sup>1192</sup> JOAS H., *La créativité de l'agir*, op. cit., p. 246. Nous soulignons.

<sup>1193</sup> *Ibid.*, p. 245-6.

### 7.3 –L'économie comme pratique sociale

Néanmoins, nous avons vu aussi que cette nouvelle méthodologie supposait en quelque sorte un certain diagnostic historique des sociétés contemporaines. De quel diagnostic s'agit-il au juste ? Nous croyons que, si les sociétés analysées par ces théoriciens sont bien des sociétés capitalistes, on ne peut pas tout à fait comprendre les phénomènes liés à ce genre de reproduction sociale si l'on ne prend pas en compte la nature du capitalisme lui-même, sa manière spécifique d'organiser la société. C'est pourquoi notre question de savoir en quoi consiste la spécificité de la pratique sociale capitaliste gagne en importance. Sans vouloir réduire tous les phénomènes susceptibles d'être étudiés par ces nouvelles sociologies à des effets du capital, il nous semble tout de même important d'accorder une place significative à l'analyse de la logique de l'action capitaliste. Inversement, cette nouvelle grille d'intelligibilité des processus sociaux nous semble être extrêmement productive pour saisir la dynamique capitaliste et sa pratique de base, puisque nous avons cherché à caractériser celle-ci dans les chapitres précédents précisément comme une reproduction risquée, indéterminée, complexe et produisant des phénomènes diversifiés.

Or, malgré l'importance des travaux des régulationnistes, mais aussi de Boltanski et d'autres, nous avons déjà argumenté dans la deuxième partie de cette thèse qu'ils ne semblent pas répondre à cette question d'une manière assez spécifique. Nous nous tournerons ainsi vers la philosophe Rahel Jaeggi, qui a récemment essayé de s'approprier le *practice turn* pour comprendre l'économie (capitaliste) comme pratique sociale :

My thesis is as follows: In order to understand economy in a *wider sense* we should conceive of the economy as a set of social practices: of *economic social practices*, to be precise. To put it differently: I will suggest a practice-theoretical approach, a practices-oriented foundation for our thinking about economy and its institutions. Economic practices, then, are a subset of social practices in general and share the features of "practices" that I will go into below. As such they are interrelated with other practices in a variety of ways and (together with them) form part of the socio-cultural fabric of society<sup>1194</sup>.

En quoi consiste alors cette approche pratique-théorique pour comprendre l'économie ? D'abord, Jaeggi résume les caractéristiques de la notion de pratique (sociale) telle qu'elle la comprend. Les pratiques sont des séquences d'actions simples qui peuvent être plus ou moins complexes et larges et qui ont un caractère (plus ou moins) répétitif ou habituel. Ces pratiques sont « sociales » non pas dans la mesure où elles concernent nécessairement des relations

---

<sup>1194</sup> JAEggi R., « A Wide Concept of Economy: Economy as a Social Practice and the Critique of Capitalism », 2015, p. 6. Texte disponible sur [https://www.academia.edu/20601920/Economy\\_as\\_a\\_Social\\_Practice](https://www.academia.edu/20601920/Economy_as_a_Social_Practice). Consulté le 25/05/2016.

interpersonnelles ou la coordination des relations sociales. Elles sont plutôt « sociales » parce qu'elles ne peuvent exister et être comprises que dans le contexte d'un domaine de sens socialement constitué. Les pratiques ne concernent pas non plus seulement des actions intentionnelles. En raison de leur caractère répétitif et habituel, elles peuvent être fondées sur une connaissance implicite plutôt qu'explicite, dans une certaine mesure, aussi longtemps qu'elles ne sont pas interrompues ou confrontées à des problèmes. Les pratiques ne sont pas des « faits bruts ». Elles doivent être interprétées et comprises comme quelque chose. Elles sont constituées en tant que pratiques par le biais d'interprétations. Les pratiques sont régies par des normes: elles sont organisées autour d'une idée essentielle de ce que signifie en général accomplir cette pratique. Finalement, les pratiques ont un telos inhérent. Elles sont dirigées vers un objectif qui pourrait être réalisé si l'engagement est réel.

Comme Joas, elle considère qu'une analyse centrée sur les pratiques – Joas emploie plutôt la notion de « schèmes structurels » – en tant que résultant des effets intentionnels et inintentionnels des actions peut très bien remplacer l'analyse systémique. En effet concevoir l'économie comme un ensemble de pratiques sociales ne signifie pas que celle-ci résulte simplement d'actions et d'intentions. Les pratiques ne sont que partiellement intentionnelles, que partiellement explicites et que partiellement produites par la volonté et les actions des personnes. Elles ne sont pas tout à fait prévues, mais émergent. Lorsque les pratiques « se figent » dans des institutions (comprises comme des états de pratiques agrégées), elles peuvent acquérir leur propre dynamique et prendre une vie propre, un phénomène qui est difficile à voir pour les parties concernées. Il pourrait alors être productif de réétudier les phénomènes dits « systémiques » d'après un cadre théorique pratique et institutionnel.

Ensuite, elle remarque que des pratiques sont reliées entre elles par un horizon commun d'interprétation, un horizon qui seul rend ces pratiques intelligibles et fonctionnelles. Cet ensemble plus ou moins articulé de pratiques forme ce qu'elle appelle une « forme de vie ». Pour Jaeggi, les pratiques et les formes de vie constituent une dialectique de reproduction et de changement social, de règles implicites qui dans des moments de crise deviennent explicites et appellent la réflexion et leur re-création :

As a result, forms of life (as it holds for single practices) are not always engaged in deliberately or even reflected upon; we might participate in them without planning, intending, or even knowing exactly what we are doing. We also have to take into account that social practices and forms of life are “materialized” in institutions and, even more “materially,” in architecture, tools, and material structures that (even if a result of our own actions) *make us act*. Therefore: they set limits to what we can do as well as enable us to do things in a certain way. Practices and forms of life, in short, are *given as well as created*. And they might develop a certain dynamic of their own. Nevertheless, they are something that human beings *do* and therefore *could do otherwise*. This becomes clear as soon as a certain set of practices and self-understandings hit their limits— when things no longer run smoothly. When a set of

practices is interrupted, it doesn't go unnoticed anymore: the moment of crisis forces reflection on and adjustments of practices – a re-creation of practices - that were previously taken for granted<sup>1195</sup>.

Dans quelle mesure, alors, les pratiques économiques sont-elles des pratiques sociales, des pratiques qui se regroupent avec d'autres types de pratiques sociales dans une forme de vie (et partagent les caractéristiques mentionnées ci-dessus) ? Qu'est-ce que cela signifie et implique de concevoir le domaine économique comme un domaine de pratiques?

Jaeggi considère le domaine de l'économie comme celui qui est, en quelques mots, concerné par la satisfaction des besoins reproductifs de la société, par la production et la distribution des biens et des services. Il est facile de voir, alors, que chaque élément qui entre en jeu ici – par exemple la propriété, l'échange sur le marché, et le travail – peut être considéré comme une configuration de pratiques sociales et d'institutions. Jaeggi soutient que, vu sous cet angle, les pratiques portant sur les questions économiques sont reliées ou même imbriquées avec d'autres pratiques et interprétations non-économiques. Elles font partie de ce qu'elle a appelé un « ensemble » de pratiques sociales. C'est ainsi que, en prenant l'exemple de la propriété, elle note que différentes interprétations du titre juridique de « propriété » sont accompagnées de différentes pratiques d'acquisition, de conservation, et de disposition sur ce qui est compris comme propriété dans un ordre social. On peut aliéner plus ou moins sans limites, ou non ; on s'approprie quelque chose de différentes manières et certains modes d'appropriation valent comme création de propriété, d'autres non.

De même, si nous nous tournons vers l'acte d'échange, il peut être effectué par des propriétaires privés indépendants s'affrontant sur le marché, ou non; il peut être basé sur l'idée de réciprocité ou basé sur des idées d'échanges de cadeaux, sans un accord explicite concernant des récompenses immédiates ou futures. Les pratiques d'échange sont basées sur des normes et des règles caractéristiques de ces formes particulières d'échange et donc ces formes doivent être comprises entièrement dans un contexte de pratiques et d'interprétations. Être une « marchandise » et pouvoir être échangé est un statut attribué. Pour que le processus d'échange d'argent contre des marchandises fonctionne, le principe d'échange doit être établi, à savoir le principe selon lequel des objets qualitativement distincts peuvent être échangés entre eux par l'intermédiaire de l'argent selon le présupposé de leur équivalence quantitative. Rien de tout cela ne peut être tenu pour acquis ou comme allant de soi. Comme de longues discussions anthropologiques au sujet de l'échange de dons le montrent, les idées mêmes de symétrie et de réciprocité (sans parler des conceptions de base d'aliénabilité et de

---

<sup>1195</sup> *Ibid.*, p. 9.



l'indifférence liée à l'échange de marchandises) sont liées à un grand nombre de significations sociales plus larges.

Jaeggi poursuit en soulignant le fait que le travail n'est pas simplement une activité donnée, « brute », mais plutôt une pratique qui existe au sein d'une structure sociale et normative de reconnaissance. Ce n'est pas l'activité en tant que telle qui constitue le « travail », mais la reconnaissance sociale de l'activité en tant que travail et le rôle que l'activité respective a dans le processus social de la coopération. Cuisiner ou jouer du piano peut être vu comme un travail ou non, selon que cela est pratiqué par le cuisinier ou par la ménagère, par le pianiste ou par le profane, non initié. En ce sens, le travail est guidé par des normes et des interprétations et formé dans des institutions sociales spécifiques. En outre, les activités de travail prennent des formes socio-culturelles précises dans la mesure où elles sont rendues possibles par et façonné à partir des compétences disponibles, les techniques et les ressources d'une société donnée à un moment historique spécifique. En conséquence, si ce serait une conception réductrice de l'institution économique du marché si nous comprenions les activités de marché comme une simple « maximisation des préférences » d'agents purement rationnels, de la même façon, il serait erroné de réduire le travail à une « action instrumentale ». Travailler est une activité beaucoup plus riche, composée d'une variété d'attitudes, de compétences symboliques et communicatives, et marquée par des habitudes, des coutumes et des modes de réalisation, devant être comprise dans un contexte social plus large<sup>1196</sup>.

Par ailleurs, des crises et des conflits marquent les frontières entre ce qui peut et ne peut pas être une marchandise ou ce qui doit et ce qui ne doit pas être considéré comme un travail – et c'est bien dans le cadre de ces débats que le caractère normatif, et le fait que ces entités soient socialement constituées, deviennent visibles. Si néanmoins ce caractère social et constitué semble susceptible de disparaître et des processus de naturalisation ou de réification des contextes sociaux pratiques se trouvent très répandus, brouillant ainsi ou rendant méconnaissables les origines sociales des institutions en question, c'est que cela semble être une caractéristique importante des pratiques. Alors qu'elles sont constituées par les gens, le caractère de seconde nature, l'aspect de quelque chose de donné, semble cacher ce fait.

Dans tous les cas, les pratiques économiques se sont révélées comme dépendantes de et comme reliées à toute une série de pratiques « voisines », extra-économiques. Ces pratiques s'informent l'une à l'autre, reposent les unes sur les autres, et sont, dans certains cas,

---

<sup>1196</sup> Cf. *Ibid.*, p. 13-4.

mutuellement dépendantes les unes des autres. Finalement, nous constatons que l'économie elle-même est comprise dans un sens plus large, car elle n'est plus réduite aux attitudes comportementales visant la maximalisation de l'utilité qui cherchent à répondre à des intérêts étroitement définis.

S'il en est ainsi, la question qui se pose est de savoir si ce caractère situé des pratiques économiques vaut encore pour les sociétés capitalistes. N'est-ce pas une caractéristique déterminante de la société capitaliste que « l'économie » (et la rationalité économique) se soit détachée elle-même du réseau des pratiques sociales – ou, comme Polanyi l'a dit: n'est-ce pas le processus de « désencastrement » de l'économie et son autonomisation hors de tout contexte social, qui constitue le trait particulier (et menaçant) des sociétés capitalistes?<sup>1197</sup> Le capitalisme ne serait alors pas une « forme de vie », mais menacerait toutes les formes de vie avec sa domination (et la domination du travail abstrait et mort).

Jaeggi reconnaît bien que les pratiques économiques et les institutions du capitalisme prennent une forme déterminée et déterminante, comme la propriété privée des moyens de production, l'existence d'un marché du travail « libre », et une accumulation de capital orientée vers le « gain » au lieu d'être orientée vers les besoins. Les relations économiques non seulement semblent dépasser les autres aspects de la vie, mais aussi développer leur propre dynamique, qui dépasse les fins subjectives et le contrôle de ses participants et qui, par ailleurs, ne peut être confirmée par eux collectivement. Ceci est ce à quoi l'on pourrait vouloir se référer comme le caractère systémique de l'économie capitaliste. La philosophe maintient cependant que :

The activities involved are still *practices*, based on norms, aggregated into institutions and involved in the larger practical context of a form of life – even if they might turn out to be “failed practices” in a certain respect. The capitalist organization of the economy only *presents itself* as « disembedding » or « de-normativizing », insofar as its dynamic consists in dissolving traditional ethical limits as they expressed themselves institutionally, for example, in pre-modern guild-like regulations and limitations of economic activity. But, I argue, it also constitutes its own, new normativity. What is being designated here is only the absence of a *specific* ethos and the replacement of a norm and its institutional framework *with another one* – one that presents itself as ethically “neutral” and based on rational preferences and utility maximizing (...) Even the idea of universal exchangeability, as I have indicated, presupposes as well as constitutes a form of life. Even the practice that conceals its “practice-character” is still a practice (...) the « context of contextlessness » is still a context. And the ethos of abolishing substantial ethical relations and restrictions, like the ones that were broken in the course of “modern” or capitalist economic institutions (which are both a presupposition and effect of such relations), is still itself an ethos – the *ethos of capitalism*<sup>1198</sup>.

---

<sup>1197</sup> Voir POLANYI K., *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, 2nd éd., Boston, MA, Beacon Press, 2001.

<sup>1198</sup> JAEggi R., « A Wide Concept of Economy: Economy as a Social Practice and the Critique of Capitalism », *op. cit.*, p. 20.

À partir de cette caractérisation des pratiques capitalistes comme quelque chose qui masque son caractère normatif et socialement institué, Jaeggi peut ainsi concevoir sa critique de la forme de vie capitaliste :

Rather, if economic *practices are conceptualized as practices* within a wider context of practices, as part of the socio-cultural fabric of society, and if even the seemingly inaccessible and self-moving dynamics of economic processes should—in principle—be able to be thought of as results, in any case, of a complex chain of practices, what comes into view is rather the prospect of renewing a critique of capitalism as an *irrational* social order in a certain sense (...) There seems to be something wrong with a social order that relies on an ethics that it at the same times conceals and universalizes as « neutral ». And there seems to be something wrong with practices that we don't see as practices and that are constituted in such a way that the fact of their artificiality (of their being made) is concealed, as is the case with the economic forces that drive our lives in capitalism<sup>1199</sup>.

Les remarques de Jaeggi à propos du caractère socialement et historiquement construit de nombre de présuppositions interprétatives des pratiques économiques nous semblent correctes et justes. Pourtant, le problème avec cette analyse est qu'elle ne fournit pas adéquatement une conception *spécifique* de la pratique capitaliste. Certes, Jaeggi *désigne* certains traits caractéristiques de l'économie capitaliste, comme le travail « libre », la recherche du profit ou la propriété privée des moyens de production, mais elle ne les *analyse* pas vraiment. D'ailleurs, elle n'établit pas une distinction claire entre échange marchand et économie capitaliste. C'est pourquoi son critère de critique du capitalisme est assez vague, reprenant la critique générale de l'aliénation, sans la spécifier vraiment par rapport aux conditions capitalistes de travail, de consommation, etc. Elle affirme que la pratique capitaliste a sa propre normativité, malgré son aspect neutre, mais il n'est pas toujours facile de comprendre en quoi consiste cette *normativité*. Sur ce point, il nous semble que la seule voie capable de nous fournir un critère plus précis est de prendre en compte la centralité et l'importance fondamentale du phénomène monétaire dans l'économie capitaliste.

#### **7.4 – La genèse du social marchand : une théorie monétaire « relationnaliste »**

Nous allons partir de l'analyse qu'a faite André Orléan sur la monnaie, car il nous semble que celle-ci est la plus systématique et conceptuellement bien articulée dont nous disposons en théorie économique hétérodoxe. En outre, s'inscrivant dans le courant de l'économie des conventions<sup>1200</sup>, Orléan est plus ou moins lié aux travaux de Boltanski ainsi qu'à ceux des régulationnistes, et plus généralement à la tendance de désubstantialisation du

---

<sup>1199</sup> *Ibid.*, p. 20-1.

<sup>1200</sup> Voir par exemple DUPUY J.-P., F. EYMARD-DUVERNAY, O. FAVEREAU, A. ORLÉAN, R. SALAIS, et L. THÉVENOT, « Introduction: L'économie des conventions », *Revue économique*, 1989, vol. 40, n° 2, p. 141-146.

social que nous avons décrite. C'est-à-dire que son analyse de la monnaie s'intéresse avant tout à la genèse du social, à la manière dont naît un social correspondant à l'institution monétaire et à l'économie marchande. Il cherche ainsi à désenclaver la pensée économique, dans la mesure où il tente de montrer que la valeur économique est de même nature que les autres valeurs. Dans ce sens, en essayant de le « traduire » dans le langage que nous utilisons ici, on pourrait dire que le travail d'Orléan représente aujourd'hui la tentative la plus fructueuse pour ouvrir un chantier nouveau afin de repenser la monnaie selon une approche « pratique ».

Pourquoi la monnaie joue-t-elle un rôle central pour comprendre la pratique capitaliste ? Lors de notre lecture de Marx, nous avons vu que c'est le passage d'une orientation vers la valeur d'usage à une orientation vers la valeur d'échange qui marque la logique d'accumulation infinie typique de l'abstraction capitaliste. Or le présupposé de cette quête de profit, d'appropriation indéfinie de richesse abstraite est justement l'argent, la « soif d'or » déjà présente chez le thésaurisateur. C'est bien le *fétichisme de l'argent* qui est à la base de la spécificité de la logique capitaliste d'accumulation à l'égard de la logique marchande d'échange « simple », d'où l'importance que nous avons accordée à la distinction - rarement faite d'ailleurs par les interprètes de Marx - entre abstraction marchande et abstraction capitaliste. Le projet d'Orléan semble par sa propre voie (à travers une critique de la valeur-utilité, mais aussi de la version « substantialiste » de la valeur-travail marxiste) rejoindre une telle intuition de Marx, comme il l'annonce déjà dans l'introduction de son *Empire de la valeur* :

Pour le dire succinctement, nous refusons d'admettre que la valeur marchande puisse s'identifier à une substance, comme l'utilité, qui préexiste aux échanges. Il faut plutôt la considérer comme une création *sui generis* des rapports marchands, par laquelle la sphère économique accède à une existence séparée, indépendante des autres activités sociales. *Les relations marchandes possèdent leur propre logique de valorisation dont la finalité n'est pas la satisfaction des consommateurs mais l'extension indéfinie du règne de la marchandise.* Que, pour ce faire, la marchandise prenne appui sur le désir d'utilité des individus est possible, et même avéré, mais l'utilité n'entre dans la valorisation que comme une composante parmi d'autres. Il n'y a pas lieu d'enfermer la valeur marchande dans cette seule logique. La quête de prestige que manifestent les luttes de distinction est un aiguillon également puissant du rapport aux objets. *Plus généralement, dans de multiples situations, la valeur se trouve recherchée pour elle-même, en tant que pouvoir d'achat universel.* Notre projet de refondation trouve ici sa définition: *saisir la valeur marchande dans son autonomie, sans chercher à l'identifier à une grandeur préexistante, comme l'utilité, le travail ou la rareté.* Cette autonomie qui donne à voir la valeur en majesté, dans la plénitude de sa puissance, *c'est grâce à la monnaie qu'elle s'obtient. Pour cette raison, dans notre approche, la monnaie joue un rôle essentiel.* Elle est l'institution qui fonde la valeur et les échanges<sup>1201</sup>.

La seule différence est, nous semble-t-il, qu'il attribue cette logique à la mécanique marchande en tant que telle, et non à l'économie proprement capitaliste. C'est comme si, dans

---

<sup>1201</sup> ORLÉAN A., *L'empire de la valeur: Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011, p. 12-3. Nous soulignons.

le schéma d'Orléan, il n'existait pas de production/circulation « simple » (M-A-M), comme chez Marx, mais directement le circuit représenté par la formule du capital (A-M-A) : « Pour nous, au contraire, la monnaie est première en ce qu'elle est ce par quoi la valeur marchande accède à l'existence. Le désir de monnaie, et non la quête de biens utiles, est la force qui donne vie à toute la mécanique; il en constitue l'énergie originelle. Il découle de cette analyse un cadre d'intelligibilité qui pense l'activité marchande dans sa radicale autonomie, sans l'assujettir dès l'origine à l'utilité ou à toute autre finalité »<sup>1202</sup>. La réponse à cette différence réside peut-être dans le fait qu'Orléan partage avec les régulationnistes la caractérisation du capitalisme comme une structure composée de deux rapports sociaux fondamentaux (ou deux « séparations »), le rapport marchand et le rapport salarial :

La réflexion de ce livre porte exclusivement sur l'économie marchande et non sur le capitalisme. S'intéresser au capitalisme supposerait d'introduire, à côté de la séparation marchande, un autre rapport social, à savoir le rapport salarial. Il n'en sera rien. L'analyse qui suit ignore le salariat et traite la production à la manière d'une boîte noire, chaque acteur étant simultanément producteur et échangiste comme le souligne le terme de « producteur-échangiste ». L'économie marchande s'impose comme le cadre conceptuel adéquat pour mettre au jour le rôle que joue la valeur dans la coordination des activités séparées. Là réside tout son intérêt. Même si la compréhension du capitalisme demeure le but final que poursuit l'économie, cette compréhension passe au préalable par une pleine élucidation de la valeur<sup>1203</sup>.

Il présuppose ainsi qu'une économie marchande, même si elle est développée, ne peut pas à elle seule constituer le capitalisme, il faut au moins le rapport salarial. Nous avons vu que Marx lui aussi définit le capitalisme en intégrant le travail libre dans sa description, mais il affirme aussi à plusieurs reprises qu'une économie marchande développée n'existe que dans le mode de production capitaliste, qu'elle présuppose ainsi le capital. C'est pourquoi, même si d'un point de vue analytique il a dû séparer et ne pas confondre abstraction marchande et abstraction capitaliste, la première section du *Capital* correspond déjà au capitalisme, encore que le capital n'y soit que présupposé. Par conséquent, parler d'une économie marchande *développée* c'est déjà parler en quelque sorte du capitalisme. Dans le cas de Marx, il veut comprendre comment la distribution du travail social (et, au fond, la reproduction matérielle de la société) y est possible, même avant d'introduire la catégorie de capital. Pourquoi ? Parce que l'accumulation de richesse abstraite doit tout de même se fonder sur la vente de marchandises *utiles*, qui font l'objet d'une *demande effective* de la part des consommateurs – cette condition est une contrainte qui s'impose aux capitalistes. C'est ici que réside peut-être le cœur du désaccord entre Marx et Orléan, car le premier ne peut pas accepter l'évacuation complète du problème de la détermination quantitative de la valeur (définie en fonction du

---

<sup>1202</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>1203</sup> *Ibid.*, p. 23-4.

temps de travail), une fois que la valeur doit refléter plus ou moins la manière dont le travail social est distribué dans les différentes branches productives, sinon on ne pourrait pas comprendre comment le *mode de production* capitaliste est capable d'assurer la reproduction matérielle de la société. Ce problème de l'intégration sociale des travaux individuels ne préoccupe pas tant Orléan ; il veut surtout comprendre pour ainsi dire l'intégration sociale des désirs en insistant sur l'aspect fluide et socialement produit de la valeur, au point de considérer celle-ci intégralement en fonction des échanges (relations), de sorte que la différence entre prix de marché (plus ou moins aléatoire, en fonction de l'offre et de la demande, mais aussi d'aspects comme le prestige, etc.) et valeur disparaît complètement chez Orléan<sup>1204</sup>. Or, on sait que sans valeur-travail il n'y a ni théorie de l'exploitation ni théorie des crises chez Marx. Toutefois, Orléan essaie de faire ressortir un aspect du rapport marchand-monnaire que Marx aurait laissé de côté, à savoir sa dimension intrinsèquement relationnelle et conflictuelle :

Mon désaccord avec Marx a pour origine son traitement du rapport marchand dans la section Un du livre Un du *Capital* intitulée « Marchandise et monnaie ». Pour le dire simplement, je ne trouve pas ce traitement fidèle au paradigme de l'économie des relations que, par ailleurs, Marx construit à l'occasion de son analyse du salariat. Certes, Marx parle de contradictions pour ce qui est du rapport marchand, mais ces contradictions gardent une nature très abstraite (...) Ce qui n'apparaît jamais, c'est la division du corps social en puissances qui s'opposent. Alors que, dans l'analyse du rapport salarial, Marx montre avec brio comment le développement de l'antagonisme travail-capital conduit à la production de médiations grâce auxquelles les effets destructeurs de la lutte des classes se trouvent temporairement surmontés, rien de tel n'apparaît pour ce qui est de l'économie marchande (...) Mon travail sur la monnaie a toujours eu pour but, depuis *La violence de la monnaie*, de proposer une modélisation du rapport marchand qui soit conforme à la modélisation marxienne du rapport salarial. Pour ce faire, il s'agit, d'abord, de quitter le monde des grandeurs, celui de la valeur travail, pour lui substituer un monde de puissances en conflit. C'est pour cette raison que j'attache tant de prix au concept de séparation marchande : parce qu'il met en avant la dimension intrinsèquement rivalitaire du rapport marchand. Penser celui-ci comme une séparation, c'est signifier que la société marchande est une société divisée : on y voit un ensemble de producteurs-échangistes en lutte pour la reconnaissance sociale, via l'accumulation de ce pouvoir particulier qu'est le pouvoir d'acheter les marchandises<sup>1205</sup>.

Dans tous les cas, Orléan semble ainsi contester l'originalité de la circulation simple, de la quête première et originale de valeurs d'usage, de produits utiles. Bien entendu, son analyse ne conduit pas à rejeter l'approche (néoclassique) en termes d'utilité mais à en contester la généralité. Selon lui, l'utilité ne nous livre pas la pleine intelligibilité du rapport aux objets. Elle n'en constitue qu'une modalité particulière. Pour qu'il y ait transaction, encore faut-il que

---

<sup>1204</sup> Pour une analyse beaucoup plus complète du rapport entre Marx et Orléan, voir HARRIBÉY J.-M., « André Orléan, L'empire de la valeur, Refonder l'économie, Paris, Seuil, 2011. », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 17 novembre 2011, n° 10.

<sup>1205</sup> ORLÉAN A., « Réponse à Jean-Marie Harribéy », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 17 novembre 2011, n° 10. Disponible sur <https://regulation.revues.org/9502>.

se manifeste le désir d'échange « qui n'est rien d'autre que le désir d'argent »<sup>1206</sup>. L'utilité apparaît ainsi comme un résultat des échanges. Elle est une création des relations marchandes.

Un autre trait majeur de son approche est qu'elle rompt avec le primat des grandeurs sur les relations en économie. En effet l'hypothèse d'une valeur substantielle, objective ou « naturelle » ne tient pas. Il n'y aurait donc pas une valeur préexistante au marché ou aux échanges. À partir de René Girard, Orléan affirme que la logique de détermination des prix est plutôt mimétique, dans un sorte d'auto-extériorisation, où prévaut l'opinion majoritaire, comme cela devient explicite notamment dans le marché financier. L'individu ne sait pas ce qu'il veut et il a besoin des autres, d'interagir, pour déterminer l'objet de son désir. On y reconnaît la tendance « relationniste » des « nouvelles sociologies » :

L'individu mimétique est un être foncièrement social au sens où il est constamment plongé dans les interactions. Non seulement il n'est pas extérieur à elles, mais elles le façonnent. Ce faisant, le modèle mimétique inverse l'ordre des causalités: il recommande de partir des relations pour penser les évaluations individuelles. On ne saurait surestimer l'importance de ce renversement: l'échange est remis au centre du dispositif conceptuel. Loin d'être manipulé de l'extérieur par des valeurs objectives qui lui préexistent, à savoir les préférences individuelles, l'échange marchand apparaît comme le lieu véritable de constitution de la valeur, y compris de l'utilité. Tel est l'enjeu fondamental de l'hypothèse mimétique: proposer une économie des rapports et non des substances<sup>1207</sup>.

C'est notamment dans la deuxième partie de son livre qu'Orléan livre sa conception de la formation du social marchand *développé*. C'est pourquoi sa question de départ est celle qui se demande par quel mécanisme l'ordre marchand accède-t-il à l'existence. Dans une économie fondée sur la séparation marchande, c'est-à-dire sur l'autonomie des décisions privées de production et d'échange, comment est-il possible de rendre les actions des uns et des autres cohérentes? En rompant avec tout présupposé préalable de totalité ou d'équilibre, il tente d'élaborer sa réponse à cette question en prenant en compte deux aspects majeurs du rapport marchand, à savoir liberté *ex ante* et équilibrage *ex post*. En un mot, la conception alternative qu'il défend substitue la monnaie au secrétaire de marché néoclassique : ce qui rend socialement valide une action n'est pas sa compatibilité avec l'équilibre général calculé par le secrétaire de marché, mais l'utilisation de la monnaie. S'ensuit la possibilité d'une véritable décentralisation: chacun peut agir de manière individuelle, sans l'accord préalable des autres.

Ainsi, la monnaie fonde l'économie marchande. Pour qu'un achat ait lieu, il faut et il suffit que l'acheteur possède la quantité de monnaie adéquate. Si les deux protagonistes en sont d'accord, la transaction se réalisera même si elle se fait à un prix distinct du prix

---

<sup>1206</sup> ORLÉAN A., *L'empire de la valeur*, op. cit., p. 14.

<sup>1207</sup> *Ibid.*, p. 115.

d'équilibre walrassien. Le sceau de la monnaie suffit à valider une transaction. Orléan en arrive même à affirmer que la quête de monnaie a le pouvoir de définir ce qu'est une économie marchande :

Qu'est-ce qu'une économie marchande? C'est une économie dans laquelle les acteurs sont à la recherche de monnaie. Pourquoi? Parce que la monnaie est l'instrument par excellence de la puissance marchande en tant qu'elle ouvre l'accès à toutes les marchandises. Autrement dit, le monde marchand possède un «désir-maître », le désir d'argent, qui englobe tous les autres désirs (...) Dans notre cadre d'analyse, les acteurs désirent d'abord de la monnaie et, pour l'obtenir, se font producteurs ou commerçants. La logique est inversée : le développement de la production marchande n'est que la conséquence de la quête monétaire<sup>1208</sup>.

Comment justifier un tel propos ? Orléan s'efforce de justifier l'attraction que la monnaie exerce sur les esprits autrement que comme relevant de l'aberration mentale. Tout au contraire, elle serait pleinement rationnelle pour peu qu'on retienne un cadre conceptuel adapté. C'est le concept d'élection mimétique qui sera alors mobilisé.

En effet, dans le monde de la séparation marchande, la question de l'accès aux marchandises est centrale pour les producteurs-échangistes. Plus cet accès est large, plus leur contrôle sur les autres est important, et plus leur capacité d'action est grande. En ce sens très fondamental, la puissance marchande, en tant qu'elle vise à s'aménager le plus large accès aux objets par l'échange, se définit comme un pouvoir d'achat. Il s'agit toujours de faire reconnaître ses droits sur les marchandises: le droit de les acquérir notamment. Pour cela, chaque individu doit s'interroger sur les biens susceptibles d'être désirés par les autres, pour autant qu'il puisse le prévoir. Le terme qu'utilisent généralement les économistes pour désigner cette aptitude à être acceptée dans l'échange est la « liquidité ».

Selon Orléan, la structure des interactions que suscite la liquidité est d'une nature typiquement mimétique puisque le désir de chacun à l'égard des biens liquides se règle sur le désir éprouvé par les autres pour ces mêmes biens. Comme pour le prestige, on peut écrire : est liquide pour un individu ce que les autres considèrent comme liquide et désirent comme tel. En conséquence, la liquidité ne renvoie à aucune qualité substantielle particulière, définissable antérieurement aux relations interpersonnelles ; elle relève plutôt d'une logique autoréférentielle : la liquidité est une création du désir de liquidité.

C'est exclusivement via l'acquisition de biens liquides que l'individu marchand peut prétendre à la pleine reconnaissance de ses droits sur les marchandises. Dans une économie marchande, la puissance, c'est-à-dire le pouvoir d'acheter, prend la forme d'une quantité: la quantité de biens liquides qui sont aux mains du producteur-échangiste, de telle sorte que le

---

<sup>1208</sup> *Ibid.*, p. 149.



bien liquide est conduit naturellement à servir d'unité de mesure du pouvoir d'achat. Le bien liquide par excellence est la monnaie et comme la monnaie condense le désir unanime de tous les acteurs, elle exerce sur chacun une puissance d'attraction sans égale. La question alors posée est de savoir d'où vient une telle puissance? Quelle en est l'origine ?

La thèse soutenue est que la monnaie résulte de la lutte entre les producteurs-échangistes pour la maîtrise de la puissance marchande, via l'acquisition des biens les plus liquides. En effet, pour exister, ils n'ont d'autres choix que d'acquérir des biens liquides, car c'est là la condition d'un accès efficace à la circulation des marchandises. En effet, la société marchande ne connaît pas ces liens de solidarité existant entre parents, voisins ou proches, grâce auxquels, dans les sociétés traditionnelles, chacun peut mobiliser directement l'assistance des autres pour réaliser ses projets. Pour obtenir quelque chose d'autrui, dans l'ordre marchand, il n'est pas d'autres moyens que de susciter son désir. Telle est la nature de la séparation marchande. La liquidité en tant que capture du désir de certains répond à cette nécessité. Il apparaît ainsi que la liquidité n'est pas une substance mais un mode de relation à autrui, un lien social par lequel est reconnue entre les échangistes l'existence d'une communauté d'intérêts mais transfigurée sous la forme d'un désir d'objet.

Le principe mimétique préconise que chacun recherchera la référence liquide la plus utilisée. Il est évident que les agents sont également actifs. Ils cherchent à peser sur le processus de choix pour l'orienter en leur faveur, par exemple en faisant élire leur propre bien. Étant acceptée par tous, la monnaie jouit d'une liquidité absolue, parce qu'elle permet de tout obtenir. Une fois l'unanimité mimétique obtenue, il s'ensuit une transformation en profondeur des interactions. L'imitation acquiert de nouvelles propriétés : au lieu de pousser les individus à explorer de nouvelles hypothèses, elle n'a plus pour seul effet que de renforcer la croyance élue ; à la diversité erratique des anticipations succède une soudaine stabilité qui se perpétue. Orléan appelle auto-extériorisation cette extériorisation produite par le groupe lui-même. Par le jeu de cette transformation, l'objet élu acquiert le statut d'institution socialement reconnue, même si sa contestation n'est jamais définitivement écartée.

À travers Simmel, Keynes, Spinoza et Durkheim, Orléan veut montrer que la monnaie représente au fond l'intégration de la société marchande. Pour cela, il faut absolument intégrer le rôle que jouent les représentations collectives, car elles sont au fondement du fait monétaire :

Notre cadre conceptuel, loin de voir dans la monnaie une donnée secondaire et contingente de l'ordre marchand, la pense comme son rapport primordial, celui grâce auquel cet ordre social accède à l'existence complète. Ce rôle fondateur a pour base non pas quelque qualité intrinsèque qu'il faudrait spécifier, mais l'accord unanime des sociétaires pour reconnaître en elle ce que les autres désirent absolument: la liquidité absolue. Dans la monnaie, c'est l'unité objectivée du corps social qui se donne à

voir. On ne saurait mieux exprimer la nature holiste de la monnaie, son statut de puissance collective. Son rôle de médiation s'en déduit: tous partageant une même vénération à son égard, les individus marchands cessent d'être l'un face à l'autre dans un état d'absolue étrangeté et leur lutte peut se polariser sur sa seule possession. De cette façon, la monnaie s'impose à toutes les activités marchandes comme le tiers médiateur qui en authentifie la valeur économique. Telle est la signification spécifique de la monnaie: elle est l'institution qui donne réalité à la notion de valeur économique et, par là même, celle qui permet l'activité marchande définie comme activité tout entière tournée vers l'appropriation de celle-ci (...) En ce sens, la monnaie peut être dite « expression de la totalité sociale » à condition de bien souligner que totalité sociale (marchande) et monnaie se construisent simultanément en prenant appui l'une sur l'autre. L'outil conceptuel pour penser cette totalisation est la polarisation mimétique. Elle produit l'institution monétaire.<sup>1209</sup>

Orléan défend ainsi l'idée selon laquelle le fait économique est un fait social comme un autre. Il ne possède en rien une essence particulière qui justifierait une épistémologie spécifique ou une discipline indépendante. Bien qu'elle ait l'apparence d'un nombre, la valeur économique est bien une puissance de nature sociale, en l'espèce un pouvoir sur autrui qui prend la forme d'un pouvoir d'achat sur les choses, dont l'origine est dans la capture universelle des désirs individuels de liquidité. Ce qui demande à être compris est la nature de cette puissance: comment un sentiment collectif s'extériorise-t-il durablement dans un objet? Orléan trouve la réponse dans des concepts tels que la confiance, l'affect commun, la puissance de la multitude et la croyance collective.

Il est important de remarquer que cette réflexion débouche sur une vision de l'activité économique notablement distincte de celle qui prévaut chez les économistes néoclassiques. À leurs yeux, la société marchande résulte du libre engagement des parties prenantes, conformément à ce que leur dictent leurs intérêts. Autrement dit, elle est pensée sur le modèle de l'accord contractuel. *A contrario*, cette approche insiste sur la présence de forces collectives *sui generis* qui enrôlent les individus en jouant sur la puissance des affects qu'elles provoquent chez eux. La monnaie et la fascination qu'elle exerce sur tous les individus nous en fournissent l'illustration exemplaire. Autrement dit, le désir de monnaie est socialement produit, il n'est pas du tout « naturel » ou « a-social » ; il fait partie de la pratique marchande *développée*.

Penser la monnaie, c'est penser un engagement de la société (marchande) en tant que totalité ; engagement qui est produit via la polarisation mimétique des désirs. Or, cette polarisation mimétique des désirs individuels sur un même objet (ou une même représentation) dote celui-ci d'une puissance d'attraction d'autant plus grande que sont nombreux les désirs individuels. Il faut alors parler d'une composition mimétique des désirs transformant des affects individuels dispersés en un affect commun polarisé. La monnaie tire

---

<sup>1209</sup> *Ibid.*, p. 185.

son pouvoir d'attraction de cet affect commun qui se trouve investi en elle. Orléan arrive alors à de conclusions à propos du « fétichisme de l'argent » proches de certains passages de Marx :

Selon cette revendication, la nécessité de son éléction serait inscrite dans sa nature, dans le fait que l'objet élu n'est pas une marchandise comme les autres. Telle est la représentation que le bien liquide veut donner de lui-même, représentation qui se construit, évolue et devient connaissance commune au cours des intenses interactions mimétiques que la quête de liquidité provoque, chacun cherchant à convaincre autrui de la justesse de son choix et réglant son argumentaire sur le désir des autres<sup>1210</sup>.

De ce point de vue, l'objectivité des choses qui servent de support à l'affect commun n'est nullement conventionnelle. C'est la transcendance des faits sociaux par rapport aux consciences individuelles, leur extériorité, qui se trouve ainsi exprimée. Autrement dit, l'objectivité est une propriété intrinsèque à l'affect commun, qu'il réalise au moyen d'un support matériel, en prenant l'apparence d'une chose. Orléan compare alors le fait monétaire au fait religieux, mais aussi à la souveraineté politique pour décrire la formation du social marchand :

En son fondement, on trouve l'hypothèse d'une autorité spécifique au social, la puissance de la multitude, qui agit sur les individus en leur imposant des manières collectives d'agir, de penser et de sentir, encore appelées « institutions ». Dans le cas marchand, cette autorité que la société engendre prend la forme d'un pouvoir d'acheter. Elle s'investit dans certains objets élus, qualifiés par nous de liquides, plus couramment appelés « richesses ». Ces biens liquides sont le pendant des objets sacrés en matière religieuse. Ce qu'on a observé, en analysant les économies marchandes *développées*, c'est une tendance à l'unité monétaire, à la production d'une liquidité ultime admise universellement par le groupe marchand. Cette propriété spécifique à l'ordre marchand a des conséquences considérables par le fait qu'elle institue une définition univoque de la valeur, dépourvue de toute ambiguïté: le bien élu. C'est lui qui règle l'accès aux marchandises profanes. Pour cette raison, on peut le dire souverain dans l'ordre marchand<sup>1211</sup>.

La recherche de l'utilité ne devient possible que sur cette base commune que fournit la monnaie « souveraine ». Certes, la séparation des producteurs-échangistes est maintenue, mais dans le cadre d'une forme commune d'évaluation qui ouvre la possibilité d'une coordination efficace entre les acteurs. En ce sens, la coordination marchande est d'abord une coordination par la monnaie avant d'être une coordination par les prix. C'est l'émergence d'une définition de la valeur, reconnue par tous, qui est à l'origine de l'économie marchande. Le fait que toutes les valeurs économiques soient rendues directement comparables en raison de l'unicité de la référence monétaire a engendré un monde social particulièrement adapté aux calculs, condition du développement de conduites rationnelles en finalité.

Ainsi, la monnaie réunit les individus séparés en leur construisant un horizon commun, le désir de monnaie, et un langage commun, celui des comptes. Plus la marchandisation

---

<sup>1210</sup> *Ibid.*, p. 197.

<sup>1211</sup> *Ibid.*, p. 212.

s'intensifie, plus la monnaie accroît son empire sur le monde social. Dans un tel cadre « relationniste », l'idée d'une « valeur fondamentale », d'un «vrai prix », ou encore d'un «juste prix », n'a plus lieu d'être. Ce qui est objectif, ce qui s'impose aux agents, ce par quoi un ordre économique est rendu possible, ce sont les mouvements monétaires. Pour ce qui est des prix des marchandises, ils sont variables: ils sont ce que les luttes d'intérêt entre producteurs et consommateurs font qu'ils sont. Il n'est même pas nécessaire de postuler l'unicité du prix: un même bien, en un même lieu, peut avoir différents prix sans que cela ne remette en cause l'objectivité de la valeur. C'est l'étude de la concurrence et des dispositifs d'échange qui permet de savoir ce qu'il en est.

C'est là la forme spécifique que prend la sociabilité marchande, par laquelle les individus séparés font société. La liquidité lie étroitement les acteurs économiques entre eux. Il en est ainsi, en premier lieu, parce que la valeur du bien liquide que détient l'individu A dépend du comportement des autres détenteurs. Si les autres détenteurs, pour une raison ou une autre, ne veulent plus du bien liquide, sa valeur tombera à zéro et l'individu A pourrait se retrouver ruiné sans avoir rien fait. En conséquence, chaque acteur n'a d'autre choix que d'être constamment attentif au comportement du groupe dont il dépend pour sa richesse.

En quoi cette approche est-elle importante pour notre tentative de comprendre la pratique *sociale* capitaliste ? Il nous semble que son grand mérite est celui de montrer que, pour comprendre la pratique économique moderne, on ne peut pas s'en tenir aux seules volontés individuelles : l'activité économique met également en jeu des puissances collectives qui viennent dicter aux individus ce qu'il convient de faire. La monnaie nous en fournit l'illustration paradigmatique : « Le désir qu'elle suscite ne résulte en rien d'une utilité intrinsèque qui serait recherchée pour elle-même. Il est une construction sociale qui trouve son origine dans la puissance de la multitude telle qu'elle est engendrée par la polarisation mimétique. Ce désir connaît sa propre logique »<sup>1212</sup>. Certes, cette idée n'est pas complètement étrangère au cadre marxien dont nous sommes parti, mais Orléan fournit tout de même une explication plus développée des éléments affectifs et anthropologiques sous-jacents au fait monétaire dans les économies marchandes développées. Il montre avec grande clarté le rôle joué par la monnaie dans le processus d'intégration sociale et de subjectivation des acteurs marchands, notamment en ce qui concerne le désir de monnaie, c'est-à-dire son attractivité aussi intense que typique dans la sociabilité marchand-capitaliste. En outre, il ajoute un caractère plus conflictuel à l'émergence du fait monétaire, comme il le souligne :

---

<sup>1212</sup> *Ibid.*, p. 324.

Chez Marx, la valeur est appréhendée uniquement au moment de sa pleine victoire, lorsque toutes les activités productives ont été soumises à sa loi et, comme nous le dit Marx au tout début du *Capital*, qu'un quarteron de froment est égal à *a* kilogrammes de fer. Mais jamais n'est explicité ce qui a produit cette victoire : quelles puissances sociales ont permis à l'économie marchande de surmonter ses divisions ? Selon quel processus ? La comparaison entre loi de la valeur et loi de la gravitation suggère que c'est la valeur travail elle-même agissant comme « loi naturelle régulatrice » qui serait à l'origine d'un tel miracle. Mais comment cette substance opère-t-elle pour se faire connaître et s'imposer ? Ceci est postulé plus que démontré. L'analyse que je propose prend pour point de départ les conflits existant entre les producteurs-échangistes séparés quant à la définition de la valeur. L'enjeu de ces conflits est l'émergence d'un groupe marchand unifié et c'est au travers de l'adhésion collective à une même monnaie que se réalise cette unité. Nous sommes donc face à un processus rivalitaire qui met en concurrence divers biens liquides dans leur commune prétention à exprimer la valeur marchande. Les intérêts des uns et des autres ne convergent pas nécessairement : chaque producteur-échangiste favorisera les biens liquides qui lui donnent un avantage dans la lutte concurrentielle. Telle est la nature de notre analyse. Elle donne à voir un corps marchand originellement divisé qui tente de surmonter ses divisions par l'élection d'une monnaie unanimement reconnue. Cette unification est toujours provisoire car constamment de nouveaux conflits viennent remettre en cause l'unanimité, ce qu'on a nommé des séditions monétaires. Telle est la nature de la contradiction marchande<sup>1213</sup>.

Néanmoins, on peut quand même se demander ce qui arrive lorsque la monnaie est élue. D'un côté, Orléan semble accepter l'explication néoclassique du comportement utilitaire, lorsqu'il affirme, dans la conclusion de l'ouvrage, que « ainsi interprété, le travail néoclassique fournit de précieuses connaissances quant à la dynamique en régime de l'ordre marchand, lorsque les qualités et les utilités sont définies »<sup>1214</sup>. Le problème est que cette analyse implique un équilibre. Comme lui-même le remarque à plusieurs reprises, cela donne à voir une économie marchande sans aucune violence, ni emballements cumulatifs, ni montée aux extrêmes, ce qui n'est *jamais* tout à fait le cas dans le capitalisme. En outre, pour qu'un équilibre existe, il faut que les préférences objectives des acteurs soient suffisamment flexibles, autrement dit qu'elles ne soient ni trop exagérées, ni trop exclusives. C'est ce que recouvre l'hypothèse technique dite de « convexité des préférences » mise en avant par Arrow et Debreu comme une condition nécessaire pour qu'existe un équilibre. Les préférences « exagérées » sont du type: « plus j'en ai, plus j'en veux », et les préférences « exclusives » sont du type: « un seul bien m'intéresse », les deux aspects étant étroitement liés. Orléan reconnaît ainsi que « l'hypothèse de convexité, en excluant du champ de l'analyse tous les comportements monomaniaques, modélise un rapport de l'individu aux objets marchands particulièrement pacifié et raisonnable, totalement non névrotique »<sup>1215</sup>.

Que dire alors de la pratique capitaliste, qui s'installe après le fait monétaire et est marquée par la recherche d'une accumulation d'argent infinie ? En ce qui concerne la

---

<sup>1213</sup> ORLÉAN A., « Réponse à Jean-Marie Harribey », *op. cit.*

<sup>1214</sup> ORLÉAN A., *L'empire de la valeur*, *op. cit.*, p. 328.

<sup>1215</sup> *Ibid.*, p. 60.

valorisation, Orléan semble préférer rejoindre Frédéric Lordon dans sa « métaphysique des luttes » d'inspiration en partie spinoziste, en partie régulationniste :

Le prix de production prend acte du fait que le capital individuel pour perdurer doit satisfaire à certaines exigences de profit. C'est là une logique dont nous reconnaissons toute la pertinence : passer d'une valeur substance à l'hypothèse de pouvoirs en conflit pour la valorisation, par quoi nous retrouvons la « Métaphysique des luttes » que décrit Frédéric Lordon. Comme lui, nous considérons la régulation comme « une interrogation sur la possibilité de la cohérence, du “tenir ensemble” ou du “faire système”, mais sachant que cette cohérence d'éléments épars ou hétérogènes n'est jamais originellement donnée, qu'elle est toujours *a priori* problématique puisqu'à produire sur fond de forces centrifuges ». C'est ce type d'analyse que le concept de séparation permet<sup>1216</sup>.

Toutefois, le paradigme du conflit ou de la lutte peut-il à lui seul rendre compte de la *spécificité* de la pratique capitaliste, qui présuppose la monnaie ainsi que le désir et l'attractivité socialement induite de celle-ci ? Pour notre part, nous préférons ajouter une autre dimension, esquissée par Marx. Par manque de compétence, nous laisserons ici de côté la discussion plutôt économique concernant le rapport entre valeur et prix. Orléan peut éventuellement avoir raison lorsqu'il dit que la théorie de la valeur travail de Marx n'explique pas de manière satisfaisante la formation des prix relatifs et, à la limite, le fonctionnement de l'économie réelle. En effet, dès lors qu'on cherche à la mettre en œuvre pour étudier concrètement les rapports d'échange, on se heurte à d'immenses difficultés qui restent irrésolues : qu'est-ce que le travail socialement nécessaire ? Comme spécifier le rapport entre travail complexe et travail simple ? Selon Orléan, « lorsqu'il en vient à l'analyse du capitalisme, à savoir l'économie telle que nous la connaissons, Marx est conduit à adopter une analyse des prix totalement différente, ce qu'il nomme les prix de production. Il ne s'agit plus d'une valeur objective s'imposant à chacun à la manière d'une 'loi naturelle régulatrice', mais d'acteurs qui luttent pour leur valorisation »<sup>1217</sup>. On note seulement que si Orléan a raison, alors il resterait aux marxistes la lourde tâche de reconstruire la théorie de l'exploitation et la théorie des crises systémiques du capitalisme.

Néanmoins, même si d'un point de vue quantitatif la théorie marxienne ne fonctionne pas pleinement, on pourrait soutenir qu'elle dévoile en termes « qualitatifs » le *sens* de la pratique capitaliste. Pour ne pas reprendre toute la discussion menée dans la première partie à propos du « mauvais infini », nous allons simplement citer encore une fois deux passages de la *Contribution* qui lient avec grande clarté ce que représente la monnaie et la pratique d'accumulation infinie :

---

<sup>1216</sup> ORLÉAN A., « Réponse à Jean-Marie Harribey », *op. cit.*

<sup>1217</sup> *Ibid.*

Par opposition aux marchandises qui ne font que représenter l'existence autonome de la valeur d'échange, du travail social universel, de la richesse abstraite, l'or est l'*existence matérielle de la richesse abstraite*. Du côté de la valeur d'usage, chaque marchandise n'exprime qu'un moment de la richesse matérielle et, par sa relation à un besoin particulier, un côté seulement singularisé de la richesse. L'argent, lui, satisfait tout besoin dans la mesure où il est immédiatement convertible en l'objet de tout besoin (...) Dans sa solide métallité, il contient enfermée toute la richesse matérielle déployée dans le monde des marchandises (...) L'or est *donc le représentant matériel de la richesse matérielle*. Il est le « précis de toutes les choses », le compendium de la richesse sociale (...) Il est la richesse universelle en tant qu'individu (...) De simple larbin, il devient le Dieu des marchandises<sup>1218</sup>.

Et encore :

Le mouvement de la valeur d'échange en tant que valeur d'échange, en tant qu'automate, ne peut être en général qu'un mouvement de sortie hors de sa limite quantitative. Mais, lorsqu'une limite (*Grenze*) quantitative du trésor est franchie, une nouvelle borne (*Schranke*) est créée, qui doit nécessairement être de nouveau abolie. Ce n'est pas une limite déterminée du trésor qui apparaît comme borne, mais toute limite quelle qu'elle soit. La thésaurisation n'a donc aucune limite immanente, aucune mesure en soi, elle est un processus sans fin qui trouve à chaque fois dans son résultat un motif de recommencement. Si on n'accroît le trésor qu'en le conservant, on ne le conserve également qu'en l'accroissant<sup>1219</sup>.

Par là on voit que l'instauration sociale de la monnaie non seulement suscite dans les agents marchands le désir de monnaie, mais elle implique un désir spécialement *démesuré*, *infini*, qui n'est nullement neutralisé avec l'élection mimétique. Bien au contraire, l'élection mimétique de la monnaie non seulement permet le rapport marchand *développé*, mais elle instaure également la possibilité d'une transformation complète de ce rapport à travers cette pratique d'accumulation infinie. Encore une fois, même si les deux sont imbriqués, on ne peut pas gommer la différence entre abstraction marchande et abstraction capitaliste. Et la monnaie, en même temps qu'elle fournit le cadre pour le développement et la généralisation du rapport marchand, elle ouvre la voie à l'orientation vers la valeur d'échange. Ainsi, si le désir de liquidité institue l'économie marchande développée, il n'est pas du tout éteint avec le fait monétaire ; on assiste plutôt à son intensification dans une pratique d'accumulation capitaliste. Cette pratique *sociale* ne se confond nullement avec la maximisation de l'utilité néoclassique, qui présuppose une *modération* du désir ainsi que le caractère *individuel et a-social* de celui-ci. Certes, Orléan montre à juste titre que la monnaie ainsi que d'autres institutions (conventions de qualité, etc) sont présupposées par l'explication néoclassique, alors qu'il s'efforce d'en expliquer la genèse. Mais on pourrait quand même dire que l'instauration monétaire dans les économies marchandes développées institue non pas

---

<sup>1218</sup> MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique : Introduction à la critique de l'économie politique dite « de 1857 »*, Paris, Éditions Sociales, 2014., p. 158-9 (MEW 13, p. 102-3).

<sup>1219</sup> *Ibid.*, p. 165-6 (MEW 13, p. 109-110).

l'équilibre et la stabilité des préférences en termes d'utilité, mais le déséquilibre et l'instabilité de l'accumulation capitaliste.

Certes, cela n'est pas étranger à l'analyse d'Orléan elle-même, une fois qu'il souligne dès le départ – comme nous l'avons vu – que « les relations marchandes possèdent leur propre logique de valorisation dont la finalité n'est pas la satisfaction des consommateurs mais l'extension indéfinie du règne de la marchandise », où « la valeur se trouve recherchée pour elle-même, en tant que pouvoir d'achat universel ». Néanmoins, nous tenons à insister sur le fait que le paradigme de la « métaphysique des luttes », finalement adopté par lui pour comprendre la logique de valorisation, ne semble pas être suffisant pour saisir toute la spécificité de ce phénomène.

### **7.5 – L'argent comme médium « transcendantal » et le schème capitaliste**

Il est évident que ce désir effrénée, démesurée, est un modèle théorique de motivation, « idéaltypique », qui peut en tant que tel ne pas correspondre à la réalité dans toutes ses variations. Le capitalisme moderne a connu d'autres mécanismes de motivation pour instituer la pratique d'accumulation, aussi bien externes (la concurrence) qu'internes (la transmission d'une tradition familiale, la quête de prestige, de pouvoir ou de reconnaissance sociale) – nous y reviendrons. Néanmoins, à partir de Marx, nous l'adoptons ici en tant que modèle originaire. Dans tous les cas, cette discussion mérite une analyse un peu plus détaillée afin de pouvoir aborder la diversité des mécanismes de diffusion de cette pratique sociale, ce que nous allons essayer de faire plus loin. Pour l'instant, notre intérêt se tourne plutôt vers les aspects structurels de la pratique capitaliste, dont les présupposés implicites sont au moins en partie indépendamment de ses porteurs et des mécanismes plus concrets de son institutionnalisation. En effet, la question des différents mécanismes de motivation, d'« adhésion » en quelque sorte à la pratique capitaliste – qui est une question qui depuis Weber et sa thèse de l'éthique protestante fonctionnant comme l'orientation éthique des « conduites de vie » sur laquelle reposait le capitalisme moderne dans sa phase initiale (avant son autonomisation impersonnelle)<sup>1220</sup> – est très vaste et a reçu plusieurs réponses. Au fond, elle n'est cependant pas la plus importante pour nous ici. L'adhésion « idéologique » ou même concrètement subjective au capitalisme peut effectivement varier significativement. La motivation consciente ou affective peut être l'avidité ou la cupidité, une éthique religieuse ou

---

<sup>1220</sup> Cf. WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi d'autres essais*, traduit par Jean-Pierre GROSSEIN, Gallimard., Paris, Gallimard, 2004.



simplement celle de bien faire son « boulot ». Néanmoins, ce que nous voulons montrer, c'est qu'une fois « engagé » dans la pratique capitaliste, l'agent ou le porteur doit présupposer certaines interprétations et normes implicites ou préréflexives lors de son action spécifique.

Ainsi, notre étude se situe à un niveau relativement élevé d'abstraction, car elle tente de rendre compte de certains aspects de la pratique capitaliste en général, valant *a priori* pour toutes les phases du capitalisme. En termes philosophiques, notre propos est que ce paradigme affectif et conflictuel qu'adopte Orléan doit être complété par un paradigme « transcendantal », c'est-à-dire que non seulement la socialisation marchande-capitaliste suscite dans les agents un désir d'argent (ou encore d'autres motivations passionnelles et subjectives), mais qu'à travers l'argent en tant que *médium* elle leur impose un cadre ou une grille d'intelligibilité des phénomènes, qui fournit les conditions de possibilité des actions concrètes. Nous croyons que, par-delà la diversité des phases du capitalisme et des conditions plus concrètes d'institutionnalisation de sa pratique spécifique, il y a une socialisation de base, qui a à voir avec l'argent en tant que valeur en procès. Comme nous l'avons dit dans la première partie, l'argent apparaît donc comme l'*opérateur pratique* de ce changement vers une perspective *abstraite, suprasensible*, qui transforme par exemple le procès de travail en procès de valorisation. Comme le montre Marx, le capitalisme est avant tout une économie *monétaire*, où on passe à calculer les choses en tant que valeurs ou grandeurs monétaires :

À chaque instant, dans nos calculs, dans la comptabilité, etc., nous transformons les marchandises en signes de valeur, nous les fixons en tant que simples valeurs d'échange, en faisant abstraction de leur matière et de toutes leurs propriétés naturelles. Sur le papier, dans notre tête, cette métamorphose s'effectue par une simple abstraction ; mais, dans les échanges effectifs, une *médiation* effective est nécessaire, un moyen qui mette en œuvre cette abstraction<sup>1221</sup>.

Notre suggestion est que cela ne soit pas pris selon un sens strictement économique, mais aussi d'après une perspective *phénoménologique* abstraite et « transcendantale » plus générale. Ainsi, on doit dépasser une définition simplement *empirique* du capitalisme, comme par exemple: un système économique composé de caractéristiques comme la propriété privée des moyens de production, l'existence d'un marché du travail « libre », et une accumulation de capital orientée vers le « gain ». Comme l'affirme Jaeggi, les pratiques impliquent des interprétations, elles ne sont pas des « faits bruts ». Ces faits doivent être interprétés et compris comme quelque chose. En outre, les pratiques sont régies par des normes. On peut donc se demander : de quelles interprétations et de quelles normes la pratique capitaliste est-elle solidaire ?

---

<sup>1221</sup> MARX K., *Manuscripts de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I*, Editions sociales, 1980., p. 77 (MEGA II/1.1, p. 77).

Pour essayer de mieux éclairer ce point selon le niveau d'abstraction adopté ici, nous allons devoir reconsidérer le concept d'argent (capitaliste) sous un autre angle. Pour cela, nous allons partir d'une proposition élaborée par Christian Lotz à partir de Kant, Heidegger, Sohn-Rethel et Adorno. En quelques mots, la thèse centrale de Lotz est de concevoir l'argent capitaliste comme un schème (*schema*), au sens kantien du terme. Dans le sillage de Sohn-Rethel, il propose une transformation matérialiste et socio-historique de la *Critique de la raison pure*, en attribuant à l'argent ce rôle :

To repeat the main point briefly, for Kant the conditions for the possibility of representing reality are given through a rational structure that determines every experience and makes it possible for us to have a representation at all. The most abstract structure is that of an object as such. Before we can have any experience at all, our reason projects in advance, so to speak, a "super-concept" of reality, which is the concept of object or objecthood. The categories that Kant determines as the pure part of reason, as I pointed out in the introduction, constitute this objecthood and thereby enable humans to refer to something in the world and to encounter specific objects, such as this table or that house. It is clear that objecthood must be universal in nature and, as such, it is not identical with empirically encountered things in our world; rather, it is what makes any representation of empirical objects possible. If we now go back to Marx, we not only see the roots of his concept of categories, but we also see that Marx thinks about money in a very similar fashion. We can see that Marx thinks of money as something that is, so to speak, the social replacement of the epistemologically defined object, i.e., of objecthood<sup>1222</sup>.

Pourquoi l'argent ? Parce que, selon Lotz, Marx définit l'argent comme l'objet de référence dans l'économie capitaliste, il devient une force universelle, ainsi que le médiateur universel de la vie sociale. Contrairement aux approches néoclassiques de l'argent, Marx fait valoir que l'argent est le résultat nécessaire du processus d'échange, car sinon les contradictions internes de la forme valeur simple ne peuvent pas être résolues. En somme, l'argent est le résultat de l'universalisation de la forme valeur grâce à laquelle les produits établissent leur échangeabilité. L'argent n'est lui-même rien d'autre qu'une forme spécifique de relation sociale, à savoir la forme sous laquelle les individus sont socialisés et synthétisés en tant qu'individus sociaux à travers quelque chose d'externe et d'objectif ou réifié, qui transforme ces relations en quelque chose d'abstrait. Comme l'argent est la chose universelle et vraiment existante qui établit la totalité sociale, il établit toutes les relations sociales ainsi que la relation que les individus ont à cette totalité comme une relation externe. Selon Lotz, cette idée marxienne est la traduction matérielle du concept kantien de choséité, qui se définit aussi comme indépendant à l'égard de la réalité fuyante.

En conséquence, l'argent n'est rien d'autre que cette similitude et universalité de l'équivalence. Sans l'argent la valeur d'une marchandise ne peut être rapportée à une autre. Cette forme générale de valeur commence réellement à exister grâce à des individus qui

---

<sup>1222</sup> LOTZ C., *The Capitalist Schema: Time, Money, and the Culture of Abstraction*, New York, Lexington Books, 2014, p. 81.

échangent leurs produits. Inconsciemment et sans le savoir, ces individus reproduisent la relation sociale avec chaque acte d'échange, ils établissent cela comme une abstraction réelle, d'où l'idée centrale :

Marx transfers this structure of the Kantian First Critique into a materialist framework within which money is determined as thinghood, since it determines the frame under which individuals can establish and refer to entities. As money remains the only independently existing thing in all of these exchanges, it establishes itself as the "transcendental force" behind everything, even if Marx no longer conceives this as a universal structure of reason, but instead, as a historically determined social form. The money form is here the general schema that controls and frames all relationships and all object references in a social totality<sup>1223</sup>.

En conséquence, l'argent n'est pas ici une entité « fixe »; nous pouvons voir que l'argent n'est pas une chose (papier, symboles, etc.). En effet, l'argent est une forme sociale qui régit la façon dont les individus peuvent être liés les uns aux autres, et ce faisant il acquiert une « force transcendantale » qui encadre phénoménologiquement la réalité et détermine ce qui est accessible de façon significative dans la société. Même si l'argent reste « caché » derrière un voile d'expériences empiriques et l'aspect naturel des choses, il définit pourtant des objets pour ce qu'ils sont, et ainsi il s'établit comme une force presque métaphysique derrière tout, en déterminant toutes les relations sociales possibles. Lotz nous en donne un exemple. Quand nous allons dans un supermarché, nous pouvons voir, au moins si nous sommes dans le monde occidental, une gamme de produits. Un supermarché moyen dans un pays occidental détient environ 40.000 articles différents. Dans leur aspect empirique, ces produits semblent tous être différents, une fois que leurs propriétés naturelles diffèrent. Certains sont plus grands, certains sont plus petits, et tous se battent pour notre attention à travers une foule d'autres propriétés, telles que la couleur, la forme, l'emballage, et les symboles. Maintenant, qu'est-ce qui rend tous ces objets identiques et les définit comme des objets dans cet espace? C'est d'abord le fait qu'ils puissent être achetés avec de l'argent ou, en d'autres termes, qu'ils puissent être échangés avec de l'argent. L'argent est donc vraiment dans ce cas l'objet que nous rencontrons quand nous allons au supermarché, puisque tous les objets ici reçoivent leur existence à travers une condition universelle de leur possibilité, qui dans ce cas est l'argent. Les relations sociales établies dans ce lieu sont absolument inessentiels aux personnes qui se déplacent dans cet espace et sont abstraitement définies par autre chose qui reste cachée derrière chaque mouvement. En conséquence, le seul lien entre les individus dans ce magasin est l'argent, car il établit leur relation comme des acheteurs, leurs besoins, et ce qu'ils sont<sup>1224</sup>.

---

<sup>1223</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>1224</sup> Cf. *Ibid.*, p. 33.

On pourrait dire que l'identification exclusive des objets avec des marchandises est injustifiée, car il semble tout simplement ne pas être empiriquement vrai que tout ce que nous trouvons autour de nous soit une marchandise. Cette affirmation, bien sûr, est en tant que telle correcte, vu que nous marchons encore à travers les parcs et forêts le dimanche, dans les montagnes pendant nos vacances, ou voyageons pour voir l'océan Atlantique sur la côte française. Mais, selon Lotz, l'argument qu'il présente est à un niveau différent, puisque la thèse est que nous ne pouvons plus accéder à ces objets de connaissance, de perception, d'action, etc., sans la forme *potentielle* qui régule leur accès comme des objets sociaux. Nous pourrions – et souvent cela est déjà le cas – imaginer et penser à ces choses comme des marchandises. Le sens de l'océan Atlantique est aujourd'hui certainement déterminée par la possibilité que nous pouvons exploiter ses ressources naturelles, l'utiliser pour les navires, pour le commerce ou pour des raisons militaires. Ainsi :

The argument presented here, therefore, is based on a social theory, since we need to show that the understanding and being of entities around us is nowadays constituted by commodities in their money form. It is clear, then, that we need to prepare an understanding of commodities as something that is a form rather than an object, given that commodities are not simply objects we can grasp with our hands, walk on, or see with our eyes; rather, they exist primarily in the form of social relations. Consequently, the understanding of these entities as potentially constituted by the money form is the transcendental condition of their possibility to appear within the worlds in which we live<sup>1225</sup>.

Les marchandises ne sont donc pas des objets ontologiquement fixes, comme les arbres ou les œuvres d'art (qui eux-mêmes peuvent devenir des marchandises) ; en réalité, ce que nous voulons dire lorsque nous nous référons à des marchandises est une forme. Cependant, la forme sous laquelle ces choses apparaissent comme des marchandises reste cachée et a besoin d'exposition. Une fois, encore rencontrer des « objets » dans le capitalisme signifie donc les rencontrer de manière *schématisée*, à savoir comme des marchandises. En effet, la forme marchandise elle-même dépend de la forme argent. Par conséquent, ce que nous rencontrons vraiment à travers le schème est la forme sociale à travers laquelle les entités deviennent accessibles pour nous dans le capitalisme.

De même, on pourrait dire que l'argent n'est pas décisif et que cette argumentation n'a pas de sens, que nous trouvons l'argent dans tout le cours de l'histoire et dans pratiquement toutes les sociétés qui se livrent à la pratique de l'échange. Ceci est sans aucun doute le cas, mais dans ces sociétés l'argent n'a pas existé comme la forme à travers laquelle toutes les relations sociales sont médiées (au moins potentiellement).

---

<sup>1225</sup> *Ibid.*, p. 39.

Une conséquence de ce schème capitaliste concerne la dynamique de l'espace et du temps. L'échange de produits a toujours été relié à un contexte spécifique de l'espace et du temps; avec la mise en place de l'argent comme la forme universellement existante de la valeur, cependant, le rapport à l'espace et au temps lui-même devient abstrait et indépendant des conditions locales, dans la mesure où la forme argent peut s'imposer à n'importe quel contenu. L'argent comme monnaie mondiale peut fonctionner partout, c'est-à-dire que les entités dans leur échangeabilité ne dépendent plus de conditions locales, de normes particulières, etc. L'argent comme monnaie mondiale rend chaque entité, au moins potentiellement, achetable, et donc échangeable. Tout peut être échangé avec tout. En conséquence, n'ont plus d'importance le fait de savoir qui échange quoi, ou quand et où les échanges se produisent. Enfin, avec de l'argent dans le capitalisme, nous pouvons nous prendre pour des êtres humains universels qui peuvent potentiellement aller partout et être partout parce que les relations d'échange sont maintenant universalisées et mondiales.

Plus particulièrement, d'après Lotz, la constitution de ce schème social qui ouvre et détermine tout ce qui a du sens dans le capitalisme est profondément liée au temps. C'est à partir de ce rapport qu'on peut comprendre le passage de l'argent en tant que chose sociale à l'argent en tant que le processus de la chose sociale, c'est-à-dire l'argent en tant que capital. À ce stade, il est immédiatement évident que nous ne traitons pas avec des « choses ». Une fois établi, le capital pose tous les moments du processus de reproduction sociale comme autant de ses moments et le temps devient central pour l'ensemble du processus, dans la mesure où l'essence du processus est le temps. Par ailleurs, l'assujettissement du travail vivant et de la vie humaine sous le capital conduit à la monétisation totale de toutes les capacités humaines dans leur développement. Cela est particulièrement vrai dès que, avec le capitalisme, notre corps en tant que travailleur est formé, encadré et soumis au processus d'argent.

Comme l'argent s'établit comme l'universel qui régleme et établit l'ensemble des rapports sociaux capitalistes, le temps maintenant subsumé sous l'argent devient [1] socialement universel, [2] mesurable, et [3] l'unité qui régule tous les échanges sous forme de production et de circulation du temps. Le travail sous le capitalisme est constitué comme travail abstrait et comme temps de travail. La capitalisation de la force de travail, pourrait-on dire, non seulement conduit à une forme abstraite du travail, mais aussi à une forme abstraite de mesure. Ainsi, avec l'émergence de la survalueur, l'espace et le temps sont fondamentalement reconstitués sous une forme différente.

Le temps et l'argent sont réduits à la même essence, à savoir la mesure, et ils ne sont plus des indicateurs pour les travaux concrets réalisés dans le capitalisme. Par conséquent, l'être humain moderne, réduit à la force de travail, devient une figure mathématiquement calculable. Dans le récit de Lotz, l'expansion capitaliste est possible parce que le temps devient socialement abstrait, un principe universel de tout, et en combinaison avec la subsomption du travail vivant sous la valeur en procès, cette expansion peut prendre à la fois une forme spatiale (des corps, des mouvements, des zones géographiques, les frontières, etc.) et temporelle (la vie individuelle, des générations, l'histoire, etc.). La subsomption du travail vivant sous le capital est identique à la monétisation de la vie en tant que telle. Les organes, par exemple, peuvent être remplacés par la technologie, qui est profondément liée aux cycles de capitaux et à leur temps de production, de circulation et de consommation.

Marx supposait encore qu'il y avait des limites absolues au capital, dont la plupart ont été transformées en des moments de la valeur en procès par l'explosion de la recherche biologique et technologique actuelle. Ainsi, d'anciennes limites « naturelles », comme les modèles naturels, les saisons, les systèmes écologiques, le cerveau, et leurs modèles internes de temps sont transformés en des limites à surmonter par la faim infinie du capital. Cela finira par conduire à la manipulation technologique des capacités humaines et des fonctions organiques jusqu'à notre configuration biologique et génétique<sup>1226</sup>.

Selon la perspective que nous essayons de développer ici, ce qu'il est important de remarquer, c'est que Lotz critique la définition « empirique » ou « positiviste » du capitalisme :

It should be clear by now that I do not argue on the basis of a historical, sociological, or positivist concept of capitalism. It is common in most literature about Marx and capitalism to define the latter as a system, within which the means of production are privately owned (...) Even if we assume that these four criteria make sense (...) I do not think that capitalism is something that we can “define,” as if it is something given, because the term “capitalism” refers to a totality that, as such, can only be reconstructed dialectically, which at this point means that we need to analyze capitalism as a system of categorical determinations. These categorical determinations are determinations of economic objecthood and cannot simply be explicated empirically, as I argued it in the first chapters determinations of economic objecthood and cannot simply be explicated empirically, as I argued it in the first chapters<sup>1227</sup>.

C'est ce qui caractérise, selon lui, la nature « philosophique » de son approche du capitalisme :

Hence, my approach is philosophical in the sense that the investigation of the categorical framework that I offer is what makes the four definitions that Cudd lists possible. Capitalism is not, as in Cudd's positivistic concept, something that has four properties; rather, it refers to a system under which every social entity that falls under it is determined by capital understood as that which Marx calls

---

<sup>1226</sup> Cf. *Ibid.*, p. 102.

<sup>1227</sup> *Ibid.*, p. 57.

“processing Money” (...) Capital, put differently, is nothing that we can hold in our hands; rather, it is pure process, relation, fluidity<sup>1228</sup>.

Selon cette perspective, l’argent apparaît ainsi dans le capitalisme comme le médium « transcendantal » qui médiatise toutes les actions et tous les rapports de pouvoir dans le capitalisme. Certes, nous trouvons dans le capitalisme un conflit entre des travailleurs et des capitalistes, mais cette affirmation ne permet pas en tant que telle de comprendre le cadre catégoriel qui guide les actions capitalistes et rend cette division possible. Les conflits sociaux en général ne font pas la spécificité de la formation sociale capitaliste, car ils existent dans bien d’autres sociétés, d’où les limites d’une approche exclusivement centrée sur la lutte, les conflits de classe, etc.

Néanmoins, l’analyse que mène Lotz n’est pas à notre avis parfaitement adéquate, car il part de la *Critique de la raison pure*, alors que, selon nous, il faudrait partir de la philosophie pratique kantienne. C’est pourquoi la reconstitution capitaliste de l’existant est souvent saisie comme un « fait accompli », d’une manière totalitaire, automatique, prévisible et sans résistances ou conflits apparents. L’insuffisance de l’approche conflictuelle ne peut pas mener à une évacuation presque complète de ce phénomène. Il affirme, par exemple : « Accordingly, I agree with Arthur’s point (against Lebowitz) that we should also not interpret social totality under capitalism as a two sided totality that is constituted through labor and capital, insofar as the form of labor under capitalism is from the beginning on labor appropriated by capital as wage labor »<sup>1229</sup>. Sur ce point, il se rapproche d’auteurs comme Postone. Il perd ainsi de vue que le transcendantal dont il est question dans le capital est le transcendantal *pratique*, qui assume un caractère *normatif*, d’*idéalisation*, selon la rédefinition habermasienne du cadre kantien. Ou alors, à partir de Kant, il s’agit d’affirmer que ces idéalizations constituent une véritable *métaphysique pratique* capitaliste.

### **7.6 – Les idéalizations capitalistes : une tentative de systématisation**

Comme nous l’avons vu au chapitre précédent portant sur Kant, la philosophie pratique introduit un autre sens d’objectivité, d’une réalité objective pratique, qui ne concerne plus la correspondance entre notre connaissance et le « réel » donné par l’intuition sensible, mais plutôt *la production du réel* selon la détermination de la volonté et de l’action). C’est-à-dire que nous avons un *devoir-être*, et non plus un principe constitutif de l’être. Comme nous l’explique Rousset : « Incapable de déterminer absolument le réel qui lui est donné, et de

---

<sup>1228</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>1229</sup> *Ibid.*, p. 58-9.

trouver la réalité qui corresponde à son besoin de détermination absolue, la raison n'a qu'une issue : non plus chercher, mais *produire le réel selon la détermination absolue* ; pour être elle-même et parvenir à ses fins, *la raison doit se faire pratique* »<sup>1230</sup>. Ainsi, dans l'usage pratique, il s'agit bien d'un autre type de détermination, d'une détermination pratique de la volonté, et non pas d'une détermination d'objets pour la connaissance. On voit que le suprasensible acquiert dans la philosophie pratique un rôle très important et spécifique, de production d'un réel, d'effet sur la réalité. Une métaphysique pratique veut dire que le suprasensible n'est plus fonction d'une connaissance spéculative, mais il constitue les présupposés d'une *action ou pratique* possible.

La question se déplace alors, car il ne s'agit pas juste d'un cadre ou schème qui constitue une certaine vision du monde, mais d'une détermination de la volonté et de l'action selon certaines présuppositions. En effet, par rapport à Kant, la problématique de la détermination de la volonté n'est plus du tout la même, car il s'agit d'une pratique sociale, où la volonté de l'agent est conditionnée par un processus de socialisation et où il n'est plus question d'autonomie ou de liberté. Autrement dit, en raison de la détranscendantalisation que nous proposons ici, le *Faktum* de la raison est remplacé par la pratique socialisée. Avec l'effacement de la question de l'autonomie de la volonté, le focus se déplace vers la détermination de l'action, qui doit produire quelque chose dans le monde, doit le transformer – avec la dimension pratique (et non seulement spéculative) l'aspect actif et transformatif du capital est davantage mis en avant. En effet les postulats (suprasensibles) de l'abstraction capitaliste sont quelque chose qui doit être toujours en cours de réalisation dans le monde sensible et qui s'affronte à une réalité concrète, dont la subsomption n'est jamais complète, comme nous l'avons vu lors de la première partie de cette thèse. La reconstitution capitaliste de l'existant n'est jamais un processus paisible, automatique, linéaire ou prévisible ; elle est toujours une « aventure », ouverte, plastique et diversifiée, dotée de crises et de conflits parfois très intenses – ce qui nous conduit dans le sillage du mouvement de désubstantialisation du social à nous méfier du concept de « totalité », même « dialectique » ou « processuelle », car la liaison entre (quelques) parties ne nous assure pas la cohérence complète (même temporaire) du tout. Dans ce processus, le « dualisme » ou la « bi-dimensionnalité », mais aussi la tension entre abstrait et concret ne peuvent pas être effacés, c'est-à-dire que l'abstrait capitaliste ne remplace pas la réalité concrète<sup>1231</sup>, mais, en

---

<sup>1230</sup> ROUSSET B., *La Doctrine kantienne de l'objectivité, op. cit.*, p. 491.

<sup>1231</sup> Lotz par exemple n'hésite pas à affirmer que « indeed, under capitalism the concrete character of labor gets lost. What counts in capitalism is only labor power itself, and, as a consequence, labor appears to the laboring



constituant le sens et l'horizon de la pratique capitaliste, il « hante » celle-ci, la conditionne et la reconstitue, encore que toujours de manière tendue, parfois même contradictoire.

À vrai dire, Lotz lui-même reconnaît implicitement l'aspect pratique et normatif de ce qu'il énonce à propos du capital, lorsqu'il répète à plusieurs reprises que l'emprise de l'argent sur *toutes* les entités n'est que *potentielle*, comme par exemple : « To repeat this point, it is of course true that not all ocean fronts are privatized, but potentially (as capitalism is a dynamic system that constantly changes and expands) this could happen »<sup>1232</sup>. Il faut donc comprendre la pratique capitaliste comme comportant une dimension « transcendantale » (au sens de Habermas, socio-historique) pratique et le flux d'argent (capitaliste) en procès (au lieu des flux linguistiques ou communicationnels, comme chez Habermas) comme le médium qui matérialise l'abstraction réelle capitaliste et fonctionne comme source d'*idéalisations*. Car, en réalité, Lotz parle souvent de schème ou de cadre (*frame*) sans parler de concepts purs ou d'idées, alors que le schématisme apparaît justement pour faire la médiation entre sensible et intelligible lors de l'application des concepts au réel empirique. En suivant la suggestion détranscendantalisante de Habermas, nous parlerons plutôt d'idéalisation ou de présuppositions idéalisantes pour nous référer à l'aspect « suprasensible » du transcendantal pratique capitaliste. Il est évident que de telles idéalizations liées à l'abstraction capitaliste présupposent par exemple des conceptions abstraites de temps et d'espace issues de l'abstraction marchande, mais ces idéalizations dynamisent de telles conceptions dans des projections normatives incluant une conception déterminée d'infinitude. Les schèmes, ou mieux les symboles capitalistes (car à la rigueur on ne schématise pas dans le domaine pratique), serviront à leur tour comme des représentations, ou dans un sens plus pratique et actif, comme des matérialisations de ce « suprasensible » ou de cette idéalisation présupposée dans la pratique capitaliste, dans la réalité sensible et concrète. La grande différence ici par rapport au schème pensé par Lotz d'après la première *Critique* est que le symbole est toujours une représentation *précaire* de l'idéalisation suprasensible, il garde toujours un caractère approximatif, ce n'est jamais un fait accompli. D'ailleurs, comme nous allons le voir plus loin, cette différence concerne aussi la manière dont nous pouvons concevoir le rôle de l'imagination dans la pratique capitaliste, une fois qu'avec le symbole, chez Kant, ce rôle devient plus productif.

---

individuals as something external and unessential (abstract) » (LOTZ C., *The Capitalist Schema, op. cit.*, p. 28-9). Or, le fait que le capital ne s'intéresse qu'à la force de travail ne signifie pas que le caractère concret du travail ait simplement disparu !

<sup>1232</sup> *Ibid.*, p. 89.

De cette manière, au lieu de procéder à une « Analytique de la raison pure pratique », nous devrions réfléchir à quelque chose comme une « Analytique pratico-transcendantale du capital ». À ce titre, nous allons d'abord seulement essayer de systématiser les idéalizations que nous avons pu repérer lors de notre lecture de Marx, mais également avec l'aide d'autres auteurs. La pratique capitaliste apparaît alors comme celle qui impose à ses porteurs des idéalizations plus ou moins explicites, qui constituent la normativité ou l'horizon de leurs actions concrètes et le cadre à partir duquel ils interprètent le monde. Sa normativité spécifique est alors irréalisable en tant que telle, mais elle entraîne néanmoins des actions concrètes déterminées, selon le contexte de l'action. Le médium en est l'argent en tant qu'opérateur pratique de ce changement de perspective interprétative et normative – même si, insistons sur ce point, de façon non nécessairement directe et consciente. C'est plutôt la situation ou la socialisation spécifique du capitalisme, dans laquelle le sujet agissant est pris dès le début, qui l'amène à agir d'une façon déterminée et du même coup à présupposer certaines idéalizations normatives. Autrement dit, selon l'esprit de Sohn-Rethel et du *practice turn*, c'est dans l'acte lui-même que l'agent présuppose une abstraction réelle, en l'occurrence le « suprasensible » capitaliste et les idéalizations qui l'accompagnent.

Par ailleurs, dans la mesure où ces idéalizations sont abstraites et suprasensibles, elles admettent un nombre immense de variations, c'est-à-dire de façons de les réaliser concrètement (encore que toujours de manière précaire). Comme nous l'avons dit, ces réalisations fonctionnent comme des « schèmes », ou mieux, comme des symboles, *au sens kantien du terme*. *Les manifestations concrètes (actions, institutions, organisations) qui composent la trajectoire capitaliste sont donc autant de symboles qui visent la réalisation (précaire) de ces idéalizations « suprasensibles »*. Comme chez Habermas, nous affirmons que de telles présuppositions idéalisantes sont inévitables pour quelqu'un qui s'engage dans la pratique capitaliste. Notre travail apparaît alors comme un travail d'*explicitation (know that)* et de *reconstruction* d'un cadre *pré-réflexif (know how)* ancré dans la pratique quotidienne des sujets capitalistes agissants.

L'idéalisation originaire est celle de l'accumulation elle-même, d'une accumulation *infinie* de richesse abstraite, d'argent. On appellera celle-ci l'*idéalisation primaire* de la pratique capitaliste. Avec celle-ci, on présuppose, dans chaque action capitaliste particulière, le sens d'une accumulation ou d'une recherche de profit génératrice d'une valorisation infiniment grande, idéale. C'est ce qui explique l'aspect majeur de la dynamique capitaliste, à savoir son caractère *incessant* et la recherche continuelle de dépassement de ses limites et des obstacles, ce qui rend caduque toute théorie de l'équilibre dans le capitalisme. Pour ne pas

citer Marx une fois de plus, on peut mentionner la définition minimale du capitalisme que donnent Boltanski et Chiapello :

Des différentes caractérisations du capitalisme (ou souvent aujourd'hui des capitalismes) depuis un siècle et demi nous retiendrons une formule minimale mettant l'accent sur une exigence d'accumulation illimitée du capital par des moyens formellement pacifiques. C'est la remise en jeu perpétuelle du capital dans le circuit économique dans le but d'en tirer un profit, c'est-à-dire d'accroître le capital qui sera à son tour réinvesti, qui est la marque première du capitalisme *et qui lui confère cette dynamique et cette force de transformation qui ont fasciné ses observateurs, même les plus hostiles (...)* Ce détachement du capital par rapport aux formes matérielles de la richesse lui confère un caractère réellement abstrait qui va contribuer à rendre perpétuelle l'accumulation. Dans la mesure où l'enrichissement est évalué en termes comptables, le profit accumulé sur une période étant calculé comme la différence entre deux bilans de deux époques différentes, il n'existe aucune limite, aucune satiété possible comme c'est au contraire le cas lorsque la richesse est orientée vers des besoins de consommation y compris de luxe<sup>1233</sup>.

Les porteurs de la pratique capitaliste, ses agents, sont donc ceux qui avant tout :

(...) reprennent à leur compte l'exigence de maximisation des profits et en répercutent la contrainte sur les personnes, physiques ou morales, sur lesquelles ils exercent un pouvoir de contrôle. Laisant de côté pour le moment la question des contraintes systémiques qui pèsent sur le capitaliste, et en particulier la question de savoir si les directeurs d'entreprise peuvent faire autrement que de se conformer aux règles du capitalisme, nous retiendrons seulement qu'ils s'y conforment et que leur action est largement guidée par la recherche de profits substantiels pour leur propre capital et/ou celui qui leur est confié<sup>1234</sup>.

Il y a une ambiguïté dans la dynamique capitaliste, très caractéristique, un mélange de statisme et de dynamisme qui semble caractéristique de son régime de temporalité. Le capitalisme se reproduit en produisant des changements, ou inversement, en changeant en permanence précisément afin que rien ne change ; en un mot, une sorte d'« immobilisme en mouvement ». Changer afin d'augmenter la *quantité* de la richesse abstraite, sans transformer la *qualité* ou la nature de cette richesse. Castoriadis saisit bien cet aspect apporté par cette idéalisation primaire du capital, qui institue un régime de *temporalité* spécifique, infini :

Qu'est-ce que le capitalisme ? Une foule innombrable de choses, de faits, d'événements, d'actes, d'idées, de représentations, de machines, d'institutions, de significations, de résultats – que nous pouvons, tant bien que mal, ramener à quelques institutions et quelques significations nucléaires ou germinales (...) *le temps capitaliste typique est un temps « infini » représenté comme temps de progrès infini, de croissance illimitée, d'accumulation, de rationalisation, de conquête de la nature, d'approximation toujours plus serrée d'un savoir exact total, de réalisation d'un phantasme de toute-puissance. Que ce ne sont pas là de vains mots, que ces significations imaginaires sont plus « réelles » que tout réel, l'état actuel de la planète est là pour le montrer (...)* Dans une couche de son effectivité, le temps capitaliste est le temps de la rupture incessante, des catastrophes récurrentes, des révolutions, d'un arrachement perpétuel à ce qui est déjà là, admirablement perçu et décrit par Marx comme tel et dans son opposition au temps des sociétés traditionnelles. Dans une autre couche de son effectivité, le temps capitaliste est le temps de la cumulation, de la linérialisation universelle, de la digestion-assimilation, de la statification du dynamique, de la suppression effective de l'altérité, de l'immobilité dans le « changement » perpétuel, de la tradition du nouveau, de l'inversion de l'« encore plus » au « c'est encore le même », de la destruction de la signification, de l'impuissance au cœur de la puissance, d'une puissance qui se vide au fur et à mesure qu'elle s'étend<sup>1235</sup>.

---

<sup>1233</sup> BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2011., p. 35-6. Nous soulignons.

<sup>1234</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>1235</sup> CASTORIADIS C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999 (1975), p. 308-9. Nous soulignons.

Castoriadis souligne ainsi que c'est par l'indissociabilité, l'intrication et le conflit entre ces deux « couches » que le capitalisme est capitalisme. En revanche, l'institution du temps dans une société archaïque n'est pas essentiellement celle d'un flux homogène dans lequel quelque chose grandit sans fin, mais beaucoup plus celle d'un cycle de répétitions, scandé par la récurrence d'événements naturels emplis de significations sociales ou de rituels importants. On voit en outre que ces significations « imaginaires », ou comme – nous préférons le terme – ces idéalizations, sont bien réelles, au sens d'effectives, car elles déterminent l'action capitaliste dans le monde. À partir de sa compréhension de la dialectique de la valeur et de la valeur d'usage, Postone lui aussi remarque que « la dynamique historique du capitalisme produit sans cesse ce qui est nouveau, tout en régénérant ce qui est le même »<sup>1236</sup>. Selon lui, d'une part, cette dynamique est caractérisée par les transformations en cours de la production et, plus généralement de la vie sociale ; d'autre part, cette dynamique historique entraîne la reconstitution en cours de sa propre condition fondamentale comme caractéristique invariable de la vie sociale, la forme sociale de la valeur.

En outre, comme le souligne Boyer, une deuxième conséquence de la domination de la « marchandisation » sous la pression de la recherche du profit est l'introduction d'une incertitude radicale au sujet de la reproduction de l'économie. La loi de Say est fondamentalement fautive puisque chaque marchandise doit trouver son chemin vers le marché. Des crises sectorielles sont donc inhérentes au capitalisme. En outre, la loi de fer de l'accumulation impliquée par la concurrence conduit périodiquement à la surproduction, ce qui est une nouvelle caractéristique typique du capitalisme, par rapport aux précédents. Ainsi, les crises macroéconomiques sont inhérentes au processus d'accumulation du capital au sein du capitalisme<sup>1237</sup>. Enfin, un autre aspect majeur impliqué par cette idéalisation est que, selon Marx, le capitalisme entraîne l'*innovation* permanente en termes d'organisation du travail, de produits, de techniques, de formes juridiques, de contrats et de valeurs sociales. En fait, cette thèse de la création de nouvelles opportunités pour l'accumulation augmente simultanément le degré d'incertitude qui est typique du capitalisme, car il est par définition impossible de prévoir le succès ou l'échec de toute innovation radicale. Néanmoins, selon Boyer, étant donné que Marx avait prévu la baisse tendancielle du taux de profit, tout en sous-estimant la

---

<sup>1236</sup> POSTONE M., « Repenser la théorie critique du capitalisme. ». Conférence disponible sur [http://sd-1.archive-host.com/membres/up/4519779941507678/Repenser\\_la\\_theorie\\_critique\\_du\\_capitalisme\\_Moishe\\_Postone\\_def.pdf](http://sd-1.archive-host.com/membres/up/4519779941507678/Repenser_la_theorie_critique_du_capitalisme_Moishe_Postone_def.pdf). Accès le 09/02/2016.

<sup>1237</sup> Cf. BOYER R., « Are there laws of motion of capitalism? », *Socio-Economic Review*, 1 janvier 2011, vol. 9, n° 1, p. 71.

capacité des innovations de la maintenir (voire de l'augmenter), ce dernier trait majeur impliqué par cette idéalisation primaire doit être attribué à Joseph Schumpeter :

Observing a very specific phase of manufacturing capitalism, Marx thought to have proved that the tendency of the rate of profit to fall was a basic and permanent dynamic pattern of capitalism. Unfortunately, the demonstration of volume III of *Das Capital* was not correct: contemporary economists have shown that innovations, instead of implying a deepening of the relation between constant capital and variable capital, actually tend to increase the average rate of profit as soon as capitalists only introduce profitable innovations. Therefore, the second stylized dynamic pattern has to be attributed to Joseph Schumpeter: by pointing out that accumulation needs to be restarted periodically by bunches of innovation, he identified a basic feature of capitalism<sup>1238</sup>.

Selon la perspective ouverte par Schumpeter, un innovateur prend le risque d'un nouveau produit, d'une nouvelle technique, d'un nouveau marché. Si initialement il rencontre un succès, il est imité par les disciples qui érodent progressivement ses rentes d'innovation. Le système économique se transforme progressivement jusqu'à atteindre la pleine maturité de l'innovation et voit le nivellement des profits supplémentaires de l'innovateur. La séquence peut recommencer avec un nouveau pôle d'innovations<sup>1239</sup>. Paradoxalement, son argument converge finalement vers la même conclusion que Marx concernant l'érosion à long terme des vertus du capitalisme, causée par son propre succès. Lorsque l'entrepreneur individuel héroïque est remplacé par un processus plus collectif d'innovation et avec la montée des classes moyennes, le dynamisme du développement économique serait voué au ralentissement<sup>1240</sup>. Ce pronostic à long terme a été invalidé par le dynamisme de l'innovation après la Seconde Guerre mondiale. Boyer ajoute que la conjecture de Schumpeter sur l'un des mécanismes qui régissent le développement capitaliste est toujours d'actualité : l'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) a donné un nouvel exemple d'une telle séquence. Après la crise des *subprimes* de 2008, les marchés financiers eux-mêmes sont attentifs à toutes les innovations émergentes pour tenter de détecter ce qui pourrait être le prochain moteur de l'accumulation et de la croissance. Pourtant, il est important de noter que si le passage du *boom* à la dépression est endogène et assez déterministe, ce n'est pas le cas pour l'émergence d'innovations assez puissantes pour redémarrer l'accumulation<sup>1241</sup> - la vitalité de la valorisation n'est pas assurée et par conséquent le capitalisme n'est pas forcément « infini » ou « indestructible ».

---

<sup>1238</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>1239</sup> Cf. SCHUMPETER J.A., *Théorie de l'évolution économique: recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Paris, Dalloz, 1999.

<sup>1240</sup> Cf. SCHUMPETER J.A., *Capitalism, Socialism and Democracy*, Routledge, 2013.

<sup>1241</sup> Cf. BOYER R., « Are there laws of motion of capitalism? », *op. cit.*, p. 72.

Bien au contraire, dans la première partie de cette thèse nous avons cherché à attirer l'attention sur l'*incommensurabilité* qui existe entre les idéalizations capitalistes et la réalité concrète, dotée de ce que nous avons appelée « consistance propre », ce qui souvent conduit non seulement à des conflits ou à des crises, mais aussi à des violences et des destructions qui peuvent menacer les bases du processus d'accumulation lui-même. Cela nous rappelle l'affirmation de Kant selon laquelle, dans le sublime, la raison fait violence à la sensibilité dans le seul but d'étendre la sensibilité à la mesure de son propre domaine (pratique), et de lui permettre de regarder vers l'infini qui, pour elle, est un abîme<sup>1242</sup>. Ce point a notamment été mis en avant par Karl Polanyi. On sait que toute économie capitaliste tend à construire une société de marché où toute relation est finalement monétisée puis organisée selon un marché, car il s'agit toujours de créer de nouvelles opportunités d'accumulation, selon le caractère incessant de sa dynamique. Polanyi<sup>1243</sup> montre cependant les dangers d'une telle expansion effrénée. Ainsi, lorsque, par exemple, le travail se transforme en une marchandise typique, le capitalisme se jette dans le risque de détruire l'une des conditions mêmes de sa viabilité, à savoir la reproduction à long terme des travailleurs qui sont les porteurs du travail vivant, qui lui n'est pas purement une marchandise. De même, lorsque le régime monétaire n'est plus simplement le fondement des relations de marché, mais est lui-même envahi par la recherche du profit et par la concurrence intense entre les banques, ce deuxième pilier d'une économie capitaliste pourrait s'effondrer avec les crises financières récurrentes. Enfin, lorsque la nature est exploitée et détruite sans aucune considération pour la reproduction écologique, le dynamisme de l'accumulation pourrait être stoppé par l'épuisement des ressources naturelles qui alimentent la production de matières premières.

Bien entendu, ces aspects ou traits caractérisant la dynamique générale du capitalisme ne sont pas des « lois » du mouvement du capitalisme, lesquelles permettraient plus ou moins de prévoir sa trajectoire concrète et sa fin (crise finale). Sur ce point, nous suivons l'intuition centrale régulationniste, selon laquelle les régularités économiques quantitatives sont transformées constamment par l'intermédiaire d'un processus complexe de crises structurelles

---

<sup>1242</sup> « La disposition où l'esprit doit être pour ressentir ce caractère sublime exige qu'il soit ouvert aux idées ; car c'est précisément dans l'inadéquation de la nature aux idées, donc uniquement dans le fait de les présupposer, et dans l'effort fourni par l'imagination afin de traiter la nature comme un schème (*Schema*) pour elles que réside ce qui effraye la sensibilité mais du même coup l'attire néanmoins : car c'est bien une violence qu'exerce la raison sur la sensibilité dans le seul but d'étendre la sensibilité à la mesure de son propre domaine (pratique), et de lui permettre de regarder vers l'infini qui, pour elle, est un abîme (KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791, op. cit.* p. 1036; Ak V, p. 265).

<sup>1243</sup> Cf. POLANYI K., *The Great Transformation, op. cit.*

et de reconfigurations collectives de ses formes institutionnelles. Par exemple, les régimes de productivité sont spécifiques à un paradigme productif donné, la formation des salaires reflète la nature des compromis sociaux et le taux d'intérêt est étroitement lié à la nature des régimes monétaires et de crédit, et ainsi de suite. Ainsi, il semble beaucoup trop ambitieux de chercher des lois quantitatives génériques régissant tous les types de capitalisme, ou même des lois « tendanciennes » comme celle de la baisse du taux de profit. Mais il pourrait être intéressant de vérifier si les capitalismes peuvent partager certaines tendances *dynamiques qualitatives* (ou « formelles », au sens de tendances compatibles avec une pluralité de manifestations concrètes) communes qui ne seraient pas invalidées par les faits stylisés recueillis par les historiens économiques, ou bien par les analyses comparatives sur la diversité/variété des capitalismes<sup>1244</sup>.

Dans tous les cas, à partir de cette idéalisation primaire, par déclinaison selon le contexte, nous pouvons avoir plusieurs *idéalizations secondaires*. Bien entendu, ces logiques secondaires ne sont pas de simples dérivations d'une logique générale totalitaire et homogénéisante ; elles en reçoivent néanmoins le caractère d'idéalisation, dû à l'abstraction capitaliste. Chaque idéalisation que nous allons aborder doit faire face à des obstacles et suit un développement spécifique, encore qu'il puisse toujours y avoir des imbrications réciproques entre elles. En effet, le capitalisme moderne est marqué, selon Marx, par la « colonisation » de la sphère du travail et de la production par la logique du capital. Par le biais d'un processus d'accumulation initiale ou primitive<sup>1245</sup>, qui inclut une accumulation de capital produite par le capitalisme commercial, le mode de production capitaliste voit le jour avec une réorganisation intense de l'organisation du travail social, du régime de propriété et du rapport entre zone urbaine et zone rurale. Le phénomène clé ici, analysé en détail dans *Le Capital*, est la considération du procès de travail en tant que procès de valorisation. Dès lors, nous avons *l'idéalisation d'une exploitation maximale de la force de travail*, afin d'extraire une quantité infinie de survalueur. Comme nous venons de l'affirmer, cette idéalisation est compatible et suscite une quantité indéterminée de configurations concrètes qui fonctionnent comme des symboles. Marx en souligne au moins deux, pouvant être caractérisées, comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, comme subsomption formelle et subsomption réelle du travail au capital. Des phénomènes comme l'extension démesurée de la journée de travail, le développement de la coopération, de la manufacture et du machinisme, des

---

<sup>1244</sup> Cf. BOYER R., « Are there laws of motion of capitalism? », *op. cit.*, p. 79.

<sup>1245</sup> Voir le chapitre 24 de MARX K., *Le Capital. Livre I*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2009.

innovations technologiques et organisationnelles en général, qui matérialisent les mécanismes d'extraction de survaleur absolue et relative, constituent des exemples de manifestations qui font partie du processus de réalisation (précaire et symbolique) de cette idéalisation. Il est évident que ce processus est marqué par des conflits et des luttes, ainsi que par un rapport de force entre plusieurs acteurs, comme l'illustre l'épisode décrit par Marx de la lutte pour la réglementation juridique de la journée de travail. Le caractère « fataliste » donné par notre description n'est donc qu'un effet stylistique typique d'une vision *post festum*, car l'issue de ce processus n'avait rien de prévisible, linéaire ou automatique.

Par ailleurs, il devient de plus en plus clair que d'autres configurations sont possibles pour l'organisation et l'exploitation du travail dans le capitalisme. Nous en avons déjà abordé quelques-unes dans la deuxième partie, y compris des formes de « travail du consommateur » ou le *digital labor*. Il convient de mentionner également la littérature autour d'une « histoire globale du travail » qui s'approfondit de plus en plus dans la diversité des formes de travail dans le capitalisme, notamment le travail forcé, l'esclavage, etc<sup>1246</sup>. En effet, comme le soutient Sandro Mezzadra, l'un des éléments fondamentaux des transitions globales du capitalisme aujourd'hui repose sur une sorte de bouleversement géographique impliquant un constant mélange des échelles d'accumulation, de dépossession et d'exploitation. Le capitalisme mondial est de plus en plus défini par ces éléments d'hétérogénéité, par la contemporanéité et le rapport structurel entre la « nouvelle économie » et les ateliers clandestins, la corporatisation du capital et l'accumulation sous des formes « primitives », les processus de financiarisation et le travail forcé, le travail « créatif » ou « cognitif » et l'usine chinoise. Cela implique que de grandes divisions spatiales comme le centre et la périphérie, le Nord global et le Sud global, le premier et le tiers monde, soient de plus en plus questionnées voire ébranlées, car cette multiplicité parfois co-existe dans une même ville ou quartier (où l'on parle d'une mondialisation de la situation post-coloniale), même s'il reste toujours des rapports de force asymétriques entre des pays et des régions. Ainsi, selon Mezzadra, le capital a maximalisé ses profits, non pas en rendant le travail « abstrait » mais précisément à travers la production sociale de la « différence » marquée par la race, la nation, l'origine géographique et le genre. Ainsi, « en clair, et contrairement à ce que soutiennent Marx et

---

<sup>1246</sup> Voir entre autres BOUTANG Y.M., *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.; CHAKRABARTY D., *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2009. VAN DER LINDEN M., *Workers of the World: Essays Toward a Global Labor History*, Boston, BRILL, 2008 ; VAN DER LINDEN M. et M. HENNIG (dir.), *Beyond Marx: Theorising the Global Labour Relations of the Twenty-First Century*, Boston, BRILL, 2013 ; BANAJI J., *Theory and History: Essays on Modes of Production and Exploitation*, Boston, BRILL, 2010.



l'économie politique classique, le travail salarié 'libre' ne peut plus être présenté comme un modèle ou une norme capitaliste. En combinant les suggestions de Marcel van der Linden et celles de Yann Moulier Boutang, il serait plus juste de parler d'une multiplicité de formes de travail 'dépendant', allant de l'esclavage au travail informel, et du travail salarié au travail formellement indépendant »<sup>1247</sup>.

Selon la perspective que nous soutenons ici, l'élément commun à chercher dans cette pluralité de travaux dépendants ne réside pas tant dans le type de travail (libre ou forcé, etc.), mais dans la pratique capitaliste qui commande leur subsomption en fonction d'une idéalisation d'exploitation maximale, qui recherche avant tout le profit. Or, du point de vue du capital, ce qui est recherché dans tous ces genres de travail est la survaleur, et dans ce sens la valeur et le travail abstrait. Même si la théorie de la valeur peut ne pas être utilisable selon une perspective strictement économique (au profit d'une perspective centrée sur les prix), elle nous informe tout de même sur le sens et sur le point de vue abstrait de la pratique capitaliste. C'est-à-dire que la notion de travail abstrait ne doit pas être conçue comme une configuration concrète particulière (par exemple, le travail salarié), mais comme le point de vue abstrait de la pratique capitaliste, qui, en s'orientant en fonction d'une idéalisation « suprasensible » et abstraite, est *indifférente* au concret en tant que tel et, par conséquent, compatible avec cette pluralité identifiée par l'histoire globale du travail. Comme l'affirme Jairus Banaji, « ce qui caractérise le capitalisme, c'est la pulsion à l'accumulation, quelle que soit la forme de domination du travail et d'extraction de surtravail. Du point de vue du capitaliste individuel, le fait que le travailleur soit libre ou non-libre, travaille à domicile ou à l'usine, etc. importe peu. Il s'agit là de différences purement économiques et techniques qui relèvent de problèmes tels que les coûts de production, la disponibilité du travail, et le type de travail (féminin, à domicile) le plus adéquat à telle ou telle production »<sup>1248</sup>. Insistons sur ce point selon un langage kantien: le concret n'est que symbole de l'abstrait suprasensible, et donc ne correspond jamais à une « essence » ou à un modèle canonique et définitif du travail capitaliste, car il s'agit toujours d'une réalisation précaire de l'idéalisation. Nous ne pouvons donc qu'être d'accord avec Mezzadra, lorsqu'il dit que :

On peut dire qu'il y a au moins trois histoires du travail, auxquelles correspondent différents processus de subjectivation ainsi que différentes luttes. Premièrement, l'histoire qui est formée par

---

<sup>1247</sup> Cf. MEZZADRA S., « Combien d'histoires du travail ? Vers une théorie du capitalisme postcolonial », *Revue Période*, disponible sur <http://revueperiode.net/combien-dhistoires-du-travail-vers-une-theorie-du-capitalisme-postcolonial/>. Consulté le 01/06/2016.

<sup>1248</sup> BANAJI J., « Pour une nouvelle historiographie marxiste. Entretien avec Jairus Banaji – Période. », *Revue Période*, 2015. Disponible sur <http://revueperiode.net/pour-une-nouvelle-historiographie-marxiste-entretien-avec-jairus-banaji/>.

l'interpellation du capital, qui correspond à la nécessité dans laquelle se trouve le capital d'utiliser le travail abstrait comme mesure et comme « grille herméneutique » afin de « lire » l'activité humaine et de la traduire dans le langage de valeur. Deuxièmement, l'histoire formée par les rencontres instables de multiples modalités de subsomption du travail sous le capital qui caractérise différentes constellations historiques et géographiques du capitalisme. Troisièmement, l'histoire formée par l'hétérogénéité constitutive du travail vivant lui-même, qui se cristallise dans des formations politiques, sociales, culturelles mobiles tout en restant ouverte à cet élément de singularité qui défie la possibilité même de représentations historique, théorique et politique<sup>1249</sup>.

À côté de cette idéalisation d'exploitation, nous avons l'idéalisation d'*efficience* maximale dans l'organisation et la gouvernance de l'entreprise, qui aujourd'hui concerne le vaste champ de la *gestion* et du *management*, qui se développe notamment avec le dirigeant salarié, ce qui suscite la publication des premiers ouvrages spécialisés. Il est évident que les deux idéalizations s'impliquent mutuellement, car les techniques de management correspondent souvent à des techniques d'exploitation/domination au/du travail. Mais le champ de l'efficience et de la *rationalisation* dans l'organisation concerne aussi d'autres phénomènes, comme le montre non seulement les analyses de Marx autour du thème de la rationalisation dans l'utilisation du capital constant, mais aussi celles de Weber sur la question de la comptabilité moderne d'entreprise. On peut encore mentionner ses études sur la bureaucratie dans *Économie et société*<sup>1250</sup>. Peut-être qu'on pourrait faire la distinction entre *gestion* et *management*, le premier terme désignant « les techniques souvent quantitatives de conduite des affaires, avec un objectif d'efficacité ou d'efficience : gestion comptable, gestion de patrimoine, contrôle de gestion, etc. », alors que management « désigne plutôt les pratiques et les savoir-faire associés à l'organisation du travail et aux relations humaines, avec une dimension collective : management stratégique, management de projet, management participatif, etc. »<sup>1251</sup>. En termes pratiques, l'auteur paradigmatique continue d'être Taylor et son « organisation scientifique du travail »<sup>1252</sup>. Même si l'influence du taylorisme est encore très prégnante, nous avons pu voir quelques exemples au cinquième chapitre qui montrent qu'aujourd'hui tout cela s'est beaucoup complexifié et les innovations sont constantes, donnant naissance à une vaste littérature<sup>1253</sup>.

---

<sup>1249</sup> MEZZADRA S., « Combien d'histoires du travail ? Vers une théorie du capitalisme postcolonial », *op. cit.*

<sup>1250</sup> Voir WEBER, M., *Histoire Économique*, Paris, Gallimard, 1991 (1923) ; WEBER M., *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, Nouvelle., Paris, Pocket, 2003.

<sup>1251</sup> *Management (Wikipedia)*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Management#Management\\_versus\\_gestion](https://fr.wikipedia.org/wiki/Management#Management_versus_gestion), consulté le 6 février 2016.

<sup>1252</sup> TAYLOR F.W., *The Principles of Scientific Management*, Mineola, N.Y., Dover Publications, 1997.

<sup>1253</sup> Pour ce qui est de manuels, voir par exemple GODARD C.-É. et S. GODARD, *Le Petit Contrôle de gestion 2016 - 7e éd. - Les notions clés en 21 fiches*, Édition 2016., Paris, Dunod, 2016 ; TEMPLAR R., *Les 100 règles d'or du management: Un autre point de vue sur l'art de diriger*, Vanves, Marabout, 2016.

Sans prétention d'exhaustivité, on peut encore mentionner d'autres idéalizations secondaires qui constituent, selon le contexte, l'horizon de la pratique capitaliste. Avec Marx, nous avons vu qu'à côté de l'exploitation du travail il y a une idéalisation d'*exploitation indéfinie des ressources naturelles*, d'autant plus que le remplacement de la force de travail humaine par l'emploi de la technologie diminue la « valeur » représentée dans chaque marchandise, ce qui pousse le capitalisme à augmenter en permanence la production et par conséquent la demande en matières premières, etc. L'augmentation de richesse abstraite et l'augmentation de richesse concrète ne suivent pas la même proportion et le capital a besoin de richesse abstraite. Le problème est qu'aujourd'hui cette tendance s'est à tel point approfondie qu'elle a engendré et engendre des effets de plus en plus graves et nocifs pour la nature et pour la planète en général, ce qui constitue peut-être actuellement la menace la plus importante non seulement pour le capitalisme (en tant qu'une sorte de limite absolue externe) mais pour la vie humaine en général. Même si Marx a mis en avant le caractère *anti-écologique* du capitalisme, il n'a pas prévu l'ampleur de la catastrophe qui progressivement devient plus proche de nous. Il croyait sûrement que le dépassement du capitalisme pourrait régler ce problème, alors que la résilience de ce dernier et l'approfondissement de la crise écologique remettent de plus en plus en question sa perspective finalement assez « optimiste ». En fait, nous sommes dans une situation où il n'est plus impossible d'affirmer que nous pourrions éventuellement voir la fin du monde – ou au moins la fin de « notre monde » – avant de voir la fin du capitalisme. Par ailleurs, le problème écologique est certainement celui qui montre avec plus de clarté ce que nous avons appelé hétérogénéité ou incommensurabilité radicale entre les idéalizations capitalistes et la *consistance propre* du réel. L'abîme qui s'ouvre de plus en plus entre les réquisits de l'impératif absolu d'accumulation et les limites absolues de l'écosystème global en fournit la preuve. Ce n'est pas par hasard que plusieurs auteurs regardent la perspective marxiste classique fondée sur le développement des forces productives comme excessivement « productiviste »<sup>1254</sup> et prônent radicalement la décroissance, dont l'axiome de base rappelle ce que nous venons de dire : « On ne peut plus croître dans un *monde fini* », ou encore mieux : « On ne peut pas croître *infiniment* dans un monde *fini* »<sup>1255</sup>.

---

<sup>1254</sup> Pour une « réponse » marxienne à cette critique, voir par exemple FOSTER J.B., *Marx's Ecology: Materialism and Nature*, Monthly Review Press, U.S., 2000 ; BURKETT P., *Marx and Nature: A Red and Green Perspective*, St. Martin's Press, 1999. Pour la formulation d'une proposition « écosocialiste » en langue française, voir LÖWY M., *Écosocialisme : L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2011.

<sup>1255</sup> Vincent Liegey: «*On ne peut plus croître dans un monde fini*»,

Néanmoins, même si l'obstacle du caractère fini de la planète et des ressources naturelles constitue certainement une limite absolue pour le capital, cela n'empêche pas que sa logique de l'illimitation produise des dynamiques qui tentent de toujours repousser plus loin ces frontières, ce qui démontre encore une fois leur plasticité (même si sous certaines limites). À ce titre on peut mentionner la création récente de normes et d'institutions. Par exemple, la perspective d'un épuisement des énergies fossiles dans un proche avenir pousse certains États (comme les États-Unis) à favoriser avec la promulgation de lois une véritable course à l'appropriation de l'espace extra-atmosphérique par des sociétés privées<sup>1256</sup>. En outre, on assiste aujourd'hui à une financiarisation de la biodiversité, avec la mise en marché de « compensations biodiversité », où le fait qu'on doit compenser ailleurs ce que nous avons détruit ici implique l'évaluation du montant de la perte de biodiversité à compenser. Ainsi tend à s'imposer la notion de « services » rendus par la nature et économiquement évaluables. On se représente par conséquent la biodiversité comme un ensemble de ressources (gènes, espèces, réserves, etc.) susceptibles d'être possédés, achetés et vendus. Plus récemment, on parle même de « services écosystémiques » consistant en des flux provenant d'un stock de « capital naturel » qui, en se combinant avec les activités humaines, génère du bien-être humain. Le pas suivant est la titrisation de la biosphère toute entière en tant que capital naturel<sup>1257</sup>. La protection de l'environnement devient alors un véritable marché, où les terres, les forêts, les animaux et les végétaux sont transformés en produits bancaires et financiers. Les espèces vivantes en voie de disparition, les terres et les écosystèmes menacés prennent de la valeur. La nature devient alors un capital sur lequel il est possible de spéculer, sous la forme d'un *green business* ou d'un « capitalisme écologique »<sup>1258</sup>.

Nous pouvons également identifier, depuis le début des premiers régimes capitalistes commerciaux, une *idéalisat*ion d'expansion spatiale illimitée des affaires, afin de multiplier ou d'obtenir des avantages en termes d'accumulation. Certes, la viabilité du capital exige certaines conditions de base qu'il ne peut pas produire au sein de sa propre logique. Un système monétaire crédible, des règlements juridiques concernant les droits de propriété, les contrats et les relations de travail sont généralement fixés par les pouvoirs politiques, qui sont

---

[http://www.liberation.fr/futurs/2013/04/21/vincent-liegey-on-ne-peut-plus-croitre-dans-un-monde-fini\\_897827](http://www.liberation.fr/futurs/2013/04/21/vincent-liegey-on-ne-peut-plus-croitre-dans-un-monde-fini_897827), consulté le 5 juin 2016 ; voir aussi LATOUCHE S., *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard/Pluriel, 2010 ; LATOUCHE S. et D. HARPAGÈS, *Le temps de la décroissance*, Paris, Editions Thierry Magnier, 2010.

<sup>1256</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, Paris, La Découverte, 2016., p. 90-1.

<sup>1257</sup> Cf. *Ibid.*, p. 93.

<sup>1258</sup> Pour une discussion plus détaillée, voir MARIS V. et R. LARRÈRE, *Nature à vendre : Les limites des services écosystémiques*, Quae éditions, 2014 ; GADREY J. et A. LALUCQ, *Faut-il donner un prix à la nature ?*, Paris, Les Petits Matins, 2015 ; BONNEUIL C. et S. FEYDEL, *Prédation : Nature, le nouvel Eldorado de la finance*, Paris, La Découverte, 2015.

locaux. La logique interne des entreprises et l'incitation à innover en permanence défient cependant constamment de telles institutions nationales. Le processus d'accumulation capitaliste tend alors au débordement des frontières politiques et construit progressivement une économie mondiale. Marx parlait déjà du marché mondial en tant que corollaire du capitalisme. Aujourd'hui plus que jamais nous pouvons constater l'exactitude de cette thèse, avec la mondialisation et la densification des interconnexions productives, commerciales et financières. Immanuel Wallerstein montre à son tour qu'historiquement le capitalisme se présente toujours sous la forme d'un ensemble géographiquement hiérarchisé et polarisé, et non seulement comme un mode de production. Selon lui, le capitalisme est transnational par essence<sup>1259</sup>. Actuellement, le déséquilibre des régimes d'accumulation déclenche une tendance récurrente à la déconnexion entre l'arène politique nationale et le processus d'accumulation qui fonctionne de plus en plus au niveau international. Toutefois, étant donné que les institutions constitutives équivalentes à celles construites au niveau national sont non-existantes ou faibles, des frictions et des conflits entre les entreprises et les États, et entre les États eux-mêmes surgissent à tout moment, ce qui rend très difficile un contrôle politique et encore moins démocratique de plusieurs éléments de la dynamique capitaliste<sup>1260</sup>.

Une autre idéalisation concerne le *temps* de production et de circulation des marchandises, comme Marx le souligne dans *Le Capital* ainsi que dans les *Grundrisse*, où, comme nous l'avons vu au deuxième chapitre, il parle même d'une tendance à une « circulation sans temps de circulation ». Il s'agit donc de l'idéalisation d'une *accélération maximale de la production et de la circulation*. En ce qui concerne la production, cela entre certainement en résonance avec la gestion et le management. Du côté de la circulation, nous avons encore d'autres phénomènes spécifiques. Dans le deuxième livre du *Capital*, Marx décrit bien le développement inédit des moyens de transport et de communication dans le capitalisme, afin d'anéantir l'espace en gagnant du temps. Plus récemment, des sociologues comme Hartmut Rosa ont vu dans cette accélération typique des temps modernes, poussé originairement (mais peut-être plus exclusivement) par la pratique capitaliste et qui se décline

---

<sup>1259</sup> Voir par exemple WALLERSTEIN I.M., *World-systems Analysis: An Introduction*, Duke University Press, 2004.

<sup>1260</sup> Pour un débat récent sur l'Union européenne, voir STREECK W., *Gekaufte Zeit: Die vertagte Krise des demokratischen Kapitalismus*, Berlin, Suhrkamp Verlag GmbH, 2013 ; HABERMAS J., « Demokratie oder Kapitalismus? », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, mai 2013. Pour une philosophie politique qui tente d'affronter les défis liés à cette évolution de la mondialisation capitaliste en repensant certains éléments de base de la théorie démocratique, comme l'auto-législation, la souveraineté populaire, la citoyenneté et le sujet de droits, voir COLLIOT-THÉLÈNE C., *La démocratie sans demos*, 1<sup>re</sup> éd., Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2011.

en plusieurs champs comme l'accélération technique, l'accélération des transformations sociales et l'accélération du rythme de vie, le phénomène clé ou l'expérience majeure de la modernité<sup>1261</sup>. En ce qui concerne plus strictement la circulation, il est frappant le développement actuel de la logistique. Certains disent même que « Marx débiterait *Le Capital* de nos jours en notant que la richesse des nations contemporaines apparaît de plus en plus comme une *immense collection de conteneurs* »<sup>1262</sup>.

Certes, l'avènement de la logistique ne peut être expliqué par le seul conteneur, mais celui-ci a tout de même joué un rôle immense. Le pouvoir combiné de la standardisation et de l'intermodalité a écrasé le travail sur les docks, et permis d'énormes économies de coût et de temps et une accélération massive de la circulation. Pour comprendre la « révolution logistique », on doit aussi se référer à la façon dont la pensée managériale d'abord centrée sur la production a évolué vers le management de l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement, incluant le design et les commandes, le transport et l'entreposage, les ventes, le re-design et les nouvelles commandes, ou en dépeignant la manière dont la logistique s'est en même temps muée en une discipline universitaire. La re-conceptualisation capitaliste du transport, son évolution d'un processus post-production dont les frais doivent être réduits au maximum vers une intégration de la production, de la circulation et, de manière croissante, de la consommation s'avère centrale pour la révolution logistique. En outre, l'informatisation de la logistique implique une seconde révolution logistique qui bouleverse une nouvelle fois l'industrie et avec elle le capitalisme globalisé de manière spectaculaire. La numérisation de la logistique comprend une multitude de dimensions comme les logiciels d'expédition, les logiciels de gestion intégré (PGI), le GPS, le code barre, les technologies plus récentes de radio-identification (RFID) et les infrastructures associées. Selon Altenried :

La production et la logistique contrôlées par des infrastructures algorithmiques incorporant de grands ensembles de données et la mesure en temps réel de tous les mouvements de biens et de travail vivant génèrent une énorme accélération de la circulation. Ceci affecte bien sûr massivement les conditions de travail. Si vous parlez à de vieux travailleurs en logistique, quelque soit le secteur, tout le monde évoquera l'accélération ininterrompue de la vitesse de circulation qui a changé l'industrie de la logistique dans les trente dernières années et, en conséquence, les conditions du travail en logistique<sup>1263</sup>.

On voit par là que l'accélération de la circulation implique aussi *l'accélération et l'augmentation indéfinie de la consommation*. Avec Marx, nous avons vu que l'avènement du

---

<sup>1261</sup> Cf. ROSA H., *Accélération. Une critique sociale du temps*, traduit par Didier RENAULT, Paris, La Découverte, 2013.

<sup>1262</sup> ALTENRIED M., « Le container et l'algorithme : la logistique dans le capitalisme global. », *Revue Période*, disponible sur <http://revueperiode.net/le-container-et-lalgorithme-la-logistique-dans-le-capitalisme-global/>. Consulté le 02/06/2106.

<sup>1263</sup> Cf. *Ibid.* Nous soulignons.

capital commercial répond à la nécessité de raccourcir le temps de circulation du capital. On assiste ainsi à un processus de complexification du circuit du capital social afin de rendre le processus d'accumulation plus efficace. En outre, il montre que le capital doit toujours créer de nouveaux besoins. Cette tendance s'est dès lors développée à tel point que son analyse nous amène relativement loin de l'univers du *Capital*, malgré tout centré sur la production. Par exemple, Maurizio Lazzarato souligne que, dans le capitalisme contemporain, l'entreprise ne crée pas simplement l'objet (la marchandise), mais le monde où l'objet existe. D'ailleurs, il fallait peut-être distinguer l'entreprise de l'usine :

En 2001, Alcatel, une grande multinationale française, a annoncé qu'elle allait se séparer de ses onze usines de fabrication. Ce projet est certainement un cas limite, mais il est très cohérent avec ce qu'est devenu le capitalisme contemporain. Dans la grande majorité des cas, la fonction « entreprise » et la fonction « usine » étaient intégrées l'une dans l'autre. Leur possible séparation pourrait bien être emblématique d'une transformation profonde dans la production capitaliste. Qu'est-ce que cette multinationale va garder sous la notion d'entreprise une fois qu'elle s'est séparée du travail de fabrication ? Toutes les fonctions, tous les services et tous les employés qui lui permettent de créer un monde : les services de recherche et développement, de marketing, de conception, de communication, c'est-à-dire toutes les forces et les agencements (ou machines) d'expression<sup>1264</sup>.

C'est ainsi que Lazzarato propose de partir de la consommation pour comprendre la production, puisque le rapport entre offre et demande est désormais renversé : les clients sont les pivots de la stratégie d'entreprise. Il suffit de regarder la montée en puissance, le rôle stratégique joué par ce qu'il appelle les « machines d'expression » (par l'opinion, la communication, le marketing) dans le capitalisme contemporain. De la sorte, consommer ne se réduit pas à acheter et à « détruire » un service ou un produit, mais signifie d'abord appartenir à un monde, adhérer à un univers. De quel monde s'agit-il ? Il suffit d'allumer la télévision ou la radio, de se promener en ville, d'acheter un hebdomadaire ou un quotidien, pour savoir que ce monde est constitué par des agencements d'énonciation, par des régimes de signes dont l'expression s'appelle publicité et dont l'exprimé constitue une sollicitation, un commandement qui sont, en eux-mêmes, une évaluation, un jugement, une croyance, portés sur le monde, sur soi et les autres. L'exprimé n'est pas une évaluation idéologique, mais une incitation, une sollicitation à épouser une forme de vie, c'est-à-dire à épouser une manière de s'habiller, une façon d'avoir un corps, une manière de manger, un mode de communiquer, une manière d'habiter, une façon de se déplacer, une manière d'avoir un genre, un mode de parler, etc.

Le marketing devient donc le centre stratégique de l'entreprise et les publicitaires sont de « créatifs » qui, avant que l'entreprise ne produise et vende, doivent l'aider à construire un

---

<sup>1264</sup> LAZZARATO M., *Les révolutions du capitalisme*, Paris, Empêcheurs de Penser en Rond, 2004, p. 95.

consommateur, une clientèle ou un public. Les entreprises investissent jusqu'à 40 % de leur chiffre d'affaires en marketing, publicité, styling, design, etc. et ceux-ci peuvent largement dépasser les investissements en « travail » ou en « moyens de production ». Deux éléments sont essentiels dans cette stratégie : la capture et la fidélisation de la clientèle et la capacité à renouveler l'offre par l'innovation. C'est pourquoi, de manière polémique, Lazzarato renverse la définition marxienne et suggère que « le capitalisme n'est pas un mode de production, mais une production de mo(n)des »<sup>1265</sup>.

Ce qui est peut-être le plus frappant dans cette tendance décrite par Lazzarato, notamment pour un habitant des pays périphériques, est que le capitalisme contemporain n'arrive pas d'abord avec les usines. Elles suivent, quand elles suivent... Le capitalisme arrive d'abord avec des mots, des signes, des images, c'est-à-dire que l'incarnation dans les corps, la possibilité d'acheter, de vivre avec son corps au milieu des services et des marchandises que les signes expriment comme mondes possibles, n'accompagnent pas toujours les modifications des désirs, donnant lieu à des attentes, à des frustrations, à des refus et souvent à des violences. Les trois quarts de l'humanité sont exclus de la possibilité d'acheter ces marchandises, alors qu'ils ont facilement accès aux signes correspondants (d'abord et surtout par la télévision et par l'internet).

Stéphane Haber à son tour va même plus loin lorsqu'il affirme qu'aujourd'hui plus qu'auparavant la publicité ne vise pas seulement à faire vendre des biens et des services, ni même seulement à influencer des styles de vie en manipulant le rapport aux signes de la distinction. Souvent, selon lui, « elle promeut des biens et des services qui renforcent réflexivement l'être-pour-le-marché des agents sociaux, qui 'vendent' donc, comme par surcroît, l'inéluçabilité de la forme marchande de la vie sociale et la subjectivation qui l'accompagne »<sup>1266</sup>.

Pour finir, il suffit de mentionner le thème du « travail du consommateur » que nous avons déjà abordé au cinquième chapitre, pour constater encore une fois comment les processus de réalisation de deux ou plus d'idéalisations secondaires (en l'occurrence, celles de l'exploitation, de la rationalisation de l'organisation et de la consommation) s'imbriquent et se croisent.

Ce petit « tableau » ou esquisse de typologie des idéalisations secondaires de la pratique capitaliste que nous venons de présenter n'a pas de prétention à l'exhaustivité, car rien

---

<sup>1265</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>1266</sup> HABER S., *Penser le néo-capitalisme*, op. cit., p. 260.



n'empêche que puissent toujours apparaître non seulement de nouveaux symboles ou schèmes de réalisation de chaque idéalisation, mais aussi de nouvelles idéalizations secondaires, qui se modulent selon le contexte de réalisation de l'idéalisation primaire. D'ailleurs, indépendamment des processus matériels qui l'ont rendu possible, le caractère distinctif du capitalisme moderne, par rapport aux formes « antédiluviennes » de capital, est la pluralité et la richesse de ses idéalizations secondaires (incluant ses effets concrets).

En outre, il y a un élément qui semble être omniprésent dans tous les processus de réalisation symbolique des idéalizations, à savoir *l'innovation technologique* – ce que d'ailleurs Marx a souligné à plusieurs reprises. Cela est une marque très importante de la dynamique capitaliste et un outil absolument essentiel pour penser l'évolution et les transformations des schèmes capitalistes. L'association avec les sciences et la technologie est peut-être le principal mécanisme permettant au capital de façonner et de reconstituer l'existant en fonction de ses présuppositions idéalizantes. Cette association de la pratique capitaliste avec les savoirs scientifiques et techniques concerne aussi bien le domaine « naturel » ou inorganique (les ingénieries, les sciences naturelles, l'informatique) que le domaine « humain » (les sciences sociales et économiques, le management, la psychologie). Ainsi, même si le rythme et le contenu des changements technologiques sont par essence imprévisibles, on peut dire qu'historiquement le capitalisme signifie une accélération sans précédentes des innovations et surtout de l'application de celles-ci à la production, à l'organisation, à la circulation et à la consommation.

### **7.7 – Imaginaire et créativité de l'agir : une analyse à partir de Castoriadis et Hans Joas**

Néanmoins, si l'on peut parler de « schèmes » ou de « symboles » capitalistes, et si chez Kant c'est normalement l'imagination qui produit les schèmes et les symboles, peut-on parler également d'une *imagination capitaliste* ? Quel serait le sens de désigner une « faculté » d'imagination propre au capitalisme ? En effet, lors de l'énonciation de l'idéalisation primaire, nous avons mentionné le trait majeur de l'innovation dans la dynamique capitaliste, dans le sillage de Marx mais surtout de Schumpeter, car, comme le remarque Boyer, le premier semble finalement l'avoir sous-estimée. Il s'agissait encore toutefois d'une constatation simplement « empirique ». Maintenant, nous devons essayer de l'expliquer théoriquement, en repensant la pratique sociale capitaliste. Peut-être qu'il manquait justement à analyse marxienne cette conception théorique, génétique et en quelque sorte « transcendantale » de l'imagination capitaliste.

Pour avancer sur ce point, nous devons d'abord considérer les théories qui pensent l'imagination et la créativité comme constitutives de l'agir humain en général, pour ensuite essayer d'éclairer la spécificité d'une éventuelle imagination capitaliste. Pour cela, dans un premier temps, nous allons aborder la conception de Cornelius Castoriadis sur l'imagination et l'imaginaire, ainsi que celle de Hans Joas sur la créativité de l'agir. Ensuite, nous allons encore une fois revenir à Kant et à sa conception d'imagination pratique pour proposer une façon de cerner l'imagination capitaliste.

Le sociologue allemand Hans Joas essaie de synthétiser les acquis de ce qu'il appelle « théories de la constitution » dans une théorie sociale pragmatiste qui met en avant la créativité de l'agir humain en général – et non pas seulement d'un type spécifique d'action, comme les actions rationnelles ou l'agir à visée normative. Ainsi, même l'action rapportée à la seule poursuite d'intérêts individuels comprend une part de créativité, « puisque les moyens appropriés de l'action ne sont généralement pas donnés d'avance, mais demandent à être inventés ; la définition d'une stratégie habile demande également des actes créatifs spécifiques »<sup>1267</sup>. On peut retrouver la créativité également dans l'agir à visée normative, « puisque l'action conforme aux normes, dans une situation donnée, ne se tire pas par déduction de ces dernières, mais requiert la faculté d'imaginer des voies nouvelles et hasardeuses sur un terrain inexploré »<sup>1268</sup>. On peut même aller plus loin, car ce n'est pas seulement la concrétisation pratique des normes et des valeurs qui demande de la créativité, mais ce sont les valeurs elles-mêmes qui résultent de processus de constitution créatifs. Selon une perspective historico-processuel, il est important de noter que tous ces fruits de la créativité – les moyens créés, les stratégies imaginées, les innovations culturelles et le pouvoir d'obligation des contenus culturels – se détachent de l'acte de leur création et deviennent des ressources pour de nouvelles actions.

En suivant notamment le pragmatisme selon lequel la créativité réside dans l'agir de l'homme compris comme un organisme situé au sein d'un environnement naturel et social, Joas met en avant que l'agir est constamment confronté à des obstacles inattendus : certains buts se révèlent incompatibles ; d'autres encore sont accessibles, mais contestés par d'autres sujets agissants. Ce sont autant de circonstances dans lesquelles la façon d'agir habituelle entre en crise, et où les situations d'action doivent être déterminées à nouveau et autrement. Le défi est d'introduire des déterminations dans une réalité indéterminée. De plus, pour les

---

<sup>1267</sup> JOAS H., *La créativité de l'agir*, op. cit., p. 246.

<sup>1268</sup> *Ibid.*, p. 247.

pragmatistes agir ne signifie pas poursuivre des fins clairement identifiées, ni appliquer des normes établies, et la créativité ne consiste pas davantage à savoir écarter les obstacles rencontrés sur ces voies prescrites. Le plus souvent, au contraire, les fins sont relativement indéterminées et ne se trouvent spécifiées que par une décision quant aux moyens à employer. Contre une compréhension simpliste ou partielle de l'agir instrumental, le pragmatisme (notamment à travers Dewey et sa notion d'*end-in-view*) met en avant l'idée que « la réciprocité des fins et des moyens signifie un jeu d'interactions entre le choix des moyens et la clarification des fins »<sup>1269</sup>. La créativité apparaît plutôt comme un ouverture à de nouvelles façons d'agir. Il s'agit ainsi d'une théorie de la *créativité située*<sup>1270</sup>.

Cette perspective invite aussi à renoncer à une vision traditionnellement « holiste » de la société, fondée normalement sur le cadre de l'État moderne. Il suffit de se référer à des phénomènes empiriquement attestés, comme la formidable diversité culturelle de la plupart des sociétés traditionnelles ou modernes, l'emprise souvent limitée que les systèmes d'interprétation englobants ont sur la vie quotidienne ou la part de motifs opportunistes qui entre dans le respect des normes établies. Au lieu d'un équilibre d'intérêts insaisissable ou d'une vaste intégration normative, cette théorie introduit l'idée de réseaux d'actions entrecroisées qui enjambent le temps et l'espace à des degrés divers.

Joas souligne encore que « le noyau normatif des théories de la constitution est l'idée d'auto-détermination, qui exprime le désir qu'ont les sujets agissants de reconnaître les ordres sociaux dans lesquels ils vivent comme l'ouvrage de leur propre volonté », ce qui peut déboucher sur « une théorie de la démocratie »<sup>1271</sup>. Ce faisant, Joas est très proche du projet de quelqu'un comme Castoriadis, qu'il range d'ailleurs parmi les tenants de ces théories de la constitution.

On sait que, pour Castoriadis, la société humaine constitue ontologiquement un « niveau d'être » sans équivalent. Elle n'existe que par les individus qui la composent, mais elle est autre chose que la simple juxtaposition de ces individus. Les sociétés apparaissent de la sorte comme nécessairement historiques, ce qui signifie qu'elles s'inscrivent dans une dynamique d'auto-altération, aussi bien de leurs significations imaginaires sociales (celles-ci qui confèrent un sens à la réalité, à la société elle-même ou encore à l'existence individuelle) que des institutions qui les incarnent (qui en sont les porteuses) – ce qui correspond à ce que Castoriadis appelle social-historique. Les sociétés résultent d'un processus d'auto-crédation, et

---

<sup>1269</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>1270</sup> Cf. *Ibid.*, p. 143.

<sup>1271</sup> *Ibid.*, p. 250.

donc, en l'occurrence, d'auto-institution. Par là, Castoriadis affirme que ni les institutions sociales ni les significations sociales ne renvoient à un fonctionnalisme strict ; il s'oppose également aux conceptions déterministes de l'histoire.

Le social-historique, en tant qu'auto-crédation, est rapporté à la notion *d'imaginaire radical* et plus précisément, à une forme particulière de celui-ci: *l'imaginaire social* : « L'imaginaire radical est comme social-historique et comme psyché/soma. Comme social-historique, il est fleuve ouvert du collectif anonyme (...) Ce qui, dans le social-historique, est position, création, faire être, nous le nommons imaginaire social au sens premier du terme, ou société instituant »<sup>1272</sup>.

Cet imaginaire est pensé sous deux aspects: *l'imaginaire social instituant* d'une part, qui correspond à l'activité et œuvre créatrice en elle-même, et d'autre part *l'imaginaire social institué*, qui désigne le résultat de cette activité créatrice, soit les institutions et significations sociales (normes, langage, lois, représentations, et institutions) :

La création de la société instituant, comme société instituée, est chaque fois monde commun – *kosmos koinos* : position des individus, de leurs types, de leurs relations et de leurs activités ; mais aussi position des choses, de leurs types, de leurs relations, de leur signification (...) Cette institution est institution d'un monde au sens qu'elle doit et qu'elle peut tout recouvrir, que tout doit dans et par elle être, en principe, dicible et représentable<sup>1273</sup>.

L'une des conséquences majeures de cette conception du social-historique, comme imaginaire social institué résultant de la création opérée par l'imaginaire social instituant, est qu'il n'existe aucune garantie, aucun fondement extra-social (transcendant/sacré ou rationnel/fonctionnel) des sociétés instituées, de leurs mœurs et valeurs, etc. Ce qui revient de nouveau à affirmer l'irréductibilité du social-historique à tout déterminisme intégral, qu'il soit mécaniste ou téléologique. Les formes que prennent chaque société n'ont donc pas d'autre origine qu'elles-mêmes : « Réalité, langage, valeurs, besoins, travail de chaque société spécifient chaque fois, dans leur monde d'être particulier, l'organisation du monde et du monde social référée aux significations imaginaires sociales instituées par la société considérée »<sup>1274</sup>.

En employant le terme d'imaginaire, Castoriadis veut surtout éviter une conception figée et naturalisée des significations sociales. Il s'agit avant tout d'une approche « constructiviste ». Mais aussi d'une ontologie sociale processuelle, dans la mesure où il

---

<sup>1272</sup> CASTORIADIS C., *L'institution imaginaire de la société*, op. cit., p. 533.

<sup>1273</sup> *Ibid.*, p. 534.

<sup>1274</sup> *Ibid.*, p. 535.

comprend la société (en tant qu'instituante et en tant qu'instituée) comme intrinsèquement histoire, c'est-à-dire *auto-altération* :

La société instituée ne s'oppose pas à la société instituante comme un produit mort à une activité qui l'a fait être; elle représente la fixité/stabilité relative et transitoire des formes-figures instituées dans et par lesquelles seulement l'imaginaire radical peut être et se fait être comme social-historique. L'auto-altération perpétuelle de la société est son être même, qui se manifeste par la position de formes-figures relativement fixes et stables et par l'éclatement de ces formes-figures qui ne peut jamais être que position-crédation d'autres formes-figures. Chaque société fait aussi être son propre mode d'auto-altération, que l'on peut aussi appeler sa temporalité...<sup>1275</sup>

La société est donc toujours auto-institution du social-historique, création imaginaire. Mais cette auto-institution généralement ne se sait pas comme telle – ce dans ce sens que Castoriadis parle d'*hétéronomie* et d'*aliénation*. L'aliénation ou l'hétéronomie de la société est auto-aliénation ; occultation de l'être de la société comme auto-institution à ses propres yeux, recouvrement de sa temporalité essentielle. Cette auto-aliénation, selon lui, se manifeste « dans la représentation sociale (elle-même, chaque fois, instituée) d'une origine extra-sociale de l'institution de la société (origine imputée à des êtres surnaturels, à Dieu, à la nature, à la raison, à la nécessité, aux lois de l'histoire ou à l'être-ainsi de l'Être) »<sup>1276</sup>.

Par ailleurs, l'auto-aliénation ou hétéronomie de la société n'est pas « simple représentation » ; elle est incarnée, fortement matérialisée dans l'institution concrète de la société, incorporée dans sa division conflictuelle, portée et médiatisée par tout son organisation, sans cesse reproduite dans et par le fonctionnement social. Par là, à la toute fin de *l'Institution imaginaire de la société*, Castoriadis esquisse son projet le plus profond et politique, celui de *l'autonomie*, qui est le dépassement de l'hétéronomie individuelle et sociale :

Aussi bien, son dépassement – que nous visons *parce que nous le voulons* et que nous savons que d'autres hommes le veulent, non pas parce que tels sont les lois de l'histoire, les intérêts du prolétariat ou le destin de l'être -, l'instauration d'une histoire où la société non seulement se sait, mais *se fait* comme s'auto-instituant explicitement, implique une destruction radicale de l'institution connue de la société (...) L'autotransformation de la société concerne le faire social – et donc aussi politique, au sens profond du terme – des hommes dans la société, et rien d'autre. Le faire pensant, et le penser politique – le penser de la société comme *se faisant* –, en est une composante essentielle<sup>1277</sup>.

Si les sociétés traditionnelles et religieuses représentent pour Castoriadis l'archétype des sociétés hétéronomes, en ce que par la sacralisation de leur « significations imaginaires sociales » elles interdisent toute remise en question les concernant, l'hétéronomie sociale concerne aussi, bien que dans une moindre mesure et selon un sens spécifique, les sociétés

---

<sup>1275</sup> *Ibid.*, p. 536.

<sup>1276</sup> *Ibid.*, p. 537.

<sup>1277</sup> *Ibid.*, p. 538.

capitalistes. Certes, l'époque moderne est marquée par l'émergence d'un projet d'autonomie (sociale et individuelle) qui constitue la rupture avec le Moyen Âge. Les formes politiques instituées sont mises en question et la contestation envahit d'autres : les formes de propriété, l'organisation de l'économie, la famille, la position des femmes et l'éducation. La philosophie rompt définitivement avec la théologie. En même temps est créée une nouvelle réalité sociale-économique, un « fait social total », le capitalisme. La clôture de l'imaginaire capitaliste réside selon lui principalement dans l'objectif « d'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle »<sup>1278</sup>, maîtrise qui vise la totalité de la société, et qui se traduit notamment par la prédominance de la logique économique. Selon Castoriadis, « dans son acception capitaliste, le sens de la « Raison » est clair : c'est l'« entendement » (le *Verstand* au sens de Kant et de Hegel), c'est-à-dire ce que j'appelle la logique ensembliste-identitaire, s'incarnant essentiellement dans la quantification et conduisant à la fétichisation de la croissance pour elle-même »<sup>1279</sup>. Le critère rationnel économique par excellence est celui de produire plus avec moins. Le capitalisme apparaît ainsi comme « le premier régime social qui produit une idéologie d'après laquelle il serait 'rationnel'. La légitimation des autres types d'institution de la société était mythique, religieuse ou traditionnelle. Dans le cas présent, on prétend qu'il existe une légitimité 'rationnelle' »<sup>1280</sup>. Il affirme en outre que « le trait caractéristique du capitalisme entre toutes les formes de vie social-historiques est évidemment la position de l'économie – de la production et de la consommation, mais aussi, beaucoup plus, des 'critères économiques' – en lieu central et valeur suprême de la vie sociale », « toutes les activités humaines et tous leurs effets arrivent, peu ou prou, à être considérés comme des activités et des produits économiques, ou pour le moins, comme essentiellement caractérisés et valorisés par leur dimension économique »<sup>1281</sup>. Castoriadis souligne alors la spécificité de ce régime par comparaison avec d'autres formes de société, car la presque totalité de l'histoire humaine s'est déroulée dans des régimes où l'« efficacité » économique, la maximisation du produit, etc., n'étaient nullement des repères centraux dans les activités sociales. Ces secteurs des activités sociales étaient subordonnés et intégrés à d'autres considérés chaque fois comme incarnant les finalités principales de la vie humaine et, surtout, ils n'étaient pas séparés en tant que « production » ou « économie »<sup>1282</sup>.

---

<sup>1278</sup> CASTORIADIS C., *Les carrefours du labyrinthe, tome 3 : Le monde morcelé*, Paris, Seuil, 2000, p. 19.

<sup>1279</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>1280</sup> CASTORIADIS C., *Les carrefours du labyrinthe, tome 6 : Figures du pensable*, Paris, Points, 2009, p. 80.

<sup>1281</sup> *Ibid.*, p. 84.

<sup>1282</sup> Cf. *Ibid.*, p. 86.

De même, Joas mentionne la critique de Dewey aux objectifs d'action imposés de l'extérieur qui peut être appliquée aux conditions du travail salarié dans le capitalisme :

Un véritable objectif s'oppose donc en tout point à un objectif qui est imposé à un processus d'action de l'extérieur. Ce dernier est fixe et rigide ; il ne stimule pas l'intelligence dans la situation donnée, c'est un ordre dicté de l'extérieur intimant de faire telle ou telle chose. Au lieu de se rattacher directement aux activités présentes, il est lointain, séparé des moyens par lesquels il faut l'atteindre. Au lieu de suggérer une activité plus libre et mieux équilibrée, c'est une limite imposée à l'activité<sup>1283</sup>.

On voit ainsi que les fins étrangères sont exclues des processus réflexifs à l'œuvre dans l'agir et se trouvent suspendues au-dessus des processus d'action, et, ainsi, réduisent véritablement les moyens à un rôle purement instrumental<sup>1284</sup>. Emmanuel Renault souligne également qu'on perçoit toute la dimension normative dont Dewey leste l'idée d'agir instrumental lorsqu'il déplore que l'organisation du travail réduise le plus souvent celui-ci à une pure routine ou à une simple corvée :

Pour les animaux dont les actes n'ont pas de signification, le changement dans l'environnement qui est requis pour satisfaire des besoins n'a pas de signification en lui-même ; un tel changement n'est que la conséquence d'une satisfaction égocentrique. Cette relation physique externe des antécédents et des conséquents se perpétue ; elle continue à être vérifiée dans l'industrie humaine partout où le travail et ses matériaux d'une part, ses produits d'autre part, sont des nécessités exécutées extérieurement afin de rendre la vie possible<sup>1285</sup>.

Renault poursuit en rappelant que, « selon Dewey, le système économique fondé sur la recherche du profit privé a prouvé son incapacité d'offrir à tous des conditions de vie dignes et un travail permettant d'obtenir respect de soi et sens de sa valeur sociale. Il plaide donc pour un dépassement de ce système économique et pour le passage à une division du travail qui puisse être libre là où elle est aujourd'hui coercitive »<sup>1286</sup>. Dans *Démocratie et éducation*, Dewey lui-même définit une « société vraiment démocratique » comme « une société où tous participent à un travail utile et où tous jouissent de loisirs dignes de ce nom »<sup>1287</sup>. Or, il reconnaît que « dans ce qu'on appelle la politique, l'organisation sociale démocratique prévoit cette participation directe au contrôle ; dans le secteur économique, ce contrôle demeure externe et autocratique »<sup>1288</sup>. C'est pourquoi Renault peut affirmer que « cruciale politiquement, la question du travail l'est enfin du point de vue de la nature même de la société juste et démocratique qu'il s'agit d'instaurer. Il ne peut y avoir de société vraiment

---

<sup>1283</sup> DEWEY J., *Démocratie et éducation*, traduit par Gerard DELEDALLE, Paris, Armand Colin, 1990, p. 160.

<sup>1284</sup> JOAS H., *La créativité de l'agir*, op. cit., p. 165.

<sup>1285</sup> DEWEY, J., *Later Works 1*, p. 276, cité et traduit dans RENAULT E., « Dewey et la centralité du travail », *Travailler*, 2012, vol. 2, n° 28, p. 132.

<sup>1286</sup> *Ibid.*, p. 144.

<sup>1287</sup> DEWEY J., *Démocratie et éducation*, op. cit., p. 326.

<sup>1288</sup> *Ibid.*, p. 330.

démocratique d'après Dewey tant que les conditions de travail atrophient le développement de l'intelligence individuelle et collective et que le contrôle démocratique de l'activité sociale s'arrête aux portes de l'usine ou du bureau »<sup>1289</sup>.

Le capitalisme apparaît ainsi comme un système dont les conditions de travail et de vie en général empêche l'épanouissement et le développement de la créativité située inhérente à l'agir humain, ainsi que la pleine autonomie individuelle et collective. Néanmoins, dans un extrait déjà cité, Castoriadis reconnaît que si le capitalisme est hétéronome, il n'en promeut pas moins de changements, en constituant une sorte de hétéronomie *sui generis* car, comme il affirmait dans cet extrait, « le temps capitaliste est le temps de la rupture incessante, des catastrophes récurrentes, des révolutions, d'un arrachement perpétuel à ce qui est déjà là, admirablement perçu et décrit par Marx comme tel et dans son opposition au temps des sociétés traditionnelles »<sup>1290</sup>. Dans un autre ouvrage, il écrit aussi que « le capitalisme n'est pas simplement l'interminable accumulation pour l'accumulation, mais la transformation implacable des conditions et des moyens de l'accumulation, la révolution perpétuelle de la production, du commerce, de la finance et de la consommation »<sup>1291</sup>. Donc, malgré son hétéronomie, il existe tout de même dans le capitalisme quelque mécanisme d'incitation au changement et à un certain exercice de l'imagination et de la créativité, même si celui-ci se restreint à une partie limitée des acteurs et des rôles sociaux, en l'occurrence les porteurs des pratiques capitalistes. Nous nous éloignons de la sorte de Castoriadis lorsqu'il considère que la « raison capitaliste » se limite à ce qu'il identifie au *Verstand* kantien (et hégélien), à la seule quantification et efficacité maximale. Certes, la calculabilité et la rationalisation mises en avant par Weber est partie intégrante de ce qui distingue le capitalisme moderne, car des pratiques d'accumulation et de thésaurisation ont existé dans beaucoup de sociétés historiques. Comme nous l'avons dit plus haut, c'est plutôt la richesse des idéalizations secondaires qui caractérisent mieux le capitalisme moderne, ou comme Castoriadis l'illustre « ce n'est pas l'accumulation comme telle, mais la *transformation continue* du processus de production en vue de l'accroissement du produit combiné à une réduction des coûts qui est l'élément décisif »<sup>1292</sup>. Nous croyons cependant que la raison capitaliste équivaut plus précisément et adéquatement à une sorte de *Vernunft* kantien, non pas certes au sens d'un projet d'autonomie, mais au sens que ses postulats sont suprasensibles et ne peuvent pas

---

<sup>1289</sup> RENAULT E., « Dewey et la centralité du travail », *op. cit.*, p. 147.

<sup>1290</sup> CASTORIADIS C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999 (1975), p. 309.

<sup>1291</sup> CASTORIADIS C., *Les carrefours du labyrinthe, tome 3, op. cit.*, p. 19.

<sup>1292</sup> CASTORIADIS C., *Les carrefours du labyrinthe, Tome 6, op. cit.*, p. 88. Nous soulignons.



rencontrer dans la réalité sensible des intuitions équivalentes ou parfaitement adéquates. Ainsi, même si ce que dit Castoriadis à propos de la logique capitaliste n'est certainement pas faux, il ne semble pas voir clairement son caractère idéalisant et normatif, ou alors, s'il le fait, il n'en tire pas toutes les conséquences.

En ce qui concerne l'analyse pragmatiste de Joas, inspirée notamment de Dewey, il nous semble qu'il faut trouver un troisième terme entre les fins-en-vue (*end-in-view*) d'un agir créatif en général et les fins étrangères ou arrêtées qui génèrent des actions mécaniques, purement instrumentales, dépourvue de créativité. En effet si l'action capitaliste n'est pas « autonome » et si la fin capitaliste s'impose (par des moyens comme la concurrence, par exemple) de manière structurelle aux acteurs, elle n'est pas toujours mécanique, bien au contraire. Elle implique aussi la réélaboration des fins immédiates en fonction de l'usage de certains moyens ainsi qu'une créativité en face des obstacles posés par l'environnement.

### **7.8 – De l'imagination transcendantale-pratique à l'imagination capitaliste**

Parmi les auteurs qui s'intéressent à la logique du capital, il n'y a guère de difficulté d'y reconnaître un certain principe d'illimitation ou une « loi de l'infini ». Néanmoins, si l'on reste là, on reconnaît facilement qu'il manque quelque chose, que cette pulsion tautologique d'accumulation en tant que telle n'est pas capable de constituer un monde, le monde du capital. Ainsi, par exemple, Dardot et Laval écrivent :

Prise en elle-même, à son plus haut niveau d'abstraction, la logique du capital ne signifie rien d'autre que « produire de la survaleur, faire du plus et du plus (*Plusmacherei*) ». Cependant, cette seule logique ne constitue nullement une quelconque 'essence' du capitalisme dont toutes les relations sociales découleraient de lois « immanentes ». Un travail de représentation symbolique, des interventions politiques répétées et cohérentes, une abondante production normative « économique-juridique » ont été indispensables pour construire ce « monde du capital » ou, comme nous l'avons nommé, ce *devenir-monde du capital* (...) C'est ainsi une logique de l'illimitation qui tend à s'imposer dans tous les domaines. Tout individu est appelé à devenir-lui même « capital humain » ; tout élément de la nature est regardé comme ressource productive ; toute institution est considérée comme instrument de production. La réalité naturelle et humaine s'écrit intégralement dans la langue mathématique de l'économie et de la gestion<sup>1293</sup>.

Tout cela est raisonnable et juste, mais ces auteurs ne semblent pas accorder, ou au moins à penser en termes théoriques, quelque chose de plus par rapport à cette logique, que nous avons interprétée en tant qu'une pratique sociale. Ils semblent déconnecter la logique du capital elle-même de tout ce travail de création institutionnelle qu'ils ne manquent pas de souligner comme un élément nécessaire au « devenir-monde du capital ». Certes, cette logique ne constitue pas une « essence » d'où découlerait un développement linéaire et

---

<sup>1293</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, op. cit., p. 87.

nécessaire. Néanmoins, si « le déploiement historique du capital a supposé, à chacune de ses phases antérieures, une *mise en forme* symbolique et une *mise en œuvre institutionnelle* »<sup>1294</sup> ou si « le capitalisme est un complexe économique-juridique admettant une multiplicité de figures singulières »<sup>1295</sup>, et si d'ailleurs on peut qualifier toutes ces figures singulières comme indéniablement capitalistes, c'est que la logique du capital a participé d'une manière ou d'une autre à toutes ces transformations institutionnelles. En d'autres mots, cette mise en forme et cette mise en œuvre doivent aussi être l'œuvre de la logique du capital, si l'on peut les classer comme capitalistes. Cela n'implique nullement qu'il faille comprendre l'intervention et l'action de cette logique « à la manière d'une 'loi naturelle' implacable » ou comme une « essence ». Il ne fait donc pas de sens de séparer radicalement la logique abstraite du capital d'un côté, et la multiplicité de ses figures historiques de l'autre ; sinon on court le risque de se voir empêché de saisir le phénomène capitaliste dans sa globalité. Il faut au contraire essayer de comprendre pourquoi les porteurs de cette logique sont capables d'entreprendre de telles variations et de telles créations, au milieu de conflits et de crises, des évolutions heurtées, etc. Pour cela, nous devons enrichir notre conception de la logique du capital, ou mieux, de la pratique capitaliste, en essayant de dépasser (sans le nier complètement) le paradigme du « mauvais infini »<sup>1296</sup>.

Dans la première partie de cette thèse, lors de notre lecture de Marx, nous avons proposé la notion de *trans-immanence* pour essayer de cerner la dynamique capitaliste. Pour avancer sur ce point, nous voudrions proposer que le capitalisme, ou mieux la pratique capitaliste implique un type spécifique d'imagination, l'imagination capitaliste.

Comment comprendre une telle imagination ? En quoi se différencie-t-elle de l'imagination et de la créativité de l'agir humain en général ? Pour répondre à ces questions, il nous faut reprendre quelques éléments de la philosophie kantienne, notamment les notions d'imagination esthétique et pratique. À ce titre, nous nous éloignons également de Habermas,

---

<sup>1294</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>1295</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>1296</sup> Pour appuyer leur conception de la logique du capital, Dardot et Laval citent Jean-François Billeter. Celui-ci ne semble pourtant pas non plus échapper à ce paradigme du « mauvais infini », en comparant cette « loi de l'infini » à un simple automatisme : « Cet infini a deux formes : la répétition et la prolifération. Une machine qui tourne indéfiniment produit de la répétition. Le système des nombres crée la prolifération. Les états-majors de la finance et de l'économie actuelles obéissent à la loi de l'infini parce qu'ils s'en tiennent à l'idée que ce qui fonctionne doit fonctionner et que ce qui prolifère doit proliférer. Leur pensée se limite à cela - si l'on peut appeler pensée ce qui n'est qu'un automatisme intériorisé. Ils agissent comme le cancer. Ils sont persuadés que le malade sera sauvé quand ils l'auront définitivement privé de ce qui lui reste de défenses immunitaires et n'opposera plus aucune résistance à leur logique. Ils ne peuvent concevoir autre chose. Ils le peuvent d'autant moins que leur "pensée" est désormais automatisée et travaille toute seule, touchant instantanément le monde entier. C'est le stade de la métastase généralisée. Mais un tel développement a tout de même une limite: la mort du patient » (BILLETER J.-F., *Esquisses*, Paris, Editions Allia, 2016, p. 83).

qui dans son projet de détranscendantalisation de la philosophie pratique de Kant n'accorde pas d'attention au rôle qu'y joue l'imagination. Comme le remarque Makkreel :

Habermas, who is well known for finding Gadamer's hermeneutics inadequately critical because of its reliance on norms already embodied in the tradition, appeals to 'an ideal speech situation' for orientation. Such an ideal may be said to represent a nontranscendent version of Kantian practical reason, but it lacks the reflective specificity and imaginative flexibility that we have found in Kant's views on authentic interpretation and divinatory history<sup>1297</sup>.

Cet « oubli » de l'imagination s'accompagne chez Habermas d'un oubli de la créativité dans son appropriation du pragmatisme. Du moins c'est ce que soutient Joas à propos par exemple de l'usage de l'idée de discussion développée par Peirce lors de son analyse de la recherche scientifique. Habermas aurait moins pris garde au fait que tout l'intérêt de Peirce pour la science tourne autour de la question de la *naissance* des hypothèses explicatives qu'il s'agit ensuite de vérifier à travers par exemple des discussions. Prendre cela au sérieux supposera justement de s'intéresser à la créativité chez Peirce<sup>1298</sup>.

Il s'agit alors de concevoir *une version détranscendantalisée de l'imagination pratique* kantienne selon la forme d'une imagination capitaliste. En effet, nous avons déjà établi la notion d'idéalisation capitaliste comme un premier pas de cette détranscendantalisation : les « idées » suprasensibles ne sont plus des idées de raison, mais ce sont des idéalizations liées à *une pratique socio-historique déterminée*. Maintenant il s'agit de spécifier la façon dont la pratique capitaliste cherche à réaliser ces idéalizations « suprasensibles » ou « métaphysiques » dans le monde concret (« sensible ») par le biais de représentations et d'institutions symboliques, c'est-à-dire toujours précaires. Autrement dit, comme les idéalizations ne peuvent pas rencontrer des schèmes qui établissent une médiation adéquate avec l'empirique, le rôle de l'imagination se voit agrandi, car elle doit imaginer un analogue de schème, qui dans sa précarité se trouve toujours passible de révision d'après le contexte.

Pour mieux développer ce point, nous allons nous référer à certains épisodes de la philosophie esthétique et pratique de Kant déjà abordés dans le chapitre précédent. Nous avons vu que, par rapport à la philosophie théorique, la philosophie pratique introduit une inflexion dans la question du schématisme et de l'application des principes purs. Par exemple, dans cet usage pratique, la catégorie de causalité peut se rapporter à des objets non sensibles, il ne s'agit pas de déterminer ces objets, car il manquera toujours la condition de son application, l'intuition sensible. L'attribution de réalité objective ou de signification pratique à la catégorie de causalité conduit Kant à exposer une nouvelle condition pour son

---

<sup>1297</sup> MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant*, op. cit., p. 169-170.

<sup>1298</sup> Cf. JOAS H., *La créativité de l'agir*, op. cit., p. 144.

*application*. Dans le domaine pratique, *le problème de l'application de cette catégorie devient le problème de la réalisation du « modèle » ou de l'« archétype » suprasensible dans le sensible*. Autrement dit, la question est de savoir comment envisager la réalisation empirique de l'idée suprasensible. Comme l'explique Silber : « L'idée morale de la raison (*die moralische Vernunftidee*) exige une réalisation (*Verwirklichung*) empirique de l'idée elle-même; mais il n'y a pas d'intuition sensible, empirique, qui soit adéquate à cette réalisation »<sup>1299</sup>.

La faculté de juger est une nouvelle fois appelée à la médiation de la relation entre le sensible et l'intelligible, mais le mode de fonctionnement de la faculté de juger dans l'application de la loi morale à des cas particuliers est distinct de la façon dont se donnait l'application des catégories aux phénomènes dans l'usage théorique de la raison. Dans la deuxième *Critique*, la typique remplace les schèmes dans la mesure où il n'est pas vraiment possible de schématiser dans le domaine pratique, vu que l'idée pratique suprasensible ne peut pas être présentée dans l'intuition sensible ou la sensibilité. La production imaginaire d'une sensibilité *a priori* n'y fait donc aucun sens. Le problème est alors de savoir comment une loi pratique de la liberté et de l'autonomie formulée *in abstracto*, dont l'objet (le bien moral) est intelligible, peut être appliquée *in concreto* à des actions arrivant dans le monde sensible, soumis à des lois naturelles, empiriques et hétéronomes. Nous avons ici une *hétérogénéité* radicale entre les deux pôles.

Si dans la typique l'imagination ne semble jouer aucun rôle, d'autant plus qu'il s'agit de déterminer la volonté (et non plus de présenter un concept dans l'intuition sensible), la troisième *Critique* montre à travers les jugements réfléchissants que l'imagination peut néanmoins présenter les idées de la raison d'une façon indirecte, précaire ou symbolique. Nous avons par exemple le cas du sublime. L'imagination esthétique vise à présenter (ou à « schématiser ») dans la sensibilité ce qui lui est toujours impossible, une idée suprasensible de la raison, par exemple, l'infiniment grand, dans le cas du sublime mathématique. Cette inadéquation et cette impossibilité ne rendent cependant pas l'imagination inerte, bien au contraire elle est poussée à aller au-delà d'elle-même, et voit ainsi sa capacité s'étendre. En fait, tout se passe comme si l'imagination essayait de trouver le schème de ce qui n'est pas passible de schématisation – cette inadéquation entre sensibilité et raison est, comme nous l'avons vu, ce qui implique précisément le sentiment du sublime.

---

<sup>1299</sup> SILBER J.R., « Der Schematismus der Praktischen Vernunft », *Kant-Studien*, 1965, vol. 56, n° 3-4, p. 264.

En outre, par le biais de ce que Kant appelle les « idées esthétiques », l'imagination peut créer des présentations positives, encore qu'indirectes, d'idées rationnelles. Cette notion est introduite lors de la discussion kantienne portant sur le génie (artistique). L'imagination (en tant que faculté de connaître productive) dispose d'une grande puissance pour *créer en quelque sorte une autre nature à partir de la matière que la nature réelle lui fournit*, afin de produire des « représentations apparentées » des idées. Ces idées esthétiques peuvent être rapportées à l'activité de symbolisation. En effet, Kant nomme *hypotypose* le mécanisme de présentation (*subjectio sub adspectum*) comme acte de « rendre » un concept sensible. Ou bien cette hypotypose est *schématique*, une fois que l'intuition correspondante à un concept de l'entendement est donnée *a priori*, ou bien elle est *symbolique*. Les schèmes procèdent démonstrativement, tandis que les symboles procèdent au moyen d'une *analogie*.

Ainsi, pour ce qui est du capital, nous pourrions rapprocher la notion de sublime mathématique de celle de survaleur infinie dont Marx parle dans les *Grundrisse* :

*Le capital comme tel crée une survaleur déterminée, parce qu'il ne peut pas en poser une infinie d'un coup ; mais il est le mouvement perpétuel qui tend toujours à créer plus. La frontière quantitative de la survaleur ne lui apparaît que comme un obstacle naturel, comme une nécessité qu'il essaie perpétuellement de surmonter, perpétuellement de dépasser*<sup>1300</sup>.

Nous voyons ici d'un côté l'*idéalisation* d'une survaleur infinie, de l'autre ce que le capital peut faire dans la réalité, c'est-à-dire poser une survaleur déterminée, que nous pouvons interpréter comme *symbole* de la première. Mais ce symbole est lui-même précaire, en ce que le capital essaie perpétuellement de dépasser cette frontière quantitative de la survaleur. Il est évident que cela doit être considéré dans un sens également qualitatif (et non seulement quantitatif), de changement et façonnement perpétuel du monde concret, des conditions de production, de circulation et de consommation, etc.

Pour revenir à Kant, nous avons vu que la perspective téléologique, comme dans le cas de l'autre perspective réfléchissante (à savoir l'esthétique), peut « venir en aide à la réalité pratique » des idées suprasensibles, afin d'en quelque sorte renforcer, subjectivement, son efficacité déterminante. C'est le cas de l'idée de Dieu à travers la théologie physique, mais aussi de celle de la liberté à travers la réflexion sur l'évolution de la culture au cours de l'histoire. En effet, les jugements réfléchissants en général offrent au suprasensible un analogue d'un schème ou une présentation sensible, encore que précaire, qui présuppose l'activité d'une *imagination productive* et rend telles idées moins abstraites et ineffables.

---

<sup>1300</sup> MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse)*, Tome I, op. cit., p. 273 (MEGA II/1.1, p. 249). Nous soulignons.

Chez Kant, nous avons un *substrat intelligible* en nous-mêmes, qui correspond à l'autonomie de la raison (la clé de voûte de tout le système kantien) et qui reçoit une présentation par le biais des jugements réfléchissants, « qui n'est ni nature ni liberté, mais qui est cependant liée avec le fondement de cette dernière ». C'est pourquoi ces jugements entretiennent un rapport étroit avec la moralité, c'est-à-dire avec la métaphysique pratique, et plus précisément avec les conditions *subjectives* de réalisation de cette dernière. Or, il est évident que dans le cadre d'une détranscendentalisation, ce substrat suprasensible ne peut pas être maintenu.

Comme nous l'avons vu, le suprasensible devient lui-même historique, lié à une pratique sociale spécifique ; il ne renvoie donc plus du tout à un quelconque substrat. Selon une perspective « matérialiste » et « réaliste », nous pourrions même dire qu'il y a une sorte d'*inversion* : de « chose en soi », le suprasensible devient « phénomène » socio-historique « pour nous » ; de phénomène, les lois de la nature deviennent la « chose en soi », qui dans l'actuelle crise écologique obtient sa revanche contre « nos concepts ».

Nous avons finalement cherché à attirer l'attention sur la manière dont Kant opère en quelque sorte un entrecroisement entre des jugements déterminants et des jugements réfléchissants, notamment dans ses écrits historiques et politiques. Par exemple, l'histoire divinatoire utilise un événement historique particulier comme un signe qui non seulement indique un meilleur avenir pour l'humanité (téléologie), mais aussi confirme une prédisposition morale (détermination) qui peut aider à réaliser un tel avenir. C'est-à-dire que l'imagination est impliquée dans l'usage d'une expérience historique comme un signe du progrès en histoire. Même si, en termes objectifs, la loi morale peut ne pas avoir besoin directement de sa médiation lors de son application<sup>1301</sup>, en termes subjectifs (en tenant compte de la limitation humaine), l'imagination peut tout de même aider à rendre plus concret l'idéal de la raison pratique en lui donnant un contenu intuitif, précaire mais temporellement utile.

Dans la perspective que nous proposons, centrée sur la pratique sociale et sur d'autres mécanismes (sociaux, affectifs) de *motivation*, cette tâche de l'imagination disparaît au profit d'une tâche plutôt active et pragmatique : comment concevoir des formes (symboliques) de transformation du monde en fonction de la réalisation des idéalizations? C'est pourquoi la politique kantienne nous offre peut-être un modèle plus productif.

De fait, on a vu que la politique est l'activité par excellence qui réunit le jugement déterminant et le jugement réfléchissant. Notamment dans l'action du politique moral, il

---

<sup>1301</sup> Comme nous avons vu lors de l'analyse de la typique de la raison pratique.

devient plus clair le lien entre raison pratique et imagination lors de la réalisation des idées suprasensibles dans le monde sensible. Car toute institution juridico-politique historiquement construite constitue un moment de réalisation de l'idée du droit, la *respublica noumenon*. Ainsi, la politique en tant que doctrine du droit en exécution (*als ausübender Rechtslehre*) est l'activité à la fois réfléchissante et déterminante dont le sens est la réforme et la correction des configurations juridiques concrètes ; c'est-à-dire qu'elle est une activité de positivation de la raison, encore que toujours précaire.

L'imagination capitaliste apparaît ainsi comme une « faculté » qui est convoquée ou suscitée et encouragée par les idéalizations, telle que, chez Kant, l'imagination esthétique et pratique est excitée et poussée par les idées suprasensibles de la raison pour aller toujours au-delà, vers l'*infini* :

L'effort extrême de l'imagination pour présenter une unité à l'évaluation de la grandeur se réfère à quelque chose d'*absolument grand* ; par conséquent, considérer l'absolument grand comme seule mesure suprême des grandeurs, c'est se référer également à la loi de la raison (...) Ce qui est excessif pour l'imagination (c'est-à-dire ce à quoi elle est conduite dans l'appréhension ou l'intuition) est en quelque sorte un abîme où elle craint elle-même se perdre ; en revanche, pour l'idée rationnelle du suprasensible, produire pareil effort de l'imagination n'est pas excessif, mais conforme à la loi<sup>1302</sup>.

La pratique capitaliste implique donc selon nous une activité imaginaire et créative capable de « créer en quelque sorte une autre nature à partir de la matière que la nature réelle lui fournit » afin de procéder à une *reconstitution capitaliste de l'existant*. Nature est ici comprise au sens large, comme le monde naturel et le monde social, et sans oublier la tension (et conflits, crises) inhérente à une telle opération. L'imagination, comme chez Kant, opère selon le *contexte*, en tant que faculté de désignation. Or, rendre concevable un concept ou une idée par le biais de sa présentation (dans un certain contexte ou circonstance) est l'acte même de schématiser ou de symboliser. C'est l'imagination capitaliste qui explique en bonne partie, selon nous, la dynamique *trans-immanente* du capitalisme, notamment dans des moments de crise, des conflits. Car, si la pratique sociale a un caractère quotidien et « rituel », dans des moments critiques elle peut devenir plus réflexive et créative. Dans le cas de la pratique capitaliste cela devient encore plus intense, car elle s'oriente selon des idéalizations « suprasensibles », selon une logique abstraite.

C'est ainsi l'imagination capitaliste qui permet de concevoir le *passage* du suprasensible capitaliste (transcendental pratique) au monde concret transformé par l'action capitaliste effective. Cette dynamique, même si elle répond à un ensemble d'idéalizations et

---

<sup>1302</sup>KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791, op. cit.*, p. 1027 (Ak V, p. 258).

reproduit une certaine structure sociale, est elle-même très diverse et complexe, comme nous avons pu le voir lors de notre analyse des régulationnistes (mais aussi déjà chez Marx lui-même). Elle comporte en outre des changements et des innovations assez surprenants, comme ceux analysés par Boltanski/Chiapello ou par Dujarier, ce qui semble défier toute interprétation « essentialiste » et déterministe du capitalisme. Chaque « type » de capitalisme, chaque institution capitaliste, apparaissent alors comme des symboles des idéalizations capitalistes – c'est-à-dire, toujours une réalisation et matérialisation précaire de quelque chose qui n'est jamais simplement là, qui ne s'y épuise jamais, car la médiation symbolique entre le suprasensible et le sensible n'est jamais complète. Le capitalisme ne peut pas être adéquatement compris selon une « ontologie de la présence » ou une ontologie substantielle. Ou alors, pour le dire dans un langage moins philosophique, il n'y a pas de capitalisme « pur », complètement réalisé ou « mûr », comme nous l'avons vu avec les travaux régulationnistes ; le capitalisme se constitue avant tout comme un projet ou une projection en cours de réalisation.

Il est évident que lorsque nous parlons de trans-immanence, cela signifie que l'imagination capitaliste est en quelque sorte limitée ; elle ne crée pas *ex nihilo*. Elle est d'abord limitée par le contexte, car elle doit puiser dans les ressources spatio-temporellement disponibles. Elle est surtout limitée par ce dont elle est au service, à savoir les idéalizations. Comme l'imagination chez Kant, l'imagination capitaliste n'est pas absolument « libre », elle doit être conforme aux limites de l'entendement ou alors servir à la raison, elle n'est jamais toute seule. Dans notre cas, l'imagination capitaliste sert tout de même à *reproduire* quelque chose, le capitalisme ; même si cette reproduction est complexe, diversifiée, elle n'en est pas moins une reproduction. Elle n'est donc pas l'imagination autonome et radicale de Castoriadis. On pourrait dire qu'il s'agit d'une imagination de second ordre. Elle ne permet pas non plus une remise en question intégrale des fins envisagées par le biais d'une créativité située, comme chez Joas ; disons que même si les fins immédiates, voire les idéalizations secondaires peuvent être reformulées en fonction des moyens/environnement, la « méta-norme » (l'idéalisation primaire) ne peut pas être simplement écartée au profit d'une autre fin, sinon c'est la pratique capitaliste qui est éliminée. D'ailleurs, c'est justement cette méta-norme abstraite et idéalissante qui encourage une certaine créativité dans le rapport entre moyen et fin (immédiate).

Néanmoins, ce que cette imagination perd en radicalité, elle gagne en intensité et effectivité. En effet, comme Castoriadis le fait lui-même, il faut reconnaître que le capitalisme est probablement la forme d'organisation sociale la plus mutante et changeante de l'histoire



de l'humanité. Nul besoin d'insister davantage sur ce point. Il importe plutôt de souligner que la reproduction du capitalisme dépend, à la fois, de la capacité à susciter l'imagination et la créativité *dans l'agir* et de les contrôler, c'est-à-dire à les intensifier et les instrumentaliser (ou les canaliser). Il s'agit donc d'un mélange entre intensification et développement, d'une part, et limitation et instrumentalisation, d'autre part. Autrement dit, le capitalisme ne peut pas, au moins dans certains contextes, simplement « étouffer » la créativité et l'imagination de l'agir humain identifiées par Castoriadis et Joas (comme peut-être dans des sociétés hétéronomes traditionnelles, ou même dans le capitalisme à propos de certaines conditions plus « taylorisées » de travail), mais, au contraire, doit l'entretenir et les développer, tout en les contrôlant et en les maintenant dans les limites de sa reproduction sociale, ce qui constitue ce que nous appelons l'imagination capitaliste.

En tout cas, il est important de noter qu'à la différence d'autres modèles qui essaient de penser la créativité et la réflexivité de l'agir, l'imagination capitaliste est *immanente* à l'« habitus » ou à la pratique capitaliste. Par exemple, Franck Bessis souligne, en citant Boltanski, que la « réflexivité limitée » qu'il tente de concevoir comme un des socles qui permettrait l'élaboration d'une théorie de l'action commune à la TR et à l'économie des conventions, dépend d'une certaine extériorité, d'une distance critique, rendue possible par la pluralité des « cités », des « mondes », des valeurs ou des systèmes de référence normative : « [L]a possibilité de mettre en œuvre la critique dépend [...] de la possibilité d'avoir accès à une extériorité depuis laquelle il est possible de se désengager de la situation présente pour porter sur elle des jugements. C'est cette possibilité toujours ouverte d'un dégagement qu'offre l'existence d'une pluralité de mondes »<sup>1303</sup>

Au contraire, la pratique capitaliste, parce qu'elle vise des idéalizations, est dotée d'une sorte de « transcendance immanente » à l'action et aux fins immédiates, qui lui fournit une *ouverture* – même si pas toujours explorée – à d'autres moyens ou « symboles » effectuant la médiation entre sensible et suprasensible et réalisant (de façon précaire) les buts représentés par les idéalizations. Autrement dit, la distance critique permettant la réflexivité et la créativité (limitées) est interne à la pratique elle-même, et non pas externe. Le capital est son premier critique, car il peut et doit toujours mieux faire, accumuler davantage, être plus performant, etc. Comme le soulignait Habermas lorsqu'il parlait d'idéalisation, c'est justement la distance entre l'idéal et la réalité, qui ne peut jamais être complètement levée, qui

---

<sup>1303</sup> BOLTANSKI L., *L'Amour et la justice comme compétences : Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1991, p. 80 *apud* BESSIS F., « La théorie de la réflexivité limitée. Une contribution au débat sur l'action entre l'Économie des conventions et la Théorie de la Régulation », *op.cit.*, p 38.

fournit l'aiguillon critique de la pratique sociale, au moins dans certains contextes. D'ailleurs, cette distance critique rendant possible l'imagination et la réflexivité capitaliste limitées ne relève pas seulement de la subjectivité des agents, mais dispose de points d'appui objectifs qui redoublent la possibilité de leur mise à distance : la concurrence interne et externe à l'entreprise, mais aussi la pression exercée par l'hierarchie (finance → dirigeants → planneurs → cadres de proximité → opérationnels) et le conseil de consultants externes. Cette immanence de la distance et de la transcendance est peut-être ce qu'explique la nouveauté historique que représente la société capitaliste en termes de changements et de transformations de toute sorte, déjà signalée par Marx et Engels dans le *Manifeste*.

En incluant l'imagination, la créativité et la réflexivité dans la pratique capitaliste, nous espérons éviter ce que Bourdieu appelait « l'erreur scolastique », c'est-à-dire le raisonnement intellectualiste consistant à attribuer aux agents le rapport intellectuel au monde propre à un point de vue extérieur à l'action, notamment au point de vue du théoricien. Le défi est bien défini par Bessis : « La notion de réflexivité à ménager dans la théorie de l'habitus doit donc répondre à la double contrainte d'être suffisamment consistante pour contribuer à la dynamiser, tout en restant contenue par la logique de la pratique telle que strictement délimitée par Bourdieu »<sup>1304</sup>.

### **7.9 – Pratique capitaliste : du modèle à la réalité**

Bien entendu, même si nous espérons ne pas avoir commis l'erreur scolastique identifié par Bourdieu, au moins dans sa forme forte consistant à attribuer à l'agent le même niveau de contrôle logique de ses actions et anticipations que celui que met en œuvre le chercheur dans une représentation idéale de la science<sup>1305</sup>, cela n'empêche pas de reconnaître les biais et les limites inhérents au registre théorique, indépendamment du contenu de la théorie sociale. Autrement dit, ce que nous venons d'exposer, c'est un modèle théorique, « idéaltypique », qui comporte plusieurs variations empiriques. Par exemple, on peut objecter que tous les individus pouvant être décrits comme des acteurs capitalistes ne visent pas subjectivement ces idéalizations. Ils ne cherchent pas forcément un profit maximal, ou une performance illimitée,

---

<sup>1304</sup> BESSIS F., « La théorie de la réflexivité limitée. Une contribution au débat sur l'action entre l'Économie des conventions et la Théorie de la Régulation », *op. cit.*, p. 33.

<sup>1305</sup> Selon la distinction établie par Bessis, cette forme forte ne doit pas être confondue avec une forme faible d'erreur scolastique, qui consiste à attribuer à l'agent une réflexion sur l'action qui n'est possible, selon Bourdieu, qu'en dehors de l'action – tandis que l'habitus est une spontanéité sans conscience prise dans l'urgence de l'action. Cette forme faible doit être en quelque sorte assumée par une théorie de la réflexivité limitée, en s'opposant ainsi à la théorie de l'action bourdieusienne qui prend comme modèle de référence l'action effectuée dans l'urgence, sans réflexion. Cf. *Ibid.*, p. 33.

mais tout simplement un résultat raisonnable, satisfaisant. Néanmoins, même si cela peut être le cas, on insiste sur le fait que la pratique capitaliste ne se reproduit pas de manière indépendante de certaines structures qui font peser des contraintes sur les actions des individus. On vient de voir que la distance critique rendant possible l'imagination et la réflexivité capitaliste ne relève pas seulement de la subjectivité des agents, mais dispose de points d'appui objectifs qui redoublent la possibilité de leur mise à distance, comme cela a été classiquement le cas de la concurrence et de l'hierarchie, et plus récemment de la normalisation de l'idéal. Donc, ces mécanismes « externes » finissent par contraindre les acteurs à toujours *agir* en cherchant des meilleurs résultats et des objectifs plus grands, ce qui dans la pratique apparaît comme une action visant à une idéalisation. Tout au long de la thèse nous avons insisté sur le fait que, si la pratique sociale peut impliquer une réflexivité par rapport à ses fondements (notamment dans des moments spécifiques, comme les crises), elle ne reste pas moins fondée sur des routines, qui rendent implicite et inconsciente une bonne partie de ses présupposés interprétatifs et de son point de vue particulier sur le monde<sup>1306</sup>. Le plus important reste ainsi l'action, et non pas la conscience explicite des porteurs. Ainsi, cette réflexivité et cette imagination spécifiquement capitaliste peuvent se donner paradoxalement dans un contexte routinisé, et ne dépendent pas d'une conscience plus grande par rapport aux idéalizations présupposées par la pratique capitaliste.

En outre, la pratique capitaliste, au moins depuis le tournant organisationnel du capitalisme au début du XX<sup>e</sup> siècle, ne doit pas forcément être regardée comme une pratique sociale exclusive des propriétaires des moyens de production, de circulation ou de financement, elle peut aussi se diffuser auprès de salariés, notamment des cadres ou *managers*, sans que cela enlève leur condition de dépendance. D'ailleurs, Éric Pineault explique que le caractère distinctif du capitalisme avancé se situe plutôt dans une suite de mutations et de ruptures fondamentales du processus d'institutionnalisation économique, mutations et ruptures liées au développement de la forme corporative ou organisationnelle de l'entreprise et donc à la centralité qu'acquiert la grande organisation corporative dans le capitalisme du 20<sup>e</sup> siècle. Plus qu'une simple « séparation de la gestion et de la propriété »

---

<sup>1306</sup> Rappelons-nous de ce que Jaeggi affirme à ce propos: « As a result, forms of life (as it holds for single practices) are not always engaged in deliberately or even reflected upon; we might participate in them without planning, intending, or even knowing exactly what we are doing. We also have to take into account that social practices and forms of life are “materialized” in institutions and, even more “materially,” in architecture, tools, and material structures that (even if a result of our own actions) *make us act*. Therefore: they set limits to what we can do as well as enable us to do things in a certain way. Practices and forms of life, in short, are *given as well as created*. And they might develop a certain dynamic of their own » (JAEggi R., « A Wide Concept of Economy: Economy as a Social Practice and the Critique of Capitalism », *op. cit.*, p. 9)

cette transformation de la forme même de la propriété capitaliste (de bourgeoise à corporative) et du mode de mobilisation de la force de travail (du travail à l'emploi) engendra un ensemble de mutations structurelles qui transforma de fond en comble la configuration institutionnelle du capitalisme.

Comme le note Pineault, les termes et la nature de ce rapport social se sont profondément transformés et une des limites des analyses critiques marxistes est d'avoir transhistoricisé les formes bourgeoises. Chez Marx, celui qui accumule de l'argent, ou bien celui qui oriente son activité afin d'en accumuler de manière capitaliste, accumule ainsi des droits monétaires sur une richesse sociale qui se révèle en fin de compte n'être que droit sur l'activité sociale d'autrui saisie dans le rapport salarial et transformé en travail abstrait. Une limite particulièrement importante est « la mobilisation d'une conception moderne et bourgeoise de la propriété pour analyser et comprendre le rapport d'un 'capitaliste' à l'accumulation et plus largement à la structure sociale d'accumulation en tant qu'entreprise, soit la propriété en tant que 'dominium', c'est-à-dire la maîtrise directe par un individu ou un groupe d'associés des moyens de production et du temps de travail salarié »<sup>1307</sup>. Finalement, c'est la figure même du capitaliste bourgeois et de la culture bourgeoise de l'entreprise qui sont directement en cause dans ce procès où l'organisation devient le véritable agent de l'accumulation.

Le capitalisme avancé est ainsi un capitalisme dominé par la forme corporative de l'entreprise. La genèse, la croissance et la normalisation de la corporation comme forme de l'entreprise n'est pourtant pas un résultat naturel ou spontané du développement capitaliste, comme plusieurs l'ont montré l'incorporation de l'industrie à partir du début du 20e siècle a été un processus économique et politique agonistique et contradictoire. S'appuyant sur Thorstein Veblen<sup>1308</sup>, Pineault montre que celui-ci transforma de manière fondamentale les relations de propriété capitaliste et le mode d'existence du capital lui-même. Le résultat a été une marginalisation décisive de la propriété capitaliste bourgeoise et de l'entrepreneur industriel qui en dépendait au profit de nouvelles relations sociales vis-à-vis de l'accumulation, relations divisées entre une strate de gestionnaires salariés « contrôlant » l'entreprise industrielle et un groupe hétérogène d'actionnaires allant du capitaine d'industrie dirigeant d'un holding financier jusqu'à la masse dispersés de petits rentiers.

---

<sup>1307</sup> PINEAULT É., « Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé. », Conférences de la Chaire MCD, disponible sur <https://chaire-mcd.uqam.ca/component/content/article/312-au-dela-de-l'expressionnisme-et-du-marxisme-elements-pour-une-theorie-critique-des-structures-sociales-du-capitalisme-avance.html>, p. 7.

<sup>1308</sup> Voir VEBLEN T., *The Theory of Business Enterprise*, Martino Fine Books, 2013.

Sur le plan méthodologique, en suivant ici Weber plutôt que Marx, Pineault essaie de comprendre l'importance de cette transformation dans la modalité même d'existence du capital comme fait social, par le biais d'une analyse des mutations de la pratique comptable qui, justement aux yeux de Weber, manifeste et objective le capital en tant que tel. En effet, d'après la perspective wébérienne, la comptabilité n'est pas un simple reflet de l'accumulation capitaliste, elle fait partie des catégories de la pratique qui la rendent possible, c'est-à-dire qu'elle est une orientation significative de l'activité économique qui s'impose au sujet comme médiation objective. Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle se développe dans la comptabilité d'entreprise un ensemble de nouvelles catégories pour rendre compte, c'est-à-dire objectiver économiquement, une nouvelle modalité d'être du capital, soit le « goodwill » et les autres formes de capital dit « intangible » et immatériel. Le « goodwill » se reflète dans un surcroît de profits qu'une entreprise ferait par rapport au profit moyen, surprofits dont l'origine ne serait pas accidentelle mais aurait pour cause l'effort, la sagesse, la perspicacité en affaires ou l'affabilité de son propriétaire. La forme type de « goodwill » fut à l'époque la valeur que représentait le réseau de clients, de fournisseurs et de créanciers qu'entretenait un commerçant ou un industriel et qui se condensait dans la valeur attribuable au « nom » du propriétaire en question.

La transition vers le capitalisme avancé au début du 20<sup>e</sup> siècle a pris la forme d'un vaste mouvement de consolidation industrielle et financière, au sein duquel des milliers d'entreprises bourgeoises, appartenant à un propriétaire qui y exerçait son dominium personnel ou à un cercle restreint d'associés ont été fusionnés en vaste organisations. Ce procès de fusion-acquisition a pris la forme de l'achat par titres des entreprises en question, la valeur en titres des entreprises dépassaient toujours de loin la valeur calculée comme la somme des actifs tangibles et liquides. C'est ainsi que le concept, plutôt marginal d'ailleurs de « *goodwill* », a été transféré du domaine de la qualité particulière d'un entrepreneur en tant qu'individu singulier pour s'appliquer au surcroît de valeur attribuable à ce « je ne sais quoi » de la grande organisation capitaliste en tant qu'agent économique. D'attribut de l'individualisme entrepreneurial bourgeois le « *goodwill* » est devenu la propriété, dans le sens plein du terme, à la fois juridique et épistémologique, de l'organisation corporative et reflète encore aujourd'hui sa valeur spécifique en tant qu'organisation plutôt que somme disparate d'actifs industriels tangibles (bâtiments, stocks, machines) ou liquides (monnaie, comptes à recevoir et créances). La centralisation boursière de l'évaluation et de la circulation des actions, évaluation qui à l'époque tout comme aujourd'hui, se démarque radicalement de la valeur des actifs tangibles, participera à la normalisation d'une représentation du capital

comme actif intangible – capacité organisationnelle – plutôt qu’actif tangible sous la forme de moyens de production. Par le biais de la diffusion de nouvelles pratiques comptables arrimées au procès d’évaluation boursière il y aura matérialisation du capital comme puissance immatérielle, intangibilité, c’est-à-dire pure capacité organisationnelle générale projetée dans le futur. Par ailleurs, la « capitalisation » de la puissance organisationnelle sous la forme du « *goodwill* » a été intimement lié au développement du crédit corporatif et de son absorption dans une nouvelle circulation financière centralisée et organisée dans des bourses de valeurs mobilières industrielles.

À ce sujet, Pineault fait deux observations. Premièrement l’intangibilisation du capital comme pure capacité organisationnelle et sa traduction/matérialisation comptable comme *goodwill*/actif intangible n’est pas le fait très contemporain d’une nouvelle économie du savoir ou d’un régime d’accumulation « informationnel », il s’agit plutôt d’une caractéristique permanente, élémentaire et fondamentale du capitalisme avancé depuis sa genèse au début du 20e siècle en Amérique du Nord. Le capitalisme avancé émerge par la dissolution du caractère tangible du capital industriel, commercial et financier en un système de processus organisationnels fluides qui a la capacité de reproduction élargie. De plus, cette « intangibilisation » n’est pas un accident, une contingence voire le fruit d’un processus de sélection par l’efficience, mais a été un processus propulsé par un ensemble de pratiques réflexives de construction et d’imposition de la capacité organisationnelle dans l’économie. Ainsi au même moment où la comptabilité d’entreprise se transforme en comptabilité « financière » de la corporation, instrument non seulement de gestion stratégique mais aussi de communication avec la bourse et les actionnaires, se développe à l’intérieur du procès de production des outils « organisationnels » de mesure et de contrôle tel que la comptabilité analytique de gestion. En effet, le taylorisme, souvent considéré uniquement comme une transformation réflexive du procès de travail, impliquait aussi la construction d’un système de mesure des coûts et des gains de temps de production. Taylor lui-même considérait que ses innovations techniques ne valaient rien sans l’adoption d’une nouvelle comptabilité interne à l’organisation qui objective les coûts et les gains de productivité en temps quasi-réel, les rendants ainsi malléables et propices au contrôle. C’est le cas type de cette « capacité organisationnelle ».

On assiste alors au transfert de la subjectivité entrepreneuriale et industrielle de la personne bourgeoise vers la nouvelle personne morale corporative, vers l’entreprise :

Cette mutation du capital se matérialise « dans l’autonomie qu’acquiert l’entreprise capitaliste en tant que corporation vis-à-vis du bourgeois compris comme sujet capitaliste. Weber, et avant lui Sombart, ont montré comment l’avènement de la comptabilité à double entrée dans le cadre du capitalisme

marchand de la Renaissance a contribué à l'émergence du capitalisme comme sphère de pratique rationalisée et autonome. Cette activité réflexive, a contribué non seulement à séparer la sphère domestique d'une nouvelle sphère d'activité civile, mais de par sa structure même, elle présentait l'activité commerciale non plus comme somme de transactions avec autrui (comptabilité à entrée simple) mais *comme un procès de reproduction élargie d'un capital initial objectivé devant le capitaliste lui-même*. Son activité marchande, plutôt que d'être une succession « de bon et de mauvais coups », s'objectivait comme « entreprise »<sup>1309</sup>.

À ce titre, la définition wébérienne de l'entreprise se montre très utile, comme Pineault lui-même le mentionne :

(...) une unité économique de profit, orientée en fonction des chances d'opération marchande, et ce dans le but de tirer bénéfice de l'échange. En ce sens, une entreprise peut être une entreprise occasionnelle, (...) ou être une exploitation continue. Toute entreprise se propose d'être rentable, c'est-à-dire d'obtenir un surplus par rapport à la valeur estimable en argent des moyens engagés pour l'entreprise, (...) <sup>1310</sup>.

Pineault rappelle que la diffusion sociale de cette innovation, la comptabilité à double entrée, se fit à l'époque (15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles) dans le cadre de la circulation d'une littérature beaucoup plus générale visant à former les futurs commerçants, littérature disciplinaire visant la propagation d'une nouvelle culture marchande rationalisée. Ces traités du marchand ou du « bon commerçant » étaient autant des ouvrages d'information que d'éthicisation de la pratique. Autrement dit, l'adoption de cette nouvelle comptabilité a été un phénomène qui relevait de la culture autant que de la rationalisation économique. Or nous assistons au début du vingtième siècle à un processus similaire, malgré le fait que le discours managérial ne s'adresse plus au bourgeois autonome, indépendant et entreprenant qui souhaite objectiver devant lui le fruit de son activité. En effet, comme l'a illustré entre autres le travail de Boltanski et Chiapello, ce discours s'adresse aux nouveaux gestionnaires de vastes organisations capitalistes, desquels on exige, d'une part, une activité de contrôle et de surveillance (comptabilité analytique de gestion) et, d'autre part, une publicisation de résultats (comptabilité financière). Car, finalement, ce sont eux qui ont une emprise effective sur ces processus créateurs de valeur. L'émergence de ces deux nouvelles formes de pratique comptable, relevant du paradigme du contrôle, plutôt que de celui de la discipline, sonna le glas de l'hégémonie de l'entrepreneur bourgeois et surtout du capital compris comme objet de son dominium<sup>1311</sup>. On pourrait ainsi dire qu'il y a eu une sorte de « démocratisation » de la

---

<sup>1309</sup> PINEAULT É., « Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé », *op. cit.*, p. 13. Nous soulignons.

<sup>1310</sup> WEBER, M., *Histoire Économique*, Paris, Gallimard, 1991 (1923), p.14. cité dans PINEAULT É., *op. cit.*, p. 13.

<sup>1311</sup> Nous laisserons ici de côté la question complexe de savoir comment comprendre l'interaction entre les entreprises et le capital financier, notamment depuis l'avènement d'innovations financières comme les titres. À

pratique capitaliste, une fois qu'aujourd'hui ce sont les cadres ou *managers* (et donc, des salariés) qui en bonne partie reproduisent et enrichissent les actions liées au processus d'accumulation capitaliste. Comme l'affirme Haber, « avec l'émergence de la grande firme intégrée, ce qui apparaissait, c'est non seulement une forme inédite permettant de 'réduire les coûts de production' (...) Mais c'est aussi une institution destinée à incarner et à imposer efficacement à la société la tendance expansive comme telle. La visée du *toujours plus* trouvait son vecteur concret le plus puissant »<sup>1312</sup>. On aurait ainsi un enchevêtrement, dans un même individu, d'actions et de situations relevant de la pratique capitaliste mais aussi d'une pratique plus strictement « ouvrière », dans la mesure où, en tant que salarié, il continue d'être soumis à des situations de pression, d'exploitation, etc.

On voit ainsi avec Pineault que la corporation devient le lieu par excellence de socialisation et de diffusion d'une myriade d'activités concrètes renvoyant à la pratique d'accumulation. Néanmoins, Pineault lui-même reconnaît qu'il est cependant vrai que le capitalisme avancé partage avec le capitalisme classique ou bourgeois examiné par Marx et l'économie politique classique, les médiations sociales élémentaires que sont les formes marchandise (M) et monnaie (A) de la valeur. Selon lui, « c'est à partir de l'étude critique de ces formes que Marx a pu construire une représentation de la médiation 'cellulaire' de l'accumulation capitaliste en tant que procès A-M-A', médiation qui est en fait le rapport social asymétrique entre travail abstrait et capital. Contrairement à Weber qui voit dans la genèse du capitalisme l'aboutissement d'un processus de rationalisation, pour Marx la construction d'un tel procès à titre de médiation centrale de l'histoire d'une société doit être comprise théoriquement et philosophiquement comme le fruit d'une rupture profonde du

---

ce titre, Pineault écrit : « Les nouveaux rapports de propriété capitaliste propre au capitalisme avancé contiennent ainsi formellement au moins trois configurations possibles du rapport entre *capital*, maintenant objectivé autant dans la puissance organisationnelle de la corporation que dans la valeur des titres financier dont la circulation est centralisée en bourse, et *propriétaire*. Soit celui-ci a la possibilité d'exercer son pouvoir de contrôle externe sur la corporation afin d'en diriger la stratégie et d'en extraire de la valeur (c'est-à-dire qu'elle exige que la puissance organisationnelle se traduise en flux monétaire – ce qui ne va pas du tout de soit), soit celui-ci adopte une attitude purement spéculative et valorise son titre uniquement dans l'espace de la circulation boursière, soit finalement, il se comporte en quasi rentier, laissant à ceux qui contrôle la puissance organisationnelle de la corporation (le management) leur autonomie et qu'il se contente du versement d'un niveau de dividende que ceux-ci décideront en fonction de leur besoin de liquidité et de capital pour le ré-investissement (position de Galbraith dans *Le nouvel État industriel*). Dans les trois cas, le titre financier s'est imposé non pas comme voile qui défigure la propriété bourgeoise, mais comme institution nouvelle de la propriété capitaliste qui s'interpose entre sujet et entreprise, analyse d'ailleurs présentée par Simmel dès 1896. Le *dominium* n'est pas voilé par le titre financier, il est complètement évacué, ce qui ne veut pas dire que la structure corporative ne comporte pas des asymétries structurelles. Au contraire celles-ci sont encastrées au cœur même des structures sociales du capitalisme avancé, il faut par contre se donner les outils conceptuels pour les penser en elles-mêmes, plutôt que de « forcer » les catégories marxistes pour qu'elles conservent coûte que coûte une capacité explicative » (*Ibid.*, p. 17).

<sup>1312</sup> HABER S., *Penser le néo-capitalisme : vie, capital et aliénation*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013, p. 335.



cycle culturel-organique qui marquait la vie matérielle des sociétés humaines avant l'émergence du capitalisme »<sup>1313</sup>. En ce sens, il ne faut pas penser le développement du capital principalement ou essentiellement comme l'extension de la « production matérielle », car son développement se définit plutôt dans sa capacité d'absorption de l'activité sociale qui devient ainsi productive de survaleur.

En prenant en compte le tournant organisationnel et le dépassement du paradigme du capitaliste individuel cependant, l'idéalisation primaire, l'accumulation infinie, n'est pas toujours visée explicitement, car la *motivation* pour s'y engager varie. À ce titre, Boltanski et Chiapello montrent par exemple que l'esprit du capitalisme en tant que véhicule essentiel de la motivation a une histoire. Ainsi, ils rappellent que, outre la description originaire de Weber centrée sur l'éthos protestant, la première description de cet esprit, entreprise à la fin du XIXe siècle – aussi bien dans le roman que dans les sciences sociales proprement dites –, est centrée sur la personne du bourgeois entrepreneur et sur la description des valeurs bourgeoises. La figure de l'entrepreneur, du chevalier d'industrie, du conquérant, concentre les éléments héroïques du tableau, avec l'accent mis sur le jeu, la spéculation, le risque, l'innovation et la soif de profit. Sur une échelle plus large, pour des catégories plus nombreuses, l'aventure capitaliste s'incarne dans la libération, avant tout spatiale ou géographique, rendue possible par le développement des moyens de communication et par le développement du travail salarié, qui permettent aux jeunes de s'émanciper des communautés locales, de l'asservissement à la terre et de l'enracinement familial, de fuir le village, le ghetto, et les formes traditionnelles de dépendance personnelle.

Une deuxième caractérisation de l'esprit du capitalisme trouve son plein développement entre les années 1930 et les années 1960. L'accent y est mis moins sur l'entrepreneur individuel que sur l'organisation. Axée sur le développement, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de la grande entreprise industrielle centralisée et bureaucratisée, fascinée par le gigantisme, elle a pour figure héroïque le directeur qui, à la différence de l'actionnaire cherchant à augmenter sa richesse personnelle, est habité par la volonté de faire croître *sans limite* la taille de la firme dont il a la charge, de façon à développer une production de masse, reposant sur des économies d'échelle, sur la standardisation des produits, sur l'organisation rationnelle du travail et sur des techniques nouvelles d'extension des marchés (marketing)<sup>1314</sup>. On voit que dans ce deuxième cas, ce qui est visé n'est pas directement l'enrichissement personnel, peut-

---

<sup>1313</sup> PINEAULT É., « Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé », *op. cit.*, p. 5.

<sup>1314</sup> Cf. BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, *op. cit.*, p. 56-7.

être même pas l'idéalisation primaire de l'accumulation de richesse abstraite, mais une idéalisation secondaire liée à l'excellence professionnelle dans la réalisation du mandat de son métier, comme l'idéalisation d'*efficience* maximale dans l'organisation et la gouvernance de l'entreprise. Sont particulièrement « excitantes » pour les jeunes diplômés les opportunités qu'offrent les organisations d'accéder à des positions de pouvoir d'où l'on puisse changer le monde et, pour le grand nombre, la libération du besoin, la réalisation des désirs grâce à la production de masse et son corollaire la consommation de masse.

D'ailleurs, Boyer à son tour remarque que, outre la maximisation du profit, il demeure une multiplicité d'objectifs des firmes capitalistes, car leur rationalité est fortement conditionnée par le contexte institutionnel – il s'agit justement de la diversité (institutionnelle) du capitalisme. Par exemple, lorsque les réformes institutionnelles de l'après-Seconde Guerre mondiale portent leurs fruits et parviennent à développer un marché de consommation de masse incluant les salariés, l'entreprise fordienne cherche à *maximiser* les effets d'échelle sur la base de ce compromis capital-travail atypique par rapport à l'histoire longue du capitalisme. C'est à cette occasion que sont inventées les techniques managériales modernes. Lorsque, après 1945, les entrepreneurs japonais tentent d'adapter ce modèle, ils butent sur l'étroitesse du marché, ce qui les incite à faire de la différenciation grâce à la flexibilité, propre au rapport salarial nippon, et à l'usage intensif de la sous-traitance. On peut encore mentionner le cas des *start-ups* de Silicon Valley, où prédomine la recherche d'un profit extra par l'innovation radicale, ou des banques d'investissement de Wall Street, où prime l'accroissement (souvent à court terme) de la valeur actionnariale<sup>1315</sup>.

De même, Orléan souligne que, au moins depuis les travaux de Berle et Means en 1932<sup>1316</sup>, on sait que le pouvoir managérial a la capacité de s'autonomiser, au moins partiellement, à l'égard des objectifs stratégiques des détenteurs du capital. Il y a une véritable lutte pour savoir qui pourra imposer ses propres objectifs à l'entreprise. Car les intérêts des dirigeants et de la technostructure « ne coïncident pas nécessairement avec ceux des propriétaires, qu'il s'agisse du développement de la firme, de sa politique d'investissement, de l'horizon temporel, de l'aversion au risque, ou plus prosaïquement, des rémunérations : par exemple, les managers sont plutôt enclins à *maximiser* le chiffre d'affaires que les bénéficiaires »<sup>1317</sup>. Or, dans ces conditions, la capacité des actionnaires à faire prévaloir leurs

---

<sup>1315</sup> Cf. BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, Paris, La Découverte, 2015., p. 110-1.

<sup>1316</sup> BERLE A.A., ETC, et G.C. MEANS, *Modern Corporation and Private Property*, 2nd Revised edition., New Brunswick, N.J., U.S.A., Transaction Publishers, 1991.

<sup>1317</sup> ORLÉAN A., *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999, p. 201. Nous soulignons.

intérêts dépend d'un ensemble fort vaste de variables institutionnelles, comme par exemple la législation anti-OPA (Offre publique d'achat), les règles concernant la détermination des droits de vote aux assemblées générales d'actionnaires, la transparence des comptes ou la composition des organismes de surveillance.

Plus récemment, nous l'avons vu au cinquième chapitre, on assiste, dans certains contextes, à une diffusion et à une internalisation de la pratique capitaliste auprès des salariés opérationnels, et non plus seulement auprès des cadres supérieurs, en raison de la mobilisation effectuée par le néomanagement. On se rappelle que Linhart nous explique que, lorsque l'évolution de la nature du travail entre en contradiction avec la possibilité d'imposer une prescription détaillée, la solution consiste à transférer la charge de découvrir l'usage *le plus efficace* du temps sur chaque salarié lui-même, à lui confier le travail d'organisation de son travail et à l'inciter à se transformer en petit bureau des temps et des méthodes à son propre usage<sup>1318</sup>. Les travailleurs doivent « se battre pour l'entreprise de corps et âme », soit par peur du chômage, soit par identification avec l'entreprise<sup>1319</sup>. On voit ici une tentative managériale d'instrumentaliser le zèle, l'intelligence et l'inventivité du travailleur direct au profit de l'imagination capitaliste.

La diffusion de la pratique capitaliste va de pair avec ce que Dujarier a décrit comme la normalisation de l'idéal. L'écart entre travail prescrit et travail possible peut mobiliser certains sujets dans un fonctionnement tout-puissant<sup>1320</sup>. Selon notre perspective, ce qu'elle décrit n'est rien d'autre qu'un déploiement de l'abstraction capitaliste et de son caractère de devoir-être irréaliste dans le niveau un peu plus concret de la prescription et de l'encadrement du travail, c'est-à-dire dans ce qu'elle appelle le travail d'organisation. Et cela dans un contexte de pression accrue pour performance dû à la concurrence mondialisée, à la financiarisation et son court-termisme ; mais aussi dans un scénario de difficulté croissante pour prescrire le travail, en raison de la complexification de certaines tâches, etc.

Les idéalizations capitalistes (l'accroissement *sans limites* de la taille l'entreprise, l'augmentation *illimitée* de la productivité globale ou individuelle, l'usage *le plus efficace possible* du temps de travail personnel, etc.) sont maintenant de plus en plus diffusées et exigées dans tous les niveaux de l'hierarchie organisationnelle, qui commence avec les

---

<sup>1318</sup> Cf. LINHART D., *La modernisation des entreprises*, 3e édition., Paris, La Découverte, 2010., p. 57. Voir aussi LINHART D., *La comédie humaine du travail : De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Toulouse, Erès, 2015., p. 126.

<sup>1319</sup> Voir par exemple LORDON F., *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique Editions, 2010 ; DARDOT P. et C. LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, Que sais-je ?, Paris, La Découverte, 2010.

<sup>1320</sup> Cf. DUJARIER M.-A., *L'idéal au travail*, 1<sup>re</sup> éd., Paris, PUF, 2012., p. 249.

financiers et descend jusqu'aux exécutants ou opérationnels – ce qui ne veut pas dire que cette tendance était nécessaire dès le début et constitue la « vérité » du capitalisme. Mais quel en est le trait commun, par-delà la variation en termes de motivation, d'intérêts et d'objectifs stratégiques, d'horizon temporel (long x court terme), d'hierarchie et de tâches concrètes ? Qu'est-ce qui est derrière l'omniprésence de ces idéalizations ? Il nous semble que c'est justement ce point de vue *abstrait* que depuis le premier chapitre nous rapportons à l'abstraction capitaliste – même si dans certains cas elle ne se présente pas comme strictement capitaliste. Billeter associe ce point de vue à une vision mathématisée du monde, qui introduit l'infini dans l'activité sociale :

Lorsque les marchands, les banquiers, les savants, les ingénieurs de la Renaissance se sont mis à quantifier la réalité et à la soumettre à leurs calculs, ils n'ont pas seulement mis à profit l'efficacité d'un système. Ils ont en même temps introduit l'infini *dans leur activité*. La nouveauté a d'abord été intellectuelle: conçus de façon abstraite, l'espace et le temps devenaient infinis. Un accroissement infini de la connaissance devenait concevable, de même que l'idée d'une accumulation indéfinie des capitaux, et par conséquent de la multiplication indéfinie des entreprises commerciales et financières<sup>1321</sup>.

Aujourd'hui, c'est bien le pouvoir financier et la *corporate governance* qui agissent – à côté de la concurrence – comme un puissant vecteur de disciplinarisation des entreprises et d'imposition (voire de radicalisation) de ce point de vue abstrait et transcendant ou « suprasensible » et son indifférence au concret, déjà reconnue par Marx. Orléan écrit :

Le projet ultime de la finance est de réduire l'entreprise à un ensemble codifié de procédures formelles et de comptes certifiés de telle sorte qu'il soit possible d'en évaluer la valeur fondamentale sans contestation possible. En effet, ce qui intéresse un financier lorsqu'il investit dans une entreprise, c'est son retour sur investissement. Il s'agit alors pour lui de *faire abstraction des formes productives concrètes pour juger de leur seule efficacité à produire de la valeur*. C'est cette puissance d'abstraction que met en œuvre la liquidité, lorsqu'elle reconstruit l'entreprise comme une série de grandeurs codifiées. Dans cette perspective, la transparence et la codification des informations économiques sont des instruments essentiels du pouvoir d'influence de la finance, c'est-à-dire de sa capacité à évaluer les projets productifs et à arbitrer entre eux<sup>1322</sup>.

Certes, l'hégémonie de la finance et du court-termisme qui l'accompagne n'est pas une donnée inéluctable du capitalisme, car par exemple en Allemagne ou en Chine les choses ne se passent pas exactement comme aux EUA ou en Angleterre. De même, on peut argumenter que cette stratégie d'abstraction mise en œuvre par la liquidité butte sur de sérieuses limites, dès lorsqu'il faut tenir compte des spécificités productives ou managériales propres à telle ou telle entreprise, c'est-à-dire tout ce qui échappe aux jugements standardisés. L'entreprise a une épaisseur propre que les procédures formalisées ne peuvent réussir à saisir totalement. C'est là un nouvel exemple du conflit existant entre immobilisation et liquidité, entre

---

<sup>1321</sup> BILLETER J.-F., *Esquisses, op. cit.*, p. 82.

<sup>1322</sup> ORLÉAN A., *Le pouvoir de la finance, op. cit.*, p. 210-11.

l'entreprise concrète prise dans le temps de la production, constituée d'actifs spécifiques, et l'évaluation publique soumise à une exigence de large publicité. Ainsi, la liquidité n'encourage pas nécessairement l'efficacité productive. La liquidité correspond à des intérêts spécifiques en faveur d'une organisation particulière des interrelations entre propriétaires. Les buts spécifiques, que vise cette organisation, peuvent diverger d'avec les intérêts des directions d'entreprises, des salariés et des citoyens. Il ne faut pas présupposer une convergence parfaite des intérêts productifs et financiers. Car si la finance permet un contrôle étroit du capital par les financiers et une concurrence accrue des capitaux, cela peut se faire au détriment de la gestion à long terme des entreprises. De cette façon, certaines entreprises peuvent-elles préférer des formes institutionnelles plus respectueuses de la stabilité des alliances, à la manière de ce que permet, par exemple, le jeu des participations croisées, caractéristique du « capitalisme rhénan »<sup>1323</sup>.

Néanmoins, cette puissance d'abstraction et cette indifférence à l'égard des formes productives concrètes, que la finance *radicalise*, ne sont pas du tout étrangères à la logique du capital en général, comme nous l'avons vu depuis le premier chapitre, avec Marx. Sauf que la dynamique du capital productif semble être plus *trans-immanente* que celle de la finance, qui tend à une *transcendance* plus accentuée par rapport à chaque contexte spécifique, vu que la liquidité plonge les opérateurs dans un monde factice où ils perdent facilement la conscience des contraintes productives pour ne plus se consacrer qu'à la recherche de profits purement spéculatifs<sup>1324</sup>. Nous insistons cependant que, par-delà le conflit entre le court-termisme de la finance et le long-termisme des investissements productifs, il demeure toujours un côté commun, abstrait et normatif suprasensible, dans leurs points de vue, représenté par ce que nous avons nommé des idéalizations. Ainsi, comme Orléan le reconnaît, « le pouvoir de la finance se révèle comme étant dans son essence un pouvoir d'abstraction par le jeu duquel l'activité productive est asservie aux contraintes universelles de la mise en valeur du capital »<sup>1325</sup>.

---

<sup>1323</sup>Cf. ORLÉAN A., *LA BOURSE EST-ELLE AU SERVICE DE LA PRODUCTION?*, <http://docplayer.fr/5745126-La-bourse-est-elle-au-service-de-la-production.html>, consulté le 22 juillet 2016, p. 52.

<sup>1324</sup> Orléan nous décrit ainsi « une dynamique collective dans laquelle les anticipations des agents ne sont pas tournées vers l'économie réelle, mais vers les anticipations des autres intervenants. Il s'ensuit une rationalité singulière, de nature fondamentalement mimétique en ce qu'elle cherche à mimer le marché pour le précéder dans ses évolutions, aussi erratiques soient-elles. Cette dynamique mimétique, par sa nature même, dégénère fréquemment en emballements sporadiques, haussiers ou baissiers, au cours desquels les individus perdent de vue les fondamentaux » (*Ibid.*, p. 55).

<sup>1325</sup> ORLÉAN A., *Le pouvoir de la finance*, *op. cit.*, p. 219.

Les travaux de Dujarier portant sur le « management désincarné » permettent de voir que ce point de vue abstrait est également très présent dans le monde productif. Comme nous l'avons vu au cinquième chapitre, les planneurs sont mandatés pour faire le « sale boulot » managérial : « Celui qui transforme le travail concret dans un sens qui satisfait les critères du travail abstrait, au profit d'un tiers »<sup>1326</sup>. Ce qui veut dire : les planneurs doivent transformer le réel du travail, le procès de travail, en fonction d'une connaissance quantitative et abstraite du monde (des chiffres, des ratios, des classements). Et cela signifie la conception, la mise en place et le contrôle de prescriptions *idéales*. Les planneurs se voient ainsi attribuer une tâche typique de la pratique capitaliste – la restructuration de l'existant selon des critères abstraits de performance et de rentabilité, même s'ils sont salariés et ne sont pas normalement les bénéficiaires directs des dispositifs qu'ils promeuvent.

Enfin, ce sont les travailleurs opérationnels eux-mêmes, en bas de l'hierarchie, qui acceptent et se guident de plus en plus selon des chiffres et des indicateurs diffusés par les dispositifs managériaux – ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait plus de résistance, de critiques ou de conflits ; ou, d'un autre côté, qu'il n'y ait plus des pathologies et des fuites. Si ces travailleurs se caractérisent (au moins dans certains contextes) par leur participation totale, par leur engagement plein à l'activité professionnelle, Linhart affirme que le néomanagement les incite à se transformer en petit bureau des temps et des méthodes à leur propre usage ; de même, selon Dardot et Laval, la rationalité néolibérale « tend à enfermer chaque sujet dans la petite 'cage d'acier' qu'il s'est lui-même construite »<sup>1327</sup>. Le critère d'excellence professionnelle devient dans ce contexte le dépassement constant de ses propres limites afin d'accomplir des prescriptions idéales et irréalistes. Ainsi, si la financiarisation et le tournant organisationnel ont fait de la grande entreprise l'institution maximisatrice par excellence – celle dont la logique est jusqu'à un certain point autonome relativement au désir d'enrichissement du capitaliste individuel –, avec cette nouvelle subjectivation, « c'est la 'pulsion d'accumulation' qui tend à se généraliser à tous les individus, ouvrant par là un nouveau champ à la réalisation de la tendance à l'illimitation »<sup>1328</sup>, où le sujet compris comme « capital humain » et « entreprise de soi » s'identifie à l'accroissement de sa propre valeur.

En ce qui concerne l'imagination capitaliste, elle n'est pas nécessairement toujours à l'œuvre ou à un même degré, cela dépend du contexte, des ressources disponibles, des conflits en jeu, des mécanismes d'institutionnalisation et de diffusion de la pratique capitaliste, etc. Il

---

<sup>1326</sup> DUJARIER M.-A., *Le management désincarné*, Paris, La Découverte, 2015., p. 153.

<sup>1327</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, op. cit., p. 476.

<sup>1328</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, op. cit., p. 104.

nous semble cependant qu'elle est elle-même une ressource assez persistante et importante de la pratique capitaliste. Néanmoins, il ne faut pas la confondre avec une vision idéalisée et individualiste d'imagination, de créativité géniale, etc. Comme le montre Boyer, l'innovation dans le capitalisme se structure de plus en plus autour de systèmes sociaux d'innovation (SSI). On sait que la concurrence déclenche un processus de recherche de techniques plus efficaces pour produire des biens standard, mais lorsque ce processus montre ses limites, la concurrence se porte sur l'innovation. Or, si Schumpeter concevait cette activité comme le résultat de l'esprit d'entreprise et craignait que l'apparition des couches moyennes de cadres inhibe le dynamisme de l'innovation, l'histoire a démontré que l'innovation (productive, institutionnelle, etc) pouvait être collectivement organisée et relancer périodiquement la croissance<sup>1329</sup>. Comme nous l'avons vu, Dujarier corrobore cette idée lorsqu'elle parle d'une « rationalisation du travail des rationalisateurs ». En effet, le passage de l'inventeur solitaire et supposément génial à l'ingénieur *domestiquant l'innovation* date de la première révolution industrielle. Ensuite, nous avons une « taylorisation de la conception », alors structurée et organisée selon une division des tâches partiellement automatisées<sup>1330</sup>. De plus, ces tâches sont ordonnées hiérarchiquement, avec des degrés variables en termes de réflexivité

Elle montre en outre que l'activité des planneurs n'est pas forcément de concevoir des dispositifs, mais plutôt d'acheter des standards sur un marché (plutôt ceux qui sont « à la mode ») et de les adapter à leur organisation. Boyer décrit ce processus, selon une perspective plus macroéconomique, avec le terme d'hybridation. L'exemple de la firme japonaise, qui en adaptant les méthodes des firmes fordistes à sa réalité, a créé le toyotisme, en est emblématique. Ainsi, l'imagination capitaliste peut parfois signifier simplement une *ouverture* fondamentale à ce qui peut réaliser plus pleinement (encore que de façon toujours précaire, c'est-à-dire en tant que symbole selon le langage kantien) les normes idéales promues par une vision abstraite du monde. Mais, dans ce processus d'adoption et d'adaptation, peut aussi y avoir de la création. En tout cas, cette ouverture à des innovations est d'un point de vue sociétal quelque chose qui ne va pas de soi et qui marque la sociabilité capitaliste. Même si elle peut paraître limitée, cette capacité imaginative des acteurs capitalistes ne peut pas être sous-estimée, car elle explique en bonne partie la complexité, la diversité, la plasticité et la résilience de la dynamique du capitalisme.

---

<sup>1329</sup> Cf. BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, op. cit., p. 139.

<sup>1330</sup> Cf. DUJARIER M.-A., *Le management désincarné*, op. cit., p. 172-3.

Ainsi, comme chez Kant, l'imagination capitaliste peut signifier l'ouverture à des nouveaux symboles, à leur reconnaissance, et pas forcément la création de ce symbole. Il s'agit dans ce cas de reconnaître quelque chose qui a une meilleure capacité de faire la médiation entre suprasensible et sensible. La poursuite de la performance maximale et par conséquent la recherche et l'ouverture à des innovations définissent la pratique et l'imagination capitaliste. Il est évident que cela concerne plusieurs degrés et variations. Cela suppose surtout un encadrement du réel selon les critères de l'abstraction capitaliste. Dans tous les cas, cette ouverture et cette recherche d'innovations n'est pas quelque chose qui va de soi dans les pratiques sociales. Il y a une sorte de « transcendance immanente », c'est-à-dire une ouverture au nouveau (selon des critères et des limites déterminés) qui est intrinsèque à l'habitus ou à la pratique capitaliste et qui se révèle dans la complexité et dans la plasticité de la reproduction sociale du capitalisme.



## Conclusion

Le renouvellement d'une analyse philosophique du capitalisme ne semble pouvoir être séparé d'une discussion plus précise concernant les ressorts fondamentaux et la spécificité de la pratique sociale capitaliste, qui oriente et guide l'action des individus engagés à poursuivre la reproduction élargie du capitalisme, comme les financiers, les entrepreneurs, les dirigeants et les cadres, voire des travailleurs opérationnels. La philosophie sociale et la théorie critique du capitalisme ne peuvent se cantonner à une compréhension de la réception et des effets pathologiques engendrés par la dynamique capitaliste. Elles doivent aussi s'efforcer de saisir la production d'une telle dynamique, diagnostiquée comme fondamentalement complexe, diverse et plastique – ce qui implique une compréhension de la logique et des présupposés qui se trouvent derrière les actions capitalistes. Le problème de la spécificité et de la nature générale de la pratique capitaliste – par-delà la variabilité en termes de motivations et de rôles spécifiques : tel fut le fil conducteur de notre thèse.

Dans cette conclusion générale, nous nous proposons de résumer le parcours de cette étude, puis d'envisager dans son prolongement de nouvelles perspectives de recherche, surtout en ce qui concerne la reformulation d'une conception de *critique* du capitalisme.

### 1 – Résumé du parcours

Le parcours de ce travail nous a conduit de la lecture et de l'interprétation de la théorie critique du capitalisme développée par Marx dans ses écrits de maturité (notamment dans les *Grundrisse* et dans *Le Capital*) à la perspective d'une philosophie sociale qui a proposé l'esquisse d'un modèle de pratique sociale capitaliste, articulant certains apports du marxisme (la catégorie d'abstraction réelle capitaliste et une conception transcendantale de l'argent), de la théorie sociologique (la notion de pratique sociale elle-même), de la philosophie pratique kantienne (les concepts de suprasensible, de symbole et d'imagination), de Habermas (les notions de détranscendantalisation et d'idéalisation) et du pragmatisme (la problématique de la créativité de l'agir). Pour y parvenir, nous avons aussi dû passer par une analyse empirico-critique de l'organisation néomanagériale du travail et de la diversité spatio-temporelle du capitalisme, laquelle nous a aidé à complexifier notre conception de la dynamique capitaliste ainsi qu'à mettre en lumière empiriquement les enjeux liés à la constitution de ce modèle.

Dans la première partie de cette étude, nous avons cherché à interpréter la théorie critique du capitalisme de Marx, en mettant l'accent sur la catégorie d'abstraction réelle. Néanmoins, plutôt que de nous focaliser prioritairement sur des concepts critiques comme l'aliénation, la réification ou l'exploitation, notre intérêt était surtout de comprendre la nature de la logique du capital telle que Marx la concevait. Cette interprétation s'est déployée en trois moments, qui constituent les trois premiers chapitres de la thèse.

Au premier chapitre, nous avons d'abord cherché à interpréter la production et la circulation marchande en mettant l'accent sur la double réalité, concrète et abstraite, de leurs catégories fondamentales, comme la marchandise et le travail. Pour comprendre cette « ontologie » particulière, nous avons parlé d'un point de vue abstrait *pratique*, qui s'établit parmi les agents engagés dans un rapport d'échange. En outre, nous avons vu comment la constitution de ce point de vue était centrale pour le début de la caractérisation par Marx du mode de production capitaliste, dans la mesure où l'universalisation de la forme-marchandise implique la généralisation de ce point de vue, en faisant apparaître la marchandise comme une entité double. Ensuite, nous nous sommes appuyé sur la notion d'abstraction réelle forgée par Sohn-Rethel pour mieux définir la constitution et le statut de ce point de vue abstrait. Nous avons ainsi appris à travers le concept d'abstraction réelle que l'abstraction ne naissait pas simplement de la pensée spéculative ou réflexive des agents impliqués dans l'échange, mais de leur action sociale marchande, qui possède donc une force abstraitive propre. Ainsi, l'origine de l'abstraction réelle est à rechercher dans les rapports sociaux marchands (ou dans la forme de la synthèse sociale, selon les mots de Sohn-Rethel) et non directement dans l'imagination des agents ; bien au contraire, leurs représentations doivent être déduites de ces rapports ou de cette *pratique sociale*.

Il fallait encore à ce stade distinguer le phénomène marchand du phénomène proprement capitaliste. C'est ainsi qu'à partir de la distinction introduite par Jacques Bidet entre l'abstraction marchande et l'abstraction spécifiquement capitaliste, nous avons essayé de cerner la spécificité de la logique du capital. Nous avons cherché à soutenir l'interprétation selon laquelle la logique du capital correspondait à une abstraction dérivée, de deuxième ordre, par rapport à une abstraction primaire, l'abstraction marchande, distincte et pré-supposée (au sens de condition nécessaire) de la première. L'abstraction marchande est le corrélat du travail concret, alors que l'autre désigne une richesse abstraite recherchée comme telle, quel que soit son contenu en termes d'investissement concret particulier, c'est-à-dire aussi de conséquences sur le sort des humains et de la nature. Ayant proposé d'éclairer les ressorts fondamentaux (comme l'indifférence au concret ou son caractère incessant) de

l'abstraction capitaliste à l'aune de la conception hégélienne de mauvais infini, nous avons proposé de les cerner selon les termes d'une normativité abstraite, d'un devoir-être qui pose comme *fin* « suprasensible » l'idéalisation d'une survaleur infinie. Pour finir, à travers une confrontation critique avec l'interprétation de Moishe Postone, nous avons pu mieux définir notre propre projet interprétatif de l'œuvre marxienne : il fallait penser la logique du capital comme une pratique sociale spécifique, au-delà de la forme marchande aliénée de médiation sociale, c'est-à-dire de l'acte d'échange, même si elle présuppose ce dernier. Il s'agissait de comprendre la nature et les ressorts de l'abstraction capitaliste, mais aussi la manière dont cette logique d'action est portée et rendue effective par les capitalistes, c'est-à-dire la façon dont l'abstraction capitaliste intervient et restructure la réalité concrète à travers la pratique des capitalistes. Dans le même temps, il fallait montrer les tensions liées à une telle restructuration de l'existant selon des postulats abstraits.

La question qui se pose au deuxième chapitre est de savoir en quoi cette abstraction capitaliste implique une configuration et une dynamique spécifiques. Quel est le résultat de cette introduction du point de vue abstrait du capital dans la production et dans le monde (naturel et social) en général ? C'est ainsi que nous avons proposé d'interpréter les analyses de Marx concernant des processus spécifiques comme la subsumption du travail au capital, la survaleur absolue et relative, la loi de population, l'extension et l'accélération de la circulation et du commerce ainsi que le développement du crédit, en les inscrivant dans le mouvement plus général de restructuration capitaliste de l'existant. Néanmoins, comme cette restructuration doit se dérouler selon les critères abstraits de la pratique capitaliste, nous avons aussi cherché à montrer que la concrétude de l'existant impose au capital des résistances, du fait qu'il a des limites propres, qu'il comporte d'autres intérêts et d'autres logiques, en un mot, qu'il a sa *consistance propre*, aussi bien naturelle que sociale ; il faut donc que le capital lui arrache des transformations en faveur de sa marche vers l'infini, ce qui rend tout ce processus assez pénible et contradictoire, parfois dramatique. La marque de l'expansion capitaliste se laisse donc penser comme une *tension* entre l'abstrait et le concret. En outre, nous avons souligné le fait qu'afin de façonner le procès de production pour le rendre le plus adéquat possible au but de la valorisation, la dynamique capitaliste se soucie bien des particularités du réel concret (au moins jusque dans certaines limites), encore qu'elle ne vise pas directement ce concret ou ces particularités en tant que telles, d'où sa capacité à surmonter les obstacles et sa qualification de *trans-immanente*.

Toutefois, Marx ne considérait pas cette capacité à surmonter les obstacles comme illimitée, justement parce que le capital deviendrait son propre obstacle ou sa borne

immanente, c'est-à-dire que c'est sa dynamique elle-même qui crée les conditions de l'abolition du capitalisme, aussi bien en termes matériels que sociaux. C'est elle, pensait Marx, qui produit non seulement la base productive pour une société supérieure, mais aussi l'organisation et la concentration de la classe sociale (le prolétariat) qui va l'instituer. C'est ainsi qu'au troisième chapitre nous nous sommes attelé à exposer la *critique immanente* du capitalisme développée dans les *Grundrisse* et dans *Le Capital*, en nous concentrant sur l'analyse du « Fragment sur les machines » des *Grundrisse*, sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit du livre III du *Capital* et sur le chapitre 24 du livre I du *Capital*, dans lequel Marx analyse l'extension et l'organisation de la classe ouvrière sous le capitalisme. Nous avons proposé d'interpréter ces analyses à l'aune de la tension constitutive entre l'abstrait et le concret. Ainsi, cette tension constamment réinstallée entre les idéalizations abstraites du capital et la consistance propre du réel est ce qui permet à Marx d'affirmer que le capital « crée ses propres fossoyeurs ». Cette consistance propre va se montrer effective à partir du moment où l'intervention des capitalistes engendre des conséquences *non prétendues* et irréversibles. Malgré la finalité de l'accumulation infinie, ce processus constant de façonnement de l'existant finira par créer contradictoirement une réalité qui ne sera plus contrôlable par le capital, c'est-à-dire une consistance propre qui ne se pliera plus à ses impératifs. Il s'agit du retour du refoulé, dans la mesure où la logique du capital a créé une condition matérielle et sociale qui finira par la supprimer, par saper les bases du capitalisme. Ainsi, tout se passe comme si le capital succombait devant une incapacité à contrôler complètement toutes les circonstances de son processus de restructuration de la réalité. Il y a des tendances déclenchées par son intervention qui néanmoins lui échappent et se retournent contre lui.

Dans la deuxième partie, il s'est agi de savoir jusqu'à quel point la théorie marxienne du capitalisme pouvait être valable aujourd'hui et si les transformations plus récentes du capitalisme la remettaient en question. Nous avons donc proposé d'enquêter sur la dynamique capitaliste à partir de courants et d'auteurs plus contemporains, tout en essayant d'interpréter et d'intégrer les résultats de la recherche dans le cadre conceptuel que nous avons reconstruit dans la première partie. D'une part, nous avons pu constater que les analyses marxiennes portant sur ce que nous avons appelé la consistance propre du réel et sur la complexité de la dynamique, ainsi que sur la capacité trans-immanente à façonner le réel et de surmonter les obstacles (donc, sur la plasticité) de cette dernière, ont été non seulement corroborées mais aussi, en quelque sorte, radicalisées par ces autres analyses. D'autre part, les travaux que nous

avons analysés dans cette partie nous ont amené à remettre en question une bonne partie de la prétention de Marx à prévoir non seulement le dépassement du capitalisme, mais aussi les contours de ce processus critique, soit en ce qui concerne la dimension macroéconomique des crises (exposée dans la partie sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit), soit en ce qui concerne la dimension politique des conflits de classe. En effet, le capitalisme est depuis l'époque de Marx devenu hautement imprévisible par rapport aux conditions de son abolition, en se montrant capable de se reproduire au milieu de crises, de critiques, de résistances et de conflits.

De cette manière, dans le quatrième chapitre, nous avons cherché à renforcer notre modèle de consistance propre du réel en privilégiant l'apport de la théorie de la régulation au sujet de son diagnostic portant sur la complexité et la diversité spatio-temporelle du capitalisme. À partir d'une perspective institutionnaliste, les régulationnistes montrent qu'il n'y pas de dynamique économique pure se déroulant dans un espace homogène. Par conséquent, dans chaque contexte spatio-temporel, il y a une configuration institutionnelle spécifique qui concerne non seulement l'économie mais aussi la culture et la politique et qui apparaît notamment comme le résultat de conflits sociaux et de compromis institutionnalisés. Cet ensemble institutionnel formant un mode de régulation pilote un régime d'accumulation particulier et constitue un type ou une phase de capitalisme spécifique. On questionne ainsi la prétention à saisir des lois transhistoriques du capitalisme, au moins sous la forme de régularités macroéconomiques, et on met en avant la résilience et la capacité d'innovation technique et institutionnelle du capitalisme face aux crises récurrentes.

Ensuite, au cinquième chapitre, nous avons proposé d'approfondir notre notion de trans-immanence en nous appuyant sur des analyses psychologiques et sociologiques contemporaines des dispositifs néomanagériaux d'évaluation individualisés, de normes de qualité totale ou de *benchmarking*, ainsi que sur les analyses des stratégies de gestion en flux tendu, de pilotage par projet ou d'implication contrainte, en les réinscrivant dans la perspective d'une dynamique capitaliste capable de faire face à des critiques, des mobilisations et des résistances et de créer de nouvelles stratégies de contrôle du travail et de domination des salariés. De même, à travers des stratégies comme la marchandisation de l'authentique et la mise au travail du consommateur, on constate la plasticité de la trajectoire des formes capitalistes d'organisation et d'exploitation du travail et de la consommation. On s'écarte ainsi de la prévision selon laquelle le capitalisme organiserait nécessairement ses propres « fossoyeurs ».

Face à cette nouvelle réalité post-marxienne, il apparaît clairement que Marx a en quelque sorte sous-estimé la capacité que le capitalisme avait de surmonter ses obstacles et de repousser les limites de son expansion. Si l'on ne peut pas comprendre la dynamique capitaliste sans une prise en compte de la pratique sociale mise en œuvre par ses acteurs, la tâche que nous avons dû affronter dans la troisième partie a consisté à élaborer un modèle théorique de cette pratique capable de rendre compte de cette réalité, sans toutefois nier les apports décisifs de l'approche marxienne. Ce problème peut être finalement ainsi reformulé : comment repenser la pratique sociale capitaliste tout en essayant de rendre compte de sa créativité, de son inventivité, en un mot de sa capacité d'engendrer de processus historiques diversifiés et plastiques ?

Nous avons d'abord envisagé la possibilité de complexifier notre compréhension de l'abstraction capitaliste en remplaçant le modèle du mauvais infini hégélien par un modèle fondé sur la philosophie pratique kantienne, qui est justement la référence originaire du premier. Ainsi, il s'agissait d'obtenir une compréhension plus riche et plus sophistiquée de la notion de devoir-être chez Kant afin de développer une compréhension également plus riche et sophistiquée de la pratique sociale capitaliste. Au sixième chapitre, nous avons alors procédé à un examen des textes kantien, et plus particulièrement des concepts de suprasensible, de schématisme, de faculté de juger pratique, de symbole et d'imagination pratique.

On y a constaté que, sans renoncer à sa perspective transcendantale, Kant se montrait sensible à la question du contexte, de l'histoire et des circonstances d'application des principes purs de la raison, de sorte que l'accusation de « formalisme vide » doit sans nul doute être remise en question. Lors de la résolution du problème du passage du suprasensible au sensible, nous avons constaté que Kant articulait de façon assez originale les dimensions de la transcendance et de l'immanence, ce que nous avons rapproché du concept de trans-immanence que nous avons proposé à partir de la lecture de Marx. En effet, sans nier le fait que les idées pratiques soient suprasensibles et ne pourraient jamais recevoir une présentation complète ou pleinement adéquate dans une intuition sensible, ou alors, ce qui revient au même, se réaliser complètement dans le monde empirique, Kant souligne le rôle de l'imagination, qui intègre le jugement réfléchissant et aide à former la médiation entre le transcendantal et l'empirique, tout en contribuant à un usage immanent (à partir d'une activité de symbolisation) et attentif aux circonstances des principes pratiques purs.

On se rappelle que notre but était justement d'interpréter le capitalisme comme une formation sociale essentiellement tendue, toujours aux prises avec le problème du passage du

plan « normatif » et « suprasensible » des postulats de l'abstraction capitaliste au plan des configurations concrètes qui marquent sa dynamique effective et tissent en grande partie le monde moderne – un processus non exempt de crises et de conflits, mais également caractérisé par des tendances diversifiées et plastiques. Or, ce qui marque du début à la fin la philosophie kantienne est fondamentalement l'hétérogénéité profonde entre phénomène et chose en soi, entre concept et objet, entre métaphysique et réalité, sans pour autant laisser de réfléchir aux modes d'interaction entre de telles dimensions distinctes, dans un mouvement articulant transcendance et immanence. C'est justement cet aspect d'incommensurabilité entre les impératifs de l'abstraction capitaliste et la réalité effective que nous avons voulu, depuis le début de cette thèse, préserver et prendre au sérieux. C'est ainsi le fait que Kant ait construit son système philosophique, ainsi que les liaisons et les passages internes à celui-ci, tout en maintenant en son sein les « scissions » et les abîmes qui caractérisent par exemple le rapport du monde moral au monde naturel, qui nous a permis de repenser l'abstraction capitaliste.

C'est dans cette perspective que nous avons finalement proposé d'esquisser, au septième chapitre, notre modèle théorique de pratique capitaliste, en y intégrant notamment la notion d'imagination capitaliste, inspirée de l'imagination pratique de Kant. L'appropriation de ces éléments de la philosophie pratique de Kant dans le cadre d'une philosophie sociale ne pourrait cependant pas se faire sans quelques médiations importantes. C'est ainsi que nous avons procédé à une détranscendalisation de concepts comme ceux d'idées suprasensibles et d'imagination. En outre, nous avons approfondi ce que nous entendions par pratique sociale à partir du *practice turn* en théorie sociale et, afin de mieux théoriser la reproduction du capitalisme au milieu de crises et de transformations, nous nous sommes inscrit dans la perspective sociologique d'une désubstantialisation du social. Nous avons enfin systématisé ce que nous avons appelé les idéalizations capitalistes en essayant de contribuer à une sorte d'« Analytique pratico-transcendantale du capital », qui, malgré la diversité et la plasticité, dessine des tendances qualitatives de fond de la dynamique capitaliste et formulé la notion d'imagination capitaliste, qui permet de comprendre d'un point de vue théorique non surplombant la capacité d'innovation, d'intégration et de renouvellement du capitalisme.

La pratique capitaliste se laisse ainsi envisager comme une pratique qui, parce qu'elle vise en dernier ressort des idéalizations, est dotée d'une sorte de transcendance immanente à l'action et aux fins immédiates, qui lui fournit une réflexivité, une capacité imaginative et une ouverture permanente – même si elle n'est pas toujours explorée – à d'autres moyens ou « symboles » effectuant la médiation entre sensible et suprasensible et réalisant (de façon toujours précaire) les buts représentés par les idéalizations. Cela signifie que, si la pratique

capitaliste est dotée d'un noyau « utopique » essentiel qui se révèle dans sa projection d'une idée d'avenir (plus de croissance, plus d'expansion, plus de profit, toujours plus), la compréhension de la dynamique capitaliste doit prendre au sérieux cet aspect normatif et éviter de la saisir à partir d'une « ontologie de la présence » et de tout présupposé essentialiste. Certes, on peut discerner des tendances qualitatives de fond et la reproduction de certains éléments de base, mais on ne peut pas comprendre le capitalisme comme une structure complétement actualisée et existante, comme simplement des rapports sociaux fondamentaux passibles d'une certaine variation historique. Le capitalisme signifie avant tout une norme ou un projet irréalisable (voire une utopie), car celui-ci est fondé sur des postulats abstraits et idéaux, qui sont paradoxalement ancrés de façon hégémonique dans les pratiques sociales des sociétés contemporaines et qui de cette manière provoquent des effets tout à fait réels et concrets sur nos vies et exercent une influence centrale sur le destin du monde. On pourrait alors parler d'un « idéal concret » contenu dans l'arrière-plan des pratiques capitalistes quotidiennes. D'ailleurs, c'est justement parce que cette norme abstraite est irréalisable qu'elle peut toujours générer des processus divers et parfois inédits. Pour parler comme Axel Honneth mais en changeant l'application de la formule, il y a une sorte d'« excédent » normatif<sup>1331</sup> ou de « surplus de validité » (*Geltungsüberhang*)<sup>1332</sup> immanent aux actions capitalistes quotidiennes qui, partant des pratiques intra-mondaines, serait capable (selon la situation et les ressources disponibles) de transcender les contextes particuliers en vue de les transformer ; ce qui expliquerait la capacité du capitalisme à récupérer et à instrumentaliser des foyers culturels de contestation possible en engendrant ce que Honneth appelle des « paradoxes du capitalisme »<sup>1333</sup>.

---

<sup>1331</sup> Selon Honneth: « Celui qui entend encore se rattacher de nos jours à cette tradition théorique doit résoudre au moins deux problèmes sérieux : premièrement, il s'agit de clarifier la manière dont il faut renouveler l'idée d'une raison se réalisant dans l'histoire et contenant aussi potentiellement toujours un « excédent » par rapport à sa réalisation pratique; deuxièmement, il s'agit de désigner les causes sociales qui empêchent ce potentiel rationnel de se concrétiser adéquatement dans les pratiques et les institutions sociales. Ces deux problèmes, qui doivent en définitive au poids de l'héritage non assumé de la philosophie sociale de Hegel, ne sauraient cependant être résolus avec les mêmes procédés idéalistes qu'il a jadis utilisés dans ses écrits » (HONNETH A., *La société du mépris*, Paris, La Découverte, 2008., p. 36).

<sup>1332</sup> Cf. HONNETH A., *Kampf um Anerkennung. Zur moralischen Grammatik sozialer Konflikte. Mit einem neuen Nachwort.*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag KG, 2003, p. 341 ; FRASER N. et A. HONNETH, *Redistribution Or Recognition?: A Political-philosophical Exchange*, New York, Verso, 2003, p. 186.

<sup>1333</sup> Voir HARTMANN M. et A. HONNETH, « Paradoxes of Capitalism », *Constellations*, 2006, vol. 13, n° 1, p. 41-58.



## 2 – Perspectives critiques : capitalisme, immanence et imagination

En ce qui concerne ce dernier point, nous touchons aux limites de ce que nous avons pu développer dans cette thèse. En effet, en réalité, nous n'avons pas vraiment traité (du moins pas directement) de la question des conditions de possibilité d'une *critique* du capitalisme. En présupposant toute une tradition de théorie critique et de philosophie sociale, nous nous sommes plutôt intéressés à un aspect plus analytique concernant la pratique capitaliste, y compris à la manière dont elle est capable de répondre à des critiques. Néanmoins, le résultat de cette analyse devait évidemment, dans un deuxième moment, nous amener à interroger les tentatives de théorisation de la critique du capitalisme, car la philosophie sociale, en tant que tradition de pensée qui s'inscrit dans la théorie critique, doit toujours interroger et analyser la société depuis la perspective de sa transformation pratique<sup>1334</sup>. Ainsi, dans ce qui suit, nous aimerions lancer quelques pistes de réflexion à propos de ce sujet, afin de contribuer à l'ouverture de nouvelles perspectives de recherche.

Notre recherche sur la pratique et la dynamique capitaliste nous a conduit à un questionnement du modèle *dominant* de critique immanente déployé dans *Le Capital*. En effet, les différents diagnostics que nous avons pu aborder pointent vers une complexification de la dynamique capitaliste, qui rend assez difficile la prévision de son évolution future, et notamment la prévision de son dépassement vers un « stade supérieur ». Certes, il ne s'agit pas ici d'affirmer que le capitalisme est infini, imbattable ou indépassable, car l'histoire de l'humanité a montré à plusieurs reprises qu'il n'existe pas de forme de société éternelle. En outre, on ne peut aucunement oublier la très probable existence d'une limite écologique absolue à l'expansion et à la reproduction élargie du capitalisme. Comme le soulignent Haber et Monferrand, il faut prendre au sérieux l'idée qu'il y a des limites écologiques objectives (ce qui n'implique pas que leurs manifestations soient univoques et simples). Nul besoin de s'appuyer sur un concept substantialiste et fixiste de « Nature » pour comprendre que les menaces qui pèsent sur les écosystèmes, sur les ressources non-renouvelables, sur la biodiversité, etc., ont une réalité. Il y a des formes d'interventions sur les ressources naturelles, et, au-delà, des formes économiques favorisant ces interventions, qui ne sont pas soutenables, qui impliquent bien une contradiction (elles minent leurs conditions de perpétuation sur le long terme) et entraîneraient très probablement des catastrophes si elles

---

<sup>1334</sup> Voir HORKHEIMER M., *Traditionelle und kritische Theorie: Fünf Aufsätze*, 7<sup>e</sup> éd., Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch, 1992.

n'étaient pas corrigées<sup>1335</sup>. On peut même y voir une ressource importante pour la critique du capitalisme :

Or, l'introduction de ce moment réaliste et naturaliste dans la réflexion, sur la base du contre-exemple environnemental, pourrait sans doute servir de fil conducteur à une critique du capitalisme qui, ayant pris ses distances avec une conception naïve et dogmatique des limites et contradictions objectives du système, n'entend pourtant pas renoncer à déterminer ce qui est, en quelque manière, endommagé et menacé sur le long terme par le type d'organisation économique qui est le nôtre<sup>1336</sup>.

Malgré son évidente importance et actualité, ce fondement ne semble pourtant pas à lui seul capable de nous fournir les éléments pour penser un dépassement du capitalisme, de sorte que la critique environnementale peut devenir excessivement réactive et défensive, au moins dans un format exclusif. Par ailleurs, la manière dont le capitalisme a su jusqu'à présent se reconstruire à l'issue de grandes crises ainsi que combattre l'organisation et la mobilisation de classes et de groupes contestataires nous mettent en garde contre un modèle de critique qui tendrait à préconiser une voie privilégiée pour le développement historique, dans le cadre (fort ou faible) d'une « téléologie optimiste ». La trajectoire capitaliste s'est montrée hautement imprévisible et ne devrait pas à elle seule fournir les fondements d'une critique du capitalisme ; il apparaît impossible de tout miser sur l'effondrement d'un mode de production, ni sur l'activité d'une classe particulière. À vrai dire, la perspective selon laquelle il ne peut y avoir de théorie des tendances nécessaires de l'histoire constitue un point acquis depuis longtemps et est devenue même un lieu commun des sciences sociales contemporaines.

C'est ainsi qu'à l'issue de cette critique radicale de la téléologie, on a assisté, au sein du champ de la théorie critique, à un déplacement progressif du modèle de critique immanente vers une perspective plus normative et reconstructive. On ne prétend plus savoir *objectivement* (voire « scientifiquement »), comme dans le marxisme classique<sup>1337</sup>, comment l'histoire du capitalisme finira (mal, dans ce cas : par l'épuisement des ressources alimentant l'expansion, par l'aggravation de contradictions internes ou par l'apparition de limites indépassables) ni quand elle finira (bientôt, dans ce cas, ce que préfigurent, suppose-t-on, les crises actuelles). Il s'agit plutôt, à travers une procédure de *reconstruction* des principes présumés ou véhiculés implicitement par le sens commun moral et/ou par des cadres institutionnels, de trouver les fondements immanents normatifs (configurant des attentes normatives insatisfaites) pour juger et pour critiquer le cours actuel de cette histoire et y

---

<sup>1335</sup> Cf. HABER S. et F. MONFERRAND, « Un capitalisme infini ? À propos de Marx, prénom : Karl, de Pierre Dardot et Christian Laval », *Actuel Marx*, 1 mai 2013, n° 53, n° 1, p. 177.

<sup>1336</sup> *Ibid.*, p. 177.

<sup>1337</sup> Néanmoins, ce type de critique continue à être pratiqué actuellement. Voir par exemple JAPPE A., *Crédit à mort : La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Nouvelles Editions Lignes, 2011.

identifier des pathologies et des potentiels de rationalité interdits ou bloqués. Sans vouloir ici rendre compte de ce nouveau paradigme, il suffit de renvoyer à la notion d'idéalisation que nous avons vue avec Habermas, au septième chapitre, ou alors à la catégorie d'excédent normatif ou de surplus de validité, qu'on vient de mentionner à partir d'Axel Honneth. Malgré leurs différences (notamment l'inspiration plus kantienne dans un cas, plus hégélienne dans l'autre cas), l'idée de base est de concevoir une « transcendance de l'intérieur », qui constituerait une force capable de transformer de manière rationnellement motivée l'agencement du monde. On comprend le mouvement historique de la modernité capitaliste comme celui d'une raison qui, présente à chaque stade de l'évolution sociale, exige d'obtenir des formes d'effectuation plus satisfaisantes. Par là s'instaure donc, dans la réalité sociale des contextes d'action et des institutions, une tension entre l'idéal (normatif) et le réel. Emmanuel Renault définit ce paradigme comme le modèle de la « transcendance immanente »<sup>1338</sup> et fait remonter ses origines à Hegel et à Marx ; ce dernier affirmait d'ailleurs que la raison était toujours présente dans l'histoire, mais pas toujours sous une forme rationnelle<sup>1339</sup>.

Néanmoins, tout au long de cette thèse, nous avons cherché à montrer que le mouvement du capital se caractérisait justement par cette transcendance immanente, capable notamment de récupérer certains éléments des critiques qui lui sont adressées afin de trouver pour les idéalizations capitalistes « des formes d'effectuation plus satisfaisantes ». La tension entre l'idéal et le réel est ainsi ce qui caractérise avant tout la dynamique capitaliste. Il en résulte que la critique immanente du genre reconstructif s'est montrée elle aussi incapable de cibler le capitalisme adéquatement, cette fois par manque de radicalité (et non plus par excès d'« optimisme »). En effet le recours à des principes normatifs institutionnalisés disposant déjà d'une validité sociale générale court le risque de sous-estimer justement la capacité du capitalisme à s'y accommoder, vu que la pratique capitaliste fait preuve d'une réflexivité, d'une créativité et d'une imagination spécifiques, limitées mais effectives. Comme le montre Renault à propos du dernier Honneth<sup>1340</sup>, la seule critique immanente possible devient celle qui part des normes inscrites dans le fonctionnement normal du marché du travail capitaliste, comme étant celui suivant lequel tout travail doit être reconnu à proportion de sa contribution

---

<sup>1338</sup> Pour plus de détails concernant ce modèle reconstructif, voir RENAULT E., « Théorie critique et critique immanente », in: VASSORT, P., *Théorie critique de la crise. Illusio N 10/11*, Caen, Le bord de l'eau, 2013, p. 268-9.

<sup>1339</sup> Cette phrase est retirée d'une lettre de Marx à Ruge du 8 septembre de 1843, in MARX K., *Philosophie*, Paris, Flammarion, 1994, p. 44, cité par RENAULT E., « Théorie critique et critique immanente », *op.cit.*, p. 257.

<sup>1340</sup> Cf. HONNETH A., "Arbeit und Anerkennung. Versuch einer theoretischen Neubestimmung" in *Das Ich im Wir: Studien zur Anerkennungstheorie*, Berlin, Suhrkamp Verlag GmbH, 2012 ; voir aussi HONNETH A., *Le droit de la liberté: Esquisse d'une éthicité démocratique*, Paris, Gallimard, 2015.

à la vie sociale, le *Leistung Prinzip* ou principe de contribution. Or non seulement ce principe rend impossible la critique de pathologies et de problèmes liés à l'*activité* du travail qui sont irréductibles à la sphère du *marché* du travail, mais le déchirement et le conflit irréductible des normes sociales interdisent également de penser le concept de normes immanentes au sens de l'immanence à la société, cette dernière étant comprise comme un tout moralement intégré ; ce serait oublier la consistance propre du réel, la coexistence et le conflit entre plusieurs logiques sociales. Surtout, le prix à payer par ce type de critique immanente est d'accepter que tout le potentiel de transformation sociale soit déjà présent en tant que potentialité, c'est-à-dire qu'il ait été déjà pensé en toutes ses figures par la société capitaliste ; il n'y aurait ainsi aucune réalité distincte de ce qui est déjà énoncé comme possibilité par les normes déployées par la modernité capitaliste. Ainsi, cette immanence peut signifier conservatisme et impuissance critique face aux transformations sociales. C'est pourquoi Renault écrit :

(...) l'idée de norme immanente doit être rattachée à ces pratiques réflexives et critiques au cours desquelles les individus tentent de rendre explicite ce qui est en jeu dans leurs expériences, enjeux que les principes normatifs institutionnalisés peuvent tendre à invisibiliser ou à déformer (les principes institutionnalisés de l'évaluation du travail fournissent une illustration évidente de cette possibilité). Étant donné la pluralité de ces pratiques sociales visant à rendre explicite ce qui est en jeu dans les expériences sociales négatives, l'immanence des normes ne peut plus jouer le rôle de garant qui lui revient dans le modèle de la transcendance immanente<sup>1341</sup>.

La critique du capitalisme ne peut pas se limiter à réaffirmer la transcendance immanente, déjà mise en œuvre par la dynamique capitaliste, car si elle puise sa force dans cette caractéristique, que dire de la pratique capitaliste, qui est déjà hégémonique dans nos sociétés ? Cette dernière dispose évidemment de plus de ressources pour exiger des réalisations plus satisfaisantes de ses idéalizations. En outre, son horizon normatif se trouve tout de suite borné par ce que les normes dominantes ont promis. La critique doit alors trouver un autre modèle, qui non seulement évite la sous-estimation de la complexité et de la plasticité de cette dynamique, comme les deux modèles précédents semblent en quelque sorte le faire, mais qui soit aussi en mesure de concevoir et de s'articuler à des pratiques sociales contestataires encore plus réflexives, créatives et imaginatives que les pratiques capitalistes, car nous avons déjà vu le degré de limitation de l'imagination capitaliste fondée sur ce modèle de transcendance immanente. Or ce n'est pas le cas par exemple d'une critique immanente qui limite dès le départ l'horizon normatif à un principe institutionnalisé et largement partagé, comme le *Leistung Prinzip*. Autrement dit, il faut dépasser le modèle

---

<sup>1341</sup> RENAULT E., « Théorie critique et critique immanente », *op. cit.*, p. 274.

capitaliste de la transcendance immanente, en radicalisant la créativité et l'imagination de l'agir.

Renault trouve chez Hegel et chez Marx, mais aussi chez Adorno et Horkheimer (et également chez le premier Honneth), les traces d'une autre possibilité de penser la critique immanente, le modèle de l'auto-réflexion. Ainsi, chez Hegel, on peut interpréter les passages de la *Phénoménologie* ou de la *Philosophie de l'histoire*, en mettant l'accent sur le fait que les principes normatifs constitutifs d'une figure de la conscience ne définissent aucune transcendance immanente puisqu'ils sont invalidés en même temps que le contenu qu'ils permettent de critiquer ; de même, c'est parce que les formes de rationalité en vigueur dans un monde historique déterminé ne permettent pas de rendre compte et de résoudre les problèmes que rencontre un peuple que ce dernier fait l'expérience de l'insuffisance de sa définition de la liberté et de la rationalité. Chez Marx, outre la dialectique entre forces productives et rapports de production, on peut penser l'idée de critique immanente à la lumière du mouvement de la lutte des classes ; mais alors nous avons affaire à une autre conception de l'immanence, qui ne renvoie plus aux normes qui fondent la critique, ni à une téléologie historique, mais plutôt à la nécessité pour la critique de procéder à une autoréflexion des intérêts sociaux qui s'expriment en elle et à la mise en rapport de son propre discours avec des dynamiques sociales transformatrices. L'immanence de la critique est alors l'autoréflexion<sup>1342</sup>.

En outre, Renault affirme ailleurs que la critique marxienne des marchés capitalistes ne relève ni d'une critique externe ni d'une critique immanente (au sens de la transcendance immanente), car il ne serait jamais suffisant de se référer à la signification que la société capitaliste confère aux normes fondamentales de la modernité. La critique relève plutôt du point de vue de la résistance des salariés contre la dégradation de leurs conditions de vie et de leur espoir d'une transformation du travail aliéné en travail émancipé, ainsi que d'un modèle de critique démystifiante qui vise à révéler tout ce qui est dissimulé par les fonctionnements marchands<sup>1343</sup>. On voit encore une fois que ce modèle de critique appelle un horizon de transformation plus radical et plus « créatif » que la transcendance immanente permet de le concevoir.

C'est ainsi que, si les deux modèles de critique immanente semblent coexister chez Hegel et chez Marx, Renault propose de privilégier celui de l'auto-réflexion, car les prémisses

---

<sup>1342</sup> Cf. *Ibid.*, p. 260-1.

<sup>1343</sup> Cf. RENAULT E., *Marx et la philosophie*, PUF, 2014, p. 198-9.

de l'autre modèle sont problématiques. Nous avons déjà vu que nos sociétés étaient assez différenciées pour qu'y surgissent de multiples conflits entre pratiques sociales mobilisant des normes distinctes disposant de validité sociale. De plus, on ne peut pas présupposer, comme le fait le modèle de la transcendance immanente, que les sociétés disposent dès le départ des ressources normatives suffisantes pour résoudre les tensions et les contradictions qui les traversent ; ce serait sous-estimer à la fois la gravité des problèmes et des défis, et le potentiel d'imagination, de réflexivité et de créativité de l'agir social.

Renault rejoint ainsi la position d'Adorno, qui propose un modèle de critique sociale immanent prenant la voie négativiste et micrologique d'une phénoménologie des expériences sociales négatives. Dans ce cas, la critique est clinique au sens où elle évalue les contextes sociaux à partir de l'expérience singulière que les individus en font et des réactions pratiques, affectives et cognitives qui en résultent. Elle est aussi dialectique, au sens où elle ne procède pas d'un jugement subsumant des situations sous des normes, mais d'une connaissance des tensions et des contradictions qui structurent l'expérience sociale<sup>1344</sup>.

Cette autoréflexion ne présuppose-t-elle pas cependant la capacité réflexive et critique des acteurs et des pratiques de résistance et de contestation ? Comme le note Robin Celikates, « seul un individu qui est capable d'autoréflexion et d'autonomie peut s'engager dans les transformations sociales envisagées par la Théorie Critique »<sup>1345</sup>. Cela ne revient évidemment pas à dire que la situation de la critique (ou de l'analyse psychanalytique, dans le modèle privilégié par Celikates) est une situation parfaitement symétrique. Le diagnostic des déficits structurels de la réflexivité – et donc des asymétries – est justement le point de départ de la psychanalyse et de la théorie critique. Dans cette mesure, la capacité à la réflexion doit être regardée non comme une présupposition mais comme un résultat du processus. Néanmoins, il n'en est pas moins vrai que ce processus présuppose déjà, dans une certaine mesure, ces mêmes capacités réflexives et critiques – autrement le processus ne pourrait être initié parce qu'il manquerait le sujet auquel il s'adresse. Les acteurs doivent donc déjà posséder les capacités à participer au processus de transformation.

Dans ce contexte, la théorie joue un rôle particulier : d'une part, les ressources théoriques sont indispensables pour la formulation des hypothèses et des interprétations et pour la structuration du matériel « empirique ». Ces ressources mettent à la disposition de

---

<sup>1344</sup> Cf. RENAULT E., « Théorie critique et critique immanente », *op. cit.*, p. 271.

<sup>1345</sup> CELIKATES R., « La psychanalyse, modèle pour la Théorie critique ? Retour sur Connaissance et intérêt de Habermas », in: *Théorie critique de la crise. Volume III. Revue Illusio n° 14/15*, Caen, Bord de l'eau, 2016, p. 282-3.

l'analyste et du théoricien critique un vocabulaire systématisé et des techniques de la distanciation et de l'aliénation méthodique dont les acteurs ordinaires ne disposent pas habituellement (au moins au début du processus analytique). D'autre part, dans des contextes concrets, les reconstructions adéquates à ces contextes ne peuvent pas être simplement déduites de la théorie ; le théoricien critique (ou l'analyste) et le destinataire de la théorie critique (ou l'analysant) doivent plutôt être conçus comme des partenaires dans une autoréflexion dialogique. L'indication des déficits structurels de la réflexivité doit s'accompagner d'une analyse de ses causes et des résistances de la part des acteurs qui continuent à les maintenir. Ni la psychanalyse ni la Théorie critique ne sont des projets purement cognitifs ; la transformation qu'elles visent ne résulte pas de la transmission d'un savoir, mais plutôt de la transformation dialogique de l'autocompréhension. Ainsi, en rendant conscients les obstacles, elles visent à établir les conditions de possibilité des transformations effectuées par les acteurs eux-mêmes. En somme, « l'enjeu critique et émancipateur de la psychanalyse et de la théorie sociale est donc d'identifier, d'analyser et de critiquer, en discussion avec les acteurs affectés, les conditions psychiques et sociales qui empêchent la formation ou l'exercice de leurs capacités réflexives »<sup>1346</sup>.

Ce modèle rompt ainsi avec le modèle de la transcendance immanente dans la mesure où il ne devient pas prisonnier d'une norme générale, même si « formelle », car la décision théorique du philosophe peut se révéler assez restrictive face aux différents variables et contextes. En effet, selon Celikates, le modèle reconstructif de la transcendance immanente relève, notamment chez Habermas et Honneth, d'une approche essentiellement monologique, parce qu'une structure constitutive doit être identifiable indépendamment des acteurs et de leurs autocompréhensions. L'auto-réflexion à son tour s'ouvre aux inventions et aux innovations particulières sans se figer autour d'un idéal transcendant, acquies une fois pour toutes par la théorie – la pratique et l'expérience sociale concrète acquièrent ainsi clairement une centralité. On cède la place à une imagination radicale des acteurs, car sans compromis préalable avec une norme exclusive, immanente à la société ou à l'action rationnelle en général ; et la théorie ne doit pas contribuer à étouffer cette imagination, mais au contraire à se questionner elle-même à partir d'un dialogue avec les acteurs concernés. Ainsi, les normes de la critique ne peuvent être dérivées d'une manière formelle ou abstraite des structures générales de communication et de reconnaissance, mais sont ancrées dans des pratiques, des

---

<sup>1346</sup> *Ibid.*, p. 286. Pour plus de détails, voir CELIKATES R., *Kritik als soziale Praxis: Gesellschaftliche Selbstverständigung und kritische Theorie*, 1<sup>re</sup> éd., Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2009.

institutions et des interprétations situées dans des contextes sociaux et historiques concrets. Celikates formule ainsi sa critique centrale des modèles reconstructifs de Habermas et de Honneth :

On peut, également, soulever cette objection à l'hypostase du processus d'autocompréhension (...) si cette thèse ne se limite pas à expliquer la perspective des acteurs eux-mêmes mais prétend élever les normes de la reconstruction au-delà des contextes historiques et des contestations sociales –, la Théorie critique de la société risque de se séparer, non seulement des sciences sociales mais, aussi, de l'échange avec les acteurs ordinaires et de leurs luttes sociales. Si elle se situe à un niveau « quasi-transcendantal », la reconstruction prétend être plus qu'une interprétation de l'autocompréhension des acteurs qui peut être contestée et qui entre en concurrence avec d'autres reconstructions dont on peut seulement considérer les mérites dans le cadre du processus social d'autoexplication<sup>1347</sup>.

Néanmoins, en même temps qu'elle doit se fonder sur des présupposés forts concernant les sujets sociaux et leurs capacités réflexives, la théorie critique ne peut pas renoncer à son rôle démystifiant. Pour élaborer ce modèle, Celikates s'est certainement inspiré aussi de Boltanski, lorsqu'il tente d'articuler la sociologie critique et la sociologie pragmatique de la critique.

Dans tous les cas, s'il s'agit du capitalisme comme objet de la critique, la critique immanente fondée sur l'idée d'auto-réflexion ne peut pas faire l'économie d'une conception forte d'imagination. En effet si la pratique capitaliste implique une imagination capitaliste contribuant à une dynamique spatio-temporelle complexe et diversifiée, la pratique contestataire de ceux qui se trouvent dans des contextes problématiques et en souffrent doit impliquer une capacité réflexive et imaginative encore plus radicale, pour être efficace face à l'asymétrie de pouvoir. Il faut être plus créatif que le capitalisme et cela signifie que la critique doit viser le dépassement du modèle de la transcendance immanente, y compris en ce qui concerne la conception de l'imagination (capitaliste). Ainsi, pour reformuler la proposition de Celikates, la théorie critique du capitalisme doit analyser et critiquer, en discussion avec les acteurs affectés et à partir de leurs expériences, leurs vécus et leurs réactions, les conditions sociales produites par le capitalisme qui empêchent la formation ou l'exercice, à leur plus haut degré, de leurs capacités réflexives et imaginatives ; de même, elle doit identifier et mettre en avant des expériences émancipatrices prouvant l'exercice radical de telles capacités. Le but est alors de contribuer à rendre les individus de plus en plus autonomes au sens de plus créatifs et plus imaginatifs, en radicalisant un processus historique engagé par l'expansion du capitalisme et, par conséquent, de l'imagination capitaliste. En effet, si la réflexivité, la créativité et l'imagination peuvent être vues comme des capacités de l'agir humain, et en ce sens comme des compétences « anthropologiques », cette potentialité

---

<sup>1347</sup> *Ibid.*, p. 277.



ne devient opératoire et effective que dans des conditions sociales spécifiques, comme le souligne Celikates, d'autant plus que, si la création existe partout dans l'histoire de l'humanité, elle ne se produit pas nécessairement sous une forme explicite, consciente et autonome. Malgré les contraintes et les limitations qu'il impose à ces capacités, le capitalisme constitue peut-être la forme de société qui a jusqu'ici le plus incité à la diffusion de pratiques réflexives et imaginatives, comme nous l'avons vu dans le septième chapitre, à partir de Castoriadis.

Néanmoins, cette radicalisation du « projet capitaliste » ne doit pas signifier simplement une réalisation plus adéquate de ses normes ou de ses objectifs, car cela serait retomber dans le modèle de la transcendance immanente. Cette radicalisation imaginative de la pratique sociale doit ainsi prendre la forme d'une subversion anti-capitaliste, c'est-à-dire de la création et de la réalisation de *nouvelles* formes d'organisation économique et sociale, capables de remettre en question les présuppositions et les idéalizations de la logique du capital. À cet égard, comme le remarquent Haber et Monferrand, il conviendrait sans doute de distinguer l'idée selon laquelle le communisme ou le post-capitaliste sort « comme par enfantement » du capitalisme et l'idée selon laquelle il y a déjà, dans le présent, des tendances non-capitalistes (parmi lesquelles on peut nommer la spécificité des systèmes socialisés de cotisation, le partage et la production de logiciels libres sur Internet, ou l'ouverture d'espaces de production ou de vie autogérés, les monnaies alternatives, le circuit court et la prolifération d'espaces collectifs d'agriculture etc.), qui, si elles ne constituent pas en elles-mêmes des limites objectives majeures à l'accumulation du capital, n'en restent pas moins des enjeux politiquement significatifs<sup>1348</sup>, d'autant plus que nous nous efforçons de remettre en question les perspectives qui présentent le capitalisme comme un système hermétiquement clos.

Dans le sillage des projets de Castoriadis et du pragmatisme que nous avons pu aborder au septième chapitre, il s'agit alors de libérer et de promouvoir l'imagination et la créativité de l'agir, jusqu'à ce que les fins ultimes des actions puissent être remises librement en question par le contexte et par les moyens, sans se figer autour d'une norme abstraite et transcendante – comme le norme capitaliste, quelles qu'en soient les conséquences pour la nature et pour le bien-être social.

À partir de revendications portées à l'existence par les luttes sociales et culturelles contre l'ordre capitaliste et l'État entrepreneurial, Dardot et Laval nomment « commun » le principe qui anime cette activité autonome et qui préside en même temps à la construction

---

<sup>1348</sup> Cf. HABER S. et F. MONFERRAND, « Un capitalisme infini ? », *op. cit.*, p. 179.

d'une forme d'autogouvernement<sup>1349</sup>. Terme central de l'alternative au néolibéralisme, le « commun » est devenu, selon ces auteurs, le principe effectif des combats et des mouvements qui, depuis deux décennies, ont résisté à la dynamique du capital et ont donné lieu à des formes d'action et de discours originales. Il faut pourtant noter que le commun n'est pas un bien ou un objet auquel devrait tendre la volonté, que ce soit pour le posséder ou pour le constituer. Il est le principe politique à partir duquel nous devons construire des communs et nous rapporter à eux pour les préserver, les étendre et les faire vivre. On l'aura compris, il ne s'agit pas d'un idéal abstrait et intemporel auquel doit se soumettre l'imagination : « Le commun ne doit pas être compris comme un moyen de l'émancipation qui serait la fin ultime et surplombante, il n'est pas non plus un principe formel de délibération et de décision qui serait par lui-même dépourvu de tout contenu, il est la forme spécifique que prend aujourd'hui le désir d'émancipation. C'est plutôt le rapport de moyen à fin qui doit ici être remis en question »<sup>1350</sup>.

Ce n'est pas par hasard si Dardot et Laval s'appuient sur Castoriadis pour théoriser ce mouvement, pour qui le projet radical d'émancipation ne peut-il s'assigner d'autre but que celui d'une société consciemment auto-instituante, ce qui n'est qu'un autre nom de la démocratie. Dardot et Laval conçoivent la praxis instituante collective comme « le moyen terme par lequel l'imagination radicale des individus pourrait agir sur les significations instituées de l'imaginaire social »<sup>1351</sup>. Cette définition la rapproche d'une notion de politique comprise comme « l'activité de délibération par laquelle les hommes s'efforcent de déterminer ensemble le juste »<sup>1352</sup>. Bien entendu, cette praxis ne saurait prétendre s'affranchir de la contrainte des conditions et instituer une création absolue. La praxis comme institution consciente, ou praxis instituante, tout à la fois présuppose certaines conditions et « travaille sur » ces mêmes conditions en les transformant profondément. Autrement dit, la venue au jour de l'auto-institution consciente se fait toujours « à partir de » certaines conditions héritées du passé, ne serait-ce que parce qu'elle se fait toujours à partir de ce qui a déjà été institué en deçà de la conscience et de la volonté. Elle n'est cependant pas non plus déduite ou déterminée par ces conditions.

---

<sup>1349</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle.*, Paris, La Découverte, 2015, p. 20.

<sup>1350</sup> « De l'autonomie au commun. Sur Cornelius Castoriadis entretien avec Pierre Dardot et Christian Laval. », *Vacarme*, 2016. Entretien disponible sur <http://www.vacarme.org/article2899.html>. Consulté le 28/07/2016.

<sup>1351</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle.*, op. cit., p. 428.

<sup>1352</sup> *Ibid.*, p. 579.

À partir de cette perspective de praxis instituante, les auteurs peuvent redéfinir la notion de révolution, encore une fois dans le sillage de Castoriadis. Ainsi, la révolution ne signifie ni guerre civile ni effusion de sang. La révolution est un changement de certaines institutions centrales de la société par l'activité de la société elle-même : l'autotransformation de la société dans un temps bref<sup>1353</sup>. La révolution est donc ce moment d'accélération, d'intensification et de collectivisation de cette activité consciente qu'ils ont désignée du nom de « praxis instituante »<sup>1354</sup>, qui peut être redéfinie comme une pratique sociale où l'imagination et la créativité s'exercent à la fois de façon collective et radicale.

On pourrait dans le même mouvement associer cette idée de praxis instituante et de révolution au concept critique d'*aliénation*, au sens où celle-ci empêcherait et déposséderait les individus à s'organiser collectivement et à agir de façon pleinement conforme à leurs activités critiques, réflexives, imaginatives, créatives, en un mot, à leur autonomie. En effet si le capitalisme ne peut pas être compris comme un « grand sujet automate et totalitaire », comme un mouvement qui s'est complètement autonomisé relativement à l'activité des individus, s'il a besoin de capitalistes (et de cadres, de consommateurs, etc.) et de leur « complicité », on peut tout de même affirmer que la pratique sociale capitaliste, et les structures sociales qui à la fois sont produites par cette pratique et la diffusent, ne permettent pas une action plus autonome et une imagination plus radicale (plus radicale que l'imagination capitaliste). En outre, nous avons pu voir au cinquième chapitre comment l'organisation capitaliste de la production empêchait une réelle autonomie (individuelle et collective) dans le travail, malgré un certain degré d'inventivité toujours présente dans le travail réel. Néanmoins, on doit renoncer à une idée surplombante d'aliénation (comme celle de Postone, par exemple) pour mieux critiquer les situations concrètes qui font obstacle aux dynamiques sociales critiques<sup>1355</sup>, toujours en dialogue avec les acteurs concernés. Une hypothèse peut tout de même être avancée : l'aliénation pourrait être aujourd'hui comprise « sous la forme d'une menace inhérente à l'emprise d'un modèle hégémonique (marchand) d'organisation et d'intégration, un modèle porteur d'un aplatissement des collectifs, d'une contraction de l'espace où la pluralité des appartenances et des manières de faire société (y compris les plus réflexives) peut être expérimentée »<sup>1356</sup>.

---

<sup>1353</sup> Cf. CASTORIADIS C., *Une société à la dérive : Entretiens et débats*, Paris, Points, 2011, p. 177.

<sup>1354</sup> DARDOT P. et C. LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle.*, op. cit., p. 575.

<sup>1355</sup> Voir sur ce point HABER S., *L'aliénation : Vie sociale et expérience de la dépossession*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2007.

<sup>1356</sup> HABER S., « Renouveau de la philosophie sociale ? », *Esprit*, 1 août 2012, Mars/avril, n° 3, p. 147-8. Nous soulignons.

Dans tous les cas, même si elle présuppose une certaine radicalisation des capacités créatives et imaginatives, l'idée de s'émanciper du capitalisme ne doit pas être comprise comme une création *ex nihilo*, inconditionnée ou comme un grand événement spectaculaire, libérateur et définitif ; ni comme une rupture absolue, prévisible dans son déroulement et son terme, ou même comme une sortie hors du « règne du Mal ». Il s'agit plutôt d'« une somme problématique de processus d'apprentissage et d'expérimentation risqués qui doivent entrelacer la prise en compte de la solidité de l'existant (y compris les expériences du passé) et celle de la *puissance créatrice et exploratoire de l'imagination sociale et économique* »<sup>1357</sup>. De même, contrairement à certains passages de Marx, l'émancipation anticapitaliste, c'est-à-dire l'avènement de formes postcapitalistes, ne représenterait pas la fin de la Préhistoire. Il représenterait « le *possible résultat émergent* de transformations historiques interagissant ensemble, quoiqu'à des niveaux différents, se renforçant et se complétant les unes les autres dans les meilleurs des cas, et complétant aussi *les incontestables capacités autocorrectrices ('réflexives') déjà immanentes au capitalisme* »<sup>1358</sup>.

La critique immanente du capitalisme doit ainsi s'ouvrir paradoxalement à un moment de transcendance, au sens de création de quelque chose de nouveau, dans la mesure où, comme disait Adorno en brisant l'illusion de n'importe quelle nécessité historique, « la conscience sociale critique se préserve la liberté de penser qu'un jour il pourrait en être autrement »<sup>1359</sup>. La théorie critique doit se tourner vers les pratiques sociales de transformation des formes et des pratiques économiques, vers des tentatives d'acteurs pour mettre en place d'autres rapports de propriété, d'autres règles de droit, d'autres façons de produire, de coopérer, de distribuer, d'échanger, de consommer, d'utiliser (ou de supprimer) l'argent, d'autres procédures de décision économique, voire d'autres valeurs collectives accompagnant tout cela. Dans le cadre de son analyse des formes complexes d'association ou de contradiction entre l'aliénation objective comme dynamique expansionniste et l'affirmation ontologique et normative de la vie, Haber propose à cet égard de distinguer trois formes de transformation dont pourrait émerger une société post-capitaliste. Il y a d'abord les « transformations sociales-démocrates », qui correspondent aux expérimentations ou possibilités de régulation et de contrôle du marché par l'État. Il y a ensuite les « transformations socialistes », qui correspondent aux expérimentations ou possibilités de

---

<sup>1357</sup> HABER S., *Penser le néo-capitalisme : vie, capital et aliénation*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013, p. 344. Nous soulignons.

<sup>1358</sup> *Ibid.*, p. 337. Nous soulignons.

<sup>1359</sup> ADORNO T., *Dialectique Négative*, Paris, Payot, 1992, p. 252.

formes de production, répartition et consommation alternatives à celles des sociétés capitalistes et qui ont pu en France se regrouper autour de la nébuleuse formée par ce que l'on appelle « l'économie sociale et solidaire », sur fond de traditions coopérativistes et associationnistes. Il y a enfin les « transformations communistes » qui correspondent aux expérimentations et possibilités pouvant conduire les intérêts humains à s'exprimer sans alimenter la spirale de l'autoreproduction élargie du capital, que l'auteur illustre en référant aux mouvements sociaux et politiques qui vont dans le sens de la démarchandisation, de la démonétarisation, de la démondialisation et de la décroissance<sup>1360</sup>.

Bien évidemment il ne s'agit pas d'une « transcendance immanente », d'un idéal déjà en quelque sorte institutionnalisé passible de recevoir des formes d'effectuation plus satisfaisantes. On pense plutôt, pour inverser les termes, à une sorte d'« immanence transcendante », où la radicalisation immanente au mouvement historique capitaliste d'autonomisation et de libération des potentialités réflexives et imaginatives de l'agir humain donne lieu à quelque chose de profondément nouveau, à une auto-réflexion et à une auto-compréhension d'acteurs concernés engendrant des principes normatifs et de formes sociales nouvelles, qui rompent effectivement avec la forme capitaliste d'organisation sociale et qui assument ainsi un caractère anticapitaliste et postcapitaliste. L'immanence se réfère alors à la radicalisation des pratiques réflexives et imaginatives, à l'imagination, et non pas à des normes disposant déjà d'une validité sociale. À l'aune de ces expérimentations, il devient pensable un scénario dans lequel l'éventuel épuisement du néolibéralisme pourrait conduire à des tendances qui desserreraient l'étau de la production de richesse abstraite, ainsi que des contraintes que celle-ci fait peser sur toute la vie sociale. La radicalisation immanente du projet capitaliste qui est mise en œuvre par des acteurs dans des situations problématiques de souffrance et d'insatisfaction devient donc un projet qui se tourne contre le capitalisme et qui *transcende* les présupposés de l'abstraction et de l'imagination capitalistes.

Sur ce point, la philosophie sociale rejoint les thèmes et les motivations fondamentales d'une philosophie politique critique<sup>1361</sup>, dans la mesure où il s'agit de déterminer le sens et les critères institutionnels et politiques d'une organisation sociale et collective démocratique et émancipatrice, où l'épanouissement des capacités créatives et imaginatives de l'agir humain soit radicalisé. Certaines traditions peuvent à ce titre nous aider à affronter ce défi. Nous avons d'abord le pragmatisme, qui met l'accent sur « le recours à l'intelligence organisée

---

<sup>1360</sup> Cf. HABER S., *Penser le néocapitalisme*, op. cit., p. 337-8.

<sup>1361</sup> Sur ce point, voir les termes du débat entre COLLIOT-THÉLÈNE C. et F. FISCHBACH, « Pourquoi la philosophie sociale ? », *Actuel Marx*, 21 septembre 2015, n° 58, p. 172-189.

comme méthode pour assurer le changement social »<sup>1362</sup>. On pourrait alors définir une « société vraiment démocratique » comme une société où tous participent à un contrôle des conditions d’agir, mais aussi où l’expérimentation et l’intelligence et la créativité collective peuvent se développer librement. Or, Dewey souligne que « dans ce qu’on appelle la politique, l’organisation sociale démocratique prévoit cette participation directe au contrôle ; dans le secteur économique, ce contrôle demeure externe et autocratique »<sup>1363</sup>. C’est pourquoi Emmanuel Renault peut affirmer que « cruciale politiquement, la question du travail l’est enfin du point de vue de la nature même de la société juste et démocratique qu’il s’agit d’instaurer. Il ne peut y avoir de société vraiment démocratique d’après Dewey tant que les conditions de travail atrophiaient le développement de l’intelligence individuelle et collective et que le contrôle démocratique de l’activité sociale s’arrête aux portes de l’usine ou du bureau »<sup>1364</sup>.

Ce n’est donc pas par hasard que Dewey se référait parfois à cet idéal de démocratie comme une « démocratie créative »<sup>1365</sup>. Selon cette perspective, la démocratie n’est pas simplement une forme institutionnelle de gouvernement, mais plutôt une forme de vie personnelle marqué par la foi en la capacité des êtres humains de juger et d’agir de façon intelligente et créative si les conditions appropriées sont fournies. Ainsi, la démocratie est la croyance en la capacité de l’expérience humaine pour générer les objectifs et les méthodes par lesquels les nouvelles expériences vont croître en richesse. Cette expérience est ici comprise comme l’interaction libre des êtres humains avec les conditions environnantes, en particulier l’environnement humain, qui se développe et satisfait les besoins et le désir d’améliorer la connaissance des choses telles qu’elles sont. Le contraire de cette position repose sur l’idée que l’expérience doit être soumise à un moment ou un autre à une certaine forme de contrôle externe; à une certaine « autorité » présumée comme existante en dehors des processus d’expérience.

Nous pouvons retrouver cette problématique d’une démocratie fondée sur la créativité et l’inventivité de ses citoyens en suivant une autre voie, qui insiste moins sur la créativité de l’agir *humain* ou sur une *nature* humaine et met l’accent sur la spécificité *historique* de la figure du droit *moderne*, post-révolutionnaire. Par exemple, Claude Lefort voit dans la

---

<sup>1362</sup> DEWEY J., *Après le libéralisme ? Ses impasses, son avenir*, Paris, Climats, 2014, p. 166.

<sup>1363</sup> DEWEY J., *Démocratie et éducation*, *op. cit.*, p. 330.

<sup>1364</sup> RENAULT E., « Dewey et la centralité du travail », *op. cit.*, p. 147.

<sup>1365</sup> DEWEY J., « Creative Democracy - The Task Before Us », in: *John Dewey: The Later Works, 1925-1953: 1939-1941/Essays, Reviews, and Miscellany, Vol. 14*, 1st édition., Carbondale; London, Southern Illinois University Press, 1988, p. 224-230.

« révolution politique » moderne non pas simplement la dissociation de l'instance du pouvoir et de l'instance du droit, celle-ci étant déjà au principe de l'état monarchique, « mais un phénomène de désincorporation du pouvoir et de désincorporation du droit accompagnant la disparition du 'corps du roi' »<sup>1366</sup>. Notons que selon cette perspective le pouvoir ne devient pas étranger au droit, tout au contraire, sa légitimité est plus que jamais affirmée, mais la notion de « droits de l'homme » fait désormais signe vers un foyer *immaîtrisable*, « le droit en vient à figurer vis-à-vis du pouvoir une extériorité ineffaçable ». Un nouveau point d'attache est ainsi fixé : l'homme, la société étant conçue désormais comme une société d'hommes libres et égaux. Cela signifie une mutation essentielle, dans la mesure où cette société s'avère incernable, du fait qu'elle ne saurait se rapporter à elle-même dans tous ses éléments, et se représenter comme un seul corps. S'y trouvent reconnus « des modes d'existence, des modes d'activité, des modes de communication dont les effets sont *indéterminés* ; et, par la même raison, qui sortent de l'orbite du pouvoir »<sup>1367</sup>. En outre, si les droits de l'homme sont énoncés, l'homme apparaît simultanément à travers ses mandataires comme celui dont l'essence est d'énoncer des droits. Enfin, si les droits de l'homme apparaissent comme ceux des individus et si les individus apparaissent comme autant de petits souverains indépendants, la représentation d'une totalité transcendante à ses parties se trouve supprimée, en nous faisant découvrir une dimension transversale des rapports sociaux, dont les individus sont des termes, mais qui confèrent à ceux-ci leur identité tout autant qu'ils sont produits par eux.

La principale conséquence de cette mutation réside alors dans le caractère indéterminé du droit. En effet, les droits de l'homme étant déclarés, surgit, dit-on, la fiction de l'homme sans détermination. Or, selon Lefort, « l'idée de l'homme sans détermination ne se dissocie pas de celle de l'*indéterminable*. Les droits de l'homme ramènent le droit à un fondement qui, en dépit de sa dénomination, est *sans figure*, se donne comme intérieur à lui et, en ceci, se dérobe à tout pouvoir qui prétendrait s'en emparer »<sup>1368</sup>. Ces droits sont donc en excès sur toute formulation advenue, et « les droits acquis sont nécessairement appelés à soutenir des droits nouveaux ». à partir du moment où les droits de l'homme sont posés comme ultime référence, le droit établi est voué au questionnement, et « là où le droit est en question, la société, entendons l'ordre établi, est en question »<sup>1369</sup>. Ainsi, Lefort voit dans les luttes, de la légitimation de la grève ou des syndicats, au droit relatif au travail ou à la Sécurité Sociale, le

---

<sup>1366</sup> LEFORT C., *L'invention démocratique*, 2e éd. rev. et corr., Paris, Fayard, 1994, p. 64.

<sup>1367</sup> *Ibid.*, p. 65. Nous soulignons.

<sup>1368</sup> *Ibid.*, p. 66-7. Nous soulignons.

<sup>1369</sup> *Ibid.*, p. 67.

développement, sur la base des droits de l'homme, d'une histoire qui transgressait les frontières dans lesquelles l'État prétendait se définir, une histoire qui reste ouverte.

Il faut noter que de tels droits n'existent pas à la manière d'institutions positives, leur efficacité tient à l'adhésion qui leur est apportée, et cette adhésion est liée à une manière d'être en société. Autrement dit, « les droits ne se dissocient pas de la conscience des droits »<sup>1370</sup>, ils relèvent d'une efficacité symbolique et d'une subjectivation spécifique et socio-historique, et non « naturelle ». Même si l'institutionnalisation peut renforcer cette conscience, celle-ci est irréductible à toute objectivation juridique, qui signifierait sa pétrification dans un corps de lois. La critique marxiste traditionnelle des droits, qui oppose la forme et le contenu, ne rend ainsi pas compte du sens des revendications dont la finalité est l'inscription de *nouveaux droits*, ni des changements qui s'opèrent dans la société sous l'effet de la dissémination de ces revendications. Celles-ci visent des droits qui ne possèdent pas de garantie objective, et impliquent même parfois un certain illégalisme dans leurs actions.

Dans le même temps, de telles revendications ne font pas attendre une solution globale des conflits par la conquête ou la destruction du pouvoir en place. Un second trait des luttes inspirées par la notion des droits est qu'elles naissent ou se développent à partir de foyers divers, parfois à l'occasion de conflits conjoncturels et elle ne tendent pas à fusionner. C'est pourquoi Lefort semble questionner non seulement l'idéal révolutionnaire communiste, mais aussi la perspective d'une abolition du pouvoir. Selon lui, « qui rêve d'une abolition du pouvoir garde en sous-main la référence de l'Un et la référence du Même : il imagine une société qui s'accorderait spontanément avec elle-même, une multiplicité d'entreprises qui seraient transparentes les unes aux autres, se développeraient dans un temps et un espace homogènes »<sup>1371</sup>. Or, pour lui, la grande richesse démocratique est la division, l'hétérogénéité de positions dont l'expression est assurée. C'est ainsi qu'il reconnaît dans la politique des droits de l'homme, et dans la politique démocratique tout simplement, « deux manières de répondre à la même exigence : exploiter les ressources *de liberté et de créativité* auxquelles puise une expérience qui accueille les effets de la division »<sup>1372</sup>.

Colliot-Thélène soutient une position qui n'est pas très loin de Lefort, au moins sur certains points. Selon Colliot-Thélène, « l'identité citoyenne moderne a ceci de spécifique qu'elle s'est développée à partir de la figure du sujet de droit, c'est-à-dire de l'individu habilité en tant que tel à faire valoir des droits. L'individualisation du sujet de droit a été, on

---

<sup>1370</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>1371</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>1372</sup> *Ibid.*, p. 83. Nous soulignons.



l'a dit, la véritable innovation des Révolutions de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle »<sup>1373</sup>. Certes, ce processus s'est formulé dans les termes de la nature humaine, mais l'individualisation du sujet de droit est bien le produit d'une histoire, celle de la destruction ou de la subordination des droits statutaires par le pouvoir d'État. Ainsi, « paradoxalement, le caractère 'naturel' de ces droits ne signifiait pas qu'ils étaient définitivement fixés, mais que, au contraire et à la différence des droits de jadis, ils étaient *indéterminés* »<sup>1374</sup>. C'est justement cette indétermination qui ouvrait la possibilité de la conquête de droits nouveaux à travers l'exigence égalitaire (le « droit à avoir des droits »), constituant l'espace de la politique démocratique moderne. Elle place ainsi les droits subjectifs au cœur de la démocratie moderne. Par ailleurs, le citoyen n'a jamais cessé d'être assujéti parce que le pouvoir n'a jamais cessé d'être une instance extérieure à laquelle il s'adresse pour réclamer, contester, en revendiquant des droits égaux. Comme Lefort, elle affirme ainsi que la démocratie ne tend pas à l'abolition de la domination ou du pouvoir. Celui-ci est constitutif de la politique, car il faut des pouvoirs pour reconnaître et soutenir les prétentions devant acquérir la consistance de droits.

Colliot-Thélène considère que, si cette politique a encore un avenir, ce n'est pourtant qu'à la condition de libérer le sujet de droit de son identité nationale. En effet, à l'époque de la mondialisation, la citoyenneté démocratique moderne paraît fragilisée du fait que la condition qui l'a rendue possible, l'unicité du pouvoir déterminant les conditions d'existence du sujet, se trouve minée par la limitation croissante des marges de manœuvre des politiques nationales. En faisant la critique de la perspective cosmopolitique « naïve », qui croit dans la manutention du schème du *demos* national mais à une échelle élargie, mondialisée, Colliot-Thélène souligne avec force la structuration inédite de la topologie du pouvoir, marquée par une pluralisation sans précédentes. Cela conduit également à un éclatement des luttes pour la reconnaissance de droits, ainsi qu'à l'emmêlement de leurs niveaux locaux, nationaux et mondiaux. Ce qui demeure vivant dans ce flou où l'appartenance est remise en question, où les frontières entre les champs de la politique, du juridique et de l'économique, est la notion du droit de chacun à avoir des droits<sup>1375</sup>, c'est-à-dire cette subjectivation historique moderne.

Malgré leur scepticisme par rapport à l'anti-capitalisme, les perspectives développées par Lefort et par Colliot-Thélène permettent de voir dans la révolution politique moderne non pas simplement l'institutionnalisation de certaines normes, mais un mouvement plus profond

---

<sup>1373</sup> COLLIOT-THÉLÈNE C., *La démocratie sans demos*, op. cit., p. 182.

<sup>1374</sup> *Ibid.*, p. 182. Nous soulignons.

<sup>1375</sup> *Ibid.*, p. 202.

de libéralisation de l'imagination et de l'inventivité politique et juridique, sur la base de l'*indétermination* et de la désincorporation du droit et d'une nouvelle subjectivation politique. On peut y voir justement une ouverture vers le nouveau qui n'est pas nécessairement limitée aux paramètres actuels des pouvoirs et de l'ordre établi. Certes, il ne s'agit plus d'imaginer l'abolition complète du pouvoir (ou de l'État et du marché), mais pourquoi ne pas laisser ouverte la possibilité de questionnement des conditions capitalistes d'organisation du travail, de la consommation, de la production et de la circulation des marchandises ? Nous n'avons aucunement besoin d'accepter le récit traditionnel de la révolution communiste pour accorder de la place à l'anti-capitalisme, notamment dans ce nouveau contexte de crise non seulement économique, mais de plus en plus écologique, ce qui nous pose devant le défi d'imaginer et de créer de nouvelles façons de produire et de distribuer.

Notons cependant que Colliot-Thélène admet tout de même la possibilité de confrontation à certains pouvoirs qu'on doit composer au milieu de cette pluralité contemporaine : « Composer, c'est-à-dire aussi s'attacher à repérer et à reconnaître ces pouvoirs dans leurs diversités (...) et à distinguer parmi eux entre ceux avec lesquels il n'est pas d'autre rapport possible que la confrontation, et ceux qui (...) peuvent fournir aux individus, de bon ou mauvais gré, la garantie sans laquelle les droits de ces individus n'ont pas de réalité »<sup>1376</sup>.

Comment pourrait-on alors envisager une confrontation avec les pouvoirs capitalistes ? En réponse à des arguments anti-essentialistes, anti-utopistes, et anti-historicistes exprimés contre la possibilité d'un post-capitalisme, Haber souligne par rapport au premier argument qui, derrière la pluralité et la multiplicité des pouvoirs économiques capitalistes, nous trouvons une dynamique expansive illimitée (que nous avons essayé de décrire comme une pratique sociale spécifique) qui dessine une tendance d'ensemble de l'organisation sociale et économique. On peut ainsi voir une confirmation « dans le fait que luttes sociales et économiques de notre temps, au 'Nord' comme au 'Sud', comportent toujours une *critique de l'expansionnisme* – critique du processus de marchandisation, de l'intensification de l'exploitation du travail et de la nature, des appétits insatiables des grandes firmes, etc »<sup>1377</sup>. Ces luttes sociales expriment d'ailleurs moins la volonté de contester de façon indifférenciée un certain régime économique que des inquiétudes très concrètes face à des dynamismes illimités et accélérés, induisant des déséquilibres et perturbations. En réponse au deuxième

---

<sup>1376</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>1377</sup> HABER S., *Penser le néo-capitalisme*, op. cit., p. 336.

argument, il ajoute que ces luttes admettent une pluralité, elles n'ont pas besoin de rejoindre l'ancien récit d'un mouvement homogène conduit par un (macro)sujet unique. Nous avons déjà souligné que les diverses expérimentations (social-démocrates, socialistes, communistes et aussi écologiques) pourraient exercer une pression polymorphe et multilocalisée<sup>1378</sup> contre les effets de l'abstraction capitaliste.

Ainsi, à côté de la radicalisation immanente des pratiques et de l'imagination capitaliste, une philosophie politique critique pourrait envisager une radicalisation immanente de l'inventivité citoyenne et de la subjectivation politique moderne vers une remise en question des conditions capitalistes d'organisation, ce qui peut sans doute passer par des revendications pour des droits nouveaux – ce qui a déjà été le cas avec les luttes aboutissant à l'État social-démocrate<sup>1379</sup>.

Pour revenir à la perspective de Dardot et Laval, on peut voir dans les luttes – hétérogènes – pour les « communs » un signe contemporain de cette possibilité. Les auteurs notent que l'émergence et la diffusion mondiale de la revendication des communs sont liées à une série de luttes qui, depuis le milieu des années 1990, ont en commun de s'opposer à des aspects particulièrement nuisibles et intolérables des politiques néolibérales. La catégorie de « communs », pas toujours mobilisée explicitement par les acteurs, rend visible la manière dont s'esquissent des formes de pouvoir et des mouvements qui contestent à la fois les rapports sociaux capitalistes fondés sur la propriété privée des ressources et les modes traditionnels de gestion bureaucratique des « biens publics ». Elle permet donc de signifier à la fois leur unité et leur très grande variété, à la fois leur inscription dans un champ de luttes mondiales et leur localisation singulière. De cette articulation entre « local » et « global », le mouvement zapatiste est particulièrement exemplaire puisqu'il s'est notamment caractérisé par le lien étroit qu'il entend faire théoriquement et pratiquement entre la défense des communautés indigènes du Chiapas victimes d'expropriation et d'exploitation et une « lutte pour l'humanité contre le néolibéralisme ». En même temps que la recherche pratique d'un nouvel universalisme, on repère déjà dans ce mouvement aux échos mondiaux très importants le refus des formes organisationnelles anciennes de type léniniste et guévariste et une très grande vigilance quant aux procédures de discussion et de décision qui seront la marque des mouvements antinéolibéraux et altermondialistes du début du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>1380</sup>.

---

<sup>1378</sup> *Ibid.*, p. 339.

<sup>1379</sup> Voir sur ce point les travaux de Bernard Friot FRIOT B., *Puissances du salariat*, 2e édition revue et augmentée., Paris, La Dispute, 2012 ; FRIOT B., *L'enjeu du salaire*, Paris, La Dispute, 2012.

<sup>1380</sup> Cf. DARDOT P. et C. LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle.*, op. cit., p. 109.

De façon plus générale, l'Amérique latine, pour avoir été soumise beaucoup plus tôt que d'autres régions du monde aux politiques néolibérales les plus dures et aux tristement fameux « plans d'ajustement structurel » du FMI, est aussi le sous-continent qui a connu les premiers grands mouvements populaires de contestation du néolibéralisme et obtenu les premiers succès dans ce combat. Par exemple, on peut mentionner la « bataille de l'eau », suivie de la « bataille du gaz », en Bolivie qui, avant les luttes en Italie sur la remunicipalisation de l'eau, ont commencé de populariser ce « retour des communs » et laissé espérer d'autres victoires ailleurs. Au Brésil, outre le Mouvement des sans-terre, nous avons aujourd'hui le développement du Mouvement des saint-toit. L'un des aspects les plus fondamentaux de ce retour des communs est qu'il ne s'agit plus seulement d'en appeler à l'État pour qu'il défende les populations (encore que cette dimension puisse être présente), mais de promouvoir des formes de contrôle démocratique sur des ressources communes<sup>1381</sup>, ce qui nous conduit à ne pas nous débarrasser trop rapidement ou complètement de la perspective de l'autogouvernement (du moins dans certains contextes, soumise à certaines limites), ce qui n'implique nullement l'illusion d'une société transparente où le pouvoir devient absent – la participation et la délibération publiques ne s'opposent pas nécessairement au pouvoir et à la représentation. Sans vouloir idéaliser de tels mouvements ou rester aveugle à ses éventuelles limites ou échecs, nous voudrions tout simplement montrer que des pratiques réflexives, démocratiques et imaginatives de nature plus ou moins anti-capitaliste sont non seulement possibles, mais qu'elles existent déjà à différentes échelles et selon une forme non nécessairement « traditionnelle » ou « orthodoxe ». Une philosophie sociale et politique critique ne peut pas fermer les yeux à ces manifestations, d'autant plus que, face aux crises de plus en plus graves et profondes qui marquent notre temps, être « réaliste » aujourd'hui ne peut signifier que « la liberté de penser qu'un jour il pourrait en être autrement ».

Ces quelques pistes de réflexion gardent certainement encore un caractère abstrait et assez imprécis, ce qui demande des développements ultérieurs. Mais nous espérons avoir tout de même contribué à jeter un nouveau regard sur la question de savoir que serait une politique de transition démocratique permettant d'opposer aux diverses formes de violence et de crises

---

<sup>1381</sup> Sur ce point, Dardot et Laval soutiennent néanmoins qu'on s'autorisera « à parler des communs pour désigner non pas ce qui est commun, mais ce qui est pris en charge par une activité de mise en commun, c'est-à-dire ce qui est rendu commun par elle. Aucune chose n'est en soi ou par nature commune, seules les pratiques collectives décident ultimement du caractère commun d'une chose ou d'un ensemble de choses. Il y a donc des communs d'espèces très diverses en fonction du type d'activité des acteurs qui les instituent et s'emploient à les maintenir et à les faire vivre (communs fluviaux, communs forestiers, communs de production, communs de semences, communs de connaissance, etc.) » (*Ibid.*, p. 574).

contemporaines engendrées par la diffusion de la pratique capitaliste les capacités d'imagination et d'organisation des individus associés. Nous espérons en tout cas que certains des arguments proposés à la discussion dans cette étude auront pu rendre plausible l'examen et le questionnement de la logique capitaliste de restructuration du monde.

## Bibliographie

ADORNO T., *Dialectique Négative*, Paris, Payot, 1992.

ADORNO T.W. et M. HORKHEIMER, *Dialektik der Aufklärung: philosophische Fragmente*, Suhrkamp, 1997.

AGLIETTA M., *Regulation et crises du capitalisme*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997.

AGLIETTA M. et G. BAI, *La Voie chinoise: capitalisme et empire*, Paris, ODILE JACOB, 2012.

ALBERT M., *Capitalisme contre Capitalisme*, Édition : Paris, Seuil., Paris, Seuil, 1991.

ALTENRIED M., « Le container et l’algorithme : la logistique dans le capitalisme global. » in *Revue Période*. Disponible sur <http://revueperiode.net/le-container-et-lalgorithme-la-logistique-dans-le-capitalisme-global/>

ALTHUSSER L., *Pour Marx*, Paris, La Découverte, 2005.

ALTHUSSER L., *Sur la reproduction*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

ALTHUSSER L., *Lire le Capital*, Paris, PUF, 2014.

AMABLE B., *Les cinq capitalismes : Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Seuil, 2005.

AMABLE B., « Capitalisme et mondialisation : une convergence des modèles ? », *Cahiers français*, 2009, n° 349, p. 57-62.

AMABLE B., « Les capitalismes au début du XXIe siècle », *Problèmes économiques. Hors-série*, mars 2014, n° 5, p. 74.

AMABLE B. et S. PALOMBARINI, « A neorealist approach to institutional change and the diversity of capitalism », *Socio-Economic Review*, 2009, vol. 7, n° 1, p. 123.

AMABLE B. et S. PALOMBARINI, *L’économie politique du néolibéralisme : Le cas de la France et de l’Italie*, Paris, Rue d’Ulm, 2012.

ANDERSON K.B., *Marx at the Margins: On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies*, University Of Chicago Press, 2010.

ARENDT H., *Lectures on Kant’s Political Philosophy*, University of Chicago Press, 1989.

ARRIGHI G., *The Long Twentieth Century: Money, Power and the Origins of Our Times*, New edition., London; New York, Verso, 2010.

BALIBAR E., *La philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, 2014.

BANAJI J., *Theory and History: Essays on Modes of Production and Exploitation*, Boston, Brill, 2010.

BANAJI J., « Pour une nouvelle historiographie marxiste. Entretien avec Jairus Banaji – Période. », 2015. Disponible sur <http://revueperiode.net/pour-une-nouvelle-historiographie-marxiste-entretien-avec-jairus-banaji/>. Consulté le 18/08/2016.

BECK L.W., *A Commentary on Kant's Critique of Practical Reason*, University of Chicago Press, 1960.

BECK U., *Risk Society: Towards a New Modernity*, London, SAGE Publications, 1992.

BENSAÏD D., « Le tourment de la matière Marx, productivisme et écologie. », manuscrit, octobre 1993. Disponible sur <http://danielbensaid.org/Marx-productivisme-et-ecologie>

BENSAÏD D., « Notes sur Étienne Balibar, La Philosophie de Marx. », Manuscrit, 1993. Disponible sur <http://danielbensaid.org/Etienne-Balibar-La-Philosophie-de>

BENSAÏD D., *Marx l'intempestif: Grandeurs et misères d'une aventure critique*, Paris, Fayard, 1996.

BERLE A.A., ETC, et G.C. MEANS, *Modern Corporation and Private Property*, 2nd Revised edition., New Brunswick, N.J., U.S.A., Transaction Publishers, 1991.

BESSIS F., « Quelques convergences remarquables entre l'Économie des Conventions et la Théorie de la Régulation », *Revue Française de Socio-Économie*, 15 avril 2008, n° 1, p. 9-25.

BESSIS F., « La théorie de la réflexivité limitée. Une contribution au débat sur l'action entre l'Économie des conventions et la Théorie de la Régulation », *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy*, 1 décembre 2008, n° 54, p. 27-56.

BIDET J., *Que Faire du Capital? Philosophie, économie et politique dans Le Capital de Marx*, 2e éd., Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2000.

BIDET J., « Commentaires du Capital Livre I, Sections I et II. Analyse alinea par alinea. », 2004. Disponible sur <http://jacques.bidet.pagesperso-orange.fr/commcap1.pdf>

BIDET J., *Explication et reconstruction du Capital*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2004.

BIDET J., « Marx productiviste ou écologiste? », *EcoRev, Revue Critique d'Ecologie Politique*, 2006, n° N°25.

BIDET J., *L'État-monde*, Paris, PUF, 2011.

BIDET J., « Marx: Théorie et philosophie dans Le Capital », *Philopsis: Revue numérique*, 16 novembre 2014.

BIDET J., « Misère dans la philosophie marxiste : Moishe Postone lecteur du Capital | Période. », *Revue Période*, 20 Novembre 2014. Disponible sur <http://revueperiode.net/misere-dans-la-philosophie-marxiste-moishe-postone-lecteur-du-capital/>

BIHR A., *La logique méconnue du capital*, Lausanne, Page Deux, 2010.

BILLETER J.-F., *Esquisses*, Paris, Editions Allia, 2016.

BIZBERG I. et B. THÉRET, « La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 25 avril 2012, n° 11.

BOLTANSKI L. et L. THÉVENOT, *De la justification: les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

BOLTANSKI L. et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, nouvelle édition, Paris, Gallimard, 2011.

BOLTANSKI L., *L'Amour et la justice comme compétences : Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1991.

BOLTANSKI L., *De la critique: précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, 2009.

BONNEUIL C. et S. FEYDEL, *Prédation : Nature, le nouvel Eldorado de la finance*, Paris, La Découverte, 2015.

BOURDIEU P., *La Distinction : Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979.

BOUTANG Y.M., *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

BOUTANG Y.M., *Le capitalisme cognitif: La Nouvelle Grande Transformation*, Paris, Editions Amsterdam, 2007.

BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique*, 7 septembre 1979, p. pp. 5-113.

BOYER R., *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986.

BOYER R., « La crise de la macroéconomie, une conséquence de la méconnaissance des institutions? », *L'Actualité économique*, 1992, vol. 68, n° 1-2, p. 43.

BOYER R., *Théorie de la régulation, 1 : Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, 2000.

BOYER R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris, Odile Jacob, 2004.

BOYER R., « Capitalism Strikes Back: Why and What Consequences for Social Sciences? », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 27 avril 2007, n° 1.

BOYER R., *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Paris, Economica, 2011.



BOYER R., « Are there laws of motion of capitalism? », *Socio-Economic Review*, 1 janvier 2011, vol. 9, n° 1, p. 59-81.

BOYER R., « Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 25 avril 2012, n° 11.

BOYER R., « The Present Crisis. A Trump for a Renewed Political Economy », *Review of Political Economy*, 1 janvier 2013, vol. 25, n° 1, p. 1-38.

BOYER R., *How the specificity of Chinese capitalism explains its position in the world economy*,

<http://robertboyer.org/download/How%20the%20specificity%20of%20Chinese%20capitalism%20explains%20its%20position.pdf>, consulté le 23 septembre 2014.

BOYER R., *Économie politique des capitalismes*, Paris, La Découverte, 2015.

BOYER R. et Y. SAILLARD, *Théorie de la régulation : L'Etat des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002.

BRAUDEL F., *Civilisation, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle, tome 3 : Le temps du monde*, Paris, Le Livre de Poche, 1993.

BRAUDEL F., *La Dynamique du capitalisme*, Paris, FLAMMARION, 2014.

BRENNER R. et M. GLICK, « The Regulation Approach: Theory and History », *New Left Review*, 1991, n° 188, coll.« I », p. 45-119.

BURKETT P., *Marx and Nature: A Red and Green Perspective*, St. Martin's Press, 1999.

CARDON D. et A. CASILLI, *Qu'est-ce que le Digital Labor ?*, Bry-sur-Marne, Institut National de l'Audiovisuel, 2015.

CASTORIADIS C., *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe II.*, Paris, Éd. du Seuil, 1986.

CASTORIADIS C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999.

CASTORIADIS C., *Les carrefours du labyrinthe, tome 3 : Le monde morcelé*, Paris, Seuil, 2000.

CASTORIADIS C., *Les carrefours du labyrinthe, Tome 6 : Figures du pensable*, Paris, Points, 2009.

CASTORIADIS C., *Une société à la dérive : Entretiens et débats*, Paris, Points, 2011.

CELIKATES R., *Kritik als soziale Praxis: Gesellschaftliche Selbstverständigung und kritische Theorie*, 1<sup>re</sup> éd., Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2009.

CELIKATES R., « La psychanalyse, modèle pour la Théorie critique ? Retour sur Connaissance et intérêt de Habermas », *Théorie critique de la crise. Volume III. Revue Illusio n° 14/15*, Caen, Bord de l'eau, 2016, .

CHAKRABARTY D., *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

COLLIOT-THÉLÈNE C., *La démocratie sans demos*, 1<sup>re</sup> éd., Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2011.

COLLIOT-THÉLÈNE C. et F. FISCHBACH, « Pourquoi la philosophie sociale ? », *Actuel Marx*, 21 septembre 2015, n° 58, p. 172-189.

CORCUFF P., *Les nouvelles sociologies: Sociologies contemporaines*, 3e édition., Paris, Armand Colin, 2011.

DARDOT P. et C. LAVAL, *La nouvelle raison du monde*, Que sais-je ?, Paris, La Découverte, 2010.

DARDOT P. et C. LAVAL, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012.

DARDOT P. et C. LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle.*, Paris, La Découverte, 2015.

DARDOT P. et C. LAVAL, « De l'autonomie au commun. Sur Cornelius Castoriadis. Entretien avec Pierre Dardot et Christian Laval. », 10 juin 2016. Disponible sur <http://www.vacarme.org/article2899.html>

DARDOT P. et C. LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, Paris, La Découverte, 2016.

DEJOURS C., *Souffrance en France: La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Points, 2014.

DERANTY J.-P.R., « Critique of political economy and contemporary critical theory: a defence of Honneth's theory of recognition », *The Philosophy of recognition: historical and contemporary perspectives*, Lexington Books, 2010, .

DEWEY J., *The public and its problems*, New York, Henry Holt and company, 1927.

DEWEY J., « Creative Democracy - The Task Before Us », *John Dewey: The Later Works, 1925-1953: 1939-1941/Essays, Reviews, and Miscellany, Vol. 14*, 1st edition., Carbondale; London, Southern Illinois University Press, 1988, p. 224-230.

DEWEY J., *Démocratie et éducation*, traduit par Gerard DELEDALLE, Paris, Armand Colin, 1990.

DEWEY J., *Logique, la théorie de l'enquête*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.

DEWEY J., *Après le libéralisme ? Ses impasses, son avenir*, Paris, Climats, 2014.

DUJARIER M.-A., *L'idéal au travail*, 1<sup>re</sup> éd., Paris, PUF, 2012.

DUJARIER M.-A., *Le travail du consommateur*, Paris, La Découverte, 2014.

DUJARIER M.-A., *Le management désincarné*, Paris, La Découverte, 2015.

- DUMENIL G. et D. LEVY, « Déséquilibre et stabilité: proportions et dimension », *Economix*, 1999.
- DUMENIL G. et D. LEVY, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.
- DUPUY J.-P., F. EYMARD-DUVERNAY, O. FAVEREAU, A. ORLÉAN, R. SALAIS, et L. THÉVENOT, « Introduction: L'économie des conventions », *Revue économique*, 1989, vol. 40, n° 2, p. 141-146.
- DURAND J.-P., *La Chaîne invisible: Travailler aujourd'hui: flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Seuil, 2012.
- EHRENBERG A., *Le Culte de la performance*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
- EHRENBERG A., *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 2000.
- ELIAS N., *What is Sociology?*, New York, Columbia University Press, 1984.
- FAUSTO R., *MARX: lógica e política investigações para uma reconstituição do sentido da dialética*, tomo II, Sao Paulo, Ed. brasiliense, coll.« Coleção encanto radical », 1987.
- FAUSTO, R., *Marx: Lógica e Política, Tomo 1*, 2° éd., Brasiliense, 1987.
- FAUSTO R., *Le Capital et la Logique de Hegel: Dialectique marxienne, dialectique hégélienne ; postface, Sur la politique de Marx*, Paris, Editions L'Harmattan, 1997.
- FISCHBACH F., *Sans objet. Capitalisme, subjectivité, aliénation*, Paris, Vrin, 2009.
- FISCHBACH F., *Manifeste pour une philosophie sociale*, Paris, La Découverte, 2009.
- FISCHBACH F., « Comment penser philosophiquement le social ? », *Cahiers philosophiques*, 1 février 2013, n° 132, p. 7-20.
- FISCHBACH F., *Philosophies de Marx*, Paris, Vrin, 2015.
- FOSTER J.B., *Marx's Ecology: Materialism and Nature*, Monthly Review Press, U.S., 2000.
- FOUCAULT M., *Surveiller et punir: Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- FOUCAULT M., *Naissance de la biopolitique : Cours au collège de France*, Paris, Seuil, 2004.
- FRASER N. et A. HONNETH, *Redistribution Or Recognition?: A Political-philosophical Exchange*, New York, Verso, 2003.
- FRIOT B., *Puissances du salariat*, 2e édition revue et augmentée., Paris, La Dispute, 2012.
- FRIOT B., *L'enjeu du salaire*, Paris, La Dispute, 2012.
- GADREY J. et A. LALUCQ, *Faut-il donner un prix à la nature ?*, Paris, Les Petits Matins, 2015.
- GARFINKEL H., *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1967.

GIDDENS A., *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity, 1984.

GODARD C.-É. et S. GODARD, *Le Petit Contrôle de gestion 2016 - 7e éd. - Les notions clés en 21 fiches*, Édition 2016., Paris, Dunod, 2016.

GOFFMAN E., *Interaction Ritual: Essays in Face to Face Behavior*, New York, Doubleday-Anchor, 1967.

HABERMAS J., *Theorie des kommunikativen Handelns. Band 2. Zur Kritik der funktionalistischen Vernunft*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1981.

HABERMAS J., *Le discours philosophique de la modernité: douze conférences*, Paris, Gallimard, 1988.

HABERMAS J., *La Technique et la science comme « idéologie »*, Gallimard., Paris, Gallimard, 1990.

HABERMAS J., *Idéalisations et communication : Agir communicationnel et usage de la raison*, traduit par Christian BOUCHINDHOMME, Paris, Fayard, 2006.

HABERMAS J., « Demokratie oder Kapitalismus? », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, mai 2013, 05/2013 p.

HABER S., *L'aliénation : Vie sociale et expérience de la dépossession*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2007.

HABER S., « Renouveau de la philosophie sociale ? », *Esprit*, 1 août 2012, Mars/avril, n° 3, p. 131-149.

HABER S., *Penser le néo-capitalisme : vie, capital et aliénation*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013.

HABER S., *Le capitalisme : entre philosophie et sciences historico-sociales*, 20 juin 2014, <http://projet.pcf.fr/55892>.

HABER S., « Diversité et historicité du capitalisme d'après le Livre I du Capital : origines, évolutions, transformations, différenciations », *Les Études philosophiques*, 11 décembre 2015, n° 154, p. 539-554.

HABER S. et F. MONFERRAND, « Un capitalisme infini ? À propos de Marx, prénom : Karl, de Pierre Dardot et Christian Laval », *Actuel Marx*, 1 mai 2013, n° 53, n° 1, p. 169-184.

HALL P.A. et D. SOSKICE, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford England ; New York, Oxford University Press, 2001.

HARRIBEY J.-M., « André Orléan, L'empire de la valeur, Refonder l'économie, Paris, Seuil, 2011. », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 17 novembre 2011, n° 10.

HARTMANN M. et A. HONNETH, « Paradoxes of Capitalism », *Constellations*, 2006, vol. 13, n° 1, p. 41-58.

- HARVEY D., *A Companion to Marx's Capital*, London ; New York, Verso, 2010.
- HEGEL G.W.F., *Gesammelte Werke*, ed. pela der Rheinischen Akademie der Wissenschaften, Meiner: Düsseldorf/Hamburg, 1968.
- HEGEL G.W.F., *Wissenschaft Der Logik. Die Lehre vom Sein (1832)*, Hamburg, Meiner, 1990.
- HEGEL G.-W.-F., *Encyclopédie des sciences philosophiques, Tome 1 : La science de la logique*, traduit par Bernard BOURGEOIS, 3e éd., Paris, Librairie Philosophique Vrin, 2000.
- HEGEL G.W.F., *Science de la logique : Tome 1, La logique objective, premier livre, La doctrine de l'Être*, traduit par Gwendoline JARCZYK et traduit par Pierre-Jean LABARRIÈRE, Paris, Editions Kimé, 2007.
- HEGEL G.W.F., *Science de la logique : Tome 1, La logique objective, deuxième livre, La doctrine de l'essence*, 2e édition revue et corrigée., Paris, Editions Kimé, 2010.
- HETZEL L., « Des sujets au coeur du Capital », *Les études philosophiques*, octobre 2015, vol. 4.
- HONNETH A., *Kritik der Macht.*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1986.
- HONNETH A., *Kampf um Anerkennung. Zur moralischen Grammatik sozialer Konflikte. Mit einem neuen Nachwort.*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag KG, 2003.
- HONNETH A., *La réification: Petit traité de Théorie critique*, traduit par Stéphane HABER, Paris, Gallimard, 2007.
- HONNETH A., *La société du mépris*, Paris, La Découverte, 2008.
- HONNETH A., *Das Ich im Wir: Studien zur Anerkennungstheorie*, Berlin, Suhrkamp Verlag GmbH, 2012.
- HONNETH A., *Le droit de la liberté: Esquisse d'une éthicité démocratique*, traduit par Frédéric JOLY et traduit par Pierre RUSCH, Paris, Gallimard, 2015.
- HORKHEIMER M., *Traditionelle und kritische Theorie: Fünf Aufsätze*, 7<sup>e</sup> éd., Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch, 1992.
- HULSHOF M., « O conceito de liberdade e a unidade sistemática entre razão teórica e razão prática em Kant », *Cadernos de Filosofia Alemã: Crítica e Modernidade*, 11 décembre 2014, vol. 19, n° 2, p. 27.
- HUSSON M., « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? », J. BIDET et E. KOUVELAKIS (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Puf., Paris, 2001, .
- JAEGGI R., *Entfremdung*, Frankfurt am Main, Campus Verlag, 2005.
- JAEGGI R., « A Wide Concept of Economy: Economy as a Social Practice and the Critique of Capitalism », 2015. Disponible sur [https://www.academia.edu/20601920/Economy\\_as\\_a\\_Social\\_Practice](https://www.academia.edu/20601920/Economy_as_a_Social_Practice).

JAPPE A., *Les Aventures de la marchandise : Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, 2003.

JAPPE A., « Crédit à mort », *Revue Lignes*, 2009, n° 30.

JAPPE A., *Crédit à mort : La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Nouvelles Editions Lignes, 2011.

JOAS H., *La créativité de l'agir*, Paris, Ed. du Cerf, 1999.

KANT, I. *Gesammelte Schriften*: herausgegeben von der Deutschen Akademie der Wissenschaften, auparavant Königlich Preussischen Akademie der Wissenschaften, 29 vols. Berlin: Walter de Gruyter, 1902– [Cité comme Ak et le numéro du volume.]

KANT E., *Critique de la faculté de juger, Oeuvres philosophiques, tome 2 : Des Prolégomènes aux Écrits de 1791*, Paris, Gallimard, 1985.

KANT I., *Le Conflit des facultés. In: Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986.

KANT I., *Projet de paix perpétuelle. In: Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986.

KANT I., *Anthropologie du point de vue pragmatique. In: Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986.

KANT I., *La Religion dans les limites de la simple raison. In: Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986.

KANT I., *Premiers principes métaphysiques de la doctrine du droit. In: Œuvres philosophiques: Les derniers écrits*, Gallimard, 1986.

KANT I., *Fondements de la métaphysique des mœurs*, traduit par Victor DELBOS et traduit par Alexis PHILONENKO, Paris, Vrin, 1992.

KANT E., *Critique de la raison pratique*, traduit par Jean-Pierre FUSSLER, Paris, Flammarion, 2003.

KANT E., *Critique de la raison pure*, traduit par Alain RENAUT, 3e édition revue et corrigée., Paris, Flammarion, 2006.

KLEINGELD P., « Moral und Verwirklichung. Zu einigen Themen in Kants Kritik der praktischen Vernunft und deren Zusammenhang mit seiner Geschichtsphilosophie », *Zeitschrift für philosophische Forschung*, 1990, vol. 44, n° 3, p. 425-441.

KORSGAARD C.M., *Creating the Kingdom of Ends*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

KURZ R., O. GALTIER, W. KUKULIES, et L. MERCIER, *Vies et mort du capitalisme : Chroniques de la crise*, Paris, Nouvelles Editions Lignes, 2011.

- LAMARCHE T., « Des limites de la régulation... qui peuvent en cacher d'autres », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 18 décembre 2012, n° 12.
- LATOUCHE S., *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard/Pluriel, 2010.
- LATOUCHE S. et D. HARPAGÈS, *Le temps de la décroissance*, Paris, Editions Thierry Magnier, 2010.
- LATOUR B., *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.
- LAZZARATO M., *Les révolutions du capitalisme*, Paris, Empêcheurs de Penser en Rond, 2004.
- LEBRUN G., *Kant sans Kantisme*, Paris, Fayard, 2009.
- LEFORT C., *L'invention démocratique*, 2e éd. rev. et corr., Paris, Fayard, 1994.
- VAN DER LINDEN M., *Workers of the World: Essays Toward a Global Labor History*, Boston, BRILL, 2008.
- VAN DER LINDEN M. et M. HENNIG (dir.), *Beyond Marx: Theorising the Global Labour Relations of the Twenty-First Century*, Boston, BRILL, 2013.
- LIEGEY V., « On ne peut plus croître dans un monde fini », [http://www.liberation.fr/futurs/2013/04/21/vincent-liegey-on-ne-peut-plus-croitre-dans-un-monde-fini\\_897827](http://www.liberation.fr/futurs/2013/04/21/vincent-liegey-on-ne-peut-plus-croitre-dans-un-monde-fini_897827), consulté le 5 juin 2016.
- LINHART D., *La modernisation des entreprises*, 3e édition., Paris, La Découverte, 2010.
- LINHART D., *La comédie humaine du travail : De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Toulouse, Erès, 2015.
- LIPIETZ A., « Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central », *L'Actualité économique*, 1984, vol. 60, n° 1, p. 72.
- LIPIETZ A., « De l'althusserisme à la théorie de la régulation. » Intervention au Colloque The Althusserian Legacy S.U.N.Y. Stony Brooks (NY), 23-24 septembre 1988, Couverture Orange CEPREMAP n°8920. Disponible sur <http://lipietz.net/spip.php?article561>
- LIPIETZ A., « De l'approche de la régulation à l'écologie: une mise en perspective historique | multitudes. », entretien avec Cocco, Sebäi & Vercellone, *Futur Antérieur*, L'Harmattan, Paris, 1994. Disponible sur <http://www.multitudes.net/De-l-approche-de-la-regulation-a-l/>
- LIVET P. et F. NEF, *Les êtres sociaux : Processus et virtualité*, Paris, Editions Hermann, 2009.
- LORDON F., *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique Editions, 2010.
- LOTZ C., *The Capitalist Schema: Time, Money, and the Culture of Abstraction*, New York, Lexington Books, 2014.
- LÖWY M., *Écosocialisme : L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Fayard/Mille et une nuits, 2011.

MAKKREEL R.A., *Imagination and Interpretation in Kant: The Hermeneutical Import of the Critique of Judgment*, University of Chicago Press, 1994.

MARIS V. et R. LARRÈRE, *Nature à vendre : Les limites des services écosystémiques*, Quae éditions, 2014.

MARX K., « Notes critiques sur le Traité d'Economie Politique d'Adolph Wagner », *Œuvres. Economie II*, Paris, Pléiade (Gallimard), 1968.

MARX K., « Lettre à Kugelmann, 11 juillet 1868. », *Lettres à L. Kugelmann*, Paris, Éditions Sociales, 1971. Disponible sur <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1868/07/km18680711.htm>

MARX K., *Le capital, livre troisième, tome I*, Paris, Editions sociales, 1974.

MARX K., *Le capital, livre troisième, tome III*, Ed sociales., Ed sociales, 1974.

MARX K., *Le capital, livre troisième, tome II*, Paris, Editions sociales, 1974.

MARX K., *Le Capital, livre deuxième, tome I*, Paris, Editions Sociales, 1978.

MARX K., « Lettre à Vera Zassoulitch (1881) », M. GODELIER (dir.), *Sur les sociétés précapitalistes. Textes choisis de Marx, Engels, Lénine*, Paris, Editions Sociales, 1978, .

MARX K., *Théories Sur La Plus-Value Tome 03 - Chapitres XIX À XXIV Et Annexes*, Paris, Editions Sociales, 1978.

MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome I*, Editions sociales, 1980.

MARX K., *Manuscrits de 1857 - 1858 (Grundrisse), Tome II*, Editions sociales, 1980.

MARX K., *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, Edition Allia, 1998.

MARX K., *Les manuscrits économique-philosophiques de 1844*, Paris, Vrin, 2007.

MARX K., *Critique du programme de Gotha*, traduit par Jean-Numa DUCANGE et traduit par Sonia DAYAN-HERZBRUN, Paris, Les Editions sociales, 2008.

MARX K., *Le Capital. Livre I*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2009.

MARX K., *Le Chapitre VI : Manuscrits de 1863-1867, Le Capital Livre I*, Paris, Les Editions sociales, 2010.

MARX K., *Contribution à la critique de l'économie politique : Introduction à la critique de l'économie politique dite « de 1857 »*, traduit par Guillaume FONDU et traduit par Jean QUÉTIER, Paris, Éditions Sociales, 2014.

MARX K., D. BENZAÏD, et J.-F. POIRIER, *Sur la Question juive*, Paris, La Fabrique éditions, 2006.



MARX K. et F. ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, Traduction de Laura Lafargue (1893)., Disponible sur <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>, 2016.

MARX K. et F. ENGELS, *Werke*, 42 volumes. Berlin: Dietz, 1952-2013. [Cité comme MEW et le numéro du volume.]

MARX K. et F. ENGELS, *Gesamtausgabe*. Berlin: Akademie, 1972-2013. [Cité comme MEGA et le numéro du volume.]

MARX K. et F. ENGELS, *L'idéologie allemande : Tomes 1 et 2, Edition bilingue allemand-français*, traduit par Joseph WEYDEMEYER, traduit par Guillaume FONDU et traduit par Jean QUÉTIER, Paris, Les Editions Sociales, 2014.

MASON P., *PostCapitalism: A Guide to Our Future*, Penguin UK, 2015.

MAVROUDEAS S., *The Limits of Regulation: A Critical Analysis of Capitalist Development*, Northhampton, Mass., Edward Elgar Publishing Ltd, 2012.

MEZZADRA S., « Combien d'histoires du travail ? Vers une théorie du capitalisme postcolonial | Période. »

ORLÉAN A., *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.

ORLÉAN A., *L'empire de la valeur: Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011.

ORLÉAN A., « Réponse à Jean-Marie Harribey », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 17 novembre 2011, n° 10.

ORLÉAN A., *LA BOURSE EST-ELLE AU SERVICE DE LA PRODUCTION?*, <http://docplayer.fr/5745126-La-bourse-est-elle-au-service-de-la-production.html>, consulté le 22 juillet 2016.

PERES D., « Direito, história e esquematismo prático », *Discurso*, 2004, n° 34, p. 109-124.

PERES D., « Imaginação e razão prática », *Analytica*, 2008, vol. 12, n° 1, p. 99-130.

PINEAULT É., « Au-delà de l' expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé. »

POLANYI K., *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, 2nd éd., Boston, MA, Beacon Press, 2001.

POLLOCK F., « State Capitalism: Its Possibilities and Limitations », *The Essential Frankfurt School reader*, Continuum., New York, 1982, .

POSTONE M., « Repenser la théorie critique du capitalisme. », 2009. Disponible sur <http://www.palim-psao.fr/article-34551597.html>

POSTONE M., *Temps, travail et domination sociale : Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, Paris, Mille et une Nuits, 2009.

- RANCIÈRE J., « Le concept de critique et la critique de l'économie politique des Manuscrits de 1844 au Capital », *Lire Le Capital*, 3e éd., Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2014, .
- RECKWITZ A., « Toward a Theory of Social Practices A Development in Culturalist Theorizing », *European Journal of Social Theory*, 1 mai 2002, vol. 5, n° 2, p. 243-263.
- RENAULT E., *Souffrances sociales*, Paris, La Découverte, 2008.
- RENAULT E., « Dewey et la centralité du travail », *Travailler*, 2012, vol. 2, n° 28.
- RENAULT E., « Théorie critique et critique immanente », in: *Théorie critique de la crise. Illusio N 10/11*, Caen, Le bord de l'eau, 2013.
- RENAULT E., *Marx et la philosophie*, PUF, 2014.
- RENAULT E., « Le problème de la résistance ouvrière dans Le Capital », *Les études philosophiques*, octobre 2015, n° 4.
- RENAUT A., *Kant aujourd'hui*, Paris, Aubier, 1997.
- ROSA H., *Accélération. Une critique sociale du temps*, traduit par Didier RENAULT, Paris, La Découverte, 2013.
- ROSDOLSKY R., *Making of Marx's « Capital »*, traduit par P. BURGESS, 1st Edition edition., London, Pluto Press, 1977.
- ROUBINE I.I., *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, traduit par Antoine ARTOUS et traduit par Jean-Jacques BONHOMME, Paris, Editions Syllepse, 2009.
- ROUSSET B., *La Doctrine kantienne de l'objectivité: l'autonomie comme devoir et devenir*, Paris, J. Vrin, 1967.
- SCHOLZ T., *Digital Labor: The Internet as Playground and Factory*, New York, Routledge, 2012.
- SCHUMPETER J.A., *Théorie de l'évolution économique: recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Paris, Dalloz, 1999.
- SCHUMPETER J.A., *Capitalism, Socialism and Democracy*, Routledge, 2013.
- SEARLE J.R., *La Construction de la réalité sociale*, Paris, Gallimard, 1998.
- SILBER J.R., « Der Schematismus der Praktischen Vernunft », *Kant-Studien*, 1965, vol. 56, n° 3-4, p. 253-273.
- SOHN-RETHEL A., *Geistige und körperliche Arbeit: Zur Epistemologie der abendländischen Geschichte*, Oldenbourg Akademieverlag, 1989.
- SOHN-RETHEL A., *Intellectual and Manual Labour: Critique of Epistemology*, London, Macmillan, 1978.

SOHN-RETHEL A. et A. JAPPE, *La pensée-marchandise*, Bellecombes-en-Bauges (73340), Editions du Croquant, 2010.

STREECK W., *Gekaufte Zeit: Die vertagte Krise des demokratischen Kapitalismus*, Berlin, Suhrkamp Verlag GmbH, 2013.

TAYLOR F.W., *The Principles of Scientific Management*, Mineola, N.Y., Dover Publications, 1997.

TEMPLAR R., *Les 100 règles d'or du management: Un autre point de vue sur l'art de diriger*, Vanves, Marabout, 2016.

TERRA R., « A arquitetura da filosofia prática kantiana », *Studia Kantiana*, 1998, vol. 1, n° 1.

VEBLEN T., *The Theory of Business Enterprise*, Martino Fine Books, 2013.

VIOLAC J., *L'époque de la technique. Marx, Heidegger et l'accomplissement de la métaphysique*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2009.

VIOLAC J., *La logique totalitaire. Essai sur la crise de l'Occident*, Paris, PUF, 2013.

WALLERSTEIN I.M., *World-systems Analysis: An Introduction*, Duke University Press, 2004.

WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi d'autres essais*, traduit par Jean-Pierre GROSSEIN, Gallimard., Paris, Gallimard, 2004.

WEBER M., *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, Nouvelle., Paris, Pocket, 2003.

WIKIPEDIA, *Management*,

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Management#Management\\_verseus\\_gestion](https://fr.wikipedia.org/wiki/Management#Management_verseus_gestion), consulté le 6 février 2016.

## Table de matières

<b>Introduction</b>	<b>10</b>
1- Philosophie sociale x capitalisme : objet et méthode	21
2- Programme de la thèse	26
3 - Plan de la thèse	29
<b>Première partie: La théorie critique de Marx et la logique abstraite du capital</b>	<b>33</b>
Introduction à la première partie	33
<u>Chapitre 1 - L'abstraction capitaliste</u>	34
1.1 La double réalité de la marchandise et son ontologie particulière	34
1.2 Sohn-Rethel et la notion d'abstraction réelle	57
1.3 Action x représentation : le fétichisme de la marchandise	65
1.4 Marché x Capital	78
1.5 Abstraction marchande x Abstraction capitaliste	87
1.6 – L'abstraction capitaliste à l'aune du mauvais infini hégélien	97
1.7 – Au-delà de l'abstraction marchande et du travail abstrait : une brève note critique à l'égard de l'interprétation de Moishe Postone	113
<u>Chapitre 2 - La tension entre l'abstrait et le concret : la restructuration capitaliste de l'existant</u>	129
2.1 Le procès de production sous l'emprise de l'abstraction capitaliste	129
2.2 L'interaction entre l'abstrait et le concret et la dynamique complexe du capitalisme : le cas de la journée de travail	136
2.3 La logique du capital et l'innovation technique : la survaleur relative	146
2.4 Subsomption formelle et réelle du travail au capital	161
2.5 Subsomption de la nature (non humaine) au capital	168
2.6 L'accumulation de capital et l'obstacle démographique	176
2.7 L'intervention capitaliste dans la circulation des marchandises	184
2.8 La rationalisation dans l'utilisation du capital constant	194
2.9 Le développement de la commercialisation	196
2.10 La financiarisation et le développement du crédit	198
2.11 Essence et apparence : la double dynamique du capitalisme	203
<u>Chapitre 3 : Au-delà de l'abstraction réelle : le problème du dépassement du capitalisme chez Marx</u>	212
3.1 La borne immanente et les limites du capital	212
3.2 La loi de la baisse tendancielle du taux de profit	228
3.3 La négation de la négation et l'expropriation des expropriateurs	235
3.4 L'histoire et la question du communisme : une tension chez Marx ?	239
<b>Deuxième partie: Complexité et plasticité de la dynamique capitaliste</b>	<b>250</b>
Introduction à la deuxième partie	250
<u>Chapitre 4 – La Théorie de la Régulation et la complexité de la dynamique capitaliste</u>	255
4.1- L'héritage, la critique et le dépassement de l'althussérisme	255
4.2- Le moment fondateur : <i>Régulation et Crises du Capitalisme</i> (1976) de Michel Aglietta	270
4.3- Les contributions de Robert Boyer et la consolidation de la TR comme une théorie <i>middle range</i>	291
4.4- La variabilité temporelle du capitalisme : le cas des capitalismes français et américain	310
4.5 – La diversité spatiale des capitalismes	327
	636

4.6 – Capitalisme x capitalismes : une approche intermédiaire est-elle suffisante ?	359
<i><u>Chapitre 5 – La plasticité du capitalisme : le cas des conditions de travail et de consommation à l'époque actuelle</u></i>	
5.1 – Le capitalisme et son esprit: auto-réforme et capacité de réponse aux critiques	371
5.2 – Le nouvel esprit du capitalisme : néomanagement et nouvelles conditions de travail et de consommation	390
5.3 – Néolibéralisme et façonnement des subjectivités	406
5.4 - Post-taylorisme et la bataille autour du travail réel	419
5.5 – Le management et l'organisation du travail : désincarnation, idéalisation et abstraction capitaliste	430
5.6 – Le travail du consommateur	440
<b>Troisième partie : Pratique sociale et imagination capitaliste : une proposition à partir de Kant</b>	<b>445</b>
Introduction à la troisième partie	445
<i><u>Chapitre 6 – L'abstraction capitaliste à l'aune de Kant : le rôle de l'imagination dans la philosophie pratique kantienne</u></i>	
6.1 - Le suprasensible dans la philosophie pratique kantienne : le problème du passage et de la réalisation des principes purs	448
6.2 – Le schématisme et la faculté de juger pratique	458
6.3 - Imagination et jugement esthétique	461
6.4 – Imagination et jugement téléologique	480
6.5 - Histoire, politique et imagination pratique	489
<i><u>Chapitre 7 – Détranscendantalisation, idéalizations et imagination capitaliste : esquisse d'un modèle théorique de pratique sociale capitaliste</u></i>	
7.1 – Kant avec Marx (et Hegel) ? Habermas et son projet de détranscendantalisation	500
7.2 – Le <i>practice turn</i> en théorie sociale	509
7.3 –L'économie comme pratique sociale	518
7.4 – La genèse du social marchand : une théorie monétaire « relationnaliste »	523
7.5 – L'argent comme médium « transcendantal » et le schème capitaliste	536
7.6 – Les idéalizations capitalistes : une tentative de systématisation	543
7.7 – Imaginaire et créativité de l'agir : une analyse à partir de Castoriadis et Hans Joas	561
7.8 – De l'imagination transcendantalo-pratique à l'imagination capitaliste	569
7.9 – Pratique capitaliste : du modèle à la réalité	578
<b>Conclusion</b>	<b>593</b>
1 – Résumé du parcours	593
2 – Perspectives critiques : capitalisme, immanence et imagination	601
<b>Bibliographie</b>	<b>622</b>
<b>Table de matières</b>	<b>636</b>